

PROPERTY OF THE

6241.5

v. 1

pt. 2



From the Townsend Fund
Added Dec. 27, 1867 1278770

BIOGRAPHIE

DES

HOMMES DU JOUR.

IMPRIMERIE DE L.-B. THOMASSIN ET C^e, RUE SAINT-SAUVEUR, 50.

BIOGRAPHIE

DES

HOMMES DU JOUR

ARTISTES, — CHAMBELLANS, — CONSEILLERS D'ÉTAT, — DÉPUTÉS, — DIPLOMATES, —
ÉCRIVAINS, — ESPIONS FAMEUX, — GENS DE JUSTICE, — INDUSTRIELS, — MILITAIRES,
— PAIRS, — PRÊTRES, — PRINCES, — ROIS, — SAVANS;

PAR GERMAIN SARRUT ET B. SAINT-EDME.

JUSTICE, VÉRITÉ, IMPARTIALITÉ.

TOME IV^e — 2^e PARTIE.

PARIS.

AU DÉPOT GÉNÉRAL, RUE DE L'OSEILLE, 7 ;

ET CHEZ H. KRABBE, ÉDITEUR, QUAI SAINT-MICHEL, 15.

BIOGRAPHIE

DES

HOMMES DU JOUR.

BERTHEZÈNE (PIERRE, baron de).

La pairie est, à nos yeux, une superfétation politique ; mais, puisqu'elle est admise, et qu'elle est destinée à former un des trois grands corps de l'État, nous aimons à la voir devenir, par une heureuse exception, la récompense de services rendus à la patrie.

M. Pierre BERTHEZÈNE naquit à Vendargues (Hérault), le 24 mars 1775, et non en 1780, comme l'ont dit tous les biographes qui se sont occupés de cet officier-général.

La révolution interrompit le cours de ses études. Appelé, par les arrêtés des représentants du peuple, près des armées des Pyrénées-Orientales, à la défense du territoire que menaçaient les Espagnols, il fit partie du 5^e bataillon de l'Hérault, en qualité de soldat (15 septembre 1795), et fut immédiatement nommé sergent-major (22 du même mois). Après l'affaire de *Peyres Tortes*, son corps alla renforcer l'armée assiégeante de Toulon. A la prise de la redoute anglaise, qui décida l'évacuation de cette ville, le jeune Berthezène enleva, à un sous-officier anglais, un fusil qu'il conserva avec soin. Cet acte de bravoure lui valut le grade de sous-lieutenant (1^{er} messidor an II — 19 juin 1794). Son corps passa alors à la division Garnier, de l'armée d'Italie.

M. Berthezène, aimé de ses camarades, fut bientôt nommé lieutenant à leur choix (27 brumaire an IV — 18 novembre 1795) ;

mais cette preuve de leur estime faillit lui devenir fatale, par la jalousie de deux misérables, qui, condamnés, plus tard, aux fers, le dénoncèrent dans ce moment, comme ayant tenu des propos outrageans pour la Convention nationale. Il put heureusement les convaincre de calomnie.

A l'époque de l'embrigadement, le 5^e bataillon de l'Hérault servit à former la onzième demi-brigade de ligne (1^{er} floréal an IV — 20 avril 1796). C'est dans ce corps que le lieutenant Berthezène fit les immortelles campagnes d'Italie.

En l'an VII, à la reprise des hostilités, il fut attaché à l'état-major du général Grenier et nommé capitaine (5 messidor an VII — 25 juin 1799) sur le champ de bataille de Saint-Julien, lieu qui devait bientôt devenir plus célèbre par la bataille de Marengo.

En l'an VIII, il fut nommé chef de bataillon sur le champ de bataille et à la suite de l'enlèvement des redoutes de Sette Pani et de Ronchi di Maglia, où il fut blessé d'un coup de feu à la tête (6 thermidor an VIII — 25 juillet 1800). Il était alors aide de camp du général Compans, qui l'avait auparavant de lui depuis près d'une année.

Attaché au 72^e régiment, en l'an IX, il commanda son corps au combat de Pouzzolo, sur le Mincio. La blessure à la jambe gauche qu'il reçut à cette affaire le força, pendant deux ans, de marcher avec des béquilles.

Il était au camp de Boulogne lorsque l'empereur le comprit dans la grande promotion de la Légion-d'Honneur du 25 prairial an.XII — 14 juin 1804.

A la fin de 1805 ou au commencement de 1806, M. Berthezène fut nommé major du 65^e régiment de ligne, et, en 1807, colonel du 10^e d'infanterie légère. L'empereur, en lui confiant ce dernier commandement, lui dit : *Je vous donne un régiment qui vaut ma garde*. En effet, le 10^e jouissait de la plus haute renommée militaire. Il paraît que le nouveau colonel se montra digne de son corps, puisqu'il fut fait officier de la Légion-d'Honneur après le combat de Heilsberg, qui eut lieu le 10 mai de la même année (son brevet est du 11 juillet), et, bientôt après, baron de l'empire. A ce titre de baron, qui lui fut donné le 19 mars 1808, l'empereur joignit une dotation en Westphalie.

En 1809, il occupait l'île de Rugen, sur la Baltique, lorsque les armemens de l'Autriche appelèrent nos armées sur le Danube. Dans l'espace de vingt jours le 10^e put franchir la distance qui le séparait de Ratisbonne, et rassurer les populations bavarroises, que l'approche des armées autrichiennes épouvantait.

On peut voir, dans les premiers bulletins de la grande armée, la part brillante que prit ce régiment au combat de Tann et à la bataille d'Eckmühl (19 et 22 avril 1809). Le colonel Berthezène, blessé à Eckmühl, se trouvait, le lendemain de cette bataille, devant Ratisbonne, lorsque l'empereur le nomma (*proprio motu*) commandant de la Légion-d'Honneur, récompense qui, à cette époque, semblait être réservée aux officiers généraux.

A peine rétabli de sa blessure, il en reçut deux autres fort graves à la bataille de Wagram (6 juin 1809). C'est à la suite de cette campagne qu'il fut nommé général de brigade.

Peu de temps après, l'empereur l'appela aux grenadiers de la garde impériale, avec

le grade d'adjutant-général, et c'est en cette qualité qu'il fit la campagne de Russie.

Le 22 octobre, le général Berthezène protégea les opérations du général Lenourrit, chargé de détruire le Kremlin. Quand le froid eut exercé ses ravages sur nos troupes, il soutint la retraite de notre armée jusqu'à ce que le corps du maréchal Victor le relevât dans ce service. A la Bérésina, appuyé du prince Emile de Hesse-Darmstadt, qui se plaça volontairement sous ses ordres, il attaqua la droite des Russes, leur fit 1,400 prisonniers, que Napoléon se plut à compter près du pont, et, par ce mouvement hardi, contribua puissamment au beau succès du maréchal Ney. Ce fut le témoignage que lui rendit le maréchal Mortier auprès de l'empereur.

Au début de la campagne de 1815, il commanda la portion de la vieille garde qui était à l'armée, et, le jour de la bataille de Lutzen, avant que le général Roguet n'arrivât, il avait reçu de l'empereur cet ordre bref, mais énergique : *La garde au feu !* La garde alla au feu, et la Couronne de fer devint la récompense de la conduite de son brave chef.

A la bataille de Bautzen, il fut chargé de faciliter le débouché du corps du général Bertrand, que commandait, pour cette opération, le maréchal Soult. L'empereur, qui survint peu après, approuva les dispositions qu'il avait prises.

Après cette bataille, il fut nommé général de division (4 août), et servit, en cette qualité, sous les ordres du maréchal Saint-Cyr, dont il fit l'avant-garde pendant toute la campagne. Il mérita la bienveillance de ce capitaine si distingué, et il l'a conservée jusqu'à sa mort.

On sait que son corps et le 1^{er}, restés à Dresde, furent forcés, par le manque de vivres et de munitions, à capituler, et que les coalisés, qui trouvaient juste tout ce qui était nuisible à la France, violèrent la capitulation et les envoyèrent prisonniers en Hongrie.

A sa rentrée des prisons, le général Berthezène fut mis en disponibilité. Quelques mois plus tard, le maréchal Soult l'appela au comité de la guerre, et Louis XVIII le décora de la croix de Saint-Louis (19 juillet 1814). Il faisait encore partie du comité de la guerre, lorsque le débarquement de Napoléon ramena l'ennemi sur nos frontières. L'empereur le chargea, au mois de mai, de donner une destination à tous les officiers supérieurs et généraux qui se trouvaient à Paris sans emploi, et lui fit expédier, quelques jours avant l'ouverture de la campagne, l'ordre d'aller prendre le commandement d'une division du 4^e corps. Il combattit avec elle à Fleurus et y perdit le cheval qu'il montait. Le général Habert ayant été gravement blessé à Vavres, le général Berthezène eut le commandement de cette division réunie à la sienne; il chassa des hauteurs de *Bierge* huit bataillons prussiens qui défendaient cette position. Le général Penney avait été tué. Deux jours après les désastres de Waterloo, le général Vandame mit sous ses ordres deux autres divisions d'infanterie et le chargea d'arrêter l'ennemi, pour donner au maréchal Grouchy le temps de prendre position à Dinant; il en résulta un combat vif sous les murs de Namur, qui dura jusqu'à la nuit, et dans lequel il eut un cheval tué sous lui.

Lorsque le gouvernement provisoire fit semblant de vouloir se battre sous Paris, le général Berthezène fut envoyé au 5^e corps pour en prendre le commandement; mais l'armistice ayant été conclu, il rentra à sa division. Plus tard, il commanda ce corps derrière la Loire jusqu'au licenciement de l'armée; ensuite, il voyagea en Belgique (1).

(1) Quelques biographes ont prétendu que M. le général Berthezène avait suivi en Belgique son père, compris, comme régicide, dans la loi dite d'amnistie du 12 janvier 1816; c'est une erreur : le régicide est peut-être de la famille du général, mais il n'est pas son père. Le véritable motif de la sortie de France du général est celui que nous allons faire connaître.

Après le licenciement de l'armée de la Loire, le géné-

Dans l'organisation faite par le maréchal Saint-Cyr, il fut compris dans le cadre des inspecteurs généraux et fit diverses inspections. Enfin, en 1850, il fut désigné pour commander la 1^{re} division de l'armée expéditionnaire d'Afrique. Il débarqua le premier sur le sol africain, et, le même jour, il s'empara de la position des Turcs, défendue par seize pièces de 16 et par deux mortiers; plus tard, il se rendit maître du camp ennemi, à Staoueli, et de la forte position du Boujareah. On peut voir, dans les bulletins de l'armée et dans le journal du général Desprez, chef d'état-major de cette armée, la part puissante qu'il prit à cette belle conquête (1). Elle fut telle que M. de Bourmont demanda la *pairie* pour lui; le général Clauzel, qui lui succéda, renouvela cette de-

ral vint à Paris, où il avait son domicile. Le général Desprez, qui commandait Paris, l'appela à son état-major, et lui déclara qu'il ne pouvait autoriser son séjour dans la capitale; qu'il eût à voir le ministre de la guerre (Clareke). Le général alla trouver le ministre, qui lui dit de se rendre dans son pays. Sur son observation que ce serait chercher une mort certaine, le ministre l'engagea à indiquer lui-même un lieu de séjour. Il choisit successivement Lyon, Strasbourg, Rouen, qu'on lui refusa; puis on lui désigna Saint-Pol, près d'Arras, où les troupes anglaises étaient cantonnées, et à son tour il refusa. Enfin, après avoir demandé en vain de se rendre en Italie ou en Prusse, on lui ordonna de partir pour la Belgique, où M. Decazes avait organisé une police.

Son exil ne dura que sept ou huit mois; et, ce qui est assez remarquable, le ministre, qui l'avait forcé de quitter la France, lui écrivit de rentrer sans délai, *sous peine d'être rayé des contrôles de l'armée*.

(1) Deux jours après le débarquement (16 juin), l'armée fut assaillie par un orage épouvantable, qui la menaça du sort qu'éprouva celle de Charles-Quint. En peu d'instants les munitions furent avariées, et le général en chef, M. de Bourmont, craignant une attaque dans cette circonstance si grave, ordonna aux troupes de rentrer dans Sidi Ferruch. Le général Berthezène, avant d'obéir à cet ordre, alla trouver M. de Bourmont, lui fit remarquer le tort que ferait à l'expédition une retraite de ce genre, et répondit de sa position. Voici en quels termes le général Desprez a rendu compte de cet événement (page 94 de son journal) : « Le général en chef, qui se souvenait qu'en 1813 il n'avait pu opposer aux escadrons russes et prussiens le feu de l'infanterie..., songea un moment à faire rétrograder la première ligne.... On lui repré- » senta que ce mouvement, en ranimant la confiance de » l'ennemi, produirait un inconvénient plus grave que

mande, et cependant sa nomination n'eut lieu qu'en octobre 1852. Le général Berthezène rentra en France au mois de novembre 1850; et, au mois de décembre, le nouveau gouvernement lui conféra la grand-croix de la Légion-d'Honneur. Il fut renvoyé à Alger, et sans l'avoir demandé, en février 1851. Il y fit plusieurs établissements utiles, tels que le môle, un camp à Moustapha, un abattoir hors la ville, une caserne, etc. Toute sa conduite, pendant ce commandement, tendit à faire aimer et respecter le nom français; il y avait réussi, et les Arabes l'avaient surnommé *le Marabout* (le Saint); mais, par cette conduite, il blessa beaucoup d'intérêts, détruisit beaucoup d'espérances, et on ne le lui pardonna pas. Forcé, au milieu de l'été, d'aller jusqu'à Médeah, il se vit assailli, dans les défilés de l'Atlas, par une foule de tribus. La mort du capitaine qui commandait l'arrière-garde jeta quelque désordre dans les rangs; il fut réparé à notre entrée dans la plaine; mais cet incident fut exploité et donna lieu à mille calomnies. Plus tard, le fameux Ben-Zamoun se porta sur l'Oratch: une heure de combat en fit justice; il en fut de même des tribus de l'Ouest venues pour se joindre à lui. Dans leur dépit contre le chef arabe, elles lui envoyèrent une robe de femme. C'est après ces tentatives inutiles de la part de l'ennemi que le général Berthezène étendit, de plus d'une lieue, la ligne de nos postes. Remplacé, au mois de décembre 1851, par le duc de Rovigo, ce général rentra en France et n'a plus été employé.

Une des vertus que ce général estime le plus, c'est la probité. Nous pourrions citer plusieurs traits qui serviraient à prouver la rigidité de ses principes à cet égard. Nous nous contenterons d'invoquer le témoi-

gnage du maréchal Soult, qui, ministre de la guerre, lui écrivait, le 2 mars 1852, à Alger, à propos de l'emploi des fonds secrets mis à sa disposition :

« Je ne dois pas laisser passer cette occasion sans vous témoigner ma satisfaction particulière pour l'économie et même le désintéressement que vous avez apportés dans cette partie de votre administration. Ce double témoignage vous était réellement dû; car, non seulement vous avez restreint vos dépenses au strict nécessaire, mais, pour les diminuer encore, vous avez, à l'occasion de l'investiture de l'aga des arabes, donné un yatagan garni en or qui vous appartenait. »

Comme il serait possible que quelques personnes crussent devoir attribuer cette lettre à une galanterie ministérielle, nous dirons deux des faits sur lesquels elle paraît reposer.

Immédiatement après la conquête d'Alger, le ministre du trésor du Dey, satisfait sans doute des relations instantanées qu'il avait eues avec le général Berthezène, lui fit don d'un troupeau de mérinos qu'il possédait. Le général fit vendre ce troupeau, et en déposa le prix au trésor de l'armée. Un reçu lui fut donné, et un procès-verbal de l'intendant militaire constata que le troupeau était sa propriété. Cette vente avait produit 6,000 francs.

Pendant les onze mois de son commandement en Afrique, le général Berthezène eut à sa disposition 6,000 francs par mois sur les fonds secrets, c'est-à-dire 66,000 fr. pour les onze mois. Il ne dépensa que 11,000 fr., et sur cette somme 2,000 fr. seulement servirent à l'espionnage; le surplus fut employé à des indemnités et à des secours. Le ministre dut être d'autant plus frappé de ces circonstances, que le prédécesseur de M. Berthezène avait, en quatre mois, dépensé 104,000 francs de fonds secrets.

Puisque nous sommes assez heureux pour

« celui qu'on voulait éviter. Le général Berthezène déclara que, dans le cas même où les troupes seraient réduites à ne se servir que de leurs baïonnettes, il répondrait encore de conserver sa position. » M. de Bourmont céda, le général Berthezène se maintint, et bientôt l'armée put marcher en avant.



Le Lieutenant Général Comte de Castellane
Pair de France

avoir à nous occuper, à cette époque de corruption si générale, d'un homme d'une probité aussi bien établie, nous ajouterons que lorsque M. Berthezène fut nommé général de brigade, il laissa, en quittant le 10^e d'infanterie légère, une somme de 22,000 fr. dans la caisse des économies, et qu'il emprunta 3,000 fr. pour se faire habiller.

M. Berthezène pense que sous une monarchie héréditaire il importe aux libertés publiques qu'il existe un corps politique reposant sur le même principe d'hérédité, pour que ce corps ait un intérêt à défendre, à conserver les droits acquis au peuple et à s'opposer aux empiétements du pouvoir exécutif. L'on sait notre opinion sur cette question, qui a eu ses prôneurs et ses détracteurs; nous n'avons pas à la discuter ici, et nous nous bornerons à émettre le vœu de voir cesser enfin toute cause de discussion relative à la perpétuité de la puissance dans une seule et même famille.

M. Berthezène a rarement siégé à la chambre. Dans les procès des défenseurs d'avril et de Fieschi, il s'est fait remarquer par sa modération. Nous croyons savoir qu'il s'est montré peu favorable aux lois dites de septembre et à celle des apanages. Il n'a abordé la tribune qu'une fois, le 17 avril 1835, à propos du budget des dépenses de cet exercice, et encore a-t-il été mu par le désir de faire une bonne action, c'est à dire de mettre en garde ses concitoyens contre le merveilleux des récits que la cupidité faisait répandre sur le pays d'Alger.

Nous avons réservé pour la fin de cette notice une observation qui intéresse l'histoire de notre temps.

Lors de la nomination des cinquante-huit pairs de 1832, les journaux jetèrent un coup d'œil d'examen sur les titres que chacun des élus pouvait avoir à cette faveur particulière. *La Tribune* du 13 octobre joignit la note suivante au nom de M. Berthezène :

« Premier général dans l'armée d'Afrique,

« sous les ordres de Bourmont, celui de
« tous qui s'opposait avec le plus de force à
« ce que l'armée saluât le drapeau trico-
« lore. »

Quand nous eûmes à nous occuper, pour notre ouvrage, du travail concernant M. Berthezène, nous écrivîmes à ce sujet à cet officier général; et voici ce qu'il nous répondit, le 25 mars 1859 :

« C'est, s'il m'en souvient bien, le 10 août que nous reçûmes, à Alger, la nouvelle de la révolution de juillet. Vers midi, je reçus une invitation de me rendre, à une heure, à la Casbah, avec les marcheurs de camp sous mes ordres. Comme ma division était campée hors de la ville, j'arrivai un peu plus tard au rendez-vous. Bientôt après M. de Bourmont me demanda mon opinion, et sur ma réponse que j'ignorais ce dont il s'agissait, il me donna à lire une lettre que lui adressait M. le comte Gérard, ministre de la guerre, et dans laquelle il lui disait, entre autres choses, que, s'il voulait conserver les avantages de la position qu'il s'était faite, il devait, 1^o reconnaître le gouvernement de M. le duc d'Orléans, lieutenant-général du royaume; 2^o arborer les couleurs nationales, etc., etc.

« Sur le premier point les avis furent unanimes; sur le second, qui me semblait une conséquence du premier, il n'y eut qu'un ou deux officiers généraux qui partagèrent mon opinion, non qu'ils refusassent positivement, mais ils désiraient attendre quelques jours pour que la position fût plus claire. Voilà la vérité exacte. Ainsi donc, loin de m'être opposé à la reprise des trois couleurs, je fus presque le seul qui me prononçai d'une manière affirmative.

« Deux jours plus tard, il y eut une réunion où tous les officiers supérieurs furent appelés. Les discussions y furent plus vives, plus animées, et cela devait être. Enfin, MM. de Bourmont et Duperré fixèrent entre eux le jour où le drapeau tricolore serait arboré, et ici je ne fus ni consulté, ni prévenu, soit officiellement, soit officieusement. »

Quand on a fourni, comme M. Berthezène, une carrière aussi longue et aussi bien remplie, on honore à la fois l'armée et la patrie.

CASTELLANE (ESPRIT-VICTOR-ÉLISABETH-BONIFACE, comte de).

M. *Esprit-Victor-Elisabeth-Boniface* comte DE CASTELLANE, est né le 21 mars 1788, à Paris. Son père, député aux états-généraux, vota pour la réunion des trois ordres et pour la liberté des cultes; et pair de France après la seconde restauration, il défendit l'inamovibilité des juges, la liberté individuelle et celle de la presse. Par sa mère il

appartient à la famille de Rohan-Chabot de Jarnac.

Il entra au service le 2 décembre 1804, en qualité de soldat au 5^e régiment d'infanterie légère, et fut successivement caporal et sergent. Nommé sous-lieutenant le 24 février 1806 au 24^e régiment de dragons, il alla servir à l'armée d'Italie. Au mois de décembre 1807 il rejoignit le général Mouton, depuis comte de Lobau, qui commandait le corps d'observation des Pyrénées, et entra avec lui en Espagne (janvier 1808). Il se trouva avec sa division à différentes affaires importantes, entre autres à la bataille du Rio-Secco et au combat de Burgos. Il avait été nommé lieutenant-aide-de-camp le 29 janvier 1808. M. de Castellane se rendit avec son général auprès de l'empereur à Madrid, et l'accompagna dans sa poursuite des Anglais (1).

L'empereur ayant quitté l'Espagne le 25 janvier 1809, son état-major reçut l'ordre, peu de temps après, de partir pour l'Allemagne. Le lieutenant Castellane assista aux batailles d'Abensberg, d'Eckmühl, de Ratisbonne, d'Essling, de Wagram et autres principaux combats de cette grande campagne de 1809, et se fit remarquer par son infatigable activité. La manière distinguée dont il se conduisit, et la bravoure qu'il déploya dans toutes ces affaires, le fit remarquer de l'empereur, et lui valut la croix d'honneur sur le champ de bataille de Wagram. M. de Castellane étant allé remercier le souverain pour la récompense qu'il venait d'en recevoir, l'empereur ne lui répondit que par cette exclamation : *Brave jeune homme !* Il fut ensuite chargé de différentes missions, d'une surtout très importante à Bareuth, pour le corps du duc d'Abrantès. Napoléon le nomma chevalier de l'Empire, avec 2,000 fr. de dotation à Bareuth, le 15

août 1809, et l'envoya aux rois de Westphalie et de Hollande, pour leur annoncer la conclusion de la paix. L'empereur, de retour à Paris, voyant à l'un de ses premiers levers le père du jeune Castellane, s'empressa de lui dire, avec cette bienveillance qui, de sa part, était si flatteuse pour les officiers : « Votre fils a très bien servi ! »

Capitaine le 18 février 1810, M. de Castellane fit toute la première partie de la campagne de Russie comme aide-de-camp du comte de Lobau.

Nommé chef de bataillon à Moscou, par décret du 3 octobre, il passa, en qualité d'aide-de-camp, auprès du comte de Narbonne. Il assista aux combats de Witepsk, de Smolensk, à la bataille de la Moskowa, aux combats de Krasnoë, de la Bérésina, et à presque toutes les autres affaires qui eurent lieu pendant l'année 1812 : il eut la main droite gelée à Miedniki. Il se fit remarquer durant cette campagne par un zèle de tous les instants. Chargé par l'Empereur, au début de la retraite, de traverser, avec vingt-cinq lanciers de la garde, un pays occupé par les cosaques, pour porter de Croïskoë au château du prince de Gallitzin des ordres au colonel Bourmont, il remplit heureusement, grâce à sa détermination courageuse, la mission qui lui avait été confiée. La fermeté de son caractère ne souffrit en rien des fatigues de cette longue et cruelle retraite ; il se montra continuellement homme d'honneur et de cœur, alors que bien des gens se décourageaient.

Nommé colonel-major du 1^{er} régiment des gardes d'honneur, par décret daté de Dresde, le 21 juin 1815, M. de Castellane était devenu, en neuf ans, de simple soldat colonel. Un des plus jeunes de son grade dans l'armée, la plus brillante carrière lui était ouverte ; il ne lui fallait, sous Napoléon, que vivre pour arriver aux plus hauts emplois militaires.

La Restauration trouva donc M. de Castellane colonel. Non seulement il ne parti-

(1) Les aides-de-camp des aides-de-camp généraux faisaient le service d'officiers d'ordonnance près de l'empereur, lorsque ces derniers n'avaient pas de commandement dans l'armée.

cipa point à l'avancement prodigué à certaines personnes au premier retour du roi, mais il resta sans activité jusqu'à la fin de 1815, époque à laquelle il fut chargé de former les hussards du Bas-Rhin (5^e régiment), qu'on cita bientôt pour sa discipline et pour son instruction.

Se trouvant à la tête des colonels de cavalerie de l'armée, il fut appelé au commandement des hussards de la garde royale en 1822, et prit rang de cette époque dans le cadre des maréchaux de camp. Il donna une grande impulsion à ce régiment.

Le général Castellane commanda, en 1824, une brigade de cavalerie à Barcelone, où il fut cité pour son honorable conduite. En 1825, il prit le commandement de l'avant-garde de la division de Cadix, composée de deux régimens d'infanterie, de deux de cavalerie et d'une batterie d'artillerie à cheval. Chargé d'occuper un pays étendu et les villes considérables de la baie de Cadix, telles que Puerto Santa-Maria, Xerès, San-Lucar, Puerto Real, le général Castellane, dans ce commandement difficile et important, sut se faire pardonner par les Espagnols sa qualité d'étranger, se concilia l'affection, l'estime des habitans et la confiance des troupes sous ses ordres, qui se faisaient remarquer par leur esprit militaire, leur belle tenue, leur excellente manière de servir, leur exactitude à garder une ligne sanitaire de vingt-cinq lieues, pour préserver le pays de la fièvre jaune. Cet officier général fut vivement regretté en Andalousie, lorsqu'à la fin de 1827, pour toute récompense de ses services, il fut brusquement rappelé, sur la demande du roi Ferdinand, qui se plaignait de ses opinions constitutionnelles, parce qu'il refusait de prêter son appui à des persécutions pour opinions, et parce qu'il faisait respecter le nom français. Les habitans voulaient faire une représentation au roi de France, afin de le conserver; le clergé, les municipalités des villes de l'arrondissement qu'il commandait,

la junte de Puerto-Santa-Maria lui firent des adresses. Dès la seconde année, lorsque le général Castellane réclamait des autorités quelque chose pour les troupes, on ne faisait aucune observation; on disait: « Du moment que le général Castellane demande, cela doit être juste et dû par les conventions. » Le nom de Castellane sera toujours honoré dans cette partie de l'Andalousie (1). Le ministre de la guerre, Clermont-

(1) Nous ne donnerons, de toutes les pièces que nous avons sous les yeux, et qui serviraient à justifier notre opinion, que les deux lettres suivantes :

« Séville, ce 15 septembre 1827.

« Avant de recevoir votre estimable lettre, mon cher général, votre portrait m'avait été remis par madame la comtesse Monteaudo : je le conserverai avec le plus grand plaisir, et je vous en fais mes remerciemens. Je fus fort surpris en apprenant que vous alliez rentrer dans votre pays après une aussi courte absence; mais, sachant par vous la cause de votre rappel, je ne puis qu'en déplorer l'effet. Je souhaite que vous partiez satisfait des gens du pays où vous avez passé ces dernières années : car si, par un enchaînement de circonstances malheureuses, ils ont perdu de leur importance comme membres d'une nation qui fut grande et puissante, ils ont conservé comme particuliers de véritables titres à l'estime de ceux qui, à votre exemple, savent distinguer les personnes des choses, et donner à chacune d'elles la valeur qui lui est propre. Je ne doute nullement que vous n'emportiez les regrets des troupes qui ont admiré depuis si long-temps votre zèle pour le service, votre activité rare et vos vertus militaires. Cette assurance, jointe à celle du bon souvenir que vous laissez aux Espagnols qui ont eu l'avantage de vous connaître, et au témoignage de votre conscience, doit vous disposer à attendre tranquillement le moment où justice vous sera rendue, ce qui n'arrivera jamais assez tôt au gré de mes desirs. Pénétré de reconnaissance pour vos offres, ainsi que ma femme et mon fils, qui se rappellent à votre mémoire, je vous prie de compter, en quelque lieu et en quelque situation que vous soyez, sur l'intérêt que je prendrai à votre sort. Croyez à l'amitié et à l'estime de votre affectueux serviteur,

« Le marquis de LAS AMARILLAS. » (*)

(*) Le marquis de Las Amarillas passe pour l'officier général le plus distingué de l'armée espagnole.

Tonnerre, s'était vainement opposé, dans le conseil, au rappel de ce général, faisant l'éloge de sa conduite; il ne put même obtenir un sursis. M. de Castellane entra en France à la fin d'octobre 1827. Il refusa alors le commandement du département de la Nièvre, qui lui était offert.

Deux ans plus tard, on reconnut les qualités militaires de ce général, et il fut chargé (1829) de l'inspection de sept régimens.

Il était membre du conseil général de l'Allier; on le destitua de ses fonctions au commencement de juillet 1850, parce qu'il avait voté, au collège de Moulins, pour le candidat de l'opposition.

Il se trouvait aux eaux du Mont-d'Or lors des événemens de juillet 1850; il revint à Paris. Le maréchal Gérard lui donna l'ordre d'aller inspecter dix régimens et dépôts d'infanterie et cinq de cavalerie. Il était de retour à Paris, au mois d'octobre, de cette

inspection difficile dont il s'était parfaitement acquitté.

En septembre 1851 il fut envoyé dans la Haute-Saône pour commander le département et une brigade de cavalerie.

En avril 1852, le gouvernement lui confia la 1^{re} brigade d'infanterie de la 2^e division de l'armée du Nord, avec laquelle il assista au siège d'Anvers. Dans les marches il était toujours à la tête de sa brigade. Les soldats applaudirent à sa nomination au grade de lieutenant-général, qui eut lieu, à la suite de la campagne, le 9 janvier 1855.

Le 9 octobre de la même année, le général Castellane fut appelé au commandement de la division d'infanterie qui se réunit à Perpignan, et qui prit le nom de division active des Pyrénées-Orientales. Elle était composée de cinq régimens d'infanterie, de deux de cavalerie, de deux batteries d'artillerie et d'une compagnie du génie. La situation de l'Espagne avait motivé le rassemblement de deux corps sur les Pyrénées. Lors de la création de la 21^e division, le 20 octobre 1855, on joignit son commandement à celui de la division active dont il était déjà revêtu.

Le roi lui donna la pairie le 5 octobre 1857, jour de la dissolution de la Chambre des députés. Nous croyons qu'il n'a jamais siégé.

Le 15 décembre suivant, il reçut l'ordre de partir pour Alger et s'embarqua immédiatement, emportant l'estime et l'affection des habitans des Pyrénées-Orientales. Les troupes le virent aussi, avec regret, s'éloigner d'elles; les soldats le savaient sans cesse occupé d'eux: lors des deux irruptions du choléra à Perpignan, là, comme à Valenciennes, il n'avait jamais laissé passer un seul jour sans aller les visiter à l'hôpital.

Chargé, en 1854, 1855, 1856 et 1857, de l'inspection des troupes d'infanterie de sa division, il s'était toujours attaché, dans ses propositions d'avancement, à découvrir le mérite, sans s'arrêter aux recommanda-

« Mon respectable monsieur,

« Votre départ cause un bien grand chagrin à toute la ville: car on vous y accorde l'estime à laquelle vous avez acquis de si justes droits par votre digne conduite. La perte d'un général aussi attentif, aussi bienfaisant, à qui l'on ne s'est jamais adressé en vain pour obtenir justice, sera toujours pour nous le sujet d'un bien mémorable et bien triste souvenir; chacun des habitans de Sainte-Marie ne se lassera pas de publier vos vertus et sera le défenseur de votre conduite irréprochable sous tous les rapports, moralement et politiquement. Vous devez jouir de cette satisfaction au milieu du coup qui vous frappe, et moi j'ai celle de vous dire les sentimens dont vous êtes l'objet, en vous assurant que je suis peut-être encore de tous celui qui vous regrette le plus, parce que j'ai pu lire au fond de votre cœur, et que j'ai su apprécier le mérite qui vous distingue. Croyez qu'en tous lieux et à quelque distance que vous vous trouviez, vous pourrez compter sur l'autorité ecclésiastique de cette ville.

« Dieu vous garde pour mille années!

« Sainte-Marie, ce 21 septembre 1827.

« Votre dévoué serviteur et chapelain,

« Le vicaire ecclésiastique,

« PEDRO MANUEL MEDINA DE LA BANDA. »

tions. Pénétré de l'idée que si, dans leur intérêt même, il faut obliger les officiers à travailler, il convient aussi de les amuser, il employa toujours sa fortune en plaisirs qui leur fussent propres. Les habitans de Perpignan lui ont su et lui savent gré encore des agrémens qu'il a procurés à leur ville.

Le maréchal Valée l'envoya à Bone. Cet officier général conduisit un convoi à Constantine, déploya, pendant le peu de temps qu'il resta dans cette province, une grande activité, améliora la situation des hôpitaux, des différens services, et y laissa des traces honorables de son court passage. Son autorité n'étant pas assez étendue pour y faire le bien qu'il aurait désiré, il demanda à reprendre son ancien service dans les Pyrénées-Orientales, service qui lui fut rendu le 18 mars 1858.

A sa rentrée en France, il reçut, à Perpignan, de grandes preuves de l'attachement qu'on lui portait; les principaux habitans, sans distinction d'opinions, lui offrirent un banquet, et lui témoignèrent la joie qu'ils éprouvaient de le revoir à la tête de la division.

Il fit, en 1858, l'inspection des régimens d'infanterie et de cavalerie de son commandement. Les troupes, sous ses ordres, reçoivent tous les genres d'instruction, évolutions de ligne, simulacres de siège, mouvemens de guerre; elle est une excellente école pour les officiers et les soldats.

Le général Castellane a la réputation d'un bon soldat, d'un officier général instruit, capable, probe, ferme, actif, consciencieux, ayant l'amour de son métier et de la discipline, esclave de ses devoirs, donnant lui-même l'exemple de tout ce qu'il exige des autres.

Il est grand-officier de la Légion-d'Honneur, chevalier de Saint-Louis, grand-croix de l'ordre de Charles III d'Espagne, et commandeur de l'ordre de Léopold de Belgique.

ROBIOU (LOUIS-JEAN), Evêque de Coutances.

M. Louis-Jean ROBIOU DE LA TRÉHONNAIS, né à Combourg (Ile-et-Vilaine), le 7 janvier 1784, d'une famille honorée dans le pays, se destina, de bonne heure, au service des autels. Il débuta, dans la carrière ecclésiastique, par l'occupation d'une chaire de théologie, au grand séminaire de Rennes, où il se concilia l'estime et la confiance de ses supérieurs, ainsi que celle des jeunes élèves du sanctuaire, pour la plupart ses condisciples de collège.

Il remplit pendant six ans ces honorables fonctions. Il fut ensuite appelé aux soins de la charge pastorale dans la ville épiscopale. Dans cette autre partie du saint ministère, il se vit bientôt environné de la confiance publique. Son zèle actif, ses prédications assidues lui méritèrent l'attachement des habitans de Rennes. Curé de Saint-Étienne de cette ville, il l'administra avec intelligence, et parvint à restaurer son église paroissiale, et à l'enrichir d'ornemens précieux. Il fit ensuite construire une maison presbytérale, où il recueillit ses collaborateurs.

Plusieurs évêques de France lui proposèrent de partager leur administration. Il se refusa à de si honorables propositions. En 1855, il fut appelé au siège de Coutances et fut sacré à Paris, le 6 mars 1856. Son administration vraiment paternelle lui a concilié l'estime générale.

BOMPARD (BARTHELEMY).

Le besoin de vérité rend souvent nos devoirs difficiles à remplir, par les recherches auxquelles il nous oblige à nous soumettre. Un homme de l'opposition passe dans le camp du pouvoir, sa conduite donne lieu à des accusations graves; puis, sans revenir sur ses pas, il abandonne les positions qu'il avait acquises, et, tout en reprenant son in-

dépendance, il ne retourne cependant pas aux opinions qu'il avait précédemment professées : nous avons donc à examiner les causes d'une pareille conduite, et, pour que cet examen soit impartial, force nous est d'appeler à notre aide tous les documens qui sont de nature à justifier nos appréciations ; c'est là qu'est la difficulté. On nous saura gré, sans doute, en lisant cette notice, des efforts que nous avons faits pour arriver à posséder les matériaux mis en œuvre.

M. Barthélemy BOMPARD est né à Chatenoy, village du département des Vosges, le 1^{er} septembre 1784. Fils d'un marchand, son éducation fut toute commerciale. En 1806 il établit à Metz une maison de draperie et soierie. Le succès couronna ses efforts ; il prospéra et gagna l'estime de ses concitoyens. Ce qui le prouve, c'est qu'il devint successivement juge suppléant au tribunal de commerce (15 mai 1816), puis titulaire (2 septembre 1818) ; qu'il fut réélu en 1825 (9 avril) et nommé président le 2 avril 1850. Ce qui le prouve encore, c'est que, nommé membre de la chambre de commerce le 24 septembre 1822, il s'y vit appeler de nouveau le 24 janvier 1827, et qu'il en eut la présidence le 20 janvier 1829. Assurément il a fallu que M. Bompard méritât la confiance publique pour obtenir une position semblable.

Pendant la Restauration, M. Bompard a constamment fait partie du *Comité constitutionnel* de Metz, qu'il avait concouru à fonder. Ce comité défendait la liberté de la presse, influençait les élections, secourait les Grecs, les Polonais, toutes les victimes politiques de ce temps de douleur nationale. Le dévouement et les souscriptions de M. Bompard ne firent jamais défaut au comité.

La ville de Metz et le président de son tribunal et de sa chambre de commerce saluèrent avec joie le mouvement parisien de juillet. A la nouvelle de cet événement, le drapeau tricolore fut placé sur la flèche de la ca-

thédrale. Mais on apprit bientôt que le général Villatte, commandant la troisième division militaire, voulait faire descendre cet insigne de la France révolutionnaire. Alors le comité constitutionnel dépêcha auprès de lui M. Bompard, et le drapeau ne cessa point de couronner la ville.

Quelques mois plus tard, le comité constitutionnel, jugeant sa mission terminée, reconnaissant qu'un ordre de choses nouveau exigeait, de la part des patriotes, des précautions nouvelles relevant d'idées plus sérieuses, se transforma en *Association patriotique et populaire*. Lors de la discussion relative aux statuts, au mois de novembre, une discussion s'engagea sur la rédaction de l'article ayant pour objet la détermination du but à atteindre par l'association. L'article disait que l'intention de tous les membres était d'obtenir des institutions libres, et de les obtenir par tous les moyens possibles. M. Bompard voulait qu'on mit *légalement* au lieu de *possibles*, et d'ailleurs il condamnait la création de l'association comme étant inutile, puisque le Comité constitutionnel n'avait pas cessé d'exister. M. Bompard succomba dans cette lutte, et il se sépara de ses amis politiques.

Au mois de décembre suivant, il s'occupa de reconstituer le Comité constitutionnel, qui datait de 1815 ; société sans énergie, vouée à la défense de la Charte de 1850, comme son aînée l'avait été à celle de la Charte octroyée en 1814. Cette société fonda un journal sous le titre de *l'Indépendant de la Moselle*, auquel M. Bompard s'attacha par la prise de plusieurs actions. Nous aurons occasion de revenir sur cette feuille.

A la même époque (décembre 1850) M. Bompard donna sa démission de président du tribunal de commerce pour accepter les fonctions d'adjoint au maire. Il était dans cette position quand la décoration de la Légion-d'Honneur lui fut donnée (avril 1851). Les services que ce fonctionnaire avait pu rendre à la monarchie de 1850 devaient être peu

considérables après trois mois d'exercice à sa mairie, et il est probable que la récompense qu'on lui accordait se rattachait à ceux qu'il avait rendus, pendant quatorze ans, au tribunal et à la chambre de commerce, pendant la population, interprétant les motifs de cette distinction, qui avait été concédée à la plupart de ses prédécesseurs à la présidence du tribunal de commerce, le charivarisa durant trois soirées consécutives. Du reste, il y avait peut-être prévision de l'avenir, car, depuis, M. Bompard n'a cessé de se montrer dévoué au gouvernement de Louis-Philippe.

Le 5 juin 1852, Metz eut une émeute à l'occasion de l'augmentation du prix du pain. Trois négocians faisant le commerce de blés furent pillés, ainsi que plusieurs cultivateurs dont les voitures chargées stationnaient sur la place du marché. M. Bompard avait prévenu les autorités supérieures, civiles et militaires, qu'un mouvement était à craindre dans la population malheureuse de la ville ; mais la troupe n'avait pu empêcher les désordres, et le concours de la garde nationale avait manqué, puisque deux cents hommes seulement s'étaient présentés sous les armes. Nous avons eu communication des extraits des registres des délibérations, séances des 4 et 5 juin, et nous n'hésitons pas à reconnaître que M. Bompard s'est conduit avec prévoyance et intelligence. Tandis que, le 26 du même mois, on lui conférait le titre de maire, le général Soye, commandant le département, était mis en disponibilité.

A la suite de ces événemens, une société se forma pour l'achat de blés à l'étranger, afin d'amener la baisse sur les marchés, et en s'interdisant toute espèce de bénéfices : la société perdit 80,000 francs dans cette opération toute de bienfaisance, et M. Bompard 4,500 francs sur la quotité de sa souscription.

Après l'émeute vint le choléra, qui fit de grands ravages à Metz. Le nouveau maire déploya beaucoup de zèle et d'activité du-

rant ces temps calamiteux ; il organisa des bureaux de secours dans tous les quartiers, fit ouvrir des salles spéciales dans les hospices, et visita chaque jour hospices et bureaux de secours, y portant des encouragemens et des consolations.

Madame Bompard fut atteinte de l'affreuse maladie. Convalescente, au mois de septembre, elle était obligée, pour changer d'air, de faire un voyage prescrit par ses médecins, lorsque M. Bompard reçut une leçon administrative dont nous rapporterons les détails. Parti pour Bade avec sa femme et son fils, il arriva à Strasbourg, et réclama du maire de cette ville la *passé* indispensable pour être admis de l'autre côté du Rhin ; mais ce magistrat la lui refusa, parce qu'il s'était engagé d'honneur à n'en délivrer aux étrangers à la ville qu'après une quarantaine de trois jours. L'impatience gagnant M. Bompard, il se décida à se rendre à Bade. A peine était-il descendu dans l'hôtel qu'il avait choisi, que la police reconnut, à l'examen de son passeport, qu'il n'avait pas séjourné à Strasbourg : le bourgmestre ordonna de purifier les effets des voyageurs par les fumigations les plus désagréables, et consigna la famille pendant trois jours dans une chambre enfumée.

En 1855, M. Bompard, usant du droit qu'il s'était réservé par son traité avec le directeur du spectacle de Metz, d'empêcher la représentation de toute pièce immorale ou contraire au respect dû aux autorités, lui prescrivit de rayer de son répertoire la pièce intitulée *l'Incendiaire*, jouée une fois. Le public s'émut à cette défense, et troubla le spectacle pendant trois jours ; le maire fut injurié à la sortie de la salle, et poursuivi jusqu'à son domicile. Sur sa plainte, un des principaux auteurs du tumulte fut condamné à trois mois de prison. Le conseil municipal, sans désapprouver la conduite de M. Bompard, en référa cependant au préfet, M. Sers, qui n'appuya que faiblement le maire. M. Bompard prit dès-lors le parti d'autoriser

la représentation de l'ouvrage défendu, et d'envoyer sa démission au préfet. On tenta de le remplacer, mais en vain. Le ministre de l'intérieur lui écrivit pour l'inviter à reprendre ses fonctions; il refusa. Les membres du conseil municipal s'étant en majorité rendus auprès de lui pour le prier de céder, il accorda à ses concitoyens ce qu'il avait refusé au ministre, et sa réélection eut lieu, pour ainsi dire, en même temps à la mairie, à la présidence du tribunal de commerce, et à la chambre de commerce.

Lors du renouvellement intégral du conseil municipal, en 1857, M. Bompard fut nommé par le roi, le 11 juillet, maire de Metz pour la troisième fois.

A cette époque, le troisième collège extra-muros l'envoya à la chambre en remplacement de M. Genot, député de l'opposition.

Dans la session de 1857-1858, M. Bompard, *conservateur par principe*, mais indépendant par caractère, n'eut point occasion de manifester ostensiblement ses opinions politiques. Il n'est pas orateur, et n'a jamais paru à la tribune. Nous savons néanmoins que s'il a voté pour le ministère dans toutes les questions vitales, il s'est souvent prononcé contre lui dans les questions d'un ordre inférieur et pourtant importantes. Par exemple, il a repoussé la proposition de faire faire par les agens du gouvernement et simultanément quatre grandes lignes de chemin de fer, et s'est toujours prononcé pour la réduction des rentes cinq pour cent. Il a déposé sur le bureau de la chambre une pétition en faveur de l'arriéré dû aux anciens légionnaires, et il a appuyé toutes les propositions qui ont été faites dans ce but.

Lors de la session de 1858-1859, M. Bompard, qui s'est toujours refusé à faire partie d'aucune coterie, se prononça hautement contre la coalition, œuvre monstrueuse d'immoralité politique. Sa réélection, soutenue par le ministère, dut être combattue par l'opposition de Metz. Afin de l'empê-

cher, un grand nombre d'électeurs intramuros changèrent leur domicile politique; visites, promesses, menaces, tout fut mis en usage. D'un autre côté, les amis de M. Bompard écrivaient, disaient aux électeurs, maladroitement et ridiculement, qu'une guerre était imminente, qu'une invasion de Cosaques aurait lieu si la coalition triomphait, si le concurrent de M. Bompard, l'honorable premier président de la cour royale de Metz, M. Charpentier, venait à être nommé. Au premier tour de scrutin, M. Bompard eut 125 voix et M. Charpentier 130, et ce dernier eut encore un plus grand nombre de suffrages au deuxième tour de scrutin.

Nous revenons sur nos pas pour expliquer un fait important de la vie de M. Bompard, et nous déclarons que les pièces sont dans nos mains.

Le 17 novembre 1858, le conseil municipal était réuni pour voter sur le traitement des agens de police. Un membre, M. Billaudel, se plaignit qu'on employât ces agens soit à recruter des électeurs, soit à s'informer de ce qui se passait au sujet de la pétition pour la réforme électorale. Le maire répondit que l'administration n'avait donné aucun ordre relativement à ces faits, et il ajouta : « Puisque M. Billaudel fait entrer « dans la discussion la pétition électorale, « je déclare au conseil que la police m'a « rapporté qu'un officier supérieur de la « garde nationale s'était présenté dans un « magasin, et qu'il avait demandé à la dame « de la maison si son mari avait signé la « pétition sur la réforme électorale; que, « sur la réponse négative et vu l'absence « de son mari, il avait engagé cette dame « à signer pour son mari. » Un membre, M. Woirhayé, blâma cette accusation. Le maire reprit : « En citant ce fait, je n'ai pas « entendu l'affirmer; je le donne comme « résultant de rapports dont j'ai eu connaissance. » Un membre, M. Bultingaire, dit que le fait lui a été raconté comme appartenant au colonel de la garde nationale.

Tout ce qu'on vient de lire est tiré de l'*Extrait des registres des délibérations du conseil municipal de la ville de Metz, séance du 17 novembre 1858.*

Cette discussion ayant été rendue au colonel de la garde nationale, M. François, probablement d'une manière inexacte, cet officier supérieur profita de la présence de son état-major, réuni à l'effet d'aller, le maire en tête, offrir des félicitations au nouveau préfet, pour adresser de vifs reproches à M. Bompard, le traitant de calomniateur, et se refusant à l'accompagner.

M. Bompard rendit compte au préfet de tout ce qui s'était passé, sans réflexion aucune, terminant ainsi sa lettre : « Dans le cas où le gouvernement n'approuverait pas ma conduite, veuillez, M. le préfet, prier M. le ministre de pourvoir à mon remplacement. »

Le 27 novembre, le ministre de l'intérieur, M. de Montalivet, lui écrivit pour l'engager à conserver ses fonctions. La lettre du ministre renferme ce passage : *L'acte grave d'insubordination, dont M. le colonel et la plupart des officiers, représentants de la garde nationale dans cette circonstance, se sont rendus coupables à votre égard, méritait une répression immédiate. J'adresse aujourd'hui même à M. le préfet ampliation d'une ordonnance royale, rendue sur ma proposition, qui prononce la dissolution de la garde nationale de Metz.* »

Ainsi cette dissolution n'avait pas été provoquée par M. Bompard.

Il lui a été aussi reproché d'avoir choisi pour rédacteur de l'*Indépendant* un homme sachant manier l'épée, afin d'en imposer à l'opposition. Nous en avons écrit à M. Bompard, et voici ce qu'il nous a répondu : « *J'affirme que je ne me suis jamais mêlé du choix du rédacteur ni de la rédaction de ce journal. Loin de convenir que ce choix ait été fait dans le but que l'on suppose, je suis persuadé, au contraire, que la commission de surveillance du journal ne connaissait pas à l'écrivain*

dont il s'agit le genre de capacité qu'on lui prête, attendu que, depuis quatre ans qu'il habite Metz, il n'a eu avec personne la plus légère altercation. »

M. Bompard, en sa qualité de maire, a présidé les commissions administratives des hospices, le bureau de bienfaisance, le Mont-de-Piété et la caisse d'épargne. Ces établissemens, parfaitement tenus, font honneur aux administrateurs charitables qui s'en occupent. Les dépôts à la caisse d'épargne excèdent deux millions cinq cent mille francs, divisés en plus de six mille livrets. Le Mont-de-Piété a, depuis 1850, réduit successivement le taux de ses prêts sur nantissement de 12 à 7 et demi pour cent, et l'administration demande encore en ce moment l'autorisation de le réduire à 6 pour cent.

La ville de Metz doit être citée comme modèle pour ses établissemens d'instruction publique. Ses écoles municipales, primaires, supérieures, de musique, de dessin, du soir pour les jeunes apprentis, ses cours industriels, créés par l'Académie de Metz, et dont la ville est aujourd'hui chargée, témoignent de la sollicitude de l'administration locale et de son chef. Plus de quatre mille enfans suivent ces écoles, et en grande partie l'enseignement mutuel.

Le gendre de M. Bompard, M. Magnien, avait été nommé receveur des finances à Aubusson : il a refusé, aux instances de son beau-père, des fonctions dont on aurait peut-être suspecté l'origine, et elles ont été confiées à M. Sainsère, percepteur à Dunkerque.

Enfin M. Bompard, ne voulant pas conserver un poste qui a été une occasion de soulever des passions contre lui, a donné sa démission de maire le 7 mai 1859.

M. Bompard est membre du conseil général du département de la Moselle, depuis 1854, et fait encore partie de la chambre de commerce, depuis le 15 juin 1857.

BUDAN DE RUSSÉ (CÉSAR).

M. César BUDAN DE RUSSÉ, colonel du 7^e dragons, officier de la Légion-d'Honneur, est né à Saumur (Maine-et-Loire), le 15 décembre 1787. Appartenant à une famille honorable, il reçut une éducation libérale. Admis à l'École militaire de Fontainebleau, le quatrième jour complémentaire an XIII, il en sortit comme sous-lieutenant, le 25 septembre 1806, et passa dans le 14^e régiment de chasseurs à cheval, qu'il rejoignit en Italie. Il fit avec ce régiment toutes les campagnes de l'empire jusqu'en 1814, et fut blessé grièvement à la bataille de Vittoria.

Après le licenciement de l'armée, en 1815, il entra dans les hussards de la garde, comme capitaine commandant un escadron, et ne quitta ce corps qu'à son licenciement en 1850.

Rappelé au service en 1855, comme lieutenant-colonel, il a été nommé colonel du 7^e dragons, le 14 avril 1855.

GATTI DE GAMOND (M^{me}).

La société a beau assigner aux femmes un rôle secondaire et prétendre les limiter aux occupations domestiques, leurs facultés ont besoin d'un plus large déploiement. L'histoire nous atteste l'influence sociale qu'elles ont exercée à toutes les époques. On les a vues s'élever de la cabane au trône ; et parmi celles qui ont porté la couronne, presque toutes se sont distinguées par des talents supérieurs.

Le christianisme doit sa prompte propagation à la sublimité de sa doctrine, aux vertus de ses premiers disciples, et au dévouement des femmes. La France, la Bohême, la Pologne, la Russie, doivent leur conversion à des princesses qui les premières abjurèrent le culte des idoles, pour proclamer que Dieu est un, et que tous les hommes sont frères.

Chez nous, où les femmes sont le moins opprimées, elles se sont distinguées dans toutes les branches de l'industrie, des arts et des sciences. Notre littérature est fière de compter plusieurs femmes parmi ses premières célébrités, et tout récemment une science profonde, embrassant toutes les questions d'avenir, a dû sa vulgarisation à la plume d'une femme.

Certes, la France peut se glorifier d'avoir produit l'homme qui a consacré quarante années d'études et de méditations à élaborer la théorie de l'unité sociale. La science découverte par Charles FOURIER, dans ses promesses gigantesques, peut être taxée de rêves et d'utopies ; mais ce qu'il y a de certain, c'est qu'en faisant la part des illusions, il reste des vérités incontestables, que les hommes de toutes les opinions et de toutes les croyances ne peuvent manquer de reconnaître. Nul n'a analysé aussi profondément les vices de notre organisation sociale, ni indiqué des remèdes aussi immédiats, aussi positifs.

Cependant, il faut en convenir, Fourier, nonobstant son génie supérieur et la justesse mathématique de ses idées, n'a pas su les populariser. Ses ouvrages volumineux, présentés sous une forme bizarre, et hérissés de mots insolites, ont trouvé de rares lecteurs, ont formé un petit nombre de disciples. Les détracteurs s'attachaient à la singularité des formes, tournaient en dérision des idées et des mots isolés. Fourier est mort obscur, entouré seulement de quelques disciples qui, tout en sachant le comprendre et l'apprécier, n'avaient pas le don de faire partager leurs convictions, et de rendre la science sociale accessible aux masses. Il a fallu la plume d'une femme pour que le nom de Fourier devint populaire, et pour que la théorie fût mise à la portée de toutes les intelligences : madame Gatti de Gamond a rempli cette tâche. Elle a offert dans un travail succinct un résumé complet si clair et si simple de la science sociale, que tous

presse quotidienne, et se trouve répandu dans les ateliers des travailleurs comme dans les salons de la haute société.

Dans cet ouvrage, madame Gatti ne se borne pas à présenter une lucide et intelligente interprétation de la théorie sociétaire, elle jette aussi les bases d'une réalisation pratique. Elle indique à la France comment elle pourrait assurer à jamais la conquête d'Alger, en appliquant le principe d'association à des colonies à la fois militaires et agricoles, qui, loin d'augmenter les dépenses, seraient éminemment productives, et auraient pour résultat immédiat d'épargner les millions que coûte actuellement l'armée d'occupation.

Madame Gatti propose encore pour la France, ou tout autre pays, la création d'une *Ferme sociétaire, canton d'essai, commune-modèle*, organisée d'après les principes de Fourier, où il n'y aurait ni pauvres, ni salariés, où les malades, les infirmes, les vieillards, les enfans trouveraient secours et appui; où tout individu jouirait du droit au travail, de l'aisance et du développement de toutes ses facultés; enfin où le quadruple produit, en assurant un fort intérêt aux *capitaux* placés dans l'entreprise, permettrait en même temps de faire une large part au *travail* et au *talent*.

« Qu'un phalanstère soit fondé, dit Fourier : que le monde ait le spectacle d'une société en pleine harmonie, et cet exemple exercera une telle puissance que partout on l'imitera spontanément; en peu d'années, la terre se couvrira de phalanges, et l'humanité sera conquise à l'unité. »

La rapidité de notre récit nous a fait oublier de mentionner un autre travail remarquable de madame Gatti. Un Polonais, dont notre recueil a déjà fait connaître la vie politique et littéraire, a publié, dans ces der-

niers temps, une histoire de la Russie(1), empreinte, pour nous servir de l'expression de M. de La Mennais, d'une *généreuse impartialité*. Dans cet ouvrage, l'auteur appelle les Russes à la liberté; il démontre aux boïards le danger et la honte du système d'esclavage, et leur indique combien il serait aisé d'y substituer le principe d'association, et d'augmenter ainsi leurs richesses en assurant le bien-être de leurs serfs affranchis. Madame Gatti ne pouvait manquer de sympathiser avec ces idées généreuses; elle collabora à cet important ouvrage; ses articles, qui traitent particulièrement de la condition des femmes, du mariage et des mœurs en Russie, furent reproduits par divers journaux quotidiens.

Les travaux de madame Gatti portent tous l'empreinte d'un amour vrai des classes laborieuses et de la plus vive compassion pour ceux qui souffrent. Si d'abord elle s'occupe spécialement de la position des femmes, ce n'est pas qu'elle leur portât un intérêt exclusif, mais parce qu'elle avait un avantage, comme femme, pour mieux sentir et comprendre les maux qui les accablent.

Aujourd'hui une mission plus importante est réservée à l'auteur de *Fourier et son Système*. L'école du grand socialiste, qui, chaque jour s'accroît, voit ses membres isolés, même désunis, formant tout au plus quelques groupes dans les principales villes de France et à l'étranger. Beaucoup tournent leurs regards vers madame Gatti de Gamond, dans l'espoir que celle qui a su simplifier et populariser la théorie de leur maître sera capable de rallier et harmoniser dans un but commun tous les dévouemens et toutes les bonnes volontés, pour établir le plus tôt possible le canton d'essai sur lequel les disciples de Fourier fondent de si grandes espérances.

RANC (MAURICE).

M. l'abbé Maurice Ranc, recteur honoraire de l'académie de Poitiers, est l'un des hommes les plus distingués auxquels Napoléon donna sa confiance, lorsqu'il conçut le projet de reconstituer l'Université.

Né à Villefort (Lozère), le 5 avril 1764, M. Maurice Ranc fit ses études au séminaire d'Avignon, où, dès l'âge de seize ans, il fut chargé de suppléer le professeur de philosophie. Il traversa inaperçu la grande époque révolutionnaire, et fut appelé en 1806 à la direction du collège de Lille. Lors de la création de l'Université, il fut nommé inspecteur de l'académie de Liège, et, en cette qualité, chargé d'organiser divers collèges, ainsi que l'enseignement primaire dans tous les cantons du département de la Roer. Peu après, il fut nommé recteur de l'académie de Bruxelles, la plus importante de l'empire.

Forcé d'abandonner Bruxelles à l'arrivée des puissances coalisées, M. Ranc fut chargé de réorganiser le lycée de Toulouse, dont les élèves avaient été entièrement dispersés à l'approche de l'armée anglo-espagnole. Pendant les Cent-Jours, il fut nommé recteur de l'académie de cette ville, qu'il fut contraint de quitter au milieu des sanglantes orgies de la réaction royaliste.

Après avoir été pendant quelques jours en disponibilité, M. Ranc, dont le mérite était généralement apprécié dans les bureaux de l'Université, fut appelé à la direction du lycée de Poitiers avec le titre de recteur honoraire. Il ne tarda point à donner une vie nouvelle à cet établissement, et à l'élever au rang des premiers collèges de France; mais, en 1825, il dut se retirer devant les exigences des hommes qui envahissaient l'enseignement, sollicita et obtint sa retraite. Toutefois, en 1850, il fut remis en activité et nommé recteur de l'Académie de Poitiers, qui ne tarda point à

être citée dans l'Université comme l'académie-modèle, surtout par le développement qu'il donna à l'instruction primaire.

M. Ranc a été de nouveau admis à l'académie en 1855, avec le titre de recteur honoraire de l'académie de Poitiers. Il a en outre été décoré du ruban de la Légion-d'Honneur; l'on doit regretter que les fonctions de conseiller de l'Université soient devenues la récompense de services politiques et non de services universitaires. Nul mieux que M. Ranc ne serait digne de les remplir, et ne pourrait mieux rendre une longue et savante expérience profitable à la jeunesse des écoles. Saisissons cette nouvelle occasion de le redire, ce qui manque surtout dans l'état-major universitaire, ce sont les hommes spéciaux.

POSSOZ (JEAN-FRÉDÉRIC).

Nous ne ferons précéder cette notice consacrée à M. F. Possoz d'aucun préambule. Il est des hommes dont il suffit de dire les actes, l'éloge se trouve dans le récit le plus simple des faits. Nous nous bornerons à en tirer une conséquence éminemment favorable au principe d'élection : à lui seul l'avantage et le pouvoir de faire sortir de la foule et de mettre en lumière grand nombre de capacités positives et de dévouemens probes et désintéressés à la cause du pays; à lui seul, lorsqu'il s'exercera dans toute son intégrité, le droit et le pouvoir d'établir la vraie hiérarchie sociale, c'est à dire la hiérarchie de la probité, du mérite et du talent.

Né à Paris le 10 vendémiaire an VI (1^{er} octobre 1797), M. Jean-Frédéric Possoz fut de bonne heure destiné à la carrière commerciale. Il quitta en 1815 l'institution Lepitre, dans laquelle il faisait ses études, pour se rendre en Suisse et se livrer au commerce des mousselines.

Lorsque les événemens politiques eurent ramené la paix en Europe, M. F. Possoz re-

les esprits sont à même, par cette lecture, de juger la découverte de Fourier, et d'en accepter ce qu'ils croient conforme à leurs croyances religieuses et à leurs opinions politiques.

Madame Gatti de Gamond est née à Bruxelles, à l'époque où la Belgique faisait encore partie de la France (le 12 février 1812). Dès ses plus jeunes années, ses penchans la portèrent à la réflexion et aux études sérieuses. A l'âge où tout encore est joie et bonheur, elle étudiait déjà les vices de l'organisation sociale, déplorait les maux des classes les plus nombreuses, et étudiait particulièrement la position des femmes. Son premier écrit, publié dans *la Revue encyclopédique*, dirigée alors par MM. Carnot et Pierre Leroux, renfermait sur ce sujet des recherches profondes et judicieuses. On l'aurait pris pour l'œuvre d'une femme qui aurait passé par toutes les adversités de la vie, tandis que c'était le premier essai d'une jeune demoiselle à qui tout souriait, qui jouissait des bienfaits de la fortune, et d'une éducation distinguée.

Ces lettres sur *la Condition des femmes au dix-neuvième siècle* étaient marquées d'un tel cachet de sage mesure, qu'elles furent accueillies avec reconnaissance par les directeurs de *la Revue*, nonobstant la résolution qu'ils avaient prise d'écarter tout travail touchant la question épineuse de l'émancipation des femmes. En 1854, elles furent recueillies et réimprimées à Bruxelles.

Ce premier succès encouragea mademoiselle de Gamond à persévérer dans sa carrière laborieuse. D'abord, elle s'était bornée à la critique générale et à l'examen particulier de la triste position des femmes, surtout lorsque, privées de fortune, sans appui, sans avenir, elles n'ont le plus souvent le choix qu'entre l'isolement et la misère, ou des liens sans sympathie ni convenance. Désormais, allant plus loin, mademoiselle de Gamond chercha le remède à cet état de choses, et pensa le trouver dans la réforme de l'é-

ducation. Elle élabora un nouveau système d'éducation pour les femmes de toutes les classes, prenant les enfans au berceau, formant des écoles industrielles et pratiques pour les filles du peuple, appelant la création d'écoles normales pour les jeunes demoiselles privées de fortune, faisant éclore dans les femmes des classes élevées des sentimens de générosité et de bienveillance pour tout leur sexe. Ce plan, présenté à la Société des Méthodes à Paris, fut justement apprécié par la commission, et obtint une médaille.

Ces encouragemens pouvaient satisfaire l'amour-propre de l'auteur; mais ils n'étaient pas suffisans pour sa bonne volonté. Résolue à prendre l'initiative de la pratique dans la théorie qu'elle présentait, mademoiselle de Gamond fonda, à Bruxelles, deux écoles gratuites, l'une pour les ouvrières adultes, l'autre pour les jeunes demoiselles qui se destinent à l'enseignement. Dirigeant elle-même ces écoles, elle eut le bonheur d'assurer un sort à un grand nombre de jeunes filles, qui, échappant par ses soins à la misère et à l'ignorance, devinrent membres utiles de la société, et soutiens de leurs familles.

La position de mademoiselle de Gamond allait changer. Elle fit choix d'un époux en n'ayant à suivre que le penchant de son cœur. Demoiselle, elle avait surtout réclamé les droits des femmes; désormais épouse et mère, elle consacra ses veilles à indiquer leurs devoirs. Le premier ouvrage qu'elle publia après son mariage, en 1855, intitulé *Devoirs des femmes*, jouit aujourd'hui d'un grand succès. Trois éditions successives, tirées à deux mille exemplaires, prouvent l'empressement du public pour cet ouvrage.

Bientôt Bruxelles n'offrit plus de ressources suffisantes aux recherches et aux études d'une personne dont les travaux attiraient l'attention des savans étrangers. D'ailleurs elle sentait le besoin d'un champ plus vaste de publicité. Madame Gatti ar-

riva à Paris dans le but de compléter ses recherches philosophiques, et de publier un ouvrage qui devait présenter le résultat de ses méditations. Son travail était terminé, et déjà dans les mains d'un éditeur. Toutefois, il lui restait à étudier la théorie de Charles Fourier pour compléter l'analyse de tous les systèmes philosophiques. Elle entreprit cette tâche plutôt pour l'acquit de sa conscience, que par l'espoir d'y trouver aucune chose utile et réalisable; mais il en fut autrement : à mesure qu'elle avançait dans l'étude des œuvres de Fourier, l'auteur de la *Théorie des quatre mouvements*, du *Traité d'association* et du *Nouveau monde industriel*, devint pour elle un génie de premier ordre, l'esprit le plus profond et le plus élevé, qui, par le principe d'analogie, a découvert que l'attraction régit le monde passionnel, ainsi que Newton l'avait trouvé pour le monde matériel, et qui, réhabilitant la bonté et la sagesse divine, prouve que les destinées sont proportionnelles aux attractions.

« L'attraction, dit Fourier, est dans les mains de Dieu une baguette enchantée qui lui fait obtenir par amour et de plaisir ce que l'homme ne sait obtenir que par la violence. Elle transforme en jouissance les fonctions les plus répugnantes. Quoi de plus rebutant que le soin d'un enfant nouveau-né, criant, hébété et souillé de déjections? Que fait Dieu pour transformer en plaisir un soin si déplaçant? Il donne à la mère attraction passionnée pour ces travaux immondes, il ne fait qu'user de sa prérogative magique ; Imprimer attraction. Dès lors, les dégoûts les plus motivés disparaissent et sont changés en plaisirs.

« Nous voyons Dieu se fixer au seul levier de l'attraction pour diriger les planètes et soleils, créatures immensément supérieures à nous ! L'homme seul raille donc seul exclu du bonheur d'être guidé au bien social par attraction? Pourquoi cette interruption dans l'échelle du système de l'univers? Pourquoi l'attraction, interprète divin près des astres et des animaux, et suffisant pour les conduire à l'harmonie, ne suffit-elle pas à l'homme qui est créature moyenne entre les planètes et les animaux? Où est l'unité du système divin, si le ressort d'harmonie générale, si l'attraction n'est pas applicable aux sociétés du genre humain comme à celle des astres et des animaux, si l'attraction ne s'applique pas à l'industrie agricole et manufacturière, qui est le pivot du mécanisme social?

« L'industrie, supplice des salariés et des esclaves, fait pourtant les délices de diverses créatures, comme castors, abeilles, guêpes, fourmis, qui sont

« pleinement libres de préférer l'inertie ; mais Dieu les a pourvus d'un mécanisme social qui attire à l'industrie et fait trouver le bonheur dans l'industrie. Pourquoi ne nous aurait-il pas accordé le même bienfait qu'à ces animaux? Quelle différence entre leur condition industrielle et la nôtre? Un Russe, un Algérien travaillent par crainte du fouet et de la bastonnade; un Anglais, un Français par crainte de la famine qui talonne leur pauvre ménage ; les Grecs et les Romains, dont on nous a tant vanté la liberté, travaillaient par esclavage et crainte du supplice, comme aujourd'hui nos nègres des colonies.

« Voilà quel est le bonheur de l'homme, en l'absence d'un code industriel attrayant ; voilà l'effet des lois humaines ; elles réduisent l'humanité à envier le sort des animaux industriels, pour qui l'attraction change les travaux en plaisirs. Quel serait notre bonheur si Dieu nous eût assimilés à ces animaux? s'il nous eût imprimé attraction passionnée pour l'exercice de tout travail, auquel nous sommes destinés? Notre vie ne serait qu'un enchaînement de délices, d'où naîtraient d'immenses richesses ; tandis qu'à défaut du régime d'industrie attrayante, nous ne sommes qu'une société de forcés, dont quelques-uns savent échapper au travail et se coaliser pour se maintenir dans l'oïveté. Ils sont hais de la masse qui tend comme eux à s'affranchir du travail : de là naissent les ferments révolutionnaires, les agitateurs qui promettent au peuple de le rendre heureux, riche et oisif, et qui, une fois parvenus à ce rôle par quelque bouleversement, pressurent la multitude et l'asservissent de plus belle pour se maintenir au rôle d'oïsis ou directeurs des industriels, ce qui équivaut à l'oïveté. » (Fourier et son Système (1), 2^e édition, page 81).

Madame Gatti s'enthousiasma pour ces pensées, et, regardant comme insuffisant l'ouvrage qu'elle allait livrer à l'impression, elle pensa que le plus grand service à rendre à la société actuelle était de populariser la science d'association et la loi d'attraction, jusqu'alors partagée de quelques disciples. Fourier, toute sa vie, avait cherché un candidat, un homme riche et puissant, doué d'un esprit entreprenant et généreux, qui voulût, par la fondation d'une phalange, assurer le triomphe de sa théorie et le bonheur du monde. Madame Gatti prit une route opposée ; elle résolut de s'adresser à tous, aux ouvriers comme aux riches, au vulgaire comme aux savans, afin de rendre générale la découverte humanitaire de Fourier. Mettant de côté son premier travail, elle publia *Fourier et son Système* (1), livre qui a fixé l'attention de la

(1) Cet ouvrage a eu deux éditions, dont la seconde

vint à Paris, et, à peine âgé de dix-sept ans, fut associé par son père aux intérêts de l'ancienne maison, honorablement connue dans le commerce dès avant la révolution, sous la raison sociale Possoz et compagnie. M. Frédéric Possoz ne tarda point à se faire remarquer par une aptitude intelligente aux affaires, par un jugement sain et une probité éclairée; aussi se trouva-t-il en diverses circonstances chargé du syndicat de faillites importantes, et justifia-t-il constamment par son intégrité et sa bonne gestion la confiance dont il était l'objet.

M. F. Possoz resta dans les affaires jusqu'en 1827, époque à laquelle il vint se fixer à Passy, pour y remplir auprès de sa mère, veuve et malade, les devoirs de la piété filiale. La révolution de juillet le trouva dans cette position, n'ayant jamais pris part aux affaires publiques, autrement que comme garde national depuis 1815. L'élection populaire fut favorable à M. Possoz, car depuis 1830, nous l'avons vu constamment honoré du vote de ses concitoyens, et remplir successivement ou cumulativement les fonctions suivantes :

Sergent-major de la garde nationale dès la réorganisation de ce corps en 1830.

Sous-lieutenant. . . . le 12 août 1830.

Lieutenant en premier, le 19 mai 1831.

Adjoint au maire de Passy, le 11 mai 1832.

Maire. le 27 mars 1834.

Id. le 16 février 1835.

Id. le 12 août 1837.

Membre du conseil gé-

ral de la Seine. . . le 5 décembre 1834.

Id. le 16 décembre 1837.

Dans cette dernière circonstance, M. Possoz fut élu à une majorité (578 suffrages sur 650 votans) des plus imposantes, qui témoigne assez de l'estime et de l'affection qu'il a su se concilier, et qui permet de penser qu'il est réservé à venir prendre place sur les bancs du Palais-Bourbon, où son vote sera, nous n'en doutons pas, acquis aux intérêts nationaux.

Outre les preuves d'estime que nous avons déjà citées, M. Possoz a été appelé, comme témoignage de la confiance de ses concitoyens, à faire partie du bureau définitif en qualité de scrutateur aux élections de députés en 1831 et 1834; plus tard, en 1837 et en 1839, aux mêmes élections, il a été élu président du bureau définitif de la section à laquelle il appartient comme électeur; enfin dans la session de 1838, au conseil général de la Seine, il a été nommé au scrutin secrétaire du conseil.

Cette faveur populaire impose à M. Possoz des devoirs de dévouement; il les a compris, s'en est pénétré et n'y a jamais manqué. C'est ainsi qu'en 1832, à l'époque du choléra, il organisa à Passy un bureau médical, destiné à procurer des soins aux cholériques, et se livra tout entier à ces fonctions toutes d'humanité tant que dura le fléau; plus tard, porté sur la liste des citoyens auxquels la ville de Paris décerna, à cette occasion, une médaille d'honneur, il refusa cet honneur et demanda que l'on substituât à son nom celui d'un médecin de Passy, qui avait partagé ses travaux. La commission dut se rendre à ses désirs; mais le souvenir de son dévouement n'en reste par moins parmi les habitans de Passy, sur lesquels depuis lors il exerce l'influence du cœur.

Dès 1831, M. Possoz avait prouvé qu'il employait ses loisirs à l'étude des questions législatives et sociales, en rompant une lance en faveur des conseillers municipaux, auxquels le journal *le Constitutionnel* refusait l'avantage de pouvoir cumuler les fonctions municipales avec celles d'officier de la garde nationale. M. Possoz réfuta la logique du *Constitutionnel*, et, dans une lettre insérée dans le *Journal du Commerce* du 22 octobre, développa une opinion qui, depuis lors, a servi de règle, et qui établit les vrais principes de la question.

Appelé aux fonctions de maire, M. F. Possoz ne tarda point à trouver une occasion

solennelle de montrer son indépendance, son respect pour la loi et sa loyale énergie. A la suite des événemens du 14 avril 1834, M. Gisquet ayant lancé dans toute la France des mandats de perquisitions et d'amener (1). M. Possoz adressa au conseil du *Journal des conseillers municipaux* la consultation suivante : *M. le préfet de police à Paris et les préfets dans les départemens ont-ils le droit, même hors le cas de flagrant délit, de lancer des mandats de perquisition, de comparution, d'amener, de dépôt et d'arrêt?*

En cas de réponse affirmative, le préfet de police a-t-il seulement ce droit dans l'enceinte de la ville de Paris, ou peut-il également l'exercer dans les autres communes du département de la Seine et dans les communes de Saint-Cloud, Meudon et Sèvres, du département de Seine-et-Oise.

Ce conseil, après un rapport de M. Hennequin, eut une délibération, à la suite de laquelle fut rédigée une consultation que l'on peut trouver dans le numéro du mois de mars, et signée de MM. Crémieux, Odilon-Barrot, Hennequin, Dupin, Ariste Boué, Balson, Chasles, Bérigny, Barbier du Bocage, etc., etc. Les signataires, en reconnaissant tous, à l'exception de M. Barrot, que le préfet de police, à Paris, était investi, même hors le cas de flagrant délit, du droit de délivrer des mandats de perquisition, de comparution et d'amener, déclarèrent, à l'unanimité, que M. le préfet de police ne peut exercer ce droit que *dans la ville de Paris*, et non dans les autres communes du département de la Seine, ni dans celles de Saint-Cloud, Sèvres et Meudon, du département de Seine-et-Oise. S'appuyant sur cette consultation, M. le maire de Passy s'opposa jusqu'à trois fois à l'exécution des mandats Gisquet. (2)

Postérieurement à cette consultation, une correspondance s'établit entre le ministre de l'intérieur, le préfet de police et le maire de Passy, et, à cette occasion, M. Gisquet demanda la destitution de M. Possoz; mais le ministre recula devant cette mesure, dont le résultat impolitique eût été de blesser dans ses affections l'une des communes les plus importantes de la banlieue; il resta à M. Possoz l'honneur d'avoir donné, ainsi que le dit le *National*, « un noble exemple » d'indépendance et de conscience, qui sera « sans doute suivi à l'avenir par tous ceux » de ses collègues qui ne voudront point se « faire les valets de la police. »

Lorsque l'on établit dans la banlieue des succursales de la caisse d'épargne, on nomma des administrateurs choisis dans les communes rurales. M. Possoz en fit partie; pour faciliter les placemens à la succursale de Neuilly, il introduisit dans sa commune les dépôts à la mairie, et chargea l'administration de tous les détails du placement à la succursale. Cette innovation fut avantageuse pour les artisans et les ouvriers, en ce qu'elle leur procura une très grande économie de temps.

Nous lisons dans les *Chroniques de Passy*, ouvrage récemment publié par M. Quillet, que d'importantes améliorations ont été introduites dans cette commune par M. Possoz. Cet écrivain cite surtout l'ouverture de la barrière Franklin par la rue des Bons-Hommes, sur l'emplacement de l'église des Minimes, et l'acquisition d'une maison commune, qui fut d'abord faite au prix de 40,000 fr. *des deniers personnels de M. Possoz*. Plus tard, cette somme de 40,000 fr. a été couverte 1^o par un secours de 20,000 fr. accordé par M. le préfet de la Seine, et 2^o par une souscription volontaire ouverte à la mairie. Le nom de M. Possoz figure sur la liste des souscripteurs pour une somme de 2,000 fr. C'est par un désintéressement aussi actif et aussi intelligent que M. Possoz s'est concilié l'estime de ses administrés.

(1) M. Gisquet avait déjà, en 1832, lancé contre MM. Boussey et Germain Sarrut un mandat exécutoire à Tours, contre lequel ces prévenus protestèrent par acte d'huissier, et que le préfet du département, M. Godeau d'Entraigues, refusa d'exécuter.

(2) Voir le *National* du 19 mai 1834, et divers autres journaux de l'époque.

Dans l'exercice de ses fonctions municipales, M. Possoz s'est trouvé en lutte avec M. l'archevêque de Paris. Cette affaire ayant eu du retentissement dans les journaux, nous croyons devoir en parler avec quelques détails, qui justifieront ce que nous avons déjà dit du caractère du prélat sous l'autorité duquel l'Église de Paris a le malheur d'être placée. (Voir *l'Ami de la religion* des 12 et 17 décembre 1855, et 2 janvier 1856; *la France* des 10 et 15 décembre 1855; *les Débats*, *le Constitutionnel* et autres journaux de l'époque.) Nous voulons parler de l'espèce de conflit entre le spirituel et le temporel, auquel donna lieu la disparition du curé de Passy, en 1850, et la nécessité de pourvoir à son remplacement. Cette affaire, une des plus délicates et des plus importantes que M. Possoz ait eu à traiter, appartient à l'histoire de notre temps. Pour en comprendre la suite il faut remonter jusqu'à l'année 1827. C'est à cette époque que mourut un digne ecclésiastique, l'abbé Chauvet, qui, pendant près de trente ans, avait desservi la paroisse de Passy. Homme pacifique et désintéressé, l'abbé Chauvet s'était concilié la vénération et l'affection de tous les habitans, même des moins orthodoxes. Il emporta en mourant leurs regrets sincères. On lui donna pour successeur un jeune prêtre, l'abbé de La Planche, ultramontain fongueux, dont les doctrines religieuses et les opinions politiques contrastaient de tout point avec la douceur évangélique et les mœurs patriarcales de l'ancien desservant. Réformes brusques, refus de sépulture, augmentation exorbitante des tarifs, exigences politiques et tracasseries de tout genre, rien ne fut négligé par M. l'abbé de La Planche pour soulever contre lui l'animadversion de ses nouveaux paroissiens. Le mécontentement était universel lorsqu'éclata la révolution de 1850. Le jeune abbé eut peur. Dès le 28 juillet il quittait furtivement Passy, et bientôt après l'on apprit son départ pour l'Angleterre.

Cette disparition subite excita une vive indignation. Aussi quand le pasteur fugitif revint, après trois semaines d'absence, il fut mal accueilli par son troupeau, si mal que le conseil municipal de Passy, pour obéir au vœu général, et éviter un malheur probable, s'opposa formellement à sa rentrée, et demanda son remplacement.

La paroisse fut provisoirement desservie par un vicaire, l'abbé Gary, qui exerçait ses fonctions sous le dernier curé, mais qui n'avait pas suivi son exemple. Dans ces momens d'effervescence populaire et de réaction contre le clergé, l'héritage de l'abbé de La Planche ne devait pas être pour lui un objet de convoitise; il n'hésita pas cependant à accepter la tâche difficile qui lui était confiée momentanément, et il la remplit avec tant de modération et de bonheur qu'en peu de temps il recueillit estime et affection là où son prédécesseur n'avait semé que division et mécontentement. L'abbé Gary, qui occupe maintenant un des vicariats de Paris, est un prêtre aussi ferme que tolérant, aussi désintéressé que charitable. On se souvient à Passy de son dévouement et des sacrifices qu'il savait s'imposer dans l'intérêt général. Les soins et les secours donnés par lui à deux cents cholériques, et l'acquittement, *sur ses deniers personnels*, d'une somme de 10,000 francs pour l'agrandissement de l'église, lui ont mérité la reconnaissance des habitans. Aussi à l'époque où l'abbé Gary se fit connaître si honorablement, le désir de le conserver comme pasteur fut général et se manifesta vivement. L'autorité archiepiscopale sembla aussi partager, dans le principe, les sentimens que la conduite de l'abbé Gary inspirait à ses paroissiens. Rien n'était cependant moins sincère que cette approbation apparente; et la lutte persévérante que M. Possoz a eu à soutenir contre l'archevêché, dans le but de faire prévaloir le vœu de ses administrés, fournit la double preuve de la fermeté, de la prudence de ce magistrat, et aussi des

mauvaises tendances du pouvoir ecclésiastique.

En septembre 1850, M. l'archevêque de Paris avait autorisé l'abbé Gary à continuer provisoirement ses fonctions. On se repentit bientôt, à l'archevêché, de cette condescendance, et deux mois après commença une longue série de tentatives officielles et officieuses pour donner un desservant à la paroisse de Passy, et lui enlever l'ecclésiastique qu'elle désirait avoir pour pasteur. Tantôt c'est un titulaire qui se présente, muni de ses pouvoirs; tantôt c'est un candidat qui vient sonder le terrain, avec une simple promesse de MONSEIGNEUR. Chaque fois l'autorité municipale résiste avec énergie, et l'autorité religieuse paraît céder, pour recommencer bientôt avec une persévérance, sinon avec une obstination toute sacerdotale. L'abbé Gary cependant ajoutait de nouveaux titres à ceux qui déjà le rendaient cher à la population. De 1850 à 1854 il eut de nombreuses occasions de se faire apprécier, et entre autres celle du choléra. Dans cet intervalle, il avait été mandé à l'archevêché, où il avait reçu de l'archevêque lui-même l'accueil le plus flatteur, et l'ordre d'annoncer au prône que *sa grandeur* allait bientôt mettre un terme à la vicuitude de la paroisse de Passy, *en lui accordant le pasteur de son désir*. Ces paroles du prélat avaient été répétées et reçues avec joie. Toutefois elles étaient restées sans effet, mais non sans modifications; car, après quinze jours d'attente, la surprise des fidèles fut grande lorsqu'ils apprirent que Monseigneur *conservait toujours les mêmes intentions, mais qu'il lui fallait du temps encore pour les réaliser*. Malgré ces assurances, le haut clergé de Paris manifestait sa mauvaise humeur contre la commune de Passy, et cherchait tous les moyens de lui imposer un nouveau curé. Des démarches étaient faites auprès de M. l'archevêque, qui maintenait sa promesse avec ajournement, tandis que ses grands-vicaires par-

laient et agissaient dans un sens contraire.

De toutes les tentatives avouées ou non avouées que fit ou permit l'autorité ecclésiastique pour amener une solution conforme à ses désirs, la plus inconvenante est celle dont l'abbé Cabanès fut l'auteur ou l'instrument. Cet ecclésiastique se présenta à Passy, en 1854, de la part de l'autorité archiépiscopale (en qualité de futur curé), et excita une grande fermentation dans les esprits, en s'adressant tout d'abord au maréchal-des-logis de la gendarmerie et au commandant de la garde nationale, pour s'enquérir de leurs dispositions personnelles et de celles de la population. Ce recours d'un prêtre à l'autorité armée semblait annoncer l'intention de s'installer de vive force, et faillit raviver toutes les divisions excitées par l'abbé de La Planche. M. Possoz se montra, en cette circonstance, plein de fermeté et de modération; au ton décidé et au langage peu évangélique de l'abbé Cabanès, il opposa une résistance mesurée, mais inflexible.

M. Possoz rendit compte de ces faits à l'autorité diocésaine, qui désavoua et blâma la conduite de l'abbé Cabanès, tandis que ce dernier *affirmait par lettres avoir agi par autorisation et d'après une délibération du conseil archiépiscopal*. Cette contradiction entre des personnages ecclésiastiques n'est pas la seule que présente cette affaire. En voici un autre exemple. L'abbé de La Planche qui, depuis 1850, était devenu aumônier d'un régiment sarde, reparait en 1854, et réclame sa réinstallation à Passy; il est favorisé dans cette réclamation par M. l'archevêque, qui, dans une lettre au ministre des cultes, le qualifie *curé de Passy*. Des renseignemens sont demandés à M. Possoz, qui s'adresse lui-même au promoteur du diocèse, et il apprend de M. le promoteur que l'abbé de La Planche *n'est plus curé de Passy!* Les prétentions de l'abbé de La Planche et leur peu de succès donnèrent lieu à une polémique entre des jour-

naux religieux et M. Possoz. La commune de Passy était outrageusement calomniée ; M. Possoz la défendit avec une dignité, une retenue et une sagesse dont ses adversaires étaient loin de lui donner l'exemple.

Comme on le voit, le haut clergé ne se lassait pas de lutter contre le vœu des habitants de Passy, et M. Possoz de son côté ne se laissait point irriter ni décourager par cette opiniâtreté cachée sous des mensonges et des déceptions. Toutefois, dans cette lutte contre l'autorité religieuse, M. Possoz ne perdait pas de vue les intérêts de la religion bien entendue, et ne négligeait aucune occasion de la servir. C'est ainsi qu'il prévit l'établissement à Passy d'une église réformée ; c'est ainsi encore qu'il alla deux fois lui-même solliciter, mais vainement, M. l'archevêque de venir administrer le sacrement de la confirmation aux jeunes communians.

Cette condescendance et ces marques de déférence n'amènèrent que des tracasseries nouvelles, sans faire cesser l'état des choses, ni la disposition des esprits. On attendait de part et d'autre, mais dans des intentions et avec des espérances différentes. Cependant la promesse de M. l'archevêque subsistait toujours : comment l'éluder ? On imagina pour le dénouement de cette comédie une scène de mystification presque plaisante. Un marguillier de Saint-Eustache, homme honorable, y joua *très innocemment* le rôle principal, sur la demande de M. Colin, alors curé de cette paroisse. Il se présenta chez M. Possoz, animé du désir de contribuer à la conclusion de l'affaire pendante, et proposa à ce magistrat un moyen qui, suivant lui, devait être d'un effet sûr. Ce moyen consistait à faire une démarche auprès de M. l'archevêque et à lui donner l'assurance QU'IL ÉTAIT LIBRE. Là était toute la question, au dire du négociateur. Il ajoutait que *Monseigneur* était disposé à donner à l'abbé Gary des pouvoirs curiaux, mais qu'il ne pouvait le faire tant que cette nomination

PARAITRAIT LUI ÊTRE IMPOSÉE. La proposition fut acceptée, comme on le pense bien, et une députation des notables habitants de Passy, M. Possoz à leur tête, se rendit chez M. l'archevêque, conformément aux instructions données par le marguillier de Saint-Eustache. M. Possoz, en expliquant à M. l'archevêque les motifs de sa démarche, eut soin de se tenir dans des termes généraux ; il ne parla que des inconvénients du provisoire et du désir que l'on avait de le voir cesser. Sans lui laisser le temps d'achever, Monsieur de Paris, attendri et tout aise de ressaisir sa promesse s'écria tout à coup : *Puis-je vous envoyer un curé, et dès demain tout est fini ?* Cette interpellation inattendue fit supposer à la députation que la démarche du marguillier était un piège tendu à la bonne foi des habitants de Passy, supposition qui se changea bientôt en certitude. L'abbé Gary, accusé de rébellion, fut défendu et justifié par M. Possoz, mais inutilement. *Je règne et ne gouverne pas*, répondit enfin le prélat ; j'entre demain en retraite, et j'en conférerai avec MM. les membres du clergé ; je serai auprès d'eux votre interprète. C'est avec cette promesse que fut éconduite la députation de Passy.

Comment M. de Quélen se rendit-il l'interprète des vœux des notables de la commune de Passy ? Nous l'ignorons ; mais peu de jours après, M. l'abbé Gary fut rappelé à Paris, enlevé à ses paroissiens et à l'église, à l'embellissement de laquelle il avait dépensé 10,000 fr. de sa fortune privée, et fut remplacé dans ce poste par M. l'abbé Hugues, l'un des vicaires de Saint-Germain-l'Auxerrois. Cette nomination fut *officiellement* annoncée à M. Possoz, qui refusa d'intervenir pour l'installation du nouveau pasteur. Les pourparlers recommencèrent, la paroisse de Passy fut momentanément desservie par le curé de Chaillot, et enfin se trouva privée de pasteur.

Au milieu de tout ce bouleversement, le caractère d'hypocrisie et de despotisme de

M. de Quélen ne se démentit point un seul instant, et il fallut à M. Possoz du courage et de l'habileté pour lutter, même sans succès complet, contre un adversaire aussi adroit et aussi persévérant, et pour l'amener à des concessions avec les seules armes de la droiture, de la loyauté. Enfin, en 1855, l'énergie soutenue de M. Possoz l'emporta sur l'obstination de M. de Quélen, et celui-ci, annulant la nomination de M. l'abbé Hugues, donna pour pasteur à la paroisse de Passy l'abbé Joussetin, ecclésiastique recommandable, qui fut installé à huis-clos *et sans le concours de l'autorité municipale* (1). Cette installation ne fut constatée par aucun procès-verbal, par aucun acte de cette autorité.

A une époque où la résistance aux prétentions du clergé ne semble guère entrer dans les habitudes du pouvoir, la conduite de M. Possoz est une anomalie qui mérite d'être signalée, et qui fait le plus grand honneur à ce magistrat.

Une affaire judiciaire, grave et de haute importance surtout par la qualité et le nom de la partie adverse du maire de Passy, est venue donner un retentissement inattendu au nom de M. Possoz : nous voulons parler de son procès avec le prince de Talleyrand, procès dans lequel la probité confiante de M. Possoz a été mise dans tout son jour, et l'improbité diplomatique de l'ex-évêque d'Autun dans tout son relief. Nous devons entrer dans quelques détails à ce sujet ; ils compléteront la notice que nous avons consacrée à l'auteur du traité de la quadruple alliance. Nous empruntons ces détails à la plaidoirie de Me Fleury, avocat de M. Possoz, contre Me Dupin jeune, avocat du prince de Talleyrand.

(1) Cette nomination fut le résultat de concessions arrachées à l'archevêché ; mais M. de Quélen, qui ne voulut point paraître battu, appela M. Hugues à la cure de Sainte-Valère, et, dans l'acte de promotion, lui donna, non le titre d'ex-curé de Passy, mais bien celui de vicaire de Saint-Germain-l'Auxerrois. O vanité des vanités !

« M. Possoz est créancier de M. Edmond de Périgord, duc de Dino, c'est un malheur qui lui est commun avec beaucoup d'autres ; mais ce qui lui est particulier, ce qui range sa créance dans une catégorie à part, c'est la nature des engagements que le débiteur lui-même qualifie de dette d'honneur, de dette sacrée, c'est la correspondance du duc de Dino, du duc de Talleyrand, son père, où les expressions d'estime, de reconnaissance viennent en foule appuyer cette qualification.

« Or, ce sont ces titres, ces lettres que M. Possoz a remis, il y a trois ans, à M. le prince de Talleyrand pour réclamer son intervention bienveillante. M. le prince de Talleyrand a bien voulu recevoir ce dépôt ; puis, lorsque après un long intervalle, écoulé sans nouvelles, M. Possoz est venu s'informer du sort de ses pièces, le prince s'est retranché d'abord derrière une dénégation, puis derrière une réponse évasive, puis enfin derrière un silence complet.

« Voici les faits dont il faut que vous soyez instruits.

« M. Jules Miley, banquier à Paris, était porteur d'engagements du duc de Dino, et avait obtenu contre lui des jugements dont il poursuivait l'exécution, lorsque le duc de Dino vint le trouver et solliciter un délai assez long, en offrant de payer des intérêts aussi élevés qu'on voudrait pour dédommagement de ce retard.

« M. Miley accorda le terme demandé par son débiteur, mais refusa de percevoir des intérêts supérieurs au taux légal du commerce. Le duc de Dino, qui, à ce qu'il paraît, rencontrait rarement des créanciers aussi scrupuleux, se montra pénétré de reconnaissance et promit de s'acquitter avec ponctualité. Il tint parole !

« Naguissait-il ainsi que pour offrir un appât à la confiance de M. Miley ? c'est ce que la suite pourrait faire croire.

« En effet, à peu de temps de là, M. de Dino se présenta chez M. J. Miley, et alléguant que le mariage de son fils, le duc de Valençay, avec mademoiselle de Montmorency, lui avait nécessité des dépenses imprévues, il sollicita un prêt de 12,000 fr., s'engageant d'honneur à le rembourser, sous trois ou quatre mois, avec cette exactitude dont il avait une première fois fait preuve.

« M. Miley avait confiance à la parole d'honneur du duc de Dino ; mais comme il n'avait de disponible, pour le moment, que la moitié de la somme demandée, il lui vint en pensée d'engager M. Possoz, son ami, son condisciple, auquel il connaissait quelques capitaux en caisse, à prêter lui-même au duc les 6,000 fr. manquants.

« M. Possoz fit quelques objections ; il savait combien étaient nombreux les engagements du duc de Dino ; il savait que celui-ci n'aurait d'autant moins aisément de l'argent qu'il donnait plus facilement des signatures ; mais le duc de Dino avait envers M. Miley un précédent rassurant ; il saurait sans doute ne pas confondre des créanciers honorables qui prêtent loyalement leurs fonds avec ces usuriers avides qui exploitent sans embarras pécuniaires ; c'était une dette d'honneur, un engagement sacré qu'il allait contracter. M. Possoz céda.

« M. le duc de Dino reçut donc les 12,000 francs, moitié de M. J. Miley, moitié de M. Possoz, et leur souscrivit en conséquence, le 8 août 1829, deux reconnaissances ainsi conçues :

« Je soussigné reconnais devoir à M. Frédéric Possoz la somme de 6,000 fr., qu'il m'a ce jour comptée en espèces, et à que je promets lui payer, savoir : 3,000 fr., fin novembre prochain, et 3,000 fr., fin janvier aussi prochain ; lequel engagement est une dette d'honneur que je regarde comme sacrée.

« Signé : Général PÉRIGORD, duc de Dino.

« Paris, le 9 août 1829. »

« Par elle reconnaissance en termes identiques fut souscrite au profit de M. Miley, car les deux créanciers s'accordèrent à refuser des lettres de change que M. de Dino offrait de leur souscrire, et pour cette garantie de dette qu'il ne devait produire aucun intérêt, ils aimaient mieux que le noble débiteur leur engageât son honneur que sa liberté.

« Malgré les termes de ces reconnaissances, la ponctualité du débiteur allait bientôt défaillir. Mais si son argent devait être en retard, sa mémoire au moins était en avance ; car le 13 novembre 1829, c'est-à-dire dix-sept jours avant la première échéance, M. le duc de Dino écrivit à M. J. Miley fils une lettre (1) qui prouve suffisamment qu'il ne confond pas MM. Miley fils et Possoz avec ses nombreux créanciers, et qu'à ses yeux l'engagement contracté est tout à fait hors ligne.

« Toutefois, des deux promesses si formellement contenues dans cette lettre, aucune ne fut accomplie. M. le duc de Dino vint à Paris sans que ni M. Miley ni M. Possoz fussent honorés de sa visite ; et il quitta la France sans annoncer, par le paiement de ses obligations, qu'il prenait le parti de s'expatrier.

« M. Miley dut se plaindre de ce manque de foi, et il adressa la lettre, qui contenait de justes reproches, à M. le duc de Tal-

(1) Nous croyons inutile de citer ces diverses lettres, leur contenu ne renfermant aucun fait important qui ne soit développé dans l'exposé que nous reproduisons.

leyrand Périgord, père du duc de Dino, pour qu'il voulût bien la transmettre à son fils. Voici en quels termes M. de Talleyrand père lui répondit :

« J'ai fait passer à monsieur le duc de Dino la lettre que j'ai eu « l'honneur de recevoir de vous; j'espère qu'elle lui arrivera « fidèlement, quoique j'aie à me plaindre de la difficulté de « communiquer avec lui.

« Il est, je suis persuadé, bien affligé de tous ces retards. « Je partage les profondément tout ce qu'il éprouve; je « n'ai pas besoin de vous en assurer, monsieur; l'attachement « et la noblesse de sentiment qui régnent dans votre lettre me « prouvent combien vous connaissez son cœur.

« Veuillez bien agréer, monsieur, l'assurance de toute l'estime « que vous m'inspirez.

« Signé : Duc de TALLEYRAND.

« 15 juin 1830. »

« Cependant M. Miloy ne reçut aucune réponse, et les événements de 1830 ayant jeté la perturbation dans ses affaires commerciales il se vit forcé de recourir à la bourse de M. Possoz, à qui il transmit, contre des espèces, la reconnaissance de 6,000 francs du duc de Dino. M. Possoz, devenu ainsi créancier de la totalité des 12,000 francs, écrivit au duc de Dino pour lui en donner avis, et, par sa lettre du 22 juin 1831, il lui rappela tous les faits, et fit à ses sentiments un appel énergique ; son langage produisit sans doute quelque impression, car un mois après M. Possoz reçut la lettre suivante :

« Paris, 20 juillet 1832.

« Monsieur Frédéric Possoz, à Passy-sur-Seine.

« Chargé par amitié des affaires de M. le duc de Dino, j'ai « reçu hier une lettre de lui qui m'engage à vous prier de pas- « ser chez moi demain matin à huit heures.

« J'ai l'honneur d'être, etc.

« Signé : J. COMBE,
» Chef d'escadron, de lanciers,
» Rue Blanche, 5. »

« M. Possoz se rendit chez M. Combe; et ce dernier lui réitéra combien M. le duc de Dino était peiné de n'avoir pu encore satisfaire à son engagement d'honneur. Il lui affirma que M. le duc de Dino avait l'intention formelle de payer cette dette avant aucune autre, déclarant qu'elle n'avait point été comprise dans l'état général de ses affaires. Toutefois, il ne put point indiquer d'époque précise pour la libération, et M. Possoz s'abstint, ne fût-ce que par égard pour son adversaire actuel, de faire connaître les éventualités auxquelles elle était subordonnée.

« Tout en sachant gré au duc de Dino de ce qu'il déclarait ne pas le confondre avec tous ses autres créanciers, M. Possoz ne pouvait se contenter de cette distinction purement théorique et toute d'appréciation; car en fait et quant au paiement, on le plaçait exactement sur la même ligne que les créanciers avec lesquels on déclarait ne pas le confondre. M. Possoz écrivit donc de nouveau à M. le duc de Dino pour lui demander quelque chose d'un peu plus positif que des promesses et des protestations vagues : deux lettres furent successivement écrites dans ce but les 21 juillet 1831 et 21 février 1832, et toutes deux restèrent sans réponse.

« M. Possoz avait ainsi épuisé envers M. le duc de Dino toutes les formes de style les plus propres à le piquer d'honneur et à l'émouvoir; sans doute il ne lui était plus guère permis d'attendre son paiement de la loyauté personnelle de son noble débiteur. Mais ce débiteur avait une famille riche, puissante; et il y avait lieu d'espérer que si madame la duchesse de Dino et M. le prince de Talleyrand restaient sourds aux réclamations des créanciers ordinaires de leur époux et neveu, ils feraient une juste exception en faveur d'une dette qui touchait si près à l'honneur de leur famille; ils ne laisseraient point, pour une chétive somme de 12,000 francs, imprimer une tache ineffaçable à un nom qui est le leur.

« M. Possoz avait de fréquentes occasions de voir M. Osmond, ancien secrétaire particulier de M. le prince de Talleyrand; il le consulta sur les moyens à prendre pour obtenir, soit du prince, soit de madame de Dino, d'assurer son paiement par les moyens que nous venons d'indiquer. M. Osmond, après avoir pris connaissance des titres et de la correspondance, certifia à M. Possoz que le prince interviendrait utilement pour ses intérêts, dès qu'il connaîtrait la nature sacrée de sa créance; mais pour appeler sa bienveillante sollicitude, il fallait agir avec une entière confiance, et lui faire livrer au prince de Talleyrand les titres originaux, et s'en remettre aveuglément à sa foi.

« L'avis sembla bon, désintéressé; M. Possoz n'hésita pas à le suivre. Quel danger pouvait-il courir ? Si le prince ne voulait pas s'entremettre, il lui renverrait ses titres; dans tous les cas, il était impossible de supposer qu'une pareille marque de confiance fût méconvenue et trompée. En conséquence de cette détermination, et après avoir pris copie de toutes les pièces originales que nous avons citées textuellement, M. Possoz s'occupa de les faire tenir au prince par un intermédiaire dont le caractère

assurât une remise fidèle de ces pièces importantes. Personne ne remplissait mieux cette condition que l'honorable M. Gabriel Delessert, alors maire de Passy, aujourd'hui préfet de police de la capitale; ce magistrat était dans les meilleures relations avec la famille Talleyrand; il connaissait parfaitement M. Possoz, son adjoint à la mairie de Passy, il pouvait porter sur celui-ci un témoignage honorable qui ne serait pas révoqué en doute : ce fut donc à lui que M. Possoz eut recours.

« M. Gabriel Delessert se chargea de la commission avec une extrême complaisance; il fit passer les titres au prince de Talleyrand, en les accompagnant de sa recommandation particulière; et, le 16 décembre 1833, il reçut de M. de Talleyrand l'accusé de réception qu'on va lire :

« Le prince de Talleyrand a reçu les papiers que M. Gabriel « Delessert lui a fait l'honneur de lui envoyer de la part de « M. Possoz. Il est absolument étranger aux affaires que ces « papiers concernent; mais il les fera passer à M. le duc de « Dino par une personne qui habite Paris, et qui est en relations « avec lui.

« Le prince de Talleyrand prie M. Delessert de recevoir l'as- « surance de sa considération la plus distinguée. — Paris, le 16 « décembre 1833. »

« M. Possoz dut espérer et attendre; mais un an s'était écoulé sans lui avoir apporté aucune nouvelle, et dès-lors, après avoir montré assez de patience pour ne pas craindre de paraître importun, M. Possoz demanda à M. le prince de Talleyrand une audience qui lui fut accordée pour le 28 décembre 1833.

« Au début de cette audience, la mémoire de M. de Talleyrand parut être complètement en défaut; il ne se rappelait ni M. Possoz ni la remise des titres : selon lui-même il y avait erreur matérielle; car, à l'époque où cette remise aurait eu lieu, il n'était point à Paris. Heureusement que M. Possoz avait conservé l'accusé de réception émané de la chancellerie particulière de son noble débiteur; dès-lors, et sur le vu de cette pièce, les souvenirs revinrent peu à peu à M. de Talleyrand; répéta alors ce que contenait sa lettre; qu'il avait remis les papiers en question à une personne qui possédait toute la confiance de son neveu.

« M. Possoz se retira, après avoir obtenu la promesse du prince qu'il s'occuperait tout de suite de cette affaire, à laquelle il prenait le plus vif intérêt; mais l'effet n'ayant pas suivi cette promesse, le 26 janvier 1835, M. Possoz écrivit au prince.

« Aucune réponse n'étant faite, M. Possoz écrivit de nouveau le 12 mai 1835.

« M. de Talleyrand ne fit pas de réponse écrite à cette seconde lettre; mais M. Charles Démon, son homme d'affaires, vint dire de sa part à M. Possoz que les papiers en question avaient été remis à M. Combe, lieutenant-colonel, qui avait dû les transmettre au duc de Dino.

« M. Possoz s'empressa aussitôt qu'il sut M. Combe à Paris, de prendre des informations auprès de ce dernier sur le sort de ses titres, et il lui écrivit, à cet effet, le 31 août 1835. Voici la réponse qu'il reçut de M. Combe :

« Monsieur,

« Une absence de trois jours, que j'ai faite à la campagne, « m'a empêché de répondre de suite à la lettre que vous m'avez « fait l'honneur de m'écrire le 31 août dernier; mon premier « soin, à mon retour, a été de m'occuper de satisfaire à son « contenu, et, après avoir fait une recherche exacte dans les pa- « piers de M. le duc de Dino, je n'ai trouvé qu'une lettre de « vous, datée du 22 juin 1831, par laquelle vous réclamez le « paiement d'un engagement de 12,000 fr., payable 6,000 fr. fin « novembre 1829, et 6,000 fr. fin janvier 1830. Ainsi est « constant que le prince de Talleyrand ne m'a rien envoyé « de relatif à votre réclamation contre le duc de Dino.

« J'ai l'honneur d'être, etc.

« Signé le lieutenant-colonel COMBE. »

« Non content de cette réponse, qui démentait complètement l'assertion du prince de Talleyrand, M. Possoz fit prendre des informations auprès du duc de Dino lui-même, et il obtint de ce côté la certitude qu'il n'y avait rien de vrai dans la réponse que le prince lui avait faite ou fait faire.

« Il écrivit donc à M. de Talleyrand, le 8 octobre 1835, une dernière lettre ainsi conçue :

« Monseigneur,

« Les lettres que j'ai eu l'honneur de vous écrire, les 26 jan- « vier et 12 mai 1835, réclamaient les nom et adresse de la per- « sonne à laquelle vous avez remis les titres et papiers importants « qui vous ont été adressés de ma part, le 12 décembre 1833, « par M. Gabriel Delessert, alors maire de Passy.

« Jusqu'à ce jour, je n'ai point reçu de réponse écrite; mais « vous avez eu la bonté de me faire dire par M. Démon que « tous ces titres et papiers avaient été confiés par vous à « M. Combe, qui avait dû les faire passer à M. le duc de « Dino.

« Venant d'acquiescer la preuve positive :
 « 1^{re} Que M. le duc de Dino n'a point reçu ces pièces ;
 « 2^o Qu'elles n'ont pas même été remises à M. Combe ;
 « 3^o Il est de mon devoir de vous confirmer en leur entier les
 « suivantes lettres des 26 janvier et 12 mai 1835.
 « J'ai l'honneur d'être, etc.

« Signé : FRÉDÉRIC POSSOZ. »

« Le prince de Talleyrand aurait pu s'accuser d'erreur, promettre de se livrer à une nouvelle recherche, et certes M. Possoz eût encore patienté, comme il le faisait déjà depuis trop long-temps ; mais un silence complet suivit cette dernière lettre, et il n'y eut plus dès-lors à hésiter sur le parti à prendre : M. Possoz dut s'adresser aux tribunaux.

« En effet, après une tentative de conciliation devant le juge de paix du 1^{er} arrondissement, où M. de Talleyrand ne daigna pas même envoyer un mandataire, M. Possoz lui fit donner assignation, par exploit du 18 juin 1836, devant le tribunal de la Seine, pour s'entendre condamner à restituer les titres et lettres dont la remise avait été faite en ses mains, sinon à payer au demandeur 12,000 fr., pour lui tenir lieu desdits titres.

« Mais, à peine cette demande était-elle formée que M. Possoz la modifia ; et pour qu'on ne pût lui faire un reproche de spéculer sur la perte de ses pièces, de profiter de l'embaras de M. de Talleyrand pour substituer un bon débiteur à un mauvais, il déclara, par des conclusions formelles, qu'il se contenterait de duplicatas conçus dans les mêmes termes et émanés du duc de Dino, de ses deux reconnaissances d'honneur de 6,000 fr. chacune, et de copies certifiées des lettres qui les accompagnaient.

« Le croirait-on ? M. de Talleyrand ne fit pas même une tentative pour donner à M. Possoz cette satisfaction ; il persista dans son dédaigneux silence, et il a pu s'en féliciter, puisque les premiers juges lui ont donné gain de cause. »

Ici M^{re} Fleury donne lecture du jugement, et, après avoir rappelé à la Cour l'appel de son client et les débats d'audience qui avaient amené le partage entre les juges, il continue ainsi :

« Depuis la dernière audience, M. Possoz a compris qu'une critique pourrait encore être élevée par le prince de Talleyrand sur la lettre de M. Combe, attestant que les pièces n'étaient point en ses mains. On pouvait dire, en effet, qu'il n'en résultait pas la preuve du défaut de remise des titres, puisque M. Combe parlait de recherches faites, et que ses recherches avaient pu être incomplètes ; d'ailleurs cette lettre était du 3 septembre 1835, et les pièces avaient pu lui parvenir postérieurement. M. Possoz s'est donc adressé de nouveau à M. Combe, et voici la réponse qu'il a obtenue de cet officier :

« Paris, le 20 février 1838.

« Monsieur le maire,

« J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écire hier 19, et je m'empresse d'y répondre.

« Lié depuis vingt-cinq ans avec M. le duc de Dino-Périgord, « je me suis fait un devoir de lui offrir mes services et mon dévouement, à l'époque où il fut forcé de quitter la France pour se soustraire aux poursuites d'une foule d'usuriers et d'infâmes intrigants qui, abusant de sa signature et de sa loyauté, l'ont précipité dans l'abîme. Cependant, parmi ses nombreux créanciers, quelques-uns ont prêté de bonne foi, honorablement, et vous êtes de ce nombre.

« Investi de la procuration générale de M. le duc de Dino, j'ai trouvé, dans sa correspondance avec moi, une lettre datée de Venise, le 7 juillet 1831, qui en contenait une que vous lui adressiez de Paris le 22 juin de la même année. Le général me dit : « La créance de M. Possoz figure sur l'état de mes dettes sous le nom de Miley, rue des Bourdonnais, n^o 8. Si vous voyez l'un ou l'autre, ils sont gens d'honneur, et seront bien persuadés qu'à l'époque j'avais l'assurance que l'engagement que je prenais j'aurais pu le remplir, et, sans l'arrestation dont j'ai été victime à Londres, j'en aurais eu les moyens bien positivement, etc., etc. »

« Je n'ai point retrouvé cette créance sur la liste des créanciers de M. le duc de Dino ; mais je n'en suis pas moins convaincu de sa légitimité, et je sais quelle s'élève à 12,000 francs.

« Je vous donne cette assurance sans aucune espèce de garantie personnelle, mais comme la manifestation de la vérité. Vos titres ne m'ont jamais été remis ni en dépôt, ni pour les transmettre à M. le duc de Dino ; je défie qui que ce soit de soutenir un pareil mensonge. Je me suis chargé des affaires de M. le duc de Dino par attachement pour lui, dans le but de le soustraire aux machinations des fripons qui l'entouraient. Sans aucune espèce d'intérêt personnel, et je remplirai ce mandat de l'amitié jusqu'au bout.

« J'ai l'honneur, etc.,

« Le lieutenant-colonel COMBE. »

« Cette lettre est précieuse à plus d'un titre. D'abord, elle ne permet plus de prétendre qu'on ait remis les pièces à la personne chargée des affaires de M. de Dino ; cette personne, c'est M. Combe, ce ne peut être un autre que lui, et nous portons le défi à l'adversaire de citer un autre nom. Or, M. Combe, sans hésitation aucune, sans ambiguïté, et avec une franchise toute militaire, vient déclarer que les titres ne lui ont jamais été remis, ni en dépôt, ni pour les transmettre à M. de Dino, et il défie qui que ce soit de soutenir un pareil mensonge. Cela est clair, et suffit à réfuter l'assertion admise par les premiers juges, que le mandat a été exécuté dans les termes où le prince de Talleyrand l'avait accepté.

« Mais ce qui ressort encore plus manifestement, s'il est possible, de la lettre de M. Combe, c'est que M. Possoz, dans l'énonciation de ses titres, dans le récit des circonstances où il est devenu créancier, n'a pas dit un mot qui ne soit l'exacte vérité ; toutes ses assertions, en effet, sont consignées avec détail dans sa lettre au duc de Dino du 22 juin 1831, et cette lettre, que M. Combe déclare posséder, lui a été renvoyée de Venise par le duc de Dino qui, au lieu de s'élever contre son imposture, en sanctionne formellement le contenu, en donnant lui-même au signataire ce témoignage que *M. Miley et lui sont gens d'honneur !*

Après cet exposé et les discussions des avocats sur le point de droit, et contrairement aux conclusions de M^{re} Pécourt, avocat-général, la Cour, après une longue délibération dans la chambre du conseil, rendit un arrêt renfermant les articles suivants :

« Au principal, condamne le prince de Talleyrand à remettre à Possoz, dans le délai de six mois, à compter du jour, les titres originaux en question, et à leur défaut des duplicatas de ces mêmes titres, souscrits par le duc de Dino, sinon et faute de ce faire, dans ledit délai et telui passé, condamne dès à présent le prince de Talleyrand à payer à Possoz la somme de douze mille francs, montant de ladite créance, avec les intérêts à cinq pour cent du jour de la demande ;

« Condamne le prince de Talleyrand en tous les dépens des causes principales d'appel et demande, y compris ceux réservés par l'arrêt de partage, »

L'arrêt qu'on vient de lire ne mit point fin aux débats de cette affaire si odieuse pour M. de Talleyrand, et dans laquelle M. Possoz s'était montré si loyal et si homme d'honneur ; nous croyons devoir continuer le récit de ce qui se passa entre les parties, à la suite de l'arrêt rendu le 9 mars 1838. Nous résumerons le récit que l'on peut lire, en son entier, dans l'*Observateur des Tribunaux*, t. XVIII.

« M. le prince de Talleyrand chargea M. Gabriel Delessert (préfet de police) de se rendre le 21 du même mois auprès de M. Possoz pour le prier d'attendre le lendemain matin la visite de M. Démon, gérant des affaires du prince. M. de Talleyrand fit part à cette occasion à M. Gabriel Delessert de toute la peine que lui avait causée cet arrêt et réclama son intervention pour que cette affaire se terminât d'une manière définitive, ne voulant sous aucun rapport en entendre parler davantage. M. Delessert voulut bien accepter et remplir cette mission. M. Démon se présenta en effet chez M. Possoz et lui demanda la désignation des titres qu'il désirait obtenir relativement à sa créance sur le duc de Dino. M. Possoz lui ayant remis la copie textuelle des duplicatas à lui délivrer, M. Démon assura qu'on allait écrire à Florence à M. le duc de Dino, et que deux courriers n'arriveraient pas sans les pièces ; il pria alors M. Possoz de ne plus s'occuper de cette affaire, puisqu'on était parfaitement d'accord sur la manière de la terminer. M. Possoz adhéra bien volontiers à cette demande, prouvant ainsi que c'était bien réellement des titres, et non comme on s'est plu à le répéter, de l'argent qu'il revendiquait du prince.

« Sur ces entrefaites arriva la mort du prince de Talleyrand.

Certes, après ce qui avait été plaidé en son nom, si les titres réclamés se fussent trouvés dans ses papiers, il eût été convenable, et c'en eût été un acte de respect pour sa mémoire, que de les brûler sur-le-champ, et sans doute le légataire n'eût point failli à ce devoir. Toutefois on ne les trouva pas à ce qu'il paraît, et l'avocat de la requête civile l'a même affirmé; mais il se rencontra une lettre démontrant que les titres réclamés, non des copies, mais bien les originaux, avaient en effet été confiés au prince ainsi que l'avait soutenu son adversaire. Cette lettre qui apparaissait pour dire aux juges de la cour royale que leur arrêt consacrait la vérité, et que s'il était resté le moindre doute dans leur esprit, elle venait le détruire, servit d'ouverture à une requête civile, tendant à faire déclarer par ces mêmes juges qu'ils s'étaient trompés, et qu'ils avaient légalisé le mensonge ?

« M. Possoz attendait patiemment les duplicatas qui lui avaient été promis, lorsqu'il apprit que l'épouse de son débiteur et l'héritière de M. le prince de Talleyrand lui intentaient une action en requête civile pour *dol personnel*. Cette affaire fut plaidée à l'audience du 3 août 1838, et la cour, après avoir entendu les avocats des parties et l'avocat général dans ses conclusions :

« Considérant que cette lettre, loin de constituer un dol, serait une nouvelle preuve de la bonne foi de Possoz et de sa confiance dans le prince de Talleyrand, et qu'elle viendrait à l'appui des motifs qui ont déterminé l'arrêt attaqué, rejeta la requête civile; ordonna en conséquence que l'arrêt continuerait d'être exécuté selon sa forme et teneur, condamna la duchesse de Dino en l'amende de 300 fr., en 150 fr. de dommages-intérêts envers Possoz et aux dépens. »

« Après cette seconde décision souveraine, madame de Dino avait encore six semaines pour remettre les titres originaux ou les duplicatas; elle laissa écouler ce délai et ne remit absolument rien.

« Les six mois expirèrent le 19 septembre, et le 11 octobre seulement M. Possoz lui fit signifier l'arrêt du 19 mars, avec déclaration, qu'attendu l'expiration du délai, sans remise de ses titres ou duplicatas, il entendait obtenir le paiement de la condamnation prononcée par la Cour.

« Cette déclaration fut plus d'effet que les arrêts eux-mêmes, car, dans les vingt-quatre heures, offres furent faites à M. Possoz, non de duplicatas, mais de ces originaux dont on avait formellement nié la remise, et dont, lors de la requête civile, on n'ait encore la possession.

« M. Possoz refusa ces offres comme tardives, et il déclara que ne voulant que bonne justice, il était prêt à s'en rapporter à la cour pour l'interprétation de son arrêt.

« A cette occasion il écrivit à madame de Dino la lettre suivante :

« Passy, le 16 novembre 1838.

« Madame la duchesse,

« La cour royale de Paris, par arrêt du 19 mars 1838, a condamné M. le prince de Talleyrand à me remettre, dans le délai de six mois, les titres et pièces relatifs à ma créance sur M. le duc de Dino, sinon, et à défaut de ce faire dans ledit délai, et icelui passé, à me payer la somme de 12,000 fr. avec les intérêts du jour de la demande.

« Les six mois expiraient le 19 septembre 1838, et le 11 octobre suivant rien ne m'avait été offert, rien ne m'avait été remis.

« Sur l'avis de mes conseils, j'ai demandé alors l'exécution de l'arrêt, c'est-à-dire le paiement de la somme due, et, en votre absence, il m'a été fait offre réelle des titres originaux que M. le prince de Talleyrand affirmait n'avoir jamais reçus.

« Comme ces offres étaient tardives, j'ai refusé de reprendre les titres.

« Pour agir régulièrement, j'aurais dû immédiatement employer la voie judiciaire et commencer les poursuites; mais vous étiez absente, madame la duchesse, et vous pouviez dès-lors décliner toute participation à la démarche faite au nom de la légataire universelle de M. le prince de Talleyrand. J'ai pensé qu'il était convenable d'attendre votre retour à Paris, afin de laisser à votre homme d'affaires le temps de vous instruire de ce qui s'était passé. Comme ce retour est effectué depuis quelque temps, et que votre silence doit faire supposer une persistance à contester mes prétentions, je viens, madame la duchesse, pour rester fidèle à mes habitudes et pour ne pas déroger à mon caractère, vous prévenir que j'attendrai jusqu'au 28 de ce mois avant de faire signifier un commandement.

« A l'occasion de cette déplorable affaire, j'éprouve le besoin de rappeler à votre mémoire que le 21 mars 1838 (deux jours après l'arrêt sus-énoncé), M. Gabriel Delessert, préfet de police, et M. Démon se sont présentés chez moi de la part de M. le prince de Talleyrand. Lors de cette démarche, M. Démon, agent d'affaires du prince, et aujourd'hui chargé de vos intérêts, contracta l'engagement formel de me donner, dans le délai de deux mois au plus tard, les duplicatas de mes titres.

« Cet engagement n'a point été rempli, et, sans égard pour le caractère honorable de M. Delessert, dont le prince avait réclamé

l'entremise, aucun avis préalable ne m'a été donné concernant cette dérogation à la foi promise.

« Là ne s'est point arrêté l'oubli des convenances et de la justice; voici ce qui a eu lieu après cette époque.

« Les titres originaux que j'avais envoyés à M. de Talleyrand, ces titres dont l'existence avait été méconnue et la remise déniée, ont été retrouvés dans les papiers de la succession du prince, et, au lieu de les rendre et d'exécuter facilement et franchement l'arrêt de la cour, on a préféré les garder, me faire un procès pour dol, m'accabler d'injures et d'outrages, et demander, en votre nom, l'infirmité d'un arrêt qui énonçait que j'avais remis des titres originaux.

« Voilà, madame la duchesse, la conduite que l'on vous a fait tenir envers moi; je la livre sans commentaire à l'examen de votre conscience.

« J'ai l'honneur d'être, etc.

FRÉD. POSSOZ. »

« Madame de Dino répondit judiciairement à cette lettre, en demandant la validité des offres réelles faites à M. Possoz.

« Mais la cour, considérant que l'article 877 n'était pas applicable dans l'espèce; que l'arrêt du 19 mars n'était pas simplement comminatoire; mais que la clause pénale, qui était de rigueur, était exécutée par l'expiration du délai accordé sans remise des titres, ordonna que les poursuites seraient continuées, et déclara tardives et nulles les offres réelles de madame de Dino.

A la suite de cette interprétation d'arrêt, M. de Dino dut se soumettre.

Ce procès restera comme un curieux monument à consulter. Il a subi toutes les phases extraordinaires que la prévoyance du législateur a établies comme précaution contre les erreurs de la justice.

Ainsi : Arrêt de partage,

Requête civile,

Interprétation d'arrêt,

Tout a été invoqué par les adversaires de M. Possoz, et ce qui paraît incroyable, c'est que chaque plaidoirie nouvelle a donné sans scrupule un démenti aux arguments de la plaidoirie précédente.

M. Possoz avait-il remis des titres originaux à M. le prince de Talleyrand pour que celui-ci les fit tenir à M. le duc de Dino? On l'a nié énergiquement tant en première instance, où cette dénégation a obtenu un plein succès, qu'en appel, où elle a eu un échec complet. Dans les débats de la requête civile, on a produit la lettre de M. Possoz, retrouvée parmi les papiers de M. le prince de Talleyrand, et l'on a dit aux magistrats : Puisqu'on ne retrouve que la lettre d'envoi, il est évident que les titres dont elle parle ont été remis par le prince à leur destination.

Enfin, dans cette dernière instance en interprétation d'arrêt, on a produit les titres et lettres demandés, et l'on s'est refusé, sur ce motif, au paiement des 12,000 fr.

On peut croire que l'étonnement des magistrats, en présence de ces moyens si étranges, n'a pas peu contribué à la décision qu'ils ont rendue.

En mai 1858, sur la présentation de M. le préfet de la Seine, M. Possoz a été nommé chevalier de la Légion-d'Honneur. Nous croyons pouvoir dire qu'il n'avait point sollicité cette distinction, et que, même précédemment, il avait prié le sous-préfet de Saint-Denis de ne point le porter en concurrence avec d'autres maires de l'arrondissement.

CONTE (ANTOINE).

Autant nous nous montrons sévères pour ceux qui ne voient dans l'exercice des fonctions publiques qu'un moyen de fortune personnelle ou d'oppression, au profit d'une classe d'hommes, autant nous aimons à rendre justice à ceux qui emploient dans l'intérêt de tous l'autorité dont ils sont revêtus.

La poste, cet instrument nécessaire de toutes les relations civiles, commerciales et politiques, cet agent insatiable d'enseignement individuel et de civilisation nationale, fut créée par Louis XI, dans l'intérêt exclusif de sa diplomatie tortueuse. Si quelques grands seigneurs d'abord, si les particuliers plus tard, furent admis à profiter des avantages de ce moyen rapide de communication, ce ne fut qu'à titre de faveur, ou parce que les rois absolus trouvèrent dans le monopole des transports un impôt de plus et un instrument nouveau de surveillance et d'espionnage. Mais, tant que dura le régime qui fut renversé par nos pères au réveil de 89, le service public ne fut considéré que comme un accessoire productif du service du roi; et ce ne fut la faute ni de la restauration, ni des hommes qui l'exploitèrent à son début, si la poste ne se vit pas réduite, de nos jours, à reprendre jusqu'à la livrée de son ancienne domesticité.

Cette humiliation fut épargnée au pays, grâce à la puissance des mœurs nouvelles, nées de la révolution.

Nous devons même constater qu'après les premières fougues de la restauration, l'administration des postes ne se montra pas absolument indifférente aux besoins du commerce et de l'industrie (*voir la notice consacrée à M. le duc de DOUDEAUVILLE, t. 1^{er}, 2^e part.*); plusieurs actes, principalement l'institution du service rural, annoncèrent de sa part une intention de progrès qui ne saurait être méconnue. Mais c'est depuis 1850, et sous la direction administrative de M. Conte, qu'ont été conçues et réalisées les nombreuses améliorations qui ont changé la face du service, et qui ont étendu à tous les points du territoire le bienfait d'une communication réciproque aussi complète que rapide. L'histoire du service des postes, pendant les huit dernières années, est donc étroitement liée à la biographie de cet administrateur; aussi nous y arrêterons-nous volontiers, autant pour ce motif que pour faire acte de justice et d'impartialité.

M. Antoine COXTE, né à Colmar (Haut-Rhin), le 17 janvier 1776, fit ses études au collège de cette ville, collège qu'il quitta en 1789. Entré au service comme volontaire, en 1795, il fut réformé, en 1794, pour faiblesse de constitution.

Son début dans la carrière administrative date de l'année 1800. Alors il était fondé de pouvoirs du receveur général du département du Haut-Rhin (1). Toutefois, ce fut seulement en 1809 qu'il passa dans l'administration proprement dite. M. le comte Bengnot, chargé de l'organisation du grand duché de Berg, mettait tous ses soins à se composer un personnel d'hommes capables et possédant à la fois la langue française et la langue allemande. Il reçut M. Conte dans ses bureaux, sur la recommandation de

(1) Les fondés de pouvoirs des receveurs-généraux étaient et sont encore, non pas des employés du gouvernement, mais des employés des receveurs-généraux, ayant la signature en l'absence du receveur-général qui les emploie.

M. Félix Desportes, alors préfet du Haut-Rhin, et lui confia dès l'abord les fonctions de chef de division. Nommé bientôt contrôleur du trésor, M. Conte occupait ce dernier emploi, lorsqu'en 1811 l'empereur, passant à Dusseldorf, eut occasion de le voir et de l'interroger. Napoléon ne trahit son jugement par aucun mot; mais, de retour à Paris, son active et puissante mémoire retrouvait le nom du jeune contrôleur de Dusseldorf; et un mois plus tard M. Conte recevait sa nomination de directeur général du trésor du grand duché de Berg.

La restauration le surprit dans cette haute position. Brusquement arrêté dans sa carrière par la chute de l'empire, et rentré en France sans fonctions, il fut nommé en 1815 chef de division à l'administration des postes, par M. le comte Beugnot, devenu directeur général de cette administration.

Il passa de là au ministère des finances (1824), où il fut chargé en la même qualité du contrôle des opérations de trois administrations financières, au nombre desquelles figurait l'administration des postes (1).

Quinze années d'études spéciales, d'observations et de pratique, avaient utilement préparé M. Conte à prendre la gestion de ce service, lorsque la révolution de juillet vint mettre cette gestion dans ses mains.

Nous savons que M. Conte aime à rappeler que la direction provisoire de l'administration des postes lui fut confiée spontanément par le baron Louis (août 1830), sans sollicitation, ni démarche aucune de sa part; et nous comprenons qu'il attache quelque prix à ce souvenir, puisque son avènement date d'une époque souillée par l'avidité d'un si grand nombre d'hommes qui se sont jetés sur les fonctions publiques, comme sur une proie à dévorer.

La réorganisation de l'administration des postes n'eut lieu que le 5 janvier 1851, sous le ministère de M. Jacques Laffitte.

C'est sur la présentation de ce ministre, que M. Conte devint définitivement directeur de l'administration des postes. Alors commença pour lui la carrière de travaux et d'améliorations dans laquelle nous l'avons vu marcher jusqu'à ce jour d'un pas si ferme et si constant.

Un de ses premiers actes fut de débrouiller le chaos des instructions réglementaires, entassées sans ordre par les administrations précédentes. Dans la confusion inextricable qui résultait de l'accumulation d'un grand nombre de circulaires écrites pour les besoins du moment, sans unité de vues et sans liaison entre elles, il était impossible aux agens des postes d'opérer uniformément. De nombreuses parties du service étaient d'ailleurs abandonnées à la tradition; et, par ce double motif, une grande marge était laissée à l'arbitraire.

De toutes parts M. Conte fit recueillir les élémens d'une instruction générale, embrassant toutes les parties du service; et il en forma un code complet.

L'avertissement qui précède ce travail important explique trop bien les motifs qui l'ont fait entreprendre, pour que nous ne jugions pas à propos d'en extraire le passage suivant (2^e tirage, juin 1852, p. xj.) :

« L'instruction réglementaire qui régit encore aujourd'hui (1^{er} juin 1832) le service des postes a paru en 1808. Depuis cette époque, ce service a presque entièrement changé; plus de quinze cents circulaires, arrêtés ou décisions, en ont modifié toutes les parties. Plusieurs de ces circulaires ont paru, sur le même sujet, à des époques différentes; elles se détruisent ou se modifient les unes les autres, et leur ensemble forme maintenant un code fort obscur pour quiconque se trouve forcé de le consulter. Les nouveaux employés le comprennent difficilement; et les anciens, qui agissent par tradition et chez qui l'expérience du service et l'habitude suppléent à l'autorité d'une règle écrite, se trouvent privés, le plus souvent, des moyens de justifier leurs actes auprès du public. Des parties du service, telles que les lettres recommandées et le service rural, ont été, d'ailleurs, établies récemment; et la comptabilité a reçu, depuis 1808, des modifications si nombreuses et si importantes, qu'elle peut être regardée comme une partie entièrement neuve. »

M. Conte, appréciant lui-même la portée de son œuvre, termine ainsi cet avertissement (p. xij) :

« Cette instruction, qui détermine les devoirs des employés des postes envers le public, d'une par cela même au public la mesure de ce qu'il a droit d'exiger des employés. Elle sera donc un guide pour les uns, un moyen de contrôle satisfaisant pour les autres, et une garantie pour tous (1). »

(1) Les deux autres étaient celle de la Monnaie et celle de la Loterie.

(1) L'Instruction générale pour le service des postes, Paris,

Nous aimerions à voir un tel exemple suivi par tous les administrateurs. Ce n'est pas en se cachant derrière un rempart de cartons que l'autorité peut se faire accepter; et la franchise des actes n'est pas seulement un signe d'aptitude, elle est surtout un devoir pour quiconque met la main aux affaires publiques.

Ce loyal appel à la publicité présageait les heureux efforts par lesquels M. Conte est parvenu depuis à mettre son administration aux premiers rangs.

Le pays doit à sa volonté à la fois énergique et persévérante la vitesse prodigieuse du transport actuel des dépêches, vitesse égale, et sur quelques points supérieure à celle des malles-poste anglaises, et telle que le parcours des distances s'opère maintenant de Paris à Lyon en trente-cinq heures, de Paris à Calais en seize heures, de Paris au Havre en douze heures. (1) La rapidité des malles-poste a été poussée à ce point qu'elle semble arrivée au terme du possible. Cependant de nouvelles voitures, d'une construction plus légère, seront prochainement substituées aux anciennes malles, avec garantie d'accélération dans les parcours. Quelques-unes de ces voitures, exécutées comme modèles, ont traversé la France en plusieurs directions; et déjà l'on a pu se convaincre qu'elles réunissent à l'élégance la plus parfaite tout ce qui peut

être désiré, tant pour la sécurité que pour le confort des voyageurs.

Il n'était pas moins nécessaire d'imprimer la même activité, la même promptitude, soit à l'expédition des lettres, soit à leur distribution. Une impulsion forte et continue a ranimé cette partie du service. Sur tous les points, le nombre des distributions a été augmenté. Le nombre des facteurs de ville a reçu également un accroissement notable; et, partout où cela a été possible, les heures du départ ou du passage des courriers ont été réglées de manière à faciliter une réponse immédiate aux lettres distribuées dans le jour.

L'établissement d'un service rural avait été ordonné par la loi du 5 juin 1829. Son organisation, nécessairement très imparfaite parce qu'il s'agissait d'un service nouveau à créer sans aucun secours de tradition ni d'expérience, avait été commencée en avril 1830; elle fut terminée en octobre de la même année. Le service, organisé dans toutes les communes, a été exécuté d'abord de deux jours l'un, puis quotidiennement dans un très grand nombre de localités. Sur 55,000 communes, 15,000 sont déjà en possession du service quotidien. Les 20,000 autres, parcourues alternativement de deux jours l'un, seront successivement admises au service journalier, suivant que cet avantage sera réclamé par elles, et selon la mesure progressive des crédits spéciaux accordés à cet effet par les chambres. Près de 9,000 facteurs employés à ce service, au taux moyen de 412 francs de salaire annuel (dépense totale, 5,500,000 fr.), accomplissent chaque jour un parcours de 51,000 lieues, soit annuellement 19 millions de lieues; et la dépense de ce vaste établissement, outre qu'elle est déjà plus que couverte par une recette correspondante, épargne aux habitants de nos campagnes des déplacements considérablement plus onéreux. Ainsi le service rural n'était, en 1850, à proprement parler, qu'un cadre qu'il a fallu garnir successivement, qui

de l'imprimerie royale, forme trois volumes in-folio : le premier présente le texte de l'Instruction (deuxième tirage, juin 1832); le deuxième contient une série de tableaux à consulter (octobre 1832); le troisième, renferme les modèles des formules citées dans le texte de l'Instruction, et dont les divers agents de l'administration des postes sont appelés à faire usage (juillet 1833).

(1) Nous nous empressons de placer ici un tableau comparatif de l'accélération progressive du transport des dépêches obtenue par M. Conte, moins peut-être par un changement dans la forme des malles-poste que par le ferme exercice de son autorité.

	1829 à 1832	1833	1834	1835	1836	1837	1838	1839
De Paris à Lyon, 47 heures.	45	43	42	38	36 1/2	36 1/2	35	35
De Paris à Calais, 29	26	25	23	18	18	18	16	16
De Paris au Havre, 24	24	21	14	14	14	14	12	12

se garnit encore tous les jours, et qui ne sera complètement rempli qu'après l'établissement du service quotidien dans les 20,000 communes qui ne sont desservies que de deux jours l'un.

Une autre mesure, qui date du 1^{er} janvier 1855, a également droit à tous nos éloges, parce qu'elle a été prise dans l'intérêt des masses; c'est celle qui a conféré aux petits bureaux, dits *bureaux de distribution*, la faculté d'affranchir les lettres à destination de France ou des armées, faculté antérieurement réservée aux directions de poste. On estime que 5 millions de lettres sont affranchies annuellement dans les bureaux de distribution. Si chacune de ces lettres avait dû être affranchie à une direction de poste, c'eût été pour l'expéditeur l'occasion d'un voyage de 2 à 4 lieues, soit 4 à 8 lieues aller et retour. Or, en n'estimant qu'à 20 sols la perte d'une journée, résultant de ce déplacement, c'est une économie annuelle de trois millions de francs pour les populations agricoles. Un administrateur s'honore par des mesures aussi éminemment bienfaisantes.

Tout Paris connaît les *omnibus* employés au transport des facteurs, de l'administration centrale jusqu'aux quartiers les plus éloignés, et dont la création remonte au mois de février 1857. La distribution des lettres des départemens et de l'étranger, qui se prolongeait jusqu'à 5 heures du soir, en 1825, qui en 1850 durait encore jusqu'à 1 heure de l'après-midi, s'accomplit maintenant en 2 heures, de 7 à 9 heures du matin; et le même espace de temps (de 5 à 7 heures) suffit aux travaux préparatoires, depuis l'ouverture des dépêches et la constatation des produits à recouvrer, jusqu'au timbrage des lettres et à leur répartition entre les facteurs des divers quartiers. Si le progrès des mœurs publiques n'offrait pas des garanties suffisantes contre le retour de l'odieuse inquisition connue sous le nom de cabinet noir, on trouverait ces garanties dans l'organisation même du service de la

distribution des lettres, telle que M. Conte l'a créée. Depuis le cartel indicateur placé à l'ouverture des boîtes, et où chacun peut lire d'avance le sort réservé à la lettre qu'il va confier à la poste, jusqu'aux timbres constatant au dos et sur la suscription de chaque lettre l'heure de la levée, l'heure de la distribution, tout est calculé de manière à faire connaître exactement au public ce qu'il a droit d'exiger du service des postes; tout concourt à créer autour des agens du service la surveillance la plus assidue et la plus efficace, celle des expéditeurs et des destinataires eux-mêmes.

Parmi les nombreux traités que M. Conte a négociés avec les offices ou administrations des postes étrangères, la convention postale du 31 mars 1856, entre la France et la Grande-Bretagne, occupe, suivant nous, le premier rang, non seulement à cause des difficultés de la négociation, long-temps entravée par la clairvoyante hostilité d'une administration torie, mais surtout en considération des avantages réciproques qu'elle assure à deux nations long-temps divisées et dignes de s'entendre. Sous un régime postal qui semblait calculé en vue d'entraver toute communication entre les deux nations, et alors que l'abonnement annuel à un journal de Londres coûtait à Paris des sommes exorbitantes pour frais de transport, il était matériellement impossible aux habitans des deux pays d'établir entre eux ces relations épistolaires, ces échanges des produits de la presse, qui dissipent peu à peu les préjugés séculaires, qui nouent les intérêts, qui disposent à une estime mutuelle, qui préparent, en un mot, la réconciliation des peuples, plus solide que les alliances diplomatiques. Grâce à la convention dont nous venons de parler, ces relations, ces échanges, sont devenus faciles, et se multiplieront de jour en jour au profit du commerce et de l'industrie, au profit de la liberté, si étroitement intéressée à l'union des deux pays les plus avancés dans la voie du progrès.

L'établissement des paquebots-poste sur la Méditerranée ne sera pas non plus sans influence sur l'avenir de notre pays. Dix paquebots, mis par des machines à vapeur de la force de 160 chevaux, aussi grands que des frégates, armés en guerre et susceptibles de devenir au besoin des auxiliaires puissants pour notre marine militaire, transportent tous les dix jours, depuis le mois de mai 1857, les correspondances et les voyageurs sur trois lignes qui mettent en communication réciproque Marseille, les différents ports d'Italie, Malte, Syra, Smyrne, Constantinople, Athènes, Alexandrie; entreprise plus grande et plus féconde que ne l'imaginent des esprits étroits, accoutumés à mesurer leur estime sur les résultats d'une balance en fin d'année; entreprise inspirée par le génie de l'homme qui donna son vrai nom à la Méditerranée, en l'appelant un lac français.

L'impulsion donnée par M. Conte à toutes les parties du service des postes ne pouvait manquer d'exercer une influence favorable sur l'augmentation progressive des produits de cette administration. Ces produits, qui ne s'élevaient en 1829 qu'à 50,754,000 francs, sont évalués à 44,000,000 fr., dans les propositions de budget pour 1840; et l'expérience des huit dernières années autorise à compter, dans l'avenir, sur une augmentation croissante de plus d'un demi million par an (1).

On va voir que le coup d'œil de M. Conte ne néglige aucun des détails de son immense direction.

Le *Dictionnaire des postes*, publié en 1817, donnait lieu à de nombreuses erreurs, à cause du mouvement qui s'était opéré dans les communes depuis cette époque, en raison des modifications qui s'étaient introduites dans les bureaux de poste et par rapport à

l'organisation nouvelle du service rural. M. Conte fit refaire ce travail, et les deux volumes in-folio de son *Dictionnaire des postes* parurent en 1857. Ils comprennent soixante-trois mille noms, douze mille de plus que le dictionnaire de 1817; l'orthographe des noms des communes-mairies a été relevée sur des états officiels fournis par les préfetures (1); enfin, il a été placé à la suite un état des principales villes de commerce étrangères, dans lequel sont indiqués les conditions d'affranchissement de lettres, ainsi que les jours de départ de Paris et d'arrivée à Paris.

A cet ouvrage d'une importance incontestable, M. Conte en joignit un non moins utile, et qui sert de complément au premier; c'est la *Division territoriale de la France, ou classification de toutes les communes du royaume, par départemens, arrondissemens et cantons* (1857, 1 vol. in-folio), avec toutes les indications relatives aux postes et la population de chaque localité.

Un autre travail n'était pas moins nécessaire pour compléter l'*Instruction générale* de 1852 : au mois de juillet 1853, M. Conte fit sortir des presses de l'imprimerie royale le *Manuel des franchises* (in-folio), dont une seconde édition vient d'être actuellement publiée (janvier 1859). Ce manuel est divisé en deux parties, l'une sous le titre : *Des Franchises sans condition de contre-seing*; l'autre sous le titre : *Des Franchises sous la condition d'un contre-seing*; cette dernière division est classée dans un ordre alphabétique qui facilite les recherches. L'ouvrage est précédé d'une introduction sur tout ce qui touche à ce sujet.

Les concessions de franchise sont faites, le plus ordinairement, non pas à un seul fonctionnaire, mais à toute une classe de fonctionnaires. Ainsi tous les maires sont autorisés à correspondre en franchise avec le préfet de leur département; tous les procureurs et principaux de collèges avec le

(1) Il résulte des tableaux de la *Statistique* jointe à l'*Annuaire des postes* pour 1839, que la quantité des lettres taxées ou affranchies qui, en 1821, était de 45,382,451, s'est élevée en 1837 à 83,348,008, et que le nombre des journaux et imprimés, de 27,827,834 en 1821, est monté en 1837 à 50,376,295.

(1) Il résulte de documents officiels, qu'au mois de mars 1836 le nombre total des communes était de 37,448.

recteur de leur académie; et c'est seulement pour des besoins spéciaux, qu'un ou plusieurs fonctionnaires obtiennent des concessions particulières, comme, par exemple, un ingénieur chargé du creusement ou de l'entretien d'un canal, et qui doit, en raison de ce service spécial, étendre sa correspondance sur des points où les autres ingénieurs ses collègues n'ont rien à faire. Des concessions générales ont été faites à trois cents classes de fonctionnaires, et des concessions particulières à quatre cents portions de classes ou individualités.

Le classement de ces concessions dans des tableaux synoptiques, par ordre alphabétique de contre-signataires (tableaux du *Manuel*), est une de ces améliorations dont l'administration et le pays tout à la fois doivent savoir gré au zèle persévérant de M. Conte. A la place du monstrueux logogriphe que formaient les anciens réglemens sur l'exemption de taxe, M. Conte a donné à ses agens un dictionnaire méthodiquement et clairement rédigé, qui non seulement se prête avec une merveilleuse facilité aux rapides opérations du service intérieur des postes, mais encore peut être consulté sans peine par les fonctionnaires les plus étrangers à la connaissance de ce service.

Pour donner une idée de la valeur de ces concessions, nous dirons que s'il n'est pas possible d'évaluer avec certitude le montant des taxes dont seraient frappées les dépêches du gouvernement, en supposant qu'il y eût lieu de les taxer, on peut être cependant, par une évaluation approximative, autorisé à penser que la taxe de ces dépêches, en raison de leur poids et des distances parcourues, donnerait un produit égal au produit du transport des lettres pour les particuliers.

On voit, par le nombre des personnes intéressées à consulter le *Manuel des franchises*, quel prix il convient d'y attacher.

M. Conte avait eu une heureuse pensée en 1851 : c'était une organisation nouvelle des

relais de poste. Il paraît l'avoir abandonnée, et, de sa part, c'est une faute. Nous allons nous expliquer.

Une loi du 15 ventôse an XIII (6 mars 1805) renferme cette disposition : « Tout « entrepreneur de voitures publiques et de « messageries, qui ne se servira pas des che- « vaux de la poste, sera tenu de payer, par « poste et par cheval attelé à chacune de « ses voitures, 25 centimes au maître du « relais dont il n'emploiera pas les che- « vaux. »

Le prélèvement de ces 25 centimes donna, pendant la première année. . . 621,000 fr.

Il était, en 1817, de. . . 1,700,000

Et aujourd'hui, il est, suivant les maîtres de poste, de. 5,758,715

Et, suivant les calculs de l'administration, de. . . . 6,000,000

Selon le rapport fait par M. Humann, à la Chambre des députés, le 5 février 1852, voici comment cet impôt se trouve réparti aux divers intéressés :

112,000 fr. par an au maître de poste de Paris.

24,190	à chacun des relais de la 2 ^e classe.
15,540	— — 5 ^e id.
8,285	— — 4 ^e id.
4,665	— — 3 ^e id.
1,555	— — 6 ^e id.

Et rien au relais de la 7^e et dernière classe.

Ainsi voilà un impôt temporaire qui s'est perpétué par privilège, d'une manière inégale et conséquemment injuste.

Après six ans d'attente, M. Conte provoqua la formation d'une commission appelée à émettre son avis sur la double question du retrait des brevets des maîtres de poste et de la mise des relais en adjudication publique. Cette commission, instituée au mois de juillet 1857, n'a rien fait encore. M. Conte, dans son zèle bien entendu de réformateur, lui aurait communiqué toute l'activité de son esprit si, comme nous le croyons, il n'avait pas jugé à propos de céder lui-même aux clameurs de ceux qui jouissent du privilège des

relais. Peut-être nous laissons-nous aller à des craintes mal fondées : nous le désirons dans son intérêt propre, autant que dans celui de la liberté des industries.

De ce coup d'œil général jeté sur les principaux actes de la vie et de la carrière administrative de M. Conte, on peut conclure que cet administrateur s'est acquis de véritables droits à l'estime et à la reconnaissance de ses concitoyens ; toutefois, nous avons à lui reprocher la faiblesse dont il a fait preuve dans son court passage à la Chambre des députés. Appelé, en 1857, à la députation, par le collège électoral de Fours (Loire), il a voté constamment avec le ministère du 15 avril, et a figuré au nombre des 221. L'abandon de ses commettans et sa délaite aux élections du 2 mars 1859 ont dû lui faire comprendre qu'un fonctionnaire, devenu homme politique, est responsable aux yeux de tous, non seulement de ses actes administratifs, mais aussi de ses opinions, de son influence et de son exemple. Nous ne saurions d'ailleurs qu'applaudir à l'exclusion de tous les fonctionnaires du sein de la représentation nationale ; et nous sommes persuadés que M. Conte, rendu exclusivement aux soins de son administration, sera plus utile au pays qu'il n'aurait pu l'être dans la Chambre des députés.

Lors des dernières élections, M. Conte, qui pouvait, comme les ministres et tous les autres fonctionnaires, user de sa position, ou plutôt en abuser, M. Conte écrivit la circulaire que nous allons transcrire ici textuellement.

« Paris, le 8 février 1839.

« Le conseiller d'état, directeur de l'administration des postes,

« A messieurs les inspecteurs, directeurs, sous-inspecteurs et distributeurs des postes.

« Au moment, monsieur, où les collèges électoraux vont s'assembler pour nommer les députés des départements, l'on peut prévoir que de nombreuses publications relatives à cet événement afflueront dans les bureaux de poste et exigeront, de la part des agents de tous grades de l'administration, des efforts extraordinaires pour procurer la prompte expédition de ces objets, non seulement dans les communes pourvues d'établissements de poste aux lettres, mais dans les communes rurales. Je vous invite, monsieur, à redoubler de zèle, d'activité et de surveillance, pour que ce service important ne souffre sur aucun point de votre arrondissement. Vous ferez connaître à vos subordonnés que, sur la moindre plainte fondée de négligence qui serait portée contre eux au sujet du dépôt, de l'expédition ou de la distribution de publications quelconques confiées à la poste et concernant les

élections, à quelque nuance d'opinions que ces publications appartiennent, l'agent qui aura donné lieu à cette plainte sera irrévocablement destitué. — Afin que les agents de tous grades attachés aux bureaux de poste ou de distribution ne prétextent cause d'ignorance sur ce point, les directeurs et distributeurs trouveront ci-jointe une ampliation de la présente circulaire, qu'ils feront afficher dans leurs bureaux, après en avoir donné lecture aux agents placés sous leurs ordres.

« Recevez, monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

« CONTE. »

L'action de M. Conte était d'autant plus louable qu'il n'ignorait pas tout ce que tentaient les agents supérieurs du gouvernement pour influencer les élections en faveur de leurs candidats, et que sa conduite pouvait être blâmée. Mais la circulaire que nous venons de transcrire ne constate pas seulement son indépendance au milieu de ses fonctions, elle le justifie encore et du peu d'efforts qu'il fit pour sa réélection à Fours, et de son indifférence dans l'essai du ministère pour le faire nommer en remplacement de M. Pflieger. Afin d'atteindre son but, le ministère avait transféré le siège du collège d'Altkirk à Huningue : M. Conte ne bougea pas, et M. Pflieger fut réélu.

Disons, en terminant, que M. Conte n'a pas toujours été à l'abri des censures de la presse. On lui a reproché l'avidité qu'il aurait mise à se créer de gros traitemens, tant pour lui que pour sa famille, et l'avancement qu'il aurait donné à ses trois fils, au mépris des droits et des services d'employés plus anciens. Nous avons cru qu'il était de notre devoir de vérifier l'exactitude de ces bruits. Les renseignemens authentiques que nous nous sommes procurés constatent les faits suivans :

Le traitement du directeur général des postes, qui était de 40,000 fr. au mois de juillet 1850, a été réduit à 20,000 fr. par l'ordonnance du 5 janvier 1851.

Informé, en 1852, que le baron Louis avait l'intention d'élever son traitement annuel à 50,000 fr., M. Conte déclina cette faveur, en remerciant le ministre de sa bienveillance.

De ses trois fils, tous employés à l'administration des postes, l'un est chef de bu-

reau, le second sous-chef, le troisième simple commis. Ils sont âgés, le premier de trente-deux ans, le second de trente, le troisième de vingt-six. Leur entrée dans l'administration des postes date de 1824, de 1830 et de 1831. Tous trois ont commencé par être surnuméraires, et ont passé par tous les grades, avant d'arriver à la position qu'ils occupent.

Nous n'approuvons pas l'accaparement des fonctions publiques au profit de telle ou de telle autre famille; mais nous ne saurions non plus considérer les services d'un père comme un titre d'exclusion pour ses enfans. S'il est vrai, comme on nous l'a dit, que les fils de M. Conte aient déjà donné, dans les emplois qu'ils occupent, des preuves de zèle et de capacité, le pays ne blâmera point les promotions dont ils ont été l'objet. C'est à eux à justifier leur avancement par le travail, et à porter dignement leur nom. Néanmoins, et il ne faut pas que M. Conte l'oublie, nous serons toujours en droit de nous défier d'une position qui remet aux mains d'un père la balance dans laquelle seront pesés les services de ses propres enfans.

M. Conte est conseiller d'état depuis 1837; il avait été nommé maître des requêtes en 1832.

Voici la date de ses promotions dans la Légion-d'Honneur: Chevalier en 1819, officier en 1833, commandeur en 1836.

A la suite des conventions postales que la France a conclues avec la Prusse et la Grèce, M. Conte a reçu, en 1837, la décoration de commandeur de l'Aigle rouge de Prusse, et en 1838, celle de grand commandeur de l'ordre du Sauveur, institué en Grèce.

VANDENZANDE (LAMBERT-FERDINAND-JOSEPH).

M. VANDENZANDE (*Lambert-Ferdinand-Joseph*), né le 13 mars 1780, à Bruxelles, où son père exerçait la chirurgie, fit ses études au collège Thérésien de cette ville. Il

quitta Bruxelles à l'âge de 18 ans pour aller étudier les mathématiques à Paris. Élève à l'École polytechnique, il en sortit au bout de deux ans pour entrer dans les douanes à Rouen. Il y était premier commis de la direction, lorsqu'en 1813 M. Ferrier, directeur général, l'appela à l'administration centrale à Paris, où, après avoir été successivement sous-chef, chef de bureau et chef de division, il fut nommé, le 1^{er} janvier 1831, sous-directeur, membre du conseil. Le 1^{er} mai suivant, il reçut la décoration de la Légion-d'Honneur. Sa division a dans ses attributions le commerce des colonies françaises, la navigation, les entrepôts, le transit, le cabotage, les traités, les impressions, les instrumens de perception et le matériel qui s'y rapporte.

M. Vandenzande qui, dans ses momens de loisir, a cultivé la poésie, était membre de la Société de littérature de Bruxelles. Cette Société a inséré dans ses recueils, depuis 1800 jusqu'à 1826, un grand nombre de pièces de vers de sa façon.

CASTEX (BERTRAND-PIERRE).

Le lieutenant-général vicomte *Bertrand-Pierre* CASTEX, né en 1771, à Pavie (Gers), entra au service en qualité de maréchal-des-logis en 1792, à l'organisation d'une compagnie départementale qui fut créée à Auch à cette époque, et qui fut incorporée un an après dans le 24^e régiment de chasseurs à cheval.

Il commença ses premières campagnes aux Pyrénées occidentales, en 1793, et fit successivement, sous la république, le consulat et l'empire, les campagnes d'Allemagne, de Prusse, de Russie et de France, y compris celle de 1815, et en 1823 celle d'Espagne.

M. Castex obtint tout son avancement dans le même régiment jusqu'au grade de major, et fut nommé colonel sur le champ de bataille d'Iéna, le 14 octobre 1806. Cité

au bulletin de l'armée pour une charge brillante, exécutée à la tête du 7^e chasseurs, et sous les yeux de l'empereur, il recueillit de sa bouche ces paroles : « *Allez dire à votre régiment que je savais depuis longtemps que les chasseurs valaient mieux que les Saxons et les Prussiens; vous êtes un brave, je vous nomme colonel.* »

M. Castex n'a dû son avancement dans l'ordre de la Légion-d'Honneur, jusqu'au grade de commandeur inclus, qu'à sa conduite militaire à l'armée, comme à Eylau et à Friedland, où il exécuta plusieurs charges heureuses; et son grade de général de brigade à la part qu'il prit à la bataille de Wagram, en enlevant un carré d'infanterie à la tête de son régiment. L'empereur le nomma baron et le dota en 1807; plus tard, sous la restauration, il fut nommé grand-officier de la Légion-d'Honneur (24 août 1820), chevalier (1814), commandeur (1^{er} mai 1821), grand-croix de l'ordre de Saint-Louis (5 novembre 1827), et, en 1825, grand-croix de l'ordre de Saint-Ferdinand d'Espagne.

Pendant la campagne de Russie, le général Castex commandait l'avant-garde du 2^e corps et l'arrière-garde dans la retraite depuis Borisoff jusqu'à Vilna; les avantages qu'il obtint sur l'ennemi dans cette campagne, notamment au passage de la Bérésina où il fut blessé, lui valurent le grade de général-major des grenadiers à cheval de la garde.

Nommé général de division après la bataille de Dresde, il resta attaché au même corps, fit la campagne de France en 1814, à la tête d'une division de cavalerie de la garde, et reçut une blessure devant Liège. En 1815, il commanda une division de cavalerie à l'armée de Lecourbe; les habitants de Bèfort n'ont point perdu le souvenir des pertes que cette division fit éprouver à l'ennemi. (Voir les *Victoires et Conquêtes*. Tome XXIV, page 521.)

Le commandement de la 6^e division mi-

litaire lui fut confié en 1817; il le conserva jusqu'en 1825. Les regrets qu'il emporta en quittant la Franche-Comté sont le meilleur témoignage du bien qu'il y fit. Dans cet intervalle, il fut créé vicomte.

Après la campagne d'Espagne en 1823, il fut chargé de plusieurs inspections de cavalerie, et en 1827, il passa au commandement de la 5^e division militaire jusqu'en 1850.

En 1824, M. le général Castex fut élu député par les électeurs du département du Haut-Rhin, et se montra à la chambre, où il siégea jusqu'en 1827, plein des sentimens de modération et de patriotisme qui ont toujours dirigé sa conduite.

À la suite des événemens de 1850, il s'est retiré à la campagne, et a été élu par son canton membre du conseil général du Bas-Rhin.

CAMBACÉRÈS (MARIE-JEAN-PIERRE-HUBERT DE).

M. CAMBACÉRÈS (*Marie-Jean-Pierre-Hubert DE*) est né à Solingen (dans le grand duché de Berg) le 20 septembre 1798. Après avoir fait ses études à Paris, il fut admis au nombre des pages de l'empereur le 1^{er} avril 1812. Il suivit, en cette qualité, l'impératrice Marie-Louise, lors de sa retraite sur Blois, et fit le dernier le service auprès du roi de Rome, en escortant ce prince dans le trajet de Blois à Orléans.

Les pages, après avoir été ramenés à leur hôtel de Versailles, ne tardèrent pas à y être licenciés, et M. de Cambacérès fut nommé sous-lieutenant dans un régiment de chasseurs à cheval. Son extrême jeunesse, et la position exceptionnelle de sa famille à la suite des événemens qui venaient de s'accomplir, lui firent aisément obtenir la permission de ne pas rejoindre immédiatement le corps auquel il appartenait, pour rester à Paris auprès de son oncle, l'ex-archichancelier. Il s'y trouvait encore en 1815, quand la nouvelle du débarquement de Na-

poléon en France vint se à répandre. Il n'hésita pas à y rester pour attendre l'issue de cette expédition fabuleuse ; s'exposant ainsi à subir les suites de sa désobéissance formelle aux ordres récemment donnés à tous les officiers de partir pour leurs régimens dans les vingt-quatre heures.

Immédiatement après l'entrée de l'empereur dans la capitale, M. de Cambacérès sollicita et obtint la faveur de reprendre ses anciennes fonctions ; et bientôt il fut nommé premier page. Ce titre lui procura l'avantage de faire la campagne dont tout annonçait la prochaine ouverture. Il suivit l'empereur à l'armée. Le 16 juin, il se rendait du quartier général du maréchal Ney à celui de l'empereur, en compagnie de M. Dumoulin, de Grenoble, officier d'ordonnance, lorsqu'ils tombèrent dans une embuscade de hussards prussiens. M. de Cambacérès fut fait prisonnier, après avoir été blessé d'un coup de sabre au bras droit, et avoir eu son cheval tué sous lui par plusieurs balles. Conduit à Bruxelles et à Anvers, et de là à Bolsward, en Frise, il y resta prisonnier de guerre jusqu'à la fin de l'année. Dès qu'il fut libre, il vint à Paris, où il arriva pour assister au départ de son oncle, compris parmi ceux auxquels était applicable la loi du 12 janvier 1816, et qui fut réduit à aller chercher sur la terre étrangère un repos et une sécurité qu'il ne trouvait plus dans son pays. M. de Cambacérès suivit alors le seul parti qu'il eût à prendre ; il renonça à la carrière militaire à laquelle il s'était destiné, et donna sa démission du grade de sous-lieutenant qui lui était antérieurement acquis. Il était assez jeune encore pour continuer, ou plutôt pour recommencer son éducation restée fort incomplète à cause de la brièveté de ses études premières, auxquelles il n'avait eu ni le temps ni le loisir de donner la suite nécessaire. Il entreprit, dans ce but, plusieurs voyages à l'étranger ; il se fixa ensuite à Paris, et se fit admettre, en 1825, au tableau de l'ordre des avocats à la

Cour royale. Il y accomplissait son stage, lorsque la mort enleva, en 1824, l'ex-archichancelier, son oncle, qui l'avait institué son principal héritier.

Ce fut pour conserver la part la plus précieuse de cet héritage, pour ne pas se laisser enlever les papiers importants dont la propriété lui avait été spécialement léguée, que M. de Cambacérès soutint contre le gouvernement de Louis XVIII un procès qui eut, à cette époque, un grand retentissement. La nouveauté et la gravité de la cause, non moins que le talent avec lequel elle fut défendue surtout par M. Dupin aîné, fixèrent vivement l'attention publique sur cette affaire particulière, devenue presque une affaire d'état. Nous devons rendre cette justice à celui qui y jouait, en définitive, le principal rôle, qu'il opposa aux prétentions d'un gouvernement représenté par un ministre habile et d'un caractère énergique une résistance à la fois modérée dans la forme, mais inflexible quant au fond. En cette occasion, M. de Cambacérès sut remplir, dans toute leur étendue, les obligations qui lui étaient imposées envers la mémoire de celui dont il avait à faire respecter la volonté, et celles qu'il avait volontairement contractées envers la société entière, dont il pouvait compromettre le droit par une condescendance qui eût servi à fixer la jurisprudence administrative sur un point à l'égard duquel elle était encore incertaine.

Nous ne voulons certainement pas louer M. de Cambacérès d'avoir fait son devoir ; mais, en songeant à son âge ainsi qu'à sa position, et en se reportant au temps, nous croyons qu'il faut lui savoir gré de s'en être acquitté en homme qui ne puise le mobile de ses actions que dans les inspirations de sa conscience. Les scellés apposés, à son domicile, sur les papiers en litige, dans les premiers jours de mars 1824, ne furent levés que vers la fin de 1828, à l'avènement de M. le comte Portalis au ministère de la

justice, en remplacement de M. le comte de Peyronnet.

La révolution de juillet, à laquelle M. de Cambacérès n'a pris aucune part, puisqu'il était en Suisse quand elle a éclaté, est venue mettre fin à l'espèce d'ilotisme politique auquel l'avait condamné la restauration. Dès le principe, il se rangea sous les drapeaux de la dynastie nouvelle, et s'est montré fidèle à cette espèce d'engagement dans toutes les prises d'armes de la garde nationale, à la tête de la compagnie qui, déjà quatre fois, lui a déferé le commandement, et qui lui a offert un sabre d'honneur en témoignage d'estime.

M. de Cambacérès a manifesté ses principes dans les professions de foi politique qu'il a publiées à l'appui de ses candidatures aux élections du 10^e arrondissement de Paris, en 1851 et 1854. Cette double tentative est demeurée sans succès; mais la défaite de M. de Cambacérès a été, chaque fois, des plus honorables; et ses concitoyens, témoins et juges de sa conduite, l'ont choisi, en 1854, presque à titre de dédommagement, pour leur représentant au conseil général de la Seine. Ils le rangèrent ainsi dans une des catégories pour l'admission à la chambre des pairs; le roi lui en ouvrit bientôt les portes.

Le 50 mai 1857, M. de Cambacérès a été nommé chevalier de la Légion-d'Honneur; il l'aurait été vingt-deux ans plus tôt, sans le désastre de Waterloo.

BOURSY (JEAN-CHARLES-AMAND).

M. Boursy (*Jean-Charles-Amand*), né au Havre, le 24 novembre 1778, conseiller d'état, directeur de l'administration des contributions indirectes, est entré, en 1807, dans l'administration des droits réunis, en qualité de surnuméraire; il y a parcouru rapidement les grades inférieurs, et est parvenu, dès 1812, à celui de chef de division.

En 1815, l'imputation de libéralisme le fit destituer: mais son travail était utile: il était spécialement chargé de refaire la législation de l'impôt; le directeur général d'alors le maintint en fonctions, d'abord secrètement, puis ensuite ostensiblement.

Il a traversé toute la restauration dans ce même grade de chef de division: chargé constamment de la partie la plus importante du service, il passait pour une des premières capacités de l'administration; mais ses opinions connues l'excluaient des faveurs, et il demeura sans aucun avancement.

A la révolution de juillet, ayant repris son uniforme de capitaine de la garde nationale au premier signal, il fut envoyé par le comité réuni chez M. Laffitte, avec le général Pajol, à la tête d'une trentaine de gardes nationaux qu'il réunit à la hâte, pour prendre possession du trésor. La troupe de ligne sortait par une porte quand le faible détachement qu'il conduisait entraît par une autre. Il s'y enferma, se mit en état de prévenir tout désordre, et, au bout de vingt-quatre heures, il put remettre l'hôtel des finances intact à l'autorité qui venait d'être constituée.

La décoration de Juillet lui fut décernée pour ce service.

Le 5 janvier 1851, à la réorganisation des administrations financières, M. Boursy fut placé à la tête de celle des contributions indirectes, qu'il dirige encore aujourd'hui, puis, appelé au conseil d'état, d'abord comme maître des requêtes, ensuite comme conseiller d'état.

Il est officier de la Légion-d'Honneur depuis le 50 avril 1854.

Sous sa direction, le service des contributions indirectes, vivement ébranlé par la commotion de 1850, s'est raffermi et consolidé. Les produits du chiffre de 168 millions, auxquels ils s'élevaient seulement la première année de son exercice, c'est à dire en 1851, se sont accrus considérablement d'année en année et sont parvenus,

en 1858, à 220 millions, sans aucune augmentation de tarif.

LARIBOISIÈRE (HONORÉ BASTON, comte de).

M. le comte *Honoré BASTON DE LARIBOISIÈRE* est né à Fougères (département d'Ille-et-Vilaine). Le désir de son père et sa vocation le déterminèrent fort jeune à embrasser la carrière des armes.

Reçu en 1807 à l'École polytechnique, il fut admis à la fin de sa seconde année dans l'arme de l'artillerie qu'il avait demandée lors de son examen. La promotion à laquelle il appartenait ne resta que six mois à l'École de Metz. Appelé de suite à l'armée en qualité de lieutenant, il débuta par la bataille de Wagram. Après la paix il fut chargé de différentes missions en Westphalie et en Pologne.

De retour en France il fut nommé aide-de-camp du premier inspecteur général de l'artillerie (le comte de Lariboisière, son père) : c'est en cette qualité qu'il l'accompagna à Toulon, où la présence d'une flotte anglaise dans la rade d'Hyères l'avait appelé. De là ils partirent pour se rendre sur les bords du *Niémen*, où se réunissait la grande armée.

Les fonctions que le jeune Lariboisière remplissait auprès du général en chef de l'artillerie le mirent à même d'entrer dans tous les détails de cet immense service, devenu surtout si compliqué et si difficile pendant la campagne de Russie. Il assista à presque tous les engagements qui précédèrent l'entrée de l'armée à Vitepsk, puis à la bataille de Smolensk et à celle de la Moscowa. Là l'attendait un cruel chagrin ; son frère unique, officier au premier régiment de carabiniers, fut blessé à mort, et expira après plusieurs jours de souffrance. Ce coup fut terrible ; son père en le recevant s'écria : « La balle qui a tué mon fils va priver la patrie de deux bons serviteurs. » Triste pressentiment qui ne tarda pas à se réaliser.

Arrivé devant Moscou, il accompagna son père, que l'empereur chargea d'aller enlever le Kremlin que défendaient encore quelques Cosaques. Témoin de l'incendie de cette grande ville, il ne la quitta que lorsque l'armée l'eut entièrement évacuée. Promu, à peu près à cette époque, au grade de capitaine, il fit la retraite en qualité d'adjoint à l'état-major général de l'artillerie. Il se trouva aux batailles de Malo-Jaroslavitz et de Krasnoë.

Au passage de la Berezina, au moment où il allait atteindre l'un des ponts, son cheval fut tué. Tombé sous lui, il serait probablement resté parmi les morts, sans un domestique qui le débarrassa et l'aïda à passer la rivière. Il avait échappé aux dangers de la retraite ; mais à Königsberg l'attendait un nouveau malheur. Son père, qui luttait depuis Vilna contre la maladie, expira en arrivant dans cette ville.

Épuisé par les fatigues et le chagrin, malade, les deux pieds gelés, le capitaine Lariboisière reçut l'ordre de rentrer en France. C'est à cette époque que la décoration lui fut donnée. Il était employé à la direction d'artillerie de Paris, lorsque l'empereur l'attacha à sa personne en qualité de chambellan, puis le nomma capitaine d'état-major dans la garde nationale lorsqu'il l'organisa, fonctions qu'il remplit sans quitter celles qu'il avait dans l'artillerie.

Après la bataille de Paris, M. Lariboisière fut du nombre des officiers qui se rendirent à Fontainebleau.

Le 20 mars le trouva libre de tout engagement avec la Restauration. L'empereur, en lui rendant le titre de chambellan et en le nommant l'un de ses officiers d'ordonnance, lui dit publiquement *que la mémoire de son père lui imposait l'obligation de songer à lui.*

M. Lariboisière fut de suite envoyé en mission dans les départemens de l'Ouest, où des soulèvemens n'avaient pas tardé à éclater. Rappelé auprès de l'empereur au mo-

ment de son départ pour l'armée, il arriva pour assister au désastre de Waterloo.

M. Lariboisière appartenait au gouvernement qui venait de finir par tous ses souvenirs et par toutes ses afflictions ; il n'hésita donc pas à quitter le service après les Cent-Jours. Marié avec une fille de M. le comte Roy, sa vie, à partir de cette époque et jusqu'au jour où il fut appelé à la Chambre des députés, fut uniquement consacrée à des occupations particulières. Député, il s'assit sur les bancs de l'opposition, et vota avec les 221 l'adresse qui amena de si grands événemens.

L'on a prétendu, dans les couloirs de la chambre, et quelques journalistes ont répété, que M. Lariboisière avait fait partie de la société des carbonari. Ce fait est inexact ; M. Lariboisière fut présenté à l'une des ventes par le peintre Vernet. Mais le but de la société ne lui ayant point paru en harmonie absolue avec ses opinions intimes, M. Lariboisière déclara ne pas vouloir être admis. C'est qu'en effet la pensée intime du carbonarisme était franchement républicaine (*voir les notices consacrées à MM. BUCHEZ, BARTHE, MÉNILHOU, TRÉLAT, etc., etc.*), et que M. Lariboisière n'a jamais cessé d'être non seulement monarchiste, mais encore aristocrate.

Elu deux fois par les arrondissemens de Fougères et de Vitry, alors réunis, puis également deux fois par celui de Fougères isolément, M. Lariboisière a siégé sans interruption sur les bancs de la chambre des députés depuis 1829 jusqu'en 1855, époque à laquelle il a été élevé à la pairie.

Conséquent avec lui-même, M. Lariboisière a voté, lors de la discussion de la loi d'élection, dans la session qui suivit la révolution de juillet, pour le cens électoral à 500 fr., et pour le cens d'éligibilité à 1,000 francs. Plus tard, il appuya de sa boulevartée la pensée ministérielle qui tentait de conserver l'hérédité de la pairie ; mais c'est aussi avec la même franchise qu'il continua de se

montrer hostile aux hommes de la restauration, en repoussant la proposition relative aux pensions des chouans (1).

A l'occasion des troubles survenus en 1854 sur la place de la Bourse, et du rôle qu'y avaient joué des assommeurs à gage, M. Lariboisière s'éleva contre l'enquête faite par l'honorable M. Salverte, député du 5^e arrondissement de la Seine, et se montra dans cette circonstance l'un des souteneurs quand même d'un gouvernement qui lui paraît, sans doute, le seul garant de l'ordre public (séance du six mars).

M. Lariboisière, du reste, a eu le bonheur de n'avoir jamais à tirer l'épée contre ses concitoyens.

Colonel de la cinquième légion de la garde nationale de Paris, depuis 1850, M. Lariboisière a pris part, à la chambre, à la discussion de la loi relative à l'organisation de la garde nationale, et a demandé que le choix du colonel fût abandonné aux votes des officiers.

Pendant sa carrière législative, M. Lariboisière a été membre d'un grand nombre de commissions, dont plusieurs fort importantes, telles que celles du budget et des fonds secrets.

Depuis qu'il siège à la chambre des pairs, M. Lariboisière a fait acte d'opposition au ministère, en attaquant la loi sur les armes spéciales. Dans toutes les autres circonstances, il nous a paru dévoué aux principes d'après lesquels le pouvoir se dirige.

Depuis 1850, M. Lariboisière a dû aussi à l'élection de représenter l'arrondissement de Fougères au conseil général d'Ille-et-Vilaine.

(1) M. Édouard Bucquet se trompe lorsqu'il dit, dans son *Compte-rendu des sessions législatives*, que M. Lariboisière s'est montré favorable à la cause des soldats du droit divin. La conduite tenue à l'issue de la session par les chouans envers la mère de M. Lariboisière, qui fut assaillie dans son château, prouve que les légitimistes avaient apprécié avec plus de connaissance de cause les opinions et le vote du député de Fougères.

WIMPFEN (DAGOBERT-SIGISMOND-LAURENT,
baron DE).

Le général Wimpffen, né le 7 février 1782 au château de Gunthersbourg, près de Francfort-sur-le-Mein, appartient à l'une des plus anciennes familles du cercle de Souabe (1). Enfant encore, il prit rang dans l'armée française, au 6^e bataillon du Bas-Rhin, et fut peu après suspendu de ses fonctions de sous-lieutenant par les représentants du peuple Reubel et Merlin, comme n'ayant point l'âge voulu par la loi pour porter l'épaulette. Le 22 décembre 1799, il entra dans la 44^e demi-brigade, en qualité de lieutenant à la suite, et fut, peu de jours après, attaché au général Thuring, comme aide de camp. Le 6 août suivant, il passa au 9^e des hussards, comme lieutenant à la suite. Le 25 octobre de la même année, il fut admis lieutenant en pied, se distingua dans diverses affaires sur les bords du Rhin, et fut nommé capitaine, le 22 mars 1807.

Après avoir fait partie du corps d'armée des côtes de l'Océan, il rejoignit la grande armée, et fit avec elle (1807-1808) les campagnes de Prusse et de Pologne, pendant lesquelles (1^{er} octobre 1807) il fut décoré de la croix de la Légion-d'Honneur, insigne qui avait été demandée pour lui à la suite de l'affaire de Saalfelden (10 octobre 1806), où il avait été grièvement blessé.

Après avoir fait, en 1809, la campagne d'Autriche, le capitaine Wimpffen fut nommé chef d'escadron au 9^e des cheveu-légers, le 5 août 1811, et fit en cette qualité la campagne de Russie. Blessé d'un coup de sabre au cou en avant de Vitepsk, le 28 juin 1812, où, à la tête de deux escadrons, il culbuta huit escadrons russes, M. de Wimpffen fut, le 1^{er} mars suivant, créé

major du 1^{er} des hussards croates et se trouva, le 5 avril, à l'affaire de Mockern, où il fut blessé de deux coups de sabre à la tête, et tomba au pouvoir de l'ennemi.

Pendant la retraite de Russie, M. de Wimpffen fit partie du premier des quatre escadrons sacrés qu'on avait formés, pour servir d'escorte à l'empereur, des officiers des quatre corps d'armée de cavalerie, et fut du petit nombre de ceux qui restèrent sous le drapeau jusqu'au moment où l'empereur partit pour la France.

Rentré en France à la suite des événements de 1814, le major de Wimpffen fut placé, le 16 novembre 1814, dans le 2^e des lanciers, en qualité de major à la suite, et reçut, le 4 décembre, la croix du Mérite Militaire.

Licencié en 1815, comme tous ses frères d'armes du corps d'armée de la Loire, il fut peu après (2 novembre 1815) nommé lieutenant-colonel des dragons du Calvados, et passa en la même qualité, en 1820, dans la garde royale, avec rang de colonel. Créé officier de la Légion-d'Honneur, le 25 avril 1821 (1), M. de Wimpffen fut nommé colonel du 7^e des chasseurs, le 8 mai 1822. Il fit partie du corps d'armée qui fit, en 1823-24, la campagne d'Espagne, et fut fait commandeur de la Légion-d'honneur, le 8 septembre 1825, et chevalier de deuxième classe de l'ordre de Saint-Ferdinand, le 25 novembre suivant. M. de Wimpffen avait en outre été créé chevalier de Saint-Louis pendant les premiers mois de la restauration.

M. de Wimpffen a été fait maréchal de camp, le 16 juin 1834, et chargé du commandement des Hautes-Pyrénées. Depuis lors, il est passé à celui du département de l'Orne.

(1) Cette distinction avait été sollicitée pour lui sous l'Empire par les généraux Nansouty, Latour-Maubourg et Gobrecht.

(1) Nous ignorons à quelle occasion cette famille prit le nom de la ville de Wimpffen. Nous trouvons dans des documents généalogiques que Sigismond, Hermann de Wimpffen, général des armées impériales, fut élevé par l'empereur Charles IV, en 1373, de la qualité de chevalier, au rang de baron.

RICARD (JOSEPH-BARTHÉLEMY-HONORÉ-LOUIS-AMABLE, DE).

M. DE RICARD (*Joseph-Barthélemy-Honoré-Louis-Amable*), né à Cette, département de l'Hérault, le 17 novembre 1787, se destina de bonne heure à l'état militaire; mais, contrarié par ses parens qui n'avaient que lui d'enfant, ce ne fut que le 25 mars 1806 qu'il entra à l'Ecole militaire de Fontainebleau. Il en sortit la même année, le 10 octobre, avec le brevet de sous-lieutenant au 4^e régiment de chasseurs à cheval; ce régiment était alors dans le royaume de Naples. L'état de paix dont on jouissait dans cette partie de l'Italie engagea le jeune Ricard à demander à être employé dans un des corps d'armée qui étaient alors en campagne. Il reçut en effet son ordre de passage au 10^e régiment de chasseurs à cheval, et fit dans ce régiment les campagnes d'Espagne de 1808, 1809 et 1810.

Les cousins germains du sous-lieutenant de Ricard, MM. Clary, neveux du roi Joseph, étaient alors au service de ce prince; leur position à la cour d'Espagne promettait un puissant appui au sous-lieutenant du 10^e chasseurs, si, à l'exemple de plusieurs officiers de l'armée française, il eût consenti à passer au service de l'armée espagnole. Les instances de ses parens ne purent vaincre la résolution du jeune officier, qui, le 7 octobre 1810, fut nommé lieutenant et aide-de-camp du lieutenant-général Barbon qui commandait alors à Ancône.

Le 21 août 1815, le lieutenant Ricard reçut le brevet de capitaine; il fit les campagnes de 1815 et 1814 à la grande armée, et fut mis en disponibilité à la première restauration.

Il se fixa à Paris et s'y livra à l'étude. Au retour de l'empereur de l'île d'Elbe, le capitaine Ricard fut placé au 7^e régiment de hussards; il organisa la 8^e compagnie de ce régiment à Abbeville, et, au moment où il était en route pour rejoindre, il reçut la nou-

velle des désastres de Waterloo et l'ordre de rentrer au dépôt. Peu de jours après, il fut envoyé avec sa compagnie dans un régiment de lanciers provisoire, commandé par le lieutenant-colonel Chatry de La Fosse; ce corps fut un des derniers qui passèrent la Loire. Le capitaine Ricard rejoignit son régiment; il y reçut l'ordre de sa mise en disponibilité, où il était avant les Cent-Jours, et revint à Paris.

Le colonel Trobriand, qui avait pris le commandement du 7^e hussards, après la proscription du colonel Marbot, et qui portait un vif intérêt au capitaine Ricard, vint le tirer de l'état d'isolement où il vivait à Paris. On réorganisait alors l'armée française: les colonels, chargés de la formation des nouveaux régimens, avaient une grande latitude pour la composition de leurs cadres. Le colonel Trobriand présenta le capitaine Ricard au colonel Brincard, qui organisait le 2^e régiment de chasseurs à cheval ou chasseurs des Alpes, et qui admit cet officier à concourir à la formation du nouveau régiment.

Cependant la nomination du capitaine Ricard s'étant fait attendre quelque temps, cet officier dut quitter Paris, en exécution des ordres de la place, comme n'étant point né dans cette ville; il se retira au Mans, où il ne tarda pas à recevoir sa nomination au 2^e régiment de chasseurs à cheval.

En 1818, le colonel Brincard ayant quitté le commandement des chasseurs des Alpes, le capitaine Ricard, dont le père, administrateur de la marine, venait d'être employé à la Martinique, demanda à passer dans cette colonie. Cette demande, appuyée par le lieutenant-général Donzelou, qui venait d'être nommé gouverneur de cette même colonie, fit obtenir au capitaine l'emploi d'adjoint à l'état-major du gouverneur (15 mars 1818).

En 1822, l'état-major de la Martinique ayant été réduit, et plusieurs des officiers qui en faisaient partie ayant été envoyés en France, le capitaine Ricard fut placé dans

le 2^e bataillon de la Martinique, où il servit jusqu'au licenciement de ce corps, qui eut lieu en 1825. Le 6 janvier 1826, le capitaine Ricard fut admis au 1^{er} régiment d'infanterie de la garde royale.

A cette époque le lieutenant-général Donzelou ayant été remplacé dans le gouvernement de la Martinique par le général de Bouillé, aide-de-camp de Charles X, on créa près du gouverneur un chef d'état-major. Cette place fut donnée au capitaine Ricard, qui, à cet effet, fut retiré de la garde et nommé chef de bataillon : il partit avec le nouveau gouverneur pour sa nouvelle destination.

En 1829, le comte de Bouillé ayant été remplacé dans le gouvernement de la Martinique, la place de chef d'état-major fut supprimée.

Le commandant Ricard fut mis en traitement de réforme par suppression d'emploi, et, peu après (22 novembre 1829), nommé major au 25^e de ligne. Le 25 octobre 1852, il fut promu au grade de lieutenant-colonel au même régiment, et le 1^{er} janvier 1858, il a été nommé colonel du 5^e régiment d'infanterie légère.

Quoique la croix de la Légion d'Honneur eût été demandée plusieurs fois pour M. Ricard de 1809 à 1814, ce ne fut que le 17 janvier 1815 qu'il reçut cette décoration ; il la dut aux instances pressantes et répétées de son ancien général, le lieutenant-général Barbou, qui fit revivre les anciennes demandes faites en sa faveur.

Le 22 mars 1822, il fut décoré de la croix de Saint-Louis.

Le 50 avril 1856, il reçut la croix d'officier de la Légion d'Honneur.

Pendant son long séjour à la Martinique, de 1818 à 1829, soit à l'état-major du général Donzelou, soit à celui de M. de Bouillé, le colonel Ricard fut assez heureux pour pouvoir rendre quelques services. Il le fit toujours avec empressement, et les hommes de toutes les classes et de tous les partis, les ré-

fugiés des nations étrangères, les malheureux proscrits de leur pays n'ont pas tous oublié l'empressement qu'il mit à leur être utile et à obtenir l'adoucissement aux ordres rigoureux dont ils étaient souvent l'objet.

LE NOIR (AUGUSTE-NICOLAS, vicomte).

La vie militaire du général Le Noir se résume en quarante-trois ans de service ou d'activité, vingt-deux campagnes de guerre, et dix-huit mois de captivité en Russie. Peu d'hommes ont fourni une aussi longue carrière militaire, peu aussi en ont eu une mieux remplie.

Né à Paris, le 29 juillet 1776, M. Auguste-Nicolas Le Noir partit comme volontaire, le 1^{er} septembre 1795, dans le 9^e bataillon de Paris, et fit avec ce corps les campagnes des ans 2, 5, 4, 5, 6 de la république. Après avoir passé successivement par tous les grades de sous-officier, il fut nommé sous-lieutenant dans la 98^e demi-brigade, le 21 juillet 1799, lieutenant le 6 novembre 1801, adjudant-major le 7 février 1805, et passa dans le 92^e régiment de ligne avec le grade de capitaine, en 1804 (7 août). L'année suivante (21 septembre 1805), il passa avec le grade de capitaine adjudant-major dans les grenadiers à pied de la garde impériale, et se trouva en cette qualité aux affaires d'Ulm et d'Austerlitz, et, après avoir fait la campagne de Pologne, passa en 1808 en Espagne, où il fut fait chef de bataillon le 29 avril 1809.

Nommé, le 8 février 1812, colonel du 1^{er} régiment des tirailleurs de la garde impériale, M. Le Noir fit, à la tête de ce corps, la campagne de Russie, eut la jambe droite emportée d'un boulet de canon, le 17 novembre 1812, à l'affaire de Krasnoë, et, peu de jours après, le 10 décembre, tomba au pouvoir de l'ennemi. Sa captivité dura jusqu'au 14 juin 1814.

Pendant les guerres de l'empire, M. Le Noir s'était distingué dans diverses affaires,

et avait été nommé chevalier de la Légion-d'Honneur, le 26 mai 1808, chevalier de l'empire, le 15 mars 1810, officier de la Légion-d'Honneur, le 15 mai 1812, et baron, le 20 novembre de la même année. Il fut fait, dès sa rentrée en France (25 juillet 1814), chevalier de Saint-Louis; peu de temps après, 21 décembre, maréchal de camp, et le 31 janvier 1815, commandeur de la Légion-d'Honneur.

Chargé en 1815 (20 janvier) du commandement d'armes de la place de Dunkerque, M. Le Noir la maintint sous l'autorité royale jusqu'au 24 mars, c'est à dire jusqu'au moment où Louis XVIII eut lui-même abandonné le sol de la patrie. A cette époque, il obéit aux ordres des ministres de Napoléon, jusqu'au jour où de nouveaux ordres lui enjoignirent de faire de nouveau flotter le drapeau blanc sur les murs de Dunkerque.

Le 16 janvier 1816, M. Le Noir fut mis à la retraite par suite des dispositions de l'ordonnance du 1^{er} août précédent, relatives aux officiers mutilés au service; toutefois, lorsque le général Latour-Maubourg fut nommé au ministère de la guerre, M. Le Noir fut appelé auprès de lui (28 décembre 1819) en qualité de chef de division du personnel de l'infanterie, poste qu'il conserva jusqu'en 1822, époque où il fut porté sur le cadre des maréchaux de camp en disponibilité. Il fut mis à la retraite le 2 décembre 1824.

Le 15 juin suivant, M. Le Noir fut nommé membre du conseil de l'hôtel des Invalides.

Après les événemens de juillet 1830, le nouveau gouvernement sentit le besoin de réorganiser l'école de Saint-Cyr. M. Le Noir fut (4 août) d'abord chargé de ce commandement important, qu'il abandonna, le 20 août suivant, pour aller prendre celui de la succursale de l'hôtel des Invalides à Avignon, poste qu'il occupe encore aujourd'hui.

M. Le Noir a été créé vicomte par let-

tres patentes de Louis XVIII, du mois de mai 1821.

LOUVOIS (AUGUSTE-M.-F., LETELLIER DE SOUVRE, marquis de) (1).

M. *Auguste-Michel-Félicité* LETELLIER DE SOUVRE, marquis DE LOUVOIS, est le dernier descendant du ministre de Louis XIV, et le seul de ce nom. Il naquit le 5 décembre 1785. Son père, colonel du régiment royal-Roussillon, mourut le 5 août 1785; la mère de M. de Louvois était mademoiselle de Bombelles; elle mourut en 1821.

En 1791, madame de Louvois, veuve et persécutée, fut obligée de s'expatrier; elle resta avec son fils pendant plusieurs années en Suisse, puis en Allemagne. En l'an V, M. de Louvois, ayant atteint l'âge de treize ans, fut placé sur la liste des émigrés, mais sa mère obtint bientôt la radiation d'un enfant; elle eut le courage de se séparer de lui et le fit rentrer en France. M. de Louvois vint reprendre possession de ses biens et de sa propriété d'Ancy-le-Franc. Néanmoins il ne retrouva que les quatre murs de son château, dont tout le mobilier avait été vendu par de faux commissaires qui s'étaient approprié et avaient emporté en Suisse le fruit de leur escroquerie. Outre la perte d'un mobilier considérable et précieux, M. de Louvois eut encore à regretter la destruction, par un triste auto-da-fé, de plusieurs cartons qui renfermaient la correspondance intime et secrète, entre Louis XIV et le ministre Louvois, son aïeul.

Rentré en France, M. de Louvois fut confié aux soins d'une grand'mère octogénaire. M. de Caulaincourt, cousin éloigné de M. de Louvois, parla avec intérêt à madame Bonaparte de son parent, que l'éloignement

(1) Cette Notice réfute quelques-unes des assertions des biographes nos prédécesseurs, et surtout de l'ouvrage publié en 1830, par le libraire Beaucé, sous le titre de *Biographie des Pairs et des Députés*. Nous devons nous borner à dire que nos renseignemens sont positifs.

de sa mère rendait presque orphelin. Joséphine comprit combien la surveillance d'une mère devenait nécessaire à un jeune homme abandonné à lui-même. Le général Bonaparte fit rayer madame de Louvois de la liste des émigrés, et elle vint rejoindre son fils, qui, ayant atteint l'âge de vingt ans, épousa, quelque temps après, la fille du prince Joseph de Monaco.

En 1809, M. de Louvois reçut un brevet de sous-lieutenant de cuirassiers; mais sa santé était à cette époque si mauvaise qu'il fut obligé d'aller passer l'hiver à Nice, où il reçut bientôt son congé et une nomination de chambellan de l'empereur.

En 1814, il fut capitaine-adjoint de la garde nationale parisienne et se trouva désigné pour escorter le comte d'Artois à son entrée à Paris. En juin 1814, il fut nommé sous-lieutenant des gardes du corps, compagnie de Luxembourg, et, le 20 mars 1815, il se trouva d'escorte à la portière de la voiture de Louis XVIII, pendant sa fuite nocturne. Arrivé à Beaumont, vers deux heures du matin, son cheval ne pouvant aller plus loin, M. de Louvois prit les ordres du roi, qui lui répondit qu'il ne pouvait lui faire donner d'autres chevaux, et qu'il avisât aux moyens de suivre comme il le pourrait les débris de la maison du roi. M. de Louvois gagna tant à pied qu'en charrette la chaussée de Nieppe, à Armentières, où il rejoignit, à quatre heures du matin, le comte d'Artois. Bien déterminé à ne pas émigrer une seconde fois, M. de Louvois revint à Armentières, où il fut licencié par le général Lauriston. Il rentra à Paris, où il demeura pendant les Cent-Jours.

Le 17 août 1815, M. de Talleyrand le fit nommer à la chambre des pairs, où il s'opposa, en 1816, à ce que la censure tombât dans les attributions de la police, et plus tard, à l'aliénation des biens du clergé non vendus.

M. de Louvois a vécu beaucoup dans ses propriétés en Bourgogne. Il a consacré une

grande partie de sa fortune à donner une impulsion toute nouvelle à l'industrie du fer dans l'arrondissement de Tonnerre, où elle était jusqu'alors presque inconnue. Ses études minéralogiques lui firent découvrir des minerais d'alluvion, qui ont donné, dit-on, des fontes supérieures à celles d'Angleterre, et dont les échantillons, encore déposés au Conservatoire des arts et métiers, lui valurent la médaille d'argent à l'exposition de l'industrie, en 1825.

Deux hauts fourneaux, une verrerie de verre blanc, un moulin-modèle, des scieries mécaniques, telles sont les créations dues aux connaissances de M. le marquis de Louvois, qui s'est placé au premier rang parmi les industriels dont le pays s'honore.

Il aida de ses deniers sa commune à construire une mairie et divers établissemens utiles. Il créa aussi une école gratuite de jeunes filles, et se chargea à l'école normale de Versailles de l'éducation d'un instituteur primaire. Maire de la ville d'Ancy-le-Franc, depuis 1818, M. de Louvois fut, dans tous les temps, réélu par le vote unanime de ses concitoyens. Il présida trois fois le conseil général de l'Yonne, avant 1850, et depuis cette époque, il dut cinq fois l'honneur de cette présidence aux suffrages presque unanimes de ses collègues. Il en fut de même pour la présidence des collèges électoraux de son arrondissement, où M. de Louvois eut constamment la satisfaction de réunir la presque totalité des suffrages des électeurs, de quelque nuance d'opinion qu'ils fussent.

M. de Louvois a été fait chevalier de la Légion-d'Honneur en 1815, officier en 1825 et commandeur en 1856. Ces distinctions ont été accordées sans doute à l'industriel éclairé, car nous ne savons à quel autre titre M. de Louvois y aurait des droits.

SÉGANVILLE (LOUIS DE).

Le général baron DE SÉGANVILLE, commandant militaire du département de Lot-et-

Garonne, est un des vieux officiers de l'armée française dont la conduite fut toujours honorable et la vie toute de dévouement au pays. Né à Lavaur (Tarn), le 19 octobre 1776, il répondit au premier appel de la patrie en danger ; et, à peine âgé de seize ans, il s'engagea comme volontaire par un même élan patriotique, le même jour où quinze cents étudiants partirent de Toulouse pour aller joindre divers régimens. Il servit d'abord dans le 22^e régiment des chasseurs à cheval, d'où il fut désigné pour entrer dans les guides du général Bonaparte, avec le grade de lieutenant ; plus tard il passa dans les grenadiers à cheval de la garde des consuls, avec le grade de capitaine.

M. Séganville se distingua dans diverses affaires, et mérita à Austerlitz le grade de major, avec lequel il passa dans le 1^{er} régiment des chasseurs à cheval ; peu après il fut attaché en qualité d'aide-de-camp au maréchal duc d'Istrie, avec lequel il fit la campagne de Russie.

Le 21 avril 1815, M. de Séganville, qui avait été créé baron de l'Empire à l'affaire de Wagram, fut nommé colonel du 2^e régiment de hussards, dont il prit le commandement après la retraite de Victoria.

Pendant les Cent-Jours, le colonel de Séganville se distingua dans la campagne de France, et fut l'un des officiers dont le général Lecourbe eut, dans ses rapports, à louer l'activité, l'intelligence et le courage. Ces éloges furent un titre suffisant de réprobation, lorsque la victoire se fut de nouveau montrée infidèle à nos drapeaux.

La révolution de juillet vint tirer M. de Séganville de l'état de non-activité dans lequel la Restauration l'avait placé ; il fut rappelé sur le cadre d'activité, le 10 décembre 1830, et nommé le 2 avril suivant maréchal de camp et commandant militaire du département de Lot-et-Garonne, poste qu'il occupa encore aujourd'hui.

M. de Séganville avait été nommé sous l'Empire membre et officier de la Légion-

d'Honneur ; il a été promu au rang de commandeur par ordonnance du 16 novembre 1852.

CAPURON (JOSEPH) (1).

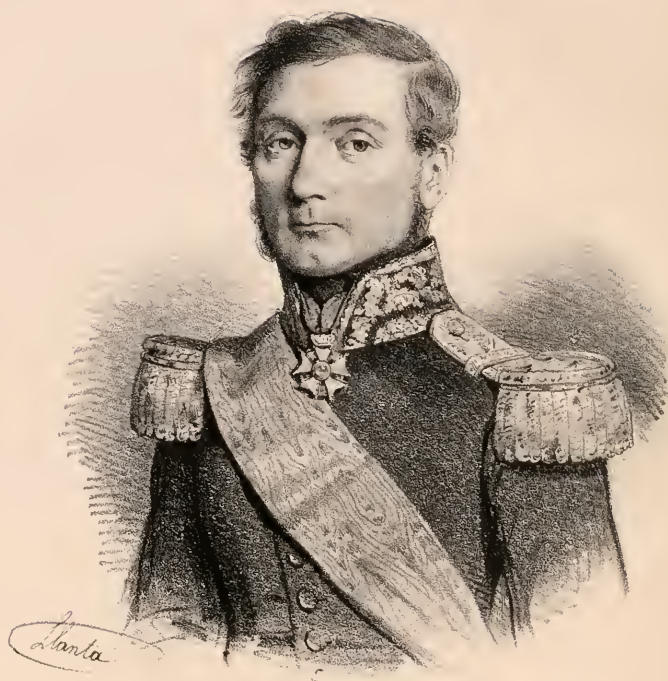
M. Capuron n'a jamais joui d'une haute réputation dans le monde médical ; toutefois il a su prendre rang à force de patience, de ténacité et de travail, parmi les hommes auxquels la Faculté a ouvert ses portes sous le titre d'agrégés : nous lui consacrerons donc quelques lignes.

Né le 10 mai 1767, à Laroque-Saint-Sernin (Gers), M. Joseph CAPURON, fils d'artisans cultivateurs, fit ses premières études sous la direction d'un vicaire du voisinage, et les continua à Auch, où il compléta son cours de philosophie ; il se rendit en 1786 à Toulouse, où il s'occupa de littérature grecque, de philosophie et de théologie. Deux ans plus tard, il fut nommé professeur au collège de Toulouse, où il demeura jusqu'en 1791. A cette époque il commença à se livrer à l'étude de la médecine, qu'il continua jusqu'en 1795, qu'il passa dans le département des Landes, où il s'occupa d'éducatons particulières.

En 1796, M. Capuron se rendit à Bordeaux, où il fréquenta les hôpitaux, et fut nommé l'un des secrétaires de la Société de médecine clinique. L'année suivante, il vint à Paris pour y suivre les cours de la nouvelle école de médecine, et en même temps professa les mathématiques et la statistique à l'Institution nationale des colonies, où il demeura pendant trois ans.

Reçu docteur en médecine en 1802, M. Capuron a professé depuis l'art des accouchemens, consacrant annuellement plusieurs séances aux maladies des femmes et des

(1) Cette notice est peu d'accord avec celles publiées par les biographes nos prédécesseurs, qui, du reste, se sont servilement répétés. Nous n'avons point à signaler les erreurs qu'ils ont commises, mais nous devons dire que nos renseignements sont positifs.



Imp. à Aubert & C.^{ie}

Le Gén. Gervais Morvan, Colonel

enfants. Il a tenté aussi, mais sans succès, d'introduire ou mieux de renouveler l'usage des cours de médecine et de chirurgie en latin.

M. Capuron concourut en 1811 pour la chaire d'accouchemens à la Faculté de médecine de Paris; il ne fut point heureux dans ce concours, et ne prit rang parmi les médecins attaché à l'école qu'en 1822, qu'il fut nommé agrégé. Nous n'avons point à insister sur ce qu'il y avait de ridicule d'admettre à l'agrégation un praticien de cinquante-cinq ans. L'agrégation doit, ce nous semble, être le partage exclusif des jeunes médecins qui se destinent à l'enseignement; mais M. Capuron professait des opinions politico-religieuses en harmonie avec les exigences du moment; les difficultés s'aplanirent devant lui. Le pouvoir s'était déjà montré favorable à son égard en le nommant inspecteur des eaux minérales de Castéra-Verduzan (Gers).

En 1825, M. Capuron fut nommé membre de l'Académie de médecine; en 1852 il a été fait chevalier de la Légion-d'Honneur. Ce professeur praticien a publié :

1° *Tableau de la Maladie vénérienne*, sous le titre d'APHRODISIOGRAPHIE;

2° *Nouveau Dictionnaire de Médecine, de Chirurgie et des Sciences accessoires*; cet ouvrage a été fait en société avec Nysten;

3° *Nova medicinae Elementa*;

4° *Methodica chirurgiae, etc.*;

5° *Cours théorique et pratique d'accouchemens*, dans lequel on expose les principes de cette branche de l'art, les soins que la femme exige pendant et après le travail, ainsi que les élémens de l'éducation physique et morale de l'enfant;

6° *Traité des maladies des femmes*;

7° *Traité des maladies des enfans*;

8° *De l'Accouchement, lorsque le bras de l'enfant se présente et sort le premier*. Br.in-8°.

M. Capuron est en outre auteur de nombre d'articles insérés dans les journaux de médecine.

OUDINOT (NICOLAS-CHARLES-VICTOR, marquis).

L'officier général dont nous allons tracer la notice biographique est du petit nombre de ceux qui, encore dans la force de l'âge, ont fait les principales guerres de l'empire : une expérience ainsi acquise dans d'immortelles campagnes, et entretenue par l'étude constante de la profession des armes, promet au pays de nouveaux services pour les éventualités de l'avenir. Il n'est pas sans intérêt de connaître les précédens des hommes qui sont destinés à perpétuer, dans notre jeune armée, des traditions glorieuses. A ce titre, la carrière militaire du général Oudinot nous imposait le devoir de lui donner, dans notre ouvrage, la place distinguée qui lui appartient.

Le marquis OUDINOT (*Nicolas-Charles-Victor*), fils aîné du maréchal duc de Reggio, naquit à Bar-le-Duc, le 5 novembre 1791. Son père, qui le destinait à la profession des armes, l'emmena de si bonne heure sur le théâtre de la guerre, que certains vétérans de la République se souviennent d'avoir vu le jeune Oudinot dans les guides de Masséna pendant la campagne de Zurich.

Quand Napoléon substitua les formes monarchiques au gouvernement consulaire, il choisit la plupart de ses pages parmi les fils de ses généraux. M. Oudinot obtint, dès 1805, cette faveur, et l'empereur le nomma son premier page au congrès d'Erfurt. Ce fut en cette qualité qu'il fit la campagne de 1809, pendant laquelle, de trois champs de bataille différens, Napoléon l'envoya en France rendre compte au sénat de la situation des armées. Une particularité de cette campagne doit faire époque dans sa vie : la veille de Wagram, 4 juillet, l'empereur qui, toute la nuit, malgré le plus violent orage, présida au passage du Danube, appuyé sur le bras de son premier page, ne conserva que lui et le prince de Neufchâtel auprès de sa personne, afin de ne point attirer l'attention de l'ennemi par une escorte nombreuse.

Peu de jours après, le grade de lieutenant au 5^e de hussards devint pour M. Oudinot le gage de la satisfaction de son souverain.

Un an s'était à peine écoulé depuis cette promotion, lorsque le maréchal Masséna, prince d'Essling, appelé au commandement de l'armée de Portugal, voulut avoir auprès de lui, comme aide-de-camp, l'officier qui, même avant l'adolescence, avait eu l'honneur de faire partie de ses guides.

Cette guerre de 1810, en Portugal, dans laquelle Wellington essayait, en quelque sorte, sa jeune épée contre les armes de *l'Enfant chéri de la Victoire*, attend encore un historien ; et peut-être sera-t-il donné à M. le marquis Oudinot, témoin de beaucoup de faits généraux et particuliers, de remplir cette lacune. Quoi qu'il en soit, la devise de Wellington, *Virtutis fortuna comes*, n'y reçut point de démenti. La fortune fit, pour le général anglais, alors comme dans tout le reste de sa vie, au moins autant que sa valeur.

Le maréchal Masséna, à son retour en France, en 1811, ramena avec lui le fils de son ancien chef d'état-major de l'armée d'Italie ; et l'empereur, peu de temps après, nomma le jeune aide-de-camp lieutenant en premier aux chasseurs à cheval de sa garde.

Bientôt s'ouvrit la campagne de 1812, en Russie : elle offrit à cet officier plusieurs occasions de se distinguer sous les yeux d'un monarque plein de bienveillance pour lui, et qui le récompensa par le grade de capitaine, avec rang de chef d'escadron (1), et par la croix d'honneur.

C'était le temps où l'Europe coalisée mettait la France dans la nécessité de faire d'incessans efforts et d'exiger de ses enfans des sacrifices continuels. La campagne de 1813, en Allemagne, fut la conséquence presque immédiate de l'expédition de Russie. Les chasseurs de la garde, en possession de la confiance toute spéciale de l'empereur, se firent remarquer particulièrement à Lutzen, à Bautzen, à Dresde, et

surtout à Leipzig. L'escadron commandé par le capitaine Oudinot formait, devant cette ville, le 16 octobre, la tête de colonne des escadrons de service qui, sous les ordres du général Letort, firent prisonnier un régiment de cuirassiers autrichiens, malencontreusement engagé à la poursuite d'un corps français. Le surlendemain, pendant la grande journée qui décida du sort de l'Europe, et où Napoléon lutta, avec 150,000 soldats exténués de faim et de fatigue, contre 500,000 ennemis, M. Oudinot, détaché avec ses braves chasseurs auprès du corps du général Lauriston, reçut à la jambe une blessure qui ne l'empêcha pas, malgré quelque gravité, de reprendre le commandement de sa troupe, après le pansement.

La défection d'une partie du corps saxon et la perte d'un grand nombre de nos soldats à Leipzig ayant amené les désastres du pont de l'Elster, la grande armée marcha sans relâche jusqu'à Erfurt, d'où, après deux jours de repos, elle continua son mouvement rétrograde pour repasser le Rhin ; mais, durant ce temps, les Bavares, réunis aux Autrichiens, se dirigèrent, par une trahison inopinée, sur Würzburg, pour inquiéter notre retraite. Cette nouvelle armée de coalisés, forte de 58,000 hommes, vint à Hanau nous barrer le passage de la vallée du Mein. De Wrede s'étant placé audacieusement au débouché de la forêt de Lamboi, adossée à la Kinzing, Napoléon l'attaque le 30 octobre, tandis que les tirailleurs, répandus dans la forêt, contenaient la droite et le centre de l'ennemi ; la cavalerie de la garde, à la tête de laquelle se trouvait l'escadron d'Oudinot, enfonce la gauche et la jette en partie dans le Kinzing. La moitié de cette aile put seule regagner Hanau ; le reste fut noyé ou fait prisonnier. Ce fait d'armes, auquel M. Oudinot prit une part si active, lui valut la croix d'officier de la Légion d'Honneur. A la même affaire, le jeune Moncey, chef d'escadron de hussards, dont le régiment avait été entièrement détruit, vint se

(1) Comme faisant partie de la vieille garde.

placer, comme volontaire, à côté d'Oudinot, son ami et son ancien camarade de pages, auprès duquel il eut deux chevaux tués sous lui.

La victoire de Hanau, dans la situation où se trouvait Napoléon, ne pouvait préserver la France de la plus grande des calamités, l'invasion étrangère. Les plus vieux soldats devaient alors aux nouvelles levées l'exemple du dévouement; les principes habituels de l'art militaire furent intervertis, en ce sens que les troupes de réserve étaient presque constamment placées aux avant-postes. C'est ainsi que la garde impériale eut à redoubler d'activité et d'énergie dans cette campagne de 1814, considérée par l'empereur lui-même comme une des plus mémorables et des plus savantes dont il pût se glorifier.

La bataille de Montmirail, livrée contre Blücher, coûta aux ennemis dix drapeaux, quinze pièces de canon, et près de 8,000 hommes. Au milieu de l'action, importuné ce jour-là par les balles d'un bataillon prussien, l'empereur ordonne à M. Oudinot de charger, avec l'escadron de service sous ses ordres, cette infanterie qui, surprise par une attaque aussi audacieuse, fut contrainte à mettre bas les armes. La croix de la Réunion fut pour cet officier le prix de ce succès obtenu sous les yeux du grand capitaine.

Peu de temps après, au milieu des sanglans et inutiles trophées de la bataille de Craonne, il reçut à la cuisse une blessure qu'on crut devoir nécessiter l'amputation; l'empereur, en témoignage d'estime et de regret, l'éleva alors au grade de chef d'escadron de sa garde.

Cependant, les alliés, loin de se laisser désunir par les revers, resserraient de plus en plus les liens de la coalition, convaincus que la victoire même userait les faibles ressources de leur adversaire, et qu'il devait succomber tôt ou tard.

Le monde connaît l'issue de la campagne de France, la capitulation de Paris et les

événemens de Fontainebleau. Le maréchal Oudinot resta un des derniers dans cette résidence, près de Napoléon (1), qui, même après son abdication, lui remit un brevet de colonel pour son fils. Cette promotion avait besoin d'être confirmée : elle le fut, en effet, le 27 avril, par Monsieur, comte d'Artois, lieutenant-général du royaume. A cette époque, le colonel Oudinot reçut la mission d'organiser le régiment des hussards du roi. Ce régiment, composé du 1^{er} de hussards et de toutes les compagnies d'élite de la même arme, se trouvait à Metz, en 1815, lors du retour de l'île d'Elbe. La garnison reçut l'ordre de marcher contre Napoléon. Les hussards du roi, arrivés aux portes de La Grosse, y virent accourir des émissaires de l'empereur qui les appelait à lui. Que fit le colonel Oudinot en cette grave circonstance? Il ne céda point à un entraînement bien naturel : le devoir parlait; il résista à ses sympathies, et crut que son serment l'enchaînait à la cause royale. Il ramena donc à Metz son régiment qui menaçait de suivre l'exemple des grenadiers royaux (ex-garde-impériale). Ces vieux soldats, rejoignant en masse le héros qui les avait tant de fois conduits à la victoire, ne purent ébranler la soumission des hussards du roi à leur chef.

Le colonel Oudinot resta étranger à tout commandement pendant les Cent-Jours. A la réorganisation de l'armée, en septembre 1815, le colonel forma, à Lille, le régiment des hussards du Nord, dont il conserva le commandement jusqu'en 1822, époque à laquelle il fut mis à la tête du 1^{er} régiment des grenadiers à cheval de la garde royale;

(1) Il semblerait résulter d'un passage de notre notice sur M. le duc de Reggio, que ce brave maréchal aurait prématurément abandonné l'empereur : ce serait une déduction erronée qu'on tirerait des termes que nous avons employés. La première des deux abdications de Napoléon, en 1814, celle remise par l'empereur aux maréchaux Ney et Macdonald, et au duc de Vicence, portait la date du 4 avril, lendemain de la débâcle prononcée par le sénat dit Conservateur. La soumission de M. le duc de Reggio au gouvernement provisoire est du 8. M. le duc de Reggio a donc cédé à la force des circonstances quatre jours après l'abdication et cinq après l'acte du sénat.

Les officiers et soldats de chacun de ces deux régimens lui offrirent une épée d'honneur, en gage de reconnaissance, au moment où il se sépara d'eux.

Appelé à exercer le grade de maréchal-de-camp effectif, en 1824, il prit le commandement d'une brigade au camp de Lunéville : ses capacités militaires y furent appréciées, et le roi lui confia, à son retour du camp, le soin de réorganiser à Saumur, sur de plus larges bases, l'école de cavalerie qui avait été licenciée quelques années auparavant. Le souverain eut bientôt à s'applaudir d'un tel choix ; sa pensée, relativement à cette réorganisation, reçut une entière application. Assurer l'uniformité et fixer la méthode de l'instruction élémentaire de la cavalerie, propager cette instruction dans tous les corps de troupes à cheval, répandre le goût de l'équitation, consolider les principes de l'art équestre, et concourir à la propagation des chevaux, ainsi qu'à leur amélioration en France, tels furent les résultats qu'obtint en peu de temps l'école de cavalerie à laquelle le général Oudinot a attaché son nom.

Cet établissement comptait à peine cinq années d'existence, que déjà la Russie, l'Autriche, l'Angleterre, la Prusse et d'autres puissances militaires avaient envoyé à Saumur des officiers chargés d'étudier l'institution de cavalerie la plus complète de l'Europe.

Survient la révolution de juillet : elle n'altère point la discipline de l'école ; la voix du général n'y est pas un instant méconnue ; mais, ni les vœux de ses subordonnés, ni les démarches des habitans de Saumur, ni les instances du nouveau gouvernement, ni l'attachement naturel du fondateur pour l'œuvre de sa création ne peuvent le décider à conserver son commandement. Pour expliquer cette résolution, nous avons dû nous procurer la lettre que le marquis Oudinot écrivait au ministre de la guerre, le 11 août 1850 ; en voici la substance : « Conformé-

ment à vos ordres, je passerai l'inspection générale de l'école, avant de quitter Saumur ; mais, plein de respect pour de hautes infortunes, il ne peut me convenir de me perpétuer dans le poste dont je suis redevable au pouvoir qui m'avait revêtu de sa confiance. Je ne brise pas mon épée, j'espère même que le jour n'est pas éloigné où je pourrai m'en servir contre les ennemis du pays... »

Quelques années devaient s'écouler avant qu'il fût fait appel à l'engagement pris par le marquis Oudinot. En 1855, son frère, le brave colonel du 2^e régiment des chasseurs à cheval d'Afrique, fut frappé à mort, au moment où, par une charge vigoureuse, à la tête de l'avant-garde, il forçait le défilé de Muley-Ismaël, succès qui fut bientôt suivi du revers de la Maeta. Quelques mois après, le marquis Oudinot reçoit l'ordre de partir pour Oran, et d'y prendre le commandement de la première brigade du corps expéditionnaire de Mascara.

Nous avions un échec à réparer, et le général venait en outre redemander à l'Afrique la déponille mortelle d'un frère. Arrivé sur le Sig, le maréchal Clausel charge cet officier-général d'une forte reconnaissance, qui, après un combat acharné, a pour résultat la prise d'un camp arabe, et qui fait le plus grand honneur à nos armes.

L'émir attendait les Français en avant de Sidi-Embarech, position sur laquelle il fondait les plus grandes espérances ; car une vieille tradition disait que tout bey ou gouverneur d'Oran qui tenterait de la forcer y trouverait son tombeau.

Des renseignemens certains portent à plus de 50,000 hommes le nombre des Arabes que le nouveau chef des croyans était parvenu à réunir en ce lieu : depuis la conquête, on n'avait pas vu de rassemblement aussi considérable ; nous comptons à peine 9,000 combattans, et cependant les troupes d'Abd-el-Kader ne purent tenir contre l'ardeur de nos soldats qui, le soir même, campèrent sur l'Ihabra. Le général Oudinot eut

la cuisse traversée d'une balle au moment où la brigade d'avant-garde, sous ses ordres, chassait l'ennemi de son dernier retranchement (1).

Il fut porté sur un brancard à Mascara. En quittant cette ville, le maréchal, informé que le marquis Oudinot, malgré sa blessure si récente, veut remonter à cheval, lui confie le commandement des brigades Marbot et Perregaux. Ainsi réunies en division, ces troupes, malgré des difficultés de toute nature, regagnent, à Mostaganem, le littoral, à l'aide d'une excellente discipline et d'une patiente énergie qu'on peut attribuer, en grande partie, à l'exemple du général blessé qui était à leur tête.

Obligé de rentrer en France pour se rétablir, le marquis Oudinot fut promu, le 31 décembre 1855, au grade de lieutenant-général, que la voix du soldat lui avait décerné sur le champ de bataille de l'Habra. Le marquis Oudinot, commandeur des ordres de Saint-Louis et de la Légion-d'Honneur, fait actuellement partie des inspecteurs généraux de l'armée, aux besoins et aux intérêts de laquelle il ne laisse échapper aucune occasion de s'initier. Consacrant tous ses loisirs à des études d'un ordre sérieux, il a fait paraître successivement plusieurs ouvrages qui portent l'empreinte d'un caractère indépendant, et dénotent une grande élévation de vues : ils ont obtenu, à l'étranger aussi bien qu'en France, les suffrages des hommes spéciaux, et la presse n'en a jamais parlé qu'avec des éloges.

Nous citerons les suivans :

(1) Voir le *Moniteur* du décembre 1835, et le *Spectateur militaire* du mois de février 1836.

Nous ajouterons ici un fait qui honore à la fois la mémoire d'un des plus valeureux officiers qu'ait eus l'armée française et le général qui sait inspirer de tels dévouemens. A l'instant même où le marquis Oudinot fut atteint d'une balle ennemie, l'un de ses officiers d'ordonnance, le commandant Richepance, qui, quelques mois plus tard, devait succomber si héroïquement sous les murs de Constantine, se précipite sur un groupe de fantassins arabes, et, après avoir tué l'un d'entre eux, il vient déposer aux pieds de son général les armes de cet ennemi, en s'écriant : « Mon général, vous êtes vengé ! »

I. *Considération sur les ordres de Saint-Louis et du Mérite militaire.* Brochure de 24 pages; Paris, 1855.

L'auteur émet l'opinion fondée que l'ordre de Saint-Louis, qui avait cessé d'exister depuis le 28 brumaire an II jusqu'à l'abdication de l'empereur, que la restauration avait ensuite adopté, a été conservé par l'art. 60 de la Charte de 1850. Il semble proposer d'appliquer la décoration de cet ordre aux longs services, et celle de la Légion-d'Honneur aux actions d'éclat. M. de Salvandy a dit de cette brochure (*Journal des Débats* du 8 juillet 1855) : « Ce qui frappera d'abord, c'est la modération du langage et de sentimens de l'honorable écrivain ; on voit bien que la modération, par le temps qui court, est du courage. M. le marquis Oudinot n'a qu'un tort, c'est de se défier de lui-même ; le public trouvera qu'il manie toutes les armes avec une égale supériorité. » Cette fois il y a accord entre M. Salvandy et nous.

II. *Aperçu historique sur la dignité de maréchal de France.* Brochure de 76 pages; Paris, 1855.

M. le général Oudinot a eu pour but dans cette publication de faire connaître les principaux motifs qui ont influé sur l'importance militaire et politique du maréchalat. Ce petit ouvrage est plus rempli de recherches et de vues sages sur la dignité de maréchal, sur l'instruction et la force des armées, que ne le sont de gros livres sur les mêmes sujets.

III. *De l'Italie et de ses forces militaires.* Paris, 1855, vol. in-8°, avec carte. « Le travail que je livre à l'impression, dit le général, comprend des documens sur la constitution militaire des états napolitains, romains, lombardo-vénitiens, toscans et sardes. Je ne présente cependant ici que des considérations spéciales et relatives à une profession qui fut la passion de ma vie. » Les matériaux mis en œuvre par l'écrivain militaire sont d'autant plus précieux qu'on les chercherait

vainement ailleurs séparément, et surtout réunis en corps. Quant aux considérations d'examen et d'appréciation auxquelles il s'est livré, elles partent d'un esprit droit, réfléchi, et d'un jugement exercé. Cet ouvrage a été traduit en italien et en d'autres langues.

IV. *Considérations sur l'emploi des troupes aux grands travaux d'utilité publique.* Paris, 1859, brochure de 80 pages. M. le général Oudinot démontre la nécessité de n'employer les troupes, et encore l'infanterie seulement, qu'à des travaux stratégiques dirigés par des ingénieurs militaires, et en laissant les soldats sous le commandement de leurs officiers. Ces principes ont été reconnus et adoptés par le ministre de la guerre, Schneider, et par la chambre des députés, dans la séance du 11 juin 1859. Nous ferons remarquer que la partie du raisonnement et les conclusions du rapport de M. le député Allard ont été puisées presque textuellement dans la brochure du général, brochure que nous n'hésitons point à citer comme un modèle de résumé et de discussion historiques.

M. le général Oudinot a publié, indépendamment des ouvrages que nous venons d'indiquer, un assez grand nombre d'articles importants, dans le *Spectateur militaire*, sur la cavalerie et sur notre colonie d'Alger. Nous engageons les hommes spéciaux et les historiens à les consulter, à les méditer : il y a fruit à en recueillir.

Nous ne cesserons jamais d'applaudir à ceux de nos guerriers qui, dans les intervalles de repos que leur laisse la paix, emploient leurs veilles à des travaux utiles de l'esprit, éclairent leurs concitoyens, et guident pour ainsi dire les législateurs du pays dans la solution des questions qui intéressent notre avenir.

REGNAUD DE SAINT-JEAN-D'ANGELY.

Le comte REGNAUD DE SAINT-JEAN-D'ANGELY, colonel du 1^{er} régiment des lanciers, porte un des noms les plus célèbres dans l'histoire parlementaire du Consulat et de l'Empire. La carrière des armes se ferma devant le fils au moment où il donnait un nouveau lustre à ce nom ; et par les pensées politiques qui nous régissent, il ne doit point espérer trouver de nouvelles occasions de se signaler et d'acquiescer de la gloire.

Né en 1794, le lendemain de la mort de Robespierre, le jeune Regnaud fit sa première éducation au Prytanée de Saint-Cyr, et entra en 1811 à l'École militaire de Saint-Germain, qu'il quitta en 1812 pour aller rejoindre en Russie le 8^e régiment de hussards, en qualité de sous-lieutenant. Il se distingua dans diverses rencontres avec l'ennemi, principalement pendant la campagne de Saxe, et fut nommé, après l'affaire de Duben (10 octobre 1813), lieutenant, et peu après (4 décembre) membre de la Légion-d'Honneur.

Le 8^e de hussards ayant été à peu près anéanti dans la journée de Leipzig, M. Regnaud fut attaché en qualité d'aide-de-camp au général Corbineau, lui-même aide-de-camp de l'empereur, et fit à l'état-major impérial la mémorable campagne de 1814, pendant laquelle il fut promu au grade de capitaine, pour sa conduite dans le combat qui eut lieu sous les murs de Reims. Il servit en cette qualité, pendant la première année de la Restauration, dans le 1^{er} régiment de hussards.

A son retour de l'île d'Elbe l'empereur attacha le jeune capitaine à sa personne comme officier d'ordonnance, et l'éleva au grade de chef d'escadron dans la journée de Waterloo.

Licencié avec ses frères d'armes, M. Regnaud quitta l'armée et la France, et se réunit à son père, victime de la réaction

bourbonnienne. Plus tard il revint à Paris pour solliciter sa radiation de la liste de proscription, et l'obtint après d'incessantes démarches ; mais il était trop tard. A peine le comte Regnaud de Saint-Jean-d'Angely avait-il revu la capitale qu'il succombait à toutes ses émotions (1).

Rayé des contrôles de l'armée, le jeune comte Regnaud de Saint-Jean-d'Angely vécut retiré à la campagne jusqu'en 1825, époque à laquelle il partit pour la Grèce, dont l'indépendance était à la veille de succomber sous les armes d'Ibrahim-Pacha. A deux doigts de sa perte, le gouvernement hellénique comprit la nécessité d'opposer une armée régulière aux forces égyptiennes. M. Regnaud fut chargé, de concert avec le colonel Fabvier, d'organiser un corps de cavalerie à l'européenne. Il le forma et le commanda jusqu'à la fin de 1826.

Rentré en France à cette époque pour mettre ordre à des affaires d'intérêt, M. Regnaud en repartit, en 1828, pour suivre, comme volontaire, l'expédition du général Maison en Morée.

La révolution de juillet vint rouvrir à M. Regnaud la carrière que la restauration avait fermée devant lui. Son grade de 1815 fut exceptionnellement reconnu ; il fut même replacé sur les cadres d'activité en qualité de lieutenant-colonel au 1^{er} des chasseurs, devenu depuis 1^{er} des lanciers, corps dont il a été nommé colonel en 1852. Il avait, peu de temps avant (mai 1851), été fait officier de la Légion-d'Honneur.

FLORET (JOSEPH-PAUL).

Nous croyons remplir un devoir en stigmatisant sans ménagement les hommes qui,

(1) Le quatrain suivant, gravé sur la tombe de cette victime de nos dissensions politiques, résume ses sentiments et ses émotions :

Français, de son dernier soupir
Il a salué sa patrie :
Le même instant a vu finir
Ses maux, son exil et sa vie.

après avoir combattu avec nous la Restauration, sont venus se jeter, à la révolution de juillet, sur les fonctions publiques comme sur une curée, et qui, aujourd'hui, serviles complaisans de toutes les exigences ministérielles, de toutes les capricieuses volontés du pouvoir, font de leur dévouement aveugle à la pensée du maître le premier titre à une élévation nouvelle.

Ce devoir serait cruel à remplir si parfois notre plume n'avait aussi à rappeler le souvenir de l'un de ces jeunes hommes à l'âme chaleureuse et patriotique, qui, pendant quinze ans, firent de l'opposition par conviction et sans de bruyans éclats, mais avec cette persévérance, sauve-garde du succès ; qui, apôtres de propagande, ont eu foi dans l'avenir et ont jeté dans les esprits ces germes de lumières qui, développés de jour en jour, amènent les améliorations sociales en dépit même des gouvernemens les moins disposés à les concéder.

La révolution de juillet venue, ils auraient pu, eux aussi, du premier bond s'élever haut ; ils ne sollicitèrent point ; ils acceptèrent ; et puis lorsque sont arrivés les jours difficiles, ils ont fait leur devoir en hommes de courage et d'intelligence... Ils ont montré qu'ils avaient bien compris leur mandat ; ils ont bien mérité du pays. Pour eux donc estime et respect ; pour eux notre affection, quoique nous ne marchions plus sous la même bannière, car ils n'ont point renié la fraternité chrétienne ; ils ont exposé leurs jours pour protéger les jours de leurs frères ; ils sont restés fidèles à leurs principes ; et, magistrats avant tout, ils n'ont fait de la politique de détail qu'une question purement accessoire.

M. Joseph-Paul FLORET est un de ces hommes. L'éloge que nous lui accordons aujourd'hui n'est qu'un faible écho de l'éloge unanime que nous avons entendu faire de lui sur les bords du Var. Demandez au peuple de Draguignan quelles sont les opinions de leur ancien préfet, et pour réponse vous obtien-

drez : *Oh ! quel bon préfet ! Quel homme de courage ! Quel ami du pauvre !* Osez après cela répéter votre question. Toutefois il nous importait de connaître la vie de M. Floret, et nous nous adressâmes à un ami de *notre opinion* à même de nous fournir des renseignemens positifs. Nous publions sa réponse ; elle est, ce nous semble, le meilleur article biographique que nous puissions consacrer à M. Floret.

Draguignan, 5 mai 1839.

« Messieurs et chers concitoyens,

..... Je me rends donc à vos desirs.

« M. Floret est un des hommes que l'on n'oublie pas dès qu'on l'a connu, parce que, sous des dehors froids, il a une âme ardente, patriotique, nationale, parce qu'il est démocrate comme nous ; les circonstances aidant, il n'eût pas reculé devant l'application de nos doctrines. Nous l'avons vu ici à l'œuvre, et vraiment il a été admirable pendant nos jours de désolation. Vous savez si le choléra a sévi sur notre pauvre département ; c'est dans ce moment que nous avons appris à connaître M. Floret, à l'aimer, à l'estimer.

« Mais je ne veux pas anticiper. C'est son histoire que vous me demandez.

« Il est né à Carpentras le 25 avril 1796. Il a fait ses études de droit à Aix avec Thiers, Mignet et quelques autres de mes anciennes connaissances ; je crois même qu'il existait une liaison assez particulière entre M. Floret et les Castor et Pollux modernes. M. Floret avait quelque fortune ; les deux autres étaient, *quant au gousset*, d'une légèreté proverbiale. Je n'oserais pas vous affirmer qu'il y eût entre les trois amis un *compte ouvert*, ce ne serait pas là l'expression ; mais l'on supposait entre camarades que la bourse de Floret était parfois pour ces messieurs, pour Thiers surtout, comme une tabatière. (*Thiers, du reste, avait plus d'une tabatière à son service ; il possédait au suprême degré l'art de priser dans celle des autres et de ne jamais offrir la sienne.*) Floret donc, bon camarade et confidant des besoins positifs de la future excellence, passe pour avoir rendu pas mal de services à ses anciens condisciples ; car ces messieurs (Thiers et Mignet) n'étaient pas les seuls qu'il obligeât.

« Passé avocat, M. Floret entra au gîte paternel, où il exerça avec distinction. Il se plaça dans les rangs de l'opposition, se mêla d'élections, adressa des articles aux journaux libéraux, et ne tarda point enfin à être considéré comme l'un des meneurs de l'arrondissement. Toutefois il ne fut point accusé de se mêler

d'intrigues, et il était généralement aimé et estimé, parce qu'on le trouvait toujours homme de bien, de conciliation et de charité.

« En 1850, M. Floret fut, à Carpentras, à la tête du mouvement ; et, chose fort extraordinaire, M. Guizot qui paraissait avoir pris à tâche de contrarier le vœu des populations, et de donner ainsi une première entorse aux conséquences de nos immortelles journées, M. Guizot nomma M. Floret sous-préfet de Carpentras. Cette nomination fit oublier à nos amis du Vaucluse dix années du passé de M. Guizot, de ce passé que vous avez si bien rappelé dans la biographie que vous avez consacrée à ce quasi-*chef de la doctrine* ; et, Dieu me pardonne, on cria presque, à Carpentras : *Vive Guizot !*

« M. Floret se montra administrateur intelligent. De Carpentras il ne tarda point à passer à la sous-préfecture d'Aix, et le 10 décembre 1852 à la préfecture du Var.

« Nous n'avons eu, je dois le dire, dans toutes les circonstances, qu'à nous louer de l'administration de M. Floret ; elle fut vraiment prévoyante, active, intelligente, protectrice pour tous et jamais tracassière. Mais ce fut surtout lorsque le choléra vint désoler nos malheureuses contrées que M. Floret acquit à notre estime, à nos respects, à notre affection, des droits que les dissensions politiques elles-mêmes ne peuvent plus lui faire perdre. Il fut pour le Var un nouveau *Belaunce*. Aussi, notre conseil général, dans sa séance du 29 septembre 1855, vota-t-il *son portrait en pied, pour que ce portrait ornât à l'avenir la salle des séances du conseil, comme témoignage de la reconnaissance publique, pour les services que ce magistrat a rendus pendant l'invasion du choléra.*

« Cette délibération du conseil reçut peu après l'approbation du roi, qui, du reste, avait déjà récompensé M. Floret, en l'appelant à une préfecture plus importante, celle de l'Hérault, et en lui donnant le titre de maître des requêtes au conseil d'état.

« Montpellier est, vous le savez, une préfecture difficile à cause des étudiants. M. Floret se concilia leur affection. Il y fit du bien, et nous ne fûmes nullement surpris en le voyant passer, en 1858, à une préfecture beaucoup plus importante, celle de la Haute-Garonne.

« Depuis lors j'ai perdu M. Floret de vue, et ne puis vous dire s'il a su se faire apprécier à Toulouse comme dans mon pays.

« Au total, c'est un franc honnête homme, loyal, courageux et dévoué. Si tous les préfets du *juste milieu* le valaient, j'en féliciterais mon pays. . . .

« Votre très affectueux concitoyen,

« A. L. M. »

Le 20 octobre 1858 en effet, M. Floret,

qu'une administration sage et intelligente dans l'Hérault avait désigné comme un des préfets capables dont le gouvernement devait récompenser les services administratifs, M. Floret, disons-nous, fut appelé à la préfecture de la Haute-Garonne, où sa conduite lui a déjà concilié de nombreux suffrages.

M. Floret est membre de la Légion-d'Honneur.

BRESSON (MARIE-STANISLAS).

La Société *Aide-toi, le ciel t'aidera*, a publié pendant plusieurs années le résumé des sessions législatives. Ce travail est l'un des documents les plus curieux à consulter pour l'écrivain qui veut étudier les hommes parlementaires de notre époque. Le rédacteur de ces résumés a constamment écrit sous l'impression du moment, et toujours sans relire l'éloge ou le blâme qu'il avait prodigué dans son précédent volume au député qu'il avait à juger. C'est ainsi qu'il donne sur le même honorable les appréciations les plus contradictoires.

A qui la responsabilité de ces palinodies ?

En 1850 : M. Bresson est un partisan de toutes les conséquences de la révolution de juillet.

En 1851 : il est voué au système du 15 mars, et vote constamment en faveur du ministère Périer.

En 1852-55 : il a voué un culte d'admiration aux doctrines ministérielles.

En 1854 : il est soumis à la surveillance de M. Jacqueminot, se lève, s'assoit, rit, applaudit, selon les exigences de ce chef de file, et montre une soumission tout à fait exemplaire.

En 1850, M. Bresson s'engage par une circulaire aux électeurs à n'accepter aucunes fonctions salariées. En 1856, il accepte l'intendance civile des possessions d'Afrique, etc.

Nous le répétons, les Comptes-rendus des

sessions législatives, publiés par la Société *Aide-toi, le ciel t'aidera*, méritent d'être étudiés ; ils renferment l'historique complet des palinodies dont nos hommes parlementaires se sont rendus coupables.

Faisons connaître avec quelques détails le député des Vosges.

M. Marie-Stanislas BRESSON est né en 1794 à Darney (Vosges), d'une famille de magistrats ; son aïeul et son bisaïeul avaient été lieutenans-généraux aux bailliages de Darney et de Lamarche.

Le jeune Bresson fit ses études au Lycée impérial et au Lycée Napoléon, puis son droit à Paris. Il entra, en 1812, au ministère des affaires étrangères, sous le patronage de M. le duc de Bassano.

A la fin de 1815, vivement ému des réactions de cette époque, M. Bresson eut le bonheur de prendre part à l'évasion de M. Lavallette, qui fut caché pendant dix-sept à dix-huit jours dans une chambre attenant à celle que M. Bresson occupait au ministère même des affaires étrangères, dans l'appartement affecté à M. Bresson, son oncle, ex-membre de la Convention nationale et des Cinq-Cents, et alors chef de la division de comptabilité du ministère. Les mémoires de M. de Lavalette retracent une partie des détails de cet épisode, qui occupa si vivement alors l'attention publique, et qui excita l'intérêt général.

M. Bresson quitta la carrière diplomatique à la fin de 1816, et se retira à Remiremont (Vosges). Il y exerça successivement les fonctions de membre du conseil municipal et de maire : ces dernières de 1825 à la fin de 1850.

Un acte assez rare a couronné la carrière municipale de M. Bresson. Il avait depuis quelque temps cessé d'être maire, quand le conseil municipal, à la suite d'une délibération qui rappelle les services rendus par ce magistrat à la ville, arrêta qu'une médaille serait frappée pour en consacrer le souvenir et pour lui exprimer la reconnais-

sance des habitants. Cette médaille a été exécutée à la Monnaie de Paris. Le conseil municipal en corps fit à M. Bresson la remise du module en or qui lui était destiné.

En juin 1851, M. Bresson sollicita les suffrages des électeurs de Remiremont (Vosges), et vint les représenter au Palais-Bourbon. Dans une profession de foi des plus libérales il avait promis de voter contre l'hérédité de la pairie, désapprouvé la politique extérieure suivie par le ministère Périer, et s'était engagé à n'accepter aucunes fonctions salariées pendant toute la durée de son mandat ; mais il fut peu fidèle à ces diverses promesses, car il ne tarda point à se montrer l'un des souteneurs de la pensée *immuable*, qui s'était personnifiée dans le président du conseil du ministère du 13 mars. Toutefois il attaqua le monopole du tabac dans la séance du 8 octobre 1851 ; mais le 22 avril suivant il présenta le rapport sur les crédits supplémentaires pour secours aux étrangers réfugiés, et soutint dans ce rapport, selon le vœu des ministres, que le gouvernement ne devait des secours qu'aux réfugiés en faveur desquels il n'aurait pas été proclamé d'amnistie, comme si l'amnistie de certaines puissances pouvait être sérieusement considérée comme des lettres de grâce et d'oubli.

M. Bresson présenta dans le cours de la même session quelques considérations sur le projet de loi d'attributions municipales, mais ne se mit point en désaccord avec le vouloir ministériel.

Réélu en 1854, il vint prêter son appui au ministère Thiers, qui le récompensa par la place d'intendant civil des possessions d'Afrique, place que M. Bresson ne refusa point, malgré son engagement formel de ne point accepter de fonctions salariées.

Les électeurs des Vosges ne se montrèrent point choqués de l'oubli de M. Bresson, et renouvelèrent son mandat ; ce qui prouve ou bien qu'un intendant civil n'est point indispensable à Alger, ou bien que les élec-

teurs de Remiremont tiennent fort peu à ne pas être représentés au Palais-Bourbon. C'est ce qui arriva.

En septembre 1858, M. Bresson fut appelé à la direction générale des eaux et forêts, en remplacement de M. Legrand (de l'Oise) ; et, soumis à une nouvelle réélection, il obtint de nouveau mandat des électeurs. Enfin il fut réélu pour la sixième fois aux élections générales de 1859.

Le nouveau ministère a, sur la proposition de M. Passy, rendu à M. Legrand sa direction de l'administration des eaux et forêts, et appelé M. Bresson à la direction de la dette inscrite. Ce dernier a répondu par sa démission, que le *Moniteur* du lendemain (4 juin 1859) enregistra. Cet acte d'indépendance a redonné quelque valeur politique à M. Bresson.

M. Bresson a été appelé successivement au conseil d'arrondissement de Remiremont et au conseil général des Vosges, par les suffrages de deux cantons. Il en a été nommé président à la dernière session.

M. Bresson a refusé d'entrer dans la coalition qui a renversé le ministère du 25 avril et fit partie des nouveaux 221.

TOURANGIN (VICTOR).

M. Victor TOURANGIN, préfet du Doubs, est né à Issoudun (Indre), le 25 octobre 1788, de parents honorablement connus dans le commerce. Il fit ses études au collège de Pont-le-Voy, sous la direction d'instituteurs habiles (*voir la notice consacrée à M. l'abbé DEMEURE, tome III, seconde partie*), et suivit son cours de droit à l'école de Paris, où il prit ses grades.

Après avoir fait son stage près la Cour royale de Paris, et s'y être livré à des études approfondies, M. Tourangin alla s'établir en 1814 à Bourges, où il exerça la profession d'avocat avec honneur et désintéressement.

Il fut, jusqu'en 1850, l'un des membres les plus fermes de l'opposition constitution-

nelle, et l'un des fondateurs et des rédacteurs du *Journal du Cher*, qui fut considéré, jusqu'en 1850, comme l'un des meilleurs organes de l'opinion libérale.

En 1850, à l'apparition des ordonnances de juillet, M. Tourangin se prononça immédiatement et hautement contre ce coup d'état; et, quoique souffrant, il agit avec beaucoup de vigueur et d'activité pour, de concert avec ses amis, faire triompher la cause des lois et de la liberté.

Il fut chargé de l'organisation de la garde nationale dans un quartier très populeux, et il montra dans cette mission l'esprit d'ordre et de fermeté dont il a constamment fait preuve depuis.

Le 5 août, il fut nommé préfet de la Sarthe; il a administré ce département jusqu'à la fin de juillet 1855.

Convaincu qu'un parti aussi nombreux et aussi riche que le parti carliste, qui avait été plutôt surpris que vaincu, ne manquerait pas d'essayer de prendre sa revanche, le préfet de la Sarthe avait organisé des moyens efficaces de répression contre l'insurrection qu'il prévoyait. Aussi, les trois bandes de chouans qui se levèrent dans la Sarthe, en 1852, furent-elles dispersées sans coup férir.

Le 14 juillet 1855, M. Tourangin fut nommé préfet du département du Doubs.

En 1851, Casimir Périer étant ministre de l'intérieur, M. Tourangin fut nommé chevalier de la Légion-d'Honneur; en 1854, M. Thiers le créa officier de l'ordre.

L'administration de M. Tourangin nous paraît être ferme, probe, juste, éclairée et impartiale. Nous croyons que ce magistrat est fermement attaché à la cause de la révolution de juillet, qu'il voudrait faire triompher par la mise en pratique d'un système d'ordre, de justice et de modération.

DUPREZ (GILBERT).

Paris était, depuis quinze ans, sous le

charme de la voix si harmonieuse et si puissante d'Adolphe Nourrit, le grand artiste dramatique de notre scène lyrique, lorsque l'administration de l'Académie royale lui chercha un rival, un auxiliaire dans Duprez, le chanteur nomade dont les débuts étaient oubliés depuis dix ans, mais dont le talent avait grandi, dont la voix s'était développée sous le soleil vivifiant de l'Italie..... Faisons connaître Duprez, le seul ténor hors ligne que possède le grand Opéra, depuis que, par une résolution fatale, Nourrit a fui le sol de la patrie, et qu'exilé volontaire il a trouvé la mort du désespoir sur la terre étrangère.

M. Gilbert DUPREZ est le douzième enfant d'une famille peu fortunée, attachée autrefois au commerce de la parfumerie, et que le contrecoup d'une faillite avait éloigné des affaires. Né à Paris le 6 décembre 1806, le jeune Gilbert Duprez fut envoyé en nourrice; et, s'il faut en croire M. Elwart, son historiographe officiel et officieux, l'enfant *« avait à peine trente mois qu'il gazouillait fort drôlement le patois du pays et chantait avec une voix clairette la fameuse complainte du Juif errant. »*

« Au cabaret, à la veillée, au souper de famille, c'était toujours lui qui égayait les bons paysans par ses saillies spirituelles, ou qui les enchantait par sa voix enfantine et suave. »

M. Elwart écrit toutes ces choses fort sérieusement, et a composé sur ce ton un fac-tum de deux cent seize pages à la louange de son dieu, car pour lui Duprez est plus qu'un héros. Nous serons plus justes, moins enthousiastes, moins passionnés, par conséquent, plus impartiaux et plus vrais.

Duprez fut mis à l'école à 8 ans, et commença, chez une voisine de sa famille, ses premières études musicales. Ses progrès furent rapides; il ne tarda point à être admis au Conservatoire, dans la classe de solfège de M. Rogat, ne put être reçu aux pages de la musique du roi; et, un an plus tard (1817),

fut un des élèves choisis pour former le noyau de l'institution de musique sacrée que Choron fonda rue Vaugirard.

Le jeune Duprez passait pour ne devoir jamais chanter, à cause du manque de voix ; on l'exerçait, en conséquence, à l'étude de l'harmonie et de l'accompagnement, au piano, de toute espèce de musique, ancienne et nouvelle. Il fut reçu, en 1819, au collège Henri IV en qualité de maître de chapelle, où il se livra à la composition des motets et des cantiques ; il composa aussi, vers cette époque, une cantate sur *la Chute des feuilles* de Millevoye, dans laquelle se trouvent quelques passages empreints d'une vraie sensibilité.

A dix-neuf ans, M. Duprez fit un premier voyage en Italie ; il ne put y trouver le plus médiocre engagement dans les théâtres les plus secondaires. Il écrivit des lettres de détresse à Choron, qui le rappela et l'accueillit de nouveau ; mais M. Duprez voulait tenter les chances du théâtre. Il fut admis à faire ses premiers débuts à l'Odéon ; et, peu après, reçu, avec un contrat de 5,000 fr. pour la première année, et de 4,000 fr. pour la seconde.

Ces premiers débuts furent fâcheux : Paris en avait perdu le souvenir, et c'était un bonheur pour M. Duprez.

A la même époque, l'élève de Choron composa la musique d'un *libretto* d'opéra-comique (*la Cabane du Pêcheur*) écrit par son frère. Cet opéra fut admis, monté, joué et sifflé au théâtre de Versailles. *La Cabane du Pêcheur tomba au bruit des sifflets*, dit M. Elwart, *comme jadis Jéricho s'écrouta au bruit des trompettes de Josué*. L'on peut croire sur parole l'historiographe qui fait un pareil aveu. (M. Elwart est professeur au Conservatoire.)

Nous venons de dire que les débuts de M. Duprez furent fâcheux ; il ne peut, en effet, avoir oublié sa seconde apparition sur la scène, dans *les Folies amoureuses*, où le parterre en chœur composa un orchestre

avec des clés forées, et siffla l'air de la mélodie avec un ensemble et une justesse admirables.

Était-ce justice ? Oui, certes ! car, à cette époque, M. Duprez manquait d'organe et était d'une inexpérience totale de la scène : son physique était encore plus désavantageux qu'aujourd'hui, et alors on pouvait dire en bonne vérité que M. Duprez était un mauvais acteur en tout point.

A sa sortie de l'Odéon, où il avait passé deux ans, M. Duprez entra presque incognito à l'Opéra-Comique, où il remplaça Damoreau pendant deux mois et demi, à l'expiration desquels il partit pour l'Italie (1828), où il traita successivement avec le banquier Marietti, qui avait l'entreprise du *Carcano*, à Milan, et les *impressario* Morelli, Granara, Lannari et Barbaja. Ces engagements furent d'abord fort minimes, puisque celui qu'il contracta, tant pour son compte que pour celui de sa femme (1), avec le banquier Marietti, fut de 855 fr. ; plus tard, au contraire, M. Duprez et sa femme (ils sont demeurés constamment attachés aux mêmes administrations) se sont fait une réputation qui ne s'est point démentie à Paris, et qui faisait que Lannari trouvait *il Duprez troppo exigente*.

Après avoir satisfait à son engagement avec Marietti, le couple Duprez quitta Milan. M. Duprez vint remplir les rôles de *mezzo carattere*, à Varèse, puis à Novare, et enfin au théâtre secondaire de *San-Benedetto* de Venise. De cette époque (1829-30) datent les premiers succès de Duprez. Alors sa voix se développa, ou, pour être plus vrais, alors Duprez se créa une voix, voix peu étendue, mais pleine de sentiment ; mélodie peu variée, mais heureuse et bien conduite. Il se distingua surtout par une accentuation musicale qui le place au premier rang dans le chant du récitatif et dans les solos ; car le défectueux de l'organe de Du-

(1) M. Duprez s'était marié en 1827.

prez ne fait saillie que dans les morceaux à plusieurs voix (les trios par exemple) et surtout dans les ensembles. Tout l'art de Duprez ne peut alors déguiser la faiblesse réelle des moyens; et, nous le disons avec conviction, nous sommes de ceux qui pensent que la poitrine de ce chanteur sera impuissante à recueillir la succession d'Adolphe Nourrit.

Pendant six ans encore, Duprez parcourut les théâtres de Milan, Gènes, Bergame, Turin, Lucques, Trieste, Florence, Sinigaglia, Sienne, Foligno, Rome, Naples, Livourne, parfois applaudi, quelquefois sifflé, à Milan surtout, où il fit, en 1851, un *fiasco* complet.

En février 1856, M. Duprez revint en France. Il tournait, dit-on, ses regards vers le Théâtre Italien, plus convenable à son organisation vocale et à son physique que la vaste salle de la rue Grange-Batelière, lorsqu'il entrevit la possibilité de prendre sa place dans la troupe du grand Opéra, dont M. Duponchel paraissait vouloir augmenter le personnel. Il entra en pourparlers avec ce directeur; mais, avant de tenter ses premiers pas sur la scène de l'Académie Royale de Musique, M. Duprez fit un dernier voyage en Italie, et appartint encore, pendant huit mois, à l'*impresario* Lannari.

A la fin de 1856, M. Duprez revint à Paris, et traita définitivement avec M. Duponchel. M. Duponchel céda au Duprez *trop-po exigente*, qui demandait le rôle d'*Arnold* de *Guillaume Tell*. Cette concession parut blessante à Nourrit, cet acteur à l'âme si artistique, au cœur si éminemment sensible : Nourrit dit adieu à la scène parisienne.

Nourrit n'abandonnait pas l'Opéra; c'est l'Opéra qui faisait défaut à Nourrit, à Nourrit, qui, à peine âgé de trente-cinq ans, comptait déjà quinze ans de glorieux succès, et auquel l'administration avait si longtemps dû sa fortune financière.

La mort de Nourrit a dû retentir cruellement au cœur de M. Duponchel.

Après avoir signé son engagement, M.

Duprez fit un dernier voyage à Parme et à Florence, pour satisfaire à son traité avec Lannari, et revint enfin débiter à l'Académie Royale le 17 avril 1857.

Son début fut heureux : la presse et le public furent favorables à Duprez, qui a acquis un rang honorable parmi les premiers ténors de l'Europe, mais qui, *quelle que soit sa confiance en lui-même*, ne saurait ni remplacer ni faire oublier notre excellent Nourrit.

AURE (ANTOINE-MANAUD-CHARLES D').

Né en 1782, au château de Lourdes (Hautes-Pyrénées), dont son père était alors commandant, M. A.-M.-Charles d'Aure fut plus tard élevé au collège de Tournon, d'où il sortit en 1801 pour entrer, comme chasseur, dans le 24^e régiment de cette arme. Il fit avec lui la campagne de Portugal, et le quitta, en 1802, pour passer à Saint-Domingue.

M. d'Aure se distingua à la prise du fort de Léogane, où il fut fait lieutenant sur le champ de bataille. Peu après il fut attaché au général P. Boyer, en qualité d'aide-de-camp, et rentra avec lui en France, vers la fin de 1805; mais leur traversée ne fut point heureuse. Fait prisonnier par les Anglais, M. d'Aure ne fut relâché, en vertu d'un cartel d'échange, qu'en 1811.

Rentré en France, il fut attaché, en qualité d'aide-de-camp, au général comte Colbert, et fit avec lui les campagnes de Russie, de Saxe et de France. Il se distingua à l'affaire de Reichenbach, où il eut un cheval tué sous lui, et fut fait chevalier de la Légion-d'Honneur et capitaine.

Blessé d'une balle à la jambe en défendant le village de Lisy près Brie, dans la campagne de France, il fut promu au grade de chef de bataillon.

M. d'Aure resta sous les drapeaux pendant la première restauration; mais, s'étant trouvé à Waterloo, il fut mis en disponibi-

lité après le licenciement de l'armée de la Loire. Toutefois, lors de l'organisation du corps royal d'état-major, il y fut admis comme chef de bataillon. Rappelé en activité en 1827, M. d'Aure fut fait lieutenant-colonel à la suite des événemens de 1850, et colonel en 1852, sans qu'aucun service particulier parût justifier ce rapide avancement. Il fut fait en outre officier de la Légion-d'Honneur et nommé chef de l'état-major de la 4^e division militaire.

BERNARD (DE RENNES).

M. BERNARD (*Louis-Désiré*), né à Brest, en 1788, est fils d'un négociant de cette ville. Il fit ses études d'abord à La Flèche, et ensuite à Paris, au collège Sainte-Barbe, où il obtint de grands succès. Admis au barreau de Rennes en 1810, M. Bernard fit partie de la compagnie des fédérés de Rennes, qui alla pendant les Cent-Jours offrir son secours à la ville de Nantes; toutefois il se déclara, par un vote public contre le fameux acte additionnel, ce qui ne l'empêcha pas d'être nommé conseiller à la cour de Rennes.

Rendu au barreau après la seconde restauration, M. Bernard continua de suivre cette carrière. Il fut, en 1815, l'un des défenseurs du général Travot, condamné à mort par un conseil de guerre que présidait le général Canuel. Ce président dénonça les défenseurs au garde des sceaux d'abord et ensuite au public par une affiche qu'il fit placarder dans la ville, et dans laquelle il traitait d'écrits séditieux les mémoires publiés par eux. L'un de ces mémoires se terminait par le mot roi, suivi de huit points..... qui devinrent l'objet d'une ridicule accusation. On supposa que ces huit points voulaient dire Napoléon, et l'on arrêta les défenseurs. M. Bernard fut au secret pendant huit jours, et il fallut un arrêt de la chambre d'accusation pour le rendre à la liberté.

En 1822, une famille de Rennes, dont l'un des membres figurait dans la conspira-

tion du général Berton, pria M. Bernard de se charger de cette défense. Il se rendit à Poitiers; mais, n'ayant pu obtenir du garde des sceaux l'autorisation de plaider, il fit imprimer et adresser aux jurés de courtes et énergiques observations pour servir à la défense de son client.

Depuis cette époque, M. Bernard, entièrement livré aux études relatives à sa profession, se disposait à donner au public une nouvelle édition du *Traité des assurances* d'Emerigon, lorsque l'attaque du journal *l'Etoile* contre la mémoire de M. de La Chaulotais vint fournir à cet avocat l'occasion de se faire connaître à Paris (1825). Il accepta le côté politique de la défense (1) et remplit sa tâche avec non moins de talent que d'énergie. Son plaidoyer, auquel on pourrait peut-être reprocher un peu d'emphase, fut digne de la noble cause qu'il défendait, et lui fit le plus grand honneur.

Le barreau de Paris fit à cette occasion à M. Bernard l'accueil le plus flatteur; aussi l'avocat de Rennes se décida-t-il à venir se fixer dans la capitale. En 1829 il traita avec M. Odilon-Barrot de son cabinet à la Cour de cassation, et il fut convenu qu'il lui succéderait après deux années de collaboration. Les événemens en décidèrent autrement.

Sous le ministère Polignac, M. Bernard prêta l'appui de son talent au *Journal du Commerce* dans la cause de l'association bretonne pour le refus de l'impôt, et, la même année, la dissolution de la chambre des députés ayant été prononcée à la suite de l'adresse des 221, il fut honoré d'un double mandat par les collèges électoraux de Lannion et de Rennes; plus tard il opta pour le collège de Lannion (Côtes-du-Nord).

Lorsque parurent les ordonnances de juillet, M. Bernard se jeta sans hésiter dans les rangs du peuple. Le 26 au soir, il assista à la réunion des dix ou douze députés qui

(1) Voir ce que nous avons dit à ce sujet dans la Notice consacrée à M. BERRYER, t. IV, 1^{re} part.

s'assemblèrent chez M. Alexandre de Laborde; il y protesta contre les ordonnances et y soutint que les députés étaient toujours les députés malgré les ordonnances; qu'ils devaient se réunir à ce titre au palais de la chambre, et il offrit d'y présider l'assemblée si nul autre ne voulait assumer cette responsabilité sur lui.

Les députés s'étant réunis au Palais-Bourbon le 28 juillet, M. Bernard fut l'un des commissaires envoyés par la chambre auprès du lieutenant-général du royaume.

Après la nomination des ministres, parmi lesquels M. Dupont (de l'Eure) figurait en qualité de ministre de la justice, M. Bernard fut nommé procureur général près la Cour royale de Paris. Dans son discours d'installation il fit entendre de nobles paroles aux quelles il demeura fidèle: « *Voici, dit-il, comment nous entendons les devoirs du ministère public; avant tout, ses officiers sont magistrats, et à ce titre ils ne parlent et n'agissent qu'au nom de la loi et dans son seul intérêt. Plus de ces poursuites passionnées, ardentes et qui semblaient un système organisé pour les besoins d'une odieuse politique..... Nous parlons au nom de la société, la société est impartiale, ce qu'elle veut c'est la justice...* »

M. Bernard organisa le parquet de la Cour royale et ceux du ressort. Comme procureur général il dirigea à Saint-Leu l'instruction de la procédure à l'occasion de la mort violente du dernier des Condé (voir son rapport au *Moniteur*). A la même époque il présida, avec le général Daumesnil, gouverneur de Vincennes, à la réception des ministres de Charles X et à leur interrogatoire; mais il fut bientôt obligé de donner sa démission, parce qu'il soutenait que la révolution avait abrogé virtuellement l'article 291 du Code pénal, qui punit les réunions habituelles, et à jour fixe, de plus de vingt personnes, et qu'il proclamait la liberté de s'associer. Il fut alors nommé conseiller à la cour de cassation et membre de la Légion-

d'Honneur; la commission des récompenses nationales lui décerna aussi la croix de Juillet.

Lorsqu'il s'agit de reviser la Charte, on proposa l'élimination des pairs créés par Charles X. M. Berryer s'opposait à cette mesure en alléguant son illégalité. M. Bernard prit alors la parole: « *En présence des événemens qui viennent de se passer, dit-il, quand le trône a été brisé, quand la légitimité n'existe plus, quand, il y a quatre jours, un immense buteau pavaisé de leurs funèbres descendait la Seine, et que la population en sanglots l'escortait (c'étaient les derniers adieux des pères et des enfans), où voulez-vous chercher la légalité? n'est-elle pas tout entière enterrée sous les cadavres?* » (Séance du 6 août.)

Dans la même séance, alors que M. Martignac osait faire l'éloge de Charles X et assurer que l'amour de la patrie brûlait dans le cœur de ce prince, M. Bernard répondit avec énergie: « *Non, non, Charles X, écoutant des conseils perfides, n'a pas été animé par l'amour de la patrie. Le sceptre était dans ses mains comme le signe de protection; c'est lui qui l'a brisé en frappant sur son peuple; non, jamais il n'a eu l'amour de la patrie.* »

En présence d'une chambre et d'un ministère qui luttait pour organiser le système d'une demi-restauration, M. Bernard se rattacha à toutes les mesures qui pouvaient faire faire quelques progrès à la liberté. Ainsi, lorsque M. Bavoux, dans l'intérêt de la presse périodique, seule base du gouvernement représentatif, proposa de diminuer le cautionnement des journaux, M. Bernard appuya cette proposition, en flétrissant aussi toute espèce de cautionnement, comme une mesure préventive perfidement déguisée dans un intérêt fiscal. Ainsi, dans la discussion de la loi électorale, M. Bernard fit de justes reproches à la commission d'avoir admis le cens électoral de 250 fr. et le cens d'éligibilité de 740, comme représentant les cens de 500 et de

1,000, énoncés dans la Charte de Louis XVIII; il proposait d'abaisser le cens électoral à la somme de 150 fr., et ce ne fut que malgré lui qu'il vota pour le cens électoral de 200 fr. Quant au cens d'éligibilité, M. Bernard le repoussa d'une manière absolue.

« *Il n'est pas besoin, disait-il, de garanties pour l'élu, quand il s'en trouve de véritables dans le choix de l'électeur; celui-ci, intéressé au maintien de l'ordre et des lois, ne donnera pas sa confiance à des hommes qui pourraient les renverser.* »

Enfin M. Bernard, après avoir signé les associations patriotiques contre le retour de la branche aînée des Bourbons et l'invasion étrangère, défendit énergiquement, à la tribune, les associations contre les anathèmes ministériels de M. Casimir Périer, contre les pasquinades de M. Dupin aîné, et contre les vociférations des centres.

D'accord avec le général Lafayette, il proposa de réserver pour la session suivante l'examen de la question de l'hérédité de la pairie, et fit adopter cette proposition à la presque unanimité de la chambre.

Dans la session suivante, lors de la discussion de l'adresse, pour laquelle il avait été nommé commissaire, M. Bernard prit l'initiative dans une proposition importante; il demanda, mais sans succès, que le ministère vînt communiquer à la chambre les documens diplomatiques qui devaient éclairer sa conscience sur les affaires extérieures de l'état.

Nommé rapporteur de la loi nouvelle sur l'organisation des Cours d'assises et du jury, il caractérisa ainsi l'objet de la loi: « *Le principe qui domine cette matière, dit-il, c'est que la société, ayant seule le droit de punir, a seule aussi le droit de déclarer si tel fait est constant, et si elle en est offensée; et, de la même manière que la nation ne peut par elle-même et en masse exercer le pouvoir législatif, elle ne peut non plus exercer collectivement cette portion du pouvoir judiciaire. Elle a donc ses représen-*

« *tans JUSTICIERS, comme elle a ses représen-*
« *taus LÉGISLATEURS: c'est le jury, c'est le droit*
« *pour tout citoyen de n'être jugé que par ses*
« *pairs, de n'être déclaré coupable que par*
« *une sentence qui s'appelle le JUGEMENT DU*
« *PAYS.* »

Depuis lors, M. Bernard s'est peu montré à la tribune, si ce n'est dans la discussion de questions purement secondaires, telles qu'un projet de loi d'expropriation pour utilité publique, un amendement sur le projet de loi relatif aux dépenses résultant d'épidémies, une réclamation en faveur des condamnés politiques de la restauration, etc.; et, nous devons le dire, son vote n'a plus été hostile aux divers ministères qui se sont succédé. Toutefois, les électeurs de la Bretagne sont demeurés constamment fidèles à leur député. M. Bernard a été élu sept fois par les trois départemens de la Bretagne; il est à présent, et depuis 1856, député du Morbihan.

M. Bernard (*de Rennes*) est auteur d'un *Résumé de l'Histoire de Bretagne*, in-18, chez Lecoq et Durey (1825). Il a aussi donné une édition d'Emérigon, sur les assurances maritimes (Warée 1827). Il est aujourd'hui l'un des collaborateurs de la *Revue Britannique*.

VALETTE (ARISTIDE).

M. VALETTE (*Aristide*), né à Saint-Antoine, département de Tarn-et-Garonne, docteur ès-lettres, professeur de philosophie au collège royal de Louis-le-Grand, membre de la Légion d'honneur, professa, dès l'âge de vingt-cinq ans, la philosophie aux collèges royaux de Bourbon et de Saint-Louis, et se fit remarquer par les succès de ses élèves aux concours généraux de l'Académie de Paris. Dès son début dans l'enseignement il a compté de suite quatre prix d'honneur.

Élève de Laromiguière, dans l'intimité duquel il a long-temps vécu, M. Valette a

été deux fois désigné par cet illustre métaphysicien pour le suppléer à la faculté des lettres de Paris. Pendant huit ans, nous l'avons entendu à la chaire de Laromiguière, et c'est M. Cousin qui l'en a fait descendre.

A la révolution de juillet, M. Cousin étant devenu conseiller de l'Université, et chargé en cette qualité de la direction de toutes les chaires de philosophie de France, il a fallu plus que du courage à M. Valette pour lutter contre les doctrines mises en crédit par son nébuleux antagoniste. M. Valette n'a pas été au dessous de sa mission, et il a montré pendant huit ans une conscience de ses devoirs peu commune. Sa manière franche et décidée de comparer les divers systèmes philosophiques au XIX^e siècle, sans faire aucune allusion aux passions du moment, ne devait pas plaire à M. Cousin; aussi nous savons qu'il n'y a pas d'avanies qu'il n'ait faites à M. Valette. M. Valette, titulaire de la chaire du collège de Saint-Louis, se faisait remplacer à ses frais pour donner tout son temps à ses deux leçons de la faculté, et de la manière la plus désintéressée.

M. Cousin, sous la restauration, se plaignait que l'autorité supérieure l'empêchât de parler et de suppléer M. Royer-Collard à la faculté. Nommé professeur en titre, à la révolution de juillet, il n'a jamais fait une seule leçon pendant neuf ans; mais il a forcé M. Valette de professer en même temps au collège Saint-Louis et à la faculté, *contrairement à tous les usages de l'Université*. Il espérait sans doute diminuer ou user les forces de M. Valette pour l'enseignement public.

A la mort de Laromiguière, vainement M. Valette a été présenté, et par la faculté, et par le conseil académique de Paris, pour avoir le titre dont il avait si dignement exercé les fonctions; vainement, dans la délibération du conseil académique, M. Arago a fait remarquer combien, avec le monopole de l'enseignement, il serait absurde que la philosophie française, telle que l'avaient faite

Condillac, Garat et Laromiguière, n'eût aucun écho dans les trois chaires de philosophie de la faculté: le ministre a éconduit M. Valette pour lui préférer M. Jouffroy, élève de M. Cousin, déjà membre de la faculté, et qui a changé de chaire pour faciliter l'exclusion de M. Valette.

Pour dédommager M. Valette, après une suppléance si longue et si désintéressée, le ministre Salvandy l'a fait changer de collège et l'a envoyé à Louis-le-Grand. Ainsi, après vingt ans de succès dans l'Académie de Paris, ce professeur est redevenu ce qu'il était presque à son début dans la carrière.

M. Valette n'a pas encore publié le résultat de ses méditations; cependant nous avons de lui :

1^o *Un Examen des principes et de la méthode philosophique de M. Cousin*, in-8^o, chez Labitte.

2^o *Trois Leçons à la Faculté*.

3^o *Une Lettre sur la vie de l'archi-trésorier Lebrun*, imprimée dans une notice en tête de fragmens politiques publiés par le duc de Plaisance.

M. Valette a long-temps travaillé sous les yeux du traducteur du Tasse, qui l'honorait d'une bienveillance toute particulière. La lucidité de son enseignement, les développemens qu'il a donnés aux principes de Condillac et de Laromiguière, nous font désirer qu'il donne suite à ses publications.

SIMON-LORIÈRE (CHARLES).

Le général SIMON-LORIÈRE, plus connu par ses débats avec les parquets de la Restauration et ses nombreuses pétitions aux Chambres que par ses hauts faits militaires, est né à Blois, le 18 octobre 1785. Il s'engagea en 1802 comme mousse, et fit partie de l'expédition de Saint-Domingue, sous les ordres du général Leclerc. Bientôt après il fut nommé aspirant de 2^e classe. Mais, préférant le service de terre à celui de mer, il obtint son débarquement après l'arrivée

de la flotte à Saint-Domingue, et entra comme simple soldat dans le 3^e bataillon de la 98^e demi-brigade. Il passa ensuite en qualité de sous-officier dans la garde d'honneur du capitaine-général, et fut promu au grade de sous-lieutenant sur le champ de bataille de Morne-Pelé, le 4 thermidor an XI.

Après la capitulation de la colonie, en brumaire an XII, M. Simon-Lorière fut conduit à la colonie comme prisonnier de guerre des Anglais; mais peu de temps après il put revenir en France.

En l'an XIII, M. Simon-Lorière entra dans le 7^e régiment de ligne avec le grade de lieutenant, et devint ensuite aide-de-camp du général Bruyère. Il fit, en cette qualité, les campagnes de 1805, 1806, 1807, en Autriche, en Prusse et en Pologne; en 1808, il fut employé avec son général à l'armée d'Espagne, où il fut attaché au général Sémiel avec le grade de capitaine. A cette même époque M. Simon-Lorière reçut la croix de la Légion d'Honneur.

Après avoir reçu du maréchal Soult le commandement de l'Alcazar de Xerès de la Frontera, le capitaine Simon-Lorière passa, à la fin de 1812, à l'armée du Nord avec le grade de chef de bataillon au 57^e d'infanterie de ligne. Dans la campagne de France, il se distingua dans diverses affaires, et fut promu au grade de colonel quelques jours avant l'abdication de Napoléon.

La Restauration refusa de reconnaître cette promotion, et M. Simon-Lorière fut mis à la demi-solde de chef de bataillon.

En 1815 il fut un des premiers à reprendre sa place sous le drapeau impérial, et reçut ses lettres de service de colonel sous-chef d'état-major du 4^e corps. Le général Saint-Remy, chef de cet état-major, ayant été blessé, le colonel Simon-Lorière le remplaça jusqu'au licenciement du corps d'armée de la Loire. A cette époque il fut placé sous la surveillance de la haute police, et

n'obtint qu'à la fin de 1816 l'autorisation de venir se fixer à Paris.

En octobre 1819, M. Simon-Lorière fut impliqué, par les agens du parquet de la Cour royale, dans l'accusation portée contre le respectable Gévaudan, vieillard de soixante-onze ans, administrateur des messageries, également connu par la grande fortune dont il jouissait, et le noble usage qu'il en faisait. Le colonel Simon-Lorière et M. Gévaudan, traduits devant le tribunal de police correctionnelle, comme ayant réuni chez eux ce qu'il plut au ministère public de désigner sous le nom d'*Association politique*, ou *Société des Amis de la liberté de la presse*, et qui n'était en effet qu'une réunion d'amis, alternativement reçus dans le domicile de chacun d'entre eux, furent appelés, le 26 octobre 1819, devant le juge d'instruction, et comparurent devant le tribunal les 11 et 18 décembre, pour y répondre sur l'objet de la prévention. Quatre-vingt-trois témoins, dont quinze à la requête du procureur du roi et le reste à celle des prévenus ayant été appelés, il résulta de cette enquête que dans les réunions qui avaient lieu chez MM. Simon-Lorière et Gévaudan on s'était fréquemment occupé des questions politiques qui intéressaient essentiellement la liberté et la sûreté des citoyens, et qu'il serait assez difficile d'expliquer les motifs qui avaient mérité à ces messieurs l'honneur particulier d'une poursuite, puisque la même société s'était souvent rassemblée chez MM. Manuel, de Lafayette, d'Argenson, de Broglie, et plusieurs autres de ses membres, sans que l'autorité eût jamais jugé à propos de s'en plaindre; qu'en un mot la liberté de se réunir était formellement garantie par les articles 4 et 8 de la Charte constitutionnelle. Malgré toute la force, toute l'évidence de ces considérations, le tribunal de police correctionnelle, probablement pour ne pas désobliger le ministère, à qui l'avocat du roi, Bourguignon, servait d'organe, con-

damna, dans la séance du 18 décembre 1819, le colonel Simon-Lorière et son honorable coaccusé, M. Gévaudan, à une amende de 200 francs, que l'avocat du roi, par un reste de pudeur, déclara ne devoir être considérée que comme une contribution patriotique.

Peu de temps après M. Simon-Lorière fut rayé des contrôles de l'armée. Il en appela aux Chambres, et adressa à chaque session successive des pétitions qui demeurèrent sans résultat. Enfin la révolution de juillet vint lui rouvrir la carrière de l'avancement; il reprit son rang dans l'armée, fut successivement créé officier et commandeur de la Légion-d'Honneur, et enfin promu au grade de maréchal de camp, le 11 novembre 1857, et chargé du commandement militaire du département des Deux-Sèvres, où il réside depuis lors.

BASSE (LOUIS).

M. Basse (*Louis*), né en 1768, dans le département de la Sarthe, qu'il a toujours habité, fut successivement appelé à remplir les fonctions de juge de paix et de président de l'administration municipale du canton de Mayet, dans les années II, III, IV et V de la république. A cette dernière époque il alla s'établir défenseur officieux près les tribunaux du Mans. En l'an VI, il fut nommé par le Directoire commissaire du pouvoir exécutif près le tribunal de police correctionnelle; mais il ne put en remplir les fonctions, parce qu'il n'avait pas atteint l'âge prescrit par la loi (trente ans). Il fut nommé avoué près le tribunal civil, lors de la création des avoués, en l'an IX, et il en exerça les fonctions jusqu'en 1825.

Depuis vingt-sept ans M. Basse est membre du comité consultatif de l'arrondissement du Mans, et depuis dix ans, membre du conseil général du département de la Sarthe. En 1850, il fut nommé par le roi maire de la ville du Mans, et il n'a cessé

d'en remplir les fonctions jusqu'à ce jour. Il a été élu en 1857 député par le premier collège électoral de la Sarthe, et réélu en 1858.

M. Basse vote dans le sens ministériel, persuadé, dit-il, que les attaques dirigées contre les dépositaires du pouvoir n'ont pour but que d'affaiblir l'autorité royale et de fortifier à ses dépens la démocratie, d'où il faut logiquement conclure que M. Basse est plus monarchiste que démocrate, et cependant il ne se croit pas aristocrate... Que d'hommes raisonnent ainsi!

M. Basse fut nommé membre de la Légion-d'Honneur en 1854, sur la demande du préfet de la Sarthe.

SINETY (ANDRÉ-LOUIS-WOLDEMAR-ALPHÉE, VICOMTE DE).

M. SINETY (*André-Louis-Woldemar-Alphée, vicomte de*), colonel honoraire de cavalerie, chevalier de Saint-Louis, officier de la Légion-d'Honneur, est entré au service à l'âge de quinze ans et demi, comme simple cavalier, dans le régiment du duc d'Aremberg son parent, au commencement de 1807. Il a fait la guerre pendant dix-huit mois comme sous-officier en Allemagne. Après plusieurs campagnes en Espagne, il mérita successivement le grade de lieutenant et celui de capitaine dans un régiment de hussards. Devenu aide-de-camp du comte de Lauriston, il s'attira sa confiance, et ce général en chef ne laissa échapper aucune occasion de le faire distinguer par l'empereur, en le chargeant de lui porter tous les rapports propres à fixer son attention.

Après la bataille de Leipzig et l'anéantissement du cinquième corps, M. de Sinety n'évita d'être fait prisonnier qu'en se jetant dans l'Elster, quoiqu'il ne sût point nager; son cheval s'y noya, et il ne dut son salut qu'à l'assistance de deux braves. L'empereur le nomma immédiatement chef d'escadron, et le fit placer plus tard dans le 5^e

de cuirassiers. M. de Sinety n'avait alors que vingt-deux ans, et se trouvait ainsi, dit-on, le plus jeune officier supérieur employé dans la cavalerie de ligne des armées impériales. L'avenir lui promettait beaucoup, lorsque la Restauration, qui semblait devoir le favoriser, vint l'arrêter dans une carrière fournie jusque-là sur les champs de bataille. N'ayant pas voulu prendre d'emploi dans la maison du roi, M. de Sinety entra, avec son grade, dans les dragons de la garde, et n'obtint que par ancienneté le brevet de lieutenant-colonel. Il a quitté le service en avril 1821 avec celui de colonel honoraire.

M. de Sinety nous paraît catholique et légitimiste par conviction. Maire de la commune de Grigny, où il habitait, il a donné sa démission en 1850. Il n'a accepté depuis que certaines dignités que l'on ne sollicite pas; mais il cumule, car il est marguillier de la paroisse des Missions-Étrangères à Paris et de celle de Misy, où il a son domicile.

REMILLY (Maire et Député de Versailles).

Né à Versailles, de parens commerçans, le 18 novembre 1800, M. Remilly, après avoir terminé le cours de ses études, travailla dix ans dans le notariat, puis fit son droit, et exerça à Versailles pendant quelques années la profession d'avocat.

Depuis 1827 il a constamment rempli dans cette ville des fonctions gratuites, judiciaires, administratives ou municipales.

Sous la Restauration il fut secrétaire d'une société pour la propagation de l'enseignement mutuel.

Lorsqu'en juillet 1850 furent promulguées les ordonnances liberticides, M. Remilly se prononça énergiquement, et, après la victoire des Parisiens, marcha contre Charles X sur Rambouillet. Depuis lors il a accepté la dynastie nouvelle et s'est rallié à son gouvernement, qui, s'il ne réalise pas

toutes les espérances qu'il avait permis de concevoir, paraît, du moins à M. Remilly, une garantie d'ordre et de sécurité.

En 1854 M. Remilly fut nommé conseiller municipal de la ville de Versailles, peu après deuxième adjoint au maire, et en 1857 premier adjoint. En décembre de la même année il fut promu aux fonctions de maire. Il prononça à cette occasion un discours dans lequel se trouvent résumés ses principes administratifs et politiques. Nous lui emprunterons le passage suivant, qui sert à faire connaître ce magistrat.

« En matière politique, dit-il, ne se doit-on pas indulgence ? Toute opinion consciencieuse n'est-elle pas respectable ? Respect donc au culte du passé : la fidélité au malheur est une noble vertu. Respect aussi à ces âmes ardentes que le culte du mieux transporte : le progrès est la loi de Dieu. Le magistrat doit tolérance à toutes les opinions, même quand elles ne seraient pas consciencieuses ; son intervention n'est légitime que si elles troublent la paix publique ; s'il en était jamais ainsi, nous n'hésiterions pas.

« En matière religieuse, ce n'est point assez pour lui de se montrer tolérant, il doit à tous les cultes une protection égale. Vos trois administrateurs, comme citoyens, attachés au culte catholique, ne seront, comme magistrats, que les représentans de la loi qui a placé les cultes, sans exceptions, sous son égide. Nous suivrons en cela l'exemple du respectable maire si digne de nos regrets. Son esprit de justice, poussé, en matière religieuse, à ses dernières limites (à cause de sa dissidence comme citoyen), lui avait concilié l'estime des catholiques, et l'on a été touché de la démarche de notre digne évêque auprès d'une veuve désolée, pour qui cette religieuse visite a été une douce consolation.

« Désirant être bien connu de nos administrés, nous vous devons, messieurs, une profession de foi politique et religieuse.

« Oui, nous désirons le développement du sentiment religieux. Le matérialisme doit cesser d'enivrer ; les classes élevées de la société se spiritualisent ; les esprits éminens de l'époque réclament la puissance de ce doux sentiment ; il faut l'inculquer dans les cœurs. »

M. Remilly ne se démentit point des principes qu'il avait développés dans ce discours ; aussi les électeurs de Versailles de toutes les nuances d'opinions l'ont-ils honoré de leurs suffrages, et lui ont-ils donné mandat de les représenter à la Chambre des députés. Dans une lettre aux électeurs des trois cantons de Versailles, M. Remilly a fait une profession de foi, qui est le développement de celle que nous avons citée. Nous nous bornerons à en reproduire quelques passages, qui serviront à faire apprécier leur auteur.

« Je ne suis pas homme de parti : libre de tout engagement, si vous me choisissez, je me placerais dans une région d'impartialité, de vérité et de moralité politique. Je n'examinerais pas quelles mains me présentent les projets de loi, j'examinerais les projets de lois eux-mêmes, puis me renfermerais dans ma conscience pour adhérer ou rejeter. Ainsi je ne me lierais ni aux parties qui se passionnent, ni aux ministères qui peuvent se tromper.

« Messieurs, je suis homme de progrès, mais je désire le progrès sans secousse, et je tiens d'abord à ne risquer aucun des biens précieux que nous possédons.

« Je tiens au gouvernement représentatif dans toute sa vérité. Chacun des trois pouvoirs qui constituent le pouvoir souverain doit se mouvoir librement dans sa sphère d'action. Je réclamerais l'observance rigoureuse de la Charte, notre arche sainte; j'invoquerais la prudence des Châmbres, et me confierais dans la profonde sagesse du roi, dont la main ferme nous a sauvés et a répandu sur la France les trésors de la paix.

« Je désirerais au dedans une politique de conciliation qui rapprochât tous les hommes éclairés et consciencieux, soit que dans leur amour du pays ils regrettent le passé, soit qu'ils devancent l'avenir.

« Je voudrais aussi qu'on permit aux gouvernans de s'occuper plus de nos affaires que de défendre leur position; qu'on leur laissât quelque avenir pour suivre leurs projets, pour assurer le bonheur du peuple, par la religion qui l'épure, par l'instruction qui l'élève, par les arts qui l'ennoblissent.

« On parlera de la loi électorale. La stabilité dans les lois politiques récentes me semble nécessaire aux états. Il est cependant une extension que j'appelle de mes vœux; ceux qui possèdent dans le domaine de l'intelligence ne sont pas moins intéressés que les censitaires à la bonne gestion de la chose publique. L'espérance qu'avec le temps le calme des esprits permettra d'introduire successivement et sans secousse l'extension du droit électoral.

« Dois-je, en finissant, rassurer sur mon indépendance? Ma vie a été consacrée, soit à l'étude, soit au service désintéressé de mes concitoyens, comme avocat, magistrat ou administrateur. Je n'ai demandé aucune des fonctions dont j'ai été ou suis revêtu, et je n'en accepterais pas d'autres; je ne sollicitai jamais que pour autrui. »

Comme député, M. Remilly ne s'est point écarté de la ligne tracée par cette profession de foi. Il a pris place sur les bancs ministériels, mais il paraît vouloir conserver son indépendance et ne se faire l'obligé d'aucune coterie.

Nous ne partageons pas la confiance de M. Remilly dans le gouvernement, mais nous apprécions ses principes et nous honorons son caractère.

MERLIN (ANTOINE-FRANÇOIS-EUGÈNE, COMTE).

M. le lieutenant-général Antoine-François-Eugène, comte MERLIN, grand officier de la Légion d'Honneur, est fils de l'illustre Merlin (de Douai), qui s'acquit un nom immortel au milieu de nos orages révolutionnaires et des gloires de l'empire, tant par sa conduite toujours loyale et courageuse que par sa science du droit.

Le lieutenant-général Merlin, auquel nous consacrons cet article, est né à Douai (Nord) le 27 décembre 1778. Dès l'âge de quatorze ans il se voua à la défense de la patrie, et fit ses premières armes en 1795.

Il avait à peine atteint sa dix-neuvième année, et avait déjà fait avec distinction

plusieurs campagnes aux armées du Nord et du Rhin, lorsqu'il fut choisi par le général Bonaparte pour l'accompagner en Égypte, en qualité d'aide-de-camp. Plus tard il quitta la carrière des états-majors et reentra dans le corps de l'armée, où chacun des grades qu'il obtint fut le prix d'une action d'éclat. En novembre 1800 il fut promu au grade de chef d'escadron de grosse cavalerie; et ce n'est que dix ans plus tard, après s'être distingué dans diverses affaires, qu'il fut fait colonel du 1^{er} de hussards.

Envoyé à l'armée de Portugal, il se signala surtout, le 5 août 1811, à l'affaire de Sabugal, où, à la tête d'un faible escadron de son régiment, il dispersa un régiment d'infanterie anglaise qui poursuivait vivement le 17^e d'infanterie légère français, et lui reprit une pièce d'artillerie dont il venait de s'emparer. A l'occasion de cette affaire le colonel Merlin fut créé officier de la Légion d'Honneur.

Il acquit de nouveaux titres à la reconnaissance de l'armée par sa conduite à la suite de la malheureuse affaire des Arapiles (*Voir la Notice consacrée au maréchal MARMONT*), et par l'énergie avec laquelle, à la tête de son régiment, il continua les efforts de l'ennemi et protégea la retraite de l'armée. Il se signala de nouveau plusieurs fois pendant le cours de cette campagne, à la suite de laquelle il fut promu au grade de général de brigade (14 juillet 1815), et fut appelé à la grande armée.

Le général Merlin se signala pendant la campagne de Leipzig, et mérita les éloges publics de Napoléon (29 octobre 1815), qui peu de temps après le nomma colonel en second du 4^e régiment des gardes d'honneur.

Pendant la première restauration le général Merlin fut mis en non-activité; toutefois en février 1815 il fut fait chevalier de Saint-Louis. Au 20 mars, Napoléon le nomma major des chasseurs à cheval de la garde impériale, et le chargea en outre de

l'organisation et du commandement du 2^e régiment de cette arme.

Après le licenciement de l'armée de la Loire, le général Merlin quitta la France, et suivit dans l'exil son père, qui faisait partie de la liste des trente-huit proscrits. Les deux voyageurs s'embarquèrent à Anvers pour se rendre en Amérique, et firent naufrage près de Flessingue.

Le général Merlin rentra en France en 1818, et vivait dans la retraite, lorsqu'il fut signalé à l'autorité comme l'un des chefs de la conspiration dite du mois d'août 1820. Un mandat d'amener fut lancé contre lui au mois d'octobre suivant, ainsi que sur soixante-quatorze de ses prétendus complices; mais le général Merlin parvint à s'y soustraire, et, plus tard (février 1821), fut l'un des quarante-un inculpés en faveur desquels la Cour des pairs rendit un arrêt de non-lien (*voir* les journaux du temps). Il put de nouveau goûter quelque tranquillité, éloigné des affaires et du mouvement politique.

La révolution de 1830 rappela le général Merlin sous le drapeau national. Il fut remis sur le cadre d'activité, créé commandeur de la Légion-d'Honneur (21 mars 1831), promu au grade de lieutenant-général le 30 septembre 1832, et chargé en 1833 du commandement de la 18^e division militaire, qu'il exerça encore en ce moment. Il a été en outre élevé en 1837 à la dignité de grand officier de la Légion-d'Honneur.

En 1835 les électeurs d'Avesnes appelèrent le général Merlin à l'honneur de venir les représenter à la Chambre des députés. M. Merlin y prit place dans les rangs des défenseurs de la dynastie nouvelle, sans toutefois se montrer servilement dévoué au système ministériel, et montra en diverses circonstances que son vote était loyal et indépendant. Son mandat n'a point été renouvelé à son expiration.

Nous ne terminerons pas cet article sans signaler les confusions inconcevables dans

lesquelles les auteurs des *Victoires et Conquêtes* sont tombés au sujet du général Merlin et de ses homonymes. Nous aurions trop à faire de les indiquer : il nous suffit d'en faire l'observation générale.

BOURGE (ANTOINE-ROMAIN DE).

Parmi les officiers supérieurs de cavalerie qui se sont fait un nom par leur bravoure et par leurs travaux scientifiques (dans leur spécialité), nous distinguons le colonel du 2^e régiment de chasseurs.

Colonel dans l'arme qui l'avait vu soldat au camp de Boulogne, et après avoir passé par tous les grades, M. de Bourge s'est livré à des travaux littéraires relatifs presque exclusivement aux choses de l'arme dans laquelle il sert, et dont le principal mérite est d'être consciencieux et écrits avec correction et élégance. C'est ainsi que tous les hommes d'intelligence de l'armée devraient utiliser les loisirs de la paix.

Issu d'une famille originaire de Franche-Comté (1), et né à Paris le 6 mars 1786, M. *Antoine-Romain* DE BOURGE, partit le 24 avril 1804, comme soldat, dans le 11^e régiment de chasseurs, qu'il rejoignit à l'armée des côtes de l'Océan. Le 26 février suivant il fut fait brigadier, et rejoignit, avec son régiment, le corps de la grande-armée, avec laquelle il fit les campagnes du Nord.

Nommé successivement, et à la suite de brillantes affaires, maréchal-des-logis (1^{er} août 1806), maréchal-des-logis-chef (1^{er} février 1808), sous-lieutenant (26 mai 1809), il passa au 31^e de son arme le 7 septembre 1811 avec le grade de lieutenant; il faisait à cette époque partie du corps d'occupation de l'armée d'Espagne.

« Peu de jours après son entrée dans le
« 31^e de chasseurs, où il remplissait les
« fonctions d'adjudant-major, il fut blessé

(1) Le père de M. de Bourge était architecte du roi sous Louis XVI, et membre de l'ancienne académie royale des Beaux-Arts.



CLOT-BEY.

« d'un coup de sabre à la main (10 septembre 1811), et sauva un escadron à pied de son régiment, officiers et troupe, en outre vingt-cinq chevaux de réforme et plusieurs voitures d'équipage, par les bonnes dispositions qu'il prit, et la fermeté qu'il montra dans un engagement qu'il eut avec les guérillas de Sornillo; la compagnie d'infanterie qu'il avait pour escorte fut détruite au retour (1). »

En juillet 1812, M. de Bourge fut rappelé à l'armée du Nord, et passa dans le 11^e de hussards, dont il fut nommé capitaine pendant la campagne de Saxe (8 juillet 1813), à la suite de la bataille de Bautzen, où il s'était signalé par un brillant fait d'armes, se précipitant avec quelques cavaliers sur une batterie de quatre pièces et s'en emparant.

Dans le cours de cette campagne, M. de Bourge fut plusieurs fois cité dans les rapports des généraux commandant la cavalerie, et, après avoir été dans plusieurs circonstances présenté pour la croix de la Légion-d'Honneur, obtint cette distinction le 28 septembre 1815.

M. de Bourge se signala dans les journées de Leipzig, et fut honorablement mentionné dans les rapports de ses chefs (2), pour avoir *brillamment chargé* l'infanterie autrichienne, et délivré des hussards tombés au pouvoir de l'ennemi.

Après avoir fait la campagne de France, M. de Bourge entra dans la maison du roi avec le grade de brigadier aux gardes-du-corps (compagnie de Raguse), et, plus tard, 2 novembre 1815, dans les hussards de la garde royale, en qualité de capitaine commandant; il avait été fait chevalier de Saint-Louis le 3 octobre 1814, et officier de la Légion-d'Honneur le 15 juillet 1815; il fut promu au grade de chef d'escadron le 8 juillet 1817. Il passa en la même qualité dans

les dragons de la garde royale, le 30 mars 1826, et fut licencié, le 11 août 1830, avec le grade de lieutenant-colonel.

Le 31 décembre suivant, M. de Bourge fut désigné pour faire partie d'une commission au ministère de la guerre, chargée de revoir et de coordonner les réglemens du service militaire, et le 12 août 1831 il reprit de l'activité dans le 14^e régiment de chasseurs, d'où il passa, le 16 juin 1834, dans le 2^e, avec le grade de colonel. Depuis lors il commande ce régiment, l'un des mieux tenus de l'armée.

CLOT-BEY (ANTOINE).

CLOT-BEY (*Antoine*), docteur en médecine et en chirurgie, inspecteur-général du service de santé de terre et de mer du vice-roi d'Égypte, officier de la Légion-d'Honneur, etc., etc., est fils de l'un de ces braves qui ont versé leur sang pour la patrie sur les champs de bataille de la République. Il est né à Grenoble en 1796, d'un sous-officier de l'armée d'Italie, qui, après la bataille de Marengo, fut obligé de rentrer dans sa famille, pour s'y reposer des fatigues de la guerre, et qui mourut sans fortune en 1811, à Brignoles, où il était venu, malade, suivi de sa femme et de son fils, chercher les secours du médecin de l'hôpital de cette ville, M. Sapey, qu'il avait connu à l'armée. Le dénûment où ce malheur jeta le jeune Clot, orphelin, sans patrimoine, sans instruction, sans autre appui que sa mère et M. Sapey, loin de l'abattre, éveilla en lui, avec les premiers soucis du présent et de l'avenir, un goût si prononcé pour l'étude de la médecine, que les obstacles ne servirent qu'à le convertir en passion.

Il avait reçu de son père, pour tout héritage, les principes de la lecture et de l'écriture. M. Sapey lui prêta les *Éléments de chirurgie* de Lafaye, et l'admit à ses visites, où il s'exerça quelque peu au manuel des petites opérations; mais bientôt l'ardeur d'ap-

(1) Etats de services; rapports au ministre de la guerre.

(2) Le général Excelmans surtout donna les éloges les plus étendus à la conduite du capitaine de Bourge.

prendre lui découvre un horizon plus vaste ; et le voilà qui part (1812) pour Marseille, *sa garde-robe dans un mouchoir et trente francs au gousset* ; faibles ressources qui furent bientôt épuisées. Alors, comme il fallait vivre avant tout, il se plaça chez un barbier. C'était l'humble point de départ d'où s'élançaient encore quelques jeunes ambitions médicales plus ou moins capables. Là ses heures de repos ou de relâche étaient partagées entre une petite chambre au cinquième étage, où il étudiait beaucoup, et l'Hôtel-Dieu, où il trouva heureusement quelques bons condisciples, des livres, des conseils, un vaste champ d'études, et la protection d'une administration toujours attentive et bienveillante, qui sut reconnaître en lui des dispositions peu ordinaires, qui l'accueillit aussitôt avec bonté, et, au bout de deux ans d'épreuves, l'admit au nombre des élèves internes de l'hôpital.

De cette époque à l'année 1820, où il obtint le grade de docteur en médecine, ses condisciples seuls pourraient dire son zèle sans mesure pour le service, ses efforts pour vaincre une nature inculte et peu disciplinée, ses luttes contre les difficultés de toutes sortes inhérentes aux études mêmes qu'il avait abordées sans aucune préparation, ou soulevées autour de lui par un caractère indomptable et passionné ; et puis son infatigable activité, ses veilles opiniâtres, et puis ses découragemens d'une heure, suivis d'efforts nouveaux et de nouveaux succès.

Un jour, un concours s'ouvrit à l'Hôtel-Dieu pour la place de premier élève. Le débat fut entre les deux plus anciens internes : c'était un duel très inégal. D'un côté, avec les travaux communs des salles et de l'amphithéâtre, étaient de bonnes études classiques, une connaissance plus que suffisante des lettres et de la langue, un esprit exercé et prêt aux combats de l'intelligence ; de l'autre, le fruit ingrat des leçons paternelles, un langage incorrect, quelques éclairs jetés sans suite dans la discussion, et de puis-

santes facultés mal gouvernées ; mais une énergie de volonté supérieure, une ardeur incroyable dans la lutte, qui décuplèrent les moyens du jeune Clot, et lui firent décerner le titre si vivement ambitionné. D'ailleurs, sous le rapport de l'assiduité dans l'accomplissement de ses devoirs, du pieux empressement à secourir les malades, de l'humanité fervente à soulager toute souffrance, ce titre était également mérité par lui. Ces qualités précieuses avaient été remarquées par des semainiers vigilans ; la commission administrative appréciait son dévouement, son intelligence, et plus d'une fois même elle avait adopté les améliorations de détail qu'il avait indiquées, en sorte qu'il était déjà considéré comme le premier élève lorsqu'il le devint par le concours.

Avant ce titre il avait obtenu celui d'aide dans les dispensaires, où il trouvait le temps, à des heures favorables, de déployer la même aptitude, le même zèle, la même charité ; ensuite il demanda et obtint successivement le grade d'officier de santé, les fonctions de chef des travaux anatomiques à l'école secondaire, à peine instituée dans cette ville, celles de chirurgien chef interne de l'Hôtel-Dieu, et enfin le diplôme de docteur en médecine à la faculté de Montpellier, où il s'était fait inscrire, et où chaque trimestre il allait, le plus souvent à pied, renouveler son inscription et signer le registre de présence.

C'est dans le cours de ses actes probatoires, fournis avec distinction, qu'il conquiert l'amitié du professeur Lallemant, dont il eut l'assentiment et l'appui dans la défense de sa thèse sur le *spinitis*, dissertation fortement imprégnée des idées de la doctrine physiologique, assez peu goûtées alors dans la vieille école, où dominait encore le génie de Barthez.

De retour à Marseille, le nouveau docteur, chirurgien de l'Hôtel-Dieu, fut nommé médecin adjoint de l'hôpital général de la Charité, médecin consultant des dispen-

saïres, chirurgien de l'Hôpital des Orphelins, etc., cumulé de faveurs qui honore sans doute le mérite qui en est l'objet, mais que l'intrigue a usurpé trop souvent, et que la justice, d'accord avec une saine philanthropie, devrait sévèrement interdire aux médecins, si on veut que les visites d'hôpital soient faites d'une autre manière qu'en courant, et qu'elles ne puissent pas être flétries par les pauvres malades du nom de *rondes homicides*.

Toutefois M. Clot commençait à recueillir le prix de ses premières fatigues; il était déjà dans une position avantageuse et honorablement connue à Marseille, lorsqu'un malheureux hasard lui fit découvrir une intrigue d'amour dans un asile où seuls auraient dû régner l'amour de Dieu et le saint amour de l'humanité. Il en résulta une escandale, que l'on présenta comme l'effet d'un dépit jaloux. Les sœurs hospitalières jetèrent les hauts cris et demandèrent l'éloignement de l'observateur indiscret. Les membres les plus dévots de l'administration furent de l'avis des nones; les plus sensés s'y opposèrent, mais inutilement. M. Clot perdit d'un seul coup ses divers emplois. Quelques médecins et chirurgiens des hôpitaux, qui n'avaient pas vu, peut-être, sans une secrète jalousie son avancement rapide, profitèrent de cette occasion pour se déclarer contre lui; l'un d'eux poussa la haine au point de demander son exclusion de la *Société académique*, et celle-ci la prononça.

M. Clot fit alors la médecine civile à Marseille, où il jouissait déjà de quelque réputation dans le public.

Au titre de docteur en médecine il avait cru devoir joindre celui plus spécial de docteur en chirurgie (1822); il avait soutenu à cet effet, dans la même école, une seconde thèse écrite en quelques jours, sur le *danger de la manœuvre instrumentale dans l'art des accouchemens*; enfin, il était en possession d'une clientèle nombreuse, et s'était signalé

par des guérisons remarquables et par son talent d'opérateur, lorsqu'en 1825 M. Tournéau, agent du pacha d'Égypte, vint en France pour engager des officiers et des médecins au service de ce prince. Les renseignements qu'il avait recueillis lui ayant fait comprendre que le docteur marseillais était propre à diriger le service médical en Égypte, il lui proposa de l'emmener, et fit briller à ses yeux tous les avantages capables de l'entraîner. La pensée d'une aussi belle mission, l'attrait de la gloire, le prestige d'une haute célébrité, durent séduire l'esprit enthousiaste et aventureux de M. Clot. Il laissa toutes les réalités du présent à Marseille, et fit voile vers l'Orient, où le poussait le pressentiment d'un avenir qui souriait davantage à son imagination.

Son premier soin en arrivant au Caire fut de se former un point d'appui dans un *conseil de santé*, dont il proposa et fit agréer la création, *trait de prudence* (1) et de modération qui révèle déjà plus qu'une capacité médicale. Bientôt après il organisa pour les armées de terre et de mer un service sanitaire, modelé sur celui de France, sauf les modifications que rendirent nécessaires quelques particularités de l'administration locale. En même temps il fit construire à *Abou-Zabel*, à quatre lieues du Caire, un vaste et bel hôpital pour recevoir les malades de l'armée d'instruction; et, dans ces créations nouvelles qui substituèrent l'ordre au chaos, M. Clot descendit jusqu'au soin de former des commis, des économes, des infirmiers. Cette organisation, qui embrassait tous les détails d'hygiène et de traitement, eut pour résultat immédiat de diminuer partout la mortalité.

Ce fut l'œuvre de quelques mois. Après ces travaux, sa tâche semblait devoir se borner à une direction générale: ainsi l'eût peut-être entendu tout autre. M. Clot, por-

(1) Rapport de la commission pour l'examen des livres de Clot-Bey. *Académie royale de médecine*, 27 novembre 1832.

tant ses regards au-delà du présent, comprit que la rareté des sujets propres à concourir au bien du service, et la nécessité d'écarter une nuée d'aventuriers avides et ignorans frapperaient de stérilité le fruit de ses premiers efforts, s'il n'y pourvoyait par quelque nouvelle institution. Alors lui vint la grande et féconde pensée de l'École d'Abou-Zabel, qui suffirait à l'illustration d'un homme.

Mais que de difficultés à vaincre pour arriver à l'exécution ! Ce furent d'abord le fanatisme, les préjugés locaux, la défiance des uns, les intérêts des autres, l'envie des étrangers, le dépit de tous ceux à qui l'on ne put ou l'on ne dut pas accorder de l'emploi ; ensuite l'énormité des sommes nécessaires, l'impossibilité du succès alléguées ; l'incapacité prétendue des professeurs, la pénurie des choses les plus indispensables, tous les jours enfin de nouvelles entraves et des tracasseries nouvelles.

Plus d'une fois les élèves de l'institut naissant furent sourdement excités à la révolte ; plus d'une fois la vie même du fondateur se trouva menacée. Un jour, au sein de l'École et pendant qu'il faisait son cours, il fut frappé de trois coups de stylet par un jeune Arabe fanatisé, dont le bras fut heureusement retenu, grâce à ses condisciples indignés.....

Le plus grand obstacle était la différence inévitable de langues entre les professeurs qu'on pouvait choisir et les élèves qu'il fallait leur donner. On eût attendu et perdu de longues années avant que ceux-ci ou ceux-là eussent appris un idiome commun assez bien pour que les maîtres et les disciples pussent se parler et se comprendre aisément. Le temps était trop précieux, la difficulté trop grande. Quel autre moyen de transmission restait-il à employer ? M. Clot eut recours à des traducteurs qui, possédant également la langue des uns et des autres, seraient eux-mêmes les premiers élèves et de vrais *moniteurs* à qui l'on ensei-

gnerait sa science, afin qu'ils pussent la communiquer au fur et à mesure qu'elle leur serait transmise. C'était, comme on voit, l'enseignement mutuel appliqué à la médecine, enseignement, du reste, qui fit merveille, comme il a été constaté par plusieurs voyageurs connus par leur impartialité et même par la sévérité des jugemens qu'ils ont portés sur le gouvernement et les institutions du pacha. MM. de Cadalvène et de Breuvery (1) louent en termes très flatteurs les succès d'Abou-Zabel ; MM. Michaud et Poujoulat (2) rapportent que dans un examen public « la plupart des élèves avaient répondu de manière à étonner tous les médecins présents... et que tous s'accordaient à dire que cette école possédait vingt ou trente élèves qu'on peut comparer à tout ce que nous avons de plus instruit dans celles de France. »

« J'ai assisté à tous les cours, dit le maréchal duc de Raguse (3), et j'ai pu juger par moi-même de la clarté qui règne dans les leçons des professeurs, ainsi que de la bonté de leur méthode. Comme la transmission était rapide et an s'hésitation, j'ai dû croire qu'ils étaient bien compris. Les questions que j'ai faites m'ont prouvé aussi tout à la fois la capacité des traducteurs et les connaissances des élèves. »

Une autre difficulté, non moins grande, était d'introduire les études anatomiques dans un pays où il y avait moins de danger à tuer un homme qu'à le soumettre au scalpel après sa mort. Les préjugés locaux sur ce point avaient leur racine dans la religion même du pays. Il fallait, au lieu de leur faire violence, les fléchir adroitement et les intéresser au succès de l'entreprise. M. Clot le comprit, et s'adressa aux ministres de cette religion. Il eut des conférences avec les chefs du culte, dans lesquelles il eut le bonheur de leur persuader que l'étude de l'anatomie, loin d'être une profanation des

(1) *L'Egypte et la Turquie*, t. 1, p. 182.

(2) *Correspondance d'Orient*, t. vi, p. 88.

(3) *Voyage*, t. iii, p. 307.

morts, était au contraire la base indispensable de l'art de guérir et de conserver les vivans. Une autorisation tacite lui fut accordée, avec injonction toutefois d'en user avec toute la réserve et les précautions possibles; mais en peu de temps la répugnance des élèves fut vaincue, et l'on vit bientôt à Abou-Zabel une nombreuse réunion de jeunes Arabes, avides d'une science naguère sacrilège à leurs yeux, porter une main hardie sur la dépouille mortelle de leurs compatriotes, et puiser dans l'étude de leur organisation les principes fondamentaux de la science médicale, qui manquèrent seuls à leurs illustres ancêtres.

L'étude de l'anatomie est aujourd'hui cultivée en Égypte avec autant de liberté qu'en Europe; et l'école d'Abou-Zabel, cette victoire remportée par l'amour des lumières et de l'humanité sur l'état de barbarie et sur les préjugés les plus invétérés de l'islamisme, l'école d'Abou-Zabel, transférée au Caire en 1855, continue à triompher des jalousies du pays et des *jalousies qui ont traversé les mers*.

Déjà en effet elle a formé des élèves dont le mérite a pu soutenir même en France le plus sérieux examen; elle a donné plus de six cents officiers de santé aux armées de terre et à l'armée navale du vice-roi; elle a donné de vrais médecins à toute l'Égypte, pendant les épidémies de choléra et de peste, de vrais médecins, nous le répétons, puisqu'ils ont eu du courage et du succès; et finalement une académie de traducteurs instituée par M. Clot a tourné en langue arabe les meilleurs traités de nos écrivains modernes, et, ce qui demandait un esprit éminemment philosophique, a composé, dans la même langue, un dictionnaire médical, où le sens de plus de six mille mots a été rigoureusement déterminé. Or, pour qui connaît l'influence des signes, sens et idées, et l'extrême difficulté d'approprier ces deux choses l'une à l'autre, une composition de cette nature dans un pays et dans

un idiome depuis long-temps étrangers à toute science, est, nous osons le dire, un véritable prodige.

Toutes les branches de l'art de guérir sont enseignées dans la nouvelle école arabe par des professeurs pleins de savoir et de zèle; les cours y sont faits et suivis avec exactitude. Les élèves y sont logés, nourris, vêtus et instruits aux frais du gouvernement; des examens publics constatent leurs progrès, et signalent ceux d'entre eux qui ont mérité des encouragemens et des récompenses. Les chaires y sont données au concours, quand le nombre ou le mérite égal des candidats l'exige.

Une école préparatoire de langue française pour faciliter l'enseignement et la propagation des connaissances, un jardin botanique, un cabinet d'histoire naturelle, pour rendre les démonstrations plus sensibles; enfin des écoles de pharmacie et d'hippiatrique y ont été successivement annexées.

M. Clot a créé pareillement un hôpital civil destiné à recevoir les malades des deux sexes, et auquel il a joint un hospice pour les fous, une école d'accouchement et une maternité. C'est un établissement sans analogue dans le monde civilisé, où les médecins des femmes sont des femmes. Avoir enseigné l'art de guérir à des hommes c'était un point immense, mais ce n'était que la moitié au plus de ce qu'il fallait dans un pays où les mœurs commandent une réserve impossible à vaincre. Le service féminin organisé à l'hôpital *l'Esbeckiè* a fait le reste. Là sont des docteurs qui visitent au chevet de son lit la pauvre malade, et auxquels son époux consent à la livrer; là sont des docteurs qui, par privilège de sexe, obtiennent les confidences indispensables qui seraient refusées à des hommes (1). Une maternité instituée dans le même esprit reçoit les femmes enceintes, qui avaient été

(1) M. Ségur-Dupeyron, *Lettre à M. PARISSET. (Le Temps, 18 avril 1839.)*

jusque-là à la merci de matrones ignorantes et barbares, entre les mains desquelles les cas les plus simples se terminaient par la mort de la mère ou de l'enfant, et souvent de tous deux, ou par des mutilations plus horribles encore que la mort. Elle est aussi un asile sûr incessamment ouvert à la misère ou à la honte de ces malheureuses mères en si grand nombre, qui employaient auparavant des pratiques coupables pour obtenir l'avortement de leur fruit, et ne craignaient pas, afin de mieux cacher une faute, d'avoir recours à un crime.

La Maternité de l'*Esbeckiè* est encore une maison de charité, une providence pour les enfans abandonnés, et enfin un bureau général de vaccination. « *Quand les hommes étaient chargés de ce soin, personne ne se hâtait de porter les enfans au vaccinateur, parce qu'on pensait que le pacha employait ce moyen pour les faire marquer, afin qu'ils ne pussent pas échapper à la conscription. Depuis qu'il est confié aux médecins-femmes, cette crainte a tellement diminué qu'en huit mois elles ont fait trois mille vaccinations (1).* » M. Ségur-Dupeyron, qui en a vu les états dressés par elles, ajoute *qu'ils sont aussi proprement faits que de beaux manuscrits.*

L'idée philanthropique d'instruire et d'exercer des Africaines dans ces pieuses et nobles fonctions, M. Clot a su donc la mettre à exécution; mais cela a demandé l'emploi de toute la force de volonté dont il est doué; il a fallu vaincre encore ici des difficultés inouïes. D'abord, dans l'impossibilité de mettre des femmes indigènes en rapport avec des professeurs, impossibilité d'où découlait celle de trouver des élèves parmi les Arabes, on fit venir dix négresses et dix Abyssiniennes. Ces jeunes filles, achetées au bazar, mises à l'œuvre sans vocation, *mais douées d'une intelligence incroyable (2)*, du-

rent apprendre avant tout à lire et à écrire; il fallut ensuite leur enseigner l'arabe littéral, afin qu'elles fussent en état d'étudier les remarquables traductions faites à Abou-Zabel; puis les sciences médicales en général, et l'art des accouchemens, qu'elles enseignent à leur tour.

L'Égypte connaît peu de véritables améliorations auxquelles M. Clot n'ait concouru directement ou indirectement. Elle lui doit encore l'établissement d'un dépôt de mendicité, dont il a rédigé lui-même les réglemens, les mesures adoptées et mises en vigueur pour la propagation de la vaccine dans toute la contrée, enfin une grande part dans l'organisation de l'instruction publique. Nommé président de la commission créée à cet effet, il insista avec chaleur sur la nécessité de départir l'instruction à toutes les classes, et de répandre surtout l'enseignement de la langue française comme la semence de civilisation la plus féconde et la plus sûre. Outre qu'il espérait en voir sortir les plus heureux effets pour le pays, le mieux-être des habitans et l'adoucissement progressif des mœurs arabes, notre compatriote, qui ne négligeait dans aucune occasion l'honneur et les intérêts de son pays, voyait aussi dans cet enseignement généralisé le moyen d'attacher de plus en plus l'Égypte à la France.

Maintenant, qui peut prédire le sort de ces institutions, confiées comme autant de germes de prospérités à ce pays encore à demi-barbare et malheureux non à demi!... Qui pourrait se promettre l'immortalité de ces bienfaits sur une terre tant de fois dévastée, et où sont englouties déjà plusieurs civilisations?... Mais il est permis du moins de ne pas croire aux prophètes de malheur qui annoncent que ces généreuses tentatives, couronnées de succès jusqu'à présent, et soutenues par l'expansion prodigieuse des intérêts matériels et moraux des peuples, soient destinées à périr bientôt. Le maréchal Marmont, qui ne craint pas d'an-

(1) M. Ségur-Dupeyron, *Lettre à M. PARISSET. (Le Temps, 18 avril 1839.)*

(2) *Voyage du maréchal duc de Raguse.*

noncer que Clot-Bey *s'immortalise*, et que *ses succès ne feront que s'accroître*, nous semble plus confiant dans l'avenir et plus digne de foi.

Mehemet-Ali, qui, parmi de grandes qualités, possède surtout celle de savoir reconnaître le mérite et les services des hommes qu'il emploie, n'a pas attendu que toutes ces grandes choses fussent accomplies pour en récompenser l'auteur. M. Clot, le premier médecin et même le premier chrétien honoré de cette haute distinction, venait d'être élevé à la dignité de bey, à l'occasion de sa belle conduite pendant l'épidémie de choléra qui avait ravagé l'Égypte, et il avait récemment publié (1) la relation de cette épouvantable calamité, lorsque nous le vîmes arriver en France (1852), la croix d'honneur sur la poitrine à côté de la décoration du Croissant, et le compte-rendu (2) de ses travaux à la main, faisant hommage à son pays de tout ce qu'il avait fait comme s'il l'avait fait au nom de la France.

L'objet de ce voyage était, dit-on, une mission secrète du pacha (3). Toujours est-il que le but avoué était de présenter et de recommander à l'école de Paris douze jeunes étudiants arabes, que Clot-Bey amenait de l'école d'Abou-Zabel, pour achever et perfectionner leur instruction aux leçons des professeurs français.

La patrie le revit avec amour. Partout l'accueil le plus honorable lui fut fait. Tous les établissemens publics lui furent ouverts; tous les hommes qui s'intéressent à l'honneur du nom français et à l'avenir des sciences voulurent le voir et lui parler, les compagnies savantes l'agrégèrent à leur corps. L'Académie royale de médecine lui ouvrit ses portes le 15 novembre 1852, et, par la bouche de son président, le pria de lui don-

ner quelques détails au sujet de ses travaux. Clot-Bey prit la parole, et, avec une facilité, une grâce de débit qu'on n'attendait pas d'un envoyé du Nil, peu habitué, sans doute, à un tel auditoire, improvisa un discours qui fut vivement applaudi, et que tous les journaux du temps ont reproduit.

Le 18, devant un jury composé de MM. Dupuytren, Roche, Sanson, Bégin, Breschet, Orfila, Cloquet, Pariset et Jomard, les douze Égyptiens, examinés sur les diverses branches de l'art de guérir, répondirent en français à la satisfaction de tous, et l'illustre Dupuytren les trouva dignes de ses félicitations :

« Élèves de l'école d'Abou-Zabel, leur dit-il, nous sommes « heureux d'avoir été appelés à constater le succès et le savoir « des jeunes médecins de la nouvelle école arabe. L'école arabe « sert autrefois à entretenir le flambeau à moitié éteint de la « médecine; les services que la médecine en reçoit, elle les a rendus à l'Égypte. L'homme supérieur dans les mains duquel le « ciel a remis dans ces derniers temps le gouvernement de cette « terre antique, et qui a conçu la noble pensée de faire revivre « toutes les gloires, ne pouvait négliger de lui rendre celle de la « médecine. Dans cette vue il ne pouvait faire un meilleur choix « que celui de l'illustre professeur auquel il a confié le soin de « relever l'école d'Alexandrie.

« Vos succès lui appartiennent; qu'il en reçoive ici nos félicitations. Recevez aussi nos compliments, jeunes élèves! A travers les difficultés d'une langue qui vous est étrangère, nous avons trouvé avec plaisir la preuve d'un savoir aussi solide qu'étendu. Vos réponses à nos questions nous présageant qu'Alvécune, Rhuzis et Albucasis trouveront en vous de dignes « successeurs. »

Le 27, une autre commission, composée de MM. Desgenettes, Larrey, Husson, Orfila et Pariset, après avoir pris connaissance des travaux de Clot-Bey, et avoir jugé d'une commune voix que *jamais personne n'avait peut-être mieux servi l'humanité, la science et l'Académie elle-même, que ne l'avait fait cet honorable médecin*, conclut à son admission au nombre des associés étrangers; et le 11 décembre cette admission fut prononcée à l'unanimité.

Après avoir ainsi fixé l'attention des médecins, des savans et de la presse à Paris, dans plusieurs autres villes et en Angleterre même, où il fit une rapide apparition, Clot-Bey dit un second adieu à la France, et alla reprendre le cours de ses travaux dans sa patrie adoptive, où l'attendaient de nouvelles fatigues et de nouveaux dangers.

(1) *Relation des épidémies de choléra-morbus qui ont régné à l'Heggiatz, à Suez et en Égypte*, publiée à Marseille. Typographie de Feissatami et Demonchy.

(2) *Compte-rendu des travaux de l'École de médecine d'Abou-Zabel*. Paris.

(3) *Dictionnaire de la conversation*, V. CLOT-BEY.

Jusqu'à l'époque de l'invasion de la peste (1855), son temps fut employé aux soins des écoles et des hôpitaux, à des inspections, à des voyages, à la pratique des opérations chirurgicales dans tous les lieux où sa présence faisait affluer les malades. Il entretenait des correspondances scientifiques avec les savans ; il écrivait des lettres médicales à MM. Fabre, Cayol, Broussais ; il envoyait des mémoires à l'Académie de médecine (1), et au milieu de ces occupations si multipliées, il trouvait encore des momens à consacrer à la recherche des causes et des caractères de la peste, quand cette terrible maladie éclata au Caire, au commencement de mars, et y acquit en peu de temps une telle intensité que le mois suivant plus de mille personnes succombaient chaque jour dans cette malheureuse ville, toute empreinte d'une récente désolation.

Pendant l'épidémie de 1851, M. Clot était resté au Caire, tandis que presque tous ses confrères, les membres du conseil de salubrité et le médecin particulier du pacha s'étaient enfuis ou mis en quarantaine. Le souvenir de sa noble conduite dans cette occasion, et l'exemple qu'il donna le premier pendant la peste, encouragèrent tout le monde, et on vit, pour la première fois en Égypte, les médecins se dévouer au service des pestiférés. Plusieurs d'entre eux périrent au milieu d'une mortalité si grande ; cinq domestiques de Clot-Bey furent atteints de la maladie ; et on regarda comme un miracle que, se multipliant partout où l'on réclamait son ministère, visitant les hôpitaux et les malades, faisant des ouvertures cadavériques, sans prendre aucune précaution, il n'en eût pas été frappé comme eux. Il poussa l'ardeur de son zèle jusqu'à s'inoculer d'abord du pus, et quelques jours après du sang des pestiférés, à différens degrés de l'affection, et toujours avec une entière impunité, afin de pouvoir

proclamer, en face du péril, comme corollaire de ces expériences hardies, l'opinion généreuse de la non contagion, ou du moins confirmer cette moralité consolante que le plus sûr préservatif dans les épidémies, c'est le courage intelligent !

Clot-Bey a recueilli durant la peste des matériaux considérables, qui sont comme les pierres d'attente d'un ouvrage promis, et que ses derniers voyages en Candie, dans la haute Égypte, en Syrie, et surtout une longue et cruelle maladie, l'ont empêché jusqu'ici de terminer. Malgré l'état de souffrance qui ne l'a pas quitté dans ces excursions entreprises dans l'intérêt du service ou de la santé des deux pachas, il n'a pas cependant interrompu ses fonctions : inspections fatigantes, visites d'hôpitaux, pratique des grandes opérations, ni même omis de consigner partout, dans des mémoires ou des lettres à ses amis, des observations sur les localités, les guerres, les mœurs, les maladies, les faits chirurgicaux et autres, que les journaux de France se sont empressés d'accueillir.

En Syrie, surtout, plusieurs centaines de personnes venaient chaque jour lui demander des conseils ; et l'affluence des malades attirés par sa renommée était telle qu'il était obligé quelquefois de quitter secrètement les lieux pour obtenir un peu de relâche à ses fatigues, et de calme aux douleurs de poitrine qu'elles lui occasionnaient.

En ce moment Clot-Bey, toujours malade et souffrant, a quitté l'Égypte avec un congé de Sa Hautesse. Son but est de parcourir quelques contrées de l'Europe, et notamment l'Italie, où il espère se remettre loin d'un pays qu'il aime, et qui serait favorable à son rétablissement, s'il y pouvait prendre du repos.

Maintenant, si nous voulons apprécier le mérite de Clot-Bey comme médecin et chirurgien, il convient de nous rappeler qu'il appartient, ainsi qu'il s'en fait gloire, à l'école de Broussais. En arrivant en Égypte,

(1) *Sur le dragonneau, l'éléphantiasis ; sur le choléra, la taille et d'autres opérations* : Mémoires imprimés à Marseille.

il fit succéder la doctrine physiologique au grossier empirisme qui dominait avant lui dans la pratique civile et militaire, et cela moins en l'imposant que par la démonstration de ses avantages et de sa supériorité. Là plus encore qu'en Europe elle avait contre elle des partisans de Franck, de Brown, de Pinel, de Rasori, et pis que cela, des *médicastes*, qui faisaient de leur art prétendu *métier et marchandise*, des imposteurs enrichis en vendant cher à leurs dupes des *conserves de perles et de rubis*; d'autres ne faisant jamais de visites sans laisser à leurs malades quelques douzaines de *cartolini* (petits paquets), ou quelque boisson merveilleuse joliment colorée, n'ayant souci que de l'argent qui devait leur en revenir.

Tels furent les premiers adversaires de M. Clot, qui le décrièrent d'autant plus, et s'efforcèrent de faire accroire qu'il était un mauvais médecin, puisqu'il guérissait avec peu de remèdes!

Engénéral la mortalité a diminué dans les hôpitaux d'Égypte, à mesure que la thérapeutique s'y est simplifiée, et l'on y reconnaît aujourd'hui que la nouvelle méthode française a soustrait à la mort des milliers de victimes.

La doctrine homœopathique voulut avoir aussi un apôtre de ses mystères chez un peuple ami du merveilleux. C'était un Bavarois, disciple d'Hanneman, qui chercha d'abord à séduire le gouvernement égyptien par les spécieux avantages de son système d'économie médicale, puis qui proposa d'emmener une trentaine de jeunes Arabes pour les instruire dans son art, moyennant la somme de vingt ou trente mille talaris; et, en preuve de l'infailibilité de ses dogmes, il demanda la permission de faire des expériences dans un hôpital. Elle lui fut accordée. Mais bientôt, M. Clot et le conseil supérieur de santé ayant dû intervenir, il leur fut démontré par les faits mêmes que leur devoir et les intérêts de l'humanité ne permettaient pas de prolonger les essais, et

le médecin homœopathe fut forcé par ses revers de quitter l'hôpital et l'Égypte (1).

Une des premières maladies observées et étudiées par M. Clot dans ce pays fut le *dragonneau*, dont il fit l'objet d'un mémoire adressé à l'Académie, dans lequel il a démontré l'existence de cet entozoaire, mise en doute auparavant par quelques médecins, et établi des règles pour le traitement de cette affection singulière, tout à fait inconnue dans nos climats.

Dans sa relation du choléra, Clot-Bey, guidé par la symptomatologie et l'anatomie pathologique, considère cette maladie comme une affection inflammatoire de l'estomac et des intestins, qu'il traite par les saignées, les antiplogistiques, l'opium et les révulsifs; il note son influence simultanée sur la presque totalité de la population, et attribue l'effroyable supériorité du chiffre de la mortalité en Égypte à la malpropreté, à la misère, et au déplorable abandon où les malades ont été laissés; puis, suivant la marche géographique de l'épidémie, il discute le mode de propagation, et arrive à la conclusion qu'elle n'a pas été importée, qu'elle n'est pas *contagieuse*, et qu'elle se transmet par voie *épidémique*. « Cette opinion, consciencieusement examinée, longuement discutée, se présente, dans ce travail, appuyée d'une série de faits telle qu'il nous semble devoir frapper les esprits les moins accessibles à ce genre de démonstration (2). » Cependant comme la *question est encore indécise* (3), l'auteur, dominé par une réserve qu'on ne saurait trop louer, recommande, en finissant, de ne pas négliger les précautions sanitaires usitées.

Peut-on inférer de ce qui précède que Clot-Bey étend l'opinion de la non-contagion à la peste? Il nous semble convenable

(1) Nous racontons un fait particulier, mais sans nous prononcer ni pour ni contre la doctrine des *infinitement petits*.

(2) Rapport sur le Mémoire de Clot-Bey, lu à l'Académie royale de médecine le 4 septembre 1832.

(3) *Mémoire sur les épidémies de choléra-morbus*, p. 36.

d'attendre qu'il ait publié le fruit de ses recherches avant de le juger sur ce point : il est mieux placé que qui que ce soit pour éclairer une question digne d'occuper les plus graves pensées des gouvernans, et nous nous bornerons, pour faire pressentir ses idées, à rappeler ce qu'il disait naguère dans une relation de son voyage en Crète, au sujet des quarantaines : *« Je fais des vœux bien sincères pour que les mesures adoptées sauvegardent l'illustre Crète à jamais ; malheureusement je crois leur réalisation impossible, car mon opinion est que la peste endémique, dans tout l'Orient, s'y développe sous l'influence de causes météorologiques. Je ne proclame point l'abolition des quarantaines, elles ont un but d'utilité ; mais je les voudrais dépouillées de leurs mi'le et une pratiques fiscales, surannées, vexatoires ; je voudrais qu'aux intérêts de l'amour-propre ne fussent jamais sacrifiés les intérêts plus chers de la science, du commerce et de l'humanité (1). »*

Malgré quelques critiques prématurées et systématiques, les antécédens de M. Clot sont de nature à faire croire au moins qu'il est capable de bien comprendre et de concilier dans ses écrits comme dans ses actes les besoins des lumières et de l'industrie avec les exigences de la santé et de la salubrité des peuples.

Clot-Bey a pratiqué toutes les grandes opérations de la chirurgie en Égypte. Il s'est trouvé placé sur un vaste théâtre d'observations, qui lui a offert toute sorte de cas des plus graves et des plus rares. On peut citer entre autres la ligature de l'iliaque externe, l'amputation dans l'articulation coxo-fémorale, la désarticulation du bras, cent-soixante opérations de la taille par différentes méthodes. Il a été le premier à donner une description exacte de l'éléphantiasis du scrotum. Nous ne sachions pas que nul avant lui eût extirpé des tumeurs de ce genre, pesant jusqu'à cent dix livres ; il a

établi les règles du procédé opératoire à suivre, et, malgré les complications de hernies, d'hydrocèles, de lésions des testicules, sur douze opérés dix ont guéri. Il a fait aussi la résection de la mâchoire inférieure par un procédé nouveau, des amputations dans l'article ou dans la continuité des os, et une innombrable quantité d'autres opérations.

Il ne manquait à sa pratique que l'occasion d'étudier en grand les plaies d'armes à feu ; il vient de la trouver en Syrie, où il a donné des soins à plusieurs milliers de blessés dans la guerre contre les Druses, qui lui ont fourni les cas les plus curieux et les plus intéressans.

Tout ceux qui ont vu Clot-Bey au lit des malades s'accordent à louer la sûreté de son tact, la promptitude de son jugement et sa dextérité. Il est de grands chirurgiens dont on vante le sang-froid : celui-ci procède par inspiration. Il réunit deux grandes facultés qui se rencontrent rarement ensemble : la réflexion et l'enthousiasme ; une aptitude particulière à concevoir, une ardeur persévérante à exécuter, qui en ont fait un homme très remarquable à plusieurs égards. C'est sans doute cette volonté vive et patiente tout ensemble qui lui a fait surmonter tous les genres d'obstacles et braver tous les périls, depuis le jour où il conçut le dessein d'étudier la médecine et de se pousser par elle dans le monde.

L'amour des richesses, qui est la passion dominante des hommes, est pour lui la chose la plus indifférente ; aussi a-t-il fait seul tous les frais des examens annuels de l'école d'Abou-Zabel ; et ce n'est pas trop avancer que de dire qu'il a sacrifié plus de 500,000 francs pour donner de l'éclat à ces solennités du désert. Le jardin botanique et le cabinet d'histoire naturelle n'existeraient pas sans ses dons. D'autres établissemens n'ont réussi que grâce à cette vertueuse prodigalité sans laquelle il serait riche.

(1) *Sémaphore de Marseille*, édition d'Orient, 21 juin 1838.

Quoique né pauvre, Clot-Bey a toujours aimé un certain faste dans sa manière de vivre. Aussitôt arrivé en Égypte, il sut prendre l'attitude qui convenait à son rang et acquérir une considération qui a dû avoir une grande influence sur son avenir et sur celui du corps médical qu'il représentait. Son courage à se jeter tête baissée au milieu des épidémies les plus meurtrières, son humanité envers les malades des hôpitaux et ceux que sa réputation faisait affluer autour de lui, sa probité, son désintéressement, lui ont concilié l'estime des grands, l'attachement des pauvres.

Dans le mouvement de génération qui s'opère en Égypte, la médecine était, parmi les branches des connaissances humaines, la science pratique la plus difficile à établir : le fanatisme et la religion du pays la repoussaient également. Bien plus, le chef du nouveau système n'accordait pas à cette partie la même faveur qu'à celles qui devaient lui fournir plus directement les moyens de s'élever et de se défendre. Il dit : « Je veux des soldats, des artilleurs, des arsenaux ; » il n'a jamais dit : « Je veux un institut de travaux anatomiques. C'est en quelque sorte à son insu que Clot-Bey a tenté d'accréditer en Égypte les sciences médicales.

Et cependant l'organisation du service de santé, celle des hôpitaux, de l'école de médecine, sont encore aujourd'hui les œuvres les plus avancées, les plus méthodiques et les plus complètes qui aient été accomplies en Orient.

Considérée au point de vue du progrès des lumières, l'enseignement de la physique, de la chimie, de l'anatomie, de la physiologie, de la botanique, de l'hygiène, a fait et fera incomparablement plus pour les peuples du Nil que les plus belles victoires de leur moderne calife. Les ouvrages qui ont été traduits et imprimés dans le pays répandent même au dehors de la sphère de l'école et partout des germes puissans de civilisation ; partout l'esprit vi-

vifiant des nations occidentales pénètre et s'insinue avec les hommes et les choses. Non, les idées importées de France ne périront pas sur cette terre féconde ! Elles survivront aux bouleversements politiques ; elles formeront, avec les nobles instincts de l'humanité, comme une sainte ligue contre laquelle se briserait plutôt le despotisme ; et Clot-Bey, l'Avicenne chrétien, sera mis au premier rang des régénérateurs de l'Égypte (1) !

Clot-Bey est associé correspondant de l'Académie royale de médecine de Paris, membre des Sociétés de médecine de Lyon, de Bordeaux, de Marseille, de l'Athénée de Montpellier, de la Société de statistique universelle, de la Société des Curieux de la nature de Göttingue, de la Société de médecine de Livourne, de la Société zoologique de Londres, etc., etc.

Le roi de France l'a nommé chevalier de la Légion d'Honneur en 1850, et officier du même ordre en 1857.

Le vice-roi d'Égypte l'a élevé à la dignité de bey avec le grade de colonel, en 1851, et au grade de général en 1856.

PATIN (HENRI-JOSEPH-GUILLAUME).

M. PATIN (*Henri-Joseph-Guillaume*) est né le 21 août 1795, à Paris, département de la Seine.

Élève de l'École normale en 1811 et 1812, il y rentra en 1815, comme maître des conférences pour l'enseignement de la littérature ancienne et moderne, et, jusqu'à la suppression de l'École en 1822, y exerça ces fonctions qu'il a reprises lors de son rétablissement en 1850.

M. Patin a professé la rhétorique dans plusieurs collèges de l'Université, tant en province qu'à Paris, et notamment au collège Henri IV, de 1817 à 1819.

Suppléant de M. Villemain, pour le cours

(1) Le maréchal duc de Raguse. *Voyage en Orient*.

d'éloquence française, à la Faculté des lettres, à compter de 1850, il a été nommé en 1852 à la chaire de poésie latine, devenue vacante par la mort de M. Lemaire, et a reçu, à la même époque, la décoration de la Légion-d'Honneur.

En 1857 il a été attaché au comité historique de la langue et de la littérature françaises, formé, près le ministre de l'instruction publique, pour la publication de documents inédits.

M. Patin est auteur des ouvrages suivans :

Thèse de philosophie, *de animi Immortalitate*, 1814.

Thèse de littérature, *de l'Usage des harangues chez les historiens*, 1814.

Eloge de Bernardin de Saint-Pierre, couronné par l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Rouen, en 1816.

Eloge de Lesage ; Discours sur la vie et les ouvrages de J. A. de Thou ; Éloge de Bossuet, couronnés par l'Académie française en 1822, 1824, 1827.

Il a publié en outre divers discours après les avoir prononcés au collège de Meaux en 1814, au collège royal de Henri IV en 1829, à la faculté des lettres en 1850, 1855, 1855, 1856, 1857, 1858.

Il a donné diverses *Notices* dans la *Galerie française*, le *Répertoire universel de littérature ancienne et moderne*, le *Plutarque français*, etc. ; et de nombreux articles dans le *Lycée français*, la *Revue encyclopédique*, le *Globe*, le *Lycée*, le *Journal général de l'instruction publique*, les *Revue française*, de *Paris*, des *Deux-Mondes*, et le *Journal des savans*, au bureau duquel il appartient depuis le mois de janvier 1858.

ANDRÉ (le général baron JEAN-MAURICE D').

Le baron D'ANDRÉ (*Joseph-Maurice*), maréchal de camp, commandant le département du Jura, est fils de M. d'André, ancien député de la noblesse de Provence aux états-généraux.

Né à Aix (Bouches-du-Rhône), le 20 janvier 1789, le jeune d'André fut conduit, encore enfant, en émigration, et élevé à l'école militaire de Vienne; il débuta en 1805, comme cadet, dans la cavalerie autrichienne.

Il était lieutenant dans le régiment de cheval-légers de l'empereur, lorsqu'en 1809 un décret de Napoléon, daté de Schoenbrunn, vint rappeler dans les armées françaises les officiers nés Français qui servaient à l'étranger.

M. d'André fut placé dans le 28^e régiment de chasseurs, fit les campagnes de 1810 en Espagne, 1811 et 1812 en Russie, 1815 et 1814 à Hambourg.

Il se distingua par son aptitude, passa rapidement par tous les grades, et fut cité à l'ordre de l'armée par le prince d'Eckmühl, à la suite d'une sortie dans l'île de Wilhelmshourg.

En 1814 M. d'André avait été nommé capitaine dans la vieille garde; mais, par suite de la réduction de ce corps, il passa chef d'escadron de la gendarmerie de Paris.

Au 20 mars 1815, il fut chargé d'une mission qui l'attachait à la personne du roi, et suivit Louis XVIII à Gand.

Il reprit son poste dans la gendarmerie de Paris au retour des Bourbons, et contribua à la réorganisation de ce corps. On l'a vu plusieurs fois y figurer, et même en prendre le commandement dans les troubles qui eurent lieu à Paris à différentes époques. Dans ces pénibles circonstances le chef d'escadron d'André a montré une grande modération.

Pendant la campagne d'Espagne M. d'André, désigné pour organiser la force publique, fut, bientôt après, nommé grand prévôt de l'armée.

Ces fonctions importantes le firent jouir auprès du duc d'Angoulême d'une certaine influence.

On croit qu'il ne fut pas étranger au dé-



Imp. de J. B. A. C.

C'est (sic)

(D'après un tableau d'Osby)

cret d'Andujar, qui devait soulever tant de dissidences politiques. Ce qui est certain c'est qu'il se montra partisan des principes constitutionnels que le duc d'Angoulême voulait faire prévaloir en Espagne.

Au retour d'Espagne, le colonel d'André fut pourvu du commandement de la 25^e légion de gendarmerie à Metz, et quelque temps après nommé colonel de la gendarmerie des chasses.

Ce corps, composé d'hommes choisis de la garde, chargés d'un service de confiance auprès de la personne du roi, se distingua aux journées de juillet 1830. La gendarmerie d'élite était en réserve sur la place du Carrousel, et perdit plusieurs hommes. Elle quitta la dernière les positions des Tuileries, de Saint-Cloud et de Rambouillet.

Pendant la marche sur Cherbourg, ce régiment couvrit constamment l'arrière-garde, bivouaquant autour du logement royal, et ne s'écartant point de la discipline la plus rigoureuse.

A Valognes, Charles X voulut lui en témoigner sa reconnaissance, et laisser à son colonel une preuve de sa satisfaction. Il accorda des croix, et nomma M. d'André maréchal de camp. Ce grade devait, du reste, lui être acquis comme aux autres colonels de la garde.

Après le licenciement de la gendarmerie d'élite, M. d'André se retira dans le département des Ardennes, où il vivait à la campagne, lorsqu'en 1837 il fut rappelé à l'activité, et nommé inspecteur de gendarmerie à la place du lieutenant-général Latour-Maubourg, tombé malade pendant cette mission.

Le général d'André fut ensuite employé au ministère de la guerre, et attaché à une commission chargée de la réorganisation de la garde municipale.

Il est aujourd'hui commandant du département du Jura.

ODIOT (JEAN-BAPTISTE-CLAUDE).

Lorsque les étrangers et les Parisiens eux-mêmes visitent la belle rotonde qui coupe la terrasse de façade du Luxembourg, ils sont loin de se douter que les riches pièces d'orfèvrerie qui sont exposées à leur admiration sont l'œuvre de l'un des braves chefs de la garde nationale, qui firent si glorieusement leur devoir, en 1814, à la barrière de Clichy. Jusqu'à ce jour les biographies se sont tus sur M. Odiot, et si le pinceau de Vernet ne l'eût immortalisé dans son magnifique tableau de la défense de Clichy, le nom de M. Odiot ne rappellerait que celui de l'un des plus habiles artistes de notre époque et des plus honorables industriels. Nous réparons l'oubli de nos prédécesseurs; car, avant tout et par-dessus tout, M. Odiot est un excellent patriote.

Né à Paris, le 8 juin 1765, M. Jean-Baptiste-Claude Odior, fils de l'un des orfèvres les mieux famés de la capitale (1), s'engagea comme dragon à l'âge de seize ans, dans le régiment de colonel-général, où il servit pendant trente mois; son congé ayant été acheté au bout de ce temps, le jeune Odior rentra dans la maison paternelle, c'est-à-dire dans l'orfèvrerie.

En 1789 M. Odior fit partie de la garde nationale active, et nous le trouvons en 1792 lieutenant de grenadiers à la butte des Moulins, dans la campagne de Jemmapes, à la suite de laquelle il demanda son congé, et revint se livrer à ses travaux et à son industrie.

En 1809, M. Odior s'était fait personnellement un nom honorable, l'estime de ses concitoyens lui était acquise; l'on connaissait son patriotisme; il fut nommé commandant de la garde nationale parisienne (1^{re} cohorte, 2^e arrondissement); il justifia en

(1) Cette maison est une des plus anciennes de la capitale; elle était représentée dans les premières années du dernier siècle par Jean-Baptiste-Gaspard Odior, qui jouissait d'une haute réputation de talent et de probité.

toute circonstance la confiance dont il avait reçu un si honorable témoignage ; mais c'est surtout dans les journées si difficiles des 30 et 31 mars 1814 qu'il donna des preuves de son courage et de son dévouement à la cause de la patrie.

Chargé du commandement de la 2^e légion, après le départ du comte Regnaud de Saint Jean-d'Angely pour Blois, et promu, sur le champ de bataille, par le maréchal Moncey, au grade de colonel, M. Odiot se conduisit vaillamment, et c'est surtout sur ce point et sous son commandement que la garde nationale parisienne s'immortalisa par sa belle défense, et par l'intrépidité et la prudence de ses manœuvres. Nous répéterons ce qu'a dit M. Pons (de l'Hérault), dans son ouvrage de *la Bataille et de la Capitulation de Paris* : « M. Odiot doit être fier de ce souvenir. » Sa résistance dura jusqu'à ce que le maréchal Moncey eût signifié l'ordre de cesser le feu.

Dans cette journée du 30 mars, M. Odiot mérita bien de la patrie ; le lendemain il mérita bien de la capitale, en se multipliant sur tous les points de son arrondissement pour y faire régner la discipline et l'ordre.

Louis XVIII acquitta la dette de la patrie et de la capitale, en plaçant sur la poitrine de M. Odiot le ruban de la Légion-d'Honneur (5 septembre 1814), distinction pour laquelle Napoléon lui concéda un nouveau brevet le 15 avril suivant.

Louis XVIII, disons-nous, acquitta la dette de la patrie et de la capitale ; et cependant M. Odiot ne s'était point montré empressé adulateur du pouvoir nouveau, car il avait refusé de prendre la cocarde blanche, alors que plusieurs colonels avaient déjà dépouillé leur chapeau de l'insigne national, et par son exemple inspira quelque pudeur à ceux de ses collègues qui se jetaient ainsi, avec un cupide entraînement, au devant des nouveaux maîtres que leur imposait l'Angleterre et les hordes du Nord.

A la réorganisation royaliste de la garde

nationale, M. Odiot se vit enlever son grade de colonel ; mais plus tard, sous le ministère de M. Dessoles, il fut nommé major.

Pendant la première révolution, dans la journée du 10 août, M. Odiot s'était trouvé de garde au château des Tuileries, et avait sauvé la vie à deux Suisses poursuivis par la fureur populaire. Au 20 mars 1815, alors que la royauté des Bourbons se délaissa elle-même, et donna l'exemple d'une nouvelle émigration, M. Odiot se trouvait de nouveau de garde au château, où l'empereur remarqua le brave colonel de la barrière de Clichy.

En 1850, malgré son âge, M. Odiot fut encore fier d'appartenir à la milice citoyenne, et il vint prendre place dans l'état-major de Lafayette, en qualité de colonel. Il appartenait à M. Jacqueminot de rayer des contrôles de la garde nationale le brave de Clichy.

Le colonel nommé sur le champ de bataille a vainement réclamé pour que son grade *honoraire* lui fût conservé ; la nouvelle camarilla n'a pas cru devoir satisfaire à une aussi juste demande, et a répondu par un refus positif.

Aux trois jours, M. Odiot fit mettre bas les armes à un poste de Suisses, et protégea leur retraite en dehors de la barrière, par son ascendant sur la population du quartier qu'il habite.

Après avoir fait connaître le soldat de la patrie, nous devons parler de l'artiste habile, de l'industriel.

Par ses travaux en orfèvrerie, M. Odiot s'est acquis une réputation européenne ; pendant vingt-cinq ans, il a constamment obtenu la médaille d'or ou le rappel de médaille, dans toutes les expositions des produits de l'industrie française. En 1810, l'on admira la magnifique toilette, du prix de 800,000 francs, dont la ville de Paris fit hommage à l'impératrice Marie-Louise ; en 1811, le berceau du roi de Rome, dont la ville de Paris avait fait les frais (150,000 fr.) ;

ces deux objets, restés la propriété de Marie-Louise, sont les deux plus magnifiques joyaux qu'elle ait emportés de France.

M. Odiot s'était en outre fait distinguer, sous l'empire, par un grand nombre de services remarquables autant par leur élégance que par le fini du travail. Mais c'est surtout à la suite des événemens de Paris, qu'il reçut pour les grandes maisons du Nord de riches commandes, parmi lesquelles on cita surtout le service de la princesse Braniska, du prix de 500,000 francs, qui est considéré comme le plus gracieux, le plus élégant et le plus riche qui existe en Pologne.

À la naissance du duc de Bordeaux, la ville de Paris, qui avait richement fêté la venue du fils du héros, dut aussi se montrer empressée auprès du berceau de l'enfant du miracle, mais ce fut avec moins de prodigalité; cependant, elle fit, entre autres objets, hommage à la duchesse de Berri d'un *déjeuner*, dont la confection fut confiée à M. Odiot. Cet objet de grand prix est l'un des plus gracieux sortis des ateliers de cet habile artiste.

Pie VII reçut de Louis XVIII, pendant les premières années de la restauration, un encrier qui avait mérité la médaille d'or à M. Odiot; cet encrier, représentant Apollon et les neuf Muses, fut admiré par tous les artistes romains, alors que le pape le déposa dans sa riche galerie.

Nous devons aussi parler de la vierge d'argent de Notre-Dame, et de la statue en argent d'Henri IV enfant, d'après Bosio, appartenant à la couronne, et enfin, d'un magnifique service pour le roi de Naples, Ferdinand I^{er}, du prix de 800,000 francs. À cette occasion, la duchesse d'Orléans adressa à M. Odiot la lettre suivante, accompagnée d'une médaille d'or :

« Le roi, mon père, a beaucoup admiré, monsieur, le beau service d'argenterie que vous avez si parfaitement exécuté pour lui; il en est si satisfait que, pour vous le témoigner plus particulièrement, il m'a chargé de vous remettre la médaille ci-jointe.

« C'est la marque de distinction et d'encouragement que Sa Majesté accorde aux artistes les plus distingués; à ce titre elle vous était bien due, et ce m'est un plaisir d'être chargé par le roi, mon père, de vous l'offrir.

« Soyez persuadé, monsieur, de mes sentimens pour vous.

« Votre affectionnée,

« MARIE AMÉLIE. »

L'âge était venu pour M. Odiot de prendre du repos. En 1827, il céda son établissement à son fils et se retira aux Champs-Élysées, où il fit bâtir une délicieuse retraite, que les arts ont embellie de tout leur luxe. Il y a composé une galerie précieuse, riche des tableaux des premiers maîtres modernes et d'objets d'antiquité, recueillis avec soin, classés avec intelligence. Mais cette galerie pouvait un jour être dispersée par les nombreux enfans de M. Odiot; les modèles en bronze, exécutés par l'habile artiste et au nombre de trente, pouvaient cesser de former collection. M. Odiot l'a compris, et dès lors, mû par un sentiment de noble vanité nationale et de patriotisme, il a, de son vivant, fait hommage de ces productions au Musée du Luxembourg. Il a joint à cet envoi le magnifique tableau de Vernet, représentant la barrière de Clichy, le 30 mars 1814, et dont il s'était rendu acquéreur. Ces diverses pièces furent adressées à la Chambre des Pairs, accompagnées de la lettre suivante, dont le président donna lecture à l'assemblée dans sa séance du 5 mars 1855.

A monsieur le grand Référendaire de la Chambre des Pairs.

« Monsieur le duc,

« Je suis décidé à donner de mon vivant et de suite au Musée des Arts modernes du Luxembourg trente pièces en bronze, exécutées de la même manière que je fabriquais mon orfèvrerie, et qui m'ont valu la médaille d'or à toutes les expositions qui ont eu lieu depuis leur création sous le consulat, jusqu'au 15 août 1827 (époque où j'ai cessé de fabriquer), et un vase d'argent qui démontre l'effet que produisent les ornemens adaptés avec des vis non-apparences sur un fond bruni.

« Pour ces divers ouvrages, j'ai été secondé pour

les dessins par MM. Prudhon, Moreau, Garneray et Cuvillier; pour les modelages par MM. les académiciens Chaudet, Darnont et Rognier, tous artistes de première distinction.

« Je donne aussi à la galerie du Luxembourg mon tableau représentant la barrière de Clichy, par M. Horace Vernet, et un dessin encadré, lequel représente les principales pièces qui ont été exécutées dans mon établissement.

« Je vous prie, monsieur le duc, de vouloir bien avoir l'obligeance de vous charger de faire part de ma proposition à MM. les pairs de France.

« En attendant l'honneur de votre réponse, j'ai celui d'être,

« Monsieur le duc,

« Votre très humble et dévoué serviteur,

« ODIOT père. »

La chambre accepta l'hommage de M. Odiot, et lui vota des remerciemens. Il nous semble que le ministère eût dû de son côté apprécier cet acte généreux de l'habile artiste, et chacun eût applaudi à l'ordonnance royale qui eût placé sur la poitrine de M. Odiot la croix d'officier de la Légion d'Honneur. Mais sans doute, M. Montalivet a eu la délicatesse de penser, que le brave de Clichy était plus fier de la croix de chevalier qu'il tenait de la reconnaissance de Napoléon; s'il en est ainsi, M. Montalivet est excusable.

M. Odiot est depuis long-temps membre du conseil général des manufactures.

CHASSELOUP-LAUBAT (Just, marquis (1) de).

Parmi les jeunes hommes appelés à l'honneur de la représentation nationale, et qui bien que dévoués à la défense de la dynastie d'août, se font remarquer par leur patriotisme et leur indépendance, nous distinguons M. Just de Chasseloup-Laubat, au-

quels les électeurs de Dieppe ont confié leur mandat. Issu d'une famille noble illustrée dans la carrière des armes (1), et fils d'un

(1) Jean-Nathaniel DE CHASSELOUP-LAUBAT, né en 1660, s'était fait remarquer dans les campagnes de Flandre sous le maréchal de Luxembourg. Il eut une jambe emportée à Nerwinde en 1693, et Louis XIV lui donna de sa main la croix de Saint-Louis, à la création de cet ordre. Son fils, Jean DE CHASSELOUP-LAUBAT, né en 1711, se distingua sous le maréchal de Saxe, à Fontenoy, à Raucoux, à Lawfeld, et il fut blessé à chacune de ces trois batailles. Héritier de la valeur de ses aïeux, François DE CHASSELOUP-LAUBAT père de celui qui fait le sujet de cette notice, dut suivre la même carrière. Nous avons dû circonscrire notre cadre et ne nous occuper que des hommes vivans. Toutefois nous ne saurions résister au désir de consacrer un souvenir à l'une des plus honorables illustrations de la république et de l'empire. Nous empruntons l'article nécrologique que nous reproduisons au *Moniteur* (15 octobre 1833), qui se rendit, dans cette circonstance, l'interprète de l'opinion publique.

« Voici encore un des débris de notre vieille armée, de notre ancienne gloire indiluite, qui vient de disparaître.

« La mort a frappé, dans sa quatre-vingtième année, le lieutenant-général, pair de France, marquis de Chasseloup-Laubat. Entré au service en 1770, d'abord lieutenant d'artillerie, il passa dans le corps royal du génie en 1774. Officier supérieur lorsque la révolution éclata, il en adopta toutes les principes, et, malgré les pressantes sollicitations qu'on lui fit pour l'engager à émigrer, il se refusa toujours à porter à l'étranger des talens qu'il ne devait qu'à sa patrie, se consacra à sa défense, et depuis cette époque, dans sa longue et glorieuse carrière, est toujours resté fidèle à ces sentimens.

« En 1792, il prit part à toutes les affaires qui eurent lieu de Givet à Arlon, se jeta ensuite dans Montmédy, assiégé par les Prussiens. Après leur retraite, lorsque Longwy fut rendu à la France, il fit raser les fortifications défilées que les représentans du peuple avaient fait construire, organisa les travaux de défense de cette place, qui furent exécutés d'après ses plans, et, par ses instances, obtint un décret portant qu'à l'avenir aucun représentant n'aurait le pouvoir d'ordonner l'exécution des travaux permanens.

« En 1793, l'armée française ayant marché sur Arlon, où les Autrichiens rassemblaient des forces considérables, Chasseloup, qui ne faisait pas partie de cette expédition, s'y joignit spontanément; les connaissances locales qu'il possédait, les mesures qu'il proposa, contribuèrent puisamment au succès remporté par les Français; Arlon fut enlevé, et Chasseloup nommé lieutenant-colonel sur le champ de bataille. Employé dans l'armée de Sambre-et-Meuse lors du siège de Maëstricht, il y dirigea l'attaque principale. La place capitula; il fut fait colonel. En 1795, il était devant Mayence; d'abord chargé de l'attaque du centre, il eut ensuite le commandement en chef de tous les travaux du siège.

« L'Italie devint bientôt le théâtre de la guerre vers laquelle toute l'Europe avait les yeux tournés. Napoléon, par ses plans hardis, révélait le premier capitaine de l'époque; ses manœuvres étaient d'une telle promptitude, que le chef du génie appelé à le second devait être doué d'une extrême activité, d'un coup d'œil aussi juste que rapide, pour embrasser, deviner en quelque sorte les pensées du jeune général, reconnaître les lieux, et fortifier à la hâte les points importans. Chasseloup qui, dans ces brillantes campagnes de 1796 et 1797, commandait en chef le génie, sut, dans toutes les occasions, montrer à quel point il possédait toutes ces qualités, et connaissait toutes les ressources de son art. Il dirigea le siège de la citadelle de Milan, et commença celui de Mantoue. Pour assiéger cette place, une des plus fortes de l'Europe, les Français ne pouvaient disposer que de 8,000 hommes, et n'avaient aucune artillerie de siège. Cinquante pièces de canon trouvées dans Tortoue et les postes abandonnés sur la rive droite du Pô, furent traînées devant Mantoue; Chasseloup ouvrit la tranchée à cent toises des palissades.

« Il rendit d'importans services aux batailles de Lonato, Castiglione, Rivoli, Arcole, où il fut renversé près du général en chef lors du passage du pont. Général de brigade en 1797, il fut chargé de reconnaître le cours supérieur de l'Adige, les gorges du Tyrol; et, plus tard, pendant que la paix se négociait à Rastadt, il traça les limites de l'Autriche et les nouveaux états d'Italie; il revint ensuite en France, où il reçut l'ordre de créer la grande ligne de défense depuis Mayence jusqu'à Nimègue.

« La guerre s'étant rallumée au printemps de 1799, il fut appelé en Italie pour y reprendre le commandement en chef de l'armée du génie. Schérer, à la tête de notre armée, fut forcé par cent mille Austro-Russes de se replier derrière l'Adda; cette po-

(1) Napoléon avait créé M. le lieutenant-général Chasseloup-Laubat comte de l'empire. Lorsque Louis XVIII voulut établir la fusion de la nouvelle et de l'ancienne noblesse, M. le général Chasseloup-Laubat fut un des douze comtes de l'empire promus au titre de marquis. Ce fait explique comment M. Chasseloup-Laubat fils porte le titre de marquis, quoiqu'il soit titulaire de l'empire.

père qui a rehaussé l'éclat de son nom par sa bravoure et ses talents, M. Just de Chasseloup-Laubat ne pouvait répudier cet honorable héritage de gloire, et faire tache à ce nom ; aussi, jusqu'à ce jour, s'est-il mon-

sition était dangereuse. Pour empêcher l'ennemi de pénétrer en France, il fallait occuper l'Apennin et couvrir Gènes ; mais, pour mettre ce plan à exécution, l'on avait des obstacles presque insurmontables à vaincre, entre autres celui de faire trente lieues dans des montagnes par des chemins impraticables à l'artillerie : Chasseloup parvint, en six jours, à exécuter une route de dix lieues à travers l'Apennin. Ce fut après cette retraite qu'il fut nommé général de division.

« Pour la troisième fois appelé au commandement en chef de l'armée du génie, il fit en Italie, sous les ordres du premier consul, les brillantes campagnes de 1800. Après la bataille de Marengo, il fut chargé en chef du siège de Peschiera. La paix conclue à Lunéville, il reçut l'importante et glorieuse mission de faire des projets sur la plupart des places fortes d'Italie, notamment sur Pizzighitone, Peschiera, Mantoue, Legnago, la Rocca d'Autho, qui furent exécutés dans les cinq années suivantes ; il passa les années 1803, 1804 et 1805, à diriger ces fortifications et à faire des projets sur celles d'Alexandrie, qui furent arrêtées à cette époque, d'après un système dont il est l'auteur, et dont l'exécution devait rendre cette place un des boulevardiers les plus forts de l'empire français, la faire devenir, avec Gènes, la base de tout le système de défense en Italie, et un centre de forces qui permit toujours à nos armées de reprendre l'offensive dans le Piémont. La rapidité avec laquelle ces ouvrages furent exécutés dépassa tout ce que l'on avait vu jusqu'à ce jour dans de pareils travaux.

« Les Autrichiens comprirent tellement l'importance de cette création du général Chasseloup, que leur premier soin, en 1814, fut de raser les fortifications d'Alexandrie, dont ils n'ont laissé subsister que la citadelle.

« Vers la fin de 1805, le général Chasseloup eut encore le commandement en chef de l'armée du génie ; il reprit ensuite la direction des fortifications en Italie et en suivit l'exécution jusqu'à l'automne de 1806, époque à laquelle il reçut l'ordre de se rendre à la grande-armée, qui marchait sur la Russie. De nouveau commandant en chef le génie, il fit exécuter dans cette campagne des travaux immenses sur les bords de l'Elbe, de l'Oder et de la Vistule ; il se trouva à la sanglante bataille de Preuss-Eylau ; il dirigea les travaux de la tête du pont de Varsovie, de Prague, et ceux des nouvelles places fortes de Sieret et de Modlin.

« Ce fut lui qui dirigea les travaux du siège de Dantzic, siège à jamais mémorable par les difficultés que les assiégés avaient à vaincre, et le peu de moyens mis à leur disposition ; il releva les fortifications de Thorn et de Mariembourg, dirigea en chef le siège de Stralsund, et se rendit, après la prise de cette ville, à Magdebourg, pour y faire de grands projets d'amélioration sur le système défensif de cette place.

« En 1809, la guerre ayant éclaté de nouveau, le général Chasseloup reprit le commandement du génie en Italie, et après la paix consacra les deux années suivantes à faire des projets très étendus sur les moyens de fortifier le golfe de la Spezzia et d'autres points importants ; en 1811, Napoléon l'emmena avec lui dans son voyage du Bas-Escaut et de la Hollande, ainsi qu'à Cherbourg, pour y déterminer les travaux de fortifications, et à son retour il le fit grand-officier de la Légion-d'Honneur et conseiller d'état en service ordinaire. En 1812, le général Chasseloup eut pour la septième fois le commandement en chef de l'armée du génie à la grande-armée destinée à agir contre la Russie ; il traça les fortifications de la tête du pont de Kowno, et les ouvrages du camp retranché de Vilna ; proposa à l'empereur, sur Smoleusk, des projets de fortifications, qui, s'ils eussent été exécutés, auraient peut-être pu arrêter l'ennemi et sauver l'armée française de nos revers. Il prit part à toutes les batailles et affaires de cette désastreuse campagne, et fit avec l'armée la retraite de Moscou.

« Arrivé à Vilna, il reçut l'ordre d'inspecter les places de Dantzic, Stettin, Magdebourg et Wesel ; enfin, en 1813, Napoléon, voyant la santé du général Chasseloup affaiblie par tant de travaux et de campagnes, confirma le vœu du département de la Charente-Inférieure, qui avait plusieurs fois porté ce général comme candidat au sénat conservateur. En qualité de sénateur, il fut encore employé comme commissaire extraordinaire du gouvernement chargé d'inspecter les places fortes d'Italie.

« Pair de France, le général Chasseloup vota constamment avec les amis des libertés publiques. Nommé président du conseil

tré, avant tout, dévoué à la cause de la patrie.

Né à Paris, le 20 juin 1800, M. Just de CHASSELOUP-LAUBAT se destina de bonne heure à la carrière militaire, et fut reçu, le 1^{er} janvier 1819, en qualité d'élève surnuméraire à l'Ecole d'application d'état-major. Le 6 octobre suivant, il fut créé sous-lieutenant, et admis comme élève titulaire le 1^{er} janvier 1820.

Le 28 février 1821 il passa dans le 17^e de chasseurs (chasseurs des Pyrénées) avec le grade d'aide-major ; le 20 septembre suivant au 1^{er} régiment de grenadiers à cheval de la garde, et en l'année 1825 dans le 5^e régiment d'infanterie de la garde, avec le grade de lieutenant aide-major. Il obtint ce grade, ainsi que la décoration de la Légion-d'Honneur, à la suite de la prise du Trocadéro, où il s'était fait distinguer de ses chefs et du prince généralissime.

Le général Guilleminot ayant été chargé de l'ambassade de Constantinople, M. Chasseloup-Laubat lui fut attaché en qualité d'officier d'état-major. Il fut chargé d'importants travaux topographiques sur les côtes du Bosphore et de la Mer-Noire, et eut à remplir, pendant les années 1824, 25 et 26, d'importantes missions en Grèce, en Égypte et en Syrie. De retour en Turquie (juin 1826), il fut admis dans le cadre du corps royal d'état-major, mais mis en disponibilité.

À la suite de l'ordonnance du 10 décembre 1826, relative à la réorganisation de ce corps, M. Chasseloup-Laubat fut placé au 1^{er} des hussards, d'où il passa, le 5 mai

de perfectionnement de l'Ecole polytechnique en 1819, il se préparait à mettre en ordre ses nombreux manuscrits ; mais, devenu presque aveugle à cette époque, il se vit forcé de renoncer à ce projet. Après la révolution de juillet, malade et presque octogénaire, il se fit porter à la séance du 3 août 1830.

« Le général Chasseloup a publié un ouvrage sous le titre d'*Essais sur quelques parties de fortification et d'artillerie*. Son système de fortifications est déposé aux Invalides auprès de ceux de Vauban et de Cormontaigne.

« C'est après une existence si pleine, et qui toujours est restée pure, qu'il a été enlevé à sa nombreuse famille, dont il s'était plu à diriger lui-même l'éducation. Mais si quelque chose doit pouvoir adoucir l'affliction de ses fils, c'est sans doute l'éloge qu'à Sainte-Hélène encore Napoléon fit de cet habile ingénieur. »

1829, avec le grade de lieutenant, dans le 2^e des cuirassiers de la garde.

Ce corps ayant été licencié à la suite de la révolution de juillet, M. Chasseloup-Laubat subit d'abord le sort de tous ses camarades; et, perdant tous les droits de l'ancienneté de son grade, reentra dans la vie privée avec le brevet de capitaine de cavalerie, sous la date du 11 août 1830; mais ayant déclaré qu'en dehors de toute opinion politique, il était le soldat de la patrie, il fut rappelé à l'activité le 25 octobre suivant, attaché au maréchal Maison, en qualité d'officier d'ordonnance, et quelques mois plus tard en qualité de capitaine d'état-major aide-de-camp, puis détaché auprès du général Woïol, pour remplir auprès de lui les mêmes fonctions pendant la campagne du Nord, et enfin, le 9 décembre 1831, attaché de nouveau au maréchal Maison, d'abord ambassadeur à Vienne, et plus tard à Saint-Petersbourg.

De retour en France, M. Chasseloup-Laubat fut chargé, en 1836, d'une mission en Algérie, à la suite de laquelle il fut, en mai 1837, promu au grade de chef d'escadron d'état-major.

Peu de mois avant, M. Chasseloup-Laubat avait sollicité des cantons de Tôtes et de Bellencombre l'honneur de les représenter au conseil général de la Seine-Inférieure. Nous croyons devoir reproduire la lettre qu'il adressa aux électeurs, parce que ces sortes d'écrits font connaître et décèlent en quelque sorte le caractère de leurs auteurs.

« MONSIEUR,

« Dans quelques jours vous allez concourir à la nomination d'un membre du conseil général de ce département.

« En venant solliciter votre suffrage, j'éprouve le besoin de vous exposer les titres que je puis avoir à votre confiance.

« Mon nom rappelle des services rendus à la France, à l'époque la plus brillante de la gloire militaire. C'est celui d'un des plus anciens compagnons de l'empereur; général de division dès 1798, mon père commanda le corps du génie, dans nos grandes armées, sous la république et sous l'empire.

« Depuis vingt ans, j'ai suivi la carrière des armes. Comme officier d'état-major, j'ai pu être de quelque utilité à mon pays. D'honorables suffrages m'ont accompagné dans plusieurs missions hors de France.

« Entré dans une famille qui possède de grandes propriétés dans ce département, et surtout dans le canton de Tôtes, je m'occupe à réaliser mes biens patrimoniaux, pour fixer mon domicile dans l'un de vos cantons. Nos intérêts matériels sont les

mêmes; comme vous, monsieur, je dois donc désirer qu'ils soient discutés et défendus avec soin dans le conseil général du département, et, à Paris, devant l'autorité supérieure.

« Je me suis appliqué, en parcourant vos riches contrées, à les étudier attentivement. Mon premier soin a été de rechercher les améliorations agricoles qu'elles réclament, et de m'informer des vœux, et surtout des besoins de leur industrieuse population.

« En demandant à m'occuper de l'administration départementale, je puis compter sur quelques études consciencieuses du droit public, et sur quelques connaissances acquises dans la surveillance des travaux relatifs à la gestion des propriétés.

« L'indépendance de ma pensée, comme celle que m'assure ma position de fortune et de famille, me permet de donner tout le temps nécessaire à la défense des droits et des intérêts du département qui m'adopterait.

« Je mettrai tout mon zèle à remplir le mandat qui me serait confié.

« Consacrer sa vie au service de la France, se dévouer aux intérêts du pays, c'est pour moi habitude et tradition de famille.

« Veuillez recevoir, monsieur, l'assurance de ma haute considération.

« J. DE CHASSELLOUP-LAUBAT.

« Tôtes, ce 3 décembre 1836. »

M. Chasseloup-Laubat fut élu. Plus tard il sollicita les suffrages des électeurs *extramuros* de l'arrondissement de Dieppe, et leur adressa la circulaire suivante :

« MESSIEURS,

« Mon élection récente au conseil général par deux de vos cantons a paru à quelques-uns d'entre vous un titre à représenter votre arrondissement. Ils m'ont encouragé à me porter candidat. Je viens aujourd'hui solliciter franchement vos suffrages.

« En demandant une aussi haute marque de confiance, je dois vous dire que je suis, quelles sont mes opinions.

« Fils d'un général de la révolution et de l'empire, qui a consacré cinquante ans de sa vie à défendre notre indépendance, j'ai dû suivre la carrière des armes. Si une longue paix ne m'a offert que de rares occasions de combattre pour la patrie, du moins elle m'a permis de me livrer, avec quelque fruit, à l'étude de nos lois et du droit international. Ma position dans nos ambassades à Constantinople, à Vienne, à Saint-Petersbourg, m'a donné la possibilité de me pénétrer des véritables intérêts de la France et de m'initier aux questions graves de politique extérieure, sur lesquelles elle doit exercer une imposante influence. C'est assez vous dire, messieurs, que la dignité nationale, la grandeur, la gloire du pays trouveront toujours en moi un ardent défenseur.

« Propriétaire dans votre arrondissement, j'ai apprécié tous vos besoins. Les souffrances de l'agriculture ne sont que trop réelles. Il est temps qu'on fasse entrer cet art, si éminemment utile, dans cette voie de progrès et d'améliorations où tant d'autres se sont rapidement avancés. Il est plus temps encore qu'on allège les impôts qui l'accablent : aussi la plus sévère économie dans la fixation des dépenses de l'Etat est, à mes yeux, un devoir sacré pour le mandataire d'une population comme la vôtre, qui contribue, pour une si forte part, aux charges publiques, et qui, laborieuse, intelligente, a besoin que l'on ne débourne inutilement aucun des capitaux que féconde son industrie.

« Membre du conseil général, je me suis livré à un examen minutieux des différents services administratifs. J'ai cherché à leur appliquer, le plus utilement possible, les ressources départementales; mais je n'ai pu méconnaître combien étaient encore nombreux les besoins de vos communes. Vos écoles, destinées à répandre une large instruction, vos marchés, vos routes, vos chemins vicinaux, les diverses branches de votre industrie manufacturière ont été, de ma part, l'objet de travaux consciencieux. Le commerce de vos colzas, de vos laines, m'a paru mériter la sollicitude la plus active. J'ai parcouru vos riches contrées pour mieux connaître les améliorations agricoles qu'elles réclament, m'informer de vos vœux et surtout de vos plus graves intérêts. En être l'interprète et le défenseur au sein du pouvoir législatif est une grande et noble mission. C'est parce qu'elle offre une éclatante occasion de montrer son dévouement au pays, que, dédaigné de toute autre ambition, je la recherche avec ardeur, et que je serais fier de la devoir à vos suffrages.

« Ami sincère de nos institutions, je veux les affermir et les compléter par des développements sagement progressifs. Je veux tout ce qui est favorable au bien-être du peuple et à l'accroissement des richesses intellectuelles du pays, mais je repousse avec

une force égale, soit ces dangereux essais dont les vaines théories égarent les populations, soit toute tendance rétrograde vers des principes incompatibles avec notre époque. Mon drapeau, c'est le drapeau national, la Charte de 1830 et le roi élu par les Français.

« Voilà comment je comprends le mandat de député.

« L'indépendance de mon caractère, comme celle que me donne ma fortune, vous offrira, je l'espère, des gages de la sincérité de mes déclarations.

« Recevez, je vous prie, messieurs, l'assurance de mes sentiments les plus dévoués.

« DE CHASSELoup-LAUBAT.

« membre du Conseil-général.

« Rouen, le 17 octobre 1857. »

Les électeurs *extra-muros* de Dieppe confièrent leur mandat à M. Chasseloup-Laubat, qui s'est montré digne de cet honneur. En 1859, il obtint de nouveau les suffrages de ses commettans à la presque unanimité, puisque son concurrent, M. Arago, ne réunissait que dix-huit voix.

Dès son arrivée au Palais-Bourbon, M. Chasseloup-Laubat parut d'abord vouloir étudier le terrain, et ne prit la parole que dans la séance du 9 mars 1858, pour appuyer la proposition du colonel Garaube, combattue par le ministère, relative à une pension à accorder à la veuve du colonel Combes, tué sous les murs de Constantine.

M. Chasseloup-Laubat entra dans le fond de la question, ou pour mieux dire il la plaça sur son vrai terrain; il eut de chaleureux et patriotiques mouvemens d'éloquence. Toutefois nous blâmons sa conclusion à l'ajournement; car nous ne saurions partager sa confiance dans les hommes du pouvoir.

En 1859, M. Chasseloup-Laubat a été rapporteur de diverses pétitions, et entre autres de celle relative aux hospices de Nancy (*voir le Moniteur*); il s'est constamment montré rapporteur consciencieux et pénétré de l'importance de ses fonctions.

Dans la discussion du projet de loi relatif à la fixation du cadre de l'état-major-général de l'armée, il a pris la parole, et nous avons vu avec plaisir que ce n'était point pour se ranger aveuglément sous la bannière ministérielle, mais bien pour défendre les vrais intérêts et l'honneur de l'armée, pour attaquer l'arbitraire et demander que toutes les ordonnances passées vinsent

s'anéantir dans une loi nouvelle et définitive. A propos de l'âge de mise en non-activité des officiers-généraux, l'orateur s'exprima en ces termes :

« Le projet de loi ministériel établit une double limite d'âge. L'une facultative, l'autre obligatoire. La première serait déterminée par le pouvoir royal, la seconde serait fixée par la loi; ainsi le *minimum* d'activité au-delà duquel le gouvernement pourrait faire rentrer dans le cadre de réserve les officiers-généraux qu'il jugerait incapables des services actifs s'rait atteint à soixante ans par les lieutenans-généraux, et à cinquante-sept ans par les maréchaux-de-camp. Le *maximum* d'activité serait fixé à soixante-huit ans pour les lieutenans-généraux et à soixante-cinq ans pour les maréchaux-de-camp; ce serait donc une latitude de huit années, pendant laquelle la faculté laissée au gouvernement pèserait comme une menace sur le sort des officiers-généraux, car l'autorité pourrait, à son gré, les maintenir dans le cadre d'activité ou les faire entrer dans la réserve. Je crois que de semblables dispositions nuiraient aux intérêts militaires du pays et ouvriraient un champ trop vaste à l'arbitraire. L'avancement de l'armée aurait à souffrir, d'une manière sensible, de cette extension de la limite d'âge.

« Et, dans un temps où nous voyons les considérations politiques régler, dominer même toutes les questions de choses et de personnes, où nous sommes les témoins du déplacement, de la destitution d'hommes honorables, pour donner satisfaction à des amours-propres ou à des intérêts privés (*mouvemens divers*), n'y aurait-il pas à craindre que des personnages influens, des personnages parlementaires restassent investis de commandemens importants, alors même que l'âge leur aurait fait perdre toute aptitude à les remplir? Ce serait d'ailleurs retomber dans l'inconvénient de livrer le sort des officiers-généraux à l'arbitraire, au régime du bon plaisir; ce serait mettre ainsi le gouvernement en position d'encourir les reproches dont cette tribune a si souvent retenti. Vous n'adopterez pas, messieurs, de semblables dispositions. »

Dans la discussion de cette même loi, M. Chasseloup-Laubat fit admettre plusieurs amendemens, tous empreints d'un sentiment de justice et d'équité auquel la Chambre rendit hommage.

Il prit en outre la parole (25 juin 1859) dans la discussion du projet de loi relatif à un crédit pour assurer le maintien des armemens maritimes, et aborda franchement la question espagnole; car, ainsi qu'il le fit remarquer, cette demande d'un crédit extraordinaire d'environ 5 millions, cachait, pour une partie, le but d'assurer une surveillance plus active sur les côtes d'Espagne. Tout en étant hostiles au ministère Molé, pour lequel M. Chasseloup témoigne ses sympathies, nous devons reconnaître qu'il développa son opinion sur la non-intervention, non seulement avec talent, mais encore en s'appuyant sur les vrais principes du droit international et d'un libéralisme éclairé et intelligent.

Enfin M. Chasseloup-Laubat a clos ses travaux législatifs par l'énoncé de son opi-

nion dans la discussion du projet de loi relatif au chemin de fer de Paris à la mer. Ce travail grave annonce une étude sérieuse de la question, et fait le plus grand honneur au député qui a eu la loyale franchise de s'exprimer en ces termes, avant d'entrer dans les détails de la discussion :

« Je dois déclarer à la Chambre que je suis engagé dans cette entreprise à titre d'actionnaire, mais à titre d'actionnaire seulement. Je suis possesseur de cent actions. Je ne suis pas cependant de ceux qui se sont jetés dans les chemins de fer pour arriver à la fortune; je suis de ceux qui ont voulu faire usage de leur fortune pour doter leur localité et leur pays de ce moyen de communication. Ce n'est pas comme spéculateur, c'est comme député de l'arrondissement de Dieppe, que j'ai voulu prêter mon concours à cette opération, concours qui, la Chambre pourra le reconnaître tout à l'heure, est des plus désintéressés. »

M. Chasseloup-Laubat est un député plein d'avenir; car, nous l'espérons, il conservera toujours un trop haut sentiment de sa dignité personnelle pour se mettre à la remorque d'un ministère quel qu'il soit.

QUELQUES CÉLÉBRITÉS DRAMATIQUES.

« Hélas! j'ai vu nos dieux abandonnés, proserits,
« Et ce vide effrayant frappe encore mes esprits.
« Alors de l'Odéon le long pèlerinage
« Étonnait un fidèle et troublait son courage.
« Si quelques voyageurs, nés au quartier d'Antin,
« Découvraient l'Odéon dans ce désert lointain,
« Ils l'admiraient, frappés de respect et de crainte,
« Comme un vieux monument d'Athènes et de Corinthe,
« Et rentraient dans Paris, sans risquer un écu,
« Pour voir les naturels de ce pays perdu. » (1)

Ce que M. Casimir Delavigne disait en 1819, en parlant du vieil Odéon, est devenu depuis parfaitement applicable au Théâtre Français (du moins pour les soirées où Melpomène faisait les honneurs de la salle),

(1) CASIMIR DELAVIGNE. *Discours d'ouverture du second Théâtre Français.*

alors que la mort de Talma et la retraite de Damas, de Lafon et de mademoiselle Duchesnois, permirent à leurs doublures de se poser en première ligne, et de se proclamer chefs d'emploi. Plus d'une fois le caissier s'est vu réduit à porter sur les livres de comptabilité de honteuses recettes de douze ou quinze louis; et cependant dans ces temps de détresse les journaux osaient faire retentir quelques noms, créer des célébrités. Notre devoir est donc de passer ces célébrités en revue (1), et de faire connaître ces notabilités de la rampe, dont les débuts d'un enfant ont écrasé la bruyante renommée; nous dirons aussi *ce que fut, ce qu'est* cet enfant, phénomène phosphorescent qui s'éteindra sous le souffle des éloges inconsidérés, tandis qu'à la juger par ses débuts on pourrait espérer une grande tragédienne... Nous parlerons aussi de quelques autres acteurs ou actrices, plus ou moins en possession de la faveur publique.

Et d'abord, à tout seigneur tout honneur, un mot sur M. Ligier, le chef d'emploi des premiers grands rôles tragiques (2).

(1) Nous avons déjà fait connaître plusieurs des artistes sociétaires du Théâtre Français; nous ne compléterons pas aujourd'hui ce travail, en réservant la suite pour notre neuvième volume.

(2) Madame PARADOL ayant pris sa retraite, nous ne lui consacrerons que quelques lignes, car elle s'est fait justice à elle-même.

Après avoir chanté l'opéra à Lyon et à Marseille, et n'avoir obtenu que quelques succès, dus plutôt à son physique qu'à son talent, et toujours contestés, madame Paradol suivit les conseils de l'acteur Michélot et se présenta au Théâtre Français, pour y remplir les rôles de grandes reines, les *Sémiramis*, les *Agrippine*. Son début fut favorablement accueilli, l'on savait qu'elle arrivait sans études préparatoires. Elle était belle, imposante de prestance, l'on espéra de l'avenir; mais bientôt l'on s'aperçut qu'on pouvait lui appliquer le vers du fabuliste grec :

Ὁ οὐκ ἀνέχεται, καὶ ἐγκέχληον οὐκ ἔχει.

Madame Paradol en effet, après vingt ans de salle, se retrouve avec ses défauts moins ses qualités physiques.

Madame Paradol se présentait seule pour tenir l'emploi que mademoiselle Georges (voir sa notice) avait déserté; madame Paradol fut reçue et ne tarda

M. LIGIER est né dans le département de la Gironde, pendant les dernières années du Directoire ; il est né, ainsi que le dit un vieil adage, de parens pauvres, mais honnêtes. Il fut d'abord, si nous ne nous trompons, destiné à la profession de vitrier ; mais, se sentant entraîné par un penchant irrésistible, il négligea, dès l'âge de quinze ans, la boutique pour le théâtre, et, sans études préparatoires, sans autre protection qu'une volonté forte et un travail opiniâtre, il débuta dans les grands rôles tragiques, et fut applaudi des Bordelais séduits par un organe grave, vibrant, et d'une ampleur peu commune. M. Ligier avait de la chaleur, de l'entrain : on l'entendait ; il fut applaudi ; il prit courage, se fit un petit pécule, et vint à Paris.

Un biographe prétend que M. Ligier a été employé aux contributions indirectes, nous croyons ce fait controvérsé. Il est vrai que le même biographe fait remonter les premiers débuts de M. Ligier à la mort de Talma, ignorant sans doute qu'avant d'entrer au Théâtre Français, M. Ligier avait fait connaissance avec le public sur les théâtres de l'Odéon et de la Porte Saint-Martin.

Au premier abord M. Ligier séduit par le *magnifique* de sa voix. Il dit avec pompe, il étonne ; mais si l'on prend la peine de descendre jusqu'à l'analyse de ce talent, l'on ne tarde pas à s'apercevoir que ces brillans éclats, ce clinquant étourdissant, n'ont pour base ni intelligence, ni sensibilité réelle.

M. Ligier a vu Talma pendant dix ans ; il l'a étudié, copié. Aussi dans les rôles où il double le Roscius français, est-il encore plus tolérable, pour les vrais amateurs du théâtre, que dans ceux qui lui appartiennent

en propre, qu'il a créés. C'est ainsi qu'il est applaudi avec justice dans *Nicomède*, dans *Néron*, dans *Oreste*, et dans quelques autres personnages auxquels Talma avait apposé son cachet, et qu'il n'est que criant et forcené dans *le Masque de fer*, *Kernok le Fou*, *Santinelli*, *Louis XI*, *Charles-Quint*, etc., etc., pour l'étude desquels il a été livré à ses propres inspirations.

Toutefois, M. Ligier mérite nos éloges pour n'avoir jamais désespéré de la tragédie antique ; il lui est resté fidèle ; et s'il n'est point artiste de talent, il est du moins homme à caractère. Grâce à lui et à quelques autres sociétaires du Théâtre Français, la tradition a été conservée, et la tragédie a pu se montrer avec quelque éclat, lorsque mademoiselle Rachel est apparue sur la scène française.

Pauvre enfant, née dans la misère vers 1820, mademoiselle *Eliza RACHEL-FÉLIX*, fille d'un juif colporteur et d'une revendeuse à la toilette, mena pendant douze ans la vie nomade de ses parens, suivant dans les cafés et sur les places publiques sa sœur *Sara*, chantant avec elle d'une voix voilée et chevrotante des complaintes italiennes, et sollicitant le sou de la charité. Elle vécut ainsi long-temps à Lyon ; enfin elle vint à Paris vers 1851 ou 1852. Choron, ce mélomane par excellence, ce respectable vieillard, dont les dernières années furent abreuvées de tant d'amertume, grâce à la vanité jalouse de M. Cherubini ; Choron entendit les deux enfans. Il remarqua la voix de *Sara*, et appela à lui les deux pauvres et chétives filles ; mais il ne tarda pas à s'apercevoir que si *Eliza* était douée d'une intelligence prompte et profonde, en revanche ses dispositions pour la musique étaient négatives et sa voix peu apte aux exercices du chant. *Sara* ne répondait pas non plus aux espérances du maître. Toutefois, *Eliza* et *Sara* pouvaient fournir un jour une carrière artistique ; Choron le comprit, et confia leur éducation

point à prendre rang parmi les sociétaires ; elle a fait au Théâtre Français une halte de vingt ans, de 1818 à 1858, époque à laquelle elle a déposé le sceptre et la couronne. Il ne sera question de madame Paradol dans les annales du théâtre de la rue de Richelieu que... pour mémoire.

à un des sociétaires du Théâtre Français, qui tentait pour l'art dramatique, ce que Choron faisait pour la musique (1). M. Saint-

(1) M. PAGNON SAINT-AULAIRE, artiste sociétaire du Théâtre Français, est né à Paris, en 1794. Il fut d'abord destiné au commerce; mais, cédant à une vocation prononcée, il entra au Conservatoire, en 1816, et, après quelque temps d'études, fut attaché à une troupe d'arrondissement qui desservait les villes de la Charente, de la Charente-Inférieure et de quelques départemens voisins. Ensuite, il fut appelé à Bordeaux pour remplir les *Pygmalion*, les *Noces*, les *Thérèse*, les *Maxime*, à côté de Talma qui devait donner quelques représentations à Bordeaux, d'où M. Saint-Aulaire se rendit à Toulouse avec un engagement honorable. Il y fut généralement goûté dans ses rôles secondaires, et applaudi dans celui de *Tartuffe* dont il resta chargé après l'avoir joué une fois, par obligeance, dans une représentation à bénéfice.

De Toulouse, M. Saint-Aulaire vint à Paris et débuta, en 1820, au Théâtre Français, par le rôle de *Burrhus*. Nous parlerons de ce début d'après les journaux du temps: « La taille de Saint-Aulaire est ce qu'elle doit être au théâtre, ni trop grande ni trop petite, disait le *Journal des Débats*; il se présente bien; sa démarche est noble, sans affectation, ses poses naturelles; on le dit jeune, cependant il est aisé de juger qu'il connaît les planches, et qu'il n'en est pas à son coup d'essai. Sa physionomie est sévère, j'ignore si elle est mobile; il faudrait voir son visage à nu, et il est difficile d'analyser ses traits à travers une chevelure artificielle qui couvre le front, et une barbe de sapeur qui masque tout le bas de la figure; ses yeux sont vifs et animés. Le premier coup d'œil lui a donc été favorable; son entrée sur la scène a inspiré d'heureuses préventions, que le reste de la soirée n'a point détruites. » Les autres feuilles publiques abondèrent dans ce sens.

M. Saint-Aulaire fut admis comme pensionnaire, et trois ans plus tard comme sociétaire.

Sa voix manquant essentiellement d'étendue et d'entraînement, M. Saint-Aulaire eut le bon esprit de ne jamais aborder les grands rôles et de s'en tenir aux confidens; toutefois, par la retraite successive de divers artistes, il se vit appelé à représenter les rois et les pères nobles. Il le fit avec sagesse et dignité et ne s'est jamais montré au dessous des rôles qui lui étaient confiés.

Avant que M. Jouslin de Lasalle eût pris le sceptre de l'administration du Théâtre Français, M. Saint-Aulaire avait été l'un des administrateurs de ce théâtre, et avait su se concilier les suffrages de tous ses camarades.

Aulaire accueillit dans sa classe les deux jeunes filles (c'était en 1833). Il eut d'abord à leur donner les premiers élémens de la langue française; mais il ne tarda point à être frappé des dispositions extraordinaires de la jeune *Eliza*. Pendant quatre ans il la dirigea pas à pas, développant son intelligence, l'exerçant dans toute sorte d'emplois, lui faisant jouer tour à tour les rôles les plus divers, les grandes reines, les amoureuses, les *Célimène*, les *Marinette*, la faisant applaudir successivement sur son théâtre de la rue Saint-Martin (le théâtre Molière) dans *Hermione* ou *Andromaque*; *Esther*, *Isabelle* de don Sanche; *Elfride*, des *Vêpres siciliennes*; *Emilie*, de Cinna; *Autile*, de *Régulus*; *Iphigénie*; *Marie Stuart*; *Valérie*, de *Manlius*; *Hédémone*, d'*Othello*; madame d'*Ercour*, du *Secret du Ménage*; *Lisette*, du *Mari et l'Amant*; *Angélique*, des *Fausse Infidélités*; *Elnire* ou *Dorine*, du *Tartuffe*; *Clarens* de Shakespeare amoureux; *Lisette*, des *Folies amoureuses*; mademoiselle *Bauval*, de Brueis et Palaprat; *Martine* ou *Philaminte*, des *Femmes savantes*; *Julie*, de la Gageure; *Eliante* ou *Célimène* du *Misanthrope*; *Jenny*, de l'*Hôtel garni*; *Théodore*, de l'*Abbé de l'Épée*, et vingt autres pièces tragiques ou comiques,

Passionné pour son art, M. Saint-Aulaire a fondé une école de déclamation. Il a judicieusement pensé que si la théorie avait sa valeur, la pratique avait aussi la sienne, et dans son école il joint la pratique à la théorie. De cette école sont déjà sortis M. Rey, qui paraît destiné à prendre un rang honorable au Théâtre Français; mesdemoiselles Rachel et Rabut. Cependant M. Saint-Aulaire n'a jamais été encouragé ni par ses camarades, ni par le ministère, car les uns et les autres voient en lui un rival du Conservatoire.

Il y a peu de temps (juillet 1853) M. Saint-Aulaire a créé avec succès, dans un drame de M. Vanderbuch (*Jacques II*) le rôle de Charles II. Il a représenté surtout ce prince mourant avec une vérité remarquable: l'expression moribonde, empreinte sur son visage merveilleusement grimaqué, fut d'une illusion complète; et, selon l'expression du feuilletoniste du *Journal de Paris*, il faisait mal à voir dans l'acception du mot honorable pour son talent.

dans lesquelles les habitués du théâtre Molière aimaient à couronner la jeune *Eliza*. Enfin après quatre ans de travaux incessans, M. Saint-Aulaire était parvenu à former une élève capable de se présenter avec succès devant le parterre du Théâtre Français. Mais pour tenter cet essai il paraissait convenable à M. Saint-Aulaire que sa protégée eût atteint un développement physique qui lui permit de ceindre le diadème sur une aussi vaste scène; mais les parens étaient exigeans, ils étaient impatiens de commencer l'exploitation de leur enfant; M. Saint-Aulaire le comprit, et, après plusieurs essais infructueux pour obtenir en faveur de sa jeune pupille une pension de secours, il dut consentir à la laisser, disons mieux, à la faire entrer au Gymnase, où elle débuta avec succès dans *la Vendéenne*. Toutefois ce succès fut passager, et mademoiselle *Eliza* (que nous ne nommons plus que *Rachel*, nom qu'elle adopta à cette époque) allait tomber dans les comparses, lorsque des conseillers adroits l'engagèrent à se mettre sous le patronage d'un sociétaire du Théâtre Français plus habile que M. Saint-Aulaire. Mademoiselle Rachel se sentait peu encouragée, car M. Michelot avait en quelque sorte méconnu ses heureuses dispositions; toutefois elle vit M. Samson, et celui-ci, après fort peu de mois de leçons, présenta son élève aux sociétaires réunis, qui l'accueillirent avec enthousiasme.

L'élève de M. Samson effaça de son souvenir les quatre années écoulées au théâtre Molière. *Rachel* n'était pas *Eliza*, *Rachel* n'acquitta pas envers M. Saint-Aulaire la dette sacrée de reconnaissance qu'avait contractée *Eliza*, et jamais, que nous sachions, on ne s'est vantée d'être l'élève de l'honorable confidant. M. Samson pourrait nous dire si après ses succès, la tragédienne, enfant gâté de la haute aristocratie, s'est montrée animée à son égard de sentimens plus affectueux qu'envers M. Saint-Aulaire.

Quoi qu'il en soit, mademoiselle Rachel parut sur la scène française; de 500 fr. les recettes journalières montèrent en un mois au dessus de 6,000; même par les plus fortes chaleurs elles ne sont pas descendues au dessous de 4,000 fr. C'est qu'en effet mademoiselle Rachel possède un immense talent; sa diction est pure, nette, précise, accentuée, empreinte de sentiment; mais c'est surtout les passions tristes, sarcastiques ou haineuses, que mademoiselle Rachel excelle à rendre. Toutefois l'on doit lui reprocher de *dire trop*, de *manquer de feu*; l'on ne saurait surprendre en elle ce *diable au corps* que Voltaire exigeait chez les interprètes de Melpomène. Elle ne se livre pas, est-ce timidité ou froideur réelle, nous l'apprendrons avec certitude lorsque mademoiselle Rachel se sera fait connaître dans un rôle de sa création; mais en attendant, nous ne craignons pas de le dire, si la jeune tragédienne ne manque point d'âme, elle n'a pas du moins l'art d'emprunter l'âme des personnages qu'elle représente, de vivre de leur vie; mais ce défaut n'est sensible que pour l'observateur attentif, car mademoiselle Rachel possède merveilleusement l'art d'écouter et d'être en scène, elle a de la planche, et *Rachel* reçoit aujourd'hui la récompense des travaux de *Eliza*.

Nous pourrions peut-être ne pas entrer dans les détails de la vie privée de mademoiselle Rachel; mais pourquoi ne pas dire qu'en un an l'administration du Théâtre Français a donné 50,000 fr. à la jeune actrice, et que cependant elle est journellement menacée de se voir contrainte à résilier un engagement que la jeune tragédienne pourra faire cesser de droit à sa majorité.

Mademoiselle Rachel n'estimerait-elle l'art que pour l'argent qu'il procure? s'il en était ainsi, nous le disons avec conviction, les jouissances de la vie émousseront son talent, l'étouffleront, et cette intelligence précoce sera éteinte avant qu'il soit peu d'années; elle s'éteindra aussi par le man-

que d'études bien dirigées. Si mademoiselle Rachel continue à se prodiguer dans les salons, et à y user sa vie physique et morale, nous le craignons, mademoiselle Rachel ne sera pas long-temps la reine heureuse et fêtée du Théâtre Français; sa constitution physique et morale succombera sous la brûlante haleine des triomphes et du grand monde, et, avant qu'il soit long-temps, le théâtre de la rue Richelieu se trouvera de nouveau réduit à la comédie. Heureusement pour cette partie il lui reste encore de dignes interprètes de nos chefs-d'œuvre, alors même que mademoiselle Mars se sera décidée à quitter la scène, où sa présence n'appelle plus la foule, depuis l'échec qu'elle a éprouvé dans *la Popularité*.

Mademoiselle Mars ! Ce nom nous amène fort naturellement à parler de l'une des sociétaires les plus estimables et les plus estimées de la Comédie française, d'une actrice qui rehausse un beau talent par un bon caractère et par des mœurs honorables; nous voulons parler de mademoiselle Mante.

Née à Paris dans les derniers temps du consulat, mademoiselle *Théophile Mante* (ce nom a été adopté par elle à son entrée au théâtre) paraissait d'abord destinée à occuper dans le monde une position plus élevée que celle que des revers de fortune l'ont portée à se créer. Son éducation avait été brillante; aussi lorsque le malheur atteignit sa famille, tourna-t-elle les yeux vers la carrière des arts (1); par goût et par raison elle donna la préférence au théâtre.

Ses professeurs furent M. Granger au Conservatoire, et M. Fusil, ancien acteur de la Comédie française et de l'Odéon, pour des leçons particulières.

Après moins de deux années d'études, elle débuta au Théâtre Français, le 12 septembre 1822, dans *le Misanthrope* et *l'Amour*

et *la Raison*, sans jamais avoir voulu s'essayer sur aucun petit théâtre, et après avoir remporté le premier prix de déclamation. Ce début fit une profonde sensation au théâtre et dans les salons; tous les critiques impartiaux furent unanimes. « Ce début, disait l'un, nous paraît devoir intéresser au plus haut degré le Théâtre Français lui-même. » Puis il ajoute : « Mademoiselle Mante a choisi pour son coup d'essai *Célimène* du *Misanthrope*, rôle brillant, mais difficile; admirable type de la coquette, pour lequel il faut réunir le ton, les airs, les manières du grand monde, à tous les dons de la figure et de la taille, tout le jeu d'une physionomie expressive et mobile, tout le charme d'un débit noble, piquant, spirituel; enfin toutes les qualités ou naturelles ou artificielles nécessaires pour justifier le choix, la passion, la jalousie, et bien plus, l'offre de la main d'un personnage tel qu'*Alceste*.

« Nous allions essayer de tracer le portrait de la débutante, mais nous nous apercevons heureusement qu'en rapelant la réunion des dons extérieurs et intellectuels nécessaires pour soutenir le personnage de *Célimène*, nous avons involontairement esquissé ce portrait. En parlant du rôle nous avons parlé sans le vouloir de la débutante; le rôle n'a pas été fait pour elle, mais la nature l'a faite pour lui.

« Les suffrages ont été unanimes.

« Le succès de la débutante, et en général celui de la représentation, a été complet. » Ainsi s'exprima la presse entière.

Mademoiselle Mante continua ses débuts dans *le Philosophe marié*, *le Legs*, *la Coquette corrigée*, *la Gageure imprévue*, *Tartufe*, *le Barbier*, *le Dissipateur*; dans cette dernière pièce surtout elle se montra comédienne intelligente et profonde, en donnant au rôle de *Julie* un cachet d'intention qui prouvait que la débutante ne se traînerait pas servilement sur les traditions de ses devanciers. Elle fut tout aussi heureuse dans le rôle de madame de *Clainville* de *la*

(1) Mademoiselle Mante est vraiment artiste; ses productions en peinture pourraient trouver place dans les salons d'expositions, et elle n'est point étrangère à l'art de la musique.

Gageure, quoique ce rôle fut trop mûr pour une jeune débutante de vingt ans.

Les suffrages furent unanimes, avon-nous dit; nous nous trompons, car mademoiselle Mante eut les honneurs d'une critique acerbe, violente, passionnée, de mauvais ton, dont un seul journal se fit l'organe; l'on devina dès le premier jour de quelle caisse partaient les inspirations de ce langage envenimé, et le rédacteur de la partie littéraire du *Moniteur* (voir le n° du 24 octobre 1822) releva le gant avec autant d'esprit et de finesse que de convenance, et, par de piquantes allusions, rapela à la dignité d'elle-même une grande renommée qui voulait marcher sans rivale.

Après avoir fait l'historique des brillans succès, du passé de mademoiselle Mars, l'élégant écrivain terminait ainsi : « Aujourd'hui qu'un jeune talent renfermant le germe de tant d'espérances se découvre tout à coup, on voudrait nous faire pressentir qu'il va trouver des yeux jaloux, des regards ennemis, une barrière, des obstacles.

« Non, nous aimons à le croire; il est dans le sentiment d'une incontestable supériorité de se fier à ses propres forces, de vouloir connaître les plaisirs de la lutte pour jouir de tous les charmes de la victoire. »

Mademoiselle Mars ne comprit point ces conseils délicats et affectueux, et pendant seize ans elle a été la barrière, l'obstacle qui se sont opposés au développement du riche talent dont mademoiselle Mante possédait en 1822 déjà plus que les germes. Pendant seize ans mademoiselle Mars a accaparé d'autorité tous les grands rôles, ne permettant à sa *doublure* de faire preuve d'intelligence, de goût, de bon ton, que dans les rôles de l'ancien répertoire, ou bien dans ceux de personnages secondaires des pièces nouvelles; mais la rivalité du chef d'emploi ne put empêcher que le public n'accueillît toujours avec faveur mademoiselle Mante, que nous avons applaudie

successivement dans *Bruéis et Palaprat*, le *Glorieux*, les *Femmes savantes*, les *Fausse Infidélités*, la *Coquette corrigée*, la *Fausse Agnès*, la *Fermière*, la *Partie de Chasse*, la *Fille d'honneur*, rôle de la baronne, l'*Avare*, rôle d'Élise, les *Fausse Confidences*, la *Petite ville*, *Valérie*, rôle de Caroline; les *Ricochets*, les *Comédiens*, les *Deux Pages*, *Clarisse Harlowe*, rôle de Polly; le *Mariage de Figaro*, le *Vieux Célibataire*, le *Méchant*, la *Mère et la Fille*, *Marie*, rôle de madame d'Orbigny; la *Jeunesse d'Henri V*, le *Joueur*, le *Menteur*, l'*Amant bourru*, le *Mariage secret*, rôle d'Émilie; *Nanine*, le *Festin de Pierre*, le *Philinte de Molière*, *Turcaret*, le *Tasse*, rôle de Maria; le *Mariage d'argent*, la *Comédienne*, rôle de Cléophile; la *Vieillesse d'un Grand Roi*, *Julie ou la Séparation*, et trente autres pièces dans lesquelles la spirituelle actrice a constamment montré toutes les qualités dont elle avait fait preuve à son début.

Enfin, après seize ans d'attente, mademoiselle Mante vient de créer un grand rôle, celui de *Madame de Pris*, dans *Mademoiselle de Belle-Isle*, et dans cette circonstance solennelle elle s'est tenue à sa propre hauteur; c'est le meilleur éloge que nous croyons pouvoir faire de l'intelligence qu'elle a développée.

Le soir même de son premier début, mademoiselle Mante fut engagée par l'administration du Théâtre Français aux appointemens de 4,000 francs, alors maximum des premiers engagements; elle fut engagée pour les emplois de grandes coquettes, premiers rôles, et de grandes amoureuses. Deux mois après elle était reçue sociétaire, titre qui, pendant dix ans, n'a eu d'autre valeur que d'établir le droit à la retraite.

Une plume vénale a cherché à flétrir mademoiselle Mante comme femme, et l'on assure que la jeune comédienne a eu la faiblesse d'être malheureuse de ces dégoûtantes diatribes; c'est qu'en effet pour une femme délicate une réputation honorable est

quelque chose même et surtout dans les coulisses. Que mademoiselle Mante se rassure, la calomnie reste sans retentissement en présence d'une vie d'ordre et de travail, et le public artistique a pour elle autant d'estime comme femme que comme comédienne.

Par une transition subite, passons du Théâtre Français au théâtre des Variétés. Là aussi se trouvent des réputations usurpées, des réputations vraies, des réputations enfouies. Nous avons prouvé par les notices consacrées à MM. Brunet, Pôtier et Arnal, que nous savions rendre justice à tous les genres de talent, et que nous ne dédaignons aucun artiste, quelle que fût la direction donnée à ses études. L'on croira donc à notre bonne foi lorsque nous nous élèverons contre les éloges prodigués aux Brussambille, aux Turlupin, aux Gaultier-Garguille, aux Gros-Guillaume modernes. Comment, en effet, peut-il se trouver un *homme de lettres*, un *feuilletonniste*, qui ne rougisser pas de décorer du nom de *comédien*, d'*artiste*, M. Odry, par exemple... M. Odry, l'émule de Bobèche, un artiste, un comédien ! En vérité, c'est pousser un peu trop loin l'abus des mots. Qu'est-ce donc que M. Odry ?

Né à Versailles en 1782, M. Charles ODRY, fils d'un quincailler, était d'abord destiné à la profession de son père ; il préféra celle d'acteur dans les théâtres secondaires. Il débuta, en 1802, dans la troupe des délassemens comiques, dirigée alors par Picardeau, ancien acteur de l'Ambigu, y passa inaperçu, et entra ensuite au théâtre de la Gaîté, puis à celui de la Porte Saint-Martin. Dans ces trois administrations M. Odry fut considéré comme une nullité bonne tout au plus à jouer les *utilités*. Enfin en 1807 il vint frapper à la porte du théâtre des Panoramas et fut admis. Après avoir échoué dans les tyrans, les raisonneurs, les pères nobles, les jeunes premiers et les valets, M. Odry se réfugia sagement dans les garçons de ferme et les niais de bas étage ; il y ob-

tint une espèce de succès à force de charges et de grimaces. Où est le type des niais dont M. Odry s'est fait la copie ? Nulle part. Mais n'importe, M. Odry se fait type ; il trouve des compères pour applaudir et des niais pour servir d'écho à ces applaudissemens.

Sans doute il est une comédie de bas étage qui a son mérite. Ce genre a eu ses interprètes : *Nicolet*, *Brunet*, *Tiercelin*, mesdames *Barroyer*, *Flore*, se sont montrés vraiment imitateurs savans. Mais M. Odry ? l'on a vraiment quelque peine à comprendre qu'il ait trouvé des auteurs, hommes d'esprit, qui se soient occupés de lui faire des rôles. Il en a cependant été ainsi ; et en vérité, nous ne sachions guère que le *Valet ventriloque* et l'*Homme automate* qui aient pu justifier la réputation proverbiale (b... comme Odry) dont jouit cet acteur.

M. Odry ne s'est pas contenté de la réputation d'acteur, il a ambitionné celle d'auteur, et il a, rimé n'est pas le mot, versifié n'est pas le mot, écrit serait un blasphème, il a barbouillé un *poème des Gendarmes*, pour lequel il a, nous en demandons pardon à l'Académie, été prôné à l'égal de M. Vernet.

Heureusement pour notre siècle que les acteurs meurent et qu'il ne reste d'eux que leur nom. Dans le cas contraire, nous aurions à rougir devant nos neveux qu'il se fût trouvé des écrivains pour prôner MM. Odry, Klein et tels ou tels autres.

M. KLEIN remplit au Gymnase les rôles de niais de salons, les ambassadeurs ridicules, les absurdes sans modèles : il est en habit ce que M. Odry est en veste ; il est parvenu à se faire des qualités de sa maigreur et de son nasillement, et à l'aide de ces deux inappréciables avantages, il s'est forgé une étude qu'il transporte dans tous ses rôles, et au moyen de laquelle on l'applaudit traditionnellement.

M. Klein remplit d'abord les niais à l'Ambigu-Comique ; il y produisit son effet. On l'appela au Gymnase. Il y vint précédé

des rires des bons ouvriers du faubourg Saint-Antoine, et les grandes dames des Tuileries rirent à leur tour, et depuis lors l'on rit rien qu'à voir M. Klein. Mais n'exigez point que cet acteur analyse un rôle, le comprenne, l'étudie, tout son talent est dans sa maigre échine, dans ses jambes grêles et longues et dans un baragouin *gallique*; hors de là M. Klein est une nullité. Au total ce n'est qu'un loustic de parade.

Oserons-nous aussi dire notre opinion sur une actrice que le public accueille toujours avec des bravos, et qui cumule les succès d'argent et les succès de gloire, mademoiselle Déjazet? Oui, certes; car il nous faut parler de cette actrice qui a eu vingt-quatre heures de renommée politique..... mademoiselle Déjazet? L'affaire était grave; elle envahit les grandes colonnes des journaux, même les plus sérieux.

Mademoiselle *Virginie* DÉJAZET est née pendant les premières années du Directoire, et débuta, toute enfant, sur les planches du petit théâtre du jardin des Capucines (aujourd'hui rue de la Paix); elle avait une voix de tête légèrement fausse et criarde; elle était maigre et de tournure un peu *griset*; mais n'importe, rieuse, espiègle, osée, elle fut encouragée et arriva au théâtre des Jeunes Élèves de la rue de Bondy, où elle continua à chanter faux et à crier, mais avec tant de vivacité et de *désinvolture* que les bonnes dames du quartier Saint-Martin lui firent une petite réputation à sa taille.

C'était alors l'époque des petits théâtres. Mademoiselle *Virginie* se montra sur celui de la rue Dauphine, d'où elle passa successivement au Vaudeville et aux Variétés, pour y jouer les petits garçons. Elle se fit, dans *Quinze ans d'absence*, les *Petits Braconniers*, etc., etc., une vraie réputation, et surtout une réputation de bon aloi; c'est qu'en effet mademoiselle Déjazet, même aujourd'hui, malgré son âge, excelle dans les travestissemens: c'est à s'y méprendre; tout comme aussi elle est inappréciable

dans les pièces dans la salle telles qu'*un Scandale*, où il ne faut que de la gaillardise et de l'entrain.

Mademoiselle Déjazet grandissait en âge, sans toutefois qu'aucun développement physique s'opposât à ce qu'elle continuât à porter la veste boutonnée du collégien en vacances; mais elle voulut voir du pays, courir le monde, et contrata un engagement avec le directeur du petit théâtre de Lyon, d'où elle alla à Bordeaux pour y regaillardir les habitués des Variétés amusantes.

Mademoiselle Déjazet plut aux joyeux enfans de la Garonne: en général ils ne sont pas gens à étiquette; ils aiment la gaité bruyante, et, comme Béranger, ils disent sans trop de scrupule:

- « Moi, d'un sujet polisson
- « Le ton m'affrécie;
- « Minerve dans ma chanson
- « Fait la cabriole. »

Mademoiselle Déjazet pense et chante à l'avenant. Elle passa donc d'heureux jours aux allées de Tourny. Mais Paris la rappelait, Paris, avec ses séductions, ses attraits, ses réputations européennes, son bois de Boulogne, ses parures, ses jeunes hommes à la mode, Paris, tel que le rêve une actrice de vingt ans, tel qu'il s'est réalisé pour mademoiselle Déjazet.

Du théâtre des Variétés amusantes de Bordeaux, mademoiselle Déjazet vint donc à Paris, et, son pantalon au corps, se présenta aux portes du Gymnase; elle fut accueillie, et, sous ce costume, figura dans le *Mariage enfantin*, la *Petite Sœur*, la *Loge du portier*, la *Famille normande*. Elle fut, ainsi que le dit un de ses panégyristes, claquée, gâtée, fêtée.

Quittant bientôt le Gymnase, mademoiselle Déjazet passa au théâtre de la Bourse, où l'on mit à profit ses dispositions pour les travestissemens dans *Henri IV*, *Henri V*, *Bonaparte à Brienne*, le *Fils de l'Homme*, etc., etc. Ici surcroît de bravos et de re-

nommée ; c'est qu'en effet il est permis à un jeune garçon imberbe d'avoir un ton comme celui de mademoiselle Déjazet, de crier, de chanter faux.

Le petit théâtre du Palais-Royal, qui n'est pas du tout bégueule, et où les dames elles-mêmes disent les *petits mots* assez grièvement, envia au théâtre de la Bourse son pétulant garçon : mademoiselle Déjazet changea encore de domicile. Depuis ce jour elle a envahi tous les rôles, et s'est élevée du jupon court de *Frétilton* à la robe traînante de la grande dame, toujours chantant faux, criaillant (1) et prêtant son allure grivoise à tous ses personnages. Aussi, comme l'a fait remarquer un de nos plus spirituels feuilletonnistes, mademoiselle Déjazet est-elle toujours applaudie des écoliers de rhétorique et des étudiants de première année.

Dans une des fêtes données par le duc d'Orléans, mademoiselle Déjazet fut appelée à venir jeter sa gaité de *Fifine* au milieu de l'étiquette compassée de la cour militaire du prince. *Fifine* plut à tous ces messieurs ; le prince la complimenta, et joignit à ses félicitations un riche présent. Le journal *le Charivari* plaisanta sur la valeur du cadeau, et prétendit que l'or de monture du collier était *façon chrysocale*. Ce journal poussa la plaisanterie jusqu'à publier une lettre supposée de mademoiselle Virginie Déjazet au duc d'Orléans. Mademoiselle Déjazet, qu'une heure de cour avait rendue grande dame, prit la chose au sérieux, et porta plainte en diffamation, en faux en écriture publique, contre l'audacieux journaliste. Le parterre prit fait et cause pour les hommes d'état du *Charivari*, et *Fifine*, accueillie par une triple salve de sifflets, comprit sa faute et retira sa plainte. Depuis lors mademoiselle Déjazet en pantalon, en jupon

court, ou en longue robe, est redevenue la favorite du parterre du Palais-Royal, parterre d'élèves de rhétorique, d'étudiants de première année et de commis-voyageurs, et aussi de trois ou quatre *hommes de lettres* qui vont répétant à tout venant que mademoiselle Déjazet a été jetée au moule de Sophie Arnould !!!

Ce sont ces mêmes régens du Parnasse qui, avec un imperturbable sang-froid, comparent Vernet à Prévile, Bouffé à Dugazon, madame Léontine Fay-Volnys à Comtat, Chollet à Martin, etc., etc.

Dans un prochain article nous passerons en revue ces diverses notabilités artistiques, auxquelles nous sommes loin de contester leur mérite réel, mais que nous montrerons sous leur vrai point de vue.

REQUIN (ACHILLE-PIERRE).

Les concours de l'École de médecine ont mis en relief parmi les divers agrégés, M. le docteur Requin, auquel il n'a manqué pour s'asseoir dans la chaire d'hygiène que d'être le neveu de M. Royer-Collard ou le protégé de M. de Quélen. Né à Lyon, le 15 août 1805, M. Achille-Pierre REQUIN est fils d'un ancien adjudant-général, officier de la Légion d'Honneur, auquel Napoléon avait donné, pour récompense de ses services, la place d'entreposeur principal des tabacs à Lyon.

En 1815, lorsque l'empereur arriva à Lyon, M. Requin père fut un des premiers à venir prendre rang auprès de sa personne, et fit partie du bataillon sacré qui l'accompagna jusqu'à Paris. Aussi, au second retour des Bourbons, l'entreposeur principal se vit-il enlever sa place ; et, comme il était sans fortune, il se trouva avec une nombreuse famille réduit à sa pension de retraite et de la Légion d'Honneur. Le chagrin abrégua ses jours ; il mourut en 1817, laissant sa famille dans un dénûment presque absolu. Le jeune Achille Requin eût été forcé

(1) Un écrivain, admirateur passionné de mademoiselle Déjazet, lui a fait le hardi compliment de dire que sa voix est dans l'ordre des voix ce qu'est le haut-bois dans l'ordre des instrumens... et ce feuilletonniste a cru dire une galanterie.

d'embrasser une profession mécanique, si des succès éclatans de collège n'eussent appelé sur lui la protection de quelques amis. Il termina ses études au collège Bourbon, de 1817 à 1822, et chaque année son nom retenant parmi celui des lauréats dans les distributions des prix soit du collège Bourbon, soit des concours généraux. Grâce à ces premiers succès, M. Requin a pu plus tard, en se livrant à l'enseignement, subvenir tout à la fois aux frais de son existence et de ses études médicales.

Après s'être pourvu de ses grades de bachelier ès-lettres et ès-sciences, M. Requin se présenta, en 1824, au concours pour l'externat dans les hôpitaux, et fut nommé le sixième de la première série. Il remplit ces fonctions pendant deux ans sous M. Dupuytren. En 1828, la seule fois qu'il ait concouru pour les prix de l'École pratique, M. Requin obtint l'accessit de pharmacologie. Enfin, après avoir passé ses examens avec des notes honorables, il soutint sa thèse inaugurale (*quelques Propositions de philosophie médicale*) en février 1829, et obtint l'extrêmement satisfait, ce *nec plus ultra* de l'approbation officielle de la Faculté.

Dans le cours de la même année, M. Requin se présenta au concours pour l'agrégation (section de médecine), et fut reçu le second (1).

De 1829 à 1851, pendant les deux semestres d'hiver, il professa la philosophie à l'Athénée. Cet enseignement le prépara en quelque sorte aux épreuves du concours qui s'ouvrit, en 1851, pour la chaire de physiologie vacante à l'École de médecine, épreuves dans lesquelles il ne remporta

point la palme, mais grandit dans l'estime de tous ses collègues (1).

A cette époque, M. Requin cessa à l'Athénée son cours de physiologie, et y fit, pendant les années 1851-52, celui d'hygiène, que plus tard il professa avec succès à la Faculté, pendant le second trimestre d'été de 1856.

En 1852, M. Requin fut nommé médecin-adjoint du premier dispensaire de la Société philanthropique, et en 1855 membre correspondant de l'Académie médico-chirurgicale de Naples. En 1854, au retour d'un voyage en Italie, M. Requin publia une *Notice médicale sur Naples*, écrit dans lequel, en faisant connaître et les médecins célèbres et les établissemens médicaux de cette ville, il traite diverses questions intéressantes sur la salubrité de ce pays, sur les maladies qui y sont endémiques, les eaux minérales qu'il possède, les avantages et les inconvéniens que peuvent y trouver les malades français.

En 1855, lors de l'invasion du choléra dans le département du Vaucluse, M. Requin eut mission de s'y transporter, et y combattit l'invasion avec persévérance. Sur la demande qui en fut faite au ministre de l'intérieur par le conseil général de ce département, M. Requin fut, à son retour, décoré du ruban de la Légion-d'Honneur.

En 1856, M. Requin fut, à la suite d'un brillant concours, nommé médecin du bureau central; il publiait à cette époque les *Leçons cliniques de M. Chomel sur le rhumatisme et la goutte*, travail important qui renferme une excellente monographie, et qui se distingue par une érudition conscien-

(1) Dans cette circonstance M. Requin soutint une thèse sur cette question: *Nunc a recentiorum laboribus dilucidatæ sunt phlebitidis causæ dignosis et curatio.*

« Cette thèse se distingue par une élégante et correcte latinité; le sujet en est bien traité; la conclusion en est, que la phlébite, maladie inconnue aux anciens, est sans contredit une découverte des modernes, mais qu'il reste encore beaucoup de points à éclaircir, et que, somme toute, les travaux de notre âge ont plus servi dans l'histoire de la phlébite à la connaissance des causes occasionnelles qu'au diagnostic, et au diagnostic plus encore qu'au traitement. »

(Rapport de M. Gérardin à l'Académie de médecine.)

(1) La thèse du concours de physiologie traita d'après la condition qui était alors imposée à tous les concurrents le sujet suivant: *Généralités de la physiologie; plan et méthode à suivre dans l'enseignement de cette science.*

M. Requin traita ces diverses questions avec supériorité. « Dans un aperçu rapide, mais complet, où il embrasse tous les êtres naturels, nous avons surtout remarqué, dit M. Gérardin (*Rapport déjà cité*), le paragraphe dans lequel il présente, avec une heureuse conclusion, et d'une manière originale, sous formes antithétiques, le parallèle du règne inorganique et du règne organisé, et celui dans lequel il retrace en vives et nobles couleurs les caractères qui distinguent l'homme de tous les autres animaux, etc., etc. »

ciense, et une discussion forte et logique.

En 1857-58, M. Requin concourut pour la chaire d'hygiène, vacante par la mort du célèbre Desgenettes; il fut un des trois candidats admis au ballottage des votes en concurrence de MM. Guérard et Hippolyte Royer-Collard (voir sa notice). A la suite de ce concours, il fut appelé à la suppléance du cours de thérapeutique et de matière médicale pour tout le semestre d'été.

A l'occasion du concours d'hygiène M. Requin présenta une thèse dont le sujet était de *l'Hygiène de l'Etudiant en médecine et du Médecin*, pages éloquentes dans lesquelles l'auteur se perd, à notre avis, dans les calculs souvent trompeurs des tables statistiques, et ne tient pas assez compte des raisons de conduite et de pauvreté qui rendent la mortalité plus fréquente chez les étudiants en médecine que chez les autres jeunes gens.

Il y a peu de jours enfin M. Requin a concouru pour la chaire de matière médicale et de thérapeutique, et a obtenu trois voix qui lui sont demeurées fidèles.

Outre les ouvrages dont nous avons parlé, M. Requin est auteur d'un grand nombre d'articles insérés dans les divers journaux de médecine, et a rédigé la partie médicale de l'*Encyclopédie nouvelle*. L'on cite de lui l'histoire de la guérison d'une éventration congéniale, fait unique dans les fastes médicaux (*Gazette médicale*. 1852), et qui intéresse à un haut degré la thérapeutique des nouveaux-nés et la médecine légale.

M. Requin est membre de la Société de médecine de Lyon.

BENCKENDORFF (ALEXANDRE, COMTE DE).

Le comte Alexandre DE BENCKENDORFF, général en chef de cavalerie au service de Russie, aide-de-camp général de l'empereur, et commandant de son quartier général, sénateur, membre du conseil de l'em-

pire et du comité des ministres, etc., etc., chevalier de tous les ordres de Russie, de Saint-Etienne de Hongrie, de l'Aigle noire de Prusse et de plusieurs autres, a, de plus, reçu de l'empereur de Russie une épée à garde d'or avec l'inscription : *Pour la bravoure*; du roi des Pays-Bas une épée semblable, avec l'inscription : *Amsterdam et Breda*, et du prince-régent d'Angleterre un sabre à garde d'or, portant l'inscription : *Pour les services rendus en 1815*.

Issu d'une noble et illustre famille de Livonie, il naquit, en 1785, dans l'un des châteaux dépendant de la résidence impériale, aux environs de Pétersbourg. Son père, Christophe de Benckendorff, était général au service de Russie, et sa mère, née baronne de Schilling, se trouvait attachée au service de l'impératrice Marie Fédorowna, mère de l'empereur Nicolas : ils surveillèrent sa première éducation, qu'il reçut dans la maison paternelle.

Placé ensuite, à l'âge de treize ans, dans un institut que dirigeait alors l'abbé Nicole, ses heureuses dispositions se développèrent avec rapidité, et il se fit remarquer, dans cet établissement, par sa précoce intelligence.

A peine âgé de quinze ans, M. Alexandre de Benckendorff entra, comme sous-officier, dans le régiment de Séménovsky de la garde impériale, et suivit depuis sans interruption la carrière des armes. Promu, dans la même année, au grade d'officier, il fut nommé aide-de-camp de l'empereur Paul 1^{er}, qui, quelque temps après, le chargea d'une mission en Allemagne.

En 1805, il fut envoyé en Grèce et dans la Méditerranée avec une nouvelle mission du gouvernement, après quoi il se rendit en Géorgie, où il fit ses premières armes; il s'y distingua à la prise du faubourg de la forteresse de Handgi et à différens combats contre les Lezgiens. Il fut, dans ces circonstances, décoré de deux ordres.

M. de Benckendorff partit ensuite pour les



Imp. L. Aubert & Co

LE GENERAL EN CHEF DE CAVALERIE

Comte de Berckendryf.

îles Ioniennes, où se trouvaient des troupes russes, sous les ordres du général Anrep. Il organisa, à Corfou, deux légions : l'une de six cents Souliottes, l'autre de quatre cents Albanais ; au mois de janvier 1805, à la première attaque contre la forteresse d'Hali, il commandait un détachement avec lequel il renversa les avant-postes des ennemis.

En 1806, il fut envoyé auprès du roi de Prusse, et se trouva, pendant la campagne de cette année et celle de 1807, attaché au chef d'état-major de l'armée russe, le général comte de Tolstoy ; il se distingua aux différentes batailles qui furent livrées aux troupes françaises, et notamment à celle d'Eylau et à celle d'Ostrolenka.

Après la paix de Tilsitt, M. de Benckendorff suivit le comte de Tolstoy, nommé ambassadeur à la cour de Napoléon. En 1809, il fit la guerre de Turquie, où il se distingua d'une manière éclatante à la tête d'un détachement qu'il commandait. Continuellement au feu pendant tout le temps que dura cette guerre, il fut décoré de l'ordre militaire de Saint-Georges pour une action éclatante, dans laquelle, avec un seul régiment de lanciers, il battit un corps d'armée turc.

La guerre mémorable de 1812 rappela le comte de Benckendorff en Russie ; il commandait, le 8 août, à l'affaire de Vélige, l'avant-garde du général Wintzingérode, et fut promu, à cette occasion, au grade de général-major.

Il continua à prendre la part la plus active à cette guerre, agissant tantôt à la tête de détachemens isolés, tantôt réunis à des corps plus considérables de l'armée ; il se distingua particulièrement au combat de Rouza, où il commandait l'arrière-garde du général Wintzingérode, lors de sa retraite sur Moscou, et, plus tard, dans une expédition sur Volokolamsk. Après l'évacuation de Moscou par l'armée française, M. de Benckendorff fut momentanément nommé

commandant de cette ville ; mais il ne tarda pas à prendre part à la poursuite de nos troupes, qui se retiraient vers le Niémen.

La campagne de 1813 fournit de nouveau plusieurs occasions au général de Benckendorff de signaler sa bravoure et ses talens militaires. Au début de cette campagne, il se trouvait, à la tête d'un détachement isolé, entre Berlin et Francfort sur l'Oder ; il battit, à Tempelberg, un régiment *ennemi*, et lui fit huit cents prisonniers dont quarante-huit officiers. Après avoir obtenu des succès marqués sur trois bataillons de la garde française à Furstenwald, il se réunit aux généraux Czernicheff et Tétenborn, et entra avec eux à Berlin. De là il se porta sur Dresde, et prit part aux opérations militaires qui eurent lieu en Saxe.

L'énergie avec laquelle se faisait la guerre, à cette époque, en Allemagne, et les mouvemens rapides des troupes des différentes nations donnaient lieu à des combats journaliers. Le comte de Benckendorff déploya, dans maintes occasions, une brillante intrépidité et des talens militaires qui lui valurent plusieurs décorations ; il se distingua particulièrement à la prise de Lunébourg, à la bataille de Grosbern, et pendant la retraite de l'armée française sur Dennewitz.

À la bataille de Leipzig, il commandait l'aile gauche du corps de cavalerie du général Wintzingérode, et, pendant la poursuite de nos troupes, après cette bataille, il conduisit l'avant-garde de ce général. Ayant été nommé, à Cassel, au commandement d'un corps d'armée, il marcha en Hollande, où il força successivement l'évacuation des places les plus considérables de ce pays, telles que Deventer, Zwol, Utrecht, Amsterdam, Rotterdam, Dortrecht et Breda. Pendant ces opérations il s'empara d'un grand nombre de canons, et fit beaucoup de prisonniers.

La brigade du général Roguet s'étant présentée pour assiéger Bréda, le comte de Benckendorff repoussa vigoureusement tou-

tes ses attaques, et lui fit éprouver de grandes pertes.

En 1814, les armées coalisées ayant passé le Rhin, le comte de Benckendorff fut envoyé avec un détachement à Épernay, dont il se rendit maître. Il commandait toute la cavalerie à la bataille de Craone, et à celle de Laon, où il soutint l'aile gauche de l'armée prussienne.

A son retour en Russie, après la conclusion de la paix de 1815, M. de Benckendorff fut nommé au commandement de la 2^e division de dragons, et en 1819, chef de l'état-major de la garde impériale, et aide-de-camp-général de l'empereur. En 1821, il obtint le grade de lieutenant-général et le commandement de la 1^{re} division de cuirassiers.

Un désastre affreux qui faillit engloutir sous les flots une des plus belles cités du monde (Saint-Petersbourg), et qui eut lieu en 1824, doit être rappelé dans la biographie du comte de Benckendorff, car personne, au milieu de ce terrible sinistre, ne contribua autant que lui à sauver des victimes prêtes à se noyer. Tout le temps que dura ce fléau, c'est-à-dire toute la journée du 7-19 novembre, le général Benckendorff ne cessa de se porter vers les points les plus périlleux, courant les plus grands dangers, et chargeant la chaloupe qu'il montait de personnes qui, entourées par les vagues, avaient perdu tout espoir de salut. Ce dévouement et cette abnégation de lui-même lui méritèrent l'estime du souverain et de la nation russe (1).

(1) Voir les divers numéros du *Moniteur* de décembre 1824, article *Russie*, dans lesquels sont relatés les services rendus dans cette circonstance par le général Benckendorff. Nous nous bornerons à reproduire le passage suivant, du numéro du 17.

« Nous croyons remplir un devoir consolant en citant le rare dévouement dont S. Exc. le lieutenant-général Benckendorff, aide-de-camp-général, a donné des preuves dans la malheureuse journée du 7. Il était de service auprès de l'empereur, qui, dans son active sollicitude, donna l'ordre au général Benckendorff d'envoyer au secours des malheureux qui se noyaient

Pour réparer les désastres inouïs occasionnés par ce terrible ouragan, l'empereur nomma le général Benckendorff gouverneur militaire d'un tiers de la ville, qui fut, à cette occasion, divisée en trois parties.

Un mois après cette catastrophe, où l'on avait cru voir s'engloutir le commerce et la splendeur de la capitale, toutes les ruines, tous les dommages, tous les malheurs paraissaient réparés, et ce fut en partie à l'activité intelligente du comte de Benckendorff que ces résultats furent dus.

Le général Benckendorff se distingua aussi lors de l'émeute qui eut lieu le 26 décembre 1825. L'année suivante il fut nommé chef des gendarmes, commandant du quartier général de l'empereur, et sénateur.

La guerre contre la Turquie, en 1828, ayant éclaté, le comte de Benckendorff suivit l'empereur à l'armée. Il se trouva au siège de Brailof, au passage du Danube, à la bataille de Satounnova et à la prise d'Is-saktcha; à la bataille de Schoumla il commandait les troupes destinées à protéger le quartier-général de l'empereur, et coopéra ensuite au siège de cette forteresse.

De Schoumla il suivit l'empereur à Var-na, l'accompagna dans sa traversée à Odes-

sous ses yeux la chaloupe à dix-huit rames de la marine impériale, qui stationne toujours en face du palais. Pour encourager ces marins dont la position était déjà très dangereuse, le général, n'écoutant que son zèle et son intrépidité, traverse le quai où l'eau lui venait jusqu'aux épaules, monte, non sans beaucoup de difficultés, dans la chaloupe, qui était commandée par l'officier de marine Beliaeff, en dirige tous les mouvemens; et, pendant une périlleuse navigation, qui dura jusqu'à trois heures après midi, il a le bonheur de sauver plusieurs individus d'une mort inévitable.

« A l'arrivée de cet officier, l'empereur, qui était dans la plus grande inquiétude sur son sort, ou lui témoignant de la manière la plus flatteuse sa sollicitude pour sa santé et sa haute satisfaction, daigna lui en accorder des marques signalées: le lieutenant-général Benckendorff, pour prix de sa brillante intrépidité, reçut de S. M. I. une tabatière ornée de son portrait entouré de diamans. »

sa, et revint ensuite au siège de Varna, où il resta jusqu'à la reddition de cette place.

L'année suivante, le général de Benckendorff fut nommé général en chef de cavalerie, et en 1851, il fut appelé à siéger au conseil de l'empire et au comité des ministres.

En 1852, l'empereur lui conféra le titre de comte de l'empire de Russie; à défaut de descendants mâles, ce titre est réversible à son neveu, fils du général Constantin de Benckendorff, mort au champ d'honneur en 1828.

En 1854, l'empereur créa le comte de Benckendorff chevalier de l'ordre de Saint-André, premier ordre de l'empire.

Depuis l'avènement de l'empereur Nicolas au trône, le comte de Benckendorff ne quitte presque pas son souverain; il l'accompagne dans tous ses voyages, et paraît jouir de son entière confiance.

Le comte de Benckendorff tomba dangereusement malade en 1857. A cette occasion l'empereur lui donna des preuves du plus bienveillant intérêt; il se rendait tous les jours à son chevet, et on l'entendit répéter plusieurs fois avec émotion ces paroles : *Cet homme ne m'a jamais brouillé avec personne, et m'a réconcilié avec bien du monde.* Paroles aussi honorables pour l'empereur que pour le général.

Le comte de Benckendorff est marié à Elisabeth Zacharzewsky : trois filles sont issues de ce mariage, dont l'une a épousé le prince Grégoire Volkonsky.

VARAIGNE (le colonel baron DE).

Le colonel baron DE VARAIGNE (*Auguste-Marie-Ferdinand*), né à Paris en 1786, est entré à l'École militaire de Fontainebleau, en 1805, et en est sorti sous-lieutenant au 61^e régiment d'infanterie, en 1804. Il rejoignit ce régiment au camp d'Ambleteuse et le suivit à Austerlitz, à Auerstaedt, où il reçut une blessure grave et le grade de lieutenant,

à Eylau et à Friedland, où il fut décoré de la Légion-d'Honneur (1807).

Nommé capitaine au même régiment en 1809, il le quitta pour passer aide-de-camp du général DeFrance, écuyer de l'empereur, qui commandait les carabiniers; il assista avec eux aux batailles de Ratisbonne, d'Eckmühl, de Wagram, et fit la campagne de 1812 en Russie. Nommé chef de bataillon en 1815, il fit en cette qualité les campagnes de 1815 et 1814, à la suite desquelles il fut créé officier de la Légion-d'Honneur.

En 1815, il était à la bataille de Waterloo, en qualité de chef d'état-major de la division des chasseurs à pied de la vieille garde, commandée par le général Morand.

De 1815 à 1825, la restauration le laissa sans emploi. En 1825 il fut placé à l'état-major-général de l'armée des Pyrénées, et nommé au grade de lieutenant-colonel dans le cours de la campagne.

Promu colonel en 1851, il exerce à Lille, depuis 1855, les fonctions de chef d'état-major de la 16^e division militaire.

TROBRIAND (général J.-P.-M.-D. KEREDERN DE).

M. *Jacques-Pierre-Marie-Denis* KEREDERN DE TROBRIAND est né le 29 février 1780 à Pleubian (Côtes-du-Nord), d'une famille très ancienne dans la marine, qui gagna ses titres dans les combats et par d'honorables services. Il entra dans la marine de l'Etat le 17 juin 1789, et, après avoir pris part à plusieurs combats, fut fait prisonnier de guerre dans l'expédition du général Hoche en Irlande.

Compris en l'an VI, dans un cartel d'échange, M. de Trobriand quitta la marine pour entrer dans l'armée de terre. En l'an VII il s'engagea comme volontaire dans le régiment de Chamborand (2^e hussards), passa dans le 5^e hussards, et puis dans les guides du premier consul, sous les ordres du capi-

tain Beauharnais (prince Eugène). Il fit les campagnes de l'an VIII et de l'an IX comme sous-officier dans le 11^e régiment de chasseurs, et plus tard l'expédition de Saint-Domingue sous le général Leclerc, revint en France en 1805, et passa aide-de-camp du général en chef Davoust, commandant les camps de Bruges, Ostende et Dunkerque. Il prit part à plusieurs combats de mer dans des passages de flottille hollandaise se rendant à Boulogne, et se trouva au fameux passage du Grinet, où le maréchal Davoust s'était embarqué à Dunkerque, à bord du vaisseau de l'amiral Verhuel. Il avait été proposé pour la décoration de la Légion-d'Honneur au camp de Boulogne ; mais, par une erreur de bureau, plusieurs feuilles de travail n'ayant point été signées par l'empereur, M. Trobriand n'obtint cette décoration qu'à la bataille d'Austerlitz, où il fut nommé lieutenant de la garde, quoique restant toujours attaché comme aide-de-camp au maréchal Davoust.

Pendant la campagne de Pologne il fut blessé à Golymin. A la bataille d'Eylau il fut nommé capitaine par l'empereur, pour avoir fait, le pistolet au poing, un prisonnier dans les bivouacs russes, lequel avait annoncé la retraite des Russes au moment où tous les rapports que recevait l'empereur étaient contradictoires.

A la campagne de 1809 le capitaine Trobriand reçut deux blessures près de Ratisbonne, le 17 avril, et eut son cheval tué. Le 19 il fut envoyé à Ratisbonne par le maréchal, pour faire traiter ses blessures, et porter au colonel Coutard, qu'on y avait laissé, l'ordre de défendre la place à outrance. Immédiatement après il retourna auprès du maréchal pour demander des munitions dont le colonel Coutard se trouvait dépourvu, après un combat vigoureux qu'il avait eu à soutenir la veille contre le général Kolowrat, qui avait attaqué la ville avec 40,000 hommes.

En rentrant à Ratisbonne avec des mu-

nitions, le capitaine Trobriand fut attaqué par des lanciers ennemis, qui, ayant tué les soldats du train, s'emparèrent des caissons. Il ne dut son salut qu'à la bonté de son cheval. Le colonel Coutard, privé de munitions, et ayant à défendre la place contre Lichtenstein, qui arrivait avec 20,000 hommes, et Kolowrat, résolut de capituler. Le capitaine de Trobriand lui rappela l'ordre du maréchal, devant le conseil réuni, et préféra être fait prisonnier de guerre que de signer la capitulation. Il était encore à Ratisbonne lorsque cette ville fut reprise par l'empereur, qui l'en nomma commandant, quoique prisonnier de guerre. Il fut rappelé et échangé la veille de la bataille de Wagram, par ordre de l'empereur, contre un colonel autrichien. Après la bataille de Wagram, à laquelle il prit part en qualité d'aide-de-camp du maréchal Davoust, il entra en France avec lui.

L'empereur ayant fait rayer des contrôles de la garde tous les officiers d'état-major, M. de Trobriand fut nommé chef d'escadron le 18 mai 1809, et ensuite major par décret du 6 janvier 1811, pour commander un régiment de cavalerie légère en Espagne (*texte du décret*).

Nommé major au 5^e lanciers le 15 janvier 1812, il passa dans la garde le 27 février 1815, pour commander le 2^e de chasseurs, qu'il organisa et commanda jusqu'au combat de Pirna, d'où il entra en France atteint de rhumatisme et de paralysie.

Lors de la campagne de France, M. de Trobriand sortit de la maison de santé de Tivoli pour prendre le commandement de la 2^e brigade de cavalerie légère de la garde et rejoindre le quartier général de l'empereur.

Après l'abdication, il fut autorisé par le général Lefebvre Desnouettes à se rendre à Paris pour reprendre le traitement qu'il avait commencé avant la campagne, et quitta Fontainebleau le 12 avril.

Nommé colonel en 1814, à la suite du 7^e régiment de hussards, il en prit le com-

mandement en 1815, à l'armée de la Loire, et commanda ce régiment jusqu'au licenciement.

En 1819, il fut appelé au service de la Colombie, avec le grade de général, par Bolivar. Le gouvernement s'était opposé à son départ. En 1827, il se rendit près du président Bolivar pour des affaires personnelles, et eut l'occasion de se rendre utile au commerce français dans les troubles qui avaient éclaté à Carthagène. Ce service était sur le point d'être récompensé par le gouvernement à son retour en France, par sa nomination au grade de maréchal de camp et par une mission en Colombie. Mais le général Bonrmont ayant été nommé ministre de la guerre, et le colonel de Trobriand ayant refusé de se rendre auprès de lui, il fut mis à la retraite.

Le 1^{er} août 1850, il fut nommé commissaire extraordinaire du gouvernement dans le Calvados, l'Orne et la Manche.

Nommé, en septembre de la même année, maréchal de camp, il fut envoyé en Afrique, où il a commandé des troupes, à Oran et à Alger, pendant quatre ans. Rentré en France à la suite d'une chute de cheval, il a été nommé au commandement de la subdivision de la Haute-Vienne.

MAISONFORT (MAXIMILIEN DUBOIS DESCOURS, marquis de).

MAISONFORT (*Maximilien DUBOIS DESCOURS*, marquis de La), fils du marquis de La Maisonfort, décédé ministre plénipotentiaire de France en Toscane, ancien intendant-général, député du Nord, est né en 1792. Louis XVIII le fit nommer chevalier de Malte en 1807, et entrer au service de Russie, le 2 décembre 1808. Envoyé comme sous-officier guide à l'armée russe en Moldavie, il y gagna tous ses grades contre les Turcs, jusqu'en 1812; fut fait sous-lieutenant le 29 décembre 1809 pour sa conduite

à la bataille de Rissovat, et lieutenant le 10 septembre 1810, pour s'être distingué aux batailles des 10 et 11 juin contre le grand visir, à Schoumla.

Il reçut de l'empereur Alexandre l'ordre de Sainte-Anne pour l'affaire de Kalipetri, près de Silistrie, et une épée d'honneur en or après le siège et la reddition de cette ville.

En 1811, ayant contribué à la prise de Lowtcha dans le Balkan, il fut fait chevalier de Saint-Wladimir, et envoyé à Saint-Petersbourg à l'empereur Alexandre avec quatorze drapeaux, pris aux fils d'Ali, pacha de Janina.

Employé alors au cabinet topographique de l'empereur pour la rédaction d'une carte de la Turquie, il fut bientôt après attaché à l'ambassade de Stockholm. Il suivit le prince royal de Suède (Bernadotte) en Allemagne et en Danemark.

Nommé chevalier de Saint-Louis, le 14 février 1814, il quitta le service de Russie comme major, le 30 mai, et entra comme sous-lieutenant (lieutenant-colonel) aux gardes du corps, compagnie Gramont.

En 1822 il fut décoré de la Légion-d'Honneur, et momentanément attaché en 1823 au maréchal duc de Bellune, qui le chargea de différentes missions importantes.

Nommé lieutenant des gardes-du-corps, et colonel le 6 août 1825, il fut fait officier de la Légion-d'Honneur le 30 août 1827, et aide-major de tout le corps, avec rang de maréchal-de-camp, le 17 juin 1829. Confirmé dans son grade à la suite des événements de juillet 1850, le 11 août, il fut quelque temps après placé dans le cadre de réserve de l'état-major général.

Il remplit pendant plusieurs années les fonctions de maire de la commune de Beffes (Cher).

Remis en disponibilité, il commanda en 1858 le département des Hautes-Alpes dans la 7^e division militaire, et fut nommé le 30 juin, même année, au commandement de la

2^e brigade d'infanterie de la division active des Pyrénées-Orientales. Le marquis de La Maisonfort est décoré des ordres militaires de Russie, de Prusse, de Suède et de Charles III d'Espagne.

BURNOUF (JEAN-LOUIS).

M. BURNOUF (*Jean-Louis*) est né le 14 septembre 1775, à Urville, près Valognes (Manche). Appelé comme boursier au collège d'Harcourt, à Paris, par la protection de l'abbé Gardin-Dumesnil (le premier principal du collège Louis-le-Grand après l'expulsion des jésuites), il remporta au concours général un des derniers prix d'honneur décernés par l'ancienne Université. A la création de l'Université nouvelle, il fut chargé de la rhétorique au Lycée Charlemagne, par M. de Fourcroy, et en 1810 il succéda à Luce de Lancival dans la même chaire au Lycée impérial (collège de Louis-le-Grand). Il fut nommé en 1817 professeur d'éloquence latine au collège de France, en 1828 inspecteur de l'Académie de Paris, en septembre 1850 inspecteur-général des études, et en 1856 membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

Il est auteur : 1^o d'une *Grammaire grecque*, dont la première édition a paru en 1815, et la trente-unième en 1859; 2^o d'une édition de *Saluste*, avec commentaire latin, nouveau et complet, édition qui fait partie de la collection des classiques Lemaire, et qui a été réimprimée en Italie; 3^o de la traduction de plusieurs ouvrages de *Cicéron* dans l'édition de M. J.-V. Leclerc; les *Catilinaires* et le *Brutus* ont été réimprimés séparément en un vol. in-8^o, 1827; 4^o d'une traduction de *Tacite*, avec commentaire en français, 6 vol. in-8^o, 1827—1855; 5^o d'une traduction du *Panegyrique de Trajan*, par Pline le Jeune, avec notes et variantes, 1854; enfin, de plusieurs articles de philologie, insérés dans le *Journal asiatique*, le *Lycée* et le *Journal de l'Instruction publique*.

M. Burnouf a été en outre maître de conférences pour la littérature grecque et latine à l'ancienne Ecole normale, depuis l'ouverture de cette école, en 1811, jusqu'à sa suppression, en 1822.

VOLLAND (PAUL-AMBOISE).

Le baron VOLLAND (*Paul-Ambroise*), né le 18 décembre 1768, au village de Mataillon, arrondissement de Nantua, département de l'Ain, fut reçu, en 1787, avocat au parlement de Dijon par bénéfice d'âge.

Il fit partie de la levée de 500,000 hommes, et entra comme sergent-major dans un des bataillons de l'Ain, d'où il fut tiré pour remplir les fonctions du ministère public près les tribunaux militaires institués à cette époque, et fut employé en cette qualité à l'armée des Alpes.

A la suppression de ces tribunaux, il resta à cette même armée en qualité de commissaire des guerres, et passa, plus tard, au même titre à l'armée d'Italie, où il parvint successivement au grade d'ordonnateur en chef.

Plus tard, il fut appelé à administrer en chef l'armée du nord de l'Espagne, et dans les Cent-Jours, l'armée dite de la Loire. Ce fut là le terme de ses services sous les deux régimes de la république et de l'empire.

Sous la restauration il fut intendant en chef de l'armée d'occupation d'Espagne en 1825 (1), puis de l'armée d'expédition de Morée.

Enfin, sous le gouvernement actuel, il a été intendant en chef de l'armée d'Afrique en 1850. Dans cette position, il cumula le double mandat d'intendant civil des provinces occupées par l'armée et d'intendant en chef.

Dans l'intérieur, au retour de la paix, il fut successivement appelé à l'administration des 6^e, 10^e, 11 et 14^e divisions, et enfin à

(1) Voir la Notice OUVIARD.

l'intendance de l'Hôtel des Invalides, puis, consacré aux inspections annuelles.

On voit, par cette courte notice, que M. Volland n'a pas quitté le service actif des armées pendant la longue période des guerres, qu'ainsi, il a consacré quarante-cinq ans, sans nulle interruption, au service de son pays.

Pendant le temps de cette longue carrière, il a été successivement nommé chevalier, officier, commandeur et grand officier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, chevalier de Saint-Louis, chevalier du nombre extraordinaire de l'ordre de Charles III d'Espagne, et grand commandeur de l'ordre du Sauveur de la Grèce.

ISAMBERT (FRANÇOIS-ANDRÉ).

M. ISAMBERT (*François-André*), membre de la Chambre des Députés, conseiller à la Cour de cassation, est né à Aunay (Eure-et-Loir), le 30 novembre 1792. Grâce à ses succès au collège de Chartres, il obtint une bourse au Lycée Impérial, où il vint terminer son éducation collégiale.

Pendant la dernière année de ses études, il obtint la faveur de commencer son cours de droit, et suivit au collège de France les leçons de littérature grecque de M. Gail, aux travaux duquel ils s'associa pour la rédaction d'un grand nombre de mémoires lus à l'Institut, et pour quelques-unes des cartes géographiques qui composent l'atlas de géographie ancienne, publié en 1815 et en 1822.

En 1818, M. Isambert prit la carrière du barreau. Avocat aux Conseils du roi et à la Cour de cassation, il se fit connaître par son érudition, et publia divers ouvrages, notamment un *Recueil complet des lois et ordonnances du royaume, avec des observations critiques, de 1814 à 1827*, et le *Recueil des anciennes lois françaises, depuis l'an 420 jusqu'au règne de Louis XIV.*

M. Isambert a aussi publié, en 1824, un *Traité de droit public et de droit des gens*, sous

le titre de *Tableau historique des progrès*, etc. — En 1827, un ouvrage *Sur les élections*, dont la deuxième édition a paru en 1850 et 1851, avec un mémoire sur l'*Histoire du droit municipal et ecclésiastique*. — En 1825 et 1829, un *Traité de la Voierie*, en 3 vol. in-12.

On lui doit diverses dissertations et mémoires sur les *Lois maritimes des Rhodiens* (dans la *Thémis*), sur les *Procès d'impiété faits dans l'antiquité et dans les temps modernes*, dans une consultation pour le *Courrier français*; — des *Mémoires sur les hommes decouleur*. Cette collection forme 5 vol. in-8°.

A la Cour de cassation, il a pris part à la plupart des luttes politiques que le barreau a soutenues depuis 1818 jusqu'à 1850. — Dès 1818, il présenta une requête au roi en faveur du docteur Aubry, condamné en vertu de la loi du 19 novembre 1815 : ses démarches, dans cette affaire, amenèrent la destitution de M. le marquis de Villeneuve, alors préfet du Cher.

En 1821, il attaqua le privilège de la Monnaie des médailles, et défendit le savant auteur de la *Chronique religieuse* contre les poursuites du fisc.

En 1822, il combattit par un long mémoire l'ordonnance qui avait supprimé les chaires de droit administratif, de droit naturel et des gens, de l'histoire du droit et d'économie politique, créées en 1819 dans la Faculté de droit de Paris (1).

Il défendit de nombreux accusés politiques, Lonjon, condamné à mort, à Perpignan, le général Berton à Poitiers, le colonel Caron, et les quatre jeunes sous-officiers de la Rochelle.

Il soutint leur recours en grâce par une requête signée de lui, sans crainte qu'un démenti donné par eux à sa démarche ne compromît son existence, comme avocat titulaire d'un office.

La même année, le 7 décembre, il obtint

(1) Ces chaires ont été rétablies depuis.

avec M. Nicod, un célèbre arrêt de la Cour de cassation : il défendait quatre journaux poursuivis pour avoir rendu un compte infidèle des débats de la Cour d'assises, dans l'affaire de la conspiration dite de *La Rochelle*.

Cet arrêt a consacré d'une manière large et souvent invoquée les droits de la défense et les limites de la poursuite.

Depuis 1825 jusqu'en 1850, M. Isambert fut consulté sur la plupart des questions de droit public qui furent alors agitées.

En 1824, il défendit devant la Cour de cassation Armand Carrel et ses compagnons, au nombre de cent six, capitulés à Llers, en Espagne, traduits et condamnés à mort pour la plupart par les conseils de guerre de Perpignan, et il obtint des commutations ou des acquittemens pour tous.

On connaît de lui un mémoire prolix sur l'usurpation d'un titre de marquis, conféré au fils de la célèbre madame de Romans.

Il défendit par une savante consultation les droits de naturalité des enfans de madame de Staël et ceux de Benjamin Constant; il attacha son nom à la poursuite de presque toutes les infractions aux franchises électorales, dont l'administration de cette époque fut si fréquemment accusée et coupable.

Mais c'est surtout par sa défense des condamnés et des déportés de la Martinique, qu'il mit le sceau à sa réputation. Dans un mémoire au conseil des ministres, il fit connaître l'état misérable dans lequel était placée par la législation coloniale la population libre de couleur, et l'inconstitutionnalité des réglemens et des ordonnances coloniales.

Dénoncé au conseil de son ordre comme s'étant immiscé dans la poursuite d'une affaire non contentieuse, M. Isambert fut alors réprimandé par un arrêté de censure. Le 50 septembre 1826, il obtint, avec M. Chauveau La Garde, la cassation de l'arrêt de la Martinique, qui condamnait au galères à perpétuité Bissette, Fabien et Volny.

Il avait précédemment obtenu la révocation de la déportation, prononcée administrativement contre l'élite de la population de couleur.

C'est à l'impression produite par ces débats qu'il faut peut-être attribuer la réformation de la disposition de la Charte de 1814, qui soumettait nos colonies au régime des ordonnances, et l'émancipation politique des hommes de couleur.

A la fin de 1826, au moment où, à Brest, il faisait remettre en liberté les jeunes gens arrêtés par suite des désordres qu'avait amenés la mission de l'abbé Gayon, et lorsqu'il venait de faire prononcer, par un conseil de guerre maritime, l'abrogation d'une loi de 1795, qu'on appliquait depuis longtemps, et qui a depuis été réformée par les deux chambres, M. Isambert fut poursuivi à raison d'un article écrit par lui et inséré dans la *Gazette des Tribunaux*. Dans cet article il avait établi la doctrine conservatrice que, hors le cas de flagrant délit, toute arrestation faite par les agens subalternes de la force publique, gendarmes ou autres, pouvant être considérée comme arbitraire, tout citoyen avait le droit d'y résister. Mis en cause pour cet article comme renfermant une doctrine erronée et séditieuse, M. Isambert parut à la barre, représentant de l'opinion et du vœu de l'universalité des citoyens qui souhaitaient vivement que les maximes qu'il avait développées fussent consacrées par l'arrêt qui allait intervenir sur sa conduite personnelle. Il fut défendu par M. Dupin, qui rendit hommage au caractère et aux vertus de son courageux collègue dans les termes suivans : « Dans les temps
« les plus fâcheux, Isambert a prouvé quel
« était son zèle à revendiquer les droits de
« la vérité; c'est ce qu'il fait aujourd'hui. Il
« ne se laisse point égarer par les intérêts
« de son amour-propre; mais dans une
« cause où sa réputation est liée à l'intérêt
« public, il a dû la défendre; elle est le seul
« prix de ses immenses travaux. La gloire,

« Messieurs, n'est point une de ces choses
 « qu'on met en régie; elle n'est le monopole
 « de personne; elle appartient au premier
 « occupant; elle est pour ceux qui savent
 « exercer avec modération le ministère si
 « délicat de l'accusation, pour les magistrats
 « qui savent rendre des arrêts avec sagesse
 « et indépendance. Elle est spécialement
 « pour Isambert; il l'a justement acquise par
 « ses efforts qu'il a vus couronnés de succès
 « dans l'affaire des malheureux déportés
 « de la Martinique, par l'abrogation qu'il
 « a obtenue d'une loi de 1795 qui était ap-
 « pliquée illégalement par les conseils de
 « guerre depuis dix années, enfin dans
 « cette cause par sa persévérance à défen-
 « dre les libertés publiques. » Après le plaï-
 « doyer de M^r Dupin, M. Isambert reprit en
 sous-œuvre la réfutation complète de
 l'acte d'accusation et tout ensemble du
 réquisitoire de l'avocat-général, M. de Broë;
 il ne laissa pas subsister un seul argument
 du ministère public. « On m'a reproché,
 « disait-il, de m'être servi des expressions
 « *résistance passive*, comme si c'était un
 « acheminement à la rébellion; eh bien!
 « je dis qu'il y a une foule de cas où il n'y a
 « pas d'autre moyen de salut que cette ré-
 « sistance. On dit que toute arrestation se
 « résout en décision judiciaire, que toute
 « arrestation est un fait judiciaire, et
 « qu'ainsi il y a protection pour le ci-
 « toyen par l'intervention du magistrat.
 « Eh bien! je réponds que cette garantie
 « n'existe pas; il y a des détentions ou ar-
 « restations administratives!..... Il n'y a
 « pas d'autre moyen de s'y soustraire que
 « par la résistance passive, l'appel aux
 « citoyens, la protestation. » L'arrêt de la
 Cour royale, en acquittant M. Isambert, ne
 combla pourtant pas les vœux de ses amis
 et ceux du public, en ce qu'il jugea sa doc-
 trine erronée et digne de blâme, bien qu'il
 ne trouvait pas dans son exposition écrite
 le cas de provocation à la rébellion et à la
 désobéissance aux lois. Cet arrêt sauva

pourtant un grand principe, puisque, selon
 la remarque que faisait, le lendemain du
 prononcé de l'arrêt, le *Courier Français*,
 les agens subalternes de la police étaient,
 en vertu de cette jurisprudence, dépossédés
 désormais du droit qu'ils s'attribuaient de
 porter la main sur les citoyens. Ce juge-
 ment ne fut point étranger à l'institution
 des sergens de ville, créée, en 1828, par
 M. Debelleyne.

En 1826, M. Isambert avait délibéré à
 part de M. Dupin une *Consultation en faveur*
de M. de Montlosier, qui fut adoptée par la
 partie du barreau qui repoussait l'applica-
 tion des dispositions préventives de l'art.
 291 du Code pénal, opinion qui devint celle
 des chambres réunies de la Cour royale.

En 1828, à Lyon, il fit imprimer une
 brochure contre des prédications qu'il avait
 entendues à Avignon, et il les dénonça à la
 Chambre des Députés, qui accueillit sa pé-
 tition.

Les tribunaux ayant consacré en diverses
 circonstances ce principe que chacun est
 censé appartenir à la religion catholique, à
 moins qu'il ne fit une profession de foi
 conforme à l'un des autres cultes légalement
 reconnus, M. Isambert proposa, pour ré-
 sister à ce que ce principe avait d'exclusif,
 de former une société unitaire, sous l'invo-
 cation *Uni Deo*, dans laquelle seraient admis
 les sectateurs présumés des cultes légale-
 ment reconnus.

La révolution de 1830 s'étant accomplie
 l'année suivante, et la Charte n'ayant pas
 laissé à la religion catholique le titre de reli-
 gion dominante, M. Isambert ne donna au-
 cune suite à son projet; il a même cessé
 d'appartenir à la société des Templiers, à
 laquelle il était affilié avec M. Barthe, M.
 de Montalivet, M. Lanjuinais et autres ci-
 toyens en renom.

Aussitôt que les ordonnances du 25 juillet
 1830 furent publiées, M. Isambert protesta;
 il assistait à la réunion dans laquelle il fut
 convenu que les membres du barreau se

tiendraient prêts à soutenir les écrivains qui seraient poursuivis pour leur protestation.

Quoique menacé d'être arrêté, M. Isambert ne quitta pas son domicile.

Le 29, il fut un des premiers à l'Hôtel-de-Ville, où il fut nommé directeur du Bulletin des lois. Il n'a jamais demandé à aucun ministre, dit la société *Aide toi, le ciel t'aidera*, dans son compte-rendu des sessions législatives, la ratification de ce titre, le trouvant suffisamment légal; c'est en cette qualité qu'il a fait insérer au Bulletin tous les actes de l'Hôtel-de-Ville, malgré la résistance de M. de Broglie.

Le 30 juillet au matin, il assista à la réunion qui eut lieu chez Lointier, rue Richelieu, et fut nommé du comité qui était chargé de proposer une adresse sur les vœux du peuple français.

Il fut désigné par le conseil exécutif de l'Hôtel-de-Ville comme secrétaire-général du ministère de la justice, dévolu à M. Dupont (de l'Eure); mais il céda ce titre à M. Mérilhou qu'il trouva en possession des bureaux; M. Isambert se contenta de celui de chef des bureaux du secrétariat, et travailla de concert avec son ami et M. Dupont (de l'Eure) à l'ouverture des premières dépêches. Il continua ces travaux pendant la plus grande partie du mois d'août, et assista aux conférences qui se tenaient à la Chancellerie, près le ministère de M. Dupont (de l'Eure).

Il fut nommé conseiller à la Cour de cassation, le 27 août, non sans quelque résistance de la part de plusieurs ministres, qui lui préféraient ouvertement des personnes plus favorables à la direction que le gouvernement entendait déjà adopter.

M. Isambert rédigea la Charte de 1830 d'après les modifications adoptées par les chambres, et la fit insérer au Bulletin des lois pour qu'on n'invoquât pas d'autre texte.

Il fit insérer au Bulletin tous les actes du gouvernement, mais il ne tarda pas à s'apercevoir qu'on en voulait cacher un certain

nombre; tant que M. Dupont resta ministre, il obtint les communications nécessaires, mais ensuite on les lui refusa; et sous le ministère de M. Barthe, quand il vit que son contrôle était repoussé, et que son nom ne servirait plus qu'à cacher des abus, il donna sa démission de directeur du Bulletin des lois, place qu'il avait d'ailleurs exercée gratuitement.

Nommé député aux réélections partielles du mois d'octobre 1850, par les arrondissements de Chartres et de Châteaudun réunis, il sortit de son vote le ministère Laffitte, et parut ne se rallier à l'opposition qu'à l'avènement du ministère Casimir Périer, le 15 mars 1851.

Il prit une part très active aux travaux de la Chambre, et proposa notamment d'allouer aux députés une indemnité analogue à celle fixée par l'Assemblée constituante, en 1789. Cette proposition fut repoussée alors par la question préalable, et il fut même rappelé à l'ordre par M. Casimir Périer, pour avoir dit que les Chambres de la Restauration avaient été serviles, et qu'on ne pouvait les comparer, pour le désintéressement de leurs membres, aux assemblées qui avaient décrété l'indemnité.

M. Isambert ne fut point réélu en 1851; le préfet d'Eure-et-Loir employa contre son élection des manœuvres qui procurèrent à l'antagoniste du député sortant la majorité d'une voix. Ces manœuvres donnèrent lieu à la Chambre à un vif débat lors de la vérification des pouvoirs, et devant le jury à une déclaration de non-culpabilité contre le gérant du *Gleaner* (*Journal d'Eure-et-Loir*) qui les avait qualifiées de *fraudes électorales*; peut-être aussi est-il permis de supposer qu'elles furent un an plus tard le vrai motif de la destitution du préfet.

En 1852, lors de la mise en état de siège de Paris et de la Vendée, M. Isambert était dans le département d'Eure-et-Loir, où il exerçait les fonctions de membre du conseil général; il proposa une adresse au roi, dans

laquelle il reprochait au gouvernement sa faiblesse, et rejetait sur lui la faute des insurrections qui venaient d'éclater; ce projet d'adresse fut combattu dans le sein du conseil par le préfet et ses partisans.

M. Isambert pensa que l'état de siège était légal, comme mesure défensive, en cas d'attaque à main armée, et dans les limites qui furent tracées par l'arrêt rendu par la Cour de cassation, le 29 juin 1852, auquel il a puissamment concouru.

Dans la session de 1852-1853 (1), M. Isambert prononça un discours au sujet des circonscriptions diocésaines; il vota pour la réduction des évêchés. On sait que le ministère n'accepta qu'avec protestation l'article de loi qui lui a interdit de nommer aux sièges érigés depuis 1802.

M. Isambert avait fait adopter dans cette session une disposition très importante, qui mettait à la charge des ministres personnellement les sommes dépensées par leurs ordres au-delà des crédits approuvés par les Chambres. C'eût été un remède efficace à l'abus des crédits supplémentaires. Le ministère s'en alarma; il demanda et obtint le rejet de cet amendement à la Chambre des Pairs.

Dans la session de 1854, M. Isambert a obtenu du vote de la Chambre une disposition très importante sur les réglemens de police municipale, qui tend à substituer le droit de réformation à celui d'approbation préalable.

Dans la loi contre les associations, M. Isambert présenta un amendement tendant à prohiber seulement les associations de plus de vingt personnes, dont le but serait contraire à la forme de gouvernement établi (19 mars). Développant cet amendement, il rappela la participation des ministres actuels aux associations les plus hostiles à la restauration, et jeta la Chambre dans un profond étonnement, en lui

apprenant que la loi contre les associations était prise dans le Code autrichien, à cette différence près que le projet Barthe était plus rigoureux que les dispositions qui suffisent à la police autrichienne. Il déclara que cette loi était inexécutable, qu'elle serait accueillie par le mépris public, et que jamais une loi aussi tyrannique n'avait été établie en 93, cette époque de terreur dont les partisans du ministère évoquent si volontiers le souvenir.

L'amendement fut rejeté.

M. Isambert, sans se laisser décourager, combattit la surveillance de la haute police appliquée pour la récidive à ceux qui auraient fait partie d'une association (24 mars).

Dans la discussion sur le traité avec les Etats-Unis, il demanda de nouvelles explications sur une pièce due à ses recherches, et produite à la tribune par M. Berryer, de laquelle il résulte qu'en donnant 25 millions aux Etats-Unis le ministère faisait payer à la France ce que l'Espagne avait payé une première fois. Cette pièce importante, dont le ministre des affaires étrangères prétendait très négligemment n'avoir qu'une imparfaite connaissance, prouvant l'incurie ou la mauvaise foi des ministres, entraîna la dissolution du cabinet.

Dans cette session, M. Isambert, qui avait si souvent défendu la cause des hommes de couleur, prononça, le premier à la tribune, le vœu formel de l'abolition de l'esclavage. A la fin de cette année il forma, avec le concours de MM. Passy, Barrot, Tracy, Tocqueville et autres, la société d'abolition de l'esclavage, présidée par M. le duc de Broglie, et dont il fut le secrétaire.

C'est à cette société qu'on doit les deux propositions de MM. Passy et de Tracy, faites à la chambre en 1858 et en 1859, qui ont été l'objet des rapports de MM. Rémusat et de Tocqueville, et qui ont amené cette question à son point de solution.

On a souvent attribué à cet infatigable champion de la cause des noirs et des mulâ-

(1) A la fin de cette année il fut élu député de Luçon (Vendée).

tres des opinions hostiles aux colons. Cependant il en a défendu plusieurs au barreau ; et dans la question des sucres, il s'est prononcé publiquement par une lettre du mois de septembre 1858, en faveur de l'abaissement des taxes. M. Isambert est l'ami du droit commun et de l'égalité des droits ; il veut que les colonies, si intéressantes pour notre puissance maritime, dans nos démêlés avec les États-Unis, le Mexique ou autres états du continent, si nécessaires au commerce et à la navigation, soient assimilées en tout aux départemens de la France ; que l'intelligence et la bravoure des noirs puissent être employées aussi bien dans les troupes navales et dans les troupes de terre que dans la marine marchande et dans les cultures coloniales.

Il a constamment voté à la chambre toutes les allocations pour les colonies, et il est un partisan déclaré de la colonisation de l'Algérie.

A l'occasion de la loi contre les associations en 1854, M. Isambert a constamment défendu les principes de la liberté religieuse, dans le sens de la Charte, et s'est opposé toujours aux privilèges réclamés en faveur du culte dominant, soit quant aux petits séminaires, soit quant au rétablissement du traitement des cardinaux. Il a demandé une loi sur l'organisation de la liberté des cultes, et jusqu'à cette loi, l'exécution des lois organiques et des barrières opposées par la législation aux empiètemens d'un culte sur l'autre.

Dans un discours prononcé à la tribune, les 17 et 18 janvier 1859, il a fait un tableau animé des empiètemens du clergé catholique, des ordres monastiques et des congrégations, et de l'intolérance qui s'est manifestée de la part de l'archevêque de Paris, de l'évêque de Clermont et autres prélats. Il a fait un mémoire détaillé sur les appels comme d'abus et sur la nécessité de réformer cette institution. Dans la deuxième session de 1859, il a produit à la tribune des détails

curieux sur la manière dont le conseil d'État vérifie les bulles.

Dans la lutte qui s'est établie dans les provinces rhénanes, entre l'archevêque de Cologne et le cabinet prussien, au sujet des mariages mixtes, il a publié dans le *Courrier Français* en 1858 (1), plusieurs lettres dans lesquelles, après avoir blâmé les mesures coercitives et despotiques, employées par ce gouvernement, il a prouvé que la seule chose à faire pour faire cesser l'intolérance, vu l'esprit exclusif du pape et de ses évêques, c'était de révoquer les concordats, de réduire les dignitaires ecclésiastiques à l'état de personnes privées, et de laisser aux citoyens toute latitude pour se soustraire à leur direction, quand ils remettent en vigueur les lois ecclésiastiques du moyen âge.

M. Isambert a entendu prouver que la bulle de 1850, qui déclare les mariages mixtes abominables, et ne les tolère qu'à condition que les enfans seraient exclusivement élevés dans la religion catholique, était contraire aux droits de la puissance paternelle, de la morale et de la civilisation, et qu'elle devait être rangée dans la classe des ukases par lesquels l'autocrate de Russie oblige tous les pères à élever leurs enfans dans la religion grecque, quoique eux mêmes soient d'une autre religion.

En matière de religion, l'opinion de M. Isambert serait qu'il n'y a pas d'autorité spirituelle proprement dite, qu'il n'y a que la liberté des cultes à respecter par les gouvernemens, et que l'autorité civile doit s'abstenir de reconnaître soit par concordat, soit autrement, au clergé des États, le droit de traiter d'égal avec les gouvernemens.

Revenons aux travaux législatifs de M. Isambert. Réélu député par l'arrondissement de Luçon, département de la Vendée, dans la session de 1855, il a appuyé la proposition de M. Roger, tendant à donner à la

(1) Il a été collaborateur actif du *Courrier français* jusqu'en 1830 ; il était lié d'une étroite amitié avec Châtelain, son rédacteur en chef, que la presse a perdu en 1839.

liberté individuelle de nouvelles garanties.

Par des interpellations faites au ministre des affaires étrangères (M. de Rigny), à propos d'une négociation ouverte à Paris, au sujet des créances polonaises, il a su prouver que les traités de 1815 à 1818, si onéreux pour la France, avaient ôté tout droit à la Russie de se porter créancière au nom d'une nation que d'ailleurs elle n'avait pas droit de représenter; que la France était quitte, et ne pouvait entendre à aucune composition à ce sujet. Soutenu dans cette lutte diplomatique par M. Odilon-Barrot, il força le ministère à rompre la négociation, et son plénipotentiaire russo-polonais, à quitter Paris avec ses archives.

M. Isambert a d'ailleurs combattu les lois de septembre, dans les innovations funestes qu'elles ont introduites dans la procédure criminelle notamment en ce qui concerne la majorité dans les décisions du jury.

Dans la session de 1836, il a combattu le projet de loi présenté par M. Sauzet sur le rétablissement du traitement des cardinaux, et attaqué les mesures prises par ce ministre, à Metz, à Montargis, au Pecq et ailleurs, pour entraver la liberté des cultes proclamée par la Charte, et en général la tendance du gouvernement à faire de nouveau de ses préférences pour le clergé catholique un instrument de gouvernement. Il sut intéresser la presse dans cette lutte, et en démontrer les dangers; déjà des poursuites étaient dirigées non seulement contre les dissidens, mais on prononçait des condamnations contre les gardes nationaux qui refusaient d'assister aux processions.

Dans la même session, M. Isambert fit à la tribune un tableau de l'état de toutes nos possessions coloniales, et des abus qui s'y propageaient, et se plaignit de ce que le ministère ne se prononçait pas en faveur de l'abolition de l'esclavage.

Dans la session suivante, il poursuivit la même tâche et dénonça avec succès l'introduction d'un fonds secret mis à la disposition

du délégué des colonies, fonds qui a été définitivement supprimé dans la seconde session de 1839.

Il réclama avec force pour l'interprétation loyale du traité de la quadruple alliance.

Il dénonça la lettre pastorale par laquelle l'archevêque de Paris revendiquait les terrains annexes de l'archevêché, comme propriété de l'église, et contestait la propriété de l'état et la légitimité de la vente des biens d'origine ecclésiastique; la pastorale fut supprimée en conseil d'état, et une loi spéciale autorisa l'aliénation des terrains.

M. Isambert vota la loi de disjonction.

Il dénonça l'abus des souscriptions, et notamment de celle accordée par deux ministères, pour le *Panthéon français*, dirigé par un journaliste subventionné, M. Emile Girardin. A cette attaque parlementaire, qui regardait M. Guizot, l'auteur des souscriptions, M. Emile Girardin, substitua une provocation en duel (1), qui donna lieu à un vote de censure dans la chambre. L'affaire n'alla pas plus loin; mais M. Girardin conserva sa souscription, que la faillite de son éditeur a depuis seule suspendue.

M. Isambert réclama aussi, au nom de la Charte et de la propriété violée, en faveur d'un malheureux jardinier, que l'administration des ponts et chaussées refusait d'indemniser. Malgré l'opposition de M. Dupin et celle de M. Molé, président du conseil des ministres, M. Isambert a depuis fait reconnaître le principe de l'indemnité, par une ordonnance royale du 29 mai 1839, contresignée Dufaure.

On dit que ce principe n'a pas peu contribué à faire admettre par les chambres la résolution de subvenir à l'achèvement du chemin de fer de la rive gauche de Paris à Versailles, afin d'éviter les indemnités dont l'état fût demeuré passible.

Réélu député pour la troisième fois par le département de la Vendée, dans la session

(1) Voir la Notice consacrée à M. Emile GIRARDIN.

de 1858, M. Isambert a appuyé la proposition relative à la réforme des conseils de guerre et du code militaire. Il a demandé que les dépenses secrètes fussent soumises à une révision dans une commission des deux Chambres, afin d'en faire disparaître celles qui ne devaient pas y figurer ; il a demandé certaines garanties judiciaires dans la loi sur les aliénés, pour empêcher le retour des emprisonnemens arbitraires. Il a plaidé avec succès à la tribune la cause du jeune Huat, neveu du célèbre Lillet-Geoffroy, membre-correspondant de l'Académie des sciences, et de six autres déportés de Bourbon, injustement privés du bénéfice de l'amnistie par les autorités coloniales, et il a, depuis, obtenu le renvoi de ces condamnés politiques dans leur pays, avec des indemnités (1).

Réélu pour la quatrième fois en 1859, il a voté, comme toujours, contre le ministère du 15 avril, et a contribué à sa chute. Il était le secrétaire du comité des députés de la gauche qui se réunissait chez M. Odilon-Barrot.

Dans la dénonciation des manœuvres électorales, malgré les menaces à lui faites par certains organes de la presse subventionnée, M. Isambert a produit à la tribune les preuves que M. Martin (du Nord) prétendait ne pas exister contre le ministère.

Nous retrouvons en juillet 1859 M. Isambert secrétaire de la commission des députés de la gauche, réunissant les élémens de la grande réforme électorale, qui paraît devoir être désormais le drapeau de l'opposition dynastique.

La Cour de cassation, qui l'a choisi plusieurs fois pour rapporteur des commissions nommées pour l'examen des lois qui lui ont été communiquées, compte M. Isambert au rang de ses magistrats les plus assidus les plus laborieux et les plus éclairés.

Dans les nombreuses procédures portées devant cette Cour, où se trouvaient impliqués des accusés appartenant au parti légitimiste, il s'est montré constamment au dessus de l'esprit de parti, et il a été fidèle aux convictions de toute sa vie, toujours pour les principes et pour les garanties des accusés. A ce titre il appartenait à M. Isambert, plus qu'à tout autre, de rappeler, comme il l'a fait à la Chambre des députés, sur l'inopportune réclamation de M. Hennequin, que la justice s'était exercée sur les accusés de cette catégorie avec une mansuétude remarquable, et qu'on n'avait réprimé que les crimes communs, repoussés par la conscience publique de tous les temps (juillet 1859).

Nous nous sommes montrés impartiaux, et même bienveillans envers M. Isambert, car nous avons pendant dix ans sympathisé avec lui ; mais nous ne terminerons pas sans lui reprocher, avec tous ses amis, de tenir, depuis 1850, une ligne de conduite mixte. M. Isambert joue un peu à l'opposition ; en tire-t-il profit ? nous l'ignorons ; mais s'il y gagne en influence auprès de quelques ministres, il y perd en considération aux yeux des hommes vraiment indépendans, dont l'opinion doit être encore de quelque poids dans l'esprit du député de la Vendée. Nous terminerons enfin en engageant M. Isambert à se moins prodiguer à la tribune, car il a tout ce qu'il faut pour ne pas être orateur : la nature, sous ce rapport, ne l'a pas traité en enfant gâté.

Organe disgracieux et criard, voix dont l'analogie est dans les sérails, diction embarrassée et fatigante, enfantement laborieux des mots, confusion des idées, prétention à la dignité, pour ne rencontrer que le ridicule : voilà M. Isambert à la tribune.

Aussi c'est merveille à voir comment les bancs se dégarnissent aussitôt qu'il est appelé pour son tour d'inscription. Son éloquence se démène le plus souvent dans le désert, et nous féliciterions les honorables

(1) C'est à la suite de cet événement que les hommes de couleur résidant à Paris lui ont offert une médaille d'or, ouvrage du graveur Rogat, avec cette épiqraphie : « A leur défenseur les nègres et les mulâtres reconnaissans, 1833. Nil actum reputans si quid superesset agendum.

députés qui, pendant ces mauvais momens des séances, demeurent à leur poste, si leur inattention ne se décèle d'une manière assez apparente; pour qu'on puisse la qualifier parfois en un terme peu poli.

VALAYER (PLACIDE BRUNO).

M. VALAYER, ancien évêque de Verdun et actuellement chanoine-évêque du chapitre royal de Saint-Denis, est né à Grillon (son père était notaire), canton de Valréas (Vaucluse), le 5 octobre 1764. Il fit ses études chez les sulpiciens au séminaire de Saint-Charles d'Avignon. Ayant refusé le serment en 1792, il quitta la France, où il ne rentra que sous le consulat, alors qu'il put exercer son ministère à Valréas; il y fut vicaire et successivement curé en 1808.

En 1811, M. Valayer fut pourvu de la cure de Saint-Germain-l'Auxerrois à Paris, d'où il passa curé, en 1816, à la paroisse de Saint-Nicolas-des-Champs, et en 1825 à Saint-Thomas-d'Aquin. Ayant donné sa démission en janvier 1850, il fut nommé chanoine-official de la métropole et grand vicaire; c'est dans cette position que le roi le nomma évêque de Verdun, en septembre 1852. Les soins qu'exige l'administration d'un aussi vaste diocèse ayant altéré sa santé, M. Valayer donna en 1857 sa démission, et, par suite, fut nommé chanoine-évêque du chapitre de Saint-Denis.

BERTHOIS (AUGUSTE, baron DE).

Le baron *Auguste* DE BERTHOIS, fils d'un colonel du génie, est né à Calais, en 1787. Il fut reçu, en 1804, à l'École polytechnique l'un des premiers de sa promotion (le 15^e sur 154), et compte aujourd'hui bientôt trente-six ans de service, comme officier ou comme sous-officier.

Nommé lieutenant du génie, le 1^{er} août 1809, il rejoignit le grand quartier général de l'empereur à Vienne, et fut immédiate-

ment après chargé de reconnaître la vallée de la Drawe et quelques positions sur la frontière d'Autriche, vers l'Italie et la Turquie.

Envoyé bientôt après en Espagne, il ne fit que traverser la France, et rejoignit en janvier 1810 la brigade de siège, destinée à agir en Aragon, sous les ordres du général Rogniat.

Arrivé au troisième corps (maréchal Suchet), il fit les sièges de Mequinenza, de Sagonte et de Valence, où il fut mis à l'ordre de l'armée, pour la fermeté qu'il avait déployée dans des momens difficiles; il assista à la bataille de Sagonte et au passage du Guadalavir.

Détaché en mars 1812 à la division Harispe, il prit part à la bataille de Castalla, pour laquelle il fut mis de nouveau à l'ordre de l'armée, et à la reconnaissance d'Alicante.

Appelé, sur la demande du général Rogniat, à la grande armée après les désastres de Russie, il rejoignit le sixième corps, en avril 1815, et plus tard le grand quartier général de l'empereur, qu'il ne quitta plus jusqu'à son abdication. Dans cet intervalle d'une année, il concourut aux travaux de défense de Dresde et de Mayence, et assista à dix-neuf batailles ou combats (1).

Nommé capitaine en Espagne, le 31 juillet 1811, et chef de bataillon, après la bataille de Leipsig, le 5 novembre 1815, M. de Berthois fut créé légionnaire, par deux décrets différens (11 février 1815 et 14 mai même année) et proposé pour la croix d'officier, en récompense de sa conduite pendant la bataille de Dresde.

Le 1^{er} juin 1814 il fit partie du corps du génie de la maison du roi, et nommé chevalier de Saint-Louis le 5 septembre 1814, il suivit le duc de Berri jusqu'à la frontière. De retour à Paris, il fut, le 1^{er}

(1) Lutten, passage de l'Elbe, Bautzen, Wurtzen, Dresde, Leipsig, Hanau, Brienne, Montmirail, Montereau, Craonne, Château-Thierry, Nangis, Merry-sur-Seine, Sezanne, Berry-au-Bac, Laon, Reims, Arcis-sur-Aube, Saint-Dizier.

mai suivant, désigné, sur la demande du général Haxo, pour être employé, sous les ordres de cet officier général, aux travaux de défense de Paris.

Mis d'abord en disponibilité au retour des Bourbons, il fut en 1816 envoyé dans les places fortes du Nord, soit en mission à la suite de quelques difficultés survenues au sujet de l'occupation, soit pour diriger les projets et l'exécution des travaux à faire dans la place de Péronne, presque entièrement à créer. Il resta onze ans sur cette frontière, et n'obtint le grade de lieutenant-colonel qu'après avoir été en 1828 l'objet d'un rapport spécial du premier inspecteur général du génie au ministre de la guerre, et être resté ainsi quinze ans chef de bataillon.

Nommé colonel, en mars 1831, M. de Berthois a été employé de nouveau aux travaux de défense de Paris, jusqu'à leur cessation, et a assisté dans l'intervalle au siège d'Anvers, à la suite duquel, sur la proposition du général Haxo, il fut nommé commandeur de la Légion-d'Honneur.

Promu au grade de maréchal de camp en octobre 1838, il fait aujourd'hui partie du comité des fortifications, comme inspecteur-général du génie.

M. de Berthois, qui par ses principes politiques avait toujours appartenu depuis 1815 à l'ancienne opposition, épousa en 1822 la fille de M. le comte Lanjuinais, son compatriote, et fut en 1827 choisi par le roi, alors duc d'Orléans, pour l'un de ses aides-de-camp.

Les journées de juillet le trouvèrent seul auprès de ce prince, et furent une occasion pour lui de lui témoigner un dévouement sans bornes.

Pendant ces journées, il ne quitta pas un instant le duc, revint avec lui au Palais-Royal le jeudi soir, et l'accompagna (seul aide-de-camp et en uniforme), le samedi, à l'Hôtel-de-Ville.

Depuis, et pendant près de trois mois que

dura l'absence de M. le général Athalin, envoyé extraordinaire en Russie, M. de Berthois le remplaça au Palais-Royal, où il eut, dit-on, parfois l'occasion de résister aux exigences un peu despotiques de M. Casimir Périer, qui s'en vengea en ne soutenant pas la candidature de l'aide-de-camp du roi, à Redon, en 1831, où M. de Berthois échoua d'une voix (1). Ce n'est qu'en 1832 que, pour la première fois, il a été nommé député par l'arrondissement de Vitré, en remplacement de son frère.

Cette élection eut lieu sous l'influence d'un dernier effort tenté par les chouans. Réunis au nombre de six cents à deux lieues de la ville, ils jetaient déjà la consternation au milieu de la population lorsque M. de Berthois sortant immédiatement de Vitré, à la tête de trente gardes nationaux, de soixante grenadiers et de vingt artilleurs, pour les reconnaître et les poursuivre, déjoua leurs projets. Cette bande, atteinte le troisième jour, fut détruite, et avec elle la chouannerie qui n'a plus donné signe de vie dans le pays, que par quelques guet-apens et le pillage, plusieurs mois après, du château de M. de Berthois.

Les électeurs qui nommèrent alors M. de Berthois étaient les mêmes qui avaient élu son frère, et tous lui sont restés fidèles, quelles que fussent leurs opinions, jusqu'au jour où, en 1838, M. de Berthois eut de voir faire cesser une lutte passionnée, dégénérée en question de personnes, et se refuser à être la cause volontaire d'une irritation qu'il avait vue avec peine.

Il a été remplacé par M. Thomas (Lapresse)...

M. de Berthois fut alors élu par l'arrondissement de Saint-Malo, et vint d'être envoyé de nouveau par ce collège à la chambre, où il figure ainsi pour la cinquième fois.

Les travaux de M. de Berthois à la chambre sont obscurs. Renfermé dans sa spécia-

(1) Il avait déjà échoué en 1830.

lité, il a fait partie de quelques commissions et entre autres de celle relative à l'état des officiers (1856), de celle des rivières (1857), des comptes de 1855 (section de la marine), et du budget de 1859 (section de la guerre).

Sa position spéciale dit assez quels sont ses votes, toutefois il s'est prononcé contre les pensions des chouans.

CASANELLI D'ISTRIA (évêque d'Ajaccio) (1).

M. Xavier (2) Toussaint-Raphaël CASANELLI D'ISTRIA (5) est né le 24 octobre 1794, à Vico, ancien chef-lieu d'arrondissement dans l'île de Corse, et ville épiscopale de l'ancien diocèse de Sagone.

Entré dans la carrière ecclésiastique à l'âge de douze ans, il fit ses premières études et son cours de philosophie et de théologie, partie au couvent de Vico et partie à Renno, sous la direction de l'archiprêtre Sinsini, de Renno, du docteur Massimi, d'Orto, et de l'abbé Deluca, qui fut depuis vicaire-général de M. Sébastiani, évêque d'Ajaccio.

(1) Nous croyons devoir reproduire l'article que publia le journal intitulé *Revue de la Corse*, dans son numéro du 26 août 1833, à l'époque où M. Casanelli, étant aux Pyrénées avec le cardinal d'Isoard, se défendait d'accepter l'évêché auquel on venait de le nommer.

« En attendant que M. l'abbé Casanelli d'Istria, nommé à l'évêché d'Ajaccio, vienne prendre possession de son diocèse, nous de croyons pas sans intérêt les détails qui suivent, sur la carrière très simple et la fortune très rapide du nouvel évêque. »

« M. l'archevêque Toussaint-Raphaël Casanelli, est né à Vico, le 24 octobre 1794, de parents honorables qui jouissaient dans le pays d'une certaine aisance. L'archiprêtre Sinsini de Renno dirigea ses premières études au couvent de Vico. La philosophie, la rhétorique, la théologie lui furent enseignées par le vicaire Deluca, de Renno, et le docteur Massini, d'Orto. »

« En 1821, M. Casanelli, contre la volonté de ses parents, se rendit à Rome, où il obtint le grade de docteur en théologie et en droit romain. Ce voyage décida la fortune du jeune ecclésiastique. C'est à Rome qu'il parvint à fixer l'attention et à captiver la bienveillance de monseigneur le cardinal d'Isoard, archevêque d'Auch. M. Casanelli s'attacha à la personne du prélat et devint son secrétaire intime. Comme consécrataire du cardinal, il eut l'honneur d'assister aux élections des deux derniers conclaves. »

« M. Casanelli remplissait en dernier lieu les fonctions de grand vicaire et auditur de M. l'archevêque d'Auch, quand il a été lui-même promu à la dignité de l'épiscopat. »

(2) « M. Casanelli, le jour de sa consécration, a changé le nom d'*Archange*, qui se trouve dans son acte de baptême, en celui de *Xavier*, patron de M. le cardinal d'Isoard, archevêque d'Auch, son consécrateur. »

(3) « Ce nom était celui des ancêtres paternels de M. Casanelli, ainsi qu'il conste des registres paroissiaux de l'église d'*Olivese*, leur ancienne patrie. Il avait été abandonné par suite des guerres intestines qui avaient ravagé le pays et la famille de *Vincenzelli d'Istria*, et occasionné de nombreuses transmigrations dans d'autres contrées de la Corse. Il a été repris par l'abbé Casanelli, en 1829, à la suite du conclave où fut élu pape, sous le nom de Pie VIII, le cardinal Castiglione, lequel le lui confirma par le bref qui lui conféra le titre de prélat domestique de sa sainteté. Le nom d'*Istria* est le nom de la province où se trouve situé le village d'*Olivese*, patrie des ancêtres de M. Casanelli. »

Ordonné prêtre à vingt-trois ans, il professait les humanités dans sa ville natale durant les trois premières années de son sacerdoce.

En 1820, M. l'abbé Casanelli n'ayant pu obtenir qu'on le nommât à l'une des trois chaires qui allaient être créées au couvent de Vico, ni que l'on mit ces chaires au concours, essaya du ministère dans la paroisse de Saint-Roch, à Ajaccio. Mais ce genre de travail n'ayant pu se concilier avec ses goûts ni avec ses forces physiques, il y renonça au bout de quelques mois, et s'embarqua pour Rome, au mois de juin 1821, pour y refaire ses études théologiques, à l'exemple d'un grand nombre d'ecclésiastiques corses, qui, ne trouvant pas dans leur patrie le moyen de se perfectionner dans la science de leur état, allaient le chercher dans la capitale de la catholicité.

M. l'abbé Casanelli, après avoir complété ses cours de théologie, de droit canon et de droit civil, après y avoir remporté les premiers prix dans toutes les classes, et mérité deux pensions universitaires, reçut les grades de docteur dans les deux facultés.

M. d'Isoard, archevêque d'Auch, alors doyen de la Rote, qui l'avait remarqué aux distributions solennelles des prix, voulut se l'attacher en qualité de son secrétaire intime, dès qu'il fut promu au cardinalat, au mois de juin 1827. M. l'abbé Casanelli, se rendant au vœu de celui qui l'honorait de sa haute confiance, suivit le cardinal à Paris, en 1828, et abandonna la brillante carrière que venait de lui ouvrir, à Rome, le succès distingué de ses études.

Quelque temps après son arrivée en France, le cardinal d'Isoard fut nommé à l'archevêché d'Auch. Mais la mort de Léon XII, qui arriva sur ces entrefaites, ne lui permit pas d'aller prendre immédiatement possession de son siège. M. l'abbé Casanelli l'accompagna à Rome, et l'assista dans le conclave où fut élu le pape Pie VIII. Ce souverain pontife, après son élection, nomma,

dans le mois de mai, le conclaviste du cardinal d'Isoard à la dignité de prélat de sa maison, dignité dont l'abbé Casanelli ne porta jamais les insignes.

Le cardinal d'Isoard et son secrétaire repartirent de Rome au mois d'août 1829, et arrivèrent à Auch le 5 septembre suivant. L'abbé Casanelli fut fait, en arrivant, chanoine honoraire, et cinq mois plus tard chanoine titulaire de cette métropole. Aussitôt après il fut nommé vicaire-général et auditeur de l'archevêque, et official du diocèse.

Au mois de janvier 1850, l'abbé Casanelli accompagna de nouveau à Paris le cardinal d'Isoard, qui, pour la dernière fois, allait siéger à la Chambre des pairs, dans la dernière session qui eut lieu sous la dynastie déchue. Dans le mois de décembre de la même année, M. l'abbé Casanelli accompagna une seconde fois à Rome le cardinal d'Isoard, et l'assista dans le dernier conclave où fut élu le pape actuel Grégoire XVI, lequel, au mois de juillet 1851, le nomma *protonotaire apostolique* en service extraordinaire. L'abbé Casanelli revint à Auch, dans ce même mois, avec le cardinal-archevêque, et continua d'exercer auprès de lui ses fonctions de grand-vicaire jusqu'à sa promotion à l'évêché de Corse.

Cette promotion eut lieu le 28 juin 1855, au moment où l'abbé Casanelli revenait pour la troisième fois de Rome, où il s'était rendu au mois de janvier de la même année, pour remplir une mission dont l'avaient chargé plusieurs évêques de France.

Ce ne fut qu'après une résistance de quatre mois que l'abbé Casanelli consentit à se laisser imposer le fardeau de l'épiscopat, vaincu, tant par les instances réitérées du roi que par celles du pape lui-même, qui le préconisa dans le consistoire du 50 septembre 1855, nonobstant son refus et le défaut des formalités canoniques à remplir en pareille circonstance.

Sacré par le cardinal d'Isoard, dans la

métropole d'Auch, le 8 décembre 1855, M. Casanelli se sépara, non sans douleur, de celui qu'il avait considéré jusqu'alors comme un père, et se rendit à son siège épiscopal, où il débarqua le 25 mars 1854.

L'avènement de M. Casanelli d'Istria à l'évêché d'Ajaccio fut salué dans toute la Corse comme l'aurore d'une ère nouvelle pour cette église trop long-temps oubliée.

L'administration de ce prélat a été jusqu'ici des plus pénibles et des plus laborieuses, à raison des entraves qu'il a partout rencontrées, et surtout de la part de ceux qui étaient habitués à se servir, pour leurs fins politiques, de l'influence du ministère pastoral. Les abus qu'il a eus à déraciner; les réformes qu'il a dû opérer dans le clergé; les établissemens d'enseignement ecclésiastiques qu'il a dû fonder, et dont il ne restait plus aucune trace depuis un demi-siècle; le système qu'il lui a fallu établir dans son administration, au milieu du chaos qu'il y a trouvé; tout cela n'a été pour lui qu'un enchaînement de difficultés sans nombre, surtout en ce qui concerne les fondations de son grand et de son petit séminaire, et la nécessité de s'assurer à lui et à ses successeurs l'indépendance du ministère épiscopal.

Cependant les peines et les travaux de M. Casanelli n'ont point été stériles, et les établissemens dont on vient de parler, organisés sur un bon pied, promettent les plus heureux résultats pour la réforme religieuse de ce diocèse. Tout le clergé, du reste, s'est empressé de seconder les vues sages et les intentions bienveillantes du nouveau prélat de la Corse. Indépendamment des deux séminaires, l'évêque d'Ajaccio a fondé une maison de missionnaires dans l'ancien couvent de Vico, qu'il a racheté des mains du gouvernement, et dont il a fait cession à la congrégation des prêtres dits *oblats de l'Immaculée Conception*, lesquels sont chargés aussi de la direction du grand séminaire.

PAYEN (ANSELME).

M. Anselme PAYEN est né d'une famille dont les différentes branches ont laissé d'honorables souvenirs dans la magistrature, l'administration, l'industrie et le commerce. A l'époque de la révolution de 1789, son père vit toute sa fortune compromise par la perte de sa charge de substitut du procureur du roi, puis par des remboursements en assignats.

Une éducation plus forte qu'on n'en recevait alors généralement lui permit de choisir une autre carrière; il entra dans l'une des plus difficiles, en se livrant avec ardeur aux dispendieux essais des grandes applications chimiques.

Il avait presque épuisé toutes ses ressources en employant dans l'usine qu'il fondait à Grenelle des procédés encore incertains, pour la fabrication du salpêtre, du chlorate de potasse, du sel ammoniac pour le blanchiment des fils et tissus à la vapeur, etc., lorsque, plus heureux cette fois, il parvint, l'un des premiers, à fabriquer en masses considérables, suivant l'admirable procédé de Leblanc et de M. Dizé, la soude artificielle (1), puis à raffiner cette soude, qu'il transformait en un produit long-temps connu sous le nom de *petite potasse* ou *potasse de javelle*: il fut aidé par MM. Champy et Carny, dont les noms honorables seront toujours chers aux amis de l'industrie française.

M. Payen père, associé alors avec M. Bourlier, créa en France la fabrication du sel ammoniac, naguère tiré de l'Égypte, auquel la province d'Ammonie avait donné son nom.

Ses succès, long-temps douteux à cet égard, furent assurés peu de temps après que Baumé eut renoncé à cette fabrication, qu'il avait en vain tenté d'établir près de Charenton (2).

M. Payen père donna le premier essor à la fabrication du charbon animal, dès le moment où M. Derosne eut songé à l'emploi de ce charbon pour le raffinage et la fabrication du sucre. MM. Payen, Pluvinet et Derosne parvinrent de concert à répandre l'usage de cet agent le plus utile encore aujourd'hui pour l'extraction et le raffinage des sucres. Ce fut alors que M. Payen fils, favorisé par des études spéciales, devint un des premiers collaborateurs de la *manufacture de Grenelle*, surtout par ses travaux de laboratoire et les nouvelles applications qu'il sut réaliser. On peut citer comme son coup d'essai un mémoire sur la théorie et les applications de l'action décolorante du noir animal, mémoire dont toutes les données ont été confirmées depuis.

M. Anselme Payen était né en 1795. Après avoir terminé ses études, il avait suivi les travaux des laboratoires et les cours particuliers de Vauquelin et de M. Chevreul, les cours publics de M. Thénard, etc.; il venait d'être déclaré admissible à l'École polytechnique, lorsque les désastres de 1814 hâtèrent son entrée dans la carrière industrielle et agricole que son père lui avait ouverte.

Placé immédiatement à la tête d'une fabrique de sucre de betteraves, il parvint, en opérant à feu nu, mais profitant de l'application d'un agent (le charbon d'os) dont il démontrait aux autres les avantages, il parvint, disons-nous, à extraire directement un sucre brut immédiatement applicable à la consommation. Telle fut en effet la destination que reçurent les sucres échangés par lui avec MM. Demars, Darblay, Pluvinet et plusieurs autres agriculteurs.

Ce fut dans la même usine, construite dans un enclos de neuf arpens, qu'il fonda la fabrication en grand des sirops de fécule et l'épuration des autres substances sucrées

(1) Voir la notice publiée par M. Dizé, l'un des inventeurs.

(2) Une fabrique de sel ammoniac créée près de Clichy par

Pluvinet, ancien professeur à Rouen, condisciple, puis associé de M. Payen, suivit de près et perfectionna les applications de l'usine de Grenelle.

destinées à la fabrication des bières, cidres, etc., employées d'abord avec succès par M. Chappelet et M. Jeanneret.

M. Payen parvint encore à établir en grand, dans la même manufacture, la préparation d'un borax artificiel (1) dont les volumineux cristaux rivalisèrent bientôt avec les produits renommés du raffinage hollandais, puis surmontèrent enfin toute concurrence.

Il monta, avec MM. Ador et Bonnaire, la première fabrique qui dans le département de la Seine eût livré le chlorure de chaux contenant cent fois son volume de chlore au prix de un franc le kilogramme.

Ces faits ont été constatés dans les expositions publiques des produits de l'industrie en 1817, 1825, 1827 et 1834.

M. Payen a trouvé avec M. Persoz les principes de la transformation des fécules en une gomme pulvérulente, appelée dextrine (nom dérivé d'une propriété optique découverte par M. Biot). L'industrie qui réalise en grand cette invention, perfectionnée par M. Jacob, fournit maintenant aux impressions des tissus, gommage des couleurs, consolidation des appareils chirurgicaux et à une foule d'autres applications, un produit qui remplace économiquement les gommes exotiques.

S'occupant d'abord pour son père, puis pour lui-même, de la direction des pépinières

et des cultures diverses, il eut l'occasion d'étudier pratiquement et théoriquement l'action des amendemens, des stimulans et des engrais, la composition immédiate ou élémentaire des produits végétaux etc., et parvint dans la triple direction manufacturière, agricole et scientifique, à des résultats que nous exposerons après avoir fait connaître les fonctions auxquelles il fut appelé par ses concitoyens ou ses collègues. Nous citerons quelques incidens curieux de ces fonctions électives.

En 1825, l'année de la mort de son père, il fut nommé membre du conseil municipal de Vaugirard et ne cessa d'en faire partie que pour entrer au conseil municipal de Grenelle, nouvelle commune formée en 1830, sur une partie de l'ancien territoire de Vaugirard.

Il fut appelé en 1826, sur la demande de M. Chaptal, à faire partie d'une commission de statistique. Ses nombreuses relations avec les principaux manufacturiers lui permirent de réunir les matériaux de la statistique industrielle du département de la Seine; les tableaux qu'il dressa furent approuvés, ils se trouvent dans le bel ouvrage entrepris et dirigé par M. de Chabrol et M. Villot.

Nommé en 1825, 1827, 1834 et 1839, membre du jury d'examen des produits de l'industrie départementale de la Seine, il rédigea en 1827 le rapport sur les divers produits admis à l'exposition.

Une très grave maladie de l'auteur suspendait depuis plusieurs mois l'impression du deuxième volume de ce rapport, lorsque le préfet de la Seine engagea M. Payen à faire partie d'une réunion où devait se trouver notre compatriote M. Brunel, ingénieur à Londres. M. Baron, médecin, se chargea de faire connaître l'empêchement absolu qui retenait son malade, et lorsque le préfet apprit au docteur que le but principal de son invitation était de remettre à M. Payen la croix de la Légion-d'Honneur, M. Baron lui déclara qu'il fallait se hâter d'envoyer

(1) Le borax sous-barate de soude est un sel qui est quelquefois employé en médecine, mais qui est indispensable dans les arts; sans borax il ne serait pas possible de faire une soudure d'or, d'argent, de cuivre, etc. De toute antiquité, ce sel était importé en Europe. Les Hollandais, qui faisaient un grand commerce avec l'Inde, le rapportaient brut de ces contrées, et trois familles de cette nation étaient seules dans la possession du procédé de raffinage. Le monde entier était tributaire de la Hollande pour ce produit; un Anglais trouva, le premier, un autre procédé de raffiner le tincal (borax brut). Mais son produit était en petits cristaux de médiocre qualité. M. Cadet Leguillier fit en France quelques essais, mais qui n'eurent aucun résultat avantageux. Ce n'est qu'à la fin de 1817, que M. Gannal livra au commerce les premiers borax raffinés en France, et c'est en 1821 qu'il fit de toutes pièces les premiers borax français, en combinant les acides boriques des petits lacs de Toscane avec nos soudes factices. La fabrication de cet acide a pris une immense extension sous la direction de M. Larderelles, et c'est en 1822 que M. Frédéric Hébert, ami de M. Larderelles, remit à M. Payen les premiers acides boraciques. Depuis cette époque la fabrication de ce sel a pris une telle extension en France, que l'exportation de nos borax a dépassé au moins de quatre fois l'ancien chiffre d'importation, c'est-à-dire que nous exportons actuellement pour plusieurs millions de borax.

cette décoration, car elle ne devait peut-être jamais figurer en public que dans le convoi funéraire du titulaire.

M. de Chabrol, malade lui-même, s'empres-
sa de se faire conduire à Grenelle, pour
instituer le nouveau chevalier, qui essaya
vainement de tracer une signature au bas de
son acte d'admission. En effet, un épuise-
ment presque complet des facultés digesti-
ves, à la suite d'une chute qui avait produit
une hémorragie dans l'estomac et une
longue maladie, avait amené le fatal pronostic
prononcé par MM. Landré-Beauvais,
Broussais et Baron; toute la difficulté, l'im-
possibilité probable de la convalescence,
tenaient au refus des organes de supporter
la seule alimentation indiquée, *quelle qu'elle fût*. M. Payen comprit sa posi-
tion et parvint à trouver dans la *substitution*
de l'albumine au caséum l'origine d'un ré-
gime possible du moins (1); ajoutant pendant

plusieurs années aux travaux qu'il reprit
l'étude attentive des doses et de la nature de
ses alimens, il obtint son entier rétablisse-
ment.

M. Payen fut nommé en 1828 membre
du conseil d'administration de la Société
d'encouragement (comité des arts chimi-
ques).

Depuis 1829 il fait partie du conseil de
la Société royale d'horticulture.

Il fut élu en 1824 correspondant, et en
1855 membre résident de la Société cen-
trale d'agriculture.

En 1851 il entra comme membre rési-
dant à la Société philomatique, Société fon-
dée par MM. Brongniard, Sylvestre, Cuvier
et Fourier, où s'exposent et se discutent
encore chaque semaine tous les sujets nou-
veaux des observations scientifiques.

Ses nombreux rapports, contre lesquels
aucune réclamation ne s'est élevée, témoi-
gnent assez de la mesure qu'il sut mettre
dans l'appréciation difficile des applications
à l'agriculture et aux arts industriels.

Nommé en 1828, avec MM. Chaptal, Thé-
nard, Charles Dupin, de Lasteyrie, Fran-
cœur, membre du conseil de perfectionne-
ment de l'École centrale des arts et manu-
factures fondée par MM. Lavallée, Péclet,
Dumas et Olivier, il fut deux fois chargé du
rapport sur l'état, les progrès et l'avenir de
ce grand établissement, où se pressent au-
jourd'hui les élèves ingénieurs français et
étrangers.

Chargé momentanément, en 1855, d'une
partie du cours de M. Dumas sur la chimie
appliquée aux arts et à l'agriculture manu-
facturière, l'extension de cette branche im-
portante de l'enseignement industriel fut
décidée, et l'année suivante M. Payen étant
définitivement nommé professeur, son cours
de deuxième et de troisième années comprit
successivement des applications de la chimie
organique et de la chimie inorganique. Il est
devenu, en 1859, membre du conseil des
études de l'École.

(1. Le *Journal de Chimie médicale* et le *Journal des Con-
naissances usuelles* ont rendu compte de cette utile médication
dans un article auquel nous empruntons l'extrait suivant :

« Pendant le cours d'une maladie grave qui, selon toute pro-
babilité, devait se terminer mal, une des difficultés qui sem-
blaient insurmontables fut de trouver une substance alimen-
taire convenable, et dont l'assimilation n'excédât pas les forces
digestives presque totalement épuisées.

« L'un de nos plus habiles praticiens, aux soins duquel avait
été confié le malade, reconnut que le régime lacté était complè-
tement indiqué; en conséquence plusieurs tentatives furent faites
avec du lait étendu de diverses proportions d'eau; mais cette
substance ne put alors être que fort mal digérée.

« Plusieurs autres produits alimentaires très légers, pris à fai-
bles doses, n'offrirent pas de résultats sensiblement meilleurs,
et la prostration des forces devint de plus en plus alarmante.

« Cherchant quelle substance serait susceptible de remplir
l'indication signalée, tout en offrant, sous l'influence de quel-
ques agens, des propriétés différentes de celles du caséum, au-
quel des observations antérieures le portaient à attribuer l'action
favorable du lait, il sembla à M. Payen que l'albumine offrirait
cet avantage, et que, naturellement réunie dans les œufs à des
matières grasses, ce mélange se rapprocherait d'ailleurs beau-
coup de la composition du lait.

« Afin de porter la division au point convenable, et de pouvoir
étendre à volonté la matière nutritive, on battit fortement un
œuf de grosseur moyenne, en y ajoutant de l'eau peu à peu,
jusqu'à ce que l'on eût complété un demi-litre; on passa le tout
dans un tamis clair pour en séparer la cécatrieule (germe).

« Quelques cuillerées de ce liquide furent d'abord ingérées de
temps en temps, puis ensuite il en fut pris par demi-verres, et
les doses graduellement augmentées ne firent pas éprouver au
malade les sensations douloureuses qui résultaient de la digestion
pénible et imparfaite du lait.

« Au bout de trois jours, la quantité d'œufs pris ainsi en douze
heures put être portée à quatre, et quelques jours après à six.

« Les forces commencèrent à se rétablir sensiblement, et la
guérison complète, survenue peu de temps après, paraît être
due en grande partie à ce régime.

« Depuis que la connaissance de ces faits s'est un peu répandue,
un certain nombre de personnes auxquelles le lait était or-
donné, mais qui le digéraient mal, et dont quelques-unes même
se trouvaient forcées d'en interrompre l'usage fréquemment, ont
essayé les œufs battus dans l'eau, à froid, et édulcorés avec du
sucre; la plupart d'entre elles en ont éprouvé une très salutaire
influence. »

La carrière du professorat avait été d'abord ouverte à M. Payen par l'Athénée royal de Paris, dans cette chaire illustrée par les débuts scientifiques des Cuvier, Fourier, Robiquet, Dumas, ainsi que par les cours de plusieurs de nos célébrités littéraires.

Les conférences qu'il a tenues au milieu des notabilités réunies dans le cercle agricole de Paris ont montré qu'il était au niveau de plusieurs des grandes questions d'économie rurale.

En 1850, la position de M. Payen au milieu d'une population qu'il n'avait pas quittée depuis son enfance, qui connaissait par les plus fréquentes relations tous les faits relatifs à sa famille, à ses travaux, à ses propriétés foncières, une telle position le plaçait tellement en vue, que dès l'origine des événemens politiques, il fut naturellement appelé à diriger les mouvemens des hommes armés sur ce point; puis, désigné plus tard pour représenter, discuter et soutenir les droits de tout l'arrondissement, dans la distribution des secours, récompenses, indemnités et pensions aux combattans et aux blessés, ainsi qu'aux veuves, orphelins et ascendans des hommes tués dans les trois jours.

Nous citerons quelques épisodes curieux, relatifs à ces occupations d'un nouveau genre qui, saisissant à l'improviste tant d'individus, ont mis en relief le caractère et les dispositions personnelles de chacun d'eux.

Le 29 juillet, à cinq heures du matin, un équipage fuyant Paris renfermait trois personnes vêtues en ecclésiastiques, emportant avec elles des armes et une lourde caisse remplie d'argenterie et de bijoux.

Arrêtée sur la place du village de Grenelle, par les habitans armés, cette voiture fut conduite à la mairie de Vaugirard : des menaces avaient été proférées contre les trois ecclésiastiques, que l'on accusait de trahir les intérêts de la nation en passant avec des valeurs importantes à l'ennemi; on croyait même que parmi eux se trouvait un des ministres déguisé.

A la faveur de quelques instans d'hésitation et sous la protection du maire, ces personnes revêtirent à la hâte des habillemens séculiers et se dirigèrent par une porte dérobée vers la route et le pont de Grenelle. A leur arrivée près de ce pont, l'un de ces messieurs, dont les élégantes manières contrastaient beaucoup avec son bizarre accoutrement, se présentant à M. Payen, lui dit avec quelque émotion : Nous venons d'apprendre, monsieur, que vous commandez ici, et, sans vous connaître, nous présumons assez de votre générosité pour nous livrer à vous. On nous a pris sans doute pour des hommes politiques, nous avons été attaqués, et nous serions perdus si vous ne consentiez à nous cacher ici. Ces deux personnes m'accompagnaient, et je réclame pour elles aussi toute votre bienveillance; je suis le cardinal de Rohan.

Vous n'avez rien à craindre, répondit M. Payen, vous pouvez choisir chez moi un appartement sans cacher qui vous êtes.

Le cardinal insista beaucoup pour garder le plus strict incognito; mais bientôt, aux prévenances de son secrétaire et de l'autre ecclésiastique, aux épithètes de *monseigneur* plusieurs fois échappées à son domestique, le mystère fut dévoilé dans toute la maison et au dehors; cependant les ouvriers eux-mêmes, armés autour de lui, respectèrent son secret. M. le cardinal passa, avec une sécurité que ses craintes seules pouvaient troubler, sept jours dans l'asile dont il avait fait choix (1).

Le 29 quelques heures après que M. de Rohan eut quitté la mairie, des hommes en armes, trompés par les apparences, se réunirent en grand nombre et vinrent demander avec instances qu'on leur représentât les traîtres arrêtés et les pièces saisies en leur

(1) Au bout de ce temps M. de Rohan crut devoir se procurer les moyens de passer chez les Belges sous des habits de domestique. La révolution opérée dans le pays le détermina à se rendre en Suisse, où il ne resta pas long-temps à l'abri des influences qu'il redoutait, et qui le décidèrent à se fixer pendant quelque temps en Italie.

pouvoir: M. Payen, averti de cet événement, se hâta de monter à cheval, d'aller déclarer à la multitude que les personnes arrêtées étaient inoffensives; qu'au surplus les objets saisis étaient à la disposition du gouvernement provisoire, séant à l'Hôtel-de-Ville; les faits étaient exacts, on crut à la parole donnée, et le tumulte fut apaisé aussitôt.

L'élan spontané de la population avait investi M. Payen du commandement en 1850; les premières élections et toutes les élections subséquentes confirmèrent ce choix en l'appelant et le maintenant depuis capitaine en premier de la compagnie de la garde nationale de Grenelle.

Nommé successivement membre des commissions des secours provisoires, des récompenses nationales et de la souscription nationale et étrangère, M. Payen suivit avec activité les nombreux et fatigans travaux de ces trois assemblées, dans lesquelles il fut principalement chargé des intérêts des victimes que les journées de juillet avaient faites dans l'étendue de la sous-préfecture de Sceaux.

Élu en 1850 membre du conseil d'arrondissement, il fut depuis constamment réélu à ces fonctions honorifiques.

Une commission centrale ayant été instituée en 1852, pour distribuer des secours aux cholériques dans le même arrondissement, prescrire et faire, conjointement avec les maires des communes, exécuter diverses mesures de salubrité, M. Payen, membre de cette commission, fut aussi le secrétaire rapporteur de ses fréquentes séances.

Tant de fonctions toutes gratuites n'interrompirent jamais entièrement et suspendirent à peine ses travaux manufacturiers et scientifiques.

Il a en outre pris une part active à la rédaction de grands ouvrages sur les applications agricoles et industrielles, notamment dans la *nouvelle Maison rustique*, le *Dictionnaire technologique* et le *nouveau Diction-*

naire d'agriculture, tout en enrichissant les *Annales de chimie, d'agriculture, des sciences naturelles*, et plusieurs autres recueils, d'articles originaux. Tous les ouvrages récents d'agriculture ont accueilli ses indications théoriques et pratiques sur les engrais et sur les principales industries agricoles.

Nous devons ajouter que, voulant désormais consacrer tout son temps à la science, devenue chaque jour plus positive et plus attrayante pour lui, il a quitté en 1858 toute participation aux affaires commerciales, en cédant d'une manière irrévocable la propriété comme la gestion de ses manufactures.

Afin de puiser à des sources certaines nos documens sur les résultats qui marquent la carrière scientifique de M. Payen, nous les avons extraits d'une notice soumise dans une récente occasion au contrôle des juges compétens, et sur laquelle nos propres relations nous ont suffisamment édifiés. (1)

ARNAULT (LUCIEN-ÉMILE).

M. ARNAULT (*Lucien Emile*), né à Versailles, le 1^{er} octobre 1787, élève de Sainte-Barbe et du Prytanée militaire de Saint-Cyr, s'étant, d'après le vœu de son père, décidé à entrer dans la carrière civile, fit ses études de législation à l'École de droit de Paris. Surnuméraire à l'Intérieur en 1808, il fut nommé en 1809 auditeur au conseil d'état, et reçut pour le quartier général une mission qui le conduisit sur le champ de bataille de Wagram, où l'empereur lui confia une autre mission dans les provinces autrichiennes d'Italie.

En 1810, il fut nommé intendant de l'Istrie à Trieste, et conserva ces fonctions jusqu'en 1815, époque où il fut nommé sous-préfet de La Châtre, mais avec dispense

(1) Cette année M. Payen a eu l'honneur d'être porté en première ligne, *ex-æquo*, sur la liste de présentation à l'Institut avec M. Boussingault, qui a été élu.

d'aller occuper ce poste, jusqu'à promotion à une préfecture; aussi fut-il envoyé par l'impératrice régente à Dresde, où l'empereur le retint et lui confia durant le reste de la campagne de Saxe, différentes missions, par suite desquelles il se trouva successivement sur les champs de bataille de Dresde, de Leipsig et de Hanau.

Revenu en France, M. Lucien Arnault fut, en janvier 1814, adjoint à M. le sénateur Chasset, pour aller à Metz organiser, dans la troisième division militaire, des moyens de défense nationale. Enfermé dans cette ville qui fut bloquée pendant toute la campagne de France, il ne put en sortir qu'après la première abdication de l'empereur, et il se rendit alors à La Châtre, dont il fut sous-préfet, jusqu'en 1815, époque où l'empereur le nomma, le 21 mars, préfet de l'Ardèche. M. Arnault se mit de suite en route pour son nouveau poste; mais arrivé à Valence au moment où les volontaires royaux allaient l'occuper, il entra dans les rangs de la garde nationale de cette ville, marcha avec elle au pont de la Drôme, et participa, pendant dix jours, à tous ses mouvements. Installé dans la préfecture de l'Ardèche en avril, il y exerça les fonctions de préfet jusqu'à la seconde chute du gouvernement impérial.

Rentré dans la vie privée, tantôt à l'étranger, où il partagea l'exil de son père, tantôt en France, il se livra à la littérature. *Régulus, Pierre de Portugal, le dernier Jour de Tibère, les Etats de Blois, Gustave-Adolphe* (1), furent les ouvrages dramatiques qu'il fit représenter avec quelque succès sur la première scène française; *la Renommée, la Minerve, la Biographie des Contemporains, le Miroir*, etc., etc., sont les ouvrages en prose à la rédaction desquels il prit part.

A la révolution de 1830, il fut nommé préfet de Saône-et-Loire, fonctions qu'il exer-

ça jusqu'en janvier 1831, époque depuis laquelle il est préfet de la Meurthe.

LA COSTE DU VIVIER (baron DE).

Le baron DE LA COSTE DU VIVIER, fils d'un lieutenant-général, entra de bonne heure dans la carrière militaire, et fit, en qualité de lieutenant d'artillerie à cheval, la campagne de 1812 en Russie.

Devenu capitaine en 1815, il fut choisi pour aide-de-camp par le général Drouot, et depuis cette époque, assista près de lui à toutes les batailles des dernières années de l'empire. Nommé chef d'escadron pendant les Cent-Jours, il fut ensuite privé par la Restauration de ce grade, qui ne lui fut rendu qu'à la révolution de 1830. Il a été nommé depuis lieutenant-colonel en 1835 et colonel en 1838.

Élu député par le deuxième collège électoral de la Meurthe, au mois de mai 1835, M. Lacoste fut réélu aux élections générales de 1834, de 1837 et de 1839; et deux autres fois, au commencement de 1836 et à la fin de 1838, par suite de changement de grade. Son vote a été généralement acquis aux divers ministères qui se sont succédé. Il a pris peu de part aux discussions de la Chambre, si ce n'est en 1838, pour appuyer la loi des armes spéciales, et dans la même année, ainsi qu'en 1839, pour combattre le système et les détails de la loi proposée par le gouvernement, relativement à l'état major-général de l'armée.

CHABAUD-LA-TOUR (FRANÇOIS-HENRI-ERNEST).

M. DE CHABAUD-LA-TOUR (*François-Henri-Ernest*), né à Nîmes, le 25 janvier 1804, est fils du baron de Chabaud-La-Tour, qui, pendant près de quarante années a été presque constamment l'un des représentans du département du Gard.

Entré à l'École polytechnique en 1820,

(1) On lui a long-temps attribué la tragédie de *Pertinax*, l'une des plus faibles productions de son père.

admis en 1822, avec le n° 1 de la promotion, dans l'arme d'ingénieur militaire, où son grand-père était mort colonel; nommé capitaine en 1827, M. de Chabaud-La-Tour fut envoyé en Russie avec quelques officiers de son arme pour y faire en 1829 la deuxième campagne de Turquie. La chute du ministère Martignac fit changer les instructions données à ces officiers, qui durent rentrer en France après avoir visité les principaux établissements militaires de la Russie.

M. de Chabaud-La-Tour partit peu de temps après son retour, au mois de mai 1830, pour l'expédition d'Afrique, où il fut employé auprès du général Valazé à l'état-major d'ingénieur. Il reçut la croix de la Légion d'Honneur après la prise d'Alger. Rentré en France, il fut employé aux travaux de défense de Paris, et fut appelé, en 1852, auprès du duc d'Orléans, dont il est depuis l'un des officiers. C'est en cette qualité qu'il a fait avec le prince royal le siège d'Anvers et l'expédition de Mascara.

M. de Chabaud-La-Tour a été nommé au grade de chef de bataillon en 1857. Il était alors le 124^e capitaine de son arme. Appelé peu de temps après à la Chambre des députés par les suffrages des électeurs de l'arrondissement de Vigan (Gard), M. de Chabaud-La-Tour a été réélu à une forte majorité en 1859. Il a été chargé, dans la session de 1858, du rapport du chemin de fer de Nîmes à Montpellier. Il a prononcé dans celle de 1859 une opinion en faveur de l'augmentation de la solde du grade de capitaine. L'on conçoit que, vu sa position spéciale, son vote ne peut être jamais contraire aux volontés du château. A nos yeux, les électeurs qui donnent mandat à de tels députés sont encore plus responsables des votes de complaisance qu'obtient le pouvoir que ces députés eux-mêmes.

MÉRAT (FRANÇOIS-VICTOR).

Nous l'avons déjà dit : Pendant vingt ans

tous les hommes de cœur, d'intelligence et d'énergie, qui s'étaient livrés à l'étude de l'art de guérir, s'élançèrent sur les champs de bataille, et se vouèrent au noble et religieux métier de porter secours et soulagement aux braves qui, au péril de leur vie et au prix de leur sang, élevèrent si haut l'honneur du nom français. Pendant ce temps, dans l'exercice de la médecine pratique, il se créa quelques célébrités dont le brillant éclat fut terni du jour où la paix eut rendu à la pratique civile les vraies, notabilités de la science.

M. Méral doit, à notre avis, être aussi au nombre de ces célébrités qui n'ont eu qu'un jour, de ces célébrités pour qui la paix fut un fléau. Né à Paris, le 16 juillet 1780, il se livra d'abord à l'étude de la chimie et de la botanique, et remporta, en 1800, le premier prix de botanique à l'École de pharmacie de Paris; il devint ensuite élève de Corvisart, et fut reçu docteur en médecine en 1805. Deux ans après, il fut nommé chef de clinique interne à la Faculté de médecine. Cette place, qu'il occupa pendant dix ans, lui fournit de nombreuses occasions d'étudier l'anatomie pathologique, et lui fit diriger spécialement ses études vers cette partie, alors peu cultivée, de l'art médical. M. Méral fut en outre, en 1808, attaché à l'infirmerie de la maison civile de l'empereur, et en 1811 fut du nombre des médecins que les tribunaux de Paris désignèrent comme jurés pour faire en justice les rapports de médecine légale.

Dès son début dans la carrière, M. Méral a publié :

1^o *Dissertation sur la colique métallique*, Paris, 1805, in-4^o : thèse inaugurale. Avant la publication de cet ouvrage, le traitement dit de la *Charité* n'était guère connu et employé que dans cette maison : aujourd'hui il est usité dans presque tous les hospices de la capitale.

2^o *Nouvelle Flore des environs de Paris*. Paris, 1812, in-8^o, 2^e édit. 1821, 2 vol. in-18. Dans la première édition de cet ouvrage,

dit un critique impartial et érudit, M. Mérat, cédant à la manie d'innover, malheureusement trop commune parmi les botanistes, avait bouleversé beaucoup de genres, admis comme genres plusieurs espèces, et comme espèces un grand nombre de variétés insignifiantes. Il y faisait entrer aussi plusieurs plantes exotiques qui ne se trouvent qu'accidentellement dans les environs de Paris, ainsi que quelques espèces prétendues nouvelles, et qu'il a été impossible de retrouver après lui. M. Mérat, cédant à d'utiles conseils, a reconnu plus tard les inconvénients de cette manière de procéder, qui ne tendrait à rien moins qu'à replonger la science dans le chaos d'où l'avait retirée Linné; et dans la seconde édition il a rétabli le désordre qu'il avait apporté dans la première. Le second volume est consacré aux cryptogames; malheureusement M. Mérat n'a guère que reproduit la cryptogamie de la *Flore française*: on y trouve du moins très peu d'observations qui lui appartiennent.

5° *Traité de la colique métallique*. Paris, 1812, in-8°. Cet ouvrage n'est autre chose qu'une nouvelle édition de la thèse de l'auteur, refondue et augmentée de recherches diverses et de quelques faits nouveaux. On trouve à la suite un *Mémoire sur le tremblement des doreurs sur métaux*, déjà publié dans le *Journal de médecine*.

4° *Elémens de botanique*, 1812, in-8°. Cet ouvrage, dit le critique dont nous avons déjà emprunté les opinions, renferme le cours de botanique que M. Desfontaines fait chaque année au Jardin du Roi.

5° *Recueil de plantes d'ornement*, 1824, in-folio. (Anonyme).

6° *Du Tœnia et de sa cure radicale*, 1829, in-8°.

7° En société de M. de Lens, *Dictionnaire universel de matière médicale et de thérapeutique générale*; 6 vol. in-8°, 1829-34. Cet ouvrage est généralement attribué à M. de Lens.

8° *Manuel des eaux minérales du Mont-d'Or* (1858).

M. Mérat est éditeur de la 2^e édition du *Cours élémentaire de pharmacie chimique* de Simon Morelet, Paris, 1814; 5 vol. in-8°, qu'il a augmenté de notes et de formules nouvelles. Il a dirigé le *Journal de Médecine* pendant les années 1810 et 1811; fourni quelques articles au *Dictionnaire des sciences médicales*, et rédigé le *Bulletin de la Société de la Faculté*, de 1806 à 1810.

M. Mérat, comme MM. Richerand, Marjolin, Barbier, etc., etc., a eu une vieillesse précoce. Il est trésorier de l'Académie royale de Médecine, membre de la Légion-d'Honneur et de l'ordre du Christ de Portugal.

TALANDIER (MARIE-CLAUDE-FÉLIX).

Les débats du procès de Strabourg ont donné du retentissement au nom de M. Talandier. Dans la Notice relative à M. le colonel Vaudrey, nous avons fait ressortir les faits acquis au procès; et, sobres de toute réflexion, nous avons emprunté à l'*Observateur des tribunaux* le compte-rendu des débats judiciaires. C'est avec la même franchise que nous accueillons aujourd'hui la lettre suivante, que nous adresse M. Talandier, dont nous aimons à reconnaître les loyaux services et les patriotiques sentimens.

Dijon, 31 mai 1839.

A MM. les rédacteurs de la BIOGRAPHIE DES HOMMES DU JOUR.

« MESSIEURS,

« Ayant appris que vous vous occupiez de faire la Biographie de tous les colonels de l'armée, et un de mes amis m'ayant rapporté qu'à l'article qui concerne le colonel Vaudrey (page 102, vol. III, 1^{re} part.), il était démenti un fait que j'ai avancé lors des débats, parce qu'il était religieusement vrai, je vous prie de regarder la lettre que j'ai l'honneur de vous écrire comme la protestation la plus formelle contre tout ce qui ne s'accorderait pas avec la déposition que j'ai faite devant les tribunaux: je la maintiens, à la face du monde entier, dans toute son intégrité.

« Le colonel Vaudrey a pu dire pour sa défense tout ce qu'il croyait nécessaire; mais moi qui n'avais et qui n'ai aucun intérêt à déguiser la vérité, je déclare de nouveau que je ne l'ai arrêté qu'en le saisissant d'abord par le collet de son habit, et par le bras ensuite, de même qu'en le tenant, j'ai été saisi moi-même par ses canonniers qui, la pointe de leurs sabres tournée vers ma figure, me menaçaient de me tuer s'il était fait du mal à leur colonel.

« Il serait absurde de vouloir faire croire qu'on pût arrêter quelqu'un sans le saisir quelque part. J'ai tenu le colonel Vaudrey jusqu'au moment où il s'est rendu volontairement à moi, et lorsqu'il a vu, sans doute, que j'allais en finir en donnant l'ordre de le tuer, ordre que j'aurais donné malgré la conviction que

j'allais être tué moi-même, sentant bien que je ne pouvais plus temporiser.

« Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de ma considération très distinguée.

« Le colonel du 18^e de ligne.

« TALANDIER. »

Nous reviendrons à cette lettre et au fait qui l'a motivée en leur lieu ; mais avant nous devons faire connaître le colonel Talandier.

M. *Marie-Claude-Félix* TALANDIER, né à Limoges le 26 juin 1790, fut élevé au lycée de cette ville ; il en sortit pour entrer à l'École militaire de Saint-Cyr, en 1809. L'année suivante il passa en qualité de sous-lieutenant dans le 4^e régiment d'infanterie légère, et fit les campagnes de 1810 et 1811 à l'armée de Portugal ; puis celle de 1812 et 1813 en Espagne, où il gagna sur le champ de bataille l'épaulette de lieutenant. Blessé d'un coup de sabre à l'affaire de Vittoria (21 juin 1813), il fut promu au grade de capitaine adjudant-major, et mérita par sa belle conduite sous les murs de Bayonne (15 décembre 1813) d'être mis à l'ordre du jour de son régiment. Il fut dans cette circonstance proposé pour la Légion d'Honneur, mais sa promotion n'eut lieu que le 5 octobre 1814.

En 1815, M. Talandier se trouva à l'affaire de Fleurus (15 juin), où deux officiers et cinquante hommes de sa compagnie restèrent sur le champ de bataille ; lui-même fut atteint d'une balle au bras gauche, mais ne voulut point se rendre à l'ambulance, et trois jours plus tard se trouvait à Waterloo où il fut atteint d'un biscaïen à la cuisse. Il fut enlevé du champ de bataille par un chasseur à cheval de la vieille garde qui, ayant tué un officier de cavalerie anglais, s'empara de son cheval, sur lequel il parvint à placer le capitaine Talandier.

Après le licenciement de l'armée de la Loire, M. Talandier, quoique non encore remis de sa blessure, fut incorporé dans la légion de la Haute-Vienne, d'où il passa douze ans plus tard (1827) dans le 9^e de ligne avec le grade de chef de bataillon.

En juillet 1830 M. Talandier se trouvait avec son bataillon sur les montagnes des Pyrénées, en avant de Saint-Jean-Pied-de-Port, faisant la guerre aux bergers espagnols qui enlevaient à cette époque, à main armée, nos troupeaux qui, paissant sur la frontière, se trouvaient parfois sur des terrains contestés.

Saint-Jean-Pied-de-Port étant devenu en 1830 un point très important, à cause de sa proximité de la frontière, le général Peyris, envoyé à Bayonne par le lieutenant-général Lamarque, chargea M. Talandier du commandement de la citadelle de cette ville qui se trouvait entre les mains de M. le chevalier de Villèle, lieutenant-colonel et parent du ministre. M. Talandier conserva ce commandement jusqu'à l'époque où son régiment, qui était en garnison à Bayonne, reçut l'ordre d'aller tenir garnison à Bordeaux.

En 1832, se trouvant en garnison à Angoulême avec le bataillon qu'il commandait alors, M. Talandier sauva la vie à deux officiers vendéens qui, jugés par la cour d'assises, furent acquittés. Le peuple, et surtout les habitants de la campagne qui étaient venus ce jour-là en grand nombre à Angoulême pour assister à ce procès, et y dicter en quelque sorte un jugement de mort, furieux de cet acquittement, firent tout ce qu'ils purent pour s'emparer de ces deux officiers.

Au nombre de cinq ou six mille ils assiégèrent le Palais-de-Justice et en enfoncèrent les portes avec de longues pontres dont ils se servirent comme de béliers. M. Talandier eut à lutter avec son seul bataillon contre tous les assaillans, depuis sept heures du matin jusqu'à onze heures du soir, après avoir été abandonné de toutes les autorités et de la garde nationale (1).

M. Talandier eut dans cette journée plusieurs hommes de blessés, et le fut lui-même

(1) Ce fait fut consigné dans tous les journaux du temps, et prouve à quel point d'exagération étaient portées contre les nouveaux chouans, non seulement les populations des villes et des campagnes, mais encore toute la bourgeoisie.

à la tête, d'un coup de pierre ; il eut en outre une soixantaine d'armes de brisées dans son bataillon. Le préfet qui était absent arriva le lendemain, et, après avoir pris connaissance de ce qui s'était passé, fit mettre sous les armes la garde nationale et le bataillon de ligne, et en présence de la majeure partie de la population, donna à la conduite du commandant Talandier et à celle de ses soldats les éloges les mieux mérités.

En 1854, étant en garnison à Orléans, M. Talandier fut commandé, quoique ce ne fût pas son tour, à marcher, pour se rendre *en toute hâte* à Chartres où avait eu lieu une émeute, dans laquelle le général qui commandait le département avait été blessé. M. Talandier partit à neuf heures du soir avec un bataillon de huit cents hommes, et fit trois étapes consécutives sans s'arrêter et *sans laisser un seul homme en arrière* (1).

Lors de l'événement arrivé le 50 octobre 1856 à Strasbourg, M. Talandier commandait provisoirement, comme lieutenant-colonel du 46^e, la place de Strasbourg en remplacement de son frère colonel qui se trouvait alors en permission. Il fut prévenu ce jour-là, vers les sept heures du matin, qu'il y avait une révolte dans la ville, et qu'on proclamait le prince NAPOLEON LOUIS. Il se rendit à la course à la caserne de *Finkmatt* qu'occupait son régiment, et vers laquelle les partisans du prince s'étaient dirigés. Il y trouva des détachemens du 4^e d'artillerie sabre en main et la carabine chargée, ayant leur colonel en tête, et tous criant : *Vive l'empereur !* en excitant les soldats du 46^e à en faire autant.

Les soldats du 46^e, indécis, ne savaient ce qu'ils devaient faire, et semblaient attendre la présence de leurs chefs.

A la vue du lieutenant-colonel Talandier, ils se rallièrent à lui ; il les harangua, leur

dit *qu'on les trompait*, qu'ils avaient devant eux des traîtres, et leur fit croiser la baïonnette contre les détachemens d'artillerie, en les engageant à crier *vive le roi !* L'indécision dans laquelle ils avaient été jusqu'alors, plusieurs d'entre eux s'étant même mis du côté des partisans du prince, cessa bientôt. Ils répondirent aux cris de *vive l'empereur !* par les cris de *vive le roi !* et dès ce moment commença la lutte qui ne se termina que par l'arrestation du prince et de ses principaux officiers.

Une première fois dans cette lutte M. Talandier voulut essayer d'arrêter le colonel Vaudrey, mais celui-ci étant défendu avec beaucoup de dévouement par ses canonniers, M. Talandier dut y renoncer pour le moment.

Après avoir dit qu'il ne se rendrait pas, le colonel Vaudrey pria cependant M. Talandier de sauver la vie du prince, qui était adossé au rempart derrière les chevaux des canonniers. Alors, se retournant vers ses soldats, le lieutenant-colonel donna l'ordre d'arrêter le prince en le leur montrant ; il donna également cet ordre à un adjudant qui se trouvait là, et le prince fut saisi par ce dernier après une lutte assez courte. Les autres officiers auteurs de la tentative furent arrêtés de la même manière.

Toutefois, tant que le colonel Vaudrey n'était pas encore rendu, M. Talandier sentait que rien n'était terminé. Le peuple qui grossissait à chaque instant encourageait les canonniers du haut du rempart et prenait fait et cause pour eux. M. Talandier redoubla d'efforts pour en finir. Un sergent-major ayant apporté un paquet de cartouches, il le fit distribuer de suite à des soldats qui chargèrent précipitamment leurs armes et firent feu, à son commandement, sur le peuple qui, dominant la cour de la caserne, assommait la ligne à coups de pierre en criant *Vive l'empereur !*

Ces coups de fusils, qui heureusement n'atteignirent personne, suffirent néan-

(1) Ce fait, en apparence sans grande importance, est cependant une des preuves les plus convaincantes de l'ascendant de M. Talandier sur ses soldats, et sera apprécié comme il le mérite par tous les militaires.

moins pour dissiper l'attroupement. Il y eut un moment de stupeur générale, M. Talandier en profita aussitôt pour saisir le colonel Vaudrey qui se rendit à lui.

M. Talandier le conduisit dans la caserne, mais avant de le faire entrer, il lui dit : *Colonel, vous voyez que rien désormais ne pourrait tenter la fidélité de nos soldats; ainsi, pour éviter une effusion de sang inutile, ordonnez à vos canonniers de se retirer.* Le colonel Vaudrey se retourna aussitôt et dit à ses soldats : *Canonniers, je vous remercie de votre dévouement, mais il me devient inutile maintenant, vous pouvez vous retirer.* Cet ordre reçut une entière exécution.

Quels furent les détails et les circonstances de cette lutte entre MM. Vaudrey et Talandier (1), nous l'ignorons. Dans la notice consacrée au colonel Vaudrey nous avons admis les dépositions qui acquièrent force aux débats criminels; nous les avons admises en répétant les paroles de M. Ferdinand Barrot à M. Talandier : *Je ne sais à quel point votre honneur peut être compromis par les NÉCESSITÉS d'un débat criminel.* Aujourd'hui nous nous faisons un devoir d'accueillir la réclamation de M. Talandier.

Le lecteur impartial appréciera.

Au milieu de cette lutte générale, une lutte particulière avait eu lieu; le commandant Parquin s'était vu arracher par le lieutenant-colonel Talandier les insignes de lieutenant-général dont il s'était revêtu. Ce fait, acquis au procès, donna lieu plus tard à une rencontre, dans laquelle le commandant Parquin fut atteint d'un coup d'épée. Le combat cessa sur sa déclaration qu'il tenait M. Talandier pour un homme d'honneur.

M. Talandier a été nommé colonel du 18^e de ligne, le 5 novembre 1856.

NAUDO (PAUL).

M. Paul NAUDO, évêque actuel de Nevers, est né, le 22 octobre 1794, aux Angles (Pyrénées-Orientales), d'une famille originaire d'Espagne, où son bisaïeul avait appartenu à la haute noblesse, au titre de duc de Vène.

Dès son plus bas âge, M. Paul Naudou fut destiné à l'état ecclésiastique. Il fit ses études, avec les plus brillants succès, dans l'un des collèges du département de l'Aude et au grand séminaire de Carcassonne, où il demeura en qualité de professeur après avoir été ordonné prêtre en 1818. Plus tard (1824), il rentra dans son diocèse, et prit la direction du grand séminaire de Perpignan, où il continua de professer les hautes sciences (la philosophie, la théologie dogmatique et morale, la physique et l'astronomie) pendant dix ans.

Au commencement de 1820, M. Naudou avait été nommé chanoine honoraire de la cathédrale de Carcassonne. Il fut successivement à Perpignan chanoine titulaire, grand-vicaire honoraire et vicaire-général titulaire.

Nommé, en 1854, à l'évêché de Nevers, M. Naudou a su, dans le diocèse dont la direction lui était confiée, se concilier l'estime et l'affection des hommes de tous les partis. Aussi, grâce à cette popularité dont il jouit, a-t-il pu en avril 1857 empêcher une collision terrible entre un bataillon d'infanterie et huit escadrons de cavalerie d'un côté, et quelques milliers d'ouvriers floteurs et de paysans de l'autre. M. Naudou se rendit à Clamecy, où l'émeute avait déjà éclaté par deux fois, et, au péril de sa propre vie, fit agréer son intervention et accomplit sa mission d'union et de paix; il ne fut pas moins heureux aux élections de 1858 en s'interposant entre un électeur et le préfet de la Nièvre, M. Badouix (voir sa notice), qui avait reçu publiquement cette injure

(1) Nous avons rétabli dans cette notice l'orthographe du nom de M. Talandier, tronqué dans la notice Vaudrey, d'après les journaux et les comptes-rendus du procès.

pour laquelle Louis XIII avait prescrit la peine du talion, en présence de témoins, après un an de prison.

Obéissant plutôt à l'inflexible point d'honneur qu'aux lois de l'Évangile, M. Badouix ne tendit pas l'autre joue, et un duel allait s'ensuivre, lorsque M. Naudo, par son entremise de conciliation, parvint à empêcher toute effusion de sang.

C'est par de pareils actes, en demeurant étranger aux agitations politiques et en étant vraiment l'apôtre évangélique, que M. Naudo a su se concilier l'estime et l'affection de tous; aussi chaque année, depuis quatre ans, le conseil général de la Nièvre lui adresse-t-il des votes de remerciement.

MAREY (STANISLAS).

L'illustre Monge qui fut membre de l'Institut, fondateur de l'École polytechnique, ministre de la marine et président du sénat, eut deux filles, dont l'aînée épousa M. Marey, député de la Côte-d'Or, membre de la Convention et père de celui dont nous allons tracer la notice biographique.

Le grand-père paternel du colonel Marey était un riche négociant de Nuits (Côte-d'Or) qui laissa deux fils; l'aîné émigra, le cadet fut rappelé de la Norvège, où il faisait un voyage d'instruction, pour siéger à la Convention. Il s'y distingua par sa modération, autant que par son courage, vota contre la mort de Louis XVI, conserva plus tard la pureté de ses principes républicains, protesta contre l'élection de l'empereur, n'accepta sous l'empire aucune fonction, ne s'occupa que d'intérêts agricoles, et mourut en 1818, laissant une grande fortune à sept enfans dont l'aîné est le colonel Marey.

M. MAREY (*Stanislas*) naquit à Nuits, le 17 mars 1796. La position de Monge, qui était en quelque sorte l'ami de Napoléon, lui présageait une carrière brillante; le titre de comte de Péluse et le majorat considérable qui y était attaché lui eussent été trans-

mis par son grand-père, dont il était l'aîné des petits-fils, si les principes de son père ne s'y fussent opposés. Il entra en 1814 à l'École polytechnique, et prit part avec elle à la défense de Paris, en 1815.

A la deuxième rentrée des Bourbons, les élèves de l'École polytechnique, qu'animait un esprit peu en harmonie avec les idées de la Restauration, furent licenciés à la suite d'un acte d'insubordination générale, qui avait pour but le renvoi d'un répétiteur.

En 1817, les élèves licenciés furent admis à passer des examens sur le cours complet des deux années pour entrer dans les services publics. A la suite de ces examens, M. Stanislas Marey fut nommé (1^{er} octobre 1817) élève sous-lieutenant à l'École d'artillerie et du génie, et classé le premier de sa promotion pour l'arme de l'artillerie qu'il avait choisie. Il en sortit le 19 janvier 1820, encore le premier de sa promotion, et fut placé comme lieutenant en second dans le 5^e régiment d'artillerie à cheval. Il passa lieutenant en premier dans le 1^{er} régiment d'artillerie à cheval, le 24 juillet 1824, y devint capitaine adjudant-major le 26 février 1826, et y resta jusqu'à la réorganisation de l'artillerie en 1829. Il fut alors placé comme adjudant-major dans le 2^e régiment.

Il se livra, depuis sa sortie de l'école jusqu'en 1850, à diverses recherches relatives à son arme, et se fit connaître avantageusement par des mémoires (1) qui fixèrent l'attention du comité d'artillerie.

(1) 1^o MÉMOIRE sur les moyens de fonder les balles de plomb sans vide intérieur.

Le comité d'artillerie avait indiqué comme une question importante et non résolue, d'empêcher le vide intérieur qui existe dans les balles de plomb, qui, étant excentrique, tend à diminuer la justesse du tir, et qui par l'amointrissement du poids fait perdre de la portée. Plusieurs essais infructueux avaient été faits. Le mémoire du colonel Marey indique la cause de ce vide, qui tient à la diminution du volume du plomb en se solidifiant, et à ce que la forme des moules ordinaires fait que la différence du volume du plomb liquide au plomb refroidi doit se manifester entièrement, attendu que la surface extérieure se solidifie entièrement de suite, puis le moyen de transformer ce vide intérieur en une dépression sur la partie supérieure du jet, en faisant en sorte que celui-ci et la partie adjacente de la balle se refroidissent en dernier lieu; alors le plomb du jet s'introduit dans la balle et comble le déficit produit par le refroidissement. Des moules pour une balle et pour dix balles étaient joints à ce mémoire; ils comportaient une grande épaisseur de métal par le bas, une

En 1850, le capitaine Marey fut attaché à l'état-major du général de La Hitte, commandant l'artillerie de l'expédition d'Alger.

masselotte de plomb fondu dans le haut. Les balles qu'ils produisaient étaient sans vide.

2^e MÉMOIRE sur une fronde-mécanique à jet continu de balles.

A ce mémoire était jointe la machine exécutée en bois. Les balles sont introduites dans une trémie, elles arrivent au centre d'une roue verticale animée d'un mouvement de rotation rapide; elles suivent par la force centrifuge un canal en spirale compris dans la roue et qui les amène à la circonférence; là elles sont reçues dans un autre canal fixe entourant la roue, et elles sont forcées de suivre le mouvement de rotation de celle-ci, jusqu'à ce qu'elles arrivent à une ouverture où le canal circulaire se prolonge suivant la tangente. Les balles introduites dans la trémie s'échappent par cette ouverture. Dans la machine présentée, la même trémie faisait parvenir les balles dans deux canaux en spirale, compris dans la même roue, et de là dans le même canal fixe circulaire, d'où elles étaient projetées avec une vitesse de cent cinquante pieds. Il est facile d'obtenir des vitesses beaucoup supérieures. Des calculs font voir que sept hommes employés à la machine peuvent lancer ainsi quinze mille balles en une heure avec des vitesses de cinq cents pieds.

3^e Projet d'application de télégraphes portatifs aux opérations militaires.

L'auteur indique comme devant être d'une très grande importance des compagnies de télégraphiers munis de télégraphes portatifs, au moyen desquels dans les armées et surtout dans les moments décisifs des batailles, la communication des différents corps avec le général en chef se ferait sans aucune perte de temps, tandis qu'il faut souvent plus d'une heure pour transmettre des ordres et des renseignements du centre aux extrémités, ou réciproquement.

4^e Projets de ratelier d'armes triples, quadruples et quintuples.

Ce travail a pour but de résoudre la question de placer le plus de fusils possible dans un même espace d'une salle d'armes.

5^e Projet de remplacement des caissons par deux avant-trains chargés de coffres.

Ce mémoire indique pour continuer le système adopté dans l'artillerie, de simplifier, de réduire le nombre des pièces différentes du matériel; au lieu d'avoir pour le service d'une pièce de canon attelée, l'affût, un avant-train pour l'affût, un second pour le caisson, un arrière-train de caisson, on pourrait supprimer ce dernier et le remplacer par deux avant-trains chargés de coffres. Alors il n'y aurait plus que l'affût et plusieurs avant-trains tout semblables. Comme avantages accessoires de ce système, on pourrait placer les conducteurs de ces avant-trains sur les affûts et non plus sur les chevaux, ce qui donnerait une économie de près d'un quart dans l'emploi de la force des chevaux de trait. Il est à remarquer que l'usage de ne plus laisser à cheval le conducteur, presque général en Angleterre, dans les messageries, a été adopté en France depuis peu, et passera probablement avec le temps des entreprises particulières aux administrations du gouvernement. Déjà les malles-postes en ont fait l'application.

6^e MÉMOIRE sur cette question proposée par le comité d'artillerie en 1825. — Trouver un instrument ou un système d'instruments et de procédés propres à constater avec précision la coïncidence et la rectitude des axes des surfaces intérieures et extérieures des bouches à feu. — La solution, fondée sur une théorie développée et des instruments très simples, présente des résultats qui peuvent être d'une application facile.

7^e MÉMOIRE sur cet autre sujet proposé par le comité d'artillerie en 1825. — Indiquer dans quel cas le tir à ricochet doit être préféré au tir de plein fouet, et le ricochet mau au ricochet tendu; le programme des expériences à faire pour résoudre ces questions ou en compléter la solution, et les moyens les plus simples d'améliorer l'état de l'instruction relativement au tir à ricochet. — L'auteur indique les causes du ricochet, en déduit des conséquences d'applications utiles à la guerre; il indique les moyens d'améliorer l'instruction en ce qui concerne l'art de pointer tant pour l'artillerie que pour l'infanterie, et des solutions aux différentes questions du programme.

8^e MÉMOIRE sur l'uniforme des officiers d'artillerie à cheval. — Ce travail a pour but de montrer qu'il y a économie à laisser aux officiers seulement la grande tenue, celle qui est la plus chère, au lieu d'avoir celle-ci et une petite tenue moins chère.

9^e MÉMOIRE sur quelques améliorations aux armes à feu portatives. — L'auteur présente un nouveau modèle de baïonnette qui peut servir commodément d'arme de main, sans s'écar-

ter beaucoup de la forme ordinaire. Il étudie les moyens de bien diriger l'arme dans le tir et propose des mires, ainsi que des dispositions simples qui ajoutent beaucoup de facilités pour le viser.

10^e MÉMOIRE sur l'amélioration de la race des chevaux en France. — L'auteur propose, au lieu du système qui consiste à avoir dans les établissements du gouvernement un nombre restreint d'étalons, de multiplier ceux-ci en les vendant aux particuliers, et avec l'argent qui en résulte ainsi qu'avec celui de l'administration diminuée et des établissements vendus aussi, d'acheter une grande quantité d'étalons très beaux qui, vendus encore, donneraient lieu à de nouveaux achats et ainsi de suite. La France recevrait ainsi un très grand nombre des plus beaux chevaux du monde, qui, placés chez des particuliers et par suite des dispositions de la vente, serviraient à la reproduction.

11^e MÉMOIRE 1^o sur quelques effets d'optique qui ont de l'influence sur la manière de diriger les armes à feu;

2^o Sur quelques hausses;

3^o Sur les moyens de donner aux pièces plusieurs buts en blanc et de pointer directement aux distances rapprochées.

L'auteur expose ses recherches sur ce qui fait bien ou mal voir dans l'action de viser, ainsi que les principes géométriques des appareils destinés à diriger les armes dans le tir; il discute les qualités des moyens en usage, et propose trente-cinq hausses nouvelles, puis des formes particulières à donner aux pièces pour faciliter le viser.

12^e MÉMOIRE sur l'amusette du maréchal de Saxe et son emploi à la guerre en appliquant à cette arme les perfectionnements modernes.

La proposition développée a pour but d'ajouter aux pièces d'artillerie en usage un fusil de six pieds de canon, dont la balle en plomb pèserait une demi-livre, et qui serait porté sur un affût. Des calculs tendent à prouver que cette arme donne aux hommes, aux chevaux, à l'argent, au temps employés à la servir, quinze fois plus de résultats en ennemis atteints qu'aucune autre pièce.

à des militaires jeunes et vigoureux ; les commandans de ces corps trouvèrent un grand nombre d'officiers, de sous-officiers et soldats, qui demandèrent à s'inscrire : ils purent ainsi former des cadres excellens où les indigènes vinrent s'enrôler. Voici comment s'exprime à cet égard le maréchal Clauzel dans la première brochure qu'il a publiée sur Alger. (*Observations du général Clauzel sur quelques actes de son gouvernement à Alger*. Paris, 1851.)

« Occupé comme je l'étais, depuis mon arrivée à Alger, de l'idée première de faire jouir la France du plus précieux avantage qu'elle eût à recueillir de sa conquête, j'avais travaillé sans relâche à coloniser ce beau pays, si près de nous ; assurer aussi la conservation des points si importants qu'il offre sur la Méditerranée devait être l'objet de mes sollicitudes.

« Je recherchais avec soin, pour les employer sans retard, tous les moyens les plus propres à amener de tels résultats.

« La formation d'un corps de naturels du pays et celle d'une garde urbaine me parurent d'une utilité incontestable. C'était un moyen de remplacer une partie des troupes que je voulais rendre à la France. J'entrevis aussi, dans cette double formation, une des causes qui devaient produire peu à peu une espèce de fusion entre les indigènes et les Européens, et conduire les premiers à une participation à nos usages, à notre manière de vivre, à nos habitudes d'hygiène dont ils ne devaient pas tarder à reconnaître la supériorité ; et enfin, comme conséquence toute simple, malgré la différence de religion, produire plus de sympathie.

« Il était évident que, pour des populations chez lesquelles les habitudes militaires étaient le plus en honneur, les institutions qui s'y rattachaient tendaient vers mon but et présentaient des chances de succès. Je ne me dissimulai pourtant pas les difficultés qu'il faudrait surmonter dans l'exécution de ce projet.

« La nécessité d'encadrer dans des compagnies les hommes ou, pour mieux dire, les barbares de ce pays, en leur donnant pour chefs des Français ignorant la langue arabe, ce qui devait rendre l'émission et l'exécution des ordres très difficile et très pénible ; celle de recruter et d'attacher au drapeau ces nouveaux soldats, de les assujettir à une règle et à une discipline mixtes, dont on ne pouvait espérer la perfectionnement qu'avec le temps, étaient bien de nature à fixer mon attention.

« Je dus faire un choix scrupuleux des sujets destinés à seconder mes desseins. Il fallait des gens de caractère, propres à braver les dangers sans manquer de prudence pour les prévenir, des hommes patients et fermes, tout à la fois capables et déterminés. Sur les nombreuses listes qui me furent soumises, je pris ce qu'il y avait de préférable. Trois officiers principaux, que j'ai placés à la tête des Zouaves, ont été pris dans les armées spéciales. Plus tard j'ai eu lieu de m'applaudir des choix que j'avais faits. (1)

« Je ne crus pas devoir encourager les travaux de ces officiers et la mission pénible dont je les chargeais par un supplément de solde, ainsi qu'on l'a quelquefois pratiqué : l'argent n'est point une récompense estimée dans l'armée française. Je pensai qu'il en était une plus digne d'eux, et qu'il valait mieux stimuler leur amour-propre et encourager leur ambition. Je décidai leur nomination au grade immédiatement supérieur, et je fixai à deux ans au moins, pour légitimer cet avancement, la durée de ces nouveaux services.

« Un bataillon fut d'abord formé sous le nom de premier bataillon des Zouaves. Ce corps marcha plus tard à l'expédition de Médéah, où il se conduisit très bien. Un second bataillon et un escadron de chasseurs, dits algériens, furent organisés immédiatement après.

« Je ne fus point assez heureux pour voir approuver, sur tous ces points, une organisation qui avait coûté tant de peines, et qui nous offrait déjà des garanties de succès. La nomination au grade supérieur que j'avais accordée aux officiers des Zouaves, et leur remplacement dans les corps auxquels ils appartenaient, furent long-temps refusés par le ministre de la guerre, qui ne les accorda que sur de longues et pénibles instances. »

Le chef d'escadron Marey prit part à la première expédition de Médéah sous les ordres du général en chef Clauzel, en 1850 ; plusieurs des prisonniers turcs qu'on en ramena furent incorporés dans les chasseurs algériens, qui atteignirent bientôt un effectif de 500 cavaliers ; les officiers étaient tous Français, ainsi que la moitié des sous-officiers et brigadiers, et un très petit nombre de simples cavaliers (1).

Les chasseurs algériens prirent part à la deuxième expédition de Médéah, dirigée par le général Berthezène. Ils eurent, le 1^{er} juillet 1851, une belle affaire sur le plateau d'Ouara, où ils chargèrent avec intrépidité la cavalerie et l'infanterie arabe. Le chef d'escadron Marey, dans ce combat, pénétra le premier au milieu des Arabes et abattit d'un coup de sabre le plus audacieux d'entre eux. Le général en chef fit paraître l'ordre du jour qui suit :

(1) Les selles et les brides étaient celles en usage dans le pays ; les armes étaient le fusil d'infanterie et le sabre de cavalerie légère avec des pistolets à la ceinture ; les chevaux n'appartenaient pas aux cavaliers ; la moyenne des prix de la remonte ne dépassa pas 150 fr.

Le costume consistait en une culotte bleue, ample, venant jusqu'au genou, des bottes, un gilet bleu, une ceinture rouge, une veste garance ouverte du devant, un bournous blanc, un turban rouge.

Les commandemens se faisaient en français, les exercices permettaient les formations ordinaires, et laissaient la faculté de combattre suivant l'usage du pays.

Des cours de langue française étaient faits aux indigènes, des cours d'arabe aux Français.

(1) Ces officiers étaient les capitaines Maumet et Duvivier pour les zouaves, Marey pour les chasseurs algériens.

Le lieutenant-général témoigne sa satisfaction aux troupes de la division qui ont combattu aujourd'hui les dix tribus réunies pour s'opposer à notre marche. Les chasseurs algériens, pour la brillante charge qu'ils ont faite, et les volontaires parisiens, pour avoir abordé l'ennemi avec l'audace de vieilles troupes, méritent particulièrement des éloges.

Le même jour le commandant Marey fut légèrement blessé d'un coup de feu.

Dans la retraite les chasseurs algériens rendirent de très grands services, et ce fut au zèle de l'un d'eux que l'on dut la connaissance d'une insurrection générale combinée par les habitans du pays. Le général déjoua leurs projets par une marche de nuit, prévint l'ennemi au col de Tenia, et évita ainsi les plus grands obstacles.

Après la retraite de Médeah, les Arabes vinrent attaquer nos avant-postes. Il y eut plusieurs engagements où les chasseurs algériens parvinrent à joindre l'ennemi et à le combattre avec avantage. Le 14 septembre 1851, le commandant Marey reçut la croix de chevalier de la Légion-d'Honneur. Le général Berthezène le fit connaître à l'armée dans un ordre du jour qui suit :

L'armée apprendra avec plaisir que S. M., par ordonnance du 14 septembre dernier, a daigné nommer chevalier de la Légion-d'Honneur M^l. Marey, chef d'escadron, commandant les chasseurs algériens ; Balossier, capitaine au 67^e de ligne ; Pronets, sous-lieutenant au 15^e de ligne ; Martin, sergent-major ; Dubourg, sergent au même corps, et Dubuisson, sergent au 50^e de ligne, pour les récompenser de leur valeur et de leur belle conduite dans les combats de Médeah et de la Mitidja, pendant le mois de juillet dernier.

Les sieurs Conclaux et Rostaings, sergens-majors aux 20^e et 50^e de ligne, ont déjà obtenu au même titre le grade de sous-lieutenant.

Ces témoignages éclatans de la satisfaction de S. M. et cet empressement à récompenser les belles actions doubleraient dans nos cœurs, s'il était possible, notre amour pour la patrie, notre zèle pour son service et notre dévouement pour la personne du roi.

Le 14 mars 1852, par suite d'une organisation nouvelle de la cavalerie, les chasseurs algériens furent versés dans le 1^{er} régiment de chasseurs d'Afrique. (L'ordonnance qui prescrivait la formation de ce corps est du 17 novembre 1851.) Il y eut d'abord un régiment pour la province d'Alger, et un pour la

province d'Oran ; il en a depuis été créé un troisième pour la province de Bone). (1)

Dans ce nouveau corps le chef d'escadron Marey prit part à un grand nombre d'affaires, et son nom se trouve cité deux fois à l'ordre du jour de l'armée. Il se fit surtout remarquer au combat de Boufarich, que dirigea avec habileté le général de Fandoas avec dix-huit cents hommes contre quatre mille Arabes.

Nous lisons dans un document authentique :

A l'affaire de Boufarich, le chef d'escadron Marey commanda, par suite de la saisie hors de combat du colonel, la cavalerie composée de 500 chasseurs qui firent plusieurs charges, eurent 11 hommes tués, sabrèrent plus de 200 combattans arabes et enlevèrent les drapeaux des villes de Bédalah et Méliana (placés actuellement aux Invalides). Le dernier fut pris par le commandant Marey et le sous-lieutenant de Gomicourt, qui pénétrèrent les premiers au milieu de l'infanterie arabe et sabrèrent celui qui le portait.

A la suite de cette affaire le commandant Marey fut proposé pour le grade de lieutenant-colonel.

Les vicissitudes de la cavalerie indigène en Afrique se lient à la vie militaire du commandant Marey, qui organisa les premiers escadrons de chasseurs indigènes, et proposa les bases de l'organisation des spahis dont il fut chargé. Il avait adressé au ministre de la guerre, en 1855 et 1854, deux mémoires (*Notes sur la régence d'Alger*).

(1) Nos lecteurs seront sans doute bien aises d'avoir quelques détails sur l'organisation de ces corps inconnus en France.

Chacun des trois régimens de chasseurs d'Afrique se compose d'un état-major, de 6 escadrons et d'un peloton hors rangs. Leur complet de paix est de 1,266 hommes et 942 chevaux, ce qui porte le total de trois régimens à 3,798 hommes et de 2,826 chevaux.

L'uniforme des trois régimens consiste en un habit-capote *bleu-céleste*, à la polonoise, boutonnant droit sur la poitrine au moyen de 9 gros boutons, à basques tombante en forme de jupon, à gros plis de ceinture, croisant par devant et ouvert par derrière. 1^{er} régiment, collet *jonquille* ; passepoil *bleu-céleste*. — 2^e régiment, collet *bleu-céleste*, avec pattes à trois pointes *jonquille*. — 3^e régiment, collet *jonquille* avec pattes à trois pointes *bleu-céleste* ; paremens : 1^{er} et 3^e régimens, *jonquille* ; 2^e régiment, *bleu-céleste* ; brides d'épaulettes *bleu-céleste* ; boutons à grelots *blanc* ; contre-épaulettes en chaînette en cuivre, montée sur un cuir de vache *noir*. Pantalon *garance*, à larges plis de ceinture par devant, à brayette, à poches de côté et à fausses bottes. Manteau en drap *blanc* piqué de *bleu*, sans manches et à petite rotonde. Phécy ou calot égyptien en tricot feutré de laine *garance*, avec houppette en soie *bleu-céleste*. Ceinture à tissu et à cinq bandes de couleurs opposées, en laine *garance* et *bleu-céleste*. Czapska *garance*, avec galon et soutache *bleu-céleste*, sans plaque. Cordon de czapska en laine *garance*. Pompon demi-sphérique de la couleur de l'escadron, avec tige en fer. Buffléttes *blanches*.

Aperçu de l'histoire de la régence d'Alger depuis la conquête jusqu'en 1854) qui sont restés déposés aux archives de la guerre, et en marge desquels le maréchal Soult, alors ministre, fit les annotations suivantes :

Sur le premier :

« J'ai lu avec beaucoup d'intérêt ce mémoire ; il fait honneur à M. Marey, et je désire le lui témoigner. Les vues qu'il renferme peuvent être très utiles à consulter, et je prie MM. les directeurs du personnel (pour lui et le bureau des opérations), de la comptabilité (pour lui et le bureau d'Alger), de l'administration (pour lui et les sous-directeurs de l'artillerie et du génie), d'en recueillir les aperçus dont l'application servirait de quelque utilité, pour en faire l'objet de leurs méditations et même de leurs propositions, suivant le temps et les circonstances qui résulteront de l'organisation nouvelle de nos possessions au nord de l'Afrique.

« Le Ministre,
« MARÉCHAL SOULT. »

29 mai 1834.

Sur le deuxième.

« Bureau d'Alger.

« J'ai lu avec beaucoup d'intérêt ce mémoire, il fait honneur au chef-d'escadron Marey ; je désire que toute ma satisfaction lui en soit témoignée par écrit, en l'engageant à continuer à recueillir des observations aussi judicieuses et éminemment utiles, pour me les rendre aussitôt, me proposant de les mettre à profit.

« A cet effet ce mémoire sera lithographié à 25 exemplaires pour en faire tel emploi qu'il conviendra, d'après mes décisions ; mais auparavant il sera fait examen des autres documents que nous possédons, soit même de la correspondance des généraux qui ont commandé en Afrique, pour s'assurer s'ils ne renferment point des renseignements utiles qu'il conviendrait d'ajouter comme développement ou appendice au mémoire de M. Marey et ainsi en augmenter l'utilité. Dans tous les cas, il m'en sera rendu compte pour régulariser l'exécution.

« Le Ministre,
« MARÉCHAL SOULT. »

29 mai.

Le premier mémoire donnait de grands détails sur l'état général et actuel des Arabes, sur la guerre en Afrique, sur l'habillement et l'armement les plus convenables aux troupes de l'Algérie, sur la colonisation et la domination du pays. Nous croyons devoir faire connaître de ce mémoire, que nous avons sous les yeux, les extraits suivants qui eurent de l'influence sur la position ultérieure du commandant Marey.

Les corps mixtes d'indigènes et de Français ont plusieurs buts : 1° de donner au dominateur un aspect moins poignant, en adoucissant son caractère étranger sous des formes nationales ; 2° de donner une

carrière à beaucoup d'Arabes qui vivaient de la guerre sous les Turcs et de les empêcher de combattre contre nous, en les faisant combattre pour nous ; 5° de former une pépinière de Français qui s'instruisent dans la langue, les mœurs, l'histoire, le personnel du pays et peuvent être ensuite utilisés dans les rapports des deux nations et réciproquement pour les Arabes. 4° Chaque soldat arabe représente un combattant de plus pour nous et un de moins contre nous, un guide, un moyen d'avoir des renseignements, l'action de ceux qui dépendent de lui ; 5° Ces indigènes ont pour qualités personnelles d'être robustes, mieux portans que nous dans la mauvaise saison, plus habitués à la guerre des Arabes, tirant bien, durs à la fatigue, et ayant moins de besoins que nous. 6° On créera entre les corps français et arabes une concurrence qui tendra à doubler leur valeur. 7° Ces corps effraient moins que les Français les populations alliées, parce qu'on peut s'entendre avec eux et qu'ils connaissent mieux les convenances locales. Ils exposent moins aux mépris fâcheux qui ont quelquefois frappé l'innocent pour le coupable. Ils seraient propres à un service de surveillance sur les tribus, chaque soldat pouvant recevoir et transmettre au chef les plaintes et avis ; ils maintiendraient l'ordre et empêcheraient les brigandages dans la plaine où ils devraient se tenir habituellement. (L'expérience prouve qu'on peut par eux savoir tout ce qui se passe dans le pays, et c'est à l'avis donné par un indigène pendant l'expédition de Média au général Berthezène, qu'on a dû de sauver l'armée d'un grand danger.) Étant bien dirigés, ils devraient joindre à leur action militaire une grande influence politique.

Chaque fois qu'on installe une administration dans un point nouvellement occupé, on propose des chefs pour l'administration militaire et civile, les douanes, l'artillerie, le génie, et la justice, mais non pour ce qui concerne les Arabes. Ceux-ci ne sont pas représentés, personne n'est spécialement chargé de les utiliser ; de concilier leur intérêt et le nôtre ; cependant les Arabes ont ici une très grande importance ; selon la manière dont on les traite, il y a une grande différence en bien ou en mal dans le résultat. La plus grande partie des dépenses faites tient à eux ; il en est d'eux par rapport à chaque point et à l'ensemble de nos possessions, comme des puissances étrangères par rapport à la France ; de même qu'il y a au cabinet du roi un ministre des affaires étrangères, il semble qu'il devrait exister sur chaque point une autorité chargée de ce qui concerne les Arabes ; on pourrait l'appeler agha, d'après le nom ancien de ces fonctions ici. Son intérêt et son mérite seraient que les Français tirassent le meilleur parti des Arabes, et que les Arabes prospérassent autant que possible sous notre influence. Il devrait connaître la langue, l'histoire, les lois, les usages, le personnel du pays. Les Arabes nommés aghas auraient plus de connaissances spéciales que les Français, mais ils présenteraient trop peu de garantie, et ne semblent pouvoir être que comme adjoints à l'agha. L'expérience prouve qu'on a eu peu occasion de se louer de leurs services administratifs et à peu d'exception près, ceux qui ont eu de grandes fonctions ne les ont guère employées qu'à leur utilité particulière. Les aghas des villes dépendantes d'Alger, Bone et Oran, communiqueraient chacun avec l'agha de son chef-lieu et ceux de Bone et d'Oran avec celui d'Alger, qui serait alors agha en chef, de même que cela a lieu pour tous les services dont les chefs résident à Alger. L'agha en chef transmettrait aux autres

les ordres du général en chef, exigerait d'eux des rapports de manière à être, relativement aux affaires arabes de toute la régence, comme les intendants civils et militaires, les directeurs des douanes, de l'artillerie, du génie, etc. par rapport à leur service. Alors 1^o il serait responsable des relations avec les Arabes tandis que sans lui chacun peut les influencer selon son intérêt devant le commandant en chef sans avoir rien à craindre ou espérer du résultat final. 2^o Les Arabes sauraient à qui s'adresser pour communiquer avec l'autorité supérieure et ne seraient pas obligés de s'industrialiser pour parvenir à elle. 3^o Le général ne devrait pas perdre un temps précieux à écouter des affaires de détails qui ne devraient que le fatiguer, l'agha ne lui présentant que ce qui est digne de son attention, comme cela a lieu dans tous les services. 4^o Les Arabes auraient une protection qui ferait valoir leurs droits si on les maltraitait et éviterait bien des abus. 5^o Si l'autorité supérieure était changée, il resterait pour ce service quelqu'un qui serait au courant et y mettrait celle qui succéderait, ce qui n'exposerait pas aux tâtonnements et aux fautes qui, à chaque changement de chef, arrivent relativement aux Arabes et non pour les services qui sont organisés. 6^o Il serait pour les Français la clé des ressources à tirer des Arabes, pour les Arabes leur conseil auprès des Français; il serait à examiner si les aghas ne devraient pas être considérés comme dépendants du ministre des relations extérieures, qui est le seul qui ne soit pas représenté à Alger. Pour que l'agha pût prendre de l'influence sur les Arabes, il faudrait que, 1^o choisi à une hauteur hiérarchique, en harmonie avec l'importance de ses fonctions, la stabilité de ses fonctions lui fût garantie par une commission ministérielle, et une investiture solennelle devant les Arabes qui apprendraient aussi par là à connaître celui à qui ils doivent s'adresser. 2^o Il devrait avoir une représentation convenable et pour cela d'abord des frais de premier établissement qui rentreraient encore dans les premières intentions. Ce serait comme le douaire que les Arabes constituent à leur femme, qu'ils doivent renouveler à chaque nouveau choix, et qui rend ceux-ci plus durables; de plus il devrait avoir quelque allocation annuelle, alors il pourrait recevoir les Arabes et leur faire les cadeaux d'usage. 4^o Il pourrait avoir au conseil d'administration voix consultative ainsi que le chef de l'artillerie, du génie, du trésor, comme pouvant donner des renseignements utiles, et aussi parce que plus il sera honoré et considéré chez les Français, plus il le sera des Arabes, et plus il aura de chances de succès. Les fonctions de chaque agha consisteraient en rapports avec le commandant supérieur de la localité, avec ses supérieurs et inférieurs dans son service, et avec les Arabes. Ce serait principalement un travail de cabinet, de correspondances et de réceptions. A Alger où il y a des alliés et des neutres, il semblerait convenable de leur donner un chef particulier, dont les fonctions opposées à celles de l'agha seraient de parcourir habituellement notre extérieur avec des troupes indigènes, d'en connaître le personnel et toutes les particularités, de l'organiser et administrer, de tirer parti des tribus voisines. Il pourrait être nommé bey, en désignant ainsi un chef français ayant le pouvoir militaire et administratif chez les Arabes, il devrait avoir comme l'agha des garanties de stabilité, des frais de premier établissement et de représentation. En ce moment il serait le chef de Krachine, Beni-mossa et Blida, il correspondrait avec l'agha d'Alger comme les autres chefs de populations

arabes. Plus tard si nos possessions s'étendaient, il faudrait un chef pour l'est, Krachines, Dellis; un autre pour l'ouest, Blida, Hadjontes, Cherchel; un troisième pour Média. Les aghas ou bey auraient sous leurs ordres des agents qui seraient placés auprès des commandans des camps et des forts. Il semble que l'importance des Arabes dans l'administration d'Alger nécessite ainsi une organisation spéciale, si on la considère sous le point de vue de notre avantage politique, financier et de la convenance de faire prospérer les peuples qui dépendent de nous.

Le 17 septembre 1834, une ordonnance royale nomma le commandant Marey lieutenant-colonel et le chargea de l'organisation des spahis réguliers d'Alger, dont la création avait été ordonnée le 10 du même mois (1).

Le lieutenant-colonel Marey fut en même temps chargé de l'organisation des spahis auxiliaires, et du commandement militaire politique et administratif de toutes les tribus arabes des environs d'Alger sous le titre d'agha.

Il avait prouvé qu'il comprenait la question d'Afrique; il avait l'habitude des Arabes, et leur avait inspiré de la crainte et de l'estime; il avait déjà commandé un corps indigène, il savait parler, lire et écrire l'arabe. Telles furent les raisons qui lui firent confier ces dernières fonctions, dont il avait donné l'idée, qui se trouvent définies par l'arrêté suivant, et se rapprochent de ce qu'il avait indiqué.

Nous, lieutenant-général, pair de France, gouverneur-général des possessions françaises au nord de l'Afrique,

Voulant imprimer un mouvement plus actif et plus uniforme aux rapports et aux relations qui existent déjà, ou pourront s'établir par la suite avec les tribus de l'intérieur, leur prouver que nous nous occupons de leurs intérêts, que nous désirons vivre en paix avec elles, et faire régner parmi elles l'ordre et la tranquillité,

ARRÊTONS :

ART. 1^{er}. Un officier supérieur ayant le titre d'Agha des Arabes, qui est le plus propre à caractériser aux yeux des indigènes la nature de ses fonctions, sera chargé, sous notre direction immédiate, des rapports avec les tribus de l'intérieur et de la police de leur territoire. Il appuiera par tous les moyens possibles et en son pouvoir la souveraineté française, la paix publique et l'exécution de nos ordres.

Il recevra et nous transmettra sur-le-champ les dépêches, demandes ou plaintes qui ne nous seront pas directement adressées.

Il pourra prendre d'urgence les mesures ordinaires de police administrative ou militaire. Pour toutes les autres, il demandera et attendra nos ordres.

(1) Ceux de Bone furent organisés par ordonnance du 10 juin 1835; ceux d'Oran, par ordonnance du 12 août 1836.

ART. 2. L'agha des Arabes recueillera les renseignemens qui lui seront demandés par les chefs de service membres du conseil d'administration. Il obtiendra aux invitations qui lui seront par eux adressées.

ART. 3. L'action et la surveillance de l'agha des Arabes s'étendront en outre sur tout le territoire extérieur à l'exception des camps, postes, positions, fixes ou temporaires, occupés par l'armée, du terrain militaire qui les environne et des circonscriptions administratives régulières, qui sont ou pourront être créées.

Cette disposition ne mettra aucun obstacle à l'action et à la surveillance de la gendarmerie.

ART. 4. L'agha sera chargé exclusivement d'assurer l'exécution des mesures de répression que nous aurons ordonnées au-delà de la ligne des avant-postes, toutes les fois qu'il ne sera pas nécessaire d'y employer une portion de l'armée. Dans ce dernier cas, le commandement appartiendra à l'officier à qui nous l'aurons confié ou à celui du grade le plus élevé.

ART. 5. L'agha nous adressera un rapport journalier sur tous les événemens survenus dans les vingt-quatre heures et sur les renseignemens qu'il aura recueillis.

ART. 6. Il aura à sa disposition, pour l'aider dans ses fonctions et sa correspondance, deux officiers et deux interprètes, que nous désignerons.

ART. 7. Il dirigera seul, pour l'exécution de nos ordres et pour la police du territoire ci-dessus indiqué, l'emploi des spahis auxiliaires et autres Arabes volontaires, à moins que par un ordre spécial de notre part, et pour une circonstance déterminée, nous n'en ayons conféré le commandement à un autre officier.

Alger, le 18 novembre 1834.

Signé : D. comte d'ERLON.

Un second arrêté du même jour nomma le lieutenant-colonel Marey agha des Arabes.

Le lieutenant-colonel Marey avait trois missions, former deux corps et régir, comme agha les tribus arabes. Nous commencerons par examiner ce qui concerne la dernière.

SERVICE DE L'AGHA. Les tribus arabes des environs d'Alger se composaient de celles qui étaient comprises dans la ligne des camps, de celles qui étaient à peu de distance et sous l'action immédiate de l'autorité française, de celles qui étaient à portée d'expéditions un peu fortes; enfin, de celles qui étaient hors de l'action militaire française.

Les deux premières zones étaient soumises, recevaient des chefs nommés par les Français, et par suite furent l'objet des attaques des tribus plus éloignées; les troisièmes devinrent le point de réunion de tous les hommes d'action du pays, qui vivaient du produit du brigandage exercé sur nos alliés; ces dernières ne prenaient ordinairement part qu'aux guerres générales. Les trois premières classes de tribus habitaient

donc le champ de bataille habituel des Français et des Arabes; l'agrandissement d'Abdel-Kader donna une grande activité à l'action militaire des tribus hostiles. L'administration de telles populations devait donner lieu à des difficultés spéciales. Si du temps des Turcs l'ordre ne s'y maintenait pas toujours, malgré la domination qui s'étendait au loin, malgré des châtimens très cruels infligés aux malfaiteurs, on doit croire que la position critique des alliés, la faveur politique qui s'attachait à l'action des ennemis, et les moyens de répression limités que donnent nos usages, rendaient la sécurité impossible. Il s'agissait seulement de diminuer les chances de désordres en constituant l'administration intérieure des tribus soumises, en forçant celles-ci à se bien garder, en les soutenant par des troupes, en sévissant contre les coupables, en tâchant de nouer des négociations qui rendissent la paix avantageuse aux deux partis, et en profitant des dissensions des tribus éloignées pour augmenter le nombre des alliés. Si les chefs des tribus alliées étaient peu soutenus, ils ne pouvaient faire face aux circonstances presque toujours critiques où ils étaient; si leur autorité était rendue forte, ils en abusaient en commettant des exactions qui donnaient lieu à des plaintes et à des mouvemens contre eux.

Presque toujours le chef arabe se considérait comme nommé pour un temps dont il sait le peu de durée probable, et son but principal est d'extorquer, le plus possible, l'argent à ses administrés. La plupart s'entendaient avec les brigands, tant du dehors que de l'intérieur, et partageaient avec eux. Les divisions intérieures des tribus donnaient le plus souvent lieu aux scènes de meurtres et de brigandages qui eurent lieu; les ennemis extérieurs étaient les instrumens des partis et en profitaient.

Chaque tribu comprenait un parti turc reconnaissant pour chef le bey de Constantine; un parti arabe qui était le plus

nombreux, et se rattachait à celui d'Abd-el-Kader ; le parti de ceux qui étaient le plus intéressés à la cause française ; puis les partis de chaque chef en possession du pouvoir, ou voulant y parvenir. Le parti d'Abd-el-Kader, pour se faire craindre, appelait les Hadjoutes, et les soutenait en cachette quand ils opéraient sur ceux qui étaient désignés à leurs coups. Le parti français s'appuyait sur l'action de l'autorité qui devait être très rigoureuse, même violente, pour maintenir autant que possible l'équilibre.

Si Abd-el-Kader obtenait des succès ou approchait, son parti prenait un grand essor ; il tombait si le bey de Constantine arrivait dans les environs avec son camp, et le parti ture se relevait partout. Dans ces alternatives, les chefs du parti vaincu étaient l'objet de violences, ceux du parti français étaient dans une position toujours difficile, et plusieurs furent tués ou blessés.

C'est ainsi, entre autres, que le kaïd ture Ben Rhaznadji très habile et très brave, qui devait recevoir le commandement de toutes les tribus soumises et dont on commençait à élargir l'autorité, en plaçant une nouvelle tribu sous son administration, ayant paru au parti arabe devoir prendre un ascendant dangereux, fut, malgré sa finesse, attiré dans un piège, et décapité par des Hadjoutes, ses propres amis, le jour même de son installation. Sa tête était le lendemain chez le bey de Meliana.

L'autorité de l'aga était combattue par les partis ture et arabe, non seulement au dehors, mais encore dans l'intérieur où ils avaient de fortes ramifications ; chacun aurait voulu que cette autorité fût donnée à un de ses chefs, et tous firent commettre de grands désordres lorsque parut l'arrêté de création d'un aga français. Mais l'activité et la fermeté qui furent mises en usage comprimèrent l'essor de ces brigandages. Les tribus durent avoir un certain nombre de cavaliers et de fantassins armés ; un service de surveillance fut organisé, les spahis et la

troupe française firent souvent des reconnaissances et vinrent appuyer les efforts des alliés ; l'action judiciaire des cadis fut surveillée et fortifiée ; les kaïds jugeaient les délits importants, ceux qui commettaient des désordres graves étaient jugés par l'aga, ou traduits devant un conseil de guerre ; plusieurs fois des expéditions de nuit châtièrent les tribus qui avaient manqué aux alliés et se refusaient à réparer leurs torts ; les tribus étaient rendues responsables des crimes qui se commettaient sur leur terrain, selon l'usage du pays, ce qui amenait promptement la découverte des coupables. Souvent, tous les principaux d'une tribu étaient réunis pour disputer devant l'aga leurs intérêts, ou lui faire entendre leurs plaintes contre leurs chefs. Ces assemblées étaient remarquables par l'ordre qui y régnait et l'esprit des orateurs.

Plusieurs centaines d'affaires furent jugées, plus de deux cents donnèrent lieu à des restitutions souvent très considérables. Un grand nombre de coupables furent châtiés de peines corporelles ; plusieurs furent condamnés par les tribunaux. Un service de police fut organisé pour savoir ce qui se passait chez l'ennemi, qui n'attaqua jamais avec des forces notables sans qu'on ait été prévenu de ses desseins. Dix-sept naufragés et un grand nombre de prisonniers furent ramenés par les Arabes ; la rançon payée pour les naufragés alluma entre les tribus éloignées de l'est une guerre qui dura plus de deux ans avec des chances diverses, et contribua à notre tranquillité de ce côté. L'aga devait faire de nombreuses courses dans les tribus arabes. Il eut le commandement de plusieurs expéditions de répression ; il allait presque tous les lundis au marché de Boufarich, il devait se porter avec des forces là où se manifestaient des craintes d'attaque ou de grands désordres. Sa mission devenait critique quand les événemens nous étaient défavorables comme après la première expédition de Constantine. Dans les

cinq derniers mois il fut placé à Boufarich, avec pouvoir d'attaquer, vu l'urgence, sans demander de nouveaux ordres; il pouvait alors disposer d'environ 800 hommes de troupes régulières et du double d'auxiliaires. Sa présence sur ce terrain arrêta les déprédations des Hadjoutes, qui reçurent plusieurs fois des échecs notables.

Le lieutenant-colonel Marey exerça les fonctions critiques et accidentées d'agha, sous les gouverneurs-généraux le comte d'Erlon, le maréchal Clauzel, et le comte Damrémont, du 10 novembre 1854 jusqu'au 22 avril 1857.

Il demanda à quitter cette position au général Damrémont. Sa démission fut acceptée quand il fut nommé colonel. Les fonctions d'agha furent alors supprimées, et remplacées par celles de directeur des affaires arabes, qui furent données au capitaine Pélissier. Le lieutenant-général Rappatel fit paraître l'ordre du jour qui suit :

Par ordonnance du 31 mars, M. Marey, lieutenant-colonel du corps des spahis réguliers d'Alger, a été nommé colonel au même corps. Cette récompense est une preuve non équivoque des bons services rendus par cet officier supérieur, et M. le gouverneur-général saisit cette occasion pour lui exprimer sa satisfaction de la manière honorable dont il a rempli les fonctions qui lui ont été confiées, du zèle et de l'activité dont il a fait preuve en toutes circonstances. Le lieutenant-général, commandant les troupes en Afrique, s'empresse de porter ce témoignage à la connaissance de l'armée et d'y ajouter avec plaisir le sien.

SPAHIS AUXILIAIRES. — La création des spahis auxiliaires présenta de grandes difficultés dans le principe. Les Arabes qui se faisaient inscrire se déclaraient du parti français, et s'exposaient ainsi à toute la malveillance des partis hostiles; ils durent être fortement soutenus et encouragés.

On établit des spahis dans chaque tribu, mais on en forma un noyau considérable à la Rassauta, à trois lieues d'Alger; il était composé en partie des Aribis disséminés dans toute la plaine. Cette tribu, qui avait rendu de grands services aux Turcs, fut combattue après 1850 par tous les ennemis qu'elle s'était attirés et que ne retenait plus

la crainte du gouvernement d'Alger. Elle combattit pendant quatre ans avec valeur et de nombreuses pertes; mais, ne pouvant résister, elle dut abandonner son terrain et se disséminer dans les tribus voisines. Il y avait dans la Mitidja un grand nombre d'Aribis pauvres, habitués à la guerre, qui s'entendaient pour récupérer leurs pertes par un brigandage bien organisé et très lucratif. Ils furent tous réunis, des terres leur furent données, on leur prêta du blé pour ensemençer, ainsi que des charrues; une solde de 27 fr. par mois, et qui s'élevait à 150 pour quelques chefs, compensa les bénéfices du brigandage; les *Rhazias* leur donnèrent de grands avantages.

Leur organisation comportait des brigadiers, des maréchaux-des-logis, et des officiers: ces grades étaient très recherchés. Les Aribis devinrent l'objet de l'animosité des tribus hostiles, on tenta plusieurs fois de les attaquer, et à la suite des fêtes de juillet, le 30 juillet 1855, pendant qu'ils étaient à la revue des troupes et touchaient leur solde mensuelle, les tribus de l'Est lancèrent sur leurs tentes 400 cavaliers qui firent quelque butin, mais furent promptement repoussés et perdirent sept hommes tués et quatre prisonniers. Les Aribis, inscrits au nombre de 500, suffirent pour assurer la tranquillité de l'Est presque toujours. Ils se rendirent utiles dans un grand nombre d'expéditions; ils ne convenaient pas pour les charges à l'arme blanche, mais étaient très audacieux pour pénétrer là où étaient les bestiaux et le butin. Ils marchaient par deux, par quatre, par peloton, et éclairaient parfaitement; une collerette rouge qu'on donnait à chacun d'eux pour les expéditions, empêchait les méprises sanglantes qui avaient eu lieu parfois auparavant.

Dans le commencement, ils continuèrent encore leurs habitudes de brigandage, et s'attirèrent de graves châtimens; à la fin, cette tribu était aussi sage qu'on pouvait l'espérer, et avait acquis une grande aisance.

Les spahis auxiliaires s'élevaient à 550 cavaliers. Plusieurs chefs de tribus éloignées y prirent du service avec leurs partisans. Cette institution s'est rendue utile sous les rapports militaires, politiques, et du bon ordre intérieur; plusieurs de ces cavaliers furent tués ou blessés dans nos rangs, quelques-uns obtinrent même la croix d'honneur.

SPAHIS RÉGULIERS. — Le nom de spahis a été adopté sur la proposition du colonel Marey, parce que cette cavalerie formait une arme nouvelle, à laquelle ne s'adaptait aucune dénomination en usage, et que le nom arabe du combattant à cheval paraissait devoir lui convenir.

L'organisation du corps des spahis offrait des difficultés spéciales, tenant non seulement aux exigences des fonctions simultanées de l'agha, mais encore au corps lui-même. Pour former un corps ordinaire, les ordres ministériels mettent à la disposition du chef le personnel en officiers, sous-officiers et soldats, les chevaux, les harnachemens; des casernes bien disposées reçoivent la troupe, des réglemens fixent la position de chacun ainsi que la tenue; il n'y a pas d'intérêt opposé au succès de l'opération. Il en était autrement des spahis. Le lieutenant-colonel Marey arriva seul; il dut, sauf pour le faible noyau qu'il reçut du 1^{er} régiment de chasseurs, chercher, choisir, demander un à un les officiers, sous-officiers et soldats français, enrôler encore un à un les indigènes, ce qui multiplait les soins, les démarches et les écritures, se procurer des chevaux sans l'intermédiaire de fournisseurs; provoquer l'adoption d'un harnachement, des exercices, d'une tenue, de réglemens administratifs et de service intérieur. Les spahis étaient placés généralement aux avant-postes dans des casernes imparfaites et souvent au bivouac; ils faisaient chaque semaine des courses nombreuses, leur existence était continuellement menacée; dans les corps français, si le soldat est peu satisfait, il n'en résulte ordinairement que des propos; avec

les indigènes il faut que le service plaise à la troupe pour que le recrutement ait lieu et qu'il n'y ait pas de désertion, condition difficile à concilier avec les exigences d'un corps régulier et du service pénible des avant-postes.

Les officiers, sous-officiers et brigadiers en partie indigènes, étaient beaucoup moins nombreux que dans les corps français; les blessures et les maladies, suite de leur dur service, en rendaient un bon nombre indisponibles; le lieutenant-colonel Marey fut lui-même, pendant près de trois mois, au commencement de 1855, malade par suite d'un coup de feu. Les partis arabes et leurs adhérens contrariaient cette institution. Cependant ce corps prit de l'extension; en 1856, il atteignit un effectif de près de 600 hommes. Des corps semblables furent formés à Bone et à Oran, et il y a maintenant 14 escadrons de spahis, 6 à Alger, 4 à Bone et 4 à Oran. Les discussions de la dernière session ont prouvé que même maintenant que leur organisation est achevée, ces corps avaient encore une existence peu assurée.

L'uniforme des spahis ne comporte pas un bouton; le gilet est bleu et se passe comme une blouse; le devant et le derrière sont semblables; il en est de même du pantalon qui est bleu, très ample et serré par une ceinture; il descend jusqu'au dessous du genou; on les change de côté à volonté. La veste est garance, ouverte par devant, le burnous est garance; c'est un manteau fermé par de fortes coutures sur la poitrine, avec un capuchon; il se passe aussi comme une blouse; les Arabes le portent toujours; dans le combat, on rejette les pans derrière le dos. Une longue ceinture de laine rouge protège le ventre et les reins; la tête est garantie par un turban rouge auquel sert la même pièce qui fait la ceinture. Ce costume est très sain, ses formes amples et sans tension le rendent très durable; le sabre est porté à cheval sur la selle horizontalement sous la cuisse gauche du cavalier, qui n'en est pas gêné; c'est

l'usage du pays, ce qui empêche cette arme de battre dans la jambe du cheval et de faire du bruit en choquant les étrières. Le fusil est porté en bandouillère, les pistolets sont portés au côté gauche au moyen d'un étui qui couvre les batteries; la giberne à la façon arabe vient sur la hanche; derrière la selle est un bissac qui renferme les vivres et l'orge, le fourrage se place en dessus. Les distinctions de grades sont celles en usage dans les hussards, et les broderies sont proportionnées à la solde.

Beaucoup de soldats français parlent arabe, beaucoup d'Arabes parlent français; les spahis peuvent fournir un grand nombre d'interprètes, ainsi que des guides pour tous les pays de l'Algérie; ils ont enlevé beaucoup de cavaliers excellens à nos ennemis, et des Arabes de distinction s'y sont inscrits. Au contraire de ce qu'on pouvait prévoir, les spahis ont fait un grand nombre de prisonniers; et cette innovation qui a forcé les Arabes à en faire à leur tour pour échanger les leurs, a modifié en partie la nature de la guerre âpre et cruelle de l'Afrique.

Nous ferons suivre cette historique du détail des opérations auxquelles les spahis ont pris part.

Le 20 DÉCEMBRE 1854, expédition de nuit de 600 hommes, près de l'Atlas, sur la ferme Hamedi, où le lieutenant-colonel Marey reprit des bestiaux volés.

Le 4 JANVIER 1855, expédition de 5,000 hommes chez les Hadjoutes, sous les ordres du général Rapatel. Le lieutenant-colonel Marey commandait l'avant-garde. L'ordre du jour de M. le gouverneur-général à cette occasion contient les passages suivans : « Au moment où nos troupes se retiraient, il y eut un engagement fort vif, dans lequel le lieutenant-colonel Marey, atteint d'une balle à la poitrine, ne voulut pas quitter le commandement. »

En arrivant à Douéra, le lieutenant-général Rapatel fut empressé de témoigner sa

satisfaction aux troupes et aux officiers qui les commandaient. Il cita particulièrement le lieutenant-colonel Marey et le chef d'escadron Lamoricière.

Tous LES LUNDIS, l'agha et les spahis allaient au marché de Bouffarich; les spahis faisaient en outre un service de surveillance et de patrouilles, qui était très pénible, et où plusieurs périrent.

Le 12 JANVIER, le colonel Marey, blessé de l'avant-veille, commanda une colonne de 1,500 hommes, destinée à protéger la tribu de Beni-Krelil contre les Hadjoutes qui voulaient la piller.

Le 14 MARS, un détachement de 12 spahis en reconnaissance tomba dans une embuscade de 500 cavaliers hadjoutes, et perdit un cavalier. Une souscription, faite dans le corps, produisit 500 francs, qui furent remis à la famille du mort. Un cavalier sage fut choisi parmi les spahis pour épouser la veuve qui était sans ressources, et prendre soin des enfans.

Le 15 MARS 1855, les spahis, commandés par le lieutenant-colonel Marey, prirent part à l'opération dirigée par le lieutenant-général Rapatel contre un rassemblement d'Hadjoutes, qui avait attaqué les tribus des environs de Douéra.

26 MARS 1855; expédition du général Rapatel contre 1,200 cavaliers hadjoutes. Il y eut là un combat de cavalerie fort long. Le lieutenant-colonel Marey y prit part, malgré sa blessure encore ouverte. Le lieutenant-général témoigna dans un ordre du jour sa satisfaction à toutes ses troupes.

Le 10 AVRIL 1855, M. Gastu, capitaine de spahis, est nommé, par le gouverneur, chef du bureau arabe sous le lieutenant colonel Marey, qui le chargea de plus du commandement des spahis auxiliaires.

27 MAI 1855; le lieutenant-colonel Marey commanda une opération de 1,000 hommes dirigée vers Cara-Moustapha, pour éloigner des environs Oulid-Bou-Mezrac, qui, agissant pour le bey de Constantine, attaquait

nos alliés, les Beni-Jad. Il n'y eut pas d'engagement. Oulid Bou-Mezrac leva son camp.

27 JUI 1855, il commanda une opération de 600 hommes, dirigée contre les brigands du Merdja, qui se soumirent.

LE 4 JUILLET, le lieutenant-colonel Marey commanda une colonne de 1,800 hommes, dont faisaient partie les spahis réguliers et auxiliaires, pour installer, comme chef, Ben-Omar à Blida. Là, il apprit la première nouvelle de l'affaire de la Macta, près d'Oran, jugea que le moment de l'installation n'était plus opportun, et ramena Ben-Omar; ce en quoi il fut approuvé.

LE 50 JUILLET 1855, les Aribis avaient été convoqués pour la fête du 29 juillet. On devait les solder le lendemain; dans la nuit, les Amraouas et les Issers attaquèrent leurs douars presque sans défenseurs. Promptement prévenu, le lieutenant-colonel Marey se porta à leurs secours avec les spahis, et un escadron de chasseurs; la nouvelle de son arrivée fit fuir l'ennemi, qui laissa sept tués et quatre prisonniers. L'agha, pour punir la tribu de Krachna, qui n'avait pas combattu et avait dirigé l'ennemi, fit piller par les Aribis la ferme d'Araoua, qui avait fourni des guides aux agresseurs. Les quatre prisonniers furent laissés entre les mains du chef des Aribis, qui les menaça de les fusiller si une nouvelle attaque avait lieu. Cela suffit pour maintenir les tribus de l'Est pendant deux ans.

LE 9 AOUT 1855, les spahis, sous les ordres du lieutenant-colonel Marey, prirent part à l'expédition contre les Hadjoutes, dirigée par le colonel Schauenbourg. Ils y firent quatre prisonniers. Le lieutenant-général témoigna sa satisfaction à toutes les troupes par un ordre du jour.

LE 14 AOUT, le roi accorda au lieutenant-colonel Marey la croix d'officier de la Légion d'Honneur, qui avait été demandée pour lui à l'occasion des affaires précédentes.

LE 21 SEPTEMBRE, les spahis prirent part

à la reconnaissance dirigée par le colonel Schauenbourg sur Koléah.

LE 5 OCTOBRE, les spahis réguliers et auxiliaires furent de l'expédition dirigée par le lieutenant-général Rapatel sur Mouzaïa. Au retour, un spahis auxiliaire, nommé Ben-Kala, apprit des cavaliers qui tiraillaient contre les nôtres, que les brigands de l'Arba avaient profité de l'absence des troupes pour venir lui enlever sa famille et ses bestiaux, ce qui irritait beaucoup les indigènes. Ces renseignements se vérifièrent. Par suite des ordres du lieutenant-général, le lieutenant-colonel Marey, avec les spahis réguliers et auxiliaires, ainsi que les zouaves, partit à minuit de Bouffarich, attaqua les fermes de l'Arba, y prit quatre cents têtes de bétail, en ramena vingt-deux prisonniers et y tua quelques hommes. La famille et les bestiaux du spahis Ben-Kala furent rendus en échange des prisonniers.

Le jour suivant, le lieutenant-colonel Marey partit encore à minuit de Bouffarich avec les mêmes troupes, alla dans la montagne enlever la sœur, le beau-frère du bey de Méliana et leur famille. Il y eut un engagement de nuit, où deux des nôtres périrent, ainsi que plusieurs Kabyles. On ramena les bestiaux de ce marabout, nommé Sidi-el-Abchi.

L'ordre du jour du lieutenant général Rapatel, au sujet de ces expéditions, contient ce passage: « Le succès de ces deux brillants coups de main est très important; le lieutenant-colonel Marey et le commandant Lamoricière y ont déployé leur bravoure et leur sagacité accoutumées. Le lieutenant-général, en leur témoignant son entière satisfaction, ainsi qu'aux troupes sous leurs ordres, cite, d'après le rapport du lieutenant-colonel Marey, M. le capitaine Gastu et le lieutenant Ben-Abdeltif, du corps des spahis; le capitaine Picouleau et le lieutenant Tixader, du bataillon des zouaves. »

LE 18 OCTOBRE 1855, 600 spahis réguliers et auxiliaires, sous les ordres du lieutenant-

colonel Marey, prirent part à l'expédition dirigée par le maréchal Clauzel contre le bey de Méliana, qui fut chassé de son camp d'Afroun. Les spahis faisaient l'avant-garde, furent engagés plusieurs fois, et brûlèrent toutes les fermes hadjoutes.

Le 12 NOVEMBRE 1855, S. A. R. M. le duc d'Orléans passa la revue de 400 spahis réguliers et 500 auxiliaires ; ceux-ci lui offrirent au nom des tribus arabes un cheval magnifiquement harnaché. Le prince fit, quelques jours après, des cadeaux considérables d'armes et de burnous à tous les chefs arabes des environs.

Le 15 NOVEMBRE 1855, le prince royal se rendit au camp de Bouffarich ; il y marqua sa présence par une bonne action, dont le souvenir reste encore dans la mémoire des Arabes. Une négresse, maltraitée par un Arabe, son maître, s'était enfuie d'une ferme des environs, et était venue, le bras cassé, demander refuge dans le camp. On l'avait recueillie. Son maître la réclamait comme sa propriété. La garder était un acte contraire aux lois, en la rendant on l'exposait à une mort certaine. S. A. R. informée de cette difficulté la termina en faisant venir le maître de l'esclave, auquel il fit remettre le prix qu'il en demanda ; puis, ajoutant au bienfait de la liberté qu'acquerrait cette femme, il accéda au désir montré par elle, qu'il la mariât, pour lui donner un appui, et choisit parmi les spahis présents un nègre qui accepta et fut agréé ; il fit remettre une dot aux futurs époux qui s'unirent le lendemain devant le le cadî d'Alger.

Le 27 NOVEMBRE 1855, le lieutenant-colonel Marey, avec 700 spahis réguliers et auxiliaires, de l'infanterie et du canon, en tout 1,200 hommes, dirigea une rhazia chez les Hadjoutes, qui perdirent quelques hommes et 1,200 têtes de bétail.

50 NOVEMBRE 1855 ; le détachement de spahis laissé à Douéra à la garde du bétail enlevé la veille prit part au combat livré aux

Hadjoutes, faisant une rhazia sur Douéra. L'ennemi perdit là 27 hommes tués.

Le lieutenant-général Rapatel fit l'ordre suivant :

Le lieutenant-général commandant les troupes s'empresse de porter à leur connaissance les témoignages de satisfaction que M. le ministre de la guerre veut bien ajouter à ceux qu'il a lui-même exprimés aux corps ou détachemens qui ont pris part à l'expédition du 27 et à l'engagement du 30 novembre dernier. Pour ne point en affaiblir l'expression, il met textuellement à l'ordre les deux premiers paragraphes de la dépêche ministérielle.

« Général, j'ai reçu vos dépêches des 30 novembre et 1^{er} décembre. A la première était joint un rapport du lieutenant-colonel Marey, sur l'expédition faite dans la journée du 27 novembre contre les Hadjoutes, et dirigée particulièrement sur les fermes de Chaïba et de Daouda, reconnues pour servir de repaires aux Arabes qui font de si fréquentes excursions dans le Sahel. Je suis satisfait du résultat obtenu par cet officier supérieur ; je vous charge de le lui faire connaître, ainsi qu'aux troupes qui ont pris part à cette expédition. »

« Les détails dans lesquels vous entrez dans votre lettre du 1^{er} décembre, sur l'engagement qui a eu lieu le 30 novembre, ont aussi excité mon intérêt, et je me plais à donner mon approbation aux témoignages de satisfaction que vous adressez aux troupes par la voie de l'ordre du jour. »

« Je mettrai sous les yeux du roi les noms des militaires qui se sont fait le plus particulièrement remarquer, et de ceux que vous proposez pour des récompenses. »

Le lieutenant-général, commandant les troupes, est heureux de pouvoir joindre une approbation si flatteuse à la sienne. Il est convaincu, d'ailleurs, que tous les corps qui servent en Afrique continueront à mériter par leur conduite de si honorables encouragemens.

Signé : RAPATEL.

1^{er} DÉCEMBRE 1855 ; les Arabes attaquèrent dans les environs de Bouffarich ; le lieutenant-colonel Marey, qui en avait été prévenu, déboucha de Douéra avec les spahis, et hâta leur retraite. La garnison de Bouffarich leur tua plusieurs cavaliers.

Le 1^{er} JANVIER 1856, le général Desmichels dirigea une rhazia chez les Hadjoutes. Le lieutenant-colonel Marey, commandant l'avant-garde, composée des zouaves, des spahis réguliers et des cavaliers auxiliaires, pénétra dans le bois de Karézas, et y surprit l'ennemi, qui perdit plusieurs hommes, 1,200 bêtes à cornes, et 4 à 5,000 moutons. Les spahis firent deux prisonniers.

L'ordre du jour du lieutenant-général Rapatel à cette occasion contient ce qui suit : « Je crois devoir faire connaître les noms de MM. les chefs de corps ou de détachemens qui, dans cette expédition, ont par-

faitement secondé M. le général Desmichels, qui la commandait. Ce sont : MM. le colonel de Schauenbourg, le lieutenant-colonel Marey, le chef de bataillon Sornier, le capitaine Gastu, le capitaine Picouleau. »

LE 17 JANVIER 1856, le lieutenant-colonel Marey se rendit avec 90 spahis à Bouffarich, où il effectua l'échange de divers prisonniers arabes contre ceux que les Hadjoutes avaient été obligés de nous faire, au lieu de les tuer comme ils faisaient auparavant; savoir : deux charretiers, deux enfans, un spahis français, un chasseur, un caporal et un voltigeur d'infanterie.

LE 29 FÉVRIER 1856, le lieutenant-général Rapatel dirigea chez les Hadjoutes une reconnaissance, où les spahis, sous les ordres du lieutenant-colonel Marey, prirent part à l'engagement qui eut lieu.

LE 16 FÉVRIER 1856, les spahis, un bataillon et deux pièces de montagne allèrent, sous les ordres du lieutenant-colonel Marey, au marché de Beni-Mouça, et empêchèrent une rhasia préparée par les Kabyles, qui durent se disperser et se soumettre.

LE 29 MARS 1856, 700 spahis réguliers et auxiliaires, sous les ordres du lieutenant-colonel Marey, partirent pour l'expédition de Média, que dirigea le maréchal Clauzel. Ils y eurent plusieurs engagemens meurtriers, firent un prisonnier et prirent part à la rhasia chez les Ouzra. Les capitaines Bouscaren et Gastu furent grièvement blessés en combattant d'une manière distinguée. Pour cette opération, les spahis avaient dû réunir en deux jours cinq cents mulets ou chameaux nécessaires pour le transport des bagages. Il avait fallu les choisir dans toute la Mitidja, c'est-à-dire sur un terrain de dix-huit lieues de long sur cinq de large. A l'occasion de cette expédition, le lieutenant-général fit un ordre qui contient le passage suivant : « MM. le colonel Tournemine, de l'artillerie ; Lemercier, du génie ; de Schauenbourg, du 1^{er} chasseurs ; Menne, du 2^e léger ; de Kenigseg, du 15^e de ligne, et He-

quet, du 65^e ; MM. le lieutenant-colonel Marey, des spahis, et de Lamoricière, des zouaves ; M. Perrin, chef d'escadron, faisant fonction de chef d'état-major ; Montréal, chef du 5^e bataillon d'Afrique, et Marengo, chef de bataillon, chargé des travaux de défense de la ferme de Monzaïa, ont fait preuve de capacité, d'élan et de zèle. »

LE 7 MAI 1856, le capitaine Lamarosse et le lieutenant Lacordaire mirent en fuite, avec 20 spahis, une troupe de 60 cavaliers arabes qui attaquaient un convoi ; ils en sabrèrent plusieurs. Un ordre du jour de l'armée signala leur brillante conduite.

LE 27 MAI 1856, les spahis combattirent vaillamment contre les Hadjoutes, qui étaient venus attaquer nos lignes. Le lieutenant Berger fut blessé, et fut cité à l'ordre de l'armée comme s'étant distingué par sa bravoure et son habileté.

LE 28 MAI 1856, un nouvel échange de prisonniers eut lieu avec les Hadjoutes.

MOIS D'AOUT ; les spahis prirent part, dans le courant d'août, à une suite d'affaires où plusieurs actions méritèrent d'être citées à l'ordre du jour de l'armée.

LE 11 SEPTEMBRE 1856, le lieutenant-colonel Marey dirigea sur le fourré de Karézas une rhasia avec deux bataillons, six cents spahis réguliers et auxiliaires, plus deux pièces de montagne. Un combat très vif y eut lieu. Nous perdîmes neuf tués et onze blessés, et les Arabes un nombre bien plus considérable.

14, 16, 17 SEPTEMBRE 1856 ; les spahis prirent part, sous les ordres du commandant d'Erlon, aux combats qui eurent lieu près de Blida ; plusieurs d'entre eux furent cités à l'ordre du jour.

LE 25 OCTOBRE 1856, les spahis, avec un bataillon et deux pièces de montagne, allèrent, sous les ordres du lieutenant-colonel Marey, au marché de Beni-Mouça pour protéger encore la tribu contre les Kabyles.

LE 9 NOVEMBRE 1856, 120 spahis, exécutant une reconnaissance sous les ordres

d'un capitaine, tombèrent dans une embuscade de 800 cavaliers arabes et perdirent 22 hommes tués, dont 5 officiers.

LES 10, 11 et 12 NOVEMBRE, les spahis, commandés par le lieutenant-colonel Marey, prirent part, sous les ordres du général Rapatel; à l'attaque du camp du bey de Méliana vers Blida.

26 NOVEMBRE 1836, les spahis prirent part aux combats et reconnaissances qui suivirent à l'occasion de l'attaque faite par le bey de Méliana.

LE 8 DÉCEMBRE 1836, les spahis escortèrent S. A. R. M. le duc de Nemours dans une partie de la course qu'il fit dans la plaine. A Bouffarich, les cavaliers des tribus s'étaient réunis; ils défilèrent avec les spahis réguliers devant le prince, lui furent ensuite présentés par le lieutenant-colonel Marey, et lui offrirent un cheval richement harnaché. Le prince, quelques jours après, les réunit à Alger, et fit à tous les chefs des cadeaux d'armes et de burnous.

LE 25 DÉCEMBRE, le colonel Marey fit faire, par ordre du général Rapatel, un nouvel échange de quinze prisonniers arabes contre six prisonniers français, parmi lesquels était le lieutenant de frégate M. De-france.

LE 8 JANVIER 1837, les Hadjoutes ayant organisé un système d'attaques qui désolait la Mitidja, et auxquels les cavaliers de Beni-Kreïl ne pouvaient pas opposer de résistance, le lieutenant-colonel Marey fut installé à Bouffarich avec les moyens nécessaires pour rétablir le bon ordre, d'après les instructions contenues dans la lettre suivante de M. le lieutenant-général Rapatel : il resta cinq mois dans cette position.

Alger, le 8 janvier 1837.

Colonel,

Monsieur le maréchal, gouverneur-général, voulant que vous exerciez vos fonctions dans toute leur plénitude, conformément à l'arrêté qui a fixé vos attributions en qualité d'agha des Arabes, notamment celles qui ont pour objet d'assurer la paix publique, d'étendre notre action et notre influence sur les populations indigènes, et de pro-

téger les Arabes qui nous sont restés fidèles, m'a chargé de vous notifier les dispositions suivantes, qui vous donneront les moyens d'exécution suffisants pour remplir la mission qui vous est confiée.

Vous vous établirez immédiatement à la ferme de Haouch-Chaouch, dont les bâtiments viennent d'être mis en état, et qui sera, jusqu'à nouvel ordre, exclusivement affectée à votre service. Vous rayonnerez autour de ce point, mais principalement à l'extérieur, pour déjouer les tentatives isolées de l'ennemi, tendre des embuscades aux malfaiteurs, protéger les habitants paisibles, arrêter les perturbateurs et enlever les personnages politiques opposés à notre domination.

Les forces dont vous pourrez disposer pour ces diverses opérations se composent :

1° De tous les spahis réguliers, moins ceux qui seront attachés à un service spécial, entre autres celui de la correspondance ;

2° De la moitié de l'infanterie qui forme la garnison du camp de Bouffarich ;

3° De deux pièces de montagne ;

4° Des spahis auxiliaires et des cavaliers de la plaine, moins ceux du Sahel.

L'initiative de toutes les opérations qui n'exigeront que l'emploi de ces forces vous appartiendra. Cependant celles qui exigeront votre éloignement à plus d'un jour de marche seraient concertées entre vous et M. le commandant supérieur des camps de l'Ouest, qui ferait toutes les dispositions nécessaires pour vous appuyer si besoin était. Vous devrez rendre compte à cet officier-général, ou à celui qui commanderait en son absence, de toutes vos sortées, lors même qu'elles auraient lieu nuitamment et à l'improviste, et vous lui ferez connaître la direction et le but de votre marche, afin que sur toute la ligne de nos possessions on redouble de vigilance, et qu'il n'y ait pas de fausse alerte.

Dans les engagements que vous aurez avec l'ennemi, vous vous attacherez à lui faire des prisonniers.

Vous rendrez un compte exact des prises et des captures que vous serez dans le cas de faire, afin qu'il en soit disposé conformément aux réglemens et aux ordres que j'ai donnés à ce sujet.

Votre action devant être politique autant que militaire, vous ferez vos efforts pour engager les tribus éloignées à la paix et à la soumission. Vous les encouragerez à nouer des relations commerciales, et vous accorderez une protection efficace à tous les indigènes qui reconnaitront notre autorité.

Vous vous conformerez au surplus aux dispositions de l'arrêté du 18 novembre 1834 et à celles du titre XI de l'ordonnance sur le service des armées en campagne, en tout ce qui n'est pas contraire au contenu de la présente.

Recevez, colonel, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le lieutenant-général commandant les troupes en Afrique.

Signé : BARON RAPATEL.

Les forces à la disposition du lieutenant-colonel Marey étaient, par suite, de quatre cents spahis réguliers, trois cent cinquante spahis auxiliaires, de quatre cents cavaliers de la plaine non soldés, de quatre cents hommes d'infanterie, de deux pièces de montagne, et d'un millier de fantassins arabes, armés et non soldés.

Il organisa immédiatement un système de patrouilles, où ces moyens étaient en tota-

lité ou en partie employés, et qui, parcourant la plaine pendant la nuit, rendirent très dangereuses pour les Hadjoutes les incursions qu'ils faisaient auparavant presque sans crainte.

LE 24 JANVIER 1857, le capitaine Gastu, avec vingt spahis et deux cents cavaliers auxiliaires, alla au marché de Beni-Mouça, pour y maintenir l'ordre, et s'opposer aux Kabiles qui avaient menacé la tribu.

LE 2 FÉVRIER 1857, les spahis prirent part à l'expédition que dirigea le général Bro sur la Zaouïa de Sidi-el-Habchi, dans l'Atlas. Le lieutenant-colonel Marey, commandant l'avant-garde composée de douze cents hommes, détruisit le village.

LE 7 FÉVRIER 1857, quatre cents hommes d'infanterie, les spahis et les auxiliaires reprirent à un fort parti d'Hadjoutes deux cents bêtes à cornes qu'ils avaient enlevées en arrière de Bouffarich. Le lieutenant-colonel Marey accula la cavalerie arabe à la montagne de Beni-Kina, où elle perdit 65 chevaux sellés, ainsi que plusieurs hommes tués et deux prisonniers; 50 cavaliers hadjoutes furent dépouillés par les Kabiles alliés; leur kaïd Ben-Ksaïr fut de ce nombre.

Le ministre de la guerre et le lieutenant-général Rapatel, commandant les troupes en Afrique, et gouverneur-général par *intérim*, témoignèrent leur satisfaction au sujet de cette opération, par suite de laquelle le lieutenant-colonel Marey fut proposé pour le grade de colonel.

LE 10 FÉVRIER 1857, le lieutenant-colonel Marey s'étant porté vers Blida pour reconnaître un parti d'Arabes, avec deux compagnies d'infanterie, quatre escadrons de spahis et deux pièces de montagne, fit trois prisonniers, et s'empara de deux cents bêtes à corne, qui furent livrées à l'administration, à Bouffarich.

LE 25 FÉVRIER 1857, les spahis, sous les ordres du lieutenant-colonel Marey, prirent part à l'opération dirigée par le général Bro chez les Hadjoutes.

LE 7 MARS, les spahis firent une reconnaissance dirigée par le lieutenant-colonel Marey, près de Blida, et eurent un engagement très vif avec les Arabes.

LE 27 MARS, ils firent partie de la reconnaissance dirigée par le général Bro, vers la Chiffa, et y furent engagés quelque temps.

Les spahis ont fait tout cet hiver des marches, patrouilles et reconnaissances de jour et de nuit, pour empêcher les déprédations des Hadjoutes dans la Mitidja; le résultat a été à leur avantage.

LE 25 AVRIL, 200 spahis, sous les ordres du lieutenant-colonel Marey, ont repris à 500 cavaliers hadjoutes les bestiaux qu'ils enlevaient à la ferme Rharaba, les ont poursuivis vivement pendant trois lieues, et leur ont tué plusieurs cavaliers. Ils eurent aussi un maréchal-des-logis tué et deux hommes blessés.

LE 28, le lieutenant-colonel Marey prit part avec les spahis à la reconnaissance dirigée par le gouverneur-général sur Blida. Il eut à la retraite le commandement de l'arrière-garde, composée de zouaves, des spahis et de deux pièces de montagne.

LE 29 AVRIL, les spahis, sous les ordres du lieutenant-colonel Marey, firent partie de la colonne de 7,000 hommes, commandée par le gouverneur, qui s'empara des hauteurs dominant Blida.

LE 2 MAI, le capitaine Bouscaren fut établi à Mered avec 100 spahis et 200 fantasins, qu'il pouvait mettre en opération sans demander d'ordres. Il devait ainsi protéger les tribus en arrière.

Dans le courant de MAI, des déachemens de spahis prirent une part honorable aux brillans combats que livrèrent dans l'Est de la province d'Alger les colonnes commandées successivement par le colonel de Schauenbourg, le général Perregaux et le commandant de La Torre.

LE 2, le 5 et le 4 JUIN, les spahis, commandés par le colonel Marey, prirent part, sous

les ordres du général Négrier, aux combats livré à 1,500 cavaliers arabes, près de Bouf-farich, et aux mouvemens qui suivirent vers la Chiffa. Le commandant Bouscaren s'y distinguua.

LE 6 JUIN, les spahis, commandés par le colonel Marey, prirent part, sous les ordres du général Damrémont, au combat livré au bey de Méliana, près de Mered. Ils firent une charge à l'arme blanche qui détermina la fuite de 600 cavaliers arabes, et en tuèrent plusieurs.

LE 7 JUIN, dans la rhasia dirigée la nuit sur le bois de Karezas par le général Damrémont, les spahis, commandés par le lieutenant-colonel Marey, furent placés en tête de la colonne, et pénétrèrent dans le fourré, où eut lieu un combat très animé. A la retraite ils formèrent l'arrière-garde.

Depuis la paix ils ont pris part au service très pénible de la correspondance, des escortes et reconnaissances, qui fut établi. A cheval de jour et de nuit, couchant sans literie, et, tout habillés, ils ont donné la preuve qu'on pouvait compter sur eux pour la paix comme pour la guerre. Ils ont pris part aux mouvemens de prévoyance dirigés contre l'approche d'Abd-el-Kader au printemps de 1858; et à l'occupation de Blida, dans l'été de la même année, leur recrutement a été suspendu, remis en activité et suspendu de nouveau. Le projet paraissant être de placer les spahis dans les régimens de chasseurs qui seraient portés à quatre, composés ainsi qu'il suit : six escadrons français et deux de spahis dans les chasseurs d'Alger et d'Oran, cinq escadrons français et un de spahis dans les chasseurs de Bone et de Constantine. Ce dernier régiment n'existe pas encore.

Le colonel Marey, après avoir eu successivement le commandement des camps de Boufarich et Douira, est venu au mois de mars 1859 prendre part aux dernières élections. Il a été envoyé par le gouvernement, au camp de troupes piémontaises de toutes

armes qui fait de grandes manœuvres près de Turin. Il avait demandé, après un séjour de neuf ans en Afrique, à prendre un commandement en France. Nous apprenons qu'il vient d'être placé à la tête du 1^{er} régiment de cuirassiers.

Telle est la vie militaire du colonel Marey; nous allons donner quelques détails sur sa position politique.

Sous la restauration, il vota avec le parti libéral comme électeur de l'arrondissement de Beaune et du grand collége de Dijon.

En 1850 il reçut, quoiqu'à Alger, comme marque de sympathie, le commandement honoraire de la compagnie d'artillerie de la garde nationale de la ville de Beaune.

Aux élections de 1851, l'ancien parti libéral s'était divisé en deux fractions : l'un forma la nouvelle opposition et continua à porter à la députation l'ancien député, M. Mauguin; l'autre porta sa voix sur le chef d'escadron Marey, qui, quoique en Afrique, réunit 161 suffrages.

Lors des élections de 1854, le commandant Marey, qui allait avoir une position nécessitant pour long-temps sa présence à Alger, se désista de la candidature.

En 1857, le colonel Marey, porté par le même parti qu'en 1851, réunit 295 suffrages. Son concurrent, M. Mauguin, fut nommé à 4 voix de majorité.

En 1859, le colonel Marey arriva d'Afrique pour les élections, quatre jours seulement avant la réunion des collèges. Quoique l'opinion publique le désignât comme devant suivre de nouveau la candidature, il n'y parut que comme électeur. Les électeurs de son opinion se divisèrent entre deux candidats qui se rapprochaient, l'un de la droite, l'autre de la gauche; ce dernier, M. Mauguin, passa avec une majorité de 8 voix.

En résumé, le colonel Marey, né dans une position qui devait lui être très favorable du temps de l'empire, a obtenu par ses travaux sous la restauration de fixer l'atten-

tion de ses chefs et tout l'avancement que la loi permettait; il a parcouru en Afrique depuis 1850 une carrière rapide pour notre époque. En sept ans, il a obtenu les grades de chef d'escadron, de lieutenant-colonel, de colonel, la croix d'honneur et la croix d'officier; toutes ces faveurs ont été motivées par des missions de confiance, des blessures, des actions de guerre, et des ordres du jour. Dans le même temps il a reçu deux fois de ses concitoyens des votes nombreux pour la candidature à la députation. Ayant laissé ces traces honorables dans les écoles, dans l'artillerie, en Afrique et dans son pays natal, le colonel Marey, âgé de quarante-trois ans, donne lieu de croire qu'il rendra encore long-temps d'utiles services à l'État.

CARNOT (LAZARE-HIPOLITE).

M. CARNOT (*Lazare-Hipolite*) est né le 6 avril 1801, à Saint-Omer (Pas-de-Calais), où son père s'était retiré dans la famille de sa femme, après avoir envoyé aux consuls sa démission de ministre de la guerre.

Peu de temps après, le général Carnot, rappelé comme membre du tribunal dans les luttes politiques, ramena sa femme et ses enfans à Paris. Avant Hipolite, il lui était déjà né un fils au palais du Luxembourg pendant le directoire.

On se rappelle qu'au tribunal, Carnot s'opposa à la création de la Légion d'Honneur, qu'il vota, lui deuxième, contre le consulat à vie, et plus tard, seul contre l'établissement de l'empire héréditaire. Vers cette époque, un de ses amis, étant allé le voir pour lui représenter les dangers auxquels son opposition l'exposait, le trouva avec ses deux enfans, l'un sur ses genoux, l'autre jouant à ses côtés. Carnot lui répondit : « *Ces dangers, je ne les crains pas pour moi-même; mais croyez que je ne me suis pas déterminé sans réflexion à un acte qui fermera*

peut-être toute carrière politique à ces enfans dans le gouvernement qui se prépare. »

Plusieurs de ses collègues au tribunal vinrent aussi tenter des efforts pour le dissuader de son projet, dans lequel il leur déclara vouloir persister. Comme ils sortaient, madame Carnot, à qui son mari n'avait encore rien dit, mais qui venait de tout entendre, se jeta dans ses bras en l'encourageant dans sa résolution.

Après la destruction du tribunal, Carnot se donna tout entier aux travaux de l'Institut et à l'éducation de ses enfans; il ne les mit au collège que lorsque, chargé de composer pour le corps du génie son traité de *la Défense des places fortes*, tous ses momens furent réclamés par ce travail. — L'aîné, Sadi, entra l'un des premiers de sa promotion à l'École polytechnique; le second, Hipolite, entra dans l'institution de M. Lemoine pour se préparer à la même carrière.

Carnot, qui avait refusé les offres de l'empire triomphant, offrit ses services à l'empire en danger, et fut nommé, dans les derniers jours de 1815, au gouvernement d'Anvers. Son fils aîné combattit avec l'École polytechnique sous les murs de Paris, en 1814, puis il alla rejoindre son père à Anvers.

Le 20 mars 1815 porta Carnot au ministère de l'intérieur. La bataille de Waterloo le plaça au gouvernement provisoire, la rentrée de Louis XVIII l'obligea de quitter la France en proscrit. Son plus jeune fils lui demanda comme une grâce de l'accompagner dans son exil : Hipolite avait alors quatorze ans.

Ils partirent sous des noms d'emprunt, traversèrent avec quelque peine les provinces envahies par l'ennemi et par la réaction, et gagnèrent la Belgique. Après quelques semaines de séjour à Bruxelles, ils remontèrent le Rhin de Cologne jusqu'à Mayence, se rendirent à Francfort, à Augsbourg, où Carnot montra à son fils le petit village qu'il avait habité pendant sa pre-

(*) Nous avons remarqué que M. Carnot avait adopté ainsi l'orthographe de ce mot.

mière proscription, à Munich, où le prince Eugène Beauharnais, gendre du roi de Bavière, accueillit Carnot avec une franche amitié. Ils firent quelque séjour dans cette ville, se dirigèrent vers la Pologne en traversant les états autrichiens et la Galicie, et arrivèrent à Varsovie au mois de janvier 1816. Tout ce voyage avait été fait sous le nom emprunté d'un négociant français et avec les plus grandes précautions.

Arrivé à Varsovie, Carnot se fit connaître et devint l'objet d'une sorte d'ovation nationale. Tous les patriotes le reçurent comme un frère, et son fils contracta des liens d'amitié avec plusieurs jeunes gens, qui plus tard, ont joué un rôle brillant dans les luttes de leurs pays, entre autres avec les deux frères Malachowski, dont l'un (Jules) périt à la tête du régiment qu'il avait organisé lui-même pendant la révolution de 1830, dont l'autre (Gustave), ministre des affaires étrangères, est venu mourir à Paris au milieu de ses compatriotes proscrits comme lui.

Après un séjour d'un an à peu près à Varsovie, Carnot, inquiet dans son repos par l'humeur ombrageuse de Constantin, vice-roi de Pologne, qui l'avait d'abord accueilli avec la plus haute distinction, et qui ensuite s'était montré jaloux de l'empressement témoigné pour le proscrit français par les Polonais, se mit en route pour l'Allemagne, toujours accompagné de son fils. Il se rendit à Breslau, à Francfort sur l'Oder, à Berlin, à Postdam, et finit par choisir Magdebourg pour lieu d'habitation; cette ville, ayant appartenu à la France, avait conservé des habitudes et des sentimens qui lui convenaient mieux. Il se consacra alors tout entier à l'instruction de son fils, qu'il dirigea principalement vers les études historiques et d'économie politique. C'était surtout dans les promenades qu'ils faisaient autour de la ville que sa conversation devenait une leçon instructive, autant qu'agréable et variée. Il s'était remis à l'étude de l'allemand, afin de

lire avec son fils les chefs-d'œuvre de cette littérature, et souvent il lui arrivait d'en improviser des traductions en vers, que son fils écrivait sous sa dictée, et qu'il envoyait à ses amis lointains, pour leur montrer que l'ennui et l'humeur sombre ne le gagnaient pas. Son fils lui servait de secrétaire et de lecteur.

Ce fut dans une de ces lectures que, frappé par la hardiesse de quelques fragmens sur l'organisation sociale, par Henri de Saint-Simon, Carnot parla à son fils des ouvrages de ce génie original, dont il avait lu quelques-uns avec intérêt, et lui inspira la curiosité de les connaître.

Nous verrons plus tard quelle influence cet entretien exerça sur les études philosophiques de M. Hipolite Carnot.

Pendant le séjour de sept années que fit Carnot à Magdebourg, son fils le quitta rarement et peu de temps, pour faire des excursions dans la Saxe, dans les montagnes du Harz, et pour faire un voyage de quelques mois en France, en 1820.

Le jeune Hipolite se livra avec affection à l'étude de la littérature allemande, étude favorisée par les visites fréquentes que recevait son père des hommes les plus distingués du pays, lorsque leurs voyages les amenaient à Magdebourg. Il y fit un assez grand nombre de traductions, et y amassa des matériaux nombreux pour des travaux à venir.

Le général Carnot mourut en 1825. M. Hipolite Carnot, après lui avoir rendu les derniers devoirs, revint en France dans le sein de sa famille. Jusqu'alors il avait eu le bonheur d'être conduit pas à pas dans son éducation par un guide aimé et respecté, sur lequel il avait pu se reposer avec une confiance absolue; désormais il allait être seul, entièrement maître de son avenir. Mais il avait vingt-deux ans; son caractère était formé, et il ne s'agissait plus pour lui que de ne point s'écarter de la ligne où son père avait dirigé son enfance et sa

jeunesse. Nous le suivrons dans cette nouvelle période de sa vie, et nous pouvons promettre à nos lecteurs les élémens d'une biographie presque intime, grâce aux notes qu'un de ses amis (M. Édouard Charton), qui a depuis quinze ans partagé presque toutes ses études, a bien voulu nous communiquer.

La fortune que le général Carnot avait laissée en héritage à ses enfans était médiocre : il n'avait pas cherché la richesse dans les hautes dignités dont il avait été revêtu. Il ne pouvait venir en pensée à son fils d'occuper aucune fonction publique sous les Bourbons. Il lui fallait donc chercher une profession indépendante. Il se sentit attiré vers celle du barreau, et il commença ses études de droit. Mais bientôt, entraîné dans les mouvemens politiques avec toute la jeunesse de cette époque, des scrupules de conscience lui vinrent au sujet du serment qui serait exigé de lui pour son admission dans l'ordre des avocats. Il renonça à cette carrière pour demeurer complètement libre de ses actions, dans une lutte politique que chaque jour pouvait amener, et il résolut de se contenter de son patrimoine qui, tout modeste qu'il fût, suffisait au genre de vie simple et sérieux dont il s'était fait une habitude par goût encore plus que par nécessité.

De nouvelles études l'occupèrent alors tout entier. Il se souvint de la conversation qu'il avait eue avec son père plusieurs années auparavant au sujet d'Henri Saint-Simon. Celui-ci venait de mourir; mais il avait laissé quelques disciples qui fondaient un journal, *le Producteur*. M. Hippolyte Carnot les rechercha. Il les trouva appliqués à coordonner et à étendre les principes que leur maître avait commencé à formuler, d'après les données les plus avancées de la philosophie et de la révolution française, sur l'émancipation des classes pauvres et sur les destinées sociales. La direction de ces travaux qui, à cette époque de début,

avaient plus particulièrement revêtu les formes de l'économie politique, lui convint, et il y prit part.

C'était surtout le côté philanthropique de la nouvelle doctrine qui le séduisait. Aussi les études théoriques qui se poursuivaient autour du *Producteur* ne lui suffisant pas, il voulut y joindre des études pratiques sur les besoins de la classe pauvre, et se fit admettre dans une association où figuraient alors toutes les notabilités honorables du libéralisme, la *Société de la Morale chrétienne*. Le double caractère de charité et d'opposition politique de cette Société était d'accord avec ses inclinations et ses vues : il en devint l'un des membres les plus laborieux ; il entra dans le comité pour l'abolition de la traite des nègres, dans le comité des prisons et dans celui de bienfaisance. Il se consacra principalement à ce dernier comité, qui obligeait ses membres à pénétrer dans les asiles du pauvre, à se rendre compte de ses besoins, et à s'enquérir des meilleurs moyens d'y satisfaire. Voici en quels termes il en exposait lui-même les travaux dans un rapport inséré au journal de la Société :

« Ce comité est pour plusieurs d'entre nous l'objet d'une sollicitude toute spéciale. Ceux qui en ont fait partie à l'époque de son activité n'en parlent point ensemble sans intérêt, ni même sans un souvenir de reconnaissance : car pour eux il fut un salutaire apprentissage. Grâce à lui, nous sommes entrés en relation avec la classe pauvre, nous avons pénétré dans son intimité; nous l'avons vue, non d'un fugitif coup d'œil, mais avec suite, au milieu de ses joies et aux prises avec ses douleurs, et nous sommes sortis de cette expérience pénétrés de respect et d'amour pour le peuple... Je vous assure, messieurs, que les réunions du comité de bienfaisance étaient souvent rendues bien instructives, bien attachantes par les récits des commissaires chargés des enquêtes, et qu'il nous est arrivé maintes fois de négliger les plaisirs du monde pour ces causeries du soir; je vous assure qu'il n'est pas un d'entre nous qui ne se dise : Je ferai faire un pareil voyage à mon fils. »

Ces œuvres de charité et la rédaction de nombreux rapports sur l'administration publique de la bienfaisance et sur la réforme des prisons ne remplissaient pas seules la vie de M. Hippolyte Carnot; il se fit aussi admettre parmi les membres actifs de la *Société pour l'instruction élémentaire*, instituée dans le but de propager le mode d'enseignement mutuel repoussé par la Restauration, et dont le général Carnot avait été le fondateur en France.

En même temps il continuait ses études sur la littérature allemande. En 1828 il publia une traduction des beaux *Chants helléniens* de Wilhelm Müller. Le choix du sujet indiquait assez que pour M. Hipolite Carnot, les belles-lettres n'étaient pas un frivole délassement, en dehors de l'unité de ses principes et de ses tendances. Il était enfin collaborateur de la *Revue encyclopédique*, alors dirigée par M. Jullien. En outre, il entremêlait ses travaux de voyages en Angleterre, en Suisse et en Hollande.

Pendant ce temps, les événemens politiques prenaient un caractère chaque jour plus grave. M. Hipolite Carnot n'était pas directement engagé dans la polémique de la presse quotidienne. Les liens qui l'attachaient aux disciples de Henri SAINT-SIMON le retenaient dans des débats d'un ordre plus général. Mais s'il cherchait des solutions de la crise sociale plus difficiles et plus éloignées que celles dont devait se contenter le libéralisme qui était sur la brèche, il n'en était pas pour cela moins vivement sympathique à tous les efforts qui préparaient la chute d'un pouvoir hostile aux intérêts et à la dignité de la France.

Le *Saint-Simonisme*, dont il nous est indispensable de dire ici quelques mots, s'était rapidement développé (1). Un grand nombre de jeunes gens, engagés dans des études et des carrières différentes, s'étaient groupés autour des premiers disciples. Le journal le *Producteur* n'était plus leur seul organe. Pour exposer leur doctrine, ils ne se bornaient plus à écrire, ils avaient commencé à ouvrir des cours. Le premier enseignement oral s'était fait chez M. Hipolite Carnot. Ces enseignemens qui se continuèrent dans la rue Taranne, et ensuite dans la rue Monsigny, à la salle de la rue Taitbout, et dans plusieurs autres endroits de Paris, embrassaient, dans un système qui s'élabo-

rait au sein de l'association, les problèmes les plus graves de philosophie historique qui agitent encore les esprits sérieux de notre temps. Nous avons vu que l'on avait d'abord établi publiquement la discussion principalement sur les questions d'économie politique : on en était arrivé bientôt à soumettre l'histoire à une nouvelle observation critique ; on se hasardait même à produire les principes d'une politique générale également nouvelle, et déduite, comme le reste, des principes du maître. L'importance et la hardiesse de ces travaux, qui étaient cependant loin d'affecter le caractère de culte sous lequel ils ont été presque uniquement connus par l'immense majorité du public, avaient resserré les rapports d'intimité entre les membres de l'association. La conviction dont ils étaient pénétrés, le spectacle de la souffrance publique autour d'eux, l'espoir de se rendre utiles leur avaient inspiré les uns pour les autres plus d'attachement qu'il n'en existe ordinairement entre les adeptes d'une simple école philosophique. Beaucoup d'entre eux faisaient de l'élaboration et de la propagation de la doctrine leur occupation unique, vivaient sous le même toit, et reconnaissaient deux chefs, MM. BAZARD et ENFANTIN. Cette concentration n'était point sans danger pour eux : elle pouvait tendre à fausser leurs rapports avec la société. M. Hipolite Carnot fut du nombre de ceux qui réservèrent toujours à leur vie privée une indépendance convenable, et qui demeurèrent ainsi dans la situation la plus favorable pour juger le système saint-simonien à la fois de deux points de vue, à l'intérieur et à l'extérieur.

Telle était déjà la société saint-simonienne, lorsque la révolution de juillet éclata. Le 27 au soir, M. Hipolite Carnot traversa l'émeute pour se rendre rue Monsigny et faire une leçon sur l'organisation de la famille de l'avenir. L'émotion qu'il éprouvait était peinte sur tous les visages. On se pressait autour de Bazard et En-

(1) Les notes biographiques dont nous nous servons nous offrent un tableau curieux des progrès de cette association, et nous regrettons de ne pouvoir en donner qu'un résumé rapide.

fantin; on délibérait si l'on ne devait pas interrompre sur-le-champ les travaux théoriques, et aller partager dans la rue avec les citoyens armés les chances d'une révolution que tous s'accordaient à trouver légitime. Mais il y avait deux influences bien distinctes dans le sein du Saint-Simonisme; l'une représentée surtout par Bazard, l'autre par Enfantin.

Dans les rangs des disciples de Saint-Simon se trouvaient des hommes qui s'étaient toute leur vie intéressés à la politique, qui avaient hérité des espérances de la révolution française, qui avaient fraternisé ou même conspiré avec le libéralisme, et ceux-là n'avaient abjuré aucune de leurs anciennes sympathies, ceux-là n'avaient pas senti s'affaiblir leurs vœux pour le triomphe de la liberté; ceux-là avaient la foi qu'ils n'avaient pas cessé un instant de servir le parti national, encore qu'ils eussent étendu leur ambition de réforme au-delà du cercle où était demeuré enfermé autour d'eux le débat journalier avec le pouvoir. Parmi eux et aux premiers rangs était M. Hipolite Carnot. D'un autre côté, il y avait des disciples du Saint-Simonisme qui, soit à cause de leur jeunesse, soit à cause de leurs préoccupations purement scientifiques, n'avaient jamais appartenu à aucun parti tranché de la politique, n'avaient jamais été profondément pénétrés de ce qu'on a appelé le sentiment historique, et ceux-là, dont quelques-uns se sont mis depuis au service des ministères les moins populaires du nouveau gouvernement, ne pouvaient pas être agités et remués au même degré par le soulèvement que les Bourbons avaient provoqué contre leur autorité; ceux-là étaient plus étroitement unis à Enfantin.

De cette divergence dans les sympathies politiques, il résulta, lors de l'explosion soudaine du ressentiment public en juillet 1850, une hésitation dans l'association saint-simonienne. On se considérait comme étant dans une position exceptionnelle, et on

jugea que l'association, en présence des troubles extérieurs, devait demeurer calme et attentive, se montrer supérieure par la pensée et par l'espoir aux luttes des deux partis, et tirer de cette catastrophe des enseignemens plus éclatans au profit de l'avenir.

Le mot d'ordre fut de ne point se mêler au mouvement insurrectionnel. Mais, pour M. Hipolite Carnot et pour ses amis, il était plus facile de comprendre une semblable résolution que de s'y soumettre. Tandis que quelques disciples obéissaient aux prescriptions des chefs, beaucoup d'autres se laissaient entraîner dans les rangs des combattans. M. Hipolite Carnot descendit dans la rue, et participa à la révolution. Le 29 il devint membre de la municipalité improvisée de son arrondissement, et fut chargé d'un rapport sur les événemens qui s'y étaient passés.

Après la révolution, la plupart des notabilités de la Société de la morale chrétienne entrèrent dans les hautes fonctions publiques. On proposa à M. Hipolite Carnot d'y prendre une part. Il refusa et préféra continuer sa vie d'études. Le Saint-Simonisme publiait deux journaux, *le Globe* et *l'Organisateur*, et avait plusieurs enseignemens à Paris; M. Hipolite Carnot y coopéra de sa parole et de sa plume jusque vers la fin de 1852.

Ce n'est pas que depuis l'époque mémorable de 1850 il ne se fût senti de plus en plus porté à la politique active. Les espérances que le réveil subit de la France avait fait naître dans tous les esprits généreux n'avaient pas traversé le sien sans y remuer profondément ses sympathies pour la cause de la liberté. Du sein de l'association philosophique, où il persévérait, il exprima plus d'une fois hautement sa pensée sur quelques grands événemens publics. Ce fut lui, par exemple, qui, le premier, eut l'idée de la fondation d'un comité pour soutenir la révolution polonaise. Ce comité fut formé sous

la présidence du général Lafayette; mais la pensée primitive ne fut que faiblement réalisée, et on ne réussit guère à en faire qu'un bureau de secours. Ce fut aussi M. Hipolite Carnot qui, dans *le Globe* (15 janvier 1851), fit le premier appel en faveur de ce comité; il le fit en son nom personnel et le signa. Pour prendre cette initiative, il fondait son droit sur ses souvenirs d'exil, sur une dette de reconnaissance. Il terminait son appel par ce mouvement d'une véritable éloquence :

« En 1815, un proscrit, obligé de quitter la France après l'avoir servie par de longs travaux, s'en vint, donnant la main à son fils âgé d'à peine quinze ans, demander l'hospitalité aux bords de la Vistule. A peine l'eut-on reconnu qu'il se vit entouré d'amis empressés à lui faire oublier, par de tendres soins, et les malheurs de sa patrie, et ses propres malheurs. Il avait les mécontentemens d'un pouvoir ombrageux et jaloux, ils lui offrirent à l'envi et leur appui, et leur fortune; tantôt ils l'environnaient avec respect pour entendre de sa bouche le récit des luttes de géants auxquelles il avait assisté dans sa jeunesse, de ces victoires auxquelles lui-même avait puissamment contribué, et qui avaient eu pour but l'affranchissement des peuples; ou bien ils pleuraient avec lui cette liberté qu'eux aussi avaient payée de de leur sang; tantôt ils se plaisaient à reporter une partie de l'intérêt que leur inspirait le vieillard sur le jeune compagnon de son exil.

« Ce proscrit, c'était mon père; cet enfant, c'était moi. Malachowski, Dombrowski, et vous tous qui aviez si noblement partagé votre amour et vos travaux entre deux patries également chères, c'est à la France, à la France affligée que vous tendiez la main, lorsque vous accueillîtes dans votre sein l'une des plus grandes victimes de vos revers. Aujourd'hui qu'une lutte périlleuse s'ouvre pour vous et pour vos fils dans la carrière où la France vous a conviés par son exemple, la France ne fermera pas l'oreille à votre appel. »

En novembre 1852, une scission définitive s'opéra entre les membres de l'association saint-simonienne. L'aberration de quelques esprits distingués, l'effervescence causée par l'admission d'un grand nombre de jeunes gens, d'ouvriers et de femmes; l'impatience excessive d'arriver à une réalisation, avaient modifié le caractère de l'association. Ce n'étaient plus seulement des nuances politiques qui séparaient les premiers disciples, c'étaient aussi des dissentimens profonds dans des questions fondamentales de théorie morale. De plus, quelques-uns commençaient à vouloir répudier la forme philosophique, et méditaient d'inaugurer un culte. Les amis de BAZARD, ceux que nous avons vus partager son attachement au libéralisme, furent aussi ceux qui se révoltèrent avec lui contre les opinions qu'ENFANTIN ne tarda pas à oser mettre à découvert sur l'autorité religieuse

et sur le mariage. M. Hipolite Carnot fut un des premiers (le premier nous dit-on) à parler hautement de sa désapprobation. Il flétrit publiquement dans une séance la théorie d'Enfantin sur les rapports des sexes, en lui appliquant la définition de « *règlement de l'adultère*. » On lutta avec opiniâtreté pendant quelque temps, avec le désir de réduire l'influence d'Enfantin dans de justes limites et d'anéantir des tendances sophistiques et dangereuses. Mais il était trop tard. Il fallut se séparer entièrement de ceux que l'on a appelés depuis les *Enfantiniens*, et qu'on a vus, abandonnés à eux-mêmes, fonder le couvent de Ménilmontant, et se répandre dans Paris, dans la France et jusqu'en Orient, sous un costume tout au moins étrange et avec un langage mystique.

M. Hipolite Carnot, après être sorti avec ses amis de l'association, demeura néanmoins fidèle aux convictions philosophiques qui l'avaient conduit et retenu pendant plusieurs années dans le Saint-Simonisme. Quelques-uns de ses anciens condisciples se réunirent pour renouveler la rédaction de la *Revue Encyclopédique*, et ils lui en offrirent la direction, qu'il accepta. Il continua avec eux dans ce journal le développement des idées sociales compromises par Enfantin. Il demeura aussi membre des comités de la Société de la morale chrétienne, que la plupart des fondateurs avaient désertés en entrant au pouvoir.

Lorsque le choléra éclata dans Paris, il fut au nombre des citoyens qui formèrent des bureaux sanitaires pour porter des secours aux malades. Il vit mourir dans ses bras son frère aîné, *Sadi*, dont nous avons parlé en commençant, qui était déjà honorablement classé parmi les savans par des recherches curieuses et par un ouvrage estimé sur la théorie de la vapeur.

Cette mort éloigna pour quelque temps M. Hipolite Carnot de ses travaux. Il fit quelques nouveaux voyages.

En 1855, il fut inscrit par les accusés d'avril dans le conseil de défense qu'ils demandaient à la Cour des Pairs.

Aux élections de 1857, il fut porté à la candidature, quoique absent, par quatre collègues électoraux de la Bourgogne : Dijon, Beaune, Autun et Châlons.

Parmi les travaux qui remplirent ces années, nous devons citer sa publication des *Mémoires de Grégoire* et la *Notice biographique et critique* étendue dont il les a fait précéder. Après la mort du célèbre évêque de Blois, tous ses papiers furent remis par ses héritiers à M. Hippolyte Carnot, qu'il avait particulièrement affectionné, avec prière d'y choisir ceux qui mériteraient d'être livrés à la publicité. M. Hippolyte Carnot y trouva en effet un grand nombre de morceaux intéressans pour l'histoire, entre autres des *Mémoires* sur sa vie, entièrement rédigés de sa main, le sixième et dernier volume (manuscrit) de son *Histoire des sectes religieuses*, et une vaste correspondance avec les savans du monde entier sur toutes sortes de matières. Il livra d'abord à l'impression les *Mémoires*, se réservant de faire suivre plus tard cette publication par quelques autres qui sont maintenant préparées.

Grégoire, par son testament, avait fondé plusieurs prix sur des questions de morale. Le jugement de ces concours fut délégué à différentes Académies et Sociétés philanthropiques, par les exécuteurs testamentaires (au nombre desquels se trouvait M. Hippolyte Carnot avec MM. Béranger et Marchal, députés). L'un de ces concours, sur les devoirs civiques des militaires, ayant été attribué à la Société de la morale chrétienne, M. Hippolyte Carnot en fut le rapporteur; et il eut occasion d'émettre sur ce sujet des idées qui frappèrent par leur nouveauté, autant que par leur justesse.

Vers ce temps, M. H. Carnot s'unit, par un mariage, à la famille d'un ancien ami de son père. Il a maintenant deux enfans. Ce changement de position et les pertes douloureuses

qu'il a faites successivement lui ont assuré, mais moins encore que son caractère, une complète indépendance.

En 1859, quand la dissolution de la chambre fut prononcée, et quand les comités électoraux se formèrent, M. Hippolyte Carnot fut choisi pour présider le comité central des électeurs de Paris. Il rédigea la circulaire de ce comité, dans laquelle, sans s'attacher au principe de la coalition, l'opinion démocratique annonçait qu'elle appuyerait exclusivement les candidats de la gauche, mais à quelque nuance qu'ils appartenissent. « *Au milieu de la corruption qui nous assiège, et qui menace de briser toute boussole morale, disait le rédacteur, il est un soin que nous ne pouvons surtout trop recommander aux électeurs, comme le gage le plus assuré de notre avenir, c'est de fixer leur choix sur des hommes purs : la vie privée d'un homme public doit pouvoir à chaque instant se dérouler avec confiance aux yeux de ses concitoyens.* »

M. Arago, qui a été l'ami du général Carnot, et M. Laffitte, ayant d'un commun accord proposé la candidature de M. Hippolyte Carnot aux électeurs du 6^e arrondissement de Paris, dont ils avaient été tous deux les représentans, cette candidature fut accueillie avec faveur.

La profession de foi de M. Hippolyte Carnot, datée du 19 février 1859, peut être considérée comme son premier manifeste dans la carrière parlementaire. Il ne sera pas hors de propos d'en rappeler ici les expressions :

A Messieurs les Electeurs du sixième arrondissement de Paris.

MESSIEURS,

« Pour me décider à accepter la candidature du 6^e arrondissement de Paris, il ne m'a pas fallu moins que les encouragemens et l'appui des deux hommes éminens qui ont réuni vos suffrages aux dernières élections. M. Arago et M. Laffitte. Les seuls titres qu'il me soit donné de faire valoir, une vie, j'ose le dire, sans reproche, mais consacrée presque entièrement à l'étude, quelques publications sur notre histoire politique et sur l'économie social, un dévouement sans réserve aux intérêts et à la gloire de mon pays, une fixation de principes qui a déjà résisté à quelques épreuves, ces titres ne sont pas de ceux que proclame hautement la voix publique, et qui n'ont besoin que d'elle pour se recommander.

« Héritier d'un nom respecté, et jaloux de le porter honorablement, on ne m'a point vu profiter de la faveur qui s'y rattache pour obtenir, ce qui peut-être m'eût été facile, titres ou emplois. Mais le fils d'un homme qui dévoua sa vie à la France a le droit

de demander à ses concitoyens l'occasion de lui dévouer aussi la sienne.

« C'est une difficile et noble tâche que celle de siéger dans les conseils législatifs d'une nation. Cet honneur appartient en première ligne aux hommes qui ont fait leurs preuves avec éclat ; mais il y a place aussi pour des candidatures plus modestes, celles des hommes nouveaux qui se sont préparés long-temps et consciencieusement, par leurs études et leurs travaux, à la carrière parlementaire. Il m'est permis de me ranger au nombre de ces derniers.

« J'ose donc croire que dans les questions qui touchent aux intérêts généraux de la France, à ceux de la capitale ou aux intérêts spéciaux du sixième arrondissement, je pourrais rendre quelques services.

« Mais comment espérer une solution satisfaisante à ces questions ? comment espérer pour l'industrie et le commerce les progrès que nous désirons, sous le régime de ces administrations incertaines, soupçonnées, privées d'autorité morale, parce qu'elles ne prennent point suffisamment leur racine dans la représentation du pays ?

« Voilà pourquoi des améliorations législatives, des travaux d'utilité publique importants demeurent en souffrance. Voilà pourquoi une crise ministérielle suffit pour agiter si vivement le corps électoral. Tout le monde sent que les libertés nationales sont elles-mêmes mises en péril.

« La législature prochaine, nous l'espérons, recevra pour mandat des électeurs, non seulement de défendre le gouvernement représentatif contre des empiétements qui nous conduiraient au pouvoir absolu, mais de donner à ce gouvernement l'extension que réclame la raison publique par une révision de la loi électorale.

« Elle réglera, enfin, la responsabilité, tant de fois promise, des agents du pouvoir, responsabilité rigoureuse sans laquelle il n'est point de liberté pratique pour les citoyens.

« Elle effacera de notre code la législation de septembre, destructive de notre plus précieuse institution judiciaire.

« Elle accomplira ce que n'ont pu faire ses devancières, en portant plus d'équité dans la répartition des charges publiques, sur-tout plus de sagesse et d'économie dans l'emploi des dépenses, en mettant un terme, par des mesures sévères, au gaspillage des deniers publics ; en repoussant toute allocation de fonds dont les députés ne sont point appelés à contrôler l'usage.

« Elle relèvera, par son attitude, la dignité de notre politique étrangère, et assurera par là au pays la sécurité qui lui manque. Le gage d'une sécurité réelle pour les nations, c'est l'estime qu'elles inspirent.

« Dire quels sont mes vœux pour la législature prochaine, n'est-ce pas dire, messieurs, quels seront mes efforts si vos suffrages m'appellent à y siéger ?

« Heureux lorsque notre nationalité respectée, nos libertés garanties, notre fortune publique remise en des mains pures, ces luites pénibles seront oubliées ! Alors toutes nos forces de volonté et d'intelligence pourront se consacrer aux perfectionnements intérieurs et au bien-être du peuple.

« Je terminerai cette profession de principes par quelques mots personnels.

« Dans un assez grand nombre de collèges électoraux on exige des candidats à la députation qu'ils promettent de n'accepter aucun emploi public salarié pendant la durée de leur mandat. Je me conforme d'autant plus volontiers à cet usage que j'aime à le regarder comme un acheminement vers la mesure législative qui déclarera l'incompatibilité de ces deux genres de fonctions. »

Cette profession de foi fut le signal de quelques attaques violentes de la presse ministérielle. Un journal, dévoué de tout temps à tous les pouvoirs, tenta de faire tourner contre M. Hipolite Carnot ce principe moderne que les mérites d'un père ne doivent pas être imputés comme des titres à son fils. Mais ceux qui se servaient avec peu de bonne foi de cet argument, que dans toute autre occasion ils auraient combattu, n'ignoraient pas que M. Hipolite Carnot n'est point seulement le fils, mais qu'il est l'élève de son père. Ne lui eût-il appartenu par aucun lien du sang, n'eût-il été que son pu-

pille, ou même son secrétaire, vingt-deux ans passés sous les regards, sous la direction de ce grand citoyen, dont la probité égala le génie, seraient encore l'une des plus fortes garanties que, lui homme nouveau, pût offrir aux électeurs.

M. Michel, président du tribunal de commerce, fut le concurrent de M. Hipolite Carnot ; tous deux parurent devant les électeurs rassemblés au nombre de près de quinze cents pour une réunion préparatoire dans la salle du Wauxhall, le 27 février. On proposa à M. Hipolite Carnot des questions auxquelles il répondit sans aucune hésitation et avec une entière franchise.

On lui demanda de s'expliquer sur les *apanages*, sur les lois de septembre et sur la réforme électorale ; il répondit :

« Je suis étonné d'entendre adresser ici une question sur les apanages. Je croyais que ces apanages, exhumés de quelques vieux livres du moyen âge, y étaient rentrés pour n'en plus sortir.

« On demande si je voterai pour l'abrogation des lois de septembre : je l'ai dit dans ma circulaire : une de ces lois porte atteinte à la plus belle de nos institutions judiciaires, et je les combattrai. (Bravos !)

« Quant à la réforme électorale, je l'appuierai, car je veux que le peuple exerce tous ses droits et qu'il veille sur ses intérêts. Pour ce qui est des capacités, il est incontestable qu'on eût dû les introduire dans la loi électorale. Quant aux limites et aux formes qu'il conviendrait d'apporter à l'exercice de ce droit, j'attendrai pour me fixer à ce sujet une discussion approfondie. (Très bien !) (1).

Un électeur l'invita à exprimer son opinion sur cette maxime : *Le roi règne et ne gouverne pas.*

M. CARNOT. *Il me semble que j'ai répondu à cette question, en disant que je défendrais le gouvernement représentatif contre le gouvernement absolu. Le roi règne et gouverne,*

(1) Voir les journaux du jour : le National, 28 février 1839, le Courrier et le Siècle, 1^{er} mars.

c'est l'absolutisme : le roi règne et ne gouverne pas, c'est le gouvernement représentatif. (Vive approbation.)

D'autres explications plus développées et improvisées avec une facilité élégante de diction furent vivement applaudies et produisirent la plus heureuse impression sur l'assemblée.

M. Hipolite Carnot fut élu à une majorité de 227 voix (829 contre 602). Le collège électoral du sixième arrondissement, presque entièrement composé de commerçans, est le plus nombreux de toute la France après le deuxième; il compte près de dix sept cents électeurs.

A la Chambre, M. Hipolite Carnot siège sur les bancs de l'extrême gauche, où ont aussi fixé leur place MM. Dupont (de l'Eure), Arago, Laffitte, George Lafayette, etc. Il vote avec ceux qui croient à la nécessité de grandes réformes dans nos institutions, mais qui les veulent progressives, autant que possible pacifiques, et qui professent que la légitimité et la justice des moyens ne sont pas moins à considérer que celles du but à atteindre.

Pendant la session de 1859 il s'est montré, en toute circonstance, conséquent aux opinions qu'il avait soutenues publiquement avant d'arriver à la Chambre. Ainsi, dans les associations auxquelles il avait appartenu, il avait écrit et parlé plusieurs fois en faveur de l'abolition de la peine de mort; conformément à cette conviction, il s'est joint au petit nombre de députés qui, en juillet, firent une démarche auprès du garde des sceaux, pour obtenir que l'échafaud politique ne fût pas relevé à l'occasion des troubles du 12 mai.

Dans la question d'Espagne il a prononcé un discours où il a eu occasion d'indiquer, dans un langage ferme et élevé, les opinions nouvelles qu'il représente. Il a été écouté avec l'intérêt que commande toute parole grave et exprimant une conviction réfléchie. Nous citerons quelques lignes de ce discours : on y

remarquera des pensées et des expressions qu'il n'est pas très ordinaire d'entendre dans nos assemblées législatives, auxquelles on reproche, avec quelque raison, de se montrer plus souvent préoccupées des intérêts matériels d'une seule classe de la société que des intérêts généraux des peuples et de l'humanité.

« Il existe entre les nations une solidarité qui ne leur permet pas de s'isoler dans les mauvais jours. Si les traités ne déterminent pas les circonstances où cette haute police sociale doit s'exercer, la loi du devoir, le cri de l'humanité disent qu'on ne peut pas demeurer simple témoin d'une lutte meurtrière, lorsqu'il est si facile de reconnaître de quel côté est la justice, de quel côté est la cause nationale.

« C'est précisément la justice de cette cause, sa justice évidente, qui nous fournit le moyen de la faire triompher sans obliger la France à un déploiement onéreux de forces militaires.

« Il est possible que tant d'hésitation encourage aujourd'hui les souverains absolus à ne pas faire mystère de leurs sympathies pour l'homme dont la présence désole l'Espagne. Mais le jour où vous aurez assez d'énergie morale pour dénoncer au monde entier les attentats qui se commettent dans ce pays, leurs auteurs et leurs protecteurs, dès ce jour personne devant nous n'osera les défendre, et vous aurez vengé l'humanité sans que la paix soit troublée. Déclarez seulement que vous voulez; entendez bien, que vous *woulez*; car la faute de vos prédécesseurs a été de ne pas vouloir; dites que vous voulez faire cesser ces boucheries; un cri d'applaudissement vous répondra, et vous aurez reconquis, en ce jour peut-être, la haute position morale que le courage du peuple nous avait donnée en 1830, et que nos pusillanimités ont perdue. »

Pour résumer cette esquisse biographique, nous croyons ne pouvoir mieux faire que d'emprunter textuellement le passage suivant au rédacteur des notes qui nous ont aidé jusqu'ici dans notre travail.

« Trois faits dominent la vie de M. Hipolite Carnot et ont déterminé ses tendances principales :

« 1^o L'exemple de son père et l'éducation politique qu'il a reçue de lui dans l'exil. Il lui doit un sentiment de nationalité qui dirige chez lui tous les autres. Son père lui dit un jour sur la terre étrangère : « Je n'ai jamais cessé de lutter contre les Bourbons, et pourtant si l'indépendance de la France était menacée, je leur offrirais mes services comme je les ai offerts à Napoléon en 1815 et 1815. » Cette ligne de conduite est celle que M. Hipolite Carnot s'est tracée.

« 2^o Son séjour prolongé en Allemagne. Il y a puisé une affection véritable pour cette nation et une prédilection pour sa littérature, qui a été pour lui l'objet d'études favorites.

« 5° Sa présence dans l'association saint-simonienne avant la prédominance des doctrines enfantiniennes. C'est le résultat de sa tendance philanthropique et la base de ses opinions philosophiques.

« Ces trois impressions successives, ces trois faits se sont traduits dans sa vie d'études par autant de travaux littéraires qui sont achevés ou près de l'être.

« 1° Des Mémoires sur la vie de son père, où il juge les principaux événemens de la révolution d'après le point de vue et la position de son père. Ce point de vue est celui où se sont placés les esprits forts et purs. La révolution reparaitra dans ces Mémoires sous la lumière qui lui appartient, et que tous les historiens ont jusqu'ici plus ou moins méconnue.

« 2° Des esquisses sur l'Allemagne, dont l'une relative au mouvement patriotique et littéraire de 1815, est terminée. Un noble sentiment domine dans cet ouvrage : c'est celui du respect que se doivent les uns aux autres les nationalités. Koerner, à la fois poète patriote et soldat, mort en chantant et en combattant, a été choisi par l'auteur comme type de la jeune Allemagne à cette époque. Autour de lui se groupent tous les beaux caractères contemporains, poètes, philosophes et guerriers. Les poésies sont traduites à leur date et se mêlent aux faits qu'elles préparent ou expliquent. Nous avons lu le manuscrit, et nous devons dire qu'aucun livre moderne ne nous a paru aussi intéressant et aussi propre à relever et à fortifier les sympathies les plus dignes de notre temps.

« 3° Une histoire du Saint-Simonisme. On sait qu'il n'existe encore aucun travail historique sérieux et complet sur cette école philosophique.

« Il serait assurément difficile de trouver beaucoup d'existences plus simples et plus logiquement conduites que celle de M. Hippolyte Carnot. Il n'appartient qu'à un petit nombre d'organisations privilégiées de se déve-

lopper progressivement dans une unité aussi sévère. Si M. Hippolyte Carnot doit beaucoup au bonheur de sa naissance, aux leçons de son père, il doit au moins autant à la force de sa volonté, à la droiture de son jugement, à la générosité naturelle de son cœur. Sans doute il n'est pas possible de prévoir toute l'importance de la part politique qu'il est destiné à prendre dans des événemens encore voilés aux regards les plus clairvoyans; mais si l'on tient compte de la fermeté de ses principes, des preuves d'attachement qu'il a données à la cause populaire, de la solidité et de la variété de ses connaissances, si l'on s'aide du souvenir de ses actions passées pour pressentir ses actions à venir, il est incontestablement un des jeunes hommes politiques dans lesquels le pays peut placer avec le plus de sûreté ses espérances. Tout autorise à penser qu'il sera dans la vie publique ce que l'ont toujours vu ceux qui l'ont connu dans la vie privée; et tous ceux qui l'ont ainsi connu l'ont estimé et aimé, parce qu'ils le savent sincère, réfléchi, doué d'une énergie calme, qui se concilie avec une grande douceur de caractère et une parfaite aménité, ennemi de toute ostentation, familier comme l'était son père avec tous les sentimens les plus honorables et les plus élevés, et prêt en toute circonstance à toute espèce de dévouement. »

BILLAUEL (JEAN-BAPTISTE-BASILIDE).

M. BILLAUEL (*Jean-Baptiste-Basilide*), député de la Gironde, élu à Bordeaux pour la première fois le 6 novembre 1857, réélu le 5 mars 1859, est né à Rethel (Ardennes), le 12 juin 1795.

En 1804 il fut nommé, au concours, élève du gouvernement au lycée de Reims.

En 1810, admis à l'École polytechnique, il passa, en 1815, élève à l'École des ponts-et-chaussées.

A la fin de 1815, M. Billauel servait dans le département des Landes, et donnait

ses soins aux routes de ce pays, devenues si importantes par l'évacuation de l'Espagne et par la retraite des troupes françaises sous le commandement du maréchal Soult.

En 1814, il coopéra aux fortifications élevées autour de Paris, pour garantir la capitale d'une surprise.

Les travaux civils l'appelèrent au port de Bordeaux, à la fin de 1814.

Il était à Paris, au 20 mars 1815, quand l'empereur y fit son entrée à la suite du débarquement de Cannes. Peu de jours après, informé par les feuilles publiques que les commissaires français envoyés pour négocier la paix avec les puissances étrangères n'avaient point été accueillis, et que la France devait recourir aux armes pour maintenir son indépendance, M. Billaudel demanda sur-le-champ au directeur-général des ponts-et-chaussées (c'était alors M. Molé) un congé provisoire, afin de s'enrôler parmi les volontaires du département des Ardennes. On lui délivra une commission d'officier du génie : c'est en cette qualité qu'il servit pendant les Cent-Jours dans le département de la Moselle, et qu'il fit élever un grand nombre de fortins, répandus sur la zone de nos frontières, pour appuyer l'élan des populations.

Après les Cent-Jours, M. Billaudel, rappelé aux fonctions civiles d'ingénieur des ponts-et-chaussées, occupa successivement un arrondissement dans les départemens des Basses-Alpes, de la Nièvre et des Ardennes.

Appelé dans l'arrondissement dont la ville de Rethel est le chef-lieu, les souvenirs d'enfance qui ont tant de charmes, l'avantage de vivre au sein de sa famille, ne purent le retenir dans un département qui éprouvait l'humiliation d'être sous la garde d'une armée étrangère. M. Billaudel s'indignait en voyant tous les jours les baïonnettes russes rangées en faisceaux sur la place publique de sa ville natale. Au bout de six mois il sollicita et obtint son changement de résidence, et il fut envoyé à Bordeaux.

Depuis le mois de février 1818, jusqu'au 1^{er} janvier 1858, M. Billaudel s'est consacré tout entier aux grandes entreprises, auxquelles M. Deschamps, son beau-père, avait donné l'impulsion dans les départemens du Sud-Ouest de la France, et notamment dans le département de la Gironde.

Le nom de M. Deschamps, inspecteur-général des ponts-et-chaussées, est particulièrement attaché à la construction des ponts de Bordeaux et de Libourne; ce pays lui devra aussi les améliorations projetées dans ces vastes déserts qui portent le nom de Landes de Gascogne. Son gendre a publié sur cette contrée intéressante, abandonnée et trop ignorée, un mémoire rempli d'observations qui ont reçu de nombreux témoignages d'approbation de juges éclairés et compétens (1).

M. Billaudel, par un zèle patriotique autant que par une émulation de famille, s'est dévoué tout entier pendant vingt ans de séjour à Bordeaux à ces vastes conceptions qui avaient pour but de répandre les bienfaits de la civilisation, et d'améliorer le sort des populations ouvrières et agricoles.

Tandis que M. Billaudel, avec une complète abnégation personnelle et sans aucun encouragement de l'administration, se consacrait à des travaux qui exigeaient le sacrifice de son repos et de sa santé, il s'associait aux citoyens laborieux qui cultivaient les sciences et les arts dans la ville de Bordeaux (2).

(1) *Les Landes en 1826* ou esquisse d'un plan général d'amélioration des Landes de Gascogne, contenant la description du canal projeté par M. Deschamps, inspecteur général des ponts et chaussées (1^{re} édition 1826, in-4^o, 2^e édition 1837, chez Coudert, imprimeur à Bordeaux).

(2) Dans cette période de temps, il a publié : *NOTICES 1^o sur le pont de Bordeaux, 2^o sur la cloche à plonger, 3^o sur Brémontier, ingénieur, inventeur de la fixation des dunes.*

RAPPORTS 1^o sur les fontaines publiques de Bordeaux, 2^o sur les cordages d'égal tension, 3^o Essai historique sur l'Académie de Bordeaux.

MÉMOIRES d'histoire naturelle 1^o sur l'action du vent salé, 2^o sur les familles des plantes, 3^o sur les ossemens fossiles d'hyène et autres animaux antédiluviens de la grotte de Lavi-son, 4^o sur un paléotherium fossile, 5^o sur les dents fossiles du rhinocéros.

Il a apporté en outre sa collaboration aux *Recueils de l'Académie royale des sciences de Bordeaux*, et aux *actes de la Société linnéenne* de la même ville.

Il devint secrétaire et président de l'Académie royale des sciences de Bordeaux, président de la commission des bateaux à vapeur et du jury pour la réception des objets d'art destinés aux expositions, membre de la Société linnéenne de la même ville, correspondant de la Société géologique de France, et de la Société royale et centrale d'Agriculture à Paris.

En 1825, il fut nommé membre de la Légion-d'Honneur à raison de sa coopération à l'édification du pont de Bordeaux.

En 1857, M. Billaudel, ingénieur en chef du département de la Gironde, après avoir été élu membre du conseil municipal de Bordeaux, fut porté candidat à la députation par les électeurs de l'arrondissement du Sud. L'administration, voulant éloigner de la chambre un homme qu'elle ne jugeait pas favorable à ses projets rétrogrades, fit jouer ces ressorts dont elle a si souvent éprouvé la puissance sur les âmes faibles.

Tandis que la ville de Bordeaux voulait donner à un de ses citoyens les plus dévoués un témoignage de son estime, M. Legrand, directeur-général des ponts-et-chaussées, ingénieur lui-même, membre de la Chambre des Députés, écrivait *officiellement* à son ancien camarade une lettre conçue dans des termes artificieux, mais qui faisait savoir au candidat de l'opposition qu'on lui retirerait son emploi s'il était élu.

Cette notification était une atteinte portée à la Charte et à la loi électorale ; M. Billaudel n'hésita pas à sacrifier tous ses intérêts pour défendre un droit constitutionnel. Il déclara à M. le directeur-général des ponts-et-chaussées qu'il persistait dans sa candidature, et qu'il attendrait avec calme le jugement des électeurs et la décision de l'administration.

Cette déclaration rendue publique fut d'abord accueillie par le *Courrier français*, dont Châlelain était le rédacteur : elle signala à la France ce nouvel exemple du système menteur et perfide qui veut anéan-

tir nos institutions, en attaquant leurs soutiens par les voies honteuses de la corruption et de l'intimidation, système qui a été si audacieusement mis en pratique dans les élections de 1859.

M. Billaudel fut mis en disponibilité, et résista à toutes les propositions d'accommodement qui lui paraissaient contraires à la dignité de son mandat et au maintien du droit souverain des électeurs. Fidèle à ses principes pendant la session de 1857, il a combattu, dans les rangs de l'opposition dynastique, le ministère du 15 avril, dont on connaît assez les tendances illibérales. M. Billaudel s'est naturellement trouvé compris dans les 215 députés qui ont voté le projet d'adresse de 1859, et qui a porté le dernier coup au cabinet présidé par M. Molé.

Les électeurs de l'arrondissement du Sud à Bordeaux, approuvant la conduite de leur mandataire, l'ont renvoyé à la Chambre le 5 mars 1859.

M. Billaudel a été chargé de plusieurs rapports à la Chambre, entre autres de celui sur les pétitions relatives à l'emploi des enfans dans les ateliers et à la réduction des droits de navigation sur les canaux. Il s'est montré dans le premier philanthrope éclairé et industriel intelligent ; ses études spéciales le rendaient un des députés les plus capables de la rédaction du second.

LEGENTIL (député de la Seine).

M. Legentil, député de la Seine, est né à Rouen le 9 mars 1785. Il embrassa la carrière du commerce, où il a su acquérir un nom et une fortune honorables. Sa vie publique n'a commencé qu'en 1827. Il fut appelé à cette époque à faire partie du jury de l'exposition des produits de l'industrie, et a rempli les mêmes fonctions en 1854 et en 1859.

En 1828 il fut nommé membre du comité consultatif des arts et manufactures, à titre

honoraire seulement. On lui a offert plusieurs fois d'être titulaire avec les appointemens attachés à cette place, il les a toujours refusés.

A la suite de la révolution de juillet 1830, M. Legentil fit partie de plusieurs commissions : commissions des indemnités, des récompenses nationales, des secours aux blessés.

Vers la fin de 1830, M. O. Barrot, alors préfet, convoqua les notables de chaque arrondissement, à l'effet de nommer des délégués dont la réunion aviserait aux moyens de venir au secours du commerce et de l'industrie. M. Legentil fut désigné, et c'est sur son travail que la ville consentit à garantir une somme de 4 millions à la Banque, pour constituer un comptoir d'escompte au profit du petit commerce. La commission du prêt des 50 millions avait consacré 1,500,000 fr. à cet emploi ; cette somme était insuffisante. Une commission de douze membres fut organisée pour donner à l'escompte des petites valeurs commerciales toute l'extension possible ; M. Legentil en fit partie et est encore aujourd'hui l'un des trois liquidateurs.

Le petit comptoir a escompté pour 18 millions ; il a rendu de grands services, et le sacrifice définitif de la ville n'ira pas au-delà de 200,000 fr. ; c'est un résultat très avantageux, auquel M. Legentil doit se féliciter d'avoir contribué.

Il a été élu trois fois à la chambre de commerce, et il y remplit encore les fonctions de secrétaire. Il a été envoyé deux fois, par l'élection au conseil général du commerce.

Dans la session de 1855, une grande question, celle de l'abaissement des droits sur les laines étrangères, occupa les trois conseils, celui de l'agriculture, celui des manufactures, celui du commerce. M. Legentil fut nommé, par ce dernier, rapporteur ; et le mémoire qu'il lut dans la séance du 5 mars 1855, que le gouvernement a fait imprimer et distribuer à ses frais, a contri-

bué à réduire à 22 p. 0/0 les droits qui jusque-là étaient de 55.

M. Legentil a toujours parlé, agi et écrit dans le sens de la plus grande extension de la liberté commerciale. Toutefois, il est trop homme de pratique pour pousser jusqu'au radicalisme l'application de ses principes. Il a fait plusieurs travaux pour la création de l'entrepôt à Paris, et l'a défendu même à la tribune de la Chambre (1).

C'est sur la demande de ses collègues au comité consultatif, MM. Thénard, Gay-Lussac, Arago, etc., que M. Legentil a été décoré en mars 1851.

Depuis 15 ans il est peu de grandes questions commerciales ou industrielles auxquelles il n'ait pris une part plus ou moins active.

Il a été élu, par le 5^e arrondissement de Paris, membre du conseil général de la Seine en novembre 1854. Pendant trois ans il en a rempli les fonctions. Il donna sa démission lorsqu'il fut choisi pour député par le même 5^e arrondissement, le 4 novembre 1857.

Il a été réélu député le 4 mars 1859.

M. Legentil a peu occupé la tribune ; ses habitudes et une vie toute de travail intérieur paraissent la lui faire redouter. Cependant il y est monté une fois pour demander que les entrepôts intérieurs, et notamment celui de Paris, fussent exonérés des frais du personnel de la douane, et cette demande vient d'être réalisée par le budget de 1840 ; une autre fois pour signaler les vices du mode adopté dans l'adjudication des fournitures publiques ; il a en outre fait adopter un amendement au dernier règlement de la Chambre.

(1) Les premiers travaux sur cette importante question sont dus à M. Victor Casas, ex-syndic des courtiers de commerce près la Bourse de Paris ; il développa ses vues sur la création d'un entrepôt à Paris dans un écrit fort de raisonnemens et de faits, publié en 1816, sous le titre de *Considérations sur l'établissement d'un entrepôt réel à Paris* ; ce premier travail a servi de base à tous ceux qui ont été publiés depuis.

M. Casas est mort en 1821, sans avoir pu jouir du résultat de ses efforts ; le commerce de Paris, qui en retire aujourd'hui d'immenses avantages, n'eût-il pas dû élever dans le sein de l'entrepôt, un souvenir à celui auquel est due en réalité cette utile fondation.

M. Legentil a fait partie de plusieurs commissions, telles que celle extraordinaire des chemins de fer; dans la commission des sociétés en commandites par actions, il a été chargé du rapport. Cette loi n'a pas encore été discutée.

Comme député, M. Legentil n'a obtenu aucune faveur personnelle, ni pour lui, ni pour les siens; son vote a donc été toujours libre de toute influence.

BARRAS (JEAN-PIERRE-TOBIE).

M. BARRAS (*Jean-Pierre-Tobie*) est né dans le canton de Fribourg en Suisse, le 31 mars 1778. Après avoir fait ses études au collège de cette ville, il vint à Paris, à dix-neuf ans, pour y étudier la médecine, et s'y fixa plus tard.

Il publia en 1827 un *Traité sur les gastralgies et les catéralgies*, qui eut quelque succès. Ce traité est un des premiers ouvrages complets (1) dans lesquels la doctrine du docteur Broussais ait été réduite à sa juste valeur. M. Barras fut nommé, à la suite de la publication de cet ouvrage, membre de la Légion-d'Honneur.

En 1838, M. Barras a publié un second ouvrage intitulé *Supplément au Traité sur les gastralgies*, qui est le complément du premier et en quelque sorte sa *post-face*.

M. Barras a été plus de vingt ans médecin titulaire des prisons de Paris et du bureau de charité du onzième arrondissement, dont il est encore médecin honoraire.

NICÉVILLE (FRANÇOIS-THÉOPHILE-HIPPOLYTE DE).

M. *François-Théophile-Hippolyte* DE NICÉVILLE, né à Fresnes, département du Nord, descend du côté paternel d'une famille militaire, appartenant à une noblesse lorraine, et du côté maternel de parens distingués dans la magistrature de la Flandre française et du Hainaut autrichien.

Voulant comme ses pères suivre la carrière des armes, M. de Nicéville entra volontairement au service en 1798, dans le 16^e régiment de cavalerie (*ci-devant Royal-Bourgogne*). Il y fut nommé sous-lieutenant en 1805, époque à laquelle ce corps subit une nouvelle organisation et prit la dénomination de 25^e régiment de dragons. Arrivé successivement et sans interruption, en passant par tous les grades, à celui de colonel des cuirassiers du Dauphin (2^e de l'arme), qui lui a été conféré en 1828, M. de Nicéville est demeuré jusqu'à ce jour à la tête de ce régiment.

Il a fait, depuis 1798, les campagnes d'Allemagne, de Prusse, d'Autriche, de Pologne et de Russie, et plus tard celle d'Espagne; il s'est particulièrement distingué à la bataille d'Austerlitz, y a été honorablement cité et décoré de la croix de la Légion-d'Honneur.

Il a eu un cheval tué sous lui à la bataille de la Moskowa, et, après avoir fait toute la campagne de Russie et partagé avec le reste de l'armée toutes les souffrances d'une funeste retraite, il est arrivé jusqu'à Dantzic, où il a été appelé en qualité d'officier d'ordonnance près du général en chef Rapp, chargé de la défense de cette place. Après ce siège et au mépris d'une capitulation, les troupes, qui avaient vaillamment défendu Dantzic, furent envoyées en Ukraine, et ce n'est qu'en 1814 que M. de Nicéville rentra en France après sa captivité. Il fut alors nommé chef d'escadron, devint ensuite lieutenant-colonel et colonel, et reçut successivement la croix de Saint-Louis, celle d'offi-

(1) L'un de nous, M. Germain Sarrut, que des études spéciales et sa position particulière de chef d'un grand établissement d'instruction publique (Pont-le-Voy) mettaient à même de voir journellement des malades et de recueillir des observations pathologiques, avait, quelques mois avant la publication de l'ouvrage de M. Barras, inséré dans le *Journal complémentaire du Dictionnaire des sciences médicales* un mémoire sur un cas de *gastrodynie*, dans lequel il avait fait ressortir les inconvénients de la doctrine physiologique suivie sans discernement, et prévenu les praticiens contre la confusion généralement établie entre la *gastralgie* et la *gastrite*, surtout chez les jeunes gens de quinze à dix-huit ans.

cier de la Légion-d'Honneur, et enfin celle de commandeur du même ordre.

TALLEYRAND, Duc de PÉRIGORD (AUGUSTIN-MARIE-ÉLIE-CHARLES DE).

M. Augustin-Marie-Elie-Charles de TALLEYRAND, duc de PÉRIGORD, est né, à Paris, le 10 janvier 1788. Il fit ses premières études en Allemagne et les termina à Paris.

Nommé sous-lieutenant au 7^e régiment de hussards par décret impérial du 50 mars 1809, il fit dans ce régiment la campagne de Wagram, sous les ordres du colonel Custines. Nommé lieutenant dans le même régiment, le 21 avril 1812, et immédiatement après appelé, comme aide-de-camp, auprès du général Nansouty, M. de Talleyrand fit auprès de ce brave officier les campagnes de 1812, 1813, 1814. Il fut présenté pour la croix de la Légion-d'Honneur après la brillante affaire d'Ostrowno.

Le général Nansouty ayant été blessé au commencement de la bataille de la Moskowa, M. de Périgord fut momentanément attaché à l'état-major du roi de Naples, et fut nommé capitaine en 1815, après la bataille de Leipzig.

Le général Nansouty ayant été chargé par l'empereur, après la campagne de Saxe, de s'occuper de la réorganisation de la cavalerie, M. de Périgord fut le seul officier de son état-major associé à ce travail; il fut promu au grade de chef d'escadron, le 15 mars 1814, après avoir contribué à sauver son général qui allait tomber entre les mains d'un parti de cosaques près Laon.

Nommé en 1814 à un emploi de lieutenant dans la compagnie des mousquetaires gris, M. de Périgord y est resté jusqu'à l'époque du licenciement en mars 1815, pour rentrer ensuite dans ses foyers.

Nommé colonel du 1^{er} régiment de cuirassiers de la garde le 8 septembre 1815, il a commandé ce corps jusqu'en 1824, époque à laquelle il fut appelé, au comman-

dement d'une brigade de cavalerie légère au camp de Lunéville. Il fut chargé en 1825 d'une inspection de cavalerie, et fut immédiatement après nommé membre d'une commission composée d'officiers généraux, chargée de reviser l'ordonnance de vendémiaire an XIII, pour l'instruction de la cavalerie. M. de Périgord n'a cessé pendant deux ans de prendre la part la plus active aux importants travaux de cette commission, et fut l'un des membres désignés en 1827 pour faire, à Lunéville, l'essai des modifications proposées. Il fut nommé en 1850 membre du comité spécial et consultatif de cavalerie, et chargé de plusieurs rapports sur les questions proposées par le ministère de la guerre au comité.

Entré à la chambre des pairs en 1829 par droit de succession, M. de Périgord a fait parti de plusieurs commissions; il fut nommé président du collège électoral du département de la Dordogne en 1829, et a été élu membre du conseil général de ce département en 1851.

M. de Périgord fut fait en 1820 gentilhomme de la chambre du roi et commandeur de la Légion-d'Honneur; il était chevalier de Saint-Louis depuis 1814.

BOYER (JEAN-JACQUES-PHILIPPE).

M. Jean-Jacques-Philippe BOYER, né le 17 septembre 1784, à Castelnaudary (Aude) (fils d'un notaire), s'enrôla volontairement, le 1^{er} vendémiaire an X, dans le 4^e régiment de ligne qui était alors à Nancy (Meurthe). M. Boyer était à peine âgé de dix-sept ans.

Après avoir fait avec son régiment, et comme simple soldat ou sous-officier, les campagnes des ans XII et XIII au camp de Saint-Omer; des années 1806, 1807 et 1808, en Allemagne avec le corps du maréchal Soult, et avoir été blessé au combat d'Œlsberg (en Prusse) d'un coup de feu qui lui traversa la nuque après lui avoir fracassé le côté gauche de la mâchoire, il fit comme

sous-lieutenant dans le 4^e de ligne la campagne de 1809 en Allemagne (corps Masséna).

En 1810, et comme lieutenant au même régiment, il fit la campagne de Hollande (corps Oudinot); en 1811 et comme adjudant-major toujours au 4^e de ligne, il revint camper à Boulogne, où son bataillon se trouvait successivement sous les ordres du général Vandamme et sous ceux du maréchal Ney; c'est là qu'il fut nommé membre de la Légion-d'Honneur, titre pour lequel il avait été proposé en 1809 après la bataille de Wagram.

En 1812, il fit le commencement de la campagne de Russie comme capitaine aide-de-camp du général d'Hénin. Mais ce général ayant été blessé à Valontina, et M. Boyer désirant continuer la campagne, il passa aide-de-camp du général Boyeldieu, de la garde impériale. Il alla à Moscou avec lui et fit toute la retraite avec les débris de sa brigade.

En mars 1813, ayant été nommé chef de bataillon, il fut désigné pour remplir les fonctions de chef d'état-major de la cavalerie d'avant-garde du troisième corps d'armée, commandée par le général de division comte de Valmy (Kellermann fils); il fut blessé sous les yeux de l'empereur au combat de Klitz près de Bautzen, et nommé officier de la Légion-d'Honneur.

En juin 1813, la division de cavalerie ayant été réduite à une brigade, M. Boyer obtint le commandement du deuxième bataillon du 29^e d'infanterie légère, et, continuant la campagne avec lui, il fit partie de la capitulation de Dresde, par le maréchal Gouvion Saint-Cyr (division Claparède); conduit en Hongrie, il y resta huit mois prisonnier de guerre et rentra en France le 6 juin 1814.

Dirigé sur Rennes, il y fut, à la nouvelle organisation de l'armée, nommé aide-de-camp du lieutenant-général comte Frère, qui commandait la treizième division territoriale. Mais des désordres ayant eu lieu dans

cette ville contre le gouvernement, le général Frère et son aide-de-camp furent mis en disponibilité.

En mars 1815, au retour de l'empereur, M. Boyer rejoignit à Lille le général Frère, qui commandait toutes les places fortes du Nord. Mais les désastres de Waterloo ayant donné un autre gouvernement à la France, M. Boyer fut envoyé en disponibilité dans ses foyers en 1816 (1), et y resta jusqu'à la révolution de 1830, époque à laquelle il fut désigné pour diriger, comme chef d'escadron, la gendarmerie de la Haute-Garonne. En décembre 1835, il fut nommé lieutenant-colonel chef de légion, et fut chargé de diriger, à Nîmes, le service de la quinzième.

Le 25 décembre 1836, il remplaça dans le commandement de la treizième légion, à Toulouse, M. le colonel Maziau, qui venait de mourir (mais toujours avec son grade de lieutenant-colonel).

Enfin le 10 mars 1838, M. Boyer fut nommé colonel, et il conserve encore le commandement de la treizième légion de gendarmerie (2).

HÉBERT (MICHEL-PIERRE).

Né en 1799, M. Michel-Pierre HÉBERT embrassa d'abord la carrière du barreau. Fils d'avocat, il débuta dès l'âge de vingt-un ans, et plaida avec avantage pour sa réputation et sa fortune, de 1820 à 1833, devant la cour de Rouen. A cette époque, il fut nommé procureur du roi, et, peu après (19 mai 1834), fut placé à la tête du parquet de la Cour royale de Metz.

Aux élections de juillet 1834, M. Hébert sollicita les suffrages des électeurs de Pont-

(1) Alors il avait été signalé comme dangereux pour le gouvernement et dévoué à l'usurpateur, par M. de Marsolan, sous-préfet de Castelnaudary; il dut rentrer dans ses foyers, où il fut soumis à une surveillance minutieuse et vexatoire.

(2) Les états de services de M. Boyer portent qu'il s'est trouvé à tous les combats ou batailles qui ont eu lieu dans les différentes campagnes qu'il a faites, et qu'il s'y est conduit avec bravoure et distinction.

Audemer (Eure), où il est né, et fut élu. Dès son entrée à la chambre il se rangea sous les drapeaux du pouvoir, et se montra, dit un publiciste (1), un des soutiens les plus fins et les plus subtils du système d'intimidation; aussi fut-il, en septembre 1836, nommé avocat-général à la cour de cassation, où il remplit ses fonctions avec une assiduité qui paraît avoir refroidi son zèle comme député, depuis surtout que MM. Guizot et Persil se sont fait hommes d'opposition.

M. Hébert s'est surtout signalé comme rapporteur de la loi sur les cours d'assises du 9 septembre 1835. Il donna dans cette circonstance un gage éclatant de son dévouement aveugle aux volontés du château. L'année suivante, il fut chargé du rapport de la loi sur le vote au scrutin secret (15 mai 1836), et, dans la session suivante, du rapport sur le budget des affaires étrangères; il se montra dans ces deux occasions homme de dévouement bien plus que d'intelligence ou de spécialité.

Il repoussa, dans la discussion de l'adresse de la session de 1838, la politique de M. Thiers relativement à l'intervention en Espagne, et fit admettre un amendement à ce sujet.

Dans la dernière session, M. Hébert a été rapporteur du projet de loi sur les tribunaux de commerce et du projet de loi sur les ventes à l'encan des marchandises neuves; il était sur son vrai terrain, et s'est montré jurisconsulte érudit.

Il a comme son patron, M. Persil, voté contre le ministère dans la discussion de l'adresse, et a pris place dans les rangs de la coalition des 215.

M. Hébert est membre de la Légion-d'Honneur; nous ignorons à quelle occasion il a obtenu cette faveur.

DALLOZ (VICTOR-ALEXIS-DÉSIRÉ).

M. DALLOZ (*Victor-Alexis-Désiré*), avocat à la cour de cassation et aux conseils du roi, est né à Septmoncel (Jura), le 12 août 1795. Il avait à peine vingt-un ans, lorsqu'il débuta au barreau de la cour royale de Paris. La première cause importante qu'il ait plaidée fut une question d'état fort curieuse, car elle offrait à résoudre physiologiquement, autant que légalement, la question de savoir si un enfant né neuf mois et neuf jours après le décès du mari doit être réputé conçu à l'époque de ce décès, à l'effet de succéder. Cette affaire fut portée à l'audience solennelle; M. Dalloz avait pour adversaires MM. Bonnet père et Roux-Laborie, le premier comme avocat plaidant, et le second comme écrivain. M. Dalloz se concilia tous les suffrages, et ses adversaires eux-mêmes prodiguèrent à leur jeune confrère les plus vives félicitations, et lui présagèrent, dans leurs plaidoiries et dans leurs mémoires imprimés, un grand avenir au barreau. M. Dalloz figura plus tard dans plusieurs procès civils et politiques, notamment dans celui relatif à la propriété du *Cours de littérature* de La Harpe; dans le procès de la conspiration du 19 août, jugé par la cour des pairs; dans l'affaire de la conspiration de La Rochelle, etc., et dans toutes ces circonstances ce jeune jurisconsulte a vu grandir sa réputation, et s'est placé plus avant dans la confiance publique et dans l'estime de ses confrères.

Vers la fin de 1825, M. Dalloz passa du barreau de la cour royale à celui de la cour de cassation. Dès cette époque, il a pris part, soit comme avocat plaidant, soit comme conseil, à un grand nombre de causes remarquables; on peut citer, entre autres, ses défenses pour la famille de Preigue, pour les propriétaires de la Veloz Mariana, pour les colons de Saint-Domingue, pour madame Maglies, pour M. Moncel, pour les cultivateurs des départemens voi-

(1) M. Dupé-Lemançois, *Biographie des Députés*, session de 1838-1839.

sins de la capitale et les marchands de fro-mage contre les ordonnances du préfet de police Mangin, pour MM. les comtes Mer-lin, Berlier, etc.

Pendant le règne de Charles X, ayant pris place dans les rangs de l'opposition, il est peu de causes politiques où l'on ne trouve le nom de M. Dalloz réuni à ceux des princi-pales notabilités du barreau. Le dernier procès de ce genre, agité sous ce gouver-nement, est celui des dix-huit cents électeurs éliminés par M. le préfet de la Seine pour cause de déchéance. La défense des citoyens déchus fut partagée entre M. Odilon-Barrot, avocat plaçant, et M. Dalloz, auteur de la consultation imprimée, où la question de déchéance était approfondie. Encore très jeune, M. Dalloz a déjà un véritable titre à la reconnaissance de la magistrature et de tous ses confrères dans l'immense travail qu'il a entrepris, et qu'il a exécuté avec succès. Nous parlons du *Répertoire de juris-prudence*, qu'il a conçu sur un plan tout à fait neuf, et qui consiste principalement dans une combinaison de l'ordre alphabé-tique avec l'ordre méthodique, dans laquelle l'auteur, faisant dominer ce dernier élé-ment, secondaire dans les autres réper-toires, offre une série ou collection alpha-bétique des traités sur toutes les parties du droit civil, commercial, criminel, adminis-tratif, et sur les parties les plus importantes du droit public. A la suite de cette publica-tion, M. Dalloz a été fait membre de la Légion-d'Honneur, sur la demande de la haute magistrature. L'ambassadeur du roi de Naples avait aussi offert à M. Dalloz la décoration de Sicile, mais il ne crut pas devoir l'accepter.

M. Dalloz a publié : 1° *Journal des au-diENCES de la cour de cassation*; ce recueil périodique fait suite à l'ancien journal de Denevers, rédigé par M. Dalloz depuis 1822; 2° *Jurisprudence générale du royaume en ma-tière civile, commerciale, criminelle, admi-nistrative, et le droit public*, Paris, 1824-50.

Il n'a encore paru que les dix premiers vo-lumes, il en reste encore deux à paraître. Il a eu part, en outre, à la publication de la *Thémis*, ou *Bibliothèque du jurisconsulte*, 1819 et années suivantes.

PERSIGNY (JEAN-GABRIEL-VICTOR FIALIN, vicomte de).

Notre deuxième volume (2^e partie, page 88) comprend la notice du prince Napoléon-Louis, auquel des actes postérieurs à notre travail ont donné un si grand retentissement en Europe. Nous n'avons pas dissimulé alors nos sympathies pour une famille que la gloire éleva des rangs du peuple sur le trône; ces sympathies n'ont pas changé. Après cet aveu, nous n'hésitons point à dire que, cé-dant à des désirs qui nous touchent, nous nous faisons un devoir de publier ici la Bio-graphie d'un jeune soldat en qui le prince Napoléon-Louis a mis sa confiance tout en-tière, qu'il estime et qu'il affectionne vive-ment.

Jean-Gilbert-Victor FIALIN DE PERSIGNY est né à Saint-Germain-Lespinasse, départe-ment de la Loire, ancienne province du Forez, le 11 janvier 1808. Sa famille, noble et ancienne dans le pays, est alliée aux familles les plus recommandables de la province, les Lachèze, les de Couzan, les Fayolle, les du Rozet, les d'Espagny, les Duclozel. Son père possédait, à Crèmeaux, un domaine du nom de *Persigny*; mais, ayant dissipé les débris de son patrimoine dans de fausses spéculations, il s'engagea et alla mourir en Espagne, à la bataille de Salamanque (1812). Il avait eu de son ma-riage, avec Anne Girard de Charbonnière, deux fils, *Henri* et *Victor*: *Henri*, l'aîné, se destinait à la magistrature; la révolution de 1830 renversant les protecteurs de sa fa-mille, il se retira à Saint-Martin-d'Estraux. *Victor*, le plus jeune, élevé par les soins d'un de ses oncles, reçut l'instruction du collège royal de Limoges, où il était entré comme

boursier de la commune de Paris, faveur que lui avait fait obtenir un allié de sa famille, M. de Chabrol-Volvic, préfet du département de la Seine.

Victor, en sortant du collège, s'engagea volontairement à l'École de cavalerie de Saumur, le 25 juillet 1826. Il sortit de cette école, ayant eu le premier numéro, et passa, avec le grade de maréchal-des-logis, le 12 octobre 1828, dans le 4^e de hussards, régiment qu'il avait choisi.

Le jeune maréchal-des-logis arriva à son corps l'esprit légèrement teint de carlisme, opinion de tous les siens et des chefs de l'École où il avait vécu pendant deux ans. Mais, entré dans la compagnie du capitaine Kersausie, son jugement se forma sur la valeur des princes que l'étranger nous avait ramenés, tellement que, quoiqu'il fût à la veille d'être appelé aux gardes-du-corps par suite des sollicitations pressantes de ses oncles, le marquis de Couzan et les vicomtes du Rozet et de Girard, la révolution de 1830 le trouva disposé à agir dans le sens du mouvement le plus étendu.

Quand la nouvelle des combats de Paris arriva à Pontivy, où tenait garnison le 4^e de hussards, elle y causa une vive sensation. Les capitaines Kersausie et Duquesne réunirent aussitôt les sous-officiers. M. Fialin, jeune et sans expérience, ne pouvait guère les aider de ses conseils; aussi se borna-t-il à leur offrir franchement l'appui de son courage, résolu qu'il était à engager sa tête dans la lutte. Les deux capitaines acceptèrent cette proposition de dévouement, arrièrent un plan d'insurrection, et chargèrent M. Fialin d'une partie de l'exécution de ce plan. Le jeune sous-officier, fier du rôle qu'il avait à jouer, se rendit au quartier, rassembla tous ceux de ses camarades qu'il supposait capables d'une résolution hardie, se concerta avec eux, passa ensuite dans toutes les chambrées, faisant appel à tous les sentimens français, exaltant tous les cœurs. La nuit approchait, et c'était le

moment où l'on avait décidé de faire monter le régiment à cheval. M. Fialin veut enfoncer la porte du magasin à poudre, afin de s'emparer et de distribuer des cartouches; ne pouvant y réussir, il se rend chez le garde-magasin, lui met le pistolet sur la gorge, lui enlève ses clés et distribue des munitions au régiment. Les chevaux sont sellés, on n'attend plus que le signal pour marcher sur Paris. Pendant ce temps, un conseil se tenait chez le colonel. Là, les braves capitaines Kersausie et Duquesne, dans une scène violente où tous les officiers avaient mis le sabre à la main, en avaient imposé au colonel, qui, craignant une sanglante collision, consentit à commander le régiment dans le mouvement projeté vers Rennes. Les douze ou quinze officiers carlistes se rendirent à Vannes, n'ayant pu entraîner avec eux que cinq ou six hussards. Le régiment reçut presque immédiatement l'ordre de rester en Bretagne, ainsi que nous l'avons expliqué dans la notice de M. Kersausie, t. II, 2^e partie, p. 175.

On devrait croire que les chefs du mouvement patriotique qui venait de s'opérer ne tardèrent pas à recevoir la récompense qui leur était due; on se tromperait pourtant: trois ou quatre semaines après, un général-inspecteur leur adressa de vifs reproches en présence de tout le régiment qui, indigné de cette audace, rompit ses rangs et menaça le général. Le capitaine Kersausie fut appelé à Rennes pour rendre compte de sa conduite; il donna sa démission. Le capitaine Duquesne et le sous-officier Fialin furent renvoyés en congé d'un an.

M. Fialin se retira dans sa famille. L'année de son congé étant écoulée, il se rendit à Paris, et, aidé de M. le député Lachèze, son parent, il réclama son rappel dans le régiment où il avait servi. Le ministre s'y refusa et le désigna pour le 5^e de même arme, par décision du 2 juillet 1831. M. Fialin ne consentit point à se prêter à ce changement de corps, se fondant sur les termes

de son engagement, et ne voulant pas servir ailleurs que là où il était aimé et estimé; le ministre lui donna alors son congé définitif.

Le jeune congédié retourna encore auprès de sa mère et y demeura jusqu'en 1833. A cette époque il revint à Paris, espérant se faire jour dans le journalisme.

Entre autres recommandations qu'il avait apportées, il s'en trouvait une de M. d'Espagny, membre du conseil général de la Loire, pour M. Baude, ancien préfet de police, alors dans l'opposition. Ce député accueillit parfaitement le recommandé de M. d'Espagny, l'engagea à faire plusieurs travaux sur l'administration, et particulièrement un écrit sur les emplois publics. Il le fit admettre à la rédaction du *Temps*, et contribua beaucoup, par des conversations sur des sujets sérieux et élevés, à lui donner le goût des études politiques. Il fut pour lui, de son propre aveu, un protecteur aussi bon qu'éclairé.

C'est à cette époque que M. Fialin prit le titre et le nom de vicomte de Persigny, négligés par sa famille, et il le prit, non par vanité aristocratique, mais pour se donner un peu de cette consistance dont, sous l'empire des tendances singulières de ce temps, lui, jeune homme cherchant position et fortune, croyait avoir besoin.

Il écrivit ensuite dans plusieurs journaux de nuances différentes, toujours sur des sujets généraux, sur les finances, sur les affaires étrangères, sur les questions administratives, sans épouser les passions des journaux où il travaillait, considérant, pour lui, le journalisme comme un gymnase d'études politiques : car il n'avait point encore d'opinion arrêtée, et flottait entre tous les partis, parce qu'aucun ne paraissait satisfaire pleinement à ses sentimens et à ses idées.

Mais en 1834, la lecture du *Mémorial de Sainte-Hélène* et des ouvrages de l'empereur, les inspirations de M. Baude (1) et

l'examen qu'il fit sérieusement de l'esprit public l'entraînèrent à la cause napoléonienne. Un voyage qu'il entreprit dans le courant de cette année en Allemagne, où l'attiraient des intérêts de famille, servit à l'éclairer et à le pousser dans ses nouvelles croyances : on sait que la vénération des Allemands est grande pour la mémoire de Napoléon.

Pendant ce voyage de trois semaines, M. de Persigny écrivit un travail sur les *haras et remontes des états de la confédération germanique*, qu'il adressa à M. le général Wolff, et qui a été publié dans le *Spectateur militaire*.

Revenu à Paris, et convaincu de la possibilité de créer un point central au parti napoléonien, il essaya, aidé de M. Chauvin-Belliard, d'établir une revue mensuelle sous le titre de *l'Occident français*, consacrée à la pensée napoléonienne; il ne put faire paraître que le premier numéro (Paris, 1834, gr. in-8° de 79 pages). Peu habitué à de pareilles entreprises, il avait mal pris ses mesures. Le but de cette publication était indiqué dans ce chaleureux passage de la préface (p. 7) :

« A nous donc l'idée napoléonienne, suppliciée et mise à mort au rocher de Sainte-Hélène, dans la personne de son glorieux représentant ! En cette impériale idée résident la tradition tant cherchée du dix-huitième siècle, la vraie loi sociale du monde moderne, et tout le symbole des nationalités occidentales. On sait, du reste, qu'en politique comme en religion, l'activité d'un seul homme n'a jamais suffi à accomplir aucun grand progrès humain, à dresser seulement quelque grande formule humanitaire. Napoléon est mort à la peine, et son œuvre inachevée; comme Charlemagne, il a donné sa loi au milieu des éclairs et du tonnerre des batailles; puis il l'a confessée jusqu'à sa dernière heure, à la face de ses bourreaux, reflétant ainsi le double et divin caractère de Moïse et de Jésus-Christ. — Le temps est venu d'annoncer par toute la terre européenne cet évangile impérial, qui n'a point encore eu d'apostolat. Le temps est venu de relever le vieux drapeau de l'empereur, non pas seulement l'étendard de Marengo et d'Austerlitz, mais celui de Burgos et de la Moskowa. L'empereur, tout l'empereur ! Que les peuples infidèles qui l'ont laissé mourir écoutent maintenant sa loi; leur salut est à ce prix ! et que les Juifs qui l'ont crucifié apprennent enfin

l'empire et y avait montré beaucoup d'énergie. Les souvenirs de ce temps lui étaient chers, et M. de Persigny se complaisait à les provoquer, autant pour s'instruire des événemens de la grande époque impériale, que pour être agréable à M. Baude.

(1) M. Baude, ancien secrétaire du cabinet particulier de l'empereur, avait été sous-préfet de Roanne aux derniers jours de

leur sentence : Il ne restera pas pierre sur pierre de la Babylone britannique. — Telle est la mission que nous nous sommes donnée, et à laquelle nous engageons dès à présent notre fortune de citoyens et notre existence d'hommes. Ce n'est point ainsi une spéculation, un journal que nous avons entrepris. Ce sera notre tâche, à nous, dans cette œuvre d'unité occidentale qui se fait depuis un demi-siècle, et dont la formule incarnée est Napoléon. Que si l'on nous imputait à témérité la grandeur de l'entreprise, nous avons compté sur la foi des peuples ! »

M. de Persigny était occupé de ces travaux, lorsqu'il reçut de M. P. une visite au nom de l'ex-roi Joseph-Napoléon; ce prince, suivant M. P., ayant lu le numéro de l'*Occident français*, en avait été très satisfait. L'écrivain néophyte avoua franchement à M. P. que le fait de cette publication n'était point autre chose que l'action isolée d'un jeune homme animé du désir de se consacrer à la cause napoléonienne. M. P. l'engagea à aller voir M. le comte de Surville, et lui donna une lettre d'introduction. M. de Persigny partit pour l'Angleterre, convaincu que l'ex-roi l'appellerait à lui, après avoir fait prendre sur sa personne tous les renseignements nécessaires. Il n'en était rien; aussi se trouvait-il dans une fausse position. M. le comte de Surville le reçut néanmoins très bien, l'écouta avec beaucoup d'attention et parut frappé d'un rapport écrit qu'il lui remit sur les moyens de recréer le parti impérial; mais, quoique M. le comte de Surville ne voulût pas approuver ce plan, qui n'était plus de son âge, il le discuta pendant plusieurs jours avec son auteur, et laissa voir qu'il était fort remué par les idées qui lui étaient communiquées. M. de Surville était loin de songer à des entreprises politiques, et M. de Persigny dut revenir à Paris, sans avoir pu tirer aucun fruit de son déplacement.

Peu de temps après M. de Persigny vit une personne avancée dans la confiance de M. le comte de Surville, qu'il avait connue pendant son voyage à Londres, et qui, convaincue de son dévouement aux doctrines napoléoniennes, lui donna un signe de reconnaissance pour le prince Napoléon-Louis.

M. Belmontet, l'un des écrivains les plus distingués du parti napoléonien, lui remit aussi une lettre particulière de recommandation et d'introduction auprès du prince. C'était à la fin de 1834 ou au commencement de 1835.

Depuis ce moment M. de Persigny n'a plus quitté le prince qui l'avait accueilli et se l'était définitivement attaché.

De cette époque à l'affaire de Strasbourg toute sa vie fut un mystère pour bien des gens comme pour sa famille, à laquelle sa conduite paraissait inexplicable. Ce ne fut qu'au mois de janvier 1837, lors du procès, qu'on sut une partie de la vérité, et qu'on put deviner l'autre partie.

Il résulta des débats que l'insurrection du 30 octobre 1836 avait été préparée par ses soins et peut-être aussi sur ses plans; que c'était lui qui avait lié tous les conjurés à l'unité d'action; qu'il avait été l'âme, et si ce n'est le premier, au moins le second bras du complot. Pour parvenir à l'organisation projetée aucune fatigue ne lui avait coûté, et, partant d'Arenenberg ou y revenant sans cesse, il avait parcouru avec un zèle digne de ses projets la Suisse, l'Allemagne et la France, recrutant à l'avenir du prince des serviteurs et des amis.

C'est lui qui, à Strasbourg, rallia les chefs; c'est lui qui, la veille de l'action, les réunit chez lui autour du prince et provoqua l'ordre à observer pendant la tentative de soulèvement; c'est lui qui, avec une vingtaine d'artilleurs du 4^e régiment, alla s'emparer du préfet, M. Choppin d'Arnouville, et le conduisit, prisonnier, au quartier d'Austerlitz (1), malgré l'opposition de quelques

(1) « Des six accusés qui avec Persigny sont parvenus jusqu'à ce jour à se soustraire aux recherches de la justice, Persigny est celui dont la fuite est le plus à regretter. »

« Dévoué depuis long-temps aux intérêts de Louis Bonaparte, actif, intelligent, homme de tête et de résolution, il possédait, mieux que tous, le secret des ressorts sur lesquels reposait la conspiration. »

« Présent dans tous les lieux où il s'agissait, soit d'activer le complot, soit de gagner des adhérents, la preuve de son concours sort de tous les documents; elle se rattache à la preuve de la culpabilité de chacun des conjurés, et il arrive que la tâche que l'accusation a, dans ce moment, à remplir à son égard, est en quelque sorte déjà terminée. »

officiers d'état-major, qui voulaient entraver sa marche.

« Lorsque M. de Persigny eut terminé sa mission, il apprit tout à la fois et l'événement du quartier Finckmatt, et la désorganisation des deux autres corps d'artillerie ; il arriva sur le rempart, où le peuple faisait encore entendre les cris de *vive Napoléon !* Mais le prince était déjà prisonnier avec le colonel et ses officiers. Le peuple, sans armes, désespéré de son impuissance, lançait encore des pierres contre l'infanterie, qui parvint enfin à dissiper la foule en tirant des coups de fusil. Quel spectacle affligeant présentait en ce moment le quartier ! deux régimens français étaient près de s'égorger. Le 4^e d'artillerie formait une longue ligne accolée au rempart, les chevaux mêlés çà et là dans les rangs. L'infanterie était en face, les baïonnettes à deux pieds de la poitrine

des artilleurs ; mais ces derniers avaient chargé leurs mousquetons, et se tenaient prêts à faire feu. Les deux partis se regardaient avec fureur. — *Vive l'empereur ! vive le neveu de Napoléon !* criait l'artillerie. — *Ce n'est pas lui ! ce n'est pas vrai,* répondait l'infanterie. Cependant on parvint à apaiser les soldats, et la grille s'ouvrit pour donner passage à l'artillerie. Alors MM. de Persigny et Laity coururent aux canonniers et voulurent les entraîner vers leurs pièces, pour revenir délivrer les prisonniers et venger leur défaite. Cet espoir ranima tous les courages, et l'on se précipita dans la direction des parcs d'artillerie ; mais les munitions étaient à l'arsenal, et le colonel, prisonnier maintenant, avait seul le pouvoir de s'en faire délivrer : il fallut renoncer à cette dernière espérance ; d'ailleurs, les chefs une fois pris, il n'y avait plus d'obéissance possible. Aussi l'autorité royale reprit-elle facilement le pouvoir (1). »

Quand il y eut certitude que tout était fini, quand un faux bruit eut déterminé et amené la catastrophe, que devint M. de Persigny, avec ses regrets et sa douleur ? Nous le répéterons ici, car nous l'avons déjà dit (2) en parlant de madame Gordon ; nous le répéterons, afin de compléter les principaux traits du tableau que nous avons à esquisser.

« En descendant de voiture, madame Gordon fit une chute grave ; elle se démit l'épaule, et fut transportée au domicile du colonel, où elle demeura jusqu'au 30 octobre, où apprenant l'issue des événements de la matinée, elle oublia ses souffrances, sort précipitamment, et se rend rue de la Fontaine, 17. Là, dans une chambre modestement meublée, était assis un jeune homme de vingt-cinq à trente ans ; ses traits décomposés annonçaient un vif désespoir, et d'abondantes larmes tombaient de ses yeux. Elle aussi est en proie à une profonde affliction ; mais, plus maîtresse de sa douleur, elle cherche à ranimer son courage, puis elle entasse, pêle-mêle, des papiers divers dans un poêle de fonte qui lui fait face. Pas une phrase ne s'échappait de leur poitrine, et le silence qui régnait dans cette chambre n'était troublé que par les sanglots du jeune homme et la flamme vacillante du papier. En ce moment un bruit violent se fit entendre ; elle se leva vivement, son compagnon restait immobile ; le bruit re-

« On a déjà signalé la part active que Persigny a prise aux événements du 30 octobre, par l'arrestation de M. le préfet du département, de la personne duquel il s'est emparé à la tête d'un détachement d'artilleurs dont le commandement lui avait été remis par Vaudrey.

« On a signalé aussi son séjour à Arenenberg au moment de l'attentat Fieschi ; les rapports qu'il a eus successivement avec Parquin, Gricourt, Querelles, de Brue et la femme Gordon, et les missions diverses, mais toutes ayant pour objet l'accomplissement de ses plans, qu'il leur a confiées. On a parlé aussi des propositions faites par lui au vicomte de Goslin.

« On a également fait connaître que le 28 octobre il se trouvait à Fribourg au rendez-vous donné par Vaudrey à la femme Gordon, et que le lendemain il se dirigeait vers l'auberge du Val-d'Enfer, où était descendu Louis Bonaparte.

« L'on a dit qu'il avait donné un souper à Louis Bonaparte et à plusieurs conjurés ; qu'il a passé avec eux la nuit du 29 au 30, et que dans la matinée de ce jour il a suivi le cortège jusqu'à la caserne du 4^e régiment d'artillerie, où il a reçu une mission spéciale. Sans avoir été militaire, il portait un uniforme d'officier d'état-major.

« Enfin l'on a dit que, dans les courts instans qui ont séparé la fin des événements de la visite faite dans son domicile, il est parvenu à faire disparaître des papiers qui se trouvaient chez lui, et qu'il a eu le temps de se procurer une ceinture garnie d'or et un passeport déposés dans la chambre occupée par Louis Bonaparte.

« Parmi les pièces qui ont échappé au feu, se trouvait une certaine quantité d'exemplaires de la *Biographie de Louis Bonaparte* (1), une feuille de parchemin, destinée à une correspondance en chiffres, et un cachet armorié dont l'empreinte se trouve sur l'enveloppe d'une lettre adressée par Persigny à la femme Gordon ; c'est dans cette lettre qu'était incluse celle que Louis-Napoléon écrivit à Vaudrey sous le nom de Louise Wernert.

« Plus tard, la justice a été saisie d'une pièce trouvée dans un habit de Persigny et écrite de sa main ; elle renferme le plan que l'on aurait suivi dans le cas où le mouvement aurait réussi. L'organisation est toute militaire ; elle est mise sous la protection d'un grand prévôt. » (Extrait de l'acte d'accusation : *Procès de l'insurrection militaire du 30 octobre 1836*, imprimé chez Silbermann, 1837, p. 30, 31.)

(1) Il paraît que l'on attacha beaucoup d'importance à cette *biographie*, que nous venons de publier, et qu'on voulut s'en aider pour établir l'existence d'un plus vaste complot : car elle servit de motif à une visite domiciliaire qu'on fit chez chacun de nous avec le plus grand appareil judiciaire, c'est à dire avec procureur du roi, juge d'instruction, etc.

(1) *Relation historique des événements du 30 octobre 1836*, par M. Armand Laity, Paris, 1838, p. 62 à 64.

(2) Voir notre tome III, 1^{re} partie, p. 83.

double. — On frappe, s'écria-t-elle, que faut-il faire? — Attendez, lui fut-il répondu. La porte allait se briser sous les efforts du dehors. — Je vais ouvrir, répondit-elle, et, faisant un pas vers la porte, elle fit tourner la clé. Un commissaire de police, ses agens et quatre gendarmes envahirent la salle. — Au nom de la loi, je vous arrête! — Tous les deux? — Oui, madame. Et deux gendarmes se saisirent du jeune homme; deux autres s'approchèrent d'elle; mais ils n'osèrent pas la toucher, ses grâces et sa beauté la protégeaient encore. Peu soucieuse d'elle-même, elle avait lancé un regard de désespoir et de regret sur son compagnon d'infortune; il n'avait pas vu ce regard. Une idée d'espérance lui sourit tout à coup, et l'exécution en est aussi rapide que la pensée. — « Persigny, s'écria-t-elle, mon flacon, je n'en puis plus, j'étouffe. » Et il semblait qu'elle allait mourir! Le jeune homme lui présenta un flacon de sels, et au moment où il lève les yeux sur elle, elle lui indique d'un coup d'œil une porte entr'ouverte; derrière cette porte se rouvrait une fenêtre donnant sur un rez-de-chaussée; il la comprend, mais il sent son impuissance, car deux bras vigoureux l'étreignent puissamment. Alors cette femme, qui tout à l'heure encore s'évanouissait, revient à elle: elle se lève, ses yeux se raniment, et s'élançant sur un des gendarmes qui tenait Persigny d'une main, et de l'autre un sac d'argent qu'on venait de lui enlever: — « Rendez-moi mon sac, s'écrie-t-elle, je veux mes papiers, mon argent, » et elle l'arrache violemment. Les gendarmes surpris, presque effrayés de cette brusque attaque, ne peuvent la retenir. Le jeune homme est un instant libre, il en profite; en une seconde il a franchi la porte et la fenêtre. »

M. de Persigny, après sa fuite, loua une chambre dans laquelle il passa le reste de la journée. Le soir il se rendit à l'hôtel de la Fleur, où il rencontra Charles Thélin, le valet de chambre du prince. Il voulait se livrer pour partager le sort du chef sous la bannière duquel il s'était placé; mais ce chef le lui fit défendre. Alors il chargea Thélin d'instruire le prince qu'il ne quitterait pas les environs de Strasbourg pour être prêt à tout événement. Le lendemain il passa le pont de Kehl à la faveur d'un déguisement. Ayant appris que la police badoise le cherchait afin de le livrer au gouvernement français, il se sauva à la hâte, suivi d'un domestique. Son signalement était donné sur toutes les routes et dans toutes les directions. Arrivé, la nuit, dans un petit village près d'Offenbourg, accablé de fatigue, il était couché, lorsque la gendarmerie des environs vint pour s'emparer de lui. Réveillé par son domestique, il n'eut que le temps de s'habiller à la hâte et de sauter par la fe-

nêtre; son domestique et ses chevaux furent pris. Sa position était pénible; il se trouvait au milieu d'un chemin inconnu, dans un pays étranger dont il ne savait pas la langue, au milieu d'une nuit des plus obscures, par une pluie battante, et pour comble d'embarras sans argent. Errant à l'aventure, il chercha à gagner les montagnes de la Forêt-Noire, où il avait moins à craindre les poursuites de l'autorité badoise. Après des fatigues et des efforts inouïs, il arriva de nuit, sans avoir pu prendre aucune nourriture, à Bade, où il alla frapper à la porte d'une maison amie. Il resta caché dans cette maison jusqu'à ce que le sort du prince eût été connu, et eût fait cesser toutes ses inquiétudes. Rassuré de ce côté, il partit pour la Suisse et y parvint à l'aide d'un faux passeport que ses amis lui procurèrent. Il séjourna un mois à Arenenberg, reprit la route d'Allemagne, longea le Rhin et passa en Angleterre.

Là, sa première pensée fut de rendre un compte fidèle des événemens de Strasbourg, pour que justice pût être faite à chacun; et, ne prenant aucun repos, il écrivit et publia en toute hâte une brochure de cinquante-cinq pages ayant pour titre: *Relation de l'entreprise du prince Napoléon-Louis, et motifs qui l'ont déterminée* (1). Cet écrit redressa l'opinion publique, égarée par les récits officiels et par les bruits des journaux livrés au ministère français; il convainquit les plus incrédules que l'entreprise n'avait point été un acte de légèreté, un coup de tête, et l'on comprit parfaitement cette phrase de la page 55: « Ce n'est donc ni un général, ni « un aide-de-camp, ni un colonel qui fit « manquer cette expédition; c'est la fatalité! » M. de Persigny, en livrant cet opuscule à l'Europe, et M. Laity, en publiant sa *Relation historique*, qui n'est que le développement de la composition de M. de Persi-

(1) Londres, 1^{er} janvier 1837, imprimé par Schulze et comp. — Deux éditions s'enlevèrent sur-le-champ; la troisième est sortie des presses de l'imprimerie du *Courrier des Etats-Unis*, New-York, 1837. Cette dernière comprend, de plus que les deux autres, un court récit de ce qui s'est passé depuis le 30 octobre 1836, jusqu'à l'arrivée du prince à Norfolk, le 30 mars 1837.

gny, ont rempli un devoir envers la France comme envers leurs amis politiques.

Lorsque le prince Napoléon-Louis revint en Suisse, M. de Persigny retourna auprès de lui. Il ne l'a plus quitté et ne lui a point fait défaut, soit pendant les longues discussions auxquelles donna lieu l'exigence inconsiderée du gouvernement français, relative à l'éloignement du prince, soit depuis son séjour en Angleterre.

L'avenir de M. de Persigny paraît lié à celui de la cause du prince Napoléon-Louis. Ses services, son dévouement, sa reconnaissance lui créent des devoirs qu'il ne lui est plus permis d'enfreindre ; l'honneur, qui est la voix de tout cœur noble, généreux et grand, lui en impose désormais la loi : il la suivra !

DUCHASTEL (le général).

M. le général DUCHASTEL est né à Saumur (Maine-et-Loire), le 2 mars 1772. Son père était président de l'élection de cette ville.

Après avoir terminé ses études au collège de La Flèche, il suivait un cours de droit à l'université d'Angers, lorsque la révolution éclata. Entraîné vers les idées nouvelles, il s'enrôla comme volontaire dans le premier bataillon de Maine-et-Loire et partit comme soldat, pour l'armée, au mois de septembre 1791. Il fit les campagnes de 92 et 93. Il combattit au camp de la Lune, à Valmy, à Jemmapes.

Vers la fin de 1795, il entra dans le 7^e régiment de chasseurs à cheval et y parvint rapidement au grade de capitaine ; il fit alors les campagnes de la Vendée. Il faisait partie, comme capitaine au 12^e régiment de hussards, de l'armée qui pénétra en Italie, par le Saint-Bernard, sous la conduite du premier consul. Il fut nommé chef d'escadron sur le champ de bataille de Montebello et se fit encore remarquer à Marengo. Il était au passage du Mincio et fit partie du corps d'occupation des Abruzzes.

Entré comme chef d'escadron au 12^e régiment de dragons, M. Duchastel fit avec ce régiment les campagnes d'Ulm, d'Austerlitz et d'Iéna. Promu au grade de major du 19^e régiment de dragons, il passa à l'armée d'Espagne, et fut chef d'état-major des gouvernemens de Valladolid et de Salamanque.

En 1810, il obtint le commandement du 21^e régiment de chasseurs et fut colonel de ce régiment jusqu'à la restauration. Il fit la guerre, à la tête de ce brave régiment, pendant trois années ; il combattit à la bataille de Vittoria et à celle de Toulouse (1).

En 1814, son régiment fut incorporé dans le 5^e de même arme, et il conserva le commandement du nouveau 5^e régiment de chasseurs. A la seconde restauration, son régiment fut licencié et lui-même placé en demi-solde.

En 1850, M. Duchastel fut rappelé au service comme colonel du 6^e régiment de chasseurs ; au mois d'avril suivant, il fut nommé maréchal de camp, et, après divers commandemens, mis à la retraite en exécution de l'ordonnance du roi, qui plaçait à la retraite les maréchaux de camp, à l'âge de soixante-deux ans, quelles que fussent d'ailleurs leur instruction et leur validité.

Le général Duchastel a reçu des mains de l'empereur la décoration de la Légion d'Honneur au camp de Boulogne. Il a été nommé successivement officier et baron de l'empire.

MONTMORENCY (ANNE-CHARLES-FRANÇOIS DE).

Un grand nom est plus difficile à porter aujourd'hui, au milieu des elartés parfois jalouses de la presse, que ne le serait pour l'un de nous l'armure de Godefroy de Bouillon ou de Richard Plantagenet.

(1) Pendant la retraite, le 21^e forma sous les ordres du général Berton l'arrière-garde de l'armée, dans une rencontre qui eut lieu entre la cavalerie anglaise et la cavalerie française, aux environs de Vic-Bigorre (à Maubourguet). Le colonel Duchastel tua de sa main le lieutenant-colonel des dragons hanovriens.
(Voir les Victoires et Conquêtes, t. XXIII, p. 250)

Mais il est facile à tout homme revêtu de ce nom de conjurer le verdict de cet inflexible jury, et même d'ajouter à son lustre, non pas seulement en élevant sa bannière au dessus de celle des plus braves, comme fit Mathieu de Montmorency à Bouvines, mais en pratiquant deux vertus d'autant plus méritoires qu'elles sont plus rares de nos jours : la *justice* et la *charité*. C'est en ce sens que le représentant actuel de cette illustre maison a continué la devise de ses ancêtres : *Dieu aide au premier baron chrétien* !

Anne-Charles-François DE MONTMORENCY, duc et pair de France, chef de la branche aînée de ce nom, naquit à Paris, le 12 juillet 1768. Entré à dix-sept ans dans les gardes-du-corps de la compagnie de Luxembourg, il passa deux ans après dans le régiment *Colonel-Dragon* comme cornette blanche (grade équivalent à celui de capitaine).

Quand éclata la révolution, le jeune duc voyageait en Italie. Sur la nouvelle que l'existence de ses proches était menacée, il vola à Paris ; mais ceux-ci en étaient partis pour se réfugier à Spa, où il ne tarda pas à les rejoindre, et de là à Soleure, d'où il se rendit à Bruxelles.

En apprenant, dans cette dernière ville, le décret de l'Assemblée nationale qui frappait les biens des émigrés, il se rendit de nouveau à Paris, pour empêcher, par sa présence, la vente de ceux de sa famille ; mais un mandat d'arrêt lancé contre lui l'obligea d'en repartir immédiatement à travers mille périls. Il se réunit à l'armée des princes, qu'il quitta du moment où ce corps d'armée se réunit aux troupes de la coalition.

Rentré définitivement en France en 1801, il recueillit quelques faibles débris de l'immense héritage de son père, mort à Munster l'année précédente, entre autres le domaine de Courtalain, qu'il habita et qu'il s'appliqua à réparer.

Elu membre du conseil général de nos département (Eure-et-Loir) et maire de sa commune, il exerça pendant dix-sept ans la première de ces fonctions, et continua jusqu'à nos jours la seconde. En 1815 il fut élu à l'unanimité commandant de la garde nationale du département, et l'année suivante un des quatre aides-majors-généraux de la garde nationale parisienne, sous les ordres du maréchal Moncey.

Le maréchal Moncey, obligé de quitter Paris sur un ordre impératif, investit de son commandement le duc de Montmorency, le seul de ses aides-majors-généraux resté près de sa personne.

Dès-lors le rôle de M. de Montmorency dut se borner, comme celui de tous les bons citoyens, non plus à une défense désormais stérile, mais à détourner autant que possible les malheurs incalculables qui allaient fondre sur la capitale.

Les souverains alliés, peu rassurés sur les dispositions pacifiques de la garde nationale et de la gendarmerie municipale, résolurent le licenciement de ces deux corps. Cette mesure, en privant Paris des seuls agens de la force publique chargés de maintenir l'ordre, allait exposer ses habitants aux horreurs inévitables d'une occupation forcée. Le duc de Montmorency accourut aussitôt au quartier du prince de Schwarzenberg, se porta garant des intentions pacifiques des deux corps qu'il commandait, et obtint la révocation de la mesure.

A partir de cet instant, on le vit diriger jour et nuit, avec intelligence et promptitude, la garde nationale sur tous les points menacés de pillage, accueillir avec empressement et bonté les plaintes des citoyens ; enfin il ne quitta son commandement que sur l'ordre du roi Louis XVIII, qui venait d'en charger le général Dessoles.

Après la déchéance de Napoléon, le duc de Montmorency accueillit avec joie le retour de la dynastie sous laquelle ses pères s'étaient illustrés. Mais, fidèle avant tout à

la France, il n'épousa aucune des haines réactionnaires des royalistes.

Créé pair par Louis XVIII, il ne tarda pas à éprouver combien le vieil honneur est incompatible avec les susceptibilités des partis. Ayant acquis, par sa part récente dans l'héritage de sa mère, une fortune indépendante, il s'empressa de demander au roi la permission de renoncer à la pension de 12,000 fr. qu'il recevait en qualité de pair. Ce désintéressement fut envisagé comme un acte d'hostilité libérale.

Depuis ce temps, M. de Montmorency ne reparut aux Tuileries que dans les seules occasions d'apparat.

Retiré dans sa terre tout le temps que les devoirs de la Chambre ne le retenaient pas à Paris, il continua à s'occuper d'améliorations agricoles, érigea à ses frais le bâtiment de sa mairie, contribua, pour la plus large part, à la fondation d'une école primaire, ouvrit de nouveaux chemins vicinaux, fit réparer les anciens, dota de pauvres jeunes gens qui montraient d'heureuses dispositions, ou les entretint à ses frais dans les écoles spéciales de la capitale, propagea toutes les améliorations industrielles et agricoles, qui font aujourd'hui du village de Courtalain un des plus jolis et des plus considérables du Perche.

Enfin, depuis 1850, il n'est pas de fondation industrielle, commerciale, agricole, artistique, à laquelle le nom du duc de Montmorency ne soit mêlé honorifiquement. C'est ainsi que le représentant actuel de cette illustre maison continue sa devise chrétienne et guerrière : *Dieu aide au premier baron chrétien* !

VÉRON (LOUIS).

Oh ! moi c'est autre chose.

Rôle de Danville, *Ecole des Vieillards*.
(CASIMIR DELAVIGNE.)

Quelques critiques moroses nous ont reproché d'avoir consacré un article à une des

plus grandes célébrités médicales du jour, M. Giraudeau de Saint-Gervais : comme si une biographie ne devait pas être le miroir fidèle qui reflète une époque, la montre sous toutes ses facettes et en fait rejaillir les vertus et les vices.

Avons-nous été justes, impartiaux à l'égard de M. Giraudeau ; avons-nous déversé sur lui tantôt le mépris, tantôt l'éloge, selon qu'il était opportun ? là seulement est la vraie question à nous adresser ; nous croyons pouvoir répondre affirmativement : qu'est-on en droit d'exiger de plus du biographe ?

Mais ces mêmes critiques trouveront très bien que nous nous occupons de M. Véron, le brillant et somptueux directeur de l'*Académie royale* de Musique, le riche propriétaire de quelques actions du journal *le Constitutionnel*, le candidat à la députation, le directeur-général en perspective, qui sait ? peut-être le ministre, et ils se garderont bien d'ajouter le vrai marchand de *gomme arabique* dite PATE DE REGNAULD, de cet *areane* à l'aide duquel et sous le voile d'un nom d'emprunt il a acquis une immense fortune.

M. Giraudeau de Saint-Gervais a du moins le courage d'être vrai ; il croit assez en lui et en son système, ou bien il méprise assez le siècle, hommes et choses, pour oser s'afficher. M. Véron au contraire est réservé, modeste, il ne veut de sa science *hermétique* que ce qu'elle procure d'argent : à ce bon feu M. Regnauld la gloire de sa découverte !

En vérité nous préférons M. Giraudeau.

M. VÉRON (Louis) est né à Paris, le 5 avril 1798, et fut élevé au Lycée impérial (*collège Louis-le-Grand*). Nous ignorons s'il se distingua sur les bancs du collège ; à seize ans il avait terminé le cours de ses études, et l'on dut songer à lui faire prendre un état. Il se destina à la pharmacie, et fit connaissance avec le pilon et le mortier dans l'officine de M. Regnauld ; plus tard il abandonna la pharmacie, prit le scalpel, et ne tarda point à être reçu élève externe dans les hôpitaux ; mais l'année suivante, ayant concouru pour

l'internat, il fut refusé et admis seulement au rang des *provisoires*. En cette qualité il reçut ordre de se rendre à Bicêtre, n'accepta point et se présenta comme surnuméraire à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce; il y fit le service pendant quelques mois à la suite desquels il donna sa démission, concourut de nouveau avec avantage pour l'externat dans les hôpitaux civils, et l'année suivante passa interne.

M. Véron fut moins heureux dans ses luttes pour les prix de la faculté, il échoua constamment; toutefois il parut ne point se rebuter et vouloir se livrer au professorat. Pour arriver plus sûrement à son but et après être passé docteur en 1825, il se jeta avec entraînement dans le parti *prêtre*, inséra des articles littéraires dans la *Quotidienne*, fit des lectures physiologiques à la société des *Bonnes Lettres* (1), enfin se mit en vue de son mieux; mais la clientèle ne venait pas, les lectures étaient peu goûtées, et M. Véron désespérait d'arriver à l'une des chaires de l'école. Il songea alors à M. Regnaud. Il se souvint que M. Regnaud préparait dans sa pharmacie une pâte pectorale, qui, comme toutes les préparations dont la gomme est la base, était bonne contre les irritations de poitrine; dès lors l'esprit *industriel* de M. Véron rêva fortune, honneurs, dignités; la pâte pectorale devait être son Pactole. Regnaud venait de mourir, on traita facilement avec les héritiers, on donna son nom à la préparation officinale, on se jeta dans les annonces, les réclames, les affiches; et comme on avait la main dans les journaux, en peu de mois la *pâte Regnaud* fut prônée comme une panacée universelle. Le public accourut, et la fortune de l'entrepreneur fut rapide. Dès lors M. Véron dit adieu aux malades qui avaient dédaigné sa science médicale; il se fit homme de lettres, abandonna la *Quotidienne* pour travailler

au *Messenger*, eut le mot pour rire dans le *Figaro*, et enfin fonda la *Revue de Paris*.

La révolution de juillet n'effraya pas l'ex-rédacteur de la *Quotidienne*, l'ex-lecteur de la société religio-monarchique, dite des *Bonnes Lettres*; il vit une mine nouvelle à exploiter, et se mit à la remorque de cette coterie d'*habiles gens*, dont M. Thiers est le type, et auquel M. de Montalivet ouvrit avec une camaraderie par trop sentimentale les portes du sanctuaire.

M. Véron n'eut point la présomption d'endosser l'habit brodé du préfet; il abandonna cette puérile vanité à ses anciens collaborateurs, MM. Bohain et Romieu, à M. Mazères, l'ex-lecteur de la duchesse de Berri, à M. Gabriel, l'ex-favori de M. Ravez, et à tant d'autres qui y avaient des droits tout aussi incontestables. M. Véron fut plus positif. Il brigua la direction d'une haute administration financière, et, dans ce grand partage de places, devint le chef suprême de l'Académie royale de Musique. Ses amis assurent qu'il se montra administrateur habile, ses ennemis, car qui n'a pas d'ennemis, nièrent cette habileté sous son acception honorable, et prétendirent que le passage de M. Véron au théâtre de la rue Lepelletier laissait des traces d'irréparable dévastation dans les magasins du grand opéra. Quoi qu'il en soit, la fortune de M. Véron prit un accroissement rapide, et, après six années de direction, il se trouva à même d'acheter des terres, et plus tard de devenir possesseur de deux parts du *Constitutionnel*, acquises au prix d'environ 240,000 francs.

Il avait cumulé les doubles bénéfices de la *pâte* et de l'Opéra; alors il sollicita les suffrages des électeurs de Landernau, qu'il espérait éblouir par son luxe tant soit peu asiatique; mais M. Véron fut battu. Il le fut de nouveau à Brest en 1838, lorsqu'il tenta de se porter concurrent de M. de Las-Cases fils.

Nous ne rappellerons pas les débats auxquels cette concurrence donna lieu, nous les

(1) Ces lectures sur les *sensations*, les *passions*, l'*intelligence*, n'étaient que le développement de sa thèse.

avons reproduits dans un article supplémentaire du volume précédent, pages 394 et suivantes; toutefois nous dirons que cet échec dut être d'autant plus sensible à M. Véron, qu'il était venu solliciter les suffrages bretons sous le patronage de MM. Thiers et Odilon-Barrot, et muni des lettres de recommandation de ces deux notabilités parlementaires. M. Véron avait même fait imprimer ces lettres, et, si l'on doit en croire les assertions de M. de Las-Cases, quelques *erreurs* s'étaient glissées dans la copie confiée à l'imprimeur, *erreurs* qui furent le principal motif de la polémique qui exista plus tard entre MM. de Las-Cases et Odilon-Barrot.

Depuis ce jour, M. Véron paraît s'être voué tout entier à la direction du *Constitutionnel*, sous l'influence de M. Thiers, ce qui explique le peu de fixité de la politique adoptée par ce journal. M. Véron ambitionne, dit-on, le ministère des travaux publics; pourquoi pas? n'a-t-il pas quelques-unes des qualités et tous les défauts nécessaires pour arriver à la possession d'un portefeuille! Sa politique du reste se résume en ce peu de mots, que nous tenons de lui-même: « On verra dans cent ans ce qu'on pourra faire pour une émancipation plus complète du peuple; mais jusque-là, tout mécontentement qui se manifestera dans la rue doit appeler tous les bons citoyens autour du roi, et cette manière d'exprimer le mécontentement, même le plus juste en apparence, doit être réprimée avec force. » Ainsi dans cent ans, quand M. Véron aura pu profiter tranquillement de sa fortune, on pourra s'occuper des moyens de faire obtenir au peuple les institutions généreuses dont il a besoin!!!

THIÉBAULT (JEAN-GABRIEL).

M. THIÉBAULT (*Jean-Gabriel*), colonel du génie, est né à Montmédy (Meuse), le 22 mars 1783.

Après les quatre années d'études à l'École polytechnique et à l'École de Metz, le lieutenant Thiébault fut envoyé, en 1806, à Luxembourg, où il reçut plus tard (1808) l'ordre d'aller en Espagne. Employé à l'état-major du 5^e corps d'observation de la Gironde, on lui donna la mission de faire la reconnaissance des côtes d'Afrique, depuis Ceuta jusqu'à Maroc. Il suivait, pour remplir cette mission, l'armée du général Dupont, qui se rendait dans l'Andalousie, lorsqu'il fut fait prisonnier de guerre à Baylen (*voir la notice Dupont*), et conduit à bord des pontons, en rade de Cadix.

De retour, en France en 1809, il y trouva l'ordre de rentrer immédiatement en Espagne. Il assista au siège de Saragosse, après lequel il fut décoré et nommé capitaine aide-de-camp du général Rognier.

Le capitaine Thiébault fit successivement en Espagne les sièges de Sagonte, Méquinenza, Tortose, Tarragone et Valence. Il commandait à Tarragone la colonne d'attaque à l'assaut de la demi-lune du Roi et du Fort Royal. Cité plusieurs fois à l'ordre de l'armée pendant le siège, il fut promu alors au grade de chef de bataillon.

Appelé à faire la campagne de Saxe en 1813, il fut nommé lieutenant-colonel après la bataille de Bantzen, et ensuite désigné pour le génie au 14^e corps d'armée. Il prit à cette époque la direction des travaux de défense de la rive gauche de l'Elbe à Dresde. Après avoir participé à la défense de cette place attaquée par l'armée russe, il y fut fait prisonnier de guerre et envoyé en Hongrie.

Rentré en France en 1814, le lieutenant-colonel Thiébault se rendit à Sédan comme ingénieur en chef. Il quitta cette résidence pour faire la campagne de 1815, en qualité de chef d'état-major du génie au 5^e corps d'armée. Il assista à l'attaque de Wavres, ainsi qu'aux divers combats qu'eut à soutenir la division Vandamme lors de sa retraite sur Namur. Il suivit l'armée française



Lama del

Delap. et Aubert. 1812

Pushkevitch

Prince de Varsovie Comte d'Erivan Feld-Marschal des armées russes

derrière la Loire, et fut envoyé de là en mission dans les places de Montmédy, Rocroi et Longwy pour opérer la remise de ces places aux puissances alliées.

Désigné en 1816 pour être ingénieur en chef à Verdun (Meuse), il présenta pour cette place abandonnée depuis long-temps, mais devenu importante par la cession de Luxembourg, des projets de fortifications qui, favorablement accueillis par le comité du génie, lui méritèrent successivement la croix de Saint-Louis, celle d'officier de la Légion-d'Honneur, et, en 1825, le grade de colonel commandant le 1^{er} régiment du génie. En 1831, il obtint la croix de commandeur et la direction de Verdun. En 1833, il passa à la direction de Metz.

Le colonel Thiébault remplissait encore, en 1836, les doubles fonctions de directeur et d'examineur des élèves de l'école d'artillerie et du génie à Metz, quand il lui fut fait *officieusement* la proposition d'aller occuper la direction de l'Algérie, devenue vacante par la mort du titulaire. Malgré les difficultés d'une mission aussi importante, qui exigeait d'ailleurs toute la force de l'âge, il accepta cette proposition, et, le 16 février 1837, il quitta Metz. Mais il y avait à peine quelques mois qu'il était rendu à sa nouvelle destination, lorsque sa santé n'ayant pu résister à l'influence du climat, il y fut atteint d'une maladie très grave. Toutefois il prit part à l'expédition de Constantine, en qualité de commandant des troupes du génie, et fut rappelé en France en 1838, et nommé directeur des fortifications de Lyon.

Depuis long-temps M. le colonel Thiébault est proposé pour le grade de maréchal de camp, tant par le comité que par les inspecteurs généraux. Nous ignorons la cause du mauvais vouloir ministériel, qui lui a déjà fait subir plusieurs passe-droits.

PASKEVITCH (IVAN FÉDOROVITCH.) (1)

PASKEVITCH (*Ivan Fédorovitch*), prince de Varsovie, comte d'Erivan, feld-maréchal des armées russes, lieutenant du royaume de Pologne, chevalier de tous les ordres de Russie de la première classe, de plusieurs ordres étrangers, entre autres de l'ordre du Soleil de Perse et du Croissant de Turquie, et décoré du portrait de S. M. l'empereur Nicolas, enrichi de diamans et d'une épée ornée de diamans avec l'inscription : *Au vainqueur des Persans à Elisavetpol*, naquit à Poltava le 8 mai 1782 (2). Issu d'une famille noble et riche, établie depuis plus de 500 ans dans la petite Russie, il fut placé de bonne heure au corps des pages pour y faire ses études. Il se distingua bientôt dans cet établissement, où les jeunes gens des premières familles de Russie venaient puiser l'instruction, en faisant en même temps le service de la cour. Ses progrès furent si rapides qu'à la suite de l'examen qui termina son éducation il fut élevé directement au grade de lieutenant de la garde, grade équivalent à celui de capitaine dans la ligne, et nommé en même temps aide de camp de l'empereur Paul. Ce prince l'avait distingué parmi les pages, et en faisait un cas particulier. A peine sorti de l'enfance, Paskevitch était déjà souvent employé par l'empereur Paul à des missions importantes, dont les difficultés étaient d'autant plus grandes que ce monarque était d'une rigidité extrême.

Paskewitch fit ses premières armes en 1805, contre l'armée française, avec le corps auxiliaire que l'empereur Alexandre envoya au secours de l'Autriche. L'année suivante, il se trouvait déjà à l'armée de Tur-

(1) Désireux de consacrer une notice historique, *impartiale* et complète au guerrier le plus illustre que possède en ce moment la Russie, nous nous sommes entourés de documents empruntés aux bulletins officiels, aux ordres du jour, aux décrets impériaux. Mais nous aimons à reconnaître que nous sommes surtout redevables à l'essai historique publié sur le feld-maréchal Paskevitch, par M. J. Tolstoy, l'un des écrivains russes qui ajoutent à l'illustration du nom l'illustration du talent.

(2) Toutes les dates se rapportent à l'ancien calendrier russe (vieux style).

quie, où il se fit bientôt remarquer par son éclatante bravoure. Présent à presque toutes les batailles et à presque tous les assauts, il fut blessé dans cette campagne, et c'est à la pointe de son épée qu'il conquiert tous ses grades : il saisit avec empressement toutes les occasions qui lui furent offertes de signaler son courage pendant les campagnes de 1807 à 1812. Chargé aussi de quelques négociations, il fut envoyé plusieurs fois à Constantinople avec des missions importantes, et notamment en 1808, époque à laquelle Sélim III fut précipité du trône. Lors de son dernier voyage diplomatique dans cette capitale, il apprit que les Turcs, dans l'esprit desquels il passait pour un espion, voulaient le massacrer. Le danger était pressant : il loua aussitôt une petite barque à quatre rames, s'embarqua sur ce frêle bâtiment, et força les deux mariniers qui le conduisaient de le mener à Varna, en traversant ainsi un littoral de cent lieues environ de la mer Noire, que l'on sait être si orageuse. Plusieurs fois pendant cette horrible traversée ils furent sur le point d'être engloutis ; mais ils arrivèrent heureusement à Varna. Dans cet endroit Paskevitch parvint à persuader le pacha qui y commandait que la paix était conclue, et dut à sa présence d'esprit d'échapper à une mort presque certaine.

Dans cette guerre de Turquie, le jeune Paskevitch trouva l'occasion de se distinguer dans différentes rencontres et notamment le 5 mars 1807, à Tourbat, où les Turcs furent attaqués et battus dans leurs retranchemens ; le 6, sous les murs de Giourja, où l'ennemi fut défait ; le 16, lorsque les Turcs firent une sortie et furent repoussés avec perte, ainsi que le 19 du même mois. La catastrophe du 29 juin 1807, qui détrôna Sélim III, obligea les Turcs de consentir à un armistice. — L'inaction ne fut cependant pas de longue durée : les partis s'observaient, et dès le printemps de l'année 1809 les hostilités se

renouvelèrent. L'armée commandée par le prince Bagration occupa de nouveau les principautés qu'elle venait d'évacuer. Le général Miloradovitch avait déjà battu les Turcs à Slobodzie et à Giourja : Paskevitch faisait alors partie du corps d'armée employé au siège de Brailoff, et lors de l'assaut de cette place formidable, il demanda à y monter comme volontaire. C'est là qu'au moment de l'escalade une balle vint le frapper à la tête : mais à peine sa blessure lui permit-elle de se lever qu'il demanda à être employé. On lui confia un détachement qui fut envoyé à la poursuite d'un parti ennemi : il l'atteignit le 17 juillet et le tailla en pièces.

Le 27 juillet, l'armée russe passait le Danube à Galatz, et s'emparait des points fortifiés d'Issakthea, Toulcha, Matchine et Hirsova : Paskevitch s'y distingua d'une manière éclatante. Trois jours après, les Turcs, qui occupaient l'île de Tchetal, furent attaqués et expulsés de cette position : Paskevitch, lors de cette expédition, commandait les avant-postes. Le 30 août, à l'affaire de Kustendji et à la bataille de Razovat où le séraskier fut mis en déroute, il commandait un bataillon de chasseurs et se fit remarquer par son courage et sa présence d'esprit. Le 13 septembre, après la prise d'Imail, il se trouvait au siège de Silistrie : la garnison de cette place résistait et faisait de fréquentes sorties. Le grand visir, voulant la dégager, envoya de son camp d'Andrinople un corps de quinze mille hommes sous les ordres du fameux Pekliyan-Pacha ; mais le prince Bagration, l'ayant appris, marcha à sa rencontre le 10 octobre, lui livra bataille à Tataritza et l'arrêta ainsi dans sa marche. Paskevitch, présent encore à ce combat, concourut à son succès par son intrépidité. L'approche de l'hiver termina cette campagne, qui n'offrit aucun résultat important.

L'année suivante (1810), cette guerre paraissait prendre un caractère plus décisif ;

l'armée russe reçut quelques renforts , et le comte Kamensky fut nommé commandant en chef.

L'armée passa le Danube dans les premiers jours de mai , près de Hirsova ; elle fut divisée en trois corps , dont l'un se dirigea vers la forteresse Bazardjik ; le colonel Paskevitch , qui venait d'être nommé commandant du régiment d'infanterie de Vitebsk , faisait partie de ce corps , et déjà , le 16 mai , il participait à un combat qui eut lieu à Mangalia , et à la suite duquel l'ennemi fut mis en déroute. Silistrie avait succombé après sept jours de siège , lorsque , le 5 juin , l'importante forteresse de Bazardjik fut prise d'assaut ; l'armée russe ne perdit que dix-huit cents hommes , mais du côté de l'ennemi tout fut pris et tué. Parmi les prisonniers , se trouvait le fameux Séraskir-Peklivan-Baba-Pacha. C'est là que le colonel Paskevitch déploya la plus grande intrépidité ; il se trouva un des premiers à l'escalade. Le lendemain (4 juin) , il était sous les murs de Varna , et commandait un détachement envoyé pour occuper le terrain compris entre la mer Noire et le lac Devno ; il enleva les batteries qui couronnaient le promontoire de Galatembourg , et mit le siège devant la forteresse , sur la rive opposée du lac. Le 16 juin , l'ennemi fit deux sorties vigoureuses , que Paskevitch repoussa à la tête du régiment de Vitebsk. Cette conduite lui valut une distinction bien rare à l'armée ; il fut nommé chevalier de l'ordre de Saint-George de la troisième classe , décoration qui ne se donne presque jamais aux simples colonels. Déjà Paskevitch était décoré de tous les ordres de Russie qu'on pouvait obtenir dans son grade. Le 25 juillet , il assistait avec son régiment à l'attaque de Schoumla , dirigeait une partie des troupes qui s'emparèrent de la hauteur des Grottes et firent tant de mal aux Turcs après y avoir placé deux canons.

Le 22 juillet , Paskevitch était sous les

murs de Roustchouk. Le sanglant et infructueux assaut de cette forteresse fut dû à l'ignorance de l'officier de génie qui en dirigeait l'attaque : le colonel Paskevitch s'y était couvert de gloire en donnant l'exemple à ses soldats et en se portant partout avec une infatigable intrépidité. Cet assaut malencontreux aurait pu avoir des suites bien funestes , si , treize jours après , le général Kamensky n'eût remporté une victoire complète à Batyne sur l'armée du grand-visir , victoire dont le résultat fut la capitulation de Roustchouk.

L'affaire de Batyne , où Paskevitch se fit remarquer d'une manière si éclatante qu'il en fut récompensé par le grade de général-major , fut livrée le 26 août 1810. Elle dura jusqu'au lendemain. Les Russes n'avaient que dix-neuf mille hommes , tandis que l'armée turque en comptait quarante-cinq mille. Elle fut complètement battue. Le pacha qui la commandait mourut de ses blessures ; toute l'artillerie , tout le camp , avec un riche butin et la flottille qui stationnait sur le Danube , et qui prit part au combat , tombèrent au pouvoir du vainqueur. Immédiatement après , le général en chef , voulant couper toute communication entre les deux forteresses , Roustchouk et Giourja , chargea le colonel Paskevitch (sa promotion au grade de général n'était pas encore connue) de cette expédition. Il partit à la tête de deux régimens d'infanterie , de vingt-deux canons et d'une centaine de Cosaques , débarqua à l'île dite des Brigands (Rasboïnitchi) , s'y établit moyennant une tête de pont , et deux jours après il fit élever une redoute qui intercepta entièrement la communication entre les deux forteresses : ce qui accéléra leur reddition.

L'année 1812 approchait , et une lutte gigantesque devait la signaler. Le plus grand capitaine des siècles modernes , après avoir réuni toutes les forces dont il pouvait disposer , menaçait d'en écraser la Russie ; Paskevitch fut appelé à déployer ses talens et sa

bravoure sur un plus vaste théâtre. Il fut nommé commandant de la vingt-sixième division d'infanterie, qui faisait partie du corps d'armée sous les ordres du prince Bagration. Les hostilités étaient à peine commencées, que déjà Paskevitch était au feu. Le 11 juillet, au combat de Dachkofka et à celui de Soultanofka, il commandait le flanc gauche du septième corps; il y eut un cheval blessé sous lui. Le 3 et le 4 du mois d'août, à la bataille de Smolensk, il commandait le centre et l'aile gauche, qui se composait de six régimens et de quarante-deux pièces de canon. Les bulletins le nommèrent comme un de ceux qui, à ce sanglant combat, déployèrent le plus de valeur; il enleva et reprit plusieurs fois avec sa division des batteries françaises, fit prisonnier un général et eut pendant l'action deux chevaux tués sous lui.

Le 12 octobre, il commandait une division à la bataille de Maloyaroslavetz, où il eut encore un cheval blessé sous lui. Après cette affaire, il fut placé à la tête d'un corps volant composé d'une division d'infanterie, d'un régiment de dragons, de quatre régimens de Cosaques et de trente-six pièces de canon. Le 19, il commandait toute l'infanterie, la cavalerie régulière et l'artillerie du corps du général Platoff, et attaqua un corps français, qui se défendit pendant toute une journée.

A l'affaire de Viasma, Paskevitch dirigeait le centre et l'aile droite de l'armée russe; il fondit sur nos troupes avec une telle vigueur, qu'il les força d'abandonner quatre positions avantageuses.

Cette affaire, une des plus meurtrières de la campagne, puisqu'elle coûta dix mille hommes aux deux armées, était motivée, d'un côté, par le désir qu'avaient les Russes de s'emparer de la place de Viasma, afin de couper la retraite au corps du prince Eugène, et, de l'autre côté, par le besoin qu'éprouvaient les Français, non seulement de conserver le terrain acquis, mais encore de suivre le mouvement ascendant de l'empereur. Dans

ce fait d'armes important Paskevitch donna une nouvelle preuve de son intelligence et de sa bravoure.

Le 21 octobre, son détachement fut incorporé à la grande armée; Paskevitch en fit partie jusqu'à Yelna, où il fut de nouveau envoyé à l'avant-garde, sous les ordres du général Miloradovitch, et y commanda la tête de la colonne. Le 3 novembre, sur le chemin de Smolensk à Krasnoé, il attaqua avec une brigade la queue de la première colonne de la garde française, fit six cents prisonniers, parmi lesquels un général, lui enleva quatre canons et tous ses bagages.

Le 4 du même mois, sa division fut attaquée par le corps d'armée du vice-roi d'Italie. Ses chasseurs occupaient une forêt que les Italiens voulurent tourner; Paskevitch prévint ce mouvement en faisant une vive sortie avec le régiment des dragons de Moscou, et une brigade d'infanterie. Il tailla en pièces une forte colonne, lui fit huit cents prisonniers, dont un général, et enleva six canons et deux drapeaux. Deux jours après, il repoussait une attaque du maréchal Ney, qui tâchait de se faire jour à travers les colonnes russes. Pendant le reste de cette campagne mémorable, depuis Krasnoé, aux passages du Dniéper et de la Bérésina, jusqu'à Vilna, le général Paskevitch commanda toujours l'avant-garde, et se trouva continuellement au feu. A Vilna (1), il fut investi du commandement du 7^e corps; c'est à la tête de ce corps qu'il passa le Niémen, et se dirigea sur Plotzk par Lomja.

L'année 1815 ne ralentit pas son activité. Dès le 25 janvier, il commandait en chef le blocus de la forteresse de Modlin, qui dura six mois, parce qu'il lui était expressément enjoint de ne pas en faire le siège en règle;

(1) Lorsque l'empereur Alexandre arriva à Vilna, il alla voir le maréchal prince de Smolensk (Koutouzoff); là se trouvèrent réunis tous les généraux de l'armée, le général Paskevitch se tenait modestement à l'écart, lorsque le vieux maréchal fendit la foule, s'avança vers Paskevitch et le présenta à l'empereur comme un des plus braves et des plus distingués généraux de son armée. Aucune relation particulière n'avait existé entre ces deux hommes remarquables; c'était tout simplement un hommage sincère que l'illustre maréchal voulait rendre à un intrépide général.

il se bornait à repousser les fréquentes sorties de la garnison, et à lancer quelques obus sur la forteresse. Dans cet intervalle, il ne restait pas dans l'inaction; des réserves, des recrues, arrivaient vers Modlin, et il les réunissait pour en former des divisions régulières. C'est ainsi qu'il parvint bientôt à organiser un corps magnifique de trente mille hommes, et qu'il mérita un rescrit de l'empereur Alexandre, par lequel ce monarque lui témoignait sa haute satisfaction dans les termes les plus flatteurs.

L'armistice ayant été conclu vers cette époque, le corps d'armée occupé au blocus de Modlin passa sous les ordres du général Dokhtouroff, et fit partie de l'armée dite de Pologne. Quant à Paskewitch, il quitta la Pologne à la tête de la 26^e division, passa l'Oder et se rendit en Bohême. Le 24 septembre de la même année, il se trouva à la bataille de Culm, lorsque le général Vandamme fut fait prisonnier; après quoi il fut mis à la tête de l'avant-garde, et eut, le 26 du même mois, un engagement heureux avec un corps de cavalerie française, à Keshuble. Le 27, il tomba encore sur un détachement qui venait d'occuper le village de Lindicht, qu'il emporta de vive force.

Le général Paskevitch trouva sous les murs de Leipsig une nouvelle occasion de signaler sa bravoure et ses talents. En récompense de son intrépidité, il obtint le grade de lieutenant-général.

Employé depuis au blocus de Magdebourg, et plus tard à celui de Hainbourg, il ne fut appelé qu'en janvier 1814 au commandement de la 2^e division des grenadiers qui se trouvaient en France. C'est à la tête de cette division qu'il se distingua à la bataille d'Arcis-sur-Aube, le 8 mars 1814.

Le 17-29 mars, il était sous les murs de Paris. Ce fut sous le feu de ses grenadiers que nos braves abandonnèrent Bondy, Belleville et Ménilmontant, et furent refoulés jusqu'aux barrières de Paris.

L'année 1815, lors du retour de Napoléon

de l'île d'Elbe, Paskevitch fit partie de l'armée russe qui fut envoyée en France; mais, comme elle n'arriva que lorsque la bataille de Waterloo eut définitivement décidé du sort de Napoléon, il serait inutile de le mentionner. Cependant il trouva encore le moyen de tirer quelques coups de canon au blocus de Toul dont il fut chargé.

A la suite de nos désastres, le lieutenant-général Paskevitch put jouir pendant quelques années d'un repos qui lui était inconnu depuis qu'il avait commencé sa carrière.

En 1817, le grand duc Michel entreprit un voyage dans l'intérieur de la Russie et plus tard à l'étranger; l'empereur Alexandre jeta les yeux sur le général Paskevitch pour accompagner son jeune frère. Il parcourut ainsi l'Allemagne, la Hollande, l'Angleterre, l'Italie, l'Autriche, la Hongrie; rentra en Russie en 1820, et fut nommé chef d'une division de la garde impériale. En 1825, l'empereur Alexandre le nomma son aide-de-camp général.

Peu après l'avènement de l'empereur Nicolas au trône de Russie, la Perse envahit subitement la Géorgie, et débuta par cette surprise à une déclaration d'hostilités avec la Russie. Paskevitch reçut le commandement des troupes chargées de repousser cette agression (août 1826).

Au commencement du mois de septembre, il partit de Tiflis, à la tête d'un détachement de quatre mille hommes, et se porta sur Elisavetpol à la rencontre de l'armée persane, commandée par le prince Abbas-Mirza. Le 15 septembre il apprit que l'ennemi avait passé le Kouraktchai. et s'avavançait au nombre de quinze mille hommes d'infanterie régulière et de vingt mille d'autres troupes, tant irrégulières que de cavalerie, pour attaquer son petit détachement. Le général Paskewitch n'hésita pas un seul instant; au lieu de l'attendre, il marcha à sa rencontre, l'atteignit à sept verstes d'Elisavetpol, lui livra une sanglante bataille, le mit dans une déroute complète, lui enleva

des canons, plusieurs drapeaux, des caissons, et fit plus de onze cents prisonniers.

Après cette victoire, et sans s'arrêter, il passa l'Araxe, poursuivit l'ennemi, et l'obligea d'évacuer les provinces qu'il avait envahies.

Le général en chef Yermoloff, satisfait de l'expulsion de l'ennemi du territoire russe, suspendit sa marche victorieuse en lui prescrivant de se tenir sur la défensive.

L'hiver se passa dans l'inaction, sauf quelques excursions que le général Paskevitch fit sur le territoire persan dans le mois de novembre : dans l'une d'elles, il délivra six cents familles que les Persans avaient enlevées, et les ramena dans leur pays avec cinq mille pièces de bétail.

Investi du commandement en chef de l'armée en 1827, il ouvrit la campagne, le 12 mai, par la prise du monastère Etchmiadzine. Immédiatement après, il franchit la chaîne des montagnes de Bezobdal et Akzibouk, et mit le siège devant la forteresse d'Abbas-Abad.

Pendant que le général Paskevitch était occupé devant Abbas-Abad, il apprit que le prince Abbas-Mirza s'avancait avec seize mille hommes. Sans lever le siège de cette forteresse, il partit avec un détachement, passa l'Araxe, atteignit l'ennemi, et, sans s'inquiéter de la position avantageuse où il se trouvait, l'attaqua avec impétuosité, le défit complètement, et le poursuivit jusqu'à Djevar-Boulak ; cette victoire força les assiégés, commandés par le Sardar Méhémet-Émir, genre du chakh, de se rendre à la discrétion des Russes.

Le 15 septembre, la forteresse de Sardar-Abad fut assiégée ; elle était défendue par Hassan-Khan, l'un des plus habiles généraux de la Perse. Après une défense opiniâtre, les assiégés, voyant que l'artillerie russe avait déjà fait une brèche, essayèrent, pendant la nuit, de sortir de la forteresse et de se sauver ; mais ils furent assaillis par les assiégeans, et taillés en pièces, excepté

Hassan-Khan et un petit nombre des siens qui parvinrent à s'échapper. La forteresse fut aussitôt occupée par les troupes russes. Profitant de la terreur qu'il avait inspirée à l'ennemi par la victoire de Djevan et la prise de Sardar-Abad, Paskevitch se porta immédiatement sur Ériwan, qu'il investit dès le 25 septembre ; la tranchée fut ouverte le 27, et après un siège vigoureux, qui dura six jours, cette importante place tomba au pouvoir des Russes.

La prise de Tavris, ancienne capitale de la Perse, suivit de près la reddition d'Ériwan ; les forteresses de Khoi et Alandjak furent tour à tour enlevées, et facilitèrent la conquête de tout l'Aderbidjan. Ces rapides et brillants avantages forcèrent le généralissime des troupes persannes, le prince Abbas-Mirza, à demander la paix. Les négociations s'ouvrirent à Deï-Karghan, le 5 novembre, et se prolongèrent jusqu'au 7 janvier 1828 ; mais les difficultés que soulevaient à chaque instant les Persans, leur mauvaise foi soutenue par l'espoir qu'une guerre prochaine entre la Turquie et la Russie devait éclater indubitablement, parce qu'on venait de recevoir à Téhéran la nouvelle de la bataille de Navarin ; toutes ces circonstances furent cause que le général en chef rompit la trêve et reprit les hostilités.

La prise d'Ourmia, de Maraga et de la forteresse d'Arbedil, défendue par les fils d'Abbas-Mirza, furent le résultat des premiers mouvemens de l'armée russe. Le 7 janvier, le général Paskevitch, à la tête de ses troupes, était déjà à Tourkmantchaï sur le chemin de Téhéran, résidence du chakh. Cette marche rapide effraya tellement le vieux Feth-Ali, qu'il envoya sur-le-champ, sans en prévenir son fils qui était l'âme du gouvernement, des plénipotentiaires choisis parmi ses plus intimes courtisans, à la rencontre du général Paskevitch, pour implorer la paix ; ils étaient chargés de lui offrir les bijoux les plus précieux, en garantie de ses bonnes intentions. Au nombre de ces bijoux

était le fameux diamant qui passe pour le plus beau et le plus gros diamant de l'univers. Le général en chef, voyant dans cette démarche la sincérité du chakh, consentit à suspendre sa marche.

La paix fut définitivement signée à Tourkmanchaï, le 10 février 1828. En vertu de ce traité, la Russie acquit les provinces d'Érivan et de Nakhitchévan, et la Perse s'engagea à lui payer une contribution fixée à 20,000,000 de roubles en argent (80,000,000 de fr.).

L'empereur Nicolas récompensa avec générosité les services éminens du général Paskevitch ; il l'éleva à la dignité de comte de l'empire, avec le surnom d'Érivan, et lui donna, en outre, un million de roubles (1).

A peine la guerre avec la Perse était-elle terminée qu'une guerre nouvelle avec la Porte-Ottomane venait de s'allumer; la trêve qui durait depuis 1812 entre ces deux irréconciliables ennemis avait cessé, et, depuis le 24 avril 1828, les hostilités avaient repris leur cours. L'empereur s'était rendu en personne à l'attaque de Schoumla, et tout faisait présager que des combats décisifs auraient lieu.

Nous n'avons point à nous occuper ici des détails et des chances diverses de cette guerre. Notre mission actuelle est de suivre le général Paskevitch dans sa campagne d'Asie, pendant laquelle, avec des ressources minimes, il lutta avec succès contre des forces considérables.

Le prince Menchikoff venait de soumettre Anapa, après avoir combattu des peuplades tout entières avec un faible détachement,

(1) Lorsque le général Paskevitch fut nommé au commandement de l'armée, il se rappela un de ses anciens aides-de-camp dont il avait été à même d'apprécier la valeur et les capacités en maintes occasions. Le colonel Borodine vivait, retiré du service, dans le fond d'une province, marié, père de famille, mais loin d'être dans l'aisance. Le général Paskevitch, qui avait besoin d'hommes de mérite, lui écrivit et l'engagea à reprendre du service. M. Borodine accepta, fut nommé chef d'un régiment, fit des prodiges de valeur, et finit par être tué lors de la prise de Tavriss.

Le comte d'Érivan fut inconsolable de sa perte, il se reprochait, en quelque sorte, de lui avoir fait quitter sa retraite paisible; et lorsque l'empereur, dans sa munificence, l'eut gratifié d'un million, il s'effraya de disposer d'une somme de 100,000 roubles en faveur de la veuve du colonel Borodine.

au milieu d'un siège pénible. Poti, autre place forte à l'embouchure du Phasé, se rendit aussi aux Russes un peu plus tard. Ces deux conquêtes leur assuraient les bouches du Phasé, ainsi que l'entière occupation du littoral de la Mingrélie et de l'Imerétie. A peine s'était-il écoulé huit jours depuis la prise de cette importante forteresse, que déjà le comte Paskevitch arrivait sous les murs de Kars, jusqu'alors considérée comme inexpugnable. Cette place est entourée d'une triple muraille, flanquée de tours bastionnées, et dominée par une citadelle qui se trouve sur la crête d'un rocher élevé et escarpé. Le 19 juin, il attaqua, sous le feu de l'artillerie de Kars, un corps de cavalerie de cinq mille hommes, qu'il dispersa, et qui depuis lors ne reparut plus; le lendemain il enleva les ouvrages avancés, et le 25 il livra au camp retranché et à la forteresse un assaut, à la suite duquel la citadelle capitula, au moment où un corps d'armée de quinze mille hommes accourait d'Erzeroum pour lui porter secours. Paskevitch, par une manœuvre habile, avait fait simuler un camp sur la route d'Erzeroum, et était parvenu ainsi à arrêter la marche de ce corps. Deux mille Turcs furent tués ou blessés à cet assaut, trois mille, au nombre desquels était Émir-Pacha, chef du pachalik de Kars, déposèrent les armes, et l'on trouva dans la place cent cinquante-deux pièces de canon avec un nombreux matériel.

Des symptômes de peste s'étant manifestés parmi ses troupes, le comte d'Érivan, par des mesures sages et énergiques, parvint à les étouffer. Le 16 juillet, il se mit en marche sur Akhalkalaki, et, après avoir traversé les gorges des montagnes de Tchildirsk, il arriva le 25, et le 24 la place était enlevée d'assaut. Les Turcs perdirent six cents hommes tués, trois cents prisonniers, treize canons et vingt-un drapeaux; l'épouvante parmi les ennemis fut telle que Kertvis se rendit sans résistance; Poti suivit son exemple.

Le 1^{er} août, l'armée russe quitta Akhal-kalaki pour se porter à Akhaltzik, où les Turcs avaient réuni une armée de trente mille hommes; elle marcha à travers une étroite chaîne de montagnes qui s'étend au nord-ouest d'Akhalkalaki vers le Kour, traversa des sentiers inextricables. On était obligé de faire descendre à bras l'artillerie de siège, au milieu des précipices; mais Paskevitch surmonta ces obstacles, et le 5 août, il faisait déjà la reconnaissance d'Akhaltzik, et dispersait un gros corps de cavalerie turque qui venait au secours de la ville, sous les ordres de Méhémet-Pacha, et tentait de lui disputer le passage du Kour.

Le comte d'Erivan, qui connaissait son ennemi, n'attendit pas l'arrivée du général Popoff, qui suivait un autre chemin par la vallée de Brosham, et qui se trouvait encore à deux journées de marche; il savait qu'une attaque impétueuse avec peu de troupes agissait plus efficacement que des manœuvres lentes. Après avoir repoussé les tentatives de l'ennemi, il fit construire, le 6, une batterie à deux mille cinq cents pas des ouvrages pour appuyer les travaux du siège; il y laissa cinq bataillons sous les ordres du général Mouravieff, devant la place, et partit avec huit bataillons, toute la cavalerie et vingt-cinq pièces de canon, dans la nuit du 9. Tournant le flanc droit de la position de l'ennemi, il traversa des chemins que les Turcs croyaient impraticables, et tomba sur un corps de trente mille hommes, qui sortit de ses retranchemens pour se défendre. On se battit toute la journée; les Turcs furent repoussés dans leurs retranchemens, et, après un feu de bataille bien nourri, on monta à l'assaut au pas de charge. L'ennemi, voyant les Russes maîtres de son camp retranché, prit la fuite et fut poursuivi au-delà de trente verstes. On évalua ses pertes à deux mille cinq cents hommes, douze canons, treize drapeaux et des approvisionnement considérables.

Après cet avantage, le général en chef

retourna sur-le-champ sous les murs d'Akhaltzik, et le siège fut poussé avec vigueur. L'assaut fut livré le 15; et, après douze heures de combat et une défense désespérée, Akhaltzik tomba au pouvoir des Russes; la citadelle se rendit le lendemain et obtint la libre sortie (1).

Immédiatement après, sans donner à l'ennemi le temps de prendre haleine, le général Paskevitch envoya des troupes pour soumettre Atzkhoua, et le général prince Vadbolski s'en empara sans coup férir. Ardagan, Bajazet, Toprak-Kalé et le fort de Diadine, dans la vallée de l'Euphrate, se rendirent successivement; mais il fallut soutenir quelques combats pour soumettre ces dernières places.

L'hiver parut devoir d'abord suspendre les hostilités; mais l'armée ottomane, contre l'usage des Musulmans, ne se tint pas dans l'inaction, et les troupes russes eurent à repousser ses attaques. Dès les premiers jours du printemps Paskevitch rentra en campagne, battit l'ennemi en diverses rencontres, et acquit une gloire nouvelle en parvenant, avec un faible corps d'armée, à anéantir deux armées turques, et en remportant, en deux fois vingt-quatre heures, les deux brillantes victoires de Kainli et de Milli-Douze (2).

A la suite de ces deux grandes journées, l'armée russe ne se reposa pas un seul instant; elle se tint à la poursuite des fuyards, et le général Paskewitch marcha sur Erze-

(1) Sa garnison était forte de deux mille hommes; celle de la forteresse se montait à treize mille; le butin consistait en soixante-sept canons, cinquante-deux drapeaux, cinq queues de pacha. L'ennemi se défendit avec un courage extraordinaire, et ses pertes furent immenses. Sur quatre cents artilleurs, il n'en resta que cinquante; un détachement de janissaires, composé de cent guerriers, se fit tuer jusqu'au dernier; sur dix-huit cents soldats d'élite, treize cents furent tués; les habitants, qui combattirent aussi, perdirent trois mille hommes. L'armée russe éprouva de son côté des pertes sensibles, surtout en officiers; elle en eut neuf de tués, dont un colonel; trente-deux furent blessés.

(2) Les militaires prussiens comparent les opérations du général Paskevitch dans cette savante et brillante campagne à celles du grand Frédéric. « Nous ne saurions nous empêcher, dit un général prussien, de rappeler la tactique de Frédéric II, dont nous retrouvons ici l'esprit, modifié d'après des circonstances dont la similitude et la différence n'échapperont point à un lecteur initié dans l'art de la guerre. La marche, la reconnaissance de la position de l'ennemi, la manière d'utiliser le moment et les localités, tout se pose sous les yeux du capitaine et rien n'est exposé aux chances du hasard. »

roum, qui, considérée sous le rapport militaire comme point stratégique, pouvait procurer à son armée des avantages immenses, assurer la libre possession des conquêtes récentes, et s'en faciliter de nouvelles. Bientôt Erzeroum tomba en sa puissance avec ses immenses approvisionnemens et ses munitions, cent cinquante canons et un grand nombre de prisonniers, parmi lesquels on distinguait le séraskir et quatre autres pachas. C'est à la suite de cette conquête que l'empereur nomma le général Paskevitch chevalier de l'ordre militaire de Saint-Georges de la première classe, distinction que personne ne partage avec lui en Russie (1).

Il ne suffisait pas de s'emparer d'Erzeroum, il fallait utiliser sa possession. C'est dans ce but que le comte d'Erivan, immédiatement après son entrée dans cette ville, fit partir des détachemens et des colonnes mobiles dans tous les Sandjaks avoisinans; les forteresses de Baïbourt et de Khnis se rendirent aux troupes russes. Le pacha de Van assiégeait Bajazet à la tête de dix mille hommes, et opérait des attaques vives et répétées : la garnison peu nombreuse tenait avec peine, lorsque la nouvelle de la prise d'Erzeroum le força de lever le siège pour aller défendre son pachalick. Baïbourt fut emporté par le général Bourtzoïf, qui y trouva quatre canons et un riche butin. La possession de cette place était d'une haute importance à cause du voisinage des mines de cuivre, qui rapportent énormément au gouvernement turc. C'était une des plus sûres garanties que la Russie pouvait se donner pour l'avenir. Aussi les tentatives des Turcs pour la reprendre furent-elles fréquemment renouvelées. Les Lazes, montagnards belliqueux, tentèrent les premiers de s'en emparer. Ils s'étaient retranchés au

village de Khart, distant de douze verstes de Baïbourt. Deux mille Lazes des plus déterminés s'étaient établis dans ce village, et avaient juré de se défendre jusqu'à l'extrémité; en signe de cette résolution, ils s'étaient, selon l'usage oriental, revêtus de chemises de mort. Le général en chef les attaqua le 27, et les défit complètement. On leur enleva deux canons et trois drapeaux.

Après avoir occupé Khart et fait poursuivre l'ennemi, le comte d'Erivan se mit en marche le 1^{er} août (1829) dans toutes les directions où s'opéraient des réunions de troupes turques. Ces marches, qui durèrent environ huit jours, suffirent pour balayer l'ennemi, qui disparaissait à la seule approche des colonnes russes. Le général Paskevitch se porta d'abord à Tchiflik, quelques jours après du côté des défilés de Sofian-Dar, et enfin sur les sommets des montagnes baignées par le fleuve Chenssou, d'où il expulsa un fort détachement turc. Il attaqua et prit Baïbourt, d'où il marchait sur Trébisonde, lorsqu'il reçut la nouvelle que la paix était signée à Andrinople entre la Russie et la Porte. Cette nouvelle mit un terme à sa marche victorieuse.

Sans perdre un instant, et pour ainsi dire sans remettre son épée dans le fourreau, le général Paskevitch se porta sur la ligne du Caucase, organisant une expédition contre les peuplades de la partie septentrionale de ce pays, qui se trouvaient en pleine insurrection.

Le kadi de Koïsoboul, Kazi-Moullah, avait soulevé ces peuples par des discours fanatiques; il se faisait passer pour un délégué du grand prophète, et était parvenu à propager la révolte dans tout le chamkal de

participé au gain d'une bataille; la quatrième à un officier qui aurait pris un canon ou du moins qui se serait distingué d'une manière éclatante; il existe encore une cinquième classe qu'on nomme *signe de distinction de l'ordre de Saint-Georges*. C'est une croix en argent qu'on porte à la boutonnière; elle ne se donne qu'aux soldats et aux sous-officiers pour des actes de bravoure; l'individu qui la reçoit n'est pas chevalier, mais agrégé de l'ordre. On donne aussi la quatrième classe à un militaire qui aurait servi sans reproche pendant vingt-cinq années de suite dans le grade d'officier, mais alors la croix porte sur l'émail, qui est blanc, le chiffre 25 incrusté en or.

(1) Depuis la fondation de cet ordre purement militaire, il n'y a eu en Russie que douze personnes qui en ont obtenu la décoration de première classe : ses statuts portent que, pour la mériter, il faut avoir gagné une bataille décisive, sauvé le pays ou conquis une province. La seconde classe se donne à un général qui aurait remporté une victoire; la troisième à celui qui aurait

Tarkou, en annonçant qu'il était envoyé dans cette contrée pour rétablir l'autorité du tribunal spirituel, connu sous le nom de *chariat*. Au mois de février 1850, Kazi-Moullah parvint à réunir plus de six mille hommes de diverses tribus du Daghestan, auxquels il donna le nom de *mourids*, mot qui veut dire fidèle compagnon, disciple. Lorsqu'il ne trouvait pas le moyen de faire des prosélytes volontaires, il recourait à la violence, et contraignait, les armes à la main, des villages entiers à rendre hommage à ses prédications. Battu et dispersé d'abord à Khoundzak, résidence du khan des Avars, il reparut à Ghoumry, village lesghien, où il fut défait de nouveau, et se réfugia parmi les tribus sauvages du Daghestan, telles que les Tchetchentses, les Galgaï, les Karaboulak et autres, et leur porta sa nouvelle doctrine. Il fit plusieurs tentatives contre les villages occupés par les Russes; mais, toujours repoussé, il parcourut toutes les peuplades du Caucase, pour y jeter le flambeau de la révolte. Plus tard il reparut dans le Daghestan septentrional, et attaqua le fort de Bournaïa. Repoussé par la garnison, il prit la fuite, et, deux jours après, battu à Tarni, il se sauva dans le pays des Tchetchetsnes. Ayant rassemblé dans ce pays de nouvelles troupes, il marcha contre le fort de Bournaïa; mais il fut encore défait sous les murs de cette place le 22 juin. Enfin, après avoir, par tous les efforts possibles, soulevé diverses tribus, et essuyé des défaites successives, il tenta encore une dernière entreprise, et, après avoir réuni quatre mille de ses mourids à Ghermentchouk, principal village des Tchetchentses, il opposa aux troupes russes la résistance la plus opiniâtre. Plus de trois mille mourids, se fiant à la force de la place et aux promesses de Kazi-Moullah, s'étaient réunis dans ce village, et avaient juré de s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité. Néanmoins ils furent complète-

ment battus, et leurs retranchemens emportés.

Chassé de Ghermentchouk, Kazi se retira de nouveau dans le Daghestan, où, ayant encore réuni trois mille hommes, il se fortifia à Ghoumry; mais Ghoumry ne tarda point à être enlevé de vive force. Le général Paskevitch soumit tour à tour les Abkhazes, les Chapsouks, les Kistines, les Tabaours, etc.; s'empara d'une forte position sur le bord de la mer Noire, qui servait de communication entre les tribus Trans-Koubanes et les Abkhazes, se porta ensuite en personne sur la rive gauche du Kouban, où il fit des expéditions dans différentes directions: le résultat fut la destruction de plus de trois cents aoules (1) et la soumission des bandes les plus indomptables, qui lui livrèrent des otages et payèrent le tribut qu'on exigea. Il fit construire des forteresses dans les endroits les plus susceptibles de servir de refuge aux nombreuses hordes qui habitent la ligne du Caucase.

Après avoir ainsi pacifié et soumis ces contrées, le maréchal comte d'Érivan retourna à Tiflis, son quartier-général (3 décembre 1850).

Tandis qu'il domptait les peuplades demi-sauvages de la Russie asiatique, un orage terrible grondait à l'ouest de la Russie d'Europe. La Pologne était en feu, la lutte entre les *insurgés* et les troupes de l'empereur se prolongeait avec acharnement. Le maréchal Diebitch, nommé au commandement de l'armée destinée à réprimer l'insurrection, paraissait au dessous d'une aussi importante mission, et la cour de Russie commençait à éprouver de l'inquiétude; tous les yeux se tournaient sur le héros d'Érivan, tous les vœux l'appelaient, lorsque le maréchal Diebitch mourut subitement du choléra; le comte Paskevitch fut nommé à sa place général en chef de l'armée de Pologne.

Nous imposons ici silence à tous nos sen-

(1) Habitations de Tatars.

timens politiques, nous retraçons la vie d'un homme dévoué à la cause de la monarchie russe, c'est à ce point de vue que nous devons nous placer pour en écrire l'histoire.

Paskevitch n'a point eu une existence politique, mais bien une existence militaire et administrative; ce n'est donc que sous ce rapport que nous avons à le juger.

Le feld-maréchal comte Paskevitch d'Érivan arriva à Poulitouch le 14-26 juin 1851 et prit aussitôt le commandement de l'armée, qui se composait alors de soixante-quatorze bataillons d'infanterie, de cent un escadrons de cavalerie régulière, de cinquante-une compagnies de Cosaques et de trois cent dix-huit pièces d'artillerie, disséminées sur une vaste étendue de pays; en peu de jours il eut tracé son plan d'opérations. Les difficultés qu'il eut à surmonter furent immenses; mais, grâce à d'habiles manœuvres de sa part, et à la conduite hésitante et plus qu'incertaine de Skrynecki (*voir sa notice*, t. IV, 1^{re} part.), il parvint à effectuer le passage de la Vistule sans éprouver la moindre opposition; puis, après quelques avantages partiels, il s'ouvrit un chemin vers Varsovie. Le 23 août le canon gronda sous les murs de cette capitale, et l'attaque commença avec impétuosité. Les Polonais défendirent leur dernier boulevard avec un héroïque courage; le 26, les colonnes russes pénétrèrent dans les faubourgs et dans la ville même, et s'y établirent, malgré la défense opiniâtre et les attaques réitérées des Polonais. Paskevitch dirigeait ses soldats en personne et fut atteint au bras gauche d'un boulet qui lui fit une forte contusion. Il ne quitta point pour cela le champ de bataille et continua à se porter sur tous les points où sa présence ranimait l'ardeur de ses soldats. Le 27, Varsovie avait fait sa soumission, mais l'armée polonaise n'avait point mis bas les armes. Paskevitch dut se mettre à sa poursuite; elle ne tarda point à être dispersée, et le 25 septembre la Pologne était

retombée sous le sceptre du tzar, Modlin et Zamosc se rendaient à discrétion.

Le maréchal comte Paskevitch d'Érivan, en récompense de ses services signalés, fut élevé à la dignité de prince de Varsovie, avec le titre d'altesse et la transmission de ce titre à sa postérité. Il fut en outre nommé lieutenant du royaume de Pologne. Tous les hommes impartiaux ont rendu justice à son administration, et conviennent que dans l'exercice de ses hautes et pénibles fonctions il a su, en obéissant à de rigoureuses circonstances, donner souvent des preuves de tolérance et d'humanité.

Paskevitch est encore dans la force de l'âge et peut être appelé à rendre de nouveaux services à son pays; il est sans contredit un des plus grands capitaines qui soient sortis des rangs de l'armée russe.

FIZEAU (le docteur).

M. le docteur FIZEAU, ex-professeur de la Faculté de médecine, est né au May (Maine-et-Loire), le 27 janvier 1776. Après avoir fait ses études au collège de Beaupréau, il vint à Paris, où il fut reçu docteur en médecine le 30 mai 1805.

M. Fizeau se distingua dans le cours de ses études médicales, fut interne aux hôpitaux de la Charité et des Enfans, et remporta en l'an XI le premier prix de l'Ecole pratique.

De 1802 à 1806 il fut un des principaux rédacteurs du Journal de médecine de Corvisart, Leroux et Boyer, et travailla avec Buisson à la rédaction du 4^e volume de l'*Anatomie descriptive* de Bichat (1), et à celle

(1) Dans son discours préliminaire, placé en tête de ce 4^e volume, M. Buisson s'exprime en ces termes :

« Il m'eût été très difficile de suffire seul à remplir la tâche longue et pénible dont j'étais chargé. La nécessité de recourir sans cesse à l'inspection cadavérique sur les objets même les plus connus, le temps considérable que demandaient des rédactions dans lesquelles il fallait réunir la précision la plus rigoureuse à l'exactitude et à la clarté, enfin le danger de s'en rapporter exclusivement à soi dans les recherches nouvelles qu'il y avait à faire sur plusieurs organes, tout m'obligeait à m'aider d'un secours étranger. Je l'ai trouvé, ce secours, dans mon ex-

du 4^e volume de l'*Anatomie* de Boyer, qui contient la splanchnologie.

M. Fizeau a travaillé également au *Traité des maladies des os*, contenu dans les 5^e et 4^e volumes du *Traité des maladies chirurgicales* de Boyer.

De 1804 à 1816, M. Fizeau professa la pathologie interne avec succès; aussi ne fut-on pas surpris de le voir appelé à une chaire lors de la réorganisation de l'Ecole par ordonnance (1825).

M. Fizeau remplit cette chaire à la satisfaction de ses collègues et des élèves jusqu'à la révolution de 1830, époque à laquelle les professeurs nommés par ordonnance furent révoqués.

M. Fizeau perdit en outre sa place de médecin de l'hospice des Quinze-Vingts, qu'il occupait depuis sept ans, ayant été nommé en 1825 par la grande aumônerie, sous les attributions de laquelle se trouvaient les Quinze-Vingts, en remplacement de M. Dufour décédé. M. Fizeau était alors médecin du grand aumônier de France, le prince de Croi (1).

M. Fizeau est auteur de plusieurs mémoires et observations de médecine :

1^o *Recherches et Observations pour servir à l'histoire des fièvres intermittentes*; un vol. Paris, an XI (1805).

2^o *Mémoire sur les fièvres simples*, lu à la Société de l'Ecole, et approuvé par un rapport de M. Jadelot. (*Bulletin de l'Ecole*.)

3^o. *Mémoire sur les fièvres intermittentes pernicieuses*. (*Journal de médecine* de Corvisart, etc., t. VII, p. 555.)

cellent ami M. Fizeau. Ce jeune médecin, dont l'Ecole de Paris a reconnu solennellement le mérite, en lui faisant partager cette année les honneurs du premier prix, s'est rendu plus recommandable encore depuis par ses *Recherches pour servir à l'histoire des fièvres intermittentes*, ouvrage rempli des faits les plus curieux, des vues les plus solides, et vraiment nécessaire désormais à quiconque voudra étudier avec succès ces maladies sous le point de vue, soit nosographique, soit pratique. L'auteur, qui avait déjà pris part aux travaux anatomiques de Bichat, a bien voulu partager aussi les miens, et il m'est douloureux de reconnaître ici que je dois à sa sagacité dans l'observation la découverte de plusieurs faits qui peut-être m'auraient échappé sans lui.

(1) En 1830, les Quinze-Vingts sont rentrés dans les attributions du ministère de l'intérieur.

4^o *Mémoire sur les fièvres intermittentes putrides et adynamiques*. (*Ibid.*, t. IX, p. 17.)

5^o Il a publié la première observation connue de luxation primitive de l'humérus en arrière. (*Ibid.*, t. X, p. 586.)

6^o La première observation bien constatée de rupture du canal choledoque. (*Ibid.*, t. XII, p. 170.)

Enfin divers autres articles consignés dans le même journal.

Plusieurs thèses ont été soutenues sur divers points de la doctrine qu'il professait dans son cours sur les fièvres, entre autres la thèse de M. Perdreau sur la *fièvre simple*; celle de M. Chauveau sur les divers états inflammatoire ou pléthorique, bilieux ou gastrique, muqueux, adynamique, putride, ataxique ou nerveux; enfin la thèse de M. Guitard sur le même sujet, mais avec de nouveaux développemens.

DESTIGNY (de Caen), (JEAN-FRANÇOIS).

Dans ce siècle de déplorables palinodies, où les poètes surtout se traînent à l'envers l'un de l'autre à la remorque des hommes puissans, et trafiquent de leur encens avec une révoltante impudeur; dans ce siècle où presque aucun

« N'échappe au contre-coup de la honteuse faute
Dont se souilla BARTHELEMY (1), »

on aime à trouver un de ces nobles caractères,

« Demi-dieux que jamais n'ont courbé les tempêtes (2), »
qui luttent avec constance et énergie contre les fureurs des parquets, les exigences du fisc, et, disons-le avec autant d'amertume que de franchise, l'indifférence publique.

Il est consolant d'avoir à payer un tribut de patriotique sympathie au poète qui a pu dire avec vérité, en se voyant par trois fois condamné à l'amende et à la prison :

« Ils auront un captif, mais jamais un esclave,
Ces gens qui séquestrent le corps (3). »

(1) DESTIGNY. *Le Poète et l'Epoque*, Satire XXI.

(2) *Id.* *Les Rénégats*, Satire XIII.

(3) *Id.* *Epilogue*, Satire LII.

Tel est Destigny. Depuis huit ans monté sur la brèche, au milieu des séductions de tout genre qui sont venues l'entourer, il est demeuré ferme dans sa foi, car, ainsi qu'il l'a dit :

« Quand notre âme a d'un rit habillé sa prière,
C'est un contrat admis pour l'existence entière (1). »

Destigny n'a jamais failli à cet engagement.

Né à Guilberville (Manche), le 19 janvier 1809, M. Jean-François DESTIGNY fut élevé au collège royal de Caen. Il se montra dès l'enfance, quoique naturellement paresseux, doué d'une mémoire hors de ligne, d'une facilité de conception, et surtout d'une disposition spéciale pour la poésie, qui lui valut de la part de ses camarades le surnom de *le poète*. Déjà l'on pouvait pressentir que sa verve serait brillante, et lui faire l'application de ce vers qu'il consacra plus tard aux mânes d'HÉGÉSIPPE MOREAU (2).

« Sa rime incandescente a le nerf de la poudre. »

Ces rimes incandescentes lui valurent de sévères punitions, car de par une ordonnance signée FONTANES, il est défendu aux enfants de la France de faire des vers français au collège; mais Destigny ne se rebu-
tait pas.

Au sortir du collège, où il avait cueilli ces palmes que l'on n'oublie jamais, il tomba dans la réalité sociale, et dut, pour vivre, se faire prote d'imprimerie, et donner des leçons particulières de latin et de grec. Pendant quatre ans il pourvut ainsi à son existence. Enfin, il fit ses premières armes comme écrivain dans un journal intitulé : *l'Etudiant*, qui paraissait à Caen. La première pièce de vers qu'il y publia était intitulée : *Le Juste Milieu*, dédiée à Barthélemy, auquel il devait, quelques mois plus tard, demander compte de sa prostitution.

« Toi qui d'un mot ébranlais l'univers,
Poète, hélas ! tombé du pinacle des vers
Dans le ruisseau fangeux où l'apostat se vautre !
Dis-moi, maître, dis-moi, qu'est devenu l'apôtre

(1) DESTIGNY. *Les Rénégats*, Satire XIII.

(2) Poète adolescent, et de la plus belle espérance, mort de misère et de faim.

Qui naguère prêchait nos sublimes trois jours ?
Ces flots d'alexandrius, l'épouvante des cours,
Ces distiques nerveux, si chargés de colère,
Qu'apportait le dimanche à l'écho populaire ;
Ces jambes d'acier, ces rimes de tocsin,
Qui des nobles forçats ont déchiré le sein,
Qu'en as-tu fait ?... réponds, toi qui mis tout en poudre,
Jupiter détrôné, qu'as-tu fait de ta foudre ?
Ta muse, etc., etc. (1). »

En 1852, Destigny vint à Paris; il y arriva au moment où l'indignation publique éclatait contre le panégyriste de l'état de siège, et aussitôt il ramassa le fouet vengeur que le poète marseillais avait laissé tomber de ses mains; il continua la *Némésis*, et lui donna l'épithète d'*incorruptible*. Il y avait hardiesse à continuer l'œuvre de Barthélemy : Destigny le fit avec courage, mais en même temps avec modestie.

« Quand tu planais si haut (dit-il), moi, chétif ici-bas,
Je tremblais dans le nid au seul bruit de ton aile ;
Mais d'une flèche d'or l'atteinte criminelle,
En te précipitant, a guéri mon erreur :
Aujourd'hui la pitié succède à la terreur. »

Les premières livraisons de cette publication nouvelle furent sans retentissement; la presse entière était comme humiliée de la réputation qu'elle avait faite à Barthélemy; elle rendit Destigny solidaire de la honteuse palinodie du grand poète; mais lui ne perdit pas courage, et dans sa XXI^e satire expliqua cet abandon par ces vers :

« On suspecte aujourd'hui tout généreux transport
De cacher sous le masque un sordide égoïsme,
Et le vain préjugé condamne l'héroïsme
Avant qu'il soit sorti du port. »

A défaut de l'appui de la presse, les attaques du parquet et du fisc ne manquèrent pas à Destigny : c'est encore là un genre de publicité. Dans son premier procès avec le fisc, Destigny succomba, et fut condamné à un mois de prison et 200 fr. d'amende. Ce mois de prison faillit lui devenir mortel, car il fut atteint à Sainte-Pélagie d'une maladie tellement grave, qu'à l'expiration de son temps sa captivité se prolongea pendant plusieurs semaines, dans l'impossibilité où l'on était de le transporter hors de son ca-

(1) DESTIGNY. *Voir la Satire XIII.*

banon. C'est qu'il existe des imaginations ardentes pour lesquelles la prison est une torture morale atroce, insupportable.

Destigny, rendu à la santé et à la liberté, reprit la plume et recommença son œuvre; mais il avait un vieux compte à liquider avec le parquet. A peine convalescent, il dut venir s'asseoir sur les banes de la cour d'assises, où il eut à se défendre d'un double délit *extra-légal* inventé par M. l'avocat-général Partarieu-Lafosse, celui d'*offense au fils du roi, et d'excitation à la haine et au mépris de la famille royale*, et aussi d'*excitation à la révolte non suivie d'effet*. Il s'agissait d'une pièce de vers intitulée : *L'Abdication et le Duel*. Destigny fut condamné à un an de prison et 2,000 fr. d'amende; dès lors la presse quotidienne s'occupa de lui, c'est-à-dire de ses œuvres, et le poète conquit ainsi la place qui lui appartient dans le monde littéraire.

Destigny acquitta cette nouvelle dette et, après avoir reçu ce baptême politique, rentra de nouveau dans la lice, et publia hebdomadairement une satire de mœurs dont la collection forme déjà un énorme volume in-4°.

Dans sa satire *spécimen*, il annonça qu'à l'avenir la politique lui était interdite :

« Mon griffon qui bondit, rebelle à toute rène,
S'interdit chaque jour la politique arène,
Où le choc d'un pied libre enfante des volcans;
Mais il viendra de nuit sur la berge des camps
Rôder comme une louve, étrangler la védetle,
Et solder sans relâche une éternelle dette. »

Et toutefois, même hors du domaine politique, il compte sur la puissance de son œuvre; car, dit-il :

« Où le fer n'atteint pas, la satire corrode. »

Les satires de Destigny, en effet, corrodent,

« Car sa muse, qui pleure à l'odeur de l'encens,
Aime à brûler ce qu'elle effleure. »

Destigny cependant ne tient pas toujours en main le fouet de Némésis; il sait faire vibrer la harpe religieuse et s'élever aux

plus hautes pensées philosophiques, comme dans *l'Orphelin du Louvre*, *le Suicide*, *une Larme*, *les Mendians*, *le Duel*, etc., etc.; mais c'est surtout lorsqu'il s'attaque aux vices sociaux, aux bassesses de cour, qu'il a de l'âme, du nerf, de l'énergie, de la vie poétique.

Destigny a subi encore une nouvelle condamnation de deux mois de prison et de 500 fr. d'amende, pour avoir dit des *traîneurs de sabre* de notre époque :

« Ils n'ont usé du fer qu'à forger des verroux. »

MM. du parquet ont apprécié que dans un tel vers il y avait de la politique.

Destigny est encore assez jeune pour grandir dans l'estime des hommes de goût; qu'il apprenne à travailler plus difficilement, à châtier son vers, à épurer son style, et il ne tardera pas à être placé au premier rang des écrivains de notre époque, parce qu'il est vraiment poète.

Destigny tient en portefeuille plusieurs drames, qui seront, dit-on, joués prochainement. Qu'il ne se hâte pas, car ses premiers débuts au théâtre, s'ils sont heureux, le poseront irrévocablement. Qu'il ait donc la sagesse de ne pas vouloir enlever d'assaut la fortune et un nom avant la maturité de l'âge, et que l'exemple de tant de renommées précoces si tôt avortées ne soit pas perdu pour lui.

PODENAS (le baron DE).

« Nous sommes obligés de nous occuper de M. de Podenas, parce que le *Journal de Paris* nous y force. C'est du reste un personnage fort amusant, quand on veut laisser de côté la face par laquelle il est méprisable, et s'attacher seulement aux innombrables ridicules qui mettent ce député bredouilleur sur la même ligne que MM. Viennet et Bugeaud. »

« Quand nous disons le côté méprisable, nous n'entendons pas parler seulement de notre opinion personnelle, mais d'un sentiment général de probité qui fait que, dans tous les partis, on s'accorde sur ce qui est honorable et sur ce qui ne l'est point. »

« Nous l'avons dit bien des fois et nous le répétons encore : Qu'un homme ait une conviction contraire à la nôtre, s'il est sincère dans sa foi, s'il est désintéressé dans l'expression de son opinion, nous pouvons le plaindre ou le combattre, nous ne le méprisons point. »

« Mais qu'un M. de Podenas, après avoir vécu au milieu de nous pendant deux ans, se mêlant aux plus fougueux républicains, plus impatient de renverser le trône qu'ils ne l'étaient eux-mêmes ;

« Que cet homme qui venait puiser les inspirations de ses discours dans les bureaux de la *Tribune*, et qui nous a fait si

souvent rougir de nos inspirations; que M. de Podenas, qui savait bien alors ce que nous voulions, car nous n'avons jamais changé, et qui nous fatiguait tellement de sa curiosité et de son langage, que nous avons maintes fois désiré le voir dans des rangs opposés, vienne aujourd'hui déclarer qu'il s'est séparé de l'opposition, parce qu'elle voulait renverser le trône de juillet... c'est une impudeur si éhontée, que tout le mépris d'une conscience honnête ne peut suffire à la couvrir!

« Le *Journal de Paris* se trompe si il croit voir de l'amertume dans nos réflexions. Cet homme est encore plus ridicule que méprisable.

« Et il faut que la troupe ministérielle soit un composé bien pauvre pour qu'on se fût effrayé de cette triste verve.

« Les feuilles ministérielles ne savent pas tout ce qui leur est réservé d'nni mortel et de dégoût avec un tel homme.

« D'abord, il les fatiguera jusqu'à ce qu'il sache tout ce qui se débite dans les coteries des divers ministres; il arrivera porteur des naïvetés les plus incroyables que l'un ou l'autre lui aura glissées à l'oreille, et qu'il s'en ira colportant de tous côtés jusqu'à ce qu'il rencontre un railleur qui s'en moque, ou un homme plus naïf encore, qui répète sa fable et la promène à son tour.

« Puis, le jour où il voudra parler à la chambre, il faudra écouter le plan de son discours. La chambre en rira, ou bien délogera, ou enfin couvrira à voix; lui, arrivera le soir, empressé, affairé, radieux, le manuscrit sous le bras ou dans sa poche, vous demandant deux colonnes, puis une, puis une demie, un quart, puis enfin dix lignes d'éloges, qu'il fait lui-même pour vous en épargner la peine, et dans lesquelles il dira que la chambre a été bien mal avisée de ne pas écouter ce profond discours où la question était envisagée sous un point de vue nouveau.

« Il mettra trois quarts d'heure à faire ces dix lignes, puis il recommencera sa verbosité conversation. Vous bâillerez, vous vous lèverez, vous ferez ouvrir votre fenêtre en plein hiver pour le chasser; lui, toujours intrepide, vous demandera si par hasard votre cheminée fume, il passera dans la salle voisine, et ayant de vous lâcher il vous parlera encore une heure debout, disant et redisant les mêmes choses. Il partira peut-être à la dernière extrémité, et se rendra chez le duc Decazes conter tout ce que vous lui avez appris, et de la chez M. d'Argout, redire tout ce qu'il a entendu chez le duc Decazes. Puis enfin, il se retirera chez lui; et si par hasard il rencontre encore un sujet de conversation sur sa route, s'il est tard, il pourra bien ne pas se coucher chez lui!

« Et l'on suppose que nous regrettons un député de cette force! Passe encore si nous ne l'avions pas vu de si près! Mais nous savons trop bien sa nature pour ne pas nous trouver heureux de n'être plus chargés ni du passé de cet homme ni de son avenir.

« Le ministère fera de lui ce qu'il voudra; il a un instinct bien rare de curiosité implacable, et s'il n'a pas assez de discernement pour distinguer ce qu'il importe de retenir, ou assez d'esprit pour être à propos indifférent et vraisemblable, il aura toujours assez de zèle pour risquer tous les genres de ridicule afin de bien établir son dévouement.

« Le 7 août lui avait déjà donné la croix de la Légion-d'Honneur, il lui doit la pairie et une place de conseiller à la cour de cassation.

« Et s'il y a un changement de ministère, M. de Podenas se débatait avec M. Viennet pour la préfecture de police, qu'un républicain lui avait promise, pour en finir avec cet importun solliciteur.

« Nous verrons alors comment le *Journal de Paris* se trouvera entre ces deux concurrents.

« Quant à nous, malgré notre amour bien connu pour l'académicien, nous opinerons pour le député de Narbonne.

« Il n'est pas aussi poète, mais il est bien plus orateur, et en faisant la police est trop prosaïque.»

Ainsi s'exprimait le journal *la Tribune* dans son numéro du 17 août 1855, en parlant du député de l'Aude. Ce portrait nous a paru si frappant de ressemblance et de vérité, que nous avons cru devoir le reproduire. Nous le compléterons par les aperçus suivants, que nous empruntons au compte-rendu des sessions législatives de 1852-53-54, par M. Edouard Bucquet.

« M. Podenas est parvenu à se faire une sorte de réputation. Sans arriver à la haute renommée de son digne collègue Vien-

net, le digne député de Narbonne a trouvé moyen d'occuper de lui les journaux. Ce ne sont point ses trente-quatre discours qui lui ont valu ce succès; il n'en est pas plus redevable à la louable habitude qu'il a contractée d'aller chaque année, à la fin de la session, prendre congé du roi de son chèque, ni aux louanges excessives qu'il a coutume de donner inconnu dans l'occasion à l'éloquent Podenas.

« Ce vertueux représentant du peuple, élu comme député de l'opposition par les patriotes de Narbonne, se croit doné d'un génie gouvernemental transcendant; ses prétentions à la direction générale de la police de France ont été par lui indiscrètement recylées à quelques jeunes patriotes dont il croyait utile de se ménager un appui. Un journal y fit un allusion (*la Tribune*), puis donna de la publicité à l'anecdote, après que le baron de Podenas, lassé sans doute d'attendre le triomphe des patriotes, ne carha plus avec tant de soin ses relations avec les ministres, qu'il avait l'air d'attaquer pour plaire aux électeurs.

« Nous ne nous livrerons pas à une fastidieuse analyse des trop nombreux discours de ce député; ce n'est pas là qu'il faut aller chercher ce qu'il pense; ses votes pour toutes les mesures impopulaires, pour toutes les lois d'exception, démentent assez quelques faux semblans d'opposition.

« Jusque présent, M. Podenas paraît n'avoir reçu, pour prix de ses services, qu'une croix d'honneur, et un reste de pudeur le force encore, à cacher l'attend mieux que cela.

« M. Podenas, qui a hontensement décrit la cause des patriotes, n'est franchement ministériel que dans l'enceinte de la chambre et dans les salons du pouvoir. Il a pu s'apercevoir, en se rendant quelquefois encore dans les réunions de l'opposition, que son appartenance a fait finir plus d'un entretien.

« M. Podenas n'est jamais monté à la tribune sans exciter les murmures de toute la chambre; il appelle cela faire sensation.

« Qu'on le laisse parler ou non, il fait insérer son discours au *Moniteur*, en assainissant le tout de bien! très bien! bravo! même malgré la résistance des sténographes.

« Les nouveaux principes de ce député sont peu goûtés à Narbonne; aussi, cherche-t-il, en désavouant ses votes, à ne pas perdre les suffrages des patriotes.»

(Compte-rendu des sessions de 1852-53.)

« M. Podenas a fortement approuvé la loi - Barthe contre la presse populaire, en se plaignant, toutefois, de ce qu'on avait osé de comprendre les affiliés dans les dispositions de cette loi (7 février 1854). Il déclarait, en outre, qu'elle lui paraissait encore incomplète, et qu'il fallait qu'elle fût faite de telle manière que les factieux ne pussent y échapper par aucun subterfuge.

« M. Podenas a pris part à la discussion sur la liquidation de l'ancienne liste civile. Il a présenté quelques observations fort peu importantes sur la loi relative à l'état des officiers (14 février).

« Ce député a eu l'avantage de faire partie de la commission ministérielle qui, dans la loi contre les réfugiés politiques, a introduit, d'un avis unanime, deux dispositions auxquelles les doctrinaires eux-mêmes n'avaient pas songé. Par la première, la loi était proposée pour deux années, de peur que la majorité de 1855 ne se laissât aller à des sentiments d'humanité inconnus à la majorité de 1854. Par la seconde, un emprisonnement de plusieurs mois était demandé contre les malheureux réfugiés qui ne se conformeraient pas à toutes les dispositions de la loi. Cet excès de brutalité inhospitalière était trop conforme au vœu des centres pour ne pas être adopté.

« M. Podenas a dû, en dernier lieu, mettre un frein à ses démagogues oratoires; et l'on remarquera, que l'on de monter à la tribune trente ou quarante fois comme dans la session précédente, il a pris à peine la parole dans deux ou trois occasions, pendant le cours de cette session. Les ministres ayant observé que la flasque éloquence de cet orateur affaiblissait les raisons qu'il voulait faire valoir, fatiguait les auditeurs, et indisposait les plus intépides contre la cause dont il prenait la défense, lui firent sentir poliment qu'ils lui sauraient gré de se ménager davantage; on lui dit qu'un homme comme lui ne devait pas se prodiguer, qu'il ne devait paraître que dans les grandes occasions, et qu'on le prévient quand on aurait besoin de la puissance de son talent; on eut soin de ne jamais le prévenir.

« Cependant, comme il est fort difficile de saigner toujours les apparences, surtout quand on y met peu de soin, M. Podenas n'a pas tardé à s'apercevoir qu'on le jouait. Quand il apprit qu'un des ministres dont, à cette époque, la nomination à la pairie n'était pas assurée, se proposait de se porter en concurrence avec lui pour la députation de Narbonne, son mécontentement devint tout à fait sérieux. Il lui prit même quelque velléité de rentrer dans le camp de l'opposition; il sonda quelques-uns de ses collègues qui avaient conservé avec lui d'anciennes relations, afin de savoir à l'avance comment le transfuge serait reçu; il chercha à expliquer sa défection: « C'était la presse, disait-il, cette malheureuse presse, qui avait fait tout le mal, et qui, en révélant ses premières faiblesses, l'avait poussé à perdre toute pa-

deur. » On juge comment fut accueillie cette naïve proposition ; les uns ne dissimulèrent pas leurs véritables sentiments, d'autres s'amusèrent quelques instans aux dépens de l'amour-propre dé-sappointé du député de Narbonne, qui reconnut un peu tard que

L'honneur est comme une île escarpée et sans bords ;
On n'y peut plus rentrer dès qu'on en est dehors.

« Force fut à M. Podenas de retourner au giron ministériel ; les événements, d'ailleurs, le servaient à souhait. La nomination de M. Barthie à la pairie le débarrassa de ce redoutable concurrent.

« D'un autre côté, M. Thiers, en reconnaissance de ce que M. Podenas lui abandonnait le terrain dans un collège du Gers, où il avait des prétentions, lui envoya le grand ouvrage sur l'Égypte, pour Narbonne, ville où, du reste, il n'existe pas de bibliothèque. Bref, la réconciliation fut complète, et M. Podenas n'oubliera pas sans doute, quand il ira à Narbonne, de se charger, selon sa coutume, d'une pacotille de joujoux pour les enfans de la famille de M. Barthie. »

(Compte-rendu de la session de 1834.)

Cet homme est aujourd'hui président de chambre à la cour royale de Montpellier. De pareils choix ne suffisent-ils pas pour justifier le peu d'estime et de respect que l'on porte aujourd'hui à la magistrature en général ?

Complétons cette esquisse. Pendant les premières années de la restauration, on voyait à Toulouse, église Saint-Étienne, un conseiller à la cour royale, porteur d'un immense bréviaire, relié en maroquin rouge, dévotieusement agenouillé sur les marches de l'autel, et assistant à tous les offices d'apparat : ce conseiller était M. de Podenas.

Ce manège ne lui ayant pas réussi, M. de Podenas se fit libéral, fraternisa avec les rédacteurs de la *France méridionale*, se porta candidat aux élections, et finit par être nommé à Narbonne en juin 1850. Un banquet patriotique eut lieu à cette occasion à Toulouse ; M. Podenas s'y montra plus que libéral, et plus d'un des convives blâma hautement l'allocution par trop vive du nouvel élu.

M. Podenas pressentait une révolution, il voulait être homme de premier plan ; il le fut en effet après 1850, car son zèle de fraîche date n'ayant pas reçu sa récompense, il se jeta ouvertement dans les rangs des *républicains* les plus exaltés, les excitant, les échauffant de ses inspirations, s'échauffant des leurs. MM. Dupont (de l'Eure), Lafitte, etc., étaient trop méticuleux, à son avis, trop pusillanimes.

M. Podenas votait avec les députés les

plus avancés de l'extrême gauche, et appuyait leurs propositions de toute son éloquence. Si la Chambre eût écouté ses conseils, l'abolition de tout cens d'éligibilité, l'admission du jury à l'électorat, eussent rendu plus supportable une loi si long-temps attendue par le pays, et qui a si peu répondu à ses vœux. Elle eût aussi élargi la base des droits municipaux, loin de les restreindre ; elle eût renversé cette magistrature inamovible, créée pour un autre régime que celui sous lequel nous devait placer la révolution de juillet ; elle eût refusé aux ministres ces allocations provisoires demandées et accordées avec tant de prodigalité ; elle leur eût surtout refusé les 1,500,000 fr. pour la police secrète.

Plus tard il parla contre l'hérédité de la pairie, développa les véritables principes de la souveraineté du peuple, vota pour la réduction du traitement du président, enfin fut un des plus énergiques défenseurs de la cause populaire.

Qu'advint-il tout à coup ? Nous l'ignorons ; mais nous avons vu, d'après M. Edouard Bucquet, quelle métamorphose il s'opéra. M. Podenas fut fait membre de la Légion-d'Honneur ; dès-lors il fut corps et âme homme du pouvoir, jusqu'au moment où les électeurs firent justice d'une aussi dégoûtante palinodie.

VAUCHELLE (N.).

M. VAUCHELLE, aujourd'hui intendant de la cinquième division militaire, est né à Versailles le 28 janvier 1779. Il débuta en mars 1795 dans les bureaux de l'administration générale des postes et messageries, dont son père était un des chefs.

Parti en juin 1796 pour l'armée de Sambre-et-Meuse, en qualité de secrétaire particulier de M. Dubreton, commissaire ordonnateur en chef de cette armée, il fit avec lui cette première campagne, et l'année

d'après le suivit en la même qualité à l'armée du Rhin-et-Moselle, dont les articles préliminaires de Léoben arrêterent alors la marche au-delà du Rhin, qu'elle venait de passer avec éclat.

Après avoir servi une partie de l'an VI et de l'an VII en Hollande, dans les bureaux de l'ordonnateur en chef Blanchard, et à l'armée d'Helvétie, dans l'administration des subsistances (fourrages) comme chef de correspondance, M. Vauchelle fut nommé à cette même armée élève-commissaire des guerres le 22 septembre 1799, et, le 5 juin 1801, l'un des trente-cinq adjoints titulaires créés par l'arrêté du 9 pluviôse an VIII.

Il a constamment servi depuis lors en Allemagne, jusque et y compris la campagne d'Austerlitz, après laquelle il fut envoyé à l'armée de Naples.

Le gouvernement français, voulant qu'une armée napolitaine s'organisât promptement et sur les errements français, autorisa des officiers de toutes armes et de tous grades à y prendre du service, et M. Vauchelle fut désigné sans l'avoir demandé : de là son admission à ce service le 31 juillet 1806, avec le grade de sous-intendant militaire de première classe. (M. le lieutenant-général Mathieu Dumas était ministre de la guerre, et ce fut lui qui rétablit l'unité administrative que la France a depuis réadoptée.)

Les services de M. Vauchelle à Naples ont duré du 31 juillet 1806 au 19 mai 1815, période pendant laquelle il a été à deux reprises ordonnateur en chef de l'armée napolitaine (1815, 1814 et 1815). Le roi Joachim, en 1809, avait rétabli l'inspection aux revues et le commissariat des guerres, et M. Vauchelle avait été nommé ordonnateur le 18 avril 1809.

Dans l'intervalle, il remplit une mission importante et périlleuse à Corfou pour le ravitaillement de cette île, et fut ordonnateur des divisions militaires de la Pouille et des Calabres. Comme sous-intendant, il

avait eu long-temps le service de la place de Naples, qui était alors très surchargé.

En juin 1814, M. Vauchelle avait été nommé inspecteur aux revues de la garde royale, et, le 15 mars 1815, il avait repris les fonctions d'ordonnateur en chef de l'armée. Dans cette circonstance, il fut décoré de la croix de commandeur de l'ordre royal des Deux-Siciles, et reçut le titre de baron.

Rentré en France à la fin de mai 1815, M. Vauchelle ne fut réadmis au service que le 29 janvier 1817, dans le simple grade de sous-inspecteur aux revues de troisième classe, retard qui fut le fruit des persécutions dont il devint l'objet de la part du gouvernement restauré de Naples et de ses alliés, pour le punir sans doute d'avoir trop vivement soutenu la cause française et d'avoir combattu avec trop d'énergie et de constance les intrigues diplomatiques auxquelles le roi Joachim eut le malheur de céder en 1814.

A la création de l'intendance militaire en 1817, M. Vauchelle fut nommé sous-intendant militaire de deuxième classe, employé à Marseille; il fut appelé à Paris en 1818 pour être membre et l'un des rapporteurs de la commission des réglemens institués par M. le maréchal Saint-Cyr. Sans le changement de ministère survenu en 1821, un code complet approprié à nos institutions, et dégagé de tout le vieil attirail de la fiscalité, ouvrait une ère nouvelle à l'administration de l'armée. Ce travail est encore regrettable aujourd'hui, malgré les nombreuses améliorations qui se sont introduites dans les détails de tous les services.

Employé dans la treizième division militaire de 1822 à 1824, M. Vauchelle fut rappelé à Paris et nommé à l'emploi de professeur d'administration militaire à l'école d'application du corps royal d'état-major, chaire qu'il occupa jusqu'en avril 1850, conduisant de front plusieurs travaux considérables au ministère de la guerre, dont l'objet et le but étaient une révision et un re-

manièrement de toute la législation militaire.

C'est pendant cette période que M. Vanchelle a composé son *Cours élémentaire d'administration militaire*, en trois volumes.

Enfin, il fut envoyé en avril 1850 à Strasbourg pour y remplir les fonctions d'intendant militaire de la cinquième division, et obtint ce grade le 31 décembre 1850. Il n'a pas cessé d'en exercer depuis lors les fonctions.

M. Vanchelle est chevalier de Saint-Louis du 7 décembre 1818, et commandeur de la Légion-d'Honneur du 30 mai 1837; il est en outre chevalier de deuxième classe de l'ordre royal de Saint-Ferdinand d'Espagne.

BERTON (ÉMILE-ADOLPHE-JOSEPH).

M. BERTON (*Emile-Adolphe-Joseph*), docteur en médecine de la faculté de Paris, l'un des médecins de la garde municipale, est né le 11 nivôse an X, à Dinant, ex-département de Sambre-et-Meuse. C'est le dernier des fils du malheureux général Berton.

Notre intention étant de rattacher à l'histoire des hommes encore existans celle des contemporains que la mort a frappés, et dont la vie néanmoins a marqué dans les destinées de notre époque, en parlant du fils nous nous étendrons sur le père. Toutefois, nous ne faisons ici l'histoire que de la vie guerrière de l'illustre et brave général, évitant d'entourer la biographie dont nous nous occupons du lugubre cadre de la catastrophe de Poitiers, ayant déjà donné place à ces tristes détails et au récit des événements du drame de Thouars et de Saumur, en traitant la partie historique concernant le docteur LEDAIN (*voir sa notice*, t. III, 1^{re} part.).

M. *Emile-Adolphe-Joseph* BERTON fut dès son jeune âge destiné à la médecine, tandis que son frère aîné était voué à la carrière des armes. La branche maternelle de sa famille comptait en effet beaucoup de médecins, tandis que celle de son père était toute militaire. Élevé au collège Sainte-Barbe,

il y eut pour camarades MM. Cavaignac, Guinard, Thomas, avec lesquels il a conservé des relations amicales. Un refroidissement survenu entre son père et son oncle maternel, médecin à Paris, sembla devoir changer la destinée du jeune Berton, car la conséquence en fut son entrée à l'école militaire de Saint-Cyr. Deux années après, en 1821, il sortit officier et fut envoyé en garnison à Pontivy, où il se trouvait quand éclata la conspiration de son père. Il revint alors à Paris et envoya sa démission aussitôt après l'arrestation du général. Il ignorait du reste tout à fait les projets de son père, qu'il eût peut-être pu seconder; mais son jeune âge et les sentimens paternels du général furent probablement les motifs qui empêchèrent ce dernier de l'associer à sa périlleuse entreprise. Il n'est pas besoin de retracer ici les angoisses de ce malheureux fils pendant l'infâme procès et l'assassinat judiciaire qui s'ensuivit: on en aura une idée en songeant à la résolution terrible et désespérée qu'il prit et qu'il exécuta, de partir à franc étrier et en poste, aussitôt après le rejet du pourvoi en cassation, pour aller se jeter au devant de la charrette de son père, et tâcher ainsi de produire un mouvement de la part de la population, une émeute qui eût fait délivrer l'infortuné général.... Mais il était trop tard..... on avait eu grande hâte d'assouvir des vengeances, et quand le fils de la victime accourait haletant aux portes de Poitiers, celle-ci n'existait plus !!!

Le jeune Berton perdit avec son père sa fortune, déjà compromise par les dépenses qu'avait dû faire le général depuis longtemps en lutte avec le gouvernement, et surtout par celles nécessaires pour préparer et exécuter son mouvement. Il s'enferma dès lors dans les hôpitaux et dans les amphithéâtres; il entoura sa douleur des consolations de la science, à laquelle il se livra avec un entier abandon.

Le froid accueil que lui firent d'ailleurs les anciens amis de son malheureux père, et

les plus chauds, les plus éminens, les plus verbeux coryphées de la cause sacrée pour laquelle ce dernier avait versé son sang, lui rendirent plus cher son isolement et les études nécessaires à la nouvelle carrière qu'il avait embrassée.

Recu docteur à l'école de Paris, en avril 1828, M. Berton n'a cessé dès lors d'exercer sa profession en cette ville. Les exigences de la pratique médicale ne l'ont pas empêché de s'occuper avec assiduité de la théorie de la science qu'il semble affectionner. Ainsi, en 1829, il a écrit une monographie de la *Dégénérescence tuberculeuse*, qui lui a mérité une médaille de la Société médicale d'émulation. En 1852, il a publié des *Recherches sur l'hydrocéphale aiguë et sur une variété de pneumonie*, qui lui valurent, d'après l'assentiment de l'Académie médicale de Stockholm, une médaille d'or, qui lui fut remise de la part du roi par l'ambassadeur de Suède; et, en 1854, il a fait paraître un *Traité sur les maladies des enfans*. De plus, grand nombre d'articles ou de mémoires de ce médecin ont paru à diverses époques dans les gazettes et recueils de médecine. Enfin, à la révolution de juillet, à laquelle il prit part, M. Berton fut nommé chirurgien-aide-major de la garde municipale de Paris. C'est vers ce temps qu'il eut le nouveau chagrin de perdre son frère aîné, mort en mer de la fièvre jaune.

Aussitôt après les mémorables journées de juillet, M. Berton adressa au gouvernement, qui en était issu, une demande pour que la mémoire de son père fût publiquement réhabilitée et qu'un tombeau lui fût élevé. Mais les patriotes de la Vienne, à la tête desquels se trouvait l'honorable M. Drault, prirent l'initiative de cet acte de réparation et de justice, et rendirent des honneurs publics à l'illustre et courageuse victime, jadis égorgée dans leur ville.

Puisqu'il est ici question du courage et du patriotisme de l'homme célèbre qui a osé arborer le drapeau tricolore en 1822, au

milieu même de la France; de l'homme qui, s'il eût rencontré des dévouemens pareils au sien, se fût trouvé assez fort pour renverser dès lors le gouvernement des Bourbons; résultat immense qui ne manqua, en effet, que par l'hésitation et la couardise de quelques patriotes faux, ou timorés, qui faillirent et s'annihilèrent au moment de l'action et du danger pour ne retrouver l'audace qu'après l'heure du péril, et la parole que pour s'en servir contre celui même dont la mort peut en partie leur être imputée; puisqu'il est question de cet homme malheureux et intrépide, qui dans son cachot ne songeait qu'à consoler ses enfans, ne s'y plaignait, *malgré les plus indignes traitemens*, que de la réserve que lui imposait l'intérêt qu'il portait à ses co-accusés, réserve qui l'empêchait de dire toute sa pensée sur l'état de choses qu'il avait voulu renverser, c'est le lieu d'exposer la vie militaire de Jean-Baptiste BERTON, général de la vieille armée, commandant en chef des insurgés de Thouars et de Saumur. Il naquit à Euilly (Ardennes), près Sedan, en 1774, fut élevé à l'école de Brienne, et, en 1795, entra comme sous-lieutenant dans les chasseurs des Ardennes. Voici du reste une copie d'un de ses états de service, délivré à Hanovre, le 27 floréal, l'an XII de la république :

A eu un cheval tué sous lui par un boulet de l'ennemi à la bataille de Nerwinde, le 18 mars 1795. — Il fit trente prisonniers dans une escarmouche, à Avesne, avec un détachement de vingt-cinq hommes. Il eut un second cheval tué sous lui, le 28 fructidor an IV, en chargeant sur deux pièces d'artillerie ennemie sur les hauteurs de Nassau. Le 50 floréal an V, il chargea l'ennemi à la tête de la première compagnie du régiment dans la plaine de Wisbaden, près Mayence, fit cinquante prisonniers, prit une pièce de canon et deux caissons à l'ennemi, et fit mettre bas les armes à trois compagnies de Croates. Il a fait toutes les campagnes de la révolution et les dernières cam-

pagues de Hanovre avec zèle, bravoure et distinction.

Signé : le général chef d'état-major,

BERTIER.

Berton fit en outre les campagnes des années VII, VIII et IX, aux armées du Rhin et du Danube ; celles de l'an XI et l'an XII en Hanovre, celles de l'an XIII, l'an XIV, 1806 et 1807, grande armée ; celles de 1808, 9, 10, 11, 12, 15, en Espagne ; celle de 1814 à l'armée du midi, et, en 1815, la campagne de Waterloo.

Le maréchal Bernadotte, qui avait connu Berton à l'armée de Sambre-et-Meuse, désira l'avoir à son état-major. Berton le suivit donc d'abord en Hanovre, ensuite à Austerlitz, et enfin en Prusse dans les campagnes de 1806 et 1807. On se souvient qu'après la victoire d'Iéna, le prince Blücher, qui a été battu vingt fois, et méritait de l'être toujours, se sauva à travers champs avec son corps d'armée, qui n'avait pas pris part à l'affaire, et se jeta brusquement dans Lubeck, ville neutre, où il se laissa prendre par de la cavalerie. Ce fut dans cette attaque si sanglante, si meurtrière, où Lubeck souffrit des maux qu'elle avait si peu mérités, que Berton, par sa brillante valeur, enleva le grade de chef d'escadron, le plus difficile de tous à obtenir en 1807. Bernadotte, blessé au pont de Spanden, fut remplacé par le maréchal Victor. Berton rendit d'importans services à son corps d'armée à Friedland, et le maréchal lui promit de ne rien négliger pour lui faire obtenir le grade de colonel. En effet, il lui tint parole, en 1808, à la revue de Burgos (Berton s'était particulièrement distingué à la bataille de Spinosa). Ce maréchal dit à l'empereur : *« Je vous présente le premier chef d'escadron de mon corps d'armée pour la valeur et les talens ; je vous demande pour lui un régiment, V. M. peut être persuadée qu'elle ne saurait le mettre en de meilleures mains. »* L'empereur n'ayant pas de régiment libre fit Berton adjudant-commandant.

Le nouvel adjudant, successivement attaché à l'état-major du général Valence et du général Sébastiani, se fit remarquer à la bataille de Talavera, l'une des premières que les Anglais nous livrèrent en Espagne, et la dernière sans doute, si l'on eût attendu le corps du maréchal Soult, qui arrivait sur les derrières de lord Wellington, par le col de Bagudez, Placencia et Naval-Moralb.

A Almonacid, où le général Sébastiani (voir sa notice, t. I, 1^{re} part.) remporta une victoire signalée sur les Espagnols, Berton donna de nouvelles preuves de sa bravoure et de ses connaissances militaires, en enlevant la haute position de ce double piton sur lequel s'élève la ville ; mais ce fut à Ocana qu'il se fit surtout remarquer. Chargé de conduire à l'ennemi les lanciers polonais, il montra dans cette action une habileté, un sang-froid, une intrépidité, tels que le prince Sobieski, aux côtés duquel il venait d'être blessé, l'embrassa en présence du régiment, et lui dit : *« Je ferai savoir à ma nation la manière dont vous venez de vous conduire à la tête de mes enfans. Je demanderai pour vous la croix du Mérite militaire ; les Polonais seront fiers de la voir briller sur la poitrine d'un brave tel que vous. »* Et tous applaudirent par un murmure flatteur au discours du prince Sobieski.

Après l'affaire de la Siéra-Morèna, à laquelle Berton prit encore une brillante part, il fut chargé, à la tête d'un détachement de mille hommes, d'occuper Malaga, où sept à huit mille Espagnols opposèrent une vigoureuse résistance ; il s'en rendit néanmoins maître et fut nommé par le maréchal Soult gouverneur de la place qu'il avait conquise. Berton régît l'Andalousie en toute souveraineté, et la rendit assez heureuse pour que l'ordre s'y rétablît. Il parcourait jour et nuit, avec quelques détachemens, cette province pour la purger de brigands et de contrebandiers qui l'infestaient. C'est dans une de ces tournées qu'il tomba sur les derrières du général Ballesteros, qui, venu d'Ubrigue avec des forces considérables, se proposait d'attaquer Malaga, et

de combattre le général Marensin, qui marchait au secours de cette ville. Cette action hardie eut un brillant succès; le corps d'armée espagnol, fort de plus de dix mille hommes, se jeta en effet dans les montagnes, persuadé que les cent chevaux de Berton, qui l'avait attaqué par derrière, étaient un corps considérable de cavalerie.

En 1815 l'armée française dut évacuer l'Andalousie à la suite de la funeste bataille des Arapiles. C'est pendant cette retraite, où les fautes commises par les chefs de l'armée française livrèrent à Wellington le succès inespéré de Victoria, dont ce général ne sut profiter en rien, que le 16 mai deux compagnies du 94^e de ligne, formant à peu près trois cents hommes, furent oubliées dans une position qu'elles occupaient pour défendre un pont : la division qui se retirait n'était déjà plus à portée de leur donner du secours. Les Anglais, qui avaient passé la rivière, les cernèrent de toutes parts; deux charges de cavalerie que ces intrépides voltigeurs avaient soutenues sans plier, leur avaient déjà fait éprouver de grandes pertes, et l'espoir de rejoindre l'armée était presque évanoui. Un officier, qui avait osé traverser seul les lignes des tirailleurs ennemis, arrive au galop vers les deux compagnies, et leur rend l'espérance par ses discours et son exemple : c'était Berton. Instruit du danger de ces trois cents braves, il avait voulu le partager; il fit mieux, il les ramena à leur régiment. La retraite se fit avec ordre, malgré les attaques réitérées des Anglais; et le soir même le 94^e embrassa des camarades dont il avait regardé la perte comme certaine.

Depuis long-temps les chefs de Berton, le général Sébastiani et le maréchal Soult, demandaient pour lui le grade d'officier-général, qui lui était bien acquis par ses services; Napoléon le lui conféra par décret du 30 mai 1815. Ici la date est remarquable : car c'était au moment où l'armée d'Espagne perdait du terrain devant les Anglais, et l'on

sait qu'il n'était pas facile d'obtenir de l'avancement de l'empereur lorsqu'il n'était pas là, et que le succès ne répondait pas à ses désirs. Mais, puis qu'il est question ici de cette mémorable campagne, qu'il nous soit permis de faire remarquer que, quoique estimée, elle n'est point encore placée, aux yeux du public, au rang qu'elle mérite. Soult était dans une position des plus critiques, ayant en tête un ennemi cinq fois plus fort que lui, un ennemi qui se recrutait à chaque instant, tandis que lui de jour en jour se voyait enlever ses meilleurs soldats, appelés dans le nord par Napoléon. Cependant Wellington ne fit aucun progrès durant un temps considérable; il lui a fallu pour avancer de soixante lieues employer près de six mois et essayer plus d'une douzaine de batailles. Il livra la dernière, celle de Toulouse, qui eût suffi pour établir sa réputation d'incapacité, si cette réputation ne l'eût été déjà par de fausses manœuvres sur la Bidasoa, sous Bayonne, dans le Béarn et surtout à Orthès, où il pouvait écraser l'armée française, après avoir occupé Sauveterre et débarrassé Soult de Navailles.

Ce fut à Tarbes surtout que cette incapacité fut démontrée: il eût pu y envelopper son rival; mais il le laissa passer sans songer même à lui couper les routes de Toulouse, ou à le devancer dans l'occupation importante de cette ville. Toutefois, il est convenu que Wellington est un habile capitaine, et nous venons d'entendre lord Brougham le placer au dessus d'Annibal, de Scipion, d'Alexandre et de Napoléon.

Avant la bataille d'Orthès, Berton, à la tête de l'un des régimens de sa brigade, avait été dirigé sur la route de Pau, pour garder le Gave jusqu'au pont de l'Escar. Il se trouva séparé de l'armée par la retraite de celle-ci; on ne sut pendant la nuit ce qu'il était devenu, et le maréchal Soult disait : « *Si c'était un autre que Berton, j'en serais inquiet.* » On vit le surlendemain revenir ce brave avec ses troupes et quelques prison-

niers qu'il avait faits à un corps anglais qui, se dirigeant tranquillement sur Pau, n'es'attendait pas à trouver des Français sur la partie de territoire déjà envahie. Berton rejoignit l'armée, à Aire, où il rendit un service signalé à l'armée en culbutant les avant-postes ennemis sur le plateau de Viella, et, quelques jours plus tard (19 mars), en culbutant, aux environs de Maubourguet, la cavalerie ennemie qui avait tenté de nous surprendre.

Il protégea la retraite de l'armée en arrêtant le 14 avril, aux environs d'Avignonet, les troupes que Wellington avait mises à notre poursuite.

Le canon de Berton est le dernier qui se soit fait entendre pour la défense de la patrie, dans cette guerre de vingt ans.

Dans la mémorable journée de Toulouse, Berton ne démentit pas la belle conduite qu'il avait tenue jusqu'alors.

Aussi après la restauration fut-il mis de côté, ainsi que la plupart des anciens braves de la république et de l'empire. Du reste, on fut d'accord en cela avec ses sentimens, car Berton refusa depuis et refusa toujours de servir sous une dynastie qui nous avait été imposée par les baïonnettes de l'étranger.

En 1815, Berton commanda une brigade du corps Excelmans et se fit encore remarquer pendant la courte et désastreuse campagne de Waterloo.

Le général Berton a publié un *Précis de la campagne de Waterloo*, des *Commentaires sur l'ouvrage du général Tarayre*, et a écrit un petit ouvrage, encore inédit, intitulé *Réflexions politiques et militaires sur l'Espagne*. Cet opuscule a particulièrement trait aux événemens principaux de la guerre de 1808.

GAYRARD (RAYMOND).

M. Raymond GAYRARD, né à Rodez (Aveyron), le 25 octobre 1777, fils aîné de Jean Gayrard, fabricant d'étoffes, aurait sans doute embrassé l'état paternel, qui, depuis

plusieurs générations était celui de la famille, si la première révolution n'était venue renverser ce projet, en détruisant leur humble fortune.

Le jeune Gayrard avait un parent orfèvre. A l'âge de quinze ans, il s'amusait à faire chez lui sur des métaux de peu de valeur des essais en gravure et en orfèvrerie, qui dénotaient déjà en lui le sentiment des arts. Son ignorance du dessin et les événemens politiques mirent obstacle aux développemens de ses dispositions. Il s'enrôla dans une des demi-brigades qui tenaient momentanément garnison à Paris; mais il se montra plus empressé de s'instruire dans l'art de la gravure que dans celui de la guerre, et obtint de ses chefs la permission de travailler chez un graveur en bijoux. Il avait fait déjà quelques progrès, quand il reçut l'ordre de partir; il fallut quitter le burin pour le mousquet. Il fit les campagnes de l'an VII, de l'an VIII et de l'an XIV; fut blessé dans deux batailles et obtint son congé à la paix d'Amiens. Il revint alors à Paris, où il reprit avec ardeur ses travaux favoris.

M. Odier, orfèvre en renom (*voir sa notice*, t. IV, 2^e part., p. 85) l'occupa pendant plusieurs années, et M. Gayrard avait déjà acquis quelque talent lorsque la mort de son père le rappela dans sa famille.

Ce ne fut que six ans après qu'il put revenir à Paris. Il avait alors trente-deux ans, et il quitta le travail de la gravure en bijoux pour celui de la gravure en médailles.

La connaissance qu'il fit de plusieurs statuaires tels que Taunay, Calamarre, Bosio, lui fut d'un grand secours dans cette nouvelle carrière. Trop âgé pour aller dans les ateliers, où le plus jeune et le plus faible des élèves aurait été beaucoup plus habile que lui, il se fit un atelier de sa chambre, et les trois artistes que nous venons de nommer concoururent à leur insu par leur conversation et leurs exemples à l'initier aux principes de l'art. Il portait à l'un ses essais, profitait de ses conseils, montrant au second

son travail amélioré, et allait recevoir les avis et parfois les éloges du dernier.

En 1819, M. Gayrard se mit sur les rangs pour remplacer à l'Institut (Académie des Beaux-Arts) M. Duvivier, graveur en médailles, et ne manqua sa nomination que de deux voix. Depuis lors il ne s'est plus présenté.

Plus de cinq cents médailles étaient sorties du burin de M. Gayrard, lorsqu'il entreprit de se livrer aux travaux de la sculpture, et, en 1819, il put exposer une statue en marbre (*l'Amour essayant ses traits*). Cette composition fut acquise par le roi et placée au château de Saint-Cloud; ce travail ne fut pas généralement apprécié des artistes.

Samson, vainqueur des Philistins, statue colossale, où une nature ferme et puissante est observée et rendue avec fidélité, parut ensuite (salon de 1822).

Après ces deux ouvrages, M. Gayrard reçut du gouvernement la commande de l'un des bas-reliefs qui devaient décorer le dessus d'une des portes de l'entrée de l'église Sainte-Genève. Ce bas-relief, composé de vingt-deux figures, représente *saint Germain, évêque d'Auxerre, annonçant les destinées futures de la sainte*. Il fut exposé au Louvre en 1829, où il fut diversement apprécié par les amateurs comme des artistes.

Ce bas-relief dut rester dans l'atelier de l'artiste, par suite de la nouvelle destination de l'église Sainte-Genève.

Après la révolution de juillet, quand l'inspecteur des Beaux-Arts se rendit chez M. Gayrard pour lui apprendre cette décision, il lui dit pour adoucir cette nouvelle : « Vous avez droit à une indemnité, fixez-en le prix, je le ferai connaître au ministre. »

M. Gayrard refusa toute indemnité et déclara que le seul moyen d'indemniser un artiste, c'était de lui confier d'autres travaux.

En 1829, le gouvernement avait ouvert un concours pour l'exécution du fronton de

la Madeleine. Vingt-six concurrens présentèrent des esquisses; six furent admis à exécuter des modèles de demi-nature. M. Gayrard fut de ce nombre. MM. Lemaire, Pradier et Gayrard obtinrent seuls les suffrages. M. Lemaire en eut le plus grand nombre, et cet important travail lui fut confié.

M. Gayrard exposa, en 1852, une statue en marbre de la Madeleine, qui fut acquise par le gouvernement, en 1857, et donnée à la ville du Havre, pour l'une de ses églises. Le public et la presse ont été unanimes pour louer la pensée et l'exécution de cette statue.

M. Gayrard a produit depuis *la Liberté* et *la France constitutionnelle*, statues que la restauration avait commandées, pour la Chambre des Députés, sous le nom de *l'Hérédité* et *la Restauration*. Le ministre approuva la proposition que fit l'artiste d'aller dans les carrières des Pyrénées ébaucher les statues pour en faciliter le transport qui sans cela eût été à peu près impossible.

Les statues en marbre dues au ciseau de M. Gayrard sont, outre celles que nous avons déjà citées :

Diane surprise au bain, au château de Versailles;

Une Biblis, chez un amateur;

Le Génie s'arrachant une épine du pied, acquise par la liste civile;

Une Eve;

Une Vierge;

Un groupe de trois enfans.

Toutes ces statues sont de grandeur naturelle.

Un bénitier représentant le baptême de Jésus-Christ;

Une statuette d'Henri IV;

Une Vénus.

Un bas-relief pour pendule, représentant *Apollon qui couronne l'Étude*, acquise par Charles X;

L'Intronisation de Charles X;

Les bustes de Louis XVIII, donné à la préfecture de l'Oise;

Le duc d'Angoulême;

Gabriel Naulé, à la bibliothèque Mazarine;

Berthollet, à celle de l'Institut;

Raynal, à celle de Rodez;

Louis-Philippe I^{er}, à la préfecture de l'Arveyron; *idem*, au foyer du Théâtre Français.

M. Hennequin, député du Nord;

M. Auger, secrétaire perpétuel de l'Académie française;

M. Pariset, secrétaire perpétuel de l'Académie royale de Médecine;

M. Reiset, receveur-général à Rouen;

M. Frayssinous, évêque d'Hermopolis.

De plus une statue de *sainte Philomène*, à l'église de Mortagne.

Un Christ à la colonne;

Un Christ portant sa croix.

Ces différens travaux lui ont mérité les titres de chevalier de la Légion-d'Honneur; chevalier de l'ordre du Mérite civil de Prusse, et de graveur en médailles du cabinet des rois Louis XVIII et Charles X.

M. Gayrard a enrichi, l'histoire numismatique de la France de plusieurs médailles publiées à l'occasion des grands événemens politiques; il en a gravé un grand nombre pour des sociétés savantes. Il a produit, aussi une grande quantité de médaillons d'hommes célèbres, de littérateurs, de savans, d'artistes et de gens du monde.

ROBIQUET (PIERRE).

M. *Pierre Robiquet*, membre de l'Académie des Sciences, de l'Académie de Médecine, de la Société Philomatique, et secrétaire général de la Société de Pharmacie de Paris, est né à Rennes, le 15 janvier 1780. Il fut d'abord destiné à l'architecture et, plus tard, à la pharmacie; il débuta par un modique emploi à la pharmacie centrale de l'armée de l'Ouest; plus tard et dans les dernières années du dix-huitième siècle, il vint à Paris, et, après avoir travaillé pen-

dant quelque temps dans une officine, il s'attacha au professeur Fourcroy, dont il suivait les cours. Bientôt, atteint par la conscription, il fut envoyé comme pharmacien militaire à l'armée d'Italie, où il se lia avec Brugnatelli et Volta, auxquels Fourcroy l'avait recommandé.

La fatale retraite de Schérer ayant forcé une partie de l'armée à s'enfermer dans Gènes, M. Robiquet fut du nombre des malheureux qui y demeurèrent en proie à la famine et au typhus jusqu'après la glorieuse journée de Marengo.

Commissionné pour l'hôpital militaire de Rennes, en qualité de pharmacien, M. Robiquet ne tarda pas à être appelé au Val-de-Grâce, où il ne resta que peu de temps, ayant donné sa démission pour entrer dans le laboratoire de M. Vauquelin.

C'est sous les auspices de cet illustre chimiste qu'il fit l'analyse des asperges, du tabac, et qu'il entreprit des recherches sur les produits que fournit l'indigo traité par l'acide nitrique. Peu de temps après, ayant acheté une pharmacie à Paris, il s'empressa d'y rattacher la fabrication d'un certain nombre de produits chimiques destinés aux démonstrations dans le secours publics, aux arts et à l'essai des mines.

En 1811 M. Robiquet entra comme répétiteur de chimie à l'École polytechnique, et en 1812, sur la présentation de l'Institut, il fut nommé professeur à l'École de Pharmacie de Paris.

Depuis quelques années M. Robiquet a quitté la pharmacie pratique pour se livrer exclusivement à la fabrication des produits chimiques, et pour s'occuper de recherches scientifiques : aussi la chimie et la pharmacie lui sont-elles redevables d'un grand nombre de mémoires lus à l'Institut, à la Société Philomatique et à la Société de Pharmacie (1), et dont l'importance et la

(1) *Essai analytique des asperges*, 1805.
Analyse de la réglisse, 1809.
Analyse des cantharides, 1810.

variété ne pouvaient manquer plus tard de lui ouvrir les portes de l'Institut. Ce fut en effet ce qui arriva lors de la mort de M. le comte Chaptal.

En 1850, les élèves de l'École de Pharmacie adressèrent une pétition au ministre de l'intérieur, afin d'obtenir pour leur professeur la décoration de la Légion-d'Honneur; nous ignorons sous quelle inspiration fut faite cette démarche qui fut favorablement accueillie par le ministre.

LECOQ D'HERVEY (ALEXANDRE).

Les biographes qui nous ont précédé dans la carrière historique ont négligé de s'occuper d'une classe de citoyens dont les services les recommandent pourtant à la reconnaissance du pays : nous voulons parler des administrateurs militaires. Si le nom du comte Daru se retrouve dans la plupart des biographies qui ont paru depuis le commencement du siècle, c'était un hommage rendu au poète et à l'historien plutôt qu'à l'habile intendant-général de nos armées : nous avons pris la détermination de réparer cet oubli, et c'est pour continuer d'exécuter notre projet que nous nous sommes livrés à un travail d'examen de la vie publique de M. Lecoq d'Hervey.

L'empereur savait distinguer de son coup-d'œil d'aigle, de si loin qu'il les aperçut, les

hommes propres à seconder ses vastes projets. Dans toutes les carrières de jeunes et vigoureuses intelligences étaient par lui mises à l'essai; et lorsqu'elles avaient réussi, rien ne devait arrêter leur essor.

M. d'Hervey faisait partie de cette jeunesse pleine d'avenir. On le voit, à peine revêtu des emplois les plus modestes de l'administration militaire, constamment désigné pour des missions d'où pouvait souvent dépendre le sort de l'armée.

Mais ceux qui, comme M. d'Hervey, sont arrivés trop tard, n'ont point recueilli le fruit de leur travail. L'empire a emporté avec lui toutes les espérances de cette ardente pépinière où tous les corps de l'état aussi bien que l'armée puisaient de si précieux rejetons; et si dans l'étonnante péripiécie des Cent-Jours ils reparaissent un instant, c'est pour être bientôt effacés par la courtoisie égoïste et anti-nationale de la restauration. Les esprits libres et chaleureux, qui ployaient avec orgueil sous la main large et puissante de Napoléon, n'étaient pas propres à s'élever sous un gouvernement inhabile et craintif, qui mettait en première ligne les démonstrations d'un dévouement factice, que tant de bassesses dans tous les rangs lui ont si déplorablement prodiguées.

Ainsi, pour ce qui concerne M. d'Hervey, il est appelé aux deux ministères du maréchal Saint-Cyr; il se passe peu d'événements de quelque importance dans l'administration de la guerre sans que son nom ne s'y trouve mêlé : mais, soit par sa propre indifférence, soit par la répulsion d'instinct qu'éprouvent trop souvent ces fonctionnaires de toutes classes et les ministres eux-mêmes pour les hommes mal disposés aux concessions les plus utiles et les plus patriotiques, il est certain que ce qu'on lui reconnaît de capacité n'est pas employé, et que l'ami du général Foy et de tant d'autres citoyens distingués reste dans l'état de somnolence où son esprit paraît s'être résigné.

Observations sur la nature du Kermès, 1812.
Recherches sur la réaction de l'eau régale et de l'antimoine, 1817.

Note sur la distillation du succin (avec M. Colin), 1817.
Observations relatives à l'analyse de l'opium, 1817.
Nouvelles recherches sur la nature du bleu de Prusse, 1819.
Considérations sur l'arôme, 1820.
Observations sur le Mémoire de M. Berzélius, relatif aux prussiates triples, 1821.

Expériences sur l'huile volatile d'amandes amères, 1822.
Note sur la strychnine, 1825.
Sur l'ulcalinité de l'hydrogène carbone, 1828.
Essai analytique des lichens de l'orseille, 1829.
Sur le pourpre de Cassius, 1830.

Nouvelles expériences sur les amandes amères et sur l'huile volatile qu'elles fournissent (avec M. Boulton-Charlard), 1830.
Expériences sur la semence de moutarde (avec M. Boulton-Charlard), 1831.

Recherches sur la nature colorante de la garance (avec M. Colin).

Mémoires sur les principaux produits de l'opium, 1832.

Né à Paris au mois d'octobre 1781, d'une famille honorable, M. *Alexandre Lecoq d'Hervey* fut un élève très distingué du collège de Rouen, justement estimé pour la force de ses études.

Élève au camp de Boulogne, en 1803, il suivit la grande armée pendant la campagne de l'an XIV. Nommé commissaire des guerres, en 1806, et attaché aux divisions actives des généraux Loison, Vandamme et Gardanne, il fut appelé bientôt (1807) à diriger le cabinet de l'intendant-général comte Daru.

A cette époque une grande mesure fut ordonnée par l'empereur. Il s'agissait de saisir instantanément tous les grains et tous les liquides du commerce le long de la Vistule, depuis Thorn jusqu'à Dantzig. Le comte Daru choisit M. d'Hervey pour cette mission. Un ordre du maréchal Berthier lui donna le droit de réquisition sur les commandans militaires des places. Il partit en poste, accompagné d'un nombreux personnel d'employés pour la conservation des scellés. Cette immense opération, si utile pour l'armée, réussit complètement. Les seules villes d'Elbing et de Dantzig possédaient pour plus de cinq millions de valeurs en liquides. Quelques heures de retard auraient été payées au poids de l'or. Le choix que le comte Daru fit de M. d'Hervey, alors que tant d'ordonnateurs étaient à sa disposition, est un des plus hauts témoignages d'estime qu'il ait donnés.

M. d'Hervey passa en Espagne en 1809. Une quantité considérable de laines appartenant au gouvernement espagnol, au prince de la Paix et au commerce, se trouvaient dans le port libre de Saint-André. L'empereur jugea à propos de s'en emparer, tout en établissant les droits de chacun. M. d'Hervey fut envoyé à cet effet en Asturie avec la qualité de commissaire principal, et se montra digne d'une mission plus délicate encore, qu'importante.

Rappelé à Burgos et chargé de la police

supérieure des hôpitaux (1810), il accepta du gouvernement espagnol la mission de faire échanger, à Bayonne, deux cent mille francs de valeur d'argenterie, provenant des contributions, contre les effets de toute nature dont étaient dépourvus nos malades. Jamais confiance ne sembla mieux justifiée.

Lorsque, en 1811, le maréchal duc d'Istrie reçut le gouvernement général du nord de l'Espagne, M. d'Hervey fut nommé, par arrêté du 18 mai, son secrétaire général, en remplacement de M. le duc de Broglie, alors auditeur au conseil d'état.

Rappelé d'Espagne et attaché à l'intendant-général de l'armée de Russie, le comte Dumas, il eut le titre de chef de division et fut chargé du personnel dès l'organisation des bureaux de cette intendance. Il entra dans Moscou avec le quartier-impérial.

Quoiqu'il y eût à Moscou un grand nombre d'ordonnateurs en titre, M. d'Hervey, sous-inspecteur aux revues, nommé depuis quelques mois, fut cependant désigné, sur la présentation du comte Dumas, pour remplir les fonctions d'ordonnateur de la ville et de l'arrondissement. Toute l'armée était concentrée sur ce point, et il fallait un homme très intelligent et d'une activité bien reconnue pour suffire aux exigences de la position.

Aucune ressource ne venait du dehors; celles que l'on parvenait à y saisir étaient dévorées aussitôt qu'aperçues par ceux qui en faisaient la découverte. Prendre aux individus qui possédaient de la sorte, pour distribuer à ceux qui n'avaient rien; arriver, par l'ordre et l'économie, à faire durer le seul moyen de vivre dont l'armée pût disposer, c'était sans doute, pour un administrateur plein de zèle, la mission la plus sérieuse qu'il pût recevoir.

Il n'est point inutile de savoir comment l'administration dut être organisée dans ces graves circonstances, pour produire le bien désirable.

On divisa le service en douze arrondisse-

mens dirigés par autant de commissaires des guerres. Deux commissaires des guerres de première classe eurent la surveillance des subsistances et des hôpitaux.

Tous les jours, au lever du soleil, l'ordonnateur (M. d'Hervey) se transportait rapidement au point central de chacun de ces arrondissemens. Il recueillait sur les consommations faites et les ressources découvertes des renseignemens positifs ; il en composait un rapport clair et résumé, remis chaque matin à neuf heures, par le comte Dumas, à l'empereur en personne. Napoléon annotait souvent ce rapport d'ordre fermes et précis, tels qu'il savait les donner, et l'on dut certainement au zèle intègre qui les exécutait la possibilité de faire vivre l'armée pendant plus d'un mois (du 14 septembre au 25 octobre) dans une ville incendiée.

Au départ de l'armée, l'ordonnateur d'Hervey resta avec le maréchal Mortier, gouverneur-général, chargé de conserver Moscou. Il était facile de prévoir que l'on ne pourrait s'y maintenir. Le digne maréchal s'occupa vivement du sort des malades qu'il devait abandonner, et fut puissamment secondé par son administrateur.

On fit une recherche générale de tous les malades et blessés qui n'avaient pas pu suivre le mouvement de l'armée, et on les réunissait dans un seul hôpital, celui des Orphelins (1). Cette mesure fut heureusement prise à temps, car bientôt l'ordre arriva d'opérer la retraite. M. d'Hervey eut la douloureuse mission d'aller au lit de chaque malade, officier ou soldat, et de lui dire, à peu près en ces termes :

« Nous partons, sans aucune certitude de rejoindre l'armée (2), sans savoir même où nous arriverons. L'une de ces deux chances à courir vous est offerte, ou de rester ici

avec les justes craintes que peut vous inspirer la férocité de vos ennemis (1), ou de nous suivre sur les petites et pauvres voitures du pays (2) que nous avons enlevées de vive force à votre intention ; les conducteurs se sont échappés, mais nous y pourrions de notre mieux. Afin de garantir, autant qu'il est en notre pouvoir, l'existence de ceux qui restent, nous avons amené ici les blessés russes, officiers et soldats, que nous avons soignés pendant notre séjour ; ils montrent de la reconnaissance ; ils demandent, pour vous protéger, à être répartis dans les salles, et veulent que leurs lits soient placés en travers des portes d'entrée. Que chacun de vous se consulte donc en ce moment suprême sur le parti qu'il jugera à propos d'adopter ; dans quelques heures je reviendrai, deux listes seront ouvertes, elles seront remplies selon les vœux que vous exprimerez. »

Il est consolant d'avoir à dire qu'un grand nombre de ceux qui prirent la résolution d'abandonner Moscou résistèrent aux rigueurs de la retraite, et que les Russes respectèrent en effet la loyale sauve-garde de leurs compatriotes.

Au milieu de ces grands événemens chacun a bien rempli son devoir, et cela est doux à signaler.

Dans le roman de la campagne de Russie, publié par M. de Ségur, l'empereur disparaît à Smolensk pendant trois jours.

L'idée de Napoléon perdu au milieu même de son armée est d'un bel effet dramatique ! Le fait suivant dément cette coupable supposition d'un chef délaissant ses soldats au moment d'un malheur commun.

En traversant Smolensk, où il était impossible à l'armée de rester, l'empereur son-

(1) Immédiatement après l'évacuation de Moscou les Cosaques avaient jeté par les fenêtres des infirmiers français qui soignaient leurs propres blessés.

(2) Ces voitures ne sont attelées que d'un cheval. Dans le but de se procurer ces voitures, M. Evrard de Saint-Jean, alors adjoint aux commissaires des guerres, auquel nous consacrerons un travail spécial, avait dirigé, avec une admirable intelligence et une rare intrépidité, une expédition sur la nombreuse troupe de paysans qui venaient, protégés par les Cosaques, pour piller la ville sous les yeux de nos soldats.

(1) Cet hôpital contenait quatre mille lits. Il était placé sous le canon du Kremlin.

(2) Cette crainte était naturelle ; mais le corps du maréchal Mortier rejoignit l'armée. (Voy. la notice BERTHEZENE, t. IV, 2^e part., pag. 6, 2^e col.)

gea aux hommes qui ne pouvaient plus suivre. Il voulut leur assurer un abri et quelques jours de subsistance. Dans sa pensée l'aspect d'un hospice devait protéger leur vie. Il ordonna donc de créer en toute hâte un hôpital de dépôt destiné aux blessés, aux malades, aux soldats trop affaiblis pour aller plus loin. Ce soin fut confié encore à M. d'Hervey.

Une partie des officiers de la suite du maréchal Berthier s'étaient emparés de la maison désignée pour cet hôpital et refusaient de l'évacuer. M. d'Hervey établit ses malades en dehors et porta plainte.

L'empereur vint de sa personne. Il se plaça, à cheval, en face de la maison, et, les bras croisés, il attendit en silence que le dernier de ceux qui sortaient alors avec précipitation eût laissé le champ libre.

On y introduisit ensuite les malades.

Ce n'est pas le seul mensonge qu'on puisse reprocher à M. de Ségur. Et pourtant son ouvrage a eu un succès de vogue!

En 1815, M. d'Hervey, quoique appartenant au corps de l'inspection aux revues, fut néanmoins choisi par le ministre d'état comte Daru pour ravitailler Erfurth, que l'on croyait pouvoir garder. On mit près d'un million à sa disposition avec le pouvoir de passer des marchés définitifs approuvés d'avance. Erfurth fut ravitaillée.

Dans les mouvemens rapides de l'immortelle campagne de France, des ordres d'administration avaient été donnés, en assez grand nombre, verbalement par l'empereur, et l'intendant-général de l'armée (le baron Marchant), qui les avait exécutés, se trouvait à découvert; sa responsabilité personnelle était d'autant plus engagée que les dépenses prescrites par ces ordres s'étaient opérées sur les fonds du trésor public et sur ceux du domaine privé, que l'empereur avait mis à la disposition de l'armée. Ce fut l'objet d'une réclamation naturelle et pressante. M. d'Hervey, attaché à l'intendant-général, partit pour Fontainebleau afin de demander

à l'empereur, déjà près d'abdiquer, la confirmation écrite des ordres dont il s'agit. Il en eut deux audiences, et il obtint de la justice de Napoléon, malgré les préoccupations si graves et si cruelles qui devaient l'agiter en ce moment, la signature des comptes généraux qu'il avait été chargé de lui présenter.

Après l'abdication, M. d'Hervey passa à la direction générale de la liquidation des armées.

Au retour de l'île d'Elbe, Napoléon nomma le baron Marchant son commissaire extraordinaire, et, par ordre impérial du 5 avril, M. d'Hervey lui fut adjoint. Ce dernier opéra seul dans le département de la Charente et fut envoyé, pour d'importantes communications, près du maréchal Clauzel, à Bordeaux.

A peine entré dans Paris, Napoléon avait très fortement constitué le ministère de la guerre: le maréchal Davoust était ministre, l'administration de la guerre était dirigée par le comte Daru; le secrétaire-général, conseiller d'état, avait deux adjoints. Après la malheureuse issue de Waterloo, le maréchal prit le commandement de l'armée et la conduisit derrière la Loire; le secrétaire-général, malade, se retira, et M. d'Hervey, l'un des adjoints, reçut du gouvernement provisoire l'ordre écrit (7 juillet) de rester au ministère, de conserver les portefeuilles, d'ouvrir les dépêches, etc., jusqu'à la nomination d'un ministre par le roi, qui n'était pas encore à Paris. Cette situation singulière d'une espèce de ministère *ad interim* dura trois jours.

Louis XVIII renouvela et rétablit le conseil d'état sur les anciennes bases, et il n'y eut point de section de la guerre. Pour y suppléer, le maréchal Saint-Cyr créa près de son ministère un comité spécial, composé de généraux; M. d'Hervey en fit partie en qualité de secrétaire (décision du 8 août 1815).

En 1817, M. d'Hervey devint chef de division du secrétariat général de la guerre,

et, en 1818, membre du conseil intérieur et directeur du recrutement. Voici à quelle occasion le ministre lui confia cette dernière fonction. La loi du recrutement étant très vivement combattue à la chambre des pairs, le maréchal Saint-Cyr invita M. d'Hervey à rédiger une note en réponse au discours prononcé par M. de Châteaubriand; cette note, distribuée à la chambre avant le vote définitif, déterminait peut-être l'adoption de la loi. L'auteur de la note fut donc chargé de l'exécution de la loi, non seulement sous le rapport militaire, mais encore sous le rapport civil, M. Lainé s'étant refusé à prêter son concours.

Une commission de règlement, créée en 1820, avait établi un règlement général de principes et des réglemens particuliers déduits de ce règlement général; c'était un travail consciencieux qui aurait apporté dans l'administration de la guerre l'unité qui lui manque d'une manière absolue. Mais il reconnaissait *des droits* aux officiers, et, en 1820, cette circonstance a suffi pour le faire rejeter. M. d'Hervey, membre de la commission, rédigea le règlement difficile des hôpitaux, qui depuis a été adopté, quoique mutilé dans ses parties principales.

M. d'Hervey venait de perdre sa direction du recrutement lorsque, en 1821, on crut devoir, par compensation, lui conférer, à l'occasion de la naissance du duc de Bordeaux, le titre de baron, faveur que reçurent en même temps le général Poupart et le sous-intendant militaire Thirat. Quelques difficultés dont nous ignorons la portée amenèrent un intervalle de dix mois entre la décision royale et l'ordonnance définitive émanée de la chancellerie, qui est du 4 février 1822.

En 1825, M. d'Hervey partit pour l'Espagne, où la restauration essaya d'acquérir une gloire qui lui devint propre. Le 31 mai, il fut accrédité, sous les ordres de M. de Martignac, près de la régence d'Espagne. Membre de la commission nommée, le 28

juin, pour l'examen du marché Ouvrard, il était du nombre de ceux qui pensaient que ce marché aurait dû cesser de recevoir son effet à Madrid. Aussi, comme intendant de l'armée espagnole et de l'arrondissement de Madrid (16 et 28 juillet), refusa-t-il d'appliquer aux troupes de son service les dispositions de ce marché, ce qui lui valut des remerciemens écrits du roi Ferdinand d.

M. le duc d'Angoulême ne possédait point l'amour des libertés publiques telles que nous les entendions, nous, de son temps, et telles que nous les entendons encore aujourd'hui; mais il avait au moins des idées saines sur l'exercice de la royauté (1). Il sentait aussi le besoin, pour mieux assurer la puissance royale, pour arrêter tout mouvement révolutionnaire en Espagne et empêcher toute réaction sanglante, de mettre les vaineux à l'abri des vengeances des vainqueurs. C'est dans cet esprit qu'il rendit

(1) Nous croyons, pour justifier notre opinion, donner textuellement et en son entier une lettre de la main de ce prince, lettre dont l'original est en notre possession depuis long-temps. On nous saura gré sans doute de saisir l'occasion de la publier.

« Madrid, ce 16 juillet 1823.

« J'ai reçu, il y a deux jours, mon cher Bordesouille, votre lettre du 9; je crois que vous trouverez toutes les réponses que vous pourrez désirer dans celle de M. de Villèle du 10, que je joins ici; elle vous servira de nouvelles instructions. Je n'ai à y joindre que les suivantes:

« 1^o Quand le roi sera libre, vous lui demanderez de se rendre tout de suite à Séville, et le plus tôt possible à Madrid.

« 2^o Excepté d'accorder une amnistie, de ne faire aucun acte, avant son arrivée à Madrid et de m'avoir vu,

« 3^o Vous prendrez tous les arrangemens nécessaires pour la sûreté de son voyage, et pour qu'il arrive le plus tôt possible à Madrid.

« 4^o Vous ne le quitterez pas, vous vous assurerez de tout ce qui se passera auprès de lui, pour déjouer les intrigues de tous ceux qui voudraient le ramener au régime absolu, et vous lui parlerez, en cas de besoin, d'une manière respectueuse, mais ferme.

« 5^o Vous ramènerez à Madrid tout ce qui tient à la garde, et la cavalerie de la division d'Autichamp.

« 6^o Bourmont restera provisoirement en Andalousie, avec la division Obert et la division de dragons, dont vous pourrez donner le commandement à Valin, jusqu'à ce qu'elle ait rejoint le général Castex.

« 7^o On assure que le 25 on a le projet de faire partir le roi par un bateau à vapeur; tenez-vous-en pour prévenu.

« 8^o On dit que la régence a envoyé à mon insu des messagers secrets au roi en faveur de l'absolutisme. Tâchez de le découvrir et de l'empêcher. Le comte de la Puebla, parti depuis peu de jours pour l'Andalousie, où il m'a dit qu'il allait dans ses terres, est, dit-on, chargé d'une mission de ce genre. J'ai ordonné au major-général d'écrire à Bourmont pour le retenir sous quelque prétexte à Séville, s'il voulait aller plus loin.

« 9^o Dans le cas où le blocus de Cadix se prolongerait, si le prince de Carignan témoignait le désir de revenir à Madrid, je l'y verrais avec plaisir.

« Lecouteux vient d'arriver.

« Comptez, mon cher Bordesouille, sur la continuation de mon estime, de ma confiance et de mon affection.

« LOUIS-ANTOINE. »

son ordonnance datée du quartier-général d'Andujar, le 8 août 1825, portant que les autorités espagnoles ne pourraient faire aucune arrestation sans l'autorisation du commandant des troupes françaises dans l'arrondissement duquel elles se trouveraient; que les commandans en chef des corps de l'armée française feraient élargir tous ceux qui avaient été arrêtés arbitrairement, et pour des motifs politiques, notamment les miliciens rentrant chez eux (1).

Pour l'exécution de cette ordonnance des commissions furent créées par ordre du prince; la principale était à Madrid. M. d'Hervey en fit partie, ainsi que les généraux Grundler et Toussaint. On se mit immédiatement à l'œuvre sous la présidence du maréchal duc de Reggio, gouverneur-général.

La population de Madrid, exaspérée contre les dispositions d'une ordonnance qui contrariait ses passions, cerna l'enceinte où siégeait la commission, attaqua la garde et tua un officier; mais la commission n'en continua pas moins ses opérations, et huit cents prisonniers politiques (2) furent rendus à la liberté, malgré les cris de colère et de vengeance, proférés autour d'elle.

La position de M. d'Hervey reçut des modifications d'année en année pour ainsi dire. Nous nous bornerons à les indiquer, attendu qu'aucun grand fait d'histoire ne s'y rattache.

1825, 51 janvier. Membre d'une commission des hôpitaux présidée par le général Coutard. — 25 mai, officier de la Légion d'Honneur.

1826. Adjoint à l'intendant militaire de

la première division militaire, et chargé de la première organisation du camp de Saint-Omer.

1827. Intendant militaire de la dix-septième division.

1829. Envoyé dans la quatorzième division. — Inspecteur-général permanent du parc d'équipages militaires.

1855. Membre et rapporteur de la commission pour un règlement de l'intendance militaire.

1854. Adjoint au comité d'infanterie et de cavalerie. Cette adjonction, ordonnée par M. le maréchal Soult, avait pour but la rédaction de l'ordonnance d'avancement.

1855. Membre et rapporteur de la commission instituée pour rédiger l'ordonnance d'organisation de l'intendance militaire. L'ordonnance du 10 juin, préparée par cette commission, est actuellement en vigueur.

1857, 50 mai. Commandant de la Légion d'Honneur.

1858-1859. Membre de commissions diverses.

Peu d'hommes ont fourni une carrière plus laborieuse et plus remplie que celle qu'a parcourue M. d'Hervey. Peu d'administrateurs militaires ont autant mérité que lui d'être recommandé au pays pour leur zèle, pour leur intelligence, et surtout pour leur probité.

Mais, si nous sommes bien informés, des ouvertures lui ont été faites dans plusieurs circonstances pour la députation, et il se serait refusé à tout ce qu'il aurait pu, même à tout ce qu'il aurait dû faire afin de l'obtenir. Ce serait un étrange amour-propre à un citoyen, quel qu'il soit, de penser que l'honneur de représenter le pays ne doit pas être acheté par une manifestation au moins de son désir, par l'exposition franche et sincère de ses droits à un pareil acte de confiance populaire. Nous ne croyons pas à cette indifférence apparente pour le plus beau mandat qu'il soit possible de solliciter et d'ac-

(1) La régence d'Espagne appuya cet acte du généralissime par un décret du 13. S'en rapportant à l'ordonnance du prince, elle prescrivit aux juges de procéder sur-le-champ à la classification des personnes contre lesquelles il y avait des preuves d'actus de conduite, et ordonna la mise en liberté de toutes les autres, en prenant d'ailleurs toutes les mesures nécessaires pour les contenir dans le devoir.

(2) Il peut être curieux de faire connaître qu'il se trouvait parmi les prisonniers rendus à la liberté des royalistes antérieurement arrêtés par les constitutionnels, et que la régence d'Espagne avait tout simplement oubliés dans leurs prisons.

quérir, et le pays aurait tort s'il allait au-devant de ceux qui se croient en droit de l'attendre dans un complet repos.

ZIMMERMAN (PIERRE-JOSEPH-GUILLAUME). (1)

M. *Pierre - Joseph - Guillaume* ZIMMERMAN est né à Paris, le 17 mars 1783. Il étudia la musique de bonne heure et fit des progrès rapides sous deux habiles maîtres, Boieldieu et Catel; à quinze ans, il avait remporté les premiers prix de piano et de composition dans les classes du Conservatoire. A cette époque Napoléon, l'ayant entendu exécuter un morceau, applaudit à son talent et lui fit remettre vingt-cinq louis. Ces premiers succès encouragèrent le jeune artiste, qui dès lors se plaça sous la direction de M. Chérubini, dont il reçut des leçons pendant plusieurs années. C'est sous ce professeur qu'il étudia la composition musicale. M. Zimmerman poussa si loin le goût des études sévères en ce genre, qu'il est parvenu à un haut degré d'habileté dans cette branche de l'art qui demande une science profonde et un goût épuré.

En 1816, M. Zimmerman fut nommé professeur de piano au Conservatoire; et en 1821, il remporta au concours la place de professeur de haute composition, dans le même établissement. Fétis était au nombre des concurrents.

Depuis long-temps M. Zimmerman s'est voué à l'enseignement; il a formé de nombreux élèves, qui ont étendu la réputation de leur maître. On compte parmi eux quarante-huit premiers prix. Maintenant presque tous les jeunes maîtres qui enseignent le piano à Paris ont été formés par cet habile professeur.

Au milieu des occupations du professorat, M. Zimmerman a pu dérober quelques instans pour composer un ouvrage en trois

actes, dont M. de Jouy a fait les paroles. La musique a été reçue à l'unanimité à l'Opéra. On a représenté à l'Opéra-Comique une pièce en trois actes, *l'Enlèvement*, dont le poème arrêta le succès: la musique a été l'objet des plus grands éloges de tous les journaux.

Parmi les compositions instrumentales de cet artiste, on distingue de belles études de piano. M. Zimmerman sacrifie la plus grande partie de son temps aux soins qu'il donne à ses nombreux élèves; puis ensuite il oublie les soucis du professorat dans le travail paisible du cabinet. Mais aussi quelles richesses sont renfermées dans sa bibliothèque, véritable trésor musical où sont rangés ces chefs-d'œuvre de tous les temps et de toutes les écoles! A côté de ces œuvres, on trouve des fragmens précieux de tous les hommes qui ont illustré l'art, des lettres autographes, des morceaux entiers, des partitions complètes, écrits de la main de Bach, Beethoven, Durante, Gluck, Haendel, Haydn, Léo, Mozart, J.-J. Rousseau, Sarti, Scarlatti, etc., etc. Heureux l'artiste, le savant, le musicien qui peut interroger les documens que renferme ce musée curieux, pour lequel on n'a épargné aucun sacrifice! il trouvera tout classé avec un goût qui accuse les connaissances spéciales de M. Zimmerman.

Dans un temps où la musique subit tant de modifications, où l'on confond à tort et à travers les écoles et les styles, où les morceaux de concert ont dégénéré en airs variés et en chansons, on est heureux de signaler la maison de M. Zimmerman comme le rendez-vous de toutes les illustrations de l'époque, et comme une heureuse exception à l'invasion du mauvais goût. C'est chez lui que se sont fait entendre pour la première fois Thalberg, Doehler, Servais, Pauline Garcia, etc., etc.; c'est là que ces grands artistes ont pris leurs lettres de naturalisation.

En 1830, sur la proposition de M. Chérubini, directeur du Conservatoire, M. Zim-

(1) Nous empruntons cette notice à l'*Encyclopédie de la musique*, toutefois avec quelques légères modifications. *Critique sum.*

merman a été nommé membre de la Légion-d'Honneur.

SCHNEIDER (le général).

Le général Schneider est ministre de la guerre : comment est-il arrivé à une aussi haute position, par quels antécédens a-t-il mérité cette marque de confiance ? C'est ce que chacun se demande, car son nom était jusqu'à ce jour resté sans retentissement ; toutefois le général Schneider a eu une carrière militaire honorable ; elle commence avec cette brillante période de gloire qui date de Marengo. Il était, le 25 juin 1800, lieutenant-adjoint du génie, et servit successivement en qualité d'aide-de-camp des généraux Dalesme et Musnier. C'est devant Saragosse, en 1808, qu'il fut nommé capitaine au 115^e de ligne ; il passa chef de bataillon en 1810.

L'année suivante, le duc de Feltre s'attacha le commandant Schneider, et le chargea de plusieurs missions, que celui-ci remplit avec zèle et courage. Dans le cours d'une de ces missions, il écrivit à Corfou son ouvrage sur les îles Ioniennes, sous le feu des canonnières anglaises.

Le commandant Schneider fit la campagne de Russie, et commanda la 17^e demi-brigade d'infanterie provisoire avec le grade de major qui lui fut conféré en 1812. Il fut renfermé à Dantzig pendant le siège de cette place, défendue par l'intrépide Rapp.

Personne n'ignore qu'au mépris des traités, la garnison fut conduite en Russie, où on lui fit expier les pertes que son courage avait fait essuyer à l'ennemi. Le lieutenant-colonel Schneider mit à profit sa longue captivité, pour étudier le système politique et militaire de cet empire. Rentré en France, il fut nommé colonel en 1815 ; mais il était à l'état de non-activité au retour de Napoléon, et au moment où le général Rapp reçut le commandement en chef du 5^e corps.

Sur la demande du général, l'empereur consentit à nommer le colonel Schneider chef d'état-major de ce corps.

Le colonel Schneider fut bientôt victime de la réaction qui devait atteindre, après le désastre de Waterloo, les plus généreux soldats. Il resta quatre années sans emploi, et ne fut nommé qu'en 1819 au commandement de la légion de l'Indre, et l'année suivante à celui du 20^e léger. Ce fut à la tête de ce régiment qu'il fit la campagne d'Espagne, et contribua à la prise de Pampelune, dont il ouvrit la tranchée comme le plus ancien colonel.

Le colonel Schneider fut nommé maréchal de camp en 1825, et fut attaché aux diverses commissions de la révision des manœuvres d'infanterie. En 1828, il commanda une brigade du corps d'observation de Morée, et au rappel du général Maison, fut investi du commandement en chef. Il obtint le grade de lieutenant-général à son retour en France, qui eut lieu le 12 août 1831.

Ce fut pendant l'inspection des troupes de la cinquième division militaire, à la fin de 1852, qu'il fut appelé à la direction générale du personnel et des opérations militaires au ministère de la guerre.

En 1854, les électeurs de Sarguemines le choisirent pour leur député. C'est seulement alors que M. Schneider naquit à la vie politique ; qu'il passa, pour ainsi dire, du tumulte des camps aux agitations d'une existence parlementaire. Il n'avait pas sollicité les suffrages de ses concitoyens, il ne brigua pas les faveurs de ses collègues. Il se montra attaché à nos institutions ; libéral par caractère, il s'attacha à maintenir le gouvernement dans ses vraies limites ; ennemi de la fraude et de la corruption, il s'est placé au milieu des députés qui veulent que la charte soit une vérité.

M. Schneider a voté et parlé contre les lois de disjonction. Il s'est toujours prononcé pour que l'on améliore le sort de l'offi-

cier et du soldat. En dernier lieu il faisait partie des 215.

Lorsque la malheureuse tentative de Barès et de ses amis donna au pouvoir la facilité de reconstituer un ministère quasi-parlementaire, l'on jeta les yeux sur le lieutenant-général Schneider qui, par fidélité pour le maréchal Soult, avait quitté, il y a cinq ans, le ministère de la guerre, mais qui n'avait cessé de faire partie des comités supérieurs d'infanterie et de cavalerie, et d'être chargé annuellement d'inspections importantes.

Devenu ministre de la guerre, il a obtenu diverses améliorations au sort de l'officier, et fait prendre à la Chambre des députés l'engagement d'étendre ses faveurs au soldat. La loi sur l'état-major-général, qui paraissait un problème insoluble, a été votée.

M. le général Schneider est auteur d'un très grand nombre de Mémoires tendant tous à l'amélioration des divers services militaires; il a publié entre autres une brochure sur l'utilité et l'emploi de l'infanterie légère dans les armées.

Il a enrichi de sa collaboration *le Spectateur militaire*, auquel il a donné divers articles de saine critique.

M. le général Schneider est grand officier de la Légion-d'Honneur, et membre de plusieurs ordres étrangers.

HUYOT (JEAN-NICOLAS).

M. Huyot (*Jean-Nicolas*) est né à Paris, le 25 décembre 1780. Son père dirigea de bonne heure ses études, pour le former à la profession d'architecte, qu'il exerçait lui-même.

Peu après la création de l'École Polytechnique, l'étude des mathématiques devint la principale occupation du jeune Huyot, et il se disposait à passer les examens, pour son admission à cette école, lorsque les circonstances, le firent entrer dans l'atelier du pein-

tre David. Après avoir reçu pendant plusieurs années, les leçons de cet habile maître, M. Huyot fit des études plus sérieuses en architecture, sous la direction de M. Peyre.

Lors de l'installation du tribunal au Palais-Royal, M. Huyot prit part à la construction de la nouvelle salle, sous les ordres de M. Beaumont, qui en était alors l'architecte. Ces travaux le mirent à même de se former de bonne heure à la pratique de son art.

Il remporta le grand prix de l'école d'architecture en 1807, et partit pour Rome comme pensionnaire de l'état afin de joindre à ses connaissances celles des monumens de l'antiquité. Il étudia Rome et Naples, qui lui offraient les restes d'édifices célèbres que son imagination se plaisait à restituer dans leur première splendeur.

Un de ces édifices les plus importants sous le rapport de l'art comme sous celui de l'histoire est, sans contredit, le vaste temple de la Fortune, situé à Préneste, à 21 milles de Rome. Ces ruines, dans lesquelles se trouve maintenant la ville de Palestrine, occupent tout le penchant d'une haute montagne de la chaîne des Apennins. On y voit encore d'immenses terrasses à plusieurs hauteurs, construites dans le plus ancien style, disposées pour recevoir les temples, les basiliques, les piscines et les autres édifices de cette antique ville sacrée, remplacés par des maisons modernes.

Cette restauration fut entreprise et exécutée avec quelque succès. Le rapport qu'en fit alors la section d'architecture de l'Institut fut peut-être une des causes qui, en donnant une nouvelle émulation aux jeunes architectes, pensionnaires à l'école de Rome, contribuèrent à former cette belle collection de restaurations que possède l'Institut, collection que depuis long-temps le gouvernement aurait dû publier : car, outre son grand intérêt sous le rapport de l'histoire et de l'antiquité, elle doit encore contribuer à maintenir les saines doctrines que de nom-

breuses publications sur les arts du bas-âge et de la décadence tendent à détruire.

Les principes de la belle architecture antique étant les seuls propres à guider les architectes qui sont chargés d'ériger les monumens publics, le gouvernement ne devrait-il pas chercher à les propager par la publication des *restaurations* des plus beaux monumens de l'antiquité ?

Après un séjour de six années en Italie, M. Huyot revint à Paris, en 1815. M. Bruyère, alors directeur des travaux publics, lui donna une place de sous-inspecteur dans les travaux du gouvernement. Ce genre d'occupation convenait peu à ses habitudes pour l'étude de son art ; et rien dans cette place n'était propre à le perfectionner dans la pratique.

M. le comte de Forbin se disposait à faire dans l'intérêt des arts un voyage dans le Levant, voulant visiter la Grèce, l'Asie, la Syrie et l'Égypte. Il fit part de ce projet à M. Huyot, en lui témoignant le désir qu'il aurait de l'associer à ses travaux. Cette idée fut accueillie avec empressement, car les études de cet architecte étant principalement dirigées vers la recherche des monumens antiques, il désirait ardemment voir les restes des édifices grecs et égyptiens, afin d'expliquer certains passages de Vitruve, jusqu'alors obscurs, et de donner au texte de cet antique auteur les exemples pris dans l'architecture grecque, et notamment sur les plus célèbres temples de la Grèce, qui ont été la base des préceptes que Vitruve a puisés dans les auteurs grecs qui l'avaient précédé.

MM. Forbin et Huyot partirent donc de Toulon, et s'embarquèrent sur un bâtiment de l'État en 1817, ayant pour compagnons de voyage M. Provost, dont le projet était de recueillir des dessins, afin d'exécuter des Panoramas des villes importantes de la Grèce, et le peintre COCHEROT (1). Mais ce dernier mourut, peu de jours après, dans

(1) Neveu de Provost.

la traversée. Quelque temps ensuite, le bâtiment ayant relâché à Milo, M. Huyot, en visitant les ruines de la ville antique, se cassa une jambe, dans les ruines mêmes du théâtre. Il fut transporté à Smyrne, qui était le lieu de la station de la flotte, commandée par M. Halgan, et logé dans le couvent des capucins-français.

Pendant une assez longue convalescence, M. Huyot s'occupa à tracer, sur les cartes, le projet de voyage pour l'Asie-Mineure. Il fit divers projets pour la ville de Smyrne, un pour le palais du consulat, sur le bord de la mer, et un autre pour la restauration de l'hôpital des marins français. Il visita, en outre, l'ancienne ville de Tantal, où il existe encore une infinité de ruines de murs pélasgiques, dont la construction en grands polygones irréguliers fixait alors l'attention des archéologues.

M. PETIT-RADEL, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, avait formé un système sur les constructions semblables qu'il avait recueillies en Italie, principalement dans la Sabine, et il résultait de ses observations que toutes les constructions de ce genre, soit en Grèce, soit en Italie, étaient l'ouvrage des Pélasges, peuple puissant avant la domination des Grecs dans ces contrées.

Ce savant avait chargé M. Huyot de dessiner toutes ces constructions, appelées cyclopéennes par les auteurs anciens, et notamment celles des villes de l'Asie-Mineure, qui manquaient encore à ses recherches.

M. Huyot, après avoir exploré les constructions qui se trouvent sur le mont Sipyle, dessina le plan de la ville de Smyrne, bâtie par Alexandre, sur la montagne où est maintenant le château, et près de là le fameux temple d'Esculape, dont les ruines, qui dominent tout le golfe de Smyrne, attestent encore la magnificence et l'étendue.

Il reconnut les ruines du monument élevé en l'honneur d'Homère, à la source du Mélès. Il fit ensuite une première excursion à

Éphèse, pour en reconnaître les ruines, qui sont immenses; puis il se dirigea vers Constantinople, afin d'avoir les firmans indispensables pour visiter l'Asie-Mineure. Il se rendit dans cette ville, par terre, en passant par le golfe d'Adramitti et par la Troade. Il visita et dessina les ruines qui se trouvent sur cette route, particulièrement la ville d'Assos, où sont les ruines d'un temple dorique, très ancien, et des bas-reliefs fort intéressans, qui ont été tous récemment enlevés par M. Raoul-Rochette, et amenés en France. M. Huyot avait été moins heureux dans ses tentatives pour avoir ces bas-reliefs, tentatives renouvelées dans les trois voyages qu'il fit à Assos.

M. Huyot, étant arrivé à Constantinople, fut accueilli par l'ambassadeur de France, M. le marquis de Rivière, qui le mit à même de dessiner quelques édifices, mais particulièrement des palais et des habitations de riches Arméniens et Grecs, dont la construction et la décoration offraient un grand intérêt sous le rapport des habitudes et du goût du peuple de Constantinople.

Il fit ensuite des projets pour terminer le palais de France, élevé sur plusieurs rangs de terrasses qui dominent la mer. C'est de là que M. Provost a fait les vues du panorama de Constantinople, qu'il exposa publiquement à Paris. Ce palais fut incendié, il y a quelques années, avant d'être achevé.

M. Huyot fit encore les plans d'un hôpital, dont la construction était très avancée à son départ de Constantinople pour l'Égypte, où il se rendit sur un bâtiment français, qui était à la disposition de M. de Rivière.

Après une courte traversée, il arriva à Alexandrie, où il fut amicalement reçu par M. Drovetti (1), consul de France, ami du pacha, homme instruit et passionné pour

l'antiquité égyptienne. D'après les renseignemens et les instructions qu'il en reçut, M. Huyot partit du Caire pour la Haute-Égypte. Il se fixa à Thèbes pendant plusieurs mois, dessina tous les monumens de cette ville antique et en fit une *restauration* qui n'est point dépourvue d'intérêt; il remonta le Nil jusqu'à la seconde cataracte, et dessina tous les monumens de la Nubie, qui jusqu'alors étaient peu ou mal connus.

Vers cette époque, le docteur Young avait déjà fixé l'attention des savans sur l'interprétation de certains hiéroglyphes, et il était déjà reconnu que les *cartouches* placés sur les monumens égyptiens étaient des noms de rois. M. Huyot classa tous ces monumens d'architecture dans un ordre chronologique. Il dessina les divers *cartouches* qui se trouvaient non seulement sur chaque édifice, mais encore sur chacune des parties d'un même édifice, ayant soin d'indiquer, par le style de la sculpture, ceux qui paraissaient les plus anciennement exécutés. L'étude de l'antiquité égyptienne, pendant plus d'une année, l'avait mis à portée de distinguer la sculpture faite sous les Pharaons, celle qui fut exécutée sous les Grecs, et enfin celle qui se fit sous les Romains. Il pouvait donc d'abord classer les monumens selon ces trois époques, et connaître par conséquent les *cartouches* correspondans. Ensuite, ayant remarqué qu'on avait effacé certains *cartouches* pour en substituer d'autres; que dans quelques constructions on avait employé d'anciens matériaux, où le *cartouche* indiquait un édifice antérieur; que, dans plusieurs édifices, les additions successives avaient des *cartouches* différens; enfin, par bien d'autres observations de cette nature, il lui fut possible de classer un grand nombre de ces *cartouches* dans une espèce d'ordre chronologique, et, par conséquent, de distinguer les plus anciens édifices, qui portaient ces noms, d'avec les plus modernes, et de distinguer encore les additions successives qui y avaient été faites. Il avait donc

(1) Depuis long-temps M. Drovetti était occupé à recueillir des statues, des vases, des stèles, des papyrus. Il faisait exécuter à grands frais des fouilles dans la Haute-Égypte, afin de compléter cette immense collection, qui formait le plus beau musée égyptien, le seul qui existât alors. Tout son désir était de le céder à la France; mais il en fut autrement, et cette belle collection forme aujourd'hui le musée de Turin.

déjà reconnu les édifices de l'Égypte, construits par les Pharaons, ceux qu'avaient faits les Lagides, et ceux des empereurs romains. Par conséquent, les *cartouches* des Sésotrides devaient être ceux de la plus belle époque de l'art égyptien; ceux des Ptolémées, ceux de l'époque grecque, et enfin ceux des empereurs romains devaient se trouver dans les monumens où la sculpture indiquait une décadence de l'art.

C'est ainsi qu'à l'aide de l'art lui-même, M. Huyot classait dans un ordre chronologique les édifices qu'il avait dessinés. Suivant lui, les plus beaux monumens de Thèbes et de la Nubie appartenaient au règne de Sésostris, tandis que ceux de l'île de Phycée étaient du temps des Romains. Ce travail est un des plus importants qu'on eût fait jusqu'alors sur l'antiquité égyptienne.

Mais, lorsque M. Huyot fut de retour à Paris, M. Champollion, qui avait lui aussi examiné et étudié les *cartouches* dont nous parlons, était parvenu, à l'aide de la pierre de Rosette, à lire presque tous les noms qu'il avait pu recueillir dans le grand ouvrage d'Égypte, et à fixer, d'une manière certaine non seulement l'époque primitive de la construction des monumens, mais encore celles des additions qui y furent faites à diverses époques : découvertes du plus haut intérêt pour l'histoire de l'art, comme pour celle des rois de l'Égypte. C'est ainsi qu'il avait fait tomber tous les systèmes auxquels avait donné lieu le zodiaque de Den-derah.

La collection des dessins des monumens de l'Égypte offrait un nouvel intérêt, et il devenait possible de placer, par ordre chronologique, tous les monumens de l'Égypte et de la Nubie, de donner les noms des princes qui les avaient fondés ou agrandis, lesquels sont indiqués dans la dédicace placée sur les frises; enfin de présenter les plans et les hiéroglyphes plus exactement dessinés qu'ils ne l'avaient été jusqu'alors.

Tel était le projet de MM. Champollion et

Huyot, si la mort du premier n'avait empêché la continuation d'un travail si intéressant, qui aurait pu être considéré comme la rectification et le complément du grand ouvrage sur l'Égypte.

Avant de quitter l'Égypte, M. Huyot, de retour au Caire, fut invité par le pacha à donner son avis sur l'immense entreprise d'un canal de navigation, que cet habile vice-roi faisait creuser depuis le Nil jusqu'à la mer, non seulement pour établir le transport des marchandises de la Haute-Égypte directement à Alexandrie, mais encore pour y amener l'eau nécessaire afin de fertiliser les campagnes. Ismaël, un des fils du pacha, dirigeait en personne l'exécution de ce vaste projet. Trois cent mille hommes y étaient employés, sur une longueur de seize lieues. Ils étaient échelonnés de distance en distance; des villages entiers campaient pour exécuter les fouilles qui leur avaient été assignées. Après avoir parcouru toute la ligne, M. Huyot vérifia le nivellement, et il observa les divers terrains dont la nature offrait souvent des difficultés. Une des plus capitales fut celle que présentait le passage du canal entre les lacs de Mariotis et d'Aboukir, près d'Alexandrie; car, après avoir enlevé la couche de sable qui rendait le terrain solide à la surface, on trouvait une vase mouvante, entretenue dans un état fluide par la filtration des eaux saumâtres des deux lacs. Il était donc impossible d'enlever cette vase, sans qu'elle fût aussitôt remplacée par une autre. M. Huyot surmonta ces difficultés, en faisant d'abord établir sur les deux rives, où devait passer le canal, des ouvrages en bois et en maçonnerie, qui, par leur combinaison, étaient susceptibles de retenir les terres mouvantes des deux lacs, et d'empêcher les eaux saumâtres de se répandre dans le canal.

Il partit ensuite d'Alexandrie pour se rendre à Smyrne. Il entreprit le voyage de l'Asie Mineure, en se dirigeant d'abord vers Éphèse. Campé pendant plusieurs semaines

au milieu des ruines , et ne pouvant communiquer avec aucun village des environs , où régnait la peste , il releva exactement le plan de la ville et de ses nombreux monumens , qui , à l'exception du fameux temple de Diane , sont encore assez bien conservés. Le théâtre , le Stade , l'Agora et les murailles de la ville grecque sont très reconnaissables , malgré les décombres qui les couvrent en partie.

Il exploita ensuite les villes de Prienne , de Gnide , d'Halicarnasse , de Milassa , de Stratonice , de Pergame , de Tralles , etc. , et enrichit ses portefeuilles des plans de ces villes , de leurs édifices et des détails de leur construction , ainsi que de leur décoration.

Après ce voyage long et pénible , M. Huyot revint à Smyrne , d'où il s'embarqua pour l'Attique. Il arriva à Athènes , y passa près d'une année , et releva le plan de cette ville célèbre , ainsi que de ses longues murailles , de ses trois ports , et enfin des divers monumens de la ville et de l'Acropolis. On lui doit quelques nouvelles recherches sur le Parthénon , sur les Propylées et sur le temple de Thésée. Il entreprit sur les lieux mêmes de faire la *restauration* de la ville et de ses monumens.

Il parcourut ensuite la Béotie et l'Attique , puis se disposa à faire un voyage dans le Péloponèse ; mais à cette époque se préparait la grande révolte des Grecs. M. Huyot quitta cette contrée ; il s'embarqua sur un bateau italien , que le hasard avait amené dans le port d'Athènes. Il arriva à Patras après une assez dangereuse traversée : ici la ville était en feu et au pillage ; tout ce qu'il avait déposé de précieux dans cette ville fut pris. Il la quitta aussitôt , et se réfugia à Larta , auprès du consul français dans cette ville.

Partout la Grèce était révoltée. Obligé de renoncer au voyage du Péloponèse , M. Huyot , ne possédant plus autre chose que les dessins qu'il avait pu sauver à travers tant de désordres , s'embarque sur un mauvais bâtiment italien , qui devait faire qua-

rantaine à Ancône , où il put mettre ses dessins en ordre.

En sortant du lazaret , il prit la route de Rome. Il lui manquait les notions nécessaires pour faire sur cette ville ce qu'il avait fait à Athènes et à Thèbes , c'est-à-dire un relevé général de la position de tous les édifices , afin d'exécuter , sur une même échelle , la *restauration* de ces trois grandes capitales du monde ancien. Ces dessins , dont les moindres n'ont pas moins de neu pieds de long , forment un parallèle curieux des monumens égyptiens , grecs et romains , en donnant une idée du caractère particulier à ces trois genres d'architecture.

Après avoir séjourné un an à Rome , et y avoir retrouvé les souvenirs de sa jeunesse , M. Huyot revint à Paris , où il commença à faire des cours sur l'histoire de l'architecture à l'École royale des Beaux-Arts , dont la chaire était restée vacante par la mort de M. Dufourny.

Il fut nommé membre de l'Institut , en 1825 , à la place de M. Heurtier.

Peu de temps après , le ministre de l'Intérieur , M. de Corbière , consulta M. Huyot sur le monument de la barrière de l'Étoile , qui devait devenir un arc-de-triomphe , consacré à l'armée et à l'expédition que le duc de Nemours venait de terminer en Espagne. M. Huyot présenta un travail sur les diverses manières de tirer parti des constructions , qui ne présentaient que les deux piles du grand arc , élevées jusqu'au dessous du cintre. Le conseil des bâtimens civils donna son approbation au projet ; mais au moment de son exécution , l'administration s'y opposa , le ministre ordonna l'exécution des anciens dessins de M. Chalgrin , et M. Huyot fut remplacé , dans ses fonctions , par une commission qui exécutait un nouveau projet , en mettant à profit les études faites précédemment.

Le monument était élevé jusqu'au grand arc lorsque , l'année suivante , M. de Martignac , étant entré au ministère , réhabilita

M. Huyot dans ses fonctions, en 1828, époque à laquelle il fut nommé membre de la Légion-d'Honneur, avec le titre d'architecte de M. le dauphin.

Depuis lors, M. Huyot n'a cessé de diriger les travaux de cet important monument. Obligé de refaire un nouveau projet, car les constructions que la commission avait exécutées, en désaccord avec le plan de M. Chalgrin, n'étaient pas de nature à donner un aspect d'unité à cet édifice, il fallut donc présenter de nouveaux projets, qui furent exécutés jusque et compris le grand entablement.

Après 1850, M. d'Argout, que la nouvelle royauté avait placé au ministère de l'Intérieur, destitua brutalement (1) l'architecte sans motif avoué.

On doit encore à M. Huyot la disposition des bâtimens et de l'église du Calvaire, sur le mont Valérien.

M. Huyot avait fait les projets de l'église Saint-Charles, qu'il devait exécuter sur l'emplacement des terrains de Belle-Chasse, et dont les travaux ont été suspendus.

M. de Rambuteau, préfet de la Seine, pensa à utiliser l'expérience de M. Huyot, et lui confia la restauration du Palais-de-Justice (en janvier 1856). Nous n'apprécierons point le projet de cet architecte, dont cependant nous blâmerons les dispendieuses proportions (2).

(1) L'on sait que ces procédés sont dans les formes habituelles de M. d'Argout. (Voir sa notice, t. I, 1^{re} part. p. 313.)

(2) Le projet de M. Huyot pour l'agrandissement et pour l'isolement du Palais-de-Justice consistait à percer une rue qui partirait de la rue de la Barillerie, et qui irait aboutir sur le quai des Orfèvres, près de la préfecture de police, tandis qu'une autre rue, en traversant la Cour du Harlay, communiquerait du quai des Orfèvres au quai de l'Horloge. Un bâtiment construit sur la Cour de la Sainte-Chapelle contiendrait les tribunaux de police correctionnelle, et dans l'aile droite du Palais seraient le parquet du procureur du roi et les juges d'instruction. Cette partie serait distincte des tribunaux de première instance, placés sur la salle des Pas-Perdus.

Une nouvelle façade, sur la Cour du Harlay, qui deviendrait une vaste place, contiendrait les deux nouvelles salles d'audience avec leurs dépendances. Des vestibules, des escaliers et des galeries établiraient une grande circulation entre la Cour royale, la Cour de cassation, les tribunaux de première instance et de police correctionnelle.

Ce projet, dont l'exécution ne coûterait pas moins de quinze millions, ne doit se faire que par parties. L'ensemble est approuvé par le conseil général, par le ministre et par le préfet.

Au commencement de l'année 1840, on jettera les fondemens du bâtiment destiné aux tribunaux de police correctionnelle, et

RIOLAY (GASPARD-RÉNÉ):

En parcourant les comptes-rendus des sessions législatives publiés par la société *Aide toi, le ciel t'aidera*, nous nous sommes arrêtés aux quelques lignes suivantes, consacrées à M. Riollay.

« Lieutenant-colonel du génie à Metz, à l'époque de sa nomination, M. Riollay n'a pas tardé à mettre à profit sa nouvelle position. De Metz, il a d'abord obtenu son rapprochement à Rouen, puis de Rouen à Paris. Fixé enfin dans la capitale, il est attaché aujourd'hui au ministère de la guerre, avec la jouissance d'un logement de quatre à cinq mille francs, aux frais de l'état, bien entendu.

« On éprouve une véritable satisfaction à voir ainsi messieurs des centres s'intriguer, se pousser et faire leur petit chemin tout doucement et sans bruit. C'est une faveur, puis une autre, un arrangement favorable, calculé selon les commodités de chacun, et le tout, bien additionné, finit par procurer une position assez douce. C'est ce que, dans le monde, on appelle avoir de la conduite. Au milieu des misères du peuple, c'est là, sans doute, une consolation bien grande que la sécurité de ces existences qui florissent, ça et là, aux dépens du budget, et, si le mandat confié à M. Riollay n'a pas été fort utile aux électeurs, on aime à reconnaître que la confiance des électeurs n'a pas été inutile à M. Riollay. »

Nous avons cherché ce qu'est aujourd'hui, ce que fut autrefois M. Riollay, et nous avons trouvé que dans l'appréciation que nous venons de citer, l'écrivain rédacteur avait été plutôt bienveillant que sévère.

Né à Rennes, le 17 mars 1785, M. Gaspard-René RIOLLAY entra à l'École polytechnique à l'âge de dix-sept ans; il en sortit avec distinction, se trouva aux batailles d'Austerlitz, de Wagram, de la Moskowa, conquit ses épaulettes de chef de bataillon du génie sous le feu du Kremlin, et eut le commandement de cette arme à Wurtzbourg, dont il ne sortit que le 21 mai 1814.

M. Riollay ne dut à la restauration que la croix de Saint-Louis, qu'il n'avait pas sollicitée. Elle n'apporta pendant quinze ans

l'on disposera les vieux bâtimens sur la rue de la Barillerie pour le procureur du roi, pour les juges d'instruction et pour les archives de l'état civil, dont l'emplacement est destiné au tribunal de police municipale.

Ce n'est qu'après l'exécution de cette première partie qu'on pourra successivement disposer les tribunaux de première instance, partie civile, la Cour royale, la Cour de cassation et la Préfecture de police, qui composent ce vaste ensemble, dont les travaux couronneront dignement la carrière architecturale de M. Huyot.

aucune amélioration à sa position, car M. Riollay était *libéral* et ne dissimulait pas ses opinions.

A diverses fois, il sollicita les suffrages de ses concitoyens, mais sans succès, jusqu'à ce que la révolution de juillet eût amené momentanément le triomphe de la liberté d'élection ; alors M. Riollay fut élu. Sa position à la chambre fut d'abord douteuse, mais bientôt il se prononça sans réserve en faveur du système du 15 mars, et l'ordre de choses ne tarda point à le compter au nombre de ses plus dévoués défenseurs. Il approuva les forts détachés, soutint toutes les prodigalités du budget, vota les pensions des chouans, et se montra en toute circonstance doué de cette vertu d'obéissance passive qui caractérise les vrais *centripèdes* de la chambre.

Les électeurs ouvrirent enfin les yeux sur cet aveugle dévouement, et aux élections de 1854 M. Riollay ne fut point réélu.

Depuis lors il a été nommé colonel chargé de la direction des fortifications à Brest, poste qu'il occupe en ce moment.

ROUSSEL (JEAN-PIERRE-FRANÇOIS-DIEUDONNÉ).

M. ROUSSEL (*J. P. F. Dieudonné*), né à Belfort le 29 mai 1782, est entré au service, comme engagé volontaire, dans le 12^e régiment de chasseurs à cheval, le 27 juillet 1798. Il ne resta qu'un an dans ce corps, qu'il quitta pour entrer comme sergent-major dans le bataillon auxiliaire du Mont-Terrible, lequel bataillon fut fondu, le 10 février 1800, dans la 94^e demi-brigade d'infanterie. Ce fut en cette qualité de sergent-major que M. Roussel fit à l'armée du Rhin les campagnes des années VII, VIII, IX de la république, et assista aux batailles de Zurich, de Stokarch, de Moëskirch, de Nordlingen et d'Hohenlinden.

Nommé sous-lieutenant dans le 94^e régiment d'infanterie de ligne, le 15 novembre

1805, M. Roussel fit dans ce grade les campagnes des années X, XI et XII, à l'armée de Hollande et à celle de Hanovre, celles de 1805, 1806 et 1807, à l'armée d'Allemagne. Il assista à la bataille d'Austerlitz (1805), à celle de Lëna (1806), et au combat de Halle (1806).

Peu de temps après ce dernier combat, étant de service chez le maréchal prince de Ponte-Corvo, commandant en chef du premier corps, M. Roussel, sous-lieutenant, reçut l'ordre de prendre vingt cinq grenadiers, et de poursuivre plusieurs bateaux chargés d'armes et de munitions de guerre destinés à Magdebourg. Il partit immédiatement avec sa petite troupe, parvint à joindre ces bateaux à six lieues environ de Brandebourg, au moment où ils allaient sortir du canal pour entrer dans le lac de Plaw, et s'en empara après un combat assez vif, dans lequel il eut le bras fracassé d'un coup d'aviron. Malgré cette blessure il conduisit lui-même jusqu'à Postdam sa prise, qui était très considérable.

Pour ce fait M. Roussel fut nommé lieutenant le 25 décembre 1806, et *gouverneur* de Brandebourg, quoiqu'il n'eût que le grade de lieutenant.

La position était fort belle pour un jeune officier de vingt-quatre ans ; pourtant M. Roussel préféra rejoindre son régiment, où il avait plus d'occasions de se distinguer ; et, quoique sa blessure ne fût point encore guérie, il arriva au 94^e régiment de ligne avant la bataille de Friedland, à laquelle il assista.

Ce fut immédiatement après cette bataille que M. Roussel partit pour l'armée d'Espagne avec le troisième bataillon de son régiment, près duquel il remplit les fonctions d'adjudant-major jusqu'au 1^{er} juin 1808, qu'il fut nommé titulaire de cet emploi, en qualité de lieutenant adjudant-major, et, plus tard (le 1^{er} décembre 1809), comme capitaine adjudant-major.

C'est dans l'armée d'Aragon que le capi-

tain Roussel fit les campagnes de 1808, 1809, 1810, 1811, 1812, 1815 et du commencement de 1814. Il prit part à tous les brillans faits d'armes qui ont couvert de gloire cette armée.

Le 1^{er} juillet 1808 le 5^e bataillon du 94^e ayant été incorporé dans le 116^e régiment d'infanterie de ligne, M. Roussel, adjudant-major, remplit les fonctions de major de tranchée au siège de Saragosse, à l'attaque de gauche, et se trouva aux assauts des couvens de Santa-Gracia, des Capucins et de la Trinité.

Au siège de Lérida, en 1810, deux bataillon du 116^e de ligne et un bataillon du 5^e léger furent désignés pour monter à l'assaut du corps de place ; les adjudans-majors étaient chargés de diriger les colonnes. De ces trois adjudans-majors, un seul échappa, ce fut le capitaine Roussel, qui contribua tellement pour sa part à la prise de la place, que le maréchal Suchet le fit appeler pour lui témoigner sa satisfaction de sa brillante conduite. « *Vous aurez, lui dit-il, une belle page dans l'histoire de l'armée d'Aragon.* » Il ajouta que si la citadelle se rendait le lendemain, le capitaine Roussel aurait l'honneur de défiler à la tête de la garnison prisonnière et de recevoir l'épée du gouverneur. Effectivement la citadelle se rendit, et ce que le maréchal Suchet avait promis fut fait ; le capitaine Roussel défila en tête de la garnison, mais il refusa de prendre l'épée que le gouverneur lui remettait.

Pour sa conduite au siège de Lérida, le capitaine Roussel fut nommé chevalier de la Légion-d'Honneur, par décret impérial du 2 mars 1811.

Nommé le même jour capitaine de grenadiers, M. Roussel assista au siège de Tortose et à celui de Tarragone. Ce fut pendant ce dernier siège que deux compagnies de grenadiers et une de voltigeurs furent envoyées sous le commandement du chef de bataillon Bugeaud (voir sa notice, t. I, 1^{re} part. p. 555), pour dégager les garnisons des forts

de l'Emposta et de la Rapita, situés près de Tortose et attaqués par des forces considérables. Le capitaine Roussel commandait une de ces compagnies de grenadiers. L'expédition eut un plein succès. Le commandant Bugeaud, après avoir délivré la garnison du fort de l'Emposta, se porta rapidement sur la Rapita, dont il eut aussi le bonheur de sauver la garnison, après avoir soutenu un combat contre un corps de troupes considérable. Le capitaine Roussel commandait son avant-garde ; il prit cinq pièces de canon ainsi que leurs canonniers, et les ramena à Tortose, malgré un corps de cavalerie ennemie de huit cents hommes dont il repoussa toutes les charges.

A la bataille de Sagonte, le capitaine Roussel commandait le 5^e bataillon dont le chef avait été tué peu de jours auparavant. L'armée du maréchal Suchet, attaquée à l'improviste par les Espagnols sous le commandement du général Black, avait affaire à un ennemi bien supérieur en nombre. Déjà plusieurs régimens français avaient été obligés d'abandonner leurs positions et fuyaient ; le maréchal Suchet, blessé légèrement à l'épaule, aperçoit le capitaine Roussel en tête du bataillon qu'il commandait : « *Capitaine, lui dit-il, tête baissée sur cette colonne ; renversez tout, ou nous sommes perdus.* » M. Roussel enlève à l'instant son bataillon, se précipite sur l'ennemi et le culbute ; nos troupes reviennent à la charge et remportent une victoire éclatante. Le capitaine Roussel fut nommé chef de bataillon au 114^e de ligne, le 11 janvier 1812, pour cette affaire.

A Castalla, près d'Alicante, lorsque le maréchal Suchet voulut attaquer la position des Anglais, il chargea le chef de bataillon Roussel d'enlever un point au centre de cette position, et lui donna le commandement de toutes les compagnies d'élite du 114^e de ligne. Le commandant Roussel parvint jusqu'au point qu'il devait enlever, mais il ne put s'y maintenir, ayant perdu trois cents

hommes, dont presque tous ses officiers, et n'étant pas appuyé par les colonnes chargées de le soutenir. Le colonel du 114^e ayant été tué dans cette affaire, le commandant Roussel prit le commandement du régiment par ordre du maréchal Suchet, et fut chargé de soutenir la retraite, appuyé par le 14^e de ligne; la cavalerie anglaise ne put parvenir à entamer cette arrière-garde.

Après la Restauration, le commandant Roussel fut chargé d'organiser le 10^e de ligne, dans lequel son bataillon avait été versé. Il fut ensuite mis en non activité, et rappelé le 6 novembre suivant, comme chef de bataillon au 6^e léger, avec la croix d'officier de la Légion-d'Honneur, qu'il obtint en même temps.

Lors du débarquement de Napoléon, ce régiment ayant été dirigé sur le Midi, M. Roussel se trouva à l'affaire du pont de la Drôme, sous les ordres du duc d'Angoulême. Après cette affaire le colonel du 10^e de ligne, M. d'Ambrugeac, suivit le prince. On donna ce régiment à M. Roussel, qui en fut nommé colonel, et qui le ramena à Paris, où l'empereur le passa en revue. On avait eu des doutes sur la fidélité du 10^e, et on avait eu l'intention de le licencier; mais le colonel Roussel, ayant répondu de ses officiers et de ses soldats, reçut l'ordre de partir pour l'armée du Nord.

À la bataille de Waterloo, le 10^e de ligne, qui faisait partie du 6^e corps, quitta le champ de bataille un des derniers, et effectua sa retraite *en ordre* jusqu'à Laon, où il arriva tambours et musique en tête. Il soutint la retraite jusqu'à Paris, d'où il se retira derrière la Loire, où il fut licencié. Le colonel Roussel, mis en non activité, comme *chef de bataillon*, resta dans cette position jusqu'au 22 décembre 1822, époque à laquelle il reprit de l'activité comme *chef de bataillon* au 28^e de ligne. Il fit la campagne de 1823 en Espagne, se distingua au combat du Moulin-du-Roi, et fut nommé chevalier de Saint-Louis.

À l'affaire de Castelbersol le commandant Roussel eut la plus grande part aux succès de la journée, et fut nommé lieutenant-colonel du 1^{er} léger. Il se distingua encore dans plusieurs affaires devant Tarragone; et, à l'issue de la campagne, fut chargé de licencier les divisions espagnoles Lioberas et Milans : mission difficile, et dont il s'acquitta avec succès.

Le 7 mars 1850, le lieutenant-colonel Roussel fut nommé colonel au 5^e de ligne. Le 5^e de ligne fut désigné pour l'expédition d'Alger. Ce fut ce régiment qui débarqua le premier sur la plage africaine, à Sidi-Ferruch, et enleva les redoutes qui défendaient la côte. Le colonel Roussel eut encore l'occasion de se distinguer dans cette campagne, et fut nommé commandeur de la Légion-d'Honneur le 27 décembre 1850.

Rentré en France avec son régiment, en 1851, il en conserva le commandement jusqu'au 26 juin 1854, époque à laquelle il fut nommé maréchal-de-camp.

Depuis il a commandé successivement les départements de la Vendée, de la Moselle et de la Haute-Saône, où il se trouve en ce moment.

Le général Roussel compte aujourd'hui quarante-un ans de service effectif, et vingt-deux campagnes.

FRÉGEVILLE (CHARLES-LOUIS-JOSEPH, marquis de).

C'est un bonheur pour nous d'avoir à nous occuper d'un de ces vétérans de la république, qui ont été la gloire de l'armée et l'honneur de la France. Nos lecteurs aimeront, sans doute, à retrouver, dans notre ouvrage, la vie d'un homme de bien à ajouter à celles que nous avons déjà publiées.

FRÉGEVILLE (*Charles-Louis-Joseph*, marquis de) est né au château de Frégeville, département du Tarn, le 1^{er} novembre 1765.

Le général Frégeville avait un frère dont l'âge dépassait le sien de plus de quatre années. Ce frère venait d'être nommé *cadet*

au régiment de dragons-Condé, lorsqu'il périt victime d'une affreuse catastrophe. Quoiqu'il n'eût encore atteint que sa douzième année, Charles de Frégevillle lui fut immédiatement substitué et joignit son régiment sur les côtes de Bretagne; il faisait partie d'un corps composé de troupes de toutes armes, destiné à s'emparer des îles de Jersey et de Guernesey. Conformément aux réglemens de l'époque, le jeune soldat fit le service dans tous les grades subalternes durant deux années, et fut nommé sous-lieutenant, le 11 juillet 1779.

Au commencement de 1781, il obtint l'agrément d'acheter une compagnie, et il fut, en conséquence, créé capitaine au régiment de dragons-Condé, le 12 juillet 1781. Dès qu'il fut capitaine, Charles de Frégevillle voulut se fortifier dans la science militaire; il employa une partie de ses semestres à voyager en Prusse et en Allemagne; il apprit la langue de ces peuples, étudia leurs mœurs, leurs usages et la stratégie de leurs armées. Il était à peine de retour d'un de ces voyages, lorsque des troubles liberticides éclatèrent à Nîmes et à Beaucaire. Il ne balança pas à se mettre à la tête de la garde nationale à cheval de Montpellier (17 mai 1790), pour marcher contre les insurgés et les réduire à l'obéissance. Quelque temps après, il passa avec son grade de capitaine dans le 5^e régiment de chasseurs à cheval (20 janvier 1792). Il était alors capitaine de remplacement, depuis le 24 mai 1785 (1).

Le général La Fayette apprécia les talens et le courage de Charles de Frégevillle; aussi le fit-il appeler comme lieutenant-colonel (15 avril 1792) dans un régiment que sa discipline et son excellente tenue avaient fait surnommer le régiment *modèle*, dans *Chamborant-hussards* (2^e de l'arme). Peu de mois après sa nomination, la guerre éclata entre

la France et l'Autriche, et La Fayette fut nommé au commandement de notre armée.

Cette première campagne se réduisit presque à des affaires d'avant-poste; néanmoins, Charles de Frégevillle, par plusieurs actions d'éclat, eut l'avantage de devenir l'objet des éloges du général en chef, et de conquérir la confiance de son régiment.

Les nouvelles idées commençaient alors à se développer: déjà elles avaient pénétré dans l'armée, et, à l'exception d'une partie des officiers supérieurs, elles avaient acquis une influence toute-puissante sur les officiers, sous-officiers et soldats. Le régiment de Chamborant avait aussi adopté, avec enthousiasme, les principes de la révolution, dont la marche rapide faisait chaque jour d'immenses progrès; mais, le colonel Malzan et le premier lieutenant-colonel Hack, tous deux, d'ailleurs, militaires distingués, s'imaginèrent que ces progrès étaient la ruine de la monarchie, et ils résolurent de passer à l'ennemi avec le régiment, et de les combattre sous les drapeaux autrichiens.

L'exécution de ce projet était d'autant plus facile que, placé sur la frontière des Ardennes, Chamborant occupait un poste près de la lisière d'une grande forêt communiquant avec l'armée autrichienne. Cependant, afin d'opérer avec plus de succès, le colonel prétexta des affaires de service pour éloigner Charles de Frégevillle, dont il connaissait les sentimens patriotiques.

Sur ces entrefaites, La Fayette quitta l'armée: son départ causant une émotion générale, le colonel voulut en profiter pour entraîner Chamborant à l'émigration. Charles de Frégevillle était, en ce moment, dans le village de Mouzon: averti pendant la nuit que quatre officiers avaient déjà forcé la grande garde et passé à l'ennemi, il pressentit les desseins de ses supérieurs, et il accourut aussitôt chez le colonel. M. Malzan n'y était point, mais il y rencontra le pre-

(1) Les officiers de remplacement étaient ceux qui servaient sans traitement. Chaque deuxième année de service leur donnait droit à un grade nouveau.

mier lieutenant-colonel, occupé avec trois autres officiers à enlever l'argent de la caisse du régiment, se montant à environ 40,000 f., et à remplacer les sacs d'argent par d'autres sacs remplis de pierres.

Les preuves de la désertion projetée ne pouvaient être plus évidentes ; il demande les motifs d'une pareille spoliation de la caisse, et on le renvoie au colonel pour en avoir l'explication. M. Malzan avait fait réunir le régiment sur la place d'*Alarme* ; il s'y rend, et il le voit haranguant les soldats pour les engager à prendre le parti de l'émigration, et à se soustraire par ce moyen à la proscription dont étaient menacées toutes les troupes de ligne.

Il était minuit : ébranlé par l'éloquence de M. Malzan, le régiment était dans l'hésitation, quelques hussards paraissaient même décidés à le suivre. Le cas était pressant : Charles de Frégeville comprit que, dans la circonstance actuelle, il fallait gagner du temps. Alors il résolut de retenir les soldats en les prenant par leur intérêt ; il s'adressa à plusieurs officiers qui partageaient ses sentiments, et il les exhorta à insinuer aux hussards qu'ils devaient exiger, avant leur départ, la délivrance de leurs masses. La chose était impossible, et par le temps que réclamait une pareille opération, et à cause de la spoliation de la caisse. Les hussards, enhardis par les conseils de leurs officiers, demandèrent leurs masses ; mais le colonel ayant répondu que le décompte serait fait à leur arrivée au camp autrichien, cette espèce de refus jeta du mécontentement dans les esprits. M. Malzan s'en aperçut aisément, et, craignant que le mal ne gagnât plus avant, il fit sonner à cheval, et ordonna le départ.

L'instant décisif était arrivé, car le jour commençait à poindre. Charles de Frégeville harangua, à son tour, les officiers et les soldats, et aussitôt un grand nombre refusa d'obéir au commandement du colonel. Le régiment se trouvant en quelque sorte di-

visé en deux camps, quelques coups de pistolet furent échangés de part et d'autre : malgré cet échec, M. de Malzan commanda la marche, et entra dans la forêt, suivi d'une centaine d'hommes. Charles de Frégeville fit à l'instant mettre les hussards en bataille sur une éminence, et sonner le ralliement ; en moins d'une demi-heure, il fut rejoint par ceux qu'avait entraînés M. de Malzan. Ainsi, cette désertion ne fit perdre à l'armée que le colonel, le lieutenant-colonel en premier et huit officiers.

Le gouvernement devait une récompense au patriotisme de Charles de Frégeville, et il ne la fit pas attendre ; il lui envoya le brevet de colonel du régiment qu'il avait arraché à la séduction (20 octobre 1792). Il venait d'être nommé colonel du 1^{er} régiment (15 septembre 1792) ; mais cette nomination resta sans effet. Sous son nouveau chef, Chamborant se distingua en maintes occasions, et lorsque Dumouriez remplaça La Fayette dans le commandement en chef de l'armée, il acquit la confiance du général et sut la mériter par sa bravoure dans la lutte qu'il eut à soutenir contre les Prussiens.

Si le régiment se distingua par son courage, Charles de Frégeville se montra partout digne de le commander ; et quand l'armée, lors de la retraite de Grand-Pré, quitta les gorges de l'Argonne pour se réunir dans les plaines de la Champagne, il conduisit ses hussards en habile capitaine, et se battit en soldat intrépide.

Chamborant formait l'arrière-garde de l'arrière-garde de l'armée, composée au plus de vingt mille hommes, et la retraite se faisait devant une armée de cent mille Prussiens ou Autrichiens. Dumouriez avait fait les plus sages dispositions pour que son armée ne fût point écrasée dans les défilés qu'elle devait traverser.

S'apercevant de la retraite des Français, l'ennemi lança sur eux deux mille hussards avec une batterie à cheval. Vers neuf heures du matin, l'arrière-garde, qui venait de fran-

chir les défilés, prenait quelque repos, et le corps d'armée, marchant en colonnes, était en pleine retraite, lorsque les hussards prussiens vinrent donner sur l'arrière-garde. Ne pouvant soutenir ce premier choc et l'effet de l'artillerie, trois régimens de notre cavalerie se retirèrent précipitamment sur le corps d'armée à la tête duquel se tenait le général en chef, et y jetèrent une terreur panique. Le colonel de Frégeville sentit le danger de la position, et, pensant qu'un grand sang-froid et une volonté énergique pouvaient seuls sauver l'armée, il encouragea son régiment, chargea plusieurs fois les hussards prussiens et les tint en échec jusqu'à la fin du jour. A la nuit, les ennemis lâchèrent prise et rejoignirent leur corps de bataille. Chamborant effectua alors tranquillement sa retraite, et, vers une heure du matin, à la grande surprise de l'armée qui le croyait prisonnier, il reparut presque intact devant Dumouriez, emmenant avec lui une quarantaine de prisonniers.

Dès la pointe du jour, le général en chef se remit en marche. Trois jours après, on arriva sur les hauteurs de Valmy, où se rassemblèrent les corps d'armée du général Kellermann, du général Beurnonville, et les renforts envoyés de Paris. Là eut lieu la bataille de Valmy, où plus de cent mille Prussiens furent repoussés par une armée dont près de la moitié n'avait point encore vu le feu de l'ennemi.

La retraite des Prussiens donna à Dumouriez la faculté d'aller attaquer la Belgique, et le colonel de Frégeville, dont le régiment avait souffert dans ces diverses batailles, fut autorisé à le porter à deux mille hommes.

Chamborant s'était couvert de gloire, et son chef avait toujours saisi les occasions de lui en procurer; ce dernier dut donc s'appliquer à maintenir l'esprit de corps où les hussards avaient puisé leur principale force. Le régiment était composé d'Alsaciens et de Lorrains; Charles de Frégeville eut soin de ne remplir les vides faits par l'ennemi et de

n'augmenter son personnel que d'Alsaciens et de Lorrains. Ce moyen réussit complètement, car, à la retraite de Grand-Pré, aux batailles de Jemmapes, de Halles, de Bruxelles et de Tirlemont, Chamborant se distinguait par tant de faits d'armes qu'il devint l'exemple de l'armée.

Jusque-là, l'ennemi avait été battu sur tous les points; les Français eurent malheureusement leur tour: soit par défiance, soit par la jalousie de quelques-uns de ses membres, la Convention enleva à Dumouriez toutes ses ressources, et les Autrichiens qui, lors de nos premiers succès en Belgique, avaient déjà passé le Rhin, nous attaquèrent, pendant l'hiver, dans nos cantonnemens. Il se donna plusieurs combats, et la bataille de Nerwinde, quoique glorieuse pour nos armes, devint inutile par la retraite du corps de gauche sous les ordres du général Miranda. Obligés de nous retirer devant l'ennemi, nous perdîmes nos conquêtes de l'année précédente, et, pour surcroît de malheur, la mort enleva le général Dampierre aux armées françaises.

Ici viennent se placer quelques faits qu'il nous est impossible de passer sous silence à cause de leur gravité.

Quand le général Dampierre mourut, il commandait en chef l'armée depuis la fuite de Dumouriez. Mais cette fuite d'un traître avait été précédée de quelques efforts de sa part pour entraîner ses troupes dans l'exécution d'un grand projet politique.

Il s'était rendu auprès du colonel de Chamborant, comme lui au camp de Maulde, et lui avait fait la confidence de ses desseins. Son plan consistait à enlever le dauphin du Temple, à le proclamer roi au milieu de son armée et à confier la régence au duc de Chartres (général Egalité), aujourd'hui Louis-Philippe. Le colonel Frégeville se laissa aller à ce que voulait de lui son général en chef et consentit à se prêter à ses vues.

Sous le prétexte de refaire son régiment et de prendre les hommes du dépôt de son

corps en état de faire la guerre, il fut convenu que le colonel demanderait officiellement à se rendre à Cambrai. Il devait ensuite recevoir de Dumouriez l'ordre de porter son régiment sur les bords de l'Oise, principalement à Pont-Saint-Maxence, sous le prétexte encore, pour ne pas donner l'éveil en voyant des troupes se rapprocher si près de Paris, que ce déplacement n'avait d'autre but que d'empêcher la désertion à l'intérieur : car, depuis la rentrée de l'armée française dans ses limites naturelles, les troupes de nouvelles levées cherchaient à regagner leurs foyers.

En effet, le colonel Frégeville reçut à Cambrai l'ordre d'exécuter ce mouvement.

Deux jours après la réception de cet ordre, et deux escadrons étaient à peine en marche, le colonel reçut un second ordre de Dumouriez pour l'arrestation de Bouchotte, alors officier supérieur dans un régiment de hussards, et qui avait été nommé depuis peu commandant temporaire de la place. Cet officier jouissait d'une grande popularité à Cambrai ; il était président du club populaire : son arrestation ne pouvait donc être faite qu'ostensiblement, puisque d'ailleurs il s'agissait de l'envoyer au quartier-général sous bonne escorte.

Le colonel Frégeville pensa que dans une ville où il y avait plusieurs dépôts de différentes armes, il fallait, afin d'empêcher une collision, prendre toutes les sûretés possibles. Il fit appeler deux colonels qui, comme lui, se trouvaient momentanément à Cambrai avec leurs troupes. Il leur fit part de sa mission, leur annonça qu'il allait employer ses hussards à la remplir, et les invita à se tenir prêts à prendre les armes pour arrêter tout désordre qui viendrait à se manifester.

Ces diverses dispositions étaient prises, lorsqu'un courrier extraordinaire, adressé aux autorités, les instruisit que Dumouriez avait émigré ; qu'il était déclaré traître à la patrie, mis hors la loi, et que tout officier

qui exécuterait des ordres de lui serait condamné à mort. Le colonel Frégeville se contenta de déchirer le mandat d'arrestation qu'il avait reçu.

Ainsi finirent ses deux missions. La première n'avait point eu de confident, aussi ne lui causa-t-elle aucun souci ; mais il n'en fut pas de même de la seconde. Un colonel, qui avait su l'ordre de Dumouriez, s'empressa de faire part à Bouchotte des dangers qu'il avait courus. Ce commandant de place n'osa pas faire arrêter le colonel Frégeville, entouré qu'il était de son régiment dévoué, et se borna à écrire au général Dampierre de le délivrer d'un corps qu'il considérait comme très suspect.

Les hostilités des Autrichiens venaient de recommencer. Dampierre, assuré du patriotisme du 2^e de hussards, sentant le besoin de s'entourer de tous les vieux soldats, rappela ce régiment auprès de lui, et chargea son colonel d'aller prendre le commandement de toutes les troupes qui couvraient Valenciennes. Le colonel Frégeville se conduisit de la manière la plus distinguée, au rapport du général Ferrand, qui commandait Valenciennes, et des représentans du peuple en mission sur ce point, avec lesquels il était en relations journalières.

Bientôt parvint au général Ferrand l'ordre du général Dampierre de faire partir le colonel pour son quartier général. Quel fut l'étonnement de ce dernier quand Dampierre, très attristé, lui communiqua la lettre qui lui prescrivait de l'envoyer à Paris pour rendre compte de sa conduite. Ce fut dans ce moment qu'il apprit l'élévation de Bouchotte au ministère de la guerre.

On sait ce qu'étaient alors ces sortes d'appel à Paris. Ses amis lui conseillaient d'éviter l'échafaud probable, en émigrant ; mais il ne tint aucun compte de leurs terreurs, et partit. Heureusement pour sa tête, ou tout au moins pour sa liberté, le Comité de salut public avait été prévenu avantageusement par les représentans du peuple, et, loin de

servir la vengeance de Bouchotte, il le renvoya immédiatement à son régiment.

Peu de temps après l'évacuation de la Belgique, le colonel Frégeville fut promu au grade de général de brigade (15 mai 1795) et nommé au commandement de l'avant-garde de l'armée des Pyrénées-Orientales. A son arrivée à Perpignan, il trouva une armée pleine d'ardeur, mais qui avait été forcée d'abandonner une partie du Roussillon à un ennemi infiniment supérieur en nombre.

On tint un conseil de guerre, et il fut décidé que Perpignan serait couvert par un camp retranché, qu'on y attendrait des secours que le gouvernement avait promis d'envoyer de différens points; mais l'insurrection de Lyon qu'il fallait réprimer, et la prise de Toulon qu'il était urgent de délivrer, privèrent l'armée des Pyrénées-Orientales de ces secours.

L'armée française comptait à peine dix à onze mille hommes, l'avant-garde, commandée par le général Frégeville, se montait à trois mille combattans. Néanmoins avec des forces aussi inférieures, le nouveau général soutint avec avantage les attaques de l'ennemi. Après avoir fait des tentatives infructueuses pour forcer la position et le camp retranché, le général Ricardos, commandant l'armée espagnole, manœuvrant sur le flanc de l'armée française, détacha une division de son corps de bataille, lui fit passer le Tech, la plaça sur la seule communication qu'avait Perpignan à l'intérieur, et ferma par ce moyen la voie qui restait à cette armée pour recevoir des subsistances de tous genres.

Dans cette extrémité, laissant une partie de son avant-garde sur le front du camp retranché, le général Frégeville, à la tête de trois à quatre cents hommes, se porta vers l'ennemi pour l'inquiéter dans son passage du Tech et dans ses communications avec les troupes qui interceptaient celles de Perpignan à l'intérieur; il fut attaqué à la pointe

du jour. Comme il avait pris position sur un terrain accidenté et couvert d'oliviers, il ne put juger d'abord de l'importance de l'attaque, et ne voulut point dégarnir d'autres points; mais, ayant bientôt reconnu que cette attaque était sérieuse, et qu'il avait à lutter contre plus de deux mille grenadiers d'élite, des gardes-vallonnées et d'autres troupes, il pensa que les Espagnols avaient l'intention de pénétrer par son flanc droit, de tourner le camp retranché, et de l'isoler de la place, tandis que le principal corps d'armée sortirait de ses retranchemens et ferait une attaque générale.

Avec ses quatre cents hommes, le général fit tête à l'ennemi. Convaincu de l'impossibilité de tenir long-temps devant des forces aussi supérieures, il envoya l'ordre au colonel Pérignon, commandant la légion des Pyrénées-Orientales, de venir à son secours. Le colonel se hâta bien de marcher, mais il n'arriva qu'au moment où le général, entouré de tous côtés par l'ennemi, venait d'être fait prisonnier avec ses deux aides-de-camp. Cependant, il fut assez heureux pour voir l'Espagnol battant précipitamment en retraite devant le colonel Pérignon, et regagnant son principal corps d'armée.

Après deux années de captivité et de mauvais traitemens, le général Frégeville fut rendu à la France. Il alla résider à Montpellier, où il devait attendre des lettres de service pour l'armée du Rhin. A peine arrivé dans cette ville, une insurrection y éclata; pleines de confiance dans la fermeté du général Frégeville, les autorités de Montpellier firent un appel à son civisme, et le requièrent de prendre le commandement de quelques dépôts casernés dans la citadelle. Ces forces étant insuffisantes pour apaiser l'insurrection, le général crut qu'il atteindrait le même but en recourant à des voies de douceur et de conciliation. Il se présenta seul au milieu des insurgés; la plupart d'entre eux le connaissaient et lui avaient

témoigné leur joie à son retour des prisons d'Espagne; il leur parla le langage du patriotisme, celui de la raison; il les pria, au nom de la patrie menacée de tous côtés, de se rallier au nouveau drapeau. La multitude l'écouta avec respect, applaudit à son discours, et tout rentra dans l'ordre.

Les autorités de Montpellier furent reconnaissantes; d'accord avec les principaux habitants de la ville, elles écrivirent au ministre de la guerre pour que le général fût employé dans un pays où il avait montré tant de zèle et de courage. Cette reconnaissance ne se borna pas là; vers le même temps, il fut élu député de l'Hérault et envoyé au conseil des Cinq-Cents. Arrivé à Paris avec une réputation d'énergie et de courage, il fut réélu quatre fois membre de la commission des inspecteurs, et on lui donna la direction de la garde des conseils.

L'histoire a tracé les malheurs qui, à cette époque, affligèrent la France; nous avons perdu nos conquêtes d'Italie, nos armées désorganisées étaient sans force et dans le plus grand dénûment; le Directoire sans union était paralysé par ses propres divisions, lorsque le général Bonaparte arriva d'Egypte. Les preuves de patriotisme et de talent qu'avait données le jeune général dans ses diverses campagnes inspirèrent à deux directeurs et à plusieurs membres des deux conseils la résolution de se servir de sa renommée pour retremper l'armée abattue, et réchauffer l'esprit public. Le 18 brumaire eut lieu.

Dans cette journée et dans celles qui suivirent, le général Frégeville joua un des rôles les plus actifs. Le 19 brumaire, on le vit, aidé de deux de ses collègues, enlever le président Lucien de son fauteuil, et le porter dans la cour pour le soustraire aux vengeances de la faction qu'on accusait d'anarchie.

Le même jour, le conseil des Anciens fit prévenir le général que le conseil des Cinq-Cents étant dissous, il avait réuni à lui seul

tous les pouvoirs. Sentant l'illégalité de cette mesure, Frégeville aila trouver Bonaparte; il lui représenta le danger de la position, et la nécessité d'obtenir au moins l'approbation d'une partie des Cinq-Cents pour légaliser ce qui s'était passé; il ajouta que si l'acte du 19 brumaire n'était pas sanctionné par une partie de ceux qui en avaient été les victimes, le conseil pourrait être accusé de s'être livré à un dictateur.

Bonaparte reconnut la justesse des observations du général; mais, encore effrayé par le souvenir du péril qu'il avait couru, il voyait des poignards levés de nouveau contre lui, s'il se présentait devant une assemblée de députés. Cependant le général Frégeville, lui ayant juré que sa personne serait en sûreté, il se décida à paraître dans une salle où étaient réunis environ cent cinquante membres du conseil des Cinq-Cents. Dès qu'il fut entré, le président fit un discours pour justifier la violence exercée contre les députés; et comme presque tous ceux qui composaient la réunion étaient partisans de cette violence, elle fut immédiatement sanctionnée, et l'on décida qu'un décret nommant trois consuls, à la tête desquels figurait le général Bonaparte, serait soumis à l'approbation du conseil des Anciens.

Si le général Frégeville fut l'un des principaux auteurs de la journée du 18 brumaire et du décret qui faisait passer la France sous le pouvoir consulaire, il est juste de dire qu'avant le vote définitif de ce décret, il fit adopter la proposition qu'on exigerait du premier consul le serment de maintenir toujours le principe de liberté et d'égalité, et celui de la représentation nationale (1).

Séance tenante, on nomma une commis-

(1) On lit dans la *Biographie* d'Arnault, Jay, Jouy et Norvins :

« Nommé député au conseil des Cinq-Cents, dont il devint secrétaire en l'an V; lié intimement avec Lucien Bonaparte, il était membre de la commission des inspecteurs à l'époque du 18 brumaire an VIII, et prit une part importante aux événements de cette journée. Cependant, à la séance extraordinaire qui eut lieu à Saint-Cloud, il fit astreindre les membres du gouvernement consulaire à prêter serment à la liberté, à l'égalité et à la souveraineté du peuple. »

sion de vingt-cinq membres pris dans chaque conseil, chargée de rédiger une constitution, et on lui accorda trois mois pour la formuler. Frégeville fut du nombre de ceux que choisit le conseil des Cinq-Cents.

La constitution présentée et acceptée, le général passa au Corps-Législatif. Nommé général de division le 7 germinal an VIII (28 mars 1800), il reçut aussitôt la mission d'organiser vingt-cinq régimens dans un rayon de trente-huit lieues de Paris; il exécuta cette mission avec sa promptitude ordinaire, et bientôt toutes ces forces furent dirigées vers l'Italie.

Cependant un décret ordonna que les membres du Corps-Législatif, faisant partie de l'armée, auraient à opter entre la législature et le service actif; le général Frégeville n'hésita pas à suivre la carrière dans laquelle il était entré. Averti du choix qu'il avait fait, le premier consul l'envoya en Italie pour y commander les troupes légères sous le général Brune. Dans cette campagne, le général se distingua par des charges brillantes, au passage du Mincio et du Tagliamento.

Un armistice ayant été signé avec les Autrichiens, le général Frégeville reentra en France et eut le commandement de la 9^e division militaire; il venait de combattre les ennemis de l'extérieur, il eut encore à vaincre ceux de l'intérieur; il eut à apaiser les factions et à détruire ces troupes de brigands organisés sous le nom de chouans qui dépouillaient tous les jours les voyageurs et les diligences.

Lorsque le général Frégeville eut rétabli l'ordre dans la 9^e division, le premier consul lui donna le commandement d'une division de cavalerie, faisant partie de l'armée sous les ordres de Masséna. Le prince Charles battu sur tous les points, l'Italie fut reprise, et la paix se fit.

Dès le moment où la guerre s'était rallumée entre la France et l'Autriche (1805), le général Saint-Cyr, qui occupait une partie

des états napolitains, avait été obligé de se rapprocher du théâtre de la guerre, c'est-à-dire de la Haute-Italie. La paix faite, il fut décidé qu'on évacuerait le royaume de Naples qu'on soutenait des forces anglaises considérables. Le général Masséna, dans cette circonstance, donna au général Frégeville le commandement de la cavalerie du général Saint-Cyr; mais, quelques jours après son arrivée au quartier-général, les choses avaient entièrement changé de face; on y apprit que Joseph, le frère aîné de Napoléon, venait prendre le commandement de l'armée de Saint-Cyr et de Masséna, et que le maréchal serait sous ses ordres.

La réunion des deux armées ayant été opérée, le général Frégeville eut le commandement en chef de toute la cavalerie, composée de quatre divisions. Les Napolitains n'attendirent pas le sort des armes; ils envoyèrent une régence que le roi avait nommée avant son départ pour la Sicile, et on traita de l'occupation de Naples. Il fut convenu que les Français entreraient dans la capitale, que l'armée napolitaine et l'armée anglaise se retireraient dans la Calabre, et que toutes les places de guerre, dans les contrées occupées par les Français, seraient mises sous leur autorité.

Presque toutes les places se rendirent; mais Gaète ne voulut ni reconnaître les pouvoirs de la régence ni se soumettre; il fallut en faire le siège. Civitella del Tronto suivit l'exemple de Gaète, et répondit qu'elle n'ouvrirait ses portes que devant des forces imposantes. Le général Saint-Cyr, auquel le prince Joseph avait donné le commandement de cette partie du royaume, désigna le général Frégeville pour aller prendre possession de la place; le général Frégeville se mit en marche, mais non avec toutes les forces qui lui étaient destinées. Plusieurs régimens étrangers qui devaient se réunir à lui furent retenus ailleurs. Sur la route il eut à combattre plusieurs troupes d'insurgés, et lorsqu'il arriva à Civitella del

Tronto, il vit que cette place était devenue le foyer de l'insurrection. Aucune place ne pouvait être dans une situation plus favorable pour entretenir le feu d'une révolte; bâtie sur la crête d'une montagne au milieu des Apennins, sa position était presque inexpugnable; indépendamment de cet avantage, son artillerie était formidable, et ses magasins immenses en munitions et en vivres. Quoiqu'il n'eût avec lui ni artillerie, ni canonniers, le général Frégeville se déterminait à se présenter devant la place à la tête de quelques troupes d'infanterie et de quelques dragons auxquels il fit mettre pied à terre. On avança plusieurs pièces de 4, et le général appela, pour les servir, plusieurs dragons qui avaient fait naguère partie d'une compagnie de canonniers. Dès qu'il eut pris position, il envoya son aide-de-camp au commandant de la ville pour lui faire connaître la convention signée entre la France et la régence, et le sommer de livrer la place à l'armée française. Le commandant répondit qu'il ne reconnaissait point les pouvoirs de la régence, et qu'il se défendrait.

N'ayant que cinq cents hommes sous ses ordres, le général, qui était venu pour prendre possession de la place, et non pour l'assiéger, se borna à en faire le blocus en attendant d'autres forces et d'autres ordres; il écrivit donc sur-le-champ au général Gouvion Saint-Cyr pour l'instruire de l'état des choses, et lui demander de l'artillerie et des canonniers. Gouvion Saint-Cyr lui répondit que toute l'artillerie étant employée au siège de Gaète, il lui était impossible d'en envoyer pour le siège de Civitella del Tronto, et que, pour le moment, il n'avait qu'un seul parti à prendre, celui de bloquer la ville et de combattre l'insurrection.

Comme les insurgés avaient rompu un pont existant sur le Tronto, au bord de l'Adriatique, et qu'on avait été obligé d'envoyer de Naples une compagnie de canonniers et d'ouvriers pour rétablir cette communication, le général Frégeville, dès

que le pont eut été reconstruit, fit venir cette compagnie près de lui; elle était commandée par un habile officier qui le seconda puissamment; en sorte qu'avec des canons sans affûts et des mortiers sans crapauds, qui furent trouvés dans Pescara, ainsi que des munitions, le général Frégeville parvint à établir un appareil de siège.

On abattit des arbres près de la ville pour construire des affûts et des crapauds; on âta, non sans des prodiges innouïs, arriver dans ces montagnes huit pièces de siège et quatre mortiers, enfin on se mit en état d'attaquer. Dès que tout fut prêt, le général Frégeville en fit prévenir Gouvion Saint-Cyr, et celui-ci, sentant l'avantage de s'emparer de la place, lui envoya un régiment d'infanterie.

Civitella del Tronto est entourée de hautes murailles liées au fort, qui la domine presque perpendiculairement; le fort ne pouvait être attaqué d'aucun côté, on ne pouvait espérer d'y pratiquer une brèche; il fallait donc s'efforcer de démonter les pièces des remparts par l'effet de l'artillerie, et tenter de mettre le feu au magasin à poudre par l'éclat des bombes. Malgré tous ces obstacles, le général Frégeville résolut de donner l'assaut.

Avant d'attaquer, il envoya prier Gouvion Saint-Cyr de venir reconnaître ses dispositions; Gouvion Saint-Cyr se rendit au camp, et fit l'éloge des mesures prises; mais il partit immédiatement dans l'intention de laisser au général le mérite du succès, qu'il regardait néanmoins comme fort douteux.

L'attaque commença à la pointe du jour; les deux batteries d'artillerie et la batterie de mortiers parvinrent, au bout de deux heures, à démonter plusieurs pièces des remparts. A la vue de cet avantage, le général commanda l'escalade, et en peu de temps les Français furent maîtres de la ville. Cependant tout n'était pas fini; à la vérité, le feu de l'artillerie n'était plus à craindre, mais les troupes étaient accablées par les

grenades lancées du fort. Pour s'en garantir, le général fit mettre les soldats sous les maisons, qui, dans ce pays-là, sont toutes voûtées, et en même temps il fit attacher le mineur au rocher sur lequel était la porte de la forteresse.

Les assiégés, dès qu'ils virent les mineurs en action, se hâtèrent de capituler, dans la crainte d'être passés au fil de l'épée si le fort était pris d'assaut.

Ainsi dans un seul jour neuf cents combattans environ enlevèrent une place que le duc de Guise avait en vain assiégée à la tête de six mille hommes et d'une artillerie formidable.

La prise de Civitella del Tronto et celle de Gaète entraînèrent la soumission du royaume. Le général Frégeville, après un fait d'armes aussi éclatant, reçut le commandement de tout le pays comprenant l'Adriatique, depuis les États Romains jusqu'aux côtes de la Calabre, et le roi Joseph-Napoléon demanda pour lui à l'empereur le cordon de grand-officier de la Légion-d'Honneur.

Cependant les flottes de l'Angleterre et de la Russie menaçaient le royaume de Naples sur l'Adriatique et la Méditerranée, en même temps que des bandes d'insurgés, réfugiés sur les montagnes des Apennins, descendaient à l'improviste dans les plaines et attaquaient les postes et les convois français. Pour se délivrer des attaques des uns et des surprises des autres, les chefs militaires organisèrent des gardes nationales, et le pays commença à renaître à la tranquillité.

La bataille de Eylau ayant enlevé à la France plusieurs de ses braves généraux, l'empereur fit transmettre l'ordre à son frère Joseph de lui envoyer le général Frégeville pour remplir un des vides qu'avaient faits les armées ennemies. Le général partit, mais il ne put rejoindre la grande armée qu'après la victoire de Friedland, qui fut suivie de la paix de Tilsitt (7 juillet 1807).

C'est à peu près vers cette époque que le

général Frégeville tomba dans la disgrâce de l'empereur par une cause indépendante de lui. Le prince de Canino, lié avec le pape Pie VII, aurait voulu, dans l'intérêt de Sa Sainteté, que le général, dont il était l'ami, fût chargé du commandement des troupes françaises dans les États-Romains. Le prince fit des démarches dans ce but. Napoléon ne vit que l'influence que souhaitait exercer son frère; il donna ce commandement au général Miollis, qui enleva ensuite le pape de Rome, et laissa le général sans emploi.

Il était dans cette position lors de la Restauration. Louis XVIII, qui cherchait à se faire des partisans, le nomma, le 8 juillet 1814, chevalier de Saint-Louis, et, le 27 décembre suivant, grand-officier de la Légion-d'Honneur, dont il était commandant depuis le 25 prairial an XII (14 juin 1804), époque de la création de l'ordre.

La faveur dont le général Frégeville jouit tout d'abord aux Tuileries restaurées tenait à sa conduite en 1795 et aux circonstances que nous allons rapporter.

A l'une des audiences de Louis XVIII, on annonça l'arrivée à Paris du duc d'Orléans. Une vingtaine de généraux qui assistaient à cette audience, entre autres M. Frégeville, jugèrent à propos d'aller faire au duc une espèce de visite de corps. Ils se rendirent à l'hôtel Grange-Batelière, où le duc était descendu. Introduits auprès de lui, ils le trouvèrent flatté, mais embarrassé de les voir. Par bonheur il reconnut le général Frégeville, s'empara de lui et l'accabla de caresses. Tous deux se rappelèrent les projets d'enlèvement du Temple. Le prince dit au général qu'il en parlerait au roi; ce qu'il fit : car le général eut plus tard une entrevue avec Louis XVIII à ce sujet (1). Mais alors le général eut l'idée de s'appuyer d'un témoignage indépendant de celui du prince, et il en écrivit à son ancien chef d'armée. Dumouriez lui

(1) Nous croyons être certains que ni le général ni le prince ne dirent la vérité tout entière à Louis XVIII, et qu'ils lui laissèrent ignorer la question de la régence.

répondit, le 27 juin, une lettre déposée au dossier du général au ministère de la guerre, de laquelle il nous paraît convenable d'extraire les passages suivans :

« Vous me rappelez une époque de ma vie bien triste pour moi et bien honorable pour vous, lorsqu'en 1795 je vous choisis sur toute l'armée, avec votre excellent régiment, pour rentrer en France par Pont-Saint-Maxence, aller, avec secret et rapidité, par la forêt de Bondi, enlever l'auguste famille prisonnière au Temple, la ramener au milieu d'une armée pour l'entourer de sujets dévoués à tout faire pour la sauver..... Le duc d'Orléans, qui est reparti hier pour la France (1), m'a dit avoir eu grand plaisir à vous voir, et s'est rappelé, avec attendrissement, la touchante époque de Cambray : car, quoiqu'il n'eût alors que dix-neuf ans, je l'avais jugé digne, par son cœur et par son esprit, de la confiance du grand projet dont je vous avais confié exclusivement l'exécution hasardeuse. »

Le général Frégeville voulut compléter ses preuves ; il écrivit au duc d'Orléans et en reçut la réponse que voici :

« Vous me demandez, mon cher général, d'attester un fait qui est parfaitement à ma connaissance. Je sais que vous avez servi de la manière la plus distinguée dans le régiment des Hussards de Chamborant, lorsque j'étais moi-même à l'armée. Je sais aussi que vous aviez été choisi par le général Dumouriez, avec le colonel Nordmann, de Bèzeheny, et le colonel d'état-major Montjoie, pour délivrer l'auguste famille du Temple (2).

« C'est avec satisfaction que je m'exprime ainsi sur votre compte, mon cher général, et suis votre affectionné,

« CHARLES-LOUIS-PHILIPPE D'ORLÉANS.

« Décembre 1814. »

Le général avait eu l'intention de constater de la sorte un point d'histoire important ; mais en se livrant à ce soin il satisfaisait en même temps au besoin d'assurer sa vieille position militaire, c'est-à-dire de se faire conserver à l'armée.

Pendant les Cent-Jours, Napoléon lui confia la cavalerie du 2^e corps d'observation des Pyrénées-Orientales.

À la seconde rentrée des Bourbons, le duc d'Angoulême lui ayant donné l'ordre de licencier la cavalerie qu'il commandait, il se refusa à l'exécuter, comme se trouvant en

opposition avec les instructions du ministre. Le duc d'Angoulême, irrité de son refus, lui retira son commandement, et toute la cavalerie fut licenciée.

Le général Frégeville rendit compte de sa position au ministre, le maréchal Gouvion-Saint-Cyr, et lui demanda l'autorisation de se rendre près de lui ; mais le ministre lui répondit par sa nomination d'inspecteur-général de la cavalerie de l'armée de la Loire, divisée dans les provinces méridionales de la France ; trois généraux furent désignés pour agir sous ses ordres, rétablir la discipline des corps et empêcher la désertion.

Cette inspection s'étendait sur vingt-cinq régimens. Le général Frégeville eut à y combattre les ordres occultes du duc d'Angoulême et de son chef d'état-major, le duc de Damas. Le prince usait de son influence sur toutes les autorités pour favoriser la désertion, contrairement à la volonté du gouvernement. L'inspecteur-général se plaignit au duc de Damas. Que pouvait-il ? Le projet était de désorganiser l'armée : le licenciement eut lieu, et le général Frégeville fut mis à la retraite.

Il ne faut pas qu'on oublie que le duc d'Angoulême était véhémentement soupçonné, à cette époque, de vouloir former pour lui un royaume indépendant sous le nom de *royaume de l'Occitanie*.

En 1850, le général Frégeville, qui s'était tenu dans ses propriétés de Montpellier depuis 1815, fut député par sa ville pour venir présenter son adhésion au nouveau chef de l'Etat. Rétabli sur le cadre des officiers-généraux en disponibilité, il n'y demeura que jusqu'en 1855, ayant alors reçu définitivement sa retraite, conformément à une ordonnance récemment rendue.

En 1854, le général Frégeville vint à Paris ; il s'y trouvait encore lorsque, l'année suivante, un ordre du jour invita les officiers généraux, présens à Paris, à accompagner Louis-Philippe à la revue du 28 juillet. Quoique ou parce que les bruits les plus

(1) Le duc d'Orléans n'avait fait qu'une courte apparition à Paris. Il était allé chercher sa famille à Palerme, et, à son retour, s'était arrêté à Londres.

(2) Il n'y avait plus au Temple que le jeune prince, sa sœur, Madame Elisabeth et la reine.

sinistres circulaient, M. Frégeville crut devoir, avec quatre autres officiers supérieurs du même grade, obéir à cette invitation. Il était à cinq pas du roi et derrière le général Lachasse-Vérigny, au moment de l'événement déplorable du boulevard du Temple. Quand le général Lachasse tomba, il retint vivement son cheval qui avait reçu trois blessures, et, voyant le roi très penché, il se tourna aussitôt vers lui : *N'êtes-vous pas blessé, sire ?* lui dit-il. Le roi, pâle et fort ému, lui répondit, après avoir passé sa main droite sur son bras gauche : *Non, ce n'est rien.* Si les premiers fusils de Fieschi n'eussent crevé, le roi, les princes et les généraux qui se trouvaient auprès d'eux, auraient tous certainement été atteints. A cette occasion le duc d'Orléans eut l'idée, ainsi que le roi, assure-t-on, de faire remettre les généraux Frégeville et Guyot en activité : *car, malgré leur âge,* dit le duc d'Orléans, *ils étaient bien en activité pendant ce jour néfaste.* Mais le maréchal Maison, ministre de la guerre, opposa nettement à cette proposition l'ordonnance sur l'admission à la retraite des généraux âgés de soixante-cinq ans. Le roi ne s'en occupa plus. Qu'eût fait Napoléon en pareille circonstance ? Au service funèbre on remarqua que ce n'étaient plus cinq généraux seulement qui suivaient le roi ; on pouvait en compter une soixantaine.

Nous lisons dans une biographie publiée par Rabbe, au nom de CHARLES FRÉGEVILLE : « Dans la campagne d'Allemagne (1807), son esprit, sa vivacité, sa tournure séduisirent, dit-on, la baronne de Krudner, avec laquelle il entretenait long-temps une correspondance suivie. » Le fait est vrai, seulement il n'est point à sa place. Madame de Krudner, non moins célèbre par l'ascendant qu'elle exerça sur l'empereur Alexandre que par son illuminisme (1), était venue,

vers 1790, dans le midi de la France : c'est là qu'elle connut le jeune Charles de Frégeville, et qu'elle éprouva pour lui une de ces passions qu'aucun effort ne surmonte. Elle le suivit à Paris, et puis, quand elle dut rejoindre le baron de Krudner en Danemarck, où il était ambassadeur, Charles l'accompagna pendant ce voyage. De Copenhague, ils allèrent à Berlin et à Königsberg, se proposant de pousser jusqu'à Riga, lieu de naissance de cette femme si spirituelle, si séduisante. A Königsberg, Charles reçut de de son frère, le général Henri de Frégeville, l'invitation de revenir en France pour partager ses dangers patriotiques. Madame de Krudner, imposant silence à cet amour qui semblait sans limites possibles, fut la première à conseiller au jeune officier français de la quitter, de courir là où la voix du devoir envers la patrie se faisait entendre. Ils se séparèrent avec plus de courage qu'on n'eût pu l'attendre de l'un et de l'autre, et se consolèrent pendant long-temps par un échange de lettres que les événemens de la guerre n'interrompirent que fort tard.

MAILLARD DE LISCOURT (ÉDOUARD-LOUIS).

Edouard-Louis MAILLARD DE LISCOURT, fils d'un lieutenant de cavalerie, naquit à Langres (Haute-Marne), le 12 janvier 1778. Après avoir commencé ses études dans sa famille, il entra, en 1786, au collège Louis-le-Grand, et passa ensuite à l'école militaire de Pont-à-Mousson, où il resta jusqu'à la suppression de cette école en 1795.

Conscrit de l'an VII, il obéit à la loi, et fut admis au 6^e régiment d'artillerie à pied, le 1^{er} décembre 1798. Il devint successivement fourrier (1801), sergent (1802), sergent-major 1805, et lieutenant en second (22 novembre 1804) dans le même corps. Le général de division François Faultrier se l'attacha comme aide-de-camp. Ce général étant mort à Nordlingue, le lieutenant Mail-

(1) Elle se disait appelée à rétablir sur la terre le règne du Christ. L'idée de la sainte-alliance appartient, assure-t-on, à madame de Krudner. Elle était à Paris en même temps que l'empereur Alexandre, en 1814 ; elle avait alors quarante-neuf ans.

lard entra, le 1^{er} mai 1806, dans l'artillerie à cheval de la garde impériale, où il acquit le grade de lieutenant en premier le 27 août 1808. Nommé chevalier de la Légion-d'Honneur le 9 juillet 1809, et capitaine en second le 17 du même mois, il fut attaché, dès ce moment, à l'artillerie à pied de la garde, et y obtint sa promotion de capitaine en premier le 1^{er} octobre 1812. En 1815, il fut fait officier de l'ordre (14 septembre), et major (lieutenant-colonel) à l'état-major de l'artillerie (28 décembre).

Pendant ces quinze années, M. Maillard a assisté aux batailles de Burgos, de Wagram, de Znaïm, de Smolensk, de la Moskowa, de Bautzen, de Dresde, de Leipzig, de Hanau, et aux combats de Krasnoë et de Freybourg. Le 4 décembre 1808, il a été blessé de deux coups de feu à l'attaque de Madrid. Il a eu plusieurs chevaux tués sous lui devant cette dernière ville, à Wagram et à Dresde. C'est pour sa conduite à la bataille du 26-27 août 1815 (Dresde) qu'il reçut la croix d'officier de la Légion-d'Honneur.

Depuis la fin de janvier jusqu'au 30 mars 1814, M. Maillard commanda l'artillerie réunie au Champ-de-Mars.

Comme la plupart des officiers supérieurs en activité à cette époque, il prêta serment aux Bourbons, et fut employé par eux. Un ordre du général Dupont, ministre de la guerre, l'attacha à la commission chargée de la remise des places fortes de la Hollande aux alliés, conformément à l'ordonnance rendue par le lieutenant-général du royaume le 25 avril 1814. A la suite de cette mission, il fut décoré des ordres de Saint-Lois (9 juillet) et de Sainte-Anne de Russie (autorisé le 14 septembre.)

Sous-directeur d'artillerie à Cette depuis le 8 juin 1814, il quitta sa résidence au retour de Napoléon. Se croyant lié par son serment à Louis XVIII, il chercha les moyens de se rendre en Belgique; mais ce ne fut que le 5 juin qu'il put obtenir un passeport sous le faux nom d'Etienne Morand.

Ce qui servirait, au besoin, de preuve de la trahison de Fouché, c'est que M. Maillard eut son passeport de la main même de ce ministre de Napoléon.

Cet officier supérieur rejoignit donc Louis XVIII à Gand, et rentra avec lui à Paris le 8 juillet 1815. Il a été successivement nommé commandant de l'artillerie à Bordeaux (1815), sous-directeur à Toulouse (24 février 1821), directeur de la réserve d'artillerie du 2^e corps de l'armée des Pyrénées (6 avril 1825), colonel (18 novembre 1825), directeur à Bayonne (27 mars 1824), directeur à la Rochelle (5 juin 1825), directeur à Nantes (29 avril 1828). C'est dans cette dernière position que le trouvèrent les événemens de juillet, à la suite desquels le nouveau gouvernement le mit à la retraite (12 octobre). Nous savons que les officiers sous ses ordres lui écrivirent, à ce sujet, des lettres pleines d'affection et de regrets.

Le roi d'Espagne l'a nommé chevalier de l'ordre de Saint-Ferdinand, le 25 novembre 1825, en reconnaissance des services qu'il a été à même de rendre pendant la campagne de 1825.

Deux faits principaux, indépendamment de son passage à Gand, ont marqué la carrière active de M. Maillard de Liscourt : sa remise des places, en 1814, et son séjour à Bordeaux, en 1815. Nous entrerons dans quelques détails à cet égard; notre impartialité nous en fait un devoir.

L'ordonnance du 25 avril (1) voulait que la remise des places de Juliers, Venloo et Grave, se fit le 5 mai. L'article 5, tout favorable aux alliés, disait que chaque garnison emporterait trois pièces par mille homme. Le colonel Maillard se conduisit en vrai commissaire français : il interpréta l'ordonnance, soutint de vives contestations et finit par obtenir des conditions meilleures. Au lieu de trois pièces, il emmena une batterie

(1) Cette ordonnance fit perdre à la France plus de quatre cents foris et de quinze mille pièces de canon, de la Hollande au Piémont.

par mille hommes. Les six mille hommes composant les garnisons des trois places rentrèrent en France avec quatre-vingt-seize voitures d'artillerie, dont vingt-deux bouches à feu. Ces voitures étaient approvisionnées, non pas de munitions, mais d'objets plus importants, d'armes, d'instrumens, etc. Chaque soldat ayant été muni de quatre paquets de cartouches, il rapporta deux cent quarante-six mille cartouches d'infanterie, chargement de quatorze caissons d'artillerie. La conduite du colonel lui valut de grandes félicitations et des promesses d'avancement. Ce que son gouvernement ignorait, c'est que des propositions déloyales et offensantes lui avaient été faites, et qu'il les avait hautement repoussées. Lors de son passage à La Haye, le roi le fit inviter à l'aller voir. Ce prince l'entretint des plaintes dont il avait été l'objet à cause des retards et des entraves qu'il avait apportés dans l'exécution de l'ordonnance. Le colonel ne crut pas devoir lui cacher les propositions qu'on s'était permis de lui faire. Le roi chercha à le dédommager par des prévenances infinies et lui manifesta, quand l'occasion vint à se présenter, l'estime qu'il faisait de son caractère.

A son arrivée à Bordeaux comme commandant d'artillerie, au mois d'octobre 1815, il trouva la ville livrée au désordre des plus fâcheuses passions. Le premier conseil de guerre de la division était présidé par le chevalier de Combault, colonel peu connu, brave homme du reste, mais sans intelligence et se croyant l'instrument passif et nécessaire des réactions de ce temps. Les officiers composant ce conseil s'étaient presque tous improvisés et secondaient merveilleusement leur président. Le préfet, M. de Tonrnon, et le lieutenant-général comte de Loverdo, gémissaient de cet état de choses. Ils pensaient qu'un président choisi parmi les officiers de l'armée pourrait échapper à l'influence des meneurs. Ce choix tomba sur M. Maillard, qui n'hésita point à accep-

ter d'aussi pénibles fonctions. La première affaire qui vint au conseil, au commencement de 1816, fut celle du chef d'escadron Belin, accusé de désertion à l'ennemi. Cet officier avait été chargé, avec un corps de gendarmerie, de couvrir Bordeaux au moment où le général Clauzel marchait sur cette ville par ordre de Napoléon. Le procès-verbal d'information de cette affaire était volumineux et foudroyant. On comptait plus de cinquante témoins à charge; aucun ne se présentait à décharge. Parmi les premiers étaient deux officiers de gendarmerie dont les dépositions paraissaient concertées pour perdre l'accusé. Les débats durèrent soixante heures. Ils sont suivis avec le plus grand soin, et, au dire des avocats de Bordeaux, avec solennité; le président les dirige dans l'intérêt de la défense, suivant le vœu de la loi. Les témoins maintiennent tous leurs dépositions; mais ces dépositions, analysées avec soin, commentées avec rigueur, produisent quelques tergiversations. Les accusateurs n'ont déjà plus la même assurance. Le président, avec les ressources fournies par les débats, embarrasse les deux officiers principaux accusateurs; ils n'osent déjà plus soutenir ce qu'ils ont avancé sous la foi du serment; enfin, convaincus de faux témoignage, le président leur fait signer la négation du fait de désertion malgré les récriminations des avocats, et fait le résumé de cette longue et importante affaire, résumé tellement clair et lucide, que le défenseur, M. l'avocat Barennes, s'y réfère complètement. Le conseil est entraîné. Des rumeurs s'élevant dans la salle, le président fait arrêter les perturbateurs. On délibère; l'accusé est acquitté à l'unanimité et rendu à ses enfans, parce qu'il n'y eut pas de pourvoi. Séance tenante, on juge les deux officiers, qui, convaincus de faux témoignage, sont, à l'unanimité, condamnés à dix ans de fers. L'un des deux était décoré du brassard de Bordeaux. A la sortie de l'audience, il y a quelque tumulte; on injurie

le président et les membres du conseil; quelques arrestations ramènent l'ordre. Cependant les deux officiers font appel de leur jugement; le conseil de révision casse, et le deuxième conseil acquitte à l'unanimité. Le ministre de la guerre, étonné de deux jugemens si différens rendus à l'unanimité, exigea un rapport: les deux officiers furent destitués. M. Maillard demanda que les officiers de son conseil fussent échangés et pris parmi ceux de la garnison; il l'obtint. Depuis ce jour la justice militaire eut son cours régulier. Malgré les dénonciations nombreuses qui furent faites contre lui, il reçut des témoignages d'estime du gouvernement et conserva ses fonctions.

M. Maillard a présidé les conseils de guerre de Bayonne, de La Rochelle et de Nantes.

Depuis son admission à la retraite, cet officier supérieur, dont le gouvernement de Louis-Philippe eût pu et dû utiliser les connaissances et les talens, s'est occupé exclusivement de l'instruction de ses enfans.

RANDJIT-SINGH (1).

La vie de cet homme extraordinaire a été décrite par quelques auteurs anglais, et nous avons pensé que, dans les circonstances présentes, quelques traits de son histoire seraient assez agréables à nos lecteurs. Nous les empruntons à un travail de M. Eugène Dauriac, publié dans le journal *le Capitole*.

RANDJIT était fils de Maha-Sing, qui descendait des Djat zemindars, ou gouverneurs de Soukr-Tchuk. Tcheret-Singh, père de Maha-Sing, de voleur de grand chemin devint *serdar*, ou chef du *soukr-tchuka misal*, l'une des douze associations formant le pouvoir militaire des seykh, et il s'empara d'un territoire ayant un revenu de trois laks ou

trente mille livres sterling. En 1774, à l'âge de quarante-cinq ans, il fut tué, et son fils, Maha-Singh, quoique mineur, lui succéda et sut étendre son gouvernement par son habileté et sa valeur. Le fils unique de Maha-Singh, Randjit, naquit en 1780, et, à l'âge de cinq ans, son père le fiança à une petite-fille de Jy-Singh, seigneur de Ghanneya misal. Cette alliance et son adroite politique lui avaient donné la prééminence sur tous les chefs seykh, quand, en 1792, il laissa ses possessions et son *serdarah* (gouvernement) à Randjit, alors dans sa douzième année.

On prit peu de soin de l'éducation du jeune *serdar* (seigneur), auquel on n'apprit pas même à lire et à écrire. Il était libre dans l'assouvissement de ses passions ou de ses désirs, et sa principale occupation était la chasse. Etant encore enfant, il fut attaqué de la petite-vérole, qui le défigura entièrement et lui emporta l'œil gauche.

A dix-sept ans, il se chargea seul du soin des affaires, en renvoyant son conseil, et l'un de ses premiers actes fut de sanctionner ou de tolérer l'empoisonnement de sa propre mère.

L'invasion de Zeman, chah du Caboul, jeta, en 1799, le Pendjab dans un désordre qui mit le jeune, actif et peu scrupuleux Randjit à même d'augmenter ses provinces. Il obtint du chah Zeman, assisté par lui dans sa retraite, l'autorisation d'occuper Lahore, qu'il enleva aux trois *serdars* seykh qui en étaient maîtres, et qu'il garda, défiant tous les efforts pour la reprendre. Bientôt il soumit peu à peu les chefs mahométans jusqu'en 1804. A cette époque les dissensions des quatre fils de Timour-chah ayant porté le trouble dans l'Afghanistan, il en profita pour traverser le Ravy, et pour s'emparer des dépendances de cet empire à l'est de l'Indus.

Cependant ses usurpations continuelles alarmèrent tellement les chefs seykh placés entre les rivières Setledje et Djennah, qu'ils

(1) Singh veut dire lion. Tous ceux qui exercent un commandement portent ce nom; il est en usage chez les Radjepouies, et presque général parmi les Seykh qui suivent la profession des armes.

se décidèrent à envoyer une commission à Delhi, chargée d'implorer la protection du gouvernement anglais.

M. Metcalle se rendit à Lahore, et, appuyé par un corps de troupes, sous les ordres du colonel Ochterlony, il traversa le Djemnah en janvier 1809, et força Randjit, malgré sa répugnance, après un simulacre de résistance, à abandonner ses prétentions de supériorité féodale sur les chefs seykhs entre les deux rivières. Un traité fut conclu, par lequel le gouvernement anglais renonçait à tout rapport avec les territoires du Maharadja au nord du Setledje. Ce fut là la seule occasion où des hostilités eurent lieu entre les deux puissances, car Randjit s'aperçut bientôt de l'imprudencé qu'il y aurait de combattre les troupes réglées de l'Inde britannique.

Aussi son grand désir était-il d'améliorer l'état de son armée, qu'il organisa en bataillons réguliers, d'après le mode européen, et qui furent disciplinés par des déserteurs anglais. En 1822, deux Français, MM. Allard (*voir sa notice*, t. 1^{er}, 2^e part., p. 102) et Ventura, qui, après les désastres de l'empire, avaient quitté l'armée française, vinrent offrir leurs services à Randjit. Ils avaient été en Perse, et s'étaient rendus à Lahore par Candahar et Caboul. Bientôt ils gagnèrent la confiance du maharadja; ils instruisirent les troupes, et, aidés de M. Court, qui était venu se joindre à eux, ils portèrent l'armée seikh au bon état où elle est maintenant.

Cependant les troubles du Caboul offrirent à Randjit de nombreuses occasions d'augmenter ses états, et il s'empara successivement de Cachemire, de Moultan et de Psychaver. Presque tous les douze misals (états) seykhs furent réunis à celui de Randjit, qui prit alors le titre de roi de Pendjab.

Sa capitale devint l'asile de deux rois de Caboul; mais il viola l'hospitalité auprès de l'un d'eux, Shoudja-el-Mulk, chah actuel, en le dépouillant de ses bijoux, et particulière-

ment du célèbre diamant *Kouinour*, montagné de clarté.

Pendant ces dernières années, Randjit avait judicieusement borné son ambition à affermir et à consolider son royaume, en disciplinant ses troupes et en augmentant ses richesses, qui étaient immenses. Son empire s'étendait du Setledje à l'Indus, et de Cachemire au nord, jusqu'au Moultan, au sud, comprenant tous les pays arrosés par les cinq rivières tributaires ou branches de l'Indus. Son armée, qui, lors de son élévation au Serderah n'était qu'une petite bande de cavaliers voleurs, et une faible infanterie mal disciplinée, se compose maintenant de plus de soixante-dix mille hommes, dont trente-six mille d'infanterie; les régimens réguliers sont habillés à l'européenne. Ses revenus montaient à environ trois millions de livres sterling.

Randjit-Singh a laissé un fils, Karack-Singh, né en 1802, que l'on dit tout-à-fait incapable de gouverner, sans la moindre éducation, et presque idiot. Chere-Singh, son fils adoptif, né en 1806, est un homme d'un caractère tout différent; il a de l'esprit, de l'énergie, quelques connaissances, et en outre il est le favori de l'armée; néanmoins il a des mœurs dissolues. Koutchal-Singh, autre fils adoptif du roi, est un homme de basse naissance, converti de la religion des Indous à la secte des seykhs; avant sa conversion il était cuisinier parmi les simples soldats. Randjit était toujours entouré de mignons comme celui-là, d'une origine vile, sans talent ni éducation, qui donnaient beaucoup d'ombrage aux serdars de la nation seikh.

Le Maharadja était de petite taille et d'une maigreur que l'on pouvait attribuer à une grande habitude de boire et à ses autres goûts grossiers. Une personne qui le vit à sa dernière entrevue avec lord Auckland, dit qu'il avait un aspect repoussant. Son œil droit (le seul qu'il avait) était saillant, calme et plein de finesse; son nez n'était pas pointu

comme chez les Seikhs, mais légèrement retroussé; sa bouche était bien formée et expressive.

Sir A. Burnes, qui fut admis à une grande intimité avec le chef seikh, fait de son caractère personnel un éloge remarquable; il assure que, bien qu'il eût beaucoup des vices des despotes de l'Orient, et qu'il fût privé des avantages de l'éducation, son esprit avait neutralisé ces défauts. « Jamais, dit-il, je n'ai quitté la présence d'un naturel de l'Asie avec des impressions semblables à celles que j'éprouvais en m'éloignant de cet homme. Sans éducation, sans guide, il dirige toutes les affaires de son royaume avec une énergie et une vigueur surprenantes; et cependant il maintient son pouvoir avec une modération tout à fait sans exemple dans un prince oriental. »

Dans la conversation, il était curieux, vif, subtil et plein de sagacité; mais il était aussi rusé, soupçonneux et menteur.

Quand il sentit la mort approcher, il eut recours à l'aide de certaines classes de dévots; il leur prodigua les trésors accumulés par son avarice, dans l'espoir de prolonger une vie qui ne pouvait avoir que peu de charmes pour un homme épuisé comme lui. La précieuse montagne de clarté elle-même, qui a la valeur d'un royaume, fut sur le point d'être troquée pour l'agréable, mais vaine illusion qu'elle pourrait peut-être acheter quelques misérables momens de l'existence de ce monde. Il en fut heureusement empêché, et on assure qu'il l'a léguée au temple de Jagernaut.

Randjit-Singh est mort depuis peu (le 24 juin dernier). Aussitôt que le gouvernement anglais dans l'Inde en apprit la nouvelle le 4 juillet, il fut ordonné de tirer, en l'honneur de la mémoire de cet allié de l'Angleterre, des forts de Delhy, Agrah, Allah-Abad et autres, soixante coups de canon, nombre correspondant à celui de ses années. Quatre *rany*s, ou princesses, et sept esclaves concubines, montèrent sur son bûcher.

CHAUMONNOT (CHARLES-ALBERT).

En retraçant la notice du docteur Ségalas (T. II, 2^e partie, page 589) nous avons émis notre opinion sur les *spécialités*, que nous avons divisées en deux classes ou catégories bien distinctes. Nous ne répéterons pas ici tout ce que nous avons dit à ce sujet; nos lecteurs apprécieront comme nous que M. Chaumonnot mérite d'être mis au rang des médecins érudits qui ont le généreux courage de se consacrer à une spécialité peu en faveur dans l'opinion publique, et qui savent en même temps se créer une position honorable auprès des hommes impartiaux par la variété de leur savoir et le zèle de leur dévouement.

M. CHAUMONNOT (*Charles-Albert*) est né à Tonnerre (Yonne) le 21 février 1796. Après avoir fait ses études avec quelque succès au lycée Impérial de Rouen, il se livra par goût aux travaux anatomiques et suivit les leçons de clinique médico-chirurgicale de MM. Laumonier et Flaubert, chirurgiens de l'Hôtel-Dieu de cette ville. Plus tard, il vint compléter son éducation scientifique dans les hôpitaux de Paris, et fut reçu docteur le 18 août 1818.

Vingt ans plus tard, M. Chaumonnot avait acquis, sous le nom de *Charles-Albert*, une célébrité qui porta ombrage à grand nombre de ses confrères et surtout aux pharmaciens de Paris. Ceux-ci, au nombre de 79, se coalisèrent contre lui; les tribunaux furent appelés à prononcer, M. Chaumonnot se présenta avec confiance, et, grâce aux plus honorables antécédens, sortit victorieux de la lutte.

Il dut dans cette circonstance publier un mémoire et se faire connaître; il remplit cette tâche avec convenance. Il sut rester dans les bornes prescrites par une louable modestie, et cependant dire sans jactance ses travaux et les services qu'il avait rendus.

« J'aborderai franchement les faits, dit-il.

« En 1818, je fus reçu docteur en mé-

decine. Les notes que j'ai eues à tous mes examens sont les meilleures qu'on puisse avoir, comme j'en ai les preuves en main.

« En 1820, j'ai obtenu une médaille d'or dans un concours public à l'Ecole de pharmacie.

« La même année, je fus nommé, également au concours, pharmacien interne des hôpitaux de Paris.

« En 1828, je fus reçu maître en pharmacie. A mon premier examen, je fus reçu à la grande majorité, et à tous les autres, à l'unanimité.

« En 1831, je fus nommé par le préfet de la Seine, et sur la demande des administrateurs, chirurgien du bureau de bienfaisance du quatrième arrondissement.

« En 1835, je fus nommé à la place de médecin du bureau de bienfaisance du même arrondissement.

« La même année, une médaille me fut décernée en récompense de mon dévouement pendant l'épidémie du choléra.

« Pendant nombre d'années, j'ai fait publiquement et gratuitement des cours de botanique, de chimie et de thérapeutique médicales. »

Puis, abordant aussi franchement la question de sa position presque exceptionnelle, M. Chaumotnot ajouta :

« Enfin, je me livrais depuis long-temps à des recherches sur le traitement des maladies secrètes, maladies si communes et si affligeantes. Ces recherches me conduisirent à la découverte de remèdes plus efficaces que ceux employés jusqu'à ce jour. Devais-je en restreindre les avantages dans le cercle, toujours étroit, d'une clientèle particulière ? J'ai pensé que je devais leur donner de la publicité et une grande publicité. Cependant je ne mis dans ces annonces que mes prénoms pour la raison que voici : je ne m'occupais pas alors exclusivement du traitement de ces maladies, et j'avais une nombreuse clientèle. On doit bien comprendre que si j'avais employé mon

nom de famille pour les annonces de maladies secrètes, j'aurais pu contrarier et même compromettre les personnes auxquelles je faisais des visites pour toute autre maladie. Cet incident, qu'on s'est plu à dénaturer, n'a été qu'une louable délicatesse, que tout le monde est à même d'apprécier. Lorsque j'ai cédé ma clientèle à un médecin pour m'adonner entièrement à cette spécialité, j'étais trop connu sous le nom de Ch. Albert, pour ne pas conserver ce nom sur mes annonces ; j'étais loin de penser qu'on pût un jour me reprocher une chose aussi naturelle et aussi simple.

« Avant moi, les annonces pour le traitement des maladies secrètes étaient presque exclusivement employées par les pharmaciens qui n'avaient point fait preuve de capacité médicale, par des officiers de santé souvent pourvus de médiocres connaissances, par des herboristes ; enfin par une foule d'individus sans titre médical. J'ai dû employer les mêmes moyens qu'eux, pour que les malades eussent recours à ma méthode, et j'ai la présomption de croire que les malades y ont gagné. J'ai dû, dans mes annonces, mettre mes titres, pour ne point être confondu avec eux, pour que le public sût que ma méthode de traitement n'était pas l'œuvre d'un homme sans connaissance, sans capacité, sans titre, en un mot d'un charlatan. J'ai nommé les remèdes qui font la base du traitement, afin que les malades connussent ce qu'ils employaient. Je les ai nommés, non par une dénomination qui en fit des préparations secrètes ou mystérieuses, mais par le nom de leurs élémens, leur nom propre, leur vrai nom, leur nom scientifique et pharmaceutique, nom qui indique ce qu'ils sont.

« Quant à mes procédés de *macération continue*, à l'aide des appareils que j'ai inventés, il n'est pas possible de leur contester une très grande supériorité sur ceux connus jusqu'à ce jour ; et s'ils ne sont pas adoptés dans les manufactures de produits

chimiques et dans les pharmacies des hôpitaux, c'est par des motifs que je ne veux pas qualifier. Je me fais un devoir de les décrire et d'en expliquer le mécanisme à toutes les personnes de l'art qui me demandent à être admises à les visiter. Ces appareils seraient d'un grand avantage pour la préparation en grand de tous les médicamens analogues à ceux que j'emploie dans ma spécialité. »

Le procès intenté à M. Chaumonnot par les soixante-dix-neuf pharmaciens de Paris tourna à leur honte; car il fut prouvé qu'un grand nombre d'entre eux (1) se trouvaient dans des positions identiques à celle de M. Chaumonnot.

Convaincu par des masses de faits de la supériorité incontestable de sa méthode curative, M. Chaumonnot a donc eu recours à la publicité de l'annonce et de l'affiche; il a cru pouvoir suivre le système adopté par ses confrères eux-mêmes pour la vente de leurs livres; il a pensé que la pharmacie et la médecine ne devaient pas faire exception dans cet usage admis aujourd'hui de faire de la publicité argent comptant.

M. Chaumonnot a-t-il eu raison ou tort? Nous n'avons point à nous prononcer à cet égard. Mais nous ne craignons pas de donner nos éloges à la lettre suivante, qu'il a adressée aux divers préfets des départemens et aux médecins des hôpitaux.

MONSIEUR LE PRÉFET,

« Dès mon entrée dans la carrière médicale, je fus frappé du grand nombre de victimes que faisait la maladie vénérienne, et de l'insuffisance des moyens que l'on avait à lui opposer; je vis avec peine qu'une affection qui se communique avec tant de facilité, qui porte la désolation dans les familles, et qui a de si funestes résultats pour les générations, était presque entièrement abandonnée aux empiriques, peut-être à cause de l'espèce de réprobation attachée à ceux qui en étaient atteints. Alors je résolus de consacrer mon existence à l'étude de ce terrible fléau.

Vingt années de travaux et de recherches m'ont conduit aux découvertes les plus importantes pour combattre, avec un succès constant, ce Protée qui se reproduit sous mille formes diverses, tant qu'il n'a pas été extirpé jusqu'à ses plus profondes racines. Des expériences nombreuses viennent d'être faites sur des malades chez qui avaient échoué les remèdes les plus renommés; elles ont constamment démontré les avantages de cette méthode.

« Désirant que les exemples de ces cures regardées jusqu'à présent comme impossibles soient disséminés, afin que les médecins de tous les points de la France puissent en être témoins, et adopter cette nouvelle méthode avec connaissance de cause,

j'ai l'honneur de vous informer que j'offre de faire délivrer gratuitement les médicamens nécessaires à la parfaite guérison de six malades, pris dans chaque département parmi les sujets qui auront été jugés incurables.

« En conséquence, je vous prie, monsieur le préfet, de vouloir bien employer tous les moyens qui vous paraîtront convenables pour donner connaissance de la présente à messieurs les maires de votre département et à tous vos administrés.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Paris, le 5 avril 1835.

Cette lettre prouve en faveur du désintéressement de son auteur, et de sa conviction de la supériorité de sa méthode; toutefois elle n'eut pas tout le succès que M. Chaumonnot était en droit d'en attendre. Quelques préfets seulement répondant à l'appel de ce médecin, il se décida à annoncer par les journaux qu'il traiterait *gratuitement* les incurables vénériens, et que, de plus, s'ils étaient indigens, il paierait leur frais de voyage. M. Chaumonnot a été fidèle à cet engagement; et, grâce à sa générosité et à son vif désir de propager sa méthode, de nombreux incurables ont été rendus à la santé.

M. Chaumonnot a été en butte aux calomnies d'un grand nombre de ses confrères, mais nul n'a attaqué sa capacité, et tous rendent justice à ses qualités comme homme privé. L'on nous reprochera cependant peut-être de lui avoir consacré un article impartial et par conséquent élogieux; nous n'avons qu'un seul mot à répondre, tel était le devoir que nous imposait notre épigraphe: *Justice, vérité, impartialité.*

DEPPING (GEORGES-BERNARD).

M. Georges-Bernard DEPPING est né le 11 mai 1784 à Munster, en Westphalie. Un prince-évêque (c'était Maximilien-François, frère de la reine de France Marie-Antoinette) gouvernait alors ce pays, ou plutôt le laissait gouverner, car pour lui il se contentait de manger les revenus de son évêché et de l'archevêché de Cologne, qu'il réunissait malgré les canons de l'Eglise, de les manger, disons-nous, à Vienne en Autriche, capitale qui lui offrait bien plus d'agrémens que la petite ville de Munster. Le père de M. Depping était attaché en qualité d'em-

(1) MM. Planche, Boullay, Boudet, Derosne, Robiquet, Pelletier, etc.

ployé à la chancellerie du conseil intime du prince; de plus, il était secrétaire du collège de médecine. Il destinait son fils à des emplois semblables. Pour s'y mieux préparer, M. Depping, après avoir achevé ses études au gymnase de Munster, étudia la jurisprudence à la faculté de droit que possédait sa ville natale.

La révolution française, qui avait produit tant de changemens dans le monde politique, fit sentir ses effets jusque dans la petite ville de Munster; les émigrés avaient trouvé un asile sûr et tranquille dans les états gouvernés par le frère de Marie-Antoinette. Le maréchal de Broglie, le cardinal de La Rochefoucauld, le marquis de Clermont-Tonnerre, l'abbé de Pradt et une foule d'autres personnages éminens fixèrent leur séjour à Munster. M. Depping put ainsi connaître de très bonne heure la langue, les mœurs, les usages de la France, sans quitter sa ville natale.

Le prince-évêque étant mort à Vienne en 1801, les habitans de Munster apprirent un jour par la *Gazette* que le congrès de Lunéville venait de disposer de leur pays en faveur du roi de Prusse, pour l'indemniser des pertes qu'il prétendait avoir faites sur la rive gauche du Rhin; et afin de ne plus laisser de doute, Blücher, à la tête de ses troupes, vint, en 1805, occuper le pays de Munster au nom de son maître. Une nuée d'employés le suivit pour occuper les places dans l'administration prussienne.

Ayant perdu l'espoir d'obtenir un emploi dans sa patrie, M. Depping tourna les yeux vers la France, dont il avait tant de fois entendu vanter les agrémens par les émigrés qui venaient causer avec son père. L'un d'eux, nommé Lafargue, qui allait rentrer dans son pays natal, et qui espérait y réaliser une fortune assez considérable, s'offrit à emmener le jeune Depping en qualité de secrétaire. Celui-ci accepta avec empressement. Ils partirent en 1805, visiteront la Hollande et la Belgique, et vinrent s'établir

enfin à Paris. Lafargue était homme d'esprit; il faisait des comédies et des vers, et écrivait avec facilité; il ne fut pas inutile pour compléter l'éducation littéraire de son secrétaire, dont les fonctions se réduisirent à peu de chose. N'ayant pu recouvrer son ancienne fortune, Lafargue résolut de retourner en Allemagne, et d'achever sa vie dans le sein de la famille de sa femme, originaire de ce pays. M. Depping préféra rester en France et en faire sa seconde patrie; mais il fallait y trouver des moyens de vivre.

M. Depping se trouva heureux d'abord de pouvoir entrer dans une maison d'éducation pour enseigner les langues anciennes. Cependant, après une expérience de quelques années, il se convainquit que ce n'était pas là un état digne d'envie; il essaya d'une seconde, d'une troisième institution, ce fut toujours la même expérience. Il quitta alors ces maisons, qui, pourtant, ne lui avaient pas été inutiles, car tout en enseignant il y avait appris à son tour plusieurs langues étrangères.

Le dernier instituteur qu'il avait secondé ayant été obligé de se cacher pour se soustraire à ses créanciers, il fallut bien que M. Depping cherchât d'autres ressources.

Le rédacteur peu lettré d'un journal des arts désirait trouver quelqu'un qui pût l'aider. M. Depping s'offrit. Au bout de quelques mois ce rédacteur fut mis à Sainte-Pélagie pour dettes, et le sous-rédacteur avait perdu ainsi son temps et sa peine.

Obligé de se retourner d'un autre côté, M. Depping entra décidément dans la carrière d'auteur. Il débuta par un ouvrage pour la jeunesse, intitulé *les Soirées d'hiver*, dont le commencement parut en 1807 et 1808, et qui fut continué dans les années suivantes. Outre deux réimpressions faites à Londres et à Bruxelles, cet ouvrage a eu trois éditions en France. C'est un aperçu du génie industriel des peuples, depuis les sauvages jusqu'aux nations les plus civilisées.

La liaison que M. Depping contracta avec Malte-Brun eut une influence décisive sur le genre de ses occupations ; car dès-lors il se voua principalement à l'histoire et à la géographie. Il coopéra aux *Annales des voyages* que publia Malte-Brun pendant plusieurs années. Occupé tout entier de la politique du *Journal de l'Empire* et du *Précis de géographie*, qu'il devait publier, Malte-Brun laissait à M. Depping une foule de travaux littéraires que les libraires et les éditeurs venaient lui offrir. Ils publièrent ensemble une nouvelle édition de *l'Histoire de la Russie*, par P.-Ch. Lévesque, membre de l'Institut, édition dans laquelle M. Depping a fourni la vie de Paul I^{er} et beaucoup de notes. Il était convenu entre eux que lorsque Malte-Brun aurait achevé son grand *Précis de géographie*, M. Depping en ferait l'abrégé à l'usage des établissemens d'instruction publique ; mais Malte-Brun étant mort sans avoir achevé son *Précis*, ce projet n'a pas eu de suite.

De son côté M. Depping commença une *Histoire de l'Espagne*, au moment où Napoléon envahit cette contrée. Quand les deux premiers volumes furent imprimés, la censure impériale, qui venait d'être établie, exigea la communication de l'ouvrage. Après l'avoir lu, en qualité de censeur, M. Charles Lacretelle déclara qu'il ne pouvait donner son approbation à la partie qui traitait de la domination romaine, attendu que c'était une allusion continuelle à ce qui se passait en Espagne. M. Depping eut beau lui répondre qu'il ne pouvait changer les faits, M. Lacretelle persista dans son refus d'approuver l'ouvrage, si l'on n'y faisait de grands changemens ; il conseilla à l'auteur de consulter son ami Malte-Brun.

Celui-ci, habitué, dans le *Journal de l'Empire*, à se plier aux caprices despotiques de la censure impériale, et à éviter adroitement ce qui pouvait choquer le maître, trouva, après y avoir bien réfléchi, que le meilleur moyen de satisfaire aux exigen-

ces du censeur serait de mettre dans tout son jour l'égoïsme commercial des Carthaginois, et d'insister peu sur la résistance héroïque des Espagnols. L'ouvrage fut réformé dans ce sens, et contenta Lacretelle suffisamment pour qu'il donnât son approbation ; mais il avait fallu réimprimer une partie du livre ; l'auteur et l'éditeur découragés ne continuèrent point une entreprise dans la suite de laquelle la censure impériale aurait pu leur susciter de nouveaux obstacles.

Vers ce temps le baron de Cotta, à Stuttgart, fondateur de quelques ouvrages périodiques, qui ont eu une grande réputation en Allemagne, engagea M. Depping à fournir pour le journal intitulé *Morgenblatt*, ou feuille du matin, une correspondance littéraire sur Paris. Cette correspondance commencée en 1811, et gênée beaucoup aussi par la censure dans les premières années, a été continuée sans interruption, et se continue encore.

Après la Restauration, M. Villenave ayant commencé une feuille quotidienne sous le titre d'*Annales politiques et littéraires*, que des personnes marquantes promirent de soutenir, M. Depping se chargea de la politique étrangère dans ce journal, où il fournit aussi beaucoup d'articles littéraires. En 1819, cette feuille ayant été réunie au *Courrier Français*, M. Depping se chargea des mêmes occupations dans le *Censeur Européen*, qui avait été publié auparavant par cahiers mensuels, et dont MM. Comte et Dunoyer firent alors un journal. Malheureusement cette feuille indépendante n'eut point une longue durée. Après l'assassinat du duc de Berri, les chambres établirent la censure. Pour ne pas s'y soumettre, MM. Comte et Dunoyer renoncèrent à leur journal, qui cessa de paraître.

Les travaux de journaliste n'avaient pas empêché M. Depping de se livrer à un grand nombre d'occupations littéraires. Pendant qu'il coopérait avec M. Villenave aux *An-*

nales politiques et littéraires, il s'était associé avec le même littérateur pour la publication d'une *Collection des meilleurs prosateurs français*; les éditions que M. Depping donna des œuvres de J.-J. Rousseau, de Montesquieu, de La Bruyère, de La Rochefoucauld, de Fontenelle, de Diderot, différaient avec la plupart des anciennes éditions, tant par l'ordre que l'éditeur y a établi, que par les pièces qu'il y a ajoutées, et qui étaient fournies en partie par la volumineuse collection d'autographes que possède M. Villenave.

Depuis l'origine de la *Biographie universelle* M. Depping avait pris part à cette collection de notices biographiques, et il a continué jusqu'à ce jour d'y fournir des articles. Quand M. Jullien eut fondé la *Revue encyclopédique*, M. Depping y coopéra également d'une manière active. Il en fut de même du *Bulletin des sciences*, que le baron de Férussac établit à grand frais, et qui fut continué pendant huit ans.

En 1817, M. Depping avait fait paraître à Leipzig un *Recueil des anciennes romances espagnoles*, avec une introduction et des notes en allemand. Il donna aussi successivement plusieurs éditions d'un ouvrage qu'il avait fait paraître pour la première fois en 1811 : c'étaient les *Merveilles et Beautés de la nature en France*. La huitième édition de cet ouvrage a paru en 1836, et l'Université l'a admis, ainsi que les *Soirées d'hiver*, au nombre des ouvrages qui peuvent être donnés en prix dans les collèges.

Plusieurs libraires ayant demandé à l'auteur d'autres ouvrages du même genre, il se livra à cette littérature facile.

Quelques-uns de ces ouvrages ont pourtant été bien accueillis : la *Description de la Suisse* eut une seconde édition en 1824; un petit ouvrage sur les *Mœurs et Coutumes des nations*, écrit pour l'*Encyclopédie portative* de M. Bailly de Merlieux, eut le singulier honneur d'être traduit en arabe par un des jeunes Egyptiens envoyés par le pacha à Paris.

L'ouvrage fut imprimé au Caire en 1855, sous le nom pompeux de *Divan des colliers de la gloire*. Il a fallu un commentaire à peu près aussi long que l'ouvrage pour faire comprendre aux Orientaux les termes européens qui ne leur sont pas familiers.

M. Depping refit aussi la *Géographie de la France*, par Mentelle (Paris 1821), et donna une traduction des voyages de Belzoni en Egypte et en Nubie, dont la relation avait paru en Angleterre, où Belzoni, Italien de naissance, s'était établi. Après la mort de ce célèbre voyageur, qui périt, comme on sait, dans un nouveau voyage de découvertes en Afrique, M. Depping donna, dans l'*Annuaire nécrologique* de Mahul, un récit de la vie aventureuse de Belzoni, qu'il avait connu particulièrement, et sous les yeux de qui il avait fait sa traduction. Plus tard M. Depping contribua à l'*Histoire générale des voyages*, grande entreprise littéraire du baron Walckenaer, qui n'a pas été continuée.

Sous le règne de Napoléon, la patrie de M. Depping avait été réunie à l'empire français et organisée en département de la Lippe; mais à la Restauration la Prusse reprit possession du pays. D'après le traité de paix que la France fit avec les puissances alliées, toutes les personnes qui, étant originaires des pays allemands rendus par la France à la Prusse ou aux autres puissances, voulaient rester Français, devaient faire leur déclaration dans l'espace d'un an. M. Depping n'y manqua point. Cependant ce ne fut qu'en 1827 qu'il reçut de Charles X ses lettres de naturalisation. Peu d'années auparavant il avait été nommé professeur d'allemand à l'Ecole royale d'application de l'état-major; il n'occupa cette place que deux ans.

Depuis assez long-temps M. Depping avait senti la nécessité de se faire un nom dans le monde savant par des ouvrages plus importants que ceux qu'il avait publiés jusqu'alors, et il se voua dès-lors tout entier aux recherches d'érudition. Lorsqu'en 1814

quelques savans zélés pour l'histoire archéologique de la France réorganisèrent l'Académie celtique, qui était tombée un peu en discrédit à cause de l'exagération de quelques-uns de ses membres, et lorsqu'ils en firent une société des Antiquaires de France, M. Depping s'associa à leurs travaux, fut successivement secrétaire, archiviste, président de cette société, et fournit plusieurs dissertations au recueil de ses mémoires. Les sociétés d'Antiquaires du Danemark et de l'Ecosse le nommèrent leur correspondant. Dans un voyage que M. Depping avait fait en Bavière, et où il avait été très bien accueilli par le roi Maximilien, il avait été admis aussi au nombre des associés étrangers de l'Académie royale de Munich.

Pour se rendre digne d'un honneur semblable en France, M. Depping entra en lice pour les concours ouverts chaque année par l'Académie des inscriptions et belles-lettres. En 1822, cette Académie lui décerna le prix pour son Mémoire sur les invasions des Normands en France. L'auteur ne fit paraître ce travail qu'en 1826, après l'avoir revu. *L'Histoire des expéditions maritimes des Normands, et de leur établissement en France*, 2 vol. in-8°, a été traduite en allemand, en danois et en suédois. C'est, ce nous semble, une preuve que les recherches de l'auteur ont intéressé même les pays d'où les Normands sont venus, et où nous devons supposer qu'on est le mieux informé de leurs exploits sur mer. On nous assure que peu satisfait pourtant de ce premier essai, l'auteur l'a refait presque en entier pour une nouvelle édition qu'il prépare depuis long-temps.

Ce premier succès encouragea M. Depping à se mesurer de nouveau avec ses concurrents dans les luttes académiques. Quand il eut remporté le prix, il ne restait que neuf mois du temps du concours ouvert par l'Académie pour un autre sujet : *l'Etat civil, commercial et littéraire des Juifs dans le midi*

de l'Europe au moyen âge. Cependant M. Depping concourut. L'Académie lui décerna une mention très honorable. L'auteur sentit ce qui manquait à son mémoire ; il chercha à le compléter ; et ce n'est qu'en 1854 qu'il a fait imprimer, à l'imprimerie royale, son travail, sous le titre suivant : *Les Juifs dans le moyen âge, Essai historique sur leur état civil, commercial et littéraire*.

Immédiatement après ce concours, M. Depping traita un autre sujet proposé par l'Académie, savoir : *l'Exposé des systèmes des sectes gnostiques*. Il obtint encore au concours précédent la première mention honorable. Enfin, en 1828, l'Académie lui décerna de nouveau le prix pour le sujet mis au concours, et relatif au commerce de l'Europe méridionale avec le Levant après les croisades. L'ouvrage fut imprimé en 1850, à l'imprimerie royale, sous le titre de *l'Histoire du commerce entre le Levant et l'Europe depuis les croisades jusqu'à la fondation des colonies d'Amérique*, 2 vol. in-8°. L'auteur s'y livre à des recherches sur l'origine des consulats dans les Echelles du Levant, sur les routes de commerce, sur les relations commerciales que les grandes villes ou républiques maritimes, telles que Marseille, Gènes, Venise, etc., entretenaient avec les Echelles du Levant, sur les établissemens qu'elles y avaient fondés, sur les productions et marchandises qu'elles y envoyaient, ou qu'elles tiraient de l'Orient, enfin sur les traités de commerce qu'elles avaient conclus avec les musulmans qui étaient en possession des bords de la Méditerranée.

Ces palmes académiques parurent aux amis de l'auteur, parmi lesquels il y avait plusieurs académiciens, des titres suffisans pour sa candidature à l'Institut. M. Depping se présenta en effet à plusieurs reprises, et deux fois, après plusieurs tours de scrutin, il échoua faute de deux voix.

Dans des mémoires biographiques et anec-

dotiques que l'auteur a fait paraître en 1852 à Leipzig, sous le titre de *Souvenirs*, etc., il a cité ces échecs décourageans au nombre des tribulations qu'il a eues à essuyer dans le cours pénible de sa carrière d'homme de lettres : quelques académiciens lui en ont fait un crime. Toutefois l'auteur, qui ne recevait d'ailleurs du gouvernement aucune faveur, et qui ne lui en demandait pas, ne se laissa pas décourager. Il continua à se livrer avec la même ardeur qu'auparavant aux recherches historiques. Il donna plusieurs articles sur la littérature islandaise au *Journal des savans*. Sur les instances d'un libraire de Rouen, qui se vit interrompu par la mort de Licquet, bibliothécaire de la ville, dans la publication de son *Histoire de la Normandie*, M. Depping se chargea de la continuation de cet ouvrage, qui parut en 1855, 2 vol. in-8°. Pour se conformer à l'intention qu'avait eue Licquet, et que celui-ci n'avait pu exécuter, il mit à la tête de l'ouvrage de Licquet un aperçu sur la littérature scandinave, quoiqu'il ne pensât pas que ce fût un morceau convenable dans une histoire de la Normandie.

Lorsque les deux Chambres eurent accordé au ministre de l'instruction publique des fonds pour la publication des documens inédits de l'Histoire de France, M. Depping fut chargé, d'après sa proposition, de publier dans cette collection les *Règlements d'arts et métiers*, qui avaient été rédigés au xiii^e siècle, sous le règne de Louis IX, lorsque Étienne Boileau était prévôt de Paris. Ces réglemens, les plus anciens que l'on possède, avaient été souvent cités et extraits; et, jusqu'aux temps modernes, une partie de leurs dispositions avaient servi de base aux statuts et ordonnances sur les arts et métiers; mais le texte n'en avait jamais été imprimé en entier. M. Depping collationna les manuscrits de la bibliothèque du roi et des archives du royaume, prit pour base le texte le plus ancien, et probable-

ment le plus authentique, ajouta les éclaircissemens nécessaires, et mit à la tête de son travail une dissertation curieuse sur le commerce et l'industrie de la ville de Paris au xiii^e siècle.

Ce volume parut en 1857, et l'année suivante le gouvernement nomma M. Depping membre de la Légion-d'Honneur.

Immédiatement après la révolution de juillet, M. Depping, cédant aux sollicitations de M. Coste, gérant du journal *le Temps*, s'était chargé provisoirement de la politique étrangère dans cette feuille; mais il ne tarda pas à quitter ce travail, et continua seulement de fournir de temps en temps des articles littéraires.

Nous pourrions citer beaucoup de travaux accessoires auxquels il s'est livré comme en passant; mais nous les omettons pour ne pas faire une liste bibliographique; une grande partie en a été indiquée d'ailleurs dans *la France littéraire* de M. Quérard. Nous nous bornerons à signaler une *Dissertation*, faite en commun avec M. Francisque Michel, sur les traditions relatives au forgeron Veland, Paris, 1855, chez Didot, traditions qui, consignées dans *l'Edda*, paraissent s'être propagées de la littérature islandaise dans celles des peuples du midi : la littérature romane y fait souvent allusion. Nous indiquerons encore quelques morceaux que M. Depping a fournis à *la Revue française*, entre autres une notice sur Rask, linguiste danois, et deux notices insérées dans *la Revue du Nord*, l'une sur le poète danois Baggesen, et l'autre sur Tegner, poète et évêque en Suède. Nous avons fait mention plus haut des *Souvenirs* publiés par M. Depping à Leipzig, nous y avons puisé une partie des faits qu'on vient de lire.

RIGNY (ALEXANDRE DE).

La désastreuse campagne de Constantine, et l'ordre du jour flétrissant fulminé par le maréchal Clausel contre le général de Rigny, fixèrent, il y a trois ans, l'attention de l'armée et de la France entière sur cet ancien soldat dont les antécédens n'étaient pas sans gloire et attestaient la bravoure. Dès lors nous nous imposâmes l'obligation de rechercher tous ses précédens quels qu'ils fussent, et de tracer en même temps un récit fidèle de cette malencontreuse expédition, dans laquelle le haut renom militaire de l'un de nos plus illustres capitaines reçut un pénible échec. Nous sommes aujourd'hui en mesure de livrer notre travail à l'appréciation de nos lecteurs, et nous ne craignons pas d'avancer qu'il renferme le résumé le plus complet qui ait été publié jusqu'à ce jour sur cette tentative inconsidérée, dont les résultats furent si funestes à nos jeunes soldats et si déplorables pour l'honneur de nos armes.

M. *Alexandre de Rigny*, fils d'un ancien officier de cavalerie et d'une sœur de l'abbé Louis, est né en 1790. Après avoir fait ses premières études à Bruxelles, il fut envoyé à l'Ecole militaire de Fontainebleau; c'est là qu'une promotion du 16 janvier 1807 vint le doter des épaulettes de sous-lieutenant au 26^e d'infanterie légère. Quelques mois plus tard (10 juin), il fut frappé d'une balle à l'attaque d'une redoute enlevée par son bataillon contre des grenadiers russes. Il fit en 1807, 1808, 1809, les campagnes de Pologne, de Prusse et d'Autriche.

Au combat meurtrier d'Ebersberg, vanté par Napoléon comme un des plus beaux faits d'armes de l'époque, Alexandre de Rigny mérita d'être cité avec éloge par son colonel et par le général Legrand.

A Essling, le 26^e régiment fut placé à l'avant-garde, et pendant deux jours (les 21 et 22 mai 1809) il eut à soutenir les attaques des masses autrichiennes commandées par l'archiduc Charles. Le 21, M. de Rigny reçut une forte contusion à la hanche, mais il ne voulut point quitter le champ de bataille, et le 22, il reçut au bras droit un coup de feu qui le mit hors de combat. Le 31, il fut récompensé de sa valeur par le grade de lieutenant; il venait d'atteindre sa dix-neuvième année.

A peine guéri de sa blessure, il rejoignit son régiment, et se trouva à son poste pour la bataille de Wagram (6 juillet).

Dès les premiers coups de canon, son capitaine tombe mort à ses côtés. Le jeune lieutenant prend aussitôt le commandement de la compagnie, et s'y fait remarquer par son courage et par son sang-froid; mais cinq jours après, il est frappé d'une balle à l'épaule en poursuivant l'arrière-garde autrichienne sous les murs de Znaïm en Moravie.

M. de Rigny était à Vienne pour y recevoir les soins qu'exigait sa dernière blessure, lorsque le général Suchet, qui venait d'être appelé au commandement de l'armée d'Arçon, le réclama et se l'attacha en qualité d'aide-de-camp.

M. de Rigny partit de suite, et vint gagner, au combat de Margaleff et à l'assaut de Lérida, les épaulettes de capitaine.

Il assista aux sièges de Méquinenza, de Tortose, de Tarragone, de Sagonte et de Valence. Il se fit surtout remarquer sous les murs de Tarragone, et mérita d'être cité dans les rapports officiels du général en chef; plus tard, lorsque le maréchal Suchet écrivit pour l'histoire, il eut soin de rappeler le courage de son ancien aide-de-camp. Il le montre, à la prise de la ville basse, se précipitant avec le major de tranchée et avec une poignée de braves sur l'ennemi, qui est passé à la baïonnette avec un carnage affreux. A l'assaut de la

ville-haute, il le fait voir s'élançant à la brèche pour entraîner la troupe. Enfin il le peint au combat de Ségorbe marchant en tête de l'avant-garde, atteignant l'ennemi des premiers, et préparant ainsi la victoire.

A la suite de ces services, le capitaine de Rigny fut nommé chef d'escadron, et plus tard, en 1815, envoyé en mission, en Saxe, près de l'Empereur.

Il fut attaché à l'état-major du prince de Neufchâtel, et reçut une grave blessure à la tête dans la terrible retraite de Leipzig. Par suite, il tomba aux mains de l'ennemi, et demeura prisonnier jusqu'en 1814.

Il fut fait lieutenant-colonel à son retour.

Il ne prit point une part active aux événemens de 1815, et demeura en qualité de major de son régiment à la résidence du dépôt.

En 1825 il eut un commandement dans l'armée d'Espagne (1) et s'y distingua par un trait de courage et d'humanité : au blocus de Pampelune, il s'élança avec quelques braves dans la place de Tudella, où il arracha, avec autant de zèle que de peine, 65 détenus politiques, qui appartenaient au parti constitutionnel, des mains d'une populace fanatisée et furieuse qui voulait les mettre en pièces.

Au moment de la révolution de juillet, M. de Rigny, alors colonel du 2^e régiment de hussards, était en garnison à Épinal, et commandait en outre le département des Vosges. Aux premières nouvelles du soulèvement patriotique provoqué dans la capitale par les ordonnances de Charles X, tous les hommes sincèrement dévoués au parti national vinrent à lui. Le conseil municipal d'Épinal, après s'être déclaré en permanence, lui députa un de ses membres pour l'assurer *que rien ne se ferait sans son concours, et qu'enfin le conseil*

réclamait ses bons avis dans les circonstances graves qui semblaient devoir changer les destinées de la patrie.

Le colonel de Rigny répondit à ces témoignages de confiance en conseillant la formation immédiate de la garde nationale, dont l'action pouvait seule prévenir les excès et donner au conseil les moyens de régulariser l'ardeur patriotique qui distingue ces contrées. Cette proposition fut accueillie avec enthousiasme. Nommer ses chefs, organiser ses compagnies, régler l'ordre du service, tout cela fut l'affaire d'un instant, tandis qu'on ignorait encore les résultats de la terrible lutte engagée dans Paris.

A peine formée, la garde nationale d'Épinal se hâta d'envoyer son nouveau chef, le général Mandeville, vieux soldat de l'empire, pour offrir officiellement au colonel de Rigny ses remerciemens et des assurances de vive sympathie : le conseil municipal fit une démarche semblable.

Deux fois depuis 1850, nos troupes sont entrées en Belgique, et deux fois M. de Rigny a fait partie de l'expédition avec le grade de maréchal de camp, auquel il avait été promu le 25 octobre 1830, non par faveur, mais par droit d'ancienneté. Il fut nommé en outre commandant militaire du département du Nord.

En 1856, il reçut ordre de se rendre à Alger, contrairement au vœu du maréchal Clausel, qui désirait confier au général Subervic le commandement dont M. de Rigny allait être investi. M. de Rigny arriva à Alger le 20 octobre, et de là se embarqua pour Bone avec le commandement de l'avant garde.

Ici commence notre travail d'historiens de l'expédition. Nous croyons n'avoir point fait défaut à la vérité des faits, ayant puisé nos documens aux sources les plus sûres, ayant consulté tour à tour, les amis et les adversaires du maréchal Clausel et de M. de Rigny.

(1) Il avait été breveté colonel en 1813, et avait pris le commandement du 2^e des hussards en 1821.

Dans les derniers jours du mois d'octobre 1856, les troupes destinées à marcher sur Constantine se trouvèrent réunies à Bone, au nombre de *sept mille* hommes de toutes armes. Les pluies survinrent, et ne discontinuèrent pas pendant sept ou huit jours; les soldats, déjà éprouvés par les fatigues de la mer, furent entassés, dès leur arrivée à Bone, dans des casernes malsaines et à peine abritées : une telle situation ne tarda pas à développer le germe des maladies dont les différens corps furent atteints dans une proportion plus ou moins considérable; ainsi le 17^e léger, dont l'effectif s'élevait à 1600 hommes, en laissa plus de 600 à l'hôpital, au moment où, réuni à la brigade d'avant-garde, il dut se porter en avant avec elle.

Les approvisionnemens de toute nature, concentrés à Bone par les soins de l'administration, paraissaient devoir suffire aux besoins du corps expéditionnaire; mais les moyens de transport qu'on avait pu se procurer étaient loin de répondre aux espérances du gouverneur-général. L'administration demandait *quinze cents* bêtes de somme pour faire suivre les vivres nécessaires à l'armée, en admettant qu'elle n'éprouverait aucun retard dans sa marche sur Constantine, et on avait à peine *trois cent cinquante* mulets tant bons que mauvais.

Cette circonstance jointe au danger de l'encombrement des troupes dans une ville où la fièvre exerçait ses ravages, déterminèrent M. le maréchal Clausel à faire partir, le 8 novembre, la brigade d'avant-garde, pour aller prendre position à Ghelma, y attendre le reste du corps expéditionnaire, rassembler tous les moyens de transport que le pays pourrait encore fournir, s'assurer des dispositions des différens tribus voisines de la route, et pousser en avant des reconnaissances pour avoir des nouvelles de l'ennemi.

La brigade d'avant-garde, sous les or-

dres du général de Rigny, était composée du 1^{er} bataillon d'Afrique, d'une compagnie franche, du 5^e régiment de chasseurs d'Afrique, et des troupes indigènes régulières et irrégulières commandées par *Iussuf-Bey*; mais au moment de son départ de Bone, le maréchal crut devoir y joindre le 17^e léger avec deux pièces de montagnes, quatre compagnies du génie, deux pièces de 8 et 150 mulets (1) portant des vivres pour quatre jours; les hommes avaient aussi dans leur sac cinq rations de biscuit et de riz.

Le corps dirigé sur Ghelma se composait de :

1 ^{re} Compagnie franche forte de . . .	140 hom.
1 ^{er} Bataillon d'Afrique.	700
17 ^e Léger	1,000
Deux Compagnies du génie . . .	157
Artillerie	127
3 ^e Chasseurs d'Afrique. (2 escad). .	146 chev.
Bataillon Turc.	300 hom.
4 Pièces de montagne.	
Spahis réguliers . }	 400
Spahis irréguliers. }	

On verra plus tard que le nombre des combattans, sous les ordres du général de Rigny, se trouva réduit, devant Constantine, à 1,500 hommes d'infanterie et 500 chevaux, parce que le maréchal - commandant en chef garda près de lui les troupes du bey, et que les deux compagnies du génie ainsi que les deux pièces de 8 rejoignirent le corps principal dès le départ de l'avant-garde de Ghelma.

L'avant-garde, provisoirement organisée ainsi que nous venons de le dire, partit de Bone le 8 novembre à onze heures du matin, et vint s'établir, après six heures de marche, en avant du camp de Dréan.

Le lendemain 9, elle continua son mouvement dans le plus grand ordre, et s'arrêta vers cinq heures de l'après-midi, au

(1) Ces 150 mulets devaient retourner à Bone, dès l'arrivée de l'avant-garde à Ghelma.

pied de la montagne appelée *Moa-el-Fa*, pour y passer la nuit.

Le 10, la journée, quoique moins longue que la précédente, devint plus pénible, à cause du passage du col de l'*Aïf-Jouge* et de la *Seybouse*. Les sapeurs du génie eurent quelques travaux à faire pour donner à l'artillerie la possibilité de graver les hauteurs. Enfin des rampes furent pratiquées sur les deux rives de la *Seybouse*, afin de faciliter le passage aux voitures, aux équipages et aux troupes de toutes armes.

Aussitôt son arrivée à Ghelma, le général de Rigny avait l'ordre de se tenir sur la défensive. En conséquence, il établit son camp sur un plateau touchant aux ruines de l'ancienne ville romaine (Calama). Cette position protégée, sur tout son front, par un ravin très-escarpé, et à droite par le fort de Ghelma, mettait l'avant-garde à l'abri de toutes les tentatives de l'ennemi. M. de Rigny chargea le capitaine du génie Redouté, de tirer le meilleur parti possible de l'enceinte ruinée de ce fort, d'une construction évidemment postérieure à l'occupation des Romains. Au moyen d'une coupure, on diminua de moitié le développement trop considérable de cette ancienne fortification; on releva les brèches et on creusa des fossés de manière à se ménager un point d'appui, soit pour contenir le pays, soit pour y laisser les malades, dont le nombre s'élevait déjà à plus de 550 depuis le départ de Bone.

M. de Rigny rendait compte, jour par jour, au maréchal Clausel, de toutes ses opérations. Le maréchal approuva les mesures que son lieutenant avait prises pour faire de Ghelma un poste retranché. *C'est une idée aussi judicieuse que militaire*, » lui faisait-il écrire par son chef d'état-major, sous la date du 14 novembre 1856, *de chercher à mettre à l'abri des attaques de l'ennemi, un bataillon ou quelques compagnies; vous avez bien fait de cher-*

cher à tirer parti du mur d'enceinte de l'ancienne Ghelma, et M. le maréchal vous invite à continuer avec activité les travaux que vous avez ordonnés. »

En lui recommandant d'envoyer des reconnaissances pour avoir des nouvelles de l'ennemi, le chef d'état-major disait, dans la même lettre, à M. de Rigny : *Il semble à M. le maréchal que le pays en avant de Ghelma, étant en plaine, ou point accidenté, vous pourrez envoyer vos reconnaissances à une assez grande distance sans qu'elles soient compromises.*

Nous ne savons où le maréchal avait puisé de pareils renseignements : tout le pays, à plus de 9 à 12 lieues en avant de Ghelma, est au contraire couvert de montagnes élevées et d'un accès difficile.

Le 12 novembre, M. de Rigny écrivit au maréchal : *Le nombre des fiévreux augmente au camp de Ghelma d'une manière inquiétante, et la pluie qui tombe avec violence n'en diminuera pas le chiffre (550). Veuillez donc, M. le maréchal, avoir la bonté de donner des ordres à l'administration pour qu'elle avise au moyen de faire transporter mes malades à Bone.* »

« Quant aux malades, répondit le chef d'état-major, M. le maréchal vous recommande de réunir le plus de moyens de transport possible, afin de pouvoir faire suivre tous les fiévreux. Constantine étant à peu près à la même distance que Bone, il vaut mieux emmener nos malades avec nous. Cette dernière ville est très insalubre, tandis que Constantine est fort saine. » (Lettre du 14 novembre 1856).

Cette décision était en quelque sorte in-exécutable, puisque dès le 11 M. de Rigny avait prévenu qu'il était impossible de réunir, plus de 125 mulets, déjà dirigés sur Bone pour le service des vivres; qu'ainsi il n'y avait plus à compter sur des ressources de ce genre, surtout en approchant de la sphère d'action de notre enne-

mi. Il était de plus difficile de comprendre que le commandant en chef voulût embarrasser sa marche d'un si grand nombre de malades dans un pays où chaque homme trouvé isolément était impitoyablement massacré. Quant à la distance de Ghelma à Constantine, comparée à celle de Ghelma à Bone, le maréchal ne se trompait guère que du double.

M. de Rigny se bâta de faire des représentations au sujet de cette mesure, adoptée sans examen, et obtint qu'il n'en serait plus question. Il fut en conséquence décidé que les malades resteraient provisoirement à Ghelma sous la protection d'une garde suffisante et avec un service de santé pourvu de tous les médicamens nécessaires.

Le maréchal, qui avait donné avis de son départ de Bone, arriva le 13 à Ghelma avec le duc de Nemours; il examina la position, approuva tout ce qui avait été fait, et ordonna au corps d'avant-garde de faire toutes ses dispositions pour partir le lendemain.

Le 16, l'avant-garde se mit en marche, se dirigeant par la rive droite de la Seybouse, tandis que la colonne du général Trezel, partie l'avant veille du camp de Dréan, continuait sa marche sur la rive gauche. Vers cinq heures du soir, les deux brigades se réunirent sur le bord de cette rivière; M. de Rigny se porta immédiatement de l'autre côté, avec le 5^e chasseurs et les spahis, laissant son infanterie qui ne put la traverser que le lendemain sur un pont en planches, auquel on travailla toute la nuit.

Le 17, l'avant-garde se mit en mouvement à sept heures du matin, et, après avoir franchi le col de *Ras-el-Agbad*, point culminant des monts Ackary, elle prit position un peu à droite de la route de Constantine. Pendant ce temps, l'artillerie et les bagages eurent à surmonter les plus grandes difficultés pour arriver au sommet

de cette chaîne de montagnes; le génie dut tracer la route et la rendre praticable aux voitures: ce travail fut exécuté avec promptitude et intelligence.

Au-delà de *Ras-el-Agbad*, le pays change d'aspect; le sol, moins abrupt, semble fertile et propre à la culture du blé, mais il est entièrement dépouillé d'arbres et même de broussailles. Nos soldats ne trouvèrent, pour faire la soupe et se chauffer pendant ces nuits froides et humides, que des tiges de chardons secs.

Le 18, les troupes, après quelques heures de marche, prirent position près de *L'Oued-Zenati*, ruisseau ou torrent presque à sec.

Le 19, le mouvement en avant continua, on bivouaqua en avant du marabout de Sidi-Tamtam.

Le 20, on arriva sur les hauteurs d'où l'on aperçoit Constantine à la distance de trois lieues environ. L'avant-garde établit ses bivouacs près d'un ancien monument dont il est difficile d'apprécier l'origine. Des torrens de pluie tombèrent toute la nuit, les soldats étaient couchés dans la boue, et les moyens de faire du feu leur manquaient totalement.

Le 21, le départ eut lieu à sept heures du matin; on communiqua l'ordre du maréchal, qui annonçait aux troupes qu'elles allaient entrer dans Constantine, but de l'expédition. Après deux heures de marche, on arriva sur les bords de l'*Oued-l'Ajéraf*, considérablement grossi par la neige et la pluie, qui tombaient alternativement; le passages s'effectuèrent, quelques hommes furent entraînés par le courant, l'infanterie ayant de l'eau jusqu'à la ceinture. Un faible convoi de vivres resta en arrière sous l'escorte d'un bataillon du 62^e de ligne.

Le 21, le mauvais temps continua; la pluie, le vent, la grêle, obligèrent plusieurs fois nos colonnes à s'arrêter pour tourner le dos à l'orage qui les fouettait au visage. Une petite rivière se présenta

encore (1), mais moins profonde que la première; le passage s'effectua sans aucun accident. L'avant-garde continuait sa marche et arrivait à peine sur les hauteurs de *Sidi-Mabrouk*, lorsque M. le maréchal envoya l'ordre au général de Rigny de se porter rapidement sur la rive gauche du *Rummel* pour s'emparer des hauteurs qui dominent la ville vers le sud.

M. de Rigny fit rebrousser chemin au bataillon d'Afrique qui formait tête de colonne, et se dirigea sur le point qui lui parut d'abord le plus favorable pour opérer ce nouveau passage de rivière sans être trop inquiété par le canon de la place qui commençait à tirer sur nos troupes; mais, le *Rummel* grossissant à vue d'œil, il faillit être entraîné par le courant en le traversant seul pour sonder le gué; il jugea alors que le passage serait moins dangereux au-dessus de l'embouchure de la petite rivière *Bon-Marsoug*. Il fallut donc traverser cet affluent du *Rummel*, puis le *Rummel* lui-même. M. de Rigny fit prendre position à la compagnie franche pour protéger le passage, et nos hommes parvinrent enfin sur l'autre rive du *Rummel*, mouillés jusqu'au-dessus des hanches.

Les Arabes en grand nombre garnissaient les mamelons qui précèdent le plateau de *Coudiath-Aty*, et paraissaient vouloir défendre cette dernière position. M. de Rigny les fit attaquer immédiatement par le bataillon d'Afrique, soutenu par le 17^e léger; il dirigea en même temps deux escadrons de chasseurs, l'un pour tourner l'ennemi par sa droite, l'autre pour l'aborder de front. Ces mouvemens eurent un plein succès, et les Arabes prirent la fuite dans le plus grand désordre, abandonnant toutes les positions, et se précipitant des hauteurs vers la ville, où ils furent vivement poursuivis par l'escadron de chasseurs commandé par M. de Belleau.

Maîtres du cimetière appelé *Coudiath-*

Aty, nos soldats découvrirent la ville en quelque sorte sous leurs pieds et à portée de fusil. La colline sur laquelle ils se trouvaient s'étend vers la partie sud-est de Constantine; sa forme est allongée, étroite au sommet; la pente du côté de la place est très-raide, mais le revers opposé offre une inclinaison plus douce.

M. de Rigny plaça ses troupes de manière à ce qu'elles pussent se soutenir mutuellement, tout en occupant une position assez étendue et qu'il fallait conserver. Le 17^e léger, réduit à moins de 900 hommes, campait à gauche, faisant face à la ville. Le général établit au centre la compagnie franche et le bataillon d'Afrique, dont il détacha une compagnie vers sa droite avec le 5^e de chasseurs. La cavalerie pouvait difficilement agir sur un terrain aussi heurté; toutefois, de la place qui lui avait été assignée, elle pouvait se porter sur tous les points, et principalement sur la route d'Alger, soit pour contenir et refouler la garnison, si elle faisait quelques tentatives de ce côté, soit pour combattre l'ennemi du dehors, s'il venait inquiéter nos troupes.

La section d'artillerie commandée par M. Bertrand se composait de deux pièces de montagnes; elle prit position entre le 17^e léger et le bataillon d'Afrique; enfin, l'ambulance fut placée dans un marabout.

Quant aux spahis et aux autres troupes indigènes qui faisaient partie de l'avant-garde, M. le maréchal les avait gardées près de lui, avec leur chef Jussuf-Bey.

L'ennemi paraissait croire que tous les efforts des Français se porteraient sur la rive gauche du *Rummel* où se trouve la partie la plus accessible de la ville. Le maréchal occupa donc sans résistance le plateau de *Mansoura* sur la rive droite, et fit ses dispositions pour battre la porte d'*Eleantara* qu'il se proposait d'attaquer.

La ville de Constantine, dominée par les hauteurs qui l'environnent, est assise

(1) Qued-el-Beragel.

sur un roc isolé et défendue par un mur d'enceinte flanqué de tours. Ce mur, qui suit le contour du rocher, présente partout une escarpe considérable; il est, de plus, entouré d'un fossé naturel ou ravin creusé à pic dans le roc, large de 50 à 40 mètres et d'une profondeur à peu près égale. La ville se trouve ainsi fortifiée naturellement, excepté dans sa partie sud-ouest et sur une étendue d'environ 500 mètres, le mur d'enceinte la protégeant seul de ce côté. Deux portes principales y donnent entrée : l'une, dans la partie accessible dont nous venons de parler, et à laquelle on arrive par la route d'Alger; l'autre, appelée *Babel-Cantara*, située au nord, et communiquant au chemin de Bone.

Le Rummel suit à peu près les deux tiers du ravin semi-circulaire et s'échappe vers le nord. Du reste, il est peu profond, et guéable partout lorsque les pluies qui tombent en automne ou à la fonte des neiges ne le transforment pas en un torrent difficile et dangereux.

M. de Saint-Hippolyte, capitaine d'état-major, qui avait apporté à M. de Rigny les ordres du maréchal, et qui avait été témoin de l'attaque des positions enlevées à l'ennemi, retournant au quartier-général, M. de Rigny le chargea de rendre compte au maréchal de tout ce qui s'était passé, et de demander avec instance des cartouches, du biscuit et de l'eau-de-vie, la brigade d'avant-garde n'ayant reçu aucune espèce de distribution depuis le 14, et les troupes ayant extrêmement souffert de ce passage continu de rivières dans la même journée. M. de Rigny ajouta qu'un renfort de quelques compagnies d'infanterie lui paraissait nécessaire; mais il ne lui fut fait aucune réponse à ces demandes.

Le lendemain 22, à sept heures du matin, 4,500 Turcs de la garnison de Constantine, après avoir tourné les positions pendant la nuit, vinrent aborder nos lignes

d'avant-garde avec beaucoup de résolution, tandis que les Kabiles, sortant en foule de la ville, cherchaient à gravir la pente de ce côté pour prendre nos soldats entre deux feux. M. de Rigny laissa une ligne de tirailleurs sur la crête de *Coudiath-Aly*, avec le 2^e bataillon du 17^e léger, pour repousser les Arabes; puis, faisant face à l'ennemi qui paraissait le plus entreprenant, le fit charger à la baïonnette par trois compagnies du bataillon d'Afrique et le 4^e bataillon du 17^e léger. Il fit avancer en toute hâte le régiment de chasseurs, dans l'espoir de couper la retraite de l'infanterie turque; mais les difficultés du terrain hérissé de tombes en maçonnerie ralentirent cette charge entamée avec vigueur, malgré l'épuisement des chevaux privés de nourriture. L'ennemi eut le temps de se précipiter dans les ravins, et d'échapper à une destruction totale.

Pendant ce temps, l'artillerie de montagne ne restait pas inactive; elle écrasait par la mitraille les assaillans, qui, dès le début, montrèrent beaucoup de vigueur et d'audace. L'ennemi, mis en fuite dans toutes les directions, laissa plus de 400 morts sur la place, un drapeau et quelques prisonniers.

Dans cette courte mais brillante affaire, les Français eurent, selon les rapports officiels, 41 hommes tués et 49 blessés, au nombre desquels plusieurs officiers; le général eut son cheval atteint et mis hors de service dès le début de la charge du 5^e chasseurs, qu'il dirigea lui-même.

Pendant l'action, le chef de bataillon de Changarnier était venu se mettre à la disposition du général de Rigny avec trois compagnies du 2^e léger : le maréchal croyant qu'un grand bâtiment situé sur la rive gauche du Rummel, qu'on appelait les écuries du Dey, était occupé par l'ennemi, avait envoyé ce chef de bataillon avec quatre compagnies pour s'en emparer dans la nuit du 21 au 22; mais les Arabes n'a-

vaient aucun poste extérieur. M. de Chagnier trouvant le bâtiment abandonné, n'y laissa qu'une compagnie, et vint avec les trois autres offrir ses services au chef de l'avant-garde, dès qu'il entendit la fusillade. Le général lui fit prendre position à son extrême droite, pour observer les mouvemens de la cavalerie arabe. Il ne tarda pas à reconnaître l'utilité de ce renfort, car ces compagnies occupaient à peine le poste qu'il venait de leur assigner, lorsque le bey Achmet se présenta avec 5,000 chevaux pour envelopper notre avant-garde et s'emparer du gué servant de communication avec le corps principal; M. de Rigny se porta aussitôt à sa rencontre avec un bataillon du 17^e léger, les compagnies du 2^e et le 5^e chasseurs; il laissa l'autre bataillon du 17^e avec celui d'Afrique sous les ordres de M. Duvernois, pour garder la position de Coudiath-Aty.

Toutefois, après une démonstration sans importance, et quelques tentatives vigoureusement repoussées au centre comme aux ailes, la cavalerie arabe se retira en jetant de grands cris suivant sa coutume.

En rendant compte au maréchal des attaques presque simultanées de la garnison turque et arabe et de la cavalerie d'Achmet, M. de Rigny renouvela avec les plus vives instances la demande de munitions; mais ce ne fut que dans la soirée du 23, veille de la retraite, qu'il fut expédié 18,000 cartouches d'infanterie, c'est-à-dire 10 ou 12 par hommes, et une augmentation de 2 pièces de montagnes (1).

Informé qu'un faible convoi de vivres, unique ressource de l'armée, était resté en route à cause des mauvais chemins, le maréchal commandant en chef jugea qu'il fallait sans plus tarder se rendre maître de la ville; la porte del Cantara, battue par son artillerie, devait donner accès dans la

place. Le 65^e de ligne fut désigné pour cette attaque. M. de Rigny reçut l'ordre d'attirer de son côté l'attention de l'ennemi en tirant du haut de Coudiath-Aty pendant qu'on tenterait ce coup de main. Il disposa ses troupes en conséquence. Elles restèrent ainsi sur pied pendant une partie de la nuit du 22; mais aucun ordre de l'état-major ne lui étant parvenu, le silence continuait à régner, il dut se convaincre que l'attaque était ajournée. Il apprit en effet le lendemain qu'au moment où le 65^e était prêt à s'élancer vers la porte brisée par nos pièces de huit, une reconnaissance du génie avait constaté l'existence d'une seconde porte restée intacte; on n'avait rien de prêt pour la faire sauter, et le 65^e retourna à son bivouac.

M. de Rigny proposa au maréchal Clausel, dans le cas d'une nouvelle tentative pour la nuit suivante, d'agir sur la rive gauche d'une manière plus sérieuse que par un simple tiraillement de la position qu'il occupait. Le maréchal accueillit cette idée, et répondit qu'il enverrait des ordres avec les moyens nécessaires pour les exécuter.

Dès le matin du 23, les avant-postes de l'extrême droite de l'avant-garde signalèrent la présence de la cavalerie arabe, plus nombreuse que la veille. M. de Rigny fit les mêmes dispositions que le 22, et, confiant la défense de la position de Coudiath-Aty à M. le lieutenant-colonel Duvernois, avec deux bataillons, il s'avança en toute hâte vers la plaine, couverte des cavaliers d'Achmet. Il ne pouvait lui opposer que 200 hommes du 2^e léger, 550 hommes du 17^e léger et 500 chevaux du 3^e chasseurs.

Les manœuvres du bey de Constantine tendaient toujours au même but: menacer les derrières de la position de l'avant-garde française, et s'emparer du passage de la rivière. Le maréchal appuya du feu de deux pièces d'artillerie les manœuvres

(1) Nous insistons sur ces détails parce qu'ils excusent, s'ils ne légitiment pas, l'humeur que M. de Rigny témoigna plus tard.

du général de Rigny ; et , après quatre ou cinq heures de combat , Achmet désespérant d'entamer nos troupes , rallia sa nombreuse cavalerie , et se retira sur les montagnes qui bornaient l'horizon devant nous : nos soldats aperçurent toute la nuit les feux de son camp.

De son côté , le général de Rigny fit reprendre à sa brigade les positions qu'elle occupait avant l'affaire , laissant toujours les trois compagnies du 2^e léger sur les mamelons qui précèdent le cimetière arabe. La situation de notre avant-garde devenait critique ; sans vivres d'aucune espèce depuis le 14 , sans munitions , sur pied nuit et jour , prise en flanc , à revers par la cavalerie arabe , sans cesse attaquée par l'infanterie turque et les Kabiles , elle devait faire face de tous côtés , tandis que M. le maréchal , placé sur l'autre rive du Rummel , avec la plus grande partie de ses forces , restait spectateur , en quelque sorte , impassible de cette lutte continue.

Entre quatre et cinq heures de l'après-midi , un carabinier du 2^e léger , tout mouillé et sans vêtemens , remit au général de Rigny ces quelques mots tracés au crayon :

Le maréchal attaquera ce soir la porte du pont ; il vous invite à attirer l'attention de l'ennemi de votre côté pendant cette opération , dont l'heure n'est pas fixée.

Le gué étant grossi , nous n'avons pas pu passer.

SAINT-HIPPOLYTE.

M. de Rigny désigna aussitôt les quatre compagnies du 2^e léger et quatre compagnies d'élite du 17^e , sous les ordres de M. de Changarnier , pour opérer une puissante diversion sur la rive gauche du Rummel , en attaquant la porte d'Alger , se tenant prêt à seconder le mouvement avec le reste du 17^e léger , dès qu'il en serait besoin. Après avoir reçu les instructions du général , M. de Changarnier employa le

reste de la journée à bien reconnaître le point d'attaque. M. de Rigny avait demandé un détachement de sapeurs du génie , avec des pelles , des pioches et des haches , ainsi que de la poudre pour faire sauter la porte. Il attendait l'effet de ces demandes ; toutes ses mesures étaient prises depuis longtemps , lorsque M. le capitaine Saint-Hippolyte vint lui apporter , à onze heures du soir , les derniers ordres du maréchal ; ces ordres lui prescrivaient de faire attaquer à dix heures , et il en était onze. M. de Rigny fit constater ce retard. De plus , M. le maréchal désignait positivement le bataillon d'Afrique pour l'attaque de la porte ; cette dernière circonstance occasiona du retard.

M. de Rigny fit prendre les armes au bataillon d'Afrique , et M. Duvivier , après l'avoir harangué par compagnie , le conduisit par la gauche de la position , tandis que M. le capitaine du génie Grand , arrivé avec un faible détachement de sapeurs , en même temps que M. Saint-Hippolyte , se dirigea par la droite.

Cependant l'ennemi était sur ses gardes ; il accueillit les assaillans par un feu très-nourri de mousqueterie et d'artillerie ; retranché derrière ses remparts , il était difficile de lui faire éprouver de grandes pertes et de l'obliger à modérer son feu. M. Duvivier profita d'un bâtiment extérieur pour mettre une partie de son bataillon un peu à l'abri pendant que le capitaine Franconin , à la tête de trois pelotons , s'approchait de la porte pour la reconnaître. Les sapeurs du génie , conduits par le capitaine Grand , perdirent beaucoup de monde. Cet officier fut lui-même blessé mortellement d'une balle au col ; le brave commandant Richepanse tomba percé de plusieurs balles ; les pièces de montagne mises en batterie contre la porte , ne purent produire aucun effet. Enfin , après avoir reconnu l'impossibilité de pénétrer dans la place , nos troupes durent se retirer.

Cette attaque , conduite avec vigueur, ne pouvait guère réussir, parce que les moyens qui avaient été mis à la disposition de cette brigade étaient complètement insuffisants.

La retraite du bataillon d'Afrique effectuée, M. de Rigny fit toutes ses dispositions pour recevoir l'ennemi, qu'il devait supposer disposé à combiner une attaque générale contre lui aussitôt que le jour paraîtrait; mais, vers cinq heures du matin, M. de Rancé, aide-de-camp du maréchal, vint apporter à la brigade d'avant-garde l'ordre de repasser immédiatement le Rummel pour rejoindre le reste du corps expéditionnaire.

La tentative faite par le maréchal Clausel contre la porte d'El-Cantara échoua par des causes diversement rapportées : ce qu'on peut affirmer, c'est que le point d'attaque n'était pas heureusement choisi, et que des renseignemens faux ou incomplets ne permirent pas d'en apprécier toutes les difficultés.

M. le maréchal Clausel n'avait fait faire aucune reconnaissance sur la rive gauche, côté vulnérable de la place; il dirigea tous ses efforts vers la partie de Constantine la moins accessible, et, quand on crut pouvoir entrer dans la ville après avoir brisé la porte d'El-Cantara, on s'aperçut trop tard de l'existence d'une seconde porte dont la direction était différente, c'est-à-dire que le passage ou la route qui conduisait d'une porte à l'autre décrivait une courbe; enfin, pour arriver à cette première porte, les assaillans devaient s'engager sur un pont extrêmement étroit et d'une longueur égale à toute la largeur du ravin à pic qui entoure les deux tiers de la ville : ce pont formait donc un défilé très-dangereux par lequel il fallait aborder l'ennemi.

Le maréchal, désespérant de forcer Constantine, et pressé par le manque total de vivres, dut songer à la retraite.

L'armée était partie de Bone sans aucune de ces précautions indispensables qui devaient assurer ses subsistances, non seulement dans le cas d'un échec ou d'obstacles que l'ennemi pouvait opposer à nos troupes, mais encore pour les sept ou huit jours de marche que le corps expéditionnaire avait à faire dans un pays difficile et soumis à la domination du bey de Constantine. Ce chef arabe, sachant d'ailleurs que les Français projetaient depuis long-temps une expédition contre lui, avait parcouru la province pour réchauffer le zèle des partisans, effrayer les tribus indécises, et brûler les Douaires qui s'étaient mis en rapport avec nous. Le maréchal Clausel savait tout cela; mais il n'en était pas moins persuadé que les tribus arabes se presseraient sur notre passage et nous fourniraient des auxiliaires. Cette confiance est attestée par sa correspondance avec le ministre de la guerre, auquel il demandait un officier général de cavalerie *pour commander toute celle qu'il pourrait ainsi réunir à la sienne.*

M. de Rigny reçut, à cinq heures du matin, l'ordre de quitter les positions de Coudiath-Aty; le maréchal pensait que cette retraite pourrait s'effectuer avant le jour. M. de Rigny fit observer à M. de Rancé que cela était impossible, à cause des blessés qu'il fallait faire transporter sur des couvertures de campement et par des hommes de corvée, puisqu'on n'avait aucun autre moyen. Il fit aussitôt venir M. de Bonnefond, chef de l'ambulance de l'avant-garde; et, mettant à sa disposition 50 chevaux du 5^e chasseurs et 200 hommes choisis dans tous les corps, il lui prescrivit de suivre avec son convoi de blessés le 17^e léger, qui ouvrait la marche et devait prendre position de l'autre côté du Rummel. Pour assurer la retraite, il ordonna au bataillon d'Afrique de suivre l'ambulance et au 2^e léger de former *l'extrême arrière-garde.*

La cavalerie arabe, que l'on avait vue la veille prendre des positions qui dominaient le cours du Rummel, pouvait inquiéter le convoi au moment où il traverserait le gué. M. de Rigny dirigea en conséquence le 5^e régiment de chasseurs de manière à lui faire passer le Rummel un peu plus haut que l'ambulance, et à protéger le flanc du convoi des blessés en interposant ainsi sa cavalerie entre eux et les cavaliers d'Achmet.

Tout se passa comme il l'avait ordonné ; seulement, M. le lieutenant-colonel Duvier, commandant le bataillon d'Afrique, ne commença pas son mouvement aussitôt qu'il l'aurait dû ; et, lorsqu'il passa la rivière, le 47^e léger avait quitté, à l'insu de M. de Rigny, la position qu'il lui avait assignée sur l'autre rive. M. le maréchal lui en avait fait donner l'ordre par l'un de ses officiers d'ordonnance, sans en prévenir aucunement le général. Cette retraite intempestive des deux bataillons destinés à couvrir le mouvement rétrograde de l'avant-garde pouvait compromettre son ambulance et le reste de la brigade. Il n'en fut rien heureusement ; mais, comme déjà il faisait grand jour, des Kabiles commencèrent à sortir de la ville, et la cavalerie arabe vint harceler la queue de la colonne ; et, au moment où les tirailleurs du 2^e léger, qui formaient l'extrême arrière-garde, durent s'élancer des hauteurs pour traverser le Rummel, le peloton du 5^e de chasseurs, qui servait d'escorte au général, et les officiers qui se trouvaient près de lui, fournirent une charge qui, sans arriver jusqu'aux Arabes, suffit pour les arrêter court et faciliter le passage de nos tirailleurs ; peu après, la brigade fut réunie sur le plateau de Mansoura, sans avoir perdu un seul homme dans sa retraite.

M. de Rigny se rendit de suite près du maréchal Clausel pour prendre ses ordres

et lui rendre un compte détaillé de tout ce qui s'était passé à l'avant-garde depuis qu'il était séparé de lui. Le maréchal était fort préoccupé. M. de Rigny se borna à lui demander ses instructions pour ce qui lui restait à faire. Les troupes, arrêtées sur un terrain fangeux, attendaient des ordres (1). La brigade du général suivit son rang de bataille près de la tête de la colonne, et les compagnies du 2^e léger, qui s'étaient trouvées momentanément sous ses ordres, retournèrent au corps principal.

C'est au moment où le corps expéditionnaire s'ébranla pour commencer son mouvement de retraite, que la cavalerie arabe fit un houra sur le bataillon de M. de Changarnier, placé à l'extrême gauche. Cet officier supérieur rallia aussitôt ses tirailleurs et fit former le carré ; l'ennemi, parvenu à vingt-cinq pas, paraissait hésiter, un feu de deux rangs bien nourri et exécuté avec précision, le mit dans une déroute complète, des tirailleurs lancés à sa poursuite lui tuèrent plusieurs hommes à la baïonnette.

Le corps expéditionnaire, réduit à 4,000 combattants, marchait sur deux colonnes parallèles, laissant entre elles un assez grand intervalle au milieu duquel se trouvaient les équipages et les voitures ; le 59^e de ligne était le dernier régiment de la colonne de droite, le 65^e de la colonne de gauche, et les cinq compagnies du 2^e léger marchaient derrière l'intervalle de ces deux colonnes (2).

L'armée (si on peut donner ce nom à ce petit corps de 4,000 hommes) (5) présentait donc, dans sa marche rétrograde,

(1) Depuis long-temps le corps principal devait être en mesure de commencer son mouvement. L'on resta toutefois près de deux heures après la réunion des troupes, dans une inaction complète ; on pouvait remarquer, dit-on, plus que de la préoccupation dans l'attitude du maréchal Clausel.

(2) L'ordre dans lequel le corps expéditionnaire marcha pendant toute la retraite fut adopté sur la proposition que M. de Rigny fit au maréchal Clausel.

Ce jour là, 24 novembre, vers midi, le maréchal donna à ce général le commandement de l'arrière-garde, quoique sa brigade fut en tête du convoi et de la colonne.

(3) Le maréchal Clausel, dans son rapport officiel, prétend

un carré long, dont les grands côtés étaient formés par les différens corps d'infanterie. Disposées en colonne par peloton, avec distance entière, des lignes de tirailleurs et de flanqueurs, soutenues par des escadrons de chasseurs, protégeaient toutes les faces du carré, et suffirent toujours pour contenir l'ennemi.

Les Arabes, conduits par Achmet bey, s'attachaient à l'arrière-garde et la suivaient en poussant des cris continuels. Du reste, quoique très nombreux, notre ordre de marche leur en imposait tellement, qu'ils se contentaient de tirer à une assez grande distance.

L'armée continua à marcher dans le même ordre, et une heure avant la chute du jour elle s'arrêta pour camper.

Le lendemain 25, et sur la demande de M. de Rigny, le bataillon d'Afrique, le 17^e léger et le 5^e chasseurs formèrent l'arrière-garde; les arabes se montrèrent en plus grand nombre, et aussi ardents à la poursuite que la veille, et, pour la première fois, Achmet fit jouer deux pièces de campagne dont le feu n'atteignit personne.

En prenant le commandement de l'arrière-garde, M. de Rigny avait prié le maréchal de régler l'allure de la tête de la colonne, de manière à ne pas laisser trop de distance entre la queue du convoi et cette arrière-garde dont la marche et les mouvemens étaient naturellement subordonnés à ceux de l'ennemi et à la nature du terrain que l'on avait à parcourir; le maréchal aurait dû donc ralentir le pas, et même s'arrêter toutes les fois que le commandant de l'arrière-garde le lui ferait demander, mais il n'en fut pas ainsi; ses sollicitations transmises par ses aides-de-camp, restèrent la plupart du temps sans effet, ou si la colonne s'arrêtait, la halte n'avait pas assez de durée pour permettre

à l'arrière-garde de regagner la distance perdue et de prendre un repos dont elle avait besoin, puisque les manœuvres qu'elle était souvent obligée de faire doubleraient pour elle les fatigues de la marche.

Le 25, les troupes s'étaient mises en mouvement dès la pointe du jour; quelques hommes seulement furent blessés par le feu de l'ennemi, toujours contenu par nos tirailleurs; mais le manque total de vivres, les mauvais temps que nos soldats avaient eu à supporter, la dysenterie et la fièvre qui régnaient dans l'armée, en rendaient un grand nombre inhabiles à la marche; plusieurs moururent sous les yeux de leurs camarades, d'autres, dont les pieds étaient horriblement gonflés et comme gelés par le passage continu de rivières, se couchaient vaincus par la douleur et la fatigue, et sourds aux exhortations de leurs chefs, à leurs menaces, ils refusaient de marcher, déclarant qu'ils aimaient mieux livrer leur tête aux Arabes que de faire un pas de plus. Tous les chevaux de main, tous les mulets de bat que l'on put faire saisir à l'arrière-garde furent employés à les transporter; il fallut même démonter une partie de la cavalerie, mais ces moyens, déjà insuffisans, ne tardèrent pas à manquer tout-à-fait, et malgré les efforts des officiers, on ne parvint pas à sauver tous ces malheureux.

Vers deux heures de l'après-midi, l'ennemi ralentit sensiblement sa poursuite, et, à 5 heures, le feu avait entièrement cessé. Depuis 7 heures du matin la troupe n'avait pris aucun repos; la tête de la colonne pressait le pas, et dès la veille on avait pu se convaincre que la moindre accélération dans la marche était marquée par un plus grand nombre de trainards; puis, au moindre temps d'arrêt, les éclopés, les malades, se couchaient et refusaient ensuite de se lever pour continuer à marcher. L'arrière-garde avait à recueillir tous les hommes que le corps prin-

que le corps expéditionnaire ne comptait déjà plus que 3,000 combattans devant Constantinople; ce fait est entièrement inexact, et, si nous devons ajouter foi aux nombreux renseignements que nous avons recueillis.

cipal laissait ainsi derrière lui , alors que l'on n'avait plus de moyen de les faire suivre, et l'on ne savait que trop le sort qui les attendait une fois dépassés par la ligne de nos tirailleurs. Ce douloureux spectacle affligeait depuis long-temps les yeux des officiers, et déjà le jour paraissait sur son déclin sans qu'il fût encore question de s'arrêter. M. de Rigny envoya d'abord son officier d'ordonnance, puis son aide-de-camp auprès du maréchal pour l'informer de l'état des choses et lui demander de mettre un terme à cette journée si longue et si pénible; d'un autre côté, les Arabes, qui depuis plusieurs heures avaient entièrement abandonné l'attaque et la poursuite de l'arrière-garde, se dirigeaient en assez bon ordre par le flanc droit de la colonne vers la tête du convoi; et, quoique à une assez grande distance, on les distinguait parfaitement.

Cependant ne voyant pas revenir l'officier qu'il avait expédié au maréchal, et tout préoccupé de la pensée qu'une marche de nuit occasionerait des pertes plus grandes que toutes celles que nous avions déjà faites, M. de Rigny prit le parti d'aller le trouver lui-même, dans l'espoir de le déterminer à faire bivouaquer l'armée; il dit au colonel Corbin que, tout étant parfaitement tranquille, il allait faire un temps de galop jusqu'à la tête, et lui confia le commandement de l'arrière-garde. En passant le long de la colonne, il trouva les soldats du 39^e de ligne qui, dans l'ordre de marche, protégeaient le flanc droit de la colonne, éparpillés ça et là, occupés à se pourvoir de chardons secs et d'eau; M. de Rigny demanda au colonel pourquoi il marchait si peu en ordre; celui-ci répliqua que M. le maréchal l'avait engagé à se pourvoir de tout ce qui manquerait probablement au prochain bivouac. Le général adressa des avertissemens plus ou moins vifs aux soldats qui s'écartaient de la colonne, et, arrivant à la hauteur du

convoi, il s'approcha du groupe d'officiers, en demandant où était le maréchal; on répondit qu'il était parti en avant pour reconnaître un douair où il voulait camper les troupes. C'est alors que, persuadé que l'on allait encore marcher quoiqu'il fit nuit, M. de Rigny dit avec véhémence : *qu'il fallait s'arrêter sous peine de faire tomber encore plus d'une tête; qu'on marchait dans le plus grand désordre quand l'ennemi menaçait encore notre flanc droit et pouvait nous attaquer.*

Ces paroles à peine dites avec l'accent de la colère, M. Napoléon Bertrand, officier d'ordonnance du maréchal, courut à sa rencontre. De son côté, le général, qui ne voulait pas s'éloigner de son arrière-garde et sortir du parallélogramme, tourna bride et revint paisiblement sur ses pas.

Cependant M. le maréchal Clausel, averti par M. Bertrand, se portait vers l'arrière-garde de toute la rapidité de son cheval, mais en dehors du carré. Il y fit prendre quelques dispositions de prudence, et c'est là que le général de Rigny parvint à l'atteindre. Il renouvela ses observations, auxquelles le maréchal répondit : *Eh bien! nous arrêterons; mais vous permettrez bien que nous allions jusqu'au Douair que j'ai reconnu.*

En arrivant à l'arrière-garde, M. de Rigny s'était fait rendre compte par le colonel du 17^e léger, de ce qui s'était passé pendant son absence de 12 ou 15 minutes. Le maréchal lui avait donné quelques ordres. Le colonel Corbin crut devoir lui faire observer que le nombre des traînards augmentait à chaque pas, que l'obscurité empêchait de leur porter aucun secours, et qu'il serait bien temps d'arrêter. C'est alors que le maréchal lui fit cette réponse : *Dans les circonstances où nous nous trouvons, je n'ai point à m'occuper des traînards; il faut songer aux bons, ceux qui peuvent marcher. Vous suivrez donc les mou-*

vemens de la tête, en répétant les sonneries et les batteries (4).

L'on continua donc à marcher ainsi, et les troupes prirent enfin position à 10 heures du soir.

Le 26, l'armée quitta ses bivouacs à 7 heures du matin; les Arabes la saluèrent de leurs cris, et commencèrent à tirer; mais ils étaient déjà moins nombreux et moins persévérans dans l'attaque; l'on distinguait, au milieu d'eux, beaucoup de femmes et d'enfans qui faisaient sans doute partie du Douair où l'armée avait passé la nuit.

Le 26, avait paru l'ordre, sous date du 25 (2), qui prescrivait au général de Rigny de prendre le commandement de toutes les troupes campées; il se rendit dans la tente du maréchal à 8 heures du soir, ainsi que tous les chefs de corps.

Le général invita le colonel Corréa, du 5^e chasseurs, à venir le prendre un peu avant 8 heures, et ils allèrent ensemble au lieu du rendez-vous; mais déjà les autres chefs de corps en étaient sortis. Le maréchal Clausel, dès que M. de Rigny fut entré avec le colonel du 5^e chasseurs, lui dit en termes violens: qu'il arrivait trop tard, et qu'il pouvait aller près du chef d'état-major prendre connaissance de l'ordre du jour (5). M. de Rigny sortit en effet, et ren-

trant aussitôt l'ordre du jour à la main, il s'écria que cet ordre était un véritable assassinat, et que si le maréchal voulait soutenir une accusation aussi monstrueuse, il lui devait des juges. Enfin, il demanda avec la plus énergique indignation, à comparaître devant un conseil de guerre. Je ne veux, répondit le maréchal, ni conseil de guerre, ni commission d'enquête; mais puisqu'il en est ainsi, l'ordre du jour ne paraîtra pas; toutefois, je vous inflige les arrêts de rigueur, et vous ôte le commandement de votre brigade. Mais dès le lendemain matin 27, et avant le départ du bivouac, le colonel Duverger, chef d'état-major-général, accourut près de M. de Rigny, et lui dit avec une émotion très visible: *Mon général, je suis porteur d'une commission qui me rend bien heureux: le maréchal m'envoie vous prévenir qu'il lève vos arrêts, et vous rend le commandement de l'arrière-garde.*

L'armée se mit aussitôt en mouvement; le 65^e de ligne vint à l'arrière-garde, parce qu'il avait été décidé que les différens corps d'infanterie alterneraient pour ce service. Quant au régiment de chasseurs, il marcha constamment à l'arrière-garde pendant toute la retraite.

Le maréchal voyait défiler les troupes du haut d'une colline dont on était séparé

(1) Voir dans le procès la déposition de M. le colonel Corbin.

(2) « Le général de Rigny aura tous les jours, en arrivant au bivouac, le commandement des troupes campées. Il désignera un commandant pour chaque face du carré, et donnera des ordres pour que des patrouilles volantes aient lieu le soir devant toutes les nuits. »

(3) Nous croyons devoir reproduire toutes les pièces de ce singulier procès. Tout ce demeurant sobres de réflexions, nous ne pouvons nous dispenser de faire remarquer que c'est trente heures après avoir été offensé, si offensé il y eut, et après un ordre du 25 au soir, qui permettait de supposer que M. de Rigny conservait la confiance du chef et de l'armée, que M. Clausel dicta cette pièce qui portait une si grave atteinte à l'honneur de son lieutenant :

ORDRE DU JOUR.

Au bivouac du marabout du Sidi-Tantam.

« 26 novembre 1836.

« Soldats,

« Je vous félicite avec plaisir et empressement du courage, de la patience et de la résignation que vous avez montrés, dans ces derniers jours, à supporter tous les périls et les souffrances les plus cruelles de la guerre.

« Je vous félicite surtout d'avoir méprisé les insinuations perfides, les conseils coupables d'un chef peu propre à vous

commander, parce qu'il ne sait pas souffrir comme vous, comme nous.

« Autrefois, soldats, un peuple glorieux faisait la guerre dans la province de Constantin; et pendant ses changes divers, un chef subalterne chercha à soulever l'armée (1) contre son général. Qu'arriva-t-il. Soldats? elle passa sous les fourches caudines: (1) Le fut d'honneur; c'est ce qu'on vous reproche pour demain. Moi, soldats, je suis certain de vous sortir avec honneur de tous les dangers, de toutes les positions difficiles qui pourraient se présenter.

« En attendant, je rends ce chef au ministre de la guerre, et je vous en donne un autre expérimenté et tout à fait digne de vous commander.

« Soldats, sachez-vous que vous avez la gloire du nom de votre pays, votre belle réputation et un fils de France à défendre.

« Il n'est bien pénible, je suis profondément affligé de devoir ainsi; mais un devoir rigoureux me le prescrit impérieusement.

« Le présent ordre du jour sera lu demain, avant le départ, à la tête de toutes les compagnies. »

(1) Le maréchal commettait dans ses souvenirs historiques une erreur grave: Anas, auquel il fait allusion, n'avait point cherché à soulever l'armée contre son général, qui était son frère; seulement en l'absence de celui-ci, qui l'avait blessé à la tête de l'armée, il avait voulu essayer de se mesurer contre Jugurtha et de cueillir quelques lauriers pour son propre compte: mais il se fit battre, et son armée passa sous le joug.

par un ruisseau assez large, il envoya directement l'ordre à l'escadron placé à l'extrémité de droite de la ligne des tirailleurs, de charger sur les Arabes qui s'avançaient de ce côté. Ne comprenant rien à ce mouvement, qu'il n'avait pas ordonné, le général de Rigny fit faire volte-face au régiment de chasseurs dès qu'il s'en aperçut, et s'élança à la tête pour soutenir cette charge partielle.

Il allait adresser de vifs reproches au capitaine Morier, qu'il supposait l'avoir conduite de son propre mouvement, lorsqu'il apprit que le maréchal lui en avait fait donner l'ordre par M. de Drée, son officier d'ordonnance.

Du reste, cette charge fut tellement rapide, que tout était fini quand le général arriva avec le régiment de chasseurs; nous ne perdîmes pas un seul homme, et les Arabes laissèrent quelques morts sur la place.

Nous avons dû rappeler cette circonstance assez insignifiante, parce qu'elle a donné lieu à certaines allusions du maréchal, dans son acte d'accusation contre M. de Rigny.

Le corps expéditionnaire franchit, sans événements notables, le col de Ros-el-Agbad, et vint camper sur les bords de la Seybouse, non sans laisser encore beaucoup d'hommes en arrière, que l'épuisement, la fatigue et la misère firent tomber entre les mains d'un ennemi implacable.

Chacun de nos bivouacs était d'ailleurs marqué par un certain nombre de morts, que l'ambulance abandonnait au point où elle avait pris position.

Les nuits froides et humides étaient mortelles pour nos malades et nos blessés.

Les troupes étant établies dans leur bivouac, M. de Rigny s'empressa de faire au maréchal la visite prescrite par les règlements militaires, après la levée de ses arrêts. Il profita de la circonstance pour le prier de l'entendre, et repousser les propos que

l'on lui prêtait. Le maréchal l'interrompit et lui dit que pour lui, il avait tout oublié; puis, comme M. de Rigny voulait insister pour amener une explication complète, il lui répéta les mêmes paroles, en exprimant le désir de se reposer. Le général dut se retirer et attendre une autre occasion pour lui parler sérieusement de toute cette affaire.

Le lendemain 28, le passage de la Seybouse s'effectua; le pont qui avait été établi lors de la marche en avant de notre armée, n'existait plus. Les 59^e et 62^e de ligne ainsi que le bataillon d'Afrique, restèrent pour protéger le passage. Les Kabiles tiraient du haut des mamelons situés à droite et à gauche de notre position; ils blessèrent un officier du 62^e et quelques grenadiers du même régiment. M. de Rigny fit passer le 59^e sur l'autre rive, puis le bataillon d'Afrique et le 62^e, presque simultanément et sur différents points. La cavalerie arabe avait en quelque sorte disparu, et cette journée n'offrit aucun accident remarquable.

L'armée s'arrêta pour camper à la hauteur de Ghelma, mais sur la rive gauche de la Seybouse.

Le 29, au moment où le corps expéditionnaire prenait les armes pour continuer son mouvement, on communiqua l'ordre du jour suivant :

« Au camp sur la Seybouse, le 29 septembre 1836.

« SOLDATS !

« C'est avec une émotion profonde et une vive satisfaction que le maréchal gouverneur-général félicite les braves troupes sous ses ordres du courage et de la résignation qu'elles ont montrés dans leur mouvement sur Constantine, en supportant avec une admirable constance les souffrances les plus cruelles de la guerre. Honneur soit rendu à leur caractère !!!

« Un SEUL a montré de la FAIBLESSE ; mais on a eu le bon esprit de faire justice de propos imprudens ou coupables, qui n'auraient jamais dû sortir de sa bouche.

« Soldats ! dans quelque position que nous nous trouvions ensemble, je vous en sortirai avec honneur ; recevez-en l'assurance de votre général en chef.

« Souvenez-vous toujours que vous avez la gloire
« de votre pays, votre réputation et un fils de Fran-
« ce (1) à défendre. Cette noble tâche a été dignement
« remplie.

« Votre conduite pendant cette mémorable expédi-
« tion vous assure la reconnaissance de la France,
« la satisfaction du roi et l'admiration du monde en-
« tier.

« Le maréchal CLAUDEL. »

Cet ordre du jour et celui que le maréchal voulait publier dans le premier élan de sa colère à froid, offrent, ainsi qu'on a pu le remarquer, le contraste le plus singulier. Dans celui du 26, M. de Rigny a eu l'audace de chercher à lui ravir le commandement; dans celui du 29, il a montré de la faiblesse... Explique qui pourra; nous nous bornons, pour notre compte, au rôle de narrateur (2).

À partir de Ghelma, l'arrière-garde fut formée par un seul bataillon; l'armée expéditionnaire n'avait plus d'ennemis à combattre. M. de Rigny alla, avec le régiment de chasseurs, jusqu'au camp de Dréan, et le lendemain on arriva à Bone. Le premier soin du général, en arrivant dans cette ville, fut d'écrire au ministre de la guerre pour protester contre l'ordre du maréchal, et demander qu'une commission d'enquête ou un conseil de guerre fussent chargés d'examiner sa conduite pendant l'expédition. Cette lettre ne parvint point au ministre, et M. de Rigny dut plus tard renouveler sa demande.

Suivons le cours des événemens.

Le général reçut l'ordre de partir pour Alger, où il fut rejoint par le maréchal,

qui, voulant sans doute effacer lui-même le souvenir du passé, invita M. de Rigny à dîner avec plusieurs de ses frères d'armes. Dans sa position, M. de Rigny eut, à notre avis, le tort d'accepter. Deux jours après, il reçut un ordre portant que sa mission à Alger était terminée, et qu'il était autorisé à retourner à son commandement.

Cependant les fâcheuses nouvelles de l'expédition arrivaient à Paris; des correspondances particulières devancèrent la publication de l'ordre du jour, et deux journaux surtout, *le Messager* et *le National*, se firent l'écho des accusations de lâcheté dirigées contre le *général de salons*, M. de Rigny. L'on commenta, l'on amplifia... M. de Rigny s'était enfié en proférant les cris de *sauf qui peut*; il avait entraîné un régiment, etc., etc. L'ordre du jour ne fut publié que précédé, comme le dit M. Philippe Dupin, d'une telle préface.

En présence d'accusations aussi graves, le maréchal Clausel resta muet; ce silence fut remarqué. *Le Garde national (journal de Marseille)* éleva le premier des doutes sur la véracité de ces correspondances particulières; la famille du général en appela de son côté à l'impartialité du pays, et un de ses frères adressa aux journaux la note suivante :

« Monsieur,

« Le général de Rigny a demandé à M. le ministre
« de la guerre qu'une enquête solennelle fût faite sur
« sa conduite militaire. Le fait de cette demande est,
« quant à présent, la seule réponse que la famille de
« cet officier-général ait à opposer aux odieuses ca-
« lomnies dont il est l'objet. Je vous prie de vouloir
« bien insérer ma lettre dans votre journal.

« E. DE RIGNY. »

Le général arriva enfin à Paris.

Il apprit que la lettre qu'il avait écrite de Bone n'était point arrivée au ministre de la guerre : aussitôt il renouvela sa demande. Une instruction fut ordonnée, et le général fut renvoyé devant le conseil de guerre de la 8^e division militaire (Mar-

(1) Ces mots, UN FILS DE FRANCE, nous rappellent la première proclamation de M. Clausel à son arrivée en Afrique, dans laquelle il reconnaissait les droits et la légitimité de Louis-Philippe.

« M. Clausel, si noble, si indépendant à la tribune nationale, se dément en tout point dès qu'il revêt son habit de soldat; des ce moment, ses proclamations et ses ordres du jour tiennent du courtisan. »

(2) M. Philippe Dupin, dans sa plaidoirie en faveur de M. de Rigny, insinua un motif de la conduite du maréchal, tellement odieux, que nous sommes surpris qu'il n'ait pas été combattu énergiquement par M. Clausel, dans un exposé *absolu* de ses raisons déterminantes : « J'aime mieux croire assurément, dit M. Dupin, qu'il (le maréchal) a obéi aux ressentimens et peut-être aux illusions d'un amour-propre froissé, que de supposer qu'il a fait l'odieux calcul de détourner, par une puante diversion, l'attention publique des fautes et des malheurs de l'expédition de Constantine, et de reporter le mécontentement et les anathèmes sur le général de Rigny.

seille), comme étant la plus rapprochée du lieu où les faits s'étaient accomplis. Trente témoins indiqués par le maréchal Clausel, et trente autres dont le général de Rigny donna lui-même les noms, furent entendus; une longue instruction eut lieu. Enfin, après six mois, le général comparut devant le conseil de guerre (composé de M. Alphonse Colbert, maréchal de camp; de MM. Saint-Amand et Laporte, maréchaux-de-camp; Corso, colonel commandant la gendarmerie; Kolb, chef de bataillon au 18^e de ligne; Devaux, capitaine au 18^e de ligne; de Montcla, capitaine au 12^e de ligne) comme accusé de s'être rendu coupable de trahison en proférant, en présence de l'ennemi, des cris ou clamours tendant à jeter le trouble et le désordre dans les rangs de l'armée d'Afrique, lors de l'expédition de Constantine. (*Ce crime est prévu et puni par les art. 1 et 2, tit. III de la loi du 4 fructidor an 5*).

La première audience consacrée à cette affaire, qui fixait l'attention de toute la France, s'ouvrit, le 28 juin 1837, à onze heures.

Aussitôt la porte fut assiégée par une foule considérable de curieux, bravant une chaleur de 50 degrés pour assister aux débats.

Le capitaine de Beaumont remplit les fonctions de commissaire du roi; M. Clavet de Gaubert, major du 62^e, remplit les fonctions de rapporteur. La défense fut présentée par M. Philippe Dupin, avec cette supériorité de talent et de logique qui le distinguent. Enfin, M. de Rigny prit la parole, et, au milieu de l'attention la plus bienveillante de l'auditoire, s'exprima en ces termes :

« Je n'ai rien à ajouter à ma défense; j'ai dû laisser à mes états de service l'explication de ma vie passée, à mes compagnons d'armes le soin de réhabiliter ma conduite récente, à mon éloquent défenseur la tâche de rassembler les preuves de mon innocence, à vous la mission de tout apprécier.

« L'accusation la plus grande et la plus cruelle qui

puisse atteindre un officier a été lancée contre moi; je l'atteste sur l'honneur, c'était une odieuse calomnie. Mon âme en a été brisée; mais j'ai puisé dans mon indignation même la force de vivre, et d'ailleurs je n'ai jamais désespéré de la justice de mes pairs et de mon pays.

« J'ai demandé des juges et les ai obtenus; je les ai obtenus tels que je pouvais les demander au ciel, honorables, loyaux, au-dessus de toute passion et de toute faiblesse : aussi je parais devant vous la tête haute, le cœur ferme et la conscience tranquille.

« Maintenant, Messieurs, vous devez me connaître, et j'ose dire que j'attends votre arrêt avec un sentiment plus consolant que l'espérance; je l'attends avec sécurité.

« Vous avez entre vos mains plus que ma vie, vous avez mon honneur. L'ordre du jour du 29 novembre 1836 avait entaché mon épée, j'ai dû la déposer devant vous pour que cette souillure en fût effacée; et j'ai compris qu'un jugement solennel pouvait seul me la rendre pure et sans tache, telle que je l'ai toujours portée pendant trente ans.

« Messieurs, j'ai été fier et heureux de la tenir de vous, et vous n'aurez pas à regretter de me l'avoir rendue. Comme mon sang, comme ma vie, elle sera toujours au service de la France! »

Ces quelques paroles furent accueillies par de longs applaudissemens.

Le conseil entra en délibération. Après dix minutes d'absence, il revint, et rendit un jugement de non-culpabilité à l'unanimité.

La *Gazette des Tribunaux*, qui avait envoyé un de ses rédacteurs à Marseille, termine ainsi le récit de cette mémorable séance :

« Les applaudissemens les plus vifs éclatent dans toutes les parties de l'assemblée.

« La garde est introduite. M. le vicomte de Rigny est amené par l'officier de service, et M. le greffier lui donne lecture du jugement du conseil.

M. le commandant rapporteur s'approche du général de Rigny, lui remet son épée, et l'embrasse avec effusion (1).

« Les membres du conseil entourent le général, et

(1) Nous croyons devoir reproduire l'allocution que M. le commandant rapporteur adressa à M. de Rigny, elle fait l'éloge de l'indépendance de ce brave militaire, et est un garant irrécusable de la conviction qu'il avait puisée dans l'instruction du procès :

« Je suis heureux d'avoir été appelé à remplir les fonctions de rapporteur auprès d'un conseil de guerre composé de juges dignes d'apprécier votre conduite, et qui vous ont unanimement rendu la justice que vous méritez.

« Je me félicite encore, au déclin de ma vie et à la fin de ma carrière, d'avoir été choisi pour rendre à l'armée un officier-général qu'une malveillance coupable en avait momentanément écarté (ici M. le commandant prend l'épée du général des mains de son aide-de-camp M. le capitaine Pouille). Je vous rends cette épée, que vous avez remise dans les mains de vos juges; je la tiens des mains de votre aide-de-camp, et du moins vous avez dû trouver qu'on n'est pas complètement malheureux lorsque, dans une position comme la vôtre, on peut compter sur le dévouement d'un ami tel que lui. »

lui donnent tous l'accolade. Le respectable général Colbert, vieux soldat de l'armée d'Égypte ; M. le général Saint-Amand, dont le crâne, ouvert par deux larges coups de sabre, présente de si honorables cicatrices, ne sont pas maîtres de leur émotion, et fondent en larmes. Cette émotion gagne l'assemblée, et des applaudissemens prolongés éclatent de toutes parts.

« Une foule immense, réunie dans la rue Thubaneau et sur le Cours, suit M. le général de Rigny jusqu'à son hôtel. Tous les officiers qui ont servi sous ses ordres lui servent d'escorte et lui adressent leurs félicitations. »

Le peuple confirmait ainsi le jugement du conseil.

Après un acquittement aussi solennel, le général de Rigny devait penser, comme ses frères d'armes et ses amis, que le Gouvernement, obéissant à toutes les conséquences du verdict rendu, le maintiendrait dans le commandement du département du Nord, qu'il avait exercé pendant plus de six ans. Mais il n'en fut pas ainsi ; et, par suite des ordres du ministre de la guerre, le général dut se soustraire à la brillante réception que lui préparaient les habitans de Lille : ce ne fut que plus tard, lorsqu'il y alla chercher sa famille, qu'un banquet lui fut offert, sous la présidence du maire, par les citoyens les plus honorables de cette grande cité (1).

M. de Rigny a été relégué dans le département de l'Indre, à Châteauroux, où il remplit, en quelque sorte, les fonctions de capitaine de recrutement. Que faut-il penser des bureaucrates de la guerre ? Nos lecteurs répondront.

M. de Rigny est commandeur de la Légion-d'Honneur, commandeur de l'Ordre de Léopold et chevalier de Saint-Louis.

(1) Le colonel et les chefs de bataillon de la garde nationale, le président et plusieurs membres du tribunal de commerce, les régens de la Banque, les conseillers et secrétaire général de préfecture, les employés supérieurs des finances, les conseillers municipaux, divers officiers d'état-major et un grand nombre de médecins, d'avocats et de négocians, furent les souscripteurs de ce banquet, dans lequel les toast les plus sympathiques furent portés au général. (Voir les journaux de Lille de l'époque.)

COIGNY (AUGUSTIN - LOUIS - JOSEPH - CASIMIR - GUSTAVE DE FRANQUETOT, DUC DE).

M. le duc de COIGNY (*Augustin-Louis-Joseph-Casimir-Gustave de FRANQUETOT*), pair de France, colonel de cavalerie, est né à Paris le 4 septembre 1788.

Âgé d'environ trois ans au moment de l'émigration de son grand-père le maréchal duc de Coigny, et de ses père et mère le marquis et la marquise de Coigny, il fut laissé en France aux soins de son aïeule maternelle madame la marquise de Conflans, qui n'avait pas émigré. Il reçut son éducation dans un lycée de Paris.

En 1805, n'ayant pas encore dix-sept ans, il quitta le collège pour entrer dans le 9^e régiment de dragons, où bientôt il obtint le grade de maréchal-des-logis. En février 1807, il fut nommé sous-lieutenant au régiment de Berg infanterie, et passa ensuite avec le même grade au 11^e régiment de chasseurs à cheval.

Détaché de son corps dans le cours de la même année, il fit momentanément partie de l'ambassade de France à Constantinople, et assista à cette brillante affaire où le général Sébastiani chassa honteusement la flotte anglaise qui, sous les ordres de l'amiral Duckworth, était venue s'emboîser devant la pointe du sérail pour exiger l'expulsion de l'ambassadeur français et la livraison de la flotte ottomane.

Le général Sébastiani étant parvenu à faire déclarer la guerre à la Russie par la Porte, M. de Coigny fut envoyé près du fameux Passvan-Ouglou, pacha de Vindji, afin de l'engager à désarmer contre son maître avec lequel il était en rébellion, et à tourner, au lieu de cela, tous ses efforts contre l'ennemi commun, qui envahissait déjà les provinces de Moldavie et de Valachie. M. de Coigny avait mené à bien cette négociation délicate, lorsque Passvan-Ou-

glou vint subitement à mourir. Alors M. de Coigny reçut l'ordre de se rendre auprès de Mustapha Baïractor, séraskier général de l'armée ottomane, avec mission de stimuler l'activité de ses opérations, et de correspondre directement avec le prince de Talleyrand, qui se trouvait alors au grand quartier-général de l'Empereur : aussi M. de Coigny eut-il, à peine âgé de dix-neuf ans, l'honneur de voir ses rapports insérés au *Moniteur*.

M. de Coigny fit à l'armée turque toute cette campagne, et s'enferma ensuite avec elle dans la forteresse de Giourgiova, contre laquelle les Russes virent cette année échouer tous leurs efforts. Après cette campagne, M. de Coigny reçut du Grand-Seigneur la décoration de l'ordre du Croissant.

Nommé successivement lieutenant en 1808, et capitaine aide-de-camp du général Sébastiani en 1810, il fit en Espagne les campagnes de 1808, 1809-10 et 11, fut blessé deux fois, et obtint plusieurs fois, à la suite de diverses actions d'éclat, la gloire de l'insertion de son nom dans les rapports de l'armée.

En 1812, quittant l'Espagne pour passer en Russie, il fit la campagne de Moscou, et reçut à la bataille de Smolensk un coup de feu qui nécessita l'amputation de son bras droit.

La Restauration le trouva à Paris, en 1814, chef d'escadron et membre de la Légion-d'Honneur, mais encore occupé du soin de rétablir sa santé fortement ébranlée par la blessure grave qu'il avait reçue et l'opération qui en avait été la suite.

Le 6 juillet 1814, il fut nommé colonel de cavalerie.

Le 15 mars 1815, M. le duc de Berri se l'attacha en qualité d'aide-de-camp; toutefois, il resta à Paris pendant les Cent-Jours, mais ne prit point de service. A la seconde Restauration, il rentra en fonctions auprès

du prince; néanmoins, il fut mis à la demi-solde en 1817, avec le titre honoraire de son emploi.

Après la mort du duc de Berri, M. de Coigny fut attaché avec toute la maison militaire de ce prince à M. le duc de Bordeaux.

M. de Coigny succéda, en 1820, au titre de duc et à la pairie de son grand-père, dé-cédé gouverneur des Invalides; mais, voulant conserver une entière indépendance, il refusa la pension de pair dont le maréchal était titulaire.

Pendant la restauration, M. de Coigny ne sollicita pour lui-même aucune des faveurs auxquelles, sous ce régime, son titre et son nom semblaient lui permettre d'aspirer. A la cour, malgré sa position auprès des princes, il se montra le défenseur de l'ancienne armée dont il avait partagé les dangers, les triomphes et les revers; à la chambre, il faisait partie de cette opposition conservatrice qui ne voyait de stabilité pour la branche aînée que dans l'observation franche et loyale de la charte. Plusieurs fois il éleva la voix contre les propositions de lois qui portaient atteinte à nos libertés.

Enfin, en 1850, la cour de Charles X le laissa simple colonel de cavalerie, grade auquel il avait été promu, ainsi que nous l'avons dit, en 1815; pendant ces 15 années il ne reçut aucun avancement.

M. de Coigny déplora l'aveuglement qui avait fait rendre les trop célèbres ordonnances. Son dévouement, son patriotisme, lui firent faire auprès de Charles X, à Saint-Cloud, les démarches qui dépendaient de lui pour obtenir leur révocation et pour faire cesser la lutte sanglante où la dynastie devait succomber.

On n'a point oublié l'état d'exaspération qui suivit momentanément les journées de juillet. On sait que le 1^{er} août toute la partie ardente de la population de Paris voulait se porter en masse sur Rem-

bouillet. Les fiacres, les omnibus, enfin toutes les voitures publiques étaient chargées d'hommes en armes prenant cette direction. Effrayé de ce mouvement, le duc d'Orléans songea sérieusement à sauver les jours de son infortuné cousin. Il voulut lui envoyer des sauve-gardes; mais ces sauve-gardes, pour être de quelque utilité, devaient être choisies parmi les hommes personnellement peu agréables à Charles X. La difficulté était donc de les lui faire accepter. M. de Coigny fut appelé au Palais-Royal; on lui proposa de leur servir d'introduit. Avant d'accepter, il demanda un quart d'heure; ce quart d'heure il l'employa à courir chez M. le duc de Mortemart, et ce ne fut que sur une invitation écrite et signée de la main de ce chargé des pouvoirs de Charles X, que M. de Coigny se décida à se rendre à Rembouillet. Arrivé au milieu de la nuit, M. de Coigny eut une longue entrevue avec le roi déchu, qui commença par refuser les sauve-gardes, observant qu'entouré encore d'une garde nombreuse, il n'avait pas besoin d'avoir recours à de pareils moyens. Alors M. de Coigny, après avoir fait d'inutiles efforts pour éclairer ce malheureux prince sur la triste réalité de sa position, lui offrit de l'accompagner sur tous les points de France où il croirait pouvoir lutter pour le triomphe de sa cause, ne lui dissimulant pas toutefois que, s'il quittait le sol français, rien ne l'empêcherait de se rattacher à tout ce qui pourrait sauver son pays des horreurs de l'anarchie. Charles X lui répondit qu'il ferait bien, mais que pour lui, n'ayant eu le temps d'organiser nulle part aucune force de résistance, il se déciderait à passer en Angleterre.

Ce que nous venons de dire nous paraît répondre suffisamment aux insinuations tendantes à faire croire qu'en 1850 M. de Coigny trahissait la légitimité. Au reste, on peut lire au *Moniteur* les paroles qui accompagnèrent son serment

à l'ordre de choses actuel, et l'on y verra qu'en prêtant ce serment, il semblait faire à son pays un pénible sacrifice.

Depuis 1850, M. de Coigny n'a voulu aucun emploi, aucune fonction. En 1857, il a été nommé chevalier d'honneur de madame la duchesse d'Orléans. Il s'est défendu long-temps d'accepter, et n'a repris une nouvelle position de cour qu'en cédant à des instances vives et répétées. Encore ne céda-t-il qu'en stipulant positivement qu'aucun émolument ne serait attaché à la place

DELAMARRE (ÉDOUARD).

Nous attachons en général peu d'importance aux éloges d'apparat donnés par les journaux officiels aux administrateurs départementaux, et nous nous méfions de ces enthousiasmes de commande si faciles à organiser lorsque l'autorité préfectorale vient du chef-lieu au canton; mais cependant nous devons en tenir un grand compte alors que l'éloge est à peu près unanime, que la cordialité et l'abandon président aux réunions civiques, et que nul dans la localité ne conteste au préfet son habileté en administration, son zèle et son dévouement pour la chose publique.

M. Édouard Delamarre, préfet actuel du Cantal, est dans ce cas: aussi nous faisons-nous un devoir de joindre nos suffrages à ceux des écrivains d'Aurillac, à quelque nuance d'opinion qu'ils appartiennent; toutefois, cet éloge ne saurait être sans restriction envers l'homme politique dont les principes sont peu en harmonie avec les nôtres, et auquel nous nous croyons en droit de reprocher quelques actes peu compatibles avec l'amour profond et en quelque sorte exclusif de la liberté dont nous voudrions voir tous les fonctionnaires publics imbus; nous voulons parler de la fermeture du cercle dit *Patriotique* et

du licenciement de la garde nationale d'Aurillac, qu'il sollicita de l'autorité supérieure. Il a fallu que M. Delamarre se montrât franchement dévoué aux intérêts et au bien-être de son département pour se faire pardonner des mesures de ce genre : pourtant, hâtons-nous de le reconnaître, elles n'ont point été sans influence sur la tranquillité dont ce département jouit depuis quelques années.

Né à la Meilleraye (Seine-Inférieure), en 1799, M. Edouard Delamarre, après avoir reçu une éducation scolaire distinguée, embrassa la carrière du notariat, à laquelle il ne tarda point à renoncer pour se livrer à de sérieuses études relatives à la politique et à l'administration. La révolution de juillet le mit bientôt à même d'en faire l'application. Il fut nommé sous préfet à Clamecy, où il ne tarda point à se faire remarquer par un zèle actif et intelligent pour les besoins du pays; mais c'est surtout en 1852, lorsque le choléra sévissait avec force dans ces contrées, que M. Edouard Delamarre acquit d'impérissables droits à l'affection et à la reconnaissance de ses administrés. Il multiplia les moyens de secours en faveur des pauvres, assura des ressources aux plus nécessiteux, porta les consolations en tout lieu, et appela sur lui l'attention publique et celle du gouvernement. Il fut porté sur la première liste de promotions de la Légion d'Honneur, et appelé, en janvier 1855, à la préfecture du Cantal : ce fut justice.

Dans ces nouvelles fonctions, M. Delamarre se rendit recommandable à l'estime publique par les améliorations de la plus haute importance qu'il apporta dans ce département; on peut dire qu'il en a changé la face, en faisant exécuter d'immenses travaux impérieusement nécessaires pour faciliter toutes les issues de cette contrée.

Son rapport au conseil général, dans la session de 1856 (voir le journal *la France Départementale* de l'époque), prouve que

M. Delamarre est économiste aussi éclairé qu'administrateur intelligent. Il est un des premiers préfets qui ait osé entreprendre l'échange des enfans trouvés, échange qui a procuré au département une économie de plus de 225,000 fr. Déjà, dans la session de 1855, il avait proposé au conseil général de fonder une ferme expérimentale où seraient recueillis et élevés avec soin grand nombre d'enfans trouvés, et il prouva, par des calculs précis, qu'un établissement de ce genre, loin d'être une charge pour le département, allégerait celle qu'il supporte annuellement; aussi le conseil général, pénétré de la sagesse de ses vues toutes philanthropiques, dans sa délibération du 5 août même année, répondit en ces termes à cette proposition :

« Le projet d'une ferme expérimentale,
 « conçu par M. le préfet, a été mis sous
 « les yeux du conseil général. Il regrette
 « que la malheureuse situation des finan-
 « ces départementales ne lui ait pas permis
 « d'attribuer quelques fonds à ce projet :
 « il le recommande vivement au patrio-
 « tisme des citoyens. La manière dont il
 « doit être exécuté, d'après les plans dont
 « M. le préfet a coordonné toutes les par-
 « ties, a paru au conseil général réunir
 « des avantages réels. Les souscriptions
 « nombreuses des propriétaires, jaloux
 « de pouvoir contribuer à la prospérité et
 « au bien-être de leur pays, suffiront, le
 « conseil l'espère du moins, et en émet
 « bien sincèrement le vœu, aux frais de
 « premier établissement. Plus tard, on avi-
 « sera, s'il y a lieu, aux moyens de pour-
 « voir aux frais d'entretien que pourrait
 « exiger cette ferme. Le conseil invite
 « M. le préfet à donner à ce projet toute
 « la publicité possible, et à user de toute
 « son influence pour obtenir des sous-
 « criptions. »

M. Édouard Delamarre a organisé en outre, dans tous les arrondissemens du Cantal, des caisses d'épargne, établi des

comices agricoles dans chaque canton , créé au chef-lieu du département une société centrale d'agriculture et un concours de charrues; institué un comité central de vaccine , qui , chaque année , en séance publique , distribue des médailles d'honneur aux vaccinateurs qui se sont le plus distingués; fondé à Aurillac une maison d'asile pour les aliénés , qui peut servir de modèle pour les établissemens de ce genre.

Le régime intérieur des prisons lui doit d'importantes améliorations. Il a introduit dans l'hospice , pour occuper les enfans trouvés , divers ateliers.

La culture du mûrier et l'éducation des vers à soie ont fixé son attention , et déjà des succès sont venus couronner son entreprise. Il fait construire , dans le moment où nous écrivons , une magnanière , d'après le système de M. Darcet.

Il a aussi fondé une pépinière départementale.

Il a fait ouvrir de nouvelles routes , de nouveaux chemins vicinaux; la création dans chaque commune de cantonniers , qu'il réunit en brigades et en escouades , par canton , est une heureuse institution dont on lui est redevable , et qui doit faciliter l'exécution de la loi du 21 mai 1836. Il a établi des lignes de poste ; et maintenant des diligences circulent dans toutes les directions , dans un département où naguère on n'apercevait pas une voiture.

Il a fait construire des écoles , réparer des églises et des presbytères ; et la ville de Saint-Flour lui devra bientôt des casernes et des prisons bâties d'après le nouveau système adopté par le gouvernement.

Le commerce lui doit aussi l'institution d'agens de change.

M. Delamarre a publié une statistique de l'arrondissement de Clamecy , que la société de statistique a eu plusieurs fois occasion de citer.

Le projet d'un établissement thermale à Chaudesaigues , celui de la percée souterraine du Lioran , qui s'exécute dans ce moment , place M. Delamarre au premier rang des administrateurs nés de la révolution de 1830. Aussi le gouvernement , voulant récompenser son zèle infatigable , l'a promu récemment au grade d'officier de la Légion d'Honneur.

RIVAROL (le vicomte CLAUDE FRANÇOIS DE).

Issu d'une famille italienne bien connue , le général comte de Rivarol , frère du célèbre écrivain de ce nom , naquit , en 1762 , dans le département du Gard. Il entra de très-bonne heure au service dans la Maison du Roi , ce qui lui donnait le grade de lieutenant de cavalerie , et il fut fait capitaine dans un régiment avant la révolution de 1789. Les plus grands seigneurs , à l'âge où il était , n'avaient pas d'autre grade. Il servit , avant d'être capitaine , dans la légion de Maillebois , en qualité de lieutenant de chasseurs ; et il ne reste plus aujourd'hui de ce beau corps que MM. le maréchal Macdonald , le comte de Polignac , le marquis de Lézardière , le baron de Crosard et le comte de Rivarol.

La révolution étant arrivée , les royalistes fondèrent le *Salon Français* , qui fut le foyer de l'émigration , dont M. de Rivarol fut un des commissaires avec le marquis de Duras , le comte de Rollet , le marquis de Narbonne-Lara , l'abbé de Montvéran etc. On entretenait une correspondance avec les princes. Enfin , on partit pour Coblenz. M. de Rivarol fut chargé d'une mission auprès de Pitt , et il partit pour Londres. Il revint à Coblenz quelque temps après , avec la réponse de ce ministre , et se rendit à Bruxelles par ordre : là , il eut un duel , pour différence de sentimens et d'opinion , avec un prince belge , duel dont il fut parlé dans toutes les gazettes de l'Europe.

M. de Rivarol fut chargé ensuite de porter une lettre à la reine, au mois de juillet 1792, ce qui l'engloba dans la journée du 10 août, aux massacres de laquelle il parvint à échapper.

Il alla faire la désastreuse campagne des Princes, et, au moment de la déroute des Prussiens et des émigrés, fut chargé d'une mission de la part de *Monsieur*, depuis Louis XVIII, pour lui rendre compte de la situation de son frère, qui était dans les tours du Temple avec sa famille. Il fallait un bien grand dévouement pour se charger d'une pareille mission. Elle valut à M. de Rivarol vingt-deux mois de prison, dans le temps de la Terreur, à la Force, à Picpus et au Luxembourg.

Devenu libre, c'est-à-dire sorti de prison, il réémigra, et fut très-bien reçu du roi à Blankembourg, et créé colonel. De là, il se rendit à Hambourg auprès de son frère. Mais Louis XVIII, ayant appris que le Directoire était près de sa chute, envoya encore M. de Rivarol pour lui rendre compte de cette catastrophe. Il assista à la journée de Saint-Cloud. Six semaines après, le premier consul le fit enfermer au Temple, où il resta deux ans, et fut ensuite exilé dans le Gard où il resta jusqu'à la Restauration. A cette époque, M. de Rivarol vint à Paris, et fut très-bien accueilli du roi et des princes; il fut fait maréchal-de-camp en 1816, et ensuite grand-prévôt du Gard, emploi qu'il exerça très-humainement, car il ne fit arrêter aucun individu, malgré une foule de dénonciations qu'il reçut contre les ennemis des Bourbons. Aujourd'hui, il vit retiré et dans la médiocrité, la dernière révolution lui ayant fait perdre une partie de ses pensions; mais il ne demande rien au gouvernement actuel, et dit qu'il faut mourir comme on a vécu : *Semper idem* paraît être sa devise.

ESPERONNIER (FRANÇOIS DOMINIQUE-VICTOR-ÉDOUARD).

ESPÉRONNIER (*François-Dominique-Victor-Édouard*), colonel d'artillerie, commandant en second de l'École Polytechnique, député de l'arrondissement de Narbonne (Aude), est né dans cette ville en 1789. Son père était magistrat.

Élève de l'École Polytechnique, en 1807, il passa sous-lieutenant élève à l'École d'application de l'artillerie et du génie, en 1809.

Parti en 1810 pour l'armée d'Espagne, il fut classé comme lieutenant en second dans le 6^e régiment d'artillerie à pied.

Remarqué par le général Bouchu, commandant l'artillerie du 5^e corps, aux sièges de Badajos et de Campo-Mayor, et à la bataille d'Albuhéra, où il commandait une batterie qui devint l'objet d'une mention honorable, il fut choisi pour aide-de-camp par cet officier-général, en octobre 1811, et fit en cette qualité la fin de la campagne de 1811 et celle de 1812, dans la Péninsule.

Après avoir assisté à divers combats, il se signala en allant reconnaître, au siège de Chinchilla, l'état du fossé et de la brèche, au milieu du jour, sous la fusillade des assiégés; il fut décoré, pour ce fait, le 12 février 1815.

Nommé capitaine en second, le 28 juin de la même année, il reçut ordre de se rendre à la manufacture d'armes de Klingenthal. Plus tard, il obtint d'être employé à la grande-armée d'Allemagne, où il fit la campagne de 1815. Il fut d'abord adjoint à l'état-major-général de l'artillerie, et ensuite détaché auprès du directeur général des équipages de pont. Il se trouva à la bataille de Dresde, à la construction et à la défense du pont de bateaux établi à Meissen. Il fut cité dans le rapport de la

journée, comme ayant sauvé ce pont de bateaux en y ramenant les troupes, et les maintenant pour travailler, malgré le feu de l'ennemi.

M. Espéronnier faisait partie des troupes qui, durant la bataille de Leipsig, furent coupées par un corps suédois, et qui, après quelques engagements, pénétrèrent dans Torgau; il prit part à la belle défense de cette place, où 25,000 Français furent bientôt réduits à 2,500 par le feu, les privations de toute espèce et les maladies. Pendant cette défense, il fut cité honorablement pour avoir retiré un canon laissé dans le fort Zinna, que l'on venait de faire sauter en l'évacuant. (La pièce fut enlevée au moment où l'ennemi entraînait dans le fort pour s'y établir).

Conduit prisonnier de guerre en Silésie, après la capitulation de Torgau, M. Espéronnier rentra en France en 1814, et fut employé comme aide-de-camp du général Bouchu, commandant de l'Ecole d'artillerie de Grenoble.

A l'exemple de son général, lorsque Napoléon arriva à Grenoble, en mars 1815, M. Espéronnier tenta de demeurer fidèle à Louis XVIII; mais, entraîné par l'exemple de toute l'armée, il se rallia au drapeau national, et se rendit d'abord à l'armée des Alpes, et ensuite au corps d'armée des Pyrénées-Orientales, pour concourir à la défense de la patrie, menacée par une nouvelle coalition.

Adjoint à la direction d'artillerie de Paris, en 1807, M. Espéronnier fut classé au 1^{er} régiment d'artillerie à cheval, et plus tard (1819) fut employé à l'Ecole Polytechnique, comme capitaine en premier et aide-de-camp du général directeur de l'Ecole.

En 1825, il fit la campagne d'Espagne, et fut nommé chef d'escadron, principalement comme récompense de ses services au siège de Pampelune.

Classé dans ce grade au 2^e régiment

d'artillerie à cheval, il fut nommé de nouveau aide-de-camp du général Bouchu, en 1825.

Envoyé, sur sa demande, en 1828, au corps d'expédition de Morée, M. Espéronnier commanda l'artillerie française du corps d'occupation jusqu'à l'évacuation, qui eut lieu en 1835. Il a reçu du gouvernement grec la croix de commandeur de l'Ordre du Sauveur.

Rentré en France comme lieutenant-colonel, et nommé sous-directeur d'artillerie à Toulon, il occupait cet emploi lorsque les électeurs de Narbonne l'ont appelé, pour la première fois, à la Chambre des Députés, en 1854. Nommé commandant en second de l'Ecole Polytechnique (fin de 1855), il fut réélu député aux élections générales de 1857.

Promu au grade de colonel en 1858, il fut soumis à la réélection, et nommé à une très-grande majorité. Il a été, en outre, réélu, pour la quatrième fois, en 1859, par le même arrondissement.

La conduite politique de M. Espéronnier doit le faire classer parmi les députés du centre gauche, qui ne s'allient systématiquement avec aucune fraction de la Chambre.

Il a voté pour la première proposition de la conversion des rentes et contre la loi de jonction.

LEROY-DUVERGER (LE GÉNÉRAL).

Le général LEROY-DUVERGER, le dernier de cinq frères, dont trois ont été officiers supérieurs ou généraux, appartient à une famille toute militaire qui a été détruite par les armes.

Il est né à La Flèche, département de la Sarthe, le 25 septembre 1784. Enrôlé volontaire au 25^e régiment de chasseurs à cheval, le 28 fructidor an XIII (15 septembre 1805), il passa par tous les grades pour

arriver à celui de maréchal-de-camp, qu'il n'a obtenu qu'après être resté vingt-cinq ans officier supérieur (de 1815 à 1858).

Il a fait vingt une campagnes, et reçu un coup de feu à la bataille de la Bérézina. (Campagne de 1812 en Russie).

Il fit, comme classeur, les campagnes de 1805 et 1806 à l'armée d'Italie, sous les ordres du maréchal Masséna, assista au passage de l'Adige, aux affaires de Vérone, de Caldiero, du Tagliamento, de la Piava et de Vicence.

Ilsuivit son régiment aux sièges de Dantzig et de Stralsund, fit la campagne de Tilsit, et assista comme sous-officier aux batailles de Lieberstad, d'Heidelsberg et de Friedland.

Il fit les campagnes de 1808, 1809 et 1812 dans les grades de lieutenant et de capitaine; et dans le grade de chef-d'escadron, celles de 1815, 1814 et 1825.

Il se trouva aux batailles de Dresde et de Leipzig, où il fut obligé de passer l'Elster à la nage, après avoir combattu un des derniers dans Leipzig. A la bataille d'Hannau, il faisait partie du 2^e corps qui, déjà réduit à 1,800 hommes par les pertes éprouvées pendant les journées précédentes, tint cependant la droite de l'armée bavaroise et fut anéanti. Le soir on eut de la peine à réunir 25 hommes pour former la garde du maréchal Victor qui le commandait.

De 1815 à 1825, il fut employé en qualité de chef d'état-major des 12^e et 14^e divisions militaires.

Dans la campagne de 1825, le major-général lui confia le commandement de la place de Zérès, le chargea de l'évacuation des malades et du matériel de cette place, et lui donna le commandement jusqu'à Madrid de la dernière colonne de l'armée. Ce fut à la suite de cette campagne qu'il fut nommé lieutenant-colonel.

De 1825 à 1851, il fut employé à l'état-major du ministre, au dépôt de la guerre,

et dans les camps d'instruction à Lunéville.

Nommé colonel le 22 février 1851, il fut peu de temps après désigné pour remplir les fonctions de chef d'état-major de l'armée d'Afrique, où, huit jours après son arrivée, il fit partie de l'expédition de Média. Plus tard, et pendant les six années de son séjour dans ce pays, on le retrouve dans toutes les expéditions qui ont eu successivement lieu, et notamment dans celles de Mascara, de Tlemecen et de Constantine (1), où il mérita d'être cité de la manière la plus flatteuse dans les rapports du général en chef.

Au commencement de l'année 1856, le maréchal-gouverneur confia au colonel Duverger le commandement supérieur de la province. Jusqu'alors, la garnison de Bone s'était bornée à entretenir des relations avec quelques tribus les plus voisines qui, trouvant à réaliser d'énormes bénéfices par la vente de leurs denrées, faisaient à leurs intérêts le sacrifice de leur haine nationale. Elle se composait alors du 59^e deligne, du 8^e régiment de chasseurs à cheval d'Afrique, et de quelques détachemens des armes spéciales, en tout 1,700 hommes. Ce fut avec ces faibles ressources que, huit jours après son arrivée, le colonel Duverger, abandonnant la place dont les remparts avaient jusqu'à ce jour servi de refuge à nos troupes, se porta à six lieues en avant, et vint établir le camp de Dréhan (camp Clausel), qui devint le premier jalon sur la route de Constantine, et le point de départ de l'armée expéditionnaire. Bientôt après, il fit occuper la Calle, où les Français avaient pendant si longtemps possédé un établissement, et établit si bien la sûreté des routes, que quelques mois plus tard, divers officiers de l'armée

(1) Lors des débats qui eurent lieu entre le maréchal Clausel et le général de Rigny (voir sa notice), M. le colonel Duverger fut momentanément chargé du commandement de l'arrière-garde; sa déposition au procès fut aussi honorable pour lui même que pour son général, et malgré les affirmations contraires du jeune officier d'ordonnance Vertraud, fut considérée comme la seule vraie, et en quelque sorte officielle.

purent se rendre à pied et isolément de Bone à la Calle. Enfin, trois mois plus tard, il poussait une reconnaissance jusqu'à Ghelma, point important entre Bone et Constantine, et rendit jusque-là la route praticable aux voitures.

La soumission des tribus arabes dans un rayon de quinze lieues autour de la place, fut la conséquence de ces heureux résultats, qui valurent au colonel Duverger les éloges tant du ministère de la guerre que du maréchal-gouverneur.

Prévenu que la ville de Tunis était le centre d'intrigues hostiles à l'occupation française entre Achmet-Bey de Constantine et les agens de la Porte, il parvint à établir des relations *par terre* avec le consul général de cette ville, et à tenir le gouverneur-général au courant de tout ce qui lui importait de connaître sur la nature et les effets de ces menées.

Au mois d'août 1858, le colonel Duverger fut promu au grade de maréchal-de-camp, et nommé en même temps au commandement important de la place de Toulon et de la subdivision du Var.

Légionnaire sous l'empire, M. Duverger devint officier de la Légion-d'Honneur en 1826, et Commandeur en 1854.

GUALY (FRANÇOIS MARIE-ÉDOUARD).

M. *François-Marie-Edouard* GUALY, archevêque d'Alby, ne s'est fait remarquer en aucune circonstance par ces qualités qui signalent les hommes à l'attention de leurs concitoyens et de l'autorité : administrateur peu éclairé, prédicateur sans réputation, nous ne savons à quel titre il a été promu à l'archi-épiscopat.

Né le 24 octobre 1786, à Millau (Aveyron), et fils d'un ancien capitaine de dragons, il fut destiné à l'état ecclésiastique dès le moment où les temples furent rouverts. Il fit ses études théologiques au

séminaire de Saint-Sulpice, et fut ordonné prêtre en 1812. Rentré dans son diocèse, il fut attaché en qualité de vicaire et bientôt après de curé à la paroisse de Sainte-Afrique, où il demeura pendant douze ans. Il eut le mérite de vivre en bonne intelligence avec les protestans qui sont nombreux dans cette localité; ce fait, honorable pour lui, prouve en faveur de son esprit de tolérance.

En 1824, il fut nommé vicaire-général du diocèse de Chartres, et l'année suivante accompagna, en la même qualité, son oncle promu à l'évêché de Carcassonne. Quatre ans plus tard, il fut appelé lui-même à l'évêché de Saint-Flour.

A la suite des événemens de 1850, M. Gualy fut un des premiers évêques qui se rallièrent à la dynastie nouvelle : toutefois, il ne devança pas les événemens; mais au milieu des tergiversations de ses confrères, ses prévenances furent remarquées, et dès 1855 il fut appelé à l'archevêché d'Alby.

M. Gualy a professé, en 1811, la théologie au séminaire de Limoges.

GAMA (JEAN-PIERRE).

M. *Jean-Pierre* GAMA, officier de la Légion-d'Honneur, docteur en médecine, chirurgien en chef, premier professeur à l'hôpital militaire de perfectionnement du Val-de-Grâce, doit cette haute position dans la chirurgie militaire bien plus à de longs services actifs qu'à une habileté réelle ou à une érudition remarquable : car il n'a enrichi la science d'aucune découverte, ni d'aucun ouvrage qui aient mérité de fixer l'attention publique.

Attaché depuis près de quarante ans à l'armée, il a fait toutes les campagnes de l'Empire depuis le grade de sous-aide-major jusqu'à celui de chirurgien principal, mais sans se signaler jamais par aucun fait éclatant.

Après les événemens de Waterloo, M. Gama fut nommé chirurgien en chef et professeur à l'hôpital militaire d'instruction de Strasbourg, d'où il fut retiré momentanément en 1825 pour faire la campagne de Catalogne, à la suite de laquelle il reprit ses fonctions jusqu'en 1825, qu'il fut appelé, avec les mêmes titres, à l'hôpital militaire de perfectionnement du Val-de-Grâce. Ce nouvel emploi, en le mettant en une plus grande évidence, a peu servi à révéler son mérite. M. Gama est resté à peu près inconnu dans les sciences, tout comme auparavant; toutefois, il a publié, en 1850, un *Traité sur les Plaies de Tête et l'Encéphalite*, qui n'est point dépourvu de quelque mérite d'observation. Cet ouvrage a eu une seconde édition en 1855. M. Gama est en outre auteur de divers Mémoires ou notes insérées dans le Recueil des Mémoires de Médecine, de Chirurgie et de Pharmacie militaire.

LONGUERUE (LE GÉNÉRAL DE).

M. *Gabriel-François DEHATTE*, marquis de LONGUERUE, maréchal-de-camp, commandant actuellement le département de Saône-et-Loire à Macon, est né au Vigan, département du Gard, le 17 février 1778.

Son père, maréchal-de-camp, commandant dans l'Inde la légion de Luxembourg, mourut en 1784.

Quelques années plus tard, le jeune de Longuerue, héritier du titre de marquis, entra, comme élève du roi, à l'école royale et militaire de Rebas en Brie.

A l'époque de la révolution, il émigra avec sa mère, et termina son éducation en Angleterre et en Allemagne.

Rentré en France en 1800, il fit, en 1805, partie du camp de Boulogne, comme adjoint au grand état-major-général, et fut presque aussitôt attaché au cabinet topographique du Premier Consul, en qualité d'interprète.

Nommé, au commencement de 1804, lieutenant à la compagnie des guides, interprète de l'armée d'Angleterre, il était, à la fin de la même année, aide-de-camp du général Lauriston, général en chef de l'armée expéditionnaire de Toulon.

Il fit, en 1805, la campagne des Antilles, et assista à la bataille navale du cap Finistère et à celle de Trafalgar.

Il fut, après cette dernière bataille, détaché à l'état-major-général de la grande armée, en Autriche, et se trouva à la bataille d'Austerlitz.

Nommé lieutenant au 1^{er} régiment de dragons il fit, en 1806 et en 1807, les campagnes de Prusse et de Pologne. Blessé à Friedland, il fut fait capitaine au 27^e régiment de dragons.

Il fut, en 1808, nommé successivement aide-de-camp du général Arrighi, duc de Padoue, et capitaine aux dragons de la garde impériale. Il fit ainsi une partie de la campagne d'Espagne.

Il accompagna l'Empereur dans son retour en France, au mois de janvier 1809; fit, la même année, la campagne d'Autriche, et fut, en 1810, nommé chef d'escadron aide-de-camp du général Lauriston et attaché à l'ambassade extraordinaire à Vienne, pour le mariage de l'Empereur Napoléon.

Attaché, en 1811, à l'ambassade de Russie, il fit la campagne de 1812, et fut blessé pour la deuxième fois à Krasnoë dans la retraite.

Il fut, en 1815, nommé lieutenant-colonel (major), au 2^e régiment de cuirassiers, et, en 1814, colonel chef d'état-major auprès du comte Gérard, général en chef d'abord des réserves de Paris, et ensuite du 2^e corps d'armée.

Il fit la campagne de France, et assista à la bataille de Montereau.

Il fut ensuite détaché en mission avec

le général Gérard, près du 45^e corps, à Hambourg.

Il fit plus tard la campagne de 1813, comme colonel au 4^e corps d'armée, se retira avec l'armée sur les bords de la Loire, après le désastre de Waterloo, fut licencié et mis à la demi-solde jusqu'en 1825.

Il fut à cette époque nommé aide-de-camp du général Lauriston, sur la demande de ce dernier, qui, comme on l'a vu plus haut, l'avait déjà eu deux fois près de sa personne, et fit en cette qualité la campagne d'Espagne.

Mis ensuite en disponibilité, il fut, en 1826, nommé chef d'état-major du camp de Saint Omer; et en 1827, chef d'état-major de la 6^e division militaire, à Besançon. Il occupa ce poste sans interruption jusqu'en 1854.

Nommé alors maréchal-de-camp, après 34 ans de service et 20 ans de grade de colonel, il a commandé successivement les départemens du Tarn et de Saône-et-Loire.

Atteint par la nouvelle loi sur l'état-major de l'armée, il se trouva bientôt rangé dans la deuxième classe des officiers généraux, classe dite de réserve.

Commandeur de la Légion d'Honneur, il est en outre décoré de plusieurs ordres d'Autriche et d'Espagne.

CHEVREUL (MICHEL).

M. Michel CHEVREUL, né à Angers, le 25 janvier 1754, fut reçu docteur en médecine de la faculté de Reims le 17 juillet 1777. Un arrêt du conseil-d'état du roi ayant établi en 1779, des cours d'accouchement dans les principales villes de la généralité de Tours, M. Chevreul fut nommé inspecteur de ces cours et professeur à Angers. Il remplit ces fonctions jusqu'à la révolution, époque où les gé-

néralités ayant été supprimées, les cours cessèrent d'exister. *

M. Chevreul avait été nommé correspondant de l'ex-société royale de Médecine de Paris, le 15 septembre 1786.

En 1791, le conseil-général du département de Maine-et-Loire, ayant apprécié le bien que les cours d'accouchement avaient produit, décida qu'il en serait fait un annuellement à Angers; M. Chevreul en fut nommé professeur, et forma pour ce département un grand nombre de sages femmes. Plus tard (1807), un décret impérial ayant établi, dans l'hospice civil et militaire d'Angers, des cours d'instruction médicale, M. Chevreul fut chargé du cours d'accouchement pour les élèves en médecine, et continua celui qu'il professait depuis seize ans pour les élèves sages-femmes.

En 1820, la ville d'Angers ayant été dotée d'une école secondaire de médecine, M. Chevreul en fut nommé directeur, fonctions qu'il a remplies, ainsi que celles de professeur d'accouchement, jusqu'en 1858; alors son grand âge l'a forcé de donner sa démission.

En 1825, M. Chevreul a été nommé correspondant de l'Académie royale de Médecine de Paris.

Il est auteur 1^o d'une thèse sur les accouchemens, qu'il soutint pour son acte de licence en la Faculté de Médecine de Reims;

2^o D'un Précis de l'art des Accouchemens, primitivement destiné aux élèves sages-femmes de la généralité de Tours, imprimé à Angers, et qui était distribué à ses élèves aux frais de la généralité. Ce Précis, revu, corrigé, avec des augmentations considérables, a été réimprimé, à Paris, en 1826 et en 1857.

M. Chevreul a été nommé membre de la Légion d'Honneur en 1855.

LIGNIVILLE (LE MARÉCHAL-DE-CAMP DE).

Le maréchal-de-camp comte de LIGNIVILLE, (*Pierre-Joseph*), né le 19 février 1782, à Boulay, département de la Moselle, s'engagea au 1^{er} régiment de dragons, le 15 mars 1798, et fut, de simple dragon, nommé sous-lieutenant, par le Premier Consul, sur le champ de bataille de Marengo où il avait été grièvement blessé. Il obtint successivement les grades de lieutenant, de capitaine et de chef d'escadron, comme aide-de-camp du général Clarke, du général Beker et du général Masséna, près desquels il assista, depuis 1805 jusqu'en 1810, à toutes les batailles de la grande armée ; Ulm, Austerlitz, Jéna, Wagram, etc., lui valurent cet avancement.

Il suivit, en 1810, le maréchal Masséna en Portugal, et ne le quitta en 1811, pour entrer avec son grade de chef d'escadron au 15^e régiment de dragons, qu'après cette malheureuse campagne, lorsque le maréchal fut rappelé en France.

Il n'y rentra lui-même, à la tête du 15^e régiment de dragons, qu'il commandait en l'absence du colonel, comme le plus ancien chef d'escadron, qu'en 1815, après la désastreuse bataille de Vittoria, et conduisit ce régiment à Leipsig.

Trois jours avant d'arriver sur ce nouveau champ de bataille, à Naumbourg, le 9 octobre 1815, il eut l'occasion de se distinguer à la tête de ce régiment, en résistant aux charges réitérées d'une cavalerie ennemie bien supérieure en nombre, et en fournissant contre elle des charges meurtrières qui eurent le plus grand succès ; il a été, pour cette affaire, cité dans le bulletin de la grande armée à cette époque.

Nommé, après la bataille de Leipsig, major du même régiment, il en fut fait colonel le 6 février 1814 ; mais il perdit

son régiment le 22 juin de la même année, envoyé qu'il fut en non-activité par le nouveau gouvernement.

Enfin, il a fait la campagne de 1825, en Espagne, comme chef d'état-major de la 2^e division de dragons, et a été nommé maréchal-de-camp le 22 mai 1825.

Resté en disponibilité dans ses foyers, depuis cette époque jusqu'en 1835, il accepta alors le commandement du département du Jura ; le quitta, en 1837, pour faire l'inspection de toutes les troupes de la marine et des fortifications, au Sénégal, à la Guiane française, à la Martinique et à la Guadeloupe.

Rentré en France en 1838, le commandement de la subdivision de la Loire-Inférieure lui a été confié.

Il est commandeur de l'ordre de la Légion-d'Honneur, chevalier de l'ordre militaire de Bade et de l'ordre militaire d'Espagne.

LUGNOT (LE COLONEL).

M. LUGNOT (*Joseph*) est né le 12 décembre 1780, à Charentenay, département de la Haute-Saône. Son père, officier de fortune au régiment de Poitou, s'était retiré dans ses foyers, après d'honorables services dans ce régiment, avec lequel il fit les campagnes de Hanovre, et assista aux sièges de Berg-op-Zoom et de Mahon. A l'organisation de 1791, M. Lugnot père fut nommé capitaine au 2^e bataillon de la Haute-Saône, et partit avec ce bataillon pour l'armée, emmenant avec lui trois fils déjà en âge de porter les armes. Le jeune Lugnot (*Joseph*) ne rejoignit son père et ses frères que le 14 juin 1794, à Kaizer-Hautern, au 1^{er} bataillon de la Montagne, formé à Landau pendant le blocus, et devenu, en l'an vi, 56^e demi-brigade d'infanterie de ligne.

Âgé de quatorze ans seulement, il fit,

dès cette époque, le service de soldat. Il assista aux blocus de Luxembourg et de Mayence, puis au passage du Rhin, en l'an iv, et à la retraite de Moreau; ensuite au blocus de Mantoue, après la retraite de Schérer (le 16 germinal an vii).

Rentré en France par capitulation, en vendémiaire an viii, il fut envoyé à l'armée de l'Ouest. Il assista ensuite à la campagne d'Italie, et puis à celle d'Espagne, pendant les années 1808-9-10 et 11. Il se distingua sous les murs de Gironne, le 16 août 1808 et le 19 septembre 1809; il fut blessé dans ces deux circonstances, et mérita d'être mentionné honorablement dans les rapports de ses supérieurs. Il se rendit digne du même honneur sous les murs d'Anstabrick, et plus tard fut cité à l'ordre de l'armée pour avoir, à la tête de sa compagnie, enlevé et taillé en pièces un poste de miquelets et de cavalerie.

Passé en Russie en 1812, il fut fait capitaine et créé membre de la Légion-d'Honneur presque simultanément; il justifia cette double récompense dans la journée du 18 août, devant Polosken; il fut grièvement blessé dans cette journée.

Il suivit la grande-armée pendant la campagne de 1815, et passa, en janvier 1814, au 95^e de ligne, avec le grade de chef de bataillon, et se trouva au blocus de Magdebourg.

Pendant la première Restauration, il reçut la croix de Saint-Louis.

Il se trouva à Waterloo avec son régiment, fut blessé gravement et abandonné sur le champ de bataille; il ne reçut les premiers secours des Anglais qu'après cinq jours d'atroces souffrances. Il fut transporté à Bruxelles, d'où il ne tarda pas à être embarqué pour l'Angleterre, pour être bientôt après ramené à Dunkerque, et de là à l'hôpital d'Aire.

Mis en activité le 15 octobre 1815, M. Lugnot fut replacé major au 44^e léger le 30 mars 1821. Il fit la campagne d'Es-

pagne en 1825, et fut nommé, à cette occasion, officier de la Légion-d'Honneur et chevalier de seconde classe de l'Ordre de Saint-Ferdinand.

Son régiment faisant partie de l'expédition d'Alger, M. Lugnot fut désigné major de tranchée devant le fort l'Empereur. Le 50 juin 1850; il resta dans la tranchée jusqu'au 4 juillet, jour de l'explosion du fort.

Nommé major de place, après la prise d'Alger, il y organisa complètement le service de cette place.

Envoyé à Oran au commencement du mois d'août suivant, il fut débarqué, par ordre de M. le colonel de Goutefrey, du 21^e de ligne, pour faire la reconnaissance de cette place, avec quatre officiers d'état-major et un du génie. Les troupes de débarquement étaient encore en rade quand on apprit, par le bateau à vapeur *le Sphinx*, les événements de juillet et l'ordre de retourner à Alger, ce qui fut exécuté, après avoir fait sauter le fort de Mers el-Kebir, dont on jeta à la mer l'artillerie et les munitions.

M. Lugnot avait été nommé lieutenant-colonel par le général en chef, le 28 juillet, devant Alger, et c'est en cette qualité qu'il partit pour l'expédition d'Oran. Cependant la confirmation de ce grade ne lui fut accordée que le 8 septembre suivant; il avait alors dix-sept ans de grade de chef de bataillon.

En décembre 1850, il prit part à la seconde expédition d'Oran, commandée par le général Damremont, et composée du 21^e de ligne, deux compagnies d'élite du 47^e de ligne, et plusieurs compagnies du 35^e. Aussitôt après l'occupation d'Oran, M. Lugnot fut chargé du commandement de cette place, et le conserva jusqu'au mois de septembre 1851, époque de la rentrée en France du 21^e de ligne.

Comme lieutenant-colonel, il commanda ce régiment, après la mort du colonel Lefol, pendant les mois de septembre, octo-

bre, novembre et décembre 1851, et procéda à l'organisation des quatre bataillons, et ensuite à l'inspection générale de cette armée.

Depuis son retour en France, M. Lugnot a été nommé colonel au 21^e léger le 28 novembre 1855, et commandeur de la Légion-d'Honneur en avril 1856.

BAUDON (PASCAL AUGUSTIN JOSEPH).

M. *Pascal-Augustin-Joseph* BAUDON, officier de la Légion-d'Honneur, receveur-général des finances de la Seine-Inférieure, régent de la Banque de France, censeur de la Banque de Rouen, président de la commission des salines et des mines de l'Est, administrateur de la compagnie royale d'Assurances et de la Caisse d'Epargne de Paris, est né à Montpellier le 7 avril 1776. Fils d'un administrateur des domaines, petit-fils de deux fermiers généraux, il débuta dans la carrière administrative en 1792 par un emploi dans les postes. Il paya sa dette au pays en satisfaisant personnellement à la loi de la réquisition, occupa de nouveau divers emplois dans plusieurs administrations et était inspecteur des postes en 1808, lorsqu'il fut, grâce à sa fortune, appelé à la recette générale du département du Lot. En 1813, il passa à celle de la Haute-Garonne, et en 1822 à celle du département du Nord.

Membre du syndicat des receveurs généraux en 1825, il fut appelé, en février 1853, à la recette générale de la Seine-Inférieure, dont il est encore aujourd'hui titulaire.

Pour obtenir ces diverses faveurs et ce grand accroissement dans sa fortune matérielle, qu'a-t-il fallu à M. Baudon? Une fortune primitive considérable, et une grande facilité à se ployer aux exigences des divers pouvoirs qui se sont succédé. Ce mérite lui a tenu lieu d'instruction et de talent.

MICHEL CHEVALIER.

M. *Michel* CHEVALIER, né à Limoges le 15 janvier 1806, d'un père médiocrement aisé, et qui faisait un petit commerce de flanelles, manifesta dès sa première jeunesse des dispositions très marquées pour l'étude, et, malgré une santé chancelante et une complexion fort délicate, il dut à son application assidue de remporter, au collège de Limoges, où il entra en 1817, tous les prix d'excellence. Ces premiers succès lui avaient gagné l'affection de ses professeurs, parmi lesquels se trouvait M. Deschamps, aujourd'hui l'un des membres les plus honorables de l'Université, et dont les conseils contribuèrent puissamment à diriger les études du jeune élève vers les sciences historiques et vers les mathématiques. Un autre professeur, M. Pinault, qui avait également conçu pour lui une vive affection, le prépara pour l'Ecole Polytechnique.

Il fut admis à cette école en 1825; il y occupa constamment un rang distingué.

En 1825, après sa sortie de l'Ecole Polytechnique, M. Michel Chevalier fut nommé élève ingénieur à l'école d'Application des Mines. Il y avait dans le choix de cette carrière un indice de ses tendances et de ses travaux à venir : c'était en effet celle qui liait le plus directement la science à l'industrie. Quoiqu'il en soit, M. Michel Chevalier en retira d'abord un précieux avantage, ce fut de voir sa santé, jusque là si faible, se raffermir sensiblement par suite des voyages géologiques qu'il entreprit à pied, dans les Pyrénées, en Suisse et en Allemagne, suppléant alors par l'énergie de sa volonté aux forces physiques qui lui manquaient encore.

Au nombre des compagnons de M. Michel Chevalier se trouvait Jean Raynaud, qui depuis, et conjointement avec lui, a

joué un rôle si remarquable dans le Saint-Simonisme.

Comme presque tous les jeunes gens de cette époque, M. Michel Chevalier avait reçu une éducation toute napoléonienne, que l'influence de la lutte contre la restauration avait fortement empreinte de libéralisme. Toutefois, il avait toujours eu une tendance religieuse prononcée.

C'est sous l'influence de ces sentimens que, peu après sa sortie de l'Ecole Polytechnique, M. Michel Chevalier forma de premières relations avec les disciples de Saint-Simon. Frappé du caractère de l'industrie comme moyen d'amélioration populaire, il suivit les travaux de la nouvelle école économique avec persévérance plutôt qu'avec ardeur, et au point de vue *théorique* bien plus que *pratique*. Mais lorsque survinrent les événemens de juillet, ce fut tout autre chose. L'ébranlement général qui résulta de cette lutte donna à tout ce qui touchait aux intérêts populaires une importance de premier ordre. C'est alors que M. Michel Chevalier débuta par quelques écrits qui figurent dans les travaux des Saint-Simoniens, et auxquels ceux-ci accordèrent dès l'abord beaucoup de prix. Nous citerons entre autres un article inséré dans l'*Organisateur* du 11 septembre 1850, intitulé la *Marseillaise*; un autre sur les émeutes populaires, à la date du 25 septembre, et qui commençait en ces termes : *Dieu seul est l'architecte des nations*, et beaucoup d'autres encore.

L'impulsion générale donnée alors aux esprits entraînait toute la jeunesse vers les idées rénovatrices, mais les plus avancés sentaient qu'il y avait nécessité de réorganiser, et M. Michel Chevalier fut loin d'être le seul qui, sorti du sanctuaire même des sciences mathématiques et philosophiques, vint chercher dans les conceptions premières du Saint-Simonisme, et développer par elles la solution de la crise sociale qui agite le monde depuis plus d'un

demi-siècle. Par son influence arrivèrent à la nouvelle doctrine quelques-uns des hommes qui y ont marqué et qui avaient été ses camarades à l'Ecole Polytechnique; MM. Abel Transon, Jean Reynaud, Cazeaux, etc.

Vers cette époque, M. Michel Chevalier avait été nommé ingénieur des mines du département du Nord, qui présente des gites houillers importants. Sa santé étant compromise, il dut suspendre ses fonctions pour aller chercher du repos dans sa famille. C'était vers la fin de septembre 1850: les Saint-Simoniens venaient de faire l'acquisition du *Globe*, journal qui avait eu pour rédacteurs des hommes distingués, tels que MM. Dubois, Remusat, Duchatel, Pierre Leroux, Duvergier de Hauranne, Vitet, etc. C'est alors que M. Michel Chevalier reçut d'*Enfantin*, qui déjà donnait, avec *Bazard*, l'impulsion à l'association naissante, une lettre par laquelle il lui proposait de se charger de la rédaction du *Globe*. Tout malade qu'était en ce moment M. Michel Chevalier, il n'hésita pas à partir, et arriva à Paris le 11 novembre 1850. Le *Globe* avait alors pour principaux rédacteurs MM. Sainte-Beuve et Leroux, que le Saint-Simonisme avait attirés dans ses rangs, le second complètement, le premier à demi; du reste, presque tout l'ancien personnel du *Globe* se retira.

Ayant à porter seul, à vingt-quatre ans, tout le poids d'une rédaction qui allait être d'autant plus laborieuse qu'il y avait lieu de donner au *Globe*, jusque là exclusivement démocratique, une direction nouvelle; obligé de se créer des seconds, de former de jeunes rédacteurs, et, en outre, d'entretenir la correspondance excessivement active qu'avait déjà l'association saint-simonienne, M. Michel Chevalier eut en cette circonstance à faire preuve d'une grande énergie de volonté. Elle ne lui faillit pas, et il faut reconnaître qu'il fut puissamment aidé par les deux chefs

du saint-simonisme, Enfantin et Bazard, avec lesquels il conférait chaque matin. Du premier, il recevait de fécondes inspirations, du second, une foule d'utiles conseils donnés surtout avec une lucidité de vues remarquables.

Nous avons dit que le *Globe* avait jusqu'à lui suivi une ligne démocratique. Il ne tarda pas à en dévier en partie, et c'est particulièrement aux inspirations d'Enfantin que fut dû ce résultat, notamment à la suite de quelques conversations où ce dernier appliquait à la politique générale le sentiment du panthéisme et de réhabilitation universelle, qui se fait remarquer dans toutes ses conceptions. Il y avait dans cette politique, par cela seul, qu'elle se posait face à face avec l'esprit de lutte révolutionnaire, tout en accueillant les progrès de la révolution, il y avait une nouveauté, une hardiesse qui fit sensation dans le public. On sentit qu'elle réhabilitait à beaucoup d'égards le *juste-milieu*, ce dont le *Globe* ne faisait pas mystère, et rendait aussi pleine justice à ce qu'il y avait eu de bon et d'utile dans l'ancien régime. De là, scandale parmi certains libéraux, scandale même parmi quelques saint-simoniens.

Bien que ce revirement se fut accompli à la suite de conversations qu'Enfantin avait eues avec M. Michel Chevalier, c'était toutefois chez ce dernier un accouchement laborieux et tout personnel de la portée duquel Enfantin n'avait pas eu, dit-on, pleinement conscience, mais dont il accepta et soutint le fruit avec netteté et décision.

Les longs et nombreux articles que M. Michel Chevalier insérait coup sur coup dans le *Globe*, attestent la fécondité de sa plume non moins que la profondeur de ses vues d'organisation industrielle. Bientôt des relations importantes et personnelles s'établirent entre le jeune rédacteur et plusieurs personnages marquans de l'é-

poque, députés, ministres etc., et aussi avec les banquiers. M. Rotschild, entre autres, eut à cette époque avec M. Michel Chevalier une entrevue qui frappa, assure-t-on, vivement ce roi de la finance.

Cependant, les travaux de M. Michel Chevalier prenaient chaque jour une nouvelle extension. Il s'appliqua, par exemple, à la politique européenne, et traça à ce sujet une série d'articles remarquables, qui fixèrent l'attention. Plusieurs personnages importans de la France correspondaient avec lui; ses articles de politique générale sur les partis, ainsi que ceux qui traitent de l'industrie dans ses rapports avec la politique, étaient traduits à l'étranger. Il en parut de lui qui traitaient de la question des beaux-arts et du caractère nouveau qu'ils sont appelés à revêtir; mais la série d'articles la plus importante, par la portée des vues qu'elle indique, est celle qui traite de la politique et qui fut réimprimée à part sous le titre de *Politique européenne* et de *Politique industrielle*.

Pendant que M. Michel Chevalier poursuivait ainsi dans le *Globe* son œuvre toute spéciale, une crise intestine agita le saint-simonisme. Enfantin avait émis sur la morale des idées contre lesquelles avait protesté M. Bazard, et avec lui plusieurs saint-simoniens. M. Michel Chevalier inclinait d'abord à se joindre à cette protestation, mais M. Bazard, tiraillé d'abord en sens divers, se montra faible; dès lors M. Michel Chevalier et beaucoup d'autres qui avaient été indécis, restèrent avec Enfantin, pour cela surtout, que ce chef se sentait fort, qu'il marchait, et constituait ainsi l'existence de l'association.

Après cette séparation, le *Globe* continua de paraître six mois encore, et c'est alors que M. Michel Chevalier y publia par articles détachés, le *Système de la méditerranée*, conception politique qui, depuis, reçut des événemens une si éclatante sanction. Bientôt ce journal, dont la pu-

blication avait toujours été gratuite, cessa tout à fait. Le dernier numéro intitulé à tort, renfermait un article des principaux saint-simoniens où chacun d'eux marquait sa tendance. Celui de M. Michel Chevalier porte exclusivement sur l'organisation administrative.

Au mois d'avril 1855, Enfantin, suivi de quarante de ses disciples environ, se retira à Ménilmontant, dans une propriété qu'il possédait encore à cette époque : c'est ce que les saint-simoniens appelaient la *retraite*. M. Michel Chevalier ne s'y rendit pas tout d'abord, il resta à Paris livré à ses travaux d'économie publique; mais bientôt le défaut d'ordre et de discipline se fit sentir dans la congrégation de Ménilmontant, où Enfantin dut former lui-même, afin de mettre un terme à cette désorganisation intérieure, un triumvirat composé de MM. Michel Chevalier, Barrault et Fournel; bientôt chacun eut sa tâche, son emploi, et fut soumis à une règle. C'est peu de temps après qu'eut lieu la *prise d'habits* des saint-simoniens, le 6 juin 1852, au moment même où retentissaient dans Paris les coups de fusil des insurgés et le canon du pouvoir. Ménilmontant fut ouvert au public, et avec le public y vinrent, après quelques temps, les poursuites et les vexations de l'autorité. Ici M. Michel Chevalier qui avait été spécialement chargé à Ménilmontant de la direction des affaires publiques, eut fréquemment à correspondre avec l'autorité. Le gouvernement qui, à l'état de crise où était la France, ne demandait pas mieux que d'écouter des hommes nouveaux, trouvait d'ailleurs dans ses relations un moyen de surveiller leurs actes et leurs intentions. M. Michel Chevalier eut aussi quelques conférences avec des personnes du pouvoir et notamment avec le garde-des-sceaux, M. Barthe, qui l'accueillit avec un empressement marqué.

La retraite de Ménilmontant donna nais-

sance à une œuvre à peu près inédite encore, sauf quelques fragmens insérés dans la *Revue des deux Mondes*, le LIVRE NOUVEAU. Enfantin eut l'idée de ce travail pour occuper intellectuellement les jeunes hommes qui l'entouraient. Ce livre se compose de quatre ou cinq morceaux correspondant à autant de séances que présidait Enfantin et auxquelles assistait un petit nombre de disciples. Le premier de ces morceaux fut rédigé par Enfantin lui-même; M. Barrault y inséra un morceau de critique littéraire, et M. Michel Chevalier une esquisse de géologie poétique.

Ce qui constitue la partie essentiellement dramatique de Ménilmontant, c'est le jugement des saint-simoniens en Cour d'Assises, comme ayant enfreint l'article 291 du Code Pénal (réunion de plus de vingt personnes), et comme ayant porté atteinte à la morale publique. Cette dernière accusation prenait sa base, ou plutôt son prétexte, dans deux articles du *Globe*, articles de discussion toute théorique sur le mariage et la famille, et qui avaient été écrits et signés, l'un par Enfantin, et l'autre par M. Duveyrier. M. Michel Chevalier figura dans les incidens de ce procès, par l'avantage marqué qu'il eut sur le procureur du roi, M. Delapalme. Il eut, du reste, en sa qualité de gérant responsable du *Globe*, à supporter en commun avec MM. Enfantin et Duveyrier, la condamnation qui frappa les idées émises par ceux-ci. M. Duveyrier, toutefois, recourut en grâce et évita l'emprisonnement.

Enfermés à Sainte-Pélagie, Enfantin et M. Michel Chevalier y habitèrent le quartier de la démocratie des détenus. La plus grande partie du temps de M. Michel Chevalier fut alors employé par lui à des lectures sur l'Orient. Du reste, il cessa bientôt d'habiter avec Enfantin, car leur œuvre déjà n'était plus commune. En effet, au second procès qui eut lieu en mai 1855, encore au sujet des réunions qui s'étaient

faites à Ménilmontant, Enfantin avait conservé le costume saint-simonien, et M. Michel Chevalier, au contraire, y était venu en habit bourgeois. Cette fois, ils furent quittés.

Cependant plusieurs personnes notables, entre autres MM. Gay-Lussac, Beaunier, inspecteur-général des mines, et le général Lamy, intercédèrent auprès du ministre de la justice, pour obtenir la sortie de prison de M. Michel Chevalier. Il lui fut annoncé qu'il serait mis en liberté s'il signait un recours en grâce. M. Michel Chevalier répondit verbalement à ces propositions, qu'il accepterait sa mise en liberté avec reconnaissance, mais ne demanderait pas grâce. Il ne fut plus alors question que de la simple translation dans une maison de santé. Ici encore le général Lamy, qui ne connaissait M. Michel que par ses travaux, et qui était intervenu à la demande d'un ami commun, s'interposa activement auprès du ministre de l'intérieur, M. d'Argout. Toutefois, l'attestation d'un médecin était nécessaire. Six mois d'emprisonnement dans un local bruyant et malsain avaient altéré la santé de M. Michel Chevalier, mais elle n'était cependant pas tellement mauvaise, que son admission à la maison de santé fût d'une urgente nécessité. Il ne considérait cette admission que comme une politesse et une marque d'intérêt. C'est dans ce sens qu'il parla lui-même au docteur Capuron, que lui avait dépêché le préfet de police Giquet. Ce médecin conclut, dans son rapport, à ce que M. Michel Chevalier demeurât en prison (1); et ses conclusions eussent triomphé, si M. d'Argout, informé de ces difficultés et pressé par le général

Lamy, n'eût donné ordre d'y mettre fin, en autorisant immédiatement la translation du prisonnier dans la maison de santé.

Une fois là, M. Michel Chevalier reprit le cours de ses travaux, et sentit surtout la nécessité de se créer, dans le monde où il allait entrer, des titres nouveaux. Une absence un peu prolongée, un voyage fait dans des intérêts généraux, avec des vues d'études sociales, pouvait surtout y préparer utilement et convenablement sa rentrée.

Le gouvernement s'occupait très-activement alors de faire étudier la question des chemins de fer. Des ingénieurs avaient été envoyés, dans ce but, en Angleterre; à plus forte raison y avait-il lieu d'en envoyer aussi en Amérique, pays modèle sous ce rapport. Sur la proposition de MM. Lamy et Beaunier, M. Michel Chevalier fut désigné, pour accomplir cette mission, par le ministre de l'intérieur, M. Thiers, et par M. Legrand, directeur général des Ponts - et - Chaussées, qui apportèrent beaucoup d'empressement à cette nomination.

Avant de partir, M. Michel Chevalier eut des relations avec M. Bertin du *Journal des Débats*; voici comment elles avaient pris naissance : le jour même où le *Globe* avait cessé de paraître, il se trouva dans l'article principal du *Journal des Débats*, des observations touchant la portée et la valeur des questions que soulevaient les journaux des divers partis. Ces questions, et les discussions qu'elles entraînaient, y étaient qualifiées d'oiseuses, et le même article signalait le *Globe* comme ayant été le seul journal qui, sous ce rapport, se fût placé hors ligne dans la presse parisienne, Le *Journal des Débats* n'ayant jamais cessé d'être envoyé à M. Michel Chevalier, ce dernier adressa à ce journal, de la maison de santé où il était, en juin 1855, quelques observations touchant les travaux publics.

(1) M. le docteur Capuron, chargé fréquemment de missions de ce genre, les a toujours remplies avec une brutalité de franchise dont les ministres, eux-mêmes, se trouvaient embarrassés. Nous croyons même pouvoir dire, avec connaissance de cause, que, consulté en 1835 sur la position d'un prisonnier malade; (M. O'Reilly) il poussa après de ce dernier, les investigations jusqu'à la grossièreté; M. Capuron confond trop facilement les prisonniers politiques avec les hommes destinés au bûche.

Ceci n'eut pas d'abord d'autre suite, et les réflexions de M. Michel Chevalier ne furent pas publiées; mais à quelque temps de là, M. Michel Chevalier rencontra M. Armand Bertin, et eut avec lui une conversation où il ne s'agit nullement de ce qu'il avait envoyé au *Journal des Débats*; le lendemain, toutefois, l'article de M. Michel Chevalier figurait dans ce journal. Son apparition excita dans *la Presse*, quelques discussions; de là naquit une première collaboration entre ce journal et l'ex-rédacteur du *Globe*. Lors de son départ pour l'Amérique, il fut convenu qu'il enverrait aux *Débats* des articles touchant la situation de l'Union, etc., etc. On sait qu'une série de lettres de ce jeune publiciste, y ont pris place, en 1854 et 1855, et qu'elles y furent beaucoup remarquées.

Ce fut le 18 octobre 1853, que M. Michel Chevalier partit pour la mission qui lui avait été donnée. Elle était, comme nous l'avons dit, relative à l'étude des travaux publics en général et des chemins de fer en particulier. Mais il prévoyait bien dès-lors qu'elle devrait s'élargir pour lui considérablement. Il ne tarda pas, en effet, tout en s'acquittant de cette mission, à s'occuper de l'industrie en général, des relations des diverses classes entre elles; en un mot, de la question sociale elle-même. Cette tâche dut nécessairement prolonger de beaucoup l'intervalle de temps qui avait été assigné à son voyage (8 mois). Déjà il en avait passé un en Angleterre, et le trajet aux États-Unis lui avait pris six semaines. Aussi, ne tenant nul compte de l'étroite limite de temps dans laquelle on l'avait renfermé, il écrivit au gouvernement, à l'expiration du délai, qu'il ne concevait pas la possibilité de revenir de suite. M. Legrand, directeur des Ponts-et-Chaussées, accéda de bonne grâce à une prolongation de mission, et nul terme ne fut assigné au retour de M. Michel Chevalier.

Dès sa plus tendre jeunesse, il avait éprouvé un vif désir de voir l'Amérique espagnole; l'occasion de satisfaire ce désir était trop facile alors pour qu'il la laissât échapper; et d'ailleurs, se borner à voir les États de l'Union, ce n'était connaître l'Amérique que sous un de ses aspects. M. Michel Chevalier fit donc au Mexique et à l'île de Cuba, un séjour de plusieurs mois.

Des observations qu'il recueillit en Angleterre, et particulièrement aux États-Unis, est né l'ouvrage qu'il publia en novembre 1856, sous le titre de *Lettres sur l'Amérique du Nord*, ouvrage où sont examinées de haut, toutes les questions importantes d'économie sociale et de politique générale, non pas seulement en ce qui touche les États-Unis, mais aussi sous le rapport de la politique Européenne, et même universelle.

Rentré en France au mois d'octobre 1855, M. Michel Chevalier a depuis constamment rédigé, dans les *Débats*, les articles qui ont trait à la politique générale dans ses rapports avec l'industrie, articles dont l'importance s'est nécessairement accrue de la tendance marquée de notre époque à s'occuper d'améliorations positives et matérielles.

En 1856, se déclara aux États-Unis une crise commerciale qui réagit plus particulièrement sur l'Angleterre, et y produisit de grands embarras financiers. Il importait au gouvernement français de connaître exactement la portée que la crise pouvait avoir en Angleterre et l'influence qu'elle pouvait exercer sur nos propres affaires. Appelé à conférer avec le ministre, M. Michel Chevalier signala la nécessité d'étudier cette crise sur les lieux, et se montra disposé à accepter cette mission. Il la reçut en effet. Trois jours après son arrivée à Londres, le 18 avril 1857, comme il revenait, à une heure du matin, d'une séance du parlement, avec M. Bourquenay, chargé d'affaires de

France en Angleterre, les chevaux de la voiture dans laquelle ils se trouvaient s'emportèrent, et ces deux messieurs redoutant le danger qui pouvait en résulter pour eux, à cause du quartier de la ville où ils se trouvaient alors, et particulièrement à cause de l'escalier du parc de Saint-James, crurent pouvoir l'éviter en s'élançant hors de la voiture. Cette résolution fut funeste à M. Michel Chevalier qui tombant sur la tête s'y fit une grave blessure et demeura trois jours entiers sans connaissance, entre la vie et la mort. Dès les premiers instans on le crut perdu; mais des soins assidus et empressés lui ayant été prodigués à temps, il fut, à la suite d'un traitement assez long, hors de tout danger. Ce ne fut toutefois qu'après plusieurs mois de séjour dans le Midi et aux eaux des Pyrénées, que M. Michel Chevalier recouvra la santé.

Vers le commencement du janvier 1858, une circonstance toute fortuite est venue marquer d'une manière nette et précise la position que l'ancien rédacteur du *Globe* occupe actuellement vis-à-vis de ses anciens condisciples de l'école saint-simonienne, et vis-à-vis le monde. M. L. de Carné, avait écrit dans les *Débats* un article où Saint-Simon, mis à l'égal de Babœuf, paraît avoir été jugé avec une prévention toute défavorable. M. Michel Chevalier, mû par une courageuse susceptibilité, crut devoir à ce sujet prendre en main la cause du maître (voir *Journal des Débats* du 6 janvier 1858), et, en faisant la part des erreurs, d'ailleurs dictées par un sentiment honorable, où une logique trop exclusive avait pu entraîner les disciples de Saint-Simon en même temps qu'elle leur avait fait faire des choses grandes et utiles, revendiqua pour ce philosophe tout ce qu'avaient de civilisateur, de puissant, de fécond pour l'avenir social, les principes généraux qu'il avait posés, principes à l'égard desquels M. Michel

Chevalier ne craint pas de reconnaître qu'il est prêt, aujourd'hui encore, à se déclarer saint-simonien.

Quoiqu'il en soit de cette controverse, un fait nous paraît ressortir de l'ensemble des travaux auxquels s'est livré M. Michel Chevalier, tant dans la doctrine saint-simonienne qu'en dehors d'elle, c'est que si la pensée première de Saint-Simon s'est fait jour et grandit de plus en plus dans le monde politique, le sentiment d'association pour le travail en même temps que celui d'une juste réhabilitation du principe d'autorité (1), réhabilitation qui s'opérerait et se justifierait par les efforts des gouvernemens en faveur de la classe la plus nombreuse, sont aujourd'hui dans tous les esprits; ce résultat est dû, en grande partie, à la direction que, de nos jours comme par le passé, M. Michel Chevalier contribue si puissamment à imprimer à la politique, en la transportant du terrain purement spéculatif, militaire et révolutionnaire qu'elle a occupé jusqu'ici, sur celui des intérêts positifs de la constitution, de tous les intérêts et de la moralisation de toutes les classes, sous les auspices du travail, de l'industrie, de la science et des beaux arts.

Une circonstance importante a récemment mis de nouveau en saillie les vues neuves et le savoir de cet économiste, à l'occasion des projets des chemins de fer, proposés par le ministère en avril 1858, projets dont l'exécution, exclusivement réservée à l'État, était d'ailleurs excessivement dispendieuse, eu égard à leur grand nombre, au système de construction adopté, et à la trop grande durée des travaux qu'ils auraient exigés. M. Michel Chevalier publia sous le titre *des Intérêts matériels en France, Routes, Canaux et Chemins de fer*, un ouvrage dans lequel il

(1) L'on comprendra facilement que par ces mots *réhabilitation du principe d'autorité*, nous ne faisons pas d'application à une personnification d'autorité qui nous paraît être au dehors de tout principe positif; mais que nous parlons en terme théorique.

expose un plan complet de travaux publics, combiné de telle sorte, qu'en y faisant jouer à la navigation du territoire un rôle important, et en dotant le pays d'un vaste ensemble de voies de communications, il réduit, par un système mixte de canaux et de chemins de fer, de plus des deux tiers, la dépense et la durée d'exécution des travaux précédemment proposés. Deux éditions épuisées en un mois, attestent assez l'accueil que le public, justement préoccupé de cette grave question, a fait à ce travail. C'est peu de jours après la publication dont il s'agit, que M. Michel Chevalier fut nommé conseiller-d'état. Du reste, la position que ce publiciste a constamment occupée dans la presse et vis-à-vis du gouvernement, duquel il n'a pas voulu accepter de fonctions salariées, l'a toujours laissé, il faut le reconnaître, en dehors de la dépendance de l'autorité gouvernementale, et il s'est empressé, en beaucoup de circonstances, d'applaudir à l'impulsion que donnait le pouvoir, parce qu'elle lui paraissait conforme aux intérêts généraux du pays; il ne s'est pas fait faute, en beaucoup de cas, d'exercer vis-à-vis de lui l'action d'une critique aussi judicieuse et nette au fond, que mesurée dans la forme.

Aux élections dernières, M. Michel Chevalier se porta candidat à la députation, à Foix (Arriège). Il sollicita honorablement les suffrages des électeurs dans une circulaire qui résume les sentimens politiques et les pensées d'avenir de l'ex-apôtre du saint-simonisme. Il échoua en présence d'une majorité peu nombreuse, mais compacte. Pour les hommes d'autrefois, M. Michel Chevalier était peut-être encore trop novateur; pour les fidèles du pouvoir, il ne se montrait pas assez dévoué, *quand même*; pour les radicaux, il annonçait un esprit de réserve et de modération qui permettait de n'avoir pas foi entière dans ses idées démocratiques. Ceux-ci du reste

ne lui pardonnaient pas la transformation qu'il fit subir au *Globe* en 1850.

En un mot, M. Michel Chevalier ne fut point assez compris. Serait-ce le sort de tous les hommes franchement indépendans, et consciencieusement voués à leurs idées primordiales? Peut-être.

GUILLIÉ (SEBASTIEN).

M. GUILLIÉ (*Sébastien*), né à Bordeaux, le 24 août 1780, fit ses premières études au couvent des Grands-Carmes de cette ville, et les termina à l'Ecole centrale de la Gironde.

Destiné au commerce par ses parens, son goût l'entraîna vers la médecine. Il l'étudia sous Desèze, auteur de l'immortel ouvrage sur la sensibilité, lequel précéda de plus de vingt ans les travaux de Bichat sur la même matière.

Etant encore élève de l'hôpital Saint-André, M. Guillié publia un éloge de Jonquet, chirurgien en chef de cet hôpital, éloge qui lui mérita le titre de membre correspondant de plusieurs sociétés médicales et littéraires.

En 1804, pour suivre les cours des écoles qui venaient d'être réorganisées, M. Guillié se rendit à Paris auprès de l'abbé Siccard, ami de sa famille, sous le patronage duquel il fut présenté aux sommités scientifiques du temps.

En 1807, il prit son titre de docteur. Peu de temps après éclata la guerre d'Espagne; M. Guillié fut employé comme médecin militaire, et ne revint à Paris qu'à l'époque de l'expédition de Russie.

C'était l'époque où les salons commençaient à afficher des opinions contraires aux idées de conquêtes de l'Empereur. Les haines passées, les rancunes présentes, les regrets, les mécontentemens, les inconstances, se cherchaient, se rapprochaient. Les partis avaient été comprimés, mais

non pas détruits; et parmi les hommes qui aiment à tout rapporter à la douleur causée par d'anciens dommages, plusieurs parlèrent haut, et devinrent les chefs d'une opposition qui ne craignait plus de se prononcer ouvertement.

1812 arriva; et pendant que Napoléon allait à l'autre extrémité de l'Europe préparer sa ruine, le général Mallet faillit la précipiter par son fameux coup de main sur Paris. M. Guillié se trouva compromis dans cette affaire inouïe, étrangère à la politique. Il lui fallut, dit-on, porter la peine de se trouver l'ami d'hommes politiques: aussi la police voulut-elle lui faire jouer un rôle dans un procès pour lequel, à cette époque, il paraissait à peine assez renseigné pour en devenir un des témoins.

Quelques explications sont ici nécessaires pour faire connaître les relations du docteur avec les personnages marquans qui ont figuré dans cette conspiration, mal nommée, par l'Empereur, une débauche politique, puisqu'il y eut un ministre audacieusement arrêté dans son hôtel, et un préfet de police mis à la Force avec lui.

M. Guillié avait connu Mallet à Bordeaux, vers l'an 10, et s'était lié d'amitié avec lui. On sait que l'idée fixe de ce général était le renversement du gouvernement impérial. Avant sa dernière et audacieuse entreprise, il en avait tenté d'autres, et il était détenu pour quelque chose de semblable, quand le docteur, qui depuis long-temps l'avait perdu de vue, le retrouva dans la maison de santé du faubourg Saint-Antoine, n° 599, où il allait visiter son disciple et ami, l'abbé Lafond, compromis dans les affaires relatives à la bulle du pape.

Ces maisons de santé étaient devenues des espèces de séminaires, ou, en attendant leur repentir ou leur conversion, étaient renfermés les prisonniers d'Etat pour lesquels se calmaient les rigueurs du

pouvoir. Le général Mallet, l'abbé Lafond, les deux frères Jules et Armand de Polignac, le marquis de Puyvert, et plusieurs autres détenus politiques, avaient obtenu, après un laps de temps, plus ou moins prolongé, passé dans plusieurs forteresses, d'échanger leur rude détention contre un séjour dans ces sortes de prisons mixtes, où ils jouissaient d'un peu plus de liberté. Placés à leurs frais, rien ne leur manquait de ce qu'ils pouvaient se procurer; et, si ce n'était le chagrin de se savoir toujours sous le regard d'hommes voués à la police, et soumis à la surveillance la plus active, ils y pouvaient jouir à peu près de ce qu'on pourrait nommer la *vie de château*.

La facilité qu'on avait donnée aux prisonniers de voir quelques personnes de l'extérieur leur fit naître l'idée d'instituer un dîner le mercredi de chaque semaine; et le général Mallet, qui avait ses vues, fut le plus ardent provocateur de ces réceptions, qui détournaient l'attention et servaient à nouer des relations nécessaires à ses projets.

Sans être peut-être parmi les initiés, le docteur Guillié aimait à se rendre à ces réunions, où il retrouvait plusieurs de ses connaissances du dehors, et d'autres convives, dont les uns étaient sans doute instruits ou préparés à l'être, et dont les autres, de bonne foi, servaient à cacher le véritable but de ces dîners hebdomadaires. On y trouvait compagnie nombreuse et choisie; plusieurs généraux de la République étaient des plus assidus parmi les habitués. Rouget de l'Isle, ami particulier du général Morin, ancien secrétaire de Masséna; Lagarde, autrefois secrétaire du Directoire, y venaient aussi. L'on y remarquait l'abbé Camano, prêtre espagnol, proscrit, celui chez lequel les conjurés se réunirent dans la nuit du 25 au 24 octobre, rue Neuve-Saint-Gilles, pour recevoir le mot d'ordre que le caporal Rateau s'était procuré, revêtir les costumes et les insignes des diffé-

rens rôles que chacun devait jouer, et de là aller à la caserne des Minimes, où s'exécuta le premier acte de ce drame audacieux et animé.

Ainsi que plusieurs personnes qui furent compromises par suite de leurs visites à la maison de santé, le docteur Guillié fut arrêté comme soupçonné d'avoir pris part à la conspiration républicaine qui éclata dans la nuit du 25 au 24 octobre 1812, tandis que, d'un autre côté, quelques lettres insignifiantes du comte Jules de Polignac et du marquis de Puyvert, commentées par M. Pasquier, préfet de police, et par le duc de Rovigo, le firent considérer comme royaliste.

Sous cette double et contradictoire imputation, il fut confiné dans une prison d'Etat.

Le 19 septembre 1813, après onze mois de captivité, le docteur Guillié fut relâché, et rendu à ses études et à ses travaux, qu'il reprit avec une nouvelle ardeur.

Au commencement de 1814 (avant l'entrée des alliés et l'abdication de Napoléon), la place de directeur de l'Institution des Aveugles-nés, réunie aux Quinze-Vingts, devint vacante par la mort de M. Bertrand. Le docteur Guillié la sollicita de M. de Montalivet, alors ministre de l'intérieur, et la demanda au concours. Scopa et l'abbé Caffort étaient ses deux compétiteurs; mais, au moment décisif, tous deux se désistèrent. Après ce retrait, honorable pour tous, puisqu'il était un hommage rendu par des hommes de talent à des études spéciales et à de persévérantes recherches, le docteur Guillié fut nommé.

Porté depuis long-temps sur les états de présentation de la Légion-d'Honneur, il reçut la décoration à une époque où, moins prodiguée qu'aujourd'hui, elle pouvait être considérée comme une distinction honorifique.

La responsabilité de directeur et de médecin en chef d'un établissement comme

celui à la tête duquel on plaçait le docteur, est grande. Il se montra digne du poste qui venait de lui être confié. Au milieu d'un travail difficile et incessant, son activité s'augmenta, et c'est même de cette époque que sa vie se dédouble, pour ainsi dire. Il appartient, d'un côté, à la science et à l'administration; de l'autre, à la littérature, à l'histoire, au pamphlet politique. Dans l'institution qu'il dirigeait, il lui fallut organiser, améliorer, lutter contre la routine. Il étudia, combattit, expérimenta, se lança dans le champ des découvertes; et, tandis qu'il enrichissait l'histoire médicale du résultat de ses recherches, il éclaira l'histoire de la nation par son compte-rendu, publié sous le titre d'*Histoire de la conjuration du général Mallet*.

Poussé d'abord par une juste indignation contre les agens d'un pouvoir dont il avait eu tant à souffrir, et retrouvant sous sa plume les persécuteurs secondaires dont le rôle fut si ridicule pendant la grande peur que leur fit la hardiesse d'un seul homme, le docteur usa contre eux du privilège de tout opprimé qui a de l'esprit, de la verve, et qui tient dans sa main de bonnes vérités à dire; mais, à mesure qu'il avançait dans son travail, il se trouvait entraîné par son propre sujet. Depuis l'événement qu'il racontait alors, il avait fait plus d'une curieuse enquête; il avait demandé des détails, rassemblé des anecdotes, reçu des confidences, vérifié des preuves, et Mallet lui apparaissait ce qu'il avait été en effet, un conspirateur dont l'histoire devait tenir compte.

La brochure avait été publiée sous le pseudonyme de l'abbé Lafond; et quelques agens subalternes de la police de l'Empire, se croyant suffisamment désignés, assignèrent M. Lafond devant le tribunal de police correctionnelle. A cette attaque, M. de Guillié dut prendre sa part de responsabilité, et demanda à comparaître en personne.

Cependant les intéressés se remuaient, cherchaient des protecteurs, se faisaient des appuis. C'était au moment où la réaction qui d'abord avait sévi contre les anciens partisans du pouvoir impérial s'affaiblissait de jour en jour et où l'opposition contre le nouveau gouvernement commençait à se manifester. Les attaquans avaient un parti pour eux, et l'abbé Lafond et le docteur Guillié étaient menacés d'un jugement dont le principal considérant n'eût pourtant pu être que celui-ci : *Toutes les vérités ne sont pas bonnes à dire.*

Ils allèrent communiquer la brochure incriminée au célèbre Bergasse, ami particulier de l'abbé Sicard. Examen fait de l'écrit, appréciation des circonstances dans lesquelles il avait paru, coup d'œil jeté sur les hommes et sur les choses du moment, l'ancien adversaire de Beaumarchais prophétisa à l'auteur une inévitable condamnation; mais comme il y allait de la liberté d'un homme de courage, dont tout le crime était de s'être hasardé à écrire ce que chacun pensait, il s'adressa au docteur :

— Avez-vous une centaine d'amis ? lui dit-il.

— Nous pouvons bien à nous deux aller jusque-là, répondit celui-ci.

— Vous êtes sauvés ! riposta Bergasse.

Et alors, comme s'il se fût souvenu de ses anciennes lnttes avec l'adversaire de Gœzman, il donna aux deux amis un moyen qui aurait fait honneur au meilleur temps de l'imagination de Beaumarchais, et dont voici ce qu'on peut appeler une véritable mise en scène.

Les juges étaient supposés sur leurs sièges, les accusés sur leurs bancs, l'avocat du roi à son poste, les amis des accusés, figurant le public, étaient groupés au milieu du prétoire, ou figuraient isolément selon les besoins prévus. On appelait la cause, l'auditoire se rendait attentif; d'abord religieux silence, puis l'homme du parquet

requérait, mais à peine touchait-il à l'accusation, que les spectateurs faisaient entendre de sourds murmures. L'avocat du roi continuait, l'auditoire se prenait d'indignation et désapprouvait hautement les conclusions duréquisitoire. Les juges étonnés demandaient le silence, ils interrogeaient les accusés, ceux-ci s'agitaient sur leur banc, une sainte colère les saisissait; loin de répondre ils interpellaient les juges. Les mots sacramentels d'alors étaient prononcés : oser mettre en jugement des *défenseurs de l'autel et du trône* ! disait l'abbé Lafond avec véhémence, et l'auditoire, indigné, répétait ce que disait l'abbé Lafond avec ce degré d'exaltation que prend la foule émue. On levait les mains, on s'avancait, on s'animait comme au *Forum*. Les juges avaient quelque frayeur, et commençaient à renoncer à leur parti pris relativement à la culpabilité des accusés. Le silence se rétablissait, de nouvelles questions étaient faites, de nouvelles récriminations partaient du banc des coupables, et trouvaient de nombreux échos parmi les auditeurs. Des juges assis sur les fleurs de lis oseraient-ils condamner les *hommes de la bonne cause* ? s'écriait-on de toutes parts; c'est un *tolle* général. Hésitation du tribunal; les cris du peuple sont au diapason de la plus haute colère. On franchit les barrières, l'on saute sur les bancs : voilà que l'on se place près des accusés, comme pour s'honorer d'être assis à leurs côtés ! Intimidés d'un spectacle nouveau au Palais, ceux d'entre les juges qui se trouvent placés entre leur thème de condamnation et la peur de cette manifestation spontanée, se trouvant pour ainsi dire en cause, s'adjoignent aux juges, qui ne trouvent rien de sérieux dans l'objet de la plainte. L'opinion publique a prononcé, ils vont absoudre.

Bergasse connaissait bien les hommes, et surtout il savait apprécier les dates. Ainsi fut arrêté, *ainsi fut exécuté* ce programme. Les accusés et les auditeurs firent

la manœuvre prescrite, le tribunal suivit l'impulsion, et le dénouement fut un arrêt de renvoi, et la condamnation des demandeurs aux dépens.

Les plus rigoristes pourraient-ils trouver à blâmer cette ruse de guerre? Nous ne le pensons pas. Ici, ce n'est ni la morale, ni l'honneur, ni la probité qui sont en cause; c'est la liberté de publier sa pensée sur des actes d'autorité, de dire juste sur des hommes qui ont joué un rôle public; c'est la vérité enfin mise sur la sellette, qui ne juge pas à propos de se faire martyr. L'abbé Lafond et le docteur Guillié n'avaient pas le choix entre l'énergie et l'adresse; ils se sauvèrent par un détour, et, d'après l'expression de Bergasse lui-même, *le résultat plaide en faveur de l'irrégularité de la forme.*

Ce fut ainsi que le docteur mit les rieurs de son côté, et débouta ses adversaires de leur ridicule prétention.

Mais ils se vengèrent plus tard de cette mystification, et, dans les Cent-Jours, il fut exilé à Bordeaux, où il n'alla point, persuadé qu'en révolution il suffit d'attendre pour n'avoir pas tort.

Il accepta la généreuse hospitalité que lui offrit M. Huard, directeur du *Journal de Paris*, dans son habitation de la Chapelle. Ce fut dans cette retraite qu'encore tout palpitant de l'ardeur de sa précédente lutte, et témoin justement indigné des manœuvres des caméléons politiques, il écrivit le pamphlet intitulé : *Histoire du cabinet des Tuileries et des moyens mis en œuvre pour rappeler Napoléon en France*, etc. Cette brochure était un démenti formel aux mensonges officiels et officiels publiés alors, une sorte d'*errata* à l'histoire convenue.

L'accueil fut grand et mérité autant pour le fond que pour la forme. La manière du docteur s'affermissait, son style s'aiguissait : concis, varié, rapide, ce second pamphlet eut un succès prodigieux ;

mais après les faits curieux, les anecdotes, les scènes, la peinture des petits moyens employés par les grands acteurs, et les basses intrigues mises en emploi par les personnages secondaires, le docteur, que l'expérience avait instruit, s'était contenté d'indiquer les noms par des initiales et des étoiles, dont le secret, facile d'ailleurs pour un grand nombre de lecteurs, donnait à d'autres le plaisir piquant de conjecturer et de deviner. Cependant, pour rendre plus intelligible la connaissance des principaux portraits dont la ressemblance pourrait n'être pas bien saisie, il fit imprimer en province une deuxième brochure, explicative de la première, et que nous regrettons de n'avoir pas sous les yeux, intitulée : *La véritable Clef du cabinet des Tuileries.*

Si l'amour de guérir les hommes ne l'eût emporté sur le goût de morigéner les esprits malades, le docteur était perdu pour la médecine; ses succès d'écrivain surpassaient son attente : les salons écoutaient, le public se disputait ses écrits; les fautes de l'administration étaient nombreuses, l'époque prêtait à la satire politique; mais M. Guillié avait été rendu à ses aveugles, il avait mesuré tout le bien qui lui restait à faire, il résolut de s'y consacrer entièrement.

Il obtint, par une ordonnance royale, la séparation des Jeunes-Aveugles d'avec les Quinze-Vingts; ce fut un éminent service rendu à ces jeunes infortunés, qui n'avaient de commun avec les Quinze-Vingts que l'identité de l'infirmité; car l'une de ces maisons est un hospice où sont reçus des gens de tout âge, ayant auprès d'eux leur famille, et l'autre un véritable collège où les individus atteints de cécité, qui y sont admis, reçoivent une instruction littéraire, musicale ou manuelle, selon le degré d'aptitude ou d'intelligence qu'on reconnaît à chacun.

Deux rapports imprimés, qui sont de vé-

ritables modèles dans ce genre, firent connaître au ministre les talens du docteur Guillié dans l'administration, les améliorations obtenues en peu d'années, et ce que l'avenir laissait encore d'espérances.

Infatigable au milieu de ses nouveaux travaux, il tourna au profit de l'enseignement de son art cette sorte d'exubérance de son intelligence.

Dès 1816, il fit des leçons publiques et pratiques sur les maladies des yeux. Un concours considérable d'élèves et même de praticiens s'empressèrent d'assister à ces leçons spéciales. Aussi le docteur Guillié compte-t-il aujourd'hui, en Allemagne et en Italie, un grand nombre de médecins habiles qui s'honorent d'avoir été ses disciples.

Le premier, il fonda à ses frais, à Paris, une clinique - oculaire, où les pauvres étaient admis et traités gratuitement.

Il rédigea, de concert avec MM. Dupuytren, Alibert et Pariset, un journal spécial (*Bibliothèque Ophtalmologique*), pour rendre compte des travaux de la clinique et des progrès qu'elle faisait faire à l'art. C'est à ses efforts qu'on doit l'extension, qu'a prise en France l'étude de l'ophtalmologie, autrefois si négligée et tombée dans un tel discrédit, qu'on osait à peine avouer la profession d'oculiste.

Il publia peu après une excellente *Monographie de l'Amaurose et de la Cataracte noire*, dont l'existence était contestée par beaucoup de médecins, même les plus instruits, et qu'on reconnaît aujourd'hui si facilement par le procédé ingénieux qu'a décrit M. Sanson. (*Voir sa notice*).

Outre sa collaboration au *Dictionnaire des Sciences médicales*, le docteur Guillié a donné un grand nombre d'articles scientifiques, d'analyses, de comptes rendus dans les divers journaux nationaux et étrangers.

Le peu d'espace que nous pouvons accorder à cette notice, nous oblige à pas-

ser rapidement sur ses séances publiques (à l'institution des Jeunes-Aveugles) où son habitude d'homme du monde servait merveilleusement ses brillantes improvisations; mais nous nous arrêterons sur l'ouvrage qu'il a publié en 1820, sous le titre d'*Essai sur l'Instruction des Aveugles*; cet ouvrage, qui le recommande autant comme administrateur que comme métaphysicien et moraliste, est un véritable traité philosophique et complet de l'art d'instruire les aveugles, et des moyens imaginés pour y parvenir facilement. Cet art par lequel l'instituteur parvient à faire arriver à l'âme, par des conducteurs nouveaux, les idées qu'elle aurait toujours ignorées, l'examen profond et pour ainsi dire l'inventaire exact de l'entendement de ces êtres imparfaits, dont il faut faire l'éducation, sont des chefs-d'œuvres de clarté et de méthode.

Ce livre fit honneur à l'homme qui l'avait produit; traduit aussitôt dans toutes les langues, les procédés qui sont décrits dans ce précieux ouvrage furent mis en pratique aux écoles de Berlin, Amsterdam, Zurich, Padoue et Naples qui, depuis lors, s'honorent de reconnaître pour mère l'École de Paris, telle que l'a laissée le docteur Guillié.

Après sept années d'exercice, le docteur Guillié se démit de ses fonctions, et depuis lors n'a plus exercé aucun emploi.

ADAM (LOUIS).

Né en décembre 1758 à Mietttersholtz, près Schelestadt et Strasbourg, M. Louis ADAM montra dès l'enfance de grandes dispositions musicales, et reçut à Strasbourg des leçons d'un excellent organiste nommé Hepp, mort vers l'année 1800.

Le désir d'agir sur un vaste théâtre le conduisit à Paris, où il vint en 1777, seul

et sans protection. Il s'y fit connaître et estimer des artistes et du public.

Ses premières compositions furent des symphonies pour piano, harpe et violon ; comme il jouait aussi de ces deux instruments, on conçoit qu'elles durent être favorables à l'exécution ; aussi eurent-elles un vrai succès : car, à cette époque, ce genre de composition n'avait pas encore été essayé, et l'attrait de la nouveauté se joignit encore à leur mérite. Il publia aussi, dans l'espace de peu d'années, quelques œuvres de sonates, *les Délices d'Euterpe*, et des quatuors d'Haydn et de Pleyel, qu'il arrangea pour piano.

M. L. Adam se fit remarquer par des qualités spéciales pour l'enseignement, et devint l'un de premiers professeurs de Paris. Ayant eu la fantaisie de faire un opéra, il dut reconnaître, après l'avoir terminé, que ce genre de travail était en dehors de sa spécialité : il se rebuta et renonça à la carrière théâtrale.

Devenu presque exclusivement professeur, sa vie fut sédentaire. Il fut nommé professeur, en 1797, au Conservatoire, où il dirigea, pendant plus de vingt-cinq ans, une classe d'hommes d'où sortirent presque tous les premiers prix de piano de notre époque.

Lorsqu'en 1804 on décida au Conservatoire que les élèves joueraient le même morceau au concours, ce qui devait produire une plus grande précision dans le jugement des prix, M. L. Adam fut chargé par le comité de composer une pièce d'étude. Cette pièce forme le premier morceau de la deuxième sonate de l'Op. 8 d'Adam. Elle est surtout remarquable par sa difficulté et la clarté du style. C'est dans cet Op. 8 que se trouve la sonate en *fa* mineur, dédiée à M. de Grimaldi ; cette sonate, du genre passionné, a eu un grand succès ; elle restera dans le répertoire des élèves avancés.

Le Conservatoire, voulant régulariser

l'enseignement en France, résolut de faire faire des méthodes pour les différentes spécialités, M. L. Adam fut chargé de celle du piano. Cette méthode obtint le succès de plusieurs éditions, et devint un véritable code du piano. Dans cet ouvrage, les règles du doigté sont posées autant que possible, et les exceptions nombreuses sont clairement expliquées ; le classement en est bon, et les nouvelles méthodes que les progrès immenses de l'art du piano pourront exiger, devront toujours être basées sur le même principe.

M. L. Adam n'a composé qu'un petit nombre d'ouvrages ; mais ils sont tous écrits avec soin et sont avantageux pour la démonstration. Les variations sur l'air du *Roi Dagobert* sont un recueil d'études distinctes pour plusieurs points de difficultés. Le recueil de *Valses caractéristiques*, Op. 11, présente de nombreux détails de style à étudier. Ses sonates, Op. 9, en *si* majeur, Op. 12, en *ré*, Op. 13, en *si* bémol, sont d'une grande et belle difficulté ; mais sa sonate, Op. 10, dédiée à *Clementi*, est la plus difficile de ses œuvres ; un style sévère, un caractère dramatique, des traits brillants qui demandent autant de vigueur que de légèreté, telles sont les marques distinctives de cet œuvre.

Depuis une quinzaine d'années, M. L. Adam dirige au Conservatoire la classe des jeunes personnes : il est fâcheux pour lui et peut-être aussi pour ses élèves que des revers de fortune forcent M. L. Adam à professer dans un âge aussi avancé.

M. L. Adam a reçu, en 1827, la croix de la Légion-d'Honneur. Il a deux fils, tous deux artistes, l'un peintre et l'autre musicien, dont nous aurons occasion de parler plus tard.

CHEVALLIER (JEAN-BAPTISTE).

M. Jean-Baptiste CHEVALLIER est né à Langres (Haute-Marne) le 19 juillet 1795,

d'une famille peu fortunée. En 1805, il vint à Paris avec ses parens ; après avoir commencé ses études au collège de Langres, il les continua au Prytanée français, où il suivait les cours comme externe. Là, il obtint quelque succès, mais il fut forcé de quitter le collège avant d'avoir terminé ses classes.

A l'âge de seize ans et demi, il était aide de chimie dans le laboratoire de MM. Vauquelin et Laugier, au Muséum d'Histoire naturelle (le Jardin des Plantes).

A l'âge de vingt ans, M. Chevallier fut appelé comme conscrit à faire partie du 122^e régiment de ligne. Après avoir fait les campagnes de Prusse et d'Allemagne, il obtint son congé de réforme, par suite d'une blessure reçue à l'affaire de Leipsig.

Rentré en France, il fit gratuitement le service de pharmacien temporaire à l'hôpital de la Pitié, près des blessés français et russes dirigés sur cet hôpital.

Nommé au concours élève interne des hôpitaux, il fit ses quatre années d'internat, à la suite desquelles, en novembre 1821, il demanda au ministre du Commerce d'aller prendre part aux travaux de la commission sanitaire envoyée à Barcelone : ses offres de service furent refusées.

Du 14 juillet 1826 au 18 janvier 1827, M. Chevallier dirigea les travaux du curage des égouts *Amelot*, de la *Roquette*, du *Canal Saint-Martin*, de la rue *Saint-Claude*, de la rue du *Chemin-Vert*, etc.; la commission de surveillance de ces importants travaux, composée de MM. d'Arcet, Girard, Cordier, Devilliers, Parton, Gaultier de Claubry, Labarraque et Parent Duchâtelet, rendit justice au zèle et à l'intelligence de M. Chevallier, dans le rapport qu'elle dut faire sous forme de compte rendu de cette entreprise d'utilité publique.

En 1850, après les journées de Juillet, plus de 250 cadavres étaient amoncelés et

en putréfaction à la Morgue; M. Chevallier, informé de cette circonstance, et prévenu que les ouvriers chargés d'enlever ces cadavres, couraient les plus grands dangers, se transporta sur les lieux, prit toutes les précautions hygiéniques indiquées en pareil cas, et, au péril de sa santé, qui se trouva compromise, parvint à prévenir tout accident.

Nommé membre adjoint du Conseil de salubrité, le 31 août 1831, il en a exercé les fonctions gratuites jusqu'au 16 mai 1837, époque à laquelle il fut nommé membre titulaire.

Pendant cette période, il présenta au conseil près de trois cents rapports.

En 1831 (au mois de septembre), membre de la commission centrale de la salubrité, chargée de prendre les mesures convenables pour atténuer les effets désastreux du choléra, il fit partie de la commission permanente présidée par M. le comte de Tascher, et fut délégué pour la surveillance du service dans le 7^e arrondissement.

Le 3 mai 1832, il fut appelé à faire partie du conseil spécial de comptabilité, chargé de régler les dépenses effectuées dans les bureaux de secours, les ambulances particulières, etc. Plus tard, il fit partie de la commission créée pour rédiger le grand travail qui a été publié sous le titre de : *Rapport sur la marche et les effets du Choléra-Morbus dans Paris et les communes rurales du département de la Seine*.

En 1833, le 29 janvier, M. Chevallier fut nommé membre de la Légion-d'Honneur, et plus tard (5 mars 1835), professeur adjoint à l'École de Pharmacie.

M. Chevallier est en outre membre de plusieurs Académies et Sociétés Savantes françaises et étrangères, et particulièrement de la Société d'Encouragement, de la Société de Chimie, de la Société de Pharmacie, etc., etc.

LEJEUNE (LOUIS FRANÇOIS).

LEJEUNE (*Louis-François*), né vers 1776, partit comme volontaire, en août 1792, dans la compagnie des Arts de Paris, fut fait peu après sergent au 1^{er} bataillon de l'Arsenal, et passa, en 1795, dans l'artillerie à La Fère. Il se trouva aux sièges de Landrecies, du Quesnoy et de Valenciennes, où le général Jacob se l'attacha en qualité d'aide-de-camp, et le chargea de plusieurs reconnaissances en Belgique, au milieu des Autrichiens, entre autres, au passage de l'Ourthe, où il fut légèrement blessé. A la fin de la même année, il fut nommé lieutenant-adjoint au génie, et fit, en cette qualité, les campagnes de 1794 en Hollande, et une partie de celle de 1795.

Appelé en 1798 au dépôt de la guerre, il subit de brillans examens, à la suite desquels il obtint le grade de capitaine-adjoint au corps du génie, et fut attaché au ministre de la guerre, général Berthier, en qualité d'aide-de-camp.

Après la bataille de Marengo, il fut nommé capitaine en titre. La journée d'Austerlitz lui mérita le grade de chef de bataillon dans la même arme; peu avant, il avait été créé chevalier de la Légion-d'Honneur.

Il avait assisté à une foule de sièges et de combats, avait pris part à plusieurs batailles et même contribué à leur succès, lorsqu'il fut fait colonel au siège de Saragosse en 1809, et général de brigade à la bataille de la Moskowa; il avait, en outre, été breveté d'une dotation en Hanovre en 1808, d'une dotation en Westphalie en 1810, et fait chevalier de l'Ordre de Saint-Léopold de Hongrie. Il fut, pendant la retraite et dans la campagne de Saxe, nommé successivement chef d'état-major-général du 1^{er} corps d'armée sous les ordres du prince d'Echmühl, et des trois corps réu-

nis sous les ordres du maréchal duc de Reggio.

Dans le cours de ses campagnes, le général Lejeune s'était fait particulièrement remarquer à la prise de Lintz dans le Tyrol, et au siège de Colberg, où il fut chargé par le général Loison d'enlever d'assaut le fort de Volsberg. Le stratagème qui lui assura ce succès prouve autant sa présence d'esprit que sa valeur. Il s'était élancé en avant de ses colonnes pour reconnaître et juger le terrain. Les Prussiens prenaient la fuite; il leur fit en allemand des commandemens qui les arrêtaient, et profita de leur étonnement pour les ranger en bataille en avant de ses propres troupes, qui se trouvent ainsi à l'abri de la mitraille des batteries de la ville, et la journée se passa sans que l'ennemi pût leur faire aucun mal.

Il se distingua, après la bataille d'Essling et d'Aspern, par une entreprise également audacieuse, dont le résultat eût dû avoir une plus grande importance. Le Danube, débordé, menaçait l'armée française renfermée dans l'île de Lobau; il s'agissait de mettre la personne de l'Empereur hors de danger. M. Lejeune, alors aide-de-camp du prince Berthier, conçoit et exécute le projet de lui procurer une barque qui pût lui servir au besoin. La barque est prête, il ne s'agit plus que de trouver celui à qui elle est destinée. Le brave Lejeune, dans l'obscurité la plus profonde, parcourt l'île à travers des milliers de morts et de mourans; il heurte, sans le savoir, un homme qui s'avancait vers lui : c'était Napoléon, accompagné du prince Berthier. Le colonel Lejeune les conduit au bord du fleuve, où Napoléon fait allumer une torche, dicte à son guide l'ordre de la retraite, et le charge de le remettre aux maréchaux Bessières et Masséna. Les rameurs n'attendaient que l'ordre du maître; il le donne, et disparaît. Le colonel Lejeune n'avait rempli que la moitié de sa périlleuse mis-

sion : ce qui lui restait à faire présentait plus de dangers encore ; mais il s'agissait de sauver l'armée. Il reprend le chemin d'Aspern , y arrive après des fatigues incroyables , et a le bonheur de remettre l'ordre dont il est porteur aux généraux à qui il était adressé.

Pendant la campagne de Saxe, le général Lejeune se trouva à la bataille de Lutzen , au passage de la Sprée , à Bautzen , et à différentes autres affaires , où il gagna le titre d'officier de la Légion-d'Honneur et de commandeur de l'Ordre militaire de Maximilien de Bavière.

A la bataille de Hoyersverda , le lendemain de celle de Bautzen , le corps prussien de Bulow écrasait le 12^e corps formé en carré dans une prairie ; le général Lejeune , au risque d'être enlevé , s'aventura dans les lignes de l'ennemi avec un bataillon , la cavalerie du général Wolf et six pièces de 12 ; il brisa toute l'artillerie prussienne prise au rouage , et sauva le maréchal Oudinot et l'armée sous ses ordres.

A la rentrée des Bourbons , le général Lejeune qui , dans le cours de ses campagnes , avait reçu plusieurs blessures graves , fut fait chevalier de Saint-Louis ; le roi le décora en outre , en 1825 , de la croix de commandeur de l'Ordre de la Légion-d'Honneur , et le roi de Suède (1824) le créa grand-croix de l'Ordre de l'Épée.

Nous venons d'esquisser la vie du guerrier ; nous allons retracer celle de l'artiste : car M. Lejeune se recommande au souvenir de ses contemporains sous un double titre.

Ce fut le 25 mai 1801 , premier anniversaire de la bataille de Marengo (1) , qu'un tableau de cette bataille célèbre révéla à la France le talent distingué d'un guerrier qui reproduit des succès auxquels il avait contribué. On vit avec étonnement un jeune

peintre , sans précédens , aborder les plus grandes difficultés , et rendre sur la toile , de manière à faire illusion , les dispositions , le mouvement et l'action d'une grande bataille. Dès ce moment , il s'appliqua d'une manière plus particulière à remarquer les divers accidens , les scènes pittoresques qui frappaient ses regards dans les affaires auxquelles il assistait , les gravait dans sa mémoire , et les fixait sur la toile dans ses momens de repos. Ce sont d'ailleurs des portraits fidèles de tous les accidens de la stratégie moderne. On a du général Lejeune les *Batailles d'Altkirchen , de Marengo , des Pyramides , du Mont-Thabor , de Lodi , d'Aboukir , d'Austerlitz* (4) , de *Somo Sierra , de Salinas , de la Moskowa* et de *Guirando* ; le *Siège de Saragosse , l'Entrevue de Tilsitt* , etc. , etc. Le tableau de la bataille de *Guirando* , le plus poétique de tous , ne parut qu'en 1819 , et eut un succès prodigieux. Lejeune en est le héros ; c'est une scène terrible où il ne dut la vie qu'à la superstition : cette fois elle fut utile à l'humanité. Il voyageait en Espagne ; son escorte est égorgée ; il reste au pouvoir de huit cents guérillas qui le dépouillent de tous ses vêtemens , et vont lui donner la mort. Dix ou douze coups de fusil tirés à bout portant sur sa poitrine ont raté successivement. Cette circonstance est un miracle pour ces hommes féroces ; ils y voient un ordre du ciel , et leur chef donne la vie à son prisonnier. Cette action , représentée avec une vérité déchirante , fait assister le spectateur à la scène elle-même , et lui fait éprouver toutes les angoisses de la réalité. Ce général , souvent blessé dans les batailles , mais jamais dangereusement ;

(1) Quatre tableaux : le premier représente notre gauche où le maréchal Lannes et le général Suchet (depuis maréchal) , enfoncèrent la droite des Russes ; le deuxième , notre centre , où notre garde impériale et le corps de Bernadotte , détruisirent la garde impériale russe ; le troisième , notre droite où le maréchal Soult , à Frazen , s'empara de toute l'artillerie des Russes , et leur tua 6,000 hommes dans les étangs sous la glace , près du maréchal Davoust , qui en détruisit le même nombre à Telnitz et à Menitz ; le quatrième , le bivouac de Napoléon , la veille de la Journée d'Austerlitz.

(1) Le Premier Consul lui décerna , à cette occasion , une médaille d'or ; c'est la seule récompense qu'il ait reçue pour tous ses travaux en peinture.

faillit trouver la mort dans ses foyers, au sein de la paix. Un braconnier assassin lui tira à bout portant un coup de fusil qui manqua lui faire perdre les deux bras. La justice a puni le meurtrier, et un habile médecin rendit à la victime l'usage de ses mains. Le tableau de la *Bataille de la Moskowa*, le chef-d'œuvre de l'auteur, postérieur à ce cruel événement, atteste suffisamment que la guérison a été complète.

HUZARD (JEAN-BAPTISTE).

M. HUZARD (*Jean-Baptiste*) naquit en janvier 1795. Il fut destiné à suivre la carrière de son père, qui s'était fait un nom célèbre dans la science hypiatrique, et sortit de l'Ecole d'Alfort, en 1815, avec le titre de *médecin-vétérinaire*. Comme tel, et dès cette même année, pendant les Cent-Jours, il fut chargé de soigner, dans la 2^e division militaire, les bestiaux d'un parc d'approvisionnement, attaqués du typhus contagieux.

Après la paix, il voyagea en Angleterre pour y suivre les progrès de la médecine vétérinaire, et en même temps pour y étudier l'agriculture anglaise et le régime agricole du bétail. Il apprit en Ecosse qu'il y existait des chèvres de Cachemire. M. Decazes, ministre de la police, prévenu de ce fait par M. Huzard père, fit acheter ces animaux, et ils arrivèrent en France et furent placés à l'Ecole vétérinaire d'Alfort, où ils servirent aux premières expériences sur le parti qu'on pouvait en tirer. Malheureusement, l'espérance des avantages qu'on devait s'en promettre fut trompée.

M. Huzard avait vu la supériorité de la plupart des races de porcs anglais sur celles de France; il pensa qu'il serait utile de les introduire dans sa patrie. Le même ministre adopta ses idées à ce sujet, et non seulement le chargea d'amener des porcs de la race chinoise, qui avait été une des cau-

ses de l'amélioration des races anglaises, mais encore il fit acheter des races anglaises, et c'est de cette époque qu'a commencé en France une amélioration qui tous les jours prend de l'extension.

En Angleterre, M. Huzard avait assisté à différentes réunions agricoles des comtés. Il avait vu l'impulsion que ces réunions donnaient à la bonne agriculture pratique; il avait compris quelle supériorité, sous ce rapport, elles avaient sur nos Sociétés d'agriculture. Il rédigea un Mémoire à ce sujet. Le même ministre, non seulement adopta les idées qui y étaient contenues et les fit imprimer, mais encore il institua en France les premiers comices agricoles.

L'Angleterre possédait depuis longtemps des chiens de Terre-Neuve, et des pêcheurs des côtes du sud du Devonshire les employaient avec succès dans des pêches difficiles au milieu des rochers. M. Huzard pensa que ces chiens pourraient être également utiles en France. Son père jugea qu'ils pourraient servir à Paris aux Bureaux des secours à porter aux noyés, Bureaux que le Conseil de Salubrité réorganisait alors sous le comte Anglès, préfet de police. Ce magistrat voulut ajouter ce moyen à ceux qu'on préparait, et des chiens de Terre-Neuve furent achetés. S'ils n'ont pas servi sous ce rapport, ils pourront être utiles un jour à nos pêcheurs, car leur beauté les a fait multiplier assez rapidement chez nous.

De l'un de ses voyages, M. Huzard ramena un taureau et une génisse de la belle race sans cornes, déjà introduite à Rambouillet, mais que le typhus contagieux, suite de l'invasion des armées ennemies, avait entièrement détruite en 1815.

En 1818, il reçut de M. Decazes la mission de lui rendre compte de l'état des chevaux de la cavalerie russe, chevaux que la Russie voulait vendre à la France, sous le prétexte de monter la cavalerie française. En remplissant sa mission, M. Hu-

zard combattit la mesure comme éminemment nuisible aux intérêts agricoles de la France. Son opinion, appuyée de celle de son père, n'eut pas de peine à prévaloir auprès du ministre, qui la fit partager à Louis XVIII.

M. Huzard avait observé en Angleterre les courses de chevaux; il avait apprécié que cette institution imprimait une impulsion immense à toutes les variétés de ces animaux, même d'une manière indirecte à celles de trait. Dès-lors, il la défendit en France contre les personnes qui n'y voyaient que des jeux propres à faire des chevaux sans utilité réelle. Ses écrits à ce sujet sont nombreux, mais sont loin de nous paraître concluans.

En 1819, M. Decazes, sollicité de prendre part, comme ministre chargé de l'agriculture, à une colonisation sur les bords du Sénégal, envoya M. Huzard sur les lieux pour voir les ressources qu'ils présentaient. Il ne fut point favorable au projet dont les bases lui semblèrent mauvaises, et il épargna peut-être au ministre et à la France des sommes qui auraient été s'engloutir à côté de celles que le ministre de la marine y a dépensées infructueusement à cette époque.

Pour récompense de ses services, M. Huzard obtint du ministre de voyager pendant deux années, aux frais de l'Etat, en Italie et en Allemagne(1); il lui était alloué une somme annuelle à cet effet (4,000 fr.). Il devait s'occuper de toutes les institutions agricoles, haras, troupeaux, écoles vétérinaires, des cultures et des productions agricoles. La sortie de M. Decazes du ministère fit cesser, dès le commencement de la première année, la mission que M. Huzard avait reçue. Son père voulut néanmoins qu'il continuât son voyage à ses frais; mais le peu de fonds qu'il put lui donner restreignit bien ses moyens d'étude. M. Hu-

zard fils visita cependant une partie de l'Italie, de l'Autriche et de la Prusse. Différens mémoires et plusieurs ouvrages ont été le résultat de ce voyage qui dura deux ans. Nous citerons tout à l'heure les principaux.

M. Huzard est membre de la Société d'agriculture, du Conseil de salubrité et du Conseil d'administration de la Société pour l'encouragement de l'industrie nationale. C'est comme récompense des services rendus au Conseil de salubrité qu'il a reçu la décoration de la Légion-d'Honneur.

Les principaux mémoires et ouvrages qu'on lui doit sont :

Notice sur la culture en rayon des tur-neps ou gros navets, telle qu'on la pratique en Angleterre. In-8°, fig. 1828.

Des assemblées agricoles en Angleterre. 1818.

Notes sur les bêtes à laine d'Angleterre, et particulièrement sur les sous-races à laine longue. In 8°. 1822.

Sur la culture des marshlands (marécages du Yorkshire et du Lincolnshire par le moyen de l'opération appelée warping (inondation). (Annales d'Agriculture, 2^e série, t. 50).

Sur la manière la plus avantageuse de confectionner et d'employer des engrais en Angleterre (Id. t. 25).

Sur la manière de conserver les pommes de terre dans le Lincolnshire (Id., t. 26.).

Notice sur quelques races de porcs d'Angleterre et sur la manière de les élever (Id., t. 22, p. 289).

Notice sur les chevaux anglais et sur les courses en Angleterre. In 8°, 1817.

Notice sur les courses de chevaux en France (Annales d'Agriculture, 2^e série, t. 20).

Notice sur les courses de chevaux en France, et sur quelques autres moyens d'encourager l'élève des chevaux (Id.).

Encore un mot sur les courses de chevaux en France (Id.).

(1) Il avait déjà reçu de nombreuses indemnités qui l'avaient mis à même de séjourner en Angleterre.

Un cheval coûte-t-il plus à élever que le cultivateur ne peut le vendre (Id.).

Notice sur quelques races de chevaux, sur les haras et les remontes dans l'empire d'Autriche. In-8°, 1823.

Notice sur la fabrication du fromage dit parmesan et sur la culture des prairies appelées marcite.

Notice sur le tirage du bœuf et sur un instrument employé dans les États de Naples et de Rome pour conduire cet animal. In-8°, 1825.

Des Haras domestiques en France. Un vol. in-8°, 1829.

Chevaux anglais de pur sang, ce que l'on doit entendre par ces mots. In-8°, 1850.

De quelques questions relatives au métissage dans les races d'animaux domestiques. In-8°, 1851.

Observations sur la reproduction de l'acuité des grains et sur un hyménoptère qui la détruit (Annales d'Agriculture, 3^e série, t. 7).

Outre ces Notices originales, M. Huzard a publié un grand nombre de traductions et d'extraits de notices sur l'agriculture anglaise, tels que : *Compte rendu, par sir John Sinclair, d'expériences tendantes à améliorer la culture des arbres fruitiers (Annales d'Agriculture, 8^e série, t. 64). Note sur la culture du houblon en Angleterre (Tom. 65.). — Sur les maladies des céréales, par sir John Sinclair (2^e série, t. 2). — Essai sur l'entretien des porcs, par Young. — Mémoires sur la conversion des terres labourables en prairies par un procédé appelé inoculation, et pratiqué sur les terres de Coke (2^e série, t. 29). — Notice sur la tenue des bestiaux à l'étable (T. 52). — Mémoire sur la culture du colza et sur la manière de l'employer à la nourriture du bétail (T. 53). — Sur l'emploi de l'argile calcinée et sur la calcination des terres en agriculture (T. 57.). — Sur la manière de conduire une laiterie (T. 55 et t. 56.). —*

Note sur une opération pratiquée en Angleterre sur les bêtes à laine, pour rendre les toisons plus fines, et qu'on appelle smearing (T. 50.). — Sur les formes les plus à désirer dans les animaux domestiques (T. 55).

Note sur le pays d'où le cheval peut être originaire. Fragment sur la science des haras (Annales d'Agriculture, 2^e série, T. 58).

M. Huzard a publié en dehors de ses ouvrages étrangers à l'agriculture :

Recherches sur le genre HIRUDO (Journal de Pharmacie, mars 1825).

Mémoire sur la vaccination des bêtes à laine et sur l'inoculation du claveau (Annales d'agriculture, t. 57).

Recherches sur la construction du sabot du cheval, et suite d'expériences sur les effets de la ferrure sur le pied de cet animal. Un vol. in-8°, fig. 1829.

Esquisse de nosographie vétérinaire. Un vol. in-8°, 1820.

Note sur l'épizootie des chevaux qui a régné en 1825 (Ann d'Agric., t. 29.).

De la garantie et des vices redhibitoires dans le commerce des animaux domestiques. Un vol. in-12, 4^e édition, 1859.

De l'enlèvement des boues et des immondices de Paris, considéré sous le double rapport de la salubrité et de l'économie dans les dépenses. In-4°, Paris, 1826.

Rapport au conseil de salubrité sur la pommelière ou phthisie pulmonaire des vaches laitières de Paris et des environs (Annales d'Hygiène publique, 1853.).

Rapport au conseil de salubrité sur la maladie aphtheuse du gros bétail (1859).

DANLOUP-VERDUN (LE GÉNÉRAL LOUIS).

Le général Louis DANLOUP-VERDUN, officier de la Légion-d'Honneur et de la couronne de Westphalie, est né à Paris le 16 juin 1769; il entra au service en 1791

comme volontaire dans l'artillerie parisienne, et fut bientôt après nommé sous-lieutenant au 4^e bataillon de ce corps.

Fait capitaine en 1795, il fut d'abord aide-de-camp du général Tugnot, et en 1805, adjoint à l'état-major du maréchal Berthier. Il se distingua à la bataille d'Eylau, fut nommé, le 2 février 1807, chef de bataillon au 4^e régiment de ligne, et reçut la décoration de la Légion d'Honneur le 14 avril suivant, en récompense de sa conduite à la bataille d'Helsberg, où il avait été grièvement blessé.

En juin 1808, il passa, en qualité de colonel aide-de-camp, auprès du roi de Westphalie (Jérôme Napoléon) et fut, après la paix de Vienne, investi du commandement avec le grade de général de brigade, des troupes westphaliennes qui se trouvaient à Hambourg.

Promu au grade de général de division pendant la campagne de 1815, il rentra au service de France en janvier 1814, en qualité de général de brigade.

Après la rentrée des Bourbons, M. Danloup-Verdun fut créé chevalier de Saint-Louis et mis à la demi-solde. Napoléon lui confia, pendant les Cent-Jours, le commandement des gardes nationales actives de la 18^e division militaire, comprises dans le corps d'armée du général Lecourbe.

A la suite de la journée de Waterloo, M. le général Danloup-Verdun fut de nouveau mis en disponibilité, et peu après à la retraite.

M. Danloup est un des vieux officiers qui ont gagné tous leurs grades sur les champs de bataille et qui ont fait toutes les campagnes de la République et de l'Empire.

LANGLOIS D'AMILLY (JULES-HYACINTHE).

M. Jules-Hyacinthe LANGLOIS D'AMILLY, né à Paris, le 26 janvier 1795, reçut une éducation distinguée, et, à peine âgé de

vingt-quatre ans, s'allia aux premières familles de l'État par son mariage avec mademoiselle d'Houdetot, sœur de madame de Barante; vers la même époque, il avait été nommé maître des requêtes en service extraordinaire.

Le 16 juillet 1820, il fut attaché au comité des finances du Conseil-d'État, et l'année suivante appelé à faire partie de la commission chargée de l'exécution des conventions du 25 avril 1818. Il fut récompensé de sa participation aux travaux de cette commission par le titre de chevalier de la Légion d'Honneur.

M. Langlois d'Amilly, ayant été remis en service extraordinaire par M. de Peyronnet, crut devoir abandonner entièrement une carrière qui paraissait se fermer devant lui; il donna sa démission, et traita, en 1825, d'une charge d'agent de-change, qu'il exerça avec succès et qu'il revendit au bout de cinq ans.

La révolution de Juillet à laquelle il prit une part des plus actives, surtout en ce qui eut rapport au triomphe de la cause des hôtes du Palais-Royal (1). La révolution de juillet, disons nous, l'ayant trouvé libre, il alla dans le département d'Eure-et-Loir remplir les fonctions de préfet, qu'il échangea bientôt contre le titre de conseiller d'État, avec l'espérance d'être nommé député dans ce même département où il fut en effet généralement regretté.

Cette espérance de M. Langlois d'Amilly ne se réalisa qu'aux élections de 1854, époque, à laquelle il fut envoyé par l'arrondissement de Nogent-le-Rotrou à la Chambre élective, où il siégea pendant quatre sessions.

Dans toutes les circonstances graves

(1) M. Langlois d'Amilly par ses rapports avec des membres influens des deux Chambres, ne fut pas étranger à la décision du 7 août. Il est, sans contredit, un des hommes qui ont le plus influencé le vote des deux Chambres.

Son salon, ainsi que celui de ses affilés, était le rendez-vous de tous les dévoués à la cause orléaniste, et c'est de là que partirent plusieurs mots d'ordre.

M. Langlois d'Amilly, se montra animé des plus louables sentimens, toutefois ses votes nous ont paru parfois influencés par ses relations de famille et par ses sentimens personnels pour la famille royale.

Le mandat de M. Langlois d'Amilly touchait à sa fin, et de nouvelles élections étaient devenues certaines, lorsqu'il fut nommé préfet du département de l'Orne, qu'il administre encore aujourd'hui, et où il a su se concilier l'estime de tous par la sagesse et la modération de ses principes.

Comme administrateur, M. Langlois d'Amilly s'est montré supérieur, soit dans le département d'Eure-et-Loir, soit dans celui de l'Orne, à la plupart des magistrats civils dont M. Guizot dota le pays en 1830.

HAUTPOUL (MARIE-CONSTANT-FIDÈLE-HENRI-AMAND, MARQUIS D').

HAUTPOUL (*Marie-Constant-Fidèle-Henri-Amand, marquis d'*), général d'artillerie, est né en Languedoc, en 1780, d'une des plus anciennes familles de cette province (1). Son père, ancien lieutenant-colonel de cavalerie, chevalier des Ordres de Malte et de Saint Louis, avait fait presque toutes les campagnes du maréchal de Saxe et du maréchal de Broglie.

Venu jeune à Versailles, avec toute sa famille, M. d'Hautpoul était destiné à être

page en succession d'un frère aîné, mort peu de temps après.

Il fut témoin des premiers orages de la révolution. Son père, devenu aveugle et entouré d'enfans, espérait rester inaperçu dans la tourmente qui se préparait; mais bientôt dénoncés tous comme suspects et aristocrates, et leur position ne leur permettant pas de s'éloigner, ils ne parvinrent à se sauver, pendant la Terreur, qu'en se réfugiant dans un petit village des environs de Versailles, où, sous la protection d'un maire révolutionnaire, ils se résignèrent à travailler la terre et à vivre du produit de leurs mains.

Son père ayant par précaution vendu tous ses biens en Languedoc, pour mettre ses fonds en dépôt, un remboursement en assignats, suivi d'une banqueroute, le ruinèrent; et sa famille en fut réduite à échanger, pour quelques boisseaux de farine, tous les bijoux et objets précieux qu'elle possédait.

Le jeune d'Hautpoul fut pendant plusieurs années garçon jardinier, travaillant la terre toute la journée, allant vendre à Versailles l'excédant des fruits et des légumes qu'il récoltait, et faisant vivre ainsi sa nombreuse famille.

Revenu à Versailles quelque temps après la Terreur, et son éducation ayant été complètement négligée, il fut assez heureux pour rencontrer un excellent instituteur, M. LIAUTARD, proscrit alors, et qui, entré depuis dans l'état ecclésiastique, devint fondateur du COLLÈGE STANISLAS. (Il est aujourd'hui curé de Fontainebleau).

Avec un tel maître, M. d'Hautpoul fit rapidement ses études classiques, et avança même dans celles des sciences mathématiques.

Il fut en même temps élève de cavalerie à l'Ecole d'équitation de Versailles.

Après la perte de sa mère et à la suite d'autres malheurs de famille, résultats des souffrances qu'ils avaient éprouvées, il re-

(1) Cette famille a pris son nom d'un ancien château situé sur une colline escarpée, environnée de rochers inaccessibles, et qui servait jadis de chef-lieu et de défense au pays du Hautpoulais, sur lequel les seigneurs de Hautpoul étendaient leur juridiction comme suzerains immédiats.

Malgré la prise de ce château par Simon de Montfort, en 1212, et la destruction de ses archives et de ses titres primordiaux, cette maison a encore pu justifier, lors de son admission aux Etats de Languedoc, en 1787, d'une filiation datant du milieu du dixième siècle.

Bernard Raymond, seigneur de Hautpoul et du Hautpoulais, contribua, en 936, conjointement avec Pons 1^{er} comte de Toulouse, et Esmangarde vicomtesse de Béziers, à la fondation de l'abbaye de Saint-Pons-de-Thomières, et négocia et souscrivit, en 960, un traité de paix conclu entre le roi de France et les principaux seigneurs du Languedoc (*Recueil de documens, à la Bibliothèque du roi*, t. 1, fol. 157 à 165).

Poul, en langue romane, signifie Coq; aussi les armes de cette famille sont-elles accompagnées de six coqs de sable, crêtés, becqués, et barbés de gueules et posés 3, 2 et 1.

Nous ignorons l'origine de ces armes, si fort en harmonie avec le nom.

tourna en Languedoc. Là, obligé de prendre une carrière, il se prépara, en l'an vii, pour les examens de l'Ecole Polytechnique, où il fut reçu en l'an viii.

Son goût pour l'état militaire le porta à choisir l'artillerie; il fut reçu à l'Ecole d'artillerie et du génie de Metz, et entra de là comme lieutenant dans le 2^e régiment d'artillerie à cheval.

Il rejoignit son régiment au camp de Boulogne, où il fit les campagnes de 1805 et de 1804.

Attaché à la cavalerie du prince Murat, il fit les campagnes d'Ulm et d'Austerlitz en 1805, et, après la bataille d'Austerlitz, fut nommé lieutenant dans l'artillerie à cheval de la garde impériale.

Il fit, avec la garde, les campagnes de Prusse et de Pologne en 1806 et 1807. Après cette dernière, il fut nommé membre de la Légion-d'Honneur.

Il fit la campagne de 1808 en Espagne, où il fut attaché à l'état-major-général de l'artillerie sous le général Lariboissière, et chargé de plusieurs missions importantes. M. d'Hautpoul fit la campagne d'Austrie en 1809; il reçut plusieurs blessures à la bataille de Wagram, et y fut nommé capitaine de la garde, ce qui lui donnait le rang de chef d'escadron.

Il revint immédiatement en Espagne, où il fit les campagnes de 1810 et 1811.

Nommé en 1811 officier d'ordonnance de l'Empereur, il fut chargé d'un grand nombre de missions, tant en France qu'en Allemagne et en Pologne; il fit auprès de l'Empereur la campagne de 1812 en Russie, et fut chargé de nouveau de missions importantes auprès de tous les corps de l'armée; il se trouva entre autres à la célèbre retraite du maréchal Ney de Smolensk à Orsza.

M. d'Hautpoul avait été nommé baron de l'empire à Moscou; il avait reçu une fondation en fonds de terre dans le département de la Meuse-Inférieure.

En 1815, l'Empereur le nomma major (lieutenant-colonel), et le plaça dans l'artillerie de la vieille garde, dont il commanda une partie à la bataille de Lutzen, où il fut nommé officier de la Légion-d'Honneur.

Grièvement blessé devant Dresde et menacé d'une amputation, il fut, pour la première fois, obligé de quitter l'armée.

Jusqu'à-là M. d'Hautpoul s'était trouvé à toutes les batailles et à presque tous les combats qui avaient eu lieu en Europe de Madrid à Moscou.

Au commencement de la campagne de 1814, il resta à Paris chargé des dépôts de la garde, des recrues et des remotes. Il ne prit part qu'à la fin de la campagne et à la défense de Paris, où, se soutenant encore avec des béquilles, il commanda les batteries de la garde, réunies à celles du maréchal Mortier, dans la plaine de Montmartre à Belleville.

L'Empereur l'avait désigné, quelques jours auparavant, pour le commandement d'un des régimens de la garde devenu vacant, ce qui lui eût donné le rang de général de brigade; mais, dans l'impossibilité de rejoindre, il dut rester à Paris.

Il fut témoin de l'empressement avec lequel certaines gens se hâtaient de reconnaître le nouveau gouvernement. Quels que fussent ses souvenirs en faveur des Bourbons, il crut que sa position lui faisait un devoir d'attendre des nouvelles de Fontainebleau, et il attendit.

Il eut bientôt communication d'un billet de Napoléon, annonçant qu'il abdiquait volontairement, qu'il remerciait ses anciens serviteurs, qu'il les déliait de leurs engagements, et les invitait à servir la France sous Louis XVIII comme ils l'avaient fait avec lui.

Libre alors de ses actions, M. d'Hautpoul suivit l'impulsion de ses souvenirs, et il offrit ses services qui furent accueillis.

Son régiment avait été licencié; il venait

de faire à Paris un mariage qui lui donnait de hautes alliances; il fut nommé sous-lieutenant dans les gardes-du-corps, compagnie du prince de Wagram. On ne voulut lui reconnaître d'abord que le grade de lieutenant-colonel; mais le prince de Wagram, qui connaissait sa position, le fit nommer colonel et commandeur de la Légion-d'Honneur, décoration pour laquelle il avait été proposé à l'époque de sa blessure. M. d'Hautpoul reçut aussi la croix de Saint-Louis, à laquelle son ancienneté lui donnait droit; mais il perdit en même temps sa dotation de baron, et, en vertu de l'article 74 de la Charte, il reprit l'ancien titre de son père.

Au 20 mars 1815, il suivit le sort de la Maison du Roi, et accompagna les princes. Après le licenciement à la frontière, il revint à Paris. L'Empereur le fit demander pour lui donner un commandement; il répondit qu'il ne pouvait plus l'accepter, ayant, d'après son autorisation même, pris d'autres engagements.

Il fut exilé à trente lieues de Paris, et se retira dans une terre de sa femme, auprès de Blois, où il resta en surveillance pendant les Cent-Jours.

A la seconde Restauration, il fut nommé colonel du régiment d'artillerie à cheval de la garde royale, et chargé de l'organisation de ce corps; ce qui lui donna, quatre ans après, en 1819, le grade de maréchal-de-camp qu'il avait perdu en 1814. Ce fut la dernière faveur qu'il reçut de ce gouvernement, quoiqu'il ait été constamment employé jusqu'en 1850.

Après avoir commandé pendant sept ans son régiment, et avoir été chargé d'une inspection générale dans les Pyrénées au moment de la campagne d'Espagne, M. d'Hautpoul passa successivement au commandement de l'Ecole d'artillerie de la garde royale, et à celui de l'Ecole d'application du corps royal d'état-major.

Il fut chargé aussi des divers travaux

relatifs aux écoles militaires, nommé inspecteur de l'Ecole de Saint-Cyr, membre du conseil de perfectionnement de l'Ecole Polytechnique, du jury d'examen de l'Ecole d'artillerie et du génie de Metz, et de la commission de l'organisation de l'Ecole de cavalerie de Saumur.

Au moment de la révolution de 1850, il commandait l'Ecole d'état-major. N'ayant reçu aucun ordre du gouvernement qu'il servait, il se tint sur la défensive avec ses élèves, et résista aux menaces qui lui furent faites.

Bientôt forcé dans son hôtel, il se retira aux Invalides, où il contribua, avec le général Latour-Maubourg, à la défense de cet établissement, jusqu'au 50 juillet, où il fut enlevé de vive-force.

M. d'Hautpoul renonça dès-lors au commandement de l'Ecole d'état-major; il fut mis en disponibilité, et, plus tard, il prit définitivement sa retraite, après avoir servi son pays pendant trente-quatre ans, et toujours de la manière la plus active.

En 1855, M. le général d'Hautpoul fut appelé à Prague pour remplacer le baron de Damas dans l'éducation du jeune duc de Bordeaux. Quelque désir qu'il témoignât d'abord de jouir d'une retraite si légitimement acquise, il dut se rendre à de pressantes instances, et accepta cette mission auprès des princes qu'il avait servis et qui étaient dans l'adversité. « J'accepte, disait M. d'Hautpoul à ses amis, dans la pensée de donner au jeune prince une éducation d'homme; de lui parler de ses devoirs et non de ses droits; de lui faire connaître son époque et l'esprit de la civilisation. Je pense, ajoutait-il, que je lui rendrai ainsi service à lui-même, s'il doit rester dans l'exil, et qu'en y ajoutant la connaissance de l'esprit et des besoins de la France actuelle, j'aurai peut-être encore rendu un dernier service à mon pays, si une destinée que nul ne peut connaître

« devait y ramener un jour le principe de la légitimité. »

Sous l'empire de ces sentimens. M. d'Hautpoul se rendit à Prague ; mais il ne put rester fidèle à son programme sans encourir le blâme du duc de Blacas. Cette critique, épaulée de quelques intrigues d'intérieur, engagèrent bientôt M. d'Hautpoul à se retirer, emportant le regret de n'avoir pu accomplir la mission qu'il s'était imposée.

Depuis cette époque, le général d'Hautpoul vit dans la retraite avec sa famille, s'occupant à recueillir le souvenir de ses campagnes et des événemens dont il a été témoin ; à mettre en ordre les travaux dont il a été chargé et les notes qu'il a conservées. Parmi les documens qu'il possède se trouve sa correspondance avec Napoléon pendant qu'il était officier d'ordonnance.

LÉON COGNIET.

M. COGNIET (*Léon*), né à Paris le 29 août 1794, l'un des peintres distingués de notre époque, fut d'abord élève de son père, artiste habile dans son genre (*dessins originaux pour l'impression des papiers de tenture*). Les premiers principes de vérité d'imitation qu'il en reçut contribuèrent beaucoup à lui aplanir les difficultés de l'étude sérieuse à laquelle il se livra plus tard.

Après quelques essais dans le genre de son père, il put enfin s'abandonner à son goût pour la peinture, excité en lui dès son enfance par les souvenirs d'atelier d'un vieux peintre ami de sa famille. Ce fut à son entremise et à la bienveillance du sculpteur Lorta que M. Cogniet dut son admission aux salles d'étude des musées et aux concours des Quatre-Nations.

Admis en 1812 chez le célèbre Guérin, à l'école duquel se sont formés beaucoup de nos artistes distingués (1), il obtint le se-

cond prix de peinture en 1815 et le premier en 1817.

Parti pour Rome la même année, il y peignit trois figures d'étude : un *Caïn*, une *Chasseresse*, *Métabus fuyant avec sa fille Camille*, et ébaucha un tableau (*Marius à Carthage*) que l'état de sa santé, affaibli sous l'influence du climat, ne lui permit pas d'achever.

De retour en France en 1822, il exposa, au Salon de 1824, une *Scène du Massacre des Innocens* et le tableau de *Marius*, terminé à Paris. Ces deux productions lui méritèrent une médaille d'or.

En 1827, il fit admettre au Salon un *Saint-Étienne portant des secours à une pauvre famille*, tableau maintenant invisable dans une chapelle de Saint-Nicolas-des Champs, qui lui valut d'être nommé membre de la Légion-d'Honneur.

De 1827 à 1859, les principaux ouvrages dus au pinceau de M. Cogniet sont : *Numa législateur*; *Rebecca enlevée par le Templier*; un *Portrait en pied du maréchal Maison*; *Scène de barricades*, un *Plafond dans une salle du Louvre représentant les membres de la Commission d'Égypte se livrant à leurs travaux et leurs recherches sous la protection de l'armée*; *Départ de volontaires en 1892*.

Les compositions de plusieurs tableaux pour Versailles, exécutées sous sa direction par ses élèves, entre autres, le *Combat du Mont Thabor* et la *Bataille d'IIéliopolis*, ont mérité de justes éloges.

Il a fait, en outre, la composition et les études d'une grande peinture pour l'église de la Madeleine, et une douzaine de tableaux de genre, et autant de portraits, dont celui de Washington gravé par Laugier.

Plusieurs de ses élèves se sont fait remarquer aux dernières expositions du Louvre. Deux ont remporté le grand prix de

(1) Géricault et Sigalon étaient élèves de Pierre Guérin, ainsi que les deux Scheffer, E. Delacroix, Alaux, Champmartin, Or-

sel, Pertin, Henriquel Dupont, Grenier, Saint-Evre, Bodlaier, Destouches, Monvoisin, Dorey, etc.

peinture, et sont maintenant à l'Ecole de Rome.

MALLET (CHARLES-FRANÇOIS).

MALLET (*Charles François*), inspecteur-divisionnaire des ponts-et-chaussées, officier de la Légion-d'Honneur, membre correspondant de l'Académie et de la Société d'agriculture de Rouen, membre de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale, etc., est né le 4 juillet 1766.

Entré à l'Ecole des ponts-et-chaussées le 18 avril 1784, il fut attaché au canal de Bourgogne, comme élève, en 1790 et 1791, et nommé ingénieur ordinaire près l'arrondissement de Clamecy, le 1^{er} octobre 1791.

Placé en la même qualité à Senlis, il s'occupa particulièrement, dans cet arrondissement, d'hydraulique et de mécanique appliqués aux usines de diverses espèces, et en même temps d'architecture civile, tout en remplissant, avec la plus grande activité, les devoirs d'ingénieur d'arrondissement.

Appelé en mai 1805, à Paris, il fut admis à cette époque comme membre de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale. Envoyé en juillet 1806 dans le royaume de Naples, avec le titre de membre du conseil-général des ponts-et-chaussées de ce royaume, il y resta jusqu'en septembre 1808.

Il rentra en mars 1809, avec le grade d'ingénieur en chef, à dater du 19 mai 1808, et la décoration de l'ordre des Deux-Siciles, après avoir complété, par une tournée de six mois dans toute l'Italie, ses observations sur les grands ouvrages des anciens, et avoir fait des recherches sur la distribution des eaux en Italie, notamment de celles de Rome, sur lesquelles il a rédigé un mémoire; enfin après n'avoir rien négligé de ce qui pouvait contribuer

à étendre ses connaissances comme ingénieur.

Envoyé aussitôt après son retour, comme ingénieur en chef, dans le département de la Doire au-delà des Alpes, il y commença les fondations d'un pont en pierre sur la rivière de ce nom, et rédigea le projet de ponts sur la Malone et l'Orco; il s'occupa en même temps de recherches sur la mesure des hauteurs au moyen du baromètre, conjointement avec M. d'Aubuisson, ingénieur en chef des mines.

Chargé, en 1810, du département du Pô, M. Mallet fut élevé à la première classe de son grade, en février 1812. Il construisit le grand pont sur le Pô à Turin, en y appliquant, dans la pose des pierres, et notamment dans celles des arches, le système de pose à contact immédiat, qu'il avait observé dans les constructions des anciens, système qui lui fournit le sujet d'un mémoire qu'il adressa à l'administration; il exécuta la route des Fenestrelles passant par le Col-Listrières, plus élevé que le Mont-Cenis de cent pieds. Il s'occupa en même temps de divers projets, savoir:

1^o Celui d'un redressement du Pô, près Montcalier; projet dont l'exécution a complètement réussi.

2^o Celui des moyens de conservation de deux ponts placés, l'un sur le Pô, et l'autre sur la Doire, et continuellement attaqués par ces deux fleuves torrentiels.

3^o D'un projet complet de pont en granit et briques sur la Doire, à la sortie de Turin.

4^o De celui d'un hospice sur le Col-Listrières.

Il continua ses recherches sur l'hydraulique, notamment en assistant M. Micheli, dans le cours expérimental qu'il faisait à un établissement formé *ad hoc* par le gouvernement.

Envoyé en 1814 à Rouen, comme chargé spécialement de la construction du pont

en pierre de cette ville, service auquel il réunit, en 1817, celui général du département de la Seine-Inférieure. M. Mallet fut attaché à cette résidence jusqu'en 1825.

Dans ce département il eut à se livrer à tous les genres d'occupations du ressort des ingénieurs, aux travaux d'art à la tête desquels se trouvaient le pont en pierre et les murs du quai de la ville de Rouen, et la construction de routes neuves; il fut chargé du projet d'amélioration de la navigation de la Seine à l'embouchure de cette rivière; du projet d'embellissement des quais, et d'une quantité considérable de travaux d'usines, dont le nombre a cru considérablement pendant sa gestion, et à l'amélioration desquelles il a contribué en introduisant dans le département les meilleurs systèmes de roues, et les machines à vapeur.

Pendant son séjour à Rouen. M. Mallet fut nommé membre résident de l'Académie de Rouen (classe des sciences), le 15 janvier 1815, et de la Société d'agriculture du département de la Seine-Inférieure, le 11 janvier 1821. En quittant Rouen, il est resté membre correspondant de ces deux sociétés.

M. Mallet fut appelé à Paris, en juin 1825, près le service de la distribution des eaux de l'Ourcq. Il n'a cessé, depuis cette époque, de s'occuper de choses relatives à cette grande opération; et, sentant le besoin de consulter les ouvrages anglais, et, plus tard, de visiter l'Angleterre, il s'est livré en même temps à l'étude de la langue de ce pays; travail qui lui a été de la plus grande utilité pour la mission qui lui a été confiée dans l'intérêt de son nouveau service, et dans laquelle il s'est livré à une infinité de recherches sur tout ce qui se rattache au métier de l'ingénieur : routes traitées à la Mac'Adam, chemins de fer, canaux, ponts en pierre, en fonte de fer, en chaînes, ports de mer, embouchures de rivières, etc., etc.

M. Mallet enfin a rédigé, depuis son retour à Paris, le projet d'une distribution des eaux de l'Ourcq à domicile, dans l'intérieur de la ville, d'après le système suivi en Angleterre, et en a présenté un second pour la distribution, suivant le même système, de 2,000 pouces des eaux de la Seine; projet dont l'entreprise est offerte à la spéculation des capitalistes. M. Mallet a publié à ce sujet plusieurs brochures recherchées des personnes qui s'occupent de distributions d'eaux.

Nommé inspecteur divisionnaire le 19 octobre 1830, il a continué à s'occuper des travaux les plus importants qui se rattachent à la science de l'ingénieur, et a porté, au conseil général des ponts-et-chaussées, le tribut des connaissances qu'il a acquises par de longues études. Il a fait, depuis cette époque, et dans l'intérêt de la science, plusieurs voyages en Angleterre, dans le but d'étendre encore ses connaissances en visitant les grands travaux de ce pays.

M. Mallet a été nommé officier de la Légion d'Honneur, le 15 janvier 1854. Il avait été créé chevalier de cet ordre le 1^{er} mai 1821.

MAZERES (JULES-EDMOND-ÉDOUARD).

M. *Jules-Edmond-Édouard* MAZERES, originaire des Basses-Pyrénées et fils d'un riche colon qui perdit sa fortune à la révolution de Saint-Domingue, est né à Paris en 1796. Après avoir fait ses études au Lycée de Versailles et au Lycée Napoléon et avoir servi quelques années, sous la Restauration, dans un régiment d'infanterie, en qualité de sous-lieutenant, il donna sa démission en 1820, et se livra entièrement à son goût pour la littérature.

De nombreux succès au théâtre du *Vau-*

deville (1) et du *Gymnase* (2) appelèrent sur lui l'attention de Picard, dont il devint l'intime ami et qui aimait à témoigner hautement combien sa verve comique se rajeunissait par la jeune collaboration de M. Mazeres; ils firent ensemble *l'Enfant Trouvé*, comédie en trois actes, qui eut un grand succès à l'Odéon, en 1824; et en 1857, *les Trois Quartiers*, comédie en trois actes et en prose, qui fit courir tout Paris, et dont les saillies fort innocentes d'ailleurs allarmèrent la susceptibilité de la Restauration.

M. Mazeres travailla aussi pour le théâtre Feydeau, en société de M. Scribe et donna le *Loup Garou*, opéra-comique en un acte, qui fut peu secondé par le talent du musicien.

M. Mazeres ambitionna des succès plus durables et travailla seul pour le théâtre Français où il fit représenter *Le Jeune Mari*, comédie en trois actes et en prose; *Chacun de son Côté*, comédie aussi en trois actes et en prose, qui lui valurent les justes applaudissemens du public, et les encouragemens du pouvoir, car M. Mazeres fut nommé lecteur de madame la duchesse de Berry (place *ad honores*) et chevalier de la Légion-d'Honneur.

Ces faveurs de la cour n'enchaînèrent pas son indépendance, puisque, en sa qualité de membre de la commission des auteurs dramatiques, il soutint des luttes nombreuses et hardies contre la censure.

Le 50 décembre 1828, Picard mourut dans les bras de M. Mazeres, et l'on se rappelle les paroles de reconnaissance vraiment filiale que ce dernier prononça sur

la tombe de son ami. Depuis cette époque M. Mazeres a fait représenter conjointement avec M. Ancelot, *l'Espion*, drame en cinq actes, et conjointement avec M. Em-pis, *la Mère et la Fille*, une des meilleures comédies de l'École moderne; puis une *Liaison*, le *Changement de Monastère*, la *Dame et la Demoiselle*. Presque tous les ouvrages de M. Mazeres font partie du répertoire de la Comédie-Française.

En 1850, M. Mazeres, qui avait dès le principe embrassé très-chaleureusement la cause de la révolution de Juillet, entra dans l'état-major de la garde nationale de Paris, où le maréchal Lobau lui témoigna une bienveillance toute particulière, comme chef d'escadron d'état-major. M. Mazeres accompagna le maréchal dans toutes les occasions graves et périlleuses. Après les événemens des 5 et 6 juin 1852, le rapport du maréchal cita cet officier supérieur comme s'étant bien distingué aux barricades de la rue Montmartre et de Saint-Méry, par son sang-froid, sa bravoure et sa résolution; il fut promu au grade d'officier de la Légion-d'Honneur et appelé à la sous-préfecture de Saint-Denis, position toute de faveur et dans laquelle les émeutes suscitées à Clichy par l'abbé Auzou (*Voir sa Notice*) et sa nouvelle Eglise, donnèrent au nouveau magistrat l'occasion de déployer une énergie peu commune. Les journaux de l'époque rendirent compte des faits, et les plus démocratiques ne reprochèrent à M. Mazeres qu'un zèle trop actif, mais du moins toujours intelligent.

Appelé en 1855 à la préfecture de l'Arriège, son administration y a été généralement appréciée; il en est de même dans le département de l'Aveyron, dont il fut nommé préfet en 1857. On reconnaît généralement dans M. Mazeres un esprit droit, de sages intentions et le caractère le plus honorable; il est actif, laborieux et il montre une grande impar-

(1) M. Mazères a fait représenter à ce théâtre : *un Jour à Rome*, ou *le Jeune homme en loterie*; *le Panorama d'Athènes*, et quelques autres pièces.

(2) Il a donné au Gymnase, en société de M. Scribe, (*Voir sa notice*) *la Loge du Portier*; *la Ferté dans le vin*; *Rossini à Paris*, ou *le Grand dîner*; *le Coiffeur et le Perruquier*; *la Quarantaine*; *le Charlatanisme*; *l'Atel*, ou *le petit fils d'un Grand homme*; *l'Oncle d'Amérique*.

En société de M. Roinieu (*Voir sa Notice*) : *le Bureau de Loterie*.

Avec MM. Brazyers et Carmouche : *les Petites Saturnales*.

Avec M. Sauvage : *l'Éligible*.

Seul : *la Fin de mars*; *la Coutume allemande*, ou *les Vacances*.
Avec Picard : *le Landau* ou *l'Hospitalité*.

tialité dans le maniement des affaires.

M. Mazeres a été long-temps homme brillant et de plaisirs, c'est aujourd'hui un magistrat grave et distingué. Sa vie, comme beaucoup d'autres, vient protester heureusement contre les préjugés qui n'ont pesé que trop long-temps sur les hommes de lettres.

M. Mazeres vient d'être nommé préfet de Vesoul (Haute-Saône).

PETITOT (LOUIS).

M. Louis PETITOT, statuaire, né le 25 juin 1794, fils de Pierre Petitot également statuaire, obtint à l'âge de seize ans la première médaille dans les concours de l'école royale des Beaux-Arts de Paris ; le second prix de sculpture en 1813, et le prix de Rome en 1814 à l'âge de vingt ans.

Après être resté près de cinq ans à Rome, il revint à Paris en 1819. En 1820 il épousa la fille aînée de Pierre Cartellier, célèbre statuaire, son maître.

Les ouvrages qu'il a exécutés sont :

Ulysse chez Alcinoüs (Ulysse sans quitter son manteau lance un palet), statue en marbre de 6 pieds 6 pouces de proportion, commandée par le duc d'Albe, acquise depuis par la maison du roi, et placée maintenant à Fontainebleau.

Jeune Chasseur blessé par un serpent (marbre), actuellement au Musée du Luxembourg.

Conjointement avec M. Roman, son ami, M. Petitot a exécuté en marbre la sculpture du monument de Quiberon ; M. Caristie fit l'architecture de ce monument.

On lui doit aussi *Louis XIV offrant des couronnes à tous les grands hommes qui ont illustré son règne*. Statue colossale en bronze (11 pieds six pouces). Cet ouvrage occupe le centre de la Place-Royale à Caen ;

Deux *bas-reliefs* en bronze, à la mémoire du duc de Berry, décorant jusqu'en 1850 un monument en granit du Calvados, à Caen ;

Saint-Maurice expirant pour la Foi. Statue en plâtre, à Saint-Sulpice ;

Un *buste en marbre de Claude de Forbin*, chef d'escadre, placé maintenant au Musée-Historique de Versailles ;

L'Abondance, modèle en plâtre (6 pieds). Cette œuvre doit être exécutée en marbre, de 12 pieds de proportion et placée sur l'un des piédestaux extérieurs de la Bourse ;

Un modèle du fleuve de *la Seine*, (6 pi.). Ce travail avait été, avant 1850, destiné à la fontaine de la Bastille, et devait être coulé en bronze, de 18 pieds de proportion ;

Les décors d'un monument à la reine Marie-Antoinette, destiné à la Madeleine. Ces travaux furent interrompus en 1850.

Un bas-relief en marbre, qui devait décorer la face latérale sud de l'arc du Carrousel (dont le modèle avait provisoirement été mis en place à la destination et qui fut retiré depuis 1850), représentait *la Capitulation de Ballesteros à Campillo (Espagne)*. Ce bas-relief dont le marbre était presque achevé n'a pu être totalement terminé ;

La Fille de Niobé mourante, étude, plâtre ;

Cyparisse, bas-relief, étude, plâtre ;

Un décor de l'œil-de-bœuf, au Louvre, représentant *la Poésie et la Musique*, exécuté en pierre.

Deux bas-reliefs en pierre, exécutés au Louvre, au palier du grand escalier du Musée. L'un représente *les Arts rendant hommage à Apollon*, l'autre, *Minerve présidant aux récompenses accordées aux Arts*.

Le roi *Louis-Philippe distribuant des drapeaux à la garde nationale*, bas-relief en marbre pour la Chambre de Députés.

Louis XIV, statue colossale équestre,

placée dans la cour du palais de Versailles. Le cheval a été exécuté par Pierre Cartellier.

Deux statues colossales des villes de *Lyon* et *Marseille*, posées à la Place de la Concorde.

Les bustes en marbre de *C. Percier* et de *Cartellier*, exposés au Salon dernier.

M. Petitot exécute en ce moment le marbre d'un groupe ayant pour sujet : *Un pèlerin calabrais et son jeune fils accablés de fatigue implorant le secours de la Vierge*.

Il est également chargé de la décoration du pont du Carrousel. Cette décoration se compose de quatre statues colossales qui doivent être placées aux deux entrées du pont. Ces statues représentent : *la Nyade de la Seine, la Ville de Paris, l'Abondance, l'Industrie*.

M. Petitot a encore exécuté beaucoup d'autres ouvrages, tels que bustes, bas-reliefs, statuettes en plâtre et en marbre.

Il a obtenu, au Salon de 1819, une médaille d'or de première classe ; depuis il a été nommé membre de la Légion-d'Honneur et de l'Institut. Il est membre de plusieurs Sociétés Savantes et Artistiques.

SÉRURIER (LE COMTE).

M. le comte SÉRURIER, neveu du maréchal de ce nom, entra dans la carrière diplomatique, en 1800, en qualité de secrétaire de légation à Cassel. Il y resta cinq ans et y fut deux fois chargé d'affaires ; il passa de là, en 1805, comme premier secrétaire d'ambassade en Hollande, sous le général Dupont-Chaumont d'abord, puis sous le comte Alexandre de La Rochefoucault. Il y fut nommé par l'Empereur chargé-d'affaires en titre, en mai 1810, dans les plus terribles circonstances, et dans les jours qui précédèrent et suivirent l'abdication du roi Louis.

Il remplissait ces mêmes fonctions

quand eut lieu la réunion de la Hollande, qu'il lui fut donné d'accomplir sans effusion de sang.

Le comte Sérurier fut par suite nommé ministre de l'Empereur aux États-Unis. Sa mission eut pour résultat de rapprocher l'Amérique de la France. Il y fut témoin de la guerre de 1812, qui créa une troisième grande puissance maritime, et quitta l'Amérique en 1816.

Le comte Sérurier, après une mission heureuse et utile à sa patrie, demeura en disponibilité de 1815 à 1850.

A la révolution de 1850, il fut rappelé aux affaires. Il accepta sous le ministère de M. Molé, et pour quelques mois, la direction politique des affaires étrangères, puis reprit la carrière du dehors, et demanda à retourner aux États-Unis. Il y maintint pendant cinq nouvelles années la dignité de son Gouvernement et les intérêts commerciaux de la France, surtout de Lyon, dont il put sauver les soieries de la concurrence de la Chine ; il reçut à cette occasion les remerciemens de cette ville et de New-York.

Un message du Président, blessant pour la France, déterminait son Gouvernement à le rappeler (1). Le roi le nomma à son retour commandeur de la Légion-d'Honneur, puis bientôt après ministre en Belgique. Depuis qu'il occupe cette résidence M. Sérurier a été nommé pair de France.

ANTHOINE (BARON DE SAINT JOSEPH).

M. le général baron François ANTHOINE DE SAINT-JOSEPH, est né à Marseille en 1787. Il servit d'abord comme volontaire dans le 4^e régiment de dragons, où il entra en 1804, et en sortit pour passer comme élève à Fontainebleau, où il reçut le brevet

(1) Ce message du président avait trait à la créance des 25,000,000. Nous avons déjà dit (Voir la Notice consacrée à M. Berryer), et nous disons encore ailleurs, avec de plus grands développemens, ce que l'on doit penser de cette créance.

de sous-lieutenant au 25^e de chasseurs à cheval. En 1807, il se rendit en Pologne et fit en qualité d'aide-de-camp du maréchal Soult, la campagne de Friedland, d'où il fut envoyé en mission à Saint-Petersbourg.

De retour en France, il suivit le maréchal en Espagne et en Portugal, et fut fait prisonnier à l'Alambra, à Grenade.

Echangé en 1809 par les soins du maréchal Suchet, son beau-frère, M. de Saint-Joseph se rendit en Hollande avec le grade de capitaine dans le 8^e régiment de husards. Il revint bientôt en Espagne, où le maréchal Suchet l'avait appelé pour en faire son aide-de-camp, et fit sous ce chef les campagnes de 1811, 1812 et 1815. Il monta l'un des premiers à l'assaut de Tarragone, et contribua à la prise de cette place. Il assista aux sièges d'Oropéza et de Sagonte dont il signa la capitulation; il se distingua à l'investissement de Valence, et seconda le maréchal dans la nouvelle organisation de son armée.

Colonel en 1814, M. de Saint-Joseph devint, après le second retour de Louis XVIII, successivement colonel du corps royal d'état-major, chef d'état-major du baron de Damas, en 1820 et 1821, dans la 8^e division militaire à Marseille.

Nommé à la section historique du dépôt de la guerre, il servit ensuite comme sous-aide-major-général de la garde-royale.

Mis en disponibilité à la suite des événemens de 1850, M. de Saint-Joseph ne tarda point à être rappelé au dépôt de la guerre, où il fut chargé par le ministre de l'organisation militaire des douaniers et gardes-forestiers, et nommé de plusieurs commissions d'examen pour l'École militaire de Saint-Cyr et celle d'application du corps-royal-d'état-major. Ses services et son rang d'ancienneté le firent comprendre dans la promotion au grade de maréchal-de-camp, qui eut lieu le 11 octobre 1852. Il resta encore pendant un

an au dépôt de la guerre où il remplit, quelque temps, les fonctions par interim de directeur.

Nommé en octobre 1855 au commandement de la division active des Pyrénées-Orientales, M. de Saint-Joseph y réunit bientôt celui du département devenu vacant. Il a été décoré en 1858 de la croix de commandeur d'Isabelle-la-Catholique.

ROQUES (JOSEPH).

M. Roques (*Joseph*), correspondant de l'Institut, professeur de peinture à l'École des Beaux-Arts de Toulouse où il est né en 1758, ancien membre de l'Académie royale de peinture, sculpture et architecture de la même ville, est l'un des peintres qui ont propagé dans les provinces le goût de l'art, sinon par des productions hors de ligne, du moins par des leçons sages et savantes.

Il fut d'abord élève du chevalier Rivaly, et ensuite de l'École française à Rome, alors sous la direction de M. Vien. A son retour d'Italie, où il fit un séjour de quatre années, M. Roques fut nommé directeur de l'Académie de peinture de Montpellier.

Rentré dans sa ville natale, sous le consulat, M. Roques y a fait un grand nombre d'ouvrages répandus dans le midi de la France et dans les principales églises de Toulouse. Il a enrichi, entre autres, le chœur de la Notre-Dame-de-Ladaurade, d'une collection de tableaux de grandeur colossale, relatifs à la vie de la Vierge. Le Musée de Toulouse possède aussi une grande toile de cet artiste, peinte pendant son séjour à Rome, et généralement estimée.

M. Roques compte parmi ses nombreux élèves, MM. Brocas, Lassus; Bonnemaïson et Ingres, aujourd'hui directeur de l'Académie de France à Rome.

M. Roques est depuis long-temps membre correspondant de l'Institut.

PELLETIER (JEAN-BAPTISTE).

M. PELLETIER (*Jean-Baptiste*), lieutenant-général, inspecteur-général d'artillerie, est né à Éclaron (Haute-Marne), le 16 février 1777. Il fut nommé élève à l'École d'artillerie de Châlons, le 1^{er} juin 1795, le second de la promotion, dont le chef était Drouot; mais cette promotion fut immédiatement appelée aux armées, et M. Pelletier, nommé lieutenant en second au 2^e régiment d'artillerie à pied, fit, à l'âge de dix-sept ans, sa première campagne à l'armée du Rhin. Les affaires principales auxquelles il fut présent dans les campagnes de 1795 et 1794, sont le combat de Haguenau et le combat de Geisberg pour le déblocus de Landau.

Nommé capitaine le 28 avril 1794, il fut d'abord attaché à l'armée du Nord où il fit les campagnes de l'an II et de l'an III, et ensuite à l'armée de Paris, où il prit part, avec sa batterie, à la journée du 15 vendémiaire an IV, où les sections de Paris furent vaincues par le général Bonaparte.

M. Pelletier fit les campagnes de l'an VIII et de l'an IX avec l'armée d'Italie, assista au passage du Mincio à Mozambano. Il fut nommé chef de bataillon le 2 juin 1804, et membre de la Légion-d'Honneur, le 44 juin de la même année. En 1805, il reçut le commandement de la réserve d'artillerie de l'armée du Nord, et fut nommé major le 14 août 1806. En cette qualité, il commanda d'abord l'artillerie du corps italien qui effectua le blocus de Colberg, ensuite l'artillerie de la division Verdier à la grande-armée, et prit part au combat de Heilsberg et à la bataille de Friedland.

Nommé colonel après cette bataille, le

24 juin 1807, et baron de l'Empire le 9 mars 1808, il se trouva chargé d'abord du commandement de l'artillerie du corps de réserve d'infanterie de la grande-armée, et fut nommé ensuite directeur à Varsovie. Il prit part à la campagne de 1808, avec la grande-armée, et fut nommé, le 4 mars 1809, général de brigade par l'Empereur, qui le choisit pour organiser et commander l'artillerie et le génie du grand duché de Varsovie; il commanda l'artillerie du corps polonais du prince Poniatowski, détaché de la grande-armée en 1809 et 1810; assista au combat de Ratzin, près de Varsovie, à la prise de la tête du pont de Gora, et dirigea lui-même les troupes qui enlevèrent, par escalade, la place de Zamosz.

Il fut nommé officier de la Légion-d'Honneur par l'Empereur, le 12 août 1809, chevalier de l'Ordre du mérite militaire de Pologne à la même époque, et général de division, par le roi de Saxe, grand-duc de Varsovie, en 1811.

Le corps de Poniatowski étant devenu, à l'ouverture de la campagne de 1812, 5^e corps de la grande-armée, M. Pelletier y conserva le commandement de l'artillerie, et fut nommé par l'Empereur commandant de la Légion-d'Honneur, le 22 août, après l'attaque de Smolensk. Il fut présent à l'attaque de la redoute de Schwarzdina, le 5 septembre; à la bataille de la Moscowa le 7, et au combat de Torutino, et fait prisonnier au combat de Wiasma, le 5 décembre. Une protestation qu'il fit contre la violence exercée sur les Polonais, pour les faire entrer au service russe, lui valut d'être envoyé d'Astrakan à Krasnaïar, ile cosaque du Volga, et prisonnier d'état russe, où il fut laissé jusqu'à la paix.

Rentré en France, il ne fut reconnu que comme maréchal-de-camp et mis en disponibilité. Rappelé à l'activité en 1815, il prit le commandement de l'artillerie du

2^e corps, et prit part au combat des Quatre-Bras et à la bataille de Waterloo.

Depuis, il fut successivement membre du comité de l'artillerie, commandant de l'École d'Artillerie de Toulouse, de Metz, de l'École d'application d'artillerie et du génie, de 51 à 57. Il a été fait grand officier de la Légion-d'Honneur en 1828, et lieutenant-général le 22 novembre 1836, enfin, nommé membre du comité d'artillerie et inspecteur-général de l'arme, en 1837, 58 et 59.

TURPIN DE CRISSE (LE COMTE LANCELOT-THÉODORE).

M. comte TURPIN DE CRISSE (*Lancelot-Théodore*), fils du marquis de ce nom, colonel des hussards de Berchini en 1789, est né en 1782. Son père émigra et l'emmena avec lui en Angleterre. Le marquis de Crissé étant rentré en France, il fut arrêté, mis en prison, perdit entièrement sa fortune, et alla mourir à Saint-Domingue. Le jeune Théodore resta seul près de sa mère, et, se trouvant sans ressources, en chercha dans l'étude de la peinture. Il travailla en artiste, et parvint à se faire un nom dans cette carrière si différente de celle où ses pères avaient illustré le leur.

Encouragé par le comte de Choiseul-Gouffier, ami de sa famille, aidé de sa bourse et de ses conseils, M. de Crissé fit, en 1805, un premier voyage en Suisse, en 1806, un autre voyage en Italie; il a reçu cette même année, la médaille d'or à l'exposition du salon, comme peintre de paysage et d'architecture.

En 1809, il fut attaché à la maison de l'impératrice Joséphine, avec le titre de chambellan, et fut décoré de la croix de commandeur de l'Ordre du mérite de Bavière. Il resta à Navarre et à Malmaison jusqu'au moment où la Restauration obli-

gea l'impératrice à se séparer des officiers de sa maison, et à leur rendre leur serment.

M. de Crissé avait épousé, en 1815, sa cousine, mademoiselle A. de Lespada. Il hérita alors, conjointement avec sa sœur et M. de Lafayette, de M. le marquis de Lusignem. Il reprit en amateur la palette qu'il avait un peu négligée pendant quelques années. Des voyages, le goût des collections, l'arrangement de sa maison, les séances de l'Académie des Beaux-Arts, dont il faisait partie depuis la réorganisation; la publication de son voyage à Naples, l'occupèrent pendant une période de douze à quinze ans. Il fut nommé successivement membre du conseil des Beaux-Arts à la préfecture de la Seine, membre du conseil des Musées. Enfin, en 1825, il reçut la croix de la Légion-d'Honneur; il fut attaché à la Maison du roi, comme inspecteur-général des beaux-arts, et gentilhomme honoraire de la chambre.

M. de Crissé a rempli ses fonctions jusqu'à la révolution de 1830; il les quitta alors, rentrant dans la solitude de son atelier, sauf quelques courses à Edimbourg, à Gratz et à Goritz, près des princes qu'il avait servis.

FELIX FAURE (JOSEPH-DÉSIRÉ).

FÉLIX-FAURE (*Joseph-Désiré*), né à Grenoble le 18 mai 1780, est issu d'une famille plébéienne estimée. Son père, commis à la recette générale de la province du Dauphiné (ce qui correspondait à peu près à la place de receveur-général), avait le titre d'avocat au parlement de Grenoble, mais sans avoir jamais suivi le barreau.

Le grand-père maternel de M. Félix-Faure était ingénieur des ponts-et-chaussées à Vienne, département de l'Isère; le beau quai du Rhône et le pont sur la Yère ont été dirigés par lui.

M. Faure a eu deux frères : l'un, servant dans la marine militaire, est mort à l'âge de seize ans à Saint-Domingue, à bord du *Formidable*, vers l'époque de la désastreuse expédition du général Leclère ; l'autre, ancien élève de l'Ecole Polytechnique, servait dans l'artillerie, et est mort en 1815, âgé seulement de trente-deux ans, et déjà cependant le plus ancien capitaine du 4^e régiment d'artillerie légère, alors en garnison à Valence (Drôme).

M. Félix-Faure, l'aîné des trois frères, détourné par d'autres occupations et par des malheurs de famille, ne put se livrer qu'un peu tard à l'étude du droit ; mais il dut à ce retard même l'avantage de la commencer avec une instruction plus générale que celle acquise ordinairement par les étudiants au moment où ils prennent leurs premières inscriptions.

Reçu docteur en droit à la Faculté de Paris, la considération dont jouissait sa famille lui valut d'être présenté, en 1811, par la Cour royale de Grenoble, à une place de conseiller-auditeur près la même Cour. Il siégea, dès cette année 1811, en cette qualité, s'attachant avec assiduité et ardeur à en remplir les devoirs, en se consacrant plus particulièrement au ministère public. En 1817, il entra au parquet avec le titre de substitut de procureur-général.

En 1819, il fut élevé au poste d'avocat-général ; mais il n'y resta que jusqu'en 1821. A cette époque, sans être consulté, on le fit nommer conseiller. Avant son installation, il fut appelé encore à prononcer un discours de rentrée préparé pendant les vacances, et avant qu'il soupçonnât le changement de position qui l'attendait. Ce discours déplut, comme empreint d'une couleur trop constitutionnelle, et il en résulta une sorte de disgrâce, par suite de laquelle il fut écarté avec affectation de la présidence des assises. M. Félix-Faure regretta les travaux du ministère public, mais se résigna sans peine à remplir mo-

destement et uniquement les fonctions de conseiller.

Cependant, comme il s'était acquitté de celles d'avocat général de manière à prouver qu'il n'était pas incapable de présider les assises, cette affectation même le fit remarquer, et ce fut précisément une des causes qui le désignèrent aux suffrages des électeurs de l'arrondissement de Vienne (où résidait sa famille maternelle), qui, en 1828, le nommèrent député, et l'ont réélu trois fois, toujours pendant son absence, et sans aucune sollicitation de sa part avant les élections ou pendant leur durée.

M. Félix-Faure était du nombre de ceux qui avaient pris au sérieux la monarchie constitutionnelle fondée par la Charte de 1814, et qui croyaient ce gouvernement le plus propre à assurer le repos, la prospérité, la liberté des Français. Il dut, par conséquent, siéger au centre gauche, sans s'éloigner beaucoup des principes du centre droit.

Admis à la Chambre des Députés, le premier besoin qu'il éprouva fut d'étudier un terrain si nouveau pour lui, et de commencer par voter consciencieusement, avant d'essayer d'influer sur le vote de ses collègues en montant à la tribune. Aussi ce ne fut qu'à la session suivante, en 1829, que l'occasion lui fut offerte de se produire sur ce nouveau théâtre. Notamment, lors d'une discussion célèbre (celle de la loi sur les conseils d'arrondissement et de département présentée par M. de Martignac), il fut remarqué par un discours qui avait le mérite d'entrer nettement et franchement dans le vif de la question. Depuis lors, plusieurs circonstances l'appelèrent à la tribune de la Chambre, particulièrement lors de l'adresse des 221.

Vers la même époque (1829), un autre incident attira l'attention et quelque estime sur lui. Sans l'avoir sollicité, sans en avoir été averti, il fut nommé président

de chambre à la Cour royale de Grenoble.

Mais, lors de son élection en 1828, il avait en (sur la demande des électeurs) à s'expliquer sur une proposition de M. de Conny, proposition qui venait d'être agréée par la Chambre des Députés, et qui avait pour but de soumettre à la réélection tout député qui aurait accepté des fonctions publiques pendant la durée de son mandat. M. Félix-Faure n'avait pris aucun engagement; seulement, il avait déclaré que le principe consacré par cette proposition lui paraissait conforme à l'esprit de nos institutions, et qu'il l'aurait appuyé de son vote, s'il avait fait partie de la Chambre. Cependant la proposition de M. de Conny fut rejetée depuis par la Chambre des Pairs (elle n'a été convertie en loi qu'après la révolution de 1850).

La nomination de M. Félix-Faure à une présidence de chambre semblait donc le placer dans une position embarrassante; elle ne le fut pas un instant pour lui. Député, il ne pouvait, en opposition à des principes approuvés par lui, accepter, sans se soumettre à la réélection, une fonction publique, quoiqu'elle ne fût qu'un avancement naturel et peut-être mérité. Objet du choix d'un ministère qu'il estimait et dont il redoutait la chute (on sait qu'il fut remplacé par le ministère Polignac), il ne pouvait abuser de sa confiance en le compromettant par une démarche hasardée, et qui aurait fourni des armes à ses adversaires.

M. Félix-Faure n'hésita pas à envoyer au garde-des-sceaux d'alors (M. le comte Portalis) sa démission, en lui donnant le choix ou d'accepter cette démission, ou de l'autoriser à se soumettre à une réélection. Ce choix ne pouvait être douteux, et M. Faure resta conseiller, avec la satisfaction d'avoir rempli un devoir.

Vers la fin de cette année 1829, la première présidence de la Cour royale de Grenoble devint vacante. Les trois députations

de l'Isère, de la Drôme, des Hautes-Alpes (composant le ressort de la Cour royale de Grenoble), sans en prévenir M. Félix-Faure, et en s'adjoignant Casimir Périer, firent une démarche auprès du garde-des-sceaux (M. Bourdeau) pour lui désigner ce magistrat comme un candidat dont la nomination serait favorablement accueillie par la population du ressort.

Aussitôt qu'il en fut instruit, M. Félix-Faure s'empressa de remercier ses collègues d'une démarche si flatteuse pour lui, en leur déclarant que la difficulté se présentait encore plus grande que pour une présidence de chambre, et que, plus la place était brillante, plus il était disposé à se montrer inflexiblement fidèle à ses principes. Il tint le même langage au ministre.

En 1850, au mois d'août, M. Félix-Faure fut nommé procureur-général à la Cour royale de Grenoble. Il l'apprit, à son arrivée à Paris, par la lecture du *Moniteur*. Il se rendit aussitôt chez M. le garde-des-sceaux (M. Dupont de l'Eure) pour lui dire qu'il lui était impossible d'accepter.

Indépendamment du motif toujours subsistant qui avait déterminé ses premiers refus, il s'en joignait deux autres tout puissants à ses yeux. A la suite et dans les premiers momens de la révolution de 1850, les fonctions de procureur-général exigeaient (selon lui) la résidence la plus rigoureuse et un travail assidu. Comment concilier ces exigences avec celles de la position des députés dans la crise où se trouvait la France? De plus, M. Félix-Faure n'avait pas voté pour la nouvelle Charte; il ne croyait pas que son mandat s'étendit jusqu'à la modifier. Le vote de ses collègues détermina sa résolution; il prêta son serment... Mais il ne voulut pas que le soupçon pût s'offrir, que la place de procureur-général fût entrée pour quelque chose dans sa détermination.

Dans le cours de la session qui a suivi la révolution de 1850, il fut nommé rappor-

teur de plusieurs lois , entre autres la loi sur l'organisation municipale , celle sur la réélection des députés , etc. , et fut appelé plusieurs fois à la tribune.

En 1851 ou vers la fin de 1850 , M. le garde-des-sceaux (M. Dupont de l'Eure) lui proposa la première présidence de la Cour royale de Grenoble , vacante par le jugement et la condamnation de M. de Chantelauze. M. Félix-Faure soumit ses scrupules à M. le garde-des-sceaux et l'en fit juge. Il lui fut répondu que la loi sur la réélection étant votée , et les exigences des fonctions de président étant moins impérieuses que celles de procureur-général , il n'y avait plus d'objection sérieuse à faire ; qu'un refus serait inexplicable et d'un mauvais effet. M. Félix-Faure accepta donc , se soumit à la réélection , et revint à la Chambre prendre part à la discussion de la loi sur l'élection des députés.

En 1852 , il fut nommé (sans l'avoir demandé , dit-on , ni directement ni indirectement) pair de France. Il crut ne pouvoir refuser cette faveur , à une époque surtout où on aurait pu se méprendre sur les causes de ce refus , et quoiqu'il entrevit des inconvéniens graves à être éloigné de son siège pendant les sessions très longues des Chambres.

Ces inconvéniens devinrent plus sensibles encore par suite des travaux judiciaires de la Chambre des Pairs.

Et ce fut principalement ce qui détermina M. Félix-Faure à échanger la première présidence d'une Cour royale , dans sa ville natale , au centre de ses propriétés , contre les fonctions laborieuses de conseiller à la Cour de cassation , chambre des requêtes , fonctions qui lui furent déferées dans le courant de l'année 1856.

Indépendamment de ses fonctions judiciaires et législatives , M. Félix-Faure a été , pendant quatorze ans , membre du Conseil municipal de la ville de Grenoble

Nommé en 1827 membre du Conseil général du département de l'Isère ; il y a été maintenu , depuis la loi nouvelle , par les suffrages de ses concitoyens. Il en a rempli les fonctions toujours avec l'assiduité la plus scrupuleuse , et (sauf la première année) en qualité de secrétaire du président de l'assemblée.

CRÉMIEUX (ISAAC-ADOLPHE).

Né le 11 floréal an iv (50 avril 1769) à Nîmes (Gard) , M. CRÉMIEUX (*Isaac-Adolphe*) , est dans sa quarante-quatrième année. Son père avait eu de son mariage deux fils et une fille. A la suite des événemens du 9 thermidor , il attendait dans les prisons le jour où la Cour criminelle déciderait de son sort , comme ayant accepté les fonctions d'officier municipal sous le règne de la terreur , lorsqu'il perdit coup sur coup ses trois enfans. Un honorable acquittement le rendit à la liberté. Peu après , sa femme , qui avait en quelque sorte partagé sa captivité , mit au jour un fils qui fut nommé Isaac-Adolphe. La tendresse du père pour cet enfant qui venait le consoler de tant de malheurs , tenait de l'idolâtrie. Dès ses premiers ans , on remarqua dans le jeune enfant une prodigieuse facilité à s'instruire ; il apprenait en même temps les élémens de français et de l'hébreu ; il avait une mémoire étonnante , lisait avec un agrément particulier , et , dès l'âge de six ans , il déclamaît , aux distributions des prix de la pension où on l'avait placé , des pièces de vers extraites de nos meilleurs poètes.

Il était né dans la religion juive ; mais son père n'avait aucun des préjugés , aucune des superstitions qui mettaient une si grande distance entre les Juifs de cette époque et les chrétiens ; dès que le fils eut atteint sa onzième année , le père se dé-

cida, sans balancer, à l'envoyer dans un collège de Paris, comme élève interne, pour y faire toutes ses études. C'est au Lycée impérial, aujourd'hui collège Louis-le-Grand, que M. Adolphe Crémieux vint recommencer sa première éducation. Le même jour, entraient avec lui dans le même Lycée, cinq autres membres de sa famille, deux fils d'un de ses oncles, frère de son père, trois fils d'un frère de sa mère. Jusqu'en 1814, il n'y eut pas d'autre israélite comme élève interne dans ce collège.

Nous appuyons sur ces détails, parce que l'influence de cette résolution de famille, dans un temps où les Juifs étaient si loin d'être ce que nous les voyons aujourd'hui, a tout à la fois décidé de la destinée du jeune Crémieux, et lui a inspiré pour son père une tendresse signalée, plus de seize ans après la mort de M. David Crémieux, par un trait de piété filiale, rare dans notre siècle. Pour faire connaître de suite l'homme dont nous écrivons la biographie, nous croyons devoir, dès ces premières pages, en détacher cette circonstance qui le peindra tout entier. Le 10 novembre 1837, M. Adolphe Crémieux présentait à la Cour royale de Nîmes une pétition ainsi conçue :

A MESSIEURS tenant la Cour royale de Nîmes, Adolphe Crémieux, avocat près la Cour royale de Paris, à l'honneur d'exposer ce qui suit :]

Messieurs,

En l'an iv de la République française, la maison E. CRÉMIEUX frères, qui faisait à Nîmes le commerce des soieries, suspendit ses paiemens. Plus tard, un bilan fut déposé au greffe du tribunal de commerce. Il paraît, d'après les quittances jointes à la présente requête, que le 15 pluviôse an vi, un concordat, assurant aux créanciers trente-cinq pour cent, fut homologué par ce tribunal. On ne trouve néanmoins dans ses archives qu'un bilan et deux procès-verbaux d'affirmation de créances.

L'un des deux frères associés sous la raison E. Crémieux se nommait *Élie Crémieux*; l'autre se nommait *David Crémieux aîné*; celui-ci était mon père.

Il paya plus tard un certain nombre de ses créanciers, soit intégralement, soit en partie.

Il mourut le 12 janvier 1819.

Sa faillite avait précédé ma naissance; il en emporta, pour moi du moins, le secret dans la tombe.

Plusieurs années après, ma mère crut me devoir cette triste confidence. M. Blanc-Pascal, alors avocat, me remit une partie des pièces; mon père les avait confiées à sa discrétion, à sa vieille amitié.

Dès ce jour, je sentis qu'il manquerait une consolation à ma vie tant que la mémoire de mon père resterait entachée.

Il avait laissé trois filles et moi. Quand nous fîmes, en 1825, l'état de la succession, le passif excédait de plus de vingt-quatre mille francs les valeurs actives. J'étais l'aîné, le chef, le protecteur naturel de ma famille; seul, j'avais acquitté les vingt-quatre mille francs.

La loi qui refuse les droits politiques à l'héritier immédiat, détenteur à titre gratuit de biens d'un failli, ne pouvait donc m'atteindre; aussi nul ne m'a jamais contesté l'exercice de mes droits politiques.

Je pouvais remplir jusqu'à ses dernières limites un devoir de conscience, soit en payant ma part virile (*c'est-à-dire le quart*) dans la dette de la faillite, soit du moins en payant la moitié de cette dette, moitié qui était la part de mon père dans l'association avec *Élie Crémieux*, soit enfin le capital de la dette tout entier, mais sans intérêts.

Après quarante ans, nul ne m'eût refusé une quittance finale. Il m'a semblé qu'il fallait accomplir l'œuvre; je n'ai transigé ni avec la loi ni avec moi-même, j'ai tout payé.

Fils pieux, j'ai le droit d'aller m'incliner sur la tombe de mon père.

La plupart des créanciers qui m'ont donné quittance avaient perdu leurs titres; plusieurs, que ma mère m'avait désignés, les avaient remis en recevant, en sus de leur dividende, une somme plus ou moins considérable; quelques uns n'avaient pas même souvenir de la faillite qu'il a fallu leur rappeler. Aucun de ces créanciers ne pouvait donc former de réclamation. J'ai soldé la dette à chacun d'eux. Tel avait cédé sa créance à vil prix, j'ai fait rentrer la cession et payé la somme entière; tel autre encore m'a déclaré avoir été payé en marchandises sur lesquelles il avait perdu à la revente, j'ai réparé la perte. Enfin, je rapporte les billets, ou les titres, ou les quittances finales de tous les créanciers; j'ai été au-devant de toute réclamation possible....

Je crois avoir prouvé à la mémoire de mon père tout ce que mon cœur renferme de reconnaissance pour lui, tout ce que mon âme renferme de respect pour sa cendre sacrée.

Je sollicite aujourd'hui de vous, Messieurs, le complément de l'acte de piété filiale que j'ai voulu consommer. Heureux de demander cette paternelle justice à la Cour royale de Nîmes, dont j'ose, avec respect, rappeler ici l'ancienne bienveillance pour moi!

Je demande à la Cour la réhabilitation de mon père.

AD. CRÉMIEUX,
Avocat à la Cour royale de Paris.

Un arrêt de réhabilitation suivit cette supplique, dont les expressions si simples et si touchantes n'ont pas besoin de nos éloges.

Revenons à l'élève du Lycée impérial. Il fut bientôt un des écoliers les plus distingués ; de bonne heure, sa vocation pour le barreau se fit remarquer, et la facilité avec laquelle il s'exprimait l'avait fait nommer *l'avocat*, par ses jeunes camarades ; c'est surtout en 1815 qu'il vint se placer au premier rang. Il remporta, au concours général des quatre Lycées, deux prix et un premier accessit ; dans son collège, tous les premiers prix de sa classe. Il suivait, en 1815, avec un grand succès, son cours de rhétorique ; mais la bataille de Waterloo fit ressentir, même aux études des collèges, sa désastreuse influence. Il n'y eut point de concours, et le jeune Crémieux, appelé dans sa ville natale par les graves événemens qui l'ont signalée à la seconde Restauration, quitta le Lycée et la capitale. Son dernier acte au collège avait été la proposition d'une adresse à l'Empereur, qui fut accueillie et remise à Napoléon le dimanche 16 avril 1815 ; la voici telle qu'elle est rapportée au *Moniteur* du 18 du même mois :

« SIRE,

« Les sentimens de patriotisme et de dévouement à V. M. qui nous ont animés pendant les glorieuses années de votre règne, ne se sont pas éteints dans nos cœurs pendant l'exil volontaire que V. M. s'était imposé. A la nouvelle du retour miraculeux de Napoléon, le Lycée impérial a donné des marques non équivoques de sa fidélité.

« Sire, les élèves de votre Lycée impérial n'ont jamais oublié la protection constante dont vous les avez honorés ; ils en seront dignes par leurs sentimens. Nous supplions V. M. de nous rendre les réglemens de discipline intérieure que nous avons perdus et les armes qui nous ont été ôtées, et que nous réclamons aujourd'hui. »

Cependant les esprits s'exaltaient à Nîmes, et tout annonçait une guerre civile, lorsque le 17 juillet, le bruit se répandit que le drapeau blanc était arboré aux casernes. Le jeune Crémieux saisit son fusil et se précipita vers le théâtre du combat. Toute sa famille éplorée s'attacha à ses pas : on saisit dans ses mains le fusil tout armé ; son père, sa mère, ses

trois sœurs en larmes, l'entourent et l'arrêtent. Il cède, il rentre bouillant de colère ; pendant ce temps, les malheureux soldats qui avaient capitulé étaient froidement égorgés par la populace.

Cette conduite du jeune homme, non moins que les opinions républicaines de son père, voua sa maison au pillage. Un individu qui avait usurpé le commandement de la ville, voulut exiger du père une somme de douze cents francs : sur la réponse du fils, que le pillage n'avait rien épargné, qu'au milieu des massacres il n'était pas possible de recourir à une bourse amie, on exigea des lettres de changé endossées en blanc et payables au 1^{er} janvier suivant. Le père et le fils les signèrent ; mais à l'instant même, une plainte en due forme fut portée au procureur du roi. Ni menaces, ni supplications ne déterminèrent le jeune Crémieux à la retirer. Mais, monsieur, lui dit M. Vidal, commissaire extraordinaire de police, l'autorité n'est pas maîtresse ; si, en sortant d'ici, un misérable vous tire un coup de fusil, que pourrions-nous ? Me venger plus tard, monsieur, répondit le jeune homme.

La famille Crémieux s'était retirée dans la Vaunage. Dans ce pays tout protestant, et qui voyait avec tant de douleur la chute de l'Empire, le jeune Crémieux provoquait l'enthousiasme des paysans par les récits des victoires de Napoléon ; et plus d'une fois les cris de *vive l'Empereur !* vinrent témoigner des sympathies qu'il excitait.

Adolphe Crémieux alla bientôt à Aix suivre son cours de droit avec beaucoup de négligence ; néanmoins, au mois de juillet 1817, il soutint sa thèse avec éclat, et fut reçu avocat au barreau de Nîmes, au mois d'août suivant. Le lendemain de la prestation de son serment, il fit son premier début aux assises. Sa plaidoirie fut à la fois facile, vigoureuse et touchante ; mais il livra surtout à l'acte d'ac-

cusation un combat si vif, que l'avocat-général crut devoir s'en plaindre. Tout en adressant à l'avocat des éloges publics sur son talent, il s'étonna que, dès le premier jour, l'avocat eût oublié le respect qu'il devait aux magistrats signataires de l'arrêt d'accusation. Puis, lorsque la Cour eut prononcé l'arrêt, le président ajouta : « Avocat, la Cour se plaît à rendre justice « à votre mérite; elle applaudit à votre « talent, mais elle doit vous engager à ne « pas oublier le respect dû aux magistrats « et à leurs décisions. »

Un incident d'une autre nature, marqua sa seconde plaidoirie. Deux individus étaient accusés d'un vol commis la nuit, de complicité, dans une maison habitée. Chacun des deux se prétendait innocent, mais rejetait le crime sur son co-accusé. M^e Crémieux défendait l'un, M^e Baragnon père, défendait l'autre. Dans l'intérêt de son client, M^e Baragnon avait été forcé d'accuser le client de M^e Crémieux. M^e Crémieux, à son tour, défendait vivement son client aux dépens de l'autre. *Ah ! bien, s'écria celui-ci en se tournant vers l'avocat, vous êtes encore bien bon enfant ! Savez-vous que ce Carol, que vous défendez, est un des pilliers de votre maison en 1815 ? — Vous avez menti !* répondit sur-le-champ l'avocat, au milieu du mouvement qu'excitait cette singulière apostrophe. *En tout cas, messieurs les jurés, il ne s'agit ici ni de 1815, ni du pillage de ma maison. Si Carol l'a pillée, il doit éprouver aujourd'hui de grands remords, et je lui pardonne. Si cette accusation est fautive, qu'elle retombe de tout son poids sur celui qui la proclame en un pareil moment. Pour moi, j'ai accepté la défense d'un homme que je crois innocent, pourquoi donc écouterais-je une accusation qui pourrait rendre la défense pénible ?*

Un murmure général d'approbation accueillit ces paroles. Le barreau venait de conquérir un digne membre de plus !

Le nom de M^e Crémieux se fit bientôt jour. Il se posa d'abord comme le défenseur du parti vaincu. Il n'est pas une cause politique où sa voix ne se soit fait entendre, pendant deux ans, devant la police correctionnelle, et plus tard, après les lois de 1819, devant la Cour d'assises.

Une de ses premières causes dans ce genre fut la défense, devant la Cour d'appel, d'un brave officier de la vieille armée. M. Defos (de Montaren) avait été condamné à six mois de prison, à six mois de privation de demi-solde, à deux ans de surveillance. La prévention lui imputait d'avoir crié *vive l'Empereur !* à Remoulins, dans une fête. Pour la première fois, l'avocat fit entendre l'éloge de cette armée qui avait planté sur les clochers de toutes les capitales nos drapeaux triomphants, et que l'on poursuivait encore alors de tant d'injures. L'effet de sa péroraison fut entraînant.

Messieurs, s'écria-t-il, si je n'ai pas complètement démontré l'innocence de Defos, si vous ne trouvez pas sa justification absolue dans la circonstance de l'ivresse, du tonilue de cette fête où de copieuses libations avaient rappelé des souvenirs glorieux, long-temps refoulés dans son cœur ; Eh bien, au nom de cette brave armée dont les souvenirs sont notre gloire, dont les débris sont notre orgueil, je vous en supplie, soyez indulgens, soyez magnanimes. Acquittez un officier de notre vieille armée ! Que tous ces braves dont le sang coula sur tant de champs de bataille et qu'on osait naguère appeler *brigands de la Loire*, que tous apprennent qu'on rend hommage à leur valeur, à leur patriotisme ; que chez nous comme chez les Romains, les lauriers protègent contre la foudre ; que les tribunaux savent excuser un moment d'oubli, hélas ! trop excusable, lorsqu'à tant d'éclat et de triomphes, ont succédé tant de deuil et de désastres.

M. Defos fut acquitté.

On se rappelle la fatale renommée de Trestaillons, qui s'était rendu si fameux par ses assassinats pendant les troubles de 1815. Son nom inspirait encore dans Nîmes une profonde terreur, et sa présence glaçait d'effroi, en rappelant le souvenir si récent encore de ses forfaits, lorsque M^e Crémieux osa le dénoncer au ministère public dans une plaidoirie aux assises.

Un garde-champêtre de Codognan était accusé d'avoir arrêté sur la grande route le courrier allant de Nîmes à Montpellier, dans la nuit du 16 au 17 octobre 1815. Il opposait un alibi attesté par plusieurs témoins. Le procureur-général rejetait ces

témoignages. Il faudrait, disait-il, qu'un souvenir spécial vint se rattacher, pour les témoins, à cette nuit du 16 au 17 octobre, pour qu'après deux ans et plus, ils ne se trompassent pas sur la date.

Un souvenir, s'écria l'avocat : en voici un que tous les témoins se rappellent. Ils sont de la Vauvage, de ce pays hospitalier qui nous a recueillis pendant qu'une faction sanguinaire devastait nos propriétés, égorgait nos frères. Le chef de ces misérables assassins, le monstre que nous appelons *Trestaillons* fut arrêté par les soins du général Lagarde et traduit à la citadelle de Montpellier. Cette arrestation, je vous le rappelle, eut lieu dans la nuit du 16 au 17 octobre 1815. Croyez-vous que ce soit pour les bons paysans de la Vauvage un assez important souvenir ?

Un mouvement général de satisfaction accueillit ces courageuses paroles, et l'avocat poursuivit :

Le général Lagarde a payé cher cette capture si dangereuse : plus tard, une balle homicide a traversé sa poitrine, et *Trestaillons* se promène paisiblement au sein de notre ville indignée. Mais enfin, vous voulez un souvenir, je vous le donne.

Des braves éclatèrent de toutes parts, et l'avocat fut reconduit jusque chez lui par une foule immense.

Un an plus tard, il dénonçait, en audience correctionnelle, ce même *Trestaillons*, dont il avait si courageusement signalé l'impunité.

Trestaillons, pourrait-on le croire, avait assigné en police correctionnelle un sieur Ravaud, qui l'avait, disait-il, calomnié en plein café, en l'accusant de lui avoir volé sa récolte de raisins. *Trestaillons* s'était constitué partie civile. M^e Crémieux, défenseur de Ravaud, plaida ce qu'on appelle au Palais une fin de non recevoir.

Messieurs, dit-il, la loi punit celui qui calomnie un de ses concitoyens ; mais cette loi bien évidemment ne peut être invoquée par *Trestaillons*. De quoi se plaint-il ? On l'a appelé voleur de récoltes. Voyez un peu la belle injure adressée à ce misérable. Voleur de récoltes ! mais celui qui l'appellerait pillier, assassin, n'en le calomnierait pas. N'est-ce donc pas ce tigre altéré de sang dont le surnom même est un objet d'effroi. Messieurs, je veux un jugement d'indignation, et je prends des conclusions expresses en rejet de la demande.

Vainement le président voulut-il faire engager la plaidoirie au fond ; vainement le procureur du roi déclara-t-il que le délit n'était pas prouvé.

Non, messieurs, s'écria M^e Crémieux, je ne ferai pas à cet infame l'honneur de discuter une prévention qu'il ose porter devant vous. L'accès des tribunaux doit lui être fermé, à moins qu'il ne soit traîné entre deux gendarmes pour venir rendre compte de ses forfaits.

Tout-à-coup M^e Crémieux aperçoit *Trestaillons* dans l'audience.

Grand Dieu, s'écria-t-il, et je souffrirais sa présence dans cette enceinte sacrée ! Magistrats, je le dénonce : j'ai dans mes mains et je dépose sur le bureau du procureur du roi une plainte en assassinat. La voilà formée par ce qui reste

de la famille Chivas. Le monstre a tué sept personnes de cette famille, je le dénonce...

Pendant cette terrible apostrophe, *Trestaillons* avait rapidement quitté la salle. Le tribunal avait prononcé l'acquittement de Ravaud, et l'avocat, entouré d'une foule considérable, pouvait juger des sympathies qu'il avait excitées.

À cette époque, une circulaire ministérielle enchaînait les poursuites contre les hommes qui, dans les discordes civiles, s'étaient signalés par leurs crimes. Si pourtant ils se rendaient coupables du moindre délit, l'ordre de les poursuivre, même pour les crimes passés, était donné au ministère public. Une partie civile pouvait aussi poursuivre ; mais, pour ne pas réveiller dans Nîmes les haines si terribles alors assoupies, il ne fut pas donné suite à cette généreuse dénonciation. Pendant long-temps *Trestaillons* quitta la ville de Nîmes, où plus tard il mourut, dévoré par une affreuse maladie, et abandonné, dans ses derniers moments, aux membres d'une compagnie religieuse et charitable qui assistait les mourans, et conduisait les trépassés dans leur dernière demeure.

À cette même époque, M. Molin poursuivait, devant le tribunal de police correctionnel d'Avignon plusieurs individus de cette ville qui, dans la terreur de 1815, avaient pillé une galerie de tableaux et d'objets précieux lui appartenant. M. Molin réclama dans cette poursuite difficile le secours de M^e Crémieux.

Avignon, où le maréchal Brune périt victime de quelques lâches assassins, allait entendre pour la première fois des paroles éloquentes réveiller ce triste souvenir, et flétrir les coupables encore impunis. Au jour de l'audience, l'avocat établit contre les prévenus la preuve du délit qu'il leur imputait. Il sollicita contre eux la sévérité du ministère public et des magistrats.

Laissez-moi, s'écria-t-il en terminant, laissez-moi remplir quelques instans encore les fonctions d'accusateur, peu faites pour moi qui ne plais dans la défense ; mais si nobles, si relevées surtout dans cette circonstance. Comprenez-vous bien, messieurs, ce que je demande à la justice ?.. Je de-

mande la prison et des restitutions pécuniaires contre des misérables dont le délit se rattache à cette fatale époque de 1815, temps de crimes et de désordres pour nos malheureuses contrées; je demande une punition exemplaire contre ces voleurs audacieux qui bravèrent si long-temps la justice, et que la justice doit frapper enfin sans pitié, mais sans miséricorde; je le demande ici d'où mes paroles sont entendues à Nîmes, à Uzès, qui ont vu sans les réprimer encore, ces désordres et ces crimes. Puissent mes paroles aller troubler la quiétude scandaleuse de ceux qui, dans l'espoir de l'impunité, vivent sans remords et dans l'oubli de leurs infamies; je demande just'ce contre des hommes de 1815, ici, messieurs, dans cette ville à laquelle il faudra, pour son honneur-même, un jour, d'éclatantes, d'immenses réparations. Fiers que tant de champs de batailles aient respecté, dont le sang généreux avait tant de fois conquis pour la patrie et qui l'a servie avec un égal honneur de la plume et de ton épée, toi que la Hollande, la Suisse, l'Italie, admiraient dans ta gloire, que la France comptait avec orgueil au nombre de ses illustres guerriers, de ses plus savans législateurs, de ses plus habiles diplomates, tu me, maréchal Brune, quelle mort ils t'ont donné! Hier, je baisais avec respect la dernière place où reposa ton cadavre sanglant, quand ils t'ont, après t'avoir assassiné, te précipiter dans le fleuve qui te déposa, plus tard, loin d'eux, sur une rive hospitalière: aujourd'hui, dans cette enceinte sacrée, j'évoque les mânes et rends à la mémoire un juste tribut d'admiration et de larmes. La justice est lente quelquefois, comme l'a dit le poète romain; mais elle atteint un jour le coupable et console les bons citoyens.

En attendant, messieurs, le jour où cette ville toute entière pourra témoigner son indignation contre un forfait qu'elle déteste, félicitons-nous de pouvoir, en justice régulière, poursuivre la punition de l'un de ces délits audacieux qui s'obstinent à braver toutes les lois et à fouler aux pieds tous les principes d'ordre qui régissent les sociétés humaines. Votre jugement retentira dans nos contrées, il sera pour le passé une réparation qui jettera la terreur dans l'âme d'autres coupables, il sera pour l'avenir une garantie contre de pareils excès. A vous, messieurs, la gloire d'avoir reconstitué l'édifice de la loi.

Une sévère condamnation frappa les coupables.

Dans le cours de l'année 1819, une cause à laquelle se rattachait un assez grand intérêt lui fut confiée aux assises. Un huissier, nommé Dalbiac, avait été condamné, par contumace, à vingt ans de fers, à la flétrissure, à l'exposition; son crime était d'avoir soufflé une procédure d'expropriation: le débiteur avait été juridiquement déposé sans le savoir. Depuis dix ans, Dalbiac se dérobait à la justice, lorsqu'il fut arrêté à Lyon, mendiant son pain et contrefaisant l'aveugle. L'accusation était prouvée; mais la cruelle expiation qu'avait subie le malheureux Dalbiac, ses longues infortunes, fournissaient à l'avocat un beau texte de plaidoyer. Jamais peut-être les émotions de l'audience ne furent plus vives. Le défenseur entraîna le jury, qui rendit, après une courte délibération, un verdict d'acquiescement. Pendant le délibéré, la Cour avait fait appeler M^e Crémieux dans la chambre du conseil, et M. Madier de Montjau, qui présidait les assises, avait dit à l'avocat: *Ils acquiescent, monsieur, et c'est un beau triomphe*

que vous devrez à l'éloquence du cœur.

Au moment où nos législateurs s'occupaient à faire passer au jury le jugement des délits de la presse ou des délits de la parole, un dernier procès correctionnel donnait à M^e Crémieux l'occasion d'un beau plaidoyer et d'un nouveau triomphe.

Cinq habitans de Calvisson étaient prévenus de cris séditieux. M. Pataille était alors procureur du roi à Nîmes. Les débats lui prouvèrent que les témoins à charge en imposaient à la justice; il se joignit à l'avocat pour demander l'acquiescement des prévenus, il requit l'arrestation des prévenus. Le tribunal refusa l'arrestation, et condamna sévèrement les prévenus. Dès le lendemain, le procureur du roi et le juge d'instruction se rendirent à Calvisson; ils procédèrent à une enquête dont le résultat fut l'arrestation des témoins à charge de la veille, et une procédure en faux témoignage dirigée contre eux.

Cette lutte entre le procureur du roi et le tribunal occupa bientôt la contrée tout entière; mais, devant la chambre du conseil et devant la chambre d'accusation, la victoire resta aux accusateurs. Deux décisions successives déclarèrent qu'il n'y avait pas même soupçon de faux témoignage. Cependant les cinq condamnés avaient porté devant la Cour l'appel du jugement qui les avait frappés. M^e Crémieux, dans une plaidoirie énergique, flétrit des accens de la plus vive indignation les dépositions accusatrices qu'il détruisait par un grand nombre de témoignages contraires.

En vain, s'écria-t-il, en vain le ministère public vient s'armer ici de l'ordonnance et de l'arrêt qui repoussent l'accusation de faux témoignage. Il ne s'agit plus aujourd'hui de savoir si quatre témoins, évidemment menteurs, seront poursuivis; mais s'il faut condamner cinq pères de famille évidemment innocens: serait-il bien possible, messieurs, que le procureur du roi, le juge d'instruction et l'avocat, cette fois d'accord, cette fois réunis, se fissent laisser entraîner à un déplorable aveuglement? Non! non! ce n'est pas nous qui nous sommes trompés; nous qui avons assisté aux débats oraux, c'est la Chambre du conseil, c'est la Chambre d'accusation que les dépositions écrites ont mal éclairées.

Messieurs! voilà quelques mois que la tranquillité de nos contrées pèse à nos ennemis, qui sont les ennemis du roi et du bonheur de la France.

Vous les avez vus, sur plusieurs points de notre département, tenter sans succès des conspirations, exciter des troubles qu'ils n'ont pu rendre criminels. Ils se vengent de leur impuissance par de fausses dépositions. Comparez, messieurs, les témoins entre eux, puis les témoins et les prévenus, et voyez de quel côté se trouve la vérité que vous voulez con-

naitre. Heureux les faux témoins d'avoir été mis hors de cause, faute de preuves suffisantes pour les magistrats qui les ont acquittés ; mais, heureux les prévenus de pouvoir se faire entendre devant cette cour, où la modération et la sagesse s'allient si bien avec le patriotisme et l'esprit de justice.

Messieurs, le département tout entier attend, avec anxiété, l'arrêt que vous allez rendre ; mais je le dis hautement, cet arrêt, tous les honnêtes gens le proclament à l'avance. Il flétrira de faux témoins, que vous ne pouvez punir ; il acquittera de bons citoyens qui ont compté sur votre indépendance.

L'arrêt fut encore un arrêt d'acquiescement. M. le président Thourel (mort depuis 1850) le prononça avec une grande force d'expression. M. Madier de Montjau fut un des juges. M^e Crémieux courut annoncer la victoire à M. Pataille : *Merci à vous et à la Cour*, lui dit en lui serrant la main le digne magistrat, *je puis jeter ma démission au feu. La voilà ; elle allait être adressée au ministre, si l'arrêt eût consacré les mesures d'impunité dont nous avons subi le scandale.*

Quelques mois après, trois jeunes gens comparaissaient devant la Cour d'assises, prévenus d'avoir publiquement chanté LA MARSEILLAISE. Ils chargèrent M^e Crémieux de leur défense. L'orateur s'éleva, dès le début de la plaidoirie, aux plus hautes considérations.

Ce n'est pas sans une profonde amertume, dit-il, que j'ai lu, messieurs les jurés, un arrêt d'accusation traduisant aux assises trois citoyens qui ont chanté la Marseillaise. Je le déclare hautement ; la Marseillaise est un des plus beaux chants que l'histoire politique des nations ait recueillis. Les anciens auraient élevé des statues au poète, au musicien, qui aurait trouvé, dans une crise de la patrie, d'aussi merveilleuses inspirations. Rouget de Lisle, auteur des paroles et du chant de cet hymne patriotique, traîne dans un coin ignoré une obscure et chétive existence. Pour moi, messieurs, je n'ai pas le courage de défendre ces trois jeunes gens, permettez-moi de croire que vous n'aurez pas le courage de les condamner. Oh sommes-nous, grand Dieu ! et quel peuple sommes-nous ? Un insolent étranger a tracé le plan du partage de notre belle France ; nos départements redeviendront des provinces, mais cette fois des provinces Au richiennes, Prussiennes, Anglaises, Hollandaises... que sais-je ? Le manifeste de Brunswick a paru ! Le manifeste de Brunswick ! Le sang bout dans nos veines, au souvenir de cette audace ; mais l'orgueil national se relève en triomphant au souvenir du châtiment.

Pendant qu'un illustre capitaine de génie (1) organise quatorze armées qui sortent, comme un seul homme, de notre sol chrénié, un simple citoyen, inspiré par l'amour de la patrie, produit un chant sublime qui retentit bientôt du Rhin aux Pyrénées, qui, plus tard, réveillera l'antique Egypte dans ses sables et dont les terribles accents domineront le bruit des batailles. Ce chant, c'est la Marseillaise ; c'est le cri : *aux armes, citoyens !* qui soulève tout un peuple de héros.

La Marseillaise, oh ! mon Dieu, et vous l'accusez ! Mais vous ne l'avez donc pas lue ? Mais vous n'avez donc pas du sang français dans les veines ? Non, non, reprend l'avocat, ceux qui blâment la Marseillaise ne l'ont pas lue ; ils ne la savent pas, ils ne la comprennent pas. Ils cèdent à des souvenirs de terreur ; ils confondent la Marseillaise et l'échafaud. Ah ! sans doute, plus d'un martyr glorieux la patrie en chantant la Marseillaise sous la hache même du bourreau ; mais encore une fois, la Marseillaise fut le cri de mort à l'ennemi, le cri de salut à la patrie. Non, pour donc à la Marseillaise, écoutez-la, Messieurs, et jugez.

Au milieu d'une agitation générale qu'il est plus facile de concevoir que d'expri-

mer, l'avocat prend en main le volume dans lequel se trouvait la *Marseillaise*. Il la lit avec cet accent qui vibre au fond de l'âme, et s'interrompt par les réflexions les plus vives, les plus brusques, les plus inattendues. A la fin du second couplet, le président avait tenté de faire cesser la lecture, mais un conseiller, vieux patriote, M. Gide, avait voulu qu'on la continuât : *Il faut bien entendre*, avait-il dit, *pour pouvoir apprécier l'accusation.*

L'avocat reprend alors avec une nouvelle énergie ; il s'anime par degrés, et à peine a-t-il fait entendre les premiers vers du quatrième couplet, le plus grand nombre des jurés se lève : ce fut un mouvement électrique.

Eh ! bien, s'écrie l'avocat en fermant le livre, eh bien ! voilà le chant qu'on veut déclarer criminel. Criminel ! dites admissible, dites sublime ! Berçons, berçons nos enfants aux nobles accents de la Marseillaise.

L'acquiescement suivit le plaidoyer.

Les patriotes du Gard, qui avaient tant souffert en 1815, furent compris dans quelques unes des mesures de réparation qui signalèrent, en 1818 et 1819, le ministère de MM. Decazes et de Serre. Les condamnés d'Arpaillargues, encore vivans, furent graciés. Le *Journal de Paris* du 29 juillet 1859 rappelait avec quelques détails cette affaire d'Arpaillargues ; nous lui empruntons son récit.

« Dans les Cent-Jours, le duc d'Angoulême capitula au pont de la Drôme. Des bandes organisées s'étaient réunies ; la capitulation voulut que chaque individu qui n'appartenait pas à l'armée régulière rentrât isolément, sans armes, dans ses foyers.

« Au mépris de la capitulation, une troupe de ces individus, tous armés, se répandit dans les campagnes, et, après des exactions de diverses natures, se présenta au village d'Arpaillargues, près Uzès (Gard). Le maire, prévenu, était allé au-devant d'eux, les priant de laisser en repos une commune où les esprits étaient déjà fort exaltés, et leur offrant en abondance les vivres qui leur seraient nécessaires. Il eut toutes les peines à s'échapper de leurs mains. Les habitants du village en barricadèrent l'entrée avec des charrettes, des arbres coupés ; et là, un combat s'engagea, dans lequel un des assaillans fut tué et un autre grièvement blessé. Ce dernier expira quelques jours après à l'hôpital d'Uzès, où se trouvaient aussi plusieurs blessés d'Arpaillargues.

(1) Carnot.

« A la seconde Restauration, un procès inique fut
« dirigé contre vingt habitants d'Arpaillargues. Le jury
« de l'époque prononça neuf condamnations capitales
« pour crime d'assassinat, et trois condamnations
« aux galères perpétuelles pour crime de meurtre.
« Tout ce qu'il fut possible d'obtenir de la clémence
« royale ce fut, si nous nous le rappelons bien, que
« deux condamnations à mort fussent commuées en
« galères perpétuelles, avec la flétrissure. Sept per-
« sonnes, dont deux femmes, furent guillotinées ;
« quatre à Nîmes et trois dans le village d'Arpaillargues. Trois personnes furent marquées à Nîmes et
« deux à Arpaillargues. Si jamais acte dût être qua-
« lifié de crime politique, en supposant que l'auto-
« rité du jury suffise pour appeler crime un pareil
« événement, n'était ce pas l'événement d'Arpaillargues et la mort portée dans une véritable lutte
« entre partis politiques ? Voici comment a fini cette
« déplorable affaire. Ce récit plein d'intérêt servira
« d'enseignement.

« En 1819, sous le ministère réparateur de
« MM. Decazes et de Serre, les cinq galériens ob-
« tinrent leur grâce. Le jour où la Cour royale en-
« termina les lettres fut un jour de fête pour le parti
« libéral. Mais, au moment où les graciés croyaient
« être libres, la sœur de l'un de ceux qui avaient été
« tués dans le combat les faisait tous écouer en
« vertu de l'arrêt de condamnation qui lui avait
« accordé 6,000 francs de dommages-intérêts. Par
« un heureux hasard, au milieu de cette nomencla-
« ture d'individus condamnés à mort, aux galères
« et à des dommages, il se trouva que quatre noms
« avaient été omis pour les réparations civiles. Il ne
« resta donc qu'un seul des graciés à retenir en pri-
« son ; il s'appelait Blanchet.

« M^e Crémieux, alors avocat à Nîmes, songea qu'il
« lui serait possible de le faire admettre par le tri-
« bunal d'Uzès au bénéfice de la cession des biens.
« Un incident remarquable de l'audience entraîna le
« tribunal, et Blanchet gagna sa cause. On sait que
« la cession de biens n'est accordée qu'aux débiteurs
« malheureux et de bonne foi.

« L'avocat de la partie civile repoussait la de-
« mande, en rappelant que la condamnation avait
« pour cause un épouvantable assassinat. La grâce,
« disait-il, n'efface pas le crime, et un criminel de
« cette espèce prétendrait invoquer ses malheurs et
« sa bonne foi pour obtenir la cession de biens !

« A ces paroles, M^e Crémieux, interrompant son
« adversaire, s'écria chaleureusement : « Vous appe-
« lez assassinat l'acte de la légitime défense la mieux
« constatée ; la mort d'un homme armé qui, violant
« une capitulation solennelle, se présente aux portes
« d'une commune paisible, à la tête d'une bande en
« rébellion ouverte avec la loi. Non, non, ce n'est
« point un assassinat. Le jury qui donna cette quali-
« fication à l'événement d'Arpaillargues prononça son
« verdict au milieu du feu de nos discordes civiles,
« dans un temps où les oreilles se fermaient à la dé-
« fense et les cœurs à la pitié ! Je n'attaque point
« cette décision en elle-même ; mais le roi fait grâce
« parce qu'il sent la nécessité d'une réparation :
« soyons justes comme lui.

« Vous demandez où sont les malheurs de Blan-
« chet ! Jetez les yeux sur la campagne que vous
« voyez de cette fenêtre, au bout de l'horizon ; ce
« village que vous apercevez, c'est Arpaillargues.
« Là, au pied de sa maison même, Blanchet fut saisi

« par le bourreau, et marqué des lettres fatales qui
« devaient le flétrir.

« Vous demandez ses malheurs ! Appelez donc le
« bourreau ; qu'il vienne, qu'il dépouille ici même
« de son vêtement l'infortuné qui subit une première
« fois, il y a quatre ans, l'atteinte infâme de sa main,
« et qu'il vous montre ses malheurs, oui, ses mal-
« heurs tracés par un fer brûlant, sur son épaule, en
« caractères ineffaçables ! »

« L'effet de ces éloquents paroles fut immense ;
« le jugement de cession de biens fut immédiate-
« ment prononcé. Mais Blanchet n'était pas encore
« à la fin de ses épreuves. Lorsque le lendemain on
« signifiait au geôlier le jugement qui ordonnait la
« mise en liberté provisoire, le geôlier répondait par
« des défenses à lui notifiées et par la remise d'un
« exploit d'appel, à la suite d'une requête qui fixait
« la cause au jour le plus prochain. Dans cette situa-
« tion, en vertu du jugement qui portait l'ordre au
« geôlier, même par corps, de mettre le prisonnier
« en liberté, M^e Crémieux, après commandement
« au geôlier et sur son refus, fait donner à deux
« huissiers, par Blanchet, les pouvoirs nécessaires ;
« et, au moment où le geôlier sort de la prison, les
« deux huissiers le somment de mettre Blanchet en
« liberté ; à défaut, l'arrêtent lui-même, et le cons-
« tituent prisonnier dans sa geôle : en même temps,
« ils l'assignent, pour délit de détention arbitraire,
« devant le tribunal de police correctionnelle. Le
« soir même, Blanchet avait recouvré sa liberté. »

Nous rapporterons encore les détails
pleins d'intérêt de deux causes défendues,
l'une aux assises du Gard, l'autre aux as-
sises de l'Hérault, par le jeune avocat.
Toutes deux remontent aux années 1820
et 1825.

Le Midi était infesté par une bande de
brigands qui, depuis Toulouse jusqu'à
Toulon, arrêtaient et rançonnaient, quel-
quefois même assassinaient les voyageurs.
La police administrative et la police judi-
ciaire réunirent tous leurs efforts. Dix-
huit individus furent saisis, et, après une
longue instruction, tous furent renvoyés
devant la Cour d'assises. Le chef de cette
bande s'appelait MAGNAN. Ses aveux, dans
lesquels il persistait à l'audience, ses aveux
qui le conduisaient à l'échafaud, rendirent
sa défense impossible et pesèrent de tout
leur poids sur ses co-accusés, dont il ra-
conta avec détail la vie et les forfaits.
La tâche du ministère public fut d'ailleurs
rendue plus facile encore par les accusa-
tions que ces misérables portaient les uns
contre les autres. Ils s'étaient, en quelque

sorte, divisés en deux camps ennemis; dans l'un se trouvaient neuf accusés, huit dans l'autre; Magnan restait seul à part, dominant les deux troupes comme un mauvais génie. Les neuf, comme on les appelait, confièrent leur défense à M^e Crémieux; les huit furent défendus par plusieurs avocats distingués, notamment par M^e Teulon, aujourd'hui député du Gard et conseiller à la Cour royale de Nîmes, et par M^e Barbaroux, aujourd'hui procureur-général à Bourbon.

Parmi les crimes imputés aux accusés, quelques-uns, tels que meurtres, tentatives de meurtres, assassinats, emportaient, par eux mêmes ou par leurs relations avec d'autres faits, la peine capitale. Tous les accusés, à l'exception de Magnan, les déniaient avec force. Quant aux arrestations et aux vols, qui entraînaient les galères à perpétuité, tous les accusés en faisaient l'aveu à l'audience. La discussion et les débats ne roulaient donc que sur les faits de la première catégorie : les fers à perpétuité ou la mort, telle était la terrible alternative qui s'offrait aux accusés. Ce fut, pendant plusieurs jours, un drame terrible et plein d'intérêt. Au milieu de ces hommes redoutables, l'accusation signalait Sabatier, qui, par sa haute taille, sa physionomie farouche, semblait destiné au commandement de la troupe. Au troisième jour des débats, quand on entra dans son cachot, on trouva son cadavre; il s'était frappé à mort pendant la nuit avec un rasoir échappé aux recherches de ses gardiens.

Après lui, on remarquait dans le camp des neuf, Vallon, homme de petite taille, la figure hâve et décolorée, les yeux pleins de feu, Vallon, traîné quelques mois auparavant devant la Cour prévôtale et acquitté sur la plaidoirie de M^e Crémieux; les deux frères Bréchet, tous deux d'une stature colossale et dont le seul aspect inspirait encore la terreur.

Les efforts de l'accusation pour obtenir des condamnations capitales contre les principaux acteurs de tant de drames sanglants, les efforts de la défense pour arracher à la mort tant de têtes menacées de la hache, offrirent, de part et d'autre, la lutte la plus vive, la plus animée. M^e Crémieux avait à répondre d'abord aux faits généraux; puis, il suivit l'accusation contre chacun de ses clients. L'émotion qu'il éprouva lorsque, dans sa péroraison, il pressentait la possibilité d'un arrêt qui pouvait livrer plusieurs têtes au bourreau, cette émotion, vivement partagée par l'auditoire, se communiqua bientôt aux jurés. L'accusateur, M. Guillet, procureur-général, se releva plus terrible, il déroula le tableau de tous ces attentats contre les personnes, contre les propriétés: il entra dans la vie intime de ces hommes pour qui le crime n'était qu'un jeu; et quand il vit que les jurés avaient compris cette terrible accusation, il s'écria :

Voilà, Messieurs, la vérité sans art, telle qu'elle se montre dans ces tristes débats. Elle est hideuse sans doute et c'est un malheur pour nous de ne pouvoir en affaiblir les couleurs. Je pourrais maintenant la défense déclarer ces hommes non coupables, forcez-nous à briser les fers de ces misérables, et demain, quand vous retourneriez au sein de vos familles, quand vous jouiriez de l'espoir d'embrasser vos femmes, vos enfants, au milieu du chemin, vous trouveriez armés, furieux, ces hommes acquittés par vous, qui vous feront payer cher une erreur déplorable.

Ces derniers mots étaient à peine achevés, M^e Crémieux se lève :

J'ai-je bien entendu, s'écrie-t-il, quels nouveaux sentiments l'accusateur veut-il faire entrer dans vos âmes! Il s'est adressé à vos consciences, il a compris qu'elles sont rebelles à ses paroles, il s'adresse à la peur, à la pitié, et il espère un triomphe. Et quel triomphe grand Dieu! Dix-sept têtes pour le bourreau. Vous frissonnez, messieurs; mais que dit l'accusation, que si l'on acquitte ces malheureux, dans la profusion de leur liberté pour innover froidement leurs libérateurs, pour vous assassiner. Si ces hommes étaient acquittés, c'est qu'apparemment ils seraient innocents; pourquoi des lors leur supposer la pensée d'un crime atroce. Mais quel doute songe ici à demander l'acquiescement des accusés, qu'on répondez, est-ce vous, avocats? Nous demandons leur condamnation : vous le savez, c'est le bûche à perpétuité, avec la marque du bourreau. Quel donc! Est-on si avide de voir leur sang couler, qu'on les regarde comme libres s'ils sont condamnés aux galères perpétuelles; comme acquittés, si le bourreau les marque sur l'épaule au lieu de les frapper à la tête!

Messieurs, prononcez hardiment qu'aucun de ces hommes n'est coupable des crimes dont la perpétration a pour peine l'échafaud, mais, en même temps, déclarez les coupables des crimes qui s'exécutent par la flétrissure et par une punition éternelle. Ainsi vous aurez satisfait vos consciences et la société. Ainsi, Messieurs, et je puis, moi, invoquer ce sentiment généreux, ainsi vous aurez suivi l'impulsion de votre cœur à laquelle il faut se rendre; vous le dirai-je, même si la courtoisie contraire voulait se faire jour; car enfin c'est une boucherie qu'un arrêt de mort contre dix-sept hommes; il n'y a pas une main d'homme qui osât la signer, pas une bouche qui eût la force de la prononcer... Et puis, Messieurs, dit M^e Crémieux avec la plus vive émotion, et puis, quand

vous aurez ainsi terminé cette désastreuse affaire, vous quitterez la ville avec la conscience d'un devoir noblement rempli ; vous partirez pour aller rejoindre vos femmes, vos enfans, et, sur votre route, vous trouverez les femmes, les enfans de tous ces malheureux ; ils baigneront de leurs larmes vos malus et vos genoux, ils demanderont à Dieu de vous conserver à vos familles, vous qui n'avez pas voulu que la hache tombât sur la tête de ces malheureux....

La terrible cause était gagnée. Tous les accusés échappèrent à la mort, sauf Magnan, dont les aveux appelaient la condamnation, mais aussi la clémence royale. Sa peine fut, plus tard, commuée en une prison perpétuelle.

Peu de temps après, dans une excursion à Toulon, M^e Crémieux visita le bagne ; il raconte lui-même fort plaisamment la touchante reconnaissance qui eut lieu entre lui et ces *braves gens*, qui témoignaient, à l'envie, le plaisir qu'ils avaient à le revoir.

En 1825, un nouveau triomphe qui devait avoir, dans tout le Midi, un long retentissement, vint placer M^e Crémieux au premier rang. Il avait été chargé d'office, de la défense, aux assises, d'un nommé POLGE, tailleur, accusé d'avoir assassiné un charbonnier nommé DONNADIEU. D'après l'acte d'accusation, Polge, ayant appris que Donnadiou avait vendu son charbon au prix de cinquante francs, s'était offert de l'accompagner le lendemain pendant une partie de sa route. C'était au mois d'août 1821 : par une chaleur brûlante, les deux individus cheminaient ensemble, et Polge donnait souvent à boire à Donnadiou dans sa gourde pleine d'eau-de-vie. Accablé sous le poids du jour et succombant à l'excès de la boisson, Donnadiou fut entraîné par Polge dans l'épaisseur d'un bois situé à quelque distance de la grande route. Vers le soir, il sortit seul du bois, en courant, se dirigea vers le village de Belvezet à la nuit, entra dans son habitation, qu'il quitta de suite, emmenant avec lui sa femme et ses enfans. Le lendemain matin, on découvrit dans le bois le cadavre de Donnadiou ; sa tête avait été broyée par des pierres toutes san-

glantes ; il n'avait pas d'argent sur lui. Polge fut bientôt arrêté, muni de quelques pièces de cinq francs, lui qui était plongé dans la misère. La défense était d'une immense difficulté. « Voilà plusieurs années, » avait dit M. Vigier, président les assises, à M^e Crémieux, « que notre ville n'a pas vu se dresser l'échafaud. Si votre talent parvient à détruire la préméditation, le guet-apens, nous n'aurons pas sous les yeux l'odieux spectacle d'une exécution. » Le jury prononça la culpabilité à sept voix contre cinq ; la Cour se réunit à la majorité du jury, Polge fut condamné à mort. L'arrêt fut cassé par une nullité dans la liste des jurés. La cause fut renvoyée devant la Cour d'assises de l'Hérault, à Montpellier. Elle y fut portée dans le mois de juillet 1825. Sur les supplications de l'accusé, M^e Crémieux consentit à livrer une seconde lutte. La réputation du jeune avocat de vingt-sept ans, l'intérêt même de l'affaire attirèrent, pendant trois jours, une foule immense dans la vaste salle des assises. Les dépositions de plus de quarante témoins, donnèrent lieu à des incidens multipliés, dans lesquels le talent de l'habile avocat se montrait sous le jour le plus brillant. M. Castan, avocat-général, portait la parole. Son réquisitoire fut entraînant et prononcé avec un accent de conviction qui produisit sur l'auditoire, sur les jurés, une impression visible. Il y eut surtout un moment où l'accusé sembla perdu sans ressource. A cette époque, les IDÉES RELIGIEUSES exerçaient dans cette partie du Midi un empire immense, l'accusateur avait emprunté plusieurs passages de son discours à L'ÉCRITURE-SAINTE : *Polge, s'écria-t-il tout à coup, vous êtes entré avec Donnadiou dans ce bois fatal ; vous étiez deux ensemble ; on vous a vus tous deux y pénétrer, vous l'avouez : après plusieurs heures vous en êtes sorti seul, seul ! et Donnadiou, qu'en avez-vous fait ? Répondez, Polge, répondez à la voix*

de Dieu qui se fait entendre dans la nuée et qui vous adresse cette terrible question : Polge, qu'as-tu fait de Donnadieu?

Comment dépeindre la curiosité, l'attente, l'anxiété de l'auditoire, lorsque le défenseur prit la parole. Son exorde excita un mouvement général; le voici :

Mon Dieu! quelle terrible tâche vous m'avez imposée, et si votre secours ne vient pas m'enlever, si je ne dois pas, avec votre aide, conserver à la vie cette créature humaine qu'on réclame pour le bourreau; pourquoi suis-je, deux fois, chargé de sa défense?

Messieurs, cet homme a été condamné à mort; à mort, entendez-vous bien? Puis, un miracle l'a dérobé à l'affreux supplice. C'était bien un miracle, messieurs, que la nullité dans la liste des jurés. Trente noms devaient être inscrits sur une liste numérotée d'un à trente, sur une liste dont les numéros étaient imprimés : l'homme ne s'aperçut pas qu'il a omis un nom à côté du numéro 23, la liste est incomplète; l'accusé est sauté! Sauf! J'ai je dit?... Mais il me faut détruire ces charges que l'accusation vient de présenter avec tant d'éclat et de force. Oh! je les détruirai, je ferai pénétrer la conviction dans vos consciences; ou si mes forces trahissent mon courage, je jeterai du moins dans vos âmes le doute poignant qui fait qu'on acquitte, parce qu'il n'y a pas la preuve évidente de la culpabilité. Ce doute, je l'avais inspiré au cœur des premiers jurés, il se manifesta par une décision de dix-sept voix contre cinq; les magistrats eux-mêmes ne se prononcèrent qu'à trois voix contre deux; puis Dieu mit un miracle dans la balance. Jugez donc si mon espoir est grand. Vous allez m'aider à accomplir l'œuvre du ciel; vous allez chercher, avec moi, les moyens de ne pas laisser tomber sous la hache une tête fatalement protégée. Vous serez de moitié dans cette défense; car je viens vous dire : voyez cet infortuné! La justice humaine l'avait frappé de mort; la puissance divine veut qu'il vive. Il a récité, pendant cinquante jours, les prières des agonisants; il a dit le dernier adieu à sa femme, à cinq enfants en bas âge; il a regardé avec des larmes, à travers les barreaux de sa prison, le soleil qui ne devait plus l'éclairer le lendemain; et le lendemain sa prison s'est ouverte à l'espoir, l'arrêt de mort était brisé; il s'est levé de terre, confiant dans l'avenir qui lui appartient encore.

N'est-ce pas, messieurs, qu'il vous faudra, pour lui arracher cette vie si doucement conservée, une conviction telle que rien ne puisse l'ébranler? Et cette conviction comment l'auriez-vous? Est-ce que cinq voix de jurés, est-ce que deux voix de magistrats n'ont pas déjà déclaré que Polge n'est pas coupable? Une voix encore dans le jury, et Polge était acquitté... Ah, je vous en conjure, que toutes les préventions contraires s'évanouissent, prêtez à ma voix une oreille bienveillante, mettez-vous de la parole de l'accusateur, car il demande la mort d'un homme. Saisissez ma parole avec empressement et bonheur, car je veux qu'un homme vive.

Des applaudissemens accueillirent cet exorde. Pendant quatre heures consécutives, l'orateur poursuivit l'accusation dans toutes ses parties. Au moment où il dut répondre à cette question : *Polge, qu'as-tu fait de Donnadieu?* l'avocat, dont la parole puissante avait d'avance discuté les présomptions, qu'il présentait comme étant sans force et sans portée, s'écria :

Et maintenant, messieurs, j'ai-je bien entendu? c'est la voix de l'Eternel qu'on ose reproduire! Misérables humains, vers de terre que nous sommes, nous ne craignons pas d'imiter la majesté du Très-Haut!

Mais vous qui accusez avec tant de certitude, vous qui proclamez avec tant d'énergie la culpabilité de cet accusé, avez-vous bien compris tout ce que vous me donnez de force en empruntant la parole de Dieu.

Ecoulez-moi, messieurs, et puisiez dans cette belle parole : *Celui qu'as-tu fait de ton frère?* une grande et salutaire leçon. Polge, dites-vous, a tué Donnadieu. Qui a vu commettre le meurtre? Personne. Qui a vu Polge dégoûtant du sang de la victime? Personne. Qui a entendu même un aveu de Polge? Personne. Ainsi point de témoins, et vous accusez, et vous n'a-

vez pas un doute! Avec des présomptions, et quelles présomptions! vous ra pelez sans effroi la parole de l'Eternel! Ecoutez, messieurs, et puisque Dieu lui-même est invoqué dans ces débats, écoutez et comparez.

Au jour fatal du premier fratricide, Adam, Eve, Cain, Abel, étaient les seuls personnes vivantes sur la terre. Abel était le fils chéri d'Adam et d'Eve. Cain était dévoué contre Abel d'une autre jalouse. Qui donc pouvait avoir tué l'innocent Abel?... Attendez : à ces terribles présomptions, les innocents muets venaient se joindre terribles et désespérés accusateurs. Le front de la victime était érasé sous un coup de massue, la massue toute sanglante était là sur le sol à côté de la victime; c'était la massue de Cain! Et le meurtrier attiré, les pieds dans le sang humain qu'il voyait pour la première fois, restait immobile près du cadavre de son frère. Maintenant quel est le besoin de le dire? *Dieu a tout vu.* Or, voici la grande leçon que la justice divine donne à la justice humaine. Dieu ne prononce pas encore ces mots : *tu es coupable, tu seras puni.* Dieu semble vouloir douter encore, il dit : *où est ton frère Abel?* Il faut pour qu'il prononce sa sentence, une parole accusatrice du meurtrier, qui là, devant sa victime, répond en frissonnant : *me l'avez-vous donné à garder?* alors seulement, Dieu lui dit : *qu'as-tu fait? La voix du sang de ton frère s'élève jusqu'à moi de la terre que tu as souillée.* Voilà les paroles textuelles de l'écriture dans cette première et fatale tragédie. Quelle grandeur! quelle majesté! quelle justice! Dieu semble vouloir douter encore quand il sait tout, quand il a tout vu; et vous, faibles mortels, quand le crime s'est commis loin de vous, sans témoins, vous ne doutez pas, vous êtes certains. Mais où donc puisiez-vous votre infailibilité? Témeraires! le juge infailliable craint de se tromper, et l'homme qui ne sait rien ne balance pas à trouver un coupable. Heureusement la foudre est dans d'autres mains.

A ces mots, l'émotion de l'auditoire se manifesta de toutes parts. Long-temps l'audience fut suspendue, et l'on vit M. l'abbé Cafford, dont la renommée était si grande dans le Midi, venir joindre ses félicitations à celles de la foule qui entourait l'avocat.

Le jury de Montpellier ne se prononça pas. Sept voix contre cinq déclaraient la culpabilité. L'avocat général requit de la Cour une délibération qui consacra l'opinion de la majorité du jury. M^e Crémieux se leva, et, au milieu d'un religieux silence que la gravité du moment rendait plus solennel encore, il s'abandonna sans réserve à une de ces improvisations que le cœur inspire, et dont le succès est infailliable.

M. l'avocat général, dit M^e Crémieux, vient de réquérir, j'ai le droit et le devoir de faire entendre quelques mots encore. Je tremble, je l'avoue, un frisson involontaire s'est emparé de moi, je puis à peine commander à mes larmes, et je n'ai plus la force de jeter sur cet homme un regard, peut-être son dernier regard! Le malheureux! quel terrible châtiement il a déjà subi! Un plus terrible encore lui serait-il réservé? La mort suspendue sur sa tête pendant cinquante jours, la mort par le bourreau va-t-elle donc l'atteindre. Ah! messieurs, que votre pouvoir est immense; la vie ou la mort d'une créature de Dieu dépend d'un mot de votre bouche. Juste ciel! quel sera ce mot? La clarté du jour ou la nuit du tombeau; les rayons de ce beau soleil qui nous éclaire, ou le froid de la mort qui glace tout; la vie, la liberté, la famille, ou la mort, l'échafaud, l'exécuteur des hautes œuvres!... Justice des hommes, dans ce moment suprême où ton pouvoir se place à côté du pouvoir de Dieu, grâce, miséricorde, pitié! Tout à l'heure encore, on rappelait ici l'Écriture-Sainte; ô vous, mortels éminemment religieux, laissez-moi encore vous citer des paroles de miséricorde et de clémence, puisées dans le livre sacré, produites par *Schœa* lui-même. Ecoutez-les, textuellement énoncées, avec la sublime naïveté de l'Écriture inspiré qui les rappelle.

La clameur sur Sodome et Gomorre est grande, dit le Sei-

gneur, leur crime est immense. Malheur à Sodome et Gomorre; malheur à leurs habitants!

— Dieu juste, s'écrie Abraham, ne pardonneras-tu pas s'il se trouve cinquante justes?

— Si je trouve cinquante justes, je pardonnerai.

— Peut-être, Seigneur, s'en trouvera-t-il quarante.

— Je pardonnerai.

— J'ai osé parler au Seigneur. Il y en aura peut-être trente, peut-être vingt.

— A cause de ces vingt, je ferai grâce.

— Que le Seigneur ne s'irrite pas contre moi, je parlerai encore une dernière fois; peut-être s'en trouvera-t-il dix.

— Je ferai grâce s'il s'en trouve dix!

Ah! laissez-moi, messieurs, laissez-moi faire à cet infortuné l'application de ces belles paroles. La clameur est grande contre lui; le crime dont on l'accuse est immense, malheur à sa famille, malheur à lui! Juges suprêmes, hommes préposés par la justice divine pour accomplir la justice humaine, si douze voix se refusent à le condamner, le frappez-vous? Pauvre malheureux! Douze voix l'acquittent, Dieu l'a déjà retiré de l'abîme, le frappez-vous? Le frappez-vous?...

La Cour, à l'unanimité, se réunit à la minorité du jury; Polge fut acquitté. L'avocat fut obligé de se soustraire à une véritable ovation. L'accusé, mis en liberté, fut entouré d'une foule immense. En un clin d'œil, avec cette vivacité méridionale si expansive, si rapide, on le dépouille de ses misérables habits, on le plonge dans les eaux du Lis, on lui donne un vêtement neuf, et une quête abondante lui remet en mains une somme de près de cent francs.

Le lendemain, toute la famille du jeune avocat, réunie autour de lui dans son cabinet, écoutait avec le plus vif intérêt le récit de ce drame, lorsque tout à-coup entre un homme qui se précipite d'abord à genoux, puis se prosterne à terre. Des larmes, des sanglots étouffaient sa voix : c'était Polge. « Mon sauveur! s'écria-t-il; mon sauveur! — Relève-toi, lui dit M^r Crémieux d'une voix sévère et calme; c'est devant Dieu qu'il faut se prosterner. N'oublie jamais cette terrible agonie où j'ai souffert autant que toi. Sois honnête homme; car si ta main se souillait d'un homicide, ce serait un coup de mort pour l'avocat qui t'a sauvé. »

L'avocat si brillant dans les causes criminelles portait dans les causes civiles un autre genre de mérite. L'étude du droit avait pour lui de grands attrait; l'amitié la plus étroite l'avait bientôt uni à M. Vignolles, conseiller à la Cour royale de Nîmes, aujourd'hui président. L'un des plus savans jurisconsultes du Midi, si fertile en savans jurisconsultes. Il faut lire les plai-

doyers imprimés de M^r Crémieux, pour se faire une idée de tout ce que le charme du style peut répandre d'agrément sur les théories les plus abstraites du droit. Le premier de ceux qui ont été conservés présente les plus graves questions en matière de désaveu d'enfans. Il s'agissait de conserver l'état d'enfans légitimes à deux jeunes enfans nés dans le mariage, mais pendant que le mari, dans un état de fureur continuelle, était détenu dans un hospice où il mourut plus tard.

Dans quel cas le désaveu est-il permis au mari? Qu'est-ce que l'impossibilité physique de cohabitation? Le père non interdit n'ayant pas désavoué dans le délai, ses héritiers peuvent-ils être admis à contester la légitimité des enfans, sous le prétexte que le mari était dans un état de démence et de fureur? Sur chacune de ces graves questions, l'avocat invoqua les doctrines les plus élevées. On retrouve dans sa discussion une profonde connaissance des lois romaines, si utile surtout dans les pays de droit écrit, une étude sérieuse de nos orateurs, de nos publicistes, de nos avocats les plus distingués.

Nous citerons ici une partie de la péroraison; c'est l'éloquence du cœur, ce cachet particulier du talent de M^r Crémieux, rehaussé par la plus puissante argumentation.

« Et qui donc êtes-vous, vous qui venez aujourd'hui nous repousser de la famille légitime? Comment vous présentez-vous à la justice? Ecoutez vos calomnies, et opposez-les à votre conduite. Votre frère était dans un état continuel de fureur, et ce n'est pas vous qui avez sollicité son entrée dans l'asile des insensés; c'est l'autorité administrative qui l'a détenu illégalement pendant plusieurs années, et vous réclamez contre cette illégale détention. Pendant que la longue et cruelle captivité, sa femme, dites-vous, s'est livrée au désordre, à la débauche, à la prostitution, publiquement, sans retenue; et vous n'avez pris aucune mesure pour arrêter cette immoralité? Vous avez souffert le désespoir de votre frère, de votre famille! Vous n'avez pas agi! au nom de celui qui ne pouvait pas agir! Plus tard, ont grandi sous vos yeux les fruits du libertinage et de l'adultère; et vous avez souffert que le nom de Gayet fût attaché à ces enfans nés de la prostitution! Pourquoi donc alors n'avez-vous pas, dans l'intérêt de votre frère, dans l'intérêt de nos mœurs au moins, provoqué l'interdiction de ce malheureux que l'on dés-honorait ainsi, et bientôt après pour ainsi dire les enfans adultérins! Qui expliquera ce coupable silence? Et quand l'avez-vous rompu? Depuis plus de six mois Gayet n'était plus; ses deux enfans avaient atteint l'âge de six ans, l'autre sa dixième; et vous ne vous êtes réveillés de ce long sommeil qu'au moment où ils ont réclamé la faible portion de l'héritage qu'ils ont droit de prendre dans la succession de leur père! Cessez donc aujourd'hui de parler d'honneur et de famille, d'invoquer le nom du frère qui n'obtint pas même votre pitié pendant sa

* cruelle maladie, et que vous poursuiviez inhumainement
* après sa mort.

L'arrêt conserva la légitimité des enfans.

Nous ne suivrons pas M^e Crémieux dans le détail de ses plaidoiries en affaires civiles. La *Gazette des Tribunaux* les a recueillies, et c'est là que nous avons puisé notre opinion sur le talent du célèbre avocat de Nîmes; opinion qui nous le fait considérer comme l'une des lumières du barreau de France. En effet, depuis longtemps, son nom est placé à côté des noms les plus fameux.

Nous ne nous arrêterons donc qu'aux affaires d'un intérêt général et politique.

M^e Crémieux, né dans la religion juive, souffre avec indignation les préjugés qui, dans certaines contrées, s'appesantissent encore sur les Israélites; il voit avec douleur que la France n'en est pas entièrement exempte, et que les décisions judiciaires elles-mêmes établissent entre les Juifs et les chrétiens une différence essentielle dans un acte important, dans la *prestation du serment en justice*. Des arrêts déclarent implicitement que des Juifs français, qui jurent comme les autres Français en levant la main, peuvent impunément se rendre parjures : leur religion les absout; ils ne sont liés que par un serment prêté *more judaico*. Un jugement du tribunal de Nîmes a ordonné un pareil serment. L'avocat déféra ce jugement à la Cour royale, et, nous pouvons le dire, jamais les tribunaux n'avaient entendu un pareil langage. Deux fois l'orateur réclama de la même Cour, à deux chambres différentes, des arrêts favorables au noble intérêt qu'il défend, et deux admirables plaidoyers, où la force de l'argumentation, l'élevation des sentimens, le charme du style, la grandeur de la pensée, l'ardeur du patriotisme, brillent à un égal degré, obtinrent deux arrêts dignes de la cause, et dont le dernier surtout restera comme un des plus

beaux monumens judiciaires de notre époque. Nous allons mettre sous les yeux de nos lecteurs la péroraison de la première plaidoirie; elle excita dans l'auditoire de véritables transports.

* MESSIEURS,

* Lorsque je fus chargé de porter cette défense devant la cour, une réflexion, qui vous aura sans doute frappé, dut se présenter à ma pensée. Je prêtai serment quand j'eus l'honneur d'être reçu dans ce barreau; chaque année je l'ai renouvelé : quel est celui d'entre vous qui jamais ait en l'idée que le serment ordinaire ne me liait pas? Eh quoi! la fidélité au Roi, à la charte, le respect aux lois et à la magistrature, la délicatesse, la probité, voilà ce que m'impose mon titre d'avocat dont je m'enorgueilliss; j'ai juré de remplir ces devoirs, le Roi et les magistrats n'ont point exigé de moi un serment particulier, et l'on aurait le droit de me prescrire un autre mode, une autre formule, si j'étais partie dans un procès! Depuis près de dix années, des citoyens remettent entre mes mains leur fortune, leur état, leur vie, leur honneur, sur la garantie que leur offre le serment qui me lie; depuis près de dix années, j'ai le privilège de porter la parole devant vous, de concourir par le faible tribut de mes lumières à faire rendre la justice; vous m'écoutez avec une bienveillance qui, chaque jour plus manifestée, redouble mon zèle et mon ardeur, en un mot je suis avocat devant la cour royale de Nîmes, sous la foi du serment français, et nul ne se plaint, nul ne proteste, nul ne réclame! Quelle idée lui faudrait-il donc se former de ce barreau, de cette cour, demoi, si mon serment n'était pas obligatoire? M'aurait-il admis dans son sein, m'y souffrirait-il au milieu d'hommes si justement estimés, ce barreau qui se recommande par l'honneur autant que par le talent? M'aurait-elle accueilli, m'aurait-elle écouté cette cour dont on peut dire qu'elle fait éclater autant de vertus que de savoir? Me serais-je enfin présenté pour avoir sinon le droit, du moins le pouvoir de fouler aux pieds un serment qui ne serait pour moi qu'une vaine formule? Hâtez-vous, Messieurs, cessez de prêter à mes paroles une oreille attentive; ordonnez-moi de quitter cette enceinte, de me dépoiler de cette robe que je ne devais pas revêtir; ou bien, par une décision plus injurieuse encore, qu'on exige la présence d'un Rabbín pour donner à mon serment la force que ma conscience et la voix de l'honneur ne peuvent lui donner! Ah! Messieurs, je ne veux pas assurément répudier mon culte; je vois s'élever et grandir parmi ces Juifs si longtemps égarés, des hommes qui ne dépareraient pas la France qui les admire; mais je suis né Français, permettez-moi d'être fier de ce beau titre et d'en réclamer tous les droits! Oui, vous me l'avez permis, et ce que vous avez fait pour moi, vous le ferez pour tous les Israélites français. Tous attendent, tous réclament votre arrêt; ils savent ce qu'ils doivent espérer de votre indépendance, de vos lumières; leur confiance est entière; elle ne sera pas déçue. Accordez, Messieurs, à 400,000 citoyens un droit qu'on leur conteste vainement. Laissez de cette colonne qui les représente comme des *parjures privilégiés*. Proclamez, proclamez hautement ces grands principes d'égalité devant la loi; ne libérez pas cultes.

Nous ne demandons pas cette égalité funeste qui avait la mort pour compagne, ni cette liberté sacrilège qui dictait la loi sur des ruines et des cadavres; nous réclamons l'égalité, protectrice des droits, la liberté, protectrice des consciences.

* Que n'ai-je toute l'éloquence des plus habiles orateurs pour mieux faire ressortir to de l'étendue, toute la portée du bienfait que nous recevons de vous! Vous croirez du moins que mon langage est sincère; que ce zèle qui m'entraîne, culte et leur qui m'anime n'ont rien de factice. Je ne plaide pas ici pour un chétif intérêt; la cause de mon client est la cause de tous les Juifs; c'est ma cause.

* Oui! c'est un Juif qui combat pour ses foyers, pour ses pénates, pour son culte, pour la plus précieuse de toutes ses libertés..... Pourquoi donc suis-je sans crainte? Pourquoi suis-je plein d'espérance? c'est que je plaide avec le bon droit, et vous êtes mes juges! *

Voilà bien l'orateur : c'est là de l'éloquence, et l'on n'est pas surpris du succès qu'obtiennent de si belles paroles.

Vient-on savoir comment il relève les Juifs de l'accusation de mensonge qu'on leur adresse? Écoutez ce passage de son second plaidoyer :

« Il y a trop d'orgueil, MESSIEURS, dans cette prétention des sectateurs d'une religion fondée sur la nôtre, à vouloir être également meilleurs que nous. On nous écrasa pendant dix-huit cents ans, et ce en un mot pour que nous valions moins que ceux qui nous écrasèrent ? Connaissent-ils bien ce que fut le peuple juif, ceux qui le représentent dans un tel avilissement que le mensonge lui soit, en quelque sorte, naturel ? Sommes-nous donc revenus à ces jours honteux d'ignorance et de barbarie où les préjugés dominaient le monde et en chassaient la vérité ? »

« Le malheur donne quelque chose de plus respectable aux nations comme aux individus.

« Manqua-t-elle de vertus cette nation éminemment hospitalière, dont la loi portait cet admirable précepte : *« Traite l'étranger comme ton frère, et souviens-toi que la loi fut faite pour l'étranger dans l'Egypte ? »* Pensez-vous que nous appliquâmes dissous avec délices dans ce vers du poète latin : *Hand ignara mali, miseris succurrere disco* ? Manqua-t-elle de vertus cette nation éminemment généreuse, dont les mains chargées de chaînes s'étendaient constamment vers la patrie absente, et qui pleurait si noblement, au sein de Babiloune, ses temples renversés, ses tombeaux profanés, ses campagnes désertes ? »

« Manqua-t-elle de vertus cette nation éminemment courageuse qu'il fallait en quelque sorte, pénétrent pour la valeur, qui s'ensevelit sous les ossements, et ne s'humbilia jamais devant le vainqueur ? »

« N'avait-elle donc rien qui la recommandât aux yeux des peuples ? »

« Ah ! Messieurs, sur le front des Juifs, les chrétiens imprimèrent ce mot fatal : *décidés*, et toutes les nations s'étendirent à les persécuter, à les proscrire, à les avilir, et, par un raffinement de cruauté, à les punir de l'avilissement où on les plongea ! »

« Jetez les yeux en arrière. Voyez ce que furent Athènes et Sparte. La gloire des lettres et celle des armes. L'urbanité des Athéniens, la gravité des Spartiates, toutes les vertus de la liberté avaient fait place à tous les vices de la servitude. Le nom de grec, jadis si brillant et si beau, ce nom qu'Aristote et Périclès, Phocion et Démosthène, Socrate et Platon avaient entouré d'une auréole, ce nom était aussi devenu une injure. C'est que l'esclavage et le dédain abrutissent les âmes ; mais voyez ce que produisit le premier cri de liberté ! »

« Il en est de même des Juifs. Esclaves à la chaîne, flotes de tous les royaumes, abreuvés de mépris, comment n'auraient-ils pas dégénéré ? Mais voyez-les après trente-six ans d'une exil existentielle. Messieurs, il faut le dire, la vérité n'a pas besoin de voile : vous les aviez faits ce qu'ils étaient, vous les avez faits ce qu'ils sont : vous n'êtes plus les mêmes, ils ne sont plus les mêmes ; leur changement est remarquable, le vôtre ne l'est pas moins ; vous avez senti qu'ils étaient des hommes, ils sont devenus des bons citoyens. Cessez donc de les accuser : vous prononcerez votre condamnation. »

Puis, dans une argumentation vive et serrée, l'avocat s'exprime ainsi :

« Faute de s'entendre sur le mot *liberté des cultes*, on commet de graves erreurs. De ce que la loi protège les synagogues, les temples, comme les églises, on s'imagina qu'il n'y a plus rien à réclamer ; on confond l'exercice extérieur des cultes avec la *liberté de conscience*.

« La liberté des cultes se compose de deux choses, du culte extérieur et du culte intérieur ; c'est ce culte intérieur qui s'appelle religion.

« La liberté des cultes c'est le droit de professer telle ou telle religion, ou de n'en professer aucune ; en d'autres termes, c'est le droit d'avoir, en matière de religion, les idées que l'on veut, et telles qu'on les veut, et de n'en rendre compte à personne.

« On va maintenant saisir l'importance de notre distinction entre la loi civile et la loi religieuse.

« J'ai prouvé que la loi civile a voulu que tous ses actes fussent indépendants de la religion ; de là une conséquence nécessaire, c'est qu'elle a abdiqué le droit de me demander à quelle religion j'appartiens. Ecoutez son langage : quand tu naîtras, tu seras inscrit dans les registres de l'état civil ; après quoi tu seras baptisé ou circoncis, comme il plaira à ta famille, je n'y serai pour rien.

« Quand tu viendras paraître à ta dette à la société par le mariage, tu feras célébrer par un officier que je désigne, l'union qui promet des citoyens à l'état ; après quoi, tu feras bénir ton mariage par un prêtre ou par un rabbin, je ne m'en mêlerai pas : s'il te plaît même de vivre sans la bénédiction religieuse, peu m'importe, ton mariage est bon, les enfants seront légitimes.

« Enfin, quand la mort viendra te réclamer, on fera inscrire ton décès dans des registres qui ont un caractère civil ; après quoi on fera, si l'on veut, transporter ton corps à l'église ou au cimetière, on ordonnera que ton corps soit enseveli sans aucune cérémonie religieuse, et la volonté sera exécutée.

« Voilà, Messieurs, la liberté des cultes, c'est-à-dire la liberté d'avoir telle ou telle religion, telle ou telle opinion religieuse, ou même de n'en avoir aucune, ou d'en changer s'il me plaît : cette liberté s'étend au-delà même de la tombe. Tout cela est

entre Dieu et moi ; ma conscience n'a rien à démêler avec la loi qui ne veut pas me connaître autrement que comme citoyen. »

Au reste, dans cette mémorable discussion, il faudrait tout citer. Voyez quelle grâce ! quel attrait dans cette peinture de l'ancienne mythologie !

« Jamais religion plus tolérante, plus amable, si l'on peut s'exprimer ainsi, que la religion païenne ; j'entends cette religion qui, des climats heureux de la Grèce, se répandit au milieu des peuples civilisés, embellie des plus riantes fictions, scdissuante comme le langage des poètes.

« Qui de nous, Messieurs, ne sourit de plaisance en parcourant avec délices ; ce Dieu créé la veille, adoré le lendemain, et qui recevait tous les attributs dont l'imagination se plaisait à le décorer ! »

« Quel charme devait avoir pour des esprits superstitieux cette religion qui associait en quelque sorte les dieux à toute la vie de l'homme et à tous les objets qui l'entouraient ! Ces bons peuples de divinités, ces vœux limpides que répandait de son urne une nymphé bienfaisante ; dans une région plus élevée, ce Dieu Mars qui se plaisait au carnage, et dont Minerve arrêta les fureurs ; et ce triéteux de Neptune dont un de nos poètes a fait plus tard le sceptre du monde ; et cette lyre d'Apollon, qui, dans la disgrâce du bien, rendait si doux son séjour parmi les mortels ; enfin, cette foudre dont Phébus avait armé la main redoutable de Jupiter ! Que d'attraits dans ce mélange d'idées sublimes et terrestres, qui tantôt faisaient descendre les divinités jusqu'aux hommes, tantôt faisaient monter l'homme jusqu'aux divinités ! Aussi la tolérance est un des caractères distinctifs du polythéisme. Comment repousser des dieux étrangers qui ne demandaient qu'à se mêler avec une foule d'autres dieux ? Les plus belles promesses allaient flatter les dieux des nations, s'ils daignaient s'abaisser au sein des villes qui les appelaient ! Qu'elle solennité dans ces ambassades qui allaient gravement offrir à Cybèle, à Esculape une place dans le capitole ! »

Dans la péroraison du second plaidoyer, l'orateur s'élève aux plus magnifiques pensées :

« Assez long-temps, s'écria-t-il, le nom sacré de la religion fut une arme meurtrière entre les mains des hommes ; la terre fut un vaste théâtre livré aux fureurs religieuses ; le sang des Païens, des Chrétiens et des Juifs l'arrosa tour-à-tour. Qu'étaient devenus ces beaux jours où l'opinion de tous les peuples frappait Cambyse de réprobation, parce qu'il avait tué le bœuf Apis ? Comment la tolérance avait-elle disparu, depuis que les religions révélées, si grandes dans leur objet, si imposantes dans leur but, avaient enfin apporté sur la terre cette pureté de morale qui relève l'homme à ses propres yeux, et lui fait un dogme de l'immortalité, premier besoin de nos âmes ? C'est que les passions humaines s'étaient emparées, à leur profit, des idées religieuses, et les avaient perverties. La philosophie a fait entendre sa voix ; elle a mis un terme à des calamités dont le souvenir doit être une salutaire leçon. Le temps où nous vivons se refuse au retour d'antiques idées que rêvent encore des hommes qu'il faut plaindre, puisqu'ils ne sentent pas le prix de nos institutions.

« Qu'on s'y résigne enfin, et que l'on sache entendre les vérités du siècle : la religion et la philosophie sont sœurs ; il n'y a que la superstition qui redoute la philosophie ; les hâchiers de l'inquisition pourraient sans doute se rallumer sur une terre où la superstition marche en souveraine, mais la moindre atteinte à la conscience ne peut être à craindre dans une contrée où la philosophie a établi son empire. La philosophie admet et protège tous les cultes, elle prend l'homme tel qu'il est, et dote des lois qui répondent à nos besoins ; c'est elle qui dicta le *Code civil* et la *Charte* ; c'est elle qui, repoussant les angustes journées de la révolution, ramena dans un seul faisceau toutes ses gloires et toutes ses conquêtes, et qui plaça en première ligne l'égalité des droits, la liberté des cultes.

« Dès ce moment s'évanouirent et ces distinctions qui détruisaient l'harmonie entre les citoyens, et ces superstitions qui dégradaient les religions. Ce n'est pas vous, Messieurs, qui méconnaîtrez ces immenses bienfaits du nouvel ordre de choses ; sentinelle vigilante, la magistrature est la protectrice et la gardienne de nos libertés ; pourquoi ne fût-elle pas écoutée, lorsque les vertueux Malesherbes faisaient entendre ses énergiques et respectueuses protestations. Resserrée aujourd'hui dans de plus étroites limites, elle a perdu le droit de remontrance, mais elle a ses arrêts ! »

A l'époque où M^e Crémieux se plaignait si

haut dans l'opinion publique, les esprits étaient vivement agités par les idées de réforme dans notre système politique. La révolution de juillet couvait dans les cœurs, et toutes les questions de liberté civile et religieuse s'agitaient avec éclat devant les tribunaux. Une dissertation profonde et lumineuse sur le mariage des prêtres, en révélant dans M^{re} Crémieux les connaissances les plus étendues en histoire et en législation, fournait plus d'un argument à la défense de Dumonteil, si savamment présentée par M^{re} Mermilliod.

Enfin, M^{re} Isambert fut traduit en police correctionnelle, comme prévenu du délit d'excitation à la rébellion, dans un article qu'inséra la *Gazette des Tribunaux* sur la résistance permise lors d'une arrestation illégale.

On se rappelle qu'à la suite de la condamnation que le tribunal correctionnel prononça contre le juriconsulte, aujourd'hui magistrat à la Cour de cassation, tous les barreaux de France donnèrent des consultations favorables à la cause de l'illustre avocat si vivement poursuivi. La consultation du barreau de Nîmes, œuvre de M^{re} Crémieux, se distingua par les qualités ordinaires de ce beau talent d'écrivain, de juriconsulte, d'orateur. M^{re} Crémieux traita d'abord, avec sa supériorité habituelle, les questions du procès; mais il crut aussi que l'occasion de faire connaître les droits et les devoirs de l'avocat se présentait à lui, et sa plume de feu traça les quatre pages que nous allons transcrire :

« Il semblerait que notre tâche est remplie; et cependant une question d'une haute importance, la plus grande intérêt nous reste encore à discuter. Nous ne dirons pas, même par supposition, qu'il peut y avoir délit dans l'article incriminé; il est innocent, il est fondé sur la saine interprétation de la loi. Mais, fut-il erroné, le ministère public pouvait-il poursuivre un juriconsulte qui aurait mal compris la loi? Avocats de tous les barreaux de France, cette question vous concerne tous, *vestra res agitur*. Que deviendrons-nous, si nous ne pouvons donner notre opinion sur la loi, celle que nous l'entendons? A quoi veut-on réduire notre ministère? Une loi existait-elle? Qu'a-t-elle voulu? Comment faut-il l'expliquer? Jusqu'à ce jour l'on avait pensé que les avocats avaient mission d'agiter ces questions importantes, que c'était non seulement un droit mais un devoir de leur profession. Livrés à des études fatigantes et continuelles, l'histoire les trouve au travail, la nuit même n'a pas d'repos pour eux. Voyez-les s'enfonçant dans ce dédale de nos lois, sans autre fil con-

ducteur que la persévérance, cherchant dans les temps anciens, les motifs des lois nouvelles, sacrifiant les belles années de leur vie à s'expliquer à eux-mêmes, pour pouvoir les expliquer aux autres, ces théories et ces doctrines qui deviendront plus tard les monuments de la jurisprudence; opposant sans cesse des arrêts à des arrêts, des lois à des lois, et se félicitant d'avoir fixé le véritable sens d'une disposition législative, comme d'un triomphe remporté, comme d'une victoire éclatante. Et s'ils ont fait proclamer un des grands principes de notre pacte social, et s'ils ont fait rapporter ou anéantir une de ces lois que nos mœurs repoussent, que notre temps rejette, quelle récompense pour eux? C'est que le véritable juriconsulte travaille sans cesse au bien de la patrie. Il sait l'influence des lois sur le bonheur du peuple. Ses discussions vont éclairer la justice, rassurer les citoyens, appeler l'attention du législateur; rien ne doit donc rester étranger à ses soins.

Sous la république romaine, les juriconsultes seront écoutés comme les oracles du droit; sous Auguste, on les chargera spécialement d'interpréter les lois, et leurs décisions seront obligatoires; on vint Caligula menacera de les anéantir, son despotisme cruel s'arrêtera devant leur savoir, et Adrien les rétablira dans tous leurs privilèges. Si Théodose le jeune et Valentinien III veulent en limiter le nombre, Justinien, le législateur des siècles modernes, donnera leurs décisions comme lois. Qu'ajoutons-nous? Les réponses des juriconsultes conserveront à jamais cette belle dénomination : *Réponses des Sages*, *responsa prudentum*.

« Voilà quels furent les juriconsultes romains, et les juriconsultes français n'auront pas été moins respectés sous nos rois. Henri IV, dont le peuple a gardé la mémoire, est-il héritier du trône, quoique protestant? Les avocats de Paris traitent cette question délicate, et se montreront dignes de la haute mission qu'on ne songera pas à leur contester. Louis XIV, qui jeta tant d'éclat sur la royauté, interrogera sur la question de succession lineale agnatique au trône d'Espagne, et les avocats répondront; il faudra, en 1790, proclamer quelle est l'autorité du roi, et quarante avocats feront une déclaration de droit public. Croit-on que de pareils hommes eussent été traduits devant les tribunaux pour s'être trompés sur le sens d'une loi dont il, auraient soutenu l'abrogation? Loin de là, ils attaquaient vivement des lois injustes et les ministres coupables qui les avaient rendues. *Vide*, s'écrit Dumoulin, *vide tyrannicum opinionem alius impii Poyet; vide duritiam nequissimam*. Et ces expressions terribles flétrissaient l'ouvrage de Poyet, souvenez-vous donc moins libres aujourd'hui, et nos avocats n'ont-ils plus les mêmes devoirs à remplir, les mêmes droits à exercer?

« Épargnons-ils leurs travaux et leurs veilles, ces juriconsultes renommés, qui retracent avec tant d'érudition les difficultés et les lacunes de nos lois criminelles, qui écrivent sur la libre défense des accusés, qui compulsent les anciens monuments législatifs et remissent les nouveaux, qui livrent aux méditations de tous des commentaires si savants sur nos lois civiles et administratives, qui prononcent aux audiences ces plaidoiries éloquents, où l'on ne sait ce qu'on doit admirer le plus, de la facilité prodigieuse ou de l'étonnante érudition de l'orateur?

« Nous voulons, dis-ait naguère le premier président de la Cour royale de Paris, nous voulons sur cette question connaître l'opinion du barreau.... Eh quoi! lorsque parmi ces hommes, il s'en rencontre un qui consume sa vie dans les plus laborieuses occupations, qui sans cesse livré à l'étude approfondie de nos lois anciennes et nouvelles, trouve encore le temps de consacrer sa plume et sa voix à la défense de toutes les infortunes, dont toute la vie est un combat pour le maintien des lois, si un pareil homme, consulté sur un point de droit, produit son opinion au grand jour, la police correctionnelle l'attend!

Il a contesté les pouvoirs des autorités, non, il les a définis :

« Il a excité les citoyens à la révolte; non, il leur a fait connaître leurs droits :

« Il a commis un délit; non, son intention était pure et vous ne l'avez pas même jugé :

« Il s'est mis en opposition avec les arrêts de la cour devant laquelle il plaide; non, il a professé une doctrine consacrée par diverses causes....

« Quel est d'ailleurs ce reproche nouveau pour des juriconsultes, »

« Si la jurisprudence de la Cour souveraine tendait, ce qu'à Dieu ne plaise, à renverser des garanties légales, il faudrait que le juriconsulte s'inclinât avec respect. Ce serait un outrage à cette Cour et à l'avocat. Plus d'une erreur échappée à la sagesse a disparu devant la discussion. Plus l'erreur vient de haut, plus vives, plus soutenues doivent être nos attaques; le respect ne se manifeste pas par l'adulation qui perd, mais par la résistance qui éclaire.... Confondez autrement dans la même poursuite et le magistrat qui désapprouve un arrêt, et le juriconsulte qui le combat.

« En vain voudrait-on se le dissimuler, tout le délit de M^{re} Isambert serait d'avoir mal compris le Code d'instruction criminelle, et d'avoir pensé qu'il abrogeait des lois antérieures. L'ous-le, si un pareil système triomphe, c'en est fait du barreau.

« N'est-ce donc pas sur le sujet le plus grand, le plus digne de revêtir de utiles discussions, que M^{re} Isambert venait d'écrire? Nos institutions commencent, peu de gens les comprennent.

ment encore ; ceux qui en font leur étude journalière en sont les meilleurs interprètes, et vous puissiez comme un délit leur interprétation ! Que deviendra donc cette sainte hardiesse qui est le devoir de l'avocat ? Comment pourra-t-il contribuer à fixer la jurisprudence, si ses opinions sont transformées en délits ? *Consilium non fraudulenti nulla est obligatio*. Une erreur de l'avocat aura causé la ruine d'une famille, point de réclamation fondée contre lui ; une erreur de l'avocat aura mal expliqué un principe, vous le poursuivrez !... Et dans quelle circonstance ? quel tumulte, quelles résistances, quel malheur a produit l'article incriminé ! La provocation au délit n'a pas été suivie d'effet !

« La provocation à un délit, et l'on se tait sur l'intention de l'avocat ! La provocation, et ce serait d'une part la fausse interprétation de lois oubliées, d'une ordonnance mystérieuse, et c'est d'autre part, l'émission d'une doctrine consacrée par des arrêts de Cours royales ! La provocation à la désobéissance aux lois, et elle serait imputée au plus ardent défenseur de la loi, à celui de tous qui proclame le plus hautement les principes sur lesquels repose la société tout entière ! Non, non, un juriconsulte ne peut être poursuivi pour une discussion de droit, et M^e Isambert surtout ne devait jamais l'être. Si quelque faute était commise par un avocat incoincider, ses pairs n'offrent-ils donc aucune garantie, et craint-on de les appeler à juger un de leurs pairs, sous l'empire d'une ordonnance dont le préambule fait un si magnifique tableau de leurs droits ?

« Quelle douleur pour les avocats ! Lorsque, de toutes parts, les plus belles comme les plus utiles discussions s'élèvent pour fixer enfin les droits si long-temps méconnus des citoyens, lorsque chacun veut connaître, veut savoir quelles obligations la loi lui impose, et en échange de quelles faveurs ; le barreau, les guides des citoyens, les studieux interprètes de la loi, se sont cartés de l'avance, nos devoirs sont tracés, nous les suivrons ; plus difficile sera notre tâche, plus glorieux seront nos succès : nous ne laisserons pas s'éteindre en nous ces sentiments généreux que nos devanciers nous ont transmis, ce vieil honneur, cette vieille indépendance que nous devons à notre tour transmettre intacts à ceux qui viendront après nous.

« Du reste, que cette première atteinte à nos droits n'intimide pas les juriconsultes ; le ministère public s'est trompé, le tribunal s'est trompé ; mais l'erreur une fois reconnue par la Cour ne se reproduira plus. Non, le ministère public ne renouvellera pas une pareille poursuite, il n'oubliera pas l'ancienne alliance du parquet et du barreau ; n'est-ce donc pas le barreau qui, par sa noble fierté et sa courageuse résolution, força le cardinal Mazarin à rappeler l'avocat général Talon sur le siège qu'il honorait ? Non, les tribunaux ne prononceront plus une semblable condamnation ; ils n'oublieront pas l'ancienne alliance du barreau et de la magistrature : n'avons-nous pas, en effet, partagé toutes ses disgrâces, et ne citons-nous pas avec orgueil, comme s'ils étaient notre ouvrage, les actes de courage et de grandeur qui l'ont immortalisée ?

« C'est au ministère public, c'est aux magistrats que nous confions notre indépendance et nos droits ; nous les mettons sous leur sauve-garde ; ce précieux dépôt ne sera pas altéré. »

Dans son magnifique plaidoyer pour M^e Isambert, M^e Dupin rappela, dans un même éloge, et cette belle consultation et les beaux plaidoyers sur le serment ; il plaça le nom de M^e Crémieux entre Loysel et Pothier, et signala le jeune avocat de Nîmes dans cette phrase que nous transcrivons :

« Parmi les consultations qui vous seront soumises (dit M^e Dupin à la Cour), lisez particulièrement celle de M^e Crémieux, de cet éloquent avocat de Nîmes, qui, dans une cause récente où il s'est personnellement au procès, dans une question de serment où l'honneur du succès est venu couronner de généreux efforts, sut si bien allier le sentiment national au sentiment religieux. »

On sait que M^e Isambert gagna sa cause.

Peu de mois après, M^e Crémieux publia des lettres sur la censure et les journaux, adressées à M^e Dupin.

Dans ces lettres, il examinait la question

de la légalité des décrets impériaux. Il démontrait, par les constitutions mêmes de l'empire, que les décrets prononçant des peines pécuniaires ou corporelles étant illégaux, n'avaient pas droit à l'obéissance des citoyens, et ne devaient pas servir de règle aux décisions judiciaires.

Cette opinion, qui tendait à renverser une jurisprudence établie, et qui fit dans le monde judiciaire une grande sensation, l'avocat la soutint bientôt dans une plaidoirie qui ne le cède en rien à ses plaidoiries sur le serment. Il demandait à la Cour de Nîmes un arrêt qui déclarât sans force légale les décrets de 1812 sur la chasse. Le plaidoyer fut publié dans la *Gazette des Tribunaux* pendant la délibération de la Cour, dont l'arrêt contraire ne fut rendu que trois semaines plus tard.

Dans cet intervalle, l'avocat de Nîmes gagnait sa cause à Rennes, à Château-Thierry, à Mâcon, à Rochefort, dont les tribunaux jugeaient la même question.

La Cour de Nîmes, composée de six magistrats, resta partagée pendant trois semaines ; enfin, elle rendit un arrêt qui suivait la jurisprudence. On s'attendait à un nouveau triomphe de l'avocat dont les doctrines ont été plus tard vivement, mais vainement, appuyées par M. Dupin, procureur-général devant la Cour de cassation.

Citons quelques passages de la discussion entreprise par M^e Crémieux. On va le retrouver avec son cachet, son caractère propre.

« Un gouvernement a existé qui, pendant plus de dix années, s'est joué de toutes les lois. Elevé au premier poste de la république, Bonaparte abdiqua la gloire d'être le premier citoyen de l'état, il voulut en devenir le maître. Il foula aux pieds les constitutions républicaines, il décréta, sous la forme d'un sénatus-consulte, la constitution impériale.

« Bienlôl Napoléon se lassa des pouvoirs qu'il avait créés, il voulut régner seul.

« Le Tribunal supprimé,
« Le Corps Législatif muet,
« Le Sénat aux pieds du SOUVERAIN,
« La magistrature sous la faux de l'immovibilité,
« L'empereur ordonnant sans résistance et sans contrôle,
« Tel est, Messieurs, le tableau de la France sous l'empire.

« Jamais Rome n'a vu plus d'autorité entre les mains des Césars ; jamais le gouvernement absolu ne domina avec plus de faste.

« Trois choses expliquent ce phénomène : le génie de Napoléon, l'anarchie d'où sa main puissante nous avait retirés, la gloire qu'il répandait à grands flots sur la France nouvelle.

« Au bruit de sa chute, la liberté endormie au sein des lauriers se réveilla : le sénatus-consulte du 2 avril 1814 et l'adhésion du corps législatif ranimèrent les esprits : la déclaration de St-Ouen et la charte ouvrirent une ère nouvelle. Depuis, Messieurs, la France a connu le gouvernement représentatif, parmi ses avantages, elle a surtout apprécié la liberté de discussion.

« Le pouvoir tend à s'agrandir, l'objet légal des discussions est de le faire rentrer dans ses limites. De là l'esprit de critique si utile quand la critique, sage et modérée, parle avec la loi.

« Il a d'abord attaqué avec succès les Ordonnances contraires à la charte; il s'étonne aujourd'hui de l'influence qu'exercent les actes illégaux de l'ancien gouvernement. On juge sur des décrets impériaux les intérêts privés des citoyens; on perçoit des taxes et des impôts ordonnés par décrets; on condamne à des peines portées par des décrets.

« La tyrannie impériale pèse de tout son poids dans la balance de la justice; les ordres de Napoléon sont des lois, ses volontés des arrêts. Par une étrange singularité, sa puissance excessive qui le renversa nous domine encore ! Elle éclipse le pouvoir royal, elle anéantit le pouvoir législatif.....

« Je ne connais pas de doctrine plus absurde que celle du pouvoir absolu; elle avilit le maître, elle dégrade l'esclave; l'un semble toujours en courroux, l'autre toujours en révolte; c'est une lutte perpétuelle où la victoire finit par rester au plus fort. Aussi, dans tous les temps, chez tous les peuples polés, on a senti la nécessité de régir le pouvoir des chefs, de fixer les droits et les devoirs des citoyens, les constitutions et les lois n'ont pas d'autre origine : les lois prennent donc leur source dans la volonté générale dont elles sont l'expression; ellesmanent, dans le principe, de la nation qui s'y soumet, parce qu'elle les a adoptées.

Lorsque Auguste envahit le trône, et l'assit sur les ruines de la république, on vit paraître cette loi REGIA par laquelle le peuple défrayait tous ses pouvoirs à son chef; Auguste devint législateur; *Quod principis placuit legibus habet vigorem; ut potest esse populus in eum omne scilicet imperium et potestatem conferat.*

« Les empereurs usèrent largement du pouvoir législatif; Tibère eut l'air de déléguer au Sénat une partie de son autorité; sous son règne naquirent les sénatus-consulte; Napoléon les avait renouvelés de Rome esclave, Claude publia vingt édits en un jour; les décrets impériaux ne paraissent que sous Adrien. Remarquons, pour l'exemple, que ces décrets n'avaient point d'autorité au barreau, que Gaius, Valentinien et Théodose disaient : *Ne rescripta quidem debent observare jura publica.*

« De notre temps, la Cour de cassation semble avoir retourné ces paroles; elle a dit : *Quand le Sénat a gardé la sagesse, le droit public doit se tenir devant la volonté impériale.*

« D'où provient cette erreur si grave d'une Cour si riche en lumières et en savoir ?

« Jamais, en France, la volonté du prince n'a fait loi; dans les premiers siècles de la monarchie, les lois étaient discutées dans les assemblées du Champ de Mars et du Champ de Mai, rapprouvées dans le grand conseil de la Charte. Les Parlements seuls n'ont su montrer plus tard les représentants de la nation. « *Ne croyez pas*, disait-il, dans leur ancien langage que le royaume de France soit royaume absolu ou la volonté du Prince soit loi, et sa parole arrêt. Il y a de sûres barrières pour empêcher le pouvoir d'un seul de devenir effréné; l'autorité des Parlements qui ne laisse légèrement couler des édits. »

« Il faut pourtant convenir que, vers le milieu du règne des Capétiens, le pouvoir royal tendait à l'absolutisme.

« Appuyé sur le droit romain, les Rois de France voulurent commander à l'Empereur; mais les Parlements résistèrent avec énergie; on les a vu refuser l'enregistrement de cent édits en vingt années, et lorsque, plus tard, les coups d'état menaçaient leur propre existence, on les entendit s'écrier : *SIRE, rendez au peuple ses droits, ou laissez-nous le représenter.*

« Messieurs, c'est ainsi que parlaient vos devanciers.

« Les Etats-Généraux rappelaient aussi les anciennes assemblées. Peu à peu, ils disparaissent; cependant, ils furent convoqués par Henri IV. Vous vous rappelez son discours : *Me voici prêt à me mettre en telle ou telle affaire, mais c'est une enie qui ne prend guère aux victorieux, aux barbes grises comme moi.*

« Infortuné Louis XVI les appela trop tard, la révolution éclata.

Voici comment M^r Crémieux raconte la suppression du Tribunal :

« Déjà le Sénatus-Consulte du 16 thermidor an x avait porté une atteinte grave à l'institution du Tribunal; il avait remis au Sénat le droit de le dissoudre; il avait ordonné, pour l'an xii, la réduction de ses membres à cinquante. Dès ce moment on dut prévoir sa chute; l'époque seule en restait incertaine. La Constitution impériale n'avait plus envisagé le Tribunal que comme un Conseil propre à l'examen des projets de loi; il n'avait pourtant point anéanti ses autres prérogati-

ves. Napoléon se crut assez fort, en 1807, pour renverser les Tribunaux. Il se servit du Sénat conservateur. Depuis plusieurs années, les mots avaient remplacé les choses : le langage des cours s'était perfectionné sous l'Empire, et la flatterie n'avait jamais encesé avec plus d'abandon.

« Comment ce changement dans nos mœurs s'était-il opéré ? Je ne sais quelle magie s'attachait au prince : tout volait au devant de lui, l'éclat des conquêtes, la réunion des partis, un code immortel, un avenir brillant après un passé dont le souvenir jadis encore l'épouvantait, tant de biens inattendus s'opposaient à toute résistance et donnaient matière à de riches tableaux. L'éloquence du Conseil d'Etat, celle du Corps législatif, celle du Tribunal lui-même proclamèrent le nouveau bienfait du monarque dont la volonté supprimait les corps le plus populaire qui eût survécu à la République.

« On ne prononça pas le mot de suppression, mais le mot réunion fut employé.

« *N'était-ce pas une chose sans exemple, et qui paraissait contraire à la nature même des choses, que les commissions du Corps législatif fussent composées de membres d'un corps différent du Tribunal ? N'y avait-il pas, dans cette combinaison, quelque chose qui impliquait contradiction ? Ce vice disparaît aujourd'hui ; le Sénatus-Consulte remet les choses dans leur état naturel ; il vous rend en quelque sorte vos propres organes, en remplaçant dans votre sein vos commissions, en les formant de vos membres.* » Ainsi s'exprimait M. Boulay de la Meurthe, conseiller d'Etat. Il semblait que le Tribunal ne fut dans la constitution qu'une commission du corps législatif. On feignait d'oublier que le Tribunal, d'après les expressions même de M. Béranger, autre conseiller d'Etat, avait été institué conseil du peuple et son organe auprès du Corps législatif; qu'il avait été chargé de défendre les principes constitutionnels; d'appeler par ses vœux les réformes salutaires, les institutions utiles, et tous les genres d'améliorations, et cependant on disait en face aux Tribunaux éliminés : *L'Empereur a voulu vous donner de nouvelles marques de son estime et de sa confiance ; il appelle au Corps législatif ceux d'entre vous dont les fonctions ne devaient se terminer que dans quelques années, et les Tribunaux renouvellent l'Empereur, dans une adresse où ils parlaient des lenoignages solennels qu'il daignait leur donner de son approbation et de sa bienveillance. Enfin, M. de Fontanes, l'adulateur par excellence, disait : Sous un nom tout populaire, le Tribunal fut monarchique; ici, sous un autre nom, il restera populaire.*

Le Tribunal cessa d'exister.

Dans les premiers jours du mois d'août 1828, M^r Crémieux, qui se rendait à Paris, traversa Lyon. Une affaire de séparation de corps occupait le barreau. Après une vie très-aventureuse, un sieur Chapeau lutait devant la Cour royale, contre un jugement qui avait prononcé sa séparation. La cause fut offerte à M^r Crémieux, qui accepta. Le jour de la plaidoirie et des répliques fut une véritable solennité judiciaire, dont la *Gazette des Tribunaux*, du 4^e septembre, rendit un compte des plus honorables pour l'avocat de Nîmes.

« Il est difficile, dit elle, de décrire l'effet « que produisit l'exorde rapidement improvisé par l'avocat. Un murmure général d'approbation que l'on entendit « parmi les magistrats comme dans l'auditoire, suspendit l'audience pendant quelques minutes.

« A peine l'audience fut-elle levée, ajoute « le même journal, que M^r Crémieux fut « entouré de tout le barreau de Lyon et « des membres de la Cour, qui le félicitèrent.

« Prent dans les termes les plus flatteurs. »

En quittant la ville de Lyon, M^e Crémieux se rendit dans la capitale. A l'audience du 15 août, il fut reconnu par quelques membres du barreau. Bientôt, entouré des avocats présents au Palais, il lui fut facile de voir de quelle estime son nom était environné parmi ses confrères. Le lendemain était destiné à la réunion en banquet du jeune barreau de Paris. Voici comment la *Gazette des Tribunaux* fait connaître à ses lecteurs les détails de cette réunion :

BANQUET DU JEUNE BARREAU DE PARIS.

« Le jeune barreau de Paris s'est réuni hier pour le banquet d'adieu, chez M. Grignon, restaurateur. M. le bâtonnier Thévenin présidait l'assemblée. Une circonstance heureuse ajoutait un nouvel attrait à cette fête de famille; c'était la présence de M^e Crémieux de Nîmes, que MM^e Dupin jeune et Berville s'étaient enpressés d'aller inviter au nom de leurs confrères.

« Le repas a été égayé par des couplets spirituels de MM^e Vulpian, Force et Fleury. Il était naturel que notre Béranger fût mis aussi à contribution; ses refrains patriotiques ont été vivement applaudis.

« M^e Crémieux était placé à la droite du bâtonnier et à la gauche de M^e Dupin.

« Au moment des toasts, M^e Dupin a réclamé le silence, et a dit : « Au barreau de Nîmes, en la personne de M^e Crémieux, qui le représente si digne-ment ! Je joins à ce toast celui de tous les barreaux de France ; ils ne forment qu'une seule famille, *malgré l'ordonnance fatale qui veut les isoler, et contre laquelle nous protestons et protesterons tous jours.* » Ces paroles ont été accueillies avec acclamation.

« De nouveaux couplets ont suivi. M^e Crémieux s'est levé à son tour, et a dit : « La reconnaissance doit trouver sa place, même au milieu du plaisir ; permettez-moi de porter un toast au barreau parisien. »

« Une voix : « Et à celui de toute la France ! »

« M^e Crémieux a repris : « Je ne suis pas partisan que M^e Dupin, et vous tous, Messieurs, de l'ordonnance qui veut nous isoler les uns des autres. J'ai assez vivement exprimé mon sentiment à cet égard dans ma dernière plaidoirie devant la Cour royale de Lyon. Néanmoins, le barreau de Paris mérite d'être cité le premier. Placé, pour ainsi dire, aux avant-postes, il nous a offert, en des temps difficiles, l'exemple d'une courageuse indépendance et d'une sagesse de doctrines digne des plus beaux jours du barreau. Nous, Messieurs, nous avons tâché de l'imiter; chacun a rivalisé de zèle et d'ardeur. Heureux celui des barreaux de la France que l'on pourra comparer au barreau de Paris, et dont on pourra dire :

« *Proximus huic longo sed proximus intervallo.*

« Ces paroles, prononcées avec une vive et pro-

fonde émotion, ont excité un mouvement unanime de sympathie et de longs applaudissements.

« Cette journée sera, nous l'espérons, une journée de souvenirs pour tous les barreaux de France, et la relation fidèle que nous venons d'en donner prouvera, s'il en était besoin, qu'il y a entre eux tous fraternité de gloire et fraternité de sentiments. »

Une réception si brillante à Lyon, si flatteuse, si grande à Paris, avait excité, dans l'avocat de Nîmes, un redoublement de zèle et d'ardeur pour sa profession. L'année 1829 le trouvait à son poste, et lui promettait de nouveaux triomphes. Une cause, que la nature de la contestation et la qualité des parties avait singulièrement relevée aux yeux du public, sera ici rappelée, elle couronnera la carrière de M^e Crémieux devant le barreau de Nîmes. Nous voulons parler du procès intenté par le cardinal et la famille de La Fare contre MM. Cabot de La Fare, que l'on voulait contraindre à délaisser le nom de La Fare.

Ce procès fut pour M^e Crémieux, l'occasion d'un des plus beaux triomphes d'audience. Écoutons l'exorde :

« MESSIEURS,

« Depuis cent neuf ans nous ayons acquis le droit de joindre au nom de Cabot le surnom de La Fare, depuis soixante-six ans, au moins, nous jouissons paisiblement, publiquement de ce droit : l'ancien régime, la Révolution, l'Empire, la Restauration, nous avons traversé tous ces temps sans qu'aucune voix s'élevât contre notre possession continuée, fondée sur un usage incontestable. Nos actes de famille, les actes publics où nous fumes parties ou témoins, nos parents, nos amis, les étrangers, tous nous appelaient de notre nom et surnom de Cabot de La Fare : trois générations successives l'avaient porté; l'acte de naissance du père et des enfants consacrait le fait par le droit; une sécurité parfaite régnait autour de nous.

Tout-à-coup, un prince de l'Eglise, un grand de l'Etat, le cardinal de La Fare, archevêque et évêque de Sens et d'Auxerre, primat des Gaules et de Germanie, duc et pair de France, se révèle d'un long sommeil, il porte ses nobles regards jusqu'aux extrémités du royaume : du sein même du palais de nos rois, qu'il babille, il aperçoit, au fond de la province, une famille paisible dont la légitime audace s'empara du surnom de La Fare; au bout de l'immense horizon, il distingue un point qui le gêne : c'est la chaumière du mûrier qui obscurcit la fastueuse vanité du prince, il faut qu'elle tombe.

C'est le cardinal, c'est lui, qui se dit : « Je pense du litige qui vous occupe aujourd'hui, c'est lui qui le veut ; il proclame hautement cette volonté ; il entend qu'on le sache, croyant sans doute que l'importance de l'agresseur jettera sur la cause un plus vif éclat. Oui, la même main qui dépose au concave, dans l'urne sacrée, le bulletin inspiré qui doit donner un pape *urbi et orbi*, cette main trace et signe un édit dans lequel le cardinal se déclare notre premier, notre vénérable adversaire ! A l'aspect d'un tel plaideur, pour une telle cause, n'ai-je pas le droit de m'écrier : *Pantus vitalium et omnia ventilis* ! (agitation dans l'auditoire).

Cependant, Messieurs, l'idée que je combats dans un prélat placé si haut dans l'Eglise, à quelque chose qui m'alarme : vous couvrez moi scrupule. Si je croyais que mes paroles fussent aller droit au pontife, mon courage en serait ébranlé ; votre aspect même, Messieurs, quelque consistance qu'il doive inspirer au bon droit, votre aspect ne me rassurerait pas complètement. J'ai besoin de penser que je puis séparer la dignité de la personne ; je mets le cardinal hors de cause ; je consens à répondre au duc et pair. Des ce moment, je reprends ma libre défense, et je vais, sans crainte, opposer à des prétentions sans intérêt et sans fondement une possession légale et inébranlable.

« Pourquoi ce procès, et que nous veulent nos trois adversaires ? Vous avez, disent-ils, usurpé notre nom de famille ; ce nom antique ne vous appartient pas, vous n'avez pas le droit de le porter, vous n'êtes pas même noble !... »

« Pas même noble ! Un poète, qui ne fut pas même académicien, s'en vengea par une épigramme qui vitra longtemps encore. Ah ! sans doute, votre race remonte plus haut que la nôtre, si tant est que vous descendiez en droite ligne de ceux que vous citez comme vos aïeux : mais du moins, ce n'est pas la gloire qui nous manque, et vos dédains affectés ne nous la raviront point. Sans nous perdre dans des temps reculés qui précèdent à toutes les suppositions, il y avait de la gloire à Ulm ; il y en avait à Wagram, à Dresde ; il y en avait dans les plaines de la Champagne ; il y en avait enfin sous les murs de Paris, où le canon maugrât aux Français, non la gloire. Pourquoi donc cherchierions-nous à nous envelopper de votre manteau ! Pourquoi cherchierions-nous à envahir une famille étrangère ? Non, non : nous l'avons dit, le tribunal l'a déclaré, nous le répétons encore, nous ne sommes, nous ne voulons pas être de la famille La Fare, nous ne voulons que conserver un surnom qui nous appartient, et que nous ne quitterons pas, de cela seul que vous l'aviez adopté pour surnom patronymique... »

« Et ne semble-t-il pas, Messieurs, que ce nom de La Fare, dont on fait tant de bruit à votre audience, valût qu'on en fit la conquête ? Qu'était, en 1719, cette famille dont nous aurions voulu envahir le nom ? Ne dirait-on pas que La Fare partageait la couronne de gloire qui entoure les Montmorency, les La Trémoille ? Cette famille avait produit un maréchal-de-camp qui se distinguait au siège de Rose, et un chevalier poète sous Louis XIV ! Ces deux hommes se sont bien battus. Eh ! Messieurs, tout le monde se bat bien en France, et il y a longtemps que cela dure. S'il fallait dresser un catalogue de tous nos gens de cœur, qui donc tiendrait la plume ? Quant au chevalier poète, nous ne sommes pas ici pour faire un cours de littérature ; mais je renvoie à celui de La Harpe, l'immortalité de La Fare ne leur viendra pas des poésies du chevalier ; ami de Chaulieu, il doit à ce charmant poète sa mince réputation. Voltaire a placé Chaulieu dans le Temple du goût : a-t-il parlé de La Fare ? Quant au maréchal, l'histoire en dit peu ; d'ailleurs, en 1719, sa renommée n'arrivait pas jusqu'à nos montagnes... »

« Oh en sommes-nous, juste ciel ! et contre qui plaidons-nous ! Arrêtez, vous, notre principal et notre seul adversaire : n'avancez pas dans cette fausse voie, cessez de plaider. Ah ! j'aime, je vénère les princes de l'Eglise, mais je me les représente appuyés sur le bâton des Apôtres, et montrant d'un doigt indicateur, à ceux qui se fourvoient, ce chemin du salut si difficile à parcourir : *Ecce via Domini*. Je ne puis me les figurer se traînant dans l'enceinte où se discutent des intérêts terrestres, tendant la main devant les magistrats pour réclamer de frivoles avantages, des noms, des titres, des hochets de vanité, et employant, pour parvenir à ce triste but, des moyens qui font gémir ceux-là même qu'on attaque... »

Un mouvement général, dit la *Gazette des Tribunaux*, se manifesta dans l'auditoire et jusqu'aux sièges des magistrats.

Nous terminerons en rappelant un passage de la réplique.

L'avocat de MM. de La Fare avait prétendu que l'acte de naissance de M. Cabot La Fare, portant la date de 1772, était un acte faux ; l'avocat de MM. Cabot de La fare répondit en ces termes :

« Écoutez nos adversaires : Lorsqu'il voulut entrer dans les chevaux-légers, force fut à M. Cabot de justifier de sa noblesse. C'est alors qu'on fit un acte de naissance dans lequel on lui donna le nom de La Fare. Ce n'est pas vous, ajouta-t-on, qui avez commis le faux, vous en êtes incapables, mais vous en avez profité. »

« Qu'est-ce donc que cette défense, et comment la concevoir ? L'ouvrage est-il moins sanglant, parce qu'un lien d'être l'auteur d'un faux, nous en serions le complice ? Et l'on remonte à 1772 pour en trouver l'origine ! Mais dans quelle honte les adversaires ont-ils ramassé ce qu'ils appellent un bruit, une opinion ? De quel droit viennent-ils, sans aucune preuve, insulter aux cendres de notre père ? Des bruits ! Pensent-ils donc que nous n'en avons pas entendu sur leur compte, que nous pouvons aussi répéter, et dont leurs oreilles se sont plus d'une fois alarmées ? En voici un que toute la contrée atteste, et dont chacun de nous a si long-temps avant ces débats : le maréchal de La Fare mourut, et chacun, à la cour, était bien convaincu qu'avec lui s'était à jamais éteint le nom de La Fare. Louis XV n'aimait pas à voir s'éteindre les anciennes famil-

les : soutenus par le cardinal de Bernis, les Messieurs de La Fare d'aujourd'hui arrivent bientôt à la cour, porteurs d'une généalogie fraîchement faite, et d'autant plus facile à établir qu'elle n'avait pas de contradicteur légitime. Que dirent les courtisans, les meilleurs juges en cette matière ? Ils tournèrent le dos en exultant ! »

Laffare i doudaine

Lofare i dondon.

(Un éclat de rire général arrêta l'orateur, et suspendit quelques momens l'audience).

Dans le cours de l'année 1828, M^e Crémieux avait eu la pensée de répandre en France une méthode de lecture appelée *statilégie*, inventée par M. de Laffore, d'Agen. Cette méthode produisait des résultats merveilleux ; elle avait été brevetée. Quelques amis de M^e Crémieux avaient conçu le plan d'un voyage à travers les départemens de la France. Ils achetaient de M. de Laffore le droit d'exploiter son brevet ; ils cédaient eux-mêmes à prix d'argent la méthode qu'ils apprenaient aux sous-acquéreurs. M. de Laffore offrit les plus belles conditions à M^e Augier, aujourd'hui avocat à la Cour de Cassation, et à M^e Crémieux, s'ils voulaient concourir avec lui à répandre sa découverte. Il demandait à M^e Crémieux de se consacrer uniquement à cette mission pendant les mois d'août, de septembre et d'octobre. C'est durant le cours de son voyage que M^e Crémieux, après avoir exposé dans le sein de l'Académie de Lyon la doctrine *Lafforienne*, avait plaidé le procès dont nous avons parlé ; puis, il était venu à Paris faire connaître, dans la Société des Méthodes, rue Taranne, l'importance de cette invention. Malheureusement, c'étaient les instituteurs qui, en dernière analyse, devaient finir par payer le prix des cessions, sauf à obtenir de leurs élèves le remboursement, trop souvent incertain, surtout dans les classes pauvres, que le nouveau mode d'enseignement avait principalement en vue. M^e Crémieux abandonna bientôt une entreprise qui ne pouvait avoir un succès réel que si la méthode eût été livrée gratuitement. Cette réflexion, qui n'avait pas

été faite, renversa tous les projets de l'inventeur et de ses amis. M^e Crémieux se retira; sa retraite fit évanouir une association qui rendait si honorables le caractère de l'inventeur, le nom des principaux propagateurs de la méthode, et le but qu'ils se proposaient.

La révolution de 1850 approchait. M^e Crémieux qui, dans les élections de 1828, avait exercé, par des écrits adressés aux électeurs constitutionnels, la plus utile influence, se montrait au premier rang parmi les défenseurs de nos droits méconnus, de nos libertés menacées. Après la dissolution amenée par l'adresse des 221, il plaida devant la Cour Royale la question des retardataires qui avait soulevé de si vives discussions. Il obtint un arrêt qui restituait au collège électoral de Nîmes un nombre considérable d'électeurs non inscrits pour retard dans la remise des pièces qu'ils produisaient devant la cour. M^e Crémieux, dit la *Gazette des Tribunaux*, a reçu les félicitations empressées d'une foule immense de citoyens qui, pendant ces deux jours, assiégeaient l'enceinte du palais.

Le lendemain M^e Crémieux écrivait une notice biographique sur M. Madier de Montjau, qu'il recommandait vivement aux électeurs libéraux de Carcassonne. Il faut, leur écrivait-il, qu'à côté des 221 aillent s'asseoir, en remplacement des 181, des hommes dont le nom seul soit pour le ministère Polignac la plus rude défaite. Que l'urne électorale proclame le nom de Madier de Montjau, ce sera une immense victoire. M. Madier fut nommé.

Tout-à-coup la nouvelle des ordonnances arriva comme la foudre. M^e Crémieux, l'un des hommes les plus dévoués au parti populaire, et qui courait à Nîmes, en cas de succès du parti légitimiste, les plus grands dangers, ne se laissa point intimider par ce coup d'état. Dans une réunion qui eut lieu autour du lit de M. Madier de Montjau, malade, il opina pour le départ

immédiat des députés. A Paris, disait-il, est votre place. Au torrent qui veut tout emporter il faut une digue puissante. Vous êtes députés, la dissolution est une violation flagrante de la Charte, ce sont des élections nationales cassées par la royauté parjure.

Bientôt une agitation violente se manifesta dans la ville: les deux partis étaient prêts d'en venir aux mains. Il fallut, dans les hommes influents du parti libéral, une grande sagesse, une longue patience, un véritable courage pour contenir une population si justement irritée. Les bons citoyens ne manquèrent pas à leur mission. M^e Crémieux était partout avec ses amis. La nouvelle des trois journées arriva rapide comme l'éclair. Mais les autorités se refusaient à arborer le drapeau tricolore. M^e Crémieux fut chargé de se rendre à Lyon, près du général Bach, afin de prendre des ordres positifs. En quarante heures, il fit le trajet, aller et revenir. A son arrivée à Nîmes, M. Chabaud-Latour venait d'être installé préfet provisoire; le système doctrinaire faisait déjà ressentir à Nîmes sa triste influence. M^e Crémieux quitta sa ville natale et se rendit à Paris. Ce qui décida son départ immédiat, ce fut la résolution prise de recommencer le cours des audiences. La *Gazette des Tribunaux* des 16 et 17 août annonça les agitations du barreau de Nîmes et la résolution de M^e Crémieux.

Cependant les députés du Gard réunis à Paris avaient cru de leur devoir d'écrire à M. le ministre de la justice, alors Dupont (de l'Eure), une lettre ainsi conçue :

« Monsieur le ministre ,

« Les membres du barreau de Nîmes ont défendu avec un zèle, avec un courage et un talent admirables, les droits de leurs concitoyens aux dernières élections. Sa Majesté leur a déjà donné une haute marque de satisfaction en élevant M. Viger, l'un d'eux, au poste de procureur-général. La députation et les citoyens du Gard verraient encore avec une grande satisfaction qu'une distinction fût accordée à M. Adolphe Crémieux, avocat à la Cour royale de Nîmes, qui

non seulement a plaidé les questions électorales, mais qui a pris encore la part la plus honorable et la plus active à la réconciliation générale qui a eu lieu à Nîmes à la nouvelle de notre glorieuse révolution. Nous vous prions, en conséquence, M. le ministre, de solliciter de Sa Majesté la croix de la Légion-d'Honneur pour M^e Crémieux. »

M^e Crémieux apprit cette démarche spontanée de la députation du Gard, par une lettre où MM. les députés la lui faisaient connaître en lui disant : *Nous avons pensé, Monsieur, que cette récompense était la seule qui pût vous convenir dans la position brillante que vous occupez au Barreau.*

L'avocat populaire ne fit aucune démarche pour obtenir la décoration.

Le 50 août, une Ordonnance royale nommait avocat aux Conseils du roi et à la Cour de Cassation M. Adolphe Crémieux successeur de M. Odilon-Barrot.

Le 9 septembre, M^e Crémieux devait plaider devant la Cour de Cassation, section criminelle. Il attendait à l'audience le moment où la cause dans laquelle il devait porter la parole serait appelée, lorsqu'un incident remarquable vint révéler la présence de l'habile avocat. Nous transcrivons la *Gazette des Tribunaux*.

JUSTICE CRIMINELLE.

Cour de Cassation. — Audience du 9 septembre.

(Présidence de M. le comte de Bastard).

Un incident remarquable a eu lieu aujourd'hui à l'audience de la Cour de Cassation. Les nommés Merlan et la femme Peret avaient été renvoyés devant la Cour d'Assises de Maine-et-Loire, comme accusés d'avoir émis de la fausse monnaie d'argent (pièces de 75 c. et de 1 fr. 50 c.). M^e Lachèze, avocat des accusés, craignant sans doute que la peine de mort fût prononcée sur la réponse affirmative du jury, que les débats lui faisaient redouter, soutint que, dans le pays, les pièces de 15 sous et de 30 sous étaient regardées, non comme monnaie d'argent, mais comme monnaie de cuivre ou billon, ce qui était prouvé par les débats. En conséquence, il demanda que la Cour, en vertu des art. 338 et 339 du Code d'instruction criminelle, posât une question subsidiaire pour chacun des accusés, question ainsi conçue : « N... est-il coupable d'avoir émis de la fausse monnaie de billon ou de cuivre, ayant cours légal en France? » La peine, en cas d'affirmative, devait être les galères perpétuelles. La Cour, sans entendre le ministère public, posa la question; elle fut résolue affirmativement. Pourvoi en cassation de la part des condamnés. M. le conseiller Gaillard, rapporteur, a fait remarquer l'irrégularité résultant

de la non audition du ministère public, irrégularité qui lui paraissait devoir entraîner la cassation de l'arrêt dans l'intérêt de la loi seulement, les accusés n'ayant pas à se plaindre de la position d'une question réclamée par eux et dans leur intérêt.

M. l'avocat-général Voysin-de-Gartempe a complètement adopté cette opinion.

Pendant son réquisitoire, M^e Crémieux, qui devait plaider aujourd'hui la cause du *Constitutionnel* et du *Figaro* contre les gendarmes de Rhodéz, a fait demander les pièces à M. le rapporteur, qui a répondu qu'il n'était pas d'usage qu'un avocat prit la parole après le ministère public. Lorsque la Cour a passé dans la chambre du conseil, M. le rapporteur et M. le conseiller de Ricard se sont rapprochés de M^e Crémieux. L'avocat a soutenu que l'arrêt devait être cassé dans l'intérêt des accusés, sans nouveau renvoi. Nous avons parfaitement saisi son argumentation; il a dit : « Un arrêt souverain avait renvoyé ces trois individus devant une cour d'assises pour y être jugés sur le crime d'émission de fausse monnaie d'argent; les jurés ont répondu qu'ils n'étaient pas coupables de ce crime. L'accusation était purgée; ils devaient être acquittés et mis en liberté. L'avocat, dans leur intérêt, a présenté un crime moindre à juger; mais l'avocat n'est pas chambre d'accusation. La Cour d'assises adhère, mais la Cour d'assises n'a pouvoir de juger que sur l'arrêt de renvoi. Ce n'est pas là une circonstance, c'est un autre crime; juger le contraire, c'est confondre toutes les juridictions. » MM. les conseillers paraissaient convaincus. M. l'avocat-général a conféré aussi avec M^e Crémieux, et il a dit que cet avis était fondé en principe, et qu'il fallait faire part à la Cour de son opinion. L'arrêt a cassé sans renvoi, et ordonné la mise en liberté des condamnés. M^e Crémieux en a témoigné sa joie, et a reçu de nombreuses félicitations.

Le lendemain, l'avocat de Nîmes débuta devant la Cour de cassation; il plaida pour le *Constitutionnel*, ensuite pour M. Tenneson, l'agent-de-change. M. de Bastard présidait.

Après le premier plaidoyer, le président dit à M^e Crémieux : *Monsieur, la Cour a eu avec plaisir que votre éloquent prédécesseur a été dignement remplacé.*

Dans la seconde cause, M^e Crémieux attaqua vivement les dispositions qui, dans le règlement de 1758, encore suivi par la Cour de cassation, lui semblaient incompatibles avec nos lois nouvelles et l'esprit de notre glorieuse révolution de Juillet. C'était à la fois du droit et de la politique. La Cour ne s'appuya dans son arrêt que sur le Code d'instruction criminelle, et non, comme l'avait dit si justement le défenseur, sur ces dispositions

sauvages du règlement verrouillé de 1758.

L'apparition de M^e Crémieux devant cette haute et grande juridiction fut pour lui un véritable triomphe. Lorsque, le lendemain, il se présenta au Palais, M. le président de l'astard s'approcha de lui; après l'avoir félicité, il lui dit : *Monsieur, vous chargeriez-vous de la défense de l'un des ministres de Charles X ?*

— *Moi, Monsieur, répondit M^e Crémieux, je regarderais ce choix comme un insigne honneur, et j'accepterais la mission avec d'autant plus d'empressement qu'elle serait un hommage à la loyauté des hommes de mon opinion politique.*

— *Il est possible, reprit M. de Bastard, que je sois chargé des fonctions de juge d'instruction; en tout cas, je serai juge, et ne puis, dès lors, intervenir. Je voulais seulement savoir si l'on peut s'adresser à vous.*

— *Je suis trop flatté, Monsieur le président, qu'on y ait songé.*

— *Nous vous avons entendu, Monsieur, et M. le conseiller Rocher, ami de l'un des ministres, étranger à la Cour des Pairs, vous en dira plus que moi.*

La famille de M. de Guernon Ranville avait, en effet, résolu de confier à M^e Crémieux la défense de l'ex-ministre. M. Rocher et madame de Ranville se rendirent dans la journée même auprès de l'avocat; le lendemain M^e Crémieux se présentait au donjon de Vincennes pour faire à son client sa première visite.

Presque au sommet du donjon, dans une vaste pièce où se trouvait un gardien, on avait posé à droite, dans toute la longueur de la salle et à une distance de sept à huit pieds seulement de la muraille, de larges barreaux derrière lesquels s'avança, par une porte qui s'ouvrit à l'instant, M. de Guernon Ranville. Le client et l'avocat se tendirent la main : *Dans quelle affreuse prison êtes-vous, Monsieur, dit M^e Crémieux ? Qu'est-ce que ces barreaux et ces grilles en présence de votre défenseur ?*

— *Monsieur, répondit l'ex-ministre, nous avons protesté; aucun de nous ne paraîtra désormais dans cette horrible cage. Il fallait vous voir, il fallait vous dire que je vous ai choisi pour défenseur; mais là doit se borner notre entrevue. Entre le client et l'avocat de pareilles précautions sont une affreuse injure. Nous ne la subirons pas.*

— *Et moi, Monsieur, je ne reviendrai voir M. de Ranville que lorsqu'il me sera permis de parler avec lui face à face, sans obstacle et sans gardien. Au reste, soyez bien certain que la commission de la Chambre donnera des ordres en conséquence. Au revoir, Monsieur.*

— *Au revoir, Monsieur, votre cœur m'a compris: c'est pour moi une première consolation.*

En sortant de Vincennes, M^e Crémieux rencontra M. Sauzet, avocat de M. de Chantelauze. Tous deux se rendirent à l'instant chez M. de Bérenger, président de la commission. La commission ignorait cette rigueur, peu compatible avec les principes de notre révolution de Juillet. Dès le lendemain, les avocats eurent la liberté de voir leurs clients dans la chambre affectée à chacun des ex-ministres. C'est de ce jour que s'est formée entre M^{es} Crémieux et Sauzet une amitié qui ne s'est jamais démentie.

Nous ne rappellerons pas les détails du procès qui devait avoir un immense retentissement. Nous transporterons sur-le-champ nos lecteurs à l'audience où la parole fut accordée à M^e Crémieux. M. Sauzet venait de finir son plaidoyer qui avait excité les plus vives émotions. Mais, ni M. de Martignac, ni M^e Hennequin, ni M^e Sauzet n'avaient présenté la cause sous l'aspect que semblait réclamer au moins de l'un des défenseurs la situation du pays et les graves événements de la révolution de Juillet. On s'attendait à voir M^e Crémieux qui, du reste, n'en avait pas fait mystère, parler beaucoup plus de

cette glorieuse révolution que des Ordonnances.

Pendant que les pairs, après un quart d'heure de suspension d'audience, reprenaient leur place dans la salle, on s'aperçut que M^e Crémieux avait une conversation très vive et très animée avec M. de Guernon Ranville. Puis, le président ayant dit : la parole est à M^e Crémieux, l'avocat prononça un exorde qui produisit une vive impression et faisait espérer une plaidoirie digne de la cause et du défenseur. On vit bientôt que M^e Crémieux retrécissait le champ de la discussion. Il réduisait sa défense à des proportions ordinaires ; il présenta une biographie de son client ; il chercha seulement à faire naître en faveur de l'ex-ministre un intérêt spécial, mais il ne s'éleva pas à ces hautes considérations, à ces grandes pensées qu'une telle cause réclamait impérieusement, et que la position de l'avocat rendait nécessaires. Il était sous l'impression évidente d'une grande préoccupation. Tout à coup, sa voix s'altère, il pâlit, il tombe évanoui dans les bras de ses collègues. Il fallut l'emporter hors de la salle.

Que s'était-il donc passé entre l'avocat et le client ? La *Gazette des Tribunaux* s'exprimait ainsi le lendemain :

« On a remarqué qu'au moment où M. le président donnait la parole à M^e Crémieux, chargé de la défense de M. de Guernon-Ranville, le défenseur et son client s'entretenaient très-vivement ensemble, et cet entretien, qui avait quelque chose d'extraordinaire, empêcha même, pendant quelques instants, l'avocat de commencer sa plaidoirie. De là naquit dans toute la salle, et surtout dans la tribune des journalistes, un sentiment de curiosité qui a provoqué des informations. Voici celles que nous avons recueillies :

« Des personnes de l'auditoire, placées près de l'estrade qu'occupaient les avocats et les accusés, ont affirmé qu'elles avaient très distinctement entendu ces paroles, que M. de Guernon-Ranville adressait à M^e Crémieux, d'un ton ferme et résolu : *Je renonce à notre système de défense.... J'entends être défendu comme les trois autres et avec les mêmes principes... Je préfère l'honneur à la vie... Dussé-je périr seul, je ne veux pas me séparer de mes collègues.*

« — Mais, répondait M^e Crémieux, *c'est un plan convenu entre nous.*

« — *N'importe*, reprit M. de Guernon-Ranville, *j'ai eu tort, je me rétracte.*

« Il paraît donc (car ce n'est plus ici qu'une induction) qu'un plan de défense différent de celui suivi pour les autres accusés aurait été précédemment proposé par M^e Crémieux, et consenti par son client ; mais qu'à l'audience même, et après avoir entendu M^e Sauzet, M. de Guernon aurait tout-à-coup, et de la manière la plus énergique, retiré son consentement. Quelle position pour un avocat ! Telle était cependant, ou, du moins, telle aurait été, si ces renseignements sont exacts, celle de M^e Crémieux au moment où il commençait la plaidoirie que nous allons rapporter. »

Le 25 décembre, M^e Crémieux adressa la lettre suivante au rédacteur du journal judiciaire :

« Monsieur,

« Comme rien de ce qui touche au grand drame qui vient de finir ne saurait être sans intérêt, je dois ajouter quelques détails aux réflexions qui, dans votre journal, précèdent ma plaidoirie. Vous dites trop et trop peu pour qu'une explication ne soit pas devenue nécessaire.

« Lorsque la défense de M. de Guernon-Ranville me fut proposée, je ne balançai pas à l'accepter. Je pensai que si, dans des temps ordinaires, un avocat, non désigné d'office, est libre de consacrer ou de refuser sa voix à celui qui la réclame, la noblesse et la dignité de sa profession ne lui permettent pas de reculer, dans des temps difficiles, devant une défense qui peut avoir quelque danger. Il me sembla même que la cause libérale pouvait trouver, dans le choix d'un avocat dont le libéralisme n'était pas douteux, une espèce d'hommage à sa générosité après la victoire. J'ajoute que je sentais tout ce qu'avait d'honorable une pareille mission.

« Cependant je ne me chargeai de la cause que sous la condition que je la défendrais *libéralement*. M. de Guernon Ranville me laissa le maître avec deux restrictions : *Respect au malheur de Charles X. silence sur les autres ministres accusés*. Il y avait dans cette conduite de M. de Ranville un sentiment de délicatesse que je ne combattis pas.

« Mes amis savent le plan que je m'étais tracé, peut-être aurait-il présenté, sur l'histoire des quinze années de la Restauration, quelques idées nouvelles : aujourd'hui, je n'ai plus le droit de le faire connaître.

« Quelques instants de repos suivirent la brillante plaidoirie de M^e Sauzet ; je les passai, avec un grand nombre de MM. les pairs, dans la galerie de Rubens. Je ne rentrai dans la salle qu'au moment où l'audience fut reprise.

« En quittant M. de Ranville, je lui avais dit : *Plus que jamais vous sentirez, j'espère, que la scission entre votre défense et celle de vos collègues doit être complète ; il y a un abîme entre eux et vous.*

« M. de Ranville s'approche de moi, et, avec cette fermeté de résolution qui lui est naturelle quand il a pris son parti : *J'espère, me dit-il, que vous ne vous écarterez pas du système suivi par les autres avocats ; j'y compte : mon honneur m'en fait une loi.*

« — *Y songez-vous ? quoi ! changer de plan à l'instant, abandonner un long travail qui vous serait utile !*

« — *Je préfère l'honneur à la vie.*

« — *Mais vous vous exagerez la chose ; votre honneur ne court pas de hasard.*

« — *Je puis jouer ma tête, dussé-je la porter seul sur l'échafaud ; je ne puis jouer mon honneur.*

« La parole m'avait déjà été donnée par M. le président ; je me confiai à la fortune, je plaidai. On conceit les combats auxquels j'étais livré, et comment plus tard mes forces m'abandonnèrent. Mon exorde, accueilli avec

la plus flatteuse bienveillance, me donna pourtant du courage, et je parvins à me créer un plan qui, sans contrarier mes opinions politiques, ne violât pas la nouvelle condition qui venait de m'être imposée.

« Comment M. de Ranville a-t-il pris cette dangereuse résolution ? Il faudrait bien connaître ce caractère à la fois ardent et généreux pour se rendre raison d'un tel changement.

« Depuis l'ouverture des débats, il craignait d'avoir mal compris toute l'étendue de son serment, quand il avait révélé certaines circonstances relatives aux délibérations du conseil. Il m'écrivit le dimanche, à ce sujet, une longue lettre qui le peignit tout entier. L'exemple de MM. Chabrol et Courvoisier le persuadait sans le rassurer. Cette pensée l'a dominé ; il a cru qu'il fallait au dernier instant lier, enchaîner son sort au sort de ses compagnons d'infortune. L'intérêt de sa propre destinée ne l'a plus touché. Peut-être ce dernier trait expliquera-t-il son fatal entraînement au 2 juillet, après tant de résistance.

« Pour moi, j'ai eu qu'au moment où la Cour des Pairs était entourée d'une population irritée qui demandait vengeance, je devais m'oublier pour ne songer qu'à M. de Guernon-Ranville, et je l'ai défendu.

« Agréé, etc. » AD. CRÉMIEUX. »

La pensée de M. de Guernon Ranville se révéla d'ailleurs tout entière dans une lettre qu'il avait destinée à son avocat la veille de la plaidoirie, mais qui ne lui fut transmise qu'après l'arrêt. Cette lettre qui n'est pas sans quelque importance historique, nous fut alors communiquée. Rien ne s'oppose plus aujourd'hui à ce qu'elle soit imprimée.

« Ce 19 décembre 1830.

« Nous voilà arrivés au moment décisif, mon cher ami ; probablement votre tour de plaider viendra demain, et il faut que je vous fasse connaître toute ma pensée sur le mode de *défense* qui me paraît seul convenir à ma position et à mon caractère.

« Je voulais vous ouvrir mon cœur à ce sujet il y a long-temps. Mais comment oser vous dire que je renonçais à l'honneur d'être défendu par vous ? Comment vous avouer la dissimulation que j'ai apportée dans mes relations avec vous ?....

« Ecoutez-moi, et ne me jugez pas trop sévèrement.

« Vous le savez, je pensai dès l'origine que cette *cause* ne comportait nulle *défense de barreau*. Aussi étais-je résolu à ne faire aucune tentative pour me soustraire à une catastrophe que je regardais comme inévitable.

« Les pleurs de ma femme me trouvrèrent plus faible que je n'aurais voulu l'être ; sa tendresse alarmée me pressa de prendre un défenseur ; je me laissai arracher une sorte de consentement, et vous fûtes appelé. Votre esprit, votre franchise, votre noble caractère me firent long-temps illusion sur les inconvénients de ma condescendance, et plus d'une fois je me félicitai d'avoir cédé. « Ce qui s'est passé dans ces quatre derniers jours m'a ouvert les yeux et convaincu plus que jamais que ma première détermination était la seule raisonnable.

« Vaincus par la révolution, nous devons souffrir le sort des vaincus, et nous n'avons pas de plus sûr moyen d'honorer notre défaite que d'affronter sans ostentation, sans fanfaronnade, mais sans faiblesse, les violences du parti vainqueur.

« Et pourrait-il d'ailleurs y avoir, pour des hommes tombés de si haut, le moindre espoir de succès dans une lutte judiciaire véritablement indigne d'une aussi grande infortune ?

« Il ne s'agit pas en vers nous d'un acte de justice, mais d'une mesure politique. La condamnation des ministres

qui ont tenté d'enchaîner la révolution est une nécessité qui justifiera aux yeux de quelques *simples* le succès de la révolution. Notre acquittement est donc impossible, car il serait la condamnation et du gouvernement actuel et de nos propres juges. Cet acquittement d'ailleurs serait de la part des pairs un acte admirable de courage et de vertu... N'en demandons pas tant à des hommes usés par quatre révolutions...

« Si ce sont là des vérités palpables, voudriez-vous prostituer votre beau talent à combattre une décision arrêtée d'avance sous les influences les plus irrésistibles, celles de l'intérêt personnel et surtout de la peur ? Non, mon cher ami, vous renoncerez à de stériles applaudissemens, et vous reconnaîtrez avec moi que ma cause ne comporte désormais qu'un noble silence. Il faut toutefois que j'explique cette réserve peu d'accord avec les précédens, et, dans ce but, voici à peu près ce que je dirai, sauf l'inspiration du moment, lorsqu'on me donnera la parole :

« Si jusqu'à présent je me suis soumis aux divers actes de l'information *illégal*e dirigée contre moi, c'est que j'avais un grand intérêt à faire constater l'étendue de ma participation aux ordonnances du 25 juillet. Il m'importait que mes concitoyens sussent que j'avais combattu ces ordonnances, soit à cause de leur *inconstitutionnalité* que n'excusait pas assez à mes yeux la conspiration révolutionnaire dont j'osais croire qu'on pourrait arrêter les progrès par d'autres voies, soit à cause des dangers qui me paraissaient devoir résulter pour la monarchie de l'insuffisance des moyens d'exécution de ces mesures hardies.

« J'espère avoir atteint ce but dans mes interrogatoires, et maintenant je ne dois répondre que par le silence aux menaces d'une accusation irrégulière.

« Je ne me reconnais point le caractère d'un accusé dans le sens de la loi ; je ne puis vous reconnaître le droit de me juger ; je n'ai donc point à me défendre devant vous.

« Je vois ici une réunion d'anciens pairs du gouvernement légitime, pairs en expectative du gouvernement révolutionnaire ; mais je n'y puis voir le tribunal auguste auquel la Charte attribuait exclusivement le jugement des ministres accusés : en un mot, je vois ici beaucoup d'hommes honorables, mais je n'y vois pas un seul juge.

« Dans un funeste combat entre la légitimité et la révolution, celle-ci a triomphé. Serviteur de la légitimité, j'ai succombé avec elle ; je suis votre prisonnier ; vous pouvez abuser de vos avantages et prendre ma vie, mais je ne m'abaisserai point à vous la disputer... »

« Cela dit, ou à peu près, je m'assierai, et plus mort ne soufflerai.

« Je désire vivement que vous approuviez ce plan ; j'aurais trop de regret de ne pas demeurer jusqu'au bout parfaitement d'accord avec vous.

« Bonsoir, mon excellent ami ; à demain.

« Le comte de GUERNON-RANVILLE. »

Les triomphes du barreau consolèrent bientôt M^e Crémieux de cette vive contrariété. Les plus belles causes s'offraient à lui devant la Cour de Cassation et devant le Conseil-d'État ; elles grandissaient encore sous sa puissante parole. Il plaidait pour les protestans de Levergies, et soutenait l'abrogation, par la Charte, de l'art. 291 du *Code pénal*, question si souvent débattue et si tristement abolie par la loi contre les associations et la législation de septembre (1853).

« Non, s'écriait-il, l'article 291 du code pénal n'existe plus ; il a péri avec tant d'autres créations de l'Empire ou de la Restauration devant nos trois journées et devant la Charte de 1830.

Un autre jour, il s'éleva contre l'abus du pouvoir discrétionnaire laissé aux présidents des assises :

« Messieurs, dit-il, le Barreau se plaint de toutes parts de l'étatage étendu donnée au pouvoir discrétionnaire, et quand le Barreau se plaint, c'est qu'il y a abus. Que vos arrêts marquent la limite, et, ce qu'il y a de plus précieux au monde, la défense, sera protégée contre la plus terrible des usurpations. Voyez, Messieurs, jusqu'où se porte le pouvoir discrétionnaire. Une loi toute morale, loi écrite dans le cœur et dans la conscience, défend au père de déposer contre le fils, au fils contre le père, à l'époux contre l'épouse ; un président d'assises appelle, à son gré, dans le sanctuaire de la justice, ceux que la loi défend d'y admettre. Tous les sentiments généreux se soulèvent à la pensée qu'un enfant peut envoyer son père à l'échafaud ; que sur le front de celle qui une victime de la justice humaine peuvent être écrits, en caractères ineffaçables, ces mots terribles : *parricide légal*. »

Un accusé consent à ce qu'en l'absence d'un témoin, on lise la déposition écrite ; la Cour d'assises, sur son consentement, ordonne cette lecture. Condamnation à mort ; pourvoi formé sur la violation de l'article 317 du Code civil. M^e Crémieux obtint la cassation en développant ainsi le principe du débat oral :

« L'article 317 veut que les témoins déposent ORALEMENT, cette règle est la base de notre nouveau système de procédure criminelle ; le violer c'est nous ramener au plus déplorable de tous les abus, à l'examen des témoignages écrits. Veuillez bien remarquer, Messieurs, quel est le fait que je vous signale. Un témoin est absent, l'accusé consent à ce qu'on lise son témoignage écrit, la Cour l'ordonne, il résulte de là cette conséquence que l'accusé a pu permettre la substitution d'un témoignage écrit à un témoignage oral. S'il a eu ce droit pour un témoin, il l'aura pour deux, il l'aura pour trois, il l'aura pour tous ; je ne concevais pas, en effet, comment vous pourriez juger qu'un accusé peut permettre qu'une déposition écrite soit lue, et qu'il ne peut pas permettre qu'on en lise deux ou un plus grand nombre ; son droit est toujours le même ; il en use plusieurs fois, voilà toute la différence.

« Cela posé, il prendra de l'accusé de consentir à ce que l'on substitue une procédure écrite à une procédure orale. Ce droit, Messieurs, pourrait devenir fatal à la défense ; dans des temps de troubles, il serait trop facile d'obtenir le consentement d'un accusé tremblant devant ses juges, la loi ne le veut pas ; non la loi ne le veut pas, car l'accusé ne s'appartient pas à lui-même, il ne peut rien faire contre lui-même, il n'a pas le droit de jouer sa tête ; la justice n'admet pas le suicide, car la justice c'est la morale des peuples.

« Qu'est-ce d'ailleurs qu'une déposition écrite ? un simple élément d'accusation. Le témoin peut se rétracter jusqu'au jour des débats, la loi même déclare que, s'il se rétracte, on ne peut le poursuivre comme faux témoin pour sa déclaration écrite ; et c'est là ce qui ferait la base d'une condamnation capitale ! Si le témoin est paru, peut-être se serait-il rétracté ; et vous voulez que la tête d'un homme tombe sur l'échafaud parce qu'on a lu une déposition, au lieu d'entendre un témoignage ! La loi ne permet pas qu'on remette aux jurés les dépositions écrites, et vous permettez qu'on les lise à l'audience ! La loi n'autorise à lire ces dépositions que pour faire connaître aux jurés les variations du témoin, pour le mettre en garde contre le mensonge possible, et vous voulez qu'on en donne lecture, lorsqu'à ce témoignage muet et peut-être infidèle l'accusé ne pourra opposer que ses propres dénégations !

« Messieurs, les débats oraux sont la sauvegarde de l'innocent, la protection des accusés, la garantie de la justice. Vous casserez un arrêt qui méconnaît la première règle de notre nouvelle législation. »

Un talent si élevé, qui se produisait sous les aspects les plus divers, eût bientôt captivé les magistrats et conquis la confiance et l'estime publiques. On allait

entendre, sur les plus hautes questions d'intérêt général, cette parole si animée, si lumineuse, si bien écoutée.

La révolution de Juillet, qui avait promis l'abolition des procès de presse et des procès politiques, entraînait dans la voie qui devait la conduire aux lois de septembre.

M^e Crémieux défendit successivement la Tribune, la Révolution de 1830, le Courrier français, le Charivari, la Caricature, le National, la Gazette de France, le journal du Var, le Précurseur ; il a plaidé pour les Saint-Simoniens, pour l'Association des Amis du Peuple, pour M. Marrast contre le maréchal Soult et Casimir Perrier, ministres, pour M. Raspail contre M. Zangiacomi, pour M. Geoffroi, Mie, Rivail, Vallot, Viguère, Lebon et Bascaus, pour Jeanne, et bien d'autres encore. Jamais il ne recula devant sa mission, toujours désintéressée, jamais il ne fut au-dessous de sa tâche (1).

Avant de parcourir cette suite de belles et grandes causes politiques plaidées avec tant de patriotisme et de dévouement par M^e Crémieux, disons-ici quelles sont ses opinions politiques.

Dès les premiers jours de la révolution de 1830, M^e Crémieux montra pour Louis-Philippe la plus vive sympathie.

Chargé de présenter au roi les hommages et l'adhésion d'un grand nombre de communes rurales du département du Gard, il prononça, en tête de la députation, le discours suivant :

« Combien de fois, Sire, depuis que vous reparûtes en France, Louis-Philippe a été nommé sous le toit du laboureur ! Sa vie est tout à nous, disait-on. Jeune, il porta nos couleurs sur les champs de bataille ; Jemmapes est son premier souvenir, Proscrit dans nos désastres, il resta Français loin de la France ; son âme comprenait notre gloire.

« Dans les Cent-Jours, ses adieux furent pleins de noblesse et de patriotisme ; plus tard, son noble

(1) Nous l'avons dit ailleurs (Voir la Notice Dupin, t. I^{er}, 2^e partie), le jeune barreau s'est montré supérieur au barreau de la Restauration par son noble dévouement aux principes ; les avocats n'ont point plaidé pour tels et tels individus, ils ont plaidé pour tel ou tel principe, ils ont eu des amis dans leurs coreligionnaires politiques ; et non des clients ; mais parmi tous ces généreux dévouements, nous devons surtout signaler, ainsi que nous l'avons déjà fait : M. Crémieux, Moulins, Michel de Bourges, et plusieurs autres dont le parole désintéressée n'a jamais fait défaut à la presse, et aux combats pour la cause de la liberté.

cœur s'indignait à la vue de l'étranger foulant nos belles provinces.

« Il revient dans la France délivrée; ses enfans fréquentent nos écoles; il recherche les talens, il encourage les lettres.

« Pendant quinze ans d'une guerre sourde ou violente contre nos libertés, la nation le signale comme son espérance.

« Une lutte immortelle s'engage, et, au milieu de Paris en barricades, il apparait comme un ange sauveur.

« Adieu la paix si douce d'une vie de famille!

« Un trône avec ses soucis, un royaume avec ses besoins, une couronne avec son fardeau; mais aussi, un peuple avec son amour, une nation avec son héroïsme, une France avec sa gloire!

« Sire, le peuple a reconquis ses droits; notre avenir sera digne de notre révolution; nous en avons pour garans un roi-citoyen, et cette famille, votre orgueil et notre espoir. »

La discussion entre MM. Odilon-Barrot et Guizot, la retraite du ministre Laffitte et Dupont de l'Eure, et enfin la destitution de M. Barrot, placèrent M^e Crémieux dans les rangs de l'opposition qui, depuis, s'est appelée dynastique. Mais personne, dans les rangs de l'opposition la plus avancée, n'entend plus largement que M. Crémieux la liberté individuelle, l'institution du jury, et toutes les grandes questions qui se rattachent aux libertés conquises en 1789, et que la Révolution de 1830 semblait devoir consacrer à jamais. Nous verrons bientôt que, devant la Cour de Cassation et devant le Conseil-d'Etat, sa parole ne manque jamais à aucune de nos libertés menacées, à aucun de nos grands principes méconnus, à aucun de nos patriotes poursuivis. Mais, dans le premier volume d'un ouvrage immense, le *Code des Codes*, volume intitulé : *Code constitutionnel*, et qu'il publia en 1837, M^e Crémieux a résumé en quelque sorte, dans des notes pleines de chaleur et d'aperçus remarquables, l'expression de ses sentimens patriotiques.

Dès les premières pages et dans une introduction qui peut être regardée comme un modèle, il définit ainsi le droit public :

« Le droit public est la loi qui fixe les droits et les devoirs d'une association nationale, soit qu'ils concernent le chef de l'Etat et les fonctionnaires publics, soit qu'ils concernent tous les citoyens. Dans

un état libre, ou dans une monarchie tempérée par des institutions électives, le droit public est d'une haute importance. Il repose ordinairement sur un pacte présenté ou consenti par le peuple ou ses délégués, ou par le chef de l'Etat. Il fixe les limites des divers pouvoirs; il constitue le législateur; il proclame les droits imprescriptibles de liberté individuelle, de liberté des cultes, d'égalité civile et politique. L'interprétation de ce pacte donne souvent lieu à des secousses intérieures; sa violation amène les révolutions nationales : pages éclatantes de l'histoire où les peuples écrivent leurs triomphes, hélas ! sitôt effacés !... où le pouvoir trouve des enseignemens, hélas ! sitôt oubliés !... »

Écoutons le publiciste parlant du pouvoir judiciaire conféré au pouvoir législatif :

« L'article 46 de la Constitution de 1793 était ainsi conçu : « Le Corps-Législatif ne peut exercer par lui-même, ni par des délégués, le pouvoir exécutif ni le pouvoir judiciaire. »

« Par suite de ces principes, on s'était gardé d'attribuer au Corps-Législatif aucune fonction judiciaire. Pour ce qu'on appelle crime d'Etat, une haute-cour nationale était appelée à statuer sur les accusés. La Charte de 1814 posa un principe nouveau; la Chambre des Pairs, partie essentielle du pouvoir législatif, fut chargée de juger les ministres accusés par la Chambre des Députés, et l'art. 28 lui attribue la connaissance des crimes de haute trahison et des attentats à la sûreté de l'Etat qui seraient définis par la loi.

« L'acte additionnel lui délégua les pouvoirs attribués par les constitutions à la haute-cour nationale; le projet de constitution de la Chambre des Représentans ramena les dispositions de la Charte de 1814, confirmée par la Charte de 1830.

« Dans l'état actuel de nos idées, on conçoit la Chambre des Pairs jugeant les ministres accusés par la Chambre des Députés; mais la Chambre des Pairs, constituée en cour de justice pour prononcer sur des crimes d'Etat, commis par quelque citoyen que ce soit, c'est un pouvoir que l'opinion publique se résoudra difficilement à reconnaître, tant qu'une loi ne l'aura pas limité et précisé.

« Une attribution bien autrement grave, puisqu'elle n'est pas dans la Charte et qu'elle est contraire aux textes que nous avons cités, c'est le droit conféré à chacune des deux Chambres par la loi du 25 mars 1822, et maintenant par celle du 29 novembre 1830, de mander à leur barre et de juger les citoyens qui ont rendu un compte infidèle et de mauvaise foi de leurs séances, ou qui sont prévenus d'une offense envers l'une des Chambres ou l'un de leurs membres. Que dirait-on d'une loi qui renverrait devant le pouvoir exécutif un homme qui aurait offensé le roi?... Le pouvoir législatif ne doit jamais être pouvoir judiciaire; nos constitutions le défendent. »

La souveraineté du peuple a inspiré à M^e Crémieux ces belles paroles :

« On discute depuis long-temps sur la souveraineté du peuple. A notre avis, il est aussi puéril de vouloir

la définir que de vouloir la nier. Depuis quarante ans, la souveraineté du peuple a décrété sept constitutions; elle a envoyé à l'échafaud un roi, une reine, une sœur de roi; elle a déshérité du trône le jeune enfant qui devait le recueillir comme patrimoine, et qui expira dans une prison; elle a successivement proclamé la République, le gouvernement révolutionnaire, directorial, consulaire, impérial; elle a deux fois admis, deux fois laissé s'évanouir l'hérédité de l'empire; elle a chassé trois fois la même dynastie. Contre le dernier roi de la branche aînée, le peuple souverain s'est levé, et sa main puissante a brisé pour jamais un sceptre et une couronne qui semblaient pour jamais raffermis. Au premier roi de la branche cadette, elle a présenté la couronne sous condition, voulant que le pouvoir suprême eût pour base la souveraineté nationale, pour but le bonheur, la gloire et la prospérité du peuple français.

« Demandez-nous maintenant ce que c'est que la souveraineté du peuple ?

« La souveraineté du peuple, c'est, après de longs siècles d'esclavage, une nation tout entière qui se réveille et foule ses oppresseurs et ses tyrans; c'est, après quinze ans d'une gloire immortelle destructive de la liberté, la liberté qui se relève, et montre au grand homme qui la méconnaît Sainte-Hélène pour tombeau, la colonne pour apothéose; c'est, après quinze ans d'un impie abandon, la patrie qui secoue la poussière de son noble drapeau, et montre au prince fugitif qui l'avait proscrit le château de Prague pour refuge, les tombeaux du Louvre pour barrières...

« Et dissertez maintenant sur la souveraineté du peuple. »

Mais c'est surtout la liberté de la presse et l'institution du jury qui sont, pour M^r Crémieux, l'objet d'un véritable culte.

Peut-on mieux définir les droits et les devoirs de la presse, la nécessité du jugement par jurés?....

« Une lutte à mort avec la presse est une pensée de délire.

« Il faut à la presse littéraire, philosophique, scientifique, le monde pour théâtre, l'univers pour sujet d'étude, tout ce qui vit et respire pour objet d'examen; rien n'échappe à son immense empire : la presse, c'est la lumière, c'est la vie.

« Il faut à la presse politique un champ de bataille toujours ouvert; elle a droit d'y appeler tour à tour les rois, les peuples, les hommes qui influent sur les destinées des nations, tous ceux qui s'élèvent ou s'abaissent aux yeux du public. La seule arme qui lui soit interdite, c'est la diffamation et l'injure; la seule limite qu'elle rencontre, c'est la vie privée.

« Tout ce qui peut se rattacher au bonheur et au malheur des sociétés entre dans son domaine. A elle appartient la critique ou l'éloge des mœurs, des lois, des institutions; devant elle comparaissent les actes du pouvoir, les délibérations des corps politiques, les décisions des tribunaux, les réclamations des citoyens, les exigences d'une époque, les soulèvements des peuples. Elle a droit de signaler tous les vices, tous les abus des gouvernements, d'indiquer les remèdes. Sa mission principale est le progrès ;

elle l'oublie quand elle est stationnaire, elle le dépasse quand elle pousse au désordre. Libre et sans entraves, elle n'a pas de règle ou de forme : aujourd'hui monarchique, demain républicaine, selon qu'elle trouvera plus d'avantages pour le peuple à vivre sous le sceptre héréditaire ou sous le pouvoir élu; maîtresse même de nier sous la monarchie l'utilité des rois, et de vanter sous la république le bonheur du gouvernement royal, c'est là son droit. L'abus est dans l'excitation à la révolte; la licence est dans l'appel fait aux passions humaines; le crime est dans les paroles de calomnie et de mensonge qui créent les mécontentemens, favorisent l'émence, applaudissent aux séditions, appellent aux armes.

« La presse politique ne peut avoir qu'un juge, le jury. Si vous l'appellez devant des corps politiques dont elle a blâmé les actes, l'esprit de parti prononcera; si vous la traduisez devant des magistrats qu'elle offense, vous ouvrez à la haine le sanctuaire de la justice. Dans le premier cas, d'ailleurs, il faut que la presse s'humilie ou qu'elle attaque; dans le second, il faut qu'elle s'incline ou qu'elle persiste; comment voulez-vous qu'elle se défende?

« Ajoutez qu'un acquittement est presque impossible; il passerait pour peur ou pour faiblesse; qu'une condamnation ne prouve rien, elle passe pour hostilité ou pour vengeance. Le jury, c'est le pays; la presse lui parle chaque jour; chaque jour elle s'adresse à lui, à ses penchans, à ses passions, à ses désirs, à ses craintes, à ses espérances; chaque jour elle l'interpelle, elle l'instruit, elle le blâme ou l'approuve. En dernière analyse, c'est à lui qu'elle répond de tous ses actes, de toutes ses paroles. Quand elle est appelée devant lui, rien ne change pour elle. Le lieu du débat est plus restreint, mais le juge est toujours le même. Douze jurés pris au milieu de tous, c'est tous. Il n'y a pas là d'esprit de parti; le jury, c'est la société dans son expression la plus sincère. Il n'y a pas là d'esprit de corps; le jury, c'est la société dans son égalité la plus vraie. En s'adressant à la masse, la presse n'a pas à craindre d'avoir blessé un individu, en comparaisant devant ceux qui représentent la masse; elle n'a pas à craindre de rencontrer un ennemi particulier. Elle pourra donc se défendre noblement, avec courage, sans passion; elle pourra dévoiler ses motifs, publier ses tendances, expliquer sa volonté. Il faut bien, en effet, qu'elle dise au pays ce qu'elle pense, ce qu'elle désire, ce qu'elle veut, puisqu'elle ne peut triompher que par le pays. « Je suis la Presse, dit-elle, c'est-à-dire l'expression de tous les sentimens qui vous agitent; moi, c'est vous. Je viens donc avec « empressément, avec joie, vous rendre compte et « me justifier. »

« C'est là, mais là seulement, que peut être la défense, parce que là seulement est la justice.

« Et remarquez bien que l'acquittement est un avertissement pour le pouvoir, la condamnation un avertissement pour le journal. Acquitte, le journal peut dire : « J'étais la véritable expression de « l'opinion publique. » Condamné, il n'a qu'à reconnaître un crime.

« Qui pourrait d'ailleurs attaquer l'opinion du jury? Le jury, c'est moi, c'est vous, c'est tous, c'est le pays. Il n'y a pas là de place pour le blâme, il n'y a place que pour le respect.

« Que si pourtant il s'élève encore quelques murmures du pouvoir, quelques plaintes des condamnés,

c'est que le jury manque d'une portion de l'indépendance absolue qui est son essence. Écartez le préfet de la formation des listes, laissez au sort le soin de désigner sur la liste générale les jurés qui devront prononcer sur la prévention, alors ni le pouvoir ne sera surpris d'un acquittement quand il n'aura rien pu faire pour s'assurer d'une condamnation, ni le prévenu ne se plaindra d'une condamnation quand il ne pourra se former un doute sur la conscience des jurés.

« Nous avons entendu les hommes les plus élevés en dignité dire, comme les plus simples citoyens, que la liberté de la presse est l'âme, est la vie du gouvernement représentatif. Mais où s'arrête la liberté? où commence la licence? C'est la question qui divisera toujours le pouvoir et la presse. Eh bien donc! que le jury prononce, mais qu'il prononce toujours, dans toutes les circonstances, sans aucune exception. Hommes du pouvoir, soufrez le débat libre devant la justice du pays, et les hommes de la presse s'inclineront devant ses arrêts!... »

Dans un autre passage, examinant la loi du 9 septembre 1835, l'avocat rappelle que le ministère public peut aujourd'hui supprimer, par citation directe, l'épreuve ordinaire de la chambre du conseil et de la chambre d'accusation; il se récrie contre le vote secret du Jury, puis il ajoute :

« La loi du 4 mars 1831, la plus juste de toutes les lois, exigea la majorité de huit voix pour la condamnation.

« La loi du 9 septembre 1835 revient à la majorité simple de sept contre cinq.

« Elle abolit sans doute le vice du Code impérial, elle ne permet plus l'adjonction de la Cour; mais une condamnation par jury à la *simple majorité*, c'est une disposition terrible sur laquelle notre devoir est d'appeler au barreau, dans tous nos écrits, dans toutes nos discussions publiques, les hautes méditations du législateur.

« Ce qui doit surtout fixer sans retard les réflexions du législateur, c'est que le but de la loi était moins de se prémunir contre les crimes ordinaires que contre les crimes politiques. Or, d'après la loi, les crimes politiques peuvent désormais être renvoyés presque tous devant la Cour des Pairs, et devant la Cour des Pairs la condamnation n'est jamais prononcée qu'aux cinq huitièmes des voix.

« Au nom de la justice et de l'humanité, qui sont de tous les temps et de tous les lieux; au nom de la philosophie que la révolution de 1789 a fait entrer dans nos lois, et que la révolution de 1830 doit placer avec éclat sur sa bannière, nous conjurons le pouvoir législatif d'abolir cette innovation désespérante qui remet au hasard d'une voix la fortune, la vie, l'honneur des citoyens! »

Voilà de beaux sentimens qui ne se sont jamais démentis. On comprendra maintenant comment les procès de presse ont trouvé, dans M^e Crémieux, un si chaleu-

reux défenseur; comment la moindre atteinte à la liberté l'a trouvé à son poste, soldat dévoué et plein d'énergie.

L'attentat de Fieschi excita dans son âme la plus vive indignation. Elle éclata dans un discours à Louis-Philippe, où la vivacité de l'éloge pour le prince prenait sa source dans le sentiment d'indignation contre l'infâme assassin. À la tête du Consistoire central des Israélites, M^e Crémieux prononça un discours dont les expressions furent accueillies avec une grande faveur par la cour, et reproduites le lendemain dans le *Moniteur*, qui, d'ordinaire, se borne à publier les allocutions des principaux fonctionnaires.

Au reste, la courageuse opposition de M^e Crémieux, s'est montrée dans toutes les grandes circonstances. Après les journées de juin, Cuny, condamné à mort, va subir le dernier supplice. M^e Crémieux adresse au roi une supplique rappelée naguère dans les journaux libéraux, à tous les souvenirs, lors de la condamnation de Barbès. Nous la transcrivons ici :

AU ROI.

• Sire,

« Je vous demande une audience, je la demande sans retard; le temps presse : si la hache du bourreau frappait l'infortuné Cuny, ma vie entière serait empoisonnée.

« Sire, j'étais chargé de présenter à la Cour de Cassation le pourvoi de ce malheureux. Une blessure grave au pied, qui n'a retenu quinze jours sur un lit de douleur, qui ne me permet pas encore de reprendre mes travaux, m'a empêché de le défendre. L'habileté de mon confrère Lacoste a échoué devant les textes de la loi. Mes devoirs d'avocat recommencent en présence de l'échafaud qui peut se dresser à toute heure pour ce jeune homme.

« Sire, cet infortuné ne veut pas demander grâce; moi, je demande que vous ne fassiez pas tomber sa tête !

« Sire, il y a de l'exaltation dans ce jeune cœur tout bouillant de républicanisme; mais le crime n'a pas pénétré dans ce sanctuaire. L'échafaud pour un délit politique ! Jamais Louis-Philippe ne permettra qu'il se relève !

« Sire, ils avaient conspiré contre le trône et la dynastie régnante, nos malheureux amis, dont le sang si noble et si pur arrosa les échafauds de la Restauration ! Ils avaient pour la plupart pris les armes et levé l'étendard de la guerre civile ! Oh ! que le souvenir du bourreau fait mal à côté du sou-

venir de leurs imprudentes tentatives ! Ce sang, nous ne le pardonnons pas à ceux qui pouvaient empêcher qu'il ne fût répandu ! Et pourtant ils furent des conspirateurs ceux qui succombèrent ! »

« Sire,

« Au nom de Dieu, que sous votre règne une tête de patriote ne roule pas sous la hache !

« Roi des barricades de juillet, pardonnez aux barricades de juin !

« Roi du peuple, ne souffrez pas qu'un enfant du peuple meure de la main du bourreau pour un crime politique !

« Ils sont jeunes et braves ces Français républicains ! leur cœur bat aux noms de *Patrie et Liberté* ! La patrie et la liberté ne les appelleraient pas en vain au fort du danger.

« Sire, laissez au temps à calmer leur imagination vive, impatiente : l'âge des illusions ne passe que trop vite, et la vie a tant de mécomptes !

« Enfiu, Sire, votre cœur aussi a battu, dans votre glorieuse jeunesse, aux accents de la liberté républicaine. Votre sommeil de roi vous retrace, plus d'une fois encore, des souvenirs toujours présents à votre pensée comme à notre mémoire. Louis-Philippe, vous fûtes duc de Chartres.

« Duc de Chartres, vous avez vaillamment combattu sous le drapeau républicain !

« Duc d'Orléans, vous étiez l'appui des patriotes persécutés par la Restauration.

« Roi des Français, vous ne souffrirez pas qu'une des taches du drapeau blanc vienne souiller notre drapeau tricolore.

« Sire, vous me l'avez dit à moi-même il y a moins de quarante jours : « Je ne serai heureux que le jour où la peine de mort sera abolie de nos codes. » Ce sont là vos propres paroles ; mon cœur les a recueillies.

« Vous avez le droit de grâce.

« Sire,

« Je suis avec le plus profond respect,

« De Votre Majesté,

« Le très-humble, très obéissant et très-fidèle
« serviteur,

« AD. CRÉMIEUX. »

La peine de Cuny fut commuée en une détention perpétuelle ; plus tard, l'amnistie rendit la liberté à ce jeune patriote.

En novembre 1852, dans trois articles écrits en commun avec un officier de génie du plus haut mérite, M^e Crémieux dénonça le premier, dans le *Courrier Français* des 11, 15 et 17 novembre, la pensée anti-nationale de ces forts détachés dont l'utilité, comme défense contre l'ennemi, est si vivement contestée par Vauban et Napoléon, dont le danger, comme attaque contre les citoyens, a été plus tard si vivement démontré par M. Arago.

Quand la Pologne vint appeler à son

aide la sympathie de la France, un comité s'organisa dont firent partie les hommes les plus honorables, les plus élevés. Dans le comité même se forma une commission de rédaction choisie parmi les hommes marquans dans la presse et dans les lettres. M^e Crémieux fut membre de cette commission, qui rédigea, pendant près d'une année, tous les articles insérés dans les journaux politiques. C'est M^e Crémieux que la commission choisit pour tracer, au nom des patriotes français, le manifeste adressé à la nation polonaise.

La lecture de ce document fut accueillie par les acclamations du comité tout entier. Le général Lamarque pressa M^e Crémieux dans ses bras : le manifeste, signé par tous les membres du comité, fut reproduit dans les feuilles publiques. Plus tard, M^e Crémieux publiait un mémoire pour les condamnés politiques de la Restauration. Il écrivait pour la réhabilitation du maréchal Ney ; il obtenait une large répartition pécuniaire pour la famille de Lesurgue.

Il a fourni son contingent dans la rédaction du *Mouvement* et de la *Nouvelle Minerve*. Il a été membre des comités électoraux qui se sont formés à Paris dans les rangs de l'opposition ; et aux élections de 1859 on l'a vu dans le collège de Tarascon (Bouches-du-Rhône), travaillant de tous ses efforts à réunir les diverses nuances de la coalition. Un discours chaleureux entraîna la défaite du candidat soutenu par le 15 avril, et déjà nommé deux fois par ce même collège. Au total, les opinions politiques de M^e Crémieux le placent dans les rangs de cette opposition qui, en politique générale, a pris M. Thiers pour drapeau ; mais qui, si la liberté de la presse ou quelques-unes de nos institutions sont attaquées, n'écoute plus que le patriotisme le plus urgent.

Il nous serait impossible de suivre M^e Crémieux, soit devant la Cour de Cas-

sation, soit devant le Conseil-d'état, soit devant la Chambre des pairs. Nous allons seulement choisir, au milieu de plaidoiries si nombreuses et si diverses, quelques fragmens que nous empruntons à la *Gazette des Tribunaux*.

M. Marrast avait été traduit aux assises sur la plainte en diffamation portée au nom de MM. Soult et Casimir Perrier, relativement aux fusils Gisquet. Quand M. Arago vint déposer et voulu rendre compte de ce qu'il avait ouï dire, le président ordonna que les témoins ne seraient entendus que sur le fait même de la prévention, et sur les conversations émanées de personnes qu'ils désigneraient. Malgré la protestation de la défense, les témoignages furent ainsi restreints, et le général Lafayette comme M. Arago, fut arrêté dans sa déposition. Sur le pourvoi, M^e Crémieux s'exprime ainsi :

Messieurs,

Si nous étions encore régis par l'ordonnance de 1670, je pourrais concevoir l'arrêt que je viens de dénoncer à votre censure; mais après la réformation de nos anciennes lois criminelles, dans un temps où le jury est appelé à prononcer avec ses convictions, de quelque manière que ses convictions se forment, voir imposer par une cour d'assises une limite immuable à la défense, la voir circonscire par un arrêt dans un cercle qui lui est interdit de franchir; voilà ce qui nous paraît inconcevable, ce qui, nous l'espérons, vous paraîtra également contraire au texte et à l'esprit de notre Code.

Plus j'examine l'arrêt qui vous est dénoncé, plus il me semble opposé au droit sacré de la défense et à nos lois nouvelles. Une distinction entre les témoins *visu* et les témoins *d'auduit*. Est-ce donc là ce que nous devons avoir à combattre? La plus triste des subtilités de l'ancien droit, Est-ce donc là ce qu'il nous était donné de réfuter aujourd'hui?

Hâtons-nous de rappeler les vrais principes, et qu'un nouvel arrêt émane de vous venge la loi méconnue, et assure désormais à la défense toute sa liberté.

Sous l'empire de l'ordonnance de 1670, les témoins se divisaient en plusieurs catégories, les preuves en diverses espèces. Quand le législateur fixait les bases d'une condamnation quand il imposait, en quelque sorte, une conviction légale aux juges, il était naturel qu'il fixât lui-même le nombre et la qualité des témoignages, la force et l'efficacité des preuves. Ainsi, il entraînait dans son droit, dans son devoir, d'établir une différence nécessaire entre les témoins qui avaient vu, lorsqu'il s'agissait d'un crime contre les personnes ou les choses, et les témoins qui, lorsqu'il s'agissait de paroles criminelles, telles que le blasphème ou l'insulte, et les témoins qui ne déposent que par oui dire, ou sur la commune renommée. Le juge devait compiler les preuves, il les divisait et les subdivisait encore; la loi commandait, pour ainsi dire, à sa conscience. Alors s'établissait cette doctrine : *Testes de auditu fides non facit*. Mais il faut bien remarquer que cette doctrine était dans l'intérêt de la défense, et que si les juges, par ouï dire, ne faisaient pas généralement foi en justice, c'était pour que l'accusation n'eût pas le droit d'invoquer contre l'accusé des témoignages incertains.

D'autre part, cependant, un pouvoir exorbitant était laissé au juge; sur la liste des témoins donnée par l'accusé, il avait le droit de retrancher tous ceux qui lui paraissaient inutiles, et dont il croyait les dépositions sans importance dans la cause. Ce terrible pouvoir, qui remettait la défense entre les mains de celui qui devait condamner ou absoudre, trouvait peut-être, sinon une compensation, du moins un obstacle dans la nécessité imposée au juge de compiler les dépositions défavorables à l'accusé.

Aujourd'hui tout est changé dans notre législation criminelle. Aux magistrats la loi substitue des jurés, à une convic-

tion imposée elle substitue une conviction de conscience; les témoignages ne se comptent plus, ils se pesent. Le jury écoute, il met la main sur son cœur, et sans que la loi lui demande compte de ce qui détermine sa sentence, il la proclame devant Dieu et devant les hommes.

Nous est-il donc resté de notre ancienne législation cet abus si repoussant d'un juge investi du droit de choisir les témoins, ou, ce qui nous paraît la même chose, de déterminer les faits sur lesquels seulement les témoins seront entendus? Est-il vrai que le pouvoir discrétionnaire du président s'étende jusqu'à ce point? Telle est la véritable question du procès.

Pour nous, nous soutenons que le pouvoir discrétionnaire du président des assises est tout entier dans l'intérêt de l'accusé; qu'il est faussé lorsqu'il porte atteinte au droit sacré de la défense, et que, dans ce cas, c'est à vous qu'il appartient de ramener à l'exécution de la loi.

L'avocat rappelle ici l'arrêt du président, puis il s'écrie :

Et c'est là de la défense! et c'est en France, dans un pays de liberté, de haute civilisation, que l'on proclame de pareils principes! Vous accensez, et vous ne voulez pas que l'on se les justifie! Ne savez-vous donc pas que, de toutes les garanties, la plus précieuse pour les citoyens, c'est le droit de tout dire devant la justice? Ne savez-vous pas qu'il n'y a point d'arrêt quand la défense a été contrainte? Dans les grandes causes, dans les petites causes, laissez l'accusé se justifier, se défendre par tous les moyens.

Et devant qui ma voix s'élève-t-elle en ce moment? Ne vois-je pas sur le siège du ministère public celui-là même qui, après avoir soutenu de sa brillante et profonde éloquence tant d'accusés qui réclameraient son appui, écrivit sur la liberté de la défense un ouvrage devenu élémentaire? Celui-là même qui, interrompu par l'accusateur dans un procès célèbre, où l'étranger, jaloux de notre gloire, exigea la mort d'un de nos plus vaillans capitaines, fait relever aujourd'hui dans l'Europe entière le cri de sa généreuse indignation, et réclame de la justice du roi la révision d'une sentence inique? Oul, disons-le hautement, il n'est rien de plus sacré que la liberté de la défense; la moindre atteinte à ce droit doit être sévèrement réprimée.

On se rappelle la poursuite dirigée en Cour d'assises contre les Saint-Simoniens, qui furent condamnés pour délit d'outrage contre la morale publique. La Cour avait refusé d'entendre les dépositions de quarante témoins, parce qu'ils avaient déclaré qu'ils ne prêteraient serment que si le Père (Enfantin) les y autorisait. L'avocat signale encore énergiquement l'excès de pouvoir des juges :

« Nous ne sommes pas ici pour faire connaître ou justifier les doctrines des saint-simoniens. Il y a décision du jury qui a condamné les trois demandeurs pour délit d'outrage à la morale publique; respect au verdict du jury! L'appréciation de cette décision nous est interdite, mais ce que nous disons à notre tour, c'est respect à la loi! Je n'ai pas demandé à ceux que je défends ce qu'ils pensent comme membres d'une association religieuse, j'ai consulté la procédure, et comme à mes yeux les magistrats ont eu le malheur de violer la loi, je vous demande la cassation de leur arrêt.

« Mon devoir est de prouver leur droit;

« Votre mission, que vous remplirez, est de casser, si je le

provoque.

« Le premier moyen est pris d'un excès de pouvoir de la part des juges. Deux motifs ont déterminé la Cour d'assises, voici le premier : Attendu que le serment est un acte libre, qui doit émaner de la volonté seule et spontanée de celui qui le prête.

« Ou donc la Cour a-t-elle pris cette définition du serment?

« Le serment judiciaire d'un témoin, est un acte libre!

« Belle liberté, qui force le témoin à déposer sous peine d'amende!

« Elle ressemble à ces contributions volontaires, que l'on paye quand on y est forcé... Ce n'est pas là probablement ce qu'a voulu dire la Cour d'assises; ce mot *libre* veut dire peut-être, acte de conscience, non dépendant de la conscience d'autrui; la même chose que ces mots : le droit d'émaner de la volonté seule et spontanée de celui qui le prête. Grave erreur, qui ôte au serment son vrai caractère.

« Oui, le serment est un acte de conscience, mais pour cela même il est soumis à toutes les influences qu'admettent les

opinions religieuses : par cela même il est loin d'être spontané.

« Combien de fois, à cette pensée du serment, des âmes timorées se sont tout-à-coup effrayées, et ont cherché un appui dans ceux qu'elles ont cru capables de surmonter les scrupules de leur conscience ! Il en est de même des hommes qui ne jurent pas, qui affirment seulement en justice. Et voilà ce que vous appelez un acte libre et spontané ! »

« Laissons de côté, Messieurs, la déposition du témoin qui consulte l'enfantin. Supposons à l'audience un témoin catholique, appelé à prêter serment : il s'arrête, il voit dans l'enfantin un père de son culte, il demande à le consulter : le prêtre le rassure et l'autorise, il déclare qu'il prêterait serment, le refusez-vous ? le serment sera-t-il nul, s'il le prête après cette consultation ? qui oserait le prétendre ? qu'importe, dès lors, que l'on consulte un ministre du culte ou un laïc.

« Et remarquez, Messieurs, quelle large part je fais à l'argumentation, car enfin, aux yeux du témoin, l'enfantin était un chef de culte. Je n'examine pas si le saint-simonisme est ou n'est pas un culte, légèrement parlant, grave question, qui mériterait une discussion dont ce n'est pas ici la place : mais du moins aux yeux des saint-simoniens, le saint-simonisme est une religion, l'enfantin en est le représentant. Est-ce donc un délit que de croire fermement ce que d'autres trouvent absurde ? Attaquez dans le moule du saint-simonien par le ridicule, à lui de répondre : mais dans le sanctuaire des loix, ne créez pas des loix contre eux, car il est au-dessus du pouvoir des Cours d'assises un pouvoir régulateur qui replace tous les citoyens sous le niveau du droit commun, et qui proclame dans ses arrêts, ce principe sacré : *La loi est égale pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse.* »

« Ainsi, vous avez méconnu le caractère du serment.

« Mais que dirions-nous, Messieurs, de cette prétention de la Cour d'assises qui repousse un témoin, parce que sa déposition ne mériterait aucune confiance ! Mais à qui donc appartient-il d'apprécier la déposition d'un témoin ? à qui doit-elle inspirer de la confiance ? est-ce aux magistrats qui doivent, d'après notre législation, demeurer étrangers à la décision sur les faits, ou aux jurés qui seuls sont appelés à prononcer ? Et qui vous dit que cette déposition, si elle est faite, n'aura pas amené la justification des prévenus ou de quelques-uns ? De quel droit la Cour met-elle sa conscience à la place de la conscience des jurés ? Nous aurions peut-être conçu cet arrêt bizarre, lorsque la loi appelait la Cour à se réunir au jury, dans le cas d'une culpabilité déclarée par 7 voix contre 5 ; mais aujourd'hui que le jury seul prononce, qu'importe la confiance dont un témoin jouit auprès des magistrats ? »

« Il semble, en vérité, que la Cour d'assises soit allée chercher dans le digeste ce texte de la loi : *quæritur de qualitate juratorum dubitatur, in arbitrio judicis est* ; mais a-t-elle oublié qu'à côté de ce décret s'en trouve un autre : *quidquid pro suâ superstitione juratum, admittitur* ? »

« Et du reste puisqu'on avait recouru à des idées d'un autre siècle et d'une autre législation, il fallait aussi se rappeler le respect qu'elle imposait au droit de rendre témoignage en justice. Ce droit sacré ne pouvait être élevé qu'à des hommes notés d'infamie ou spécialement désignés par la loi. Et l'on a repoussé quarante témoins, et l'on a rendu la défense illusoire.

« L'excès du pouvoir est flétri, sans excuse. Le moyen de cassation est irréfutible. Il n'y a pas ici d'arrêt de cassation contre nous : car jamais une décision semblable n'avait été rendue. »

Après un résumé de sa plaidoirie, l'avocat finit en disant :

« Messieurs, votre arrêt consacrerait de grands principes. Tous les citoyens ont droit à la protection de la loi, les juges doivent la leur accorder, eux-mêmes doivent en suivre toutes les prescriptions.

« Rien en deçà, rien au-delà.

« En deçà, il y a violation de la loi.

« Au-delà, il y a excès de pouvoir.

« Vous savez réprimer l'une et l'autre. »

M. Lionne, gérant de la Tribune, condamné d'abord par la Chambre des députés, est traduit plus tard aux assises pour un délit de presse. On applique les peines de la récidive. Pourvoi en cassation. Me Crémieux s'exprime en ces termes :

« La question est de savoir si la Cour d'assises a violé les dispositions de l'article 58 du Code pénal, en condamnant Lionne à la peine de récidive, par application de ce principe qu'il avait été condamné correctionnellement à plus d'une année d'emprisonnement.

« Vingt-deux mille francs d'amende et cinq ans de pri-

son, c'est la peine infligée par suite de cette application. Cette application est-elle légale ? Telle est la grande question dont vous êtes saisis.

« La peine de récidive doit être appliquée au grand criminel, à tout individu qui, déjà condamné pour crime, commet un nouveau crime. En matière de délit, elle doit être appliquée à celui qui, déjà condamné correctionnellement à plus d'une année d'emprisonnement, aura commis un nouveau délit ; de là naît la première question :

« Lionne a-t-il été condamné correctionnellement à plus d'une année d'emprisonnement ? »

« Quel est le pouvoir qui nous a condamné ? Est-ce un pouvoir qui est établi de manière à laisser à l'accusé les garanties voulues par la loi et toutes les voies ouvertes de juridiction, qui complètent ce qu'on appelle une condamnation légale et définitive ? Rien de tout cela. Au contraire, quand Lionne voulut se pourvoir contre la décision de la Chambre, quand il voulut notifier sa déclaration au greffier de la Cour et à M. le président lui-même, on ne crut pas devoir en tenir compte ; on ne révoqua pas même en doute que Lionne était dans son droit de recours ; on ne lui permit pas de paraître devant votre juridiction. Déferer devant vous la décision de la Chambre, c'eût été violer son indépendance, sa souveraineté.

« Ainsi, vous, pouvoir suprême, vous n'avez pas été appelé à prononcer. Or, comme je ne connais pas de Tribunaux jugeant correctionnellement qui ne dépendent de votre juridiction, je ne puis reconnaître une condamnation correctionnelle dans celle qui est émanée d'un corps étranger à votre juridiction.

« Je ne demande pas à la Chambre d'abdiquer son pouvoir. Eh ! qu'y ferais-je ? la loi de 1822 n'a-t-elle pas été maintenue en 1830, et n'avons-nous pas entendu dire, après notre révolution, qu'il était nécessaire qu'un corps politique fut investi d'un pouvoir suffisant pour se faire respecter ? Il faut bien se résigner à subir cette loi jusqu'à ce qu'on la révoque ; mais enfin quelle est donc la nature de ce pouvoir ? Il a été démontré de la manière la plus complète dans l'affaire de *la Tribune* que c'était un pouvoir politique. En vain l'opposition a demandé les garanties judiciaires pour l'accusé ; l'opposition ne fut point entendue ; il fallut se plier sous le joug imposé par ce corps politique, se défendre d'une accusation politique devant une chambre qui condamnait d'une manière politique. Là, Messieurs, rien de ce qui est exigé pour les débats judiciaires, si ce n'est la liberté de la défense qui, ayant un soutien dans la personne du président, homme qui avait fait ses preuves dans d'autres époques, était sûre qu'on ne la repousserait pas.

« Au milieu des garanties accordées par la loi, la plus importante c'est sans doute le droit de récusation ; s'il eût été admis, il eût donné à la Chambre le caractère d'un pouvoir judiciaire. Le droit de récusation fut repoussé ; et dans quels termes ! « Je ne permettrai pas, disait le président, que le droit de récusation soit exercé contre aucun des membres de cette Chambre ; la Chambre est un corps politique, elle exerce un pouvoir politique ; nul n'a le droit de ravir à un député les pouvoirs qu'il a reçus de ses commettants. » Je suis heureux de dire, Messieurs, que la doctrine contraire fut soutenue par l'honorable député que j'ai en l'honneur de remplacer près de vous. M. Odilon Barrot voulut en vain soutenir qu'il fallait rendre un jugement, et par conséquent donner les garanties judiciaires ; la Chambre voulait prononcer politiquement, c'était sa pensée, sa volonté formelle.

« En vain encore ces garanties furent réclamées par M. Isambert.

Ici l'avocat voyant M. Isambert au nombre de ses juges, s'arrêta un instant, puis reprenant sa phrase, il dit :

« En vain encore ces garanties furent réclamées par M. Isambert (*quem honoris causâ nominò*, comme disait l'orateur romain en parlant d'un des plus sâvans ma-

gistrats de son siècle), il fallut céder à la majorité. La récusation fut déclarée inadmissible.

« Ce fut donc une condamnation politique qui intervint contre Lionne. Vouloir que cette condamnation politique ait une influence, c'est vouloir renverser tout ce qui est juste et légitime chez les hommes. Dans des temps politiques, la Chambre des députés, armée d'immenses pouvoirs, peut appeler un rédacteur à sa barre, le frapper d'une condamnation terrible, et le réduire à une condition d'autant plus déplorable, que le plus simple délit qu'il commettrait plus tard serait toujours frappé des peines sévères de la récidive.

« Une condamnation politique prononcée par un pouvoir souverain qui voudrait se défaire d'un ennemi politique, anéantirait donc le condamné dans le présent, et le frapperait même dans l'avenir. Une pareille juridiction ne serait plus seulement exceptionnelle, elle serait monstrueuse; il ne faudrait pas demander qu'elle fût abolie, mais qu'elle fût maudite; et, entendez-le bien, Messieurs, au sein de la France un cri de malédiction serait le renversement de ce corps politique. C'est cependant là que vous arriveriez si vous consacriez la doctrine émise par l'arrêt attaqué. Ai-je tout dit? Non. Ce pouvoir a prononcé sans récusation; ce n'est pas tout: il prononce sans appel, sans recours possible. Ainsi, en matière ordinaire, j'aurai le droit de venir devant vous demander justice et réclamer la cassation d'un arrêt qui aurait méconnu les garanties dont la loi m'environne; mais les garanties de la loi devant un pouvoir politique!... Qui pourrait donc le dominer? Qui pourrait exercer un contrôle sur la Chambre des députés? Elle peut avoir pour compagne la Chambre des pairs, mais pour supérieure elle n'en a pas; elle peut avoir pour égal dans la législature le Roi, mais pour supérieur, personne.

« Ce pouvoir politique pourra me frapper, violer en moi toutes les garanties écrites dans la loi, il pourra, si bon lui semble, m'appliquer des peines autres que la loi, me réduire au néant, et je n'aurais pas de recours. Vous avez pour garantie, me dira-t-on, les membres qui composent la Chambre. Eh! je ne fais pas le procès à la Chambre, ce sont des principes que je plaide et non des applications aux personnes. Mais qui ne sait qu'une Chambre de députés, dominée par les passions du moment, dans l'idée de protéger ce qu'elle appellera les intérêts de l'Etat, peut-être entraînée à des délibérations ardentes; qui pourra lutter contre elle? Il faut restreindre une pareille autorité, trop heureuse de pouvoir dire, si nous avons une digue à lui apposer: Tu n'iras pas plus loin! Admettons, il le faut bien, que la Chambre peut frapper pour le présent, mais non pour l'avenir, qu'elle peut prononcer une condamnation, mais non en préparer une nouvelle; qu'elle peut prononcer une grave condamnation, mais que cette grave condamnation ne peut-être un pas pour une seconde condamnation plus grave encore. Voilà ce que je demande à la Cour.

« Quelle objection peut-on présenter à ce système? Une seule, messieurs, et je la produirai dans toute sa force. D'après votre jurisprudence, quand un tribunal militaire a condamné un coupable à une peine qui n'est pas appliquée dans le droit commun, il n'y a pas *récidive*, si ce condamné commet un crime ou un délit commun. L'argument à *contrario*, c'est que si la peine d'abord appliquée est une peine comprise dans le droit commun, il y a lieu pour un second délit à prononcer dans les termes de l'art. 58. L'argument est grave au premier aspect, mais il tombe de lui-même.

« Les tribunaux militaires sont des tribunaux; ils ont leurs garanties, leurs formes; une voie de révision est ouverte contre une première erreur. Allons plus loin; créés pour juger des militaires, les conseils de guerre offrent aux accusés une immense protection; ils sont leurs pairs, leurs compagnons. Et comme vous avez empêché qu'on livrât jamais des citoyens non militaires à ces tribunaux, nous avons le jugement de nos pairs dans le jury, les soldats ont le jugement de leurs pairs dans les tribunaux militaires. Il y a donc, dans leurs arrêts, décisions judiciaires; et quand les peines appliquées à un premier délit rentrent dans le droit commun, il est juste qu'un second délit soit frappé comme récidive.

Dans l'espèce, Lionne n'est pas judiciairement condamné; il est politiquement condamné par un corps politique, pour délit politique; car si la Chambre eût été animée de d'autres sentiments, si elle eût du soir au matin changé de nuance (cela s'est vu), la condamnation n'aurait pas été prononcée; car, en politique, ce qui est délit aujourd'hui est triomphe le lendemain; en justice, j'aurais d'un côté les passions du moment, de l'autre la balance de la justice; pas de garanties d'une part, ce sont les passions de la politique; toutes garanties d'autre part, c'est le calme de la justice. Et vous voulez que nous disions que Lionne a été condamné correctionnellement, c'est un misérable jeu de mots. Ce ne pouvait être qu'une cause politique; la défense ne pouvait que dire: C'est une profession de foi politique. L'attaque répondre: C'est un délit politique. Ainsi, Messieurs, veuillez bien, je vous prie, vous pénétrer de cette idée. Il ne faut jamais reculer devant les conséquences d'une condamnation judiciaire; il faut que cette enceinte les arrêts de la justice trouvent appui et protection; mais il faut aussi exclure de cette enceinte, et à jamais, tout ce qui touche de près ou de loin à la politique; si elle pénètre, elle vous envahira; c'est une ennemie redoutable; c'est d'elle qu'on peut dire: Laissez-lui prendre un pied chez vous, elle en aura bientôt pris quatre.

« Oui, certes, entre la politique et la justice, il y a un abîme, et vous le franchirez, si vous déclarez qu'une décision politique peut avoir le caractère d'une décision judiciaire. Lionne a été condamné politiquement, il faut bien qu'il se résigne à sa condamnation; mais vous, magistrats, ce n'est pas dans les décisions de la Chambre que vous devez trouver le guide de vos délibérations; votre mission c'est de prononcer sur des arrêts de justice; c'est à cette mission que je vous rappelle, et qu'on ne tire pas de mes paroles des inductions contre la Chambre elle-même qui condamna Lionne. Ici nous plaids des principes généraux, jamais des faits particuliers. Que chez elle, la Chambre use de tous ses droits comme pouvoir politique. Ce n'est point ici que nous aurons place à l'éloge et au blâme, c'est hors de cette enceinte que chacun a le droit de la juger; la Chambre de 1832 aussi avait condamné *Journal du Commerce*; condamnée à son tour par la voix publique, elle a été remplacée par la Chambre de 1833; la voix publique prononcera aussi sur cette dernière assemblée.»

La lutte que M^e Crémieux soutint pour le *National* et pour le *National* de 1854, dura plus de deux années. Écoutons l'orateur contre un arrêt qui condamne le *National* pour délit de compte rendu infidèle et de mauvaise foi :

« Le *National* publia dans son numéro d'hier un article sur le procès que je vais défendre; il le terminait par ces mots. « Nous nous confions à l'intégrité, plus encore qu'aux lumières de la Cour. » Je répète avec lui ces paroles: Oui, Messieurs, nous nous confions à votre intégrité plus encore qu'à vos lumières. Ce n'est point en effet une question de droit que nous avons à débattre sur le moyen principal du procès. L'appel que nous adressons en ce moment à la Cour, s'adresse moins à ses hautes lumières qu'à sa conscience: c'est un acte d'intégrité que nous attendons plus encore qu'une proclamation de principes. Nous mettrons sous vos yeux l'article condamné, et nous demanderons à votre conscience de nous apprendre si cet article est un compte rendu.

« Il semble au premier abord, Messieurs, que cette question sorte des limites de vos attributions ordinaires; que, juges souverains du droit, l'appréciation du fait doive vous échapper. Mais, en matière de délits de presse, votre jurisprudence est formelle. Vous avez voulu mettre dans la balance de la justice la puissante autorité de votre intervention, garantie protectrice de cette liberté

de la presse naguère encore si caressée, si choyée, si fêtée; aujourd'hui si dédaignée, si poursuivie, si traquée, passez-moi l'expression! Vous avez entendu rechercher, avec cette impartialité si connue, apage de votre souveraineté, si l'article incriminé renferme les caractères d'un délit; vous interposant ainsi dans l'intérêt de la justice comme dans celui de la liberté de la presse, heureuse de savoir qu'il faut votre sanction aux arrêts dont on la menace.

Ainsi, Messieurs, nous écarterons ici la discussion du droit. J'admettrai, en présence de vos arrêts (quoique cette opinion soit contraire à mes principes en législation et en politique), j'admettrai que les tribunaux offensés ont le droit de juger leur propre cause, et que la Charte de 1830 a pu consacrer la loi désastreuse de 1822, et autoriser la loi non moins désastreuse de 1830; mais on admettra sans doute aussi, en présence de vos arrêts, que vous avez pouvoir et mission de rechercher si l'article condamné renferme les caractères d'un compte rendu.

« Ceci posé et convenu, examinons, dans l'arrêt déferé à votre censure, les motifs qui ont déterminé la Cour d'assises à condamner l'article comme étant un compte rendu.

« 1^o Pour savoir si c'est un compte rendu, dit l'arrêt, « il ne s'agit pas de voir la place qu'occupe l'article, ni la rubrique sous laquelle il est écrit, mais la nature des faits qu'il rapporte. »

« Cette première déclaration de l'arrêt n'est pas contestable en thèse générale. Peu importe en effet, la place, la rubrique; c'est le fait qu'il faut voir. Et pourtant, énoncée en termes absolus, cette doctrine serait inadmissible. Chaque procès aura sa spécialité. Ainsi, dans notre cause, le *National* rapporte en neuf colonnes le compte rendu des débats; aux *premiers Paris*, il rappelle deux ou trois des faits relatés dans le compte rendu, et les fait précéder et suivre d'observations et de critiques plus ou moins vives. Il est bien évident que nous aurons le droit de tirer un argument favorable de la place qu'occupent d'une part le compte rendu, de l'autre l'article particulier.

« Ainsi, disons encore qu'en thèse générale, et sauf les exceptions résultant de chaque espèce, la Cour d'assises de Versailles a énoncé un principe juste et incontestable.

« Sommes-nous dans une exception? Ici, Messieurs, commence l'intérêt du procès.

« Le *National* a rendu compte chaque jour des longs débats du procès de la demoiselle Bourry. Dans le numéro même du journal où l'on trouve l'article incriminé, un récit détaillé en neuf colonnes donne aux lecteurs l'idée la plus exacte des débats devant la Cour. Ce récit est à la place destinée au compte rendu des audiences, il est aussi fidèle que ceux des jours précédents: il n'est pas attaqué par le ministère public.

« Comment, dès lors ne pas trouver dans la place qu'occupe l'article déferé aux tribunaux une circonstance distinctive de l'idée d'un compte rendu?

« Mais, ajoute la Cour d'assises, en fait, cet article contient des faits présentés comme s'étant passés devant la Cour, des demandes du président aux accusés et aux témoins, les réponses de ceux-ci; des paroles imputées au président, et diverses circonstances qui, indépendamment des observations et réflexions, constituent un véritable compte rendu.

« En vérité, Messieurs, j'ai quelque peine à comprendre ce motif de l'arrêt. Un compte-rendu fidèle, exact, puis-que le ministère public ne l'attaque pas, se trouve dans le corps du journal. Après en avoir pris lecture, tout agité encore des impressions de l'audience, un rédacteur du *National* veut faire passer dans l'âme de ses lecteurs les sentiments qui l'oppressent. D'après lui, la direction donnée aux débats par le président et le procureur-général est un véritable scandale. Il le déclare dans les quatre premières lignes de son article, et il le dit avec les expressions les plus vives et les plus poignantes. Ces lignes ne sont pas le délit; le délit est dans le récit des faits qui suit l'annonce énergique!

« Eh quoi! s'écrie M^r Crémieux, voilà un journaliste qui accuse un président d'assises d'une révoltante partialité,

et vous voulez lui interdire de prouver son accusation! Où sommes-nous donc? en Turquie? Là, sans doute, une déclaration faite par un homme ayant autorité, pourra être accueillie comme vraie; mais c'est en France que nous vivons, où l'on n'admet pas la parole du maître. Voilà un mauvais magistrat, dites-vous, la preuve? nous la voulons, ou bien vous calomniez, et vos paroles ne retentissent plus que comme des accents de mensonge. La preuve, la voici; et alors le journaliste eût un fait à l'appui de sa première observation. Dans l'origine, dit-il, c'était mademoiselle Bourry qui devait faire tous les frais de la ridicule accusation; aujourd'hui c'est Janety. A peine a-t-il parlé, que du banc des défenseurs s'élèvent des interpellations destinées à détruire cet échafaudage si péniblement élaboré; mais on veut laisser le public sous l'impression de ce témoignage, et le président lève la séance.

« Voilà ce que dit le *National*, en preuve de la partialité du président.

« Ce fait, de la levée de l'audience, si brusquement, si violemment, au préjudice des accusés, ce fait est écrit en toutes lettres dans le véritable compte-rendu (l'avocat le lit dans le journal); et ce compte-rendu est fidèle, encore une fois, puisqu'il n'est point attaqué; et le délit consiste à le rappeler pour justifier la sévère critique du journal. »

Le défenseur parcourut ainsi les trois paragraphes de l'article; il les compara avec le compte-rendu, et prouva que le peu de mots qui sont relatifs à des faits est textuellement reproduit:

« Messieurs, reprit l'avocat, le journaliste accusait M. Dubois de partialité; il invoque à l'appui de son accusation cette levée de l'audience au milieu des réclamations des défenseurs; il accusait M. Persil de partialité, et il lui reprochait en preuve l'arrestation de trois témoins à décharge. Enfin, il criait au scandale contre l'un et l'autre; et, pour faire partager son indignation au public, il rappelait une scène prise dans le compte rendu non attaqué. M. Dubois avait demandé à un témoin: Bergeron n'avait-il pas des relations très-intimes avec mademoiselle Lucas? Le témoin avait répondu. L'avocat de Bergeron avait demandé à un témoin: Janety n'avait-il pas des relations très-intimes avec madame Étienne? Aussitôt président et procureur-général de défendre la position de cette question, contraire aux bonnes mœurs et insultante pour les femmes!

« Quand on est député, disait ironiquement le journaliste, on peut montrer du zèle à la Chambre; mais quand on a l'honneur de présider les assises, il faudrait laisser ses passions à la porte du tribunal.

« Voilà sans doute, Messieurs, de graves injures contre un président d'assises; mais ce ne sont pas les réflexions, les observations qui constituent le délit de compte rendu, ce sont les faits!

« Et vous pouvez appeler un pareil article un compte-rendu? Un compte rendu, c'est le récit détaillé, exact d'une séance de Cour d'assises; tableau vivant et animé des passions diverses que soulèvent les débats entre les accusés et les témoins, représentation du calme et de la dignité de la magistrature, souvenir de l'attention et du zèle des jurés, de la modération et de la bienveillance du président, de la gravité du ministère public, du talent des avocats; ou bien, si par malheur il en est ainsi, exposé fidèle de la partialité, de l'inhumanité des ministres de la loi! Voilà un compte-rendu; il sera infidèle, s'il ne relate pas exactement les faits; de mauvaise foi, s'il les dénature; injurieux, s'il outrage les magistrats ou les jurés. Mais qu'a de commun, je vous prie, un pareil article avec un article de réflexions et de critiques plus ou moins amères sur tel fait signalé comme preuve d'une révoltante combinaison par laquelle deux magistrats auraient voulu amener la preuve d'une culpabilité qui n'existait pas?

« Messieurs, ceci est bien grave : il y va de la perte d'une des plus belles missions pour la liberté de la presse. La liberté individuelle est une précieuse liberté ; si, ce qu'à Dieu ne plaise, des magistrats haineux poursuivaient avec aigreur un innocent ; si tous leurs efforts (pardonnez-moi cette supposition) tendaient à faire condamner un accusé par tous les moyens remis en leurs mains, la presse aurait le devoir sacré d'appeler les citoyens à l'aide du malheureux qui se débat devant la justice ; la presse aurait le droit de plaider pour lui devant le jury, et d'attaquer vivement dans les journaux les magistrats qui manqueraient au premier de leurs devoirs. C'est là une mission sacrée, et juger, comme à Versailles, c'est en dépouiller la presse ; car enfin, pour attaquer un président sur son siège, un procureur-général sous la toge, il faut parler avec autorité, il faut venir avec des faits qui rendent l'attaque légitime. Et vous défendrez de rappeler ces faits à l'appui de nos réflexions, de nos critiques, de nos attaques si vives, si terribles ! Que ferons-nous alors ? Vous nous permettrez de dire, sans à répondre devant le jury, notre juge naturel : « M. Dubois est un président « partial, inhumain ; M. Persil est un procureur-général « animé des passions les plus ardentes. » Et quand, pour avoir le droit de leur dire : *laissez vos haines à la porte du tribunal*, nous citerons tel fait qui s'est passé aux débats, nous serons accusés par M. Persil et jugés par M. Dubois ! Et c'est là ce que vous appelez de la justice !... »

Nous regrettons de ne pouvoir suivre toute cette partie de la plaidoirie de M^e Crémieux ; elle fut constamment écoutée par la Cour avec une attention religieuse, et excita dans l'auditoire des mouvements marqués d'approbation.

L'avocat termine ainsi sur le premier moyen :

« Messieurs, vous ne vous y trompez pas ; si s'agit d'une des plus belles attributions de la presse, du droit de protection qui lui appartient sur la vie et l'honneur des citoyens, du droit de censure qui lui appartient, si, par une exception impossible à nos yeux, quelque magistrat français oubliait ses devoirs et méconnaissait le cri de sa conscience. Ne limitez pas ce droit ; que le magistrat défie la haine et la calomnie ; que sa vie publique soit livrée à tous, que la presse demeure impuissante si elle est injuste ; mais gardez-vous d'étendre cette déplorable juridiction qui rend des magistrats, outragés par la presse, juges de leur propre offense. Et non seulement vous l'étendrez, si vous déclarez que l'article du *National* est un compte-rendu, mais encore vous anéantiriez aux mains des écrivains le moyen de flétrir des actes dont la magistrature française n'acceptera jamais la solidarité.

Lorsqu'après de nombreuses condamnations, le *National* prit le titre de *National* de 1854, il subit, à cause même de ce changement de titre, une condamnation nouvelle. Le motif de cette rigueur était pris dans une accusation de fraude. On avait jugé que c'était le même journal sous un titre nouveau. Pourvoi contre l'arrêt de la Cour d'assises. M^e Crémieux s'exprime ainsi :

« La restauration était bien folle et mal avisée, on

doit en convenir, lorsqu'elle cherchait, dans ses ordonnances mémorables qui l'ont tuée, cette censure qu'elle aurait pu trouver, s'il en faut croire la Cour royale de Paris, dans les lois de 1822 et de 1823 ; comment peut-on supposer qu'elle aurait joué si gros jeu pour obtenir par des moyens violents ce qu'elle avait si facilement sous la main ?

Où, Messieurs, il importe de savoir, et c'est-là tout le procès, s'il est possible d'extraire de notre législation sur la presse, l'arbitraire le plus désespérant, la censure la plus intolérable.

« Le rapport excellent et lumineux que vous venez d'entendre, je demande pardon de le qualifier, ne laisse rien à désirer sur les faits, qui ont été précisés avec un très-grand soin, et j'aurai besoin seulement de signaler les principaux ; M. le conseiller-rapporteur n'a pas manqué de faire valoir l'immense intérêt qui s'attache à la question, intérêt non de personnes mais de principes, et qui semble tenir à l'existence même de la liberté de la presse ; aussi, ai-je besoin de répéter qu'elle est assurée de trouver dans vous, quelle que soit d'ailleurs votre opinion personnelle, appui et protection. »

Après avoir sommairement rappelé les faits, l'avocat continue ainsi :

« Quoi ! Messieurs, la loi nous aura prescrit les conditions nécessaires pour la formation d'un nouveau journal ; et ces conditions deviendront illusores, et la loi elle-même sera comme une lettre morte, et les magistrats, deux magistrats ! pourront remplacer le droit par le fait, fouler aux pieds la loi, et nous harceler d'investigations mesquines et inquisitoriales !

« Jetons-nous donc, il le faut, dans le dédale des lois sur la presse, où tous les partis ont à leur tour déposé l'expression de leurs sentimens et de leurs passions, et nous y trouverons écrite en termes bien clairs la solution même de la question qui nous occupe.

« La question, la voici : Après la disparition légale du *National*, après la création légale du *National* de 1834, est-il possible d'établir entre les deux journaux une analogie et une similitude qu'aucun texte de loi n'autorise ?

« La loi de 1819, que je cite en passant, et comme pour mémoire, remplaçait ce que je pourrais appeler l'état normal de la restauration, la censure ; c'était la première fois qu'on entendait parler de liberté des journaux, mais avec quelles précautions sévères, rigoureuses ! Vint ensuite la loi de 1822, à une époque où le mauvais génie de la restauration semblait la pousser vers les abîmes qui l'ont engloutie. Alors il n'était question que de réprimer, de prévenir les excès de la presse ; le mot d'ordre était donné ; tout devait suivre en conséquence. On voulut donner aux magistrats des armes pour venger leurs propres injures ; on ne craignit pas de compromettre la dignité de leur caractère dans des luttes personnelles, et c'est dans cette prévision que furent imaginées les peines de suspension et d'interdiction dont le *National* devait subir une application si rigoureuse.

« Mais, disait-on, quelle sera donc la sanction de cette défense ? Quel moyen d'empêcher un journal interdit ou suspendu de braver la défense et de réparaître ? C'était là surtout la pensée qui préoccupait le législateur d'alors ; aussi, que disait M. de Martignac, qui soutint avec M. de Villèle le poids de la discussion ? Ces paroles, que j'ai retenues textuellement, offrent ici un bien incontestable à-propos.

Nous vous demandons, Messieurs, d'adopter le premier article de la loi. Ce n'est pas un article isolé, sans rapport avec aucun autre, que celui qui exige l'autorisation du roi pour la formation d'un nouveau journal. Cet article est la sanction nécessaire de celui qui donne aux magistrats et aux Chambres le droit de suspendre et d'interdire un journal. Si vous ne remettez pas ce pouvoir au gouvernement, le journal bravera l'interdiction ; il reparaitra de suite sous un nouveau titre.

« C'était dans ces termes à peu près que s'exprimait, avec son habileté ordinaire, M. de Villèle, à la chambre des pairs : « N'oubliez pas, s'écriait-il, que sans l'autorisation royale que nous réclamons des Chambres pour la création d'un nouveau journal, le droit de suspendre est illusoire, et que les magistrats ont dans leurs mains une arme inutile. »

« Ainsi, Messieurs, il est bien entendu que le droit d'interdiction et le droit d'autorisation sont, dans la loi de 1822, deux droits corrélatifs, que l'un est la conséquence de l'autre, et que pour ne servir des expressions mêmes des auteurs de la loi, l'autorisation royale était la sanction de l'interdiction. Retenez les principes, je vous prie, dont vous allez faire l'application.

« Mais auparavant, veuillez remarquer, je vous prie, comme cette loi du 17 mars 1822 était habilement tissée avec celle du 25 mars. Un journal de l'opposition était-il frappé par une interdiction des Chambres ou des Tribunaux ? C'en était fait, il ne pouvait plus paraître sous un autre titre, même en remplissant les formalités de la loi de 1819; l'autorisation lui était refusée. Un journal ministériel subissait-il une condamnation ? qu'importait au ministère ? Dès le lendemain, l'autorisation de réparer lui donnait une nouvelle vie.

« Ce système désastreux périt en 1828. L'opposition faisait alors la loi dans la Chambre; elle écrivit celle du 18 juillet. Sans doute il ne manque pas dans cette loi de précautions restrictives et minutieuses; mais enfin rien de préventif, rien qui puisse rappeler la censure, et surtout plus de nécessité d'autorisation. Quatre conditions sont exigées pour la création d'un journal : 1^o être Français, majeur, et jouir des droits civils ; 2^o verser un cautionnement ; 3^o désigner un, deux ou trois gérans responsables, propriétaires d'une portion de ce cautionnement ; 4^o enfin, déclarer les noms des propriétaires et des rédacteurs, et le titre du journal. Du reste, on maintenait le droit d'interdire et de suspendre, et le projet ministériel, qui n'osa plus parler de l'autorisation du Roi, avait trouvé une autre sanction.

« Ici, Messieurs, est encore le procès. Cette sanction, la voici :

« Pendant la durée de l'interdiction ou de la suspension, le gérant ne pourra participer à la rédaction d'aucun autre journal. »

« Cet article fut rejeté par la commission, rejeté par la Chambre; mais la commission présentait un amendement.

« Pendant la durée de cette suspension, les propriétaires ne pourront faire la déclaration ni verser le cautionnement nécessaire à la création d'un nouveau journal. »

Ainsi, le ministère et la commission voulaient assurer l'exécution de la décision qui suspendait un journal; mais la Chambre entière repoussa cette sanction nouvelle. On trouva que c'était bien assez d'obliger à tant de formalités la création d'un journal nouveau, et un membre de la gauche proposa dédaigneusement la question préalable. Voici le texte du *Moniteur* :

« M. le président : C'est inutile ; vous voterez contre l'article.

« M. Chauvelin : Je veux dire quelques mots,

« A gauche : Non ! non ! aux voix ! »

« Ainsi, reprit l'orateur, la gauche, cette fois, interromp un membre de l'opposition. A quoi bon, en effet, discuter un principe en contradiction flagrante avec l'article 1^{er}. L'amendement fut rejeté avec dédain ; oui, avec dédain, et je le dis avec une profonde tristesse. On réclame tout haut, en 1834, comme écrit dans la loi, un droit absurde, que nos législateurs de 1828 repoussaient avec mépris ; on exige, après notre révolution de 1830, ce qu'on osait à peine proposer il y a six ans. De quel côté avons-nous donc marché ?

« Ainsi, faculté illimitée de publier un journal sous des conditions déterminées ; le journal soumis à l'appli-

tion des peines portées dans les lois précédentes. Mais à côté de l'interdiction, possibilité de réparer en créant un autre journal destiné sans doute à reproduire les mêmes doctrines, mais après l'anéantissement de la première entreprise, ainsi paralysée par la décision qui la frappe.

« Avez-vous bien saisi, Messieurs, cette différence entre les deux lois ? C'est toute la cause.

« En 1822, loi de haine contre la presse ; on imagine le droit d'interdire ou de suspendre les journaux, et de plus, l'autorisation royale comme sanction nécessaire et inévitable de cette interdiction. Et puis, en 1828, lorsque l'opinion en raine le pouvoir dans sa course, on rend la presse au droit commun : on l'affranchit de l'autorisation royale, et l'art. 1^{er} renferme les seules conditions que le législateur ait cru devoir imposer à l'établissement d'un nouveau journal.

« Le *National* aurait pu facilement éluder la loi, chercher et trouver les moyens de tenir les abonnés au courant des débats judiciaires ; mais il était frappé, et il a donné en tombant la satisfaction la plus éclatante et la plus complète à la justice, qu'il avait atteint. Après avoir subi toutes les chances d'une lutte inégale, le *National* s'est rendu, sans honte, puisqu'il ne cède qu'aux magistrats ; sans regret, car il a épuisé tous ses moyens de défense. Il a abandonné son ancienne forteresse ; mais, certes, sa garnison n'a pas été passée au fil de l'épée ! Elle est allée porter dans un autre fort son courage et son drapeau ; le *National* de 1834 a recommencé la lutte pour la liberté. Toujours le *National*, sans doute, car son drapeau, à lui, c'est la nation, car la nation, entendez-le bien, est tout pour les écrivains du *National* ; sa loi est leur loi, et c'est à cette nation de 1834, si courageuse et si pleine de foi dans l'avenir et dans la Providence des peuples, qu'ils font hommage aujourd'hui de leurs efforts persévérans. »

« Messieurs, dit l'orateur en terminant, toutes les raisons invoquées contre nous étaient repoussées par la loi elle-même, vous avez vu que le législateur avait prévu tous les inconvénients que on a exagérés avec une sorte d'amertume ; mais qu'il avait placé avant tout la liberté de la presse. Ce qui était vrai en 1828, ne le serait-il plus en 1834 ? Les magistrats auront-ils le droit de substituer leur arbitraire personnel à la volonté formelle de la loi ?

« Malheureux présent que l'on voudrait faire à la magistrature ! Oh ! que nous aimerions bien mieux la fatale loi du 28 mars ! C'est au gouvernement du moins qu'elle laissait tout l'odieux de la censure. Mais aux magistrats ! Substituer deux magistrats de Cour d'assises à des agens du pouvoir ! Non, non ; il n'en peut être ainsi. Laissez, laissez notre magistrature en dehors des querelles et des passions politiques.

« Messieurs, la loi qui remet au jury les délits politiques, n'est pas seulement une loi protectrice des citoyens ; elle est conservatrice de la probité des tribunaux. Elle les place au sommet, inaccessibles à la haine, aux préventions, aux entraînemens des partis. C'est ainsi qu'on fait de la magistrature un objet de respect, de vénération pour tous les citoyens. Sa mission est de protéger toutes les libertés, non de les détruire. En tête de toutes les libertés, Messieurs (disons-le hautement), il faut placer la liberté de la presse ; sans elle, toutes les autres seraient bientôt ravies ; elle debout, sur les ruines des autres libertés, vous les verriez successivement renaitre. Protégez donc la liberté de la presse, et surtout ne dites pas aux magistrats d'accepter la responsabilité de la censure ; la censure flétrit tout ce qu'elle touche, la justice ne peut rien avoir de commun avec la censure. »

Une fatale condamnation prononcée à la Grande-Anse, contre des hommes de couleuvre, frappe de mort quinze accusés présens et un grand nombre de contumaces. Six sont condamnés aux travaux

forcés, vingt-cinq à la déportation. M^e Gattine plaide divers moyens de cassation ; M^e Crémieux en présente un seul, l'amnistie. Les circonstances donnaient à la parole de l'orateur, un intérêt tout particulier. Une foule de condamnés politiques gémissaient dans les cachots de la métropole, et la pensée de l'amnistie fut saisie par l'avocat avec un rare bonheur d'expressions.

Si je prends la parole après la plaidoirie que vous venez d'entendre, ce n'est pas que je sente le besoin d'ajouter quelques arguments nouveaux à ceux qui viennent d'être exposés ; mais c'est pour remplir un devoir de conscience et d'humanité ; c'est pour que ma voix ne manque pas, dans cette enceinte, à des malheureux, qui, du fond de leurs cachots, l'ont réclamée comme une grâce, eux, qui pouvaient l'exiger comme un droit. Oh ! quelle affreuse procédure, Messieurs, quelle désespérante condamnation ! Quoi donc ? la loi n'offrirait pas de moyens pour anéantir à jamais cette effroyable décision ? Quelle pensée que celle des colonies ! Non que je veuille chercher si les condamnés furent coupables ; un tribunal compétent a prononcé ; mais, grands dieux ! point de merci, point de pitié ! Quinze têtes promises à l'échafaud, vingt-cinq malheureux destinés au bagne, trente, quarante, que sais-je ? expulsés de la colonie à jamais, et une masse effroyable de condamnations par contumace. Vous vous rappelez, Messieurs, la consternation qui vint glacer la métropole à cette annonce fatale ! et pourtant il était possible de ne pas poursuivre, de ne pas juger, de ne pas condamner ! c'était possible, et je vais plus loin : condamnation, jugement, poursuites, sont frappés de nullité. Un moyen de nullité domine la cause, il abolit l'accusation, il la frappe, il la ruine dans sa base ; ce moyen c'est l'amnistie ; l'amnistie, gage de paix et de réconciliation, appui du trône, gloire des princes ; l'amnistie, si douce à décréter, si favorablement accueillie par tout ce qui porte un cœur généreux.

Vous l'avez jugé naguère. Messieurs, avec ces hautes lumières qui recommandent votre suprême juridiction : quant l'accusation a été promise par un chef ayant pouvoir, et que, sur la foi de cette amnistie, des révoltes se sont rendus, les poursuites judiciaires sont nulles. Eh ! bien, dans la cause, une amnistie a été promise, elle a été acceptée, elle a été violée. Ce que j'avance, je le prouve par l'arrêt de renvoi. En voici des passages qui tranchent la question : « Le capitaine Montigny fut « chargé par le gouverneur, d'apaiser la sédition et « d'employer, pour y parvenir, tous les moyens qui lui « paraîtraient les plus convenables. »

Voilà donc tous les pouvoirs du gouverneur, remis aux mains de Montigny. Nous dira-t-on, par hasard, que les moyens convenables ne devaient être que des moyens de repression ou de vengeance. Malheur à qui dirait en France de telles paroles ! La repression après les promesses, après les sommations, après toutes les mesures d'humanité vainement employées ; autrement, la repression est un crime.

Ainsi Montigny avait pouvoir d'administrer ; il amnistia ; en voici la preuve dans l'arrêt de renvoi : « Montigny s'approche des insurgés avec vingt hommes armés ; au nom du Gouvernement il leur fait sommation « de se rendre ; et sur ses premiers mots, un grand nombre jettent leurs armes. Alors Montigny s'approche « seul au galop, il déclare, au dire des personnes qui « ont été à portée de l'entendre ; car pour lui, il ne se « rappelle pas bien ses expressions, il déclare au nom « du gouverneur, que s'ils se rendent, il ne leur sera « RIEN FAIT. Aussitôt un des chefs sort des rangs, et tous « les insurgés déposent leurs armes. » IL NE LEUR SERA RIEN FAIT ! Et la mort, les galères, la déportation les

attendent ! Ils sont amnistiés ! et on les frappe avec fureur ! amnistiés, et de quelle amnistie ! non pas de celle qui va chercher l'inculpé dans la prison et le renvoie sans jugement, mais de l'amnistie des champs de bataille, de celle qui arrête l'effusion du sang le plus précieux ; celle qui dit : Mets bas les armes, ne te rougis pas du sang de tes frères, et le voile de l'oubli va tout couvrir. Cette amnistie, c'est le salut de tous ; non pas de ceux-là seuls que vous pardonnez, mais aussi de ceux qui venaient les combattre ; car, dans le combat, la mort moissonne des deux côtés ! Et vous violez cette capitulation entre frères ! Messieurs, vous ne le souffrirez pas ; vous casserez cet arrêt qui foule aux pieds ce qu'il y a de plus précieux au monde, la loi du pardon. Nous proclamerons les lois de l'amnistie, et nous qui plaiderons pour des Français, d'une lointaine colonie, nous profiterons de cette audience solennelle pour dire encore : Amnistie, amnistie ! Que les cachots et les prisons s'ouvrent devant elle ; que les citoyens oublient et pardonnent, et qu'une main fraternelle vienne serrer la main des amnistiés. (Mouvement général dans l'auditoire).

L'avocat termine par la péroraison suivante : Dans cette cause, il s'agit d'une insurrection, d'une guerre civile : et qui ne sait qu'en pareil cas la masse suit et combat ? Sa volonté, c'est la volonté de quelques chefs. Hélas ! presque toujours les chefs échappent par la trahison, et la foudre va frapper le peuple !... Je m'arrête, Messieurs ; je ne voulais pas plaider, mais appeler les méditations de votre haute sagesse. Tombent, tombent les échafauds et les chaînes ! Périront les arrêts d'exil et d'expulsion ! Oh ! je sais bien que quinze têtes ne tomberont pas ; le roi, je le sais bien, ne souffrira pas cette boucherie judiciaire. Mais pourtant, c'est à la mort que le jugement les destine ; la voix qui m'a imploré, c'est *vox morituri*, prière sacrée, que celle d'un condamné, surtout d'un condamné politique ! Je l'ai exaucé autant qu'il a dépendu de moi. Le salut de tous ces infortunés est dans vos mains.

M. Bastide avait publié des satires politiques, dans un recueil appelé *Tisiphone*. Traduit devant la Cour d'assises, il voulut se défendre en vers ; la Cour lui en refusa le droit. M^e Crémieux, sur le pourvoi de M. Bastide, présenta ainsi le moyen de cassation tiré de la violation du droit de défense :

Sous la restauration, dit l'orateur, un poète de Marseille, traduit en police correctionnelle, présenta sa défense en vers ; sous la régénération, un poète de Marseille ne peut se défendre en vers.

L'un est Barthélemy, l'autre se nomme Bastide.

L'un est connu par de nombreux succès, l'autre commence à peine ; on ne peut donc comparer leurs ouvrages, mais de quel droit arrêter l'essor d'un jeune auteur qui débute dans la carrière ? Il est poète, et je n'en voudrais pour preuve que le certificat d'indigence que nous présentons aujourd'hui à la Cour.

On accusait Bastide d'avoir commis un délit en vers, il a voulu se défendre et justifier son œuvre dans le même langage, on l'écoute à peine, on l'interrompt dès son début, et sa défense est brisée par un arrêt digne de ces temps où le Parlement de Paris ordonnait aussi par arrêt de brûler les écrits dirigés contre Aristote.

La poésie est pour les trois juges de la Cour d'assises un langage sans dignité, sans simplicité ; la dignité, la simplicité ne se trouvent que dans la prose ; de sorte que : « Nicole, porte-moi mes pantoufles, » est beaucoup plus digne que :

« Oui, je viens dans son temple adorer l'Eternel. » C'est un peu plus simple, j'en conviens. Mais ici même l'arrêt n'est pas juste, car voici comment il a été rendu :

« *Quest-ce donc que vous dites, Bastide*, dit M. le président au prévenu ?

Je plaide en vers, répond le poète.

En vers ? Plaidez en prose, ou je vous interdirai la parole.

Mais dès que l'oreille exercée de M. le président n'avait pas même distingué le rythme et la cadence, c'est que les vers se rapprochaient singulièrement de la prose. et en vérité ce n'était dès lors pas la peine d'ordonner la prose, et d'interdire les vers. Et, Messieurs, voyez la bizarrerie de l'arrêt. Plus les vers sont mauvais, plus ils ressemblent à la prose ; à tel point qu'en langage ordinaire, on dit en parlant de mauvais vers : c'est de la prose. De là cette conséquence, dites de mauvais vers à la Cour, elle vous entendra, mais de bons, elle vous les défend.

(Toute cette partie de la plaidoirie excita l'hilarité des magistrats et de l'auditoire).

« Messieurs, reprit l'avocat, sous cette raillerie que je me permets de cacher une grande question, digne d'être résolue par vous, question de liberté de la défense. Oui, M. le rapporteur avait raison de vous rappeler l'exemple de Sophocle. La Grèce, dans ses beaux jours, admettait pour plaider la tragédie d'*OEdipe*. On peut écouter à Paris un poète comme on l'écoutait dans Athènes, et l'aéropage valait bien la Cour d'assises de la Seine. Je sais bien, Messieurs, que dans sa république Platon n'admettait pas les poètes ; mais il voulait qu'on les couronnât de fleurs et qu'on les emblât de présens. A Paris, on les envoie en prison sans leur donner même la consolation, si douce au poète, de débiter ses vers. Au reste, si Platon les exilait, c'est qu'ils étaient *trop beaux diseurs, trop entraînés*, ce n'était certes pas à cause du peu de dignité de leur langage. Platon n'aurait pas compris l'arrêt. Cet arrêt peut, du reste, avoir une grande portée. Dans un temps où tous les écrivains passent tour à tour devant une Cour d'assises, vous interdirez au poète de se défendre en vers ? Vienne, et Dieu le veuille, un autre Racine ; s'il est traduit aux assises (et c'est fort possible avec notre liberté de la presse), il ne pourra faire entendre quelques-uns de ces vers harmonieux qui rappelleraient *Phèdre, Iphigénie et Britannicus*, et Boileau ne pourrait pas fugiter de ses vers mordans une accusation absurde.

« La poésie, les anciens l'appelaient le langage des dieux ; encore aujourd'hui, vous adressez à Dieu vos prières en vers ; je sais bien que ce sont, pour la plupart, de mauvais vers à mauvaises rimes ; mais Dieu accueille ses prières, et vous repoussez cette défense !

« Messieurs, l'arrêt que je vous dénonce a quelque chose de sauvage. Il me serait facile de le poursuivre long-temps encore ; mais en vérité, je le dis avec amertume ; je ne sais comment faire. Je n'ai pas la force de l'attaquer sérieusement, comme il le faudrait ; je n'ose pas l'attaquer encore ironiquement, comme je le voudrais. J'aime mieux vous en laisser faire une censure éclatante par un arrêt qui réconcilie la poésie avec la justice.

Clôturons ces plaidoyers par la défense des accusés d'avril devant la Cour des Pairs. M. Béchet, médecin de Nancy, avait demandé, à la première audience, que M^e Crémieux lui fût désigné pour défenseur. On se rappelle que l'accusation signalait un immense complot républicain tramé dans plusieurs villes de France, et se rattachant aux événements de Paris et de Lyon. La Cour des Pairs jugea d'abord

la catégorie d'Épinal et de Lunéville. La plupart des accusés n'avaient pas voulu de défenseur. En présentant la justification de son client, M^e Crémieux présenta celle de tous les jeunes sous-officiers, dont le sort inspirait un intérêt si vif. Nous reproduirons l'exorde de cette défense :

« MESSIEURS LES PAIRS,

Honneur et fidélité au drapeau ! Là où est le drapeau, là est la France, disait l'empereur avec l'éloquence du génie. Le drapeau, c'est la patrie du soldat ; la fidélité au drapeau, c'est le courage, c'est le dévouement, c'est l'amour du devoir, c'est la discipline, c'est l'obéissance. Malheur aux armées qui délibèrent, malheur à la nation qui aurait des armées délibérantes ! Monarchie ou République, s'en serait bientôt faite de ses destinées. Quand les troupes de Marius et de Sylla, quand les soldats de César et de Pompée se disputent Rome et le monde, la république romaine finit. Quand les cohortes prétoriennes font et défont les empereurs, l'empire s'affaisse, se déchire de ses propres mains et succombe ; car l'armée, c'est la force matérielle des états ; et la force matérielle qui exécute et qui délibère, c'est la mort des états... Les anciens législateurs, ceux qui fondèrent la république, et je les invoque tous exprimés, ne permettaient pas que des hommes armés pénétrassent dans l'enceinte où se faisait la loi, parce que la loi, c'est le droit, et que le droit sous l'empire du glaive ne peut être que le despotisme. L'histoire a conservé le souvenir de ce législateur qui, entré l'épée au côté dans l'enceinte destinée aux lois et admonesté par ses concitoyens, se perça le cœur de son glaive pour sceller de son sang la loi qu'il avait lui-même portée. Parmi nous, la force armée est exclue, non seulement de l'enceinte où se fait la loi, mais de celle où se nomment les législateurs. Ces principes, toutes nos institutions les ont proclamés. Et qu'on ne dise pas qu'on faisait du soldat une machine vivante et obéissante. Non, il n'en est pas ainsi ; car, ne vous y trompez pas, à côté du soldat il y a la nation à qui seule appartient le droit de décider le moment opportun de la résistance et d'une révolution, si elle était nécessaire.

Qui, quand le pouvoir a ouvertement violé aux yeux de tous le pacte qui le liait à la nation, vous avez vu la nation se lever indignée, et grande comme un géant qui dépasse de toute la tête les trônes épouvantés, elle commande à l'armée, la délit de ses sermens, punit le parjure, crée une dynastie nouvelle, des pouvoirs nouveaux, à qui elle laisse la force de consolider son œuvre en lui donnant pour base la liberté.

Ainsi donc honneur et fidélité au drapeau, obligation sacrée quand ce drapeau est le drapeau national ; celui dont Kellerman commençait à Valmy la glorieuse illustration ; celui qui, sous la conduite de la plupart d'entre vous, se montra victorieux dans toutes les capitales de l'Europe ; celui dont s'enveloppaient en mourant sur le champ de bataille de Waterloo, notre garde impériale ; celui qui reparut quinze ans après comme un miraculeux trophée sur nos saintes barrières de juillet. Honneur et fidélité à ce drapeau !

Devant la Cour des Pairs, comme devant la Cour de cassation, l'orateur réclamait l'amnistie :

» En vain, s'écrie-t-il, en vain dirait-on qu'ils n'ont pas la mort à redouter ; pour des hommes généreux, une peine déshonorante est affreuse ; et puis, la déportation, n'est-ce pas la mort de tous les jours ? Consultez ceux qui sont à Saint-Michel, ceux qui sont à Clairvaux : leurs souffrances sont inouïes, et leur santé délabrée, et leurs traits amaigris vous répondront pour eux. Et je me sens

attiré ici, Messieurs, à parler d'autres hommes qui gémissent aussi dans les prisons. Ils luttent contre les ennuis et les angoisses d'une détention perpétuelle. Croyez-vous que les quatre ministres de Charles X n'eussent pas préféré la mort au long supplice qu'ils endurent ?

Depuis cinq ans, ces hommes qui ont grandi par leur courage à supporter le malheur, languissent dans une sombre prison, qui, pour eux, ne doit pas finir. Là, c'est un homme qui a passé la moitié de sa vie dans les cachots ou dans l'exil, et dont les derniers jours s'écoulent dans le supplice de la prison. A côté de lui, est un vieillard, long-temps l'honneur de la magistrature, et qui, dans un état continuel de souffrances morales et physiques, se trouve privé des consolations de sa famille. Un troisième, homme énergique, lutte avec calme contre le malheur, et cherche dans l'étude et le travail, une continuelle consolation. Le quatrième enfin, plus jeune et plus robuste, lit, écrit sans cesse pour oublier ses souffrances. Mais il souffre, il meurt lentement, parce qu'il manque d'air, parce qu'il ne respire pas... (Mouvement prolongé). Croira-t-on encore que la prison, que la perte de la liberté n'est pas une peine terrible ? Pour moi, j'espère que la France se lèvera un jour pour demander la délivrance de tous les prisonniers, quelles que soient leurs opinions. Mon espoir est que la législature, dont la voix est si puissante en France, se fera entendre en faveur d'un pardon général, et que tous les Français se donneront la main.

Devant le Conseil-d'État, d'autres intérêts amènent d'autres débats d'une autre nature. L'histoire et la haute politique vont jouer un grand rôle dans ces discussions si importantes. Écoutons M^r Crémieux réclamant au nom de Garat et de l'abbé Grégoire les arrérages de la pension de 56,000 fr., que la Restauration leur devait en leur qualité d'anciens sénateurs, et qu'elle leur avait supprimée en haine de leur opinion politique :

Un grand corps, dit M^r Crémieux, a existé sous le consulat et sous l'Empire; notre histoire contemporaine ne lui a pas épargné le blâme et le reproche. Oui, là où le sénat conservateur aurait dû protéger nos libertés contre le despotisme, il nous a laissé ravir tous nos droits, il nous a précipités lui-même au-devant des chaînes que nous tendait la gloire, soit que les prodiges de cette gloire l'eussent enivré comme la France, soit qu'il eût été accablé par l'ascendant du grand homme devant lequel l'Europe s'était inclinée, et le sénat ne se releva point lorsque, proclamant la déchéance du guerrier vaincu, il lui reprochait d'avoir trompé toutes les espérances de liberté dont le sénat lui-même avait été vainement le gardien ! Mais que nous importent à nous les reproches qu'on peut adresser au sénat de l'Empire ? Nous pouvons dire à l'histoire : Tu ne nous attaques pas. En effet Messieurs, ni la crainte, ni l'entraînement des esprits n'influèrent sur Garat et Grégoire. Le premier resta pendant sept années complètement dédaigné du pouvoir, à qui son indépendance était importune ; le second fit constamment partie de cette opposition *des cinq* qui vint troubler quelquefois le concert de louanges adulatrices qui célébrait le héros, et dans une grande circonstance, sa voix seule protesta !

La constitution de l'an 8 créa le sénat, divers actes constitutionnels fondèrent sa dotation. En 1814 elle s'élevait, avec le prix des sénatoreries, à un revenu total de 6,587,000 fr. Cette dotation était régie par le sénat lui-même, les revenus en étaient versés dans sa caisse. Un grand conseil d'administration fixait le traitement des

sénateurs. Depuis 1803 jusqu'à la chute de l'Empire, ce traitement fut de 36,000 fr. pour chaque membre du sénat. Après nos revers de Moscou les espérances de Louis XVIII se réveillèrent. Dans les premiers jours de 1814, il avait fait écrire aux personnages les plus marquants de l'État ; il garantissait à tous leurs titres, leur rang, leur fortune. C'est surtout aux membres du sénat que s'adressaient les plus belles promesses. La conservation de ce grand corps politique n'était pas mise en question : il faisait lui-même une constitution que le monarque devait jurer, la couronne de France était à ce prix. Il allait en corps, malgré l'opposition de Grégoire, présenter cette constitution à Monsieur, et lui déferer la lieutenance-générale. Monsieur lui répondit : Je ne puis savoir si mon frère acceptera dans tous ses détails le projet que vous me faites connaître, mais les principales bases seront accueillies : *Le sénat* et la Chambre des députés seront conservés. Cette assurance fut reproduite par Louis XVIII, et dans la fameuse séance 4 juin, le chancelier chargé par le roi de faire connaître la Charte octroyée, commençait son discours en ces mots : *Messieurs les sénateurs*, Messieurs les députés des départements.

Ainsi le sénat n'a cessé d'exister qu'à la promulgation de la Charte ; et comme au même instant était promulguée l'ordonnance qui *conserverait* le traitement des sénateurs, il demeure prouvé que leur droit au paiement de la somme de 36,000 fr. ne reçut aucune atteinte, ni de la Charte, ni de l'ordonnance.

La Charte, l'ordonnance, deux mensonges de cette royauté du droit divin, qui nous arrivait derrière les baïonnettes étrangères. Il a fallu quinze ans pour qu'on osât déchirer ouvertement un pacte qui renfermait en lui-même sa propre destruction ; il ne fallut qu'un an pour détruire les garanties données par l'ordonnance. C'est qu'il fallait tromper la nation entière avec la Charte, et quelques hommes seulement par l'ordonnance qui la suivit. La punition du premier mensonge ne se fit pas attendre ; le peuple se leva, et tout fut fini. C'est à vous, Messieurs, qu'il appartient de réparer la violation du second contrat. L'orateur rappelle qu'une décision de 1823, signée par M. de Villèle et déposée aux archives de la chambre des pairs, fixa les pensions des sénateurs-pairs à 24,000 fr., en assurant 12,000 fr. au fils aîné de chacun d'eux ; qu'elle supprima la pension de Garat et Grégoire, et qu'elle appliqua à de nouveaux pairs évêques le montant des spoliations commises au préjudice des anciens titulaires ; puis il ajoute :

Cette décision immorale, en ce qu'elle enlevait à ceux qui avaient des droits acquis depuis vingt années, pour les assurer à des créatures de la légitimité ; illégale, en ce qu'elle disposait du domaine de l'État malgré la loi politique et malgré la loi spéciale de 1814 ; inconséquentielle, en ce qu'elle fondait une nouvelle espèce de majorat proscrit par nos Codes ; désastreuse enfin, en ce qu'elle renouvelait dans la pairie le banc des évêques ; cette décision, qui réunissait toutes les absurdités, toute l'audace de cette époque, fut clandestinement remise à la Chambre des pairs ; un procès-verbal en constata le dépôt dans les archives, et on l'exécuta.

Vainement pendant les années qui suivirent, l'opposition se prononçait avec une vigueur qui annonçait sa puissance future : le ministre dirigeant échappait aux interpellations par l'astuce, aux reproches par l'insolence, aux menaces d'accusation par le mépris. Il tomba enfin aux acclamations du pays, ce ministre déplorable ; et celui qui lui succéda voulut, en 1828, non légaliser le passé, en ce qu'il lésait les droits acquis, la chose était impossible, mais jeter un voile sur les abus du passé et régler l'avenir.

Dans la discussion de la nouvelle loi qui fut proposée, la décision de 1823 fut stigmatisée ; c'est elle qu'on nous oppose aujourd'hui.

Enfin la révolution de 1830 éclata. Elle frappa violemment sur la Chambre des pairs. En balayant devant elle tous ceux dont Charles X l'avait peuplée. L'État, que la loi du mois de mai 1829 avait investi de notre ancienne dotation, s'enrichissait encore par l'expulsion d'un grand

nombre de ceux qui jusqu'alors avaient reçu 24,000 fr. de traitement. Le moment parut favorable aux anciens Sénateurs; ils s'adressèrent au ministre des finances. La Restauration, disaient-ils, nous a ravi d'abord notre traitement, l'Etat nous a pris ensuite notre gage; elle voulut enrichir ceux qui, dans nos longues discordes, avaient combattu contre la patrie; nous, nous sommes de ceux qui disent : la patrie avant tout : honneur à qui la sert, honte à qui l'abandonne, infamie à qui la combat. Victime d'un pouvoir hostile au patriotisme, nous venons réclamer auprès du pouvoir que la nation a proclamé. Garat et Grégoire ajoutèrent : il est impossible que l'Etat doive acquitter d'autres dettes, non moins sacrées, nous faisons le sacrifice de la moitié de notre créance, nous ne réclamons que la moitié de notre droit... On leur répondit que la décision de 1823 était une fin de non-recevoir que la réception d'une portion de leur traitement est une fin de non-recevoir, que le défaut d'appel contre la décision était une fin de non-recevoir...

Etait-ce donc en vertu de la décision de 1823 qu'on nous donnait en 1815 dix mille francs; qu'on nous supprimait notre pension en 1816 et 1817; qu'on nous reportait en ligne de compte pour dix mille francs en 1818; qu'on nous fixait enfin à vingt-quatre mille francs en 1819? Quoi! dès le premier acte arbitraire, Garat aura protesté, Grégoire aura consigné sur chaque quittance ses réserves nettement exprimées, et vous nous apposez encore un acquiescement! Et que parlons-nous de protestations et de réserves? En avons-nous besoin pour conserver notre droit? Créanciers, nous recevions une partie de notre capital, nous donnions quittance de ce que nous recevions; où donc est la loi qui libérait du surplus notre débiteur? Parce qu'il était roi, n'était-il pas soumis au droit commun? Est-ce que, dans le droit commun, une quittance d'une somme sans réserve du surplus, fait présumer la libération complète? Au contraire, il est un seul cas où l'absence de réserves fait supposer le paiement; mais c'est lorsque le créancier donne quittance définitive du capital, sans réserve des intérêts. Dans ce cas, il y a présomption du paiement des intérêts; et pourtant cette présomption tombe devant la preuve contraire. Or, ici le défaut du paiement est convenu; il s'agit d'ailleurs, non des intérêts, mais d'une partie du capital; et vous invoquez nos quittances comme acquiescement à notre spoliation! En vérité, Messieurs, l'on gémit d'une pareille discussion.

Voudriez-vous enfin aller jusqu'à prétendre que le dépôt aux Archives de la Pairie vaut notification? Mais alors tout était secret et mystère dans la Pairie; séances secrètes, dotations secrètes, archives secrètes. Et d'ailleurs, à qui donc opposeriez vous cette fin de non-recevoir? Aux Sénateurs-Pairs, sans doute; mais contre nous que la Restauration avait chassés comme indignes, comment s'en faire une arme? Vous avez traité de nous, sans nous, contre nous. Qu'elle rentre pour n'en jamais sortir, qu'elle rentre dans les cartons du ministère cette déplorable décision. Cachée par son auteur, enfouie, dès sa naissance, dans un dépôt mystérieux, dérobée à la connaissance de tous pendant sept années, comment donc a-t-elle été produite?....

Cherchons, cherchons des armes plus loyales.

Voici la péroraison :

Oui, Messieurs, elle a quelque chose de national cette cause qui m'a été confiée par MM. Garat et Grégoire; il s'agit en effet de réparer envers tous deux une longue injustice, qui ne les a frappés ensemble, que parce qu'ils n'avaient pas dévié de la bonne route. Pour moi, je suis heureux et fier de leur joie; j'acquiesce, envers le premier, une dette de patriotisme, envers l'autre, je voudrais acquitter une grande dette de reconnaissance. Oh! c'était un grand et digne citoyen que celui dont les premières paroles furent des paroles de tolérance et d'humanité; c'était un grand citoyen que celui qui, simple curé, élevait courageusement la voix pour obtenir l'émancipation des Juifs et la tolérance pour leur culte; c'était un grand citoyen que celui qui, à la tribune même de la Conven-

tion, pendant que l'évêque Dobet prostituait la sainteté de la religion, s'écriait avec indignation : « La conscience est le sanctuaire de la Divinité; la religion n'a pas à répondre aux hommes; respect à la conscience et à la religion. » C'était un grand citoyen que celui qui disait lors du procès de Louis XVI : « Citoyens, abolissez par une loi la peine de mort, et que Louis profite le premier de ce bienfait. » Ce fut un grand citoyen, digne du respect et de la vénération de tous, celui qui consacra sa vie à plaider pour les opprimés de toutes les contrées, de toutes les religions, qui rappelait aux hommes l'égalité primitive, en sollicitant l'opinion de la traite des noirs et l'émancipation des hommes de couleur; c'était enfin un grand citoyen que celui qui, expulsé de la représentation nationale comme indigne, disait avec une douceur évangélique : « Puisse-t-ils au grand jour quand nous paraîtrons devant le souverain Juge, ne pas être déclarés plus indignes que moi; en attendant je leur pardonne et je prie pour eux. »

M^e Crémieux, vivement ému, cessa de parler, l'audience fut suspendue; plusieurs de MM. les Conseillers-d'Etat et un grand nombre de ses confrères lui adressèrent des félicitations.

Cette brillante plaidoirie écoutée avec une attention soutenue par un nombreux auditoire, fut suivie de marques générales d'approbation.

En 1855, une décision du ministre des finances supprima à Jeanne, condamné à la déportation, la pension attachée à sa croix de Juillet. M^e Crémieux attaqua cette décision sous deux aspects. La pension est alimentaire, elle est nationale; alimentaire, elle ne peut être supprimée : nationale, elle ne peut être révoquée. *C'est pour protéger le droit du Trésor*, dit M^e Crémieux, *que M. le ministre dit avoir prononcé cette désespérante décision. Ah! n'invoquez pas le droit du Trésor; il n'a pas le droit de retenir le prix du sang versé pour la liberté.*

C'était le 2 Juillet 1854, que M^e Crémieux plaidait pour Jeanne. Voici quelle fut sa péroraison :

« MESSIEURS,

» J'ai le cœur navré; c'est demain Juillet; le 29 juillet, le roi signera l'ordonnance que vous allez délibérer. Celui qui réclame, c'est Jeanne. brave parmi ces mille braves qui signèrent, par tant d'héroïsme, nos trois grandes Journées. Oui, nos trois grandes Journées! Jamais rien de plus grand, de plus magnifique, de plus glorieux que notre Juillet! C'était la paix au milieu de la guerre, la générosité dans la bataille, la vertu au sein du plus grave désordre; c'était l'héroïsme venant au secours de la liberté. Vous le dirai-je? il est à Clairvaux, celui que je représente ici : il mange le pain noir de la plus triste prison; lui qui, brûlé du soleil de Juillet, combat-

tait, il y a cinq ans, avec tant de courage et donnait, sans doute, un morceau de pain au soldat qu'il avait vaincu. Je prie *pitie* pour lui, moi, Messieurs, car lui ne dira jamais *pitie*, et m'interrompait s'il m'entendait dire.... Qui, j'en conviens, il a subi, après juin, une condamnation légale; mais il avait obtenu, après Juillet, une récompense nationale! Qui donc pourrait l'en dépouiller? Messieurs, encore une fois, *C'est demain Juillet*, vous ne délibérerez pas aujourd'hui une ordonnance contraire à l'un des vainqueurs de Juillet; le roi des Français ne signera pas, dans ce grand anniversaire, une ordonnance qui frapperait, jusque dans sa vie matérielle, le décor de 1830 privé, depuis juin 1832, de sa vie civile! En déliant, vous vous souviendrez de Juillet; en signant, Louis-Philippe n'oubliera pas qu'il s'agit d'un homme de Juillet. »

Jeanne conserva sa pension, qui soutint l'existence de son vieux père, de sa vieille mère; mais lui-même succomba trois ans après dans les prisons.

M^{re} Crémieux réclame le paiement des cédules émises par Joseph Napoléon après la bataille de Talaveyra. Il faudrait transcrire le plaidoyer tout entier; tâchons d'en donner une idée par quelques citations :

« MESSIEURS,

« Quelles que soient les conséquences des engagements pris par le gouvernement impérial, je ne connais rien de plus beau que d'exécuter ces engagements; je ne connais rien non plus de plus digne du gouvernement actuel que de réparer, autant qu'il dépend de lui, les erreurs et les injustices de la Restauration : à ce double titre, la cause qui m'est confiée se recommande à vos hautes méditations, à votre patriotisme.

« Les engagements de notre empereur Napoléon sont nôtres comme sa gloire, comme son génie, comme ses malheurs. Acquittons ses dettes, Messieurs; la succession de Napoléon n'est pas de celles que l'on accepte sous bénéfice d'inventaire.

« La Restauration fut large pour l'étranger, auquel elle distribua nos frontières, nos armes, nos munitions, nos trésors; elle fut large pour les émigrés, auxquels elle prodigua de riches domaines, des faveurs, des décorations, et le milliard! Elle fut cruelle pour nos soldats, qui avaient versé leur sang pour tout le monde, pour faire triompher le principe de la souveraineté du peuple contre la légitimité des rois.

« Entre ses injustices, il en est une grave, immense : c'est la décision ministérielle qui, à des soldats français, serviteurs de la France dans la garde de Joseph Napoléon, et demandant leur solde, répondit ces mots : *La France ne vous doit rien*. La Restauration ne leur devait rien; mais la France!... Pauvres soldats que la déchéance a frappés, qu'avez-vous pensé de la patrie? Votre empereur connaissait mieux ce que c'était que la France, quand, au milieu de son Conseil d'Etat, il disait : *Là où est le drapeau, là est la France*. C'est sous ce drapeau, c'est sous les aigles aux couleurs nationales qu'a été émis, par Joseph Napoléon, le décret dont nous réclamons l'exécution. C'est après la bataille de Talaveyra qu'il a créé les obligations dont nous demandons aujourd'hui le paiement au Trésor français, comme une dette de la France. Cette bataille de Talaveyra, l'Empereur l'apprit en même temps qu'il apprenait la proclamation faite par Joseph à l'instinct même de la victoire. Joseph disait à ses soldats : *L'Empereur saura ce que vous avez fait; il connaîtra les braves qui se sont distingués parmi tant de braves, ceux qui ont reçu des blessures honorables; et s'il nous dit : Je suis content de vous, nous serons suffisamment récompensés.*

« Je ne connais, avec le droit public, que trois sortes

de rois : les rois légitimes par la grâce de Dieu, les rois de fait par la volonté populaire ou par la volonté de l'armée, et les rois de conquête par la force des armes. A mes yeux, Joseph n'a été ni roi légitime par la grâce de Dieu, ni roi de fait par la volonté populaire ou la volonté de l'armée, ni roi de conquête par la force des armes. Si je démontre chacune de ces propositions, vous n'aurez plus qu'à me dire comment on peut être roi quand on n'est roi à aucun de ces titres.

« Joseph Napoléon n'a pas été roi légitime; il me semble qu'enoncer la question, c'est la résoudre. Cependant il ne faut pas s'y tromper; il serait encore possible de dire qu'une espèce de légitimité avait entouré Joseph Napoléon sur le trône d'Espagne, en se reportant aux premiers jours de la révolution espagnole. Il avait une abdication de Charles IV et de Ferdinand VII en faveur de Napoléon. Napoléon avait donc le droit, dès ce moment, de disposer, soit pour lui-même, soit pour son frère, soit pour celui qu'il désignerait, de la couronne d'Espagne. Si donc l'abdication de Charles IV et de Ferdinand VII était une abdication sérieuse, il y avait en effet souveraineté légitime de la part du roi Joseph; il pouvait ainsi succéder à ceux qui avaient le droit d'abandonner, en faveur de Napoléon, la couronne qui leur appartenait. Mais ce n'est pas à vous, Messieurs, qu'il est besoin de rappeler ce qui a précédé l'abdication de Bayonne ni ce qui l'a suivie; ce n'est pas à vous qu'il est besoin de dire qu'au moment où Ferdinand abdiquait la couronne après une scène qui avait excité le dégoût de Napoléon, il écrivait en Espagne que tout ce qu'il allait faire, il le ferait par la force, que rien ne devait être considéré comme valable, et qu'en conséquence il ordonnait à toutes les autorités de son royaume de continuer l'obéissance à Ferdinand VII, de repousser le roi imposé par l'étranger.

« Ainsi, il n'y avait pas de légitimité pour Joseph.

« Joseph a-t-il été roi par la volonté du peuple? C'est là aujourd'hui pour nous la première des souverainetés, c'est celle qui a le plus de droits à notre estime, à notre vénération, à la consécration de la postérité. Mais Joseph Napoléon roi d'Espagne par la volonté du peuple espagnol! où donc pouvons-nous prendre, pendant les cinq années où il a tantôt occupé, tantôt abandonné sa capitale, où prendrions-nous une seule proclamation, une seule pensée d'où résulte, je ne dis pas la preuve, mais l'indice que le peuple espagnol ait reconnu Joseph comme roi? Citera-t-on la junte extraordinaire convoquée à Bayonne? Dira-t-on qu'elle représentait le pays, et qu'elle a proclamé Joseph Napoléon roi d'Espagne et des Indes? Oui, si cette junte eût promulgué ses décrets en Espagne; si elle n'eût pas délibéré sur le sol français, entourée de baïonnettes françaises; si elle eût reçu mission, soit du pays, soit des circonstances, pour déférer la couronne à Joseph; on pourrait voir dans sa déclaration une preuve quelconque du vœu du peuple. Mais cette junte, c'est à Bayonne qu'elle s'est réunie; mais, sur cent cinquante députés, elle eut peine à en rassembler quatre-vingts; mais plusieurs de ceux qui devaient y concourir allèrent dans divers cités d'Espagne pour y présider des juntas que la France appelait *inconstitutionnelles*, et que l'Espagne appelait et devait appeler *nationales*. Ainsi, la junte de Bayonne n'aurait pu déférer la couronne à Joseph que si le vœu du peuple l'eût sanctionnée; et, à côté d'elle, combien de juntas qui exprimaient la pensée de la nation! Ecoutez celle de Valladolid, dans une admirable proclamation adressée au peuple qu'elle appelle *aux armes* : « Quels droits a sur nous cet étranger? Ne sommes-nous pas les fils des héros? Oublie-t-il qu'au-dessus d'un roi de Castille, il n'y a que Dieu? » Puis la junte de Séville, qui, sous le titre de junte suprême du royaume d'Espagne et des Indes, ordonne l'armement de tous les Espagnols de dix-sept à quarante ans, leur fait prêter serment de fidélité au roi prisonnier, et proclame cette décision grande comme un arrêt du destin : *Il y a déclaration de guerre par terre et par mer entre l'Espagne et Napoléon. La nation ne déposera les armes qu'après que Ferdinand sera rétabli sur le trône d'Espagne.*

« Joseph Napoléon pénétre en Espagne. Les populations sont en fuite sur son passage. A Madrid même, au

jour de son entrée royale, pas un Espagnol ne se montre ; il n'est entouré que de troupes françaises et de cette même junte qui l'avait suivi depuis Bayonne, et dans le sein de laquelle il avait choi si ses ministres : le conseil de Castille refuse le serment ; le roi d'Espagne n'entend pas un seul cri espagnol se mêler aux cris des Français. Voilà, dans les premiers jours, la sanction populaire au trône de Joseph ! Les cinq années qui ont suivi n'ont fait que redoubler la haine de ce peuple irrité contre un roi imposé par l'étranger, haine qui s'accroissait de tout son amour pour Ferdinand.

« L'œuvre peuplée ! Haimait Ferdinand et haïssait Joseph !

« Grande nation ! Elle ne voyait qu'une chose : la patrie contre l'étranger ; car un parallèle entre les deux princes, c'était pour le peuple espagnol un blasphème.

« Pour nous, Messieurs, nous croirions blasphémer aussi, mais dans un sens contraire, en comparant Ferdinand à Joseph.

« Non, si le peuple espagnol eût pu le reconnaître, la sanction populaire ne lui eût pas manqué ; mais chaque jour redoublait l'antipathie, et Napoléon lui-même lançait, en 1809, une proclamation de désespoir. Il disait aux Espagnols : « *Qu'est-ce que ces attaques continuelles contre le pouvoir de mon frère ? Je vais vous traiter en provinces conquises, je vais retirer à mon frère sa couronne, et il faudra bien que vous m'obéissiez à moi, car j'ai le pouvoir et la volonté de me faire obéir.* » Voilà comment s'établissait la prétendue royauté de Joseph. Il n'a pas été roi par la volonté du peuple !

« L'a-t-il été par la volonté de l'armée ? La question rentre dans celle que je viens de traiter. En Espagne, peuple et armée se réunirent contre Joseph : il n'y eut que des soldats, l'Espagne entière fut en armes. L'insurrection se propageait de province en province, de royaume en royaume, et pas un point de ce vaste pays qui n'ait été le théâtre de quelque désastre contre l'armée de Napoléon, c'est à dire contre l'armée française.

« De toutes parts l'Espagne réclame des secours à l'étranger pour chasser les Français qui depuis 1808 avaient envahi son territoire, et telle était la violence populaire et le désespoir du patriotisme, que lorsque l'Angleterre fit offrir à la fois de soldats et de munitions, les envoyés de toutes les provinces répondirent : « *Des armes, des munitions, de l'argent, mais point de soldats ; nous serons tous soldats contre l'étranger.* » Et en effet, ils furent soldats pour combattre Joseph, la nation fut l'armée, à peine quelques hommes isolés suivirent la fortune du frère de l'empereur Napoléon. Joseph n'a donc été ni roi légitime, ni roi par la volonté du peuple ou de l'armée.

« L'a-t-il été par la conquête ?

L'avocat examine cette question, il la résout négativement, puis il reprend :

« Et si Joseph ne fut roi à aucun de ces titres, disons donc comment il fut roi d'Espagne ? Non, non, Joseph Napoléon a été proconul de l'empereur Napoléon. Il a été Joseph Napoléon, frère de l'Empereur ; il a été l'homme que l'Empereur avait choisi pour réaliser, si les succès et le triomphe répondaient à ses espérances, l'établissement dans la Péninsule de ce système continental, rêve de sa haute politique, et sur lequel il méditait encore, quand, après tant de gloire, il ajoutait à sa haute renommée, captif aux rochers de Sainte-Hélène.

« Voilà ce qu'a été Joseph Napoléon : roi sans peuple, il n'a pu dominer que sur la ville même où le maintenait la force de l'Empereur ; roi sans armée, ses troupes, c'étaient les troupes de l'Empereur ; ses généraux, les généraux de l'Empereur. Citez-moi donc, à côté des noms de Soult, de Bessières, de Mortier, de Sébastiani, de Ney, de Clausel, un nom espagnol devenu célèbre à la tête des troupes espagnoles de Joseph ? Et pendant que son royaume était le théâtre de si prodigieux événements, à qui s'adressaient les comptes-rendus des opérations militaires ? A l'Empereur. Où les rapports étaient ils insérés ? Dans le *Moniteur* officiel de France : toujours Napoléon et la France.

« Et Joseph lui-même parlait-il en roi ou en proconul ? Reportez-vous à la création même des cédulas, objet du procès, à la bataille de Talaveyra. Joseph disait à son armée :

« *Soldats, l'Empereur saura tout ce que vous avez fait ; il connaîtra les braves qui se sont distingués parmi tant de braves, ceux qui ont reçu des blessures honorables ; et s'il nous dit : Je suis content de vous ! nous serons suffisamment récompensés.*

« Ainsi s'exprimaient les proconsuls des empereurs romains ; ainsi s'exprimait encore le maréchal Suchet, après Tarragone :

« *Soldats, l'Empereur a été content de vous ; songez que le suffrage du grand Napoléon est le prix le plus cher que puissent ambitionner les braves.*

« Il régnaît à Naples, travaillant au bonheur du peuple, lorsqu'un décret impérial le proclama roi d'Espagne et des Indes. Républicain par principes, roi par nécessité de position, Joseph quitte avec douleur sa capitale ; il accourt auprès de l'Empereur pour s'expliquer avec lui : des explications, il n'y en a point. Napoléon le prend dans sa voiture : *C'est, lui dit-il, une affaire de dynastie ; je puis mourir, et Murat, Eugène peut-être, vont s'emparer de ma couronne, il faut qu'elle reste dans ma famille. Vous en Espagne, elle ne peut vous échapper ; et puis ceci nous arrange tous.* JE DORMIS NAIRES A LUCIEN. Joseph arrive au château. L'impératrice, la cour, la junte, le reçoivent comme roi d'Espagne ; il est roi d'Espagne.

« Il monte donc au trône sans le vouloir, il en descendra sans le savoir. En décembre 1813, Napoléon rend la liberté à Ferdinand : *Quittez Valençay, lui écrit-il, la route d'Espagne vous est ouverte.* Et Ferdinand traverse la France, passe la frontière, et la population espagnole a retrouvé son roi, sans qu'on traitât ait annulé, en présence de Joseph, la prétendue abdication, sans qu'une abdication de Joseph ait même paru nécessaire !

« Et voi à le prince qui aura pu imposer au Trésor espagnol des charges que l'Espagne doive acquitter ! L'histoire se soulève contre cette absurde prétention. »

Après avoir rapidement examiné et combattu quelques autres objections, M^e Crémieux termine ainsi :

« Le ministre va plus loin : la soldie même ne doit pas être payée, selon lui, par la France, aux soldats de Joseph. Le conseil des ministres l'a décidé en 1817 ; le Conseil-d'Etat a jugé de même pour les traitemens extraordinaires.

« Cessez donc, ministres de 1833, de nous opposer la décision des ministres de 1817. Si, à cette époque de malheurs, il était dans la pensée du ministre de refuser à de pauvres soldats même le paiement de leur soldie, de les repousser honteusement, eux qui avaient versé le plus pur de leur sang sur tant de champs de bataille, gardons-nous de faire revivre une aussi cruelle injustice ; il faut enfoncer à jamais cette décision dans la profondeur des cartons du ministère. L'uisse-t-elle ne s'y plus retrouver !

« De quoi s'agit-il donc enfin dans cette cause ? De savoir tout simplement si la guerre d'Espagne a été entreprise dans l'intérêt de Napoléon que je ne veux pas séparer de l'intérêt de l'Empire. Napoléon avait dit dans sa campagne d'Egypte, après Aboukir : *La maison de Bragance paiera par des larmes de sang l'appui qu'elle donne à l'Angleterre.* Et, plus tard, quand il vit le Portugal entrer dans l'alliance de l'Angleterre, il dit : *La maison de Bragance a cessé de régner.* C'est pour anéantir cette maison de Bragance et établir le système continental qu'il porta d'abord la guerre dans la Péninsule. Si des événements en dehors de toutes les prévisions lui ont donné plus tard l'idée de mettre Joseph sur le trône d'Espagne, ce fut toujours pour établir le système continental, grande pensée qui consumait ce vaste génie. Napoléon n'a pas réussi.

« Pourrait on me dire que je m'élève contre la pensée de Napoléon, que je fais un outrage à sa mémoire, quand

je viens soutenir que son frère n'a pas été roi d'Espagne ? Outre qu'il n'appartient à aucun pouvoir humain de faire ce qu'il veut, et la destinée du grand homme en est une preuve cruelle, est-ce faire une insulte à la mémoire de Napoléon, que de soutenir que ce qui a été a été ? Assez de rayons de gloire entourent sa tête, le monde est plein de sa renommée : et dans cette guerre même, si fatale à son trône, l'histoire dira que sa présence seule assurait partout la victoire.

« Un outrage au héros ! Qui donc ose ici le faire ? Moi qui viens vous dire : Napoléon a voulu conquérir l'Espagne et a succombé ; mais ne souffrez pas qu'une dette de Napoléon soit répudiée par la France, ou bien c'est vous qui la répudierez.

« Et ne me dites pas que je vais charger le Trésor d'une dette qui n'est pas la sienne ! Pour moi, cette pensée serait un crime : ma voix se refuserait à réclamer ; ma langue desséchée s'arrêterait dans mon palais ! Viens, viens le jour où nous verrons diminuer le chiffre surhumain du budget, nos applaudissemens patriotiques reconduiront jusqu'à leurs bancs étonnés les ministres exceptionnels qui auront réalisé ce beau rêve ! Mais ce n'est pas une raison pour ne pas payer les dettes légitimes.

« Si Napoléon eût conservé la couronne de France, et que notre réclamation eût été formée, il serait venu au sein de son Conseil d'Etat ; il aurait consulté ces hommes dont plusieurs brillent encore au milieu de vous ; ces hommes qui ont pu apprécier sa volonté, son génie ; ces hommes sur lesquels il s'appuyait avec tant de bonheur et de fierté, comme pouvant les montrer à ses amis et à ses ennemis. Quel eût été l'arrêt prononcé par le Conseil d'Etat sous l'Empire ? Votre arrêt nous l'apprendra.

Le 9 décembre 1856, M^e Crémieux plaidda pour la dernière fois devant la Cour de Cassation. Il avait cédé son cabinet à M^e Galisset, président du tribunal de Pithiviers. Au moment où il allait quitter cette haute juridiction, il exprimait ainsi ses regrets et ses adieux :

« Messieurs,

« Je crains d'être long, et pourtant je n'ai pas le courage de finir. Depuis quelques momens, je parle non pour vous peut-être, mais pour moi. Les dernières paroles que je vais prononcer dans cette plaidoirie sont les dernières que je prononce à cette barre, à cette barre où des confrères de tant de savoir et de mérite m'ont prodigué tant de marques d'amitié, à cette barre où la plus haute magistrature du royaume m'a prodigué tant de marques d'estime. Puissé-je du sein du barreau de Paris, où je vais aussi trouver tant de modèles à imiter, rencontrer les mêmes sympathies ! Et, quand je me présenterai devant la Cour royale, permettez-moi, Messieurs, d'invoquer auprès d'elle, comme titre à sa bienveillance, la bienveillance dont vous m'avez comblé pendant six ans. »

M^e Crémieux prononça ces derniers mots avec émotion. Ses confrères l'entourèrent et lui adressèrent les témoignages de leurs félicitations et de leurs regrets.

Après le réquisitoire de M. le procureur-général, au moment où la Cour se leva, M. le premier président Portalis s'arrêta devant M^e Crémieux, et lui dit :

« Monsieur, la Cour a entendu avec une vive émotion les adieux que vous lui avez adressés. Elle partage tous vos regrets ; elle se console en pensant qu'il lui sera permis d'applaudir aux nouveaux triomphes qui vous attendent dans une autre enceinte. » M^e Crémieux répondit : « Monsieur le président, je suis tout pénétré de vos paroles : le souvenir des bontés dont la Cour m'a comblé

pendant six ans est ineffaçable ; il sera tout à la fois mon regret et ma consolation. »

Nous citerons encore des fragmens d'un plaidoyer pour M. Sirey fils et pour MM. Bethmann de Francfort, prononcé devant la Cour royale de Paris. M. Sirey fils avait tué en duel M. Durepaire, son cousin germain. L'accusation représentait le duel comme un assassinat prémédité par M. Sirey contre M. Durepaire, qui voulait interrompre un procès à la famille Sirey en restitution de sommes importantes. Ce procès avait attiré une foule immense, et jamais peut-être M^e Crémieux ne s'était élevé si haut. La veuve de Durepaire et sa jeune fille de cinq ans étaient à l'audience, vêtues de noir, et attaquant par l'organe de M^e Chaix d'Estance.

« Honneur et respect, respect et pitié aux pleurs d'une épouse, à la douleur d'une veuve qui vient demander justice contre celui qu'elle appelle le meurtrier de son mari. Honneur et respect, respect et pitié à la douleur d'une jeune mère qui, tenant à la main sa fille, comme elle couverte de deuil, vient demander justice contre celui qu'elle appelle le meurtrier du père de son enfant !

« Oui, je les ai conçues ces émotions qui ont dû s'emparer de l'âme du défendeur qu'elle a choisi, je les ai moi-même éprouvées... Mais que M. l'avocat-général vous engage à vous livrer, vous, messieurs les jurés, à ces émotions qu'on a voulu faire naître dans vos âmes, c'est ce que je ne puis comprendre, ce que je ne puis admettre. Votre conscience doit être calme et impassible comme la grande société que vous représentez, comme la loi qui vous a confié la destinée d'un homme ; vous n'écoutez aucune émotion, vous interrogez en silence les faits dont le tableau s'est dévoilé devant vos yeux, et vous prononcez la main sur votre cœur, la décision ; qu'on réclame de votre conscience et de votre raison. C'est là, messieurs, ce qui me rassure, ce qui fait ma sécurité.

« Vous donc ! j'irais lutter d'émotions avec une veuve ! J'irais lutter d'émotions avec ce malheureux enfant qui n'a plus de père ! et je parle pour celui qu'on accuse de meurtre, pour celui qui a répandu le sang du père, de l'époux !... Si les émotions doivent prononcer, c'est l'échafaud qui va se dresser pour lui, car l'émotion c'est la bombe qui la réclame, c'est le deuil qui l'exécute. Non, point d'émotions ! je les récusé, je les repousse, et si le ciel m'avait départi assez de talent pour en faire naître parmi vous, je ne chercherais pas à la faire, et je vous dirais : mon devoir est de prouver qu'il n'y a en toi ni déloyauté, ni perfidie, ni mensonge ; il y a eu triomphe accomplissement du plus douloureux des devoirs ; il y a eu je ne sais quel entraînement fatal qui devait porter le fils vengeant l'insulte faite à son père à percer le cœur d'un homme qui fut long-temps son ami, d'un homme auquel plus d'une fois il tendit une main secourable ; voilà ce que je vous dirais. Je ne voudrais pas arracher à vos émoions une décision qui ne serait pas le résultat de l'examen libre de votre conscience.

« J'arrive sans autre préliminaire au procès. « Il me s'agit pas de savoir s'il y a eu duel, car c'est égard nous n'aurions pas à nous défendre ; le duel a eu lieu, s'il est possible par lui-même, l'accusé doit porter sa tête sur l'échafaud, mais il s'agit de savoir si la loi punit le duel, et s'il peut y avoir assassinat dans le duel comme dans toute autre attaque de quelque nature qu'il soit.

« En premier lieu, la loi ne punit pas le duel. C'est, dit-on, une faiblesse de la loi. J'ai été étonné d'entendre ce reproche dans cette enceinte, où la loi régit en souveraine maîtresse ; elle ordonne qu'on obéisse ! elle se tait ; qu'on respecte son silence !

« La loi a été faible ! Mais nous avons en pendant long-temps les lois les plus énergiques contre le duel ; la peine de mort était toujours appliquée, les potences se dressaient pour le gentilhomme comme pour l'homme du peuple, à une époque où le gentilhomme voulait avoir le privilège d'une mort honorable, comme tous les autres privilèges de la société. Que produisaient ces lois barbares ? Vous le savez. Richelieu s'est baigné dans le sang des nobles. Eh bien ! l'on bravait une double mort, la mort sur le champ de bataille et la mort sur la potence ; c'est qu'il y a (je dirai le malheureusement !) au fond de nos âmes de Français je ne sais quel sentiment qui nous entraîne, qui nous dévore, et dont on croit avoir reçu un outrage qui nous appelle à une déplorable vengeance. Cette

vengance, ah! je la flétris plus que vous, car vous avez une victime, et moi j'en ai deux, une dans la tombe et une sur le banc des accusés. Mais hélas! on se laisse aller à cet entraînement fatal; à ce déplorable préjugé qui fait que ce n'est pas à la loi qu'on demande justice, mais qu'on demande justice à la lame de son épée, au canon de son pistolet, au fil de son sabre. C'est là un grand mal, un mal atroce. Mais c'est une légèreté avec laquelle il faut que la société vive, parce que nous ne sommes pas des êtres parfaits, parce que la perfection est en Dieu, elle n'est pas dans les hommes.

« Si vous voulez punir le duel, faites une loi qui soit en rapport non pas avec ce que vous appelez un crime, mais avec le délit qu'on peut reprocher au duelliste, quand il n'y a ni fraude, ni assassinat dans le duel; c'est-à-dire, je le sais, mon honorable ami qui vient, dit-on, d'établir le ministère de la justice, s'en occupait seulement. Mais qui donc aujourd'hui peut se permettre de dire au jury que la loi punit le duel, qu'un homme qui, dans un duel loyal, a le malheur de tuer son adversaire, doit être déclaré coupable d'assassinat? La loi est muette, et la jurisprudence proclame le silence de la loi.

« Mais comment punir un homme choisi parmi tant d'autres, pour un duel obscur dont la loyauté ne pourra bientôt plus être contestée, lorsqu'on s'est tenu devant ces duels qui font retentir le monde entier de leur éclat?

« Il y a eu un duel entre deux députés, dont l'un a frappé l'autre au visage et l'a étendu raide mort d'un coup de pistolet; celui qui est tombé a-t-il osé aller demander la mort des plus innocents et les plus honnêtes, c'était l'espoir et la consolation d'un de ces hommes dont le nom seul est un éloge: qui dit Dupont (de l'Eure), dit la probité personifiée. A-t-on songé à exercer des poursuites? (Mouvement).

« Et ce dernier duel dont le souvenir fait couler mes larmes, qui a privé la France d'un si grand et si digne citoyen! Fervent apôtre de la liberté, fils idolâtre de sa patrie, Carrel, qui à trente-cinq ans s'était placé au premier rang parmi nos plus grands publicistes, n'est-il pas mort par la chance fatale d'un duel? Que l'un de nous a-t-il osé aller poursuivre l'assassin qui l'a frappé sur le champ de bataille? N'avons-nous pas vu deux nobles généraux déclarer que celui qui l'avait tué ayant agi loyalement sur le terrain, ne devait céder à aucune provocation sur le même sujet! Voilà comment le duel est jugé dans le monde. Vous, hommes du monde, vous, pris au milieu de la société, avec toutes les idées que la société vous donne, vous prononcez que le duel, quand il n'y a eu ni fraude ni assassinat, n'est ni un crime, ni un délit.

Après ce magnifique exorde, l'orateur raconte les relations qui avaient existé entre Sirey et Durepaire, il réfute le récit de l'avocat adverse, qui avait montré la famille Sirey comme débitrice de la famille Durepaire au moment du duel. Puis il s'écria :

« Nous y sommes enfin, nous arrivons au duel. Vous en connaissez le résultat fatal, épouvantable, odieux. Ah! je le déclare au nom de celui qui j'assiste, il n'aura pas un jour dans sa vie sans que l'image de l'homme qu'il a tué, quoique loyalement, ne se présente à lui. Il n'aura pas une nuit dans sa vie sans qu'au milieu des chastes embrassements de l'époux à l'épouse vienne se placer le fantôme de celui qu'il a tué : c'est la punition, la punition inévitable qui atteint le duelliste. Il y a un remords qui poursuit partout l'homme qui a tué l'homme, il y a une ombre qui ne l'abandonne pas, il y a cette pierre qui vient s'asseoir sur son festin, il y a cet œil qui vient se placer au pied du lit conjugal, il y a ce père qui vient dire au père : Ta fille ne te rendra pas heureux, car tu as privé ma fille de son père (Vive sensation). L'orateur s'arrête, et reprend d'une voix émue :

« Cette punition est grave, elle est terrible, elle ne manque jamais : voilà pourquoi la loi n'est pas faible quand elle ne punit pas le duel, parce que le duel est un outrage à la morale et à la religion, et que le vengeur de la morale, c'est la conscience, et que le vengeur de la religion, c'est Dieu. (Nouvelle sensation. Quelques braves se font entendre).

Sirey aura ses remords, dit M. Crémieux d'une voix énergique, il aura ses remords, il n'a pas besoin de votre peine... »

« Enfin, quelle a été la cause du duel? Pourquoi a-t-il eu lieu? Est-ce un meurtre prémédité, un assassinat conçu dans une folie et misérable tête? Examinons.

L'avocat signale quelques circonstances favorables à Sirey, et continue ainsi :

« Venons à la cause funeste de l'événement qui amène Sirey devant vous. Durepaire a-t-il insulté Sirey père? Voilà le premier point à éclaircir. Sirey dit : « Durepaire, à table d'hôte, a appelé mon père *spoliateur*, *voleur* et *canaille*. » La mai-

trisse de l'angeur vient dire : « Il est vrai que M. Durepaire, à mon départ à moi, a appelé M. Sirey *spoliateur* et *canaille*. » Un témoin qui était à table d'hôte déclare : « M. Durepaire a dit que Sirey père était un *spoliateur*, un *voleur* : « que la famille Sirey était de la canaille. » Les injures ont été proférées à table d'hôte, c'est un fait avéré. L'accusé l'a su; car, des le premier jour, il a dit que les cheveux blancs de son père avaient été insultés. Les témoins en ont parlé avant le duel. Il ne l'a pas su, dites-vous. — Mais vous conviendrez que les propos ont été tenus à table d'hôte, à Linçes, et Sirey demeure auprès de Limoges, et plusieurs témoins ont tout entendu. Sirey le fils a donc connu ces outrages.

« Et quel est cet homme dont on insulte si gravement le père? Je ne dis pas seulement qu'il existe entre ce père et ce fils une communauté d'affections. Quel père n'aime pas son fils, et quel fils ne se dévouerait pas pour son père? Mais ce fils a pour son père le respect le plus profond, la vénération la plus grande. De bonne heure il a trouvé en lui la tendresse d'un ami en même temps que les conseils d'un bon père. Rappelé à vous ce qu'il disait à M. de Chauveron, à la suite des discussions entre Durepaire et M. Sirey : « Je peux supporter tout ce qu'on me dit à moi; mais je ne puis tolérer qu'on insulte les cheveux blancs de mon père, qui est à mes yeux l'être le plus parfait qu'il y ait sur la terre. »

« Sirey fils voulait donc se battre, venger l'insulte faite à son père. Il a connu l'insulte, il est parti pour en venir demander réparation. La preuve, d'êtres-vous, que l'un n'empêche pas l'autre, c'est que Sirey fils est venu au bord qu'il y avait et avait en procès, sans contredire, mais ce procès nous l'avions déjà entamé; c'est nous qui, depuis le mois d'octobre, avions assigné la famille Durepaire. Comment donc aurions-nous eu peur de ce procès que nous avions nous-mêmes commencé? Durepaire, dites-vous, est venu à Paris pour faire le procès; il l'a dit, répété avant son départ. Oui, Durepaire l'a dit, mais ce qu'il s'agit de savoir, ce n'est pas qu'il a dit Durepaire, c'est ce qu'a fait Sirey et les motifs qui l'ont fait agir. Or, encore une fois, Sirey n'avait aucun motif d'empêcher un procès, puisque ce procès était déjà entamé. Comment donc l'aurait-il empêché? Sirey fils veut se battre pour empêcher Durepaire de faire le procès? Suivons d'ailleurs les circonstances de ce fatal combat, et nous verrons de plus en plus qu'il ne s'agissait pas d'intérêts de famille, que le duel n'avait d'autre motif que les injures faites au père de l'accusé.

« Dès le 33 novembre, Sirey présente une déclaration à Durepaire. Sirey affirme que cette déclaration ne disait pas un mot d'affaires d'intérêts, d'hypothèque légale. Mais on invoque le témoignage de M. de Mortemart, de M. de Morémès. On leur a dit qu'il s'agissait d'affaires d'intérêts, qu'il y avait eu M. Durepaire, M. de Viret-Gentil et de Saint-Marsault ont eu la déclaration en mains. Le premier ne se rappelle pas les termes, le second les reproduit : « Je déclare que M. Sirey père, l'ainé d'ère le spoliateur, a été le bienfaiteur de notre famille. » Ces expressions, ce sont celles que nous avons nous-même indiquées dans nos interrogatoires.

« On ne se battait donc pas pour de l'argent. « Mais dire à un homme qui veut vous poursuivre : Déclarez que je suis votre bienfaiteur, c'est avancer d'avance la poursuite. Quel donc si cet homme a dit de moi que je suis un spoliateur, un voleur, que j'ai été un canaille, puis-je rétracter? Je ne puis pas. Durepaire l'aurait entendu autrement avec M. de Chauveron? Cet honnête et loyal jurisconsulte avait répété un propos qui touchait à l'honneur de Durepaire. Durepaire accourt, le pistolet au poing, la menace à la bouche : « Retracez-vous par écrit, lui dit-il, ou nous nous battons : a mort. » Se battre à mort avec un homme de plus de cinquante ans, avec le père de six enfants, s'il ne le satisfait par une rétractation écrite! Voilà Durepaire. Et il se refuse à donner, en faveur d'un oncle qu'il a si cruellement offensé, une rétractation écrite! Elle est abominable. Mais c'est absurde : est-ce que la violence ne détruit pas tous les actes? M. de Durepaire n'aurait pas tout à l'heure, en disant devant les tribunaux : Je n'ai voulu, dans cette déclaration, que rétracter des injures; s'il en résulte le moindre indice que j'ai voulu renoncer à des procès, la violence a dicté cet acte, il est nul. Laissez, laissez cette déclaration. Son texte est contre vous. Vous étendez vainement l'intention de celui qui l'a faite défective; il ne voulait pas d'argent, il voulait une rétractation d'injures.

« Voici d'autres preuves. On se rend au lieu du combat. M. de Mortemart déclare à Sirey que le combat a bout portant n'aura pas lieu. Ce n'est pas un duel, dit-il, c'est un crime; d'ailleurs, il s'agit d'affaires d'intérêts. — Non, dit Sirey, il ne s'agit pas d'intérêts... M. de Mortemart ne veut rien entendre; mais M. de Saint-Marsault entend, lui. Il voit Sirey : « Comment, lui dit-il, vous vous battez pour des affaires d'argent! — C'est faux, monsieur, c'est faux; je me bats pour venger les injures dont il a souillé mon père. »

« Est-ce clair? est-ce positif? « Poursuivons. Quel était le combat proposé par Durepaire? Le pistolet à bout portant, un seul pistolet chargé. Sirey l'accepte. Il accepte ce duel, lui qui veut absolument tuer Durepaire pour éviter un procès. Il l'accepte! Mais il va donc jouer sa vie sur un coup de dé, sur la pile ou l'autre d'un jeu? Et Durepaire obtient le pistolet chargé, Sirey meurt, sa famille est anéantie, et Durepaire, qui l'a tué, reste libre de faire ronder gorge au père spoliateur. Ah! Messieurs, comprenez-vous rien à une pareille folie? Non, non, si l'agit d'ar-

sent; oui, s'il s'agit d'honneur, l'honneur, l'honneur comme on l'entend, c'est la rétractation ou la vengeance; rétractation complète ou vengeance aveugle; un dementi à des paroles injurieuses ou un pistolet à bout portant.

« Ce n'est pas tout. Le duel n'a pas lieu cette fois, mais Sirey veut sortir de cet impasse où son adversaire l'accule. Son père est insulté; l'offenseant ne veut pas rétracter l'injure, et ne veut se battre qu'avec des conditions onéreuses par les témoins. Il faut en finir. Deux hommes honorables, Chatard et Duclerc, vont chercher M. de Saint-Marsault chez lui, chez madame sa mère, au ministère de l'Intérieur, ils ne le trouvent pas. Sirey les accompagne.

« Ils se rendent enfin chez Durepaire. Tous deux montent dans son appartement: ils sont porteurs des propositions de Sirey, qui attend la réponse: « Monsieur, disent-ils, voulez-vous rétracter la provocation que vous avez faite à M. Sirey? » Il répond: « Non. — Voulez-vous rétracter les injures que vous avez dites contre M. Sirey père? » Même réponse. « Voulez-vous vous battre avec M. Sirey fils? » — Non.

« Etait-il question d'argent ou de procès? »
« Une demi-heure s'écoule en pourparlers inutiles. Impatience de cette lenteur, Sirey monte à son tour, et gravement arrive à Durepaire. Les quatre personnes sont debout. Sirey s'avance: « Monsieur, voulez-vous rétracter votre provocation? — Non, monsieur. — Voulez-vous rétracter vos injures contre mon père? — Non, monsieur. — Voulez-vous vous battre? — Non, monsieur. » Vous savez que Sirey eût alors le malheur de le frapper au visage. Mais, dans ce moment fatal, prélude du dernier combat, s'agissait-il d'argent, de procès? Non, inutile fois nous.

« Encore une preuve. Le soufflet est donné, il y a vengeance. A la plus grave injure, on répond par la plus grave injure. Des ce moment, tout change pour Sirey. Durepaire avait voulu se battre à la carabine, au pistolet à bout portant. Avant le soufflet donné, Sirey acceptait tout, il allait se battre; après le soufflet, il est vengé; il refuse le combat au sabre, et il ajoute: « Qu'il choisisse le pistolet ou l'épée, j'y consens; mais je ne veux pas me battre au sabre, et je pars ce soir. Il gèlera sous le soufflet, je suis satisfait, je n'ai plus de vengeance à tirer de lui. » Le soufflet est donné, Messieurs, à plus de vengeance; le soufflet a vengé l'outrage, il n'y a plus rien. Qui donc songe alors au procès, aux répétitions d'argent, à votre hypothèque légitime? Tout est fini. J'étais venu à Paris pour obtenir réparation; il me l'a refusée, je l'ai prise: c'est assez.

« Messieurs, la preuve est maintenant sans réplique. La cause du duel, ce n'était pas le procès menaçant, c'était l'insulte provocatrice. Non, non, l'argent n'est pour rien dans la fatale rencontre qui va suivre, le point d'honneur est tout. Ce n'est plus Sirey vengé qui veut se battre; c'est Durepaire frappé qui veut à son tour une terrible vengeance.

« La cause était là, Messieurs, dans cette preuve. Est-elle assez concluante? (Vive sensation).

L'avocat termine ainsi :

« Messieurs, nous voici à l'honneur suprême. Sirey fils, qui depuis quatre jours a caché son arrivée à sa femme, à son enfant, à son père, Sirey sent le besoin d'avoir un haïser d'adieu, d'obtenir la bénédiction paternelle. Le baiser de sa femme, de sa fille, il l'aura, mais de son père, il entend ces dernières paroles: « Point de duel avec ton cousin: mort ou vif, c'est une malédiction ou que tu recevras.

« Il pleure, infortuné, mais il court à son devoir l'appelle. Son devoir, juroz ciel! c'était de demander pardon pour le coup fatal porté sur le visage de Durepaire. Il court laver les cheveux blancs de son père; les laver, malheureux! les laver dans le sang. Il arrive trop tard, plein d'émotion; il reçoit plusieurs coups sans qu'il puisse en donner un seul. La terre mauque sous ses pas; il chancelle, il tombe devant son adversaire. Mon Dieu! va-t-il périr? Non, non, il se relève: ce n'est pas lui qui mourra; mais, hélas! c'est Durepaire, dont la vie reste à la pointe du sabre homicide. Le voilà étendu sur la pousière, celui qui fut son parent, son ami; et lui, il a les mains libres, il se rassure. Il s'élance dans les bras de M. de Larifardière, du témoin choisi par la victime, et il lui demande: « Me suis-je bien conduit? — Très-bien, lui répond le brave témoin. Et il l'embrasse, et il se retire dans la douleur qui ne le quittera plus. Le soir, le lendemain, à toutes les heures, il vient à la porte de la maison où le blessé succombe, et quelques heures après tout est fini. Le silence et la mort, voilà ce qui succède au bruit de la colère, au cliquetis des armes; le deuil d'une veuve, d'un enfant, de toute la famille, voilà ce qui précède l'ardeur de jeune homme, ce qu'un dévouement fait à tout prix.

« Ah! je le blâme, je le blâme, et j'ai encore besoin de le défendre; car on n'en a pas fini de ces accusations de guet apens, d'assassinat. L'infortuné Durepaire est mort; mais s'il eût survécu, après avoir lui-même tué Sirey, d'autres dangers le menaçaient. Malheureux! on nous accusait tout à l'heure d'avoir pas voulu l'égalité dans le combat: on nous accuse maintenant d'avoir voulu violer cette égalité, même par la mort. Durepaire succombe, tout est fini. Sirey succumbant, de Cayeux venait provoquer Durepaire, indigne, affreux reproche, odieux mensonge! Qui, M. de Cayeux avait dit: « Si vous tuez Sirey, à moi la vengeance! » Mais il l'avait dit à Durepaire voulant se battre avec un seul pistolet à bout por-

tant, lors de la première affaire qui finit sans combat. Quelle horrible confusion dans les faits, dans les débats! Oubliez-vous donc qu'à cette dernière lutte les témoins étaient convenus d'arrêter les adversaires au premier sang? Ils vous l'ont dit pourtant, et vous voulez que ce témoin, qui au premier sang aurait fait finir la lutte, pensât à le renouveler!

« Assez, assez d'injures, assez d'outrages. Cet homme que vous accusez d'assassinat, il a voulu mettre sa vie à l'enjeu contre un coup de pistolet à bout portant: il s'est battu au sabre, sans connaître le sabre, il avait comme Durepaire une femme, un enfant; le deuil eût été sur eux, comme il est là (montrant la veuve et l'enfant de Durepaire), s'il eût succombé, et vous savez qu'il a failli périr dans la lutte. Cet homme, que vous accusez d'une spéculation, brûlait du noble désir de venger son père; cet homme enfin qui a eu le malheur de tuer son parent, il l'a loyalement tué. (Mouvement prolongé).

« Ah! madame (s'écrit tout à coup l'orateur en se tournant vers la veuve de Durepaire), ah! madame, pardon, mille fois pardon, il l'a tué, pardon, grâce pour lui. Vous êtes bien malheureuse, vous, et cet enfant, objet de tant d'amour et de tant d'intérêt, mais lui, lui ne peut pas être heureux. A vous, au contraire, arriveront toutes les consolations: vous ne retrouverez pas sans doute l'époux qui vous est ravi, mais vous avez une fille, et, soyez-en sûre, Dieu le voudra, votre fille sera heureuse; et le bonheur d'une fille, c'est le bonheur d'une mère! »

M^e Crémieux, ajoute *l'Observateur des Tribunaux*, prononce ces dernières paroles avec la plus vive émotion. Il tombe épuisé sur le banc des avocats. Toute la famille Sirey s'empresse autour de lui et le couvre de ses embrassements. Les avocats, en grand nombre au barreau, l'entourent et le félicitent.

Il semblait que la réplique ne pouvait produire des effets plus entraînant. Cette réplique fut l'improvisation la plus vive, la plus énergique et la plus touchante. En voici quelques fragmens :

« Durepaire se plaint à Sirey fils de quelques paroles offensantes de son père; il le provoque en duel. Sirey fils accepte. Le duel n'a pas lieu, mais la provocation n'est pas retirée. Durepaire, à table d'hôte, prodigue les injures plus graves à Sirey père absent; Sirey fils en est instruit, il court à Paris pour obtenir réparation d'une double provocation. Il arrive, il reste quatre jours sans voir son père, sa femme, son enfant. Il envoie un cartel à Durepaire, il y joint une déclaration qui réhabilite son père insulté. Cette déclaration renversait la première et la seconde provocation. Durepaire lit le cartel, et dit: « Je me battrais. » Il jette à peine un coup d'œil sur la déclaration, et dit: « Je me battrais. » Puis, il propose un duel à bout portant, et Sirey l'accepte. Ou va sur le terrain. Durepaire a bien dit qu'on se battait pour de l'argent, mais Sirey veut le nier à M. de Mortemart, qui ne l'écoute pas; il le nie M. de Saint-Marsault, qui l'écoute, à qui il dit: « Pour de l'argent c'est faux; je me bats pour l'honneur de mon père. »

« Entendez-vous bien? Ce jeune homme qui se bat pour de l'argent, envoie un cartel qui n'en parle pas, une déclaration qui n'en parle pas, ne avec force une supposition qui est un nouvel outrage, accepte un duel à bout portant qui met ses jours à la merci du sort. Il joue à pile ou face sa vie qui vaut bien celle de Durepaire. Tous deux ont une femme, tous deux un enfant, tous deux une mère; de plus, Sirey a son père qu'il faut venger. De tout ceci, dites-moi, où donc est la preuve qu'il s'agit d'argent ou de procès? « Le combat n'a pas lieu. Nous sommes à la seconde époque. Sirey se trouve dans un impasse: car les témoins ne veulent pas de combat à brûle-pourpoint, et son adversaire n'en veut pas d'autre. Sirey veut sortir de cette étrange position, et alors que se passe-t-il? Deux de ses amis vont chez Durepaire, et lui posent ces trois questions: « Voulez-vous retirer la provocation que vous avez faite à Sirey fils? — Non, messieurs. — Voulez-vous rétracter les injures faites à son père. (On ne lui demandait plus de déclaration). — Non, messieurs. — Voulez-vous vous battre? — Non, messieurs. Une demi-heure s'était écoulée dans ces pourparlers, et Sirey, que vous accusez d'avoir provoqué cette insulte contre Durepaire, Sirey attend une demi-heure dans la voiture, puis, n'y tenant plus, il monte. Oui, ce n'est qu'après une demi-heure qu'il est monté,

les deux témoins l'affirment; lui-même, les deux témoins l'affirment, à renouvelé les trois interpellations; enfin, les deux témoins l'affirment encore, ce n'est qu'après le refus de Durepaire de satisfaire à l'une des trois propositions, que Sirey lui a donné un soufflet.

« Retraction ou vengeance, mais encore une fois, pas un mot ni d'argent, ni de procès.

« Attendez: tant que Sirey n'est pas vengé, il accepte tous les genres de combat, à la carabine, au pistolet à bout portant, tout lui est bon, il lui faut une réparation pour son père; mais lorsque Durepaire, frappe, ne veut pas d'autre combat qu'un combat au sabre, Sirey, vengé, ne veut pas du combat au sabre. Il éprouve si peu cette rage de le tuer, qu'il répond: « J'ai donné un soufflet, je suis vengé; si l'on ne veut pas se battre autrement qu'au sabre, je ne réclame plus rien; je suis satisfait, j'ai rendu sur la joue de cet homme ce qu'il avait mis sur les cheveux blancs de mon père. »

« Messieurs, la fable du procès, la fantasmagorie de l'hyppothèque légale s'est évanouie, la cause du duel n'est plus une cause hantise ou coupable, c'est une cause toute noble et généreuse. C'est le fils qui demande réparation pour son père.

« Je ne reviendrai pas sur ce lamentable récit qu'on vous a répété, plutôt pour toucher vos cœurs, que pour éclairer vos consciences: cette mort de Durepaire, certaine, inévitable, afflige assasinat, puisqu'il ne pouvait pas même tenir le sabre, et cependant vous êtes forcés de convenir que Sirey ne voulait pas se battre avec cette arme, qu'il a été plusieurs fois attenté par Durepaire.

« Nous nous sommes présentés sur le terrain. S'agissait-il d'un combat à mort entre Durepaire et moi? oui; mais entre les témoins, non: tous les témoins, M. de Cayeux comme les autres, s'étaient promis d'arrêter le combat au premier sang; et ce premier sang, de quel corps devait-il couler? c'est du corps de Sirey, car il a reçu cinq allantes avant d'en porter une, et il a reçu la sixième, qui était une blessure à la poitrine, en même temps qu'il portait à Durepaire le coup fatal. Ainsi, c'est moi, Sirey, à être touché, et le combat a continué.

« Voilà, messieurs, tout ce qui s'est passé. Moi, je n'interviens pas, je dis les faits; je ne fais pas de phrases, je recherche dans les débats et je déclare ce qui est vrai; car, après tout, Messieurs les jurés, vous n'avez pas à savoir si nous pouvons ici rivaliser d'éloquence, mais quel est celui de nous qui rapporte le plus fidèlement les dépositions, qui apprécie le plus justement les conséquences réelles.

« On vous a dit que nous avions préparé une scène sur la malédiction paternelle. La scène est attestée par deux témoins. Le père a dit à son fils: « Si tu le fais, sauté au mort, tu auras ma malédiction. » Evidemment, il ne le maudissait pas, bien évidemment, sa bouche démentait son cœur, mais il voulait, par cette menace, éviter une lutte inévitable. On a senti toute l'importance de ces paroles. Comment! vous prétendez que Sirey père voulait le duel pour empêcher le procès, et le voilà qui dit à son fils: « Non, tu n'iras pas te battre, je ne veux pas, si tu le fais, t'empêcher, tu feras une mauvaise affaire, et tu m'accableras d'un impitoyable chagrin. » Comme il a été résolu, comme son fils lui dit: « Je veux aller te venger, bonsoir moi, le père répond: « Non, non, ce n'est pas ma bénédiction que tu auras: mort ou vif, je te maudrais. »

« Malheureux enfant! la menace de son père ne peut plus l'arrêter. Il court à ce fatal combat, il a le malheur de tuer son adversaire. Ah! grand malheur, sans doute! Mais si Aimé Sirey eût été frappé, le malheur eût-il été moindre? Vous avez devant vous une veuve éplorée qui vient demander réparation, vous avez devant vous une femme qui vous présente un malheureux enfant, portant le deuil de son père, Sirey mort aurait laissé, comme Durepaire, une veuve en larmes, un enfant en deuil.

« Hélas! c'est qu'il y avait égalité parfaite entre les deux combattants, tous deux jeunes, tous deux pères de famille, tous deux ayant leur jeune épouse, leur jeune enfant auprès d'eux. Et quand un homme expose tout cela pour avoir raison d'une insulte faite à son père, on le regarde en tant qu'un assassin; quand il consentait à se battre au pistolet à bout portant, et plaçait sa vie sur la pile ou la face d'une pièce de monnaie, on ose dire qu'il y a quel-que chose, projet d'assassinat! Messieurs, c'est un infâme meurtre, c'est une atrocité colossale! (Mouvement dans l'auditoire; l'orateur s'arrête quelques instants, il reprend):

« Oui, oui, l'on nous calomnie, et si tout est permis à de si grands douleurs, vous ne pouvez, Messieurs, qu'excuser cet égarement, sans le partager. Les mots d'assassin, de menteur, ont été prodigués à un jeune homme que l'honneur dévore, qui s'est battu pour l'honneur de son père, qui, pour venir ici défendre son honneur contre une odieuse accusation, s'est livré aux poursuites d'un impitoyable créancier. Menteur! assassin! il a subi, la rougeur au front, ces désespérantes injures. Concevez-vous bien, messieurs, tout ce qu'il y a de déchirant dans une telle position? Et nous, si nous rappelons, pour nous défendre, que Durepaire en a provoqué d'autres, on nous ordonne de respecter sa mémoire. Qui! pas même pour nous sauver, nous ne pouvons dire ce que les débats ont rapporté! Qui! pas même en argumens qui, sans dishonorer l'un, peuvent amener le salut de l'autre!

« Messieurs, je cherche, dans cette longue procédure, dans

cette longue audience, si ma mémoire n'oublie rien des accusations de nos adversaires, rien d'important ne se présente à moi. Vous êtes là d'ailleurs pour repérer quelques omissions, vous, protecteurs naturels de l'accusé, vous qui avez si bien coulé cette attaque et cette défense.

« Non, ce pas, Messieurs les jurés, qu'il n'y a pas d'homicide coupable, de meurtre, pas d'assassinat? N'est-ce pas que ce jeune homme, dont la tête ardente a reçu une si cruelle écorchure, n'a pas cédé à l'inspiration d'un mauvais cœur? N'est-ce pas qu'il a voulu venger son père, son père tant d'importance? N'est-ce pas, enfin, que ce combat est un simple duel?

« Et, des lors, Messieurs, dites que l'accusé n'est pas coupable, car le duel n'est ni un crime, ni un délit. Que si c'est un crime, que faites-vous sur votre siège, magistrat chargé de veiller à l'exécution de la loi? appelez et faites saisir de Cayeux, Chaland, Duclerc, de Parny, de Larifandière, qu'ils viennent répondre à l'auteur, car ils sont complices. Mais non, vous n'avez que d'honorables expressions pour tous ces braves gens, le seul criminel serait l'accusé.

« L'accusé! Il entendait dire tout d'un coup que l'heure qu'il était rejoind de la mort de Durepaire, que son père s'en était applaudi, que sa famille avait savouré toutes les joies du triomphe. Eh! messieurs, ces reproches nous déchirent le cœur.

« L'accusé! A peine il a frappé Durepaire, que le désespoir le saisit; il cherche, dans les bras de M. Larifandière, une première consolation. Le soir, la nuit, le lendemain, à toutes les heures, il se présente chez M. de Viel-Castel, où repose, où s'étend la victime; il espère qu'elle survivra, il veut qu'elle lui pardonne. Je comprends toute votre douleur, lui écrit M. de Viel-Castel, à chaque instant je vous ferai savoir de ses nouvelles. Il a encore sa connaissance, s'approchez pas: s'il vous entendait.... Il lui faut du calme, le repos le plus absolu.

« Vous lisez cette lettre, Messieurs, la douleur de Sirey fils était immense.

« Le père, l'a-t-on assez calomnié! Voici la lettre qu'il écrivait à sa femme, à un moment où le résultat de ce triste duel lui fut connu. Le timbre de la poste atteste la date. « Ma bonne amie, l'honneur de Durepaire a été tué, et celui qui l'a tué, c'est notre malheureux fils. L'honneur est sauf, mais tu conçois la désolation mortelle où je suis.

« L'entendez-vous bien? la désolation mortelle! Où donc est cette joie du fils, cette joie du père?

« Il fallait encore attaquer la mère. Ils ont lu sa réponse, et ils l'accusent, parce qu'elle rend grâce à Dieu que son fils soit sauvé, parce qu'elle l'appelle le Cid. Le Cid, le Cid! mais ce mot seul ruine par sa base toute votre accusation: cet échafaudage si péniblement élevé s'écroule. Le Cid! mais qu'est-ce donc que le Cid? c'est le noble fils qui, immolant l'amour à l'honneur, tue, pour venger son père, le père de celui qu'il aime. Voyez-vous la mère qui triomphe, non dans la mort de Durepaire, mais dans la victoire de son fils? victoire cruelle, désespérante et qui plonge le père dans une mortelle désolation, quand il songe à celui qui a péri; victoire heureuse, victoire pleine de joie pour le cœur d'une mère dont le fils est sauvé, ce fils tout plein, à ses yeux, de respect filial, d'idées généreuses: ce fils, sa consolation, son orgueil, son Cid! Oui, son Cid! car il a rempli un devoir sacré, il a noblement vengé, dans une lutte périlleuse, les cheveux blancs de son père. Rappelez-le maintenant. »

Me Crémieux demandait au nom de MM. Bethmann frères, de Francfort, la nullité de souscription dans la compagnie centrale de navigation formée à Bordeaux. Il avait pour adversaires MM^{es} Delangle, Teste et Duverger. Nous citerons l'exorde et la péroraison de sa réplique.

EXORDE.

Avant de répondre même aux fins de non-recevoir qui nous ont été opposées par nos contradicteurs, nous éprouvons le besoin de nous délivrer d'un poids qui oppresse notre âme. Les paroles prononcées par le second de nos contradicteurs, et dans le commencement et à la fin de la plaidoirie, doivent avoir un long retentissement, et, habitué qu'il est à la portée de sa parole, soit à la tribune, soit à la barre dont il fait souvent une tribune, il se doit pas être surpris que nous y répondions immédiatement.

Oui, Messieurs, dans toutes les affaires civiles, il y a une espèce de solidarité entre l'avocat et le client: cette solidarité, je me fais un honneur de l'accepter aujourd'hui tout entière. Quand on plaide pour la maison Bethmann de Francfort, mais à laquelle nos adversaires eux-mêmes rendent, dans leurs lettres, un si éclatant hommage, si bien mérité, on se sent fier de la mission dont on est investi.

Mais que veulent donc nos adversaires ?

La France tout entière, disent-ils, doit, en quelque sorte, prendre part à ces débats ; et nous sommes dans une telle passion qu'il faut de votre tribunal un jugement qui nous frappe, et non pas un jugement qui nous dole.

Qui sommes-nous, en effet, et qui combattons-nous ?

Qui nous sommes ? des habitants des rives du Rhin ! En vérité, Messieurs, tout Français que je suis, je ne sais si les habitants des rives de la Garonne ont bonne grâce à désigner ainsi les habitants des bords du Mein !

Mais, est-ce bien nous, si humblement hospitalier, qui pouvons reprocher à des étrangers les lieux qui les ont vu naître ? Vous surtout, pouvez-vous leur faire un crime de venir réclamer la justice en France, lorsque vous-mêmes vous les y avez soumis ?

Les hommes que nous avons attaqués sont honorables : j'avais-je ni ? Je l'avais proclamé dans ma consultation, je l'avais répété dans ma plaidoirie. Voulez-vous, à cet égard, une explication bien nette ? La voici : Il est des noms qui nous respectent même quand on les accuse. Tous autres à qui nous aurions à reprocher ce que nous vous reprochons, nous les accusons de vol, de fraude, de mauvaise foi. L'avantage de vos noms, c'est de n'avoir à répondre, pour ainsi dire, qu'à une question de droit. Si les faits que je signale comme détestables et les prospectus ne sont pas une œuvre de l'erreur, de la légèreté, d'une faute qui vicie mon consentement des conditions n'ont pas été remplies. Je ne vais pas au-delà, parce que l'estime due à vos noms modifie les qualifications dues à vos actes. C'est assez de ce sacrifice à votre position.

Nos adversaires prétendent que c'est un sentiment de patriotisme, que c'est l'intérêt public qui les a seuls animés. Nous Bethmann, au contraire, nous sommes des agitateurs, des hommes de bourse, nous n'avons en vue qu'une entreprise à bénéfices, à primes ; nous faisons un procès quand les actions baissent.

Il y a là beaucoup d'erreurs en ce qui concerne le beau rôle que nos adversaires se donnent : beaucoup de calomnies dans celui qu'ils osent nous attribuer. Je répondrai plus tard à ces calomnies, mais je ne puis aborder ma cause sans dépouiller les fondateurs de l'aurore dont ils se parent !

En vérité, Messieurs, on fait un étrange abus de ces beaux mots de patriotisme, d'intérêt public, quand on les invoque dans ce procès.

C'est-à-dire, l'esprit de patriotisme qui vous anime dans votre entreprise ; mais alors vous êtes donc les possesseurs d'une forte partie des actions qui forment votre commandite. Vous avez voulu faire à la patrie au moins l'avance d'une partie des capitaux nécessaires à l'exécution de cette belle pensée !

J'ai sous les yeux le tableau de la distribution des actions, nos adversaires n'en ont pas garde une seule, nous, pas une seule ! Patriotes, vous avez d'abord mis à couvert tous vos intérêts privés.

Esi vous vous rappelez, Messieurs, les derniers mots que la force des choses vient d'arracher à mon très-honorable contradicteur, dites quel est ce patriotisme de MM. Bismarck et Portal, qui, propriétaires dans la Compagnie générale d'intérêts réels et sérieux, fondent la Compagnie centrale et veulent faire passer comme neuf dans la nouvelle Compagnie le matériel déjà vieux de la première !

Venons à l'intérêt public. La France, dit-on, recule, en quelque sorte, devant les grandes entreprises : Liverpool et Manchester, New-York et la Belgique, tout nous dépasse à l'étranger ; nous, chefs de la civilisation, nous sommes en dernière ligne pour l'industrie ! Et qu'a-t-on fait, je vous prie, jusqu'à présent, en France, en faveur des capitaux appelés par tous les fondateurs des sociétés nouvelles ?

Quelles sont les sociétés qui s'élèvent grandes et majestueuses disant : C'est nous qui exposerons nos fonds et nos capitaux, nous venons réclamer de vous, non pas que vous preniez la société, mais que vous la souteniez ? Ce que vous remerciez à notre caisse pour aider à nos vastes entreprises, nous ne le réclamerons qu'à mesure des besoins, et vos avances seront productives d'intérêts en nos mains. Non, non, il n'en est pas ainsi : les capitaux sont pour moi, au jour même, à l'instant où la spéculation se présente, et les années s'écoulent sans produits pour les actionnaires.

On se plaint de ne pas voir de toutes parts des sociétés qui sillonnent nos rives de canaux, nos routes de chemins de fer, et voilà que les hommes puissants qui se valent d'agir dans l'intérêt public, placent toutes leurs actions, sans laisser une seule chance ouverte contre eux, et sans se préoccuper un moment des actionnaires et de leur enrichissement. Et vous voulez que la France applaudisse à de telles opérations !

L'intérêt public ? Comment le concevez-vous, vous dont la première pensée, la pensée dominante, est d'étouffer toute concurrence sur le fleuve que vous voulez seul exploiter ?

Disons vrai : c'est votre intérêt privé qui vous a seul animés. Vous avez fait un acte de négoce, je ne vous en blâme pas ; soyez d'honorables négociants, mais n'invoquez pas le patriotisme et l'intérêt public : c'est un bel ornement qui ne va pas à votre cause.

PÉROIRATION.

Une objection sérieuse nous reste à combattre ; sérieuse par les paroles dont on l'entoure, fautive par les faits qui l'expliquent, mais qui mérite une réfutation.

On dit que notre affaire, dans son origine, a été pour nous une affaire de bourse, de jeu ; notre procès aujourd'hui est le résultat de notre désappointement. Nous nous sommes précipités sur une prime qui nous semblait certaine ; elle manque à nos espérances, nous nous jetons en aveugles dans un mauvais procès.

Messieurs, je ne fais pas comme nos adversaires ; je ne dirai pas que les MM. Bethmann se recommandent assez par leur nom, pour qu'une pareille accusation tombe d'elle-même. Les MM. Bethmann, tout Germains qu'ils sont, et permettez-moi de dire qu'ils sont très-fiers ainsi de leur nationalité, les MM. Bethmann savent que devant la justice, il faut répondre autrement que par des phrases. Il suffit que ces mots : *cote à la Bourse* aient été tracés dans leur correspondance, pour qu'ils comprennent qu'ils doivent s'expliquer sur ce reproche qu'on leur a si habilement et si souvent adressé dans la défense.

Messieurs, une nuée d'opérations, de spéculations de toute nature fondait sur la place de Paris. Chaque jour voyait couler à la bourse, sans choix, sans distinction, toutes les créations qui s'offraient à l'active imagination des spéculateurs. Il fallait autant que possible mettre une digue à ce torrent. Les journaux annonçaient qu'on ne porterait plus à la cote officielle que les associations dont les apparences seraient sérieuses aux yeux du syndicat des agents de change. Voilà, Messieurs, l'application de cette phrase d'une de nos lettres : « Nous pensons que cette affaire sera portée à la cote officielle de la bourse comme plusieurs autres opérations industrielles. » Maintenant, Messieurs, que les souscripteurs de Francfort aient espéré tout-à-la-fois un intérêt élevé et leur prochainement des prospectus, et un accroissement de capital qu'assuraient des noms si connus et une opération si largement présentée, ils sont loin de le nier. Rappelez-vous les paroles de reconnaissance de MM. Bethmann lorsque cette affaire leur fut proposée. Ils voyaient dans le choix qu'on avait fait d'eux un témoignage d'estime et d'intérêt dont ils ne pouvaient trop remercier M. Rougemont. Oui, sans doute, ils considéraient sur de beaux avantages ceux qui, dans un jour, offraient trois millions pour votre spéculation boursière ! Mais qu'ils aient fait une opération de bourse, vous qui vous écriiez : « Nous nous sommes refusés jusqu'ici par principe, à toute spéculation industrielle ; cette fois nous dérogeons à notre habitude en présence de tels noms et de votre recommandation ; » qu'ils en aient fait une spéculation de bourse eux qui, souscripteurs de 2,673 actions viennent les Malmes encore garnies de 2,500 et plus ; c'est une pure calomnie. Vous avez votre argent, à la bonne heure ; faites tout ce que vous voulez pour le garder, comme vous avez fait tout ce que vous pouvez pour l'obtenir de nous ; mais ne nous injuriez pas, même pour vous défendre, car nous perdons nos capitaux et nous n'avons rien exposé ! Non rien, Messieurs, ils n'ont rien exposé, et ils nous accusent ! Nous des joueurs de bourse, des agitateurs ! Et ce sont les hommes qui ont placé tous leurs actions, sans même s'en réserver une, ce sont ces hommes qui nous calomnient !

Vous, vous avez joué, mais à jeu sûr. Voyez, en effet, quelle adresse ! D'abord, toutes vos actions placées, donc point de risque ; puis, en partie à Paris, où elles vont couvrir de mains sûres sans occasionner aux porteurs successifs des pertes qui les irritent : tout le reste à l'étranger, loin, loin de la France, ne connaît pas les vices de l'opération ; je vous en ai fait par le nom des fondateurs, et se résigner plus tard à la perte inévitable d'une part de son capital, plutôt que de venir chercher à 500 lieues une justice que l'éloignement fait paraître incertaine ! Ainsi voyez-vous comme ils agissent froidement, cruellement pour les souscripteurs ? Pendant quatre jours, leurs actions, que la réputation de leurs noms et la première effervescence protègent, ont une prime de 20 à 25 francs ; à la fin de la semaine, le pair est atteint ; à mesure qu'on s'éclaircit à Paris sur les faits jusqu'alors inconnus, la baisse arrive, elle vient rapide et menaçante. Que leur importe ? Ils n'ont pas une action en portefeuille ; eh ! quel leur eût-il été, vous avez fait un papier de bourse, et vous, hommes honorables et puissants ; vous ne le soutenez pas ! Voulez-vous du moins reprendre quelques unes de vos actions au pair ? « Oh en sera-t-on, s'écrient-ils, s'il fallait reprendre ce qu'on a livré ? » Et cette plainte de notre part, ils s'en font une à eux : « Voulez-vous donc, nous disent-ils aujourd'hui, vous, joueurs, nous hausser l'acte ? Nous voulons nous, honnêtes fondateurs, laisser à la spéculation son cours naturel. » Son cours naturel ! Oui, sans doute, si, comme quelques autres créateurs d'honorables entreprises, vous pouvez montrer en portefeuille une masse de vos actions, nous comprendrions votre probité si susceptible. Mais vous avez tout repaidu, tout jeté sur la place, et quand la baisse arrive, vous appelez cela le cours naturel des choses !

Remarquez bien, Messieurs, que ce n'est pas la baisse qui a déterminé le procès. Le 12 mai, nous nous étions donné du peu de consistance d'une pareille valeur, si bien recommandée ; le 18, nous exprimions avec timidité les réflexions que nous inspiraient quelques-unes des choses des statuts. Jusqu'en 10 juin, nous sollicitons le bail à terme. Et quand notre lettre de ce jour, 10 juin, fait connaître si nettement et si utiles renseignements reçus de Bordeaux, à cette époque où les actions sont tombées à 400 francs, nous ne parlons pas encore de procès ! Ce n'est qu'à la lecture du bail que nous commençons à faire des observations plus vives ; l'amertume

n'entre dans notre correspondance qu'à la réception des lettres singulières où l'agent et les fondateurs nient les faits les plus patents. C'est enfin la missive du 12 juillet qui comble la mesure.

Et c'est en présence d'une conduite si réservée, que l'on appelle les frères Bethmann des joueurs ! Ne dites pas que derrière eux se trouve une masse de souscripteurs à qui cette appellation pourrait du moins s'appliquer. Encore une fois, les MM. Bethmann nous ont écrit que leurs commettans étaient des porteurs sérieux, et quand les MM. Bethmann attestent un fait, ce fait est vrai. La preuve, la voici : nous avons souscrit pour 2,673 actions, nous avons dans nos mains 2,550 actions.

Messieurs, nous terminons ici ce long débat dans lequel votre bienveillante attention ne s'est pas un instant démentie ; c'est que vous en comprenez l'importance.

L'Allemagne tout entière attend votre jugement.

Les frères Bethmann, si malheureux d'avoir à soutenir une pareille lutte, s'en consolent par la pensée qu'ils n'auront pas en vain imploré votre justice. Sur les rives du Mein, messieurs, l'opinion unanime, populaire, c'est que les tribunaux de France ne balancent pas à se déclarer même contre des Français qui ont tort, en faveur d'étrangers qui ont raison.

Aujourd'hui, au nom de l'étranger qui ne parle pas en maître, mais qui s'adresse noblement à votre indépendance, nous demandons que par un jugement équitablement moral, vous consacriez ce véritable droit en tête de toutes nos lois, et que vous sachiez si bien faire respecter : *Il y a en France égale justice pour tous*. Étrangers, nous venons au pied de votre tribunal déclarer que nous sommes sans crainte. Vous résilierez notre engagement, parce que cet engagement n'a été contracté que par erreur, parce que les statuts et le bail à ferme violent ouvertement le prospectus, seule base de notre consentement. Votre jugement restera comme un monument de justice et d'équité ; mais il ne surprendra ni en France, ni au dehors. On sait partout que le Tribunal de commerce de Paris ne tolère de personne l'infraction à la foi promise.

Nous avons dit, au commencement de cette notice, que M^e Crémieux est né dans la religion juive. Depuis le jour où il fit son entrée au barreau, il s'est occupé sans relâche de ses co-religionnaires. Toujours prêt à les soutenir, à les défendre, à réclamer soit en leur faveur, soit en faveur de leurs droits qui lui semblaient méconnus, il passe aux yeux des Israélites de toute l'Europe pour un des hommes qui ont rendu les plus grands services à la cause de leur émancipation. Les communautés de la Nouvelle-Orléans lui ont envoyé le diplôme de membre de leur association. Il est aujourd'hui membre du Consistoire central, et porte la plus active sollicitude sur tous les moyens de répandre l'instruction et la morale parmi les Israélites français.

Une école centrale, fondée à Metz en 1828, élève des jeunes gens dans le *rabbinat*. M. Crémieux s'en est constitué le protecteur. Il se rend chaque année au sein de l'école ; il passe les examens, encourage les élèves, excite les professeurs, distribue des prix qu'il a fondés. Les séances qu'il consacre à ces examens sont de véritables cours, dans lesquels il développe les beautés des auteurs sacrés, et

les compare aux belles créations des poètes et des orateurs grecs et des latins ; des allocutions pleines d'une haute philosophie apprennent aux jeunes gens destinés aux fonctions religieuses les plus élevées parmi les Juifs, comment la religion se concilie avec les nobles idées de tolérance, de modération, de sagesse humaine. Il entretient une correspondance suivie avec les rabbins et avec les consistoires. Il délivre chaque année des livrets d'épargnes aux enfans israélites qui, dans les écoles primaires, se distinguent par leur conduite, leur application, leurs succès. Il a fondé deux lits de fer dans l'hôpital israélite de Metz.

On se rappelle avec quelle chaleur il se personnifia, comme le dit M^e Dupin, au premier procès sur le serment *more judaïco*. Alors M^e Crémieux était dans toute sa renommée ; il pouvait parler haut devant des magistrats qui aimaient sa parole et rendaient justice à ses sentimens. Mais il avait commencé de bonne heure à lutter contre les préjugés sous lesquels les Juifs ont été si long-temps accablés. Dans une de ses premières causes civiles devant la Cour royale de Nîmes, M^e Crémieux entendit son adversaire dire en commençant : *Messieurs, je plaide pour un tel, Juif, appelant, contre un tel, intimé.*

Mon cher confrère, dit M^e Crémieux, faites connaître, je vous prie, à la Cour, la religion de l'intimé, pour lequel je plaide ; vous m'obligerez moi-même, car je ne m'en suis pas informé. Pourtant la religion des plaideurs a sans doute ici quelque importance, puisque vous dites que l'appelant est Juif. Ajoutez aussi, s'il vous plaît, que des deux avocats, l'un est catholique, l'autre Juif ; le procès en vaudra peut-être mieux pour l'un ou pour l'autre.

La qualification de juif disparut de l'audiencede la Cour.

Un autre jour, M^e Crémieux plaidait en police correctionnelle pour un colporteur *juif*. Les preuves contre les prévenus

n'étaient pas d'une évidence palpable; le substitut qui tenait l'audience, dit aux juges : *Quel doute enfin resterait-il dans vos esprits ? Celui que nous poursuivons n'est qu'un Juif rouleur.*

Qu'ai-je entendu, s'écria l'avocat, en interrompant le magistrat ? Dans cette enceinte, où l'égalité règne en souveraine, en présence de cette image du roi, qui a proclamé dans sa Charte la liberté des cultes, le magistrat qui représente la loi et le roi, pour faire triompher une prétention qui s'éteint, ose invoquer ici, comme argument, la religion du prévenu; et c'est avec un mépris que le geste signale aussi bien que la parole, qu'on énonce la qualification de juif; comme si, aux yeux de tous les hommes raisonnables aussi bien qu'aux yeux de Dieu, un Juif ne vaut pas un chrétien; comme si en présence de l'article 1^{er} et de l'article 5 de la Charte, un Français juif ne vaut pas un Français chrétien; et l'on ne songe pas même que cette insulte frappe à la fois l'avocat et le prévenu, qui tous deux professent le même culte !

On pense bien que de telles paroles produisirent leur inévitable effet.

La mort de l'ex-évêque de Blois, l'abbé Grégoire, enleva à la cause de la tolérance, et de la liberté des cultes, un de ses plus dignes champions. M^e Crémieux prononça sur la tombe de Grégoire un discours auquel nous empruntons les passages suivants :

« Messieurs ,

« Après tant d'hommages rendus à une si belle vie, à une si belle mort, ne vous semble-t-il pas qu'il manque un dernier hommage à la mémoire de celui dont nous allons quitter les restes mortels ? Son âme si douce, si bonne, n'attend-elle pas encore un tribut de douleur et de reconnaissance ? Coré d'Emberménil, fut près de ta tombe des citoyens français qui viennent te dire un dernier adieu ; des citoyens français jouissant de tous les droits, de tout l'honneur attachés à ce beau titre, réunis, confondus au sein de la grande nation, enfans de la France, qu'il est si glorieux d'avoir pour patrie. Ces citoyens, ils étaient Juifs, lorsque le premier tu vins rappeler qu'ils étaient hommes ; ils étaient Juifs, c'est-à-dire

méprisés, hais, livrés aux persécutions de l'ignorance et du fanatisme, lorsque ta voix généreuse osa proclamer leurs droits foulés aux pieds pendant dix-sept siècles. Aujourd'hui, la France qui les adopta les voit marcher les égaux de ses autres fils, et, avant que la tombe s'ouvrit pour toi, tu fus heureux d'entendre le législateur lui-même proclamer entre leur culte et les cultes chrétiens la plus parfaite égalité. Ce grand acte de justice, nous nous félicitons que tu en aies été le témoin ; c'est la récompense de tes soins, de tes écrits, de tes courageux discours : c'est presque une couronne pour ton cercueil...

« Messieurs, vous l'avez vu dans ses premiers pas, nous vers la fin. A qui de vous ou de nous s'est-il montré plus digne de l'estime et de l'admiration publiques ? Celui qui réclamait l'émancipation des Juifs avant qu'il fût permis de l'espérer, se trouva, dans l'Assemblée Constituante, le premier à la tribune pour la réclamer encore, soutenu par plusieurs de ses collègues, et surtout par La Fayette, dont le nom rappelle tous les combats de la raison contre les préjugés, de la liberté contre tous les genres de despotisme.

« Sa vie à la Convention, vous venez de l'entendre raconter par un conventionnel (M. Thibaudeau) dont la mâle éloquence retentit encore au fond de nos âmes. Plus tard, il osa protester, lui cinquième, contre l'élevation à l'Empire de ce grand capitaine qui, malgré ses erreurs, n'en demeurerait pas moins le premier génie des temps modernes ; il fut pendant dix années membre de l'imperceptible opposition qui étonnait au milieu de ses flots de courtisans l'empereur Napoléon ; et lorsque l'absurde Restauration parut après nos revers, comme pour les rendre irréparables, la voix de Grégoire fut en quelque sorte la dernière qui se fit entendre au nom de la souveraineté nationale.

« On vous a dit son exclusion de cette Chambre qui préludait par l'expulsion de Grégoire à l'expulsion de Manuel ; mais ce qu'on ne vous a pas dit, c'est la charité qui l'animait lorsqu'il parlait de ceux qui avaient provoqué ce lâche attentat. La première fois que j'eus l'honneur de le voir, j'entendis ces expressions que j'ai toujours retenues : « Ils m'ont déclaré indigne ! Indigne ! ah ! puissent-ils, de-
« vant un autre tribunal, ne paraître pas eux-mêmes
« indignes aux yeux de celui qui lit au fond des
« cœurs ! Ils ont voulu me faire bien du mal ; mais
« je ne leur en veux pas, et chaque jour je prie Dieu
« pour eux. »

« Messieurs, j'affirme que voilà ses propres expressions : que ceux qui l'ont connu disent s'il tint jamais un autre langage.

« Il est mort comme il a vécu, en philosophe, en homme religieux, en bon citoyen ; il s'est éteint après une longue carrière, toute pleine de vertus et de services rendus à sa patrie et à l'humanité.

« Grégoire, écoute, voici nos derniers adieux ; ils seront dignes de tes vertus : tu seras pleuré sur tous les points du globe, car il n'est pas un point du globe où ne se trouvent quelques membres réunis de cette antique nation que ta voix a retirée de l'abîme. M'entends-tu, prêtre de Jésus-Christ ? Les Juifs répandus dans tout l'univers te pleureront ; et pendant que la philosophie te jugera digne d'une statue, pen-

dant que la liberté te proclamera l'un de ses serviteurs les plus fidèles, la religion te remerciera d'avoir appuyé son empire sur la tolérance et l'humanité ! »

Ce discours fut souvent interrompu par des bravos et des applaudissemens. A peine l'orateur avait-il terminé, que l'un des exécuteurs testamentaires s'écria : *Veillez, monsieur, recevoir mes remerciemens et ceux de mes collègues, pour cet hommage si touchant à la mémoire de notre ami : vous l'avez loué comme il méritait de l'être.*

On se rappelle Deutz (voir sa notice), et l'acte qui livra la duchesse de Berri. Deutz s'adressa à M^r Crémieux, comme son co-religionnaire, pour qu'il le justifiait en un mémoire; voici la réponse de l'avocat. La sensation produite par cette lettre, fut immense.

Monsieur,

Toute relation doit cesser entre vous et moi; je vous ai entendu deux heures, c'est assez. Si vous étiez traduit en criminel devant un tribunal, si vous m'appelliez comme avocat, je ne vous refuserais pas mon ministère : tous les accusés ont le droit de l'invoquer. Mais vous êtes libre, dans tout l'éclat du triomphe lucratif, objet de votre ambition : je n'ai rien à faire pour vous. Si c'est pour vous justifier aux yeux du public, la France est sourde à la justification d'une lâcheté : il faut subir la honte quand on a consommé la trahison. D'ailleurs, je ne vois rien pour excuser un crime que je déteste, et qui ne vous traîne pas devant d'autres juges que l'opinion publique. Si vous avez compté sur moi comme votre co-religionnaire, que votre erreur finisse; vous n'appartenez maintenant à aucun culte : vous avez abjuré la foi de vos pères, et vous n'êtes plus catholique. Aucune religion ne vous veut, et vous ne pouvez en invoquer aucune; car *Moïse* a voué à l'exécration celui qui commet un crime comme le vôtre, et *Jésus-Christ*, livré par la trahison d'un de ses apôtres, est un fait assez éloquent aux yeux de la religion chrétienne.

AD. CRÉMIEUX.

Paris, 24 novembre 1832.

Nous ne voulons pas oublier que, dans le courant de 1834, M^r Crémieux pria quelques-uns des principaux rédacteurs des journaux de la capitale, de se réunir chez lui. L'un des auteurs de la *Biogra-*

phie des hommes du jour était présent comme rédacteur en chef de la *Tribune*.

« Messieurs, dit M^r Crémieux, vous savez tous si mon zèle, si mon dévouement ont fait jamais défaut à la presse; j'ose réclamer de vous, à mon tour, un service qui ne sera d'ailleurs qu'un acte de justice. Depuis quelque temps, je m'aperçois que si, au milieu de cette foule immense de voleurs qui exploitent la capitale, et dont les journaux signalaient l'arrestation; que si, au milieu de ce grand nombre de prévenus ou d'accusés que la justice livre aux tribunaux, il se trouve un individu appartenant à la religion juive, vous ne manquez jamais de mettre à côté de son nom le mot *Juif*. C'est à la fois un oubli des saintes lois de la tolérance, et un argument fourni aux ennemis de la liberté des cultes. C'est d'ailleurs une cruelle injustice: car, vous ne dites pas des autres qu'ils sont catholiques ou protestans. Enfin, Messieurs, je suis Juif, quelques-uns de vous ne le savent peut-être pas. Je sollicite de votre amitié ce que je demande à votre esprit de libéralisme. Les tribunaux frappent les voleurs sans distinction de culte; annoncez la condamnation ou les poursuites sans distinction de religion ».

Naguère encore, lors du fameux procès de Saint-Bérain, la *Gazette d'Ausbourg* avait donné quelques détails sur cette cause célèbre. M^r Crémieux vit dans l'article une attaque indirecte contre les juifs; il écrivit à la *Gazette d'Ausbourg* une lettre qui fut reproduite (septembre 1838) dans divers journaux, et qui est empreinte des plus purs sentimens de tolérance et de modération.

Nous avons dépassé, dans cette notice, les bornes que nous impose notre cadre habituel. Nos lecteurs ne sauraient nous blâmer de leur avoir fait connaître avec détail l'un des beaux talens et des plus honorables caractères de notre époque.

Nous avons aussi rempli un devoir de sentiment et de gratitude; car nous sommes de ceux qui avons été à même d'apprécier le désintéressement patriotique de M. Crémieux. Nous avons pensé qu'il nous appartenait, à nous, soldats d'avant-garde de la presse indépendante, de payer un tribut de reconnaissance, au nom de toute la presse, à celui qui en fut, en tout temps et en toute circonstance, l'infatigable défenseur.

QUINSONAS (LE COMTE OCTAVIEN DE).

QUINSONAS (LE CHEVALIER ADOLPHE DE).

QUINSONAS (LE COMTE EMANUEL DE).

M. le comte *Octavien* DE QUINSONAS, l'aîné des trois frères existans, est né à Grenoble le 9 octobre 1766, de M. le marquis de Quinsonas, ancien président à Mortier au parlement de cette province. Son grand-père avait été premier président du parlement de Besançon, et a écrit plusieurs ouvrages, entre autres une *Histoire du Dauphiné* qui est fort estimée (1). Il servait, avant la révolution de 1789, comme officier au régiment des gardes-françaises. Ayant quitté la France à l'époque de l'émigration, il passa au service de la Russie, qu'il a quitté, vers 1814, dans le grade de lieutenant-général, honoré de la bienveillance des souverains, et décoré de leurs Ordres de Saint-George, Sainte-Anne et Saint-Vladimir.

Une observation que nous devons faire et qui est toute à la louange de cette fa-

(1) La famille de MM. Quinsonas est originaire d'Aragon.

Leur nom est POURROY DE L'AUBÉRIVIERE, et dans les actes latins, ils sont nommés ALBA-RIPERA (*L'Aubérière*), PRO REGE (*Pourroy*).

Le nom de Quinsonas qu'ils portent, est un nom de terre.

En 1592, il y eut à Saragosse de grandes séditions au sujet des privilèges du royaume d'Aragon, appelés *fueros*, qui furent attaqués par l'Inquisition.

A cette époque, plusieurs personnes de marque périrent sur les échafauds; d'autres, compromises, parvinrent à se réfugier en France, et le chef de la famille des Quinsonas vint d'abord s'établir en Béarn, et bientôt après en Dauphiné, où elle a existé honorablement jusqu'à ce jour, servant l'Etat dans les armes et dans le parlement de cette province.

mille, c'est que sous les diverses positions que lui ont faites des circonstances plus ou moins violentes, nous ne trouvons jamais un seul de ses membres portant les armes contre sa patrie. Sans nommer ici les champs de bataille, où deux d'entr'eux ont gagné leurs décorations et leurs grades, nous savons qu'ils peuvent les revoir sans aucune arrière pensée de remords.

Rentré en France en 1820, le roi Charles X conféra à M. de Quinsonas, le 26 août 1827, le titre de lieutenant-général honoraire, et, par ordonnance du 5 novembre de la même année, l'éleva à la dignité de pair de France, dont la révolution de 1850 l'a dépossédé. Depuis cette époque, M. Octavien de Quinsonas vit retiré au château de Grégy, département de *Seine-et-Marne*.

Le deuxième frère, M. Adolphe de Quinsonas, chevalier de Malte, né à Grenoble en 1774, est resté constamment étranger à la politique, et habite le département de l'Isère, où il s'occupe d'agriculture et d'œuvres de bienfaisance. Il a fondé à Morestel (Isère) une communauté de sœurs qui élèvent les enfans et soignent les malades.

M. le comte *Emmanuel* de QUINSONAS, le dernier des trois frères, est né le 3 décembre 1775, à Grenoble. Il avait été reçu chevalier de Malte dès son enfance. Il passa à Malte, muni de passe-ports, pour y faire ses caravanes, en 1792.

Il fut constamment embarqué sur les bâtimens de l'Ordre, pendant les années 1792, 93, 94, 95 et 96, et obtint les grades de capitaine-major et de lieutenant-colonel.

Plus tard, il rentra en France; mais ayant été mis, ainsi que toute sa famille, sur la liste des émigrés, il ne put y rester, et fut forcé de s'expatrier. Madame de Quinsonas, sa mère, avait été emprisonnée sous le régime de la terreur, et ne sortit de prison qu'après la mort de Robespierre. Portée sur la liste des émigrés, quoiqu'elle

n'eût pas quitté la France, elle eut beaucoup de peine à faire lever le séquestre mis sur tous ses biens.

M. de Quinsonas entra au service de Russie en mai 1799, dans le régiment de dragons d'Ingrie, avec le grade de lieutenant-colonel. Il fut promu au grade de colonel en 1800, et passa au régiment de Pereiaslof (1804), avec lequel il fit les campagnes de 1806 et 1807, contre les Turcs en Bessarabie, sous les ordres du général Michelson.

Après avoir occupé les villes de Kilia et d'Akerman, M. de Quinsonas fut blessé très-grièvement d'un coup de feu au travers du corps à Tchoumatchour, sous Ismaïl. Il fut, à cette occasion, décoré de l'ordre militaire de Saint-George de 4^e classe, le 8 février 1807 (style russe).

Il fut promu au grade de général-major le 12 septembre 1807, et nommé chef du régiment de dragons de Hambourg.

Après avoir été employé, pendant les années 1809 et 1810, à la défense des côtes menacées par les Anglais, tant à Archangel qu'en Esthonie, il quitta le service de Russie à la fin de 1810, et, ayant été rayé de la liste des émigrés, rentra en France en janvier 1811.

Il resta dans ses foyers jusqu'à la rentrée des Bourbons, époque à laquelle il prit du service en France, le 5 décembre 1814, comme maréchal-de-camp, mais sans emploi. Ayant suivi le roi Louis XVIII à Gand, il fut nommé chevalier de l'ordre de Saint-Louis en mai 1815. Il a servi constamment depuis ce temps et a été toujours employé, 1^o comme commandant le département du Bas-Rhin à Strasbourg, où il travailla au licenciement de l'armée du Rhin; 2^o comme commandant le département du Morbihan à Vannes, puis le département du Pas-de-Calais, pendant l'évacuation de l'armée anglaise. Après la libération du territoire, il fut chargé

de réoccuper les places du département du Nord.

Nommé inspecteur d'infanterie en 1821 et du cordon sanitaire en 1822, M. de Quinsonas fut créé chevalier de la Légion-d'Honneur, le 17 avril 1822 et fit en 1823, la campagne d'Espagne comme commandant la 5^e brigade d'infanterie de la 3^e division, dans le corps du prince de Hohenzolhe.

Nommé officier de l'ordre de la Légion-d'Honneur, pour la prise du faubourg de la Madelaine, devant Pampelune, quand le maréchal de Lauriston en fit le siège, il fut nommé gouverneur de cette place lorsque les Français s'en furent emparés; il reçut en outre les insignes de commandeur de l'ordre militaire de Saint Louis, le 18 novembre 1823 et le 4 octobre 1824 la croix de Saint-Ferdinand d'Espagne (4^e classe).

Rentré en France à cette époque, M. de Quinsonas fut élu membre de la Chambre des Députés par l'arrondissement de la Tour-du-Pin (Isère), siégea au côté droit, et assista avec la plus scrupuleuse assiduité à toutes les séances jusqu'à la dissolution de cette Chambre en 1827. Il n'a parlé qu'en de rares occasions; mais il l'a fait pour défendre les intérêts de l'armée, et pour émettre le vœu que, lorsque les membres de la Chambre des Députés accepteraient, pendant la durée de leurs fonctions législatives, des places salariées, ils seraient soumis à une réélection.

Nommé, en janvier 1824, commandant de la 1^{re} brigade d'infanterie de la garde royale, M. de Quinsonas y a servi jusqu'en août 1830. Il commandait le détachement de la garde qui se porta, lors des événements de juillet, au marché des Innocens. Là, après une lutte aussi vive que désespérée, comme on lui proposait de diriger l'artillerie sur les maisons d'où partaient les balles du peuple, il répondit : Pour une centaine d'hommes qui tirent de la

haut, vous tuerez des milliers de femmes et d'enfans ; non ! — Et la résistance étant devenue impossible, il se retira, ayant perdu du monde, fait son devoir de général, et conservé son drapeau et ses canons. A la suite de ces événemens, il accompagna le roi jusqu'au-delà de Maintenon, sur la route de Dreux, où il reçut le 2 août, de la bouche même du roi Charles X et du duc d'Angoulême, l'ordre de ramener à Chartres cette troupe fidèle, pour lui faire faire sa soumission au duc d'Orléans, alors lieutenant-général du royaume.

M. de Quinsonas demanda sa retraite le 15 septembre 1850, et fut mis à la réforme en 1852.

Il vit depuis ce temps retiré dans sa famille, où il répand de nombreux bienfaits.

Chacun des heureux que font les trois frères peut, du reste, leur appliquer ce vers d'un de nos jeunes poètes, M. Hippolyte Barbier :

Pour gagner mon esprit ils *passent* par mon cœur.

MIGNET (FRANÇOIS AUGUSTE).

M. MIGNET (*François-Auguste*), né à Aix en 1796, fit ses études au collège de cette ville, et les termina au lycée d'Avignon. Reçu avocat au barreau d'Aix en 1818, il abandonna bientôt l'étude du droit proprement dit pour se livrer à d'autres études d'une nature plus élevée et plus conforme à ses goûts.

Il est un moment dans la vie qui décide de la vocation de tout homme destiné à sortir de la foule. Ce moment se présenta de bonne heure pour M. Mignet. Il avait rencontré à l'École de droit d'Aix, M. Thiers, jeune homme de son âge, qui, après avoir fait comme lui de brillantes études universitaires, entra alors dans la vie, avec tout le mouvement d'esprit qui annonçait

déjà le genre de facultés qu'il a développées plus tard. Les mêmes goûts, la même position de fortune (position négative), de certaines analogies d'esprit, et peut-être aussi quelques différences de caractère, contribuèrent à resserrer promptement entre eux les liens d'une amitié qui a résisté à l'épreuve du temps. Partis du même point et en même temps, pour arriver, par les mêmes voies, sur le théâtre agité de la célébrité contemporaine, ils se sont constamment donné la main à chaque pas de leur carrière; et c'est là, sans contredit, aux yeux de leurs adversaires comme de leurs amis, un trait qui fait honneur à leur caractère.

M. Mignet débuta le premier sur la scène littéraire par un prix remporté à l'Académie des *Inscriptions*. Cette académie avait proposé pour sujet de prix, en 1820, de déterminer le caractère et l'influence des *Institutions de Saint-Louis*. M. Mignet, alors jeune avocat de province, sans nom et sans proneurs à Paris, adressa à l'Institut un mémoire qui fut couronné, et dont l'impression remonte à cette époque. On y remarque déjà le style net et précis, cette étude patiente des faits et cette manière d'agrandir l'histoire par la philosophie, dont M. Mignet a donné depuis tant de preuves dans ses autres écrits.

La vocation de M. Mignet était décidée. Il vint à Paris pour se livrer entièrement à la carrière des lettres. Manuel le présenta à la rédaction du *Courrier Français*, où ses premiers articles furent remarqués. Labbey-de-Pompières le fit admettre en qualité de professeur d'histoire à l'Athénée; M. Mignet traita, la première année, l'*Histoire de la Ligue et du Protestantisme en France*. Il fit un nouveau cours l'année suivante, sur l'*Histoire de la Révolution d'Angleterre et de la Restauration des Stuarts*.

Il publia en 1824 son *Histoire de la Révolution Française*; et c'est de cette époque

que date sa réputation. Nous ne dirons rien de ce livre, arrivé aujourd'hui à sa septième édition; nous ferons remarquer seulement que c'est la première histoire complète de la révolution de 1789, dans laquelle ce grand mouvement national ait été présenté à peu près dans son vrai jour, apprécié avec quelque justesse dans son esprit, exposé dans sa marche, expliqué dans ses résultats. M. Mignet, dans ce livre, eut le mérite de relever la révolution méconnue et calomniée alors par le parti de la restauration.

M. Mignet, que divers travaux historiques avaient détourné momentanément, en 1828 et 29, de sa collaboration au *Courrier français*, contribua à fonder en 1830 le *National*, et en fut un des rédacteurs en chef. Quand parurent les fameuses ordonnances de Charles X, il fut un des signataires de la protestation des journalistes qui, dès le 26 juillet, donna à la population parisienne le signal de l'insurrection, mais l'on ne dit point qu'il prit part à la lutte active des trois jours. Après la victoire, il fut un des premiers qui se prononcèrent pour la prompte intronisation de la branche cadette.

Nommé, après la révolution de 1830, conseiller-d'État en service extraordinaire et garde des archives aux affaires étrangères, il n'a pris aucune part directe à la politique suivie depuis cette époque, et s'est renfermé dans l'exercice de ses fonctions et dans ses travaux historiques. Seulement il fut envoyé en mission extraordinaire en Espagne, en 1835, après la mort de Ferdinand, pour reconnaître le gouvernement de la reine Isabelle, qui devait établir le régime constitutionnel dans ce pays, et rapprocher son système politique de celui de la France.

Élu membre de l'Académie des sciences morales et politiques, en 1852, il remplaça en 1857, M. Charles Comte, comme secrétaire perpétuel. Il a prononcé, en cette

qualité les éloges historiques de *Syèges*, *Rœderer*, *Livingston*, *Talleyrand*, imprimés dans la collection des mémoires de cette Académie. Cette collection renferme en outre divers travaux du même auteur, notamment un mémoire sur *la Réforme de Calvin à Genève*; un autre sur *la formation territoriale et politique de l'ancienne monarchie française*.

Indépendamment de ses travaux insérés dans les mémoires de l'Institut, M. Mignet a publié, depuis 1835, deux volumes in-4°, sur *la Succession d'Espagne* durant le règne de Louis XIV. Cette publication est précédée d'une introduction historique extrêmement remarquable; elle fait partie des documens sur l'histoire de France publiée par ordre du gouvernement: cet ouvrage n'est pas terminé. M. Mignet a été élu, en 1856, membre de l'Académie française, à la place de M. Raynouard.

Il prépare depuis plus de dix ans une grande histoire de la *Réformation*, pour laquelle il a recueilli dans presque toutes les archives de l'Europe d'immenses matériaux ignorés jusqu'à ce jour. Ceux de ses amis, qui ont été mis dans la confidence de ce travail, désirent vivement la prochaine publication de ce grand ouvrage qui doit mettre, disent-ils, le sceau à sa réputation d'historien.

OUVAROFF (SERGE-SEMOVITCH).

M. OUVAROFF (*Serge-Semenovitch*), ministre de l'instruction publique de Russie, conseiller-privé actuel, membre du conseil de l'empire, sénateur, président de l'Académie des sciences, etc., etc., etc., membre associé étranger de l'Institut de France (Académie des Inscriptions et Belles-Lettres), membre de la Société royale des savans, de la Société de Gœttinguen, de la Société royale historique de Madrid, de la Société royale de Naples, etc., etc.,

naquit à Pétersbourg, le 25 août 1786; son père était vice-colonel des grenadiers-gardes-du-corps et aide-de-camp de l'impératrice Catherine II. Cette princesse fut la marraine de M. Ouvaroff, qui fut baptisé dans la chapelle particulière de l'impératrice.

En 1801, M. Ouvaroff entra au service en qualité d'employé au ministère des affaires étrangères. En 1804, il fut nommé gentilhomme de la chambre, et en 1806, attaché à l'ambassade de Vienne. Trois ans après (1809) il fut nommé secrétaire d'ambassade à Paris.

En 1811, il renonça à la carrière diplomatique pour se vouer à l'instruction publique. Nommé *curateur* de l'arrondissement universitaire de Pétersbourg, il fut élu président de l'Académie des sciences en 1818.

Tout en administrant avec ardeur et une haute intelligence l'importante partie qui lui était confiée, M. Ouvaroff contribua aussi puissamment, par ses travaux, au développement de la littérature de son pays. Lié d'amitié avec M. Karamzine, MM. Joukofsky, Dachkoff et Bloudoff (1), il s'associa fréquemment aux travaux de ces hommes distingués. Le premier service qu'il rendit à l'instruction publique, fut la fondation, en 1817, d'un institut *pédagogique*, qui, plus tard, fut transformé en Université de Pétersbourg.

Il employa le plus grand zèle à créer dans ce nouvel établissement les études solides et classiques, qui seules peuvent amener le développement de l'intelligence humaine. Il fonda aussi, en 1818, à l'Institut pédagogique, deux chaires pour l'enseignement des langues orientales. Deux orientalistes distingués vinrent de Paris pour les occuper; c'étaient MM. Mange et Charmois. L'enseignement de la jurisprudence et de l'histoire, sur une plus large base, a toujours été l'objet de la sollicitude particulière de M. Ouvaroff. Un dis-

cours remarquable qu'il prononça à ce sujet, dans une grande réunion de l'Institut, peut donner une idée de l'opinion pleine de sagesse de cet homme d'état, sur l'enseignement de l'histoire.

C'est à M. Ouvaroff aussi que sont dus les premiers essais d'une traduction de l'*Illiade* en vers *hexamétriques*. M. Gnédetch, qui a entrepris et consommé cette belle traduction, a publié, dans sa préface, la lettre qui lui fut adressée à ce sujet par M. Ouvaroff. En 1816, M. Ouvaroff a été élu associé étranger de l'Institut de France (*Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*).

En 1821, il se démit de sa charge de curateur de l'Université de Pétersbourg, et fut nommé immédiatement après directeur du département des manufactures et du commerce intérieur, ainsi que des banques d'emprunt et du commerce. Trois ans plus tard, il quitta ces places, et resta néanmoins membre du conseil au ministère des finances. En 1826, il fut nommé sénateur de l'Empire.

Deux grandes calamités ont affligé Pétersbourg. et à ces deux époques, M. Ouvaroff participa avec zèle et activité au soulagement des habitants de cette capitale. En 1824, lors de l'inondation qui occasiona tant de désastres, il fut nommé membre du comité établi pour distribuer des secours aux victimes de cet événement. En 1831, lors de l'invasion du choléra, il fut appelé à la présidence d'un établissement du même genre.

Mais la place de M. Ouvaroff était marquée au ministère de l'instruction publique où il avait déjà fait tant de bien; aussi fut-il nommé successivement, en 1852, d'abord adjoint du ministre de l'instruction publique; en 1855, gérant de ce ministère, et l'année suivante, ministre. L'activité éclairée de M. Ouvaroff, peut être appréciée d'après les comptes rendus de son administration pendant sept années consécutives. Il serait à souhaiter que nos

(1) Ces deux derniers sont aussi ministres aujourd'hui;

ministres adoptassent un pareil système de publicité pour tous leurs actes.

M. Ouvaroff a publié en français :

Projet d'une Académie asiatique. Saint-Petersbourg (1810). Imprimerie de Pluchard : Dans la même langue.

En 1812, un *Essai sur les Mystères d'Eleusis*, in 8°. Cet ouvrage a eu trois éditions ; la dernière, revue, corrigée et augmentée, a été publiée à Paris, en 1816, par les soins de M. Silvestre de Sacy.

En 1815, de *l'Enseignement de l'Histoire appliquée à l'Éducation populaire*, in-8° (en russe).

Dans la même année, en langue française, *l'Éloge funèbre de Moreau*. Saint-Petersbourg, brochure in-8.

En 1814, en français, *L'empereur Alexandre et Bonaparte*, parallèle entre ces deux monarques, dans lequel M. Ouvaroff, tout en restant au point de vue russe, rend justice au génie militaire de Napoléon.

En 1817, *Nonnos von panopolis der Dichter*. (En allemand) *Nonnius de panopli le poète*.

En 1818, un discours qu'il prononça en sa qualité de président de l'Académie impériale des sciences de Pétersbourg, le 22 mars 1818 (en russe).

En 1819, un *Examen critique de la fable d'Hercule, commentée par Dupuis* (en français).

En 1820, un *Traité de l'Anthologie grecque* (en russe).

En 1821, *Ueber das vor-homerische Zeitalter* (sur les siècles antérieurs à Homère, en allemand). Cet opuscule a eu deux éditions.

En 1825, un *Mémoire sur les tragiques grecs* (en français).

En 1826, à la mémoire de l'empereur Alexandre.

En 1827, à la mémoire de l'impératrice Elisabeth.

1829, à la mémoire de l'impératrice Marie.

Ces trois écrits sont en quelque sorte des compositions apologétiques ou Eloges funèbres. Ils sont écrits en français.

En 1852, une *Notice sur Gæthe*.

Tous ces ouvrages ont été publiés à Saint-Petersbourg, à l'exception de l'*Essai sur les Mystères d'Eleusis*, qui a été réimprimé à Paris, et de la brochure intitulée à la mémoire de l'empereur Alexandre, qui a été réimprimée à Paris, chez M. Didot.

BONNARD (A. DE).

La vie publique de M. de BONNARD, membre de l'Académie des sciences, inspecteur général des mines, est semée de peu d'incidens. Il s'est surtout livré à des travaux géologiques auxquels il a dû, grâce aussi à de puissantes protections, la haute position qu'il occupe aujourd'hui dans les sciences.

M. de Bonard, né à Paris, le 8 octobre 1787, est fils du chevalier de Bonnard, l'un des poètes à la Dorat, qui embaumèrent de vers les dernières années du règne de Louis XV (1).

M. de Bonnard reçut une éducation sérieuse, et fut admis, en 1797, à l'Ecole Polytechnique, dont il sortit deux ans plus tard, pour entrer à l'École des mines, en 1801. Il reçut le titre d'ingénieur des mines, et en 1810, celle d'ingénieur en chef, après avoir fait un voyage en Angleterre, à l'époque de la paix d'Amiens, et un voyage en Allemagne (1806 à 1809).

A cette époque, M. de Bonnard avait publié (1802), un *Mémoire sur la saline de Moyenvic, et sur les Nouveaux procédés qui renaient alors d'y être introduits*; une *Notice* (1805) *sur le Gisement, l'Exploitation et le traitement de l'Étain dans le duché de Cornouailles*. (1804) Un *Mémoire sur*

(1) Le chevalier de Bonnard fut l'un des précepteurs et le sous-gouverneur des princes de la famille d'Orléans, jusqu'au jour où madame de Genlis devint leur gouverneur suprême.

le traitement du Fer par le moyen de la houille, et sur les Procédés employés en Angleterre, dans cette fabrication. (1805) Une notice sur le procédé particulier en usage dans l'Eiffel pour l'affinage de la fonte de fer. (1808) Un mémoire sur les mines de houille du pays de Sarrebruck, et un mémoire sur les tourbières du Pas-de-Calais. Ce dernier travail avait été suivi d'un aperçu des terrains houillers du nord de la France, etc., etc.

En qualité d'ingénieur en chef, M. de Bonnard fut attaché, en 1811, au conseil général des mines, dont il a été secrétaire de 1811 à 1815. Il fut en outre reçu en 1812 à la société philomatique dont il a été secrétaire de 1822 jusqu'à 1858.

En 1824, M. de Bonnard fut nommé inspecteur divisionnaire, et l'année suivante, attaché au conseil de perfectionnement de l'Ecole Polytechnique, à la commission des machines à vapeur et à la commission de la nouvelle carte topographique de la France.

En 1835, il fut appelé à la présidence de la Société géologique de France, à laquelle il appartenait depuis sa création en 1850, et le 8 mars 1857, élu membre de l'Académie des sciences, section des Académiciens libres.

M. de Bonnard n'est auteur d'aucun ouvrage de longue haleine; mais outre les travaux que nous avons déjà cités, il a publié : (1816) *Essai géognostique sur les montagnes de Saxe*. (1819) *Aperçu géognostique des terrains*. (1821) *Notice géognostique sur la partie occidentale du Palatinat*. (1822) *Un mémoire sur la Géognosie du Hartz, comprenant quatre notices : 1° Aperçu physique du Hartz; 2° sur l'ancienneté relative des terrains du Hartz; 3° sur les mines de plomb du Hartz; 4° sur les mines de fer du Hartz*. (1825) *Notice sur une formation métallifère, récemment découverte dans la partie occidentale de la France*. (1825) *Notice géognostique sur*

quelques parties de la Bourgogne, accompagnée d'une note sur une nouvelle chaux phosphatée terreuse. (1828) *Mémoire sur la constance des faits géognostiques qui accompagnent le gisement du terrain d'Arkose, à l'est du plateau central de la France*. (1829) *Mémoire sur les gîtes de manganèse de Romanèche*. De 1817 à 1819, M. DE BONNARD a rédigé, pour la seconde édition du *Nouveau Dictionnaire d'Histoire naturelle*, les articles *Géologie, Géognosie, Gisement, Gîte de minéraux, Roche, Terrain, Formation, Filon, Gangue, Faille, Fente, Houille, Lignite, Grisou, Minéral, Mine, Minière*. L'un de ces articles (l'article *Terrain*), n'est que la reproduction du mémoire que nous avons cité plus haut, sous le titre d'*Aperçu géognostique des terrains*.

De 1816 à 1856, M. de Bonnard a inséré; dans les *Annales des Mines*, dans le *Bulletin des sciences par la Société Philomatique*, et dans les *Bulletins des sciences naturelles et des sciences technologiques* de M. de Férussac, un assez grand nombre d'extraits d'ouvrages français et étrangers (allemands et italiens), accompagnés de notes et de considérations géologiques (telles que des *Considérations sur la classification des roches* (*Annales des Mines* de 1816), à l'occasion de l'extrait de deux mémoires de M. de Buch sur le *Gabbro*); ainsi que des *Notices* sur la vie et les travaux de plusieurs membres du corps des mines.

Il a aussi publié, en 1816, les *Observations d'un Mineur* sur un discours relatif à la législation des mines, qui avait été prononcé à la tribune de la Chambre des députés.

En général, les ouvrages de M. de Bonnard perdent de leur mérite réel par la sécheresse et l'aridité du style, et par un manque absolu de méthode dans l'exposition des faits.

REYNIAC (LÉONARD-JOSEPH DE). (1).

M. DE REYNIAC (*Léonard-Joseph*), colonel, commandant d'armes de la place de Douai, commandeur de la Légion-d'Honneur, chevalier de St.-Louis et de l'ordre de Ferdinand d'Espagne, depuis longtemps naturalisé français, est né à Liège (Pays-Bas), d'une famille noble (2).

Il s'engagea volontairement à l'âge de 16 ans, dans le premier bataillon belge. Après la prise d'Aix-la-Chapelle, le 8 décembre 1792, son bataillon était cantonné au village de Borem, sur la Roer. Les Autrichiens passaient souvent cette rivière, pour attaquer les Belges dans leur cantonnement. Un matin, le 25 janvier 1793, le chef de bataillon Dumonceau, voulant reconnaître l'ennemi, demanda cent hommes de bonne volonté. Le jeune Reyniac se présenta. Malgré le froid excessif, Dumonceau traversa la Roer avec cette petite troupe, engagea un combat de l'autre côté de la rivière, dans lequel de Reyniac se conduisit avec tant de bravoure, qu'il fut nommé sous-lieutenant au deuxième régiment d'infanterie.

Incorporé en l'an II dans les chasseurs-tirailleurs belges, qui furent embrigadés dans la quinzième demi-brigade légère, il fit avec ce corps les campagnes de 1793 et de l'an II, à l'armée du Nord; des ans III et IV, à celle de Sambre-et-Meuse; V, à celle d'Italie; VI et VII, aux armées de Rome et de Naples; VIII et IX, à l'armée d'Italie et à celle des Grisons.

Le 50 juin 1804, il fut nommé par l'Empereur capitaine de voltigeurs, et fit en cette qualité les campagnes de l'an XIII et de l'an XIV, à la grande armée. Chef de bataillon, le 22 juin 1811; major en

premier, le 7 septembre 1813, il suivit nos drapeaux en Prusse, en Allemagne et en Russie. En 1815 il fut attaché au corps de l'armée du Rhin. Bientôt après on le mit à la demi-solde, et il essuya ce redoublement de rigueur dont la restauration éprouva le courage des braves de nos vieilles armées. Le maréchal Gouvion Saint-Cyr le fit rappeler sous les drapeaux en 1819, en qualité de lieutenant-colonel, dans la deuxième légion du Nord (*bis*); il passa avec le même grade, dans le vingtième et dans le quarantième de ligne. En 1825, au mois de septembre, il fut chargé par le lieutenant-général comte Ricard du commandement du cordon sanitaire auquel l'apparition de la fièvre jaune, au Passage, avait servi de prétexte.

La manière dont il s'acquitta de cette mission délicate, sa conduite au siège de Pampelune, et ses bons et loyaux services, lui méritèrent le grade de colonel du 5^e régiment d'infanterie légère. Une lâche délation, dont sut l'absoudre à l'unanimité un conseil de guerre, le fit alors mettre à la retraite; et il ne fut employé que lorsque le canon de JUILLET eut renversé le gouvernement du bon plaisir. Nommé d'abord au commandement de la place de Calais, il obtint bientôt après celui de la place de Doua.

Le colonel de Reyniac a été fait membre de la Légion-d'Honneur en 1807; nommé officier sur le champ de bataille en 1812, et commandeur en 1822.

Nous ne nous sommes pas appesantis sur les degrés qu'il a parcourus dans la hiérarchie militaire, parce que nous nous proposons de retracer, avec quelques détails, les faits d'armes qui ont signalé sa carrière.

Le 7 août 1793, l'ennemi s'étant porté en force dans la forêt de Mormal, et ayant menacé la Maison Rouge, culbuta ce poste, défendu par deux pièces de canon et un bataillon de volontaires qui y perdit son

(1) Nous avons emprunté les principaux faits de cette notice aux tablettes militaires publiées par le *Mémorial de la Scarpe*, dont le rédacteur nous a paru égarer à tout esprit de coterie et de camaraderie, et déclare n'écrire que d'après des états de services et des pièces authentiques et officielles.

(2) La famille du colonel de Reyniac, est originaire de Savoie, plusieurs de ses ancêtres ont servi long-temps comme officiers généraux le roi de Sardaigne.

drapeau. M. de Reyniac, a'ors lieutenant, tomba avec impétuosité sur l'ennemi, suivi seulement de vingt-cinq hommes, l'obligea à battre en retraite, et lui reprit le drapeau du bataillon de volontaires.

Le 15 frimaire an VIII, au village de Villavergna en Piémont, le lieutenant de Reyniac, n'ayant avec lui que deux carabiniers et un sergent du quinzième léger, fit prisonniers dix grenadiers autrichiens, de la garnison de Tortone, qui protégeaient une pièce de canon, et enleva un caisson attelé, qu'il ramena au quartier-général.

A cette même époque, l'armée d'Italie était épuisée par des privations; des agens de trouble cherchaient à la désorganiser. Ils étaient déjà parvenus à éloigner du drapeau des corps entiers. Leurs émissaires vinrent à Borgo-di-Franco, où se trouvait le quinzième léger. Des carabiniers, en grand nombre, les écoutèrent; les chasseurs refusèrent de faire le service, et se disposaient à se débander. Quelques officiers, parmi lesquels se trouvait le jeune de Reyniac, se présentèrent à eux, et leur redemandèrent leurs armes, afin, dirent-ils, de pouvoir eux-mêmes défendre le poste qui leur était confié. Cet acte de fermeté ramena les soldats au devoir, et fut mis à l'ordre de l'armée, comme digne de servir d'exemple.

A la bataille d'Austerlitz, le capitaine de Reyniac commandait une compagnie de voltigeurs du quinzième d'infanterie légère. Le marechal Davoust le fit placer avec sa compagnie au moulin de Sokolnitz, en avant du couvent de Raygern, avec l'ordre de s'y maintenir jusqu'à la dernière extrémité, cette position devant servir pendant la bataille de pivot au corps d'armée de Davoust. Attaqué à plusieurs reprises par les Russes avec des forces considérables, on ne put arriver à le déloger; il garda sa position jusqu'à ce que le village fût enlevé à la baïonnette.

Dans la journée de Wagram, le lieute-

nant-général Friant chargea le capitaine de Reyniac d'enlever, avec trois compagnies de voltigeurs, la position de Neuzeidel, défendue par cinq cents hommes et six pièces d'artillerie. Une heure suffit pour que l'ordre fût exécuté; malgré la plus vive résistance, la position fut enlevée: trois cents hommes mirent bas les armes, deux pièces de canon furent prises, et tous les caissons de l'ennemi restèrent en la possession du capitaine de Reyniac.

A propos de sa conduite dans cette journée, cet officier fut proposé, de l'avis unanime de tous les officiers de son régiment, pour être commandeur de l'ordre des Toisons d'Or, que l'Empereur voulait fonder alors. On se rappellera que le décret du 15 août 1809, pour la création de cet ordre, portait que, pour y être admis, il fallait avoir reçu trois blessures dans trois actions différentes, avoir fait plusieurs actions d'éclat, et être réputé le plus brave de son régiment parmi les officiers. Pour M. de Reyniac, les preuves étaient faites: il avait été blessé à Maubeuge, le 11 octobre 1795; à Deinze, le 5 messidor an II; et à Bamberg, le 14 avril 1809.

En 1809, à l'affaire du 19 avril, le capitaine de Reyniac avait été placé dans le bois de Thann, près du village d'Eckmull, pour défendre un passage important; il sut s'y maintenir pendant toute la journée, quoique continuellement attaqué par des forces supérieures.

Cet officier supérieur a fait toute la campagne de Russie en 1812; il s'est trouvé acteur dans le plus grand nombre des affaires qui ont signalé cette mémorable époque de nos fastes militaires.

Le 7^e léger n'ayant plus que lui d'officier supérieur sous les drapeaux, dans la retraite, M. de Reyniac prit le commandement de ce corps: tous les officiers supérieurs de ce régiment étaient tombés malades.

Ce fut sur le champ de bataille de Va-

lutina, près de Smolensko, que M. de Reyniac fut fait officier de la Légion-d'Honneur par l'Empereur lui-même. Voici ce qui lui mérita cette faveur : le 7^e léger, ayant reçu l'ordre d'attaquer l'ennemi dans une position formidable, fut lancé par échelons. M. de Reyniac commandait le 5^e bataillon, il se porta avec lui vers le pont. Là, son cheval fut tué et se renversa sur lui ; les soldats, croyant leur chef mort, firent un mouvement rétrograde ; mais le commandant leur ayant crié : « *A moi, camarades !* » ils revinrent à lui. Le pont fut traversé, et un combat à la baïonnette s'engagea avec une épouvantable violence : la nuit seule y mit un terme. M. de Reyniac eut son épée brisée entre ses mains. Les officiers du 7^e léger la remplacèrent en lui faisant don d'une autre arme qu'ils payèrent par souscription. Le 20 août, le lendemain de la bataille, l'Empereur vint sur le champ de Valutina, où le 7^e régiment avait couché au milieu des morts et des mourans, et dit : « *C'est ici, mes braves, que vous avez vaincu ; c'est ici que vous serez récompensés ;* » et ayant fait appeler le chef de bataillon de Reyniac le premier, il le décora de la croix d'officier de la Légion-d'Honneur.

Le prince d'Eckmühl, qui avait en cet officier une grande confiance, lui donna, pendant la retraite, plusieurs missions très-déliées : celui-ci s'en acquitta avec son activité et son dévouement ordinaires.

Le fait suivant est un des plus importants de l'une de ces missions :

Le 1^{er} décembre, à dix heures du soir, le froid était alors des plus intenses, le maréchal fit appeler à son bivouac de Harodèle, à 55 lieues environ de Wilna, le commandant de Reyniac, et le colloque suivant s'établit entre eux.

« Avec 25 braves sous-officiers ou soldats pris dans les restes de votre régiment,

pouvez-vous entreprendre d'arriver à Wilna en trois jours au plus ?

« Oui, mon prince.

« Ne craignez-vous pas d'être vaincu par la fatigue et le froid ? (M. de Reyniac avait fait dix lieues le même jour).

« Non, Maréchal.

« Partez donc, allez assurer les logemens et les vivres du corps d'armée qui va vous suivre. »

A onze heures du soir, M. de Reyniac, suivi de sa petite colonne de braves, était en route. Il traversa Radeskovic, Modziezno : dans cette dernière ville, il apprit que les cosaques occupaient Simorganic. Il ne s'arrêta pas, il allait entrer à Skirmontmoka, lorsque les fuyards lui annoncèrent que ce village était occupé par les cavaliers du Don. Ne pouvant résister à des forces considérables avec 25 hommes, le commandant se jeta dans un bois sur sa droite, et malgré un froid des plus rigoureux et une neige abondante, il attendit que la nuit fût close pour traverser Skirmontmoka. Il opéra son passage vers six heures du soir avec autant de hardiesse que de succès ; cinq sous-officiers éclairaient sa marche, le petit corps les suivait ; à l'ordre du commandant on fondit sur les cosaques étonnés, on se fit jour à travers le village, et l'on reprit bientôt la route de Wilna, où la colonne héroïque arriva vers minuit sans avoir perdu un homme.

Rentré à Huningue pour y réorganiser son régiment, le commandant de Reyniac en repartit bientôt pour rejoindre le premier corps à Hambourg. Placé sous les ordres du général Vandamme, il assista à cette fameuse affaire de Kulm, où ce général fut fait prisonnier de guerre.

Dès le commencement de la bataille de Kulm, le colonel et le major du 7^e régiment d'infanterie légère avaient été tués. Le chef de bataillon de Reyniac, comme le plus ancien, avait pris le commande-

ment de ce corps. Sous le feu de vingt-quatre pièces de canon, il acheva de déployer son régiment, et reçut aussitôt du général Vandamme l'ordre d'attaquer l'ennemi à la baïonnette. Cette attaque à l'instant exécutée, eut pour résultat la prise de vingt-quatre pièces d'artillerie russes; mais, des forces ayant été rassemblées par l'ennemi, le 7^e reçut l'ordre de se retirer. Le commandant de Reyniac ne pouvant conserver ses canons, les fit précipiter dans des ravins profonds. Lors de la première charge, tous les autres chefs de bataillon de ce régiment avaient été blessés à mort; le commandant de Reyniac eut, pendant l'affaire, deux chevaux tués sous lui et fut blessé d'un biscayen à la cuisse; mais il ne quitta ni son régiment, ni son poste.

Le lendemain, 31 août, le 7^e régiment d'infanterie légère soutint, depuis la pointe du jour jusqu'à trois heures du soir, les attaques des Russes, sans abandonner sa position. Le général en chef ayant été fait prisonnier, le commandant de Reyniac eut ordre de faire retraite, ce qu'il effectua avec autant de prudence que de bonheur. Il arriva à Pirna, quoique continuellement harcelé par l'ennemi. Quelques jours plus tard, l'Empereur passa la revue du 7^e régiment à Dresde. Ce brave régiment, fort de quatre mille combattans au moment de l'affaire de Kulm, n'avait plus que mille hommes sous les drapeaux; tous ses officiers supérieurs avaient été tués, ainsi que quarante-six officiers; vingt-trois étaient blessés.

Napoléon témoigna sa satisfaction à M. de Reyniac de sa conduite pendant ces deux journées, en le nommant major de ce régiment.

Le 23 octobre 1815, il occupait avec son régiment le plateau de Zchérictz, près de Dresde; les Russes s'y présentèrent et furent repoussés dans trois attaques successives; des forces considérables étant

survenues à l'ennemi, le 7^e dut opérer sa retraite vers le soir. Cependant les Russes, qui s'étaient emparés du plateau, y bivouaquaient avec une parfaite sécurité. Aussitôt que les feux furent allumés, le major de Reyniac les fit attaquer par ses ailes. En moins d'une heure, le plateau était repris, et les Russes se retiraient dans une déroute complète. Plus de cinq cents hommes restaient sur le champ de bataille, deux officiers et cent vingt-cinq hommes étaient faits prisonniers. On proposa le major de Reyniac pour le grade de colonel; mais vint la capitulation de Dresde, dans laquelle il fut compris. Envoyé comme prisonnier de guerre en Hongrie, il y resta jusqu'en 1814.

En 1815, le 24 juillet, le major de Reyniac, qui faisait avec le 7^e régiment partie de l'armée du Rhin, reçut l'ordre du général Grandjean de joindre sa troupe aux habitans des Vosges pour défendre le pays. Ils'acquitta de cette mission d'une manière remarquable. Coupé par l'ennemi, forcé de faire retraite, il attaqua, le 27 à onze heures du soir, les Autrichiens, fit une trouée au milieu d'eux, passa la Brousch sur un pont qu'il y fit établir, et rentra avec ses soldats dans Strasbourg.

Citons, avant de terminer cette notice, un autre fait honorable de la vie de M. de Reyniac.

Le 29^e régiment d'infanterie de ligne, dont il était lieutenant-colonel, avait deux bataillons à Neuf-Brisack et un à Belfort, lorsque, le 1^{er} janvier 1822, le lieutenant-colonel apprit que ce dernier bataillon était au moment de prendre les armes, de se réunir aux deux autres, pour se porter ensuite sur Colmar, et y favoriser les projets de conjurés qui ne l'avaient point initié à leur complot; il se rendit à l'instant au lieu où se trouvait caserné ce bataillon. Profitant de l'embarras dans lequel son apparition subite avait jeté les meneurs, il leur arracha le bataillon, le conduisit le

drapeau en tête sur la place d'armes ; et là, saisissant ce drapeau : « Soldats ! leur dit-il, « on vous trompe, on vous égare, on veut « vous rendre coupables du plus grand des « crimes ! On vous entraîne à trahir vos « sermens, vos obligations envers le roi et « la patrie ! Frappez celui qui ne saurait « vivre témoin de l'ignominie et de la « honte dont des traitres veulent vous « couvrir, ou jurez-moi de ne point quitter « le chemin de l'honneur, dans lequel je « serai toujours heureux de vous guider ! »

A cet appel, les conjurés hésitèrent : « A moi, soldats ! s'écria alors M. de Reyniac ; vive le roi ! vive la France ! Jurons « de nouveau de leur être à jamais fidèles ! » Et ce cri et ce serment répétés imposèrent aux uns et entraînèrent les autres. M. de Reyniac maintint le bataillon dans la ligne du devoir (1). A cette occasion, le colonel de Reyniac fut décoré, le 6 janvier, de la croix de commandeur de la Légion d'honneur.

Le 5 mars 1831, un obusier de siège fut coulé à la fonderie de Douai, et nommé *le Chevalier de Reyniac*.

FRABOULET DE VILLENEUVE (MARIE-CLAUDE).

M. FRABOULET DE VILLENEUVE (*Marie-Claude*), colonel d'artillerie de marine, chevalier de Saint-Louis, officier de la Légion d'Honneur, est né à Lorient. Son père, que divers actes authentiques qualifient de *noble homme*, était officier de la Compagnie des Indes.

La famille du jeune Fraboulet, qui le destinait au service, le fit entrer dans la marine aussitôt qu'il eut terminé ses études, et il y passa environ un an. Mais un

goût invincible le portait de préférence vers le service de l'artillerie, et, au mois de juillet 1792, il fut admis, comme sous-lieutenant, dans les troupes de la marine.

Après qu'il eut fait en cette qualité plusieurs campagnes sur les vaisseaux de l'Etat, le général Favereau, inspecteur-général des troupes d'artillerie de la marine, fit choix de lui pour aide-de-camp.

Nommé capitaine d'artillerie de première classe au mois de juillet 1796, il s'embarqua successivement sur l'*Invincible* et le *Gaulois*, comme commandant l'artillerie de ces vaisseaux.

Rentré à Brest en 1800, le 4^e régiment d'artillerie de marine, auquel il appartenait, fut envoyé à l'armée d'Italie, et il fit avec ce corps les campagnes de 1800 à 1802.

A son retour à Lorient en 1803, le capitaine Fraboulet fut chargé d'opérer une levée d'ouvriers militaires depuis le département de la Loire-Inférieure jusqu'en Piémont. Cette mission terminée, il fut employé comme inspecteur des forges et fonderies de la marine dans le département des Ardennes, où il passa les années 1805, 1804 et 1803.

Le recrutement général de l'artillerie de la marine exigeant la présence à Paris d'un officier actif et zélé, le ministre fit choix du capitaine Fraboulet pour diriger cette partie importante du service, et il y resta attaché pendant trois ans et demi. C'est dans le cours de cette mission qu'il fut nommé au grade de chef de bataillon (avril 1808).

Il avait à peine rejoint son corps à Brest, lorsqu'il reçut l'ordre de prendre le commandement supérieur des côtes de l'Ouest. Ce service, qu'il remplit pendant environ seize mois, lui fournit l'occasion de déployer le zèle dont il était animé, et, par ses soins, les côtes et les batteries sous ses ordres furent promptement mises dans l'état de défense le plus respectable.

(1) En 1830, les conspirateurs ont eux-mêmes rendu justice au colonel de Reyniac, en déclarant qu'il avait accompli ses devoirs comme chef de corps d'une manière à mériter des éloges, et ils ont ajouté que cet officier supérieur s'était honorablement conduit comme témoin aux assises de Colmar, lorsque les accusés furent jugés, ses attestations ont été déposées au ministère de la guerre, le 5 octobre 1830, par M. le baron de Brigade, député du département du Nord.

L'Empereur ayant décidé qu'un bataillon d'ouvriers militaires de la marine serait employé à l'armée du Midi, le chef de bataillon Fraboulet fut désigné pour en prendre le commandement. Il se rendit en conséquence à Bordeaux, où il organisa ce corps, et il se dirigea ensuite avec lui sur l'Espagne. A son arrivée, il fut employé au siège de Cadix, sous les ordres du lieutenant-général L'héry, commandant le corps du génie de l'armée. Cet officier général, satisfait des services de M. Fraboulet, sollicita à plusieurs reprises pour lui un avancement qu'il reconnaissait mérité.

Au mois de mai 1810, le maréchal duc de Dalmatie, commandant en chef de l'armée d'Espagne, l'appela près de lui comme aide-de-camp, et ce fut en cette qualité qu'il assista à plusieurs des grandes batailles soutenues et livrées par cette armée, et notamment à celle d'Alboera, où il eut un cheval tué sous lui.

M. Fraboulet était employé depuis plus de trois ans à l'armée d'Espagne, et la distinction de ses services lui avait mérité le grade de lieutenant-colonel (février 1815), lorsqu'il reçut l'ordre de se rendre en poste avec le maréchal à la grande armée d'Allemagne. Le départ précipité du duc de Dalmatie pour retourner ensuite en Espagne ne lui permit pas de faire confirmer M. Fraboulet dans sa position d'aide-de-camp. Cet officier supérieur reprit alors son poste au 2^e régiment d'artillerie de marine, dans lequel il venait d'être nommé major, et qui se disposait à marcher à l'ennemi.

A la bataille de Leipzig (18 octobre 1815), M. Fraboulet venait d'avoir son cheval tué sous lui, lorsque lui-même fut atteint d'un coup de biscaïen à l'avant-bras gauche. Quoique cette blessure fut très-grave, puisqu'elle le priva pendant plusieurs mois de l'usage de ce bras, il ne consentit à quitter son poste qu'au mois de décembre suivant, lorsque l'armée eut pris ses can-

tonnemens sur la rive gauche du Rhin.

Le congé qu'il avait reçu de l'Empereur, par les soins du major-général, pour revenir en France rétablir sa santé délabrée par les fatigues de la guerre, et soigner sa blessure, n'était pas encore expiré, lorsque, l'armée ennemie ayant passé le Rhin, M. Fraboulet se hâta de rejoindre le 2^e régiment d'artillerie de marine.

A la bataille de Champ-Aubert (22 mars 1814), M. Fraboulet remplissait les fonctions de chef d'état-major de la 20^e division militaire, faisait partie du 6^e corps d'armée, et il eut un cheval tué sous lui.

A son arrivée à Paris au mois d'avril suivant, il fut chargé, par le maréchal duc de Raguse, de réunir les militaires isolés de leurs corps, et de les former en détachemens ou bataillons de marche. Cette opération, toute difficile qu'elle était en raison des circonstances, fut promptement exécutée; mais les événemens qui surgirent bientôt après la rendirent inutile.

A la suite des campagnes d'Espagne, d'Allemagne et de France, dans lesquelles M. Fraboulet avait eu souvent l'occasion de se distinguer, le maréchal duc de Raguse demanda pour lui le grade de colonel et la croix de commandeur de la Légion d'Honneur; mais les catastrophes de 1814 mirent obstacle à ce qu'il obtint ces distinctions si méritées: toutefois, il fut créé chevalier de Saint-Louis dès la première rentrée des Bourbons.

Le lieutenant-colonel Fraboulet était depuis environ six mois à Paris, lorsqu'au mois de septembre 1814, il reçut l'ordre de rejoindre à Toulon le 2^e régiment d'artillerie de marine.

On sait de quels événemens la Provence fut le théâtre pendant une partie de l'année 1815. Le port de Toulon en ressentit des pénibles effets; les opinions divergentes produisirent une effervescence par suite de laquelle l'existence du général qui commandait à cette époque la subdivision de

Toulon se trouva violemment menacée. M. Fraboulet, informé du danger que courrait cet officier général, se porta de sa personne à son secours, et là, par son énergie et la conviction que par ses discours il parvint à porter dans l'esprit exaspéré des mutins, il réussit bientôt à dissiper le rassemblement qui avait investi l'hôtel où demeurait le général, et sauva ainsi ce dernier du péril imminent dont ses jours étaient menacés.

Au commencement de l'année 1816, une dénonciation absurde, et qui, dans ces temps de haine et de discorde, atteignit tant de braves officiers, fit mettre M. Fraboulet en traitement d'expectative. Cet état des choses pesait sur lui depuis vingt mois environ, lorsque la confiance du roi l'appela au commandement supérieur des troupes d'artillerie de marine qui étaient stationnées à Rochefort, poste qu'il conserva pendant trois ans et demi.

Nommé enfin colonel d'artillerie de marine le 9 mai 1821, M. Fraboulet quitta le port de Rochefort pour passer à celui de Toulon, en la même qualité de commandant supérieur des troupes d'artillerie.

A la fin de l'année 1822, par l'effet d'une nouvelle organisation des troupes de la marine, on créa deux régimens sous la dénomination d'infanterie de la marine. Celui de Toulon, qui était le 2^e, se trouva placé sous les ordres du colonel d'artillerie Fraboulet. Il exerçait ce commandement depuis cinq ans, lorsque de nouvelles dispositions firent passer une partie de ces troupes au département de la guerre. Cette mesure, toute désastreuse qu'elle était, s'opéra sans trouble, grâce à l'attachement que le colonel Fraboulet avait su inspirer à ses subordonnés; et, lors de l'examen qui eut lieu de la comptabilité par le conseil d'administration du port, il fut constaté que, pendant les cinquante-huit mois d'existence du 2^e régiment d'infanterie de marine, le total de ses alloca-

tions s'élevant à 976,595 fr., l'excédant de l'actif sur le passif était de près de 136,000 fr., ce que le conseil reconnaissait devoir être entièrement attribué à l'ordre, à l'économie et à la bonne direction imprimés à l'administration de ce corps par son chef.

A la suite de cette opération, le colonel Fraboulet se rendit à Paris aux ordres du ministre. Le maréchal Soult renouvela *avec instance*, vers cette époque, les demandes qu'il avait déjà faites pour lui du grade de maréchal-de-camp; mais ces recommandations n'eurent pas plus d'effet que les précédentes.

Cette espèce de déni de justice, joint aux craintes que devait lui inspirer la loi projetée sur les pensions, mirent le colonel Fraboulet dans la nécessité de solliciter, quoiqu'à regret, son admission à la retraite, qu'il obtint au mois de mai 1831. Il comptait alors près de trente-neuf ans de services effectifs, qui, avec ses bénéfices de campagnes, s'élevaient à cinquante ans.

Nous croyons devoir transcrire ici la lettre honorable que lui écrivit l'amiral de Rigny pour lui annoncer son admission à la retraite.

Paris, le 20 mai 1831.

« Monsieur le colonel,

« J'ai mis sous les yeux du roi la demande que vous avez formée de vous retirer du service, en raison de vos blessures, et je vous annonce que, par ordonnance du 11 de ce mois, Sa Majesté a bien voulu vous admettre à la retraite.

« L'ordonnance du 1^{er} mars dernier ayant supprimé les grades honorifiques dans la marine, il m'est impossible de proposer à Sa Majesté de vous accorder celui de maréchal-de-camp. J'aurais été flatté, si cela eût dépendu de moi, de vous procurer ce témoignage de satisfaction pour les bons et honorables services que vous avez rendus dans le cours de votre longue carrière militaire; mais des motifs impérieux s'y opposent, et je ne puis que vous en exprimer mes regrets.

« Recevez, monsieur le colonel, l'assurance de ma considération distinguée,

« Le ministre secrétaire d'Etat de la marine et des colonies,

« Comte H. DE RIGNY. »

CADET DE GASSICOURT (CHARLES-LOUIS-FÉLIX) (1).

Cultiver les sciences et les arts, être humain et bienfaisant, réclamer l'égalité et l'indépendance pour son pays, vouer son existence et sa fortune à la liberté et au mieux-être politique de ses concitoyens; tout cela est noble et grand! Telles sont les qualités et les vertus par lesquelles se sont distingués les différens membres de la famille Cadet de Gassicourt. Honneur à eux!

M. CADET DE GASSICOURT (*Charles Louis-Félix*), est né à Paris, le 11 octobre 1789. Il termina ses études au collège Sainte-Barbe (Delanneau). A sa sortie du collège il étudia la chimie sous le professeur Thénard, ami de son père, et qui l'honora d'une protection affectueuse. Lorsqu'il se livra, plus tard, à l'étude de la médecine, il trouva le même appui dans le célèbre Dupuytren.

En 1814, son père étant appelé, par son service, auprès de l'Empereur, il voulut l'accompagner afin de lui épargner, autant que possible, des fatigues auxquelles il n'était point habitué. Il le suivit donc à travers les champs de bataille de cette campagne, et revint avec lui à Paris, quand l'Empereur lui eut donné, à Troyes, l'ordre de quitter l'armée.

Entré dans la compagnie de grenadiers du 5^e bataillon de la 4^e légion de la garde

nationale, qu'on venait de reformer, il ne voulut pas profiter de la dispense accordée aux élèves en médecine, requis par le doyen pour le service des blessés.

Félix Chaussard, fils de Publicola Chaussard, homme de lettres, et lui, tentèrent de concilier les deux services, et se livrèrent avec ardeur au maniement des armes. Au 50 mars ils étaient aux barrières, et le lendemain après la capitulation, ils se vouaient au service des blessés. Etant à l'hôpital Saint-Louis, sous la direction du célèbre Bécлар, qui devint le beau-frère du jeune Cadet de Gassicourt, ils firent avec succès divers essais pour arrêter les ravages de la pourriture d'hôpital qui moisonnait les blessés. Mettre ces malheureux en état d'être transportés, exempts de cette atteinte mortelle, dans un autre hôpital, c'était leur rendre des chances ordinaires de salut.

Savie politique commença aussitôt après la mort de son père (1821), auquel il succéda comme pharmacien. Son diplôme porte la date du 8 juin 1822.

A cette époque, il était déjà bachelier ès-lettres (2 décembre 1815), docteur en médecine (2 décembre 1817), et membre de la Société de Pharmacie de Paris (15 décembre 1817), et de la Société d'Encouragement pour l'industrie (10 mars 1819). La Société d'instruction élémentaire l'appela dans son sein le 22 juillet 1822.

Dès cette même année 1822 jusqu'en 1824, M. Cadet de Gassicourt fit partie de tous les bureaux définitifs du premier collège électoral d'arrondissement auquel il appartenait, et qui se composait des 1^{er} et 4^e arrondissemens municipaux de Paris.

On se rappelle que, le 5 mars 1825, la Chambre des Députés décida l'exclusion de Manuel, coupable d'avoir dit à la tribune, que la France avait vu le retour des Bourbons *avec répugnance*. C'était un fait acquis. Le 4, un arrêté du président

(1) *Louis-Claude*, CADET DE GASSICOURT, chimiste et pharmacien distingué, membre de l'ancienne Académie des Sciences, naquit à Paris, le 27 juillet 1731, et mourut dans cette ville le 25 vendémiaire an 8 (17 octobre 1799). Son père, arrière-neveu du célèbre chirurgien Vallot et lui-même chirurgien habile, était mort en laissant à sa veuve treize enfans et dix-huit francs pour toute fortune.

Charles-Louis, CADET DE GASSICOURT, fils de Louis-Claude, né à Paris, le 23 janvier 1769, et mort aussi à Paris, le 21 novembre 1821, jouit de la même réputation que son père, comme chimiste et comme pharmacien, et s'acquit une célébrité méritée par ses productions politiques et littéraires autant que par ses écrits scientifiques. Il a été le créateur du Conseil de salubrité établi près de la préfecture de police, et l'un des fondateurs, en 1785, du *Lycée de Paris*, connu depuis sous le nom d'*Athénée*. *Charles-Louis* s'était fait recevoir avocat au barreau de Paris. Il était membre de la *Société des Amis de la presse* et secrétaire de l'Académie royale de médecine quand sa famille et les sciences eurent à déplorer sa perte.

Charles-Louis-Félix est fils de *Charles-Louis*.

ordonna aux huissiers de la Chambre de faire sortir de la salle le député indépendant. La garde nationale, appelée à soutenir l'exécution de l'arrêté, refusant son service, un piquet de gendarmerie entraîna de force Manuel hors du lieu des séances. Le 5, soixante membres du côté gauche protestèrent contre l'exclusion de leur collègue; mais la Chambre passa à l'ordre du jour. Le 7, parurent un ordre du jour et des protestations des colonels de la garde nationale de Paris, contre le refus de service du sergent Mercier, qui commandait, le 4, le détachement de cette garde. Le 19, une ordonnance royale fut publiée, prescrivant de rayer le sergent Mercier des contrôles de sa compagnie.

Voici quelle était la situation de l'opposition-libérale lors des élections de 1824.

L'association dite *des Amis de la liberté de la presse* venait de s'éteindre, moins par suite du procès qu'elle avait subi, que par la défection de quelques uns de ses membres, entre autres de M. de Broglie, passés au *canapé doctrinaire*. Néanmoins, plusieurs de ses membres continuèrent d'exercer une influence directe sur les élections.

Déjà, dans plusieurs arrondissements, des électeurs libéraux avaient commencé à former des réunions pour se mettre en état de faire leurs affaires par eux-mêmes.

Dans cet état de choses, MM. Cadet de Gassicourt, Decruzy, Odilon-Barot, Cabet, de Schonen et Lamy (aujourd'hui juge au tribunal de première instance du département de la Seine), jetèrent les premières bases du *comité central des élections*.

A cette époque, MM. Gassicourt et Decruzy eurent la pensée de porter Manuel au premier collège d'arrondissement. C'était un acte de patriotisme et de courage d'autant plus remarquable, qu'on n'osait nulle part le présenter.

Une ligne de démarcation s'était établie déjà entre les deux arrondissements muni-

cipaux qui composaient ce collège. Les électeurs relevant du 1^{er} arrondissement, représentaient l'aristocratie financière et de l'Empire, et se laissaient diriger de fait et en secret par C. Périer, et en apparence par quelques meneurs menés, MM. Lefort, professeur de langue française, Séguin, pharmacien, Gabillot, ancien épiciier, etc. Ces messieurs portaient M. Alexandre de Laborde. La candidature de Manuel n'aurait guère été soutenue de ce côté que par M. Regnault-Nitot, ancien joaillier de l'Empereur, excellent patriote.

Les électeurs du 4^e arrondissement se réunissaient, au contraire, et en grand nombre, dans les magasins de M. Pépin, chef de l'établissement de la *Fille-mal-gardée*, pour y discuter sur le mérite des candidats, et paraissaient généralement disposés en faveur de M. Dupont (de l'Eure).

M. Cadet de Gassicourt avait déjà jeté en avant le nom de Manuel; il en avait écrit à M. Dupont (de l'Eure), et ce digne citoyen lui avait répondu le 19 juillet :

« Ce que j'ai écrit particulièrement à quelques personnes, je suis heureux de pouvoir le dire publiquement à vous, Monsieur, et à vos amis, et je le serai plus encore si ma déclaration peut être comptée pour quelque chose dans l'élection de M. Manuel. Vous pouvez dire, en mon nom, à MM. les électeurs qui formeront la réunion du 22, que, si j'avais l'honneur de faire partie de leur collège, je lui donnerais mon suffrage, non parce qu'il est mon ami, mais parce que, dans ma conscience, l'intérêt du pays et la stricte justice réclament également son élection. J'avouerai même que je ne comprends pas comment elle peut trouver de l'opposition parmi les électeurs patriotes. »

A la réunion du 22, M. Cadet de Gassicourt communiqua cette lettre, et parvint, non sans de grands efforts, à faire pencher la balance en faveur de Manuel.

Cependant l'opposition du premier arrondissement, qui n'avait agréé M. de Laborde, que parce que M. B. Delessert avait mis à l'acceptation de sa candidature la condition que M. Ternaux partagerait cet honneur avec lui, l'opposition avait des craintes. Au 4^e arrondissement, la réunion

préparatoire qui avait adopté Manuel, n'était rien moins que rassurée sur le succès de l'élection. Des deux côtés on se rapprocha, et l'on prit le parti de faire une masse compacte pour le seul candidat qui pût rallier toutes les opinions à son caractère. M. Dupont (de l'Eure) obtint les suffrages et fut élu.

En 1827, le *comité central*, dont l'objet spécial était de régulariser et de diriger les élections, se composait des commissaires des douze arrondissemens de Paris. On remarquait parmi les membres chargés de convoquer les premières réunions d'arrondissement (1), des hommes d'opinion démocratique alors, et dont la palinodie a été si scandaleuse depuis. L'influence de ce comité grandit avec les événemens. M. Cadet de Gassicourt y rattacha la banlieue, qu'on n'avait pu jusque là rallier au centre parisien autrement que par des commissaires bénévoles, MM. Truelle et Tintoin pour l'arrondissement de Saint-Denis; M. Desgranges, notaire, pour l'arrondissement de Sceaux. Ces deux arrondissemens, si étendus, et ne formant qu'un seul collège électoral, manquaient de force et n'avaient encore produit que des choix ministériels, faute de réunions et de moyens de se concerter (2). Sur la demande insistante de M. Barthe, on décida de se mettre en rapport avec les départemens. Grâce aux efforts de M. Cadet de Gassicourt, une alliance fut formée entre le *Comité central* et la *Société de publication*

des brochures, ou *Aide-toi, le ciel t'aidera*. M. Cadet de Gassicourt appartint à cette dernière depuis 1827 jusqu'en 1851. Le comité fit réussir l'élection du baron Louis, opposé à M. Leroy (banlieue), ce qui était un véritable triomphe (4), et celle de M. Eusèbe Salverte, opposé à M. N.-L. Lemercier, auteur d'une brochure contre l'armée, publiée en 1815 (5^e collége). On lit dans le procès-verbal de la séance du comité du 7 septembre :

« M. Cadet de Gassicourt distribue à l'assemblée un avis qui engage les citoyens à souscrire pour le monument à la mémoire de Manuel; il prie chacun des membres présens de vouloir bien se considérer comme chargé spécialement de recueillir le produit d'une collecte. »

C'était compléter noblement sa pensée d'élection de 1824.

Les événemens prenaient une immense gravité. L'administration Villèle-Corbière était tellement impopulaire que Charles X avait cru devoir recourir à la formation d'un ministère nouveau, celui de M. de Martignac (8 janvier 1828). Pendant les dix-neuf mois de ce ministère, la France assista à ce singulier spectacle d'une double conspiration de château : l'une, celle des ministres, entraînant le roi malgré lui à des mesures qui auraient pu lui rallier le pays; l'autre, celle des émigrés, des contre-révolutionnaires royalistes, mi-prêtres et mi-nobles, qui entretenaient sans cesse les espérances pour le retour d'un passé que le roi avait l'inintelligence de regretter avec eux. De là cet état de gêne et de méfiance du peuple à l'égard du roi, et du roi à l'égard du peuple; tous deux ayant une crainte égale l'un de l'autre, tous deux se préparant également à une lutte sérieuse. Le roi prit l'initiative. Il appela le prince de Polignac à la direction du cabinet. Dès-lors, un sentiment de répulsion nationale se communiqua dans le peuple avec la rapidité de l'éclair. Les associa-

(1) Voici les noms de ces membres classés par arrondissement, ainsi que l'indique le procès-verbal du *comité central* du 24 août 1827 :

1^{er} Lefort, Rollet, Aurioi, Regnaud-Nitot.

2^e Mandrou, de Jouy, Gisque, Maine de Glagny.

3^e Bouilly, Bordeaux.

4^e Decrusy, Truelle, Cadet, Odilon-Barrot, Maurice Duval, Sedillot.

5^e Féron, Peanceller.

6^e Leroux, Hamelin.

7^e Richard, Broye, Jassey, Moreau, de Schonen.

8^e Sinet, Marc-Besson, Gilbert-des-Bois.

9^e Goult, Sadouril, Beauvisage.

10^e Barthe, Lamy, Dequevauvillers.

11^e Bertrand, Fain, Danse, Eucherre.

12^e Augustin Bricogne, Sallereu.

(2) C'est une chose inouïe d'avoir à dire combien de difficultés politiques n'ont si long-temps subsistées que faute de trouver des citoyens assez dévoués pour permettre seulement le parquet de leur appariement fut un peu crotté!! (Paroles historiques).

(4) M. Cadet de Gassicourt avait réuni chez lui, le 15 novembre, 98 électeurs de la banlieue, choisis dans toutes les communes.

tions d'électeurs modifièrent pour la constance l'esprit de leur création ; le comité central donna le mouvement, sous l'impulsion de M. Cadet de Gassicourt, et une association parisienne pour le refus de l'impôt fut établie dans la prévision d'une violation de la Charte et des lois. M. Barthe rédigea, sauf une légère modification proposée par M. Gassicourt, l'acte d'engagement des sociétaires (1).

Les commissaires de l'association écrivirent aux journalistes, pour les prier d'appeler tous les contribuables à donner leur assentiment. Cette lettre, écrite de la main de M. Cadet de Gassicourt, est trop remplie de patriotisme, elle fait trop bien connaître l'esprit de l'époque,

pour que nous en privions notre livre ; la voici : elle est datée du 25 décembre 1829.

« Monsieur le rédacteur,

« De nombreux procès inquiètent et punissent les journalistes qui, fidèles interprètes de nos sentiments, donnent une publicité désirable aux sages précautions que nous prenons pour le maintien de nos institutions ; et, par un contraste affligeant, les journaux de l'absolutisme qui excitent nos alarmes, soit par une profession quotidienne de principes anti-constitutionnels, soit en provoquant, soit en annonçant comme imminent le coup d'Etat qui romprait le lien monarchique constitutionnel, jouissent d'une tranquillité qu'aucun organe du ministère public ne songe à troubler. La conséquence que l'on ne peut s'empêcher de tirer, c'est qu'aux yeux de quelques hommes malheureusement trop rapprochés aujourd'hui des marches du trône, l'Etat, c'est le roi ; le gouvernement du roi, ce sont les ministres ; il n'existe d'autres droits que ceux de la couronne, et la Charte n'est qu'une concession révoquée aussitôt que le bon plaisir en décidera.

« Quand viendra l'instant de cette fatale décision ? Demain peut-être, nous ont dit plus d'une fois les journaux de l'ultracisme. Demain donc un coup d'Etat peut remettre en question nos intérêts les plus chers, et renverser les principes que la prudence de Louis XVIII avait consacrés dans une charte qu'il regardait avec raison comme une égide plus tutélaire que ne le fut, pour la Restauration, l'alliance des étrangers.

« Si de perfides conseillers de la couronne osaient déclarer en effet le pacte social, aucun vrai citoyen, par une lâche soumission, ne se rendrait complice de ce crime de haute trahison !

« Que les hommes à qui une révolution aussi glorieuse que terrible n'a rien appris, apprennent du moins que le peuple ne se souvient de son ancienne abjection que comme un opprobre dont il s'est déjà lavé. En vain voudraient-ils réédifier de gothiques institutions, et les entourer d'un ancien prestige de mysticité ; en fait de politique désormais tout se définit et s'explique ; on ne croit plus, on comprend. Personne ne songe à discuter pour savoir si nous sommes gouvernés de droit divin ; ce que notre nation intelligente et laborieuse demande à ceux qui se chargent de ses destinées, c'est de la laisser libre, tranquille et heureuse ; c'est de l'administrer avec sagesse et économie ; c'est surtout de conserver les institutions, les garanties, les droits achetés au prix de tant de sacrifices.

« La première de nos garanties repose sur la faculté libre de déléguer le droit de voter les impôts et d'en vérifier l'emploi ; cette faculté dérive du droit de propriété lui-même, et n'est pas moins sacrée que lui. La reconnaissance de ce droit fut jurée par les Bourbons le jour où l'accès du trône leur fut r'ouvert. Ils l'invoquèrent au jour du danger ; ils l'ont jurée de nouveau sur l'autel de Reims. Nous l'avons tous jurée, non moins que la fidélité au roi constitutionnel ; nous saurons la défendre, en opposant une résistance légale à la perception de tout impôt qui n'aurait pas été voté conformément aux lois actuellement existantes.

« C'est vers ce but que tendent toutes les associa-

(1) Voici le texte de cet acte que nous croyons devoir consigner ici comme document historique utile à conserver :

ASSOCIATION PARISIENNE.

« Article 1^{er} de la Charte. Aucun impôt ne peut être établi, ni perçu, s'il n'a été consenti par les deux Chambres, et sanctionné par le Roi.

« Dispositions générales du budget. Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles autorisées par la présente loi, à quelque titre et sous quelle dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs, et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui auraient fait la perception, et sans que, pour exercer cette action devant les tribunaux, il soit besoin d'une autorisation préalable.

« Article 17 du Code pénal. Tous fonctionnaires, tous officiers publics, leurs commis ou préposés, tous percepteurs des droits, taxes, contributions, deniers, revenus publics ou communaux, et leurs commis ou préposés qui se seront rendus coupables du crime de concussion, en ordonnant de percevoir ou en exigeant ou recevant ce qu'ils savaient n'être pas dû ou excéder ce qui était dû pour droits, taxes, contributions, deniers ou revenus, ou pour salaires ou traitements, seront punis, savoir : les fonctionnaires, ou officiers publics, de la peine de la réclusion, et leurs commis ou préposés, d'un emprisonnement de deux ans ou au moins d'un an et de cinq ans au plus. — Les coupables seront de plus condamnés à une amende dont le maximum sera le quart des restitutions et des dommages-intérêts, et le minimum le douzième.

« Si la perception d'un impôt qui n'aurait pas été voté conformément à la Charte est un crime, le refus d'un tel impôt est un devoir.

« Pour faciliter l'accomplissement de ce devoir, dans le cas où les circonstances l'exigeraient, les soussignés sont convenus de ce qui suit :

« Article 1^{er}. Les Soussignés résisteront par toutes voies légales à la perception de l'impôt qui n'aurait pas été consenti suivant les formes voulues par la Charte constitutionnelle.

« Article 2. Les Soussignés contribueront en proportion de leurs contributions respectives, aux frais que pourrait nécessiter l'exécution de l'article 1^{er}. »

Nous citerons parmi les signataires, dont les noms sont en original sous nos yeux, MM. Ch. Remusat, Gissac, Gréa, député du Doubs ; Noré, ancien notaire ; Dupont (de l'Eure), M. Dupont (de l'Eure) écrivait, le 19 octobre : « C'est de tout mon cœur que je me réunis à tous les citoyens qui ont pris la même résolution. » Il convient d'ajouter à ces noms ceux de MM. Duris-Dufresne et Ensebe-Salverte. Ce fut M. Gassicourt qui, après la mort du digne Duris-Dufresne, remit sa souscription chaleureusement motivée, comme monument de famille.

tions fondées depuis l'avènement inopiné du ministère actuel. Dans ce moment, où la gravité des circonstances stimule les plus indifférens, quelques centaines de listes de l'*Association Parisienne* ne suffisent pas au grand nombre de personnes qui veulent s'unir au vœu généreux de leurs concitoyens, et de toutes parts on les entend se demander en quelles mains elles peuvent déposer leurs signatures. Les mêmes circonstances nous autorisent à vous inviter, Monsieur, à annoncer dans votre journal (quand vous le jugerez opportun, d'après la connaissance que vous avez de l'imminence des événemens) que les contribuables peuvent se présenter chez nous tous les jours pour signer l'*Association Parisienne*.

« Agréez, monsieur le rédacteur, l'expression des sentimens les plus distingués. »

F. CADET-GASSICOURT, pharmacien,
Rue Saint-Honoré, 108.

AMPHOUX,
Rue des Fossés-Montmartre, 27.

PEAUCELLIER,
Rue Montorgueil, 78.

MANDROU,
Rue des Bons-Enfans, 23.

GISQUET,
Rue Bleue, 5.

Ce noble langage fut entendu des citoyens, et de nombreuses adhésions attestèrent la sympathie qu'il avait trouvé dans toutes les classes. Les départemens suivirent l'exemple donné par les Parisiens, et formèrent aussi des associations particulières pour le même objet.

La lice était ouverte; gouvernans et gouvernés ne pouvaient plus reculer. L'initiative vint encore des premiers.

Dans son discours d'ouverture de la session, le 2 mars 1830, le roi osa dire : *Si de coupables manœuvres suscitaient à mon gouvernement des obstacles, je trouverais la force de les surmonter dans ma résolution de maintenir la paix publique.*

L'adresse des députés ne fut pas moins explicite. Elle renfermait ce passage hardi : *L'intervention du pays fait du concours permanent des vœux politiques de votre gouvernement avec les vœux du peuple, la condition indispensable de la marche régulière des affaires publiques. Sire, notre loyauté, notre dévouement, nous condamnent à vous dire que ce concours n'existe pas.*

La réponse du roi à ce discours voté par 221 députés, contre 181, ne laissa aucun doute sur les déterminations de la

cour. Le roi dit à la députation de la chambre, qui lui fut présentée le 16 mars : *J'avais droit de compter sur le concours des deux chambres; mon cœur s'afflige de voir les députés déclarer que de leur part ce concours n'existe pas. Mes résolutions sont immuables; mes ministres vous feront connaître mes intentions.*

Et le lendemain parut une ordonnance de prorogation au premier septembre.

Une fois le combat engagé par le croisement des armes, il fallait qu'un des adversaires restât sur le terrain du champ clos.

Les membres du comité central prirent rang dans cette grande affaire. Ils se réunirent chez M. Cadet de Gassicourt afin d'aviser aux moyens d'action à employer. On décida, le 24 mars, qu'un banquet serait offert au 221 votans, et qu'une médaille serait frappée en commémoration du 16 mars.

On avait nommé une commission de onze membres (1) pour recueillir la souscription au banquet. Le banquet eut lieu le 17 mars, aux *Vendanges de Bourgogne*. Mais les souscriptions avaient dépassé les dépenses de cette fête patriotique. Il s'agissait de savoir quelle destination recevrait l'excédant de recette. Voici le procès-verbal rédigé, à cet effet, par M. Cadet de Gassicourt :

Le 7 avril.

« Les membres de la commission qui avait été chargée d'organiser le banquet constitutionnel se sont réunis ce soir chez leur vénérable président, M. Rousseau, ancien maire, pour arrêter les comptes du banquet. Il s'est trouvé, tous frais soldés, un excédant de recette montant à onze cents francs.

« Des demandes de secours en grand nombre avaient été adressées à la commission par des personnes dignes, pour la plupart, d'intérêt. Après avoir vérifié la valeur de chacune de ces sollicitations, elle a pensé qu'elle ne pouvait faire des fonds économisés un emploi plus conforme aux sentimens de ses concitoyens qu'en prenant la détermination suivante :

« La somme de quatre cents francs sera déposée

(1) Amphoux, Odilon-Barrot, Cadet de Gassicourt, Cauchois-Leinaire, Courboune, Decruzy, Ch. Dumas, Mandrou, Marchais, Rousseau, Truelle.

entre les mains de M. le général Mathieu-Dumas, député, pour être distribuée à d'anciens militaires, ou à des veuves de braves morts au service du pays ;

« Parcellé somme sera remise à M. le comte Alexandre de Laborde, député, pour être distribuée à des proserits espagnols et portugais ;

« La somme de trois cents francs sera remise à M. le général La Fayette, député ; il sera prié d'en faire le partage à de malheureux réfugiés piémontais et italiens victimes de leur dévouement pour la cause de la liberté ;

« Une souscription sera incessamment ouverte en faveur de la médaille destinée à consacrer la mémoire de la session législative de mars 1830. »

La reconnaissance envers des mandataires fidèles avait motivé le banquet ; l'humanité envers des hommes de gloire et d'indépendance justifia l'emploi du surplus des souscriptions : c'était très bien !

Après le banquet la médaille. Une commission, composée de MM. Cadet de Gassicourt, Decrusy, Gisquet, Maine Glatigny et Mandrou, décida, le 22 avril, sur le rapport de M. Cadet de Gassicourt (1), que la médaille serait en bronze, et représenterait, d'un côté, la France avec ses attributs, appuyée sur la charte et présentant l'adresse au roi, avec cette exergue : 16 mars 1830, et de l'autre côté, une couronne de chêne ayant au centre la légende suivante :

ADRESSE AU ROI.

AUX 221,

LES CITOYENS RECONNAISSANS (2).

Des listes de souscriptions circulèrent de toutes parts. Nous remarquons parmi les vingt premiers souscripteurs les noms de MM. Vatout, baron Dupin, Maurice

Duval, Bernard de Rennes, Odilon Barrot.

Tandis que les listes couraient dans tous les arrondissemens et qu'on les faisait couvrir de signatures, le ministère empirait sa position par des actes qui trahissaient ses projets : une ordonnance royale du 17 mai parut, portant dissolution de la chambre et convocation pour le 5 août des députés de la nouvelle élection.

La commission jugea à propos dès lors de faire une nouvelle manifestation publique d'opinion, et M. Villemain, qu'on est fort étonné de retrouver là, rédigea la note suivante, destinée à être insérée dans les journaux. Nous la rapportons, non pas parce que M. Villemain est aujourd'hui un des ministres de Louis-Philippe, mais afin de prouver que chacun, à cette époque, croyait devoir apporter le tribut de son dévouement à la cause populaire. Voici cette note :

« D'honorables citoyens, membres des bureaux définitifs aux dernières élections, avaient ouvert une souscription à l'effet de faire frapper une médaille en l'honneur des deux cent vingt-et-un députés qui ont voté l'adresse. Cette souscription a été adoptée avec tant d'ardeur et si promptement remplie, que l'on s'est déterminé à multiplier le nombre des médailles qui doivent être distribuées à MM. les souscripteurs. En conséquence, les souscriptions continueront à être reçues chez M. Gisquet. »

La distribution des médailles n'eut lieu qu'au mois d'août.

Avant la dissolution de la chambre, dissolution prévue depuis le 16 mars, le *comité central* s'était réuni. Le 15 avril, il avait composé son bureau de MM. Barthe, président ; Villemain, vice-président, et Cadet de Gassicourt, secrétaire, et s'était mis en rapport, comme pour le banquet et pour la médaille, avec la société *Aide-toi, le ciel t'aidera*. Ces deux associations en quelque sorte permanentes avaient déjà préparé leurs moyens électoraux au moment de la publication de l'ordonnance du 17 mai. Il paraît que le *comité central* s'occupait plus particulièrement de Paris et de la banlieue, et la société *Aide-toi* des

(1) Le commencement de ce rapport mérite d'être conservé comme reproduction exacte des espérances des patriotes de 1830 :

« Si jamais projet présenté parmi nous s'est vu dès l'abord l'objet d'une faveur si grande que chacun peut se dire l'avoir conçu, c'est assurément le projet de confier au bronze la mémoire de cette majorité vraiment honorable qui vient de présenter au trône l'expression vraie non moins que respectueuse des tristes prévisions de la France, et qui, rapprochant toutes les nuances d'opinion constitutionnelle en un seul faisceau, adoucit le sentiment de notre humiliation présente par une juste confiance de l'avenir dans la force morale du pays, et nous livre à l'espoir d'un salut prochain. »

Les trois commissaires désignés plus particulièrement pour l'exécution de la médaille furent MM. Cadet de Gassicourt, Decrusy et Villemain.

(2) Les médailles offertes aux députés ne différaient des autres médailles, que par le nom de chacun des votans gravé en creux sur le tranchant de sa médaille.

départemens ; mais il paraît aussi qu'elles marchaient de conserve : car nous voyons, dans le procès-verbal du 22 avril, qu'un projet de caisse électorale ayant été proposé dans le département de la Charente-Inférieure, le *comité central* nomma un commissaire pour en faire l'examen (1). Nous trouvons encore, dans les papiers que nous possédons, des traces d'action de ce comité dans un grand nombre d'autres départemens, action qui reposait en partie sur le zèle de M. Cadet de Gassicourt.

La réélection des 221 fut admise en principe ; les restrictions étaient des restrictions de conscience. Ainsi nous lisons dans une lettre écrite par M. Cadet de Gassicourt, le 10 mai :

« Quoi qu'il en soit, monsieur, de ces raisons et de beaucoup d'autres qui paraissent militer en faveur de la réélection des 221, nous éprouvons quelque peine à la voir adopter avec un empressement tel, qu'elle habituât nos vieilles notabilités si usées à compter de notre part sur une reconnaissance oublieuse des faiblesses, peu jalouse des garanties que la France est en droit de réclamer de ses mandataires... Verriez-vous quelque inconvénient à les obliger, après la dissolution officielle de la Chambre des Députés, à s'expliquer catégoriquement sur le compte des associations pour le refus de l'impôt illégal, ou sur la question du refus du budget?... »

Les élections reçurent leur complément le 25 juillet. Il y eut 214 réélections.

Tous les partis attendaient dans la plus vive anxiété le 5 août, jour fixé pour l'ouverture de la nouvelle chambre, lorsque parurent, le 26 juillet, dans le *Moniteur* et dans un supplément au *National*, les quatre ordonnances datées de la veille, portant :

La première, suspension de la presse périodique ; la deuxième, dissolution de la chambre des députés, chambre qui n'était pas réunie et n'existait pas encore ; la troisième, réformation des dispositions des lois du 5 février 1817 et du 27 juin 1820, relatives à l'élection des députés ; la qua-

trième, réunion des collèges pour les 6 et 18 septembre, et convocation des chambres pour le 28 du même mois.

Il n'y eut qu'un cri d'indignation dont la commotion électrique devait enfanter des héros. Tous les hommes que soulevait cette audacieuse violation des lois et de la Charte n'hésitèrent plus à écouter la voix des patriotes. On s'occupa sans perte de temps d'organiser une résistance sérieuse. Le 26 le billet suivant fut écrit et envoyé :

« Une réunion nombreuse formée de députés, d'écrivains et de citoyens de Paris, dans les bureaux du *National*, a jugé qu'il serait utile d'assembler, ce soir à 8 ou 9 heures, les électeurs des douze bureaux définitifs. La convocation sera indiquée chez M. Cadet de Gassicourt : on ne doute nullement de son empressement à y consentir. »

Cette foi en M. Cadet de Gassicourt était bien placée. Mais il avait perdu sa mère dans la nuit même de ce grand jour, et, quoi qu'il eût néanmoins offert son domicile, on jugea plus convenable de se réunir au *National*. M. Cadet de Gassicourt s'y rendit.

Deux réunions avaient eu lieu déjà le matin, l'une chez M. Dupin aîné, l'autre au *National* : dans la première on décida la résistance des imprimeurs (1), et dans la seconde celle des journalistes qui signèrent sur-le-champ leur fameuse protestation (2).

Ainsi qu'on l'avait déterminé la veille au *National*, il y eut, le 27 au soir, chez M. Gassicourt, une assemblée nombreuse du *Comité central* et de la société *Aide-toi*, de journalistes, d'électeurs, de députés, de jeunes gens, enfin de toutes les personnes influentes qui s'étaient trouvées au *National*. Cette assemblée dura jusqu'à minuit ; MM. Maurice-Duval, de Schonen et Chevalier, rédacteur de la *Bi-*

(1) Dans la séance du 13 mai, M. Decrusy fut chargé d'un rapport sur un projet de caisse électorale, spéciale au *comité central* : ce qui prouve que l'idée venue de la Charente-Inférieure reposait sur un bon germe.

(1) Le soir les imprimeurs s'assemblèrent au *cercle de la librairie*, et ils arrêtèrent à la presque unanimité qu'on fermerait immédiatement les ateliers. Le 27 au matin les ateliers qui n'avaient pas été fermés par ordre des maîtres le furent par les ouvriers.

(2) M. Barthe présidait quand la protestation fut signée.

bibliothèque historique, la présidèrent alternativement. On s'occupa dans les premiers momens de la question du refus de l'impôt, afin de ne pas effrayer les timides; puis on en vint à l'objet principal, c'est-à-dire aux moyens de diriger le mécontentement populaire et de le faire tourner au profit de la liberté.

On songea d'abord à rester dans la légalité, mais le bruit de la fusillade de la troupe sur le peuple changea les idées, et l'on parla bientôt de moyens qui devaient pousser à l'insurrection.

La discussion sur la défense armée fit naître des craintes dans ses conséquences et chassa les peureux; les plus hardis restèrent. A dix heures, on adopta des mesures. Des commissaires furent nommés pour se rendre dans les mairies, s'emparer de leur direction, procéder sans retard à la réorganisation de la garde nationale, et imprimer au mouvement une unité indispensable. La liste de ces commissaires comprenait MM. Cadet de Gassicourt, Chevalier, Gisquet, Feron, Lefort, Hamel, Boulay de la Meurthe, Durozoir, Chardel. Plusieurs membres demandèrent la destruction de la liste des commissaires ou délégués; M. Thiers, qui était de ce nombre, se rangea bientôt à l'avis ouvert par M. Cadet de Gassicourt (1), qui proposa la conservation de cette liste, et M. Thiers et MM. Béranger le chansonnier et Cauchois-Lemaire restèrent des derniers. Ce qui prouve jusqu'à quel point le peuple a l'intelligence du bien qu'on lui veut, c'est que chaque fois qu'une personne entrait chez M. Gassicourt, ou en sortait, elle était saluée du cri de *vive la réunion!*

Une autre réunion fut indiquée pour le

28, mais elle ne put avoir lieu chez M. Gassicourt, attendu que tout le quartier se trouva envahi par les troupes royales: M. Gisquet convoqua à son domicile, puis on alla chez M. Audry de Puyraveau.

Pendant les trois jours, la rue Saint-Honoré devint un centre militaire; vainqueurs et vaincus la longèrent alternativement et en tout sens, surtout depuis le Palais-Royal jusqu'à la Halle. M. Gassicourt établit chez lui, et à ses frais, une ambulance qui rendit les plus grands services. MM. Rossignol et Pharaon ont consigné ce fait dans leur *Histoire de la Révolution de 1830* (page 565). Voici comment ils l'ont exprimé: « Un grand nombre de blessés ont été accueillis à la pharmacie de M. Cadet de Gassicourt. Toute espèce de soins et de secours leur ont été prodigués. Des moyens commodes de transport étaient organisés d'avance. Ce trait d'humanité patriotique n'étonnera aucun de ceux qui savent avec quel dévouement M. Cadet de Gassicourt a consacré son temps et sa maison aux premières comme aux plus récentes réunions électorales, et à des assemblées d'une nature bien plus délicate et plus dangereuse. »

Nous regrettons d'avoir à jeter ici quelques paroles de blâme sur une vie jusque là si pleine de patriotisme et de désintéressement. Lorsque les citoyens courageux et les électeurs libéraux se réunirent, le 29, chez le restaurateur Lointier, un des hommes qui avaient le secret de M. Laffitte, et l'avaient probablement aidé dans la mission révolutionnaire dont il s'était plu à accepter la responsabilité, M. Larréguy, aujourd'hui préfet de la Charente, se présenta à cette assemblée, d'après l'invitation de M. Laffitte, et parla du duc d'Orléans comme pouvant rassurer tous les intérêts. Plusieurs personnes se rallièrent à lui, entre autres M. Cadet de Gassicourt, en exigeant toutefois, il faut le dire, de fortes garanties qui furent

(1) « M. Cadet de Gassicourt venait de perdre sa mère. Cette circonstance malheureuse lui servit pour mettre en sûreté la vie des patriotes que les listes pouvaient compromettre, dans le cas où la cause populaire aurait été perdue. Il écrivit les adresses des commissaires nommés par quartier, comme si c'était la liste des personnes à qui il devait faire part de ce triste événement. »

(Deux Ans de règne; par A. Pepin, 1833, p. 64.)

promises, mais jamais données. Que ces membres défectionnaires d'une réunion d'hommes dévoués au peuple, aient été entraînés par la peur d'un plus grand mal possible, nous l'admettons : crée-t-on de bons gouvernemens quand on agit sous le sentiment de la peur?

Aussitôt après l'avènement du roi Louis Philippe, M. Cadet de Gassicourt devint premier adjoint au maire (M. Odilon-Barrot), et maire lui-même du 4^e arrondissement de Paris.

Comme maire, son attention dut se porter sur les graves sujets que voici : Service de St-Germain-l'Auxerrois; — carlistes; — instruction élémentaire; — choléra; — association; — élection. Nous allons examiner rapidement la conduite que tint M. Gassicourt dans l'application de ses fonctions aux faits que nous venons d'indiquer.

Saint Germain-l'Auxerrois. Le 15 février 1831, un service anniversaire de la mort du duc de Berri, refusé à Saint-Roch, avait été accueilli par le curé de Saint-Germain-l'Auxerrois. A la fin du service, un jeune homme ayant eu l'imprudence d'exposer et de couronner un portrait du duc de Bordeaux, le peuple cria au scandale; et, voulant punir à la fois les gouvernans pour leur incurie, et les prêtres et les carlistes pour l'audace de leur insulte à la révolution, il saccagea l'église, détruisit l'archevêché, et força Louis-Philippe à faire effacer les fleurs-de-lis du Palais Royal. On ne sait s'il serait resté debout une seule pierre de Saint-Germain, sans la présence d'esprit de M. Gassicourt, qui fit descendre la croix fleur-de-lisée dont le faite de l'église était surmonté. Deux jours après cet événement, l'inscription de *Mairie du 4^e arrondissement*, que le maire permit d'apposer au-dessus de la porte principale d'entrée, fut une sauve-garde pour le monument, et soulagea la garde nationale d'un service pénible.

Ce fait étant accompli, et la toiture et les murs de l'édifice étant seuls demeurés à peu près entiers; puis le gouvernement n'osant pas céder encore aux instances de l'archevêque, et ordonner que l'église fût rendue au culte, les officiers de la 4^e légion demandèrent, le 2 décembre 1831, à jouir de cette localité pour leurs manœuvres d'instruction. Le maire transmit leur demande à la fabrique; la fabrique se déclara incompétente, par délibération du 17 décembre; mais alors les fabriciens manifestèrent l'intention de faire réparer les fenêtres et les vitraux : c'était un moyen de tenter une réparation plus complète. M. Gassicourt en écrivit à M. le préfet de police Gisquet. La lettre de cet administrateur est sous nos yeux; elle porte la date du 8 décembre. Comme document pouvant servir à l'histoire singulière de notre temps, elle mérite d'être en partie conservée, et c'est par ce motif que nous croyons devoir en rapporter les sept derniers paragraphes :

« Si la question se réduisait à savoir si des particuliers consentent à un sacrifice en argent en pure perte, il n'y aurait rien à objecter; mais, dans mon opinion du moins, monsieur le préfet, une épreuve pareille à celle qu'on se propose ne se ferait pas seulement aux dépens de celui qui paie les vitres; il serait fort possible qu'elle se fit surtout aux dépens de la tranquillité publique, assez et trop long-temps troublée.

« C'est pourquoi, monsieur le préfet, je vous donne avis de ce projet, afin que vous soyez à même de prendre telles mesures que vous jugerez convenables.

« On me disait naguère que le roi n'avait rien tant à cœur que l'exécution du projet de percement de la grande rue qui rendrait nécessaire la démolition de l'église Saint-Germain-l'Auxerrois; on m'assure aujourd'hui qu'une autre personne auguste ne voit pas de fois M. le préfet de la Seine qu'elle ne lui demande quand est-ce qu'on rouvrira cette église.

« La démolition immédiate de l'édifice serait incontestablement une mesure populaire; mais il est également incontestable qu'elle indisposerait fort contre le gouvernement du roi nombre de salons et de boutiques, et que le carlisme ne manquera pas d'en tirer un merveilleux parti pour aigrir les départemens de l'Ouest : de sorte qu'en admettant le percement vivement désiré de la rue Louis-Philippe, il s'en faut que la démolition de Saint-Germain-l'Auxerrois soit la première chose à laquelle il faille songer.

« J'en dirais autant d'une restauration de cette église, avec réintégration de l'ancien curé, vieillard carliste et fanatique, à bon droit ou à tort odieux à

la multitude. S'exposera-t-on en son honneur à faire armer une seconde fois l'un contre l'autre le peuple et la garde nationale? La fermeté qu'on déploierait dans ce cas, fût-elle couronnée du succès accoutumé, n'empêcherait pas qu'on ne vit le gouvernement fléchir devant l'entêtement de M. l'archevêque de Paris.

« Un seul moyen, peut-être, exempt d'inconvénients et de dangers, se présentait de rouvrir l'église; c'était de remplacer le curé actuel par le vénérable abbé Paravey (1).

« Mais, puisque M. de Quélen s'y refuse, je ne pense pas qu'il reste d'autre parti prudent et sage que celui d'un ajournement indéfini. »

M. Gisquet envoya copie de cette lettre au président du conseil comme renfermant des avis graves et prudents.

Le 17 décembre, M. Cadet de Gassicourt demanda au préfet de la Seine, attendu la déclaration d'incompétence de la fabrique, d'accorder l'autorisation réclamée par la 4^e légion. Le 31, le préfet, M. de Bondy, répondit qu'il attendait à ce sujet des instructions du ministre de l'intérieur; il ajouta, sans y avoir été provoqué par la lettre du maire, que la restauration ou la démolition de l'église étaient subordonnées à la décision relative au percement de la rue projetée.

Soit que cette décision fût prise de manière à ce que l'église pût être conservée, soit que le désir de la reine, d'accord avec ceux des légitimistes, eût exercé son influence sur les déterminations ultérieures des autorités et des fabriciens, il paraît que l'église fut disposée pour le service du culte, puisque le maire reçut, le 29 avril 1852, à une heure et demie du matin, la lettre suivante :

« Paris, 23 avril 1852.

« M. le Maire,

« M. le ministre de l'intérieur (2) m'ayant donné l'ordre de m'opposer à l'ouverture qui devait avoir lieu demain 29 courant de l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, je m'empresse de vous en donner avis, en

vous prévenant en même temps que je viens d'écrire à M. le commissaire de police de ce quartier pour qu'il ait à s'entendre avec le curé, afin que l'exécution de cette mesure n'éprouve aucune entrave, et en lui enjoignant d'apposer les scellés sur les portes de l'église, s'il croit cette précaution nécessaire (1).

« Agréez, etc.

« Le Conseiller d'Etat, préfet de police,
GISQUET. »

Les scellés furent apposés. Si la fabrique ne réussit pas à rendre l'église au culte, la garde nationale n'obtint pas non plus ce qu'elle désirait. Lors du choléra, le maire établit l'ambulance unique du 4^e arrondissement dans la sacristie et dans le presbytère. Après l'épidémie, le curé, l'archevêque, les fabriciens, les carlistes, la reine, firent si bien qu'on ajourna le projet de la grande rue Louis-Philippe, et que l'église fut rouverte et restaurée; à cette époque M. Cadet de Gassicourt avait quitté sa mairie par démission.

Carlistes. Le choléra venait d'éclater, et les mécontents cherchaient à s'emparer de cette malheureuse circonstance pour agiter le peuple, criant partout à l'empoisonnement des substances alimentaires. M. Cadet de Gassicourt crut reconnaître, dans ces bruits mensongers, une tactique des légitimistes, et il publia la proclamation que voici :

« Nos ennemis communs nous trompent, et tâchent d'exciter votre haine contre vos véritables amis. Les agens de ceux que vous avez chassés se glissent au milieu du peuple, et le poussent à commettre des excès pour venger la défaite de Charles X, et le ramener de son exil avec son petit-fils, sous la protection des baïonnettes étrangères et à la faveur de la guerre civile.

« S'il est des empoisonneurs, ce ne peuvent être que les incendiaires de la Restauration; s'il est des misérables qui, soit par des crimes, soit par des calomnies atroces, cherchent à organiser le désordre et à exploiter un déplorable fléau, ce sont les alliés des Chouans, des assassins de l'Ouest et du Midi.

« Quelle joie ! quel triomphe pour eux, s'ils par-

(1) Cette proposition ne pouvait être accueillie par le conseil, puisque M. l'archevêque répétait à tout venant : *M. Paravey n'apas les vertus canoniques*. Ce vénérable prêtre a été depuis nommé chanoine à Saint-Denis.

(2) C'était M. de Montalivet, nommé la veille.

(1) Les mots en italiques étaient de la main du préfet.

venaient à déchirer le sein de la France par la main des Français ! Vous les verriez bientôt rentrer, sur nos cadavres, à la tête des Verdets et à la suite des hordes barbares, arracher le drapeau tricolore, le remplacer par le drapeau blanc et la croix des missionnaires ! C'est ainsi qu'ils ont ourdi de tout temps leurs trames, c'est en abusant les pauvres patriotes qu'ils ont mis la nation sous le joug. Nous l'avons vu en 1814 et en 1815.

« Ne soyez donc pas dupes des manœuvres dont vous seriez victimes. Prêtez l'oreille non pas à des instigations perfides, mais à la voix de ceux que vous avez toujours vus dans les rangs des bons citoyens. À ce titre, le premier magistrat de cet arrondissement peut réclamer toute votre confiance. Sa vie entière a été consacrée à la cause nationale. Après l'avoir servie de tous ses moyens pendant quinze années, il l'a défendue en juillet, et ne l'a point abandonnée depuis. Vous avez été les témoins de son zèle et de son dévouement, le 13 février, sur la place de Saint-Germain-l'Auxerrois. Et maintenant encore c'est le même zèle, le même dévouement qui le ramènent aux mêmes lieux. C'est dans l'intérêt de l'humanité, de la classe indigente, qu'il a contribué de tous ses efforts à établir une ambulance et des secours qui sont administrés avec la promptitude que réclame la maladie qui, après avoir fait ses ravages en Russie, en Allemagne, en Angleterre, vient fondre sur Paris, après s'être heureusement affaiblie dans son cours.

« Quiconque vous dit que cette maladie n'existe pas, ment ou est dans l'erreur ; elle existe, et les seuls moyens d'en atténuer les effets et d'empêcher qu'elle ne se propage, ce sont les moyens que vos magistrats mettent en usage. La propreté, la sobriété, l'ordre, les soins rapides et bien distribués, le concours des gens de l'art, l'administration paisible des remèdes reconnus les meilleurs, voilà par quelle voie on parviendra bientôt à éteindre l'épidémie. Elle s'allumerait plus violente au contraire par les obstacles apportés à l'application des remèdes et au zèle des médecins, et surtout par des troubles et des agglomérations d'hommes qui ne peuvent que vicier l'air et qu'aggraver le sang.

« Les fauteurs de pareils actes sont coupables, sont des êtres odieux qui feignent l'indignation ou la pitié pour servir un parti qui, lorsqu'il était puissant, n'avait ni pitié pour le peuple, ni indignation contre ceux qui le dépouillaient par un milliard d'indemnités, et l'opprimaient par le fer des Suisses. Citoyens, défiez-vous de vos anciens tyrans, qui sont habiles à prendre tous les moyens, et ne rougissent pas d'avoir pour auxiliaire un horrible fleau !

« Votre magistrat municipal, investi d'une autorité toute paternelle, qui n'a jamais ambitionné pour récompense que des fonctions uniquement consacrées à la paix et à la salubrité publique, votre premier magistrat vous conjure de ne plus opposer des préventions injustes et des violences funestes au bien et au salut de tous.

« Paris, le 4 avril 1832.

« Le Maire du Quatrième Arrondissement,

« F. CADET DE GASSICOURT. »

Cette proclamation mit immédiatement un terme à l'égarement populaire. Affi-

chée dans Paris le 4, et insérée dans le *Constitutionnel* du 5, elle souleva contre son auteur les hommes du parti anti-national. Leurs journaux, la *Quotidienne*, la *Gazette*, le *Revenant* l'attaquèrent violemment et l'injurèrent ; des lettres anonymes contenant des provocations et des menaces lui furent adressées : ces lettres il les déposa, d'après le conseil de ses amis, entre les mains du procureur du roi, et, quoique défendu par la *Tribune*, le *National*, la *France Nouvelle* (1) et le *Constitutionnel*, il répondit aux journaux légitimistes, le 8, d'une manière ferme et digne d'un patriote (2).

Nous ne croyons pas, nous, que M. Cadet de Gassicourt fût dans le vrai parce qu'on trouva un *brevet du lys* dans la poche du nommé Dufer, massacré rue St-Denis ; parce que des proclamations adressées aux habitants des campagnes de la Vendée disaient, en invoquant Henri V, que le gouvernement accaparait les grains pour amener la famine ; parce que, à Orléans, où les bruits d'empoisonnement coururent

(1) Il serait injuste de ne pas reconnaître que le maire fut courageusement défendu par le rédacteur en chef de cette feuille, M. Léon Pillet, qui le fit par conviction, au grand mécontentement de son patron, C. Périer, lequel n'osa pas blâmer directement la conduite du maire. C. Périer se borna à témoigner hautement, dans son salon, la colère qu'il éprouvait de voir ses idées de fusion ainsi déroutees. Il disait que la proclamation du maire aiguisait le poignard contre une classe de citoyens, ne faisant pas attention qu'il sympathisait en cela d'opinion avec la *Gazette* et la *Quotidienne*. M. Barthe, nous a-t-on dit, s'efforçait tout doucement de l'apaiser. Il demanda à M. Casquet, avec sa violence habituelle, où le maire du 4^e arrondissement avait pris le droit d'une telle initiative ; le préfet de police eut la loyauté de répondre : *C'est moi qui l'ai autorisé ! Et il a réussi.*

(2) Dans les proclamations, en note, le maire, avec son nom et son adresse, était désigné comme le pharmacien chez lequel se faisaient les préparations chimiques pour les empoisonnements.

La *Quotidienne*, par une perfidie qui s'attache à l'esprit de parti, fit, le 8 juillet, un article sur le *Tombeau de Jacques Maloy*, outrage du père de M. Cadet de Gassicourt, et dont la dernière édition remonte à trente-deux ans ; mais comme ce livre présente des opinions contraires à l'esprit de la révolution, la *Quotidienne* confondait à dessein le père avec le fils, afin de placer celui-ci dans une position équivoque. Tout ce qui est immoral est de mauvaise guerre.

Nous ferons remarquer que tandis que les journaux légitimistes affectaient de déplorer la misère du gouvernement du *juste-milieu* n'ayant, disaient-ils, d'autres soutiens que quelques hommes comme M. Cadet de Gassicourt, le même M. Cadet de Gassicourt se trouvait si peu en faveur qu'alors que tous les maires de Paris repèrent, sous le ministère de C. Périer, la décoration de légionnaire ou celle d'officier de la légion-d'honneur, il n'y eut qu'un seul maire oublié, et ce fut M. Cadet de Gassicourt ; ce qui frappa surtout, ce fut qu'une décoration passa par-dessus lui pour aller tomber sur son adjoint. C'est qu'en excitant, le 12 février 1831 et le 4 avril 1832, le ressentiment des légitimistes et des prêtres, qu'on avait la prétention de rallier, le maire avait contrarié les projets de la cour.

comme à Paris, on afficha un placard ainsi conçu : *Au peuple français. Napoléon vous a mitraillés; Charles vous a aimés; Philippe vous empoisonne; Henri vous aime; choisissezz!!!*

Nous le croyons parce que les Bourbons et leurs amis ont toujours cherché à profiter des malheurs publics pour s'imposer au pays, qui n'en veut plus, soit qu'ils aient appelé l'étranger à leur aide et porté les armes contre nous, soit que, pendant nos grands troubles révolutionnaires, ils y aient apporté leur ambition sanglante. Les membres conspirateurs des anciennes agences secrètes, les assassins de nivose, les détresseurs de diligences de la Vendée, les égorgés de l'Ouest et du Midi qu'on désignait sous le nom de chouans, de ver-dets, de chevaliers du Brassard, les incendiaires de la Normandie, tous ces infâmes à la cruauté froide et infatigable ne sont-ils donc pas des bourbonnistes? Est-ce donc prêter à des pauvres que de les accuser de quelques crimes de plus?

Instruction élémentaire. Le 4^e. arrondissement comptait sept écoles gratuites. Les deux écoles de charité étaient dans un état assez satisfaisant; les autres avaient été négligées, particulièrement les deux écoles communales qui, sous l'influence de la restauration, avaient éprouvé tout le mal qui devait résulter pour elles de l'abandon d'une administration servile et de l'esprit d'envahissement du parti prêtre (1). M. de Gassicourt s'occupa sérieusement de ces écoles, et à force d'instance et de démarches auprès de la société pour l'instruction élémentaire et auprès du préfet du département, il parvint à les placer dans une situation active et prospère. Toujours patriote, il écrivit au préfet, le 17 février 1855, pour lui faire sentir l'importance d'allier à la méthode d'enseignement quelle qu'elle fut, une doctrine essentiellement constitutionnelle, basée sur l'idée

que comportent les mots *liberté, égalité, ordre public*, qui indiquent des droits à exercer à la fois et des devoirs à remplir.

Choléra. Dès le mois d'octobre 1851, M. Cadet de Gassicourt avait fait à la commission centrale de salubrité, un rapport sur des mesures de prévoyance à prendre dans les établissemens publics en cas d'invasion de l'épidémie. Depuis ce moment, jusqu'à celui de l'invasion (avril 1852), il concourut à l'adoption de toutes les précautions prises, à la formation des ambulances dans chaque quartier, à l'inspection des marchés, des casernes, des écoles, des prisons; à la délivrance gratuite de vivres sains par les bureaux de bienfaisance; enfin, à tout ce qui constitue un service de santé et de secours en pareille circonstance.

Nous avons dit plus haut une partie des faits politiques qui touchent, en ce qu'ils concernent M. de Gassicourt, à l'événement du choléra; nous en compléteront le récit en rapportant les deux lettres suivantes :

« Monsieur le maire,

« J'ai l'honneur de vous envoyer, de la part de S. A. R. Madame la duchesse de Berri, la somme de mille francs, pour être distribuée à la classe indigente de la population de Paris atteinte de la contagion.

« Je suis, etc.

« CHATEAUBRIAND,

« Paris, ce 18 avril 1852. »

A. M. de Châteaubriand.

« Monsieur,

« J'étais absent de la mairie quand la personne envoyée par vous s'y est présentée : cela vous explique le retard qu'a éprouvé ma réponse.

« M. le préfet de la Seine n'ayant point accepté l'argent que vous vous êtes chargé de lui offrir, me semble avoir tracé la conduite que doivent suivre les membres du corps municipal. J'imiterai d'autant plus volontiers l'exemple de M. le préfet, que je crois connaître et que je partage entièrement les sentimens qui ont pu motiver son refus.

« Je ne releverai qu'en passant le titre d'Altesse Royale donné avec quelque affectation à la personne dont vous vous constituez l'organe : la belle-fille de Charles X n'est pas plus Altesse Royale en France que son beau-père n'y est roi. Mais, Monsieur, il n'est personne qui ne soit moralement convaincu que cette dame agit très-activement, et répand des

(1) Lettre au préfet de la Seine.

sommes bien autrement considérables que celles dont elle vous a confié l'emploi, pour exciter des troubles dans notre pays, et y faire éclater la guerre civile. L'aumône qu'elle a la prétention de faire n'est qu'un moyen d'attirer sur elle et son parti une attention et une bienveillance que ses intentions sont loin de justifier. Vous ne trouverez donc pas extraordinaire qu'un magistrat fermement attaché à la royauté constitutionnelle de Louis-Philippe refuse des secours qui viennent d'une source pailleuse, et cherche auprès des vrais citoyens des bienfaits purs, adressés sincèrement à l'humanité et à la patrie.

« Je suis, etc.

CADET DE GASSICOURT. »

Toutes les opinions de cette réponse ne sont pas également les nôtres; mais notre impartialité nous faisait un devoir de la donner : chacun doit être jugé par ses actes et en porter la responsabilité.

Associations. Nous ignorons la conduite que tint M. Gassicourt dans la poursuite des associations populaires pendant la durée de ses fonctions de maire; mais nous avons été à même de savoir qu'il déploya beaucoup de fermeté et de caractère au sujet de l'association parisienne. Les journaux de mars 1851 publièrent l'acte d'association pour assurer l'indépendance du pays et l'expulsion perpétuelle de la branche aînée des Bourbons. Le président du conseil (C. Périer) écrivit aux préfets pour défendre aux agents de l'autorité toute participation à cette association. Le préfet de la Seine, M. de Bondy, fit une circulaire aux maires en conséquence de cette défense, que les journaux avaient aussi reproduite. M. Gassicourt écrivit au préfet la lettre que nous allons donner comme renfermant des principes que tout homme sage et vraiment patriote doit hautement avouer.

Paris, le 28 mars 1851.

Monsieur le préfet,

J'ai reçu, avec votre circulaire relative à l'Association nationale, un exemplaire de la lettre adressée par M. le ministre de l'intérieur à MM. les préfets.

Je connaissais cette lettre par les journaux, M. le préfet, de même que vous aviez pu connaître l'acte d'association en question, la composition de son comité, et les listes de ses souscripteurs.

Cette dernière considération m'autorise peut-être à témoigner quelque surprise qu'il vous ait semblé que la circulaire rédigée en votre nom pouvait m'être applicable, ainsi qu'à ceux de mes

collègues qui se trouvent dans la même position. Je ne permettrai de m'en plaindre, monsieur le comte, parce qu'il est en vérité difficile de s'expliquer, ainsi que M. le maire du premier arrondissement et moi le faisons observer dans une occasion récente, comment, sous l'administration de M. de Bondy, l'un des hommes les plus polis de France, un chef de bureau se permet de soumettre à sa signature des circulaires où les magistrats du peuple sont traités avec peu de considération.

Il est dit dans cette dernière circulaire que vous ne venez assurément que fortifier mes propres dispositions à l'égard de l'Association nationale, et pourtant, M. le préfet, la grande publicité donnée à l'Association Parisienne ne permet guère de déguiser que j'en fais partie, que je tiens à honneur d'être compté parmi les membres de son comité.

Dans cette lettre, il est dit ensuite que si, parmi les agents placés sous mes ordres, il s'en trouvait d'assez peu éclairés pour participer à ces actes d'opposition au gouvernement, mes avertissements leur seront sans doute utiles... Ces expressions, monsieur le comte, feraient penser qu'en effet vous ne connaissez encore l'Association dont il s'agit que d'après la prévention plus qu'injuste que nous voyons, avec un chagrin réel, éclater dans les circulaires des ministres actuels.

Certes, monsieur le préfet, j'en imagine pas que personne ait dit jusqu'à ce jour que ce fussent des citoyens peu éclairés que les Béranger, les Eusèbe-Salverte, les Cauchois-Lemaire, les Chardel, les Ganneron, les Alexandre de Laborde, etc., etc., les magistrats, hommes de lettres et savans avec qui je suis fier de sympathiser de patriotisme et d'intentions.

Notre Association Parisienne, M. le comte, a un but avoué, comme le dit M. le ministre de l'intérieur; elle n'a pas d'autre but que de former une alliance indissoluble entre des Français bien résolus de se dévouer corps et biens pour s'opposer à l'invasion étrangère et au retour de la race de Charles X. En cela, nous imitons le noble exemple que donna l'Angleterre après l'expulsion des Stuarts; son gouvernement alors se réjouit et se sentit fort de la Ligue nationale. Pourquoi donc en serait-il autrement du gouvernement français?

Nous ne voulons pas suppléer, mais seconder les efforts du gouvernement, pour marcher dans la voie de l'indépendance nationale.

Nous ne nous séparons pas des forces régulières de la Société, nous les appuyons de toutes les ressources de l'énergie de l'opinion publique.

Nous manifestons la confiance la plus honorable dans le génie organisateur qui préside à la formation de nos armées de terre.

Pour le maintien de l'ordre et de la sécurité intérieures, nous nous en rapportons au zèle tant de fois éprouvé de la Garde Nationale.

Mais souvenez-vous-en, monsieur le comte, en 1814, en 1815, nous avions une armée, nous avions une Garde Nationale... Nos braves succombèrent sous le nombre et la trahison; Paris fut contraint d'ouvrir ses portes... C'est qu'alors l'opinion publique était égarée, faible, amortie; c'est que l'autorité avait eu peur de s'associer l'opinion publique.

Aujourd'hui, monsieur le Préfet, à la suite d'une commotion volcanique, le sol de la Patrie se trouve fertilisé de tous les sentimens généreux; ces sentimens

peuvent être dirigés, mais jamais comprimés. C'est pour cela que nous rappelons l'attention des bons esprits aux vrais principes de notre révolution, qui sont l'expulsion des tyrans et l'indépendance nationale. Et les fauteurs de troubles se plaignent de ne plus trouver personne qui les suive. Tel est précisément le but et déjà le résultat de notre association.

On inculpe de modiques souscriptions mensuelles que le comité de l'Association ne percevra qu'autant que l'utilité s'en ferait sentir; comme si les souscriptions faites dans toutes sortes d'intérêts privés et généraux étaient chose nouvelle, ou que l'intérêt général dût seul être excepté, on affecte d'en suspecter l'emploi. . . . Les noms des membres de ce notre comité répondent à cette odieuse insinuation.

Permettez-moi, monsieur le comte, de vous présenter un exemple qui dissipera vos doutes sur ce point. Mon père, dont la mémoire est justement vénérée des patriotes, publia une brochure *sur les moyens de destruction et de résistance que les sciences physiques pourraient offrir, dans une guerre nationale, aux peuples qu'opprimeraient des armées régulières*. Pensez-vous, monsieur le préfet, qu'une petite brochure de ce genre, rendue aussi élémentaire, aussi populaire que possible, et distribuée par centaines de milliers, dans nos campagnes et dans nos villes, ne fût pas un louable emploi de nos fonds, et un auxiliaire des plus puissans des forces régulières du gouvernement.

Je suis si pénétré, je l'avoue, de l'excellence de notre institution, que, dans l'hypothèse même où nous aurions l'infaillible assurance de conserver la paix avec toutes les puissances, j'y verrais encore une démonstration utile et propre à leur donner une haute idée de notre force et de notre résolution.

Quant à ce qui me concerne personnellement, monsieur le Préfet, ma conscience me dit que je respecte les devoirs de ma position, et que je n'en connais aucun qui soit incompatible avec la participation à une association essentiellement patriotique; que ce serait outrager mes honorables amis et moi que de supposer que nous ayons pu prendre un engagement politique contraire au serment de fidélité qui nous lie à la Charte constitutionnelle de 1830, et au roi des Français. Agrérez, etc.

FÉLIX CADET DE GASSICOURT.

Cette lettre n'a pu être dictée que par un sentiment d'indépendance fort louable et trop peu commun aujourd'hui.

Elections. Des électeurs de Chinon et de Saint-Denis avaient engagé M. Cadet de Gassicourt à accepter la candidature dans les élections de juillet 1851. Le candidat fit sa profession de foi; mais il ne réussit pas: il était trop avancé pour les retardataires de Chinon, qui n'élurent pourtant M. Girod (de l'Ain) qu'au second tour de scrutin, et M. de Las Cases lui fut préféré à St.-Denis, parce qu'il appartenait

réellement à la banlieue, et parce qu'il avait pour lui le souvenir napoléonien. Nous n'avons pas appris qu'il se soit présenté depuis à l'élection.

Quoique maire, M. Gassicourt ne cessa point de faire partie du comité central polonais; et toutes les fois que l'occasion se présenta de donner une preuve de dévouement à la liberté ou à la patrie, il la saisit avec empressement.

Tandis que, d'un côté, il manifestait ses sympathies pour la cause polonaise, de l'autre, il signalait au préfet de police les injures faites par ses agens à la cocarde tricolore que des jeunes gens portaient à leurs chapeaux pendant le mois de juillet, et il ne craignait pas de se prononcer contre le serment exigé des décorés de juillet.

Jusqu'au mois de septembre 1855, date de sa démission, M. Gassicourt se livra avec le plus grand zèle à l'exercice de ses fonctions, cherchant à introduire l'ordre et la régularité dans l'administration municipale, redressant les abus partout où il pouvait les atteindre, distribuant des encouragemens aux élèves des écoles de son arrondissement, déployant l'activité la plus intelligente et la plus continue.

Pourquoi M. Gassicourt donna-t-il sa démission? Nous allons le dire.

L'élection d'un officier avait eulieu, dans la garde nationale, le 9 juillet, à la mairie. L'élection terminée, M. Auguste Viguier, premier adjoint, avait demandé aux électeurs de signer une pétition tendant à rouvrir l'église Saint-Germain - l'Auxerrois, leur disant, dans un discours préparé: « Le gouvernement aurait pris lui-même l'initiative, s'il n'avait pas assez bien jugé des habitans du 4^e arrondissement pour espérer qu'ils lui adresseraient une pétition. C'est une satisfaction qu'il est convenable de lui donner. *On y tient beaucoup à la cour, comme moyen de se rendre agréable à Monseigneur de Paris, etc.* (1).

(1) *Echo Français et Tribune* du 10 juillet 1855.

Cette harangue fut mal accueillie, et l'officier élu, M. Monachon, dont les opinions étaient fort modérées, déclara que si l'on rouvrait l'église, non seulement il ne marcherait pas contre le peuple qui voudrait s'y opposer, mais encore qu'il joindrait ses efforts aux siens.

Le maire trouva fort mauvais qu'un de ses adjoints se fût permis de solliciter une démarche contraire à ses principes politiques, contraire surtout aux usages d'une bonne administration municipale. Il s'en plaignit, le 10, au préfet de la Seine, et le 15 encore, sans que le préfet, qui avait sans doute le mot de *la cour*, parût songer à prendre une décision. Enfin, le 26, dans une explication entre le maire et son adjoint, l'adjoint ayant fait une menace et le maire l'ayant exécutée, aucun rapprochement ne put devenir possible entre eux. Le même jour M. Gassicourt écrivit au préfet :

« Monsieur le préfet,

« J'ai eu l'honneur de vous faire connaître, dans l'intérêt de l'ordre et de l'administration qui m'est confiée, la conduite de M. Viguier, mon premier adjoint. Elle me semblait un envahissement de pouvoirs ; elle me paraissait faite pour donner le signal du désordre. Je vous ai offert alors ma démission, et vous avez bien voulu la repousser, en blâmant hautement les actes dont j'avais à me plaindre. Il paraît que ce *blâme verbal*, dont j'ai consenti à me contenter, n'a point éclairé mon adjoint : le même débat, provoqué par lui même sur le même objet, vient de se renouveler, et d'amener, dans le sein de la mairie, un scandale qui ne permet plus aucun rapport entre nous. Je ne consentirais pas d'ailleurs à assumer sur moi la responsabilité d'une administration que je ne dirige pas, et dans laquelle un homme, dont les principes me paraissent plus que douteux, profite de sa position pour donner aux citoyens non appelés à délibérer l'exemple trop tôt suivi de pétitions inconstitutionnelles, menaçantes pour l'ordre public, faites pour fournir des armes aux détracteurs du gouvernement. Je réclame formellement la destitution de M. Viguier. Si cette satisfaction ne m'était pas accordée, je me devrais à moi-même de donner ma démission. Elle pourra être un triomphe pour un ambitieux ; peu m'importe ! Ce que je voudrais, mais ce que je n'espère pas, c'est qu'elle soit une garantie pour le maintien de l'ordre.

« Agréez, etc. »

Le lendemain arriva à M. Gassicourt une provocation de M. Viguier, et le 30

au matin, les deux adversaires et leurs témoins, MM. Barthelemy Saint-Hilaire, Ed. Mahon et le colonel Chapuys pour le premier, Cousin, pair, de France, Fournery et Ganneron, député, pour le second, se rendirent au bois de Vincennes. Deux fois des balles échangées épargnèrent les combattants, après quoi les témoins mirent fin au combat.

M. Viguier avait donné sa démission, qui avait été acceptée le 27 juillet, veille de la grande revue où l'on appréhendait les réclamations de la garde nationale contre les forts détachés. Huit jours plus tard le gouvernement le récompensa par la fonction inamovible de conseiller référendaire à la cour des comptes. Il fallait bien que *la cour* fit quelque chose pour lui.

Mais *la cour* ménageait une surprise au maire.

Dans l'absence d'une législation électorale municipale, il eût été naturel et tout-à-fait convenable de consulter le maire sur le choix de son adjoint. Le préfet ne paraissant pas disposé à cette concession de convenance, M. Gassicourt alla voir le ministre, le priant de s'expliquer nettement sur le degré de confiance que le gouvernement avait en lui. Le ministre (M. d'Argout), sans approuver en tous points les actes de son administration passée, lui donna les plus grandes assurances d'estime, l'engagea à revoir le préfet (M. de Rambuteau), et voulut bien s'engager à lui parler le soir même et à le bien disposer. Au sortir de la visite que M. Gassicourt fit peu de jours après au préfet, et qui fut loin d'être satisfaisante, le maire, en arrivant à sa mairie, trouva l'expédition de la nomination d'un adjoint, portant une date antérieure à la conférence qu'il avait eue avec le ministre : le choix était tombé sur le plus ardent signataire de la pétition de M. Viguier ! On le ministre avait trompé le maire, ou *la Cour* avait agi sans le concours du ministre.

Prenant, après ce qui venait de se passer, ce manquement d'égards au sérieux, M. Gassicourt résigna ses fonctions de maire; ils l'éloignas sans récrimination d'aucune espèce, comme le fait un honnête homme d'un ami qui l'a abusé.

Rentré dans la vie privée, avec la détermination de n'en plus sortir, M. Cadet de Gassicourt a tenu parole, si ce n'est une fois, au mois de décembre 1854, pour expliquer le motif de sa souscription à une amende du *National*.

Le gérant du *National*, M. Rouen, défendu par Carrel, avait été condamné à 10,000 fr. d'amende et deux ans de prison. Dans sa défense, Carrel avait parlé de l'assassinat juridique du maréchal Ney, et avait été appuyé par le général Excelmans. Une souscription s'ouvrit, et M. de Gassicourt y concourut; mais il ne le voulut pas faire sans justifier sa démarche à cause de la couleur prononcée du *National*, et il écrivit au rédacteur de cette feuille pour expliquer les motifs qui l'empêchaient de partager les opinions républicaines du journal. Dans sa lettre, M. Gassicourt juge très sévèrement l'empire et la restauration, et croit que la France pourrait aisément faire son éducation constitutionnelle sous le gouvernement qui nous régit. Nous ne nous prononçons pas sur les préoccupations d'esprit qui ont dicté la lettre dont nous venons de parler: il y a dissentiment complet entre son auteur et nous.

Depuis ce temps M. Gassicourt s'est tenu éloigné de tout ce qui n'avait point un rapport direct avec sa pharmacie ou avec sa fonction gratuite de commissaire du bureau de bienfaisance et de membre du conseil de salubrité. Afin d'être tout entier à lui-même, il a donné au mois d'octobre 1857 sa démission de capitaine en 1^{er} de la 5^e compagnie du 5^e bataillon de la 4^e légion, grade auquel il avait été appelé le 50 mars précédent.

Eusèbe-Salverie l'a nommé un de ses exécuteurs testamentaires. Quand le corps de ce savant député fut déposé dans la tombe, au cimetière de Montmartre, M. Gassicourt fit entendre, après M. Arago ces accents de regret pour une amitié de quarante années perdues: son discours fut autant d'un excellent citoyen que d'un ami.

Il a reçu la décoration spéciale de juillet en 1851 et celle de la Légion d'honneur en 1855. Il reçut aussi en 1855, la médaille décernée par la ville de Paris à l'occasion du choléra.

M. Gassicourt est membre de la Société Linnéenne (1826), de la Société de la Morale Chrétienne (1827), et de la Société des Sciences physiques (1855).

On a de lui : 1. *Dissertation sur le jalap* (thèse), 1807. — 2. *Dissertation sur les euphorbiacés*, 1854. — 3. Examen de deux remèdes anti-hydrophobiques, lu à l'Académie de médecine le 1^{er} juin 1854. — *Notice sur l'emploi médicinal de la graine de moutarde blanche*, lue à la même Académie le 7 février 1827. — 5. *Notice sur le Diosmacrenata*, 1827. — 6. *Notice sur les eaux minérales de Wiesbaden et sur le savon malthique*, 1827.

Le recueil des *Fêtes annuelles des anciens élèves de Sainte-Barbe* comprend quelques chansons patriotiques de M. Gassicourt, qui a présidé la réunion du 12 octobre 1850.

M. Gassicourt a, en outre, donné plusieurs éditions du *Formulaire magistral* de son père, quelques articles dans le *Dictionnaire des Sciences médicales*, et plusieurs notices dans la biographie qui porte le nom de M. Michaud.

Nous ne terminerons pas sans adresser publiquement nos remerciements à M. Gassicourt pour l'obligeance qu'il a mise à nous confier les documents qui devaient constituer notre travail et lui donner quelque valeur réelle. Nous le prions d'accueillir l'hommage de notre reconnaissance.

LUCAS (CHARLES-JEAN-MARIE).

M. LUCAS (*Charles Jean-Marie*), inspecteur-général de première classe des prisons du royaume, membre de l'Institut (*Académie des sciences morales et politiques*), chevalier de la Légion-d'Honneur, est né à Saint-Brieux (Côtes-du-Nord), le 9 mai 1805. M. Antoine-Charles Lucas, son père, décédé en 1852, après une longue et honorable carrière administrative, où il avait successivement rempli les fonctions de premier adjoint à la mairie de la ville de Saint-Brieux, de membre du conseil général de son département, de conseiller de préfecture, possédait une fortune qui lui permit d'envoyer le jeune Lucas terminer à Paris ses études, commencées au collège de sa ville natale. M. Lucas obtint de brillants succès au collège de Bourbon; comme élève de rhétorique, il remporta, en 1821, le prix d'honneur.

Dès l'année suivante, M. Lucas, qui commençait à suivre, à Paris, les cours de l'École de Droit, publia, *sans nom d'auteur*, une brochure sous ce titre : *Les prochaines Elections seront-elles constitutionnelles? Dernier avis aux Électeurs, par un ami du régime constitutionnel*. Cette brochure, où rien ne révélait le jeune étudiant de dix-neuf ans, eut du succès, et le résultat des élections en justifia complètement les prévisions.

Deux ans plus tard, M. Lucas, alors étudiant en droit de troisième année, publia un *Résumé de l'Histoire physique, civile et morale de Paris* (in-48). Le but de l'auteur avait été, ainsi qu'il l'indiquait lui-même, d'étudier la vie d'une grande cité, afin d'y démêler les faits politiques et économiques à travers lesquels elle avait successivement passé depuis l'époque de sa naissance jusqu'à celle de la virilité.

Les journaux les plus graves, et le *Globe* entre autres, firent l'éloge de ce livre, qui fut immédiatement suivi d'un autre écrit, provoqué par le projet de loi des indemnités à accorder aux émigrés.

La commission de la chambre élective avait proposé de rendre aux émigrés tous les biens nationaux possédés par les hospices, qui recevraient en échange du 5 p. 100. Notre jeune étudiant fit imprimer et distribuer à ses frais, à tous les députés, sous le titre de *Défense des Intérêts des Hospices*, un écrit où il dénonçait aux Chambres et au pays cette spoliation du bien des pauvres. Cet écrit fit dire au général Foy *qu'il était impossible de revêtir de plus de force et de raison la défense des intérêts des Hospices*. L'action valait encore mieux que l'écrit, et M. Lucas en fut dignement récompensé par le rejet du funeste amendement.

Jusqu'ici tous les écrits de M. Lucas semblaient annoncer un écrivain politique : mais nous touchons à l'époque qui va déterminer sa vocation. M. Lucas venait d'être reçu avocat (août 1825), et admis au stage près la Cour royale de Paris, lorsque le commencement de l'année suivante, 1826, vit s'ouvrir simultanément, par le comte de Sellon à Genève, et par la Société de la morale chrétienne à Paris, un double concours sur la question de la légitimité et de l'efficacité de la peine de mort, grave problème dans lequel le génie de Beccaria avait introduit un doute plutôt qu'une solution. Le nombre des concurrens répondit à l'importance du double concours. Quarante-deux mémoires y furent envoyés, écrits dans toutes les langues vivantes de l'Europe. Les jurys de Genève et de Paris en désignèrent plusieurs fort remarquables, mais ils en signalèrent un qui, d'un avis unanime, avait une incontestable supériorité. Cet ouvrage ne portait aucun nom d'auteur; mais quand il fut reconnu qu'à Genève et à Paris c'était le même lau-

réat, M. Charles Lucas se nomma. Il était alors âgé de vingt-quatre ans.

A peine livré à la publicité, cet ouvrage fut traduit en plusieurs langues, et surtout il réalisa les espérances qu'on avait conçues de son mérite philosophique et littéraire. Les rapporteurs des jurys de Genève et de Paris avaient prédit à cet ouvrage un autre succès d'une plus haute importance. « L'ensemble de cet ouvrage, » disaient-ils, la méthode qui y règne, « l'abondance et le choix des faits que l'auteur cite à l'appui de ses principes, la » supériorité avec laquelle il est écrit, le » pouvoir qu'on y reconnaît de porter la » conviction dans les esprits, par la force » des raisonnemens et l'enchaînement des » preuves, etc., etc., tout y présageait » l'influence qu'il devait exercer sur la so- » ciété et sur la législation. »

La prédiction ne tarda pas à se réaliser. On vit la question de l'abolition de la peine de mort s'introduire non-seulement dans les discussions de la presse, mais aussi dans celles des Chambres, par voie de pétition; dans les débats des assises, dans les délibérations du jury, dans les conférences du Barreau; elle pénétra jusque dans les boudoirs sous la forme du roman, et on alla jusqu'à mettre en scène sur les théâtres du boulevard, *Léopold*, grand-duc de Toscane, prononçant dans ses états l'abolition de la peine de mort.

M. Lucas comprit que ce mouvement abolitionniste n'avait encore que le caractère d'un engouement passager; que, pour devenir le symptôme d'une réforme sérieuse, il ne lui manquait, peut-être, qu'une meilleure direction. Au milieu de la polémique que soulevait son ouvrage, il se renferma dans un silence qu'il ne rompit qu'incidemment, à l'occasion d'un article de M. le duc de Broglie, inséré dans la *Revue française*, auquel il répondit dans la *Revue encyclopédique*, avec autant de puissance de logique que de conve-

nance de langage. L'auteur s'effaçait pour faire place au réformateur, et on va voir que depuis ce moment il en a pris et exercé l'influence en France et même en Europe, en faisant entrer le mouvement abolitionniste dans la bonne voie, c'est-à-dire en cherchant le moyen d'abolir la peine de mort dans celui de la remplacer. On s'occupait plus alors de la question de son remplacement, parce qu'on la croyait généralement facile à résoudre par l'imitation d'un nouveau Botany-Bay. Ce n'était pas seulement des écrits de publicistes, mais les vœux de *quarante-un conseils généraux* des départemens, et de *deux commissions du budget* dans les Chambres, qui demandaient au Gouvernement l'imitation du système anglais de la colonisation pénale en Australie. Avec le rapport officiel de M. Bigge, et l'analyse des débats du parlement anglais, M. Lucas opposa l'autorité des faits à l'engouement irréfléchi du pays pour ce système, qui ne trouvait alors que sa voix pour l'atténuer, et qui bientôt n'en trouva plus pour le défendre.

Il était un autre système dont la France avait appris le nom par la brochure du duc de Liancourt, imprimée en Hollande en 1798, et réimprimée en France en 1819; c'était le *Système pénitentiaire*. Après avoir désabusé la France sur le roman de Botany-Bay, M. Lucas entreprit de lui donner une consciencieuse et complète histoire des divers systèmes de la réforme des prisons en Europe et aux États-Unis, dans le but d'y chercher et dans l'espérance d'y trouver les perfectionnemens à introduire dans la législation criminelle, et le moyen d'y réaliser l'abolition de la peine de mort. M. Lucas mit tant d'activité dans ses voyages et dans ses recherches, que dès 1828 il publia le premier volume de l'histoire du *Système pénitentiaire en Europe et aux États-Unis*. Et ici se posant comme le propagateur déterminé de la réforme, c'est

aux Chambres qu'il dédie son ouvrage, il en fait tirer à part l'introduction qu'il distribue, sous forme de pétition, à tous les pairs et députés, afin d'introduire la question dans le sein de la législature, et d'appeler sur elle les débats parlementaires. Après une importante discussion, les deux chambres ordonnèrent le triple renvoi de la pétition aux trois ministres, de l'intérieur, de la justice et de l'instruction publique. M. Lucas ne laisse pas ensevelir sa pétition dans la poussière des cartons ministériels. La publication de son ouvrage, volume par volume et session par session, devient une tactique habile pour tenir le parlement en haleine, et constituer le gouvernement en demeure de s'occuper de la question que les chambres avaient si solennellement recommandée à sa sollicitude. Aussi dès l'année suivante, paraît un second volume accompagné d'une seconde introduction distribuée de nouveau sous forme de pétition, qui motive un nouveau renvoi au ministère.

Dès 1850, M. Lucas avait obtenu un important résultat : il avait arraché le pays à ses illusions sur Botany-Bay, et l'avait sérieusement fait entrer dans les études et dans les questions de la réforme pénitentiaire.

Lorsque la révolution de Juillet vint mettre tant d'ambitions en travail de pétitions, M. Lucas sentit aussi redoubler son ardeur de pétitionnaire, mais toujours pour la même cause. pour celle de ses principes. Convaincu que le généreux élan qui avait inspiré et caractérisé le triomphe de la cause nationale, permettait de demander et d'obtenir l'abolition de la peine de mort en matière politique, M. Lucas se hâta de rédiger une pétition où il réunissait à sa signature celles des membres les plus distingués du Barreau de Paris, et c'est avec l'autorité de cet imposant concours qu'il adressa à la Chambre élective la demande de l'abolition de la peine de mort

en matière politique. Quelques jours plus tard, appelé à porter la parole au roi au nom de la députation de sa ville natale : « *Permettez-moi, Sire, dit-il en terminant, d'exprimer un vœu personnel, celui de voir votre règne accomplir une des grandes réformes de la civilisation moderne, l'abolition de la peine de mort.* » Ces paroles inattendues parurent surprendre tout le monde, excepté le roi, qui répondit : « *J'y suis porté par une conviction qui est celle de ma vie entière. Votre vœu est le mien, et je ferai tous mes efforts pour qu'ils puissent s'accomplir.* »

La royauté s'était prononcée, la Chambre ne tarda pas à se prononcer à son tour. Déjà, dans la séance du 17 août, M. de Tracy (Voir sa Notice, t. 1^{er}, 2^e partie, page 246) avait sanctionné la pétition de M. Lucas, en usant de l'initiative parlementaire pour proposer à la Chambre de prononcer, par une loi, l'abolition de la peine de mort. Quelques jours plus tard, dans la séance du 17 septembre, la Chambre entendait le rapport suivant : « *M. Charles Lucas, avocat à la Cour royale de Paris, qui, bien jeune encore, s'est déjà placé au premier rang de nos écrivains, demande la suppression de la peine de mort. Votre commission n'a pas pensé, comme on l'a souvent fait dans cette enceinte, que le moment de traiter cette question ne fût pas arrivé, et elle se serait livrée à cet examen avec la maturité qu'il commandait, si elle n'eût été prévenue par la proposition spéciale de M. de Tracy.* » Le rapporteur proposa et la Chambre ordonna le renvoi de la pétition de M. Lucas à la commission chargée d'examiner la proposition de M. de Tracy. On connaît le remarquable rapport de M. Béranger. les débats qui le suivirent, l'adresse présentée au roi par la Chambre et la réponse du roi, qui déclara à la Chambre qu'il partageait son vœu pour l'abolition de la peine de mort en matière politique.

La question si heureusement sortie des débats parlementaires avait une plus rude épreuve à traverser : celle du procès des ex-ministres de Charles X. On avait adressé à ce sujet des reproches à M. Charles Lucas, reproches qu'on étendait à M. de Tracy, sans même les épargner à la popularité du général Lafayette. M. Lucas répondit à ces reproches dans des termes qui méritent d'être rappor-
tés ici :

« Nous répondrons par un mot aux reproches que, par une solidarité qui nous honore, nous avons encourus avec d'illustres citoyens, pour avoir, a-t-on dit, parlé, avant le procès des ex-ministres, d'une abolition de la peine de mort, qui ne devait arriver qu'après leur condamnation et leur exécution même. Ce qui, franchement et consciencieusement, nous a fait repousser ces reproches comme immérités, c'est que nous avons toujours cru et nous croyons encore qu'il est des réformes qui ne s'accomplissent jamais en s'écrivant sur le papier; il leur faut de toute nécessité un grand fait social pour leur servir d'épreuve dans le présent et d'antécédent pour l'avenir... Il fallait ou renoncer pour notre révolution de juillet à cette grande réforme d'humanité, ou la lui demander précisément quand elle était encore pure de sang, et devant le premier fait social où elle avait à décider si elle accepterait ou répudierait les voies sanguinaires de toutes les révolutions précédentes. »

M. Lucas s'empressa de rassembler ces importants débats, en y joignant ceux qui s'étaient agités sur le même sujet dans nos précédentes assemblées législatives, et il publia le tout en un volume sous le titre de *Recueil des Débats des Assemblées législatives de la France sur la question de la Peine de Mort*, avec une remarquable introduction où il expliquait cette publication comme un devoir qu'il avait à remplir, afin de prendre acte, au nom de l'humanité, des engagements et des résultats obtenus. « *C'est à nous, ajoutait-il, et à tous ceux qui, comme nous, ont plaidé dans cette question la cause des principes et non celle des personnes, à nous emparer de ses résultats au nom de l'humanité, et à en déduire largement toutes les conséquences à son profit.* »

C'était acte d'un dévouement sincère et habile pour la réforme, acte du reste où

l'amour-propre pouvait bien aussi n'être pas tout à fait désintéressé, car le nom de M. Lucas avait été si souvent et si honorablement cité dans le cours de ces débats, auprès de ceux de Beccaria et de Livingston, que c'était véritablement de sa part recueillir et publier de beaux titres de gloire. Disons, cependant, que l'amour propre de M. Lucas fut discret. Il dédia ce recueil au général Lafayette, et, dans une préface, il reporta sur l'illustre général et sur M. de Tracy tout le mérite du succès.

L'influence de la France est telle, que toutes les questions de réforme qu'elle soulève dans l'ordre moral comme dans l'ordre politique, ont toujours un lointain retentissement. En Saxe, en Belgique, en Suisse, en Portugal, on vit la question de l'abolition de la peine de mort s'agiter dans les assemblées parlementaires, et partout le recueil des débats législatifs de la France arriva à son adresse, partout l'autorité du nom et du livre de M. Lucas fut invoquée. La vieille Angleterre elle-même s'émut : les abolitionnistes, réunis à Londres et à Dublin, se mirent à pétitionner au parlement, et partout, en Angleterre comme en Irlande, le premier acte de ces associations fut de voter, par acclamations, des remerciemens au général Lafayette et à MM. Charles Lucas et Victor de Tracy, qui avaient bien mérité de l'humanité.

Cependant, loin de se laisser entraîner par le mouvement, M. Lucas faisait effort pour ramener l'activité des abolitionnistes dans les voies de la réforme pénitentiaire, comme la route à la vérité la plus longue, mais la plus sûre d'arriver à une solution sérieuse; toujours vigilant toutefois à défendre le terrain que la question de l'abolition de la peine de mort avait gagné, quand on venait s'y attaquer. C'est ainsi que, lorsqu'en 1855, le gouvernement Belge, cédant aux attaques dirigées contre

l'usage constant que le roi avait fait, depuis quatre ans, de son droit de commutation en matière de condamnation capitale, ordonna une exécution à Courtray, M. Lucas dénonça, avec énergie, au tribunal de l'histoire, ce gouvernement qui, engagé depuis quatre ans dans une abolition de fait de la peine de mort par voie de commutation, venait de relever l'échafaud, sans même justifier d'aucun accroissement des crimes capitaux. Tel fut l'effet de cette brochure, citée par tous les journaux belges et reproduite en entier par les revues de ce pays, que quelques autres exécutions qui devaient suivre celle de Courtray, n'eurent pas lieu. Du reste, rentré, après les débats de 1850 sur la peine de mort, dans la voie où la révolution de juillet l'avait trouvé, M. Lucas avait repris la question de la réforme pénitentiaire par voie de pétition aux Chambres. Ce fut alors qu'en novembre 1850, la commission des pétitions de la Chambre des députés, saisie d'une nouvelle pétition de M. Lucas, et convaincue de l'utilité pratique de ses idées, émit à l'unanimité le vœu que le gouvernement l'appelât au sein de l'administration, pour préparer les moyens d'exécution de la réforme. M. Lucas venait d'être désigné à cette mission par un autre suffrage encore, celui de l'Académie française, qui décernait le grand prix Monthyon à son ouvrage sur le système pénitentiaire en Europe et aux États-Unis, ouvrage éminemment utile par son érudition intelligente, véridique et consciencieuse, mais où l'on ne retrouvait plus la vigueur et l'éclat du style du lauréat de Genève et de Paris.

Une transition difficile dont si peu d'hommes ont soutenu l'épreuve avec succès, quand on les a pris au mot pour les faire passer du conseil à l'application, était semée pour M. Lucas de bien d'autres écueils. Il ne pouvait espérer des dispositions bienveillantes au sein d'une ad-

ministration où il entrait au nom des critiques mêmes dont il l'avait si énergiquement poursuivie et si cruellement blessée. D'ailleurs, n'eût-il pas rencontré l'hostilité des rancunes, il devait s'attendre à celle des amour-propres qu'on envoyait ainsi à l'école de ce jeune homme de 28 ans. On n'avait pu se méprendre sur la portée du vœu de la chambre, si clairement développé d'ailleurs dans les rapports subséquens des commissions du budget, où M. Lucas était désigné comme l'instrument et l'espérance de la réforme pénitentiaire.

Telle était aussi la signification que l'Europe avait attachée à la nomination de M. Lucas. On lisait, dans une préface du célèbre ouvrage du docteur Julius sur les prisons : « *Si l'institution du système pénitentiaire est aujourd'hui popularisée, si les philanthropes éclairés accueillent avec un vif intérêt tous les documens qui la concernent, c'est surtout aux utiles et glorieux travaux de M. Lucas que la France et l'humanité en sont redevables. M. Lucas n'a jamais reculé devant la crainte de voir ses travaux négligés par les hommes qui seuls avaient le pouvoir de leur donner une importance pratique ; plein d'une confiance qui honore autant son cœur que son talent, il a réitéré ses efforts jusqu'au jour où l'autorité de sa voix fut assez puissante pour fixer l'attention du gouvernement... Il justifiera l'espérance que la France a conçue en le voyant arriver aux hautes fonctions dont il vient d'être investi.* »

Résolu à ne se laisser rebuter par aucun obstacle, M. Lucas commença à attaquer la réforme par le côté où il était le plus urgent et le plus logique d'en aborder la solution, par la question des pénitenciers de jeunes détenus.

Entré dans l'administration à la fin de 1850, il proposa dès le mois de février 1851, un plan d'organisation et de répar-

titution d'établissements de jeunes détenus qui reçut l'approbation du conseil d'État. Alors, M. Lucas, pour en commencer lui-même l'exécution, s'adressa, dans les principales villes qu'il parcourut, à l'administration municipale et départementale et aux conseils généraux : l'inspection devint pour lui un apostolat. C'est un véritable missionnaire qui va partout prêcher la croisade pénitentiaire, et grossit chaque jour le nombre de ses prosélytes par l'autorité de sa parole et l'entraînement de sa conviction. Ici, par une meilleure répartition des détenus dans les bâtimens de la prison, il avise au moyen de ménager un quartier entièrement séparé pour les jeunes détenus ; là, il obtient de l'autorité municipale ou départementale la concession d'un local inoccupé ; ailleurs, à Bordeaux, où ni la ville ni le département ne pouvaient lui offrir un local disponible, se rencontre un vertueux prêtre, l'abbé Dupucht, aujourd'hui évêque d'Alger, qui lui fait offre et don de sa maison pour la convertir en pénitencier de jeunes détenus. C'est ainsi que de tous côtés, à Lyon, à Bordeaux, à Toulouse à Rouen, etc., etc., s'élèvent sans bruit et sans frais pour le trésor des établissemens de jeunes détenus, où les localités laissent partout réaliser le bienfait de l'entière séparation des enfans, alors même qu'elles n'admettent pas la complète application du régime pénitentiaire, dont M. Lucas a tracé pour les pénitenciers de Lyon un règlement qui semble avoir posé, dit le rapport du ministre au Roi sur les établissemens de jeunes détenus, *les bases essentielles du régime qui convient le mieux à des enfans, pour corriger leurs mœurs, et leur donner des habitudes d'ordre et d'économie.*

Mais ces établissemens de jeunes détenus réclamaient une mesure complémentaire et essentielle, le patronage de citoyens éclairés et généreux, pour ne pas laisser ces enfans sans surveillance et sans

placement à l'époque critique de la libération. Dans une lettre qu'il publie et adresse à M. le baron de Gerando, en janvier 1855, M. Lucas expose la nécessité de l'institution des sociétés de patronage ; et, au mois de mars de la même année, il propose et fait agréer à une réunion spéciale de citoyens les motifs et les moyens d'organisation de la société de patronage des jeunes libérés du département de la Seine, depuis si connue par les services qu'elle a rendus. Puis, une fois le précédent créé à Paris, M. Lucas va dans toutes les villes où se trouve un quartier de jeunes détenus, il rassemble les principaux citoyens de la cité, les harangue avec la chaleur de sa foi qu'il communique à tous par l'ascendant et l'éloquence de sa parole : c'est ainsi que ce tribun de la réforme pénitentiaire propage l'organisation des sociétés de patronage. Qu'on ouvre partout les comptes rendus de ces sociétés, partout l'on y trouvera le nom de leur fondateur proclamé par la reconnaissance publique : « *Il y a un an à peine*, dit l'honorable président de la société de Lyon « devant la première assemblée annuelle, « *que dans notre ville s'est fait entendre* « *l'appel d'un homme de cœur et d'action,* « *qui a dévoué sa vie, son savoir et son ingénieuse activité à tous les ordres de détenus : c'était à créer le patronage lyonnais* « *que M. Lucas nous appelait tous.* » « *C'est* « *la Providence*, s'écrit l'abbé Dupucht, « devant l'assemblée présidée par M. l'archevêque de Bordeaux, *qui l'a ramené* « *parmi nous, pour consolider et couronner* « *son œuvre.* »

« *Un homme*, disait le président de la « *société de Rouen, s'est rencontré qui,* « *sans autre mission que celle de faire le* « *bien, avec ses seules ressources et la per-* « *sévérance d'une volonté ferme, sans se* « *plaindre de l'isolement dans lequel on* « *le laissait, marchait à son but ; rien* « *n'a pu le détourner de sa haute mission...*

« M. Lucas a fini par être compris ; rien maintenant ne pourrait arrêter la voie du progrès. »

M. Lucas poursuivait sa mission sans se rebuter, non seulement de l'isolement dans lequel on le laissait, mais même de l'injustice dont il était victime.

« On s'étonne, dit un jour, dans son rapport, une commission du budget, que l'un des inspecteurs généraux des prisons reçoive 10,000 fr., et que le second, dont le nom est européen, n'ait que 7,000 fr. de traitement. » C'est à cette réclamation que M. Lucas dut de recevoir enfin, en 1857, le traitement que la chambre lui avait alloué en 1851. Il est vrai qu'à cet acte de réparation pécuniaire, le ministre qui dirigeait le ministère de l'intérieur voulut loyalement en ajouter un autre : dans un rapport au Roi sur les prisons, distribué aux chambres, il signala hautement les services rendus par M. Lucas, en déclarant : *que c'était sous l'action répétée de son inspection, que le ministère de l'intérieur avait pu rassembler le plus de faits et obtenir le plus de résultats dans l'amélioration des prisons.*

Mais il s'agissait de sortir enfin des résultats partiels pour arriver à un système qui vint généraliser les principes et les applications. La réforme pénitentiaire attendait encore son programme. C'est au sein de l'observation des faits et de l'expérience pratique, que M. Lucas travaillait à le tracer. En 1856 parut le premier volume de la *Théorie de l'Emprisonnement*.

« Il est heureux pour la France, dit M. Louis Raybaud, que du sein de la race un peu moutonnière qui fait de l'administration à la mécanique, il sorte par intervalle un théoricien, un écrivain généralisateur, qui, en dehors de ses attributions circonscrites, ait le temps, la volonté et le talent de s'élever à des vues d'ensemble, et, au milieu de l'adoration pour ce qui est, trouve le temps de dire ce qui doit être. Ces hommes, il faut le dire, sortent rarement des bureaux mêmes ; les bureaux façonnent tellement la pensée à l'excellence des idées acquises et des procédés en usage, qu'il faudrait être doué d'un vigoureux et énergique esprit pour isoler des impressions qui en résultent. Les théo-

riciens naissent et grandissent au-dehors des administrations, et quand ils y entrent, ils s'y enervent souvent au point de désertier la pratique de leurs idées. M. Charles Lucas n'a point fait ainsi. Sous la Restauration, et quand peu de personnes, dans le gouvernement et dans la presse, s'occupaient des réformes à introduire dans le régime des prisons, il a adopté, lui, cette réforme sociale comme le travail important et presque exclusif de sa vie. Voici aujourd'hui son œuvre organique sous ce titre : *De la Théorie de l'Emprisonnement ou de la Réforme des Prisons*, qui non-seulement ne désavoue aucune des idées antérieurement émises, mais au contraire les reprend, les résume, les corrobore et les applique. Et pourtant, entre les premiers et son dernier ouvrage, M. Charles Lucas a été nommé inspecteur-général des prisons ; il a touché à cet arbre de l'évergissement qui dessèche tant de bras ; il a bu à ce Léthé du trésor public qui emporte avec lui tant de sermens et de promesses. Persévérance assez rare ! l'inspecteur-général des prisons est resté à peu près le même homme qui poursuivait en 1827 la réforme de notre régime pénitentiaire ! »

M. Lucas publia l'année suivante les tomes 2 et 3 de cet ouvrage qui a obtenu un grand succès et exercé déjà une si grande influence sur la marche de la réforme en France et en Europe. Des cinq degrés entre lesquels M. Lucas a divisé le programme de la réforme pénitentiaire, il en est quatre où la théorie a été accueillie par un assentiment presque unanime savoir : 1° pour les *jeunes détenus*, le régime cellulaire de nuit seulement et de travail en commun de jour, soit industriel, soit agricole, avec classement répressif et rémunérateur qui mette en action les mobiles de l'émulation et de l'exemple, de la crainte et de l'espérance ; 2° pour les *prévenus* et *accusés* un système cellulaire de jour et de nuit qui ne soit qu'un emprisonnement *séparé* ; c'est-à-dire qui, en épargnant au prévenu le contact de la cohabitation avec les prisonniers, respecte les communications de la famille et de la défense ; 3° pour les *petits délinquans*, l'*emprisonnement solitaire*, à titre d'intimidation, seule influence que la peine puisse exercer ici dans le cadre si limité de la durée ; 4° pour les *détenus passagers* qui doivent être conduits d'un lieu à un autre, le système de *transfèrement par voitures cellulaires*. Ce n'est que pour les condamnés à long terme,

c'est à-dire à deux ans et plus, que M. Lucas, ayant repoussé l'emprisonnement solitaire de Philadelphie, excepté comme moyen de remplacer la peine de mort, souleva contre cette partie de sa théorie tous les nombreux adeptes du système pensilvanien. Mais M. Lucas était homme à faire tête à l'orage. « *J'écris*, disait-il en 1858, « en publiant son troisième et dernier volume, *au milieu de la désertion des opinions adverses, et ce qui est plus grave à mes yeux, devant les hésitations de plusieurs gouvernemens. On voit qu'en loyal adversaire, je ne cherche pas à contester à l'école pensilvanienne le terrain qu'elle a gagné, et sur lequel je viens la combattre avec le calme d'une conviction profonde, qui a plus d'une fois appris, à plusieurs épreuves, à ne jamais désespérer du succès de ce que l'on croit la vérité.* » Un an s'est à peine écoulé, si prompt et si grande a été l'influence de l'ouvrage de M. Lucas, que les hésitations des gouvernemens se sont toutes jusqu'ici résolues dans le sens de sa théorie, en faveur de laquelle on a vu successivement se prononcer le duché de Bade, en Allemagne; en Suisse, le canton de St.-Gall; en Italie, la Sardaigne dont le roi a fondé un prix de 5,000 fr. pour l'architecte national ou étranger qui tracerait le plan de construction le mieux approprié à l'exécution de la théorie de M. Lucas, en l'honneur duquel il a fait frapper une médaille en or, avec cette inscription : *Carolo Lucas, in theoreticâ pœnorum eximio.*

En France, M. Lucas avait déjà été récompensé de son beau travail par la décoration de la Légion-d'Honneur.

Tel est le point où en sont arrivés le réformateur et la réforme pénitentiaire: car la gloire de M. Lucas, c'est que la biographie de l'un est désormais inséparable de l'histoire de l'autre.

Pour suivre la trace du réformateur, nous avons perdu celle de l'avocat dont

M. Lucas exerça la profession, de 1825 à 1850, à la Cour Royale de Paris, où il plaida avec succès plusieurs causes importantes, et notamment celle relative à l'abrogation du règlement de 1725, où il fit, à la Cour Royale de Paris, rétracter la jurisprudence, et sauva en partie le commerce de la librairie que ce règlement frappait de mort.

Dans la grave question de droit public soulevée par l'expulsion de deux Français, MM. Belet et Jador, du royaume des Pays-Bas, en violation de la loi fondamentale, ce fut M. Lucas qui rédigea la remarquable consultation adressée par le barreau de Paris au barreau de Bruxelles. Et lorsqu'une association s'organisa en Bretagne pour le refus de l'impôt dans la prévoyance des ordonnances de juillet, ce fut M. Lucas qui publia l'énergique manifeste de sa province sous ce titre : *De l'Association bretonne et de sa légalité.*

Cet écrit produisit une impression profonde, et mérita à M. Lucas les témoignages publics d'approbation de tous les hommes éminens du parti patriote. « *En lisant l'excellent écrit de M. Lucas sur l'association bretonne*, disait le général « *Lafayette, mes droits de demi-Breton et mon entier attachement à son énergique patrie m'ont fait reconnaître avec une vive satisfaction, qu'aujourd'hui, comme en 1788, la Bretagne avait donné un grand et fécond exemple de résistance au pouvoir arbitraire. Nous nous entendons aussi bien sur cet objet, M. Lucas et moi, qu'à sur l'abolition de la peine de mort.* »

C'est ainsi que M. Lucas se signala en plusieurs occasions par l'énergie de son opposition aux tendances réactionnaires de la restauration. Depuis la révolution de juillet, M. Lucas a fait preuve de fermeté et de probité par l'indépendance et la persévérance avec lesquelles il a soutenu ses principes en matière de réforme pénitentiaire; mais il serait difficile de porter un jugement motivé sur l'homme politique,

car M. Lucas s'est abstenu en toute occasion de le devenir. Voué exclusivement à la réforme qu'il poursuit, il a plusieurs fois décliné les candidatures électorales qui lui étaient offertes, en montrant pour la députation un éloignement qui nous semble une faute, même de son point de vue spécial : car, dans tout pays où il existe une tribune, quiconque aspire, à quel titre que ce soit, au rôle de réformateur, doit viser à y monter.

En 1856, M. Lucas fut élu en remplacement de M. le comte Rœderer, membre de l'Académie des sciences morales et politiques. Les comptes rendus par le journal *l'Institut* et autres journaux, des séances de cette Académie, attestent la part active et éclairée que M. Lucas prend aux travaux en s'y montrant, en toute occasion, le partisan de la cause du progrès.

M. Lucas a été, sous la restauration, l'un des principaux rédacteurs de l'ancien journal *le Globe* ; il a aussi publié, à la même époque, dans la *Gazette des Tribunaux*, plusieurs articles sur la législation criminelle, sur les prisons et sur les bagnes. Voici les principaux ouvrages de M. Lucas : *Du Système Pénal en général, et de la Peine de Mort en particulier*, ouvrage couronné à Genève et à Paris, 1 vol. in-8°. 1827. *Du Système Pénitentiaire en Europe et aux États-Unis*, ouvrage auquel l'Académie française a décerné le grand prix Monthyon, 1828-1850. 2 vol. in-8°. *Recueil des Débats des assemblées législatives de France sur la Question de la Peine de Mort*. 4 vol. in-8. 1851. *De la Théorie de l'Emprisonnement, ou de la Réforme des Prisons*, 5 vol. in-8°. Paris, 1856-1858. La dédicace de chacun de ces ouvrages qui ont été traduits à l'étranger, caractérise le but du livre et l'indépendance de l'auteur. L'ouvrage sur la peine de mort est dédié au *Conseil représentatif de Genève*, où M. de Sellon faisait alors sa proposition d'abolition ; le système pénitentiaire, aux deux

chambres de France ; le *Recueil des Débats* sur la Peine de Mort, au général Lafayette ; enfin, la Théorie de l'Emprisonnement, à lord J. Russel, qui se préparait à en introduire plusieurs parties en Angleterre, où en effet l'emprisonnement *séparé* s'applique en ce moment aux prévenus et aux petits délinquans. A l'occasion de la propagation et de la défense de ses principes, développés dans les ouvrages précédents, M. Lucas a publié plusieurs brochures sous les titres suivans : *Observations sur un article de M. le duc de Broglie relatif à la Peine de Mort*, inséré dans la *Revue française*, brochure in-8° extraite de la *Revue encyclopédique*, mars 1829. — *Première pétition aux Chambres sur la nécessité d'une Réforme pénitentiaire*, brochure in-8°, mai 1858. — *Deuxième Pétition aux Chambres sur le même sujet*, brochure in-8°, 1850. — *Observations et pétition aux Chambres pour l'abolition de la Peine de Mort*, 1 brochure in-8°, 1850. — *Lettre à M. le baron de Gérando, conseiller d'état, sur l'Etablissement de Maisons pénitentiaires pour les jeunes détenus*, 1 brochure in-8°, 1855. — *Considérations sur les Etablissements destinés aux jeunes Détenus*, brochure in-8°, avril 1855. — *Lettre sur le Régime sociétaire des Maisons centrales de détention*, 1854, brochure in-8°. — *De l'Abolition de la Peine de Mort en Belgique*, brochure in-8°, mars 1855. — *Discours à la Société de patronage des jeunes Libérés de la Seine*, in-8°, mai 1854. — *Appendice à la théorie de l'emprisonnement en réponse à l'école pensylvanienne*, in-8°, 1858. — *Communication à l'Académie des sciences morales et politiques sur les détenus cellulés dans les maisons centrales*, brochure in-8°, 1859. — *Discours à la Société de la morale chrétienne sur l'état de la question des prisons*, brochure in-8°, avril 1859. Enfin, comme publiciste et comme avocat, M. Lucas a publié divers écrits dont voici l'énumération par ordre chronologique : *Les prochaines*

Élections seront-elles constitutionnelles, 2 brochures in-8°, 1822. — *Défense des intérêts des Hospices*, brochure in-8°, 1823. — *Résumé de l'histoire physique, civile et morale de Paris*, 1 vol. in-18, 1825. — *Débats judiciaires de l'ordonnance interprétative du règlement de 1725*, brochure in-8°, 1828. — *Consultation relative à l'expulsion des Pays-Bas de MM. Belet et Jador*, brochure in-8°, 1828. — *De l'Usure considérée dans ses rapports avec l'économie politique, la morale et la législation*, brochure in-8°, 1829. — *De l'Association bretonne*, brochure in-8°, 1830. — *De l'action de la Charte sur les ouvrages antérieurs à sa promulgation*, brochure in-8°, 1850. — *Plaidoyer pour les Commissions des ouvriers typographes*, brochure in-8°, 1850. — *De l'extinction de la Mendicité par le perfectionnement de l'agriculture*, brochure in-8°, 1859.

MARCHAND (ARMAND-MARIE-LOUIS).

M. MARCHAND (*Armand-Marie-Louis*), né à Paris, le 26 décembre 1850, est issu d'une famille citée parmi les plus anciennes et les plus notables de la capitale, dès long-temps ennoblie en raison de services rendus dans de hautes charges de judicature, et des fonctions municipales : il compte au nombre de ses grands oncles le chancelier Boucherat.

Reçu docteur en droit par la Faculté de Paris, avant l'âge de 21 ans. M. Marchand s'était d'abord destiné au haut enseignement du droit. Il fut collaborateur de MM. Blondeau, Ducauoy et Demante, dans la rédaction du journal *la Thémis*. Il fit pendant les années 1825, 1827 et

1829 plusieurs voyages scientifiques en Belgique, en Italie et en Hollande, dont il visita les Universités.

M. Marchand a subi d'une manière brillante les épreuves de plusieurs concours dans lesquels ses thèses et ses argumentations furent remarquées pour les opinions nouvelles et hardies qu'elles agitaient. Admis avec dispense d'âge au concours ouvert en 1829 pour la chaire de professeur de *Pandectes*, vacante à Paris par la mort de M. Colelle, il ne manqua la nomination que de peu de voix, son compétiteur, M. Pellat, déjà professeur suppléant à Paris, ne l'ayant emporté sur lui qu'au scrutin de ballottage.

M. Marchand exerçait la profession d'avocat lors de la révolution de juillet. Quand on réorganisa la juridiction contentieuse au conseil d'État, il fut nommé auditeur de première classe, et appelé aux fonctions importantes du ministère public qu'il remplit encore aujourd'hui. Parmi les affaires graves et difficiles dans lesquelles il a porté la parole, et dont les journaux ont rendu compte, on cite les diverses réclamations de la famille Napoléon; celles du prince de Polignac, de Jeanne, condamné de juin, du capitaine des maîtres de poste et l'affaire Vanlerberg, etc.

M. Marchand a été nommé maître des requêtes en service ordinaire en 1851, chevalier de la Légion-d'Honneur en 1856.

M. Marchand a donné plusieurs articles importants au *dictionnaire du notariat* et à l'*Encyclopédie du droit*; il a fait quelques articles littéraires pour la *revue de Paris*; on a remarqué entre autres deux lettres sur les fouilles de Pompée, lettres qui ont été insérées en 1655.

RÉCLAMATION.

Nous avons appris que M. Méchin avait à se plaindre non-seulement de l'appréciation que nous avions faite de ses actes, mais encore de quelques inexactitudes dans notre exposé des actes qui constituent sa vie politique. Aussitôt nous avons autorisé l'un de nos éditeurs à se mettre en communication avec M. Méchin, et à lui offrir (*ce que nous offrons à tous ceux qui se croiraient en droit de la réclamer de nous*) l'insertion dans notre propre ouvrage, des réclamations qu'il jugerait convenable de nous adresser.

Nous accueillons la réponse de M. Méchin et ses réclamations, nous bornant à quelques annotations en réponse.

Moulins, 9 octobre 1839.

A M. H. KRABBE, éditeur, quai Saint-Michel, 13.

MONSIEUR,

Me trouvant chez mon fils, je vous adresse mes observations et mes réponses sur les *erreurs* où sont tombés, pour ce qui me concerne, MM. les Rédacteurs de la *Biographie des Hommes du jour*.

J'ai confiance, en leur probité, et je suis convaincu que leur épigraphe est une garantie de leur bonne foi. J'ose donc attendre les modifications que vous avez bien voulu provoquer vous-même par votre lettre du 14 septembre dernier, que j'ai sous les yeux.

Recevez, Monsieur l'assurance de ma considération distinguée.

B. MÉCHIN.

*Erreurs à relever dans l'article qui concerne
M. Alexandre-Edme MÉCHIN (2^e partie
du tome 1^{er} de la BIOGRAPHIE DES HOMMES
DU JOUR, page 95).*

« N. B. On laisse à l'appréciation consciencieuse des écrivains tout ce qui concerne les doctrines, les principes et la conduite politique, qui sont du domaine de l'opinion. Entre eux et M. Méchin, il y a un juge que certainement il ne récuse pas.

Le devoir des auteurs de l'article leur est tracé par leur épigraphe (1).

1^o.

« MÉCHIN (*Alexandre-Edme*) est né à Paris et non à Versailles; il y est né en 1772, et non en 1762. Cette erreur, commune à plusieurs biographies, lui a déjà été préjudiciable (2).

2^o.

« La pétition que M. Méchin a été chargé, après le 9 thermidor, de présenter à la barre de la Convention, était l'expression des sentimens de très-nombreux jeunes gens qui l'honoraient de leur confiance et qui, armés contre le retour de la tyrannie décemvirale, étaient également debout contre la coalition des rois en guerre contre la France. Mieux instruits, messieurs les rédacteurs eussent reconnu que M. Méchin n'a pas manqué de courage à l'égard des hommes que la pétition signalait, et que c'est par la *circonstance la plus imprévue* qu'il n'a pas été enveloppé

(1) Nous pensons ne pas nous être écartés de ce devoir, et nous maintenons nos appréciations générales: car nous ne connaissons M. Méchin *nec beneicio, nec injuriâ*, et nous n'avons été guidés en écrivant que par le désir d'être justes et impartiaux.

(2) Pourquoi M. Méchin ne nous a-t-il pas donné les notes officielles et authentiques que nous avons réclamées de lui avant de livrer à la publicité l'article que nous lui consacrons? Nous nous serions fait un devoir de relever l'erreur de date commise par les biographes nos prédécesseurs. Son silence à notre égard a dû nous faire supposer qu'ils n'avaient pas commis d'erreur matérielle. M. Méchin a donc tort de se plaindre aujourd'hui du préjudice que cette erreur souvent répétée a pu lui causer.

dans la condamnation des Girondins (5).

3°.

« La mission de Fréron avait pour but de mettre un terme aux assassinats des compagnies de Jésus et du Soleil (4).

4°.

« L'article use, à l'égard des événemens dont Viterbe fut le théâtre en 1798, d'une réserve dont les rédacteurs doivent d'autant plus s'applaudir, que les bruits absurdes et faux qui ont circulé dans le temps, ont été formellement démentis et prouvés tels :

1° Par le général Kellermann, mort duc de Valmy, qui fut le libérateur des prisonniers de Viterbe ;

2° Par M. Artaud, alors secrétaire de la commission de Malte, depuis, chargé d'affaires auprès de plusieurs cours, membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, et encore vivant ;

5° Par la modération dont le vainqueur usa à l'égard de la population Viterbaise, qui n'eût pas été épargnée, si elle se fût rendue coupable ou complice des crimes dont il a paru convenable à quelques personnes de l'accuser ;

Et par les témoignages et la conduite du cardinal Muzio Gallo, et du comte Zelli-Pazzaglia, gouverneur (5).

5°.

« L'acquisition de l'abbaye de *Fussenich*, par M. Méchin, lorsqu'il était préfet de la

(3) Nous maintenons notre appréciation jusqu'à ce que M. Méchin nous fasse connaître la *circonstance la plus imprévue* à laquelle il a dû de n'être pas enveloppé dans la condamnation des Girondins. Le récit simple des faits eût été la meilleure réfutation de nos dires.

(4) Cette explication confirme ce que nous avons dit.

(5) M. Méchin reconnaît lui-même la réserve avec laquelle nous avons parlé de ces événemens ; ses

Roër, a été l'objet de beaucoup de calomnies. On l'a représentée :

1° Comme une violation de la loi ; c'était faux alors. Un *passé à l'ordre du jour* du conseil des Cinq Cents déclarait les administrateurs des départemens et districts habiles à se porter acquéreurs de biens nationaux dans leurs propres départemens. La disposition contraire du *Code civil* n'était pas encore adoptée.

2° Comme une spéculation à l'effet de s'approprier à bas prix une *superbe propriété* ; la réponse ne tarda pas, et elle fut péremptoire. M. Méchin, dans une séance *qu'il ne présidait pas*, demeura adjudicataire du domaine de *Fussenich*, pour 155,000 francs. Cette propriété, dévolue depuis à la Légion d'Honneur, a été revendue pour 125,000 fr.

Le décret d'annulation de l'acquisition, ne porte pas le nom de l'acquéreur. Ce ménagement n'eût pas eu lieu s'il eût été coupable, et l'on a vu que la disgrâce a été loin de l'atteindre. Ce décret fut rendu comme une leçon de convenance (6).

6°.

« Les écrivains rappellent la malheureuse condamnation qui frappa des individus de la ville de Caen, coupables de sédition et de pillage, lors de la disette de grains en 1812. Ils ont dû savoir que la *Gazette de France*, avant la révolution de 1850, a été condamnée à l'amende et à l'emprisonne-

explications sont donc inutiles, et prouvent en faveur de notre impartialité.

(6) Ici encore M. Méchin explique notre version, mais ne cherche pas même à la détruire ou à la nier. Nous avons dit *qu'il y eut un décret annulant l'acquisition*. M. Méchin n'y a vu *qu'une leçon de convenance* : en cela, il est d'accord avec nous, car nous avons dit qu'il avait eu l'*inadvertance* de se rendre adjudicataire.

L'opinion publique appréciera la portée de l'*inadvertance*, tout comme aussi la portée de la *leçon de convenance*.

ment pour avoir, à cette occasion, calomnié l'ancien préfet du Calvados, dont la conduite a été jugée inattaquable (7).

7°.

« L'adhésion de M. Méchin au gouvernement de la Restauration, était une conséquence de l'abdication de l'Empereur, et cet acte d'adhésion lui était commun avec le sous-préfet du chef-lieu et les membres du conseil de préfecture. *La rédaction ne fut pas la sienne* (8). Au surplus, la manière dont il fut traité par Napoléon en 1815, et la préfecture d'Ille-et-Vilaine, si importante dans ce temps surtout, qu'il lui confia, sont des réponses qui doivent satisfaire les esprits les plus difficiles (9).

8°.

« C'est ici que M. Méchin ne peut s'expliquer l'inconcevable méprise de messieurs les rédacteurs de l'article; ils lui prêtent des paroles qu'ils n'a pas prononcées; ils les placent dans le *Moniteur*, à la date du 10 avril 1814, et le *Moniteur*, à cette date, leur donne un démenti formel. Ces paroles appartiennent à une lettre écrite de Com-

(7) Nous n'ignorons pas la condamnation qui frappa la *Gazette de France*, coupable de calomnie envers l'ancien préfet du Calvados; mais nous ne comprenons pas à quelle expression sortie de notre plume M. Méchin veut faire allusion dans cette note. Nous n'avons pas un mot à retrancher dans le récit que nous avons fait de cet épisode de la vie administrative de M. Méchin.

(8) M. Méchin rejette la responsabilité de la rédaction de son adhésion sur le sous-préfet de Caen et les membres du conseil de préfecture du Calvados; nous persistons, nous, à dire qu'en pareille circonstance *le plus responsable est sans contredit le président d'une assemblée*. Nous comprenons un inférieur rejetant la responsabilité d'un acte sur son supérieur, mais nous ne savons comment celui-ci ose appeler ses subordonnés en garantie de sa conduite !

(9) Nous n'avons rien à modifier aux explications que nous avons données à cet égard.

piègne au *Journal des Débats*, le 2 mai 1814, et se trouvent au *Moniteur*, dans le n° du même mois. Il est aisé de la vérifier (10). Certainement messieurs les rédacteurs se feront un devoir de rectifier leur étrange citation. M. Méchin n'a jamais rien eu de commun avec la rédaction du *Journal des Débats*.

9°.

« M. Méchin n'a jamais été en possession de l'ordonnance royale qui lui conférerait la direction générale des forêts; conséquemment il n'y a jamais été installé (11); conséquemment elle ne lui a pas été *deux*

(10) Nous reconnaissons la justice de cette réclamation. Les paroles que nous avons citées sont, en effet, dans le *Moniteur* de mai, et non d'avril; elles sont empruntées à une correspondance de Compiègne, adressée au *Journal des Débats*, ainsi que l'a dit M. Méchin, que sa mémoire sert bien fidèlement dans cette occasion.

Comment, après vingt-cinq ans, M. Méchin, s'il a été étranger à cette correspondance, a-t-il conservé un souvenir aussi précis des dates et d'un membre de phrase isolé? Que le lecteur impartial apprécie.

Notre excuse à nous est dans la déclaration que nous faisons que ce passage de la notice de M. Méchin a été emprunté au *Dictionnaire des Girouettes*, contre lequel M. Méchin n'a jamais réclamé.

Nous ferons même remarquer que nous n'avons pas accusé le préfet du Calvados d'avoir adressé au prince les absurdes compliments que nous citons, mais de les avoir écrits; car, c'est ainsi que nous nous sommes exprimés avec l'auteur du *Dictionnaire des Girouettes*. Et, nous le disons avec conviction, la précision des dates citées par l'ex-préfet du Calvados et l'à-propos de sa mémoire nous laissent croire que l'écrivain accusateur pouvait être bien informé.

(11) Pas un mot dans notre notice ne dit que M. Méchin ait jamais été *installé* à l'administration générale des forêts; nous n'avons donc point à répliquer à cette *réfutation en l'air*. Mais nous maintenons ce que nous avons dit, que M. Méchin s'est cru deux fois titulaire de cette direction, et que deux fois elle lui a été retirée. M. Méchin le reconnaît en quelque sorte dans ce paragraphe.

fois retirée. Il a su par un des membres du cabinet d'alors, qu'il venait d'y être appelé ; mais cette délibération a été une œuvre morte comme bien d'autres qui ne se sont pas produites hors du conseil. M. Méchin n'a jamais sollicité son entrée au cabinet (12) ; ses précédens font croire qu'il y eût tenu une place utile et honorable (15).

10°.

« M. Méchin est accusé d'ingratitude envers M. Laffitte, et d'avoir, par une inspiration secrète du ministère, entravé la souscription ouverte pour ce célèbre banquier dans le département du Nord.

Les faits vont répondre. Pendant près de dix ans, M. Méchin s'est livré, de compte à demi avec M. Laffitte, à des opérations de banque et de finances. Il a eu souvent à se louer de la générosité de ses procédés. L'heure des opérations arrivée, on a réglé les comptes à l'amiable, et M. Méchin les a soldés complètement *en capital et intérêts*.

Les journaux ont attaqué M. Méchin sur ses rapports avec M. Laffitte ; messieurs les rédacteurs ont reproduit cette accusation d'ingratitude, accusation injuste et *insolvable*.

L'un des fils de M. Méchin se présenta, en 1831 ou 1832 (M. Méchin était loin de Paris), chez M. Laffitte, pour le prier de publier, par la voie des journaux, la manière dont les choses avaient été terminées entre les deux parties. M. J. Laffitte crut ne point devoir accéder à cette de-

mande (14). Alors le fils de M. Méchin pria M. J. Laffitte de trouver bon que, dans une lettre publique, il donnât des

(14) Nous n'avons point dit que M. Laffitte fût encore aujourd'hui *légalement* le créancier de M. Méchin ; nous n'étions point en mesure d'émettre une opinion positive à cet égard. Aussi nous exprimons-nous en termes généraux, que nous croyons devoir reproduire et maintenir.

« Dans une occasion délicate pour M. Méchin, « avons-nous dit, il prouva que l'intérêt de sa conservation l'emportait sur la reconnaissance. Le « ministère s'opposait sous main à la souscription « nationale en faveur de M. Laffitte, et cherchait à « en paralyser l'effet ; M. Méchin se fit l'auxiliaire « de ses patrons en refusant de laisser ouvrir à Lille « une liste de souscription.

« Cette conduite de la part de M. Méchin engagea « les patriotes du département du Nord, qui avaient « entendu parler des services rendus à M. Méchin « par M. Laffitte, à s'assurer des faits, et plusieurs « d'entr'eux vinrent en députation à Paris auprès « de cet homme généreux, qui refusa avec délicatesse toute explication à ce sujet. Ils parvinrent « néanmoins à se procurer des documens certains, « et, à leur retour à Lille, ils les publièrent dans « *l'Écho du Nord*. M. Méchin eut le courage d'écrire « à M. Laffitte pour le supplier de démentir les faits « publiés. C'était aussi par trop compter sur l'obligeance et la bonhomie du vertueux banquier. »

Nous le répétons, nous nous croyons en droit de maintenir cette appréciation ; car si M. Méchin a soldé M. Laffitte en capital et intérêts, il ne saurait oublier que c'est à une commandite de 600,000 fr. prêtés par M. Laffitte qu'il a dû de pouvoir prendre part à une vaste spéculation commerciale, et d'être constamment éligible sous la Restauration. La dette de la reconnaissance n'est point acquittée par cela seul que l'on a reçu *quittance* au bas de son compte d'affaires. M. Méchin pouvait, du reste, mieux édifier l'opinion publique à cet égard, en acceptant l'offre que nous lui avons faite de donner à cette partie de sa réclamation tout le développement que nécessiteraient les explications les plus minutieuses ; nous devons, toutefois, reconnaître qu'il est dans le vrai lorsqu'il dit : « Que le terme des opérations arrivé, on a réglé les comptes à l'amiable, « et qu'il les a soldés complètement en capital et « intérêts. »

Quant au silence gardé par M. Laffitte, nous ne

(12) Ici encore nous n'avons rien à répliquer, car nous n'avons pas énoncé cette assertion, que M. Méchin eût pu par conséquent se dispenser de réfuter.

(13) Nous n'avons pas dit le contraire ; mais nous ne pensions pas qu'une telle affirmation dût venir de M. Méchin lui-même.

explications qu'il eût préféré lui devoir.

Cette lettre fut imprimée dans les journaux, et depuis, cette accusation ne fut pas reproduite; elle ne peut plus l'être.

Quant à la souscription ouverte en faveur de M. J. Laffitte, il est *faux* que M. Méchin l'ait entravée, également *faux* que le ministère d'alors lui ait donné l'ordre de le faire; bien loin de là, M. Méchin en a désiré le succès, et s'en est exprimé hautement et toutes les fois qu'il a eu l'occasion de le faire. Mais les amis de M. J. Laffitte s'étaient mépris sur les moyens d'atteindre le but auquel ils tendaient. C'étaient aux Chambres de commerce, aux principaux négocians et fabricans qu'ils auraient dû s'adresser, et non à des personnes qui étaient loin d'être en situation de seconder efficacement leur but (15).

L'approuvons point, tout en comprenant la délicatesse de sa détermination; mais il nous semble qu'interpellé, en 1832, par M. Méchin, il eût pu répondre de *clerc à maître*; et sans doute le préfet du Nord ne se serait pas félicité d'avoir donné lieu à une publicité qui, nous le croyons, n'eût pas mis le bon droit de son côté.

M. Méchin déclare qu'il est *faux* que la souscription en faveur de M. Laffitte ait été entravée par lui. Nous ne sommes point en mesure de lui répondre autrement que par le journal *l'Echo du Nord*, qui s'exprima à cette époque en termes fort énergiques.

M. Méchin ajoute qu'il est *faux* que le ministère lui ait donné l'ordre de le faire. Nous n'avons qu'un mot à répliquer: il est *vrai, de vérité absolue et matérielle*, que le ministère a donné cet ordre à plusieurs préfets (nous sommes en position de prouver ce fait). M. Méchin fut-il excepté dans cette mesure de direction administrative? Cela est possible, et ferait l'éloge du ministre, qui aurait apprécié les rapports de M. Méchin avec M. Laffitte autrement que M. Méchin lui-même.

(15) M. Méchin apprécie ainsi; les amis de M. Laf-

11°.

« Messieurs les rédacteurs veulent bien donner des éloges à la conduite parlementaire de M. Méchin; ils veulent bien reconnaître en lui un administrateur éclairé: pourquoi n'ont-ils pas dit que dans les six départemens qui lui ont été confiés successivement, dont l'un l'a nommé sept fois son député, il a recueilli les plus constans, les plus touchans témoignages de l'estime et de l'attachement de ses administrés? Récemment, ils ont pu lire dans les feuilles publiques quelles ont été les sympathies et les regrets du département du Nord, quand il a perdu l'administrateur à qui, moins d'un an auparavant, son conseil-général, sous la sanction royale nécessaire, avait décerné le plus grand honneur qu'un homme vivant puisse espérer.

Messieurs les rédacteurs voudront bien se ressouvenir qu'un homme qui a passé quarante-huit années dans l'exercice de fonctions importantes, semblait mériter qu'on examinât sérieusement si les actes du préfet n'avaient jamais été en désaccord avec la coopération du député aux grandes discussions et aux grands événemens auxquels son nom est attaché (16).

fitte pensèrent différemment. Nous ne nous portons point juges; nous n'avons fait que répéter les assertions de *l'Echo du Nord*, que nous avons eu soin de citer.

(16) Nous nous sommes montrés justes et impartiaux envers M. Méchin; il le reconnaît lui-même. A notre tour, nous reconnaissons que le dernier paragraphe de sa réclamation complète notre travail, et nous l'en remercions: toutefois, nous lui dirons que nos remerciemens seraient plus sincères si ses communications *officielles* avaient précédé la publication de sa notice; elles n'auraient enchaîné en quoi que ce soit notre libre arbitre d'appréciation, et nous auraient évité des erreurs.

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages		Pages
ANDRÉ (le général d').	84	CASTELLANE (le général).	9
ADAM (Louis).	285	CASTEX (le général).	59
ARNAULT (Lucien).	123	CHABAUD-LA-TOUR (F. H. E.).	126
AURÉ (le colonel d').	63	CHASSELOUP-LAUBAT (le marquis de)	88
BARRAS (le docteur).	162	CHAUMONNOT (Charles-Albert).	255
BASSE (Louis).	69	CHEVALLIER (J.-B.).	284
BAUDON.	271	CHEVALLIER (Michel).	271
BERNARD (de Rennes).	64	CHEVREUL (le docteur).	268
BENCKENDORFF (le général).	102	CLOT-BEY.	75
BERTHEZÈNE (le général).	5	COGNIET (Léon).	203
BERTHOIS (le général).	117	COIGNY (le duc de).	238
BERTON (1) (le docteur).	194	CONTE (directeur des Postes).	52
BILLAUEL (Jean-Baptiste).	158	CRÉMIEUX (1) (Adolphe).	506
BONNARD (A. de).	560	DALLOZ (avocat).	165
BOMPARD (maire de Metz).	15	DANLOUP-VERDUN (le général).	290
BOURGE (le colonel).	72	DÉJAZET (Mlle).	99
BOURSY.	42	DELAMARRE.	260
BOYER (le colonel).	165	DEPPING.	255
BRESSON (M. S.).	39	DESTIGNY (de Caen).	188
BUDAN DE RUSSÉ (le colonel).	18	DUGHASTEL (le général).	172
BURNOUF (Jean-Louis).	108	DUPREZ (artiste lyrique).	61
CAMBACÈRES (M. J. P. H. de).	40	ESPÉRONNIER (le colonel).	265
CAPURON (le docteur).	30	FAURE (Félix).	505
CARNOT (Hippolyte).	149	FÉLIX (Rachel).	95
CASANELLI D'ISTRIA.	119	FÉLIX (Sara).	95

(1) Dans cette Notice consacrée au fils du brave et infortuné général Berton, nous nous sommes occupés de cette noble victime de nos discordes civiles, et lui avons consacré un souvenir biographique qui rectifie quelques erreurs de fait, admises par les biographes nos prédécesseurs.

(1) Les assassinats politiques du midi, en 1815 et 1816, trouvèrent dans le jeune avocat de Nîmes, un courageux dénonciateur; rappeler ses principales plaidoiries, à cette époque, nous a paru un travail qui jette un jour vraiment historique sur les orgies de sang.

	Pages		Pages
FIZEAU (le docteur).	137	OUDINOT (le général),	51
FLORET (J.-P.)	57	OUVAROFF (Serge-Semenowitch).	360
FRABOULET DE VILLENEUVE.	566	PARADOL (madame).	92
FRÉGEVILLE (le général).	217	PASKEVITCH (le maréchal).	177
GAMA (le docteur).	266	PATIN.	85
GASSICOURT (Cadet de).	569	PAYEN (Anselme).	121
GATTI DE GAMOND (madame).	18	PELLETIER (le général).	502
GAYRARD (père).	193	PERSIGNY (Fialin de).	166
GUALY (Archevêque d'Alby).	266	PETITOT (statuaire).	299
GUILLIÉ (le docteur).	278	PODENAS (le baron de).	190
HAUTPOUL (le marquis d').	292	POSSOZ (J.-F.)	22
HÉBERT (député).	164	QUINSONAS (le comte Octavien de).	555
HUYOT.	209	QUINSONAS (le chevalier Adolphe de).	
HUZARD (J.-B.)	233	QUINSONAS (le comte Emmanuel de).	
ISAMBERT.	109	RANC (l'abbé).	22
KLEIN.	98	RANDJIT-SINGH.	251
LA COSTE DU VIVIER.	126	REGNAUD DE SAINT-JEAN-D'ANGELY.	56
LANGLOIS D'AMILLY.	291	REMILLY (député et maire de Versailles).	70
LARIBOISIÈRE (le comte de).	45	REQUIN (le docteur).	100
LECOQ D'HERVEY.	201	RICARD (le colonel).	46
LEGENTIL (député de la Seine).	160	RIGNY (le général).	241
LEJEUNE (le général).	286	RIOLLAY (le colonel).	214
LE NOIR (le général vicomte).	47	RIVAROL (le général).	262
LEROY-DUVERGER (le général).	264	ROBIOU (évêque de Coutances).	15
LIGIER.	95	ROBIQUET.	200
LIGNIVILLE (le général).	269	ROQUES (Joseph).	501
LONGUERUE (le général).	267	ROUSSEL (le général).	215
LOUVOIS (le marquis de).	48	REYNIAC (le colonel).	562
LUCAS.	535	SAINT-AULAIRE (Pagnon).	94
LUGNOT (le colonel).	269	SAINT-JOSEPH (le général).	500
MAILLARD DE LISCOURT.	223	SCHNEIDER (le général).	203
MAISONFORT (le général marquis de la).	107	SÉGANVILLE (le général).	49
MALLET (Charles-François).	261	SÉRURIER (le comte).	500
MANTE (Mlle).	96	SIMON LORIÈRE (le général).	67
MARCHAND (Armand-Marie-Louis).	100	SINETY (le vicomte).	69
MAREY (le colonel).	152	TALANDIER (le colonel).	128
MAZÈRES.	297	TALLEYRAND (duc de Périgord).	165
MÉRAT (le docteur).	127	THIÉBAULT (le colonel).	176
MERLIN (le général comte).	71	TOURANGIN (Victor).	60
MIGNET (Auguste-François).	557	TROBRIAND (le général).	105
MONTMORENCY (le duc de).	172	TURPIN DE CRISSÉ (le comte).	505
NAUDO (évêque de Nevers).	151	VALAYER (ex-évêque de Verdun).	117
NICEVILLE (le colonel de).	162	VALETTE (Aristide).	66
ODIOT (père).	83	VANDENZANDE (F.-J.).	59
ODRY.	93	VARAIGNE (le colonel de).	105

TABLE DES MATIÈRES.

VAUCHELLE (intendant militaire).	Pages 192	WIMPFEN (le général).	403
VÉRON.	174	ZIMMERMANN.	415
VOLLAND (intendant militaire).	108		207

RÉCLAMATION.

MÉCHIN (le baron).	595
--------------------	-----

FIN DE LA TABLE.



BOSTON PUBLIC LIBRARY



3 9999 03197 539 2

